


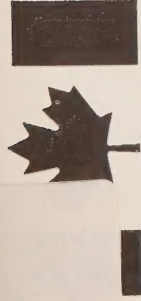
3 1761 11557095 4



Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761115570954>

Unit
FN
-Q77



**Government
of Canada**

**Gouvernement
du Canada**

**Statements
of Financial
Operations**

**États
des opérations
financières**

For

April 1989

pour

avril 1989

**Fiscal Year
1989-90**

**Exercice
1989-90**



The Honourable Paul Dick
Receiver General for Canada

L'honorable Paul Dick
Receveur général du Canada

Any inquiries should be directed to the:

Manager,
Government Accounts and Reports Group,
Accounting, Banking and Compensation
Directorate,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada.
K1A 0S5
Telephone: (819) 956-1794

Toute demande de renseignements devrait
être faite à la personne suivante:

Le gestionnaire,
Groupe des Comptes et Rapports du gouvernement,
Direction générale de la Comptabilité, de la gestion
bancaire et de la rémunération,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada.
K1A 0S5
Téléphone: (819) 956-1794

TABLE OF CONTENTS

	<u>PAGE</u>
Preface	1
Monthly Statements of Financial Operations	
Table I - Summary Statement of Transactions	3
Table II - Detailed Statement of Transactions	4
Table III - Statement of Budgetary Expenditure by Department	8
Notes to the Monthly Statements of Financial Operations	20

TABLE DES MATIERES

	<u>PAGE</u>
Préface	1
Etats mensuels des opérations financières	
Tableau I - Etat sommaire des opérations	3
Tableau II - Etat détaillé des opérations	4
Tableau III - Etat des dépenses budgétaires par ministère	8
Notes se rapportant aux états mensuels des opérations financières	20

PREFACE TO THE
MONTHLY STATEMENTS OF
FINANCIAL OPERATIONS
OF THE GOVERNMENT OF CANADA

The fundamental purpose of the monthly Statements of Financial Operations is to provide information to interested users of data on the government's financial operations, and to facilitate an understanding and evaluation of the full nature and extent of the financial affairs and resources for which the Government is responsible.

The two basic concepts underlying the Government's accounting system are found in the Constitution Acts: first, the concept of the Consolidated Revenue Fund, which emanates from the requirement that all duties and revenues received, other than those reserved to the provinces, "shall form One Consolidated Revenue Fund"; second, the concept that the balance of the Fund, after certain prior charges, "shall be appropriated by the Parliament of Canada".

The Statements of Financial Operations consist of Summary and Detailed Statements of Transactions, a Statement of Budgetary Expenditure by Department and accompanying notes. The Statements of Transactions show how the financial requirements were met and the effect of the transactions on the Consolidated Revenue Fund. In the Summary and Detailed Statements of Transactions, the financial transactions are classified into the following categories:

- The first category, budgetary, consists of all the transactions with outside parties which enter into the calculation of the annual deficit or surplus of the Government, that is, the receipts from tax revenue and non-tax revenue, together with the expenditures authorized by Parliament.
- The second category, non-budgetary, consists of transactions in loans, investments and advances, in liabilities for the administration of certain public money received or collected for special purposes, and in other assets and liabilities.
- The third category, foreign exchange, reflects transactions in international reserves held in the Exchange Fund Account (the principal objective of which is to aid in the control and protection of the external value of the Canadian dollar) together with an accounting of the net position of the Government with respect to the International Monetary Fund. Foreign exchange transactions include unmatured debt payable in foreign currencies.
- The fourth category, unmatured debt, represents the extent to which financial requirements have been met through the increase in unmatured debt, that is, the net change in amounts owing for marketable bonds, Canada savings bonds, special non-marketable bonds issued to the Canada Pension Plan Investment Fund and Treasury bills. Unmatured debt transactions exclude unmatured debt payable in foreign currencies.
- The final section of the statement shows the cash balances and the balances of unmatured debt at the end of the period. Additional disclosure of the unmatured debt balance by type of instrument is also provided.

The third statement gives a more detailed accounting of budgetary expenditure transactions by department. Total net expenditure reported on the Detailed Statement of Transactions differs from the total expenditure by department. The difference represents transactions of certain specified purpose accounts, the provision for valuation which is not applied to each appropriation and budgetary transactions internal to the Government.

PREFACE AUX
ETATS MENSUELS DES
OPERATIONS FINANCIERES
DU GOUVERNEMENT DU CANADA

Le but fondamental des états mensuels des opérations financières est de fournir des renseignements aux utilisateurs intéressés aux opérations financières du gouvernement, et de faciliter une compréhension et une évaluation de la nature et de toute l'étendue des affaires financières et des ressources pour lesquelles le gouvernement est responsable.

Les deux notions de base sur lesquelles est fondé le système comptable du gouvernement se trouvent dans les Lois constitutionnelles. Premièrement, la notion du Fonds du revenu consolidé qui découle de l'exigence que tous les droits et recettes, autres que ceux qui sont réservés aux provinces, "formeront un fonds du revenu consolidé", deuxièmement, la notion suivant laquelle le solde du Fonds, après certaines imputations préalables, "sera approprié par le Parlement du Canada".

Les états des opérations financières consistent des états sommaire et détaillé des opérations, d'un état des dépenses budgétaires par ministère et des notes afférentes. Les états des opérations financières indiquent la façon dont les besoins financiers ont été rencontrés et l'effet des opérations sur le Fonds du revenu consolidé. Dans les états sommaire et détaillé des opérations, les opérations financières sont classées sous les catégories suivantes:

- La première catégorie, les opérations budgétaires, consiste de toutes les opérations avec les tiers qui entrent dans le calcul du déficit ou de l'excédent annuel du gouvernement, et comprend les rentrées provenant des recettes fiscales et des recettes non fiscales, de même que les dépenses autorisées par le Parlement.
- La deuxième catégorie, les opérations non budgétaires, comprend les opérations dans les prêts, dotations en capital et avances, dans les éléments de passif reliés à l'administration de certains deniers publics encaissés ou perçus pour des fins déterminées, et dans les autres éléments d'actif et de passif.
- La troisième catégorie, les opérations de change, reflète les opérations dans les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes (le but principal est d'aider à contrôler et à protéger la valeur extérieure de l'unité monétaire canadienne) de même qu'une comptabilité de la situation nette du gouvernement en ce qui concerne le Fonds monétaire international. Les opérations de change comprennent la dette non échue à payer en devises étrangères.
- La quatrième catégorie, les opérations de la dette non échue, représente la mesure dans laquelle les besoins financiers ont été satisfaits au moyen d'une augmentation de la dette non échue qui indique le changement net dans les montants dus relatifs aux obligations négociables, aux obligations d'épargne du Canada, aux obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada et aux bons du Trésor. Les opérations de la dette non échue ne comprennent pas la dette non échue à payer en devises étrangères.
- La dernière section de l'état montre le solde de caisse et le solde de la dette non échue à la fin de l'exercice. Les effets à payer relatifs au solde de la dette non échue sont également divulgués par catégorie.

Le troisième état fournit une comptabilité plus détaillée des opérations des dépenses budgétaires par ministère. Le total des dépenses brutes présenté à l'état détaillé des opérations est différent du total des dépenses par ministère. La différence représente les opérations de certains comptes à fins déterminées, la provision pour évaluation qui n'est pas appliquée à chaque crédit et les opérations budgétaires internes du gouvernement.

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE 1 - SUMMARY STATEMENT OF TRANSACTIONS

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU 1 - ETAT SOMMAIRE DES OPERATIONS

(in millions of dollars - en millions de dollars)

MONTH OF APRIL - MOIS D'AVRIL
1989 1988

I. BUDGETARY TRANSACTIONS		I. OPERATIONS BUDGETAIRES	
Revenue.....		Recettes.....	+ 6,441 + 5,230
Expenditure.....		Dépenses.....	- 9,830 - 8,931
Deficit.....		Déficit.....	- 3,389 - 3,701
II. NON-BUDGETARY TRANSACTIONS		II. OPERATIONS NON BUDGETAIRES	
(source + requirement -)		(provenance + besoin -)	
Loans, investments		Prêts, dotations en capital et	
and advances.....		avances.....	- 38 - 305
Specified purpose accounts.....		Comptes à fins déterminées.....	- 200 - 252
Other transactions.....		Autres opérations.....	+ 626 + 1,511
Net source (+) or requirement (-)...		Provenance nette (+) ou besoin net (-)	+ 388 + 954
Financial requirements (excluding		Besoins financiers (opérations de	
foreign exchange transactions)....		change non comprises).....	- 3,001 - 2,747
III. FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS		III. OPERATIONS DE CHANGE	
(source + requirement -).....		(provenance + besoin -).....	+ 35 - 892
Total financial requirements.....		Total des besoins financiers.....	- 2,966 - 3,639
IV. UNMATURED DEBT TRANSACTIONS		IV. OPERATIONS DE LA DETTE NON ECHUE	
(source + requirement -).....		(provenance + besoin -).....	+ 2,056 + 3,140
Change in cash		Variation de la caisse	
(increase + decrease -).....		(augmentation + diminution -).....	- 910 - 499
V. CASH BALANCE AT END OF PERIOD.....		V. CAISSE EN FIN DE PERIODE.....	926 1,034

The accompanying tables and notes are
an integral part of this statement.

Les tableaux et les notes complémentaires
font partie intégrante de cet état.

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE II - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU II - ETAT DETAILLE DES OPERATIONS

(in millions of dollars - en millions de dollars)

MONTH OF APRIL - MOIS D'AVRIL
1989 1988

I. BUDGETARY TRANSACTIONS

I. OPERATIONS BUDGETAIRES

Revenue
Tax revenue -
Income Tax -
Personal.....
Corporation.....
Unemployment Insurance
Contributions.....
Non-resident.....
Excise taxes and duties -
Sales tax.....
Customs import duties.....
Energy taxes.....
Other.....
Other tax revenue.....

Recettes
Recettes fiscales -
Impôt sur le revenu -
Particuliers.....
Sociétés.....
Cotisations d'assurance-
chômage.....
Non résidents.....
Taxes et droits d'accise -
Taxe sur les ventes.....
Droits de douane à l'importation.....
Taxes en matière d'énergie.....
Autres.....
Autres recettes fiscales.....

2,780	2,491
529	266
807	866
96	103
4,212	3,726
1,038	605
341	310
109	85
185	144
1,673	1,144
27	16

Total tax revenue.....

Total des recettes fiscales.....

5,912 4,886

Non-tax revenue -
Return on investments.....
Other non-tax revenue.....

Recettes non fiscales -
Produits de placements.....
Autres recettes non fiscales.....

428	320
101	24

Total non-tax revenue.....

Total des recettes non fiscales.....

529 344

TOTAL NET REVENUE.....

TOTAL DES RECETTES NETTES.....

6,441 5,230

Expenditure

Dépenses

Major transfer and subsidies
payments -
To persons -
Old age security benefits,
guaranteed income supplements and
spouses' allowances.....
Unemployment insurance benefits....
Family allowance.....
Veterans benefits.....
To other levels of government -
Fiscal arrangements.....
Insurance and medical care
services.....
Canada Assistance Plan.....
Education support.....
Total major transfer and
subsidies payments.....
Other program expenditures -
Defence.....
External affairs and aid.....
All other departments and agencies.
Total other program
expenditures.....
Public debt.....
TOTAL NET EXPENDITURE.....
DEFICIT.....

Principaux paiements de transfert et
subventions -
Aux particuliers -
Prestations de sécurité de la
vieillesse, suppléments de revenu
garanti et allocations au conjoint...
Prestations d'assurance-chômage.....
Allocations familiales.....
Prestations aux anciens combattants...
A d'autres paliers de gouvernement -
Arrangements fiscaux.....
Assurance et services de soins
médicaux.....
Régime d'assistance publique du Canada
Aide à l'éducation.....
Total des principaux paiements de
transfert et subventions.....
Autres dépenses des programmes -
Defence.....
Aide et affaires extérieures.....
Autres ministères et organismes.....
Total des autres dépenses des
programmes.....
Dettes publiques.....
TOTAL DES DEPENSES NETTES.....
DEFICIT.....

1,265	1,091
1,086	984
220	216
112	112
2,683	2,403
477	491
591	593
462	464
198	202
1,728	1,750
4,411	4,153
373	343
93	170
1,940	1,724
2,406	2,237
3,013	2,541
9,830	8,931
3,389	3,701

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE II - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU II - ETAT DETAILLE DES OPERATIONS - Suite

(in millions of dollars - en millions de dollars)

MONTH OF APRIL - MOIS D'AVRIL
1989 1988

II. NON-BUDGETARY TRANSACTIONS
(source + requirement -)

II. OPERATIONS NON BUDGETAIRES
(provenance + besoin -)

Loans, investments and advances

Crown corporations -
Lending institutions -
Canada Deposit Insurance
Corporation.....
Canada Mortgage and Housing
Corporation.....
Export Development
Corporation.....
Farm Credit Corporation.....
Federal Business Development Bank.

All other Crown corporations -
Air Canada.....
Atomic Energy of Canada Limited...
Canada Development Investment
Corporation.....
Canadian National Railway
Company.....
Petro-Canada.....
Other.....

Allowance for valuation.....

Other loans, investments and
advances -
Provincial and territorial
governments.....
National governments including
developing countries.....
International organizations (sub-
scriptions less notes payable)....
Veterans' Land Act Fund
advances less allowance
for conditional
benefits.....
Joint and mixed
enterprises.....
Miscellaneous.....

Allowance for valuation.....

TOTAL LOANS, INVESTMENTS AND
ADVANCES.....

Prêts, dotations en capital et avances

Sociétés de la Couronne -
Institutions de crédit -
Société d'assurance-dépôts du
Canada.....
Société canadienne d'hypothèques
et de logement.....
Société pour l'expansion des
exportations.....
Société du crédit agricole.....
Banque fédérale de développement....

Autres sociétés de la Couronne -
Air Canada.....
Energie atomique du Canada, Limitée..
Corporation de développement des
investissements du Canada.....
Compagnie des chemins de fer
nationaux du Canada.....
Petro-Canada.....
Autres.....

Provision pour évaluation.....

Autres prêts, dotations en capital
et avances -
Gouvernements provinciaux et
territoriaux.....
Gouvernements nationaux y compris
les pays en voie de développement....
Organismes internationaux (sous-
criptions moins effets à payer).....
Avances à la caisse de la Loi sur les
terres destinées aux anciens combat-
tants, non compris les provisions
pour prestations conditionnelles....
Entreprises mixtes et en
coparticipation.....
Divers.....

Provision pour évaluation.....

TOTAL DES PRETS, DOTATIONS EN CAPITAL
ET AVANCES.....

Specified purpose accounts

Canada Pension Plan Account.....
Superannuation accounts.....
Government Annuities Account.....
Provincial tax collection
agreements account.....
Deposit and trust accounts.....
Other.....

TOTAL SPECIFIED PURPOSE ACCOUNTS.....

Comptes à fins déterminées

Compte du régime de pensions du Canada.
Comptes de pension de retraite.....
Compte des rentes sur l'Etat.....
Compte des accords de perception
fiscale avec les provinces.....
Comptes de dépôt et de fiducie.....
Autres.....

TOTAL DES COMPTES A FINS DETERMINEES.....

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE II - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU II - ETAT DETAILLE DES OPERATIONS - Suite

(in millions of dollars - en millions de dollars)

MONTH OF APRIL - MOIS D'AVRIL
1989 1988

<u>Other transactions</u>	<u>Autres opérations</u>				
Cash in transit.....	Fonds en transit.....	+	1,853	+	2,322
Interest and matured debt.....	Intérêts et dette échue.....	+	263	+	656
Accounts payable.....	Créditeurs.....	-	1,797	-	2,360
Outstanding cheques and warrants....	Chèques et mandats en circulation.....	-	98	+	582
Miscellaneous.....	Divers.....	+	405	+	311
 TOTAL OTHER TRANSACTIONS.....	 TOTAL DES AUTRES OPERATIONS.....	 +	 626	 +	 1,511
 TOTAL NON-BUDGETARY TRANSACTIONS.....	 TOTAL DES OPERATIONS NON BUDGETAIRES.....	 +	 388	 +	 954
 <u>III. FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS</u> (source + requirement -)	 <u>III. OPERATIONS DE CHANGE</u> (provenance + besoin -)				
International reserves held in the Exchange Fund Account.....	Réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes.....	+	27	-	904
International Monetary Fund - Subscriptions.....	Fonds monétaire international - Souscriptions.....	+	27	-	904
 Less: International Monetary Fund - Notes payable.....	 Moins: Fonds monétaire international - Effets à payer.....			-	13
Special Drawing Rights allocations.....	Allocations de Droits de tirage spéciaux.....			-	13
 Unmatured debt transactions payable in foreign currencies.....	 Opérations de la dette non échue à payer en devises étrangères.....	+	8	+	25
 TOTAL FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS....	 TOTAL DES OPERATIONS DE CHANGE.....	+	35	-	892
 <u>IV. UNMATURED DEBT TRANSACTIONS</u> (source + requirement -)	 <u>IV. OPERATIONS DE LA DETTE NON ECHUE</u> (provenance + besoin -)				
Marketable bonds.....	Obligations négociables.....	+	375	+	925
Canada savings bonds.....	Obligations d'épargne du Canada.....	-	1,655	-	567
Special non-marketable bonds issued to the Canada Pension Plan	Obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement				
Investment Fund.....	du régime de pensions du Canada.....	+	1	+	2
Treasury bills.....	Bons du Trésor.....	+	3,100	+	2,600
Notes and loans.....	Effets et prêts.....	-	7	-	7
Canada bills.....	Bons du Canada.....	+	15	+	31
		+	1,829	+	2,984
 Less: Government's holdings of unmatured debt.....	 Moins: Dette non échue détenue par le gouvernement.....	+	235	+	181
Unmatured debt transactions payable in foreign currencies.....	Opérations de la dette non échue à payer en devises étrangères.....	-	8	-	25
		+	227	+	156
 TOTAL UNMATURED DEBT TRANSACTIONS PAYABLE IN CANADIAN DOLLARS.....	 TOTAL DES OPERATIONS DE LA DETTE NON ECHUE A PAYER EN DOLLARS CANADIENS.....	+	2,056	+	3,140

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE II - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS - Concluded

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU II - ETAT DETAILLE DES OPERATIONS - Fin

(in millions of dollars - en millions de dollars)

		1989 at April 30 au 30 avril	1988 at April 30 au 30 avril
V. CASH BALANCE AT END OF PERIOD	V. CAISSE EN FIN DE PERIODE		
In Canadian dollars.....	En dollars canadiens.....	821	872
In foreign currencies.....	En devises étrangères.....	105	162
TOTAL CASH BALANCE.....	TOTAL DE LA CAISSE.....	926	1,034
 VI. UNMATURED DEBT BALANCE	 VI. SOLDE DE LA DETTE NON ECHUE		
Payable in Canadian dollars -	A payer en dollars canadiens -		
Marketable bonds.....	Obligations négociables.....	116,123	104,824
Canada savings bonds.....	Obligations d'épargne du Canada.....	46,101	52,756
Special non-marketable bonds issued to the Canada Pension Plan Investment Fund.....	Obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada.....	3,007	2,494
Treasury bills.....	Bons du Trésor.....	105,800	83,650
		271,031	243,724
Less:	Moins:		
Government's holdings of unmatured debt.....	Dettes non échues détenues par le gouvernement.....	4,032	3,548
		266,999	240,176
Payable in foreign currencies -	A payer en devises étrangères -		
Marketable bonds.....	Obligations négociables.....	5,374	6,323
Notes and loans.....	Effets et prêts.....	1,904	3,919
Canada bills.....	Bons du Canada.....	1,146	1,078
		8,424	11,320
Less:	Moins:		
Government's holdings of unmatured debt.....	Dettes non échues détenues par le gouvernement.....	...	12
		8,424	11,308
TOTAL UNMATURED DEBT.....	TOTAL DE LA DETTE NON ECHUE.....	275,423	251,484

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

MONTH OF APRIL - MOIS D'AVRIL
1989 1988

Agriculture - Department -	Agriculture - Ministère -		
Management and Administration.....	Gestion et administration.....	3,663	3,406
Agri-Food -	Secteur agro-alimentaire -		
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	32,502	31,460
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	21	17
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	8,091	2,305
Payments to producers under the Agricultural Stabilization Act.....	Palements aux producteurs en vertu de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles.....	1,893	2,706
Contributions to the provinces under the Crop Insurance Act.....	Contributions aux provinces en vertu de la Loi sur l'assurance-récolte....	...	...
Loan guarantees under the Farm Improvement and Marketing Cooperative Loans Act.....	Prêts garantis en vertu de la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative.....	...	...
Interest payments and guarantees under the Advance Payments for Crops Act.....	Palements d'intérêts et garanties en vertu de la Loi sur le paiement anticipé des récoltes.....	527	231
Grants to agencies established under the Farm Products Marketing Agencies Act.....	Subventions aux offices établis conformément à la Loi sur les offices de commercialisation des produits de ferme.....	...	...
Racetrack Supervision Revolving Fund.....	Fonds renouvelable de la surveillance des hippodromes.....	114	190
Grains and Oilseeds -	Céréales et oléagineux -		
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	583	54,773
Canadian Grain Commission -	Commission canadienne des grains -		
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	2,326	2,515
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	192,909	...
Payments in connection with the Prairie Grain Advance Payments Act.....	Palements relatifs à la Loi sur les palements anticipés pour le grain des Prairies.....	...	...
Payments in connection with the Western Grain Stabilization Act.....	Palements relatifs à la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest.....	...	...
Write-off of advances to the credit of the Stabilization Account.....	Radiation d'avances portées au crédit du Compte de stabilisation.....	...	...
		242,629	97,603
Canadian Dairy Commission.....	Commission canadienne du lait.....	55	241
Canadian Livestock Feed Board -	Office canadien des provendes -		
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	94	78
Contributions.....	Contributions.....	324	202
		418	280
		243,102	98,124
Atlantic Canada Opportunities Agency - Department -	Agence de promotion économique du Canada atlantique - Ministère -		
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	1,536	373
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	653	20
Liabilities in Atlantic Canada under the Small Businesses Loans Act.....	Obligations contractées dans la région de l'Atlantique en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises.....	85	184
		2,274	577
Enterprise Cape Breton Corporation...	Société d'expansion du Cap-Breton.....	...	... (1)
		2,274	577

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

MONTH OF APRIL - MOIS D'AVRIL
1989 1988

Communications -	Communications -		
Department -	Ministère -		
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	8,852	8,575
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	3	13
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	2,174	3,309
Payments to the Canada Post Corporation.....	Versements à la Société canadienne des postes.....	9,182	4,591
Government Telecommunications Agency Revolving Fund.....	Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales...	2,957 -	1,012
		23,168	15,476
Canada Council.....	Conseil des Arts du Canada.....	16,000	22,959
Canadian Broadcasting Corporation -	Société Radio-Canada -		
Payments for operating expenditures.....	Pailements pour les dépenses de fonctionnement.....	80,793	129,125
Payments for working capital.....	Pailements pour le fonds de roulement...	334	738
Payments for capital expenditures...	Pailements pour les dépenses en capital.	9,873	15,371
		91,000	145,234
Canadian Film Development Corporation.....	Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne.....	8,809	3,709
Canadian Radio-television and Telecommunications Commission.....	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes.....	1,728	1,629
National Archives of Canada.....	Archives nationales du Canada.....	4,098	4,180
National Arts Centre Corporation.....	Corporation du Centre national des Arts..	2,236	3,500
National Film Board -	Office national du film -		
National Film Board Revolving Fund - Operating loss.....	Fonds renouvelable de l'Office national du film - Déficit de fonctionnement...	...	...
National Film Board Revolving Fund.....	Fonds renouvelable de l'Office national du film.....	3,849	2,974
		3,849	2,974
National Library.....	Bibliothèque nationale.....	1,681	2,005
National Museums of Canada -	Musées nationaux du Canada -		
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	4,193	3,499
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	34	32
		4,227	3,531
		156,796	205,197
Consumer and Corporate Affairs -	Consommation et Corporations -		
Department -	Ministère -		
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	8,501	7,745
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	136	...
Payments to the provinces for the purpose of research and development relating to medicine.....	Pailements aux provinces pour la recherche sur les médicaments et leur développement.....	...	...
		8,637	7,745
Competition Tribunal.....	Tribunal de la concurrence.....	42	40
Copyright Board.....	Commission du droit d'auteur.....	5	... (1)
Hazardous Material Information Review Commission.....	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses.....	15	7
Patented Medicine Prices Review Board.....	Conseil d'examen du prix des médicaments.....	79	...
Standards Council of Canada.....	Conseil canadien des normes.....	495	369
		9,273	8,161

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

MONTH OF APRIL - MOIS D'AVRIL
1989 1988

Employment and Immigration -	Emploi et Immigration -		
Department/Commission -	Ministère/Commission -		
Corporate and Special Services.....	Services généraux et spéciaux.....	- 9,092	- 8,103
Employment and Insurance -	Emploi et assurance -		
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	- 9,123	- 5,909
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	17,850	34,663
Government's contribution to the	Contribution de l'Etat au compte		
Unemployment Insurance Account.....	d'assurance-chômage.....	260,920	246,158
Government's contribution in respect	Contributions de l'Etat au titre des		
of Fishermen's Benefits.....	prestations versées aux pêcheurs.....	38,755	...
Immigration -	Immigration -		
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	8,177	7,380
Contributions.....	Contributions.....	1,229	601
		308,716	274,790
Advisory Council on the Status	Conseil consultatif sur la situation de		
of Women.....	la femme.....	133	154
Immigration and Refugee	Commission de l'immigration et du		
Board of Canada.....	statut de réfugié du Canada.....	2,178	739
Status of Women - Office of	Condition féminine - Bureau de		
the Co-ordinator.....	la coordonnatrice.....	182	148
		311,209	275,831
Energy, Mines and Resources -	Energie, Mines et Ressources -		
Department -	Ministère -		
Administration.....	Administration.....	2,277	2,757
Energy -	Energie -		
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	4,008	3,867
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	446	433
Payments to Interprovincial	Paielements à l'Interprovincial		
Pipe Line Limited.....	Pipe Line Limited.....	...	...
Canada/Nova Scotia Development	Fonds de développement Canada/Nouvelle-		
Fund.....	Ecosse.....	...	2
Canada/Newfoundland Development	Fonds de développement		
Fund.....	Canada/Terre-Neuve.....	...	...
Canada/Newfoundland Offshore	L'Office Canada/Terre-Neuve des		
Petroleum Board.....	hydrocarbures.....	200	...
Nova Scotia Drilling Assistance	Fonds d'aide destinés au forage		
Fund.....	Nouvelle-Ecosse.....	...	... (1)
Petroleum Compensation.....	Indemnisation pétrolière.....	...	...
Canadian Exploration and	Programme canadien d'encouragement à		
Development Incentive Program.....	l'exploration et à la mise en valeur..	...	...
Offshore Oil and Gas Resource	Fonds des recettes provenant des		
Revenue Fund	ressources pétrolières et gazières		
(Nova Scotia).....	(Nouvelle-Ecosse).....	...	...
Minerals and Earth Sciences -	Minéraux et sciences de la Terre -		
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	15,096	12,252
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	140	280
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	1,412	4,734
		23,579	24,325
Atomic Energy Control	Commission de contrôle de l'énergie		
Board.....	atomique.....	1,345	1,663
Atomic Energy of Canada Limited.....	Energie atomique du Canada, Limitée.....	22,651	17,890
National Energy Board.....	Office national de l'énergie.....	1,483	1,554
Petro-Canada International Assistance	La Corporation Petro-Canada pour		
Corporation.....	l'assistance internationale.....	1,000	2,065
		50,058	47,497

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

MONTH OF APRIL - MOIS D'AVRIL
1989 1988

Environment -	Environnement -		
Administration.....	Administration.....	3,488	2,041
Environmental Services -	Services de l'environnement -		
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	20,258	19,617
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	26	381
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	175	113
Parks -	Parcs -		
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	11,409	11,654
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	331	829
National Battlefields	Commission des champs de bataille		
Commission.....	nationaux.....	74	60
		35,761	34,695
External Affairs -	Affaires extérieures -		
Department -	Ministère -		
Canadian Interests Abroad -	Intérêts du Canada à l'étranger -		
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	20,344	18,998
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	117	126
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	5,172	2,333
Passport Revolving Fund.....	Fonds renouvelable des passeports.....	852	854
Payments under the Asia-Pacific	Paielements en vertu de la Loi sur la		
Foundation of Canada Act.....	Fondation Asie-Pacifique du Canada....	...	...
World Exhibitions.....	Expositions internationales.....	23	21
		26,508	22,332
Canadian Commercial Corporation.....	Corporation commerciale canadienne.....	2,148	392
Canadian Institute for International	Institut canadien pour la paix et la		
Peace and Security.....	sécurité mondiales.....	...	1,250
Canadian International Development	Agence canadienne de développement		
Agency -	international -		
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	5,396	5,072
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	50,457	42,146
Payments to International Financial	Paielements aux institutions financières		
Institutions.....	internationales.....	...	2,099
Payments under the International	Paielements en vertu de la Loi		
Centre for Human Rights	du centre international des droits		
and Democratic Development	de la personne et du développement		
Act.....	démocratique.....	...	... (1)
Payments under the Asia-Pacific	Paielements en vertu de la Loi sur la		
Foundation of Canada Act.....	Fondation Asie-Pacifique du Canada....	...	...
		55,853	49,317
Export Development Corporation.....	Société pour l'expansion des exportations	...	...
International Centre for Ocean	Centre international d'exploitation des		
Development.....	océans.....	...	300
International Development Research	Centre de recherches pour le		
Centre.....	développement international.....	10,000	9,517
International Joint Commission.....	Commission mixte internationale.....	213	213
		94,722	83,321
Finance -	Finances -		
Department -	Ministère -		
Financial and Economic Policies -	Politiques financières et économiques -		
Program expenditures.....	Dépenses du Programme.....	4,247	3,506
Payments to the International	Paielements à l'Association		
Development Association.....	internationale de développement.....	...	86,830
Payments to the International	Paielements au Fonds monétaire		
Monetary Fund.....	international.....	...	... (1)
Purchase of Domestic Coinage.....	Achat de la monnaie canadienne.....	3,343	6
Public Debt.....	Service de la dette publique.....	3,012,089	2,539,441
Fiscal Transfer Payments.....	Paielements de transfert fiscal.....	440,727	455,585
Special Program -	Programme spécial -		
Payments under the Financial	Paielements en vertu de la Loi sur		
Institutions Depositors	l'indemnité aux déposants de		
Compensation Act.....	certaines institutions financières....	...	...
Foreign Claims Fund.....	Caisse des réclamations étrangères....	...	...
		3,460,406	3,085,368
Auditor General.....	Vérificateur général.....	3,341	2,995
Canadian International Trade	Tribunal canadien du commerce		
Tribunal.....	extérieur.....	355	394
Office of the Superintendent of	Bureau du surintendant des		
Financial Institutions.....	institutions financières.....	490	859
Privatization and	Privatisation et affaires		
Regulatory Affairs.....	réglementaires.....	357	297
		3,464,949	3,089,913

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

MONTH OF APRIL - MOIS D'AVRIL
1989 1988

Fisheries and Oceans -	Pêches et Océans -		
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	23,210	23,526
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	...	15
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	105	545
Liabilities under the Fisheries Improvement Loans Act.....	Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aidant aux opérations de pêche.....	...	...
		23,315	24,086
Forestry-	Forêts -		
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	5,114	4,882
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	5	2
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	58	1,202
		5,177	6,086
Governor General.....	Gouverneur général.....	567	375
Indian Affairs and Northern Development -	Affaires indiennes et Nord canadien -		
Department -	Ministère -		
Administration -	Administration -		
Program expenditures.....	Dépenses du Programme.....	2,443	2,334
Indian and Inuit Affairs -	Affaires indiennes et inuit -		
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	11,515	12,101
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	...	...
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	274,669	237,995
Liabilities in respect of loan guarantees made to Indians for Housing and Economic Development.....	Obligations relatives aux garanties de prêts accordés aux Indiens pour le logement et le développement économique.....	27	...
Grant under the Western Arctic (Inuvialuit) Claims Settlement Act.....	Subvention en vertu de la Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région ouest de l'Arctique.....	...	...
Northern Affairs -	Affaires du Nord -		
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	2,334	2,261
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	...	...
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	1,129	1,023
Transfer Payments to the Territorial Governments -	Transfert aux gouvernements territoriaux -		
Payments to Yukon Territory.....	Paiements au Yukon.....	45,000	41,000
Payments to Northwest Territories...	Paiements aux Territoires du Nord-Ouest	137,000	140,000
Northern Canada Power Commission -	Commission d'énergie du Nord canadien -		
Write-off from the accounts of Canada of certain debts.....	Radiation des comptes du Canada de certaines dettes.....	...	...
		474,117	436,714

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

MONTH OF APRIL - MOIS D'AVRIL
1989 1988

Industry, Science and Technology - Department -	Industrie, Science et Technologie - Ministère -		
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	9,537	11,189
Payments to Canadian Patents and Development Limited.....	Palements à la Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée.....	331	189
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	5,655	38,310
Liabilities under the Small Businesses Loans Act.....	Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises.....	855	1,466
Insurance payments under the Enterprise Development Program and guarantees under the Industrial and Regional Development Program.....	Palements d'assurance en vertu du Programme d'expansion des entreprises et garanties en vertu du Programme de développement industriel et régional.....	...	...
		16,378	51,154
Regional and Native Economic Development -	Développement économique des régions et des autochtones -		
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	1,456	... (2)
Grants and Contributions.....	Subventions et contributions.....	2,455	... (2)
		3,911	...
Cape Breton Development Corporation...	Société de développement du Cap-Breton...	4,000	...
Federal Business Development Bank.....	Banque fédérale de développement.....	13,450	2,300
Investment Canada.....	Investissement Canada.....	478	485
		17,928	2,785
Ministry of State (Science and Technology) -	Ministère d'Etat (Sciences et Technologie) -		
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	149	707
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	...	...
		149	707
National Research Council of Canada -	Conseil national de recherches du Canada -		
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	14,934	14,418
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	61	58
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	3,623	4,947
		18,618	19,423
Natural Sciences and Engineering Research Council -	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie -		
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	654	517
Grants.....	Subventions.....	41,578	39,125
		42,232	39,642
Science Council of Canada.....	Conseil des sciences du Canada.....	152	206
Statistics Canada.....	Statistique Canada.....	15,658	15,325
Canada Post Corporation.....	Société canadienne des postes.....	16,600	16,288
		131,626	145,530

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

MONTH OF APRIL - MOIS D'AVRIL
1989 1988

Justice -	Justice -		
Department -	Ministère -		
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	7,353	6,818
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	5,892	9
		13,245	6,827
Canadian Human Rights	Commission canadienne des droits de la		
Commission.....	personne.....	698	654
Commissioner for Federal Judicial	Commissaire à la magistrature		
Affairs -	fédérale -		
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	296	247
Judges' salaries, allowances and	Traitements, indemnités et pensions		
annuities.....	des juges.....	10,858	10,415
		11,154	10,662
Federal Court of Canada.....	Cour fédérale du Canada.....	742	845
Law Reform Commission of Canada.....	Commission de réforme du droit du Canada.....	244	239
Offices of the Information and	Bureaux du Commissaire à l'information et		
Privacy Commissioners of	du Commissaire à la protection de la vie		
Canada.....	privée du Canada.....	348	274
Supreme Court of Canada.....	Cour suprême du Canada.....	479	463
Tax Court of Canada.....	Cour canadienne de l'impôt.....	219	190
		27,129	20,154
Labour -	Travail -		
Department -	Ministère -		
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	3,319	3,226
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	...	528
Payments of compensation respecting	Palements d'indemnités à des employés		
government employees and merchant	de l'Etat et à des marins		
seamen.....	marchands.....	660	524
Labour Adjustment Benefits	Prestations d'adaptation pour les		
payments.....	travailleurs.....	15,000	15,000
		18,979	19,278
Canada Labour Relations Board.....	Conseil canadien des relations du travail	452	452
Canadian Centre for Occupational	Centre canadien d'hygiène et de		
Health and Safety.....	sécurité au travail.....	536	506
		19,967	20,236
National Defence -	Défense nationale -		
Department -	Ministère -		
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	331,596	320,650
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	5,605	18,288
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	228	567
Military pensions.....	Pensions militaires.....	43,377	8,151
		380,806	347,656
Emergency Preparedness Canada -	Protection civile Canada -		
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	60	...
Grants and Contributions.....	Subventions et contributions.....	...	...
		60	...
		380,866	347,656

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

MONTH OF APRIL - MOIS D'AVRIL
1989 1988

National Health and Welfare -	Santé nationale et Bien-être social -		
Department -	Ministère -		
Departmental Administration.....	Administration centrale.....	4,107	4,447
Health Services and Promotion -	Services et promotion de la santé -		
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	1,248	1,075
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	6,323	6,623
Payments for insured health services and extended health care services.....	Versements à l'égard des services de santé assurés et des services complémentaires de santé.....	591,303	593,042
Social Services -	Services sociaux -		
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	1,038	833
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	3,568	2,155
Canada Assistance Plan	Versements en vertu du Régime d'assistance publique du Canada.....	462,136	464,462
Medical Services -	Services médicaux -		
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	25,025	23,262
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	6	2
Health Protection -	Protection de la santé -		
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	9,027	7,038
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	...	...
Grants and Contributions.....	Subventions et contributions.....	...	...
Income Security -	Sécurité du revenu -		
Program expenditures.....	Dépenses du Programme.....	18,716	7,158
Family Allowance payments.....	Versements d'allocations familiales....	219,516	216,292
Old Age Security, Guaranteed Income Supplement and Spouse's Allowance payments.....	Versements de sécurité de la vieillesse, du supplément de revenu garanti et d'allocations au conjoint..	1,265,311	1,091,123
Fitness and Amateur Sport -	Condition physique et sport amateur -		
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	394	350
Contributions.....	Contributions.....	7,013	9,904
XV Olympic Winter Games.....	XVe Jeux Olympiques d'hiver.....	...	33
		2,614,731	2,427,799
Medical Research Council -	Conseil de recherches médicales -		
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	219	202
Grants.....	Subventions.....	13,729	12,552
		13,948	12,754
		2,628,679	2,440,553
National Revenue -	Revenu national -		
Customs and Excise -	Douanes et Accise -		
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	30,025	30,173
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	2	5
		30,027	30,178
Taxation -	Impôt -		
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	66,657	61,341
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	19	9
		66,676	61,350
		96,703	91,528
Parliament -	Parlement -		
Senate.....	Sénat.....	2,356	1,867
House of Commons.....	Chambre des communes.....	11,076	10,969
Library of Parliament.....	Bibliothèque du Parlement.....	992	802
		14,424	13,638

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

MONTH OF APRIL - MOIS D'AVRIL
1989 1988

Privy Council -	Conseil privé -		
Department.....	Ministère.....	2,499	2,203
Canadian Intergovernmental Conference	Secrétariat des Conférences		
Secretariat.....	intergouvernementales canadiennes.....	79	88
Chief Electoral Officer.....	Directeur général des élections.....	1,376	918
Commissioner of Official Languages.....	Commissaire aux langues officielles.....	653	578
Economic Council of Canada.....	Conseil économique du Canada.....	578	534
Northern Pipeline Agency.....	Administration du pipe-line du Nord.....	8	14
Public Service Staff Relations	Commission des relations de travail dans		
Board.....	la Fonction publique.....	509	515
Security Intelligence Review	Comité de surveillance des activités de		
Committee.....	renseignement de sécurité.....	16	47
		5,718	4,897
Public Works -	Travaux publics -		
Department -	Ministère -		
Services -	Services -		
Public Works Revolving	Fonds renouvelable des Travaux		
Fund - Operating loss.....	publics - Déficit de fonctionnement...	19	73
Public Works Revolving Fund.....	Fonds renouvelable des Travaux publics.	26,450	12,938
Real Property -	Biens immobiliers -		
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	24,720	26,945
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	...	1
Grants to municipalities and other	Subventions aux municipalités et		
taxing authorities.....	autres autorités taxatrices.....	12,516	12,515
Crown Corporations -	Sociétés d'Etat -		
Payments to Canada Museums	Paielements à la Société de construction		
Construction Corporation Inc.....	des musées du Canada Inc.....	7,500	7,500
Payments to Canada Lands Company	Paielements à la Société immobilière du		
(Le Vieux-Port de Montréal)	Canada (Le Vieux-Port de Montréal)		
Limited.....	Limitée.....	930	2,162
Payments to Canada Lands Company	Paielements à la Société immobilière du		
(Mirabel) Limited.....	Canada (Mirabel) Limitée.....	...	520
		72,135	62,654
Canada Mortgage and Housing	Société canadienne d'hypothèques et de		
Corporation -	logements -		
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	87,031	73,821
Urban Renewal Contributions.....	Contributions pour la rénovation urbaine	...	...
		87,031	73,821
National Capital Commission -	Commission de la Capitale nationale -		
Payment for operating	Paielement pour les dépenses		
expenditures.....	de fonctionnement.....	...	2,100
Payment for capital expenditures....	Paielement pour les dépenses en capital...	...	1,100
Payment for grants and	Paielement pour les subventions		
contributions.....	et contributions.....	...	500
		...	3,700
		159,166	140,175
Secretary of State -	Secrétariat d'Etat -		
Department -	Ministère -		
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	10,125	10,187
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	19,287	25,946
Post-Secondary Education payments	Paielements pour l'enseignement		
to provinces.....	postsecondaire faits aux provinces....	198,091	202,494
Payments under the Canada	Paielements en vertu de la Loi canadienne		
Student Loans Act.....	sur les prêts aux étudiants.....	2,157	5,701
		229,660	244,328
Canadian Centre for Management	Centre canadien de		
Development.....	gestion.....	208	...
Multiculturalism and Citizenship -	Multiculturalisme et Citoyenneté -		
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	970	...
Grants and Contributions.....	Subventions et contributions.....	1,729	...
Public Service Commission -	Commission de la Fonction publique -		
Program expenditures.....	Dépenses du Programme.....	7,967	7,585
Staff Development and Training	Fonds renouvelable du perfectionnement		
Revolving Fund.....	et de la formation du personnel.....	443	502
		11,317	8,087
Social Sciences and Humanities	Conseil de recherches en		
Research Council -	sciences humaines -		
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	360	350
Grants.....	Subventions.....	590	18
		950	368
		241,927	252,783

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

MONTH OF APRIL - MOIS D'AVRIL
1989 1988

Solicitor General -	Solliciteur général -		
Department.....	Ministère.....	1,582	1,697
Canadian Security Intelligence	Service canadien du renseignement		
Service.....	de sécurité.....	11,033	1,621
Correctional Service -	Service correctionnel -		
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	35,140	35,272
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	7	27
		35,147	35,299
National Parole	Commission nationale des libérations		
Board.....	conditionnelles.....	1,152	1,165
Royal Canadian Mounted Police -	Gendarmerie royale du Canada -		
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	30,356	59,618
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	1,517	653
Pensions and other employee	Pensions et autres prestations des		
benefits - Members of the Force....	employés - Membres de la GRC.....	4,026	4,061
		35,899	64,332
Royal Canadian Mounted Police	Comité externe d'examen de la		
External Review Committee.....	Gendarmerie royale du Canada.....	49	...
Royal Canadian Mounted Police Public	Commission des plaintes du public contre		
Complaints Commission.....	la Gendarmerie royale du Canada.....	13	... (2)
		84,875	104,114
Supply and Services -	Approvisionnement et Services -		
Department -	Ministère -		
Program expenditures.....	Dépenses du Programme.....	16,719	17,272
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	21	...
Reciprocal Taxation.....	Imposition réciproque.....	24,010	23,230
Supply Revolving	Fonds renouvelable des		
Fund.....	approvisionnements.....	12,629	8,130
Defence Production Revolving	Fonds renouvelable de la production		
Fund.....	de défense.....	...	...
		53,379	48,632

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

MONTH OF APRIL - MOIS D'AVRIL
1989 1988

Transport -	Transports -		
Department -	Ministère -		
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	52,476	57,763
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	1,251	9,054
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	2,783	5,858
Payments to the Canada Ports Corporation for the Inter - Port Loan Program.....	Paielements à la Société canadienne des ports pour un programme de prêts interportuaires.....	...	... (2)
Payment to the Canarctic Shipping Company, Limited.....	Paielement à la Compagnie de navigation Canarctic Limitée.....	...	...
Payment to the Jacques Cartier and Champlain Bridges Inc.....	Paielement à la Société Les ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée.....	...	...
Payments to Marine Atlantic Inc.....	Paielements à Marine Atlantique S.C.C.....	23,897	12,553
Payments to VIA Rail Canada Inc.....	Paielements à VIA Rail Canada Inc.....	10,000	8,000
Payment to the St. Lawrence Seaway Authority.....	Paielement à l'administration de la voie maritime du Saint-Laurent.....	...	...
Payments to the CN Railway for benefits provided to employees.....	Paielements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada pour les avantages accordés à ses employés.....	...	...
Self-Supporting Airports and Associated Ground Services Revolving Fund.....	Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes.....	- 12,333 -	16,996
Termination of tolls - Victoria Bridge.....	Abolition des péages sur le pont Victoria.....	...	...
Payments to Pilotage Authorities.....	Paielements aux Administrations de pilotage.....	...	...
Payment to the Canada Ports Corporation.....	Paielement à la Société canadienne des ports.....	...	...
Canadian Aviation Safety Board.....	Bureau canadien de la sécurité aérienne..	78,074	76,232
Civil Aviation Tribunal.....	Tribunal de l'aviation civile.....	893	803
Grain Transportation Agency Administrator -	Administrateur de l'Office du transport du grain -	35	30
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	122	105
Contributions.....	Contributions.....	...	79
		122	184
National Transportation Agency -	Office national des transports -		
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	2,306	2,492
Contributions.....	Contributions.....	1,724	2,953
Payments under the Western Grain Transportation Act.....	Paielements en vertu de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest.....	...	...
Payments under the Railway Act.....	Paielements en vertu de la Loi sur les chemins de fer.....	491	2,670
Payments under the National Transportation Act.....	Paielements en vertu de la Loi nationale sur les transports.....	983	...
Payments under the Atlantic Region Freight Assistance Act.....	Paielements en vertu de la Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la région Atlantique.....	8,232	6,146
		13,736	14,261
		92,860	91,510
Treasury Board -	Conseil du Trésor -		
Secretariat -	Secrétariat -		
Central Administration of the Public Service.....	Administration centrale de la Fonction publique.....	3,286	3,342
Government Contingencies and Centrally Financed Programs.....	Programme des éventualités du gouvernement et programmes financés par l'administration centrale.....	...	...
Employer Contributions to Insurance Plans.....	Contributions de l'employeur aux régimes d'assurance.....	15,578	991
Temporary Assignments.....	Affectations temporaires.....	182	234
		19,046	4,567
Comptroller General.....	Contrôleur général.....	743	856
		19,789	5,423

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Concluded

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Fin

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		MONTH OF APRIL - MOIS D'AVRIL	
		1989	1988
Veterans Affairs - Veterans Affairs - Operating expenditures..... Grants and contributions..... Canadian Pension Commission..... Bureau of Pensions Advocates..... Veterans Appeal Board.....	Affaires des anciens combattants - Affaires des anciens combattants - Dépenses de fonctionnement..... Subventions et contributions..... Commission canadienne des pensions..... Bureau de services juridiques des pensions..... Tribunal d'appel des anciens combattants	16,742 94,892 258 464 181	15,528 96,106 274 474 271
		112,537	112,653
Western Economic Diversification - Operating expenditures..... Grants and Contributions..... Liabilities under the Small Business Loans Act.....	Diversification de l'économie de l'Ouest - Dépenses de fonctionnement..... Subventions et contributions..... Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises.....	1,154 316 419 1,889	44 134 129 307
Expenditure by department on behalf of other departments.....	Dépenses des ministères pour le compte d'autres ministères.....	8,543	- 17,756
Provision for valuation.....	Provision pour évaluation.....	---	---
Consolidation of specified purpose accounts (net of internal transactions) - Unemployment Insurance Account..... Western Grain Stabilization Account..... Agricultural Commodities Stabilization Accounts..... Crop Reinsurance Fund..... Other.....	Consolidation de comptes à fins déterminées (déduction faite des opérations internes) - Compte d'assurance-chômage..... Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest..... Comptes de stabilisation concernant des produits agricoles..... Fonds de réassurance-récolte..... Autres.....	845,673 388 32,423 878,484	795,946 168 796,114
Other internal transactions.....	Autres opérations internes.....	- 67	2,260
TOTAL EXPENDITURE.....	TOTAL DES DEPENSES.....	9,829,814	8,930,984

(1) The program was established after
April 1988.
(2) The program was established in fiscal
year 1989-90.

(1) Le programme a été établi après
avril 1988.
(2) Le programme a été établi dans
l'exercice 1989-90.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA

1. Significant Accounting Policies

The accounting policies of the Government of Canada are based on concepts embodied in the Constitution Acts, and in the Financial Administration Act and other legislation.

i. Government of Canada as an accounting entity

For purposes of maintaining the accounts of Canada and preparing the monthly Statements of Financial Operations, the Government of Canada is defined as all the departments named in Schedule I of the Financial Administration Act; any division or branch of the Public Service, including a commission appointed under the Inquiries Act, designated by the Governor in Council as a department for purposes of the Financial Administration Act; the staffs of the Senate, the House of Commons, and the Library of Parliament; and, any corporation named in Schedule II of the Financial Administration Act.

In accordance with the above definition, the corporations listed in Parts I and II of Schedule III of the Financial Administration Act, and those Crown corporations that are not subject to Divisions I to IV of Part X of the Financial Administration Act, are excluded from the Government of Canada as an accounting entity; therefore, their financial statements are not consolidated with those of the Government. However, the borrowings of those corporations which are agents of the Crown are recorded as a liability of the Government net of borrowings expected to be repaid directly by these corporations.

In addition, certain accounts and funds have financial statements which are not consolidated with those of the Government. These accounts and funds include the Canada Pension Plan Account, superannuation accounts and other specified purpose accounts.

ii. Classification of financial transactions

The financial transactions of the Government, as recorded in the accounts of Canada and reported in the monthly Statements of Financial Operations, are classified into budgetary, non-budgetary, foreign exchange and unmatured debt transactions.

In general terms, budgetary transactions enter into the calculation of the monthly and annual deficit or surplus and are reported, after elimination of transactions internal to the Government, on the Summary and Detailed Statements of Transactions. All other transactions lead to the acquisition or disposal of financial claims (assets) or to the creation or discharge of financial obligations (liabilities).

For purposes of reporting, the classification in force at the beginning of the year is used and amounts for the previous year are reclassified to conform to the current year's accounting policies and presentation.

iii. Budgetary transactions

REVENUE

Revenue consists of all tax and non-tax receipts which affect the monthly and annual deficit or surplus of the Government.

Revenue is reported after deducting refunds paid, and excludes amounts receivable, taxes collected on behalf of provinces and territories, and amounts credited to the Canada Pension Plan Account, superannuation accounts, other specified purpose accounts, and other liability accounts.

The Government generally reports revenue in the year in which it is received. Refunds of revenue are allocated to the year in which the obligation for refund, as determined by the completion of manual assessment, and commencement of the mechanical processing cycle, occurs.

On the Summary and Detailed Statements of Transactions the revenue reported excludes revenue from outside parties credited to appropriations.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA

1. Conventions comptables importantes

Les conventions comptables du gouvernement du Canada sont fondées sur des notions contenues dans les Lois constitutionnelles, et dans la Loi sur la gestion des finances publiques et autres textes législatifs.

i. Entité comptable du gouvernement du Canada

Afin de tenir les comptes du Canada et de préparer les états mensuels des opérations financières, le gouvernement du Canada se définit comme l'ensemble des ministères mentionnés à l'annexe I de la Loi sur la gestion des finances publiques; toute division ou direction de la Fonction publique, y compris toute commission nommée conformément à la Loi sur les enquêtes et désignée par le gouverneur en conseil comme ministère aux fins de la Loi sur la gestion des finances publiques; les employés du Sénat, de la Chambre des communes et de la Bibliothèque du Parlement; ainsi que toute société mentionnée à l'annexe II de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Conformément à la définition susmentionnée, les sociétés énumérées aux parties I et II de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques, et les sociétés de la Couronne qui ne sont pas sujettes aux sections I à IV de la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques, ne font pas partie de l'entité comptable du gouvernement du Canada; ainsi, leurs états financiers ne sont pas consolidés avec ceux du gouvernement. Cependant, les emprunts des sociétés mandataires de la Couronne sont inscrits comme élément de passif du gouvernement après avoir déduit les emprunts à être probablement remboursés directement par ces sociétés.

En outre, certains comptes et fonds possèdent leurs propres états financiers qui ne sont pas consolidés avec ceux du gouvernement. Ces comptes et fonds comprennent le Compte du régime de pensions du Canada, les comptes de pension de retraite et les autres comptes à fins déterminées.

ii. Catégories d'opérations financières

Les opérations financières du gouvernement, enregistrées dans les comptes du Canada et présentées dans les états mensuels des opérations financières, sont réparties en opérations budgétaires, non budgétaires, de change et de la dette non échue.

En somme, les opérations budgétaires entrent dans le calcul du déficit ou de l'excédent mensuel et annuel et sont inscrites aux états sommaire et détaillé des opérations après l'élimination des opérations internes du gouvernement. Toutes les autres opérations mènent soit à l'acquisition ou au règlement de créances (actif), soit à la création ou au règlement de dettes (passif).

Aux fins de compte rendu, la classification en vigueur au début de l'exercice est utilisée. Les montants de l'exercice précédent sont reclassifiés pour être conformes aux conventions comptables et à la présentation de l'exercice en cours.

iii. Opérations budgétaires

RECETTES

Les recettes comprennent toutes les recettes fiscales et non fiscales qui agissent sur le déficit ou l'excédent mensuel et annuel du gouvernement.

Les recettes sont comptabilisées après déduction des remboursements versés, et ne comprennent ni les sommes à recevoir, ni les impôts prélevés au nom des provinces et territoires, ni les montants crédités au Compte du régime de pensions du Canada, aux comptes de pension de retraite, aux autres comptes à fins déterminées, et aux autres comptes de passif.

Les recettes du gouvernement sont généralement comptabilisées au titre de l'exercice au cours duquel elles ont été reçues. Les remboursements de recettes sont imputés à l'exercice au cours duquel l'existence d'une dette est déterminée, c'est à dire au moment où la cotisation faite manuellement est complétée et où le cycle de traitement mécanique débute.

Les recettes aux états sommaire et détaillé des opérations ne comprennent pas les recettes à valoir sur les crédits provenant de tiers.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

EXPENDITURE

Expenditure consists of all charges to budgetary appropriations which affect the monthly and annual deficit or surplus of the Government. In addition, budgetary expenditure may also include charges related to the provision for valuation of loans, investments and advances, the allowance for borrowings of agent Crown corporations, and accounts payable and other allowances related to statutory items and certain annual appropriations. Such charges include those for work performed, goods received, services rendered, and transfer payments made, during the year and in the supplementary period including accounts payable at year-end.

Expenditure exclude amounts charged to the Canada Pension Plan Account, superannuation accounts, other specified purpose accounts, and other liability accounts.

On the Statement of Budgetary Expenditure by Department, departmental expenditures are reported net of revenue credited to appropriations but include expenditures internal to the Government.

iv. Assets

Assets are defined as the financial claims acquired by the Government on outside organizations and individuals as a result of events and transactions recorded as at the closing date.

However, as a result of the Government's accounting policies described above, and in accordance with the provisions of the Financial Administration Act and other legislation, transactions concerning certain financial claims are not recorded in the accounts of Canada and, therefore are not reported on the Summary and Detailed Statements of Transactions. The most important of these are accounts receivable for tax and non-tax revenue.

v. Liabilities

Liabilities are defined as the financial obligations of the Government to outside organizations and individuals as a result of events and transactions recorded as at the closing date.

However, as a result of the Government's accounting policies described above, and in accordance with enabling legislation actuarial liabilities arising from the indexing to the cost of living, of superannuate pensions and annuities are not recorded in the accounts of Canada and, therefore are not reported on the Summary and Detailed Statements of Transactions. In addition, refunds payable and some other liabilities are partially recorded during the year with full recording taking place at year-end only.

vi. Fixed assets

The fixed assets of the Government, which include land, engineering structures and works (such as canals, harbours and roads), buildings, and machinery and equipment, are charged to budgetary expenditure at the time of acquisition or construction.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

DEPENSES

Les dépenses comprennent toutes les imputations aux crédits budgétaires qui influencent le déficit ou l'excédent mensuel et annuel du gouvernement. De plus, les dépenses peuvent également comprendre les imputations reliées à la provision pour évaluation des prêts, dotations en capital et avances, la provision pour emprunts des sociétés mandataires de la Couronne, et les créanciers et les autres provisions reliées à des éléments statutaires et à certains crédits annuels. Ces imputations comprennent les travaux accomplis, les biens reçus, les services exécutés et les paiements de transfert effectués au cours de l'exercice et dans la période complémentaire, y compris les créanciers à la fin de l'exercice.

Les dépenses ne comprennent pas les montants imputés au Compte du régime de pensions du Canada, aux comptes de pension de retraite, aux autres comptes à fins déterminées, et aux autres comptes de passif.

Sur l'état des dépenses budgétaires par ministère, les dépenses ministérielles sont comptabilisées après déduction des recettes à valoir sur les crédits mais comprennent les dépenses internes du gouvernement.

iv. Actif

L'actif se définit comme étant les créances du gouvernement acquises sur des tiers par suite de faits et d'opérations comptabilisés à la date de clôture des comptes.

Cependant, à cause des conventions comptables du gouvernement mentionnées plus haut et selon les dispositions de la Loi sur la gestion des finances publiques et autres lois, les opérations concernant certaines créances ne sont pas comprises dans les comptes du Canada et, par conséquent ne sont pas comprises aux états sommaire et détaillé des opérations. Les plus importantes sont les débiteurs au titre des recettes fiscales et non fiscales.

v. Passif

Le passif se définit comme étant les dettes du gouvernement envers des tiers par suite de faits et d'opérations comptabilisés à la date de clôture des comptes.

Cependant, à cause des conventions comptables du gouvernement mentionnées plus haut, et selon les lois habilitantes, le passif actuariel découlant de l'indexation au coût de la vie, des pensions de retraite et des rentes n'est pas comptabilisé dans les comptes du Canada et, par conséquent n'est pas comptabilisé aux états sommaire et détaillé des opérations. De plus, les remboursements à payer pour les recettes fiscales ne sont pas inscrits à ces états et les autres créanciers sont partiellement inscrits au cours de l'exercice, l'inscription complète étant faite à la fin de l'exercice seulement.

vi. Immobilisations

Les immobilisations du gouvernement qui comprennent les terrains, ouvrages (tels que les canaux, les ports et les routes), bâtiments et matériel, sont imputées aux dépenses budgétaires lors de leur acquisition ou construction.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

vii. Valuation of assets and liabilities

ASSETS

Assets are recorded at cost and are subject to annual valuation to reflect reductions from the recorded value to the estimated realizable value. In the case of loans to sovereign states, no reduction in value is recorded unless a sovereign state has formally repudiated its debts. In addition, the allowance for valuation reflects reductions from the recorded value of loans (and subscriptions to international organizations that make similar loans) with significant concessionary terms.

The Government's gold reserves are included in the International reserves held in the Exchange Fund Account and are recorded and valued at 35 Special Drawing Rights per fine ounce. The Special Drawing Right is an international currency created by the International Monetary Fund, and allocated to countries participating in its Special Drawing Rights Department. It represents a unit of account defined in terms of a "basket" of five major currencies.

LIABILITIES

Liabilities are recorded at the amounts ultimately payable and liabilities for termination benefits, the superannuation accounts, with the exception of indexing, and the Government Annuities Account, are valued on an actuarial basis.

viii. Translation of foreign currency transactions

Foreign currency transactions are translated and recorded in Canadian dollar equivalents at the exchange rates prevailing at the transaction dates.

On a monthly basis, only Receiver General current cash accounts are revalued at the month-end rate of exchange. All other assets and liabilities are revalued at year-end only. Net gains are credited to revenue while net losses are charged to expenditure.

2. Authorities for Transactions

Taxes can be raised and moneys can be borrowed only with the authority of Parliament. All receipts of money by departments and agencies must be deposited into the Consolidated Revenue Fund (CRF). All disbursements from the CRF for spending on operations, for loans, investments and advances, and for the redemption of matured debt must be authorized by Parliament.

i. Authority for spending on operations

Parliament provides authority to make payments out of the Consolidated Revenue Fund in annual appropriation acts and other statutes (the latter referred to as statutory appropriations). Most Government spending is under statutory authorities, that is authorities which do not generally impose an annual limit on the amount that may be spent. Spending is authorized by reference to statutory formulae or criteria and the authorities usually continue from year to year until changed or rescinded by an act of Parliament. Spending authority provided by statutory appropriations is for specified purposes and for such amounts and such time as the acts prescribe. Spending authority provided by statutory appropriations generally does not lapse at the end of the year in which it was granted. Spending authority granted in appropriation acts is for stated purposes and maximum amounts. Unless provided for in vote wording, unused spending authority granted in appropriation acts lapses at the end of the year for which it was granted. Some authorities continue from year to year and some authorize the spending, within a program, of defined categories of revenue generated by the program.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

vii. Evaluation de l'actif et du passif

ACTIF

L'actif est enregistré au coût et fait l'objet d'une évaluation annuelle afin de refléter les diminutions de la valeur enregistrée à la valeur estimative de réalisation. Dans le cas de prêts aux états souverains, aucune diminution de la valeur n'est enregistrée à moins qu'un état souverain refuse, de façon officielle, d'honorer ses dettes. De plus, la provision pour évaluation reflète les réductions de la valeur au livre des prêts (et souscriptions aux organismes internationaux qui effectuent des prêts similaires) ayant des clauses concessionnaires importantes.

Les réserves d'or du gouvernement sont comprises dans les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes et sont inscrites et évaluées à 35 Droits de tirage spéciaux pour chaque once d'or fin. Le Droit de tirage spécial est une unité monétaire internationale créée par le Fonds monétaire international, et attribuée aux pays participant à son Département des Droits de tirage spéciaux. Il représente une unité de compte définie en fonction d'un ensemble de cinq grandes devises.

PASSIF

Le passif est inscrit au montant à payer en fin de compte et les éléments de passif concernant les indemnités de cessation d'emploi, les comptes de pension de retraite sauf pour l'indexation, ainsi que le Compte des rentes sur l'Etat, sont évalués sur une base actuarielle.

viii. Conversion des opérations de change

Les opérations de change sont converties et comptabilisées en dollars canadiens correspondants aux taux de change en vigueur aux dates des opérations.

Sur une base mensuelle, seuls les comptes de caisse courants du Receveur général sont réévalués à la fin du mois aux taux de change en vigueur à cette date. Les autres éléments d'actif et de passif sont réévalués à la fin de l'exercice seulement. Les gains nets sont crédités aux recettes tandis que les pertes nettes sont imputées aux dépenses.

2. Autorisations pour les opérations

Les taxes et les impôts peuvent être prélevés et les deniers peuvent être empruntés seulement avec l'autorisation du Parlement. Tous les deniers perçus par les départements et organismes doivent être déposés au Fonds du revenu consolidé (FRC). Tous les déboursés du FRC pour des dépenses concernant les opérations, pour des prêts, dotations en capital et avances, et pour le rachat de la dette échue doivent être autorisés par le Parlement.

i. Autorisations pour les dépenses concernant les opérations

Le Parlement accorde l'autorisation d'effectuer des paiements à même le Fonds du revenu consolidé dans les lois de crédits annuelles et dans d'autres textes de lois (ces derniers intitulés crédits statutaires). La plupart des dépenses gouvernementales sont effectuées en vertu d'autorisations statutaires, c'est-à-dire des autorisations qui généralement n'imposent pas de limite annuelle sur les montants qui peuvent être dépensés. Les dépenses sont effectuées en vertu de critères ou formules statutaires et les autorisations continuent en général d'un exercice à l'autre jusqu'à ce qu'une loi du Parlement les modifie ou les révoque. L'autorisation de dépenser comprise dans les crédits statutaires est consentie à des fins déterminées ainsi que pour des montants et des délais indiqués dans les lois. En général, l'autorisation de dépenser prévue dans les crédits statutaires ne s'annule pas à la fin de l'exercice pour lequel elle a été accordée. L'autorisation de dépenser est accordée, dans les lois de crédits, à des fins déterminées et pour des montants maximaux. A moins que le libellé des crédits ne l'indique autrement, le solde inutilisé de l'autorisation de dépenser accordée dans des lois de crédits s'annule à la fin de l'exercice pour lequel elle a été accordée. Certaines autorisations continuent d'un exercice à l'autre et certaines permettent de dépenser, à l'intérieur d'un programme, des catégories de recettes spécifiques lesquelles sont générées par ledit programme.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

ii. Authority for loans, investments and advances

These authorities limit the amount of loans, investments or advances that may be made. Unused authority may lapse at the end of a year or may continue from year to year. Non-lapsing authorities often limit only the total of loans that may be outstanding at any one time; thus, principal repaid may be reloaned.

iii. Borrowing authority

The Government can borrow only as authorized by acts of Parliament. Borrowing authority acts provide authority for the net amount of new security issues less redemptions during a fiscal year. The authorities lapse at the end of the year except for amounts specifically carried forward to the next fiscal year. Parliament has also provided a continuing authority to the Government under Section 47 of the Financial Administration Act to borrow, for periods not exceeding six months, such amounts as are deemed necessary to meet lawfully authorized disbursements.

3. Crown Corporations

In accordance with the accounting policies of the Government, the assets, liabilities, revenues and expenses reported in the separate financial statements of Crown corporations are not included in the Government's financial statements. Only the financial transactions between the Government and Crown corporations are included.

The following table presents the major balance sheet and income statement items for Crown corporations named in Section 85 and/or Schedule III of the Financial Administration Act (FAA).

This summary of financial transactions and results of operations of Crown corporations is based on their accounting policies. Most Crown corporations follow the generally accepted accounting principles used by private sector companies, as outlined in the Handbook of the Canadian Institute of Chartered Accountants.

Financial assets include cash, receivables and loans and investments. Physical assets and deferred charges represent the unexpensed portion of non-financial assets such as buildings, machinery and equipment in use or under construction, inventories and other items of expenditure which will be expensed as these assets are used. Financial assets and liabilities in respect of the Government represent the unpaid balances arising from financing transactions and normal operating activities. Borrowings from outside parties represent amounts repayable to institutional and other investors. Other liabilities are amounts due in respect of purchases, employee termination and pension benefits, accrued interest on borrowings, long-term capital leases and sundry accounts payable. Net assets/liabilities represent the Government's equity in each Crown corporation as reported by the corporations.

Crown corporations are categorized as being either agents or non-agents of the Crown. Agency status is normally expressly stated in the incorporating legislation or conferred under the provisions of the Government Companies Operation Act. In accordance with Section 54 of the FAA, the payment of all money borrowed by agent Crown corporations and interest thereon, is a charge on and payable out of the Consolidated Revenue Fund. Such borrowings therefore constitute obligations of the Government and are recorded as such in the summary financial statements of Canada net of borrowings expected to be repaid directly by these corporations.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

ii. Autorisations pour les prêts, dotations en capital et avances

Ces autorisations limitent les montants des prêts, dotations en capital ou avances qui peuvent être effectués. Les autorisations non employées peuvent s'annuler à la fin de l'exercice ou peuvent continuer d'un exercice à l'autre. Les autorisations qui ne s'annulent pas, souvent limitent seulement le total des prêts qui peuvent être en circulation en tout temps; donc, les montants remboursés peuvent être prêtés de nouveau.

iii. Pouvoirs d'emprunts

Le gouvernement peut emprunter seulement lorsque des lois du Parlement l'autorisent. Les lois sur le pouvoir d'emprunt fournissent l'autorisation pour le montant net de nouvelles émissions de titres moins les rachats au cours de l'exercice. Les autorisations s'annulent à la fin de l'exercice sauf pour les montants spécifiquement reportés à l'exercice suivant. En vertu de l'article 47 de la Loi sur la gestion des finances publiques, le Parlement a également fourni au gouvernement une autorisation continue d'emprunter, pour des périodes n'excédant pas six mois, des montants qui sont jugés nécessaires pour rencontrer les déboursés autorisés par les lois.

3. Sociétés de la Couronne

Conformément aux conventions comptables du gouvernement, l'actif, le passif, les revenus et les dépenses inscrits dans les états financiers distincts des sociétés de la Couronne ne sont pas compris dans les états financiers du gouvernement. Seules les opérations financières entre le gouvernement et les sociétés de la Couronne y sont comprises.

Le tableau suivant résume les principaux éléments des bilans et états d'exploitation des sociétés énumérées à l'article 85 et/ou à l'annexe III de la loi sur la gestion des finances publiques (LGFP).

Ce résumé des opérations financières et résultats d'opérations des sociétés de la Couronne est fondé sur les conventions comptables de celles-ci. La majorité des sociétés de la Couronne suivent les principes comptables généralement reconnus que l'on retrouve dans les entreprises du secteur privé et publiés dans le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés.

L'actif financier comprend la caisse et les sommes à recevoir, les prêts et les dotations en capital. L'actif immobilisé et les frais reportés représentent la fraction non dépensée des éléments d'actif non financier tels qu'immuebles, machinerie et équipement en usage ou en construction, inventaire et autres éléments de dépense qui seront portés à la dépense lorsque consommés. L'actif financier et le passif auprès du gouvernement représentent les montants payés provenant d'opérations de financement et d'opérations normales. Les emprunts auprès de tiers représentent les montants à rembourser à des institutions et autres investisseurs. Les autres passifs représentent des créances relativement aux achats, aux indemnités de cessation d'emploi et aux prestations de pensions, aux intérêts courus sur emprunts, contrats de location-acquisition à long terme et autres créanciers. L'actif/passif net représente l'avoir du gouvernement dans chaque société de la Couronne tel que rapporté par les sociétés.

Les sociétés de la Couronne sont classées soit mandataires ou non mandataires de la Couronne. Le statut de mandataire de la Couronne peut être explicitement énoncé dans les lois constitutionnelles ou conféré selon les dispositions de la Loi sur le fonctionnement des compagnies d'état. Conformément à l'article 54 de la LGFP, le paiement de toute somme d'argent empruntée par les sociétés mandataires de la Couronne, de même que de l'intérêt y afférent, doivent être imputés sur le Fonds du revenu consolidé et versés à même ce Fonds. Par conséquent, de tels emprunts représentent des dettes du gouvernement et sont inscrits comme telles dans les états financiers sommaires du Canada après avoir déduit les emprunts à être probablement remboursés directement par ces sociétés.

GOVERNMENT OF CANADA

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - ContinuedNOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

Revenues include financial assistance received or receivable from the Government in respect of current period of operation.

Les revenus comprennent l'aide financière reçue ou à recevoir du gouvernement relativement aux opérations de l'exercice en cours.

Other net changes in equity include dividends declared, transfers of profits to the Government and non-current financial assistance provided by the Government.

Les autres changements nets dans l'avoir comprennent les dividendes déclarés, les virements de bénéfices au gouvernement et l'aide financière à long terme accordées par le gouvernement.

SUMMARY COMBINED STATEMENTS OF
CROWN CORPORATIONSRESUME DES ETATS COMBINES DES
SOCIETES DE LA COURONNE

(in millions of dollars)
(en millions de dollars)

ASSETS AND LIABILITIES
as at December 31, 1988ACTIF ET PASSIF
au 31 décembre 1988

ASSETS

ACTIF

Financial:
Outside parties.....
Government and Crown
corporations.....

Financier:
Tiers.....
Gouvernement et sociétés
de la Couronne.....

34,567

22,663

TOTAL FINANCIAL ASSETS

TOTAL DE L'ACTIF FINANCIER

57,230

Physical assets and deferred charges.....

Actif immobilisé et frais reportés.....

23,208

Total assets.....

Total de l'actif.....

80,438

LIABILITIES

PASSIF

Outside parties -
Borrowings - agent.....
- non-agent.....
Bank of Canada notes in circulation and
amounts due to depositor.....
Other liabilities.....

Tiers -
Emprunts - mandataire.....
- non mandataire.....
Banque du Canada, effets en circulation
et montants dus aux déposants.....
Autres éléments de passif.....

14,693

1,746

20,991

12,219

Government and Crown
corporations.....

Gouvernement et sociétés
de la Couronne.....

17,612

TOTAL LIABILITIES

TOTAL DU PASSIF

67,261

NET ASSETS/LIABILITIES(-)

ACTIF/PASSIF(-) NET

13,177

Contingent liabilities.....

Passif éventuel.....

592REVENUES, EXPENSES AND CHANGES
IN NET ASSETS/LIABILITIES(-)
for the year ended December 31, 1988REVENUS, DEPENSES ET CHANGEMENTS DE
L'ACTIF/PASSIF(-) NET
pour l'exercice se terminant le 31 décembre 1988

Revenues -

Recettes/revenus -

Outside parties.....
Government and Crown corporations -
Financial assistance.....
Other.....

Tiers.....
Gouvernement et sociétés de la Couronne -
Aide financière.....
Autres.....

13,482

3,408

2,252

Total revenues.....

Total des recettes/revenus.....

19,142

Expenses -

Dépenses -

Outside parties.....
Government and Crown corporations.....

Tiers.....
Gouvernement et sociétés de la Couronne.....

14,958

1,806

Total expenses.....

Total des dépenses.....

16,764

Net income/loss (-) for the period.....

Bénéfices/pertes (-) nets pour l'exercice.....

2,378

Other net changes in equity.....

Autres changements nets dans l'avoir.....

-2,290

Change in net assets/liabilities (-) for the period...

Changement de l'actif/passif (-) net pour la période.

88

Net assets/liabilities (-) at April 1st, 1988.....

Actif/passif (-) net au 1er avril 1988.....

13,089

Net assets/liabilities (-) at December 31, 1988.....

Actif/passif (-) net au 31 décembre 1988.....

13,177

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

4. Insurance Programs of Agent Crown corporations

At present, three Crown corporations operate insurance programs as agents of Her Majesty. An insurance program is a program where the insured, an outside party, pays an insurance fee which is credited to an insurance fund or provision operated by the corporation. The amount of the fee is based on the estimated amount of insurance fund or provision needed to meet future claims. Insurance programs operated by private corporations such as employee group insurance, dental plans, etc., are not included in this definition.

The insurance programs are intended to operate on a self-sustaining basis but in recent years, two of the Crown corporations have required loans or other funding from the Government to meet obligations.

Information presented below has not been audited since the information presented therein is derived from interim financial statements. The most recent annual financial statements of these corporations may be found in Volume III of the Public Accounts.

In the Summary below, a minus "-" sign preceding the amount reported indicates a fund deficit, an expense recovery or adjustment, or a decrease or loss during the year.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

4. Programmes d'assurance des sociétés mandataires de la Couronne

Présentement, trois sociétés de la Couronne administrent des programmes d'assurance en tant que mandataires de Sa Majesté. Un programme d'assurance est un programme par lequel un assuré (un tiers) verse des frais d'assurance qui sont alors crédités à un fonds d'assurance ou une provision administrée par la société. Le montant à verser comme frais est basé sur le montant prévu nécessaire pour satisfaire à toutes les demandes futures d'indemnisation au titre du fonds d'assurance ou de la provision. Les programmes d'assurance administrés par les corporations privées tels que l'assurance collective des employés, les régimes dentaires, etc., sont exclus de cette définition.

Les programmes d'assurance sont conçus de façon à opérer sur une base autosuffisante, mais depuis quelques années, le gouvernement a fourni des prêts ou d'autres financements à deux sociétés pour satisfaire à leurs demandes d'indemnisation.

Les renseignements qui apparaissent ci-dessous ne sont pas vérifiés puisque l'information est produite à partir d'états financiers intérimaires. On peut retrouver les états financiers annuels, les plus récents, de ces sociétés dans le volume III des Comptes publics.

Un signe moins "-" dans le sommaire ci-dessous indique un déficit dans le fonds, un recouvrement ou un redressement des dépenses, ou une diminution ou perte au cours de l'exercice.

GOVERNMENT OF CANADA

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

SUMMARY OF INSURANCE PROGRAMS OF AGENT CROWN CORPORATIONS
AS AT DECEMBER 31, 1988

SOMMAIRE DES PROGRAMMES D'ASSURANCE DES SOCIÉTÉS MANDATAIRES
DE LA COURONNE AU 31 DÉCEMBRE 1988

		(in millions of dollars - en millions de dollars)				
		Canada Deposit Insurance Corporation(1)	Canada Mortgage and Housing Corporation(2)			Export Development Corporation(3)
			Mortgage Insurance Fund	Home Improvement Loan Funds	Rental Guarantee Fund	
		Société d'assurance-dépôts du Canada(1)	Société canadienne d'hypothèques et de logement(2)			Société pour l'expansion des exportations(3)
			Fonds d'assurance hypothécaire	Fonds de prêts pour l'amélioration des maisons	Fonds de garantie de loyer	
Insurance in force as at reporting date	Assurance en vigueur à la date de déclaration					
- current year.....	- exercice en cours.....	215,716	44,929	*	**	3,405
- previous year.....	- exercice précédent.....	199,461	41,667	*	**	2,964
Opening balance of Fund	Solde d'ouverture du Fonds					
- current year.....	- exercice en cours.....	-1,136	-261	1	11	38
- previous year.....	- exercice précédent.....	-1,269	-418	1	11	34
Revenue for the year:	Recettes pour l'exercice:					
Premiums and Fees	Primes et honoraires					
- current year.....	- exercice en cours.....	216	102			21
- previous year.....	- exercice précédent.....	200	94			14
Investment income	Revenu de placement					
- current year.....	- exercice en cours.....	1	33			
- previous year.....	- exercice précédent.....	3	21			
Other Revenue	Autres recettes					
- current year.....	- exercice en cours.....	-8	1		2	
- previous year.....	- exercice précédent.....	68			2	
Total Revenue	Recettes totales					
- current year.....	- exercice en cours.....	209	136	*	2	21
- previous year.....	- exercice précédent.....	271	115	*	2	14
Expenses for the year:	Dépenses pour l'exercice:					
Loss on claims	Pertes sur indemnités					
- current year.....	- exercice en cours.....	-40	-59			14
- previous year.....	- exercice précédent.....	-35	-96			13
Interest on loans	Intérêts sur prêts					
- current year.....	- exercice en cours.....	124			1	
- previous year.....	- exercice précédent.....	137			1	
Administrative	Administration					
- current year.....	- exercice en cours.....	6	50		1	
- previous year.....	- exercice précédent.....	8	51		1	
Total expenses	Dépenses totales					
- current year.....	- exercice en cours.....	90	-9	*	1	14
- previous year.....	- exercice précédent.....	110	-45	*	2	13
Net income/loss (-) for year	Revenus nets/pertes nettes (-) pour l'exercice					
- current year.....	- exercice en cours.....	119	145		1	7
- previous year.....	- exercice précédent.....	161	160			1
Closing balance of Fund	Solde de clôture du Fonds					
- current year.....	- exercice en cours.....	-1,017	-116	1	12	45
- previous year.....	- exercice précédent.....	-1,108	-258	1	11	35
Net claims during the year(s) (4):	Montants nets des indemnités pour l'(les) exercice(s) (4):					
- current year.....	- exercice en cours.....	-29	3	*	**	7
- previous year.....	- exercice précédent.....	-114	-53	*	**	1
Five year average of net claims paid	Moyenne des montants nets des indemnités payées pour les cinq derniers exercices					
- current year.....	- exercice en cours.....	321	70	*	**	1
- previous year.....	- exercice précédent.....	173	71	*	**	4

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA - Continued

- (1) The Canada Deposit Insurance Corporation (CDIC) provides insurance on deposits placed with member banks and trust and loan companies for up to \$60,000 per depositor per institution. In recent years, premiums paid by member institutions have not been sufficient to meet obligations incurred by CDIC under the insurance plan. This deficiency has been funded in part by loans from the Government of \$1,695 million at December 31, 1988 (\$1,234 million at December 31, 1987). The Government is continuing to explore alternatives to allow CDIC, over the long run, to eliminate its deficiency without budgetary support from the Government. Since there is no reason to believe that this will not be the case, no provision has been made in the accounts of Canada for the losses experienced by CDIC.
- (2) Canada Mortgage and Housing Corporation (CMHC) administers three funds of which only the Mortgage Insurance Fund (MIF) is active. The MIF provides insurance, for a fee, to private sector lending institutions to cover mortgage lending on Canadian housing. Besides establishing a framework of confidence for mortgage lending by private institutions, the Fund facilitates an adequate supply of mortgage funds by reducing the risk to lenders and by encouraging the secondary market trading of mortgages, to make housing more accessible for Canadians. Although the balance of the Fund is currently inadequate to meet future claims in respect to business in force, an actuarial study of the MIF in 1985 indicated that business undertaken since February 1985 is being written on a break-even basis. The actuarial deficiency (\$141.4 million as of September 30, 1988) will be reflected in the accounts of Canada only to the extent that additional funding of the deficiency from parliamentary appropriations may be required. Since 1984 the Corporation has also operated the Mortgage Rate Protection Program (MRPP). As premiums collected by CMHC for the Program are remitted directly to the Consolidated Revenue Fund (CRF) and obligations of the MRPP are ultimately payable from the CRF, the MRPP does not meet the definition of a Crown corporation insurance plan as defined above. Therefore, operating particulars of this Program are not included in this summary but some information will be found in the notes to the Government of Canada Statement of Contingent Liabilities.
- (3) The Export Development Corporation (EDC) provides export and foreign investment insurance to Canadian business to facilitate and develop export trade. The insurance fund has been adequate to provide for the full cost of claims experienced to date and to establish an allowance for any future claims based on previous claims experience.
- (4) Refers to the difference between claims and amounts received from sales of related assets and other recoveries.
 * Less than \$500,000.
 ** Not applicable.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

- (1) La Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC) fournit une assurance, jusqu'à concurrence de \$60,000 par déposant et par institution, sur les dépôts faits auprès des banques et compagnies de prêts et de fiducies qui sont membres. Depuis quelques années, les primes versées par les institutions membres n'étaient pas suffisantes pour satisfaire à toutes les demandes d'indemnisation faites auprès de la SADC aux termes du régime d'assurance. Ce déficit a été comblé en partie par des prêts du gouvernement de \$1,695 millions au 31 décembre 1988 (\$1,234 millions au 31 décembre 1987). Le gouvernement continu d'examiner d'autres alternatives afin de permettre à la SADC d'éliminer avec le temps son déficit sans une aide budgétaire du gouvernement. Puisqu'il n'y a pas lieu de croire autrement, aucune provision n'a été établie dans les comptes du Canada pour les pertes subies par la SADC.
- (2) La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) administre trois fonds dont seulement le Fonds d'assurance hypothécaire (FAH) est actif. Le FAH fournit de l'assurance aux institutions de crédit du secteur privé, moyennant des frais, afin de couvrir les prêts hypothécaires concernant le logement canadien. Tout en mettant en place un système par lequel les institutions privées peuvent accorder des prêts hypothécaires en toute confiance, le Fonds permet également qu'un approvisionnement continu de fonds hypothécaires soit disponible à moindre risque aux prêteurs et que le commerce secondaire d'hypothèques soit favorisé pour rendre le logement plus accessible aux Canadiens. Quoique le solde du Fonds est présentement insuffisant pour satisfaire à toutes les demandes futures d'indemnisation à l'égard des affaires en vigueur, une étude actuarielle en 1985 sur le FAH indique que les activités entreprises depuis le mois de février 1985 sont comptabilisées sur une base de point mort. L'insuffisance actuarielle (\$141.4 millions au 30 septembre 1988) sera reflétée dans les comptes du Canada dans la mesure où un financement supplémentaire de cette insuffisance à même les crédits parlementaires soit nécessaire. Depuis 1984, la Société opère le Programme de protection des taux hypothécaires. Etant donné que les primes encaissées pour ce Programme par la SCHL sont déposées dans le Fonds du revenu consolidé (FRC) et que les créances du Programme sont finalement payées à même le FRC, le Programme de protection des taux hypothécaires ne rencontre pas la définition d'un plan d'assurance administré par une société de la Couronne tel que défini ci-haut. Par conséquent, les résultats d'opérations du Programme ne sont pas inclus dans le sommaire mais de l'information supplémentaire apparaît dans les notes des passifs éventuels du gouvernement.
- (3) La Société pour l'expansion des exportations (SEE) fournit de l'assurance aux entreprises canadiennes sur les investissements étrangers et sur les exportations afin de faciliter et de développer le commerce de l'exportation. Le fonds d'assurance a été suffisant afin de pourvoir au coût global des réclamations à date et pour établir une provision pour des réclamations futures basées sur l'expérience passée.
- (4) Se rapporte à l'écart entre les réclamations et les montants recouverts sur les ventes de biens connexes et d'autres recouvrements.
 * Moins de \$500,000.
 ** Sans objet.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

5. Contingent Liabilities

A contingent liability is a potential liability which may become an actual liability when one or more future events occur or fail to occur. The details of the contingent liabilities of the Government are provided in the following statement and consist of explicit guarantees by the Government and potential losses arising from pending and threatened litigation relating to claims and assessments in respect of breach of contract, damages to persons and property and like items.

The authorized limit represents the aggregate total of various types of authorities of Government bodies as stipulated in legislation, legal agreements or other documents that may be in force at any one time.

STATEMENT OF CONTINGENT LIABILITIES
AS AT DECEMBER 31, 1988ETAT DU PASSIF EVENTUEL
AU 31 DECEMBRE 1988

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

5. Passif éventuel

Un élément de passif éventuel signifie un élément de passif possible qui peut se transformer en un élément de passif réel advenant un ou plusieurs événements futurs. Le détail du passif éventuel du gouvernement est fourni dans l'état suivant et comprend les garanties formelles par le gouvernement et les pertes possibles résultant de causes en instance ou imminentes relatives à des demandes d'indemnités et d'évaluations à l'égard de l'inexécution de contrats, de dommages causés à des personnes et à un bien et d'éléments connexes.

Les limites autorisées indiquées dans le tableau ci-dessous désignent le montant total des divers genres d'autorisations utilisées par des organismes gouvernementaux tels que stipulées dans la législation, des ententes légales ou d'autres documents qui peuvent être en vigueur à un moment donné.

		(in millions of dollars - en millions de dollars)		
	Authorized limit (where applicable)	Contingent liability	Percentage of net claims to outstanding guarantees (where applicable) (1)	
	Limite autorisée (s'il y a lieu)	Passif éventuel	Rapport entre les indemnités nettes et les garanties en vigueur (s'il y a lieu) (1)	%
EXPLICIT GUARANTEES BY THE GOVERNMENT OF -				
Borrowings by other than Crown corporations -				
From agents -				
Loans to Indians by the Canada Mortgage and Housing Corporation and the Farm Credit Corporation, for on-reserve housing.....		575	71 (2)	2.3
		575	71	
From other than agents (3) -				
Guarantee programs of the Government -				
Canada Student Loans Act.....	4,928	2,656		3.0
Small Businesses Loans Act.....	863 (4)	613		5.9
Farm Improvement Loans Act and Farm Improvement and Marketing Cooperatives Loans Act.....		334 (4)	150	.6
Advance Payments for Crops Act.....	400	124		.1
Atlantic Enterprise Program.....	66	66 (5)		
Enterprise development program and Canadian Industrial Renewal Board.....		1,069	10 (6)	15.5
Fisheries Improvement Loans Act.....		32 (4)	9	19.1
Regional Development Incentives Act.....	23	5		22.4
Financial obligations incurred by air carriers regarding purchase of The de Havilland Aircraft of Canada, Limited DHC-7 and DHC-8 aircraft.....		923 (7)	393 (7)	
Loans to Indians by approved lenders for on-reserve housing.....		(8)	337 (2)	.4
Indian economic development.....	34 (9)	4 (2)		8.0
Loans to foreign borrowers for goods or services purchased from Canadian exporters.....			(10)	
Loans to promote the commercial activities of Eskimos.....	5	1		
	8,877	4,388		
GARANTIES FORMELLES PAR LE GOUVERNEMENT POUR -				
Emprunts effectués par des entités autres que des sociétés de la Couronne -				
De sociétés mandataires -				
Prêts consentis aux Indiens par la Société canadienne d'hypothèques et de logement et la société du crédit agricole, pour habitations sur les réserves.....		575	71 (2)	2.3
		575	71	
De sociétés non mandataires (3) -				
Programmes de garantie du gouvernement -				
Loi canadienne sur les prêts aux étudiants....	4,928	2,656		3.0
Loi sur les prêts aux petites entreprises....	863 (4)	613		5.9
Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative.....		334 (4)	150	.6
Loi sur le paiement anticipé des récoltes....	400	124		.1
Programme d'entreprise atlantique.....	66	66 (5)		
Programme d'expansion des entreprises et l'Office canadien pour un renouveau industriel.....		1,069	10 (6)	15.5
Loi sur les prêts aidant aux opérations de pêche.....		32 (4)	9	19.1
Loi sur les subventions au développement régional.....	23	5		22.4
Dettes encourues par des transporteurs aériens concernant l'achat des aéronefs DHC-7 et DHC-8 de The de Havilland Aircraft of Canada, Limited.....		923 (7)	393 (7)	
Prêts consentis aux Indiens par des prêteurs agréés pour habitations sur les réserves....		(8)	337 (2)	.4
Développement économique des Indiens.....	34 (9)	4 (2)		8.0
Prêts consentis à des emprunteurs étrangers pour des biens ou services achetés d'exportateurs canadiens.....			(10)	
Prêts pour encourager les activités commerciales des Esquimaux.....	5	1		
	8,877	4,388		

GOVERNMENT OF CANADA

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - ContinuedNOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - SuiteSTATEMENT OF CONTINGENT LIABILITIES
AS AT DECEMBER 31, 1988ETAT DU PASSIF EVENTUEL
AU 31 DECEMBRE 1988

		(in millions of dollars - en millions de dollars)		
		Authorized limit (where applicable)	Contingent liabilities	Percentage of net claims to outstanding guarantees (where applicable) (1)
		Limite autorisée (s'il y a lieu)	Passif éventuel	Rapport entre les indemnités nettes et les garanties en vigueur (s'il y a lieu) (1)
Other explicit loan guarantees -				
Loans to NewGrade Energy Inc to finance construction of a heavy oil upgrader.....	Autres garanties formelles de prêts - Prêts à la société NewGrade Energy Inc pour financer la construction d'une usine de valorisation du pétrole lourd.....	275	235	
Loans to construct coal handling and terminal facilities by Ridley Terminals Inc.....	Prêts pour la construction d'installations de manutention du charbon et de terminus par Ridley Terminals Inc.....	230	200	
Loans to Marine Industries Limited for acquisition of assets.....	Prêts à Marine Industries Limited pour l'acquisition de biens.....	40	40	
Loan to St. Mary's Paper Inc to modernize and expand a paper making facility at Sault Ste Marie, Ontario.....	Prêt à St. Mary's Paper Inc pour moderniser et agrandir une papeterie à Sault Ste Marie, Ontario.....	15	15	
Loans for the restructuring of Maislin Industries Ltd.....	Prêts pour la réorganisation de Maislin Industries Ltd.....	10 (7)	10 (7) (11)	
Loan to Mardex Canada Ltée for the manufacture of radio-protection and radio telecommunication systems.....	Prêt à Mardex Canada Ltée pour la fabrication des systèmes de protection et de télécom- munication radiophonique.....	1	"	
Loans for the financing of Cheticamp Fishermen's Co-operative Society Ltd.....	Prêts pour le financement de Cheticamp Fishermen's Co-operative Society Ltd.....	"	"	
		571	500	
Insurance programs of the Government (12) -				
Insurance against accidents at nuclear installations under the Nuclear Liability Act (13).....	Programmes d'assurance du gouvernement (12) - Assurance en prévision des accidents aux installations nucléaires en vertu de la Loi sur la responsa- bilité nucléaire (13).....	675	664	
Insurance under the Fishing Vessel Insurance Plan (14).....	Assurance aux termes du régime d'assurance des bateaux de pêche (14).....	23	453	
Accounts administered for the Government by the Export Development Corporation - Insurance and related guarantees.....	Comptes administrés par la Société pour l'expansion des exportations au nom du gouvernement - Assurance et garanties connexes.....	7,000 (15) 7,698	298 1,415	
Other explicit guarantees -				
Guarantees under the Prairie Grain Advance Payments Act.....	Autres garanties formelles - Garanties en vertu de la Loi sur les paie- ments anticipés pour le grain des Prairies....	192	192	(16)
Guarantees under the Agriculture Products Co-operative Marketing Act.....	Garanties en vertu de la Loi sur la vente coopérative des produits agricoles.....	54	54	5.0
Guarantees of residual liabilities resulting from the devolution of Northern Canada Power Commission.....	Garanties des passifs résiduels suite à la dévolution de la Commission d'énergie du Nord canadien.....	1 247	1 247	
Total explicit guarantees.....	Total des garanties formelles.....	17,768	6,601	
PENDING AND THREATENED LITIGATION.....	CAUSES EN INSTANCE ET IMMINENTES.....		2,537 (7) (17)	
Total (18).....	Total (18).....		9,138	

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA - Continued

- (1) Represents the average percentage over the most recent 5 years of net claims to the average amount of outstanding guarantees for the same period computed as at December 31, 1988. In some situations where historical data is not readily available, departmental estimates have been used.
- (2) Includes committed guarantees for the following loans to be made: to Indians for on-reserve housing \$80,766,357 - for Indian economic development \$651,262. As at the reporting date, no loans had been issued for these amounts.
- (3) Letters of comfort have been issued by the Minister of Finance to the Bank of Canada with respect to funds advanced or guarantees provided by the Bank of Canada to the Bank for International Settlements (BIS). The letters pertain to BIS short-term bridge financing operations in favour of Argentina for \$22,500,000 US. The Government's potential liability and actual exposure under these letters of comfort as at December 31, 1988 amounted to \$26,831,250.
- (4) The Act places limits on the maximum amount of guarantee for loans made by eligible lenders over different loan periods. The maximum amount of guarantee per lender is expressed in legislations as a percentage of aggregate loans made to qualified borrowers and varies depending upon the dollar value range of aggregate loans made by the lender. The authorized limits for given loan periods are included in the figure reported until all qualified loans made by all eligible lenders, in the given periods, are no longer outstanding and are not adjusted for loan repayments nor payments made by the Government for guaranteed amounts in which default has occurred.
- (5) The Atlantic Enterprise Program offers loan insurance on new term loans for the establishment, expansion or modernization of commercial operations in eligible sectors in the Atlantic provinces where the Program is administered by the Atlantic Canada Opportunities Agency (\$61,145,357 as at December 31, 1988) and in the Gaspé Peninsula and Magdalen Islands areas of Quebec where administration of the Program is the responsibility of the Department of Regional Industrial Expansion (\$4,382,186 as at December 31, 1988).
- (6) Includes \$183,548 attributable to the Canadian Industrial Renewal Board.
- (7) Amount denominated wholly or partially in foreign currency and translated at the closing rate of exchange as at date of statement.
- (8) Authorized limit for loan guarantees for on-reserve housing totals \$575,000,000 (shown above) for loans made by the Canada Mortgage and Housing Corporation, the Farm Credit Corporation and other approved lenders.
- (9) The maximum aggregate amount that was paid or that may be paid from the Consolidated Revenue Fund (CRF) in previous, current or subsequent fiscal years with respect to all guarantees authorized and granted relative to Indian Economic Development, is set at \$60 million. As at December 31, 1988, a total of \$25,795,359 has been expended from the CRF leaving a balance of \$34,204,641 available for disbursement.
- (10) All loans made by other lenders with recourse against the Export Development Corporation (EDC) have been repaid and, therefore, contingent liability no longer exists.
- (11) Maislin Industries Ltd was placed in receivership on July 11, 1983 and was declared bankrupt on October 19, 1983. To date, the Government has made interim payments totalling \$18,500,000 US to creditors under a guarantee in the amount of \$27,000,000 US. It is anticipated that the Government will be called upon to make a final payment to settle remaining obligations to creditors when certain issues are settled in US Bankruptcy Court but the amount cannot be determined at present with any certainty.
- (12) Since 1984 Canada Mortgage and Housing Corporation (CMHC) has operated the Mortgage Rate Protection Program on behalf of the Government. In return for the payment of a premium, CMHC will reimburse homeowners 75% of any increase in monthly mortgage payments, above a deductible, due to higher interest rates at the time of mortgage renewal. As recent mortgage interest rates have been relatively stable, the Program is not widely utilized and loans covered by the Program at December 31, 1988 amounted to only \$911,000 (\$911,000 at December 31, 1987). Premiums collected by CMHC are remitted directly to the Consolidated Revenue Fund (CRF) and obligations of the Program are ultimately payable from the CRF. Because of the nature of the Program, it is not possible to provide any estimates of the amounts, if any, that might be payable at some future date.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

- (1) Représente le rapport au cours des cinq derniers exercices entre la moyenne des indemnités nettes et la moyenne des garanties en cours pour la même période calculé au 31 décembre 1988. Dans les cas où les données d'origine ne sont pas facilement disponibles, les prévisions ministérielles ont été utilisées.
- (2) Comprend les engagements de garanties concernant les prêts suivants, à être effectués: aux Indiens pour habitations sur les réserves, \$80,766,357 - pour le développement économique des Indiens, \$651,262. Aucun prêt n'avait été consenti en raison de ces montants à la date de comptabilisation.
- (3) Le ministre des Finances a émis des lettres d'accord présumé à la Banque du Canada en ce qui concerne des fonds avancés ou des garanties de prêts effectués par la Banque du Canada envers la Banque des règlements internationaux (BRI). Les lettres se rapportent aux facilités de prêts à court terme établies par la BRI en faveur de l'Argentine au montant de \$22,500,000 E-U. Le passif éventuel et le risque réel du gouvernement suite à ces lettres d'accord au 31 décembre 1988 se sont élevés à \$26,831,250.
- (4) La Loi limite la somme maximum de la garantie pour prêts effectués par des prêteurs admissibles sur différentes périodes de prêts. La somme maximum de la garantie accordée à chaque prêteur est énoncée, d'après la Loi, comme étant un pourcentage du total des prêts consentis aux emprunteurs autorisés et varie selon la valeur totale des prêts effectués par le prêteur. Les limites autorisées pour des périodes de prêts données sont comprises dans le chiffre divulgué jusqu'à ce que tous les prêts approuvés et consentis par les prêteurs admissibles dans la période donnée, soient réglés. Ces limites ne sont pas redressées par les remboursements de prêts ni par les paiements effectués par le gouvernement pour les montants garantis en souffrance.
- (5) Le Programme d'entreprise atlantique offre des assurances de prêts sur de nouveaux prêts à terme pour établir, moderniser ou agrandir des opérations commerciales dans les secteurs éligibles des provinces de l'Atlantique où le Programme est administré par l'Agence de promotion économique au Canada atlantique (\$61,145,357 au 31 décembre 1988) et pour la péninsule de Gaspé et les Îles-de-la-Madeleine du Québec où le ministère de l'expansion industrielle régionale a la responsabilité de l'administration du Programme (\$4,382,186 au 31 décembre 1988).
- (6) Comprend un montant de \$183,548 imputable à l'Office canadien pour un renouveau industriel.
- (7) Montant libellé entièrement ou partiellement en devises étrangères et converti au cours du change en vigueur à la date de comptabilisation.
- (8) La limite autorisée sur les prêts garantis pour habitations sur les réserves s'élève à \$575,000,000 (voir ci-haut) pour les prêts effectués par la Société canadienne d'hypothèques et de logement, la Société du crédit agricole et par d'autres prêteurs agréés.
- (9) Le montant maximum total déboursé ou pouvant être déboursé à même le Fonds du revenu consolidé (FRC) pour l'exercice en cours et les exercices précédents ou subséquents relativement aux garanties autorisées et accordées pour le développement économique des Indiens est fixé à \$60 millions. Au 31 décembre 1988 un montant total de \$25,795,359 a été déboursé à même le FRC laissant un solde disponible de \$34,204,641.
- (10) Tous les prêts effectués par d'autres prêteurs lesquels bénéficient d'un recours auprès de la Société pour l'expansion des exportations (SEE) ont été remboursés et, par conséquent, aucun élément de passif éventuel n'existe.
- (11) Maislin Industries Ltd a été placée sous séquestre le 11 juillet 1983 et a déclaré faillite le 19 octobre 1983. À la date de comptabilisation, le gouvernement a effectué des versements provisoires totalisant \$18,500,000 E-U aux créanciers en vertu d'une garantie au montant de \$27,000,000 E-U. On anticipe que le gouvernement devra effectuer un paiement final pour régler les obligations restantes aux créanciers lors du règlement de certaines émissions au tribunal des faillites des États-Unis mais le montant ne peut pas être déterminé, en ce moment, avec certitude.
- (12) Depuis 1984, la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) opère pour le compte du gouvernement le Programme de protection des taux hypothécaires. Sur paiement de primes, la SCHL rembourse les propriétaires 75% des augmentations causées par les hausses marquées des taux d'intérêt au renouvellement au-delà d'un montant déductible. Les taux hypothécaires étant relativement stables, le Programme n'est pas tellement utilisé et les prêts couverts par le Programme au 31 décembre 1988 ne s'élèvent qu'à \$911,000 (\$911,000 au 31 décembre 1987). Les primes encaissées par la SCHL sont remis aux Fonds du revenu consolidé (FRC) et les créances du Programme sont payables à même le FRC. La nature même du Programme ne permet aucune estimation des créances futures.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Concluded

- (13) There have been no claims under the Nuclear Liability Act since its inception in 1970. The Act covers 15 Canadian nuclear installations as at December 31, 1988.
- (14) The Fishing Vessel Insurance Plan is administered by the Government to insure fishermen against abnormal capital losses. A specified purpose account is credited with all amounts received by way of premiums, recoveries and with advances in accordance with regulations by the Government, such advances not to exceed \$150,000 at any time. The account is debited with refunds of premiums and payments in settlement of third party vessel collision damage claims against fishermen, where the collision involves a vessel insured under the Plan. As at December 31, 1988, the insured value of vessels under the Plan amounted to \$453,056,000; the balance of the account was \$23,169,317 and outstanding claims against the Plan totalled \$1,250,000.
- (15) The Export Development Act specifies that EDC may enter into contracts of insurance, re-insurance, related guarantees and other agreements up to a maximum of \$7 billion, the authorized limit.
- (16) Less than 0.1%.
- (17) Includes \$1.5 billion related to native statutory and treaty obligations. This amount represents plaintiffs' claims in 57 litigation cases. There are another 90 similar cases for which amounts are not stated in the claims, and for which it is not possible to determine the amounts that may be ultimately payable.
- (18) Contingent gains. A contingent gain is a potential gain or possible recovery that may become an actuality when one or more future events occur or fail to occur. Four departments reported contingent gains as at December 31, 1988 totalling approximately \$8 million.
- * Less than \$500,000.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Fin

- (13) Il n'y a eu aucune réclamation en vertu de la Loi sur la responsabilité nucléaire depuis sa mise en vigueur en 1970. La Loi couvre 15 installations nucléaires canadiennes au 31 décembre 1988.
- (14) Le Régime d'assurance des bateaux de pêche est administré par le gouvernement afin d'assurer les pêcheurs contre des pertes en capital anormales. Un compte à fins déterminées est crédité de toutes les sommes encaissées à titre de primes et de recouvrements, ainsi que des avances consenties par le gouvernement conformément à ces règlements, de telles avances ne devant pas dépasser en tout temps \$150,000. Le compte est débité de remboursements de primes et du règlement des réclamations de dommages-intérêts envers des tiers pour collision, lorsque la collision met en cause un bateau assuré aux termes du Régime. Au 31 décembre 1988, la valeur assurée des bateaux aux termes du Régime se chiffrait à \$453,056,000; le solde du compte était de \$23,169,317 et les réclamations non-réglées au titre du compte se sont élevées à \$1,250,000.
- (15) La Loi sur l'expansion des exportations précise que la SEE peut conclure des contrats d'assurance, de réassurance, de garanties connexes et d'autres accords jusqu'à un maximum de \$7 milliards, ce qui représente la limite autorisée.
- (16) Moins de 0.1%.
- (17) Comprend \$1.5 milliard relié aux engagements envers les autochtones par suite de status et traités. Ce montant représente les revendications des plaignants dans 57 causes en litige. Il y a 90 causes semblables pour lesquelles des montants ne sont pas énoncés dans les revendications et pour lesquelles il est impossible de déterminer les montants qui peuvent finalement être à payer.
- (18) Gains éventuels. Un gain éventuel est un gain potentiel ou un recouvrement possible pouvant se matérialiser advenant un ou plusieurs événements futurs. Quatre ministères ont déclaré des gains éventuels au 31 décembre 1988 totalisant approximativement \$8 millions.
- * Moins de \$500,000.



*If undelivered, return COVER ONLY to
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

*En cas de non-livraison
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à
Centre d'édition du gouvernement du Canada
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

572



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Statements
of Financial
Operations

États
des opérations
financières

For

pour

May 1989

mai 1989

Fiscal Year
1989-90

Exercice
1989-90



The Honourable Paul Dick
Receiver General for Canada

L'honorable Paul Dick
Receveur général du Canada

Any inquiries should be directed to the:

Manager,
Government Accounts and Reports Group,
Accounting, Banking and Compensation
Directorate,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada.
K1A 0S5
Telephone: (819) 956-1794

Toute demande de renseignements devrait être faite à la personne suivante:

Le gestionnaire,
Groupe des Comptes et Rapports du gouvernement,
Direction générale de la Comptabilité, de la gestion
bancaire et de la rémunération,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada.
K1A 0S5
Téléphone: (819) 956-1794

TABLE OF CONTENTS

	<u>PAGE</u>
Preface	1
Monthly Statements of Financial Operations	
Table I - Summary Statement of Transactions	3
Table II - Detailed Statement of Transactions	4
Table III - Statement of Budgetary Expenditure by Department	8
Notes to the Monthly Statements of Financial Operations	20

TABLE DES MATIERES

	<u>PAGE</u>
Préface	1
Etats mensuels des opérations financières	
Tableau I - Etat sommaire des opérations	3
Tableau II - Etat détaillé des opérations	4
Tableau III - Etat des dépenses budgétaires par ministère	8
Notes se rapportant aux états mensuels des opérations financières	20

PREFACE TO THE
MONTHLY STATEMENTS OF
FINANCIAL OPERATIONS
OF THE GOVERNMENT OF CANADA

The fundamental purpose of the monthly Statements of Financial Operations is to provide information to interested users of data on the government's financial operations, and to facilitate an understanding and evaluation of the full nature and extent of the financial affairs and resources for which the Government is responsible.

The two basic concepts underlying the Government's accounting system are found in the Constitution Acts: first, the concept of the Consolidated Revenue Fund, which emanates from the requirement that all duties and revenues received, other than those reserved to the provinces, "shall form One Consolidated Revenue Fund"; second, the concept that the balance of the Fund, after certain prior charges, "shall be appropriated by the Parliament of Canada".

The Statements of Financial Operations consist of Summary and Detailed Statements of Transactions, a Statement of Budgetary Expenditure by Department and accompanying notes. The Statements of Transactions show how the financial requirements were met and the effect of the transactions on the Consolidated Revenue Fund. In the Summary and Detailed Statements of Transactions, the financial transactions are classified into the following categories:

- The first category, budgetary, consists of all the transactions with outside parties which enter into the calculation of the annual deficit or surplus of the Government, that is, the receipts from tax revenue and non-tax revenue, together with the expenditures authorized by Parliament.
- The second category, non-budgetary, consists of transactions in loans, investments and advances, in liabilities for the administration of certain public money received or collected for special purposes, and in other assets and liabilities.
- The third category, foreign exchange, reflects transactions in international reserves held in the Exchange Fund Account (the principal objective of which is to aid in the control and protection of the external value of the Canadian dollar) together with an accounting of the net position of the Government with respect to the International Monetary Fund. Foreign exchange transactions include unmatured debt payable in foreign currencies.
- The fourth category, unmatured debt, represents the extent to which financial requirements have been met through the increase in unmatured debt, that is, the net change in amounts owing for marketable bonds, Canada savings bonds, special non-marketable bonds issued to the Canada Pension Plan Investment Fund and Treasury bills. Unmatured debt transactions exclude unmatured debt payable in foreign currencies.
- The final section of the statement shows the cash balances and the balances of unmatured debt at the end of the period. Additional disclosure of the unmatured debt balance by type of instrument is also provided.

The third statement gives a more detailed accounting of budgetary expenditure transactions by department. Total net expenditure reported on the Detailed Statement of Transactions differs from the total expenditure by department. The difference represents transactions of certain specified purpose accounts, the provision for valuation which is not applied to each appropriation and budgetary transactions internal to the Government.

PREFACE AUX
ÉTATS MENSUELS DES
OPÉRATIONS FINANCIÈRES
DU GOUVERNEMENT DU CANADA

Le but fondamental des états mensuels des opérations financières est de fournir des renseignements aux utilisateurs intéressés aux opérations financières du gouvernement, et de faciliter une compréhension et une évaluation de la nature et de toute l'étendue des affaires financières et des ressources pour lesquelles le gouvernement est responsable.

Les deux notions de base sur lesquelles est fondé le système comptable du gouvernement se trouvent dans les Lois constitutionnelles. Premièrement, la notion du Fonds du revenu consolidé qui découle de l'exigence que tous les droits et recettes, autres que ceux qui sont réservés aux provinces, "formeront un fonds du revenu consolidé", deuxièmement, la notion suivant laquelle le solde du Fonds, après certaines imputations préalables, "sera approprié par le Parlement du Canada".

Les états des opérations financières consistent des états sommaire et détaillé des opérations, d'un état des dépenses budgétaires par ministère et des notes afférentes. Les états des opérations financières indiquent la façon dont les besoins financiers ont été rencontrés et l'effet des opérations sur le Fonds du revenu consolidé. Dans les états sommaire et détaillé des opérations, les opérations financières sont classées sous les catégories suivantes:

- La première catégorie, les opérations budgétaires, consiste de toutes les opérations avec les tiers qui entrent dans le calcul du déficit ou de l'excédent annuel du gouvernement, et comprend les rentrées provenant des recettes fiscales et des recettes non fiscales, de même que les dépenses autorisées par le Parlement.
- La deuxième catégorie, les opérations non budgétaires, comprend les opérations dans les prêts, dotations en capital et avances, dans les éléments de passif reliés à l'administration de certains deniers publics encaissés ou perçus pour des fins déterminées, et dans les autres éléments d'actif et de passif.
- La troisième catégorie, les opérations de change, reflète les opérations dans les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes (le but principal est d'aider à contrôler et à protéger la valeur extérieure de l'unité monétaire canadienne) de même qu'une comptabilité de la situation nette du gouvernement en ce qui concerne le Fonds monétaire international. Les opérations de change comprennent la dette non échue à payer en devises étrangères.
- La quatrième catégorie, les opérations de la dette non échue, représente la mesure dans laquelle les besoins financiers ont été satisfaits au moyen d'une augmentation de la dette non échue qui indique le changement net dans les montants dus relatifs aux obligations négociables, aux obligations d'épargne du Canada, aux obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada et aux bons du Trésor. Les opérations de la dette non échue ne comprennent pas la dette non échue à payer en devises étrangères.
- La dernière section de l'état montre le solde de caisse et le solde de la dette non échue à la fin de l'exercice. Les effets à payer relatifs au solde de la dette non échue sont également divulgués par catégorie.

Le troisième état fournit une comptabilité plus détaillée des opérations des dépenses budgétaires par ministère. Le total des dépenses brutes présenté à l'état détaillé des opérations est différent du total des dépenses par ministère. La différence représente les opérations de certains comptes à fins déterminées, la provision pour évaluation qui n'est pas appliquée à chaque crédit et les opérations budgétaires internes du gouvernement.

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE I - SUMMARY STATEMENT OF TRANSACTIONS

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU I - ETAT SOMMAIRE DES OPERATIONS

(in millions of dollars - en millions de dollars)

		MONTH OF MAY - MOIS DE MAI		YEAR TO DATE - A CE JOUR	
		1989	1988	1989-90	1988-89
I. BUDGETARY TRANSACTIONS	I. OPERATIONS BUDGETAIRES				
Revenue.....	Recettes.....	+ 10,469	+ 10,314	+ 16,910	+ 15,544
Expenditure.....	Dépenses.....	- 10,554	- 10,452	- 20,384	- 19,383
Deficit.....	Déficit.....	- 85	- 138	- 3,474	- 3,839
II. NON-BUDGETARY TRANSACTIONS	II. OPERATIONS NON BUDGETAIRES				
(source + requirement -)	(provenance + besoin -)				
Loans, investments	Prêts, dotations en capital et				
and advances.....	avances.....	+ 48	+ 146	+ 10	- 159
Specified purpose accounts.....	Comptes à fins déterminées.....	+ 1,123	+ 943	+ 923	+ 691
Other transactions.....	Autres opérations.....	- 959	- 326	- 333	+ 1,185
Net source (+) or requirement (-)...	Provenance nette (+) ou besoin net (-)	+ 212	+ 763	+ 600	+ 1,717
Financial requirements (excluding	Besoins financiers (opérations de				
foreign exchange transactions)....	change non comprises).....	+ 127	+ 625	- 2,874	- 2,122
III. FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS	III. OPERATIONS DE CHANGE				
(source + requirement -).....	(provenance + besoin -).....	+ 1,618	+ 1,649	+ 1,653	+ 757
Total financial requirements.....	Total des besoins financiers.....	+ 1,745	+ 2,274	- 1,221	- 1,365
IV. UNMATURED DEBT TRANSACTIONS	IV. OPERATIONS DE LA DETTE NON ECHUE				
(source + requirement -).....	(provenance + besoin -).....	+ 830	+ 779	+ 2,886	+ 3,920
Change in cash	Variation de la caisse				
(increase + decrease -).....	(augmentation + diminution -).....	+ 2,575	+ 3,053	+ 1,665	+ 2,555
V. CASH BALANCE AT END OF PERIOD.....	V. CAISSE EN FIN DE PERIODE.....			3,498	4,088

The accompanying tables and notes are
an integral part of this statement.

Les tableaux et les notes complémentaires
font partie intégrante de cet état.

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE II - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU II - ETAT DETAILLE DES OPERATIONS

(in millions of dollars - en millions de dollars)

MONTH OF MAY - MOIS DE MAI
1989 1988
YEAR TO DATE - A CE JOUR
1989-90 1988-89

I. BUDGETARY TRANSACTIONS

I. OPERATIONS BUDGETAIRES

Revenue

Tax revenue -
Income Tax -
Personal.....
Corporation.....
Unemployment Insurance
Contributions.....
Non-resident.....

Excise taxes and duties -
Sales tax.....
Customs import duties.....
Energy taxes.....
Other.....

Other tax revenue.....

Total tax revenue.....

Non-tax revenue -
Return on investments.....
Other non-tax revenue.....

Total non-tax revenue.....

TOTAL NET REVENUE.....

Expenditure

Major transfer and subsidy
payments -
To persons -
Old age security benefits,
guaranteed income supplements and
spouses' allowances.....
Unemployment insurance benefits....
Family allowance.....
Veterans benefits.....

To other levels of government -
Fiscal arrangements.....
Insurance and medical care
services.....
Canada Assistance Plan.....
Education support.....

Total major transfer and
subsidy payments.....

Other program expenditures -
Defence.....
External affairs and aid.....
All other departments and agencies.
Total other program
expenditures.....

Public debt.....

TOTAL NET EXPENDITURE.....

DEFICIT.....

Recettes

Recettes fiscales -
Impôt sur le revenu -
Particuliers.....
Sociétés.....
Cotisations d'assurance-
chômage.....
Non résidents.....

Taxes et droits d'accise -
Taxe sur les ventes.....
Droits de douane à l'importation.....
Taxes en matière d'énergie.....
Autres.....

Autres recettes fiscales.....

Total des recettes fiscales.....

Recettes non fiscales -
Produits de placements.....
Autres recettes non fiscales.....

Total des recettes non fiscales.....

TOTAL DES RECETTES NETTES.....

Dépenses

Principaux paiements de transfert et
subventions -
Aux particuliers -
Prestations de sécurité de la
vieillesse, suppléments de revenu
garanti et allocations au conjoint...
Prestations d'assurance-chômage.....
Allocations familiales.....
Prestations aux anciens combattants...

A d'autres paliers de gouvernement -
Arrangements fiscaux.....
Assurance et services de soins
médicaux.....
Régime d'assistance publique du Canada
Aide à l'éducation.....

Total des principaux paiements de
transfert et subventions.....

Autres dépenses des programmes -
Défense.....
Aide et affaires extérieures.....
Autres ministères et organismes.....
Total des autres dépenses des
programmes.....

Dettes publiques.....

TOTAL DES DEPENSES NETTES.....

DEFICIT.....

1989	1988	1989-90	1988-89
5,734	5,419	8,515	7,911
1,031	720	1,560	986
823	885	1,630	1,751
114	109	211	212
7,702	7,133	11,916	10,860
1,542	1,942	2,580	2,547
407	426	748	736
173	187	282	272
322	245	506	387
2,444	2,800	4,116	3,942
28	55	55	71
10,174	9,988	16,087	14,873
212	224	639	544
83	102	184	127
295	326	823	671
10,469	10,314	16,910	15,544
1,319	1,360	2,585	2,451
1,043	900	2,129	1,883
218	217	438	433
135	129	247	241
2,715	2,606	5,399	5,008
658	589	1,135	1,080
591	593	1,183	1,186
380	431	842	896
198	202	396	405
1,827	1,815	3,556	3,567
4,542	4,421	8,955	8,575
636	605	1,009	948
138	168	231	338
2,021	2,572	3,960	4,298
2,795	3,345	5,200	5,584
3,217	2,686	6,229	5,224
10,554	10,452	20,384	19,383
85	138	3,474	3,839

<u>MONTH OF MAY - MOIS DE MAI</u>		<u>YEAR TO DATE - A CE JOUR</u>	
1989	1988	1989-90	1988-89
1	1	1	1
2	2	2	2
3	3	3	3
4	4	4	4
5	5	5	5
6	6	6	6
7	7	7	7
8	8	8	8
9	9	9	9
10	10	10	10
11	11	11	11
12	12	12	12
13	13	13	13
14	14	14	14
15	15	15	15
16	16	16	16
17	17	17	17
18	18	18	18
19	19	19	19
20	20	20	20
21	21	21	21
22	22	22	22
23	23	23	23
24	24	24	24
25	25	25	25
26	26	26	26
27	27	27	27
28	28	28	28
29	29	29	29
30	30	30	30
31	31	31	31

II. OPERATIONS NON BUDGETAIRES

[illegible]

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE 11 - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU 11 - ETAT DETAILLE DES OPERATIONS - Suite

		(in millions of dollars - en millions de dollars)			
		MONTH OF MAY - MOIS DE MAI		YEAR TO DATE - A CE JOUR	
		1989	1988	1989-90	1988-89
Other transactions	Autres opérations				
Cash in transit.....	Fonds en transit.....	...	...	+	1,853 + 2,322
Interest and matured debt.....	Intérêts et dette échue.....	+ 1,462 +	1,195	+	1,725 + 1,852
Accounts payable.....	Créditeurs.....	- 1,475 -	785	-	4,092 - 3,146
Outstanding cheques and warrants....	Chèques et mandats en circulation....	- 525 -	506	+	197 + 76
Miscellaneous.....	Divers.....	- 421 -	230	-	16 + 81
TOTAL OTHER TRANSACTIONS.....	TOTAL DES AUTRES OPERATIONS.....	- 959 -	326	-	333 + 1,185
TOTAL NON-BUDGETARY TRANSACTIONS.....	TOTAL DES OPERATIONS NON BUDGETAIRES.....	+	212 + 763	+	600 + 1,717
III. FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS (source + requirement -)	III. OPERATIONS DE CHANGE (provenance + besoin -)				
International reserves held in the Exchange Fund Account.....	Réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes.....	+ 1,995 +	1,644	+	2,022 + 740
International Monetary Fund - Subscriptions.....	Fonds monétaire international - Souscriptions.....	+ 15 ...	...	+	15 ...
		+ 2,010 +	1,644	+	2,037 + 740
Less: International Monetary Fund - Notes payable.....	Moins: Fonds monétaire international - Effets à payer.....	- 14 -	116	-	14 - 129
Special Drawing Rights allocations.....	Allocations de Droits de tirage spéciaux.....	- ... 14	... 116	-	... 14 - 129
Unmatured debt transactions payable in foreign currencies.....	Opérations de la dette non échue à payer en devises étrangères.....	- 378 +	121	-	370 + 146
TOTAL FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS....	TOTAL DES OPERATIONS DE CHANGE.....	+	1,618 + 1,649	+	1,653 + 757
IV. UNMATURED DEBT TRANSACTIONS (source + requirement -)	IV. OPERATIONS DE LA DETTE NON ECHUE (provenance + besoin -)				
Marketable bonds.....	Obligations négociables.....	- 440 +	1,050	-	65 + 1,975
Canada savings bonds.....	Obligations d'épargne du Canada.....	- 1,805 -	677	-	3,460 - 1,244
Special non-marketable bonds issued to the Canada Pension Plan Investment Fund.....	Obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada.....	+ 4 +	142	+	5 + 144
Treasury bills.....	Bons du Trésor.....	+ 2,450 +	250	+	5,550 + 2,850
Notes and loans.....	Effets et prêts.....	- ...	...	-	7 - 7
Canada bills.....	Bons du Canada.....	- 18 +	120	-	3 + 153
		+ 191 +	885	+	2,020 + 3,871
Less: Government's holdings of unmatured debt.....	Moins: Dette non échue détenue par le gouvernement.....	+ 261 +	15	+	496 + 195
Unmatured debt transactions payable in foreign currencies.....	Opérations de la dette non échue à payer en devises étrangères.....	+ 378 -	121	+	370 - 146
		+ 639 -	106	+	866 + 49
TOTAL UNMATURED DEBT TRANSACTIONS PAYABLE IN CANADIAN DOLLARS.....	TOTAL DES OPERATIONS DE LA DETTE NON ECHUE A PAYER EN DOLLARS CANADIENS.....	+	830 + 779	+	2,886 + 3,920

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE II - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS - Concluded

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU II - ETAT DETAILLE DES OPERATIONS - Fin

(in millions of dollars - en millions de dollars)

		1989 at May 31 au 31 mai	1988 at May 31 au 31 mai
V. CASH BALANCE AT END OF PERIOD			
In Canadian dollars.....	En dollars canadiens.....	3,353	3,874
In foreign currencies.....	En devises étrangères.....	145	214
TOTAL CASH BALANCE.....	TOTAL DE LA CAISSE.....	3,498	4,088
VI. UNMATURED DEBT BALANCE			
Payable in Canadian dollars -	A payer en dollars canadiens -		
Marketable bonds.....	Obligations négociables.....	116,122	105,874
Canada savings bonds.....	Obligations d'épargne du Canada.....	44,296	52,079
Special non-marketable bonds issued to the Canada Pension Plan	Obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement		
Investment Fund.....	du régime de pensions du Canada.....	3,011	2,636
Treasury bills.....	Bons du Trésor.....	108,250	83,900
		271,679	244,489
Less:	Moins:		
Government's holdings of unmatured debt.....	Dette non échue détenue par le gouvernement.....	3,755	3,534
		267,924	240,955
Payable in foreign currencies -	A payer en devises étrangères -		
Marketable bonds.....	Obligations négociables.....	4,934	6,323
Notes and loans.....	Effets et prêts.....	1,904	3,918
Canada bills.....	Bons du Canada.....	1,128	1,198
		7,966	11,439
Less:	Moins:		
Government's holdings of unmatured debt.....	Dette non échue détenue par le gouvernement.....	16	12
		7,950	11,427
TOTAL UNMATURED DEBT.....	TOTAL DE LA DETTE NON ECHUE.....	275,874	252,382

<u>MONTH OF MAY - MOIS DE MAI</u>		<u>YEAR TO DATE - A CE JOUR</u>	
1989	1988	1989-90	1988-89
1	1	1	1
2	2	2	2
3	3	3	3
4	4	4	4
5	5	5	5
6	6	6	6
7	7	7	7
8	8	8	8
9	9	9	9
10	10	10	10
11	11	11	11
12	12	12	12
13	13	13	13
14	14	14	14
15	15	15	15
16	16	16	16
17	17	17	17
18	18	18	18
19	19	19	19
20	20	20	20
21	21	21	21
22	22	22	22
23	23	23	23
24	24	24	24
25	25	25	25
26	26	26	26
27	27	27	27
28	28	28	28
29	29	29	29
30	30	30	30
31	31	31	31

Agriculture -	Agriculture -				
Department -	Ministère -				
Management and Administration.....	Gestion et administration.....	4,263	3,906	7,926	7,312
Agri-Food -	Secteur agro-alimentaire -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	43,052	34,961	75,554	66,421
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	1,130	952	1,151	969
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	12,089	16,418	20,180	18,723
Payments to producers	Paiements aux producteurs en vertu				
under the Agricultural	de la Loi sur la stabilisation des prix				
Stabilization Act.....	agricoles.....	3,477	18,870	5,370	21,576
Contributions to the provinces	Contributions aux provinces en vertu				
under the Crop Insurance Act.....	de la Loi sur l'assurance-récolte....	133	---	133	---
Loan guarantees under the	Prêts garantis en vertu de la Loi sur				
Farm Improvement and	les prêts destinés aux améliorations				
Marketing Cooperative	agricoles et à la commercialisation				
Loans Act.....	selon la formule coopérative.....	700	35	700	35
Interest payments and guarantees	Paiements d'intérêts et garanties en				
under the Advance Payments for	vertu de la Loi sur le paiement				
Crops Act.....	anticipe des récoltes.....	754	636	1,281	867
Grants to agencies established	Subventions aux offices établis				
under the Farm Products	conformément à la Loi sur les				
Marketing Agencies	offices de commercialisation				
Act.....	des produits de terme.....	---	---	---	---
Racetrack Supervision	Fonds renouvelable de la surveillance				
Revolving Fund.....	des hippodromes.....	-	1,194	670	-
Grains and Oilseeds -	Céréales et oléagineux -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	707	3,906	1,290	58,679
Canadian Grain Commission -	Commission canadienne des grains -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	3,066	3,226	5,392	5,741
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	4,624	---	197,533	---
Payments in connection with the	Paiements relatifs à la Loi sur les				
Prairie Grain Advance Payments	paiements anticipés pour le grain				
Act.....	des Prairies.....	1,190	1,785	1,190	1,785
Payments in connection with the	Paiements relatifs à la Loi de				
Western Grain Stabilization	stabilisation concernant				
Act.....	le grain de l'Ouest.....	---	---	---	---
Write-off of advances to the credit	Kadation d'avances portées au crédit				
of the Stabilization Account.....	du Compte de stabilisation.....	---	---	---	---
Canadian Dairy Commission.....	Commission canadienne du lait.....	73,991	85,365	316,620	182,968
Canadian Livestock Feed Board -	Office canadien des provendes -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	101	106	195	184
Contributions.....	Contributions.....	1,090	1,098	1,414	1,300
		1,191	1,204	1,609	1,484
		75,457	86,873	318,559	184,997
Atlantic Canada Opportunities	Agence de promotion économique du				
Agency -	Canada atlantique -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	1,985	8,953	4,521	9,326
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	2,407	179	3,060	199
Liabilities in Atlantic	Obligations contractées dans la				
Canada under the Small	région de l'Atlantique en vertu				
Businesses Loans	de la Loi sur les prêts aux petites				
Act.....	entreprises.....	496	375	581	559
Enterprise Cape Breton Corporation....	Société d'expansion du Cap-Breton.....	4,888	9,507	7,162	10,084
		---	---	---	---
		4,888	9,507	7,162	10,084

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		MONTH OF MAY - MOIS DE MAI		YEAR TO DATE - A CE JOUR	
		1989	1988	1989-90	1988-89
Communications -	Communications -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	10,416	10,231	19,268	18,806
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	256	460	259	473
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	1,696	3,143	3,870	6,452
Payments to the Canada Post Corporation.....	Versements à la Société canadienne des postes.....	...	4,591	9,182	9,182
Government Telecommunications Agency Revolving Fund.....	Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales...	4,672	7,894	7,629	6,882
		17,040	26,319	40,208	41,795
		7,368	...	23,368	22,959
Canada Council.....	Conseil des Arts du Canada.....				
Canadian Broadcasting Corporation -	Société Radio-Canada -				
Payments for operating expenditures.....	Paiements pour les dépenses de fonctionnement.....	120,586	67,698	201,379	196,823
Payments for working capital.....	Paiements pour le fonds de roulement...	668	262	1,002	1,000
Payments for capital expenditures...	Paiements pour les dépenses en capital...	16,746	6,040	26,619	21,411
		138,000	74,000	229,000	219,234
Canadian Film Development Corporation.....	Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne.....	8,956	5,602	17,765	9,311
Canadian Radiotelevision and Telecommunications Commission.....	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes.....	2,028	1,993	3,756	3,622
National Archives of Canada.....	Archives nationales du Canada.....	3,280	3,515	7,378	7,695
National Arts Centre Corporation.....	Corporation du Centre national des Arts..	2,300	2,000	4,536	5,500
National Film Board -	Office national du film -				
National Film Board Revolving Fund - Operating loss.....	Fonds renouvelable de l'Office national du film - Déficit de fonctionnement...	6,098	9,536	6,098	9,536
National Film Board Revolving Fund.....	Fonds renouvelable de l'Office national du film.....	-	829	3,020	-
		5,269	4,554	9,118	7,528
		1,853	2,171	3,534	4,176
National Library.....	Bibliothèque nationale.....				
National Museums of Canada -	Musees nationaux du Canada -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	4,700	4,541	8,893	8,040
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	402	373	436	405
		5,102	4,914	9,329	8,445
		191,196	125,068	347,992	330,265
Consumer and Corporate Affairs -	Consommation et Corporations -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	9,502	9,632	18,003	17,377
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	78	15	58	15
Payments to the provinces for the purpose of research and development relating to medicine.....	Paiements aux provinces pour la recherche sur les médicaments et leur développement.....	...	...	...	...
		9,424	9,647	18,061	17,392
Competition Tribunal.....	Tribunal de la concurrence.....	61	49	103	89
Copyright Board.....	Commission du droit d'auteur.....	11	...	16	...
Hazardous Material Information Review Commission.....	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses.....	42	12	57	19
Patented Medicine Prices Review Board.....	Conseil d'examen du prix des médicaments.....	123	8	202	8
Standards Council of Canada.....	Conseil canadien des normes.....	85	154	580	523
		9,746	9,870	19,019	18,031

(1)

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

MONTH OF MAY - MOIS DE MAI - YEAR TO DATE - A CE JOUR
1989 1988 1989-90 1988-89

Employment and Immigration - Department/Commission -	Emploi et Immigration - Ministère/Commission -				
Corporate and Special Services.....	Services généraux et spéciaux.....	- 6,811	- 3,464	- 15,903	- 11,567
Employment and Insurance -	Emploi et assurance -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	11	1,971	- 9,112	- 3,938
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	98,331	91,174	116,181	125,837
Government's contribution to the Unemployment Insurance Account.....	Contribution de l'Etat au compte d'assurance-chômage.....	302,281	278,334	563,201	524,492
Government's contribution in respect of Fishermen's Benefits.....	Contributions de l'Etat au titre des prestations versées aux pêcheurs.....	...	38,330	38,755	38,330
Immigration -	Immigration -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	10,431	8,951	18,608	16,331
Contributions.....	Contributions.....	5,877	3,311	7,106	3,912
		410,120	418,607	718,836	693,397
Advisory Council on the Status of Women.....	Conseil consultatif sur la situation de la femme.....	169	175	302	329
Immigration and Refugee Board of Canada.....	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada.....	2,307	771	4,485	1,510
Status of Women - Office of the Co-ordinator.....	Condition féminine - Bureau de la coordonnatrice.....	208	148	390	296
		412,804	419,701	724,013	695,532
Energy, Mines and Resources - Department -	Energie, Mines et Ressources - Ministère -				
Administration.....	Administration.....	2,918	2,928	5,195	5,685
Energy -	Energie -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	4,838	4,810	8,846	8,677
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	2,691	215	3,137	648
Payments to Interprovincial Pipe Line Limited.....	Paiements à l'Interprovincial Pipe Line Limited.....	...	628	...	628
Canada/Nova Scotia Development Fund.....	Fonds de développement Canada/Nouvelle- Ecosse.....	...	1	...	3
Canada/Newfoundland Development Fund.....	Fonds de développement Canada/Terre-Neuve.....	4,819	...	4,819	...
Canada/Newfoundland Offshore Petroleum Board.....	L'Office Canada/Terre-Neuve des hydrocarbures.....	273	404	473	404
Nova Scotia Drilling Assistance Fund.....	Fonds d'aide destinés au forage Nouvelle-Ecosse.....	...	...	...	...
Petroleum Compensation.....	Indemnisation pétrolière.....	5	2,344	5	2,344
Canadian Exploration and Development Incentive Program.....	Programme canadien d'encouragement à l'exploration et à la mise en valeur..	...	...	...	...
Offshore Oil and Gas Resource Revenue Fund (Nova Scotia).....	Fonds des recettes provenant des ressources pétrolières et gazières (Nouvelle-Ecosse).....	...	...	...	...
Minerals and Earth Sciences -	Minéraux et sciences de la Terre -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	17,493	17,451	32,589	29,703
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	300	520	440	800
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	756	3,579	2,168	8,313
		34,093	28,192	57,672	52,517
Atomic Energy Control Board.....	Commission de contrôle de l'énergie atomique.....	1,516	1,515	2,861	3,178
Atomic Energy of Canada Limited.....	Energie atomique du Canada, Limitée.....	...	11,834	22,651	29,724
National Energy Board.....	Office national de l'énergie.....	1,668	1,628	3,151	3,182
Petro-Canada International Assistance Corporation.....	la Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale.....	...	2,000	1,000	4,065
		37,277	45,169	87,335	92,666

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

		(in thousands of dollars - en milliers de dollars)			
		MONTH OF MAY 1989	MOIS DE MAI 1988	YEAR TO DATE - A CE JOUR 1989-90	1988-89
Environment -	Environnement -				
Administration.....	Administration.....	2,870	4,180	6,358	6,221
Environmental Services -	Services de l'environnement -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	28,414	26,922	48,672	46,539
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	703	1,255	729	1,636
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	191	42	366	155
Parks -	Parcs -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	15,957	20,273	27,366	31,927
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	2,677	1,954	3,008	2,783
National Battlefields	Commission des champs de bataille				
Commission.....	nationaux.....	141	122	215	182
		50,953	54,748	86,714	89,443
External Affairs -	Affaires extérieures -				
Department -	Ministère -				
Canadian Interests Abroad -	Intérêts du Canada à l'étranger -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	45,785	39,924	66,129	58,922
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	1,917	159	2,034	285
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	5,466	15,605	10,638	17,938
Passport Revolving Fund.....	Fonds renouvelable des passeports.....	1,123	16	271	870
Payments under the Asia-Pacific	Paielements en vertu de la Loi sur la				
Foundation of Canada Act.....	Fondation Asie-Pacifique du Canada....	...	...	...	...
World Exhibitions.....	Expositions internationales.....	25	66	48	87
		52,070	55,770	78,578	78,102
Canadian Commercial Corporation.....	Corporation commerciale canadienne.....	1,162	517	986	909
Canadian Institute for International	Institut canadien pour la paix et la				
Peace and Security.....	sécurité mondiales.....	1,000	500	1,000	1,750
Canadian International Development	Agence canadienne de développement				
Agency -	international -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	4,596	6,319	9,992	11,391
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	57,435	73,149	107,892	115,295
Payments to International Financial	Paielements aux institutions financières				
Institutions.....	internationales.....	...	13,468	...	15,567
Payments under the International	Paielements en vertu de la Loi				
Centre for Human Rights	du centre international des droits				
and Democratic Development	de la personne et du développement				
Act.....	démocratique.....	...	...	...	...
Payments under the Asia-Pacific	Paielements en vertu de la Loi sur la				
Foundation of Canada Act.....	Fondation Asie-Pacifique du Canada....	...	500	...	500
		62,031	93,436	117,884	142,753
Export Development Corporation.....	Société pour l'expansion des exportations	3,682	...	3,682	...
International Centre for Ocean	Centre international d'exploitation des				
Development.....	océans.....	800	400	800	700
International Development Research	Centre de recherches pour le				
Centre.....	développement international.....	5,000	9,516	15,000	19,033
International Joint Commission.....	Commission mixte internationale.....	255	219	468	432
		123,676	160,358	218,398	243,679
Finance -	Finances -				
Department -	Ministère -				
Financial and Economic Policies -	Politiques financières et économiques -				
Program expenditures.....	Dépenses du Programme.....	3,800	2,974	8,047	6,480
Payments to the International	Paielements à l'Association				
Development Association.....	internationale de développement.....	...	...	...	86,830
Payments to the International	Paielements au Fonds monétaire				
Monetary Fund.....	international.....	...	...	...	...
Purchase of Domestic Coinage.....	Achat de la monnaie canadienne.....	8,038	6,207	11,381	6,213
Public Debt.....	Service de la dette publique.....	3,217,629	2,685,056	6,229,718	5,224,497
Fiscal Transfer Payments.....	Paielements de transfert fiscal.....	614,141	530,428	1,054,868	986,013
Special Program -	Programme spécial -				
Payments under the Financial	Paielements en vertu de la Loi sur				
Institutions Depositors	l'indemnité aux déposants de				
Compensation Act.....	certaines institutions financières....	...	...	...	...
Foreign Claims Fund.....	Caisse des réclamations étrangères....	...	...	...	...
		3,843,608	3,224,665	7,304,014	6,310,033
Auditor General.....	Vérificateur général.....	3,619	3,054	6,960	6,049
Canadian International Trade	Tribunal canadien du commerce				
Tribunal.....	extérieur.....	479	454	834	848
Office of the Superintendent of	Bureau du surintendant des				
Financial Institutions.....	institutions financières.....	1,888	1,987	2,378	2,846
Privatization and	Privatisation et affaires				
Regulatory Affairs.....	réglementaires.....	407	347	764	644
		3,850,001	3,230,507	7,314,950	6,320,420

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

	MONTH OF MAY 1989	MOIS DE MAI 1988	YEAR TO DATE - A 1989-90	CE JOUR 1988-89
Fisheries and Oceans -				
Operating expenditures.....	32,637	26,369	55,841	49,895
Capital expenditures.....	462	514	462	349
Grants and contributions.....	23	30	128	515
Liabilities under the Fisheries Improvement Loans Act.....	-	-	-	-
	32,946	26,612	56,261	50,758
Forestry-				
Operating expenditures.....	7,615	6,527	12,729	11,409
Capital expenditures.....	519	530	524	532
Grants and contributions.....	2,460	14,774	2,518	15,976
	10,594	21,831	15,771	27,917
Governor General.....	781	576	1,348	951
Indian Affairs and Northern Development -				
Department -				
Administration -				
Program expenditures.....	2,445	2,911	4,888	5,245
Indian and Inuit Affairs -				
Operating expenditures.....	14,366	15,088	25,881	27,189
Capital expenditures.....	11	9	11	9
Grants and contributions.....	91,270	82,093	365,939	320,088
Liabilities in respect of loan guarantees made to Indians for Housing and Economic Development.....	...	15	27	15
Grant under the Western Arctic (Inuvialuit) Claims Settlement Act.....	...	...	...	...
Northern Affairs -				
Operating expenditures.....	3,104	3,130	5,438	5,391
Capital expenditures.....	29	67	29	67
Grants and contributions.....	1,572	833	2,701	1,856
Transfer Payments to the Territorial Governments -				
Payments to Yukon Territory.....	19,000	17,000	64,000	58,000
Payments to Northwest Territories.....	55,000	70,000	192,000	210,000
Northern Canada Power Commission -				
Write-off from the accounts of Canada of certain debts.....	...	...	...	...
	186,797	191,146	660,914	627,860

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		MONTH OF MAY 1989	MOIS DE MAI 1988	YEAR TO DATE - 1989-90	A CE JOUR 1988-89
Industry, Science and Technology - Department -	Industrie, Science et Technologie - Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	11,491	12,984	21,028	24,173
Payments to Canadian Patents and Development Limited.....	Paielements à la Société canadienne des brevets et d'exploitation limitée.....	...	...	331	189
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	26,051	25,344	31,706	63,654
Liabilities under the Small Businesses Loans Act.....	Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises.....	1,958	1,297	2,813	2,763
Insurance payments under the Enterprise Development Program and guarantees under the Industrial and Regional Development Program.....	Paielements d'assurance en vertu du Programme d'expansion des entreprises et garanties en vertu du Programme de développement industriel et régional.....	...	...	...	...
		39,500	39,625	55,878	90,779
Regional and Native Economic Development -	Développement économique des régions et des autochtones -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	1,652	...	3,108	... (2)
Grants and Contributions.....	Subventions et contributions.....	5,105	...	7,560	... (2)
		6,757	...	10,668	...
Cape Breton Development Corporation...	Société de développement du Cap-Breton...	...	12,000	4,000	12,000
Federal Business Development Bank.....	Banque fédérale de développement.....	...	2,300	13,450	4,600
Investment Canada.....	Investissement Canada.....	659	613	1,137	1,098
		659	14,913	18,587	17,698
Ministry of State (Science and Technology) -	Ministère d'Etat (Sciences et Technologie) -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	133	871	282	1,578
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	...	75	...	75
		133	946	282	1,653
National Research Council of Canada -	Conseil national de recherches du Canada -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	19,448	18,149	34,382	32,567
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	1,118	547	1,179	605
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	6,755	2,605	10,378	7,552
		27,321	21,301	45,939	40,724
Natural Sciences and Engineering Research Council -	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	1,033	684	1,687	1,201
Grants.....	Subventions.....	5,332	5,409	46,910	44,534
		6,365	6,093	48,597	45,735
Science Council of Canada.....	Conseil des sciences du Canada.....	236	199	388	405
Statistics Canada.....	Statistique Canada.....	20,938	19,629	36,596	34,954
Canada Post Corporation.....	Société canadienne des postes.....	15,820	16,292	32,420	32,580
		117,729	118,998	249,355	264,528

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		MONTH OF MAY - 1989	MOIS DE MAI 1988	YEAR TO DATE - 1989-90	A CE JOUR 1988-89
Justice - Department -	Justice - Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	8,677	7,610	16,030	14,428
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	16,546	883	22,438	892
		25,223	8,493	38,468	15,320
Canadian Human Rights Commission.....	Commission canadienne des droits de la personne.....	791	755	1,489	1,409
Commissioner for Federal Judicial Affairs -	Commissaire à la magistrature fédérale -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	335	286	631	533
Judges' salaries, allowances and annuities.....	Traitements, indemnités et pensions des juges.....	12,283	11,267	23,141	21,682
		12,618	11,553	23,772	22,215
Federal Court of Canada.....	Cour fédérale du Canada.....	957	708	1,699	1,551
Law Reform Commission of Canada.....	Commission de réforme du droit du Canada.....	338	335	582	574
Offices of the Information and Privacy Commissioners of Canada.....	Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada.....	360	349	708	623
Supreme Court of Canada.....	Cour suprême du Canada.....	684	566	1,163	1,029
Tax Court of Canada.....	Cour canadienne de l'impôt.....	399	205	618	395
		41,370	22,964	68,499	43,118
Labour - Department -	Travail - Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	4,203	4,204	7,522	7,430
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	404	577	404	1,105
Payments of compensation respecting government employees and merchant seamen.....	Palements d'indemnités à des employés de l'Etat et à des marins marchands.....	2,505	4,453	3,165	4,977
Labour Adjustment Benefits payments.....	Prestations d'adaptation pour les travailleurs.....	...	939	15,000	15,939
		7,112	10,173	26,091	29,451
Canada Labour Relations Board.....	Conseil canadien des relations du travail	648	510	1,100	962
Canadian Centre for Occupational Health and Safety.....	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail.....	509	592	1,045	1,098
		8,269	11,275	28,236	31,511
National Defence - Department -	Défense nationale - Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	494,376	459,062	825,972	779,712
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	95,344	67,787	100,949	86,075
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	475	567	703	1,134
Military pensions.....	Pensions militaires.....	56,056	86,477	99,433	94,628
		646,251	613,893	1,027,057	961,549
Emergency Preparedness Canada -	Protection civile Canada -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	60	...	120	...
Grants and Contributions.....	Subventions et contributions.....	...	...	...	...
		60	...	120	...
		646,311	613,893	1,027,177	961,549

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		MONTH OF MAY - MOIS DE MAI		YEAR TO DATE - A CE JOUR	
		1989	1988	1989-90	1988-89
National Health and Welfare -	Santé nationale et Bien-être social -				
Department -	Ministère -				
Departmental Administration.....	Administration centrale.....	4,600	5,189	8,707	9,636
Health Services and Promotion -	Services et promotion de la santé -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	1,485	1,485	2,733	2,560
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	3,960	3,065	10,283	9,688
Payments for insured health services	Versements à l'égard des services de				
and extended health care	santé assurés et des services				
services.....	complémentaires de santé.....	591,303	593,042	1,182,606	1,186,084
Social Services -	Services sociaux -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	1,166	1,083	2,204	1,916
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	5,357	1,172	8,925	3,327
Canada Assistance Plan	Versements en vertu du régime				
Payments.....	d'assistance publique du Canada.....	379,844	431,451	841,980	895,913
Medical Services -	Services médicaux -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	36,001	30,466	61,026	53,728
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	300	304	306	306
Health Protection -	Protection de la santé -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	9,864	8,666	18,891	15,704
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	7	296	7	296
Grants and Contributions.....	Subventions et contributions.....	215	...	215	...
Income Security -	Sécurité du revenu -				
Program expenditures.....	Dépenses du Programme.....	10,087	9,105	8,629	16,263
Family Allowance payments.....	Versements d'allocations familiales....	218,424	216,664	437,940	432,956
Old Age Security, Guaranteed	Versements de sécurité de la				
Income Supplement and Spouse's	vieillesse, du supplément de revenu				
Allowance payments.....	garanti et d'allocations au conjoint..	1,319,383	1,360,288	2,584,694	2,451,411
Fitness and Amateur Sport -	Condition physique et sport amateur -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	510	602	904	952
Contributions.....	Contributions.....	2,745	649	9,758	10,553
XV Olympic Winter Games.....	XVe Jeux Olympiques d'hiver.....	...	232	...	265
		2,565,077	2,663,759	5,179,808	5,091,558
Medical Research Council -	Conseil de recherches médicales -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	328	266	547	468
Grants.....	Subventions.....	17,317	14,935	31,046	27,487
		17,645	15,201	31,593	27,955
		2,582,722	2,678,960	5,211,401	5,119,513
National Revenue -	Revenu national -				
Customs and Excise -	Douanes et Accise -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	33,617	33,590	63,642	63,763
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	155	81	157	86
		33,772	33,671	63,799	63,849
Taxation -	Impôt -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	77,569	75,844	144,226	137,185
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	377	42	396	51
		77,946	75,886	144,622	137,236
		111,718	109,557	208,421	201,085
Parliament -	Parlement -				
Senate.....	Sénat.....	1,993	2,773	4,349	4,640
House of Commons.....	Chambre des communes.....	13,372	12,806	24,448	23,775
Library of Parliament.....	Bibliothèque du Parlement.....	997	948	1,989	1,750
		16,362	16,527	30,786	30,165

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS MENSUELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
PAR MINISTÈRE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

MONTH OF MAY - MOIS DE MAI
1989 1988
YEAR TO DATE - À CE JOUR
1989-90 1988-89

Privy Council -	Conseil privé -				
Department	Ministère	2,946	2,932	5,445	5,135
Canadian Intergovernmental Conference	Secrétariat des Conférences				
Secretariat	Intergouvernementales canadiennes	138	133	217	221
Chief Electoral Officer	Directeur général des élections	10,417	1,401	11,793	2,319
Commissioner of Official Languages	Commissaire aux langues officielles	800	650	1,453	1,228
Economic Council of Canada	Conseil économique du Canada	679	600	1,257	1,134
Northern Pipeline Agency	Administration du pipe-line du Nord	7	11	15	25
Public Service Staff Relations	Commission des relations de travail dans				
Board	la Fonction publique	730	582	1,239	1,097
Security Intelligence Review	Comité de surveillance des activités de				
Committee	renseignement de sécurité	89	79	105	126
		15,806	6,388	21,524	11,285
Public Works -	Travaux publics -				
Department -	Ministère -				
Services -	Services -				
Public Works Revolving	Fonds renouvelable des Travaux				
Fund - Operating Loss	publics - Déficit de fonctionnement...	184	- 48	203	25
Public Works Revolving Fund	Fonds renouvelable des Travaux publics.	40,443	26,323	66,893	39,261
Real Property -	Biens immobiliers -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	44,870	38,738	69,590	65,683
Capital expenditures	Dépenses en capital .....	...	2	...	3
Grants to municipalities and other	Subventions aux municipalités et				
taxing authorities	autres autorités taxatrices	20,024	39,494	32,540	52,009
Crown Corporations -	Sociétés d'État -				
Payments to Canada Museums	Paielements à la Société de construction				
Construction Corporation Inc.	des musées du Canada Inc.	4,700	11,753	12,200	19,253
Payments to Canada Lands Company	Paielements à la Société immobilière du				
(Le Vieux-Port de Montréal)	Canada (Le Vieux-Port de Montréal)				
Limited	Limitée .....	...	438	930	2,600
Payments to Canada Lands Company	Paielements à la Société immobilière du				
(Mirabel) Limited	Canada (Mirabel) Limitée .....	...	1,157	...	1,677
		110,221	117,857	182,356	180,511
Canada Mortgage and Housing	Société canadienne d'hypothèques et de				
Corporation -	logements -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	89,116	95,038	176,147	168,859
Urban Renewal Contributions	Contributions pour la rénovation urbaine	...	...	...	...
		89,116	95,038	176,147	168,859
National Capital Commission -	Commission de la Capitale nationale -				
Payment for operating	Paielement pour les dépenses				
expenditures	de fonctionnement	4,000	3,000	4,000	5,100
Payment for capital expenditures	Paielement pour les dépenses en capital...	3,000	1,300	3,000	2,400
Payment for grants and	Paielement pour les subventions				
contributions	et contributions	4,000	1,800	4,000	2,300
		11,000	6,100	11,000	9,800
		210,337	218,995	369,503	359,170
Secretary of State -	Secrétariat d'État -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	4,976	11,660	15,101	21,847
Grants and contributions	Subventions et contributions	6,375	5,446	25,662	31,392
Post-Secondary Education Payments	Paielements pour l'enseignement				
to provinces	postsecondaire faits aux provinces...	198,090	202,494	396,181	404,988
Payments under the Canada	Paielements en vertu de la loi canadienne				
Student Loans Act	sur les prêts aux étudiants	23,811	12,049	25,968	17,750
		233,252	231,649	462,912	475,977
Canadian Centre for Management	Centre canadien de				
Development	gestion	300	...	508	...
Multiculturalism and Citizenship -	Multiculturalisme et Citoyenneté -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	14,558	...	15,528	...
Grants and Contributions	Subventions et contributions	921	...	2,650	...
Public Service Commission -	Commission de la Fonction publique -				
Program expenditures	Dépenses du Programme	8,538	8,659	16,505	16,244
Staff Development and Training	Fonds renouvelable du perfectionnement				
Revolving Fund	et de la formation du personnel	356	574	799	1,076
		24,673	9,233	35,990	17,320
Social Sciences and Humanities	Conseil de recherches en				
Research Council -	sciences humaines -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	467	384	827	734
Grants	Subventions	6,682	3,430	7,272	3,448
		7,149	3,814	8,099	4,182
		265,074	244,696	507,001	497,479

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		MONTH OF MAY - 1989	MOIS DE MAI 1988	YEAR TO DATE - A CE JOUR 1989-90 1988-89	
Solicitor General - Department.....	Solliciteur général - Ministère.....	1,211	1,404	2,793	3,101
Canadian Security Intelligence Service.....	Service canadien du renseignement de sécurité.....	7,609	16,908	18,642	18,529
Correctional Service - Operating expenditures.....	Service correctionnel - Dépenses de fonctionnement.....	50,350	47,876	85,490	83,148
Capital expenditures.....	Depenses en capital.....	227	277	234	304
		50,577	48,153	85,724	83,452
National Parole Board.....	Commission nationale des liberations conditionnelles.....	1,367	1,301	2,519	2,466
Royal Canadian Mounted Police - Operating expenditures.....	Gendarmerie royale du Canada - Dépenses de fonctionnement.....	83,987	43,035	114,343	102,653
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	5,639	7,640	7,156	8,293
Pensions and other employee benefits - Members of the Force....	Pensions et autres prestations des employés - Membres de la GRC.....	2,943	25,938	6,969	29,999
		92,569	76,613	128,468	140,945
Royal Canadian Mounted Police External Review Committee.....	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada.....	55	31	104	31
Royal Canadian Mounted Police Public Complaints Commission.....	Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada.....	63	...	76	... (2)
		153,451	144,410	238,526	248,524
Supply and Services - Department -	Approvisionnement et Services - Ministère -				
Program expenditures.....	Dépenses du Programme.....	17,917	25,981	34,636	43,253
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	19	...	40	...
Reciprocal Taxation.....	Imposition réciproque.....	24,010	19,053	48,020	42,283
Supply Revolving Fund.....	Fonds renouvelable des approvisionnements.....	28,646	31,344	41,275	39,474
Defence Production Revolving Fund.....	Fonds renouvelable de la production de défense.....	...	1,601	...	1,601
		70,592	74,777	123,971	123,409

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE 111 - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS MENSUELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU 111 - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
PAR MINISTÈRE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

MONTH OF MAY - MOIS DE MAI
1989 1988
YEAR TO DATE - À CE JOUR
1989-90 1988-89

Transport - Department -	Transports - Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	41,120	4,556	93,596	62,419
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	12,485	16,072	13,736	25,126
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	4,027	9,248	6,810	15,106
Payments to the Canada Ports Corporation for the Inter - Port Loan Program.....	Palements à la Société canadienne des ports pour un programme de prêts interportuaires.....	24,750	...	24,750	...
Payment to the Canarctic Shipping Company, Limited.....	Paiement à la Compagnie de navigation Canarctic Limitée.....	2,200	548	2,200	548
Payment to the Jacques Cartier and Champlain Bridges Inc.....	Paiement à la Société Des ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée.....	...	...	...	...
Payments to Marine Atlantic Inc.....	Palements à Marine Atlantique S.C.C.....	9,494	12,112	33,391	24,665
Payments to VIA Rail Canada Inc.....	Palements à VIA Rail Canada Inc.....	10,000	11,300	20,000	19,300
Payment to the St. Lawrence Seaway Authority.....	Paiement à l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent.....	2,097	257	2,097	257
Payments to the CN Railway for benefits provided to employees.....	Palements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada pour les avantages accordés à ses employés.....	...	...	...	...
Self-Supporting Airports and Associated Ground Services Revolving Fund.....	Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au soi connexes.....	29,944	20,723	42,277	37,719
Termination of tolls - Victoria Bridge.....	Abolition des péages sur le pont Victoria.....	...	...	...	...
Payments to Pilotage Authorities.....	Palements aux Administrations de pilotage.....	...	...	...	...
Payment to the Canada Ports Corporation.....	Paiement à la Société canadienne des ports.....	76,229	33,370	154,303	109,602
Canadian Aviation Safety Board.....	Bureau canadien de la sécurité aérienne..	1,098	1,000	1,991	1,803
Civil Aviation Tribunal.....	Tribunal de l'aviation civile.....	45	36	80	66
Grain Transportation Agency Administrator -	Administrateur de l'Office du transport du grain -	184	334	306	518
National Transportation Agency -	Office national des transports -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	2,438	2,946	4,744	5,438
Contributions.....	Contributions.....	581	1,175	2,305	4,128
Payments under the Western Grain Transportation Act.....	Palements en vertu de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest.....	188,511	248,353	188,511	248,353
Payments under the Railway Act.....	Palements en vertu de la Loi sur les chemins de fer.....	1,098	9,202	1,589	11,872
Payments under the National Transportation Act.....	Palements en vertu de la Loi nationale sur les transports.....	939	...	1,922	...
Payments under the Atlantic Region Freight Assistance Act.....	Palements en vertu de la Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la région Atlantique.....	5,561	7,797	13,793	13,943
		199,312	269,807	213,170	284,252
		276,684	304,213	369,544	395,723
Treasury Board - Secretariat -	Conseil du Trésor - Secrétariat -				
Central Administration of the Public Service.....	Administration centrale de la Fonction publique.....	4,354	4,956	7,640	6,298
Government Contingencies and Centrally financed Programs.....	Programme des éventualités du gouvernement et programmes financés par l'administration centrale.....	...	...	...	...
Employer Contributions to Insurance Plans.....	Contributions de l'employeur aux régimes d'assurance.....	15,273	11,640	30,851	12,631
Temporary Assignments.....	Affectations temporaires.....	220	230	402	464
		19,847	16,826	38,893	21,393
Comptroller General.....	Contrôleur général.....	738	840	1,481	1,696
		20,585	17,666	40,374	23,089

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Concluded

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Fin

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		MONTH OF MAY - MOIS DE MAI		YEAR TO DATE - A CE JOUR	
		1989	1988	1989-90	1988-89
Veterans Affairs -	Affaires des anciens combattants -				
Veterans Affairs -	Affaires des anciens combattants -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	30,266	26,960	47,008	42,488
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	103,865	100,912	198,757	197,018
Canadian Pension Commission.....	Commission canadienne des pensions.....	321	320	579	594
Bureau of Pensions	Bureau de services juridiques				
Advocates.....	des pensions.....	586	486	1,050	960
Veterans Appeal Board.....	Tribunal d'appel des anciens combattants	174	279	355	550
		135,212	128,957	247,749	241,610
Western Economic Diversification -	Diversification de l'économie de l'Ouest -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	1,545	419	2,699	463
Grants and Contributions.....	Subventions et contributions.....	1,391	756	1,707	890
Liabilities under the Small Business Loans Act.....	Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises.....	1,311	1,207	1,730	1,336
		4,247	2,382	6,136	2,689
Expenditure by department on behalf of other departments.....	Dépenses des ministères pour le compte d'autres ministères.....	18,969	10,964	27,512	- 6,792
Provision for valuation.....	Provision pour évaluation.....	---	---	---	---
Consolidation of specified purpose accounts (net of internal transactions) -	Consolidation de comptes à fins déterminées (déduction faite des opérations internes) -				
Unemployment Insurance Account.....	Compte d'assurance-chômage.....	801,382	639,691	1,647,055	1,435,637
Western Grain Stabilization Account.....	Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest.....	308	693,322	696	693,490
Agricultural Commodities Stabilization Accounts.....	Comptes de stabilisation concernant des produits agricoles.....	77,249	11,757	109,672	11,757
Crop Reinsurance Fund.....	Fonds de réassurance-récolte.....	---	---	---	---
Other.....	Autres.....	37	---	37	---
		878,976	1,344,770	1,757,460	2,140,884
Other internal transactions.....	Autres opérations internes.....	- 7,271	- 820	- 7,338	1,440
TOTAL EXPENDITURE.....	TOTAL DES DEPENSES.....	10,554,259	10,451,598	20,384,073	19,382,582

(1) The program was established after April 1988.
(2) The program was established in fiscal year 1989-90

(1) Le programme a été établi après avril 1988.
(2) Le programme a été établi dans l'exercice 1989-90.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA

1. Significant Accounting Policies

The accounting policies of the Government of Canada are based on concepts embodied in the Constitution Acts, and in the Financial Administration Act and other legislation.

i. Government of Canada as an accounting entity

For purposes of maintaining the accounts of Canada and preparing the monthly Statements of Financial Operations, the Government of Canada is defined as all the departments named in Schedule I of the Financial Administration Act; any division or branch of the Public Service, including a commission appointed under the Inquiries Act, designated by the Governor in Council as a department for purposes of the Financial Administration Act; the staffs of the Senate, the House of Commons, and the Library of Parliament; and, any corporation named in Schedule II of the Financial Administration Act.

In accordance with the above definition, the corporations listed in Parts I and II of Schedule III of the Financial Administration Act, and those Crown corporations that are not subject to Divisions I to IV of Part X of the Financial Administration Act, are excluded from the Government of Canada as an accounting entity; therefore, their financial statements are not consolidated with those of the Government. However, the borrowings of those corporations which are agents of the Crown are recorded as a liability of the Government net of borrowings expected to be repaid directly by these corporations.

In addition, certain accounts and funds have financial statements which are not consolidated with those of the Government. These accounts and funds include the Canada Pension Plan Account, superannuation accounts and other specified purpose accounts.

ii. Classification of financial transactions

The financial transactions of the Government, as recorded in the accounts of Canada and reported in the monthly Statements of Financial Operations, are classified into budgetary, non-budgetary, foreign exchange and unmatured debt transactions.

In general terms, budgetary transactions enter into the calculation of the monthly and annual deficit or surplus and are reported, after elimination of transactions internal to the Government, on the Summary and Detailed Statements of Transactions. All other transactions lead to the acquisition or disposal of financial claims (assets) or to the creation or discharge of financial obligations (liabilities).

For purposes of reporting, the classification in force at the beginning of the year is used and amounts for the previous year are reclassified to conform to the current year's accounting policies and presentation.

iii. Budgetary transactions

REVENUE

Revenue consists of all tax and non-tax receipts which affect the monthly and annual deficit or surplus of the Government.

Revenue is reported after deducting refunds paid, and excludes amounts receivable, taxes collected on behalf of provinces and territories, and amounts credited to the Canada Pension Plan Account, superannuation accounts, other specified purpose accounts, and other liability accounts.

The Government generally reports revenue in the year in which it is received. Refunds of revenue are allocated to the year in which the obligation for refund, as determined by the completion of manual assessment, and commencement of the mechanical processing cycle, occurs.

On the Summary and Detailed Statements of Transactions the revenue reported excludes revenue from outside parties credited to appropriations.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU GOUVERNEMENT DU CANADA

1. Conventions comptables importantes

Les conventions comptables du gouvernement du Canada sont fondées sur des notions contenues dans les Lois constitutionnelles, et dans la Loi sur la gestion des finances publiques et autres textes législatifs.

i. Entité comptable du gouvernement du Canada

Afin de tenir les comptes du Canada et de préparer les états mensuels des opérations financières, le gouvernement du Canada se définit comme l'ensemble des ministères mentionnés à l'annexe I de la Loi sur la gestion des finances publiques; toute division ou direction de la Fonction publique, y compris toute commission nommée conformément à la Loi sur les enquêtes et désignée par le gouverneur en conseil comme ministère aux fins de la Loi sur la gestion des finances publiques; les employés du Sénat, de la Chambre des communes et de la Bibliothèque du Parlement; ainsi que toute société mentionnée à l'annexe II de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Conformément à la définition susmentionnée, les sociétés énumérées aux parties I et II de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques, et les sociétés de la Couronne qui ne sont pas sujettes aux sections I à IV de la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques, ne font pas partie de l'entité comptable du gouvernement du Canada; ainsi, leurs états financiers ne sont pas consolidés avec ceux du gouvernement. Cependant, les emprunts des sociétés mandataires de la Couronne sont inscrits comme élément de passif du gouvernement après avoir déduit les emprunts à être probablement remboursés directement par ces sociétés.

En outre, certains comptes et fonds possèdent leurs propres états financiers qui ne sont pas consolidés avec ceux du gouvernement. Ces comptes et fonds comprennent le Compte du régime de pensions du Canada, les comptes de pension de retraite et les autres comptes à fins déterminées.

ii. Catégories d'opérations financières

Les opérations financières du gouvernement, enregistrées dans les comptes du Canada et présentées dans les états mensuels des opérations financières, sont réparties en opérations budgétaires, non budgétaires, de change et de la dette non échue.

En somme, les opérations budgétaires entrent dans le calcul du déficit ou de l'excédent mensuel et annuel et sont inscrites aux états sommaire et détaillé des opérations après l'élimination des opérations internes du gouvernement. Toutes les autres opérations mènent soit à l'acquisition ou au règlement de créances (actif), soit à la création ou au règlement de dettes (passif).

Aux fins de compte rendu, la classification en vigueur au début de l'exercice est utilisée. Les montants de l'exercice précédent sont reclassifiés pour être conformes aux conventions comptables et à la présentation de l'exercice en cours.

iii. Opérations budgétaires

RECETTES

Les recettes comprennent toutes les recettes fiscales et non fiscales qui agissent sur le déficit ou l'excédent mensuel et annuel du gouvernement.

Les recettes sont comptabilisées après déduction des remboursements versés, et ne comprennent ni les sommes à recevoir, ni les impôts prélevés au nom des provinces et territoires, ni les montants crédités au Compte du régime de pensions du Canada, aux comptes de pension de retraite, aux autres comptes à fins déterminées, et aux autres comptes de passif.

Les recettes du gouvernement sont généralement comptabilisées au titre de l'exercice au cours duquel elles ont été reçues. Les remboursements de recettes sont imputés à l'exercice au cours duquel l'existence d'une dette est déterminée, c'est à dire au moment où la cotisation faite manuellement est complétée et où le cycle de traitement mécanique débute.

Les recettes aux états sommaire et détaillé des opérations ne comprennent pas les recettes à valoir sur les crédits provenant de tiers.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

EXPENDITURE

Expenditure consists of all charges to budgetary appropriations which affect the monthly and annual deficit or surplus of the Government. In addition, budgetary expenditure may also include charges related to the provision for valuation of loans, investments and advances, the allowance for borrowings of agent Crown corporations, and accounts payable and other allowances related to statutory items and certain annual appropriations. Such charges include those for work performed, goods received, services rendered, and transfer payments made, during the year and in the supplementary period including accounts payable at year-end.

Expenditure exclude amounts charged to the Canada Pension Plan Account, superannuation accounts, other specified purpose accounts, and other liability accounts.

On the Statement of Budgetary Expenditure by Department, departmental expenditures are reported net of revenue credited to appropriations but include expenditures internal to the Government.

iv. Assets

Assets are defined as the financial claims acquired by the Government on outside organizations and individuals as a result of events and transactions recorded as at the closing date.

However, as a result of the Government's accounting policies described above, and in accordance with the provisions of the Financial Administration Act and other legislation, transactions concerning certain financial claims are not recorded in the accounts of Canada and, therefore are not reported on the Summary and Detailed Statements of Transactions. The most important of these are accounts receivable for tax and non-tax revenue.

v. Liabilities

Liabilities are defined as the financial obligations of the Government to outside organizations and individuals as a result of events and transactions recorded as at the closing date.

However, as a result of the Government's accounting policies described above, and in accordance with enabling legislation actuarial liabilities arising from the indexing to the cost of living, of superannuate pensions and annuities are not recorded in the accounts of Canada and, therefore are not reported on the Summary and Detailed Statements of Transactions. In addition, refunds payable and some other liabilities are partially recorded during the year with full recording taking place at year-end only.

vi. Fixed assets

The fixed assets of the Government, which include land, engineering structures and works (such as canals, harbours and roads), buildings, and machinery and equipment, are charged to budgetary expenditure at the time of acquisition or construction.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

DEPENSES

Les dépenses comprennent toutes les imputations aux crédits budgétaires qui influencent le déficit ou l'excédent mensuel et annuel du gouvernement. De plus, les dépenses peuvent également comprendre les imputations reliées à la provision pour évaluation des prêts, dotations en capital et avances, la provision pour emprunts des sociétés mandataires de la Couronne, et les créanciers et les autres provisions reliées à des éléments statutaires et à certains crédits annuels. Ces imputations comprennent les travaux accomplis, les biens reçus, les services exécutés et les paiements de transfert effectués au cours de l'exercice et dans la période complémentaire, y compris les créanciers à la fin de l'exercice.

Les dépenses ne comprennent pas les montants imputés au Compte du régime de pensions du Canada, aux comptes de pension de retraite, aux autres comptes à fins déterminées, et aux autres comptes de passif.

Sur l'état des dépenses budgétaires par ministère, les dépenses ministérielles sont comptabilisées après déduction des recettes à valoir sur les crédits mais comprennent les dépenses internes du gouvernement.

iv. Actif

L'actif se définit comme étant les créances du gouvernement acquises sur des tiers par suite de faits et d'opérations comptabilisés à la date de clôture des comptes.

Cependant, à cause des conventions comptables du gouvernement mentionnées plus haut et selon les dispositions de la Loi sur la gestion des finances publiques et autres lois, les opérations concernant certaines créances ne sont pas comprises dans les comptes du Canada et, par conséquent ne sont pas comprises aux états sommaire et détaillé des opérations. Les plus importantes sont les débiteurs au titre des recettes fiscales et non fiscales.

v. Passif

Le passif se définit comme étant les dettes du gouvernement envers des tiers par suite de faits et d'opérations comptabilisés à la date de clôture des comptes.

Cependant, à cause des conventions comptables du gouvernement mentionnées plus haut, et selon les lois habilitantes, le passif actuariel découlant de l'indexation au coût de la vie, des pensions de retraite et des rentes n'est pas comptabilisé dans les comptes du Canada et, par conséquent n'est pas comptabilisé aux états sommaire et détaillé des opérations. De plus, les remboursements à payer pour les recettes fiscales ne sont pas inscrits à ces états et les autres créanciers sont partiellement inscrits au cours de l'exercice, l'inscription complète étant faite à la fin de l'exercice seulement.

vi. Immobilisations

Les immobilisations du gouvernement qui comprennent les terrains, ouvrages (tels que les canaux, les ports et les routes), bâtiments et matériel, sont imputées aux dépenses budgétaires lors de leur acquisition ou construction.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

vii. Valuation of assets and liabilities

ASSETS

Assets are recorded at cost and are subject to annual valuation to reflect reductions from the recorded value to the estimated realizable value. In the case of loans to sovereign states, no reduction in value is recorded unless a sovereign state has formally repudiated its debts. In addition, the allowance for valuation reflects reductions from the recorded value of loans (and subscriptions to international organizations that make similar loans) with significant concessionary terms.

The Government's gold reserves are included in the International reserves held in the Exchange Fund Account and are recorded and valued at 35 Special Drawing Rights per fine ounce. The Special Drawing Right is an international currency created by the International Monetary Fund, and allocated to countries participating in its Special Drawing Rights Department. It represents a unit of account defined in terms of a "basket" of five major currencies.

LIABILITIES

Liabilities are recorded at the amounts ultimately payable and liabilities for termination benefits, the superannuation accounts, with the exception of indexing, and the Government Annuities Account, are valued on an actuarial basis.

viii. Translation of foreign currency transactions

Foreign currency transactions are translated and recorded in Canadian dollar equivalents at the exchange rates prevailing at the transaction dates.

On a monthly basis, only Receiver General current cash accounts are revalued at the month-end rate of exchange. All other assets and liabilities are revalued at year-end only. Net gains are credited to revenue while net losses are charged to expenditure.

2. Authorities for Transactions

Taxes can be raised and moneys can be borrowed only with the authority of Parliament. All receipts of money by departments and agencies must be deposited into the Consolidated Revenue Fund (CRF). All disbursements from the CRF for spending on operations, for loans, investments and advances, and for the redemption of matured debt must be authorized by Parliament.

i. Authority for spending on operations

Parliament provides authority to make payments out of the Consolidated Revenue Fund in annual appropriation acts and other statutes (the latter referred to as statutory appropriations). Most Government spending is under statutory authorities, that is authorities which do not generally impose an annual limit on the amount that may be spent. Spending is authorized by reference to statutory formulae or criteria and the authorities usually continue from year to year until changed or rescinded by an act of Parliament. Spending authority provided by statutory appropriations is for specified purposes and for such amounts and such time as the acts prescribe. Spending authority provided by statutory appropriations generally does not lapse at the end of the year in which it was granted. Spending authority granted in appropriation acts is for stated purposes and maximum amounts. Unless provided for in vote wording, unused spending authority granted in appropriation acts lapses at the end of the year for which it was granted. Some authorities continue from year to year and some authorize the spending, within a program, of defined categories of revenue generated by the program.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

vii. Evaluation de l'actif et du passif

ACTIF

L'actif est enregistré au coût et fait l'objet d'une évaluation annuelle afin de refléter les diminutions de la valeur enregistrée à la valeur estimative de réalisation. Dans le cas de prêts aux états souverains, aucune diminution de la valeur n'est enregistrée à moins qu'un état souverain refuse, de façon officielle, d'honorer ses dettes. De plus, la provision pour évaluation reflète les réductions de la valeur au livre des prêts (et souscriptions aux organismes internationaux qui effectuent des prêts similaires) ayant des clauses concessionnaires importantes.

Les réserves d'or du gouvernement sont comprises dans les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes et sont inscrites et évaluées à 35 Droits de tirage spéciaux pour chaque once d'or fin. Le Droit de tirage spécial est une unité monétaire internationale créée par le Fonds monétaire international, et attribuée aux pays participant à son Département des Droits de tirage spéciaux. Il représente une unité de compte définie en fonction d'un ensemble de cinq grandes devises.

PASSIF

Le passif est inscrit au montant à payer en fin de compte et les éléments de passif concernant les indemnités de cessation d'emploi, les comptes de pension de retraite sauf pour l'indexation, ainsi que le Compte des rentes sur l'Etat, sont évalués sur une base actuarielle.

viii. Conversion des opérations de change

Les opérations de change sont converties et comptabilisées en dollars canadiens correspondants aux taux de change en vigueur aux dates des opérations.

Sur une base mensuelle, seuls les comptes de caisse courants du Receveur général sont réévalués à la fin du mois aux taux de change en vigueur à cette date. Les autres éléments d'actif et de passif sont réévalués à la fin de l'exercice seulement. Les gains nets sont crédités aux recettes tandis que les pertes nettes sont imputées aux dépenses.

2. Autorisations pour les opérations

Les taxes et les impôts peuvent être prélevés et les deniers peuvent être empruntés seulement avec l'autorisation du Parlement. Tous les deniers perçus par les départements et organismes doivent être déposés au Fonds du revenu consolidé (FRC). Tous les déboursés du FRC pour des dépenses concernant les opérations, pour des prêts, dotations en capital et avances, et pour le rachat de la dette échue doivent être autorisés par le Parlement.

i. Autorisations pour les dépenses concernant les opérations

Le Parlement accorde l'autorisation d'effectuer des paiements à même le Fonds du revenu consolidé dans les lois de crédits annuelles et dans d'autres textes de lois (ces derniers intitulés crédits statutaires). La plupart des dépenses gouvernementales sont effectuées en vertu d'autorisations statutaires, c'est-à-dire des autorisations qui généralement n'imposent pas de limite annuelle sur les montants qui peuvent être dépensés. Les dépenses sont effectuées en vertu de critères ou formules statutaires et les autorisations continuent en général d'un exercice à l'autre jusqu'à ce qu'une loi du Parlement les modifie ou les révoque. L'autorisation de dépenser comprise dans les crédits statutaires est consentie à des fins déterminées ainsi que pour des montants et des délais indiqués dans les lois. En général, l'autorisation de dépenser prévue dans les crédits statutaires ne s'annule pas à la fin de l'exercice pour lequel elle a été accordée. L'autorisation de dépenser est accordée, dans les lois de crédits, à des fins déterminées et pour des montants maximaux. A moins que le libellé des crédits ne l'indique autrement, le solde inutilisé de l'autorisation de dépenser accordée dans des lois de crédits s'annule à la fin de l'exercice pour lequel elle a été accordée. Certaines autorisations continuent d'un exercice à l'autre et certaines permettent de dépenser, à l'intérieur d'un programme, des catégories de recettes spécifiques lesquelles sont générées par ledit programme.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

ii. Authority for loans, investments and advances

These authorities limit the amount of loans, investments or advances that may be made. Unused authority may lapse at the end of a year or may continue from year to year. Non-lapsing authorities often limit only the total of loans that may be outstanding at any one time; thus, principal repaid may be reloaned.

iii. Borrowing authority

The Government can borrow only as authorized by acts of Parliament. Borrowing authority acts provide authority for the net amount of new security issues less redemptions during a fiscal year. The authorities lapse at the end of the year except for amounts specifically carried forward to the next fiscal year. Parliament has also provided a continuing authority to the Government under Section 47 of the Financial Administration Act to borrow, for periods not exceeding six months, such amounts as are deemed necessary to meet lawfully authorized disbursements.

3. Crown Corporations

In accordance with the accounting policies of the Government, the assets, liabilities, revenues and expenses reported in the separate financial statements of Crown corporations are not included in the Government's financial statements. Only the financial transactions between the Government and Crown corporations are included.

The following table presents the major balance sheet and income statement items for Crown corporations named in Section 85 and/or Schedule III of the Financial Administration Act (FAA).

This summary of financial transactions and results of operations of Crown corporations is based on their accounting policies. Most Crown corporations follow the generally accepted accounting principles used by private sector companies, as outlined in the Handbook of the Canadian Institute of Chartered Accountants.

Financial assets include cash, receivables and loans and investments. Physical assets and deferred charges represent the unexpensed portion of non-financial assets such as buildings, machinery and equipment in use or under construction, inventories and other items of expenditure which will be expensed as these assets are used. Financial assets and liabilities in respect of the Government represent the unpaid balances arising from financing transactions and normal operating activities. Borrowings from outside parties represent amounts repayable to institutional and other investors. Other liabilities are amounts due in respect of purchases, employee termination and pension benefits, accrued interest on borrowings, long-term capital leases and sundry accounts payable. Net assets/liabilities represent the Government's equity in each Crown corporation as reported by the corporations.

Crown corporations are categorized as being either agents or non-agents of the Crown. Agency status is normally expressly stated in the incorporating legislation or conferred under the provisions of the Government Companies Operation Act. In accordance with Section 54 of the FAA, the payment of all money borrowed by agent Crown corporations and interest thereon, is a charge on and payable out of the Consolidated Revenue Fund. Such borrowings therefore constitute obligations of the Government and are recorded as such in the summary financial statements of the Canada net of borrowings expected to be repaid directly by these corporations.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

ii. Autorisations pour les prêts, dotations en capital et avances

Ces autorisations limitent les montants des prêts, dotations en capital ou avances qui peuvent être effectués. Les autorisations non employées peuvent s'annuler à la fin de l'exercice ou peuvent continuer d'un exercice à l'autre. Les autorisations qui ne s'annulent pas, souvent limitent seulement le total des prêts qui peuvent être en circulation en tout temps; donc, les montants remboursés peuvent être prêtés de nouveau.

iii. Pouvoirs d'emprunts

Le gouvernement peut emprunter seulement lorsque des lois du Parlement l'autorisent. Les lois sur le pouvoir d'emprunt fournissent l'autorisation pour le montant net de nouvelles émissions de titres moins les rachats au cours de l'exercice. Les autorisations s'annulent à la fin de l'exercice sauf pour les montants spécifiquement reportés à l'exercice suivant. En vertu de l'article 47 de la Loi sur la gestion des finances publiques, le Parlement a également fourni au gouvernement une autorisation continue d'emprunter, pour des périodes n'excédant pas six mois, des montants qui sont jugés nécessaires pour rencontrer les déboursés autorisés par les lois.

3. Sociétés de la Couronne

Conformément aux conventions comptables du gouvernement, l'actif, le passif, les revenus et les dépenses inscrits dans les états financiers distincts des sociétés de la Couronne ne sont pas compris dans les états financiers du gouvernement. Seules les opérations financières entre le gouvernement et les sociétés de la Couronne y sont comprises.

Le tableau suivant résume les principaux éléments des bilans et états d'exploitation des sociétés énumérées à l'article 85 et/ou à l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques (LGFP).

Ce résumé des opérations financières et résultats d'opérations des sociétés de la Couronne est fondé sur les conventions comptables de celles-ci. La majorité des sociétés de la Couronne suivent les principes comptables généralement reconnus que l'on retrouve dans les entreprises du secteur privé et publiés dans le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés.

L'actif financier comprend la caisse et les sommes à recevoir, les prêts et les dotations en capital. L'actif immobilisé et les frais reportés représentent la fraction non dépensée des éléments d'actif non financier tels qu'immeubles, machinerie et équipement en usage ou en construction, inventaire et autres éléments de dépense qui seront portés à la dépense lorsque consommés. L'actif financier et le passif auprès du gouvernement représentent les montants impayés provenant d'opérations de financement et d'opérations normales. Les emprunts auprès de tiers représentent les montants à rembourser à des institutions et autres investisseurs. Les autres passifs représentent des créances relativement aux achats, aux indemnités de cessation d'emploi et aux prestations de pensions, aux intérêts courus sur emprunts, contrats de location-acquisition à long terme et autres créanciers. L'actif/passif net représente l'avoir du gouvernement dans chaque société de la Couronne tel que rapporté par les sociétés.

Les sociétés de la Couronne sont classées soit mandataires ou non mandataires de la Couronne. Le statut de mandataire de la Couronne peut être explicitement énoncé dans les lois constitutionnelles ou conféré selon les dispositions de la Loi sur le fonctionnement des compagnies d'état. Conformément à l'article 54 de la LGFP, le paiement de toute somme d'argent empruntée par les sociétés mandataires de la Couronne, de même que de l'intérêt y afférent, doivent être imputés sur le Fonds du revenu consolidé et versés à même ce Fonds. Par conséquent, de tels emprunts représentent des dettes du gouvernement et sont inscrits comme telles dans les états financiers sommaires du Canada après avoir déduit les emprunts à être probablement remboursés directement par ces sociétés.

GOVERNMENT OF CANADA

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - ContinuedNOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

Revenues include financial assistance received or receivable from the Government in respect of current period of operation.

Les revenus comprennent l'aide financière reçue ou à recevoir du gouvernement relativement aux opérations de l'exercice en cours.

Other net changes in equity include dividends declared, transfers of profits to the Government and non-current financial assistance provided by the Government.

Les autres changements nets dans l'avoir comprennent les dividendes déclarés, les virements de bénéfices au gouvernement et l'aide financière non courante accordée par le gouvernement.

SUMMARY COMBINED STATEMENTS OF CROWN CORPORATIONS

RESUME DES ETATS COMBINES DES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE

		(in millions of dollars) (en millions de dollars)
ASSETS AND LIABILITIES as at March 31, 1989 (preliminary figures)	ACTIF ET PASSIF au le 31 mars 1989 (chiffres préliminaires)	
ASSETS	ACTIF	
Financial:	Financier:	
Outside parties.....	Tiers.....	32,895
Government and Crown corporations.....	Gouvernement et sociétés de la Couronne.....	21,670
Total financial assets.....	Total de l'actif financier.....	54,565
Physical assets and deferred charges.....	Actif immobilisé et frais reportés.....	22,698
TOTAL ASSETS.....	TOTAL DE L'ACTIF.....	77,263
LIABILITIES	PASSIF	
Outside parties -	Tiers -	
Borrowings - agent.....	Emprunts - mandataire.....	15,318
- non-agent.....	- non mandataire.....	1,715
Bank of Canada notes in circulation and amounts due to depositors.....	Effets en circulation de la Banque du Canada et montants dus aux déposants.....	20,991
Other liabilities.....	Autres passif.....	8,490
Government and Crown corporations.....	Gouvernement et sociétés de la Couronne.....	17,657
TOTAL LIABILITIES.....	TOTAL DU PASSIF.....	64,171
NET ASSETS/LIABILITIES (-).....	ACTIF/PASSIF (-) NET.....	13,092
Contingent liabilities.....	Passif éventuel.....	575
REVENUES, EXPENSES AND CHANGES IN NET ASSETS/LIABILITIES (-) for the year ended March 31, 1989 (preliminary figures)	REVENUS, DEPENSES ET CHANGEMENTS DE L'ACTIF/PASSIF (-) NET pour l'exercice clos le 31 mars 1989 (chiffres préliminaires)	
Revenues -	Revenus -	
Outside parties.....	Tiers.....	16,144
Government and Crown corporations -	Gouvernement et sociétés de la Couronne -	
Financial assistance.....	Aide financière.....	4,202
Other.....	Autres.....	3,090
TOTAL REVENUES.....	TOTAL DES REVENUS.....	23,736
Expenses -	Dépenses -	
Outside parties.....	Tiers.....	18,963
Government and Crown corporations.....	Gouvernement et sociétés de la Couronne.....	2,277
TOTAL EXPENSES.....	TOTAL DES DEPENSES.....	21,240
Net income/loss (-) for the period.....	Bénéfices/pertes (-) nets pour la période.....	2,496
Other net changes in equity.....	Autres changements nets dans l'avoir.....	-2,493
Changes in net assets/liabilities(-) for the period.....	Changements de l'actif/passif (-) net pour la période.....	3
Net assets/liabilities (-) at April 1st, 1988.....	Actif/passif (-) net au 1er avril 1988.....	13,089
Net assets/liabilities (-) at March 31, 1989.....	Actif/passif (-) net au 31 mars 1989.....	13,092

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

4. Insurance Programs of Agent Crown corporations

At present, three Crown corporations operate insurance programs as agents of Her Majesty. An insurance program is a program where the insured, an outside party, pays an insurance fee which is credited to an insurance fund or provision operated by the corporation. The amount of the fee is based on the estimated amount of insurance fund or provision needed to meet future claims. Insurance programs operated by private corporations such as employee group insurance, dental plans, etc., are not included in this definition.

The insurance programs are intended to operate on a self-sustaining basis but in recent years, two of the Crown corporations have required loans or other funding from the Government to meet obligations.

Information presented below has not been audited since the information presented therein is derived from interim financial statements. The most recent annual financial statements of these corporations may be found in Volume III of the Public Accounts.

In the Summary below, a minus "-" sign preceding the amount reported indicates a fund deficit, an expense recovery or adjustment, or a decrease or loss during the year.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

4. Programmes d'assurance des sociétés mandataires de la Couronne

Présentement, trois sociétés de la Couronne administrent des programmes d'assurance en tant que mandataires de Sa Majesté. Un programme d'assurance est un programme par lequel un assuré (un tiers) verse des frais d'assurance qui sont alors crédités à un fonds d'assurance ou une provision administrée par la société. Le montant à verser comme frais est basé sur le montant prévu nécessaire pour satisfaire à toutes les demandes futures d'indemnisation au titre du fonds d'assurance ou de la provision. Les programmes d'assurance administrés par les corporations privées tels que l'assurance collective des employés, les régimes dentaires, etc., sont exclus de cette définition.

Les programmes d'assurance sont conçus de façon à opérer sur une base autosuffisante, mais depuis quelques années, le gouvernement a fourni des prêts ou d'autres financements à deux sociétés pour satisfaire à leurs demandes d'indemnisation.

Les renseignements qui apparaissent ci-dessous ne sont pas vérifiés puisque l'information est produite à partir d'états financiers intérimaires. On peut retrouver les états financiers annuels, les plus récents, de ces sociétés dans le volume III des Comptes publics.

Un signe moins "-" dans le sommaire ci-dessous indique un déficit dans le fonds, un recouvrement ou un redressement des dépenses, ou une diminution ou perte au cours de l'exercice.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - SuiteSUMMARY OF INSURANCE PROGRAMS OF AGENT CROWN CORPORATIONS
for the year ending March 31, 1989 (preliminary figures)SOMMAIRE DES PROGRAMMES D'ASSURANCE DES SOCIÉTÉS MANDATAIRES DE LA COURONNE
pour l'exercice clos le 31 mars 1989 (chiffres préliminaires)

(in millions of dollars - en millions de dollars)						
		Canada Deposit Insurance Corporation ⁽¹⁾	Canada Mortgage and Housing Corporation ⁽²⁾			Export Development Corporation ⁽³⁾
			Mortgage Insurance Fund	Home Improvement Loan Fund	Rental Guarantee Fund	
		Société d'assurance-dépôts du Canada ⁽¹⁾	Société canadienne d'hypothèques et de logement ⁽²⁾			Société pour l'expansion des exportations ⁽³⁾
			Fonds d'assurance hypothécaire	Fonds de prêts pour l'amélioration des maisons	Fonds de garantie de loyer	
Insurance in force as at reporting date	Assurance en vigueur à la date de déclaration					
- current year.....	- exercice en cours.....	215,716	45,600	*	**	3,496
- previous year.....	- exercice précédent.....	211,755	42,800	1	**	3,160
Opening balance of Fund	Solde d'ouverture du Fonds					
- current year.....	- exercice en cours.....	-1,136	-261	1	11	38
- previous year.....	- exercice précédent.....	-1,269	-418	1	11	34
Revenue for the year:	Recettes pour l'exercice:					
Premiums and Fees	Primes et honoraires					
- current year.....	- exercice en cours.....	216	137			26
- previous year.....	- exercice précédent.....	199	127			19
Investment income	Revenu de placement					
- current year.....	- exercice en cours.....	2	47			
- previous year.....	- exercice précédent.....	4	30			
Other revenue	Autres recettes					
- current year.....	- exercice en cours.....		1		2	
- previous year.....	- exercice précédent.....				2	
Total revenue	Recettes totales					
- current year.....	- exercice en cours.....	218	185	*	2	26
- previous year.....	- exercice précédent.....	203	157	*	2	19
Expenses for the year:	Dépenses pour l'exercice:					
Loss on claims	Pertes sur indemnités					
- current year.....	- exercice en cours.....	-40	-59			13
- previous year.....	- exercice précédent.....	-35	-69			10
Interest on loans	Intérêts sur prêts					
- current year.....	- exercice en cours.....	174				
- previous year.....	- exercice précédent.....	95				
Administrative	Administration					
- current year.....	- exercice en cours.....	10	65		1	
- previous year.....	- exercice précédent.....	10	69		1	
Funds returned to Government	Fonds retournés au gouvernement					
- current year.....	- exercice en cours.....					6
- previous year.....	- exercice précédent.....				1	5
Total expenses	Dépenses totales					
- current year.....	- exercice en cours.....	144	6	*	1	19
- previous year.....	- exercice précédent.....	70		*	2	15
Net income/loss(-) for the year	Revenus nets/pertes (-) nettes pour l'exercice					
- current year.....	- exercice en cours.....	74	179		1	7
- previous year.....	- exercice précédent.....	133	157			4
Closing balance of Fund	Solde de clôture du Fonds					
- current year.....	- exercice en cours.....	-1,062	-82	1	12	45
- previous year.....	- exercice précédent.....	-1,136	-261	1	11	38
Net claims during the year(s) ⁽⁴⁾ :	Montants nets des indemnités pour l'(es)exercice(s) ⁽⁴⁾ :					
- current year.....	- exercice en cours.....	-33	8	*	**	10
- previous year.....	- exercice précédent.....	-144	-58	*	**	-3
Five year average of net claims paid	Moyenne des montants nets des indemnités payées pour les cinq derniers exercices					
- current year.....	- exercice en cours.....	320	66	*	**	2
- previous year.....	- exercice précédent.....	167	68	*	**	3

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

(1) The Canada Deposit Insurance Corporation (CDIC) provides insurance on deposits placed with member banks and trust and loan companies for up to \$60,000 per depositor per institution. In recent years, premiums paid by member institutions have not been sufficient to meet obligations incurred by CDIC under the insurance plan. This deficiency has been funded in part by loans from the Government of \$1,695 million at March 31, 1989 (\$1,334 million at March 31, 1988). The Government is continuing to explore alternatives to allow CDIC, over the long run, to eliminate its deficiency without budgetary support from the Government. Since there is no reason to believe that this will not be the case, no provision has been made in the accounts of Canada for the losses experienced by CDIC.

(2) Canada Mortgage and Housing Corporation (CMHC) administers three funds of which only the Mortgage Insurance Fund (MIF) is active. The MIF provides insurance, for a fee, to private sector lending institutions to cover mortgage lending on Canadian housing. Besides establishing a framework of confidence for mortgage lending by private institutions, the Fund facilitates an adequate supply of mortgage funds by reducing the risk to lenders and by encouraging the secondary market trading of mortgages, to make housing more accessible for Canadians. Although the balance of the Fund is currently inadequate to meet future claims in respect to business in force, an actuarial study of MIF in 1985 indicated that business undertaken since February 1985 is being written on a break-even basis. The actuarial deficiency (\$141.4 million as of September 30, 1988) will be reflected in the accounts of Canada only to the extent that additional funding of the deficiency from parliamentary appropriations may be required. Since 1984 the Corporation has also operated the Mortgage Rate Protection Program (MRPP). As premiums collected by CMHC for the Program are remitted directly to the Consolidated Revenue Fund (CRF) and obligations of the MRPP are ultimately payable from the CRF, the MRPP does not meet the definition of a Crown corporation insurance plan as defined above. Therefore, operating particulars of this Program are not included in this summary but some information will be found in the notes to the Government of Canada Statement of Contingent Liabilities.

(3) The Export Development Corporation (EDC) provides export and foreign investment insurance to Canadian businesses to facilitate and develop export trade. The insurance fund has been adequate to provide the full cost of claims experienced to date and to establish an allowance for any future claims based on previous claims experience.

(4) Refers to the difference between claims and amounts received from sales of related assets and other recoveries.

* Less than \$500,000.

** Not applicable.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

(1) La Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC) fournit une assurance, jusqu'à concurrence de \$60,000 par déposant et par institution, sur les dépôts faits auprès des banques et compagnies de prêts et de fiducies qui sont membres. Depuis quelques années, les primes versées par les institutions membres n'étaient pas suffisantes pour satisfaire à toutes les demandes d'indemnisation faites auprès de la SADC aux termes du régime d'assurance. Ce déficit a été comblé en partie par des prêts du gouvernement de \$1,695 millions au 31 mars 1989 (\$1,334 millions au 31 mars 1988). Le gouvernement continue d'examiner des alternatives afin de permettre à la SADC d'éliminer avec le temps son déficit sans une aide budgétaire du gouvernement. Puisqu'il n'y a pas lieu de croire autrement, aucune provision n'a été établie dans les comptes du Canada pour les pertes subies par la SADC.

(2) La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) administre trois fonds dont seulement le Fonds d'assurance hypothécaire (FAH) est actif. Le FAH fournit de l'assurance aux institutions de crédit du secteur privé, moyennant des frais, afin de couvrir les prêts hypothécaires concernant le logement canadien. Tout en mettant en place un système par lequel les institutions privées peuvent accorder des prêts hypothécaires en toute confiance, le Fonds permet également qu'un approvisionnement continu de fonds hypothécaires soit disponible à moindre risque aux prêteurs et que le commerce secondaire d'hypothèques soit favorisé pour rendre le logement plus accessible aux Canadiens. Quoique le solde du Fonds soit présentement insuffisant pour satisfaire à toutes les demandes futures d'indemnisation à l'égard des affaires en vigueur, une étude actuarielle en 1985 sur le FAH indique que les activités entreprises depuis le mois de février 1985 sont comptabilisées sur une base de point mort. L'insuffisance actuarielle (\$141.4 millions au 30 septembre 1988) sera reflétée dans les comptes du Canada dans la mesure où un financement supplémentaire de cette insuffisance à même les crédits parlementaires soit nécessaire. Depuis 1984, la Société opère le Programme de protection des taux hypothécaires. Etant donné que les primes encaissées pour ce Programme par la SCHL sont déposées dans le Fonds du revenu consolidé (FRC) et que les créances du Programme sont finalement payées à même le FRC, le Programme de protection des taux hypothécaires ne rencontre pas la définition d'un plan d'assurance administré par une société de la Couronne tel que défini ci-haut. Par conséquent, les résultats d'opérations du Programme ne sont pas inclus dans le sommaire mais de l'information supplémentaire apparaît dans les notes des passifs éventuels du gouvernement.

(3) La Société pour l'expansion des exportations (SEE) fournit de l'assurance aux entreprises canadiennes sur les investissements étrangers et sur les exportations afin de faciliter et de développer le commerce de l'exportation. Le fonds d'assurance a été suffisant afin de pourvoir au coût global des réclamations à date et pour établir une provision pour des réclamations futures basées sur l'expérience passée.

(4) Se rapporte à l'écart entre les réclamations et les montants recouverts sur les ventes de biens connexes et d'autres recouvrements.

* Moins de \$500,000.

** Sans objet.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

5. Contingent Liabilities

A contingent liability is a potential liability which may become an actual liability when one or more future events occur or fail to occur. The details of the contingent liabilities of the Government are provided in the following statement and consist of explicit guarantees by the Government and potential losses arising from pending and threatened litigation relating to claims and assessments in respect of breach of contract, damages to persons and property and like items.

The authorized limit represents the aggregate total of various types of authorities of Government bodies as stipulated in legislation, legal agreements or other documents that may be in force at any one time.

STATEMENT OF CONTINGENT LIABILITIES
as at March 31, 1989
(preliminary figures)ETAT DU PASSIF EVENTUEL
au 31 mars 1989
(chiffres préliminaires)

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

5. Passif éventuel

Un élément de passif éventuel signifie un élément de passif possible qui peut se transformer en un élément de passif réel advenant un ou plusieurs événements futurs. Le détail du passif éventuel du gouvernement est fourni dans l'état suivant et comprend les garanties formelles par le gouvernement et les pertes possibles résultant de causes en instance ou imminentes relatives à des demandes d'indemnité et d'évaluation à l'égard de l'inexécution de contrats, de dommages causés à des personnes et à un bien et d'éléments connexes.

Les limites autorisées indiquées dans le tableau ci-dessous désignent le montant total des divers genres d'autorisations utilisées par des organismes gouvernementaux tels que stipulées dans la législation, des ententes légales ou d'autres documents qui peuvent être en vigueur à un moment donné.

(in millions of dollars - en millions de dollars)			
Authorized limit (where applicable)	Contingent liability	Percentage of net claims to outstanding guarantees (where applicable) ⁽¹⁾	Rapport entre les indemnités nettes et les garanties en vigueur
Limite autorisée (s'il y a lieu)	Passif éventuel	(s'il y a lieu) ⁽¹⁾	
EXPLICIT GUARANTEES BY THE GOVERNMENT OF -			
Borrowings by other than Crown corporations -			
From agents -			
Loans to Indians by the Canada Mortgage and Housing Corporation and the Farm Credit Corporation, for on-reserve housing.....			
From other than agents ⁽²⁾ -			
Guarantee programs of the Government -			
Canada Student Loans Act.....			
Small Businesses Loans Act.....			
Farm Improvement Loans Act and Farm Improvement and Marketing Cooperatives Loans Act.....			
Advance Payments for Crops Act.....			
Atlantic Enterprise Program.....			
Enterprise development program and Canadian Industrial Renewal Board.....			
Fisheries Improvement Loans Act			
Regional Development Incentives Act.....			
Financial obligations incurred by air carriers regarding purchase of The de Havilland Aircraft of Canada, Limited DHC-7 and DHC-8 aircraft.....			
Loans to Indians by approved lenders for on-reserve housing.....			
Indian economic development.....			
Loans to promote the commercial activities of Eskimos.....			
GARANTIES FORMELLES PAR LE GOUVERNEMENT POUR -			
Emprunts effectués par des entités autres que des sociétés de la Couronne -			
De sociétés mandataires -			
Prêts consentis aux Indiens par la Société canadienne d'hypothèques et de logement et la Société du crédit agricole, pour habitations sur les réserves.....	575	71 ⁽²⁾	2.4
De sociétés non mandataires ⁽³⁾ -			
Programmes de garantie du gouvernement -			
Loi canadienne sur les prêts aux étudiants.....	5,520	2,636	2.8
Loi sur les prêts aux petites entreprises.....	864 ⁽⁴⁾	613	6.0
Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative.....	337 ⁽⁴⁾	150	.6
Loi sur le paiement anticipé des récoltes.....	400	114	.1
Programme d'entreprise atlantique.....	82	83 ⁽⁵⁾	
Programme d'expansion des entreprises et l'Office canadien pour un renouveau industriel.....	1,052	14 ⁽⁶⁾	15.2
Loi sur les prêts aidant aux opérations de pêche	32 ⁽⁴⁾	9	19.1
Loi sur les subventions au développement régional.....	22	5	22.4
Dettes encourues par des transporteurs aériens concernant l'achat des aéronefs DHC-7 et DHC-8 de The de Havilland Aircraft of Canada, Limited.....	934 ⁽⁷⁾	424 ⁽⁷⁾	
Prêts consentis aux Indiens par des prêteurs agréés pour habitations sur les réserves.....	⁽⁸⁾	359 ⁽²⁾	.4
Développement économique des Indiens.....	34 ⁽⁹⁾	4 ⁽²⁾	8.0
Prêts pour encourager les activités commerciales des Esquimaux.....	5	1	
	9,282	4,412	

GOVERNMENT OF CANADA

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - ContinuedNOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - SuiteSTATEMENT OF CONTINGENT LIABILITIES
as at March 31, 1989
(preliminary figures)ETAT DU PASSIF EVENTUEL
au 31 mars 1989
(chiffres préliminaires)

		(in millions of dollars - en millions de dollars)		Percentage of net claims to outstanding guarantees (where applicable) ⁽¹⁾
		Authorized limit (where applicable)	Contingent liability	
		Limite autorisée (s'il y a lieu)	Passif éventuel	Rapport entre les indemnités nettes et les garanties en vigueur (s'il y a lieu) ⁽¹⁾
				%
Other explicit loan guarantees -	Autres garanties formelles de prêts -			
Loans to NewGrade Energy Inc to finance construction of a heavy oil upgrader.....	Prêts à la société NewGrade Energy Inc pour financer la construction d'une usine de valorisation du pétrole lourd.....	275	242	
Loans to construct coal handling and terminal facilities by Ridley Terminals Inc.....	Prêts pour la construction d'installations de manutention du charbon et de terminus par Ridley Terminals Inc.....	230	200	
Loans to Marine Industries Limited for acquisition of assets.....	Prêts à Marine Industries Limited pour l'acquisition de biens.....	40	40	
Loan to St. Mary's Paper Inc to modernize and expand a paper making facility at Sault Ste Marie, Ontario.....	Prêt à St. Mary's Paper Inc pour moderniser et agrandir une papeterie à Sault Ste Marie, Ontario.....	15	15	
Loans for the restructuring of Maislin Industries Ltd.....	Prêts pour la réorganisation de Maislin Industries Ltd.....	10 ⁽⁷⁾	10 ^(7,10)	
Loan to Nardex Canada Ltée for the manufacture of radio-protection and radio telecommunication systems.....	Prêt à Nardex Canada Ltée pour la fabrication des systèmes de protection et de télécommunication radiophonique.....	1	*	
Loans for the financing of Cheticamp Fishermen's Co-operative Society Ltd.....	Prêts pour le financement de Cheticamp Fishermen's Co-operative Society Ltd.....	*	*	
		571	507	
Insurance programs of the Government ⁽¹¹⁾ -	Programmes d'assurance du gouvernement ⁽¹¹⁾ -			
Insurance against accidents at nuclear installations under the Nuclear Liability Act ⁽¹²⁾	Assurance en prévision des accidents aux installations nucléaires en vertu de la Loi sur la responsabilité nucléaire ⁽¹²⁾	675	664	
Insurance under the Fishing Vessel Insurance Plan ⁽¹³⁾ **.....	Assurance aux termes du régime d'assurance des bateaux de pêche ⁽¹³⁾ **.....	23	453	
Accounts administered for the Government by the Export Development Corporation - Insurance and related guarantees.....	Comptes administrés par la Société pour l'expansion des exportations au nom du gouvernement - Assurance et garanties connexes.....	7,000 ⁽¹⁴⁾ 7,698	300 1,417	
Other explicit guarantees -	Autres garanties formelles -			
Guarantees under the Prairie Grain Advance Payments Act.....	Garanties en vertu de la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies.....	126	126	
Guarantees under the Agriculture Products Co-operative Marketing Act.....	Garanties en vertu de la Loi sur la vente coopérative des produits agricoles.....	34	34	5.0 ⁽¹⁵⁾
Guarantees of residual liabilities resulting from the devolution of Northern Canada Power Commission.....	Garanties des passifs résiduels suite à la dévolution de la Commission d'énergie du Nord canadien.....	2 162	2 162	
Total explicit guarantees.....	Total des garanties formelles.....	18,288	6,569	
PENDING AND THREATENED LITIGATION.....	CAUSES EN INSTANCE ET IMMINENTES.....		2,675 ^(9,10)	
Total ⁽¹⁰⁾	Total ⁽¹⁰⁾		9,244	

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA - Continued

- (1) Represents the average percentage over the most recent 5 years of net claims to the average amount of outstanding guarantees for the same period computed as at March 31, 1989. In some situations where historical data is not readily available, departmental estimates have been used.
- (2) Includes committed guarantees for the following loans to be made: to Indians for on-reserve housing \$79,437,687 and for Indian economic development \$1,041,031. As at the reporting date, no loans had been issued for these amounts.
- (3) Letters of comfort issued by the Minister of Finance to the Bank of Canada with respect to funds advanced or guarantees provided by the Bank of Canada to the Bank for International Settlements have expired and potential liability no longer exists.
- (4) The Act places limits on the maximum amount of guarantee for loans made by eligible lenders over different loan periods. The maximum amount of guarantee per lender is expressed in legislation as a percentage of aggregate loans made to qualified borrowers and varies depending upon the dollar value range of aggregate loans made by the lender. The authorized limits for given loan periods are included in the figure reported until all qualified loans made by all eligible lenders, in the given periods, are no longer outstanding and are not adjusted for loan repayments nor payments made by the Government for guaranteed amounts in which default has occurred.
- (5) The Atlantic Enterprise Program offers loan insurance on new term loans for the establishment, expansion or modernization of commercial operations in eligible sectors in the Atlantic provinces where the Program is administered by the Atlantic Canada Opportunities Agency (\$74,881,001 as at March 31, 1989) and in the Gaspé Peninsula and Magdalen Islands, Quebec where administration of the Program is the responsibility of the Department of Industry, Science and Technology (\$7,494,357 as at March 31, 1989). Industry, Science and Technology also has responsibility for all capital projects in excess of \$20 million.
- (6) Includes \$62,034 attributable to the Canadian Industrial Renewal Board.
- (7) Amount denominated wholly or partially in foreign currency and translated at the closing rate of exchange as at date of statement.
- (8) Authorized limit for loan guarantees for on-reserve housing totals \$575,000,000 (shown above) for loans made by the Canada Mortgage and Housing Corporation, the Farm Credit Corporation and other approved lenders.
- (9) The maximum aggregate amount that may be paid or that may have been paid from the Consolidated Revenue Fund (CRF) in previous, current or subsequent fiscal years with respect to all guarantees authorized and granted relative to Indian Economic Development, is set at \$60 million. As at March 31, 1989, a total of \$25,886,221 has been expended from the CRF leaving a balance of \$34,113,779 available for disbursement.
- (10) Maislin Industries Ltd was placed in receivership on July 11, 1983 and was declared bankrupt on October 19, 1983. To date, the Government has made interim payments totalling \$18,500,000 to creditors under a guarantee in the amount of \$27,000,000. It is anticipated that the Government will be called upon to make a final payment to settle remaining obligations to creditors when certain issues are settled in US Bankruptcy Court but the amount cannot be determined at present with any certainty.
- (11) Since 1984 Canada Mortgage and Housing Corporation (CMHC) has operated the Mortgage Rate Protection Program on behalf of the Government. In return for the payment of a premium, CMHC will reimburse homeowners 75% of any increase in monthly mortgage payments, above a deductible, due to higher interest rates at the time of mortgage renewal. As recent mortgage interest rates have been relatively stable, the Program is not widely utilized and loans covered by the Program at March 31, 1989 amounted to only \$911,000 (\$911,000 at March 31, 1988). Premiums collected by CMHC are remitted directly to the Consolidated Revenue Fund (CRF) and obligations of the Program are ultimately payable from the CRF. Because of the nature of the Program, it is not possible to provide any estimates of the amount, if any, that might be payable at some future date.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

- (1) Représente le rapport au cours des cinq derniers exercices entre la moyenne des indemnités nettes et la moyenne des garanties en cours pour la même période calculé au 31 mars 1989. Dans les cas où les données d'origine ne sont pas facilement disponibles, les prévisions ministérielles ont été utilisées.
- (2) Comprend les engagements de garanties concernant les prêts suivants à être effectués: aux Indiens pour habitations sur les réserves, \$79,437,687 et pour le développement économique des Indiens, \$1,041,031. Aucun prêts n'avait été consenti en raison de ces montants à la date de comptabilisation.
- (3) Le ministre des Finances a émis des lettres d'accord présumé à la Banque du Canada en ce qui concerne des fonds avancés ou des garanties de prêts effectués par la Banque du Canada envers la Banque des règlements internationaux sont échues et par conséquent aucun élément de passif éventuel n'existe.
- (4) La Loi limite la somme maximum de la garantie pour prêts effectués par des prêteurs admissibles sur différentes périodes de prêts. La somme maximum de la garantie accordée à chaque prêteur est énoncée, d'après la Loi, comme étant un pourcentage du total des prêts consentis aux emprunteurs autorisés et varie selon la valeur totale des prêts effectués par le prêteur. Les limites autorisées pour des périodes de prêts données sont comprises dans le chiffre divulgué jusqu'à ce que tous les prêts approuvés et consentis par les prêteurs admissibles dans la période donnée, soient réglés. Ces limites ne sont pas redressées par les remboursements de prêts ni par les paiements effectués par le gouvernement pour les montants garantis en souffrance.
- (5) Le Programme d'entreprise atlantique offre des assurances de prêts au de nouveaux prêts à terme pour établir, moderniser ou agrandir des opérations commerciales dans les secteurs éligibles des provinces de l'Atlantique où le Programme est administré par l'Agence de promotion économique au Canada atlantique (\$74,881,001 au 31 mars 1989) et pour la péninsule de Gaspé et les Îles-de-la-Madeleine du Québec où le ministère de l'industrie, sciences et technologie a la responsabilité de l'administration du Programme (\$7,494,357 au 31 mars 1989). Le ministère a aussi la responsabilité de tous les projets d'immobilisation dépassant \$20 millions.
- (6) Comprend un montant de \$62,034 imputable à l'Office canadien pour un renouvellement industriel.
- (7) Montant libellé entièrement ou partiellement en devises étrangères et converti au cours du change en vigueur à la date de comptabilisation.
- (8) La limite autorisée sur les prêts garantis pour habitations sur les réserves s'élève à \$575,000,000 (voir ci-haut) pour les prêts effectués par la Société canadienne d'hypothèques et de logement, la Société du crédit agricole et par d'autres prêteurs agréés.
- (9) Le montant maximum total déboursé ou pouvant être déboursé à même le Fonds du revenu consolidé (FRC) pour l'exercice en cours et les exercices précédents ou subséquents relativement aux garanties autorisées et accordées pour le développement économique des Indiens est fixé à \$60 millions. Au 31 mars 1989 un montant total de \$25,886,221 a été déboursé à même le FRC laissant un solde disponible de \$34,113,779.
- (10) Maislin Industries Ltd a été placée sous séquestre le 11 juillet 1983 et a été déclarée faillite le 19 octobre 1983. À la date de comptabilisation, le gouvernement a effectué des versements provisoires totalisant \$18,500,000-U aux créanciers en vertu d'une garantie d'un montant de \$27,000,000-U. On anticipe que le gouvernement devra effectuer un paiement final pour régler les obligations restantes aux créanciers lors du règlement de certaines émissions au tribunal de faillites des États-Unis mais le montant ne peut pas être déterminé, à ce moment, avec certitude.
- (11) Depuis 1984, La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) opère, pour le compte du gouvernement, le Programme de protection de taux hypothécaires. Sur paiement de prime, la SCHL rembourse les propriétaires 75% des augmentations causées par les hausses marquées des taux d'intérêt au renouvellement au-delà d'un montant déductible. Les taux hypothécaires étant relativement stables, le Programme n'est pas tellement utilisé et les prêts couverts par le Programme au 31 mars 1989 ne s'élèvent qu'à \$911,000 (\$911,000 au 31 mars 1988). Les primes encaissées par la SCHL sont remises au Fonds du revenu consolidé (FRC) et les créances du Programme sont payables à même le FRC. La nature même du Programme ne permet aucune estimation des créances futures.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Concluded

(12) There have been no claims under the Nuclear Liability Act since its inception in 1970. The Act covers 14 Canadian nuclear installations as at March 31, 1989.

(13) The Fishing Vessel Insurance Plan is administered by the Government to insure fishermen against abnormal capital losses. A specified purpose account is credited with all amounts received by way of premiums, recoveries and with advances in accordance with regulations by the Government, such advances not to exceed \$150,000 at any time. The account is debited with refunds of premiums and payments in settlement of third party vessel collision damage claims against fishermen, where the collision involves a vessel insured under the Plan. As at December 31, 1988, the insured value of vessels under the Plan amounted to \$453,056,000; the balance of the account was \$23,169,317 and outstanding claims against the Plan totalled \$1,250,000.

(14) The Export Development Act specifies that the Export Development Corporation may enter into contracts of insurance, re-insurance, related guarantees and other agreements up to a maximum of \$7 billion, the authorized limit.

(15) Less than 0.1%.

(16) Includes \$1.5 billion related to native statutory and treaty obligations representing plaintiffs' claims in 58 litigation cases. There are another 95 similar cases for which amounts are not stated in the claims, and for which it is not possible to determine the amounts that may be ultimately payable.

(17) Contingent gains. A contingent gain is a potential gain or possible recovery that may become an actuality when one or more future events occur or fail to occur. Four departments reported contingent gains as at March 31, 1989 totalling approximately \$8 million.

* Less than \$500,000.

** Figures reported are those as at December 31, 1988.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Fin

(12) Il n'y a eu aucune réclamation en vertu de la Loi sur la responsabilité nucléaire depuis sa mise en vigueur en 1970. La Loi couvre 14 installations nucléaires canadiennes au 31 mars 1989.

(13) Le Régime d'assurance des bateaux de pêche est administré par le gouvernement afin d'assurer les pêcheurs contre des pertes en capital anormales. Un compte à fins déterminées est crédité de toutes les sommes encaissées à titre de primes et de recouvrements, ainsi que des avances consenties par le gouvernement conformément à ces règlements, de telles avances ne devant pas dépasser en tout temps \$150,000. Le compte est débité de remboursements de primes et du règlement des réclamations de dommages-intérêts envers des tiers pour collision lorsque la collision met en cause un bateau assuré aux termes du Régime. Au 31 décembre 1988, la valeur assurée des bateaux aux termes du Régime se chiffrait à \$453,056,000; le solde du compte était de \$23,169,317 et les réclamations non-réglées au titre du Régime se sont élevées à \$1,250,000.

(14) La Loi sur l'expansion des exportations précise que la Société pour l'expansion des exportations peut conclure des contrats d'assurance, de réassurance, de garanties connexes et d'autres accords jusqu'à un maximum de \$7 milliards, ce qui représente la limite autorisée.

(15) Moins de 0.1%.

(16) Comprend \$1.5 milliard relié aux engagements envers les autochtones par suite de statuts et traités. Ce montant représente les revendications des plaignants dans 58 causes en litige. Il y a 95 causes semblables pour lesquelles des montants ne sont pas énoncés dans les revendications et pour lesquelles il est impossible de déterminer les montants qui peuvent finalement être à payer.

(17) Gains éventuels. Un gain éventuel est un gain potentiel ou un recouvrement possible pouvant se matérialiser advenant un ou plusieurs événements futurs. Quatre ministères ont déclaré des gains éventuels au 31 mars 1989 totalisant approximativement \$8 millions.

* Moins de \$500,000.

** Les chiffres sont ceux au 31 décembre 1988.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:*
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

**Statements
of Financial
Operations**

**États
des opérations
financières**

For

June 1989

pour

juin 1989

Fiscal Year
1989-90

Exercice
1989-90



The Honourable Paul Dick
Receiver General for Canada

L'honorable Paul Dick
Receveur général du Canada

Any inquiries should be directed to the:

Manager,
Government Accounts and Reports Group,
Accounting, Banking and Compensation
Directorate,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada.
K1A 0S5
Telephone: (819) 956-1794

Toute demande de renseignements devrait être faite à la personne
suivante:

Le gestionnaire,
Groupe des Comptes et Rapports du gouvernement,
Direction générale de la Comptabilité, de la gestion
bancaire et de la rémunération,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada.
K1A 0S5
Téléphone: (819) 956-1794

TABLE OF CONTENTS

	<u>PAGE</u>
Preface	1
Monthly Statements of Financial Operations	
Table I - Summary Statement of Transactions	3
Table II - Detailed Statement of Transactions	4
Table III - Statement of Budgetary Expenditure by Department	8
Notes to the Monthly Statements of Financial Operations	20

TABLE DES MATIERES

	<u>PAGE</u>
Préface	1
Etats mensuels des opérations financières	
Tableau I - Etat sommaire des opérations	3
Tableau II - Etat détaillé des opérations	4
Tableau III - Etat des dépenses budgétaires par ministère	8
Notes se rapportant aux états mensuels des opérations financières	20

PREFACE TO THE
MONTHLY STATEMENTS OF
FINANCIAL OPERATIONS
OF THE GOVERNMENT OF CANADA

PREFACE AUX
ÉTATS MENSUELS DES
OPÉRATIONS FINANCIÈRES
DU GOUVERNEMENT DU CANADA

The fundamental purpose of the monthly Statements of Financial Operations is to provide information to interested users of data on the government's financial operations, and to facilitate an understanding and evaluation of the full nature and extent of the financial affairs and resources for which the Government is responsible.

The two basic concepts underlying the Government's accounting system are found in the Constitution Acts: first, the concept of the Consolidated Revenue Fund, which emanates from the requirement that all duties and revenues received, other than those reserved to the provinces, "shall form One Consolidated Revenue Fund"; second, the concept that the balance of the Fund, after certain prior charges, "shall be appropriated by the Parliament of Canada".

The Statements of Financial Operations consist of Summary and Detailed Statements of Transactions, a Statement of Budgetary Expenditure by Department and accompanying notes. The Statements of Transactions show how the financial requirements were met and the effect of the transactions on the Consolidated Revenue Fund. In the Summary and Detailed Statements of Transactions, the financial transactions are classified into the following categories:

- The first category, budgetary, consists of all the transactions with outside parties which enter into the calculation of the annual deficit or surplus of the Government, that is, the receipts from tax revenue and non-tax revenue, together with the expenditures authorized by Parliament.
- The second category, non-budgetary, consists of transactions in loans, investments and advances, in liabilities for the administration of certain public money received or collected for special purposes, and in other assets and liabilities.
- The third category, foreign exchange, reflects transactions in international reserves held in the Exchange Fund Account (the principal objective of which is to aid in the control and protection of the external value of the Canadian dollar) together with an accounting of the net position of the Government with respect to the International Monetary Fund. Foreign exchange transactions include unmatured debt payable in foreign currencies.
- The fourth category, unmatured debt, represents the extent to which financial requirements have been met through the increase in unmatured debt, that is, the net change in amounts owing for marketable bonds, Canada savings bonds, special non-marketable bonds issued to the Canada Pension Plan Investment Fund and Treasury bills. Unmatured debt transactions exclude unmatured debt payable in foreign currencies.
- The final section of the statement shows the cash balances and the balances of unmatured debt at the end of the period. Additional disclosure of the unmatured debt balance by type of instrument is also provided.

The third statement gives a more detailed accounting of budgetary expenditure transactions by department. Total net expenditure reported on the Detailed Statement of Transactions differs from the total expenditure by department. The difference represents transactions of certain specified purpose accounts, the provision for valuation which is not applied to each appropriation and budgetary transactions internal to the Government.

Le but fondamental des états mensuels des opérations financières est de fournir des renseignements aux utilisateurs intéressés aux opérations financières du gouvernement, et de faciliter une compréhension et une évaluation de la nature et de toute l'étendue des affaires financières et des ressources pour lesquelles le gouvernement est responsable.

Les deux notions de base sur lesquelles est fondé le système comptable du gouvernement se trouvent dans les Lois constitutionnelles. Premièrement, la notion du Fonds du revenu consolidé qui découle de l'exigence que tous les droits et recettes, autres que ceux qui sont réservés aux provinces, "formeront un fonds du revenu consolidé", deuxièmement, la notion suivant laquelle le solde du Fonds, après certaines imputations préalables, "sera approprié par le Parlement du Canada".

Les états des opérations financières consistent des états sommaire et détaillé des opérations, d'un état des dépenses budgétaires par ministère et des notes afférentes. Les états des opérations financières indiquent la façon dont les besoins financiers ont été rencontrés et l'effet des opérations sur le Fonds du revenu consolidé. Dans les états sommaire et détaillé des opérations, les opérations financières sont classées sous les catégories suivantes:

- La première catégorie, les opérations budgétaires, consiste de toutes les opérations avec les tiers qui entrent dans le calcul du déficit ou de l'excédent annuel du gouvernement, et comprend les rentrées provenant des recettes fiscales et des recettes non fiscales, de même que les dépenses autorisées par le Parlement.
- La deuxième catégorie, les opérations non budgétaires, comprend les opérations dans les prêts, dotations en capital et avances, dans les éléments de passif reliés à l'administration de certains deniers publics encaissés ou perçus pour des fins déterminées, et dans les autres éléments d'actif et de passif.
- La troisième catégorie, les opérations de change, reflète les opérations dans les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes (le but principal est d'aider à contrôler et à protéger la valeur extérieure de l'unité monétaire canadienne) de même qu'une comptabilité de la situation nette du gouvernement en ce qui concerne le Fonds monétaire international. Les opérations de change comprennent la dette non échue à payer en devises étrangères.
- La quatrième catégorie, les opérations de la dette non échue, représente la mesure dans laquelle les besoins financiers ont été satisfaits au moyen d'une augmentation de la dette non échue qui indique le changement net dans les montants dus relatifs aux obligations négociables, aux obligations d'épargne du Canada, aux obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada et aux bons du Trésor. Les opérations de la dette non échue ne comprennent pas la dette non échue à payer en devises étrangères.
- La dernière section de l'état montre le solde de caisse et le solde de la dette non échue à la fin de l'exercice. Les effets à payer relatifs au solde de la dette non échue sont également divulgués par catégorie.

Le troisième état fournit une comptabilité plus détaillée des opérations des dépenses budgétaires par ministère. Le total des dépenses brutes présenté à l'état détaillé des opérations est différent du total des dépenses par ministère. La différence représente les opérations de certains comptes à fins déterminées, la provision pour évaluation qui n'est pas appliquée à chaque crédit et les opérations budgétaires internes du gouvernement.

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE I - SUMMARY STATEMENT OF TRANSACTIONS

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU I - ETAT SOMMAIRE DES OPERATIONS

		(in millions of dollars - en millions de dollars)			
		MONTH OF JUNE - MOIS DE JUIN		YEAR TO DATE - A CE JOUR	
		1989	1988	1989-90	1988-89
I. BUDGETARY TRANSACTIONS	I. OPERATIONS BUDGETAIRES				
Revenue.....	Recettes.....	+ 8,160	+ 7,783	+ 25,069	+ 23,327
Expenditure.....	Dépenses.....	- 11,256	- 9,879	- 31,641	- 29,262
Deficit.....	Déficit.....	- 3,096	- 2,096	- 6,572	- 5,935
II. NON-BUDGETARY TRANSACTIONS	II. OPERATIONS NON BUDGETAIRES				
(source + requirement -)	(provenance + besoin -)				
Loans, investments	Prêts, dotations en capital et				
and advances.....	avances.....	- 96	- 306	- 86	- 465
Specified purpose accounts.....	Comptes à fins déterminées.....	+ 1,125	+ 1,267	+ 1,973	+ 1,958
Other transactions.....	Autres opérations.....	- 2,320	- 2,034	- 2,579	- 849
Net source (+) or requirement (-)...	Provenance nette (+) ou besoin net (-)	- 1,291	- 1,073	- 692	+ 644
Financial requirements (excluding	Besoins financiers (opérations de				
foreign exchange transactions)....	change non comprises).....	- 4,387	- 3,169	- 7,264	- 5,291
III. FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS	III. OPERATIONS DE CHANGE				
(source + requirement -).....	(provenance + besoin -).....	- 2,284	- 3,851	- 631	- 3,094
Total financial requirements.....	Total des besoins financiers.....	- 6,671	- 7,020	- 7,895	- 8,385
IV. UNMATURED DEBT TRANSACTIONS	IV. OPERATIONS DE LA DETTE NON ECHUE				
(source + requirement -).....	(provenance + besoin -).....	+ 5,362	+ 5,478	+ 8,248	+ 9,397
Change in cash	Variation de la caisse				
(increase + decrease -).....	(augmentation + diminution -).....	- 1,309	- 1,542	+ 353	+ 1,012
V. CASH BALANCE AT END OF PERIOD.....	V. CAISSE EN FIN DE PERIODE.....			2,189	2,546

The accompanying tables and notes are
an integral part of this statement.

Les tableaux et les notes complémentaires
font partie intégrante de cet état.

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE II - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU II - ETAT DETAILLE DES OPERATIONS

(in millions of dollars - en millions de dollars)

MONTH OF JUNE - MOIS DE JUIN YEAR TO DATE - A CE JOUR
1989 1988 1989-90 1988-89

I. BUDGETARY TRANSACTIONS

I. OPERATIONS BUDGETAIRES

Revenue

Tax revenue -	
Income Tax -	
Personal.....	
Corporation.....	
Unemployment Insurance	
Contributions.....	
Non-resident.....	
Excise taxes and duties -	
Sales tax.....	
Customs import duties.....	
Energy taxes.....	
Other.....	
Other tax revenue.....	

Recettes

Recettes fiscales -	
Impôt sur le revenu -	
Particuliers.....	
Sociétés.....	
Cotisations d'assurance- chômage.....	
Non résidents.....	
Taxes et droits d'accise -	
Taxe sur les ventes.....	
Droits de douane à l'importation.....	
Taxes en matière d'énergie.....	
Autres.....	
Autres recettes fiscales.....	

3,467	2,907	11,982	10,818
944	989	2,505	1,974
842	908	2,473	2,659
76	83	287	294
5,329	4,887	17,247	15,745
1,376	1,654	3,956	4,201
424	380	1,172	1,116
183	143	465	415
311	243	813	632
2,294	2,420	6,406	6,364
13	7	68	79
7,636	7,314	23,721	22,188

Total tax revenue.....

Total des recettes fiscales.....

Non-tax revenue -

Return on investments.....	
Other non-tax revenue.....	

Recettes non fiscales -

Produits de placements.....	
Autres recettes non fiscales.....	

427	386	1,067	930
97	83	281	209

Total non-tax revenue.....

Total des recettes non fiscales.....

524	469	1,348	1,139
-----	-----	-------	-------

TOTAL NET REVENUE.....

TOTAL DES RECETTES NETTES.....

8,160	7,783	25,069	23,327
-------	-------	--------	--------

Expenditure

Major transfer and subsidy payments -	
To persons -	
Old age security benefits, guaranteed income supplements and spouses' allowances.....	
Unemployment insurance benefits....	
Family allowance.....	
Veterans benefits.....	
To other levels of government -	
Fiscal arrangements.....	
Insurance and medical care services.....	
Canada Assistance Plan.....	
Education support.....	
Total major transfer and subsidy payments.....	

Dépenses

Principaux paiements de transfert et subventions -	
Aux particuliers -	
Prestations de sécurité de la vieillesse, suppléments de revenu garanti et allocations au conjoint....	
Prestations d'assurance-chômage.....	
Allocations familiales.....	
Prestations aux anciens combattants...	
A d'autres paliers de gouvernement -	
Arrangements fiscaux.....	
Assurance et services de soins médicaux.....	
Régime d'assistance publique du Canada	
Aide à l'éducation.....	
Total des principaux paiements de transfert et subventions.....	

1,310	1,244	3,895	3,696
860	917	2,990	2,800
220	237	658	670
139	133	386	374
2,529	2,531	7,929	7,540
804	626	1,939	1,706
588	593	1,771	1,779
395	334	1,237	1,230
198	202	594	607
1,985	1,755	5,541	5,322
4,514	4,286	13,470	12,862

Other program expenditures -

Defence.....	
External affairs and aid.....	
All other departments and agencies.	
Total other program expenditures.....	

Autres dépenses des programmes -

Défense.....	
Aide et affaires extérieures.....	
Autres ministères et organismes.....	
Total des autres dépenses des programmes.....	

900	821	1,909	1,769
273	218	504	556
2,372	1,971	6,333	6,267
3,545	3,010	8,746	8,592

Public debt.....

Dette publique.....

3,197	2,583	9,425	7,808
-------	-------	-------	-------

TOTAL NET EXPENDITURE.....

TOTAL DES DEPENSES NETTES.....

11,256	9,879	31,641	29,262
--------	-------	--------	--------

DEFICIT.....

DEFICIT.....

3,096	2,096	6,572	5,935
-------	-------	-------	-------

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE II - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU II - ETAT DETAILLE DES OPERATIONS - Suite

(in millions of dollars - en millions de dollars)

MONTH OF JUNE - MOIS DE JUIN
1989 1988
YEAR TO DATE - A CE JOUR
1989-90 1988-89

II. NON-BUDGETARY TRANSACTIONS
(source + requirement -)

II. OPERATIONS NON BUDGETAIRES
(provenance + besoin -)

Loans, investments and advances

Crown corporations -
Lending institutions -
Canada Deposit Insurance
Corporation.....
Canada Mortgage and Housing
Corporation.....
Export Development
Corporation.....
Farm Credit Corporation.....
Federal Business Development Bank.

All other Crown corporations -
Atomic Energy of Canada Limited...
Canada Development Investment
Corporation.....
Canadian National Railway
Company.....
Petro-Canada.....
Other.....

Allowance for valuation.....

Other loans, investments and
advances -
Provincial and territorial
governments.....
National governments including
developing countries.....
International organizations (sub-
scriptions less notes payable)....
Veterans' Land Act Fund
advances less allowance
for conditional
benefits.....
Joint and mixed
enterprises.....
Miscellaneous.....

Allowance for valuation.....

TOTAL LOANS, INVESTMENTS AND
ADVANCES.....

Prêts, dotations en capital et avances

Sociétés de la Couronne -
Institutions de crédit -
Société d'assurance-dépôts du
Canada.....
Société canadienne d'hypothèques
et de logement.....
Société pour l'expansion des
exportations.....
Société du crédit agricole.....
Banque fédérale de développement.....

Autres sociétés de la Couronne -
Energie atomique du Canada, Limitée..
Corporation de développement des
investissements du Canada.....
Compagnie des chemins de fer
nationaux du Canada.....
Petro-Canada.....
Autres.....

Provision pour évaluation.....

Autres prêts, dotations en capital
et avances -
Gouvernements provinciaux et
territoriaux.....
Gouvernements nationaux y compris
les pays en voie de développement....
Organismes internationaux (sous-
criptions moins effets à payer).....
Avances à la caisse de la Loi sur les
terres destinées aux anciens combat-
tants, non compris les provisions
pour prestations conditionnelles....
Entreprises mixtes et en
coparticipation.....
Divers.....

Provision pour évaluation.....

TOTAL DES PRETS, DOTATIONS EN CAPITAL
ET AVANCES.....

Specified purpose accounts

Canada Pension Plan Account.....
Superannuation accounts.....
Government Annuities Account.....
Provincial tax collection
agreements account.....
Deposit and trust accounts.....
Other.....

TOTAL SPECIFIED PURPOSE ACCOUNTS.....

Comptes à fins déterminées

Compte du régime de pensions du Canada.
Comptes de pension de retraite.....
Compte des rentes sur l'Etat.....
Compte des accords de perception
fiscale avec les provinces.....
Comptes de dépôt et de fiducie.....
Autres.....

TOTAL DES COMPTES A FINS DETERMINEES.....

...	-	210	...	-	410
-	43	+	4	+	24
-	17	...	+	1	126
-	60	-	206	+	260
...	+	2	+	11	11
...
-	13	-	53	-	166
-	13	-	51	-	155
-	73	-	257	-	415
...	...	+	3	+	3
+	1	-	8	-	7
-	6	...	-	6	...
+	2	+	1	+	4
...	...	...	+	12	11
-	20	-	42	-	61
-	23	-	49	-	50
-	23	-	49	-	50

- 96 - 306 - 86 - 465

-	223	+	24	+	411
+	1,529	+	1,328	+	1,708
-	8	-	8	-	25
-	154	-	207	+	162
-	27	+	105	-	12
+	8	+	25	+	38

1,125 + 1,267 + 1,973 + 1,958

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE II - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU II - ETAT DETAILLE DES OPERATIONS - Suite

(in millions of dollars - en millions de dollars)

		MONTH OF JUNE - MOIS DE JUIN		YEAR TO DATE - A CE JOUR	
		1989	1988	1989-90	1988-89
<u>Other transactions</u>	<u>Autres opérations</u>				
Cash in transit.....	Fonds en transit.....	...	...	+	1,935 + 2,322
Interest and matured debt.....	Intérêts et dette échue.....	- 1,443 -	1,023	+	282 + 829
Accounts payable.....	Créditeurs.....	- 406 -	375	-	4,498 - 3,520
Outstanding cheques and warrants....	Chèques et mandats en circulation....	- 554 -	343	-	356 - 267
Miscellaneous.....	Divers.....	+ 83 -	293	+	58 - 213
TOTAL OTHER TRANSACTIONS.....	TOTAL DES AUTRES OPERATIONS.....	- 2,320 -	2,034	- 2,579 -	849
TOTAL NON-BUDGETARY TRANSACTIONS.....	TOTAL DES OPERATIONS NON BUDGETAIRES.....	- 1,291 -	1,073	- 692 +	644
 III. FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS (source + requirement -)	 III. OPERATIONS DE CHANGE (provenance + besoin -)				
International reserves held in the Exchange Fund Account.....	Réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes.....	- 2,140 -	3,516	-	119 - 2,776
International Monetary Fund - Subscriptions.....	Fonds monétaire international - Souscriptions.....	- 2,140 -	3,516	+	15 - 2,776
 Less: International Monetary Fund - Notes payable.....	 Moins: Fonds monétaire international - Effets à payer.....	- 69 +	97	-	83 - 32
Special Drawing Rights allocations.....	Allocations de Droits de tirage spéciaux.....	- 69 +	97	-	83 - 32
Unmatured debt transactions payable in foreign currencies.....	Opérations de la dette non échue à payer en devises étrangères.....	- 75 -	432	-	444 - 286
TOTAL FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS....	TOTAL DES OPERATIONS DE CHANGE.....	- 2,284 -	3,851	- 631 -	3,094
 IV. UNMATURED DEBT TRANSACTIONS (source + requirement -)	 IV. OPERATIONS DE LA DETTE NON ECHUE (provenance + besoin -)				
Marketable bonds.....	Obligations négociables.....	...	1,702	-	65 + 3,677
Canada savings bonds.....	Obligations d'épargne du Canada.....	- 1,387 -	718	-	4,848 - 1,963
Special non-marketable bonds issued to the Canada Pension Plan Investment Fund.....	Obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada.....	+ 58 +	222	+	63 + 366
Treasury bills.....	Bons du Trésor.....	+ 6,600 +	4,200	+	12,150 + 7,050
Notes and loans.....	Effets et prêts.....	...	...	-	7 - 7
Canada bills.....	Bons du Canada.....	- 54 -	309	-	54 - 156
		+ 5,217 +	5,097	+	7,239 + 8,967
 Less: Government's holdings of unmatured debt.....	 Moins: Dette non échue détenue par le gouvernement.....	+ 70 -	51	+	565 + 144
Unmatured debt transactions payable in foreign currencies.....	Opérations de la dette non échue à payer en devises étrangères.....	+ 75 +	432	+	444 + 286
		+ 145 +	381	+	1,009 + 430
TOTAL UNMATURED DEBT TRANSACTIONS PAYABLE IN CANADIAN DOLLARS.....	TOTAL DES OPERATIONS DE LA DETTE NON ECHUE A PAYER EN DOLLARS CANADIENS.....	+ 5,362 +	5,478	+ 8,248 +	9,397

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE II - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS - Concluded

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU II - ETAT DETAILLE DES OPERATIONS - Fin

(in millions of dollars - en millions de dollars)

		1989 at June 30 au 30 juin	1988 at June 30 au 30 juin
V. CASH BALANCE AT END OF PERIOD	V. CAISSE EN FIN DE PERIODE		
In Canadian dollars.....	En dollars canadiens.....	2,041	2,348
In foreign currencies.....	En devises étrangères.....	148	198
TOTAL CASH BALANCE.....	TOTAL DE LA CAISSE.....	2,189	2,546

VI. UNMATURED DEBT BALANCE	VI. SOLDE DE LA DETTE NON ECHUE		
Payable in Canadian dollars -	A payer en dollars canadiens -		
Marketable bonds.....	Obligations négociables.....	116,123	107,699
Canada savings bonds.....	Obligations d'épargne du Canada.....	42,908	51,362
Special non-marketable bonds issued to the Canada Pension Plan	Obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada.....	3,069	2,858
Investment Fund.....	Bons du Trésor.....	114,850	88,100
Treasury bills.....		276,950	250,019
Less:	Moins:		
Government's holdings of unmatured debt.....	Dette non échue détenue par le gouvernement.....	3,665 273,285	3,586 246,433
Payable in foreign currencies -	A payer en devises étrangères -		
Marketable bonds.....	Obligations négociables.....	4,934	6,200
Notes and loans.....	Effets et prêts.....	1,904	3,919
Canada bills.....	Bons du Canada.....	1,075	890
		7,913	11,009
Less:	Moins:		
Government's holdings of unmatured debt.....	Dette non échue détenue par le gouvernement.....	38 7,875	12 10,997
TOTAL UNMATURED DEBT.....	TOTAL DE LA DETTE NON ECHUE.....	281,160	257,430

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

MONTH OF JUNE - MOIS DE JUIN
1989 1988 YEAR TO DATE - A CE JOUR
1989-90 1988-89

Agriculture -	Agriculture -				
Department -	Ministère -				
Management and Administration.....	Gestion et administration.....	6,590	5,285	14,516	12,597
Agri-Food -	Secteur agro-alimentaire -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	56,446	40,237	132,000	106,658
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	1,720	1,909	2,871	2,878
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	34,042	30,511	54,222	49,234
Payments to producers under the Agricultural Stabilization Act.....	Pailements aux producteurs en vertu de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles.....	8,498	19,838	13,868	41,414
Contributions to the provinces under the Crop Insurance Act.....	Contributions aux provinces en vertu de la Loi sur l'assurance-récolte....	13	11	146	11
Loan guarantees under the Farm Improvement and Marketing Cooperative Loans Act.....	Prêts garantis en vertu de la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative.....	1,316	536	2,016	571
Interest payments and guarantees under the Advance Payments for Crops Act.....	Pailements d'intérêts et garanties en vertu de la Loi sur le paiement anticipé des récoltes.....	670	600	1,951	1,467
Grants to agencies established under the Farm Products Marketing Agencies Act.....	Subventions aux offices établis conformément à la Loi sur les offices de commercialisation des produits de ferme.....	...	...	...	...
Racetrack Supervision Revolving Fund.....	Fonds renouvelable de la surveillance des hippodromes.....	- 833 -	1,344 -	1,913 -	484
Grains and Oilseeds -	Céréales et oléagineux -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	1,635	1,235	2,925	59,914
Canadian Grain Commission -	Commission canadienne des grains -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	4,822	3,256	10,214	8,997
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	26,746	...	224,279	...
Payments in connection with the Prairie Grain Advance Payments Act.....	Pailements relatifs à la Loi sur les pailements anticipés pour le grain des Prairies.....	1,084	1,472	2,274	3,257
Payments in connection with the Western Grain Stabilization Act.....	Pailements relatifs à la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest.....	...	...	...	...
Write-off of advances to the credit of the Stabilization Account.....	Radiation d'avances portées au crédit du Compte de stabilisation.....	142,749	103,546	459,369	286,514
Canadian Dairy Commission.....	Commission canadienne du lait.....	692	308	1,022	853
Canadian Livestock Feed Board -	Office canadien des provendes -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	160	100	355	284
Contributions.....	Contributions.....	1,211	1,298	2,625	2,598
		1,371	1,398	2,980	2,882
		144,812	105,252	463,371	290,249
Atlantic Canada Opportunities	Agence de promotion économique du				
Agency -	Canada atlantique -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	2,854 -	6,022	6,375	2,935
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	5,198	4,837	8,258	5,036
Liabilities in Atlantic Canada under the Small Businesses Loans Act.....	Obligations contractées dans la région de l'Atlantique en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises.....	244 -	601	825	327
Enterprise Cape Breton Corporation....	Société d'expansion du Cap-Breton.....	8,296 -	1,786	15,458	8,298
	
		8,296 -	1,786	15,458	8,298

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

		(in thousands of dollars - en milliers de dollars)			
		MONTH OF JUNE -	MOIS DE JUIN	YEAR TO DATE -	A CE JOUR
		1989	1988	1989-90	1988-89
Communications -	Communications -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	14,776	10,725	34,044	29,531
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	611	194	870	667
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	5,184	3,474	9,054	9,926
Payments to the Canada Post Corporation.....	Versements à la Société canadienne des postes.....	4,591	4,591	13,773	13,773
Government Telecommunications Agency Revolving Fund.....	Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales...	4,120	2,213	11,749	9,095
		29,282	21,197	69,490	62,992
Canada Council.....	Conseil des Arts du Canada.....	21,362	26,746	44,730	49,705
Canadian Broadcasting Corporation -	Société Radio-Canada -				
Payments for operating expenditures.....	Paielements pour les dépenses de fonctionnement.....	64,793	70,830	266,172	267,653
Payments for working capital.....	Paielements pour le fonds de roulement...	334	332	1,336	1,332
Payments for capital expenditures...	Paielements pour les dépenses en capital.	9,873	6,838	36,492	28,249
		75,000	78,000	304,000	297,234
Canadian Film Development Corporation.....	Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne.....	11,948	12,215	29,713	21,526
Canadian Radio-television and Telecommunications Commission.....	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes.....	3,018	2,339	6,774	5,961
National Archives of Canada.....	Archives nationales du Canada.....	5,073	2,693	12,451	10,388
National Arts Centre Corporation.....	Corporation du Centre national des Arts..	1,200	1,000	5,736	6,500
National Film Board -	Office national du film -				
National Film Board Revolving Fund - Operating loss.....	Fonds renouvelable de l'Office national du film - Déficit de fonctionnement....	- 3	...	6,095	9,536
National Film Board Revolving Fund.....	Fonds renouvelable de l'Office national du film.....	7,603	3,786	10,623	1,778
		7,600	3,786	16,718	11,314
National Library.....	Bibliothèque nationale.....	3,281	1,797	6,815	5,973
National Museums of Canada -	Musées nationaux du Canada -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	7,416	6,002	16,309	14,042
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	1,149	708	1,585	1,113
		8,565	6,710	17,894	15,155
		166,329	156,483	514,321	486,748
Consumer and Corporate Affairs -	Consommation et Corporations -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	14,802	11,103	32,805	28,480
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	162	26	220	41
Payments to the provinces for the purpose of research and development relating to medicine.....	Paielements aux provinces pour la recherche sur les médicaments et leur développement.....	...	...	...	...
		14,964	11,129	33,025	28,521
Competition Tribunal.....	Tribunal de la concurrence.....	106	49	209	138
Copyright Board.....	Commission du droit d'auteur.....	13	...	29	...
Hazardous Material Information Review Commission.....	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses.....	75	64	132	83
Patented Medicine Prices Review Board.....	Conseil d'examen du prix des médicaments.....	200	88	402	96
Standards Council of Canada.....	Conseil canadien des normes.....	614	713	1,194	1,236
		15,972	12,043	34,991	30,074

(1)

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		MONTH OF JUNE - 1989	MOIS DE JUIN 1988	YEAR TO DATE - A 1989-90	CE JOUR 1988-89
Employment and Immigration -	Emploi et Immigration -				
Department/Commission -	Ministère/Commission -				
Corporate and Special Services.....	Services généraux et spéciaux.....	5,296	3,321	10,607	14,888
Employment and Insurance -	Emploi et assurance -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	39,170	1,475	30,058	2,463
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	123,144	121,700	239,325	247,537
Government's contribution to the	Contribution de l'Etat au compte				
Unemployment Insurance Account.....	d'assurance-chômage.....	238,403	226,002	801,604	750,494
Government's contribution in respect	Contributions de l'Etat au titre des				
of Fishermen's Benefits.....	prestations versées aux pêcheurs.....	34,445	31,892	73,200	70,222
Immigration -	Immigration -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	17,283	9,224	35,891	25,555
Contributions.....	Contributions.....	6,244	4,439	13,350	8,351
		463,985	391,411	1,182,821	1,084,808
Advisory Council on the Status	Conseil consultatif sur la situation de				
of Women.....	la femme.....	275	263	577	592
Immigration and Refugee	Commission de l'immigration et du				
Board of Canada.....	statut de réfugié du Canada.....	3,833	1,048	8,318	2,558
Status of Women - Office of	Condition féminine - Bureau de				
the Co-ordinator.....	la coordonnatrice.....	394	225	784	521
		468,487	392,947	1,192,500	1,088,479
Energy, Mines and Resources -	Energie, Mines et Ressources -				
Department -	Ministère -				
Administration.....	Administration.....	4,285	3,455	9,480	9,140
Energy -	Energie -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	6,515	5,869	15,361	14,546
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	466	220	3,603	868
Payments to Interprovincial	Paielements à l'Interprovincial				
Pipe Line Limited.....	Pipe Line Limited.....	...	...	...	628
Canada/Nova Scotia Development	Fonds de développement Canada/Nouvelle-				
Fund.....	Ecosse.....	...	2	...	5
Canada/Newfoundland Development	Fonds de développement				
Fund.....	Canada/Terre-Neuve.....	...	...	4,819	...
Canada/Newfoundland Offshore	L'Office Canada/Terre-Neuve des				
Petroleum Board.....	hydrocarbures.....	208	197	681	601
Nova Scotia Drilling Assistance	Fonds d'aide destinés au forage				
Fund.....	Nouvelle-Ecosse.....	...	...	...	...
Petroleum Compensation.....	Indemnisation pétrolière.....	3	938	8	1,406
Canadian Exploration and	Programme canadien d'encouragement à				
Development Incentive Program.....	l'exploration et à la mise en valeur..	33	160	33	160
Offshore Oil and Gas Resource	Fonds des recettes provenant des				
Revenue Fund	ressources pétrolières et gazières				
(Nova Scotia).....	(Nouvelle-Ecosse).....	...	...	...	...
Minerals and Earth Sciences -	Minéraux et sciences de la Terre -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	22,465	17,197	55,054	46,900
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	1,176	771	1,616	1,571
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	6,190	4,518	8,358	12,831
		41,341	33,327	99,013	85,844
Atomic Energy Control	Commission de contrôle de l'énergie				
Board.....	atomique.....	1,781	1,090	4,642	4,268
Atomic Energy of Canada Limited.....	Energie atomique du Canada, Limitée.....	22,950	21,221	45,601	50,945
National Energy Board.....	Office national de l'énergie.....	2,156	1,792	5,307	4,974
Petro-Canada International Assistance	La Corporation Petro-Canada pour				
Corporation.....	l'assistance internationale.....	5,200	7,300	6,200	11,365
		73,428	64,730	160,763	157,396

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

		(in thousands of dollars - en milliers de dollars)			
		MONTH OF JUNE - 1989	MOIS DE JUIN 1988	YEAR TO DATE - 1989-90	A CE JOUR 1988-89
Environment -	Environnement -				
Administration.....	Administration.....	3,659	3,642	10,017	9,863
Environmental Services -	Services de l'environnement -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	37,106	27,471	85,778	74,010
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	2,895	1,364	3,624	3,000
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	329	980	695	1,135
Parks -	Parcs -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	26,740	19,148	54,106	51,075
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	3,335	3,924	6,343	6,707
National Battlefields	Commission des champs de bataille				
Commission.....	nationaux.....	172	157	387	339
		74,236	56,686	160,950	146,129
External Affairs -	Affaires extérieures -				
Department -	Ministère -				
Canadian Interests Abroad -	Intérêts du Canada à l'étranger -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	50,273	31,546	116,402	90,468
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	2,785	825	4,819	1,110
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	2,419	1,532	13,057	19,470
Passport Revolving Fund.....	Fonds renouvelable des passeports.....	480	1,037	209	167
Payments under the Asia-Pacific	Paielements en vertu de la Loi sur la				
Foundation of Canada Act.....	Fondation Asie-Pacifique du Canada....	...	...	...	...
World Exhibitions.....	Expositions internationales.....	36	175	84	262
		55,993	33,041	134,571	111,143
Canadian Commercial Corporation.....	Corporation commerciale canadienne.....	675	657	1,661	1,566
Canadian Institute for International	Institut canadien pour la paix et la				
Peace and Security.....	sécurité mondiales.....	...	...	1,000	1,750
Canadian International Development	Agence canadienne de développement				
Agency -	international -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	9,540	6,958	19,532	18,349
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	133,016	105,120	240,908	220,415
Payments to International Financial	Paielements aux institutions financières				
Institutions.....	internationales.....	...	7,271	...	22,838
Payments under the International	Paielements en vertu de la Loi				
Centre for Human Rights	du centre international des droits				
and Democratic Development	de la personne et du développement				
Act.....	démocratique.....	...	...	...	...
Payments under the Asia-Pacific	Paielements en vertu de la Loi sur la				
Foundation of Canada Act.....	Fondation Asie-Pacifique du Canada....	...	...	...	500
		142,556	119,349	260,440	262,102
Export Development Corporation.....	Société pour l'expansion des exportations	4,606	...	8,288	...
International Centre for Ocean	Centre international d'exploitation des				
Development.....	océans.....	...	200	800	900
International Development Research	Centre de recherches pour le				
Centre.....	développement international.....	12,125	9,517	27,125	28,550
International Joint Commission.....	Commission mixte internationale.....	894	257	1,362	689
		216,849	163,021	435,247	406,700
Finance -	Finances -				
Department -	Ministère -				
Financial and Economic Policies -	Politiques financières et économiques -				
Program expenditures.....	Dépenses du Programme.....	6,213	4,963	14,260	11,443
Payments to the International	Paielements à l'Association				
Development Association.....	internationale de développement.....	48,700	42,947	48,700	129,777
Payments to the International	Paielements au Fonds monétaire				
Monetary Fund.....	international.....	...	...	...	...
Purchase of Domestic Coinage.....	Achat de la monnaie canadienne.....	7,723	5,774	19,104	11,987
Public Debt.....	Service de la dette publique.....	3,196,649	2,587,646	9,426,367	7,812,143
Fiscal Transfer Payments.....	Paielements de transfert fiscal.....	702,995	546,712	1,757,863	1,532,725
Special Program -	Programme spécial -				
Payments under the Financial	Paielements en vertu de la Loi sur				
Institutions Depositors	l'indemnité aux déposants de				
Compensation Act.....	certaines institutions financières....	...	2,618	...	2,618
Foreign Claims Fund.....	Caisse des réclamations étrangères.....	...	...	...	...
		3,962,280	3,190,660	11,266,294	9,500,693
Auditor General.....	Vérificateur général.....	3,985	3,716	10,945	9,765
Canadian International Trade	Tribunal canadien du commerce				
Tribunal.....	extérieur.....	709	546	1,543	1,394
Office of the Superintendent of	Bureau du surintendant des				
Financial Institutions.....	institutions financières.....	- 7,229	- 16,628	- 4,851	- 13,782
Privatization and	Privatisation et affaires				
Regulatory Affairs.....	réglementaires.....	509	652	1,273	1,296
		3,960,254	3,178,946	11,275,204	9,499,366

(1)

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

		(in thousands of dollars - en milliers de dollars)			
		MONTH OF JUNE - 1989	MOIS DE JUIN 1988	YEAR TO DATE - 1989-90	A CE JOUR 1988-89
Fisheries and Oceans -	Pêches et Océans -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	52,237	38,289	108,084	88,184
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	3,314	1,352	3,776	1,701
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	1,251	1,024	1,379	1,539
Liabilities under the	Obligations contractées en vertu de				
Fisheries Improvement	la Loi sur les prêts aidant aux				
Loans Act.....	opérations de pêche.....	- 5	48	- 181	47
		56,797	40,713	113,058	91,471
Forestry-	Forêts -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	9,177	7,404	21,906	18,813
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	467	455	991	987
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	2,501	7,019	5,019	8,957
		12,145	840	27,916	28,757
Governor General.....	Gouverneur général.....	908	549	2,256	1,500
Indian Affairs and Northern	Affaires indiennes et Nord				
Development -	canadien -				
Department -	Ministère -				
Administration -	Administration -				
Program expenditures.....	Dépenses du Programme.....	4,128	2,250	9,016	7,495
Indian and Inuit Affairs -	Affaires indiennes et inuit -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	21,287	17,946	47,168	45,135
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	87	57	98	66
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	143,139	121,476	509,078	441,564
Liabilities in respect of loan	Obligations relatives aux garanties de				
guarantees made to Indians for	prêts accordés aux Indiens pour le				
Housing and Economic	logement et le développement				
Development.....	économique.....	45	20	72	35
Grant under the Western	Subvention en vertu de la Loi sur le				
Arctic (Inuvialuit)	règlement des revendications des				
Claims Settlement	Inuvialuit de la région ouest				
Act.....	de l'Arctique.....	---	---	---	---
Northern Affairs -	Affaires du Nord -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	4,441	3,737	9,879	9,128
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	76	61	105	128
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	518	213	3,219	2,069
Transfer Payments to the Territorial	Transfert aux gouvernements				
Governments -	territoriaux -				
Payments to Yukon Territory.....	Paielements au Yukon.....	19,000	---	83,000	58,000
Payments to Northwest Territories...	Paielements aux Territoires du Nord-Ouest	65,000	---	257,000	210,000
Northern Canada Power Commission -	Commission d'énergie du Nord canadien -				
Write-off from the accounts of	Radiation des comptes du Canada				
Canada of certain debts.....	de certaines dettes.....	---	---	---	---
		257,721	145,760	918,635	773,620

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

	MONTH OF JUNE - MOIS DE JUIN		YEAR TO DATE - A CE JOUR	
	1989	1988	1989-90	1988-89
Industry, Science and Technology -				
Department -				
Operating expenditures.....	14,779	13,324	35,807	35,888
Payments to Canadian Patents and Development Limited.....	...	...	331	189
Grants and contributions.....	13,382	27,770	45,088	73,317
Liabilities under the Small Businesses Loans Act.....	2,336	2,237	5,149	5,000
Insurance payments under the Enterprise Development Program and guarantees under the Industrial and Regional Development Program.....	2,692	...	2,692	...
	33,189	43,331	89,067	114,394
Regional and Native Economic Development -				
Operating expenditures.....	2,281	1,183	5,389	2,792
Grants and Contributions.....	1,143	7,329	8,703	25,436
	3,424	8,512	14,092	28,228
Cape Breton Development Corporation...	4,000	5,650	8,000	17,650
Federal Business Development Bank....	2,700	26,200	16,150	30,800
Investment Canada.....	791	642	1,928	1,740
	7,491	32,492	26,078	50,190
Ministry of State (Science and Technology) -				
Operating expenditures.....	145	1,145	427	2,723
Grants and contributions.....	...	848	...	923
	145	1,993	427	3,646
National Research Council of Canada -				
Operating expenditures.....	20,789	13,985	55,171	46,552
Capital expenditures.....	4,528	3,233	5,707	3,838
Grants and contributions.....	7,811	7,098	18,189	14,650
	33,128	24,316	79,067	65,040
Natural Sciences and Engineering Research Council -				
Operating expenditures.....	913	908	2,600	2,109
Grants.....	41,409	36,861	88,319	81,395
	42,322	37,769	90,919	83,504
Science Council of Canada.....	280	123	668	528
Statistics Canada.....	24,926	17,489	61,522	52,443
Canada Post Corporation.....	16,208	16,292	48,628	48,872
	161,113	182,317	410,468	446,845

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

MONTH OF JUNE - MOIS DE JUIN
1989 1988
YEAR TO DATE - A CE JOUR
1989-90 1988-89

Justice -	Justice -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	10,889	8,609	26,919	23,037
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	11,616	17,204	34,054	18,096
		22,505	25,813	60,973	41,133
Canadian Human Rights	Commission canadienne des droits de la				
Commission.....	personne.....	1,393	771	2,882	2,180
Commissioner for Federal Judicial	Commissaire à la magistrature				
Affairs -	fédérale -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	465	239	1,096	772
Judges' salaries, allowances and	Traitements, indemnités et pensions				
annuities.....	des juges.....	11,592	10,972	34,733	32,654
		12,057	11,211	35,829	33,426
Federal Court of Canada.....	Cour fédérale du Canada.....	1,431	972	3,130	2,525
Law Reform Commission of Canada.....	Commission de réforme du droit du Canada.....	499	401	1,081	975
Offices of the Information and	Bureaux du Commissaire à l'information et				
Privacy Commissioners of	du Commissaire à la protection de la vie				
Canada.....	privée du Canada.....	496	339	1,204	962
Supreme Court of Canada.....	Cour suprême du Canada.....	892	623	2,055	1,652
Tax Court of Canada.....	Cour canadienne de l'impôt.....	489	333	1,107	728
		39,762	40,463	108,261	83,581
Labour -	Travail -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	5,865	4,194	13,387	11,624
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	1,862	657	2,266	1,762
Payments of compensation respecting	Paielements d'indemnités à des employés				
government employees and merchant	de l'Etat et à des marins				
seamen.....	marchands.....	371	3,674	3,536	8,651
Labour Adjustment Benefits	Prestations d'adaptation pour les				
payments.....	travailleurs.....	16,115	14,822	31,115	30,761
		24,213	23,347	50,304	52,798
Canada Labour Relations Board.....	Conseil canadien des relations du travail	811	525	1,911	1,487
Canadian Centre for Occupational	Centre canadien d'hygiène et de				
Health and Safety.....	sécurité au travail.....	578	550	1,623	1,648
		25,602	24,422	53,838	55,933
National Defence -	Défense nationale -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	651,993	570,934	1,477,965	1,350,646
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	195,855	185,875	296,804	271,950
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	2,836	22,689	3,539	23,823
Military pensions.....	Pensions militaires.....	60,344	54,237	159,777	148,865
		911,028	833,735	1,938,085	1,795,284
Emergency Preparedness Canada -	Protection civile Canada -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	60	...	180	...
Grants and Contributions.....	Subventions et contributions.....	...	...	...	...
		60	...	180	...
		911,088	833,735	1,938,265	1,795,284

(2)
(2)

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

		(in thousands of dollars - en milliers de dollars)			
		MONTH OF JUNE -	MOIS DE JUIN	YEAR TO DATE -	A CE JOUR
		1989	1988	1989-90	1988-89
National Health and Welfare -	Santé nationale et Bien-être social -				
Department -	Ministère -				
Departmental Administration.....	Administration centrale.....	7,909	4,846	16,616	14,482
Health Services and Promotion -	Services et promotion de la santé -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	5,559	1,593	8,292	4,153
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	3,767	2,518	14,050	12,206
Payments for insured health services and extended health care services.....	Versements à l'égard des services de santé assurés et des services complémentaires de santé.....	588,464	593,042	1,771,070	1,779,126
Social Services -	Services sociaux -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	2,183	844	4,387	2,760
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	17,984	5,092	26,909	8,419
Canada Assistance Plan	Versements en vertu du Régime				
Payments.....	d'assistance publique du Canada.....	395,004	333,940	1,236,984	1,229,853
Medical Services -	Services médicaux -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	41,399	31,302	102,425	85,030
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	70	140	376	446
Health Protection -	Protection de la santé -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	13,865	7,975	32,756	23,679
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	147	34	154	330
Grants and Contributions.....	Subventions et contributions.....	130	...	345	...
Income Security -	Sécurité du revenu -				
Program expenditures.....	Dépenses du Programme.....	10,868	7,183	19,497	23,446
Family Allowance payments.....	Versements d'allocations familiales...	220,051	237,367	657,991	670,323
Old Age Security, Guaranteed	Versements de sécurité de la				
Income Supplement and Spouse's	vieillesse, du supplément de revenu				
Allowance payments.....	garanti et d'allocations au conjoint..	1,309,892	1,244,313	3,894,586	3,695,724
Fitness and Amateur Sport -	Condition physique et sport amateur -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	973	615	1,877	1,567
Contributions.....	Contributions.....	6,925	9,873	16,683	20,426
XV Olympic Winter Games.....	XVe Jeux Olympiques d'hiver.....	...	1,085	...	1,350
		2,625,190	2,481,762	7,804,998	7,573,320
Medical Research Council -	Conseil de recherches médicales -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	313	385	860	853
Grants.....	Subventions.....	14,678	14,316	45,724	41,803
		14,991	14,701	46,584	42,656
		2,640,181	2,496,463	7,851,582	7,615,976
National Revenue -	Revenu national -				
Customs and Excise -	Douanes et Accise -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	55,695	35,551	119,337	99,314
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	402	1,127	559	1,213
		56,097	36,678	119,896	100,527
Taxation -	Impôt -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	99,305	69,188	243,531	206,373
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	1,030	627	1,426	678
		100,335	69,815	244,957	207,051
		156,432	106,493	364,853	307,578
Parliament -	Parlement -				
Senate.....	Sénat.....	3,184	2,454	7,533	7,094
House of Commons.....	Chambre des communes.....	14,683	14,502	39,131	38,277
Library of Parliament.....	Bibliothèque du Parlement.....	1,056	928	3,045	2,678
		18,923	17,884	49,709	48,049

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

MONTH OF JUNE - MOIS DE JUIN
1989 1988
YEAR TO DATE - A CE JOUR
1989-90 1988-89

Privy Council -	Conseil privé -				
Department.....	Ministère.....	4,472	3,201	9,917	8,336
Canadian Intergovernmental Conference	Secrétariat des Conférences				
Secretariat.....	Intergouvernementales canadiennes.....	274	199	491	420
Chief Electoral Officer.....	Directeur général des élections.....	3,977	1,481	15,770	3,800
Commissioner of Official Languages....	Commissaire aux langues officielles.....	1,239	897	2,692	2,125
Economic Council of Canada.....	Conseil économique du Canada.....	769	691	2,025	1,825
Northern Pipeline Agency.....	Administration du pipe-line du Nord.....	8	14	23	39
Public Service Staff Relations	Commission des relations de travail dans				
Board.....	la Fonction publique.....	781	792	2,020	1,889
Security Intelligence Review	Comité de surveillance des activités de				
Committee.....	renseignement de sécurité.....	152	119	257	245
		11,672	7,394	33,196	18,679
Public Works -	Travaux publics -				
Department -	Ministère -				
Services -	Services -				
Public Works Revolving	Fonds renouvelable des Travaux				
Fund - Operating loss.....	publics - Déficit de fonctionnement...	76	313	279	288
Public Works Revolving Fund.....	Fonds renouvelable des Travaux publics.	45,028	39,061	111,921	78,322
Real Property -	Biens immobiliers -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	49,867	50,032	119,457	115,715
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	4,174	3,237	4,174	3,240
Grants to municipalities and other	Subventions aux municipalités et				
taxing authorities.....	autres autorités taxatrices.....	76,530	58,031	109,070	110,040
Crown Corporations -	Sociétés d'Etat -				
Payments to Canada Museums	Paielements à la Société de construction				
Construction Corporation Inc.....	des musées du Canada Inc.....	3,000	...	15,200	19,253
Payments to Canada Lands Company	Paielements à la Société immobilière du				
(Le Vieux-Port de Montréal)	Canada (Le Vieux-Port de Montréal)				
Limited.....	Limitée.....	...	...	930	2,600
Payments to Canada Lands Company	Paielements à la Société immobilière du				
(Mirabel) Limited.....	Canada (Mirabel) Limitée.....	178,675	150,269	361,031	1,898
					330,780
Canada Mortgage and Housing	Société canadienne d'hypothèques et de				
Corporation -	logements -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	107,124	94,160	283,271	263,019
Urban Renewal Contributions.....	Contributions pour la rénovation urbaine	107,124	94,160	283,271	263,019
National Capital Commission -	Commission de la Capitale nationale -				
Payment for operating	Paielement pour les dépenses				
expenditures.....	de fonctionnement.....	5,100	6,700	9,100	11,800
Payment for capital expenditures....	Paielement pour les dépenses en capital...	1,900	2,700	4,900	5,100
Payment for grants and	Paielement pour les subventions				
contributions.....	et contributions.....	1,000	600	5,000	2,900
		8,000	10,000	19,000	19,800
		293,799	254,429	663,302	613,599
Secretary of State -	Secrétariat d'Etat -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	24,785	13,417	39,886	33,955
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	8,481	11,000	34,143	40,211
Post-Secondary Education payments	Paielements pour l'enseignement				
to provinces.....	postsecondaire faits aux provinces....	198,091	202,494	594,272	607,482
Payments under the Canada	Paielements en vertu de la Loi canadienne				
Student Loans Act.....	sur les prêts aux étudiants.....	55,163	50,063	81,131	67,813
		286,520	276,974	749,432	749,461
Canadian Centre for Management	Centre canadien de				
Development.....	gestion.....	382	...	890	...
Multiculturalism and Citizenship -	Multiculturalisme et Citoyenneté -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	17,842	1,002	33,370	2,311
Grants and Contributions.....	Subventions et contributions.....	1,105	820	3,755	3,001
Public Service Commission -	Commission de la Fonction publique -				
Program expenditures.....	Dépenses du Programme.....	12,237	9,308	28,742	25,552
Staff Development and Training	Fonds renouvelable du perfectionnement				
Revolving Fund.....	et de la formation du personnel.....	332	25	467	1,051
		31,234	11,105	67,224	31,915
Social Sciences and Humanities	Conseil de recherches en				
Research Council -	sciences humaines -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	438	463	1,265	1,197
Grants.....	Subventions.....	8,942	9,829	16,214	13,277
		9,380	10,292	17,479	14,474
		327,134	298,371	834,135	795,850

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		MONTH OF JUNE - MOIS DE JUIN		YEAR TO DATE - A CE JOUR	
		1989	1988	1989-90	1988-89
Solicitor General -	Solliciteur général -				
Department.....	Ministère.....	2,601	1,517	5,394	4,591
Canadian Security Intelligence	Service canadien du renseignement				
Service.....	de sécurité.....	12,803	12,852	31,445	31,381
Correctional Service -	Service correctionnel -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	76,235	53,134	161,725	136,282
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	512	637	746	941
		76,747	53,771	162,471	137,223
National Parole	Commission nationale des libérations				
Board.....	conditionnelles.....	2,146	1,520	4,665	3,986
Royal Canadian Mounted Police -	Gendarmerie royale du Canada -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	53,122	65,877	167,465	168,530
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	1,977	4,886	9,133	13,179
Pensions and other employee	Pensions et autres prestations des				
benefits - Members of the Force....	employés - Membres de la GRC.....	21,549	4,223	28,518	34,222
		76,648	74,986	205,116	215,931
Royal Canadian Mounted Police	Comité externe d'examen de la				
External Review Committee.....	Gendarmerie royale du Canada.....	82	57	186	88
Royal Canadian Mounted Police Public	Commission des plaintes du public contre				
Complaints Commission.....	la Gendarmerie royale du Canada.....	173	109	249	136
		171,200	144,812	409,526	393,336
Supply and Services -	Approvisionnement et Services -				
Department -	Ministère -				
Program expenditures.....	Dépenses du Programme.....	34,434	25,079	69,070	68,332
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	39	...	79	...
Reciprocal Taxation.....	Imposition réciproque.....	24,010	21,175	72,030	63,458
Supply Revolving	Fonds renouvelable des				
Fund.....	approvisionnements.....	6,144	2,163	47,419	41,637
Defence Production Revolving	Fonds renouvelable de la production				
Fund.....	de défense.....	- 4 -	1	- 4 -	1,602
		64,623	48,416	188,594	171,825

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

MONTH OF JUNE - MOIS DE JUIN YEAR TO DATE - A CE JOUR
1989 1988 1989-90 1988-89

Transport - Department -	Transports - Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	81,371	79,484	174,967	141,803
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	26,744	28,046	40,480	53,172
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	9,860	16,614	16,670	31,720
Payments to the Canada Ports Corporation for the Inter - Port Loan Program.....	Paielements à la Société canadienne des ports pour un programme de prêts interportuaires.....	...	...	24,750	...
Payment to the Canarctic Shipping Company, Limited.....	Paielement à la Compagnie de navigation Canarctic Limitée.....	2,205	3,807	4,405	4,355
Payment to the Jacques Cartier and Champlain Bridges Inc.....	Paielement à la Société Les ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée.....	297	367	297	367
Payments to Marine Atlantic Inc.....	Paielements à Marine Atlantique S.C.C.....	...	12,661	33,391	37,326
Payments to VIA Rail Canada Inc.....	Paielements à VIA Rail Canada Inc.....	29,473	545	49,473	19,845
Payment to the St. Lawrence Seaway Authority.....	Paielement à l'administration de la voie maritime du Saint-Laurent.....	1,675	1,952	3,772	2,209
Payments to the CN Railway for benefits provided to employees.....	Paielements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada pour les avantages accordés à ses employés.....	...	14	...	14
Self-Supporting Airports and Associated Ground Services Revolving Fund.....	Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes.....	- 26,654 -	23,953	- 68,931 -	61,672
Termination of tolls - Victoria Bridge.....	Abolition des péages sur le pont Victoria.....	349	273	349	273
Payments to Pilotage Authorities.....	Paielements aux Administrations de pilotage.....	...	...	...	...
Payment to the Canada Ports Corporation.....	Paielement à la Société canadienne des ports.....	...	...	...	...
Canadian Aviation Safety Board.....	Bureau canadien de la sécurité aérienne..	125,320	119,810	279,623	229,412
Civil Aviation Tribunal.....	Tribunal de l'aviation civile.....	1,385	1,169	3,376	2,972
Grain Transportation Agency Administrator -	Administrateur de l'Office du transport du grain -	50	16	130	82
National Transportation Agency -	Office national des transports -	313	438	619	956
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	3,402	3,999	8,146	9,437
Contributions.....	Contributions.....	408	1,221	2,713	5,349
Payments under the Western Grain Transportation Act.....	Paielements en vertu de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest.....	38,882	87,216	227,393	335,569
Payments under the Railway Act.....	Paielements en vertu de la Loi sur les chemins de fer.....	491	2,841	2,080	14,713
Payments under the National Transportation Act.....	Paielements en vertu de la Loi nationale sur les transports.....	828	...	2,750	...
Payments under the Atlantic Region Freight Assistance Act.....	Paielements en vertu de la Loi sur les subventions au transport des marchan- dises dans la région Atlantique.....	5,861 50,185	6,652 102,367	19,654 263,355	20,595 386,619
		176,940	223,362	546,484	619,085
Treasury Board - Secretariat -	Conseil du Trésor - Secrétariat -				
Central Administration of the Public Service.....	Administration centrale de la Fonction publique.....	4,981	3,247	12,621	11,545
Government Contingencies and Centrally Financed Programs.....	Programme des éventualités du gouvernement et programmes financés par l'administration centrale.....	...	...	...	...
Employer Contributions to Insurance Plans.....	Contributions de l'employeur aux régimes d'assurance.....	26,700	24,245	57,551	36,876
Temporary Assignments.....	Affectations temporaires.....	167	270	569	734
		31,848	27,762	70,741	49,155
Comptroller General.....	Contrôleur général.....	1,143	863	2,624	2,559
		32,991	28,625	73,365	51,714

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Concluded

GOVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Fin

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		MONTH OF JUNE - MOIS DE JUIN		YEAR TO DATE - A CE JOUR	
		1989	1988	1989-90	1988-89
Veterans Affairs -	Affaires des anciens combattants -				
Veterans Affairs -	Affaires des anciens combattants -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	33,644	27,374	80,652	69,862
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	104,125	104,915	302,882	301,933
Canadian Pension Commission.....	Commission canadienne des pensions.....	366	358	945	952
Bureau of Pensions	Bureau de services juridiques				
Advocates.....	des pensions.....	704	433	1,754	1,393
Veterans Appeal Board.....	Tribunal d'appel des anciens combattants	262	85	617	635
		139,101	133,165	386,850	374,775
Western Economic Diversification -	Diversification de l'économie de l'Ouest -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	2,401	915	5,100	1,378
Grants and Contributions.....	Subventions et contributions.....	4,644	2,366	6,351	3,256
Liabilities under the Small	Obligations contractées en vertu de la				
Business Loans	Loi sur les prêts aux petites				
Act.....	entreprises.....	827	1,266	2,557	2,602
		7,872	4,547	14,008	7,236
Expenditure by department on behalf of	Dépenses des ministères pour le compte				
other departments.....	d'autres ministères.....	- 23,077	- 6,440	4,435	- 13,232
Provision for valuation.....	Provision pour évaluation.....	...	...	...	...
Consolidation of specified purpose	Consolidation de comptes à fins				
accounts (net of internal	déterminées (déduction faite des				
transactions) -	opérations internes) -				
Unemployment Insurance Account.....	Compte d'assurance-chômage.....	652,569	713,239	2,299,624	2,148,876
Western Grain Stabilization	Compte de stabilisation concernant				
Account.....	le grain de l'Ouest.....	243	32	939	693,522
Agricultural Commodities	Comptes de stabilisation concernant				
Stabilization Accounts.....	des produits agricoles.....	2,480	18,435	112,152	30,192
Crop Reinsurance Fund.....	Fonds de réassurance-récolte.....	...	...	...	...
Other.....	Autres.....	- 37	3	...	3
		655,255	731,709	2,412,715	2,872,593
Other internal transactions.....	Autres opérations internes.....	- 10,393	- 6,937	- 17,731	- 5,497
TOTAL EXPENDITURE.....	TOTAL DES DEPENSES.....	11,256,452	9,879,414	31,640,525	29,261,996

- (1) The program was established after April 1988.
(2) The program was established in fiscal year 1989-90

- (1) Le programme a été établi après avril 1988.
(2) Le programme a été établi dans l'exercice 1989-90.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA

1. Significant Accounting Policies

The accounting policies of the Government of Canada are based on concepts embodied in the Constitution Acts, and in the Financial Administration Act and other legislation.

i. Government of Canada as an accounting entity

For purposes of maintaining the accounts of Canada and preparing the monthly Statements of Financial Operations, the Government of Canada is defined as all the departments named in Schedule I of the Financial Administration Act; any division or branch of the Public Service, including a commission appointed under the Inquiries Act, designated by the Governor in Council as a department for purposes of the Financial Administration Act; the staffs of the Senate, the House of Commons, and the Library of Parliament; and, any corporation named in Schedule II of the Financial Administration Act.

In accordance with the above definition, the corporations listed in Parts I and II of Schedule III of the Financial Administration Act, and those Crown corporations that are not subject to Divisions I to IV of Part X of the Financial Administration Act, are excluded from the Government of Canada as an accounting entity; therefore, their financial statements are not consolidated with those of the Government. However, the borrowings of those corporations which are agents of the Crown are recorded as a liability of the Government net of borrowings expected to be repaid directly by these corporations.

In addition, certain accounts and funds have financial statements which are not consolidated with those of the Government. These accounts and funds include the Canada Pension Plan Account, superannuation accounts and other specified purpose accounts.

ii. Classification of financial transactions

The financial transactions of the Government, as recorded in the accounts of Canada and reported in the monthly Statements of Financial Operations, are classified into budgetary, non-budgetary, foreign exchange and unmatured debt transactions.

In general terms, budgetary transactions enter into the calculation of the monthly and annual deficit or surplus and are reported, after elimination of transactions internal to the Government, on the Summary and Detailed Statements of Transactions. All other transactions lead to the acquisition or disposal of financial claims (assets) or to the creation or discharge of financial obligations (liabilities).

For purposes of reporting, the classification in force at the beginning of the year is used and amounts for the previous year are reclassified to conform to the current year's accounting policies and presentation.

iii. Budgetary transactions

REVENUE

Revenue consists of all tax and non-tax receipts which affect the monthly and annual deficit or surplus of the Government.

Revenue is reported after deducting refunds paid, and excludes amounts receivable, taxes collected on behalf of provinces and territories, and amounts credited to the Canada Pension Plan Account, superannuation accounts, other specified purpose accounts, and other liability accounts.

The Government generally reports revenue in the year in which it is received. Refunds of revenue are allocated to the year in which the obligation for refund, as determined by the completion of manual assessment, and commencement of the mechanical processing cycle, occurs.

On the Summary and Detailed Statements of Transactions the revenue reported excludes revenue from outside parties credited to appropriations.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA

1. Conventions comptables importantes

Les conventions comptables du gouvernement du Canada sont fondées sur des notions contenues dans les Lois constitutionnelles, et dans la Loi sur la gestion des finances publiques et autres textes législatifs.

i. Entité comptable du gouvernement du Canada

Afin de tenir les comptes du Canada et de préparer les états mensuels des opérations financières, le gouvernement du Canada se définit comme l'ensemble des ministères mentionnés à l'annexe I de la Loi sur la gestion des finances publiques; toute division ou direction de la Fonction publique, y compris toute commission nommée conformément à la Loi sur les enquêtes et désignée par le gouverneur en conseil comme ministère aux fins de la Loi sur la gestion des finances publiques; les employés du Sénat, de la Chambre des communes et de la Bibliothèque du Parlement; ainsi que toute société mentionnée à l'annexe II de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Conformément à la définition susmentionnée, les sociétés énumérées aux parties I et II de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques, et les sociétés de la Couronne qui ne sont pas sujettes aux sections I à IV de la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques, ne font pas partie de l'entité comptable du gouvernement du Canada; ainsi, leurs états financiers ne sont pas consolidés avec ceux du gouvernement. Cependant, les emprunts des sociétés mandataires de la Couronne sont inscrits comme élément de passif du gouvernement après avoir déduit les emprunts à être probablement remboursés directement par ces sociétés.

En outre, certains comptes et fonds possèdent leurs propres états financiers qui ne sont pas consolidés avec ceux du gouvernement. Ces comptes et fonds comprennent le Compte du régime de pensions du Canada, les comptes de pension de retraite et les autres comptes à fins déterminées.

ii. Catégories d'opérations financières

Les opérations financières du gouvernement, enregistrées dans les comptes du Canada et présentées dans les états mensuels des opérations financières, sont réparties en opérations budgétaires, non budgétaires, de change et de la dette non échue.

En somme, les opérations budgétaires entrent dans le calcul du déficit ou de l'excédent mensuel et annuel et sont inscrites aux états sommaire et détaillé des opérations après l'élimination des opérations internes du gouvernement. Toutes les autres opérations mènent soit à l'acquisition ou au règlement de créances (actif), soit à la création ou au règlement de dettes (passif).

Aux fins de compte rendu, la classification en vigueur au début de l'exercice est utilisée. Les montants de l'exercice précédent sont reclassifiés pour être conformes aux conventions comptables et à la présentation de l'exercice en cours.

iii. Opérations budgétaires

RECETTES

Les recettes comprennent toutes les recettes fiscales et non fiscales qui agissent sur le déficit ou l'excédent mensuel et annuel du gouvernement.

Les recettes sont comptabilisées après déduction des remboursements versés, et ne comprennent ni les sommes à recevoir, ni les impôts prélevés au nom des provinces et territoires, ni les montants crédités au Compte du régime de pensions du Canada, aux comptes de pension de retraite, aux autres comptes à fins déterminées, et aux autres comptes de passif.

Les recettes du gouvernement sont généralement comptabilisées au titre de l'exercice au cours duquel elles ont été reçues. Les remboursements de recettes sont imputés à l'exercice au cours duquel l'existence d'une dette est déterminée, c'est à dire au moment où la cotisation faite manuellement est complétée et où le cycle de traitement mécanique débute.

Les recettes aux états sommaire et détaillé des opérations ne comprennent pas les recettes à valoir sur les crédits provenant de tiers.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

EXPENDITURE

Expenditure consists of all charges to budgetary appropriations which affect the monthly and annual deficit or surplus of the Government. In addition, budgetary expenditure may also include charges related to the provision for valuation of loans, investments and advances, the allowance for borrowings of agent Crown corporations, and accounts payable and other allowances related to statutory items and certain annual appropriations. Such charges include those for work performed, goods received, services rendered, and transfer payments made, during the year and in the supplementary period including accounts payable at year-end.

Expenditure exclude amounts charged to the Canada Pension Plan Account, superannuation accounts, other specified purpose accounts, and other liability accounts.

On the Statement of Budgetary Expenditure by Department, departmental expenditures are reported net of revenue credited to appropriations but include expenditures internal to the Government.

iv. Assets

Assets are defined as the financial claims acquired by the Government on outside organizations and individuals as a result of events and transactions recorded as at the closing date.

However, as a result of the Government's accounting policies described above, and in accordance with the provisions of the Financial Administration Act and other legislation, transactions concerning certain financial claims are not recorded in the accounts of Canada and, therefore are not reported on the Summary and Detailed Statements of Transactions. The most important of these are accounts receivable for tax and non-tax revenue.

v. Liabilities

Liabilities are defined as the financial obligations of the Government to outside organizations and individuals as a result of events and transactions recorded as at the closing date.

However, as a result of the Government's accounting policies described above, and in accordance with enabling legislation actuarial liabilities arising from the indexing to the cost of living, of superannuate pensions and annuities are not recorded in the accounts of Canada and, therefore are not reported on the Summary and Detailed Statements of Transactions. In addition, refunds payable and some other liabilities are partially recorded during the year with full recording taking place at year-end only.

vi. Fixed assets

The fixed assets of the Government, which include land, engineering structures and works (such as canals, harbours and roads), buildings, and machinery and equipment, are charged to budgetary expenditure at the time of acquisition or construction.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

DEPENSES

Les dépenses comprennent toutes les imputations aux crédits budgétaires qui influencent le déficit ou l'excédent mensuel et annuel du gouvernement. De plus, les dépenses peuvent également comprendre les imputations reliées à la provision pour évaluation des prêts, dotations en capital et avances, la provision pour emprunts des sociétés mandataires de la Couronne, et les créiteurs et les autres provisions reliées à des éléments statutaires et à certains crédits annuels. Ces imputations comprennent les travaux accomplis, les biens reçus, les services exécutés et les paiements de transfert effectués au cours de l'exercice et dans la période complémentaire, y compris les créiteurs à la fin de l'exercice.

Les dépenses ne comprennent pas les montants imputés au Compte du régime de pensions du Canada, aux comptes de pension de retraite, aux autres comptes à fins déterminées, et aux autres comptes de passif.

Sur l'état des dépenses budgétaires par ministère, les dépenses ministérielles sont comptabilisées après déduction des recettes à valoir sur les crédits mais comprennent les dépenses internes du gouvernement.

iv. Actif

L'actif se définit comme étant les créances du gouvernement acquises sur des tiers par suite de faits et d'opérations comptabilisés à la date de clôture des comptes.

Cependant, à cause des conventions comptables du gouvernement mentionnées plus haut et selon les dispositions de la Loi sur la gestion des finances publiques et autres lois, les opérations concernant certaines créances ne sont pas comprises dans les comptes du Canada et, par conséquent ne sont pas comprises aux états sommaire et détaillé des opérations. Les plus importantes sont les débiteurs au titre des recettes fiscales et non fiscales.

v. Passif

Le passif se définit comme étant les dettes du gouvernement envers des tiers par suite de faits et d'opérations comptabilisés à la date de clôture des comptes.

Cependant, à cause des conventions comptables du gouvernement mentionnées plus haut, et selon les lois habilitantes, le passif actuariel découlant de l'indexation au coût de la vie, des pensions de retraite et des rentes n'est pas comptabilisé dans les comptes du Canada et, par conséquent n'est pas comptabilisé aux états sommaire et détaillé des opérations. De plus, les remboursements à payer pour les recettes fiscales ne sont pas inscrits à ces états et les autres créiteurs sont partiellement inscrits au cours de l'exercice, l'inscription complète étant faite à la fin de l'exercice seulement.

vi. Immobilisations

Les immobilisations du gouvernement qui comprennent les terrains, ouvrages (tels que les canaux, les ports et les routes), bâtiments et matériel, sont imputées aux dépenses budgétaires lors de leur acquisition ou construction.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA - Continued

vii. Valuation of assets and liabilities

ASSETS

Assets are recorded at cost and are subject to annual valuation to reflect reductions from the recorded value to the estimated realizable value. In the case of loans to sovereign states, no reduction in value is recorded unless a sovereign state has formally repudiated its debts. In addition, the allowance for valuation reflects reductions from the recorded value of loans (and subscriptions to international organizations that make similar loans) with significant concessionary terms.

The Government's gold reserves are included in the International reserves held in the Exchange Fund Account and are recorded and valued at 35 Special Drawing Rights per fine ounce. The Special Drawing Right is an international currency created by the International Monetary Fund, and allocated to countries participating in its Special Drawing Rights Department. It represents a unit of account defined in terms of a "basket" of five major currencies.

LIABILITIES

Liabilities are recorded at the amounts ultimately payable and liabilities for termination benefits, the superannuation accounts, with the exception of indexing, and the Government Annuities Account, are valued on an actuarial basis.

viii. Translation of foreign currency transactions

Foreign currency transactions are translated and recorded in Canadian dollar equivalents at the exchange rates prevailing at the transaction dates.

On a monthly basis, only Receiver General current cash accounts are revalued at the month-end rate of exchange. All other assets and liabilities are revalued at year-end only. Net gains are credited to revenue while net losses are charged to expenditure.

2. Authorities for Transactions

Taxes can be raised and moneys can be borrowed only with the authority of Parliament. All receipts of money by departments and agencies must be deposited into the Consolidated Revenue Fund (CRF). All disbursements from the CRF for spending on operations, for loans, investments and advances, and for the redemption of matured debt must be authorized by Parliament.

i. Authority for spending on operations

Parliament provides authority to make payments out of the Consolidated Revenue Fund in annual appropriation acts and other statutes (the latter referred to as statutory appropriations). Most Government spending is under statutory authorities, that is authorities which do not generally impose an annual limit on the amount that may be spent. Spending is authorized by reference to statutory formulae or criteria and the authorities usually continue from year to year until changed or rescinded by an act of Parliament. Spending authority provided by statutory appropriations is for specified purposes and for such amounts and such time as the acts prescribe. Spending authority provided by statutory appropriations generally does not lapse at the end of the year in which it was granted. Spending authority granted in appropriation acts is for stated purposes and maximum amounts. Unless provided for in vote wording, unused spending authority granted in appropriation acts lapses at the end of the year for which it was granted. Some authorities continue from year to year and some authorize the spending, within a program, of defined categories of revenue generated by the program.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

vii. Evaluation de l'actif et du passif

ACTIF

L'actif est enregistré au coût et fait l'objet d'une évaluation annuelle afin de refléter les diminutions de la valeur enregistrée à la valeur estimative de réalisation. Dans le cas de prêts aux états souverains, aucune diminution de la valeur n'est enregistrée à moins qu'un état souverain refuse, de façon officielle, d'honorer ses dettes. De plus, la provision pour évaluation reflète les réductions de la valeur au livre des prêts (et souscriptions aux organismes internationaux qui effectuent des prêts similaires) ayant des clauses concessionnaires importantes.

Les réserves d'or du gouvernement sont comprises dans les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes et sont inscrites et évaluées à 35 Droits de tirage spéciaux pour chaque once d'or fin. Le Droit de tirage spécial est une unité monétaire internationale créée par le Fonds monétaire international, et attribuée aux pays participant à son Département des Droits de tirage spéciaux. Il représente une unité de compte définie en fonction d'un ensemble de cinq grandes devises.

PASSIF

Le passif est inscrit au montant à payer en fin de compte et les éléments de passif concernant les indemnités de cessation d'emploi, les comptes de pension de retraite sauf pour l'indexation, ainsi que le Compte des rentes sur l'Etat, sont évalués sur une base actuarielle.

viii. Conversion des opérations de change

Les opérations de change sont converties et comptabilisées en dollars canadiens correspondants aux taux de change en vigueur aux dates des opérations.

Sur une base mensuelle, seuls les comptes de caisse courants du Receveur général sont réévalués à la fin du mois aux taux de change en vigueur à cette date. Les autres éléments d'actif et de passif sont réévalués à la fin de l'exercice seulement. Les gains nets sont crédités aux recettes tandis que les pertes nettes sont imputées aux dépenses.

2. Autorisations pour les opérations

Les taxes et les impôts peuvent être prélevés et les deniers peuvent être empruntés seulement avec l'autorisation du Parlement. Tous les deniers perçus par les départements et organismes doivent être déposés au Fonds du revenu consolidé (FRC). Tous les déboursés du FRC pour des dépenses concernant les opérations, pour des prêts, dotations en capital et avances, et pour le rachat de la dette échue doivent être autorisés par le Parlement.

i. Autorisations pour les dépenses concernant les opérations

Le Parlement accorde l'autorisation d'effectuer des paiements à même le Fonds du revenu consolidé dans les lois de crédits annuelles et dans d'autres textes de lois (ces derniers intitulés crédits statutaires). La plupart des dépenses gouvernementales sont effectuées en vertu d'autorisations statutaires, c'est-à-dire des autorisations qui généralement n'imposent pas de limite annuelle sur les montants qui peuvent être dépensés. Les dépenses sont effectuées en vertu de critères ou formules statutaires et les autorisations continuent en général d'un exercice à l'autre jusqu'à ce qu'une loi du Parlement les modifie ou les révoque. L'autorisation de dépenser comprise dans les crédits statutaires est consentie à des fins déterminées ainsi que pour des montants et des délais indiqués dans les lois. En général, l'autorisation de dépenser prévue dans les crédits statutaires ne s'annule pas à la fin de l'exercice pour lequel elle a été accordée. L'autorisation de dépenser est accordée, dans les lois de crédits, à des fins déterminées et pour des montants maximaux. A moins que le libellé des crédits ne l'indique autrement, le solde inutilisé de l'autorisation de dépenser accordée dans des lois de crédits s'annule à la fin de l'exercice pour lequel elle a été accordée. Certaines autorisations continuent d'un exercice à l'autre et certaines permettent de dépenser, à l'intérieur d'un programme, des catégories de recettes spécifiques lesquelles sont générées par ledit programme.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

ii. Authority for loans, investments and advances

These authorities limit the amount of loans, investments or advances that may be made. Unused authority may lapse at the end of a year or may continue from year to year. Non-lapsing authorities often limit only the total of loans that may be outstanding at any one time; thus, principal repaid may be reloaned.

iii. Borrowing authority

The Government can borrow only as authorized by acts of Parliament. Borrowing authority acts provide authority for the net amount of new security issues less redemptions during a fiscal year. The authorities lapse at the end of the year except for amounts specifically carried forward to the next fiscal year. Parliament has also provided a continuing authority to the Government under Section 47 of the Financial Administration Act to borrow, for periods not exceeding six months, such amounts as are deemed necessary to meet lawfully authorized disbursements.

3. Crown Corporations

In accordance with the accounting policies of the Government, the assets, liabilities, revenues and expenses reported in the separate financial statements of Crown corporations are not included in the Government's financial statements. Only the financial transactions between the Government and Crown corporations are included.

The following table presents the major balance sheet and income statement items for Crown corporations named in Section 85 and/or Schedule III of the Financial Administration Act (FAA).

This summary of financial transactions and results of operations of Crown corporations is based on their accounting policies. Most Crown corporations follow the generally accepted accounting principles used by private sector companies, as outlined in the Handbook of the Canadian Institute of Chartered Accountants.

Financial assets include cash, receivables and loans and investments. Physical assets and deferred charges represent the unexpensed portion of non-financial assets such as buildings, machinery and equipment in use or under construction, inventories and other items of expenditure which will be expensed as these assets are used. Financial assets and liabilities in respect of the Government represent the unpaid balances arising from financing transactions and normal operating activities. Borrowings from outside parties represent amounts repayable to institutional and other investors. Other liabilities are amounts due in respect of purchases, employee termination and pension benefits, accrued interest on borrowings, long-term capital leases and sundry accounts payable. Net assets/liabilities represent the Government's equity in each Crown corporation as reported by the corporations.

Crown corporations are categorized as being either agents or non-agents of the Crown. Agency status is normally expressly stated in the incorporating legislation or conferred under the provisions of the Government Companies Operation Act. In accordance with Section 54 of the FAA, the payment of all money borrowed by agent Crown corporations and interest thereon, is a charge on and payable out of the Consolidated Revenue Fund. Such borrowings therefore constitute obligations of the Government and are recorded as such in the summary financial statements of Canada net of borrowings expected to be repaid directly by these corporations.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

ii. Autorisations pour les prêts, dotations en capital et avances

Ces autorisations limitent les montants des prêts, dotations en capital ou avances qui peuvent être effectués. Les autorisations non employées peuvent s'annuler à la fin de l'exercice ou peuvent continuer d'un exercice à l'autre. Les autorisations qui ne s'annulent pas, souvent limitent seulement le total des prêts qui peuvent être en circulation en tout temps; donc, les montants remboursés peuvent être prêtés de nouveau.

iii. Pouvoirs d'emprunts

Le gouvernement peut emprunter seulement lorsque des lois du Parlement l'autorisent. Les lois sur le pouvoir d'emprunt fournissent l'autorisation pour le montant net de nouvelles émissions de titres moins les rachats au cours de l'exercice. Les autorisations s'annulent à la fin de l'exercice sauf pour les montants spécifiquement reportés à l'exercice suivant. En vertu de l'article 47 de la Loi sur la gestion des finances publiques, le Parlement a également fourni au gouvernement une autorisation continue d'emprunter, pour des périodes n'excédant pas six mois, des montants qui sont jugés nécessaires pour rencontrer les déboursés autorisés par les lois.

3. Sociétés de la Couronne

Conformément aux conventions comptables du gouvernement, l'actif, le passif, les revenus et les dépenses inscrits dans les états financiers distincts des sociétés de la Couronne ne sont pas compris dans les états financiers du gouvernement. Seules les opérations financières entre le gouvernement et les sociétés de la Couronne y sont comprises.

Le tableau suivant résume les principaux éléments des bilans et états d'exploitation des sociétés énumérées à l'article 85 et/ou à l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques (LGFP).

Ce résumé des opérations financières et résultats d'opérations des sociétés de la Couronne est fondé sur les conventions comptables de celles-ci. La majorité des sociétés de la Couronne suivent les principes comptables généralement reconnus que l'on retrouve dans les entreprises du secteur privé et publiés dans le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés.

L'actif financier comprend la caisse et les sommes à recevoir, les prêts et les dotations en capital. L'actif immobilisé et les frais reportés représentent la fraction non dépensée des éléments d'actif non financier tels qu'immeubles, machinerie et équipement en usage ou en construction, inventaire et autres éléments de dépense qui seront portés à la dépense lorsque consommés. L'actif financier et le passif auprès du gouvernement représentent les montants impayés provenant d'opérations de financement et d'opérations normales. Les emprunts auprès de tiers représentent les montants à rembourser à des institutions et autres investisseurs. Les autres passifs représentent des créances relativement aux achats, aux indemnités de cessation d'emploi et aux prestations de pensions, aux intérêts courus sur emprunts, contrats de location-acquisition à long terme et autres créanciers. L'actif/passif net représente l'avoir du gouvernement dans chaque société de la Couronne tel que rapporté par les sociétés.

Les sociétés de la Couronne sont classées soit mandataires ou non mandataires de la Couronne. Le statut de mandataire de la Couronne peut être explicitement énoncé dans les lois constitutionnelles ou conféré selon les dispositions de la Loi sur le fonctionnement des compagnies d'état. Conformément à l'article 54 de la LGFP, le paiement de toute somme d'argent empruntée par les sociétés mandataires de la Couronne, de même que de l'intérêt y afférent, doivent être imputés sur le Fonds du revenu consolidé et versés à même ce Fonds. Par conséquent, de tels emprunts représentent des dettes du gouvernement et sont inscrits comme telles dans les états financiers sommaires du Canada après avoir déduit les emprunts à être probablement remboursés directement par ces sociétés.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

Revenues include financial assistance received or receivable from the Government in respect of current period of operation.

Other net changes in equity include dividends declared, transfers of profits to the Government and non-current financial assistance provided by the Government.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

Les revenus comprennent l'aide financière reçue ou à recevoir du gouvernement relativement aux opérations de l'exercice en cours.

Les autres changements nets dans l'avoir comprennent les dividendes déclarés, les virements de bénéfices au gouvernement et l'aide financière non courante accordée par le gouvernement.

SUMMARY COMBINED STATEMENTS OF CROWN CORPORATIONS

RESUME DES ETATS COMBINES DES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE

		(in millions of dollars) (en millions de dollars)
ASSETS AND LIABILITIES as at March 31, 1989 (preliminary figures)	ACTIF ET PASSIF au le 31 mars 1989 (chiffres préliminaires)	
ASSETS	ACTIF	
Financial:	Financier:	
Outside parties.....	Tiers.....	32,895
Government and Crown corporations.....	Gouvernement et sociétés de la Couronne.....	21,670
Total financial assets.....	Total de l'actif financier.....	54,565
Physical assets and deferred charges.....	Actif immobilisé et frais reportés.....	2,698
TOTAL ASSETS.....	TOTAL DE L'ACTIF.....	77,263
LIABILITIES	PASSIF	
Outside parties -	Tiers	
Borrowings agent.....	Emprunts mandataire.....	15,118
- non-agent.....	- non mandataire.....	1,715
Bank of Canada notes in circulation and amounts due to depositors.....	Effets en circulation de la Banque du Canada et montants dus aux déposants.....	20,991
Other liabilities.....	Autres passif.....	8,490
Government and Crown corporations.....	Gouvernement et sociétés de la Couronne.....	17,657
TOTAL LIABILITIES.....	TOTAL DU PASSIF.....	64,171
NET ASSETS/LIABILITIES (-).....	ACTIF/PASSIF () NET.....	13,092
Contingent liabilities.....	Passif éventuel.....	575
REVENUES, EXPENSES AND CHANGES IN NET ASSETS/LIABILITIES (-) for the year ended March 31, 1989 (preliminary figures)	REVENUS, DEPENSES ET CHANGEMENTS DE L'ACTIF/PASSIF (-) NET pour l'exercice clos le 31 mars 1989 (chiffres préliminaires)	
Revenues -	Revenus -	
Outside parties.....	Tiers.....	16,444
Government and Crown corporations -	Gouvernement et sociétés de la Couronne -	
Financial assistance.....	Aide financière.....	4,702
Other.....	Autres.....	3,090
TOTAL REVENUES.....	TOTAL DES REVENUS.....	23,736
Expenses -	Dépenses -	
Outside parties.....	Tiers.....	18,961
Government and Crown corporations.....	Gouvernement et sociétés de la Couronne.....	2,277
TOTAL EXPENSES.....	TOTAL DES DEPENSES.....	21,240
Net income/loss (-) for the period.....	Bénéfices/pertes (-) nets pour la période.....	2,496
Other net changes in equity.....	Autres changements nets dans l'avoir.....	2,493
Changes in net assets/liabilities(-) for the period.....	Changements de l'actif/passif (-) net pour la période.....	3
Net assets/liabilities (-) at April 1st, 1988.....	Actif/passif (-) net au 1er avril 1988.....	11,089
Net assets/liabilities (-) at March 31, 1989.....	Actif/passif () net au 31 mars 1989.....	13,092

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

4. Insurance Programs of Agent Crown corporations

At present, three Crown corporations operate insurance programs as agents of Her Majesty. An insurance program is a program where the insured, an outside party, pays an insurance fee which is credited to an insurance fund or provision operated by the corporation. The amount of the fee is based on the estimated amount of insurance fund or provision needed to meet future claims. Insurance programs operated by private corporations such as employee group insurance, dental plans, etc., are not included in this definition.

The insurance programs are intended to operate on a self-sustaining basis but in recent years, two of the Crown corporations have required loans or other funding from the Government to meet obligations.

Information presented below has not been audited since the information presented therein is derived from interim financial statements. The most recent annual financial statements of these corporations may be found in Volume III of the Public Accounts.

In the Summary below, a minus "-" sign preceding the amount reported indicates a fund deficit, an expense recovery or adjustment, or a decrease or loss during the year.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

4. Programmes d'assurance des sociétés mandataires de la Couronne

Présentement, trois sociétés de la Couronne administrent des programmes d'assurance en tant que mandataires de Sa Majesté. Un programme d'assurance est un programme par lequel un assuré (un tiers) verse des frais d'assurance qui sont alors crédités à un fonds d'assurance ou une provision administrée par la société. Le montant à verser comme frais est basé sur le montant prévu nécessaire pour satisfaire à toutes les demandes futures d'indemnisation au titre du fonds d'assurance ou de la provision. Les programmes d'assurance administrés par les corporations privées tels que l'assurance collective des employés, les régimes dentaires, etc., sont exclus de cette définition.

Les programmes d'assurance sont conçus de façon à opérer sur une base autosuffisante, mais depuis quelques années, le gouvernement a fourni des prêts ou d'autres financements à deux sociétés pour satisfaire à leurs demandes d'indemnisation.

Les renseignements qui apparaissent ci-dessous ne sont pas vérifiés puisque l'information est produite à partir d'états financiers intermédiaires. On peut retrouver les états financiers annuels, les plus récents, de ces sociétés dans le volume III des Comptes publics.

Un signe moins "-" dans le sommaire ci-dessous indique un déficit dans le fonds, un recouvrement ou un redressement des dépenses, ou une diminution ou perte au cours de l'exercice.

GOVERNMENT OF CANADA

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - ContinuedNOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - SuiteSUMMARY OF INSURANCE PROGRAMS OF AGENT CROWN CORPORATIONS
for the year ending March 31, 1989 (preliminary figures)SOMMAIRE DES PROGRAMMES D'ASSURANCE DES SOCIÉTÉS MANDATAIRES DE LA COURONNE
pour l'exercice clos le 31 mars 1989 (chiffres préliminaires)

(in millions of dollars - en millions de dollars)

		Canada Deposit Insurance Corporation ⁽¹⁾	Canada Mortgage and Housing Corporation ⁽²⁾			Export Development Corporation ⁽³⁾
			Mortgage Insurance Fund	Home Improvement Loan Fund	Rental Guarantee Fund	
		Société d'assurance- dépôts du Canada ⁽¹⁾	Société canadienne d'hypothèques et de logement ⁽²⁾			Société pour l'expansion des exportations ⁽³⁾
			Fonds d'assurance hypothécaire	Fonds de prêts pour l'amélioration des maisons	Fonds de garantie de loyer	
Insurance in force as at reporting date	Assurance en vigueur à la date de déclaration					
- current year.....	- exercice en cours.....	215,716	45,600	*	**	3,496
- previous year.....	- exercice précédent.....	211,755	42,800	1	**	3,160
Opening balance of Fund	Solde d'ouverture du Fonds					
- current year.....	- exercice en cours.....	-1,136	-261	1	11	38
- previous year.....	- exercice précédent.....	-1,269	-418	1	11	34
Revenue for the year:	Recettes pour l'exercice:					
Premiums and Fees	Primes et honoraires					
- current year.....	- exercice en cours.....	216	137			26
- previous year.....	- exercice précédent.....	199	127			19
Investment income	Revenu de placement					
- current year.....	- exercice en cours.....	2	47			
- previous year.....	- exercice précédent.....	4	30			
Other revenue	Autres recettes					
- current year.....	- exercice en cours.....		1		2	
- previous year.....	- exercice précédent.....				2	
Total revenue	Recettes totales					
- current year.....	- exercice en cours.....	218	185	*	2	26
- previous year.....	- exercice précédent.....	203	157	*	2	19
Expenses for the year:	Dépenses pour l'exercice:					
Loss on claims	Pertes sur indemnités					
- current year.....	- exercice en cours.....	-40	-59			13
- previous year.....	- exercice précédent.....	-35	-69			10
Interest on loans	Intérêts sur prêts					
- current year.....	- exercice en cours.....	174				
- previous year.....	- exercice précédent.....	95				
Administrative	Administration					
- current year.....	- exercice en cours.....	10	65		1	
- previous year.....	- exercice précédent.....	10	69		1	
Funds returned to Government	Fonds retournés au gouvernement					
- current year.....	- exercice en cours.....					6
- previous year.....	- exercice précédent.....				1	5
Total expenses	Dépenses totales					
- current year.....	- exercice en cours.....	144	6	*	1	19
- previous year.....	- exercice précédent.....	70		*	2	15
Net income/loss(-) for the year	Revenus nets/pertes (-) nettes pour l'exercice					
- current year.....	- exercice en cours.....	74	179		1	7
- previous year.....	- exercice précédent.....	133	157			4
Closing balance of Fund	Solde de clôture du Fonds					
- current year.....	- exercice en cours.....	-1,062	-82	1	12	45
- previous year.....	- exercice précédent.....	-1,136	-261	1	11	38
Net claims during the year(s) ⁽⁴⁾ :	Montants nets des indemnités pour l'(es)exercice(s) ⁽⁴⁾ :					
- current year.....	- exercice en cours.....	-33	8	*	**	10
- previous year.....	- exercice précédent.....	-144	-58	*	**	-3
Five year average of net claims paid	Moyenne des montants nets des indemnités payées pour les cinq derniers exercices					
- current year.....	- exercice en cours.....	320	66	*	**	2
- previous year.....	- exercice précédent.....	167	68	*	**	3

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

(1) The Canada Deposit Insurance Corporation (CDIC) provides insurance on deposits placed with member banks and trust and loan companies for up to \$60,000 per depositor per institution. In recent years, premiums paid by member institutions have not been sufficient to meet obligations incurred by CDIC under the insurance plan. This deficiency has been funded in part by loans from the Government of \$1,695 million at March 31, 1989 (\$1,334 million at March 31, 1988). The Government is continuing to explore alternatives to allow CDIC, over the long run, to eliminate its deficiency without budgetary support from the Government. Since there is no reason to believe that this will not be the case, no provision has been made in the accounts of Canada for the losses experienced by CDIC.

(2) Canada Mortgage and Housing Corporation (CMHC) administers three funds of which only the Mortgage Insurance Fund (MIF) is active. The MIF provides insurance, for a fee, to private sector lending institutions to cover mortgage lending on Canadian housing. Besides establishing a framework of confidence for mortgage lending by private institutions, the Fund facilitates an adequate supply of mortgage funds by reducing the risk to lenders and by encouraging the secondary market trading of mortgages, to make housing more accessible for Canadians. Although the balance of the Fund is currently inadequate to meet future claims in respect to business in force, an actuarial study of MIF in 1985 indicated that business undertaken since February 1985 is being written on a break-even basis. The actuarial deficiency (\$141.4 million as of September 30, 1988) will be reflected in the accounts of Canada only to the extent that additional funding of the deficiency from parliamentary appropriations may be required. Since 1984 the Corporation has also operated the Mortgage Rate Protection Program (MRPP). As premiums collected by CMHC for the Program are remitted directly to the Consolidated Revenue Fund (CRF) and obligations of the MRPP are ultimately payable from the CRF, the MRPP does not meet the definition of a Crown corporation insurance plan as defined above. Therefore, operating particulars of this Program are not included in this summary but some information will be found in the notes to the Government of Canada Statement of Contingent Liabilities.

(3) The Export Development Corporation (EDC) provides export and foreign investment insurance to Canadian businesses to facilitate and develop export trade. The insurance fund has been adequate to provide the full cost of claims experienced to date and to establish an allowance for any future claims based on previous claims experience.

(4) Refers to the difference between claims and amounts received from sales of related assets and other recoveries.

* Less than \$500,000.

** Not applicable.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

(1) La Société d'assurance dépôts du Canada (SADC) fournit une assurance, jusqu'à concurrence de \$60,000 par déposant et par institution, sur les dépôts faits auprès des banques et compagnies de prêts et de fiducies qui sont membres. Depuis quelques années, les primes versées par les institutions membres n'étaient pas suffisantes pour satisfaire à toutes les demandes d'indemnisation faites auprès de la SADC aux termes du régime d'assurance. Ce déficit a été comblé en partie par des prêts du gouvernement de \$1,695 millions au 31 mars 1989 (\$1,334 millions au 31 mars 1988). Le gouvernement continue d'examiner des alternatives afin de permettre à la SADC d'éliminer avec le temps son déficit sans une aide budgétaire du gouvernement. Puisqu'il n'y a pas lieu de croire autrement, aucune provision n'a été établie dans les comptes du Canada pour les pertes subies par la SADC.

(2) La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) administre trois fonds dont seulement le Fonds d'assurance hypothécaire (FAH) est actif. Le FAH fournit de l'assurance aux institutions de crédit du secteur privé, moyennant des frais, afin de couvrir les prêts hypothécaires concernant le logement canadien. Tout en mettant en place un système par lequel les institutions privées peuvent accorder des prêts hypothécaires en toute confiance, le Fonds permet également qu'un approvisionnement continu de fonds hypothécaires soit disponible à moindre risque aux prêteurs et que le commerce secondaire d'hypothèques soit favorisé pour rendre le logement plus accessible aux Canadiens. Quoique le solde du Fonds soit présentement insuffisant pour satisfaire à toutes les demandes futures d'indemnisation à l'égard des affaires en vigueur, une étude actuarielle en 1985 sur le FAH indique que les activités entreprises depuis le mois de février 1985 sont comptabilisées sur une base de point mort. L'insuffisance actuarielle (\$141.4 millions au 30 septembre 1988) sera reflétée dans les comptes du Canada dans la mesure où un financement supplémentaire de cette insuffisance à même les crédits parlementaires soit nécessaire. Depuis 1984, la Société opère le Programme de protection des taux hypothécaires. Etant donné que les primes encaissées pour ce Programme par la SCHL sont déposées dans le Fonds du revenu consolidé (FRC) et que les créances du Programme sont finalement payées à même le FRC, le Programme de protection des taux hypothécaires ne rencontre pas la définition d'un plan d'assurance administré par une société de la Couronne tel que défini ci-haut. Par conséquent, les résultats d'opérations du Programme ne sont pas inclus dans le sommaire mais de l'information supplémentaire apparaît dans les notes des passifs éventuels du gouvernement.

(3) La Société pour l'expansion des exportations (SEE) fournit de l'assurance aux entreprises canadiennes sur les investissements étrangers et sur les exportations afin de faciliter et de développer le commerce de l'exportation. Le fonds d'assurance a été suffisant afin de pourvoir au coût global des réclamations à date et pour établir une provision pour des réclamations futures basées sur l'expérience passée.

(4) Se rapporte à l'écart entre les réclamations et les montants recouvrés sur les ventes de biens connexes et d'autres recouvrements.

* Moins de \$500,000.

** Sans objet.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

5. Contingent Liabilities

A contingent liability is a potential liability which may become an actual liability when one or more future events occur or fail to occur. The details of the contingent liabilities of the Government are provided in the following statement and consist of explicit guarantees by the Government and potential losses arising from pending and threatened litigation relating to claims and assessments in respect of breach of contract, damages to persons and property and like items.

The authorized limit represents the aggregate total of various types of authorities of Government bodies as stipulated in legislation, legal agreements or other documents that may be in force at any one time.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

5. Passif éventuel

Un élément de passif éventuel signifie un élément de passif possible qui peut se transformer en un élément de passif réel advenant un ou plusieurs événements futurs. Le détail du passif éventuel du gouvernement est fourni dans l'état suivant et comprend les garanties formelles par le gouvernement et les pertes possibles résultant de causes en instance ou imminentes relatives à des demandes d'indemnité et d'évaluation à l'égard de l'inexécution de contrats, de dommages causés à des personnes et à un bien et d'éléments connexes.

Les limites autorisées indiquées dans le tableau ci-dessous désignent le montant total des divers genres d'autorisations utilisées par des organismes gouvernementaux tels que stipulées dans la législation, des ententes légales ou d'autres documents qui peuvent être en vigueur à un moment donné.

STATEMENT OF CONTINGENT LIABILITIES
as at March 31, 1989
(preliminary figures)ETAT DU PASSIF EVENTUEL
au 31 mars 1989
(chiffres préliminaires)

		(in millions of dollars - en millions de dollars)	
	Authorized limit (where applicable)	Contingent liability	Percentage of net claims to outstanding guarantees (where applicable) ⁽¹⁾
	Limite autorisée (s'il y a lieu)	Passif éventuel	Rapport entre les indemnités nettes et les garanties en vigueur (s'il y a lieu) ⁽¹⁾
EXPLICIT GUARANTEES BY THE GOVERNMENT OF -			
Borrowings by other than Crown corporations -			
From agents -			
Loans to Indians by the Canada Mortgage and Housing Corporation and the Farm Credit Corporation, for on-reserve housing.....		71 ⁽²⁾	2.4
From other than agents ⁽³⁾ -			
Guarantee programs of the Government -			
Canada Student Loans Act.....	5,520	2,636	2.8
Small Businesses Loans Act.....	864 ⁽⁴⁾	613	6.0
Farm Improvement Loans Act and Farm Improvement and Marketing Cooperatives Loans Act.....			
Advance Payments for Crops Act.....	337 ⁽⁴⁾	150	.6
Atlantic Enterprise Program.....	400	114	.1
Enterprise development program and Canadian Industrial Renewal Board.....	82	83 ⁽⁵⁾	
Fisheries Improvement Loans Act **.....			
Regional Development Incentives Act.....			
Financial obligations incurred by air carriers regarding purchase of The de Havilland Aircraft of Canada, Limited DHC-7 and DHC-8 aircraft.....	1,052	14 ⁽⁶⁾	15.2
Loans to Indians by approved lenders for on-reserve housing.....	32 ⁽⁴⁾	9	19.1
Indian economic development.....	22	5	22.4
Loans to promote the commercial activities of Eskimos.....			
	934 ⁽⁷⁾	424 ⁽⁷⁾	
	5	1	
	9,282	4,412	
GARANTIES FORMELLES PAR LE GOUVERNEMENT POUR -			
Emprunts effectués par des entités autres que des sociétés de la Couronne -			
De sociétés mandataires -			
Prêts consentis aux Indiens par la Société canadienne d'hypothèques et de logement et la Société du crédit agricole, pour habitations sur les réserves.....		71 ⁽²⁾	2.4
De sociétés non mandataires ⁽³⁾ -			
Programmes de garantie du gouvernement -			
Loi canadienne sur les prêts aux étudiants.....	5,520	2,636	2.8
Loi sur les prêts aux petites entreprises.....	864 ⁽⁴⁾	613	6.0
Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative.....	337 ⁽⁴⁾	150	.6
Loi sur le paiement anticipé des récoltes.....	400	114	.1
Programme d'entreprise atlantique.....	82	83 ⁽⁵⁾	
Programme d'expansion des entreprises et l'Office canadien pour un renouveau industriel.....	1,052	14 ⁽⁶⁾	15.2
Loi sur les prêts aidant aux opérations de pêche **.....	32 ⁽⁴⁾	9	19.1
Loi sur les subventions au développement régional.....	22	5	22.4
Dettes encourues par des transporteurs aériens concernant l'achat des avions DHC-7 et DHC-8 de The de Havilland Aircraft of Canada, Limited.....	934 ⁽⁷⁾	424 ⁽⁷⁾	
Prêts consentis aux Indiens par des prêteurs agréés pour habitations sur les réserves.....	5	1	
Développement économique des Indiens.....	34 ⁽⁹⁾	4 ⁽²⁾	8.0
Prêts pour encourager les activités commerciales des Esquimaux.....			
	5	1	
	9,282	4,412	

GOVERNMENT OF CANADA

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - ContinuedNOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

STATEMENT OF CONTINGENT LIABILITIES

ETAT DU PASSIF EVENTUEL

as at March 31, 1989
(preliminary figures)au 31 mars 1989
(chiffres préliminaires)

		(in millions of dollars - en millions de dollars)	
		Authorized limit (where applicable)	Contingent liability
		Limite autorisée (s'il y a lieu)	Passif éventuel
			Percentage of net claims to outstanding guarantees (where applicable) ⁽¹⁾
			Rapport entre les indemnités nettes et les garanties en vigueur (s'il y a lieu) ⁽¹⁾
			%
Other explicit loan guarantees -	Autres garanties formelles de prêts -		
Loans to NewGrade Energy Inc to finance construction of a heavy oil upgrader.....	Prêts à la société NewGrade Energy Inc pour financer la construction d'une usine de valorisation du pétrole lourd.....	275	242
Loans to construct coal handling and terminal facilities by Ridley Terminals Inc.....	Prêts pour la construction d'installations de manutention du charbon et de terminus par Ridley Terminals Inc.....	230	200
Loans to Marine Industries Limited for acquisition of assets.....	Prêts à Marine Industries Limited pour l'acquisition de biens.....	40	40
Loan to St. Mary's Paper Inc to modernize and expand a paper making facility at Sault Ste Marie, Ontario.....	Prêt à St. Mary's Paper Inc pour moderniser et agrandir une papeterie à Sault Ste Marie, Ontario.....	15	15
Loans for the restructuring of Maislin Industries Ltd.....	Prêts pour la réorganisation de Maislin Industries Ltd.....	10 ⁽⁷⁾	10 ^(7,10)
Loan to Nardex Canada Ltée for the manufacture of radio-protection and radio telecommunication systems.....	Prêt à Nardex Canada Ltée pour la fabrication des systèmes de protection et de télécommunication radiophonique.....	1	*
Loans for the financing of Cheticamp Fishermen's Co-operative Society Ltd.....	Prêts pour le financement de Cheticamp Fishermen's Co-operative Society Ltd.....	*	*
		571	507
Insurance programs of the Government ⁽¹¹⁾ -	Programmes d'assurance du gouvernement ⁽¹¹⁾ -		
Insurance against accidents at nuclear installations under the Nuclear Liability Act ⁽¹²⁾	Assurance en prévision des accidents aux installations nucléaires en vertu de la Loi sur la responsabilité nucléaire ⁽¹²⁾	675	664
Insurance under the Fishing Vessel Insurance Plan ⁽¹³⁾ **.....	Assurance aux termes du régime d'assurance des bateaux de pêche ⁽¹³⁾ **.....	23	453
Accounts administered for the Government by the Export Development Corporation - Insurance and related guarantees.....	Comptes administrés par la Société pour l'expansion des exportations au nom du gouvernement - Assurance et garanties connexes.....	7,000 ⁽¹⁴⁾ 7,698	300 1,417
Other explicit guarantees -	Autres garanties formelles -		
Guarantees under the Prairie Grain Advance Payments Act.....	Garanties en vertu de la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies.....	126	126
Guarantees under the Agriculture Products Co-operative Marketing Act.....	Garanties en vertu de la Loi sur la vente coopérative des produits agricoles.....	34	34
Guarantees of residual liabilities resulting from the devolution of Northern Canada Power Commission.....	Garanties des passifs résiduels suite à la dévolution de la Commission d'énergie du Nord canadien.....	2 162	2 162
			5.0 ⁽¹⁰⁾
Total explicit guarantees.....	Total des garanties formelles.....	18,288	6,569
PENDING AND THREATENED LITIGATION.....	CAUSES EN INSTANCE ET IMMINENTES.....		2,675 ^(9,10)
Total ⁽¹⁰⁾	Total ⁽¹⁰⁾		9,244

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA - Continued

- (1) Represents the average percentage over the most recent 5 years of net claims to the average amount of outstanding guarantees for the same period computed as at March 31, 1989. In some situations where historical data is not readily available, departmental estimates have been used.
- (2) Includes committed guarantees for the following loans to be made: to Indians for on-reserve housing \$79,437,687 and for Indian economic development \$1,041,031. As at the reporting date, no loans had been issued for these amounts.
- (3) Letters of comfort issued by the Minister of Finance to the Bank of Canada with respect to funds advanced or guarantees provided by the Bank of Canada to the Bank for International Settlements have expired and potential liability no longer exists.
- (4) The Act places limits on the maximum amount of guarantee for loans made by eligible lenders over different loan periods. The maximum amount of guarantee per lender is expressed in legislation as a percentage of aggregate loans made to qualified borrowers and varies depending upon the dollar value range of aggregate loans made by the lender. The authorized limits for given loan periods are included in the figure reported until all qualified loans made by all eligible lenders, in the given periods, are no longer outstanding and are not adjusted for loan repayments nor payments made by the Government for guaranteed amounts in which default has occurred.
- (5) The Atlantic Enterprise Program offers loan insurance on new term loans for the establishment, expansion or modernization of commercial operations in eligible sectors in the Atlantic provinces where the Program is administered by the Atlantic Canada Opportunities Agency (\$74,881,001 as at March 31, 1989) and in the Gaspé Peninsula and Magdalene Islands, Quebec where administration of the Program is the responsibility of the Department of Industry, Science and Technology (\$7,494,357 as at March 31, 1989). Industry, Science and Technology also has responsibility for all capital projects in excess of \$20 million.
- (6) Includes \$62,034 attributable to the Canadian Industrial Renewal Board.
- (7) Amount denominated wholly or partially in foreign currency and translated at the closing rate of exchange as at date of statement.
- (8) Authorized limit for loan guarantees for on-reserve housing totals \$575,000,000 (shown above) for loans made by the Canada Mortgage and Housing Corporation, the Farm Credit Corporation and other approved lenders.
- (9) The maximum aggregate amount that may be paid or that may have been paid from the Consolidated Revenue Fund (CRF) in previous, current or subsequent fiscal years with respect to all guarantees authorized and granted relative to Indian Economic Development, is set at \$60 million. As at March 31, 1989, a total of \$25,886,221 has been expended from the CRF leaving a balance of \$34,113,779 available for disbursement.
- (10) Maislin Industries Ltd was placed in receivership on July 11, 1983 and was declared bankrupt on October 19, 1983. To date, the Government has made interim payments totalling \$18,500,000US to creditors under a guarantee in the amount of \$27,000,000US. It is anticipated that the Government will be called upon to make a final payment to settle remaining obligations to creditors when certain issues are settled in US Bankruptcy Court but the amount cannot be determined at present with any certainty.
- (11) Since 1984 Canada Mortgage and Housing Corporation (CMHC) has operated the Mortgage Rate Protection Program on behalf of the Government. In return for the payment of a premium, CMHC will reimburse homeowners 75% of any increase in monthly mortgage payments, above a deductible, due to higher interest rates at the time of mortgage renewal. As recent mortgage interest rates have been relatively stable, the Program is not widely utilized and loans covered by the Program at March 31, 1989 amounted to only \$911,000 (\$911,000 at March 31, 1988). Premiums collected by CMHC are remitted directly to the Consolidated Revenue Fund (CRF) and obligations of the Program are ultimately payable from the CRF. Because of the nature of the Program, it is not possible to provide any estimates of the amount, if any, that might be payable at some future date.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

- (1) Représente le rapport au cours des cinq derniers exercices entre la moyenne des indemnités nettes et la moyenne des garanties en cours pour la même période calculé au 31 mars 1989. Dans les cas où les données d'origine ne sont pas facilement disponibles, les prévisions ministérielles ont été utilisées.
- (2) Comprend les engagements de garanties concernant les prêts suivants à être effectués: aux Indiens pour habitations sur les réserves, \$79,437,687 et pour le développement économique des Indiens, \$1,041,031. Aucun prêts n'avait été consenti en raison de ces montants à la date de comptabilisation.
- (3) Le ministre des Finances a émis des lettres d'accord présumé à la Banque du Canada en ce qui concerne des fonds avancés ou des garanties de prêts effectués par la Banque du Canada envers la Banque des règlements internationaux sont échues et par conséquent aucun élément de passif éventuel n'existe.
- (4) La Loi limite la somme maximum de la garantie pour prêts effectués par des prêteurs admissibles sur différentes périodes de prêts. La somme maximum de la garantie accordée à chaque prêteur est énoncée, d'après la Loi, comme étant un pourcentage du total des prêts consentis aux emprunteurs autorisés et varie selon la valeur totale des prêts effectués par le prêteur. Les limites autorisées pour des périodes de prêts données sont comprises dans le chiffre divulgué jusqu'à ce que tous les prêts approuvés et consentis par les prêteurs admissibles dans la période donnée, soient réglés. Ces limites ne sont pas redressées par les remboursements de prêts ni par les paiements effectués par le gouvernement pour les montants garantis en souffrance.
- (5) Le Programme d'entreprise atlantique offre des assurances de prêts sur de nouveaux prêts à terme pour établir, moderniser ou agrandir des opérations commerciales dans les secteurs éligibles des provinces de l'Atlantique où le Programme est administré par l'Agence de promotion économique au Canada atlantique (\$74,881,001 au 31 mars 1989) et pour la péninsule de Gaspé et les Îles-de-la-Madeleine du Québec où le ministère de l'Industrie, sciences et technologie a la responsabilité de l'administration du Programme (\$7,494,357 au 31 mars 1989). Ce ministère a aussi la responsabilité de tous les projets d'immobilisation dépassant \$20 millions.
- (6) Comprend un montant de \$62,034 imputable à l'Office canadien pour un renouveau industriel.
- (7) Montant libellé entièrement ou partiellement en devises étrangères et converti au cours du change en vigueur à la date de comptabilisation.
- (8) La limite autorisée sur les prêts garantis pour habitations sur les réserves s'élève à \$575,000,000 (voir ci-haut) pour les prêts effectués par la Société canadienne d'hypothèques et de logement, la Société du crédit agricole et par d'autres prêteurs agréés.
- (9) Le montant maximum total déboursé ou pouvant être déboursé à même le Fonds du revenu consolidé (FRC) pour l'exercice en cours et les exercices précédents ou subséquents relativement aux garanties autorisées et accordées pour le développement économique des Indiens est fixé à \$60 millions. Au 31 mars 1989 un montant total de \$25,886,221 a été déboursé à même le FRC laissant un solde disponible de \$34,113,779.
- (10) Maislin Industries Ltd a été placée sous séquestre le 11 juillet 1983 et a déclaré faillite le 19 octobre 1983. À la date de comptabilisation, le gouvernement a effectué des versements provisoires totalisant \$18,500,000E-U aux créanciers en vertu d'une garantie au montant de \$27,000,000E-U. On anticipe que le gouvernement devra effectuer un paiement final pour régler les obligations restantes aux créanciers lors du règlement de certaines émissions au tribunal des faillites des États-Unis mais le montant ne peut pas être déterminé, en ce moment, avec certitude.
- (11) Depuis 1984, La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) opère, pour le compte du gouvernement, le Programme de protection des taux hypothécaires. Sur paiement de prime, la SCHL rembourse les propriétaires 75% des augmentations causées par les hausses marquées des taux d'intérêt au renouvellement au-delà d'un montant déductible. Les taux hypothécaires étant relativement stables, le Programme n'est pas tellement utilisé et les prêts couverts par le Programme au 31 mars 1989 ne s'élève qu'à \$911,000 (\$911,000 au 31 mars 1988). Les primes encaissées par la SCHL sont remis au Fonds du revenu consolidé (FRC) et les créances du Programme sont payables à même le FRC. La nature même du Programme ne permet aucune estimation des créances futures.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Concluded

- (12) There have been no claims under the Nuclear Liability Act since its inception in 1970. The Act covers 14 Canadian nuclear installations as at March 31, 1989.
- (13) The Fishing Vessel Insurance Plan is administered by the Government to insure fishermen against abnormal capital losses. A specified purpose account is credited with all amounts received by way of premiums, recoveries and with advances in accordance with regulations by the Government, such advances not to exceed \$150,000 at any time. The account is debited with refunds of premiums and payments in settlement of third party vessel collision damage claims against fishermen, where the collision involves a vessel insured under the Plan. As at December 31, 1988, the insured value of vessels under the Plan amounted to \$453,056,000; the balance of the account was \$23,169,317 and outstanding claims against the Plan totalled \$1,250,000.
- (14) The Export Development Act specifies that the Export Development Corporation may enter into contracts of insurance, re-insurance, related guarantees and other agreements up to a maximum of \$7 billion, the authorized limit.
- (15) Less than 0.1%.
- (16) Includes \$1.5 billion related to native statutory and treaty obligations representing plaintiffs' claims in 58 litigation cases. There are another 95 similar cases for which amounts are not stated in the claims, and for which it is not possible to determine the amounts that may be ultimately payable.
- (17) Contingent gains. A contingent gain is a potential gain or possible recovery that may become an actuality when one or more future events occur or fail to occur. Four departments reported contingent gains as at March 31, 1989 totalling approximately \$8 million.

* Less than \$500,000.

** Figures reported are those as at December 31, 1988.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Fin

- (12) Il n'y a eu aucune réclamation en vertu de la Loi sur la responsabilité nucléaire depuis sa mise en vigueur en 1970. La Loi couvre 14 installations nucléaires canadiennes au 31 mars 1989.
- (13) Le Régime d'assurance des bateaux de pêche est administré par le gouvernement afin d'assurer les pêcheurs contre des pertes en capital anormales. Un compte à fins déterminées est crédité de toutes les sommes encaissées à titre de primes et de recouvrements, ainsi que des avances consenties par le gouvernement conformément à ces règlements, de telles avances ne devant pas dépasser en tout temps \$150,000. Le compte est débité de remboursements de primes et du règlement des réclamations de dommages-intérêts envers des tiers pour collision lorsque la collision met en cause un bateau assuré aux termes du Régime. Au 31 décembre 1988, la valeur assurée des bateaux aux termes du Régime se chiffrait à \$453,056,000; le solde du compte était de \$23,169,317 et les réclamations non-réglées au titre du Régime se sont élevées à \$1,250,000.
- (14) La Loi sur l'expansion des exportations précise que la Société pour l'expansion des exportations peut conclure des contrats d'assurance, de réassurance, de garanties connexes et d'autres accords jusqu'à un maximum de \$7 milliards, ce qui représente la limite autorisée.
- (15) Moins de 0.1%.
- (16) Comprend \$1.5 milliard relié aux engagements envers les autochtones par suite de statuts et traités. Ce montant représente les revendications des plaignants dans 58 causes en litige. Il y a 95 causes semblables pour lesquelles des montants ne sont pas énoncés dans les revendications et pour lesquelles il est impossible de déterminer les montants qui peuvent finalement être à payer.
- (17) Gains éventuels. Un gain éventuel est un gain potentiel ou un recouvrement possible pouvant se matérialiser advenant un ou plusieurs événements futurs. Quatre ministères ont déclaré des gains éventuels au 31 mars 1989 totalisant approximativement \$8 millions.
- * Moins de \$500,000.
- ** Les chiffres sont ceux au 31 décembre 1988.



*If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

1362



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

**Statements
of Financial
Operations**

**États
des opérations
financières**

For

pour

July 1989

juillet 1989

Fiscal Year
1989-90

Exercice
1989-90



The Honourable Paul Dick
Receiver General for Canada

L'honorable Paul Dick
Receveur général du Canada

Any inquiries should be directed to the:

Manager,
Government Accounts and Reports Group,
Accounting, Banking and Compensation
Directorate,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada.
K1A 0S5
Telephone: (819) 956-1794

Toute demande de renseignements devrait être faite à la
suivante:

Le gestionnaire,
Groupe des Comptes et Rapports du gouvernement,
Direction générale de la Comptabilité, de la gestion
bancaire et de la rémunération,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada.
K1A 0S5
Téléphone: (819) 956-1794

TABLE OF CONTENTS

	<u>PAGE</u>
Preface	1
Monthly Statements of Financial Operations	
Table I - Summary Statement of Transactions	3
Table II - Detailed Statement of Transactions	4
Table III - Statement of Budgetary Expenditure by Department	8
Notes to the Monthly Statements of Financial Operations	20

TABLE DES MATIERES

	<u>PAGE</u>
Préface	1
Etats mensuels des opérations financières	
Tableau I - Etat sommaire des opérations	3
Tableau II - Etat détaillé des opérations	4
Tableau III - Etat des dépenses budgétaires par ministère	8
Notes se rapportant aux états mensuels des opérations financières	20

PREFACE TO THE
MONTHLY STATEMENTS OF
FINANCIAL OPERATIONS
OF THE GOVERNMENT OF CANADA

The fundamental purpose of the monthly Statements of Financial Operations is to provide information to interested users of data on the government's financial operations, and to facilitate an understanding and evaluation of the full nature and extent of the financial affairs and resources for which the Government is responsible.

The two basic concepts underlying the Government's accounting system are found in the Constitution Acts: first, the concept of the Consolidated Revenue Fund, which emanates from the requirement that all duties and revenues received, other than those reserved to the provinces, "shall form One Consolidated Revenue Fund"; second, the concept that the balance of the Fund, after certain prior charges, "shall be appropriated by the Parliament of Canada".

The Statements of Financial Operations consist of Summary and Detailed Statements of Transactions, a Statement of Budgetary Expenditure by Department and accompanying notes. The Statements of Transactions show how the financial requirements were met and the effect of the transactions on the Consolidated Revenue Fund. In the Summary and Detailed Statements of Transactions, the financial transactions are classified into the following categories:

- The first category, budgetary, consists of all the transactions with outside parties which enter into the calculation of the annual deficit or surplus of the Government, that is, the receipts from tax revenue and non-tax revenue, together with the expenditures authorized by Parliament.
- The second category, non-budgetary, consists of transactions in loans, investments and advances, in liabilities for the administration of certain public money received or collected for special purposes, and in other assets and liabilities.
- The third category, foreign exchange, reflects transactions in international reserves held in the Exchange Fund Account (the principal objective of which is to aid in the control and protection of the external value of the Canadian dollar) together with an accounting of the net position of the Government with respect to the International Monetary Fund. Foreign exchange transactions include unmatured debt payable in foreign currencies.
- The fourth category, unmatured debt, represents the extent to which financial requirements have been met through the increase in unmatured debt, that is, the net change in amounts owing for marketable bonds, Canada savings bonds, special non-marketable bonds issued to the Canada Pension Plan Investment Fund and Treasury bills. Unmatured debt transactions exclude unmatured debt payable in foreign currencies.
- The final section of the statement shows the cash balances and the balances of unmatured debt at the end of the period. Additional disclosure of the unmatured debt balance by type of instrument is also provided.
- The third statement gives a more detailed accounting of budgetary expenditure transactions by department. Total net expenditure reported on the Detailed Statement of Transactions differs from the total expenditure by department. The difference represents transactions of certain specified purpose accounts, the provision for valuation which is not applied to each appropriation and budgetary transactions internal to the Government.

PREFACE AUX
ÉTATS MENSUELS DES
OPÉRATIONS FINANCIÈRES
DU GOUVERNEMENT DU CANADA

Le but fondamental des états mensuels des opérations financières est de fournir des renseignements aux utilisateurs intéressés aux opérations financières du gouvernement, et de faciliter une compréhension et une évaluation de la nature et de toute l'étendue des affaires financières et des ressources pour lesquelles le gouvernement est responsable.

Les deux notions de base sur lesquelles est fondé le système comptable du gouvernement se trouvent dans les Lois constitutionnelles. Premièrement, la notion du Fonds du revenu consolidé qui découle de l'exigence que tous les droits et recettes, autres que ceux qui sont réservés aux provinces, "formeront un fonds du revenu consolidé", deuxièmement, la notion suivant laquelle le solde du Fonds, après certaines imputations préalables, "sera approprié par le Parlement du Canada".

Les états des opérations financières consistent des états sommaire et détaillé des opérations, d'un état des dépenses budgétaires par ministère et des notes afférentes. Les états des opérations financières indiquent la façon dont les besoins financiers ont été rencontrés et l'effet des opérations sur le Fonds du revenu consolidé. Dans les états sommaire et détaillé des opérations, les opérations financières sont classées sous les catégories suivantes:

- La première catégorie, les opérations budgétaires, consiste de toutes les opérations avec les tiers qui entrent dans le calcul du déficit ou de l'excédent annuel du gouvernement, et comprend les rentrées provenant des recettes fiscales et des recettes non fiscales, de même que les dépenses autorisées par le Parlement.
- La deuxième catégorie, les opérations non budgétaires, comprend les opérations dans les prêts, dotations en capital et avances, dans les éléments de passif reliés à l'administration de certains deniers publics encaissés ou perçus pour des fins déterminées, et dans les autres éléments d'actif et de passif.
- La troisième catégorie, les opérations de change, reflète les opérations dans les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes (le but principal est d'aider à contrôler et à protéger la valeur extérieure de l'unité monétaire canadienne) de même qu'une comptabilité de la situation nette du gouvernement en ce qui concerne le Fonds monétaire international. Les opérations de change comprennent la dette non échue à payer en devises étrangères.
- La quatrième catégorie, les opérations de la dette non échue, représente la mesure dans laquelle les besoins financiers ont été satisfaits au moyen d'une augmentation de la dette non échue qui indique le changement net dans les montants dus relatifs aux obligations négociables, aux obligations d'épargne du Canada, aux obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada et aux bons du Trésor. Les opérations de la dette non échue ne comprennent pas la dette non échue à payer en devises étrangères.
- La dernière section de l'état montre le solde de caisse et le solde de la dette non échue à la fin de l'exercice. Les effets à payer relatifs au solde de la dette non échue sont également divulgués par catégorie.
- Le troisième état fournit une comptabilité plus détaillée des opérations des dépenses budgétaires par ministère. Le total des dépenses brutes présenté à l'état détaillé des opérations est différent du total des dépenses par ministère. La différence représente les opérations de certains comptes à fins déterminées, la provision pour évaluation qui n'est pas appliquée à chaque crédit et les opérations budgétaires internes du gouvernement.

The accompanying tables and notes are an integral part of this statement.

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE II - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU II - ETAT DETAILLE DES OPERATIONS

(in millions of dollars - en millions de dollars)

MONTH OF JULY - MOIS DE JUILLET
1989 1988 YEAR TO DATE - A CE JOUR
1989-90 1988-89

I. BUDGETARY TRANSACTIONS

<u>Revenue</u>	
Tax revenue -	
Income Tax -	
Personal.....	
Corporation.....	
Unemployment Insurance	
Contributions.....	
Non-resident.....	
Excise taxes and duties -	
Sales tax.....	
Customs import duties.....	
Energy taxes.....	
Other.....	
Other tax revenue.....	

Total tax revenue.....

Non-tax revenue -	
Return on investments.....	
Other non-tax revenue.....	

Total non-tax revenue.....

TOTAL NET REVENUE.....

Expenditure

Major transfer and subsidy	
payments -	
To persons -	
Old age security benefits,	
guaranteed income supplements and	
spouses' allowances.....	
Unemployment insurance benefits....	
Family allowance.....	
Veterans benefits.....	

To other levels of government -	
Fiscal arrangements.....	
Insurance and medical care	
services.....	
Canada Assistance Plan.....	
Education support.....	

Total major transfer and
subsidy payments.....

Other program expenditures -	
Defence.....	
External affairs and aid.....	
All other departments and agencies.	
Total other program	
expenditures.....	

Public debt.....

TOTAL NET EXPENDITURE.....

DEFICIT.....

I. OPERATIONS BUDGETAIRES

<u>Recettes</u>	
Recettes fiscales -	
Impôt sur le revenu -	
Particuliers.....	
Sociétés.....	
Cotisations d'assurance-	
chômage.....	
Non résidents.....	
Taxes et droits d'accise -	
Taxe sur les ventes.....	
Droits de douane à l'importation.....	
Taxes en matière d'énergie.....	
Autres.....	
Autres recettes fiscales.....	

Total des recettes fiscales.....

Recettes non fiscales -	
Produits de placements.....	
Autres recettes non fiscales.....	

Total des recettes non fiscales.....

TOTAL DES RECETTES NETTES.....

Dépenses

Principaux paiements de transfert et	
subventions -	
Aux particuliers -	
Prestations de sécurité de la	
vieillesse, suppléments de revenu	
garanti et allocations au conjoint....	
Prestations d'assurance-chômage.....	
Allocations familiales.....	
Prestations aux anciens combattants...	

A d'autres paliers de gouvernement -	
Arrangements fiscaux.....	
Assurance et services de soins	
médicaux.....	
Régime d'assistance publique du Canada	
Aide à l'éducation.....	

Total des principaux paiements de
transfert et subventions.....

Autres dépenses des programmes -	
Défense.....	
Aide et affaires extérieures.....	
Autres ministères et organismes.....	
Total des autres dépenses des	
programmes.....	

Dettes publiques.....

TOTAL DES DEPENSES NETTES.....

DEFICIT.....

4,645	4,690	16,627	15,507
1,044	856	3,549	2,831
859	937	3,331	3,597
110	90	397	385
6,658	6,573	23,904	22,320
1,267	1,331	5,223	5,531
506	399	1,677	1,516
319	243	784	659
196	191	1,012	821
2,288	2,164	8,696	8,527
15	12	84	90
8,961	8,749	32,684	30,937
423	278	1,490	1,208
385	165	665	374
808	443	2,155	1,582
9,769	9,192	34,839	32,519
1,333	1,253	5,227	4,949
761	709	3,751	3,509
220	195	878	865
133	131	520	505
2,447	2,288	10,376	9,828
651	587	2,590	2,293
594	577	2,365	2,357
372	285	1,609	1,515
198	185	792	792
1,815	1,634	7,356	6,957
4,262	3,922	17,732	16,781
884	773	2,792	2,542
336	300	840	856
2,435	2,236	8,768	8,500
3,655	3,309	12,400	11,898
3,146	2,698	12,572	10,508
11,063	9,929	42,704	39,191
1,294	737	7,865	6,672

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE II - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU II - ETAT DETAILLE DES OPERATIONS - Suite

(in millions of dollars - en millions de dollars)

MONTH OF JULY - MOIS DE JUILLET
1989 1988 YEAR TO DATE - A CE JOUR
1989-90 1988-89

II. NON-BUDGETARY TRANSACTIONS
(source + requirement -)

II. OPERATIONS NON BUDGETAIRES
(provenance + besoin -)

Loans, investments and advances

Crown corporations -
Lending institutions -
Canada Deposit Insurance Corporation.....
Canada Mortgage and Housing Corporation.....
Export Development Corporation.....
Farm Credit Corporation.....
Federal Business Development Bank.
All other Crown corporations -
Atomic Energy of Canada Limited...
Canada Development Investment Corporation.....
Canadian National Railway Company.....
Petro-Canada.....
Other.....

Prêts, dotations en capital et avances

Sociétés de la Couronne -						
Institutions de crédit -						
Société d'assurance-dépôts du Canada.....	+	136	+	20	+	136 - 390
Société canadienne d'hypothèques et de logement.....	+	10	+	10	+	12 + 34
Société pour l'expansion des exportations.....	...			...		...
Société du crédit agricole.....	+	141	+	17	+	142 + 143
Banque fédérale de développement.....	...			...		...
	+	287	+	47	+	290 - 213
Autres sociétés de la Couronne -						
Energie atomique du Canada, Limitée..	+	1	+	1	+	12 + 12
Corporation de développement des investissements du Canada.....	...			...		...
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada.....	+	6			+	6 - ...
Petro-Canada.....	...			...		...
Autres.....	-	7	+	1	-	46 - 165
	...	+		2	-	28 - 153

Allowance for valuation.....

Provision pour évaluation.....

Other loans, investments and advances -

Provincial and territorial governments.....
National governments including developing countries.....
International organizations (subscriptions less notes payable)....
Veterans' Land Act Fund advances less allowance for conditional benefits.....
Joint and mixed enterprises.....
Miscellaneous.....

Autres prêts, dotations en capital et avances -

Gouvernements provinciaux et territoriaux.....	+	3		...	+	6 + 3
Gouvernements nationaux y compris les pays en voie de développement....	+	9	+	3	+	6 - 4
Organismes internationaux (souscriptions moins effets à payer).....	+	3	+	3	-	3 + 3
Avances à la caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, non compris les provisions pour prestations conditionnelles....	+	2	+	2	+	5 + 6
Entreprises mixtes et en coparticipation.....	+	319	+	1	+	332 + 12
Divers.....	-	8	-	21	-	79 - 81
	+	328	-	12	+	267 - 61

Allowance for valuation.....

Provision pour évaluation.....

TOTAL LOANS, INVESTMENTS AND ADVANCES.....

TOTAL DES PRETS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES.....

615 + 37 + 529 - 427

Specified purpose accounts

Canada Pension Plan Account.....
Superannuation accounts.....
Government Annuities Account.....
Provincial tax collection agreements account.....
Deposit and trust accounts.....
Other.....

Comptes à fins déterminées

Compte du régime de pensions du Canada.	-	126	-	25	+	23 + 386
Comptes de pension de retraite.....	-	7	-	85	+	1,812 + 1,623
Compte des rentes sur l'Etat.....	-	9	-	8	-	34 - 34
Compte des accords de perception fiscale avec les provinces.....	+	274	+	399	+	417 + 237
Comptes de dépôt et de fiducie.....	-	58	-	19	-	181 - 31
Autres.....	+	9	+	21	+	19 + 60

TOTAL SPECIFIED PURPOSE ACCOUNTS.....

TOTAL DES COMPTES A FINS DETERMINEES....

83 + 283 + 2,056 + 2,241

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE II - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU II - ETAT DETAILLE DES OPERATIONS - Suite

(in millions of dollars - en millions de dollars)

		MONTH OF JULY - MOIS DE JUILLET		YEAR TO DATE - A CE JOUR	
		1989	1988	1989-90	1988-89
<u>Other transactions</u>	<u>Autres opérations</u>				
Cash in transit.....	Fonds en transit.....	...	...	+	1,935 + 2,322
Interest and matured debt.....	Intérêts et dette échue.....	+	1,486 + 1,294	+	1,767 + 2,123
Accounts payable.....	Créditeurs.....	-	556 - 154	-	5,054 - 3,675
Outstanding cheques and warrants.....	Chèques et mandats en circulation.....	+	433 + 300	+	76 + 567
Miscellaneous.....	Divers.....	-	53 - 188	+	8 - 25
TOTAL OTHER TRANSACTIONS.....	TOTAL DES AUTRES OPERATIONS.....	+	1,310 + 1,028	-	1,268 + 178
TOTAL NON-BUDGETARY TRANSACTIONS.....	TOTAL DES OPERATIONS NON BUDGETAIRES.....	+	2,008 + 1,348	+	1,317 + 1,992
 <u>III. FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS</u> (source + requirement -)	 <u>III. OPERATIONS DE CHANGE</u> (provenance + besoin -)				
International reserves held in the Exchange Fund Account.....	Réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes.....	-	461 - 457	-	581 - 3,234
International Monetary Fund - Subscriptions.....	Fonds monétaire international - Souscriptions.....	-	461 - 457	+	15 - 3,234
Less: International Monetary Fund - Notes payable.....	Moins: Fonds monétaire international - Effets à payer.....	+	38 -	-	45 - 32
Special Drawing Rights allocations.....	Allocations de Droits de tirage spéciaux.....	+	38 -	-	45 - 32
Unmatured debt transactions payable in foreign currencies.....	Opérations de la dette non échue à payer en devises étrangères.....	-	501 + 226	-	945 - 59
TOTAL FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS....	TOTAL DES OPERATIONS DE CHANGE.....	-	924 - 231	-	1,556 - 3,325
 <u>IV. UNMATURED DEBT TRANSACTIONS</u> (source + requirement -)	 <u>IV. OPERATIONS DE LA DETTE NON ECHUE</u> (provenance + besoin -)				
Marketable bonds.....	Obligations négociables.....	+	328 + 975	+	263 + 4,652
Canada savings bonds.....	Obligations d'épargne du Canada.....	-	683 - 543	-	5,531 - 2,506
Special non-marketable bonds issued to the Canada Pension Plan Investment Fund.....	Obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada.....	+	1 + 123	+	64 + 489
Treasury bills.....	Bons du Trésor.....	-	450 + 300	+	11,700 + 7,350
Notes and loans.....	Effets et prêts.....	-	215 -	-	222 - 7
Canada bills.....	Bons du Canada.....	+	37 + 214	-	17 + 59
		-	982 + 1,069	+	6,257 + 10,037
Less: Government's holdings of unmatured debt.....	Moins: Dette non échue détenue par le gouvernement.....	+	171 + 41	+	736 + 185
Unmatured debt transactions payable in foreign currencies.....	Opérations de la dette non échue à payer en devises étrangères.....	+	501 - 226	+	945 + 59
		+	672 - 185	+	1,681 + 244
TOTAL UNMATURED DEBT TRANSACTIONS PAYABLE IN CANADIAN DOLLARS.....	TOTAL DES OPERATIONS DE LA DETTE NON ECHUE A PAYER EN DOLLARS CANADIENS.....	-	310 + 884	+	7,938 + 10,281

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE II - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS - Concluded

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU II - ETAT DETAILLE DES OPERATIONS - Fin

(in millions of dollars - en millions de dollars)

		1989 at July 31 au 31 juillet	1988 at July 31 au 31 juillet
V. CASH BALANCE AT END OF PERIOD	V. CAISSE EN FIN DE PERIODE		
In Canadian dollars.....	En dollars canadiens.....	1,466	3,588
In foreign currencies.....	En devises etrangeres.....	203	222
TOTAL CASH BALANCE.....	TOTAL DE LA CAISSE.....	1,669	3,810
VI. UNMATURED DEBT BALANCE	VI. SOLDE DE LA DETTE NON ECHUE		
Payable in Canadian dollars -	A payer en dollars canadiens -		
Marketable bonds.....	Obligations negociables.....	116,773	108,674
Canada savings bonds.....	Obligations d'epargne du Canada.....	42,225	50,819
Special non-marketable bonds issued to the Canada Pension Plan	Obligations speciales non negociables detenues par le Fonds de placement du regime de pensions du Canada.....	3,070	2,981
Investment Fund.....	Bons du Tresor.....	114,400	88,400
Treasury bills.....		276,468	250,874
Less:	Moins:		
Government's holdings of unmatured debt.....	Dette non echue detenue par le gouvernement.....	3,492	3,557
		272,976	247,317
Payable in foreign currencies -	A payer en devises etrangeres -		
Marketable bonds.....	Obligations negociables.....	4,612	6,200
Notes and loans.....	Effets et prets.....	1,689	3,919
Canada bills.....	Bons du Canada.....	1,113	1,104
		7,414	11,223
Less:	Moins:		
Government's holdings of unmatured debt.....	Dette non echue detenue par le gouvernement.....	39	...
		7,375	11,223
TOTAL UNMATURED DEBT.....	TOTAL DE LA DETTE NON ECHUE.....	280,351	258,540

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT

GOVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		MONTH OF JULY - MOIS DE JUILLET		YEAR TO DATE - A CE JOUR	
		1989	1988	1989-90	1988-89
Agriculture -	Agriculture -				
Department -	Ministère -				
Management and Administration.....	Gestion et administration.....	5,203	4,632	19,719	17,229
Agri-Food -	Secteur agro-alimentaire -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	43,973	39,603	175,973	146,261
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	3,035	2,328	5,906	5,206
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	49,469	34,254	103,691	83,488
Payments to producers	Paielements aux producteurs en vertu de				
under the Agricultural	la Loi sur la stabilisation des prix				
Stabilization Act.....	agricoles.....	7,076	14,267	20,944	55,681
Contributions to the provinces	Contributions aux provinces en vertu				
under the Crop Insurance Act.....	de la Loi sur l'assurance-récolte....	256	76	402	87
Loan guarantees under the	Prêts garantis en vertu de la Loi sur				
Farm Improvement and	les prêts destinés aux améliorations				
Marketing Cooperative	agricoles et à la commercialisation				
Loans Act.....	selon la formule coopérative.....	537	579	2,553	1,150
Interest payments and guarantees	Paielements d'intérêts et garanties en				
under the Advance Payments for	vertu de la Loi sur le paiement				
Crops Act.....	anticipé des récoltes.....	446	364	2,397	1,831
Grants to agencies established	Subventions aux offices établis				
under the Farm Products	conformément à la Loi sur les				
Marketing Agencies	offices de commercialisation				
Act.....	des produits de ferme.....	...	...	...	...
Racetrack Supervision	Fonds renouvelable de la surveillance				
Revolving Fund.....	des hippodromes.....	1,864	105	49	589
Grains and Oilseeds -	Céréales et oléagineux -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	1,460	697	4,385	60,611
Canadian Grain Commission -	Commission canadienne des grains -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	3,686	3,119	13,900	12,116
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	338,610	267,001	562,889	267,001
Payments in connection with the	Paielements relatifs à la Loi sur les				
Prairie Grain Advance Payments	paielements anticipés pour le grain				
Act.....	des Prairies.....	850	1,195	3,124	4,452
Payments in connection with the	Paielements relatifs à la Loi de				
Western Grain Stabilization	stabilisation concernant				
Act.....	le grain de l'Ouest.....	...	...	...	...
Write-off of advances to the credit	Radiation d'avances portées au crédit				
of the Stabilization Account.....	du Compte de stabilisation.....	...	750,000	...	750,000
		456,465	1,118,010	915,834	1,404,524
Canadian Dairy Commission.....	Commission canadienne du lait.....	127	344	1,149	1,197
Canadian Livestock Feed Board -	Office canadien des provendes -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	123	97	478	381
Contributions.....	Contributions.....	1,894	1,404	4,519	4,002
		2,017	1,501	4,997	4,383
		458,609	1,119,855	921,980	1,410,104
Atlantic Canada Opportunities	Agence de promotion économique du				
Agency -	Canada atlantique -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	2,709	2,524	9,084	5,459
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	7,445	3,163	15,703	8,199
Liabilities in Atlantic	Obligations contractées dans la				
Canada under the Small	région de l'Atlantique en vertu				
Businesses Loans	de la Loi sur les prêts aux petites				
Act.....	entreprises.....	93	67	918	394
Loan insurance payments.....	Paielements d'assurance-prêts.....	...	...	...	...
		10,247	5,754	25,705	14,052
Enterprise Cape Breton Corporation....	Société d'expansion du Cap-Breton.....	...	...	...	...
		10,247	5,754	25,705	14,052

(1)

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

	MONTH OF JULY - MOIS DE JUILLET		YEAR TO DATE - A CE JOUR	
	1989	1988	1989-90	1988-89
Communications -				
Department -				
Operating expenditures.....	11,588	10,660	45,632	40,191
Capital expenditures.....	520	281	1,390	948
Grants and contributions.....	5,394	8,857	14,448	18,783
Payments to the Canada Post Corporation.....	9,182	4,591	22,955	18,364
Government Telecommunications Agency Revolving Fund.....	7,261	1,150	19,010	7,945
	33,945	23,239	103,435	86,231
Canada Council.....	5,962	...	50,692	49,705
Canadian Broadcasting Corporation -				
Payments for operating expenditures.....	70,667	52,152	336,839	319,805
Payments for working capital.....	333	322	1,669	1,654
Payments for capital expenditures...	3,000	7,526	39,492	35,775
	74,000	60,000	378,000	357,234
Canadian Film Development Corporation.....	14,782	9,468	44,495	30,994
Canadian Radio-television and Telecommunications Commission.....	2,377	2,088	9,151	8,049
National Archives of Canada.....	4,323	3,224	16,774	13,612
National Arts Centre Corporation.....	1,600	1,000	7,336	7,500
National Film Board -				
National Film Board Revolving Fund - Operating loss.....	20,526	5,850	26,621	15,386
National Film Board Revolving Fund.....	14,776	1,300	4,153	478
	5,750	4,550	22,468	15,864
National Library.....	2,667	2,397	9,482	8,370
National Museums of Canada -				
Operating expenditures.....	6,238	4,571	22,547	18,613
Capital expenditures.....	2,001	550	3,586	1,663
	8,239	5,121	26,133	20,276
	153,645	111,087	667,966	597,835
Consumer and Corporate Affairs -				
Department -				
Operating expenditures.....	10,721	9,277	43,526	37,757
Capital expenditures.....	592	276	812	317
Payments to the provinces for the purpose of research and development relating to medicine.....	...	...	...	...
	11,313	9,553	44,338	38,074
Competition Tribunal.....	84	75	293	213
Copyright Board.....	16	...	45	...
Hazardous Material Information Review Commission.....	66	40	198	123
Patented Medicine Prices Review Board.....	98	68	500	164
Standards Council of Canada.....	907	923	2,101	2,159
	12,484	10,659	47,475	40,733

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		MONTH OF JULY - MOIS DE JUILLET		YEAR TO DATE - A CE JOUR	
		1989	1988	1989-90	1988-89
Employment and Immigration -	Emploi et Immigration -				
Department/Commission -	Ministère/Commission -				
Corporate and Special Services.....	Services généraux et spéciaux.....	- 435	- 5,873	- 11,042	- 20,761
Employment and Insurance -	Emploi et assurance -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	12,973	2,599	43,031	5,062
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	89,233	99,679	328,558	347,216
Government's contribution to the	Contribution de l'Etat au compte				
Unemployment Insurance Account.....	d'assurance-chômage.....	142,904	187,755	944,508	938,249
Government's contribution in respect	Contributions de l'Etat au titre des				
of Fishermen's Benefits.....	prestations versées aux pêcheurs.....	3,112	5,225	76,312	75,447
Immigration -	Immigration -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	14,127	8,447	50,018	34,002
Contributions.....	Contributions.....	6,314	5,378	19,664	13,729
		268,228	298,012	1,451,049	1,382,820
Advisory Council on the Status	Conseil consultatif sur la situation de				
of Women.....	la femme.....	239	238	816	830
Immigration and Refugee	Commission de l'immigration et du				
Board of Canada.....	statut de réfugié du Canada.....	3,575	918	11,893	3,476
Status of Women - Office of	Condition féminine - Bureau de				
the Co-ordinator.....	la coordonnatrice.....	268	262	1,052	783
		272,310	299,430	1,464,810	1,387,909
Energy, Mines and Resources -	Energie, Mines et Ressources -				
Department -	Ministère -				
Administration.....	Administration.....	3,847	5,260	13,327	14,400
Energy -	Energie -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	6,818	6,714	22,179	21,260
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	- 392	1,324	3,211	2,192
Payments to Interprovincial	Paiements à l'Interprovincial				
Pipe Line Limited.....	Pipe Line Limited.....	...	...	...	628
Canada/Nova Scotia Development	Fonds de développement Canada/Nouvelle-				
Fund.....	Ecosse.....	...	2	...	7
Canada/Newfoundland Development	Fonds de développement				
Fund.....	Canada/Terre-Neuve.....	...	4,708	4,819	4,708
Canada/Newfoundland Offshore	L'Office Canada/Terre-Neuve des				
Petroleum Board.....	hydrocarbures.....	173	240	854	841
Nova Scotia Drilling Assistance	Fonds d'aide destinés au forage				
Fund.....	Nouvelle-Ecosse.....	...	...	...	...
Petroleum Compensation.....	Indemnisation pétrolière.....	2	...	10	1,406
Canadian Exploration and	Programme canadien d'encouragement à				
Development Incentive Program.....	l'exploration et à la mise en valeur..	- 33	2,281	...	2,441
Offshore Oil and Gas Resource	Fonds des recettes provenant des				
Revenue Fund	ressources pétrolières et gazières				
(Nova Scotia).....	(Nouvelle-Ecosse).....	...	...	...	...
Minerals and Earth Sciences -	Minéraux et sciences de la Terre -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	20,747	19,256	75,801	66,156
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	1,514	907	3,130	2,478
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	276	811	8,634	13,642
		32,952	41,503	131,965	127,347
Atomic Energy Control	Commission de contrôle de l'énergie				
Board.....	atomique.....	1,853	1,803	6,495	6,071
Atomic Energy of Canada Limited.....	Energie atomique du Canada, Limitée.....	15,409	15,797	61,010	66,742
National Energy Board.....	Office national de l'énergie.....	1,668	1,598	6,975	6,572
Petro-Canada International Assistance	La Corporation Petro-Canada pour				
Corporation.....	l'assistance internationale.....	4,800	6,600	11,000	17,965
		56,682	67,301	217,445	224,697

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		MONTH OF JULY - MOIS DE JUILLET		YEAR TO DATE - A CE JOUR	
		1989	1988	1989-90	1988-89
Environment -	Environnement -				
Administration.....	Administration.....	3,808	3,811	13,825	13,674
Environmental Services -	Services de l'environnement -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	32,595	26,591	118,373	100,601
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	2,358	1,905	5,982	4,905
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	2,365	779	3,060	1,914
Parks -	Parcs -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	24,694	16,641	78,800	67,716
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	7,740	5,371	14,083	12,078
National Battlefields	Commission des champs de bataille				
Commission.....	nationaux.....	132	151	519	490
		73,692	55,249	234,642	201,378
External Affairs -	Affaires extérieures -				
Department -	Ministère -				
Canadian Interests Abroad -	Intérêts du Canada à l'étranger -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	56,965	36,193	173,367	126,661
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	6,622	3,120	11,441	4,230
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	12,891	11,742	25,948	31,212
Passport Revolving Fund.....	Fonds renouvelable des passeports.....	708	4,865	499	5,032
Payments under the Asia-Pacific	Paielements en vertu de la Loi sur la				
Foundation of Canada Act.....	Fondation Asie-Pacifique du Canada....	...	...	...	...
World Exhibitions.....	Expositions internationales.....	34	183	118	445
		75,804	46,373	210,375	157,516
Canadian Commercial Corporation.....	Corporation commerciale canadienne.....	684	684	2,345	2,250
Canadian Institute for International	Institut canadien pour la paix et la				
Peace and Security.....	sécurité mondiales.....	1,000	750	2,000	2,500
Canadian International Development	Agence canadienne de développement				
Agency -	international -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	5,452	7,166	24,984	25,515
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	210,010	215,805	450,918	436,220
Payments to International Financial	Paielements aux institutions financières				
Institutions.....	internationales.....	...	11,038	...	33,876
Payments under the International	Paielements en vertu de la Loi				
Centre for Human Rights	du centre international des droits				
and Democratic Development	de la personne et du développement				
Act.....	démocratique.....	...	...	...	...(1)
Payments under the Asia-Pacific	Paielements en vertu de la Loi sur la				
Foundation of Canada Act.....	Fondation Asie-Pacifique du Canada....	...	...	...	500
		215,462	234,009	475,902	496,111
Export Development Corporation.....	Société pour l'expansion des exportations	1,870	...	10,158	...
International Centre for Ocean	Centre international d'exploitation des				
Development.....	océans.....	1,300	500	2,100	1,400
International Development Research	Centre de recherches pour le				
Centre.....	développement international.....	9,050	9,517	36,175	38,067
International Joint Commission.....	Commission mixte internationale.....	320	225	1,682	914
		305,490	292,058	740,737	698,758
Finance -	Finances -				
Department -	Ministère -				
Financial and Economic Policies -	Politiques financières et économiques -				
Program expenditures.....	Dépenses du Programme.....	4,702	2,489	18,962	13,932
Payments to the International	Paielements à l'Association				
Development Association.....	internationale de développement.....	16,100	...	64,800	129,777
Payments to the International	Paielements au Fonds monétaire				
Monetary Fund.....	international.....	...	...	...	...(1)
Purchase of Domestic Coinage.....	Achat de la monnaie canadienne.....	9,678	4,306	28,782	16,293
Public Debt.....	Service de la dette publique.....	3,148,118	2,718,427	12,574,485	10,530,570
Fiscal Transfer Payments.....	Paielements de transfert fiscal.....	611,690	530,428	2,369,553	2,063,153
Special Program -	Programme spécial -				
Payments under the Financial	Paielements en vertu de la Loi sur				
Institutions Depositors	l'indemnité aux déposants de				
Compensation Act.....	certaines institutions financières....	...	...	...	2,618
Foreign Claims Fund.....	Caisse des réclamations étrangères.....	...	...	...	...
		3,790,288	3,255,650	15,056,582	12,756,343
Auditor General.....	Vérificateur général.....	4,139	3,285	15,084	13,050
Canadian International Trade	Tribunal canadien du commerce				
Tribunal.....	extérieur.....	589	445	2,132	1,839
Office of the Superintendent of	Bureau du surintendant des				
Financial Institutions.....	institutions financières.....	9,432	2,011	14,283	11,771
Privatization and	Privatisation et affaires				
Regulatory Affairs.....	réglementaires.....	476	604	1,749	1,900
		3,786,060	3,261,995	15,061,264	12,761,361

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		MONTH OF JULY - MOIS DE JUILLET		YEAR TO DATE - A CE JOUR	
		1989	1988	1989-90	1988-89
Fisheries and Oceans -	Pêches et Océans -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	37,348	35,115	145,432	123,299
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	5,692	1,727	9,468	3,428
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	1,028	366	2,407	1,905
Liabilities under the	Obligations contractées en vertu de				
Fisheries Improvement	la Loi sur les prêts aidant aux				
Loans Act.....	opérations de pêche.....	- 1	40	- 182	87
		44,067	37,248	157,125	128,719
Forestry-	Forêts -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	8,131	7,160	30,037	25,973
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	527	698	1,518	1,685
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	4,448	5,341	9,467	14,298
		13,106	13,199	41,022	41,956
Governor General.....	Gouverneur général.....	684	666	2,940	2,166
Indian Affairs and Northern	Affaires indiennes et Nord				
Development -	canadien -				
Department -	Ministère -				
Administration -	Administration -				
Program expenditures.....	Dépenses du Programme.....	3,024	2,786	12,040	10,281
Indian and Inuit Affairs -	Affaires indiennes et inuit -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	16,277	21,807	63,445	66,942
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	235	197	333	263
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	145,052	132,863	654,130	574,427
Liabilities in respect of loan	Obligations relatives aux garanties de				
guarantees made to Indians for	prêts accordés aux Indiens pour le				
Housing and Economic	logement et le développement				
Development.....	économique.....	97	94	169	129
Grant under the Western	Subvention en vertu de la Loi sur le				
Arctic (Inuvialuit)	règlement des revendications des				
Claims Settlement	Inuvialuit de la région ouest				
Act.....	de l'Arctique.....	...	...	...	...
Northern Affairs -	Affaires du Nord -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	10,119	5,083	19,998	14,211
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	263	103	368	231
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	676	399	3,895	2,468
Transfer Payments to the Territorial	Transfert aux gouvernements				
Governments -	territoriaux -				
Payments to Yukon Territory.....	Palements au Yukon.....	19,000	34,000	102,000	92,000
Payments to Northwest Territories...	Palements aux Territoires du Nord-Ouest	60,000	110,000	317,000	320,000
Northern Canada Power Commission -	Commission d'énergie du Nord canadien -				
Write-off from the accounts of	Radiation des comptes du Canada				
Canada of certain debts.....	de certaines dettes.....	...	...	...	...
		254,743	307,332	1,173,378	1,080,952

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

	MONTH OF JULY - MOIS DE JUILLET		YEAR TO DATE - A CE JOUR	
	1989	1988	1989-90	1988-89
Industry, Science and Technology - Department -				
Operating expenditures.....	13,596	12,158	49,403	48,046
Payments to Canadian Patents and Development Limited.....	268	567	599	756
Grants and contributions.....	25,501	23,130	70,589	96,447
Liabilities under the Small Businesses Loans Act.....	2,000	1,031	7,149	6,031
Insurance payments under the Enterprise Development Program and guarantees under the Industrial and Regional Development Program.....	...	4	2,692	4
	41,365	36,890	130,432	151,284
Regional and Native Economic Development -				
Operating expenditures.....	2,156	1,104	7,545	3,896
Grants and Contributions.....	15,483	7,397	24,186	32,833
	17,639	8,501	31,731	36,729
Cape Breton Development Corporation...	5,000	2,150	13,000	19,800
Federal Business Development Bank.....	1,200	2,400	17,350	33,200
Investment Canada.....	836	554	2,764	2,294
	7,036	5,104	33,114	55,294
Ministry of State (Science and Technology) -				
Operating expenditures.....	120	1,275	547	3,998
Grants and contributions.....	...	479	...	1,402
	120	1,754	547	5,400
National Research Council of Canada -				
Operating expenditures.....	20,983	17,405	76,154	63,957
Capital expenditures.....	5,366	4,983	11,073	8,821
Grants and contributions.....	7,253	9,545	25,442	24,195
	33,602	31,933	112,669	96,973
Natural Sciences and Engineering Research Council -				
Operating expenditures.....	1,212	814	3,812	2,923
Grants.....	905	1,038	89,224	82,433
	2,117	1,852	93,036	85,356
Science Council of Canada.....	311	288	979	816
Statistics Canada.....	20,182	17,758	81,704	70,201
Canada Post Corporation.....	32,416	16,292	81,044	65,164
	154,788	120,372	565,256	567,217

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

MONTH OF JULY - MOIS DE JUILLET
1989 1988
YEAR TO DATE - A CE JOUR
1989-90 1988-89

Justice - Department -	Justice - Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	9,683	8,091	36,602	31,128
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	4,949	32,307	39,003	50,403
		14,632	40,398	75,605	81,531
Canadian Human Rights Commission.....	Commission canadienne des droits de la personne.....	979	865	3,861	3,045
Commissioner for Federal Judicial Affairs -	Commissaire à la magistrature fédérale -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	463	252	1,559	1,024
Judges' salaries, allowances and annuities.....	Traitements, indemnités et pensions des juges.....	11,642	10,353	46,375	43,007
		12,105	10,605	47,934	44,032
Federal Court of Canada.....	Cour fédérale du Canada.....	1,059	872	4,189	3,397
Law Reform Commission of Canada.....	Commission de réforme du droit du Canada.....	371	355	1,452	1,330
Offices of the Information and Privacy Commissioners of Canada.....	Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada.....	479	401	1,683	1,363
Supreme Court of Canada.....	Cour suprême du Canada.....	756	686	2,811	2,338
Tax Court of Canada.....	Cour canadienne de l'impôt.....	423	263	1,530	991
		30,804	54,445	139,065	138,026
Labour - Department -	Travail - Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	4,439	3,855	17,826	15,479
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	630	1,224	2,896	2,986
Payments of compensation respecting government employees and merchant seamen.....	Palements d'indemnités à des employés de l'Etat et à des marins marchands.....	6,934	3,142	10,470	11,793
Labour Adjustment Benefits payments.....	Prestations d'adaptation pour les travailleurs.....	9,479	8,638	40,594	39,399
		21,482	16,859	71,786	69,657
Canada Labour Relations Board.....	Conseil canadien des relations du travail	630	365	2,541	1,852
Canadian Centre for Occupational Health and Safety.....	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail.....	753	551	2,376	2,199
		22,865	17,775	76,703	73,708
National Defence - Department -	Défense nationale - Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	683,689	585,407	2,161,654	1,936,053
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	131,406	144,647	428,210	416,597
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	2,847	976	6,386	24,799
Military pensions.....	Pensions militaires.....	78,635	51,453	238,412	200,318
		896,577	782,483	2,834,662	2,577,767
Emergency Preparedness Canada -	Protection civile Canada -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	60	...	240	... (2)
Grants and Contributions.....	Subventions et contributions.....	60	...	240	... (2)
		896,637	782,483	2,834,902	2,577,767

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

		(in thousands of dollars - en milliers de dollars)			
		MONTH OF JULY - MOIS DE JUILLET		YEAR TO DATE - A CE JOUR	
		1989	1988	1989-90	1988-89
National Health and Welfare - Department -	Santé nationale et Bien-être social - Ministère -				
Departmental Administration.....	Administration centrale.....	6,550	5,767	23,166	20,249
Health Services and Promotion -	Services et promotion de la santé -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	447	2,178	7,845	6,331
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	2,349	913	16,399	13,119
Payments for insured health services and extended health care services.....	Versements à l'égard des services de santé assurés et des services complémentaires de santé.....	594,142	577,471	2,365,212	2,356,597
Social Services -	Services sociaux -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	1,660	1,095	6,047	3,855
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	7,787	3,545	34,696	11,964
Canada Assistance Plan Payments.....	Versements en vertu du Régime d'assistance publique du Canada.....	371,934	284,784	1,608,918	1,514,637
Medical Services -	Services médicaux -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	39,281	28,561	141,706	113,591
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	410	323	786	769
Health Protection -	Protection de la santé -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	14,590	12,151	47,346	35,830
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	406	29	560	359
Grants and Contributions.....	Subventions et contributions.....	46	...	391	...
Income Security -	Sécurité du revenu -				
Program expenditures.....	Dépenses du Programme.....	9,778	7,355	29,275	30,801
Family Allowance payments.....	Versements d'allocations familiales....	220,100	195,142	878,091	865,465
Old Age Security, Guaranteed Income Supplement and Spouse's Allowance payments.....	Versements de sécurité de la vieillesse, du supplément de revenu garanti et d'allocations au conjoint..	1,332,539	1,253,327	5,227,125	4,949,051
Fitness and Amateur Sport -	Condition physique et sport amateur -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	860	671	2,737	2,238
Contributions.....	Contributions.....	9,374	7,635	26,057	28,061
XV Olympic Winter Games.....	XVe Jeux Olympiques d'hiver.....	...	44	...	1,394
		2,611,359	2,380,991	10,416,357	9,954,311
Medical Research Council -	Conseil de recherches médicales -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	339	445	1,199	1,298
Grants.....	Subventions.....	19,617	19,014	65,341	60,817
		19,956	19,459	66,540	62,115
		2,631,315	2,400,450	10,482,897	10,016,426
National Revenue -	Revenu national -				
Customs and Excise -	Douanes et Accise -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	44,475	35,939	163,812	135,253
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	298	314	857	1,527
		44,773	36,253	164,669	136,780
Taxation -	Impôt -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	88,515	68,701	332,046	275,074
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	1,882	242	3,308	920
		90,397	68,943	335,354	275,994
		135,170	105,196	500,023	412,774
Parliament -	Parlement -				
Senate.....	Sénat.....	2,529	2,456	10,062	9,550
House of Commons.....	Chambre des communes.....	14,267	14,896	53,398	53,173
Library of Parliament.....	Bibliothèque du Parlement.....	1,182	980	4,227	3,658
		17,978	18,332	67,687	66,381

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

MONTH OF JULY - MOIS DE JUILLET
1989 1988
YEAR TO DATE - A CE JOUR
1989-90 1988-89

Privy Council -	Conseil privé -				
Department.....	Ministère.....	4,083	2,687	14,000	11,023
Canadian Intergovernmental Conference	Secrétariat des Conférences				
Secretariat.....	intergouvernementales canadiennes.....	142	200	633	620
Chief Electoral Officer.....	Directeur général des élections.....	1,020	1,214	16,790	5,014
Commissioner of Official Languages....	Commissaire aux langues officielles.....	914	814	3,606	2,939
Economic Council of Canada.....	Conseil économique du Canada.....	826	717	2,852	2,542
Northern Pipeline Agency.....	Administration du pipe-line du Nord.....	11	8	34	47
Public Service Staff Relations	Commission des relations de travail dans				
Board.....	la Fonction publique.....	806	680	2,826	2,569
Security Intelligence Review	Comité de surveillance des activités de				
Committee.....	renseignement de sécurité.....	142	107	399	352
		7,944	6,427	41,140	25,106
Public Works -	Travaux publics -				
Department -	Ministère -				
Services -	Services -				
Public Works Revolving	Fonds renouvelable des Travaux				
Fund - Operating loss.....	publics - Déficit de fonctionnement...	157	322	122	34
Public Works Revolving Fund.....	Fonds renouvelable des Travaux publics.	48,772	70,404	160,693	148,726
Real Property -	Biens immobiliers -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	54,291	44,309	173,748	160,024
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	6,241	7,022	10,415	10,262
Grants to municipalities and other	Subventions aux municipalités et				
taxing authorities.....	autres autorités taxatrices.....	14,724	34,201	123,794	144,241
Crown Corporations -	Sociétés d'Etat -				
Payments to Canada Museums	Paielements à la Société de construction				
Construction Corporation Inc.....	des musées du Canada Inc.....	2,000	15,000	17,200	34,253
Payments to Canada Lands Company	Paielements à la Société immobilière du				
(Le Vieux-Port de Montréal)	Canada (Le Vieux-Port de Montréal)				
Limited.....	Limitée.....	...	1,897	930	4,497
Payments to Canada Lands Company	Paielements à la Société immobilière du				
(Mirabel) Limited.....	Canada (Mirabel) Limitée.....	...	...	...	1,898
		125,871	173,155	486,902	503,935
Canada Mortgage and Housing	Société canadienne d'hypothèques et de				
Corporation -	logements -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	72,906	98,763	356,177	361,782
Urban Renewal Contributions.....	Contributions pour la rénovation urbaine	...	...	...	...
		72,906	98,763	356,177	361,782
National Capital Commission -	Commission de la Capitale nationale -				
Payment for operating	Paielement pour les dépenses				
expenditures.....	de fonctionnement.....	5,100	3,500	14,200	15,300
Payment for capital expenditures.....	Paielement pour les dépenses en capital...	1,900	2,400	6,800	7,500
Payment for grants and	Paielement pour les subventions				
contributions.....	et contributions.....	1,000	500	6,000	3,400
		8,000	6,400	27,000	26,200
		206,777	278,318	870,079	891,917
Secretary of State -	Secrétariat d'Etat -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	14,233	13,103	54,119	47,058
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	18,644	5,703	52,787	45,914
Post-Secondary Education payments	Paielements pour l'enseignement				
to provinces.....	postsecondaire faits aux provinces....	198,090	184,698	792,362	792,180
Payments under the Canada	Paielements en vertu de la Loi canadienne				
Student Loans Act.....	sur les prêts aux étudiants.....	16,243	13,026	97,374	80,839
		247,210	216,530	996,642	965,991
Canadian Centre for Management	Centre canadien de				
Development.....	gestion.....	414	...	1,304	...
Multiculturalism and Citizenship -	Multiculturalisme et Citoyenneté -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	15,017	960	48,387	3,271
Grants and Contributions.....	Subventions et contributions.....	677	804	4,432	3,805
Public Service Commission -	Commission de la Fonction publique -				
Program expenditures.....	Dépenses du Programme.....	9,856	9,100	38,598	34,652
Staff Development and Training	Fonds renouvelable du perfectionnement				
Revolving Fund.....	et de la formation du personnel.....	640	194	1,107	857
		26,604	10,670	93,828	42,585
Social Sciences and Humanities	Conseil de recherches en				
Research Council -	sciences humaines -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	460	443	1,725	1,640
Grants.....	Subventions.....	7,048	5,341	23,262	18,618
		7,508	5,784	24,987	20,258
		281,322	232,984	1,115,457	1,028,834

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		MONTH OF JULY - MOIS DE JUILLET		YEAR TO DATE - A CE JOUR	
		1989	1988	1989-90	1988-89
Solicitor General -	Solliciteur général -				
Department.....	Ministère.....	1,896	1,767	7,290	6,358
Canadian Security Intelligence	Service canadien du renseignement				
Service.....	de sécurité.....	10,797	10,181	42,242	41,562
Correctional Service -	Service correctionnel -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	59,224	49,558	220,949	185,840
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	1,777	1,086	2,523	2,027
		61,001	50,644	223,472	187,867
National Parole	Commission nationale des libérations				
Board.....	conditionnelles.....	1,664	1,222	6,329	5,208
Royal Canadian Mounted Police -	Gendarmerie royale du Canada -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	77,491	56,973	244,956	225,503
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	1,900	4,488	11,033	17,667
Pensions and other employee	Pensions et autres prestations des				
benefits - Members of the Force....	employés - Membres de la GRC.....	9,842	5,167	38,360	39,389
		89,233	66,628	294,349	282,559
Royal Canadian Mounted Police	Comité externe d'examen de la				
External Review Committee.....	Gendarmerie royale du Canada.....	65	32	251	120
Royal Canadian Mounted Police Public	Commission des plaintes du public contre				
Complaints Commission.....	la Gendarmerie royale du Canada.....	132	29	381	165
		164,788	130,503	574,314	523,839
Supply and Services -	Approvisionnement et Services -				
Department -	Ministère -				
Program expenditures.....	Dépenses du Programme.....	35,188	32,815	104,258	101,147
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	- 16	...	63	...
Reciprocal Taxation.....	Imposition réciproque.....	24,581	22,530	96,611	85,988
Supply Revolving	Fonds renouvelable des				
Fund.....	approvisionnements.....	- 4,408	- 13,678	43,011	27,959
Defence Production Revolving	Fonds renouvelable de la production				
Fund.....	de défense.....	4	3,944	...	2,342
		55,349	45,611	243,943	217,436

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

MONTH OF JULY - MOIS DE JUILLET YEAR TO DATE - A CE JOUR
1989 1988 1989-90 1988-89

Transport - Department -	Transports - Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	54,867	31,430	229,834	173,233
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	41,362	6,123	81,842	47,049
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	14,380	26,650	31,050	58,370
Payments to the Canada Ports Corporation for the Inter - Port Loan Program.....	Palements à la Société canadienne des ports pour un programme de prêts interportuaires.....	...	...	24,750	...(2)
Payment to the Canarctic Shipping Company, Limited.....	Palement à la Compagnie de navigation Canarctic Limitée.....	...	...	4,405	4,355
Payment to the Jacques Cartier and Champlain Bridges Inc.....	Palement à la Société Les ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée.....	825	...	1,122	367
Payments to Marine Atlantic Inc.....	Palements à Marine Atlantique S.C.C.....	8,025	5,990	41,416	43,316
Payments to VIA Rail Canada Inc.....	Palements à VIA Rail Canada Inc.....	41,092	25,836	90,565	45,681
Payment to the St. Lawrence Seaway Authority.....	Palement à l'administration de la voie maritime du Saint-Laurent.....	128	1,124	3,900	3,333
Payments to the CN Railway for benefits provided to employees.....	Palements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada pour les avantages accordés à ses employés.....	...	13	...	27
Self-Supporting Airports and Associated Ground Services Revolving Fund.....	Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes.....	10,308	12,645	58,623	49,027
Termination of tolls - Victoria Bridge.....	Abolition des péages sur le pont Victoria.....	...	...	349	273
Payments to Pilotage Authorities.....	Palements aux Administrations de pilotage.....	...	...	...	...
Payment to the Canada Ports Corporation.....	Palement à la Société canadienne des ports.....	...	190	...	190
Canadian Aviation Safety Board.....	Bureau canadien de la sécurité aérienne..	170,987	97,755	450,610	327,167
Civil Aviation Tribunal.....	Tribunal de l'aviation civile.....	1,207	1,262	4,583	4,234
Grain Transportation Agency Administrator -	Administrateur de l'Office du transport du grain -	40	48	170	130
National Transportation Agency -	Office national des transports -	262	1,589	881	2,545
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	2,735	3,415	10,881	12,852
Contributions.....	Contributions.....	1,098	1,112	3,811	6,461
Payments under the Western Grain Transportation Act.....	Palements en vertu de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest.....	360	73,088	227,753	408,657
Payments under the Railway Act.....	Palements en vertu de la Loi sur les chemins de fer.....	507	2,080	2,587	16,793
Payments under the National Transportation Act.....	Palements en vertu de la Loi nationale sur les transports.....	2,652	...	5,402	...
Payments under the Atlantic Region Freight Assistance Act.....	Palements en vertu de la Loi sur les subventions au transport des marchan- disés dans la région Atlantique.....	8,449	6,566	28,103	27,161
		16,063	87,850	279,418	474,469
		188,297	186,915	734,781	806,000
Treasury Board - Secretariat -	Conseil du Trésor - Secrétariat -				
Central Administration of the Public Service.....	Administration centrale de la Fonction publique.....	4,817	5,361	17,438	16,906
Government Contingencies and Centrally Financed Programs.....	Programme des éventualités du gouvernement et programmes financés par l'administration centrale.....	...	...	...	...
Employer Contributions to Insurance Plans.....	Contributions de l'employeur aux régimes d'assurance.....	12,820	18,778	70,371	55,654
Temporary Assignments.....	Affectations temporaires.....	206	207	775	941
		17,843	24,346	88,584	73,501
Comptroller General.....	Contrôleur général.....	941	1,379	3,565	3,938
		18,784	25,725	92,149	77,439

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Concluded

GOVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Fin

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		MONTH OF JULY - MOIS DE JUILLET		YEAR TO DATE - A CE JOUR	
		1989	1988	1989-90	1988-89
Veterans Affairs -	Affaires des anciens combattants -				
Veterans Affairs -	Affaires des anciens combattants -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	30,401	28,506	111,053	98,368
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	102,139	101,828	405,021	403,761
Canadian Pension Commission.....	Commission canadienne des pensions.....	366	304	1,311	1,256
Bureau of Pensions	Bureau de services juridiques				
Advocates.....	des pensions.....	554	440	2,308	1,833
Veterans Appeal Board.....	Tribunal d'appel des anciens combattants	186	227	803	862
		133,646	131,305	520,496	506,080
Western Economic Diversification -	Diversification de l'économie de l'Ouest -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	1,691	1,009	6,791	2,387
Grants and Contributions.....	Subventions et contributions.....	4,795	3,784	11,146	7,040
Liabilities under the Small	Obligations contractées en vertu de la				
Business Loans	Loi sur les prêts aux petites				
Act.....	entreprises.....	895	890	3,452	3,492
		7,381	5,683	21,389	12,919
Expenditure by department on behalf of	Dépenses des ministères pour le compte				
other departments.....	d'autres ministères.....	9,989 -	4,305	14,424 -	17,537
Provision for valuation.....	Provision pour évaluation.....	...	...	...	...
Consolidation of specified purpose	Consolidation de comptes à fins				
accounts (net of internal	déterminées (déduction faite des				
transactions) -	opérations internes) -				
Unemployment Insurance Account.....	Compte d'assurance-chômage.....	671,234	579,544	2,970,858	2,728,420
Western Grain Stabilization	Compte de stabilisation concernant				
Account.....	le grain de l'Ouest.....	288 -	749,948	1,227 -	56,426
Agricultural Commodities	Comptes de stabilisation concernant				
Stabilization Accounts.....	des produits agricoles.....	- 3,299 -	15,805	108,853	14,387
Crop Reinsurance Fund.....	Fonds de réassurance-récolte.....	...	...	...	...
Other.....	Autres.....	139	11	139	14
		668,362 -	186,198	3,081,077	2,686,395
Other internal transactions.....	Autres opérations internes.....	- 11,016 -	5,181	- 28,747 -	10,678
TOTAL EXPENDITURE.....	TOTAL DES DEPENSES.....	11,062,999	9,928,673	42,703,524	39,190,669

(1) The program was established after April 1988.
(2) The program was established in fiscal year 1989-90.

(1) Le programme a été établi après avril 1988.
(2) Le programme a été établi dans l'exercice 1989-90.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA

1. Significant Accounting Policies

The accounting policies of the Government of Canada are based on concepts embodied in the Constitution Acts, and in the Financial Administration Act and other legislation.

i. Government of Canada as an accounting entity

For purposes of maintaining the accounts of Canada and preparing the monthly Statements of Financial Operations, the Government of Canada is defined as all the departments named in Schedule I of the Financial Administration Act; any division or branch of the Public Service, including a commission appointed under the Inquiries Act, designated by the Governor in Council as a department for purposes of the Financial Administration Act; the staffs of the Senate, the House of Commons, and the Library of Parliament; and, any corporation named in Schedule II of the Financial Administration Act.

In accordance with the above definition, the corporations listed in Parts I and II of Schedule III of the Financial Administration Act, and those Crown corporations that are not subject to Divisions I to IV of Part X of the Financial Administration Act, are excluded from the Government of Canada as an accounting entity; therefore, their financial statements are not consolidated with those of the Government. However, the borrowings of those corporations which are agents of the Crown are recorded as a liability of the Government net of borrowings expected to be repaid directly by these corporations.

In addition, certain accounts and funds have financial statements which are not consolidated with those of the Government. These accounts and funds include the Canada Pension Plan Account, superannuation accounts and other specified purpose accounts.

ii. Classification of financial transactions

The financial transactions of the Government, as recorded in the accounts of Canada and reported in the monthly Statements of Financial Operations, are classified into budgetary, non-budgetary, foreign exchange and unmatured debt transactions.

In general terms, budgetary transactions enter into the calculation of the monthly and annual deficit or surplus and are reported, after elimination of transactions internal to the Government, on the Summary and Detailed Statements of Transactions. All other transactions lead to the acquisition or disposal of financial claims (assets) or to the creation or discharge of financial obligations (liabilities).

For purposes of reporting, the classification in force at the beginning of the year is used and amounts for the previous year are reclassified to conform to the current year's accounting policies and presentation.

iii. Budgetary transactions

REVENUE

Revenue consists of all tax and non-tax receipts which affect the monthly and annual deficit or surplus of the Government.

Revenue is reported after deducting refunds paid, and excludes amounts receivable, taxes collected on behalf of provinces and territories, and amounts credited to the Canada Pension Plan Account, superannuation accounts, other specified purpose accounts, and other liability accounts.

The Government generally reports revenue in the year in which it is received. Refunds of revenue are allocated to the year in which the obligation for refund, as determined by the completion of manual assessment, and commencement of the mechanical processing cycle, occurs.

On the Summary and Detailed Statements of Transactions the revenue reported excludes revenue from outside parties credited to appropriations.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU GOUVERNEMENT DU CANADA

1. Conventions comptables importantes

Les conventions comptables du gouvernement du Canada sont fondées sur des notions contenues dans les Lois constitutionnelles, et dans la Loi sur la gestion des finances publiques et autres textes législatifs.

i. Entité comptable du gouvernement du Canada

Afin de tenir les comptes du Canada et de préparer les états mensuels des opérations financières, le gouvernement du Canada se définit comme l'ensemble des ministères mentionnés à l'annexe I de la Loi sur la gestion des finances publiques; toute division ou direction de la Fonction publique, y compris toute commission nommée conformément à la Loi sur les enquêtes et désignée par le gouverneur en conseil comme ministère aux fins de la Loi sur la gestion des finances publiques; les employés du Sénat, de la Chambre des communes et de la Bibliothèque du Parlement; ainsi que toute société mentionnée à l'annexe II de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Conformément à la définition susmentionnée, les sociétés énumérées aux parties I et II de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques, et les sociétés de la Couronne qui ne sont pas sujettes aux sections I à IV de la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques, ne font pas partie de l'entité comptable du gouvernement du Canada; ainsi, leurs états financiers ne sont pas consolidés avec ceux du gouvernement. Cependant, les emprunts des sociétés mandataires de la Couronne sont inscrits comme élément de passif du gouvernement après avoir déduit les emprunts à être probablement remboursés directement par ces sociétés.

En outre, certains comptes et fonds possèdent leurs propres états financiers qui ne sont pas consolidés avec ceux du gouvernement. Ces comptes et fonds comprennent le Compte du régime de pensions du Canada, les comptes de pension de retraite et les autres comptes à fins déterminées.

ii. Catégories d'opérations financières

Les opérations financières du gouvernement, enregistrées dans les comptes du Canada et présentées dans les états mensuels des opérations financières, sont réparties en opérations budgétaires, non budgétaires, de change et de la dette non échue.

En somme, les opérations budgétaires entrent dans le calcul du déficit ou de l'excédent mensuel et annuel et sont inscrites aux états sommaire et détaillé des opérations après l'élimination des opérations internes du gouvernement. Toutes les autres opérations mènent soit à l'acquisition ou au règlement de créances (actif), soit à la création ou au règlement de dettes (passif).

Aux fins de compte rendu, la classification en vigueur au début de l'exercice est utilisée. Les montants de l'exercice précédent sont reclassifiés pour être conformes aux conventions comptables et à la présentation de l'exercice en cours.

iii. Opérations budgétaires

RECETTES

Les recettes comprennent toutes les recettes fiscales et non fiscales qui agissent sur le déficit ou l'excédent mensuel et annuel du gouvernement.

Les recettes sont comptabilisées après déduction des remboursements versés, et ne comprennent ni les sommes à recevoir, ni les impôts prélevés au nom des provinces et territoires, ni les montants crédités au Compte du régime de pensions du Canada, aux comptes de pension de retraite, aux autres comptes à fins déterminées, et aux autres comptes de passif.

Les recettes du gouvernement sont généralement comptabilisées au titre de l'exercice au cours duquel elles ont été reçues. Les remboursements de recettes sont imputés à l'exercice au cours duquel l'existence d'une dette est déterminée, c'est à dire au moment où la cotisation faite manuellement est complétée et où le cycle de traitement mécanique débute.

Les recettes aux états sommaire et détaillé des opérations ne comprennent pas les recettes à valoir sur les crédits provenant de tiers.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

EXPENDITURE

Expenditure consists of all charges to budgetary appropriations which affect the monthly and annual deficit or surplus of the Government. In addition, budgetary expenditure may also include charges related to the provision for valuation of loans, investments and advances, the allowance for borrowings of agent Crown corporations, and accounts payable and other allowances related to statutory items and certain annual appropriations. Such charges include those for work performed, goods received, services rendered, and transfer payments made, during the year and in the supplementary period including accounts payable at year-end.

Expenditure exclude amounts charged to the Canada Pension Plan Account, superannuation accounts, other specified purpose accounts, and other liability accounts.

On the Statement of Budgetary Expenditure by Department, departmental expenditures are reported net of revenue credited to appropriations but include expenditures internal to the Government.

iv. *Assets*

Assets are defined as the financial claims acquired by the Government on outside organizations and individuals as a result of events and transactions recorded as at the closing date.

However, as a result of the Government's accounting policies described above, and in accordance with the provisions of the Financial Administration Act and other legislation, transactions concerning certain financial claims are not recorded in the accounts of Canada and, therefore are not reported on the Summary and Detailed Statements of Transactions. The most important of these are accounts receivable for tax and non-tax revenue.

v. *Liabilities*

Liabilities are defined as the financial obligations of the Government to outside organizations and individuals as a result of events and transactions recorded as at the closing date.

However, as a result of the Government's accounting policies described above, and in accordance with enabling legislation actuarial liabilities arising from the indexing to the cost of living, of superannuate pensions and annuities are not recorded in the accounts of Canada and, therefore are not reported on the Summary and Detailed Statements of Transactions. In addition, refunds payable and some other liabilities are partially recorded during the year with full recording taking place at year-end only.

vi. *Fixed assets*

The fixed assets of the Government, which include land, engineering structures and works (such as canals, harbours and roads), buildings, and machinery and equipment, are charged to budgetary expenditure at the time of acquisition or construction.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

DEPENSES

Les dépenses comprennent toutes les imputations aux crédits budgétaires qui influencent le déficit ou l'excédent mensuel et annuel du gouvernement. De plus, les dépenses peuvent également comprendre les imputations reliées à la provision pour évaluation des prêts, dotations en capital et avances, la provision pour emprunts des sociétés mandataires de la Couronne, et les créditeurs et les autres provisions reliées à des éléments statutaires et à certains crédits annuels. Ces imputations comprennent les travaux accomplis, les biens reçus, les services exécutés et les paiements de transfert effectués au cours de l'exercice et dans la période complémentaire, y compris les créditeurs à la fin de l'exercice.

Les dépenses ne comprennent pas les montants imputés au Compte du régime de pensions du Canada, aux comptes de pension de retraite, aux autres comptes à fins déterminées, et aux autres comptes de passif.

Sur l'état des dépenses budgétaires par ministère, les dépenses ministérielles sont comptabilisées après déduction des recettes à valoir sur les crédits mais comprennent les dépenses internes du gouvernement.

iv. *Actif*

L'actif se définit comme étant les créances du gouvernement acquises sur des tiers par suite de faits et d'opérations comptabilisés à la date de clôture des comptes.

Cependant, à cause des conventions comptables du gouvernement mentionnées plus haut et selon les dispositions de la Loi sur la gestion des finances publiques et autres lois, les opérations concernant certaines créances ne sont pas comprises dans les comptes du Canada et, par conséquent ne sont pas comprises aux états sommaire et détaillé des opérations. Les plus importantes sont les débiteurs au titre des recettes fiscales et non fiscales.

v. *Passif*

Le passif se définit comme étant les dettes du gouvernement envers des tiers par suite de faits et d'opérations comptabilisés à la date de clôture des comptes.

Cependant, à cause des conventions comptables du gouvernement mentionnées plus haut, et selon les lois habilitantes, le passif actuariel découlant de l'indexation au coût de la vie, des pensions de retraite et des rentes n'est pas comptabilisé dans les comptes du Canada et, par conséquent n'est pas comptabilisé aux états sommaire et détaillé des opérations. De plus, les remboursements à payer pour les recettes fiscales ne sont pas inscrits à ces états et les autres créditeurs sont partiellement inscrits au cours de l'exercice, l'inscription complète étant faite à la fin de l'exercice seulement.

vi. *Immobilisations*

Les immobilisations du gouvernement qui comprennent les terrains, ouvrages (tels que les canaux, les ports et les routes), bâtiments et matériel, sont imputées aux dépenses budgétaires lors de leur acquisition ou construction.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

vii. Valuation of assets and liabilities

ASSETS

Assets are recorded at cost and are subject to annual valuation to reflect reductions from the recorded value to the estimated realizable value. In the case of loans to sovereign states, no reduction in value is recorded unless a sovereign state has formally repudiated its debts. In addition, the allowance for valuation reflects reductions from the recorded value of loans (and subscriptions to international organizations that make similar loans) with significant concessionary terms.

The Government's gold reserves are included in the International reserves held in the Exchange Fund Account and are recorded and valued at 35 Special Drawing Rights per fine ounce. The Special Drawing Right is an international currency created by the International Monetary Fund, and allocated to countries participating in its Special Drawing Rights Department. It represents a unit of account defined in terms of a "basket" of five major currencies.

LIABILITIES

Liabilities are recorded at the amounts ultimately payable and liabilities for termination benefits, the superannuation accounts, with the exception of indexing, and the Government Annuities Account, are valued on an actuarial basis.

viii. Translation of foreign currency transactions

Foreign currency transactions are translated and recorded in Canadian dollar equivalents at the exchange rates prevailing at the transaction dates.

On a monthly basis, only Receiver General current cash accounts are revalued at the month-end rate of exchange. All other assets and liabilities are revalued at year-end only. Net gains are credited to revenue while net losses are charged to expenditure.

2. Authorities for Transactions

Taxes can be raised and moneys can be borrowed only with the authority of Parliament. All receipts of money by departments and agencies must be deposited into the Consolidated Revenue Fund (CRF). All disbursements from the CRF for spending on operations, for loans, investments and advances, and for the redemption of matured debt must be authorized by Parliament.

i. Authority for spending on operations

Parliament provides authority to make payments out of the Consolidated Revenue Fund in annual appropriation acts and other statutes (the latter referred to as statutory appropriations). Most Government spending is under statutory authorities, that is authorities which do not generally impose an annual limit on the amount that may be spent. Spending is authorized by reference to statutory formulae or criteria and the authorities usually continue from year to year until changed or rescinded by an act of Parliament. Spending authority provided by statutory appropriations is for specified purposes and for such amounts and such time as the acts prescribe. Spending authority provided by statutory appropriations generally does not lapse at the end of the year in which it was granted. Spending authority granted in appropriation acts is for stated purposes and maximum amounts. Unless provided for in vote wording, unused spending authority granted in appropriation acts lapses at the end of the year for which it was granted. Some authorities continue from year to year and some authorize the spending, within a program, of defined categories of revenue generated by the program.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

vii. Evaluation de l'actif et du passif

ACTIF

L'actif est enregistré au coût et fait l'objet d'une évaluation annuelle afin de refléter les diminutions de la valeur enregistrée à la valeur estimative de réalisation. Dans le cas de prêts aux états souverains, aucune diminution de la valeur n'est enregistrée à moins qu'un état souverain refuse, de façon officielle, d'honorer ses dettes. De plus, la provision pour évaluation reflète les réductions de la valeur au livre des prêts (et souscriptions aux organismes internationaux qui effectuent des prêts similaires) ayant des clauses concessionnaires importantes.

Les réserves d'or du gouvernement sont comprises dans les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes et sont inscrites et évaluées à 35 Droits de tirage spéciaux pour chaque once d'or fin. Le Droit de tirage spécial est une unité monétaire internationale créée par le Fonds monétaire international, et attribuée aux pays participant à son Département des Droits de tirage spéciaux. Il représente une unité de compte définie en fonction d'un ensemble de cinq grandes devises.

PASSIF

Le passif est inscrit au montant à payer en fin de compte et les éléments de passif concernant les indemnités de cessation d'emploi, les comptes de pension de retraite sauf pour l'indexation, ainsi que le Compte des rentes sur l'Etat, sont évalués sur une base actuarielle.

viii. Conversion des opérations de change

Les opérations de change sont converties et comptabilisées en dollars canadiens correspondants aux taux de change en vigueur aux dates des opérations.

Sur une base mensuelle, seuls les comptes de caisse courants du Receveur général sont réévalués à la fin du mois aux taux de change en vigueur à cette date. Les autres éléments d'actif et de passif sont réévalués à la fin de l'exercice seulement. Les gains nets sont crédités aux recettes tandis que les pertes nettes sont imputées aux dépenses.

2. Autorisations pour les opérations

Les taxes et les impôts peuvent être prélevés et les deniers peuvent être empruntés seulement avec l'autorisation du Parlement. Tous les deniers perçus par les départements et organismes doivent être déposés au Fonds du revenu consolidé (FRC). Tous les déboursés du FRC pour des dépenses concernant les opérations, pour des prêts, dotations en capital et avances, et pour le rachat de la dette échue doivent être autorisés par le Parlement.

i. Autorisations pour les dépenses concernant les opérations

Le Parlement accorde l'autorisation d'effectuer des paiements à même le Fonds du revenu consolidé dans les lois de crédits annuelles et dans d'autres textes de lois (ces derniers intitulés crédits statutaires). La plupart des dépenses gouvernementales sont effectuées en vertu d'autorisations statutaires, c'est-à-dire des autorisations qui généralement n'imposent pas de limite annuelle sur les montants qui peuvent être dépensés. Les dépenses sont effectuées en vertu de critères ou formules statutaires et les autorisations continuent en général d'un exercice à l'autre jusqu'à ce qu'une loi du Parlement les modifie ou les révoque. L'autorisation de dépenser comprise dans les crédits statutaires est consentie à des fins déterminées ainsi que pour des montants et des délais indiqués dans les lois. En général, l'autorisation de dépenser prévue dans les crédits statutaires ne s'annule pas à la fin de l'exercice pour lequel elle a été accordée. L'autorisation de dépenser est accordée, dans les lois de crédits, à des fins déterminées et pour des montants maximaux. À moins que le libellé des crédits ne l'indique autrement, le solde inutilisé de l'autorisation de dépenser accordée dans des lois de crédits s'annule à la fin de l'exercice pour lequel elle a été accordée. Certaines autorisations continuent d'un exercice à l'autre et certaines permettent de dépenser, à l'intérieur d'un programme, des catégories de recettes spécifiques lesquelles sont générées par ledit programme.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

ii. Authority for loans, investments and advances

These authorities limit the amount of loans, investments or advances that may be made. Unused authority may lapse at the end of a year or may continue from year to year. Non-lapsing authorities often limit only the total of loans that may be outstanding at any one time; thus, principal repaid may be reloaned.

iii. Borrowing authority

The Government can borrow only as authorized by acts of Parliament. Borrowing authority acts provide authority for the net amount of new security issues less redemptions during a fiscal year. The authorities lapse at the end of the year except for amounts specifically carried forward to the next fiscal year. Parliament has also provided a continuing authority to the Government under Section 47 of the Financial Administration Act to borrow, for periods not exceeding six months, such amounts as are deemed necessary to meet lawfully authorized disbursements.

3. Crown Corporations

In accordance with the accounting policies of the Government, the assets, liabilities, revenues and expenses reported in the separate financial statements of Crown corporations are not included in the Government's financial statements. Only the financial transactions between the Government and Crown corporations are included.

The following table presents the major balance sheet and income statement items for Crown corporations named in Section 85 and/or Schedule III of the Financial Administration Act (FAA).

This summary of financial transactions and results of operations of Crown corporations is based on their accounting policies. Most Crown corporations follow the generally accepted accounting principles used by private sector companies, as outlined in the Handbook of the Canadian Institute of Chartered Accountants.

Financial assets include cash, receivables and loans and investments. Physical assets and deferred charges represent the unexpensed portion of non-financial assets such as buildings, machinery and equipment in use or under construction, inventories and other items of expenditure which will be expensed as these assets are used. Financial assets and liabilities in respect of the Government represent the unpaid balances arising from financing transactions and normal operating activities. Borrowings from outside parties represent amounts repayable to institutional and other investors. Other liabilities are amounts due in respect of purchases, employee termination and pension benefits, accrued interest on borrowings, long-term capital leases and sundry accounts payable. Net assets/liabilities represent the Government's equity in each Crown corporation as reported by the corporations.

Crown corporations are categorized as being either agents or non-agents of the Crown. Agent status is normally expressly stated in the incorporating legislation or conferred under the provisions of the Government Companies Operation Act. In accordance with Section 54 of the FAA, the payment of all money borrowed by agent Crown corporations and interest thereon, is a charge on and payable out of the Consolidated Revenue Fund. Such borrowings therefore constitute obligations of the Government and are recorded as such in the summary financial statements of Canada net of borrowings expected to be repaid directly by these corporations.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

ii. Autorisations pour les prêts, dotations en capital et avances

Ces autorisations limitent les montants des prêts, dotations en capital ou avances qui peuvent être effectués. Les autorisations non employées peuvent s'annuler à la fin de l'exercice ou peuvent continuer d'un exercice à l'autre. Les autorisations qui ne s'annulent pas, souvent limitent seulement le total des prêts qui peuvent être en circulation en tout temps; donc, les montants remboursés peuvent être prêtés de nouveau.

iii. Pouvoirs d'emprunts

Le gouvernement peut emprunter seulement lorsque des lois du Parlement l'autorisent. Les lois sur le pouvoir d'emprunt fournissent l'autorisation pour le montant net de nouvelles émissions de titres moins les rachats au cours de l'exercice. Les autorisations s'annulent à la fin de l'exercice sauf pour les montants spécifiquement reportés à l'exercice suivant. En vertu de l'article 47 de la Loi sur la gestion des finances publiques, le Parlement a également fourni au gouvernement une autorisation continue d'emprunter, pour des périodes n'excédant pas six mois, des montants qui sont jugés nécessaires pour rencontrer les déboursés autorisés par les lois.

3. Sociétés de la Couronne

Conformément aux conventions comptables du gouvernement, l'actif, le passif, les revenus et les dépenses inscrits dans les états financiers distincts des sociétés de la Couronne ne sont pas compris dans les états financiers du gouvernement. Seules les opérations financières entre le gouvernement et les sociétés de la Couronne y sont comprises.

Le tableau suivant résume les principaux éléments des bilans et états d'exploitation des sociétés énumérées à l'article 85 et/ou à l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques (LGFP).

Ce résumé des opérations financières et résultats d'opérations des sociétés de la Couronne est fondé sur les conventions comptables de celles-ci. La majorité des sociétés de la Couronne suivent les principes comptables généralement reconnus que l'on retrouve dans les entreprises du secteur privé et publiés dans le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés.

L'actif financier comprend la caisse et les sommes à recevoir, les prêts et les dotations en capital. L'actif immobilisé et les frais reportés représentent la fraction non dépensée des éléments d'actif non financier tels qu'immeubles, machinerie et équipement en usage ou en construction, inventaire et autres éléments de dépense qui seront portés à la dépense lorsque consommés. L'actif financier et le passif auprès du gouvernement représentent les montants payés provenant d'opérations de financement et d'opérations normales. Les emprunts auprès de tiers représentent les montants à rembourser à des institutions et autres investisseurs. Les autres passifs représentent des créances relativement aux achats, aux indemnités de cessation d'emploi et aux prestations de pensions, aux intérêts courus sur emprunts, contrats de location-acquisition à long terme et autres créanciers. L'actif/passif net représente l'avoir du gouvernement dans chaque société de la Couronne tel que rapporté par les sociétés.

Les sociétés de la Couronne sont classées soit mandataires ou non mandataires de la Couronne. Le statut de mandataire de la Couronne peut être explicitement énoncé dans les lois constitutionnelles ou conféré selon les dispositions de la Loi sur le fonctionnement des compagnies d'état. Conformément à l'article 54 de la LGFP, le paiement de toute somme d'argent empruntée par les sociétés mandataires de la Couronne, de même que de l'intérêt y afférent, doivent être imputés sur le Fonds du revenu consolidé et versés à même ce Fonds. Par conséquent, de tels emprunts représentent des dettes du gouvernement et sont inscrits comme telles dans les états financiers sommaires du Canada après avoir déduit les emprunts à être probablement remboursés directement par ces sociétés.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

Revenues include financial assistance received or receivable from the Government in respect of current period of operation.

Other net changes in equity include dividends declared, transfers of profits to the Government and non-current financial assistance provided by the Government.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

Les revenus comprennent l'aide financière reçue ou à recevoir du gouvernement relativement aux opérations de l'exercice en cours.

Les autres changements nets dans l'avoir comprennent les dividendes déclarés, les virements de bénéfices au gouvernement et l'aide financière non courante accordée par le gouvernement.

SUMMARY COMBINED STATEMENTS OF CROWN CORPORATIONS

RESUME DES ETATS COMBINES DES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE

		(in millions of dollars) (en millions de dollars)
ASSETS AND LIABILITIES as at March 31, 1989 (preliminary figures)	ACTIF ET PASSIF au le 31 mars 1989 (chiffres préliminaires)	
ASSETS	ACTIF	
Financial:	Financier:	
Outside parties.....	Tiers.....	32,895
Government and Crown corporations.....	Gouvernement et sociétés de la Couronne.....	21,670
Total financial assets.....	Total de l'actif financier.....	54,565
Physical assets and deferred charges.....	Actif immobilisé et frais reportés.....	22,698
TOTAL ASSETS.....	TOTAL DE L'ACTIF.....	77,263
LIABILITIES	PASSIF	
Outside parties -	Tiers -	
Borrowings - agent.....	Emprunts - mandataire.....	15,318
- non-agent.....	- non mandataire.....	1,715
Bank of Canada notes in circulation and amounts due to depositors.....	Effets en circulation de la Banque du Canada et montants dus aux déposants.....	20,991
Other liabilities.....	Autres passif.....	8,490
Government and Crown corporations.....	Gouvernement et sociétés de la Couronne.....	17,657
TOTAL LIABILITIES.....	TOTAL DU PASSIF.....	64,171
NET ASSETS/LIABILITIES (-).....	ACTIF/PASSIF (-) NET.....	13,092
Contingent liabilities.....	Passif éventuel.....	575
REVENUES, EXPENSES AND CHANGES IN NET ASSETS/LIABILITIES (-) for the year ended March 31, 1989 (preliminary figures)	REVENUS, DEPENSES ET CHANGEMENTS DE L'ACTIF/PASSIF (-) NET pour l'exercice clos le 31 mars 1989 (chiffres préliminaires)	
Revenues -	Revenus -	
Outside parties.....	Tiers.....	16,444
Government and Crown corporations -	Gouvernement et sociétés de la Couronne -	
Financial assistance.....	Aide financière.....	4,202
Other.....	Autres.....	3,090
TOTAL REVENUES.....	TOTAL DES REVENUS.....	23,736
Expenses -	Dépenses -	
Outside parties.....	Tiers.....	18,963
Government and Crown corporations.....	Gouvernement et sociétés de la Couronne.....	2,277
TOTAL EXPENSES.....	TOTAL DES DEPENSES.....	21,240
Net income/loss (-) for the period.....	Bénéfices/pertes (-) nets pour la période.....	2,496
Other net changes in equity.....	Autres changements nets dans l'avoir.....	-2,493
Changes in net assets/liabilities(-) for the period.....	Changements de l'actif/passif (-) net pour la période.....	3
Net assets/liabilities (-) at April 1st, 1988.....	Actif/passif (-) net au 1er avril 1988.....	13,089
Net assets/liabilities (-) at March 31, 1989.....	Actif/passif (-) net au 31 mars 1989.....	13,092

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

4. Insurance Programs of Agent Crown corporations

At present, three Crown corporations operate insurance programs as agents of Her Majesty. An insurance program is a program where the insured, an outside party, pays an insurance fee which is credited to an insurance fund or provision operated by the corporation. The amount of the fee is based on the estimated amount of insurance fund or provision needed to meet future claims. Insurance programs operated by private corporations such as employee group insurance, dental plans, etc., are not included in this definition.

The insurance programs are intended to operate on a self-sustaining basis but in recent years, two of the Crown corporations have required loans or other funding from the Government to meet obligations.

Information presented below has not been audited since the information presented therein is derived from interim financial statements. The most recent annual financial statements of these corporations may be found in Volume III of the Public Accounts.

In the Summary below, a minus "-" sign preceding the amount reported indicates a fund deficit, an expense recovery or adjustment, or a decrease or loss during the year.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

4. Programmes d'assurance des sociétés mandataires de la Couronne

Présentement, trois sociétés de la Couronne administrent des programmes d'assurance en tant que mandataires de Sa Majesté. Un programme d'assurance est un programme par lequel un assuré (un tiers) verse des frais d'assurance qui sont alors crédités à un fonds d'assurance ou une provision administrée par la société. Le montant à verser comme frais est basé sur le montant prévu nécessaire pour satisfaire à toutes les demandes futures d'indemnisation au titre du fonds d'assurance ou de la provision. Les programmes d'assurance administrés par les corporations privées tels que l'assurance collective des employés, les régimes dentaires, etc., sont exclus de cette définition.

Les programmes d'assurance sont conçus de façon à opérer sur une base autosuffisante, mais depuis quelques années, le gouvernement a fourni des prêts ou d'autres financements à deux sociétés pour satisfaire à leurs demandes d'indemnisation.

Les renseignements qui apparaissent ci-dessous ne sont pas vérifiés puisque l'information est produite à partir d'états financiers intérimaires. On peut retrouver les états financiers annuels, les plus récents, de ces sociétés dans le volume III des Comptes publics.

Un signe moins "-" dans le sommaire ci-dessous indique un déficit dans le fonds, un recouvrement ou un redressement des dépenses, ou une diminution ou perte au cours de l'exercice.

GOVERNMENT OF CANADA

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - ContinuedNOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - SuiteSUMMARY OF INSURANCE PROGRAMS OF AGENT CROWN CORPORATIONS
for the year ending March 31, 1989 (preliminary figures)SOMMAIRE DES PROGRAMMES D'ASSURANCE DES SOCIÉTÉS MANDATAIRES DE LA COURONNE
pour l'exercice clos le 31 mars 1989 (chiffres préliminaires)

		(in millions of dollars - en millions de dollars)				
		Canada Deposit Insurance Corporation ⁽¹⁾	Canada Mortgage and Housing Corporation ⁽²⁾			Export Development Corporation ⁽³⁾
			Mortgage Insurance Fund	Home Improvement Loan Fund	Rental Guarantee Fund	
		Société d'assurance- dépôts du Canada ⁽¹⁾	Société canadienne d'hypothèques et de logement ⁽²⁾			Société pour l'expansion des exportations ⁽³⁾
			Fonds d'assurance hypothécaire	Fonds de prêts pour l'amélioration des maisons	Fonds de garantie de loyer	
Insurance in force as at reporting date	Assurance en vigueur à la date de déclaration					
- current year.....	- exercice en cours.....	215,716	45,600	*	**	3,496
- previous year.....	- exercice précédent.....	211,755	42,800	1	**	3,160
Opening balance of Fund	Solde d'ouverture du Fonds					
- current year.....	- exercice en cours.....	-1,136	-261	1	11	38
- previous year.....	- exercice précédent.....	-1,269	-418	1	11	34
Revenue for the year:	Recettes pour l'exercice:					
Premiums and Fees	Primes et honoraires					
- current year.....	- exercice en cours.....	216	137			26
- previous year.....	- exercice précédent.....	199	127			19
Investment income	Revenu de placement					
- current year.....	- exercice en cours.....	2	47			
- previous year.....	- exercice précédent.....	4	30			
Other revenue	Autres recettes					
- current year.....	- exercice en cours.....		1		2	
- previous year.....	- exercice précédent.....				2	
Total revenue	Recettes totales					
- current year.....	- exercice en cours.....	218	185	*	2	26
- previous year.....	- exercice précédent.....	203	157	*	2	19
Expenses for the year:	Dépenses pour l'exercice:					
Loss on claims	Pertes sur indemnités					
- current year.....	- exercice en cours.....	-40	-59			13
- previous year.....	- exercice précédent.....	-35	-69			10
Interest on loans	Intérêts sur prêts					
- current year.....	- exercice en cours.....	174				
- previous year.....	- exercice précédent.....	95				
Administrative	Administration					
- current year.....	- exercice en cours.....	10	65		1	
- previous year.....	- exercice précédent.....	10	69		1	
Funds returned to Government	Fonds retournés au gouvernement					
- current year.....	- exercice en cours.....					6
- previous year.....	- exercice précédent.....				1	5
Total expenses	Dépenses totales					
- current year.....	- exercice en cours.....	144	6	*	1	19
- previous year.....	- exercice précédent.....	70		*	2	15
Net income/loss(-) for the year	Revenus nets/pertes (-) nettes pour l'exercice					
- current year.....	- exercice en cours.....	74	179		1	7
- previous year.....	- exercice précédent.....	133	157			4
Closing balance of Fund	Solde de clôture du Fonds					
- current year.....	- exercice en cours.....	-1,062	-82	1	12	45
- previous year.....	- exercice précédent.....	-1,136	-261	1	11	38
Net claims during the year(s) ⁽⁴⁾ :	Montants nets des indemnités pour l'(es)exercice(s) ⁽⁴⁾ :					
- current year.....	- exercice en cours.....	-33	8	*	**	10
- previous year.....	- exercice précédent.....	-144	-58	*	**	-3
Five year average of net claims paid	Moyenne des montants nets des indemnités payées pour les cinq derniers exercices					
- current year.....	- exercice en cours.....	320	66	*	**	2
- previous year.....	- exercice précédent.....	167	68	*	**	3

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

(1) The Canada Deposit Insurance Corporation (CDIC) provides insurance on deposits placed with member banks and trust and loan companies for up to \$60,000 per depositor per institution. In recent years, premiums paid by member institutions have not been sufficient to meet obligations incurred by CDIC under the insurance plan. This deficiency has been funded in part by loans from the Government of \$1,695 million at March 31, 1989 (\$1,334 million at March 31, 1988). The Government is continuing to explore alternatives to allow CDIC, over the long run, to eliminate its deficiency without budgetary support from the Government. Since there is no reason to believe that this will not be the case, no provision has been made in the accounts of Canada for the losses experienced by CDIC.

(2) Canada Mortgage and Housing Corporation (CMHC) administers three funds of which only the Mortgage Insurance Fund (MIF) is active. The MIF provides insurance, for a fee, to private sector lending institutions to cover mortgage lending on Canadian housing. Besides establishing a framework of confidence for mortgage lending by private institutions, the Fund facilitates an adequate supply of mortgage funds by reducing the risk to lenders and by encouraging the secondary market trading of mortgages, to make housing more accessible for Canadians. Although the balance of the Fund is currently inadequate to meet future claims in respect to business in force, an actuarial study of MIF in 1985 indicated that business undertaken since February 1985 is being written on a break-even basis. The actuarial deficiency (\$141.4 million as of September 30, 1988) will be reflected in the accounts of Canada only to the extent that additional funding of the deficiency from parliamentary appropriations may be required. Since 1984 the Corporation has also operated the Mortgage Rate Protection Program (MRPP). As premiums collected by CMHC for the Program are remitted directly to the Consolidated Revenue Fund (CRF) and obligations of the MRPP are ultimately payable from the CRF, the MRPP does not meet the definition of a Crown corporation insurance plan as defined above. Therefore, operating particulars of this Program are not included in this summary but some information will be found in the notes to the Government of Canada Statement of Contingent Liabilities.

(3) The Export Development Corporation (EDC) provides export and foreign investment insurance to Canadian businesses to facilitate and develop export trade. The insurance fund has been adequate to provide the full cost of claims experienced to date and to establish an allowance for any future claims based on previous claims experience.

(4) Refers to the difference between claims and amounts received from sales of related assets and other recoveries.

* Less than \$500,000.

** Not applicable.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

(1) La Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC) fournit une assurance, jusqu'à concurrence de \$60,000 par déposant et par institution, sur les dépôts faits auprès des banques et compagnies de prêts et de fiducies qui sont membres. Depuis quelques années, les primes versées par les institutions membres n'étaient pas suffisantes pour satisfaire à toutes les demandes d'indemnisation faites auprès de la SADC aux termes du régime d'assurance. Ce déficit a été comblé en partie par des prêts du gouvernement de \$1,695 millions au 31 mars 1989 (\$1,334 millions au 31 mars 1988). Le gouvernement continue d'examiner des alternatives afin de permettre à la SADC d'éliminer avec le temps son déficit sans une aide budgétaire du gouvernement. Puisqu'il n'y a pas lieu de croire autrement, aucune provision n'a été établie dans les comptes du Canada pour les pertes subies par la SADC.

(2) La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) administre trois fonds dont seulement le Fonds d'assurance hypothécaire (FAH) est actif. Le FAH fournit de l'assurance aux institutions de crédit du secteur privé, moyennant des frais, afin de couvrir les prêts hypothécaires concernant le logement canadien. Tout en mettant en place un système par lequel les institutions privées peuvent accorder des prêts hypothécaires en toute confiance, le Fonds permet également qu'un approvisionnement continu de fonds hypothécaires soit disponible à moindre risque aux prêteurs et que le commerce secondaire d'hypothèques soit favorisé pour rendre le logement plus accessible aux Canadiens. Quoique le solde du Fonds soit présentement insuffisant pour satisfaire à toutes les demandes futures d'indemnisation à l'égard des affaires en vigueur, une étude actuarielle en 1985 sur le FAH indique que les activités entreprises depuis le mois de février 1985 sont comptabilisées sur une base de point mort. L'insuffisance actuarielle (\$141.4 millions au 30 septembre 1988) sera reflétée dans les comptes du Canada dans la mesure où un financement supplémentaire de cette insuffisance à même les crédits parlementaires soit nécessaire. Depuis 1984, la Société opère le Programme de protection des taux hypothécaires. Etant donné que les primes encaissées pour ce Programme par la SCHL sont déposées dans le Fonds du revenu consolidé (FRC) et que les créances du Programme sont finalement payées à même le FRC, le Programme de protection des taux hypothécaires ne rencontre pas la définition d'un plan d'assurance administré par une société de la Couronne tel que défini ci-haut. Par conséquent, les résultats d'opérations du Programme ne sont pas inclus dans le sommaire mais de l'information supplémentaire apparaît dans les notes des passifs éventuels du gouvernement.

(3) La Société pour l'expansion des exportations (SEE) fournit de l'assurance aux entreprises canadiennes sur les investissements étrangers et sur les exportations afin de faciliter et de développer le commerce de l'exportation. Le fonds d'assurance a été suffisant afin de pourvoir au coût global des réclamations à date et pour établir une provision pour des réclamations futures basées sur l'expérience passée.

(4) Se rapporte à l'écart entre les réclamations et les montants recouvrés sur les ventes de biens connexes et d'autres recouvrements.

* Moins de \$500,000.

** Sans objet.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

5. Contingent Liabilities

A contingent liability is a potential liability which may become an actual liability when one or more future events occur or fail to occur. The details of the contingent liabilities of the Government are provided in the following statement and consist of explicit guarantees by the Government and potential losses arising from pending and threatened litigation relating to claims and assessments in respect of breach of contract, damages to persons and property and like items.

The authorized limit represents the aggregate total of various types of authorities of Government bodies as stipulated in legislation, legal agreements or other documents that may be in force at any one time.

STATEMENT OF CONTINGENT LIABILITIES
as at March 31, 1989
(preliminary figures)ETAT DU PASSIF EVENTUEL
au 31 mars 1989
(chiffres préliminaires)

		(in millions of dollars - en millions de dollars)	
Authorized limit (where applicable)	Contingent liability	Percentage of net claims to outstanding guarantees (where applicable) ⁽¹⁾	
Limite autorisée (s'il y a lieu)	Passif éventuel	Rapport entre les indemnités nettes et les garanties en vigueur (s'il y a lieu) ⁽¹⁾	%
EXPLICIT GUARANTEES BY THE GOVERNMENT OF -			
Borrowings by other than Crown corporations -			
From agents -			
Loans to Indians by the Canada Mortgage and Housing Corporation and the Farm Credit Corporation, for on-reserve housing.....			
From other than agents ⁽²⁾ -			
Guarantee programs of the Government -			
Canada Student Loans Act.....			
Small Businesses Loans Act.....			
Farm Improvement Loans Act and Farm Improvement and Marketing Cooperatives Loans Act.....			
Advance Payments for Crops Act.....			
Atlantic Enterprise Program.....			
Enterprise development program and Canadian Industrial Renewal Board.....			
Fisheries Improvement Loans Act **.....			
Regional Development Incentives Act.....			
Financial obligations incurred by air carriers regarding purchase of The de Havilland Aircraft of Canada, Limited DHC-7 and DHC-8 aircraft.....			
Loans to Indians by approved lenders for on-reserve housing.....			
Indian economic development.....			
Loans to promote the commercial activities of Eskimos.....			
GARANTIES FORMELLES PAR LE GOUVERNEMENT POUR -			
Emprunts effectués par des entités autres que des sociétés de la Couronne -			
De sociétés mandataires -			
Prêts consentis aux Indiens par la Société canadienne d'hypothèques et de logement et la Société du crédit agricole, pour habitations sur les réserves.....	575	71 ⁽²⁾	2.4
De sociétés non mandataires ⁽³⁾ -			
Programmes de garantie du gouvernement -			
Loi canadienne sur les prêts aux étudiants.....	5,520	2,636	2.8
Loi sur les prêts aux petites entreprises.....	864 ⁽⁴⁾	613	6.0
Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative.....	337 ⁽⁴⁾	150	.6
Loi sur le paiement anticipé des récoltes.....	400	114	.1
Programme d'entreprise atlantique.....	82	83 ⁽⁵⁾	
Programme d'expansion des entreprises et l'Office canadien pour un renouveau industriel.....	1,052	14 ⁽⁶⁾	15.2
Loi sur les prêts aidant aux opérations de pêche **.....	32 ⁽⁴⁾	9	19.1
Loi sur les subventions au développement régional.....	22	5	22.4
Dettes encourues par des transporteurs aériens concernant l'achat des aéronefs DHC-7 et DHC-8 de The de Havilland Aircraft of Canada, Limited.....	934 ⁽⁷⁾	424 ⁽⁷⁾	
Prêts consentis aux Indiens par des prêteurs agréés pour habitations sur les réserves.....	⁽⁸⁾	359 ⁽²⁾	.4
Développement économique des Indiens.....	34 ⁽⁹⁾	4 ⁽²⁾	8.0
Prêts pour encourager les activités commerciales des Esquimaux.....	5	1	
	9,282	4,412	

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

5. Passif éventuel

Un élément de passif éventuel signifie un élément de passif possible qui peut se transformer en un élément de passif réel advenant un ou plusieurs événements futurs. Le détail du passif éventuel du gouvernement est fourni dans l'état suivant et comprend les garanties formelles par le gouvernement et les pertes possibles résultant de causes en instance ou imminentes relatives à des demandes d'indemnité et d'évaluation à l'égard de l'inexécution de contrats, de dommages causés à des personnes et à un bien et d'éléments connexes.

Les limites autorisées indiquées dans le tableau ci-dessous désignent le montant total des divers genres d'autorisations utilisées par des organismes gouvernementaux tels que stipulés dans la législation, des ententes légales ou d'autres documents qui peuvent être en vigueur à un moment donné.

GOVERNMENT OF CANADA

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - ContinuedNOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

STATEMENT OF CONTINGENT LIABILITIES

as at March 31, 1989

(preliminary figures)

ETAT DU PASSIF EVENTUEL

au 31 mars 1989

(chiffres préliminaires)

		(in millions of dollars - en millions de dollars)		Percentage of net claims to outstanding guarantees (where applicable) ⁽¹⁾
		Authorized limit (where applicable)	Contingent liability	
		Limite autorisée (s'il y a lieu)	Passif éventuel	Rapport entre les indemnités nettes et les garanties en vigueur (s'il y a lieu) ⁽¹⁾
				%
Other explicit loan guarantees -	Autres garanties formelles de prêts -			
Loans to NewGrade Energy Inc to finance construction of a heavy oil upgrader.....	Prêts à la société NewGrade Energy Inc pour financer la construction d'une usine de valorisation du pétrole lourd.....	275	242	
Loans to construct coal handling and terminal facilities by Ridley Terminals Inc.....	Prêts pour la construction d'installations de manutention du charbon et de terminus par Ridley Terminals Inc.....	230	200	
Loans to Marine Industries Limited for acquisition of assets.....	Prêts à Marine Industries Limited pour l'acquisition de biens.....	40	40	
Loan to St. Mary's Paper Inc to modernize and expand a paper making facility at Sault Ste Marie, Ontario.....	Prêt à St. Mary's Paper Inc pour moderniser et agrandir une papeterie à Sault Ste Marie, Ontario.....	15	15	
Loans for the restructuring of Maislin Industries Ltd.....	Prêts pour la réorganisation de Maislin Industries Ltd.....	10 ⁽⁷⁾	10 ^(7,10)	
Loan to Nardex Canada Ltée for the manufacture of radio-protection and radio telecommunication systems.....	Prêt à Nardex Canada Ltée pour la fabrication des systèmes de protection et de télécommunication radiophonique.....	1	*	
Loans for the financing of Cheticamp Fishermen's Co-operative Society Ltd.....	Prêts pour le financement de Cheticamp Fishermen's Co-operative Society Ltd.....	*	*	
		571	507	
Insurance programs of the Government ⁽¹¹⁾ -	Programmes d'assurance du gouvernement ⁽¹¹⁾ -			
Insurance against accidents at nuclear installations under the Nuclear Liability Act ⁽¹²⁾	Assurance en prévision des accidents aux installations nucléaires en vertu de la Loi sur la responsabilité nucléaire ⁽¹²⁾	675	664	
Insurance under the Fishing Vessel Insurance Plan ⁽¹³⁾ **.....	Assurance aux termes du régime d'assurance des bateaux de pêche ⁽¹³⁾ **.....	23	453	
Accounts administered for the Government by the Export Development Corporation - Insurance and related guarantees.....	Comptes administrés par la Société pour l'expansion des exportations au nom du gouvernement - Assurance et garanties connexes.....	7,000 ⁽¹⁴⁾ 7,698	300 1,417	
Other explicit guarantees -	Autres garanties formelles -			
Guarantees under the Prairie Grain Advance Payments Act.....	Garanties en vertu de la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies.....	126	126	
Guarantees under the Agriculture Products Co-operative Marketing Act.....	Garanties en vertu de la Loi sur la vente coopérative des produits agricoles.....	34	34	5.0 ⁽¹⁵⁾
Guarantees of residual liabilities resulting from the devolution of Northern Canada Power Commission.....	Garanties des passifs résiduels suite à la dévolution de la Commission d'énergie du Nord canadien.....	2 162	2 162	
Total explicit guarantees.....	Total des garanties formelles.....	18,288	6,569	
PENDING AND THREATENED LITIGATION.....	CAUSES EN INSTANCE ET IMMINENTES.....		2,675 ^(9,18)	
Total ⁽¹⁰⁾	Total ⁽¹⁰⁾		9,244	

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

- (1) Represents the average percentage over the most recent 5 years of net claims to the average amount of outstanding guarantees for the same period computed as at March 31, 1989. In some situations where historical data is not readily available, departmental estimates have been used.
- (2) Includes committed guarantees for the following loans to be made: to Indians for on-reserve housing \$79,437,687 and for Indian economic development \$1,041,031. As at the reporting date, no loans had been issued for these amounts.
- (3) Letters of comfort issued by the Minister of Finance to the Bank of Canada with respect to funds advanced or guarantees provided by the Bank of Canada to the Bank for International Settlements have expired and potential liability no longer exists.
- (4) The Act places limits on the maximum amount of guarantee for loans made by eligible lenders over different loan periods. The maximum amount of guarantee per lender is expressed in legislation as a percentage of aggregate loans made to qualified borrowers and varies depending upon the dollar value range of aggregate loans made by the lender. The authorized limits for given loan periods are included in the figure reported until all qualified loans made by all eligible lenders, in the given periods, are no longer outstanding and are not adjusted for loan repayments nor payments made by the Government for guaranteed amounts in which default has occurred.
- (5) The Atlantic Enterprise Program offers loan insurance on new term loans for the establishment, expansion or modernization of commercial operations in eligible sectors in the Atlantic provinces where the Program is administered by the Atlantic Canada Opportunities Agency (\$74,881,001 as at March 31, 1989) and in the Gaspé Peninsula and Magdalen Islands, Quebec where administration of the Program is the responsibility of the Department of Industry, Science and Technology (\$7,494,357 as at March 31, 1989). Industry, Science and Technology also has responsibility for all capital projects in excess of \$20 million.
- (6) Includes \$62,034 attributable to the Canadian Industrial Renewal Board.
- (7) Amount denominated wholly or partially in foreign currency and translated at the closing rate of exchange as at date of statement.
- (8) Authorized limit for loan guarantees for on-reserve housing totals \$575,000,000 (shown above) for loans made by the Canada Mortgage and Housing Corporation, the Farm Credit Corporation and other approved lenders.
- (9) The maximum aggregate amount that may be paid or that may have been paid from the Consolidated Revenue Fund (CRF) in previous, current or subsequent fiscal years with respect to all guarantees authorized and granted relative to Indian Economic Development, is set at \$60 million. As at March 31, 1989, a total of \$25,886,221 has been expended from the CRF leaving a balance of \$34,113,779 available for disbursement.
- (10) Maislin Industries Ltd was placed in receivership on July 11, 1983 and was declared bankrupt on October 19, 1983. To date, the Government has made interim payments totalling \$18,500,000 to creditors under a guarantee in the amount of \$27,000,000. It is anticipated that the Government will be called upon to make a final payment to settle remaining obligations to creditors when certain issues are settled in US Bankruptcy Court but the amount cannot be determined at present with any certainty.
- (11) Since 1984 Canada Mortgage and Housing Corporation (CMHC) has operated the Mortgage Rate Protection Program on behalf of the Government. In return for the payment of a premium, CMHC will reimburse homeowners 75% of any increase in monthly mortgage payments, above a deductible, due to higher interest rates at the time of mortgage renewal. As recent mortgage interest rates have been relatively stable, the Program is not widely utilized and loans covered by the Program at March 31, 1989 amounted to only \$911,000 (\$911,000 at March 31, 1988). Premiums collected by CMHC are remitted directly to the Consolidated Revenue Fund (CRF) and obligations of the Program are ultimately payable from the CRF. Because of the nature of the Program, it is not possible to provide any estimates of the amount, if any, that might be payable at some future date.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

- (1) Représente le rapport au cours des cinq derniers exercices entre la moyenne des indemnités nettes et la moyenne des garanties en cours pour la même période calculé au 31 mars 1989. Dans les cas où les données d'origine ne sont pas facilement disponibles, les prévisions ministérielles ont été utilisées.
- (2) Comprend les engagements de garanties concernant les prêts suivants à être effectués: aux Indiens pour habitations sur les réserves, \$79,437,687 et pour le développement économique des Indiens, \$1,041,031. Aucun prêts n'avait été consenti en raison de ces montants à la date de comptabilisation.
- (3) Le ministre des Finances a émis des lettres d'accord présumé à la Banque du Canada en ce qui concerne des fonds avancés ou des garanties de prêts effectués par la Banque du Canada envers la Banque des règlements internationaux sont échues et par conséquent aucun élément de passif éventuel n'existe.
- (4) La Loi limite la somme maximum de la garantie pour prêts effectués par des prêteurs admissibles sur différentes périodes de prêts. La somme maximum de la garantie accordée à chaque prêteur est énoncée, d'après la Loi, comme étant un pourcentage du total des prêts consentis aux emprunteurs autorisés et varie selon la valeur totale des prêts effectués par le prêteur. Les limites autorisées pour des périodes de prêts données sont comprises dans le chiffre divulgué jusqu'à ce que tous les prêts approuvés et consentis par les prêteurs admissibles dans la période donnée, soient réglés. Ces limites ne sont pas redressées par les remboursements de prêts ni par les paiements effectués par le gouvernement pour les montants garantis en souffrance.
- (5) Le Programme d'entreprise atlantique offre des assurances de prêts sur de nouveaux prêts à terme pour établir, moderniser ou agrandir des opérations commerciales dans les secteurs éligibles des provinces de l'Atlantique où le Programme est administré par l'Agence de promotion économique au Canada atlantique (\$74,881,001 au 31 mars 1989) et pour la péninsule de Gaspé et les Îles-de-la-Madeleine du Québec où le ministère de l'industrie, sciences et technologie a la responsabilité de l'administration du Programme (\$7,494,357 au 31 mars 1989). Ce ministère a aussi la responsabilité de tous les projets d'immobilisation dépassant \$20 millions.
- (6) Comprend un montant de \$62,034 imputable à l'Office canadien pour un renouveau industriel.
- (7) Montant libellé entièrement ou partiellement en devises étrangères et converti au cours du change en vigueur à la date de comptabilisation.
- (8) La limite autorisée sur les prêts garantis pour habitations sur les réserves s'élève à \$575,000,000 (voir ci-haut) pour les prêts effectués par la Société canadienne d'hypothèques et de logement, la Société du crédit agricole et par d'autres prêteurs agréés.
- (9) Le montant maximum total déboursé ou pouvant être déboursé à même le Fonds du revenu consolidé (FRC) pour l'exercice en cours et les exercices précédents ou subséquents relativement aux garanties autorisées et accordées pour le développement économique des Indiens est fixé à \$60 millions. Au 31 mars 1989 un montant total de \$25,886,221 a été déboursé à même le FRC laissant un solde disponible de \$34,113,779.
- (10) Maislin Industries Ltd a été placée sous séquestre le 11 juillet 1983 et a déclaré faillite le 19 octobre 1983. À la date de comptabilisation, le gouvernement a effectué des versements provisoires totalisant \$18,500,000-E\$ aux créanciers en vertu d'une garantie au montant de \$27,000,000-E\$. On anticipe que le gouvernement devra effectuer un paiement final pour régler les obligations restantes aux créanciers lors du règlement de certaines émissions au tribunal des faillites des États-Unis mais le montant ne peut pas être déterminé, en ce moment, avec certitude.
- (11) Depuis 1984, La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) opère, pour le compte du gouvernement, le Programme de protection des taux hypothécaires. Sur paiement de prime, la SCHL rembourse les propriétaires 75% des augmentations causées par les hausses marquées des taux d'intérêt au renouvellement au-delà d'un montant déductible. Les taux hypothécaires étant relativement stables, le Programme n'est pas tellement utilisé et les prêts couverts par le Programme au 31 mars 1989 ne s'élève qu'à \$911,000 (\$911,000 au 31 mars 1988). Les primes encaissées par la SCHL sont remis au Fonds du revenu consolidé (FRC) et les créances du Programme sont payables à même le FRC. La nature même du Programme ne permet aucune estimation des créances futures.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Concluded

- (12) There have been no claims under the Nuclear Liability Act since its inception in 1970. The Act covers 14 Canadian nuclear installations as at March 31, 1989.
- (13) The Fishing Vessel Insurance Plan is administered by the Government to insure fishermen against abnormal capital losses. A specified purpose account is credited with all amounts received by way of premiums, recoveries and with advances in accordance with regulations by the Government, such advances not to exceed \$150,000 at any time. The account is debited with refunds of premiums and payments in settlement of third party vessel collision damage claims against fishermen, where the collision involves a vessel insured under the Plan. As at December 31, 1988, the insured value of vessels under the Plan amounted to \$453,056,000; the balance of the account was \$23,169,317 and outstanding claims against the Plan totalled \$1,250,000.
- (14) The Export Development Act specifies that the Export Development Corporation may enter into contracts of insurance, re-insurance, related guarantees and other agreements up to a maximum of \$7 billion, the authorized limit.
- (15) Less than 0.1%.
- (16) Includes \$1.5 billion related to native statutory and treaty obligations representing plaintiffs' claims in 58 litigation cases. There are another 95 similar cases for which amounts are not stated in the claims, and for which it is not possible to determine the amounts that may be ultimately payable.
- (17) Contingent gains. A contingent gain is a potential gain or possible recovery that may become an actuality when one or more future events occur or fail to occur. Four departments reported contingent gains as at March 31, 1989 totalling approximately \$8 million.

* Less than \$500,000.

** Figures reported are those as at December 31, 1988.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Fin

- (12) Il n'y a eu aucune réclamation en vertu de la Loi sur la responsabilité nucléaire depuis sa mise en vigueur en 1970. La Loi couvre 14 installations nucléaires canadiennes au 31 mars 1989.
- (13) Le Régime d'assurance des bateaux de pêche est administré par le gouvernement afin d'assurer les pêcheurs contre des pertes en capital anormales. Un compte à fins déterminées est crédité de toutes les sommes encaissées à titre de primes et de recouvrements, ainsi que des avances consenties par le gouvernement conformément à ces règlements, de telles avances ne devant pas dépasser en tout temps \$150,000. Le compte est débité de remboursements de primes et du règlement des réclamations de dommages-intérêts envers des tiers pour collision lorsque la collision met en cause un bateau assuré aux termes du Régime. Au 31 décembre 1988, la valeur assurée des bateaux aux termes du Régime se chiffrait à \$453,056,000; le solde du compte était de \$23,169,317 et les réclamations non-réglées au titre du Régime se sont élevées à \$1,250,000.
- (14) La Loi sur l'expansion des exportations précise que la Société pour l'expansion des exportations peut conclure des contrats d'assurance, de réassurance, de garanties connexes et d'autres accords jusqu'à un maximum de 7 milliards, ce qui représente la limite autorisée.
- (15) Moins de 0.1%.
- (16) Comprend \$1.5 milliard relié aux engagements envers les autochtones par suite de statuts et traités. Ce montant représente les revendications des plaignants dans 58 causes en litige. Il y a 95 causes semblables pour lesquelles des montants ne sont pas énoncés dans les revendications et pour lesquelles il est impossible de déterminer les montants qui peuvent finalement être à payer.
- (17) Gains éventuels. Un gain éventuel est un gain potentiel ou un recouvrement possible pouvant se matérialiser advenant un ou plusieurs événements futurs. Quatre ministères ont déclaré des gains éventuels au 31 mars 1989 totalisant approximativement \$8 millions.

* Moins de \$500,000.

** Les chiffres sont ceux au 31 décembre 1988.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:*
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9



**Statements
of Financial
Operations**

**États
des opérations
financières**

For

pour

August 1989

août 1989

Fiscal Year
1989-90

Exercice
1989-90



The Honourable Paul Dick
Receiver General for Canada

L'honorable Paul Dick
Receveur général du Canada

Any inquiries should be directed to the:

Manager,
Government Accounts and Reports Group,
Accounting, Banking and Compensation
Directorate,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada.
K1A 0S5
Telephone: (819) 956-1794

Toute demande de renseignements devrait être faite à la personne suivante:

Le gestionnaire,
Groupe des Comptes et Rapports du gouvernement,
Direction générale de la Comptabilité, de la gestion
bancaire et de la rémunération,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada.
K1A 0S5
Téléphone: (819) 956-1794

TABLE OF CONTENTS

	<u>PAGE</u>
Preface	1
Monthly Statements of Financial Operations	
Table I - Summary Statement of Transactions	3
Table II - Detailed Statement of Transactions	4
Table III - Statement of Budgetary Expenditure by Department	8
Notes to the Monthly Statements of Financial Operations	20

TABLE DES MATIERES

	<u>PAGE</u>
Préface	1
Etats mensuels des opérations financières	
Tableau I - Etat sommaire des opérations	3
Tableau II - Etat détaillé des opérations	4
Tableau III - Etat des dépenses budgétaires par ministère	8
Notes se rapportant aux états mensuels des opérations financières	20

PREFACE TO THE
MONTHLY STATEMENTS OF
FINANCIAL OPERATIONS
OF THE GOVERNMENT OF CANADA

The fundamental purpose of the monthly Statements of Financial Operations is to provide information to interested users of data on the government's financial operations, and to facilitate an understanding and evaluation of the full nature and extent of the financial affairs and resources for which the government is responsible.

The two basic concepts underlying the Government's accounting system are found in the Constitution Acts: first, the concept of the Consolidated Revenue Fund, which emanates from the requirement that all duties and revenues received, other than those reserved to the provinces, "shall form One Consolidated Revenue Fund"; second, the concept that the balance of the Fund, after certain prior charges, "shall be appropriated by the Parliament of Canada".

The Statements of Financial Operations consist of Summary and Detailed Statements of Transactions, a Statement of Budgetary Expenditure by Department and accompanying notes. The Statements of Transactions show how the financial requirements were met and the effect of the transactions on the Consolidated Revenue Fund. In the Summary and Detailed Statements of Transactions, the financial transactions are classified into the following categories:

- The first category, budgetary, consists of all the transactions with outside parties which enter into the calculation of the annual deficit or surplus of the Government, that is, the receipts from tax revenue and non-tax revenue, together with the expenditures authorized by Parliament.
- The second category, non-budgetary, consists of transactions in loans, investments and advances, in liabilities for the administration of certain public money received or collected for special purposes, and in other assets and liabilities.
- The third category, foreign exchange, reflects transactions in international reserves held in the Exchange Fund Account (the principal objective of which is to aid in the control and protection of the external value of the Canadian dollar) together with an accounting of the net position of the Government with respect to the International Monetary Fund. Foreign exchange transactions include unmatured debt payable in foreign currencies.
- The fourth category, unmatured debt, represents the extent to which financial requirements have been met through the increase in unmatured debt, that is, the net change in amounts owing for marketable bonds, Canada savings bonds, special non-marketable bonds issued to the Canada Pension Plan Investment Fund and Treasury bills. Unmatured debt transactions exclude unmatured debt payable in foreign currencies.
- The final section of the statement shows the cash balances and the balances of unmatured debt at the end of the period. Additional disclosure of the unmatured debt balance by type of instrument is also provided.

The third statement gives a more detailed accounting of budgetary expenditure transactions by department. Total net expenditure reported on the Detailed Statement of Transactions differs from the total expenditure by department. The difference represents transactions of certain specified purpose accounts, the provision for valuation which is not applied to each appropriation and budgetary transactions internal to the Government.

PREFACE AUX
ÉTATS MENSUELS DES
OPÉRATIONS FINANCIÈRES
DU GOUVERNEMENT DU CANADA

Le but fondamental des états mensuels des opérations financières est de fournir des renseignements aux utilisateurs intéressés aux opérations financières du gouvernement, et de faciliter une compréhension et une évaluation de la nature et de toute l'étendue des affaires financières et des ressources pour lesquelles le gouvernement est responsable.

Les deux notions de base sur lesquelles est fondé le système comptable du gouvernement se trouvent dans les Lois constitutionnelles. Premièrement, la notion du Fonds du revenu consolidé qui découle de l'exigence que tous les droits et recettes, autres que ceux qui sont réservés aux provinces, "formeront un fonds du revenu consolidé", deuxièmement, la notion suivant laquelle le solde du Fonds, après certaines imputations préalables, "sera approprié par le Parlement du Canada".

Les états des opérations financières consistent des états sommaire et détaillé des opérations, d'un état des dépenses budgétaires par ministère et des notes afférentes. Les états des opérations financières indiquent la façon dont les besoins financiers ont été rencontrés et l'effet des opérations sur le Fonds du revenu consolidé. Dans les états sommaire et détaillé des opérations, les opérations financières sont classées sous les catégories suivantes:

- La première catégorie, les opérations budgétaires, consiste de toutes les opérations avec les tiers qui entrent dans le calcul du déficit ou de l'excédent annuel du gouvernement, et comprend les rentrées provenant des recettes fiscales et des recettes non fiscales, de même que les dépenses autorisées par le Parlement.
- La deuxième catégorie, les opérations non budgétaires, comprend les opérations dans les prêts, dotations en capital et avances, dans les éléments de passif reliés à l'administration de certains deniers publics encaissés ou perçus pour des fins déterminées, et dans les autres éléments d'actif et de passif.
- La troisième catégorie, les opérations de change, reflète les opérations dans les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes (le but principal est d'aider à contrôler et à protéger la valeur extérieure de l'unité monétaire canadienne) de même qu'une comptabilité de la situation nette du gouvernement en ce qui concerne le Fonds monétaire international. Les opérations de change comprennent la dette non échue à payer en devises étrangères.
- La quatrième catégorie, les opérations de la dette non échue, représente la mesure dans laquelle les besoins financiers ont été satisfaits au moyen d'une augmentation de la dette non échue qui indique le changement net dans les montants dus relatifs aux obligations négociables, aux obligations d'épargne du Canada, aux obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada et aux bons du Trésor. Les opérations de la dette non échue ne comprennent pas la dette non échue à payer en devises étrangères.
- La dernière section de l'état montre le solde de caisse et le solde de la dette non échue à la fin de l'exercice. Les effets à payer relatifs au solde de la dette non échue sont également divulgués par catégorie.

Le troisième état fournit une comptabilité plus détaillée des opérations des dépenses budgétaires par ministère. Le total des dépenses brutes présenté à l'état détaillé des opérations est différent du total des dépenses par ministère. La différence représente les opérations de certains comptes à fins déterminées, la provision pour évaluation qui n'est pas appliquée à chaque crédit et les opérations budgétaires internes du gouvernement.

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE I - SUMMARY STATEMENT OF TRANSACTIONS

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU I - ETAT SOMMAIRE DES OPERATIONS

		(in millions of dollars - en millions de dollars)							
		MONTH OF AUGUST - MOIS D'AOUT				YEAR TO DATE - A CE JOUR			
		1989		1988		1989-90		1988-89	
I. BUDGETARY TRANSACTIONS	I. OPERATIONS BUDGETAIRES								
Revenue.....	Recettes.....	+	8,221	+	7,699	+	43,059	+	40,219
Expenditure.....	Dépenses.....	-	11,512	-	10,149	-	54,215	-	49,325
Deficit.....	Déficit.....	-	3,291	-	2,450	-	11,156	-	9,106
II. NON-BUDGETARY TRANSACTIONS	II. OPERATIONS NON BUDGETAIRES								
(source + requirement -)	(provenance + besoin -)								
Loans, investments and advances.....	Prêts, dotations en capital et avances.....	+	9	-	22	+	538	-	463
Specified purpose accounts.....	Comptes à fins déterminées.....	-	262	-	633	+	1,794	+	1,609
Other transactions.....	Autres opérations.....	+	616	+	1,167	-	652	+	1,346
Net source (+) or requirement (-)...	Provenance nette (+) ou besoin net (-)	+	363	+	512	+	1,680	+	2,492
Financial requirements (excluding foreign exchange transactions)....	Besoins financiers (opérations de change non comprises).....	-	2,928	-	1,938	-	9,476	-	6,614
III. FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS	III. OPERATIONS DE CHANGE								
(source + requirement -).....	(provenance + besoin -).....	+	497	+	2,465	-	1,059	-	860
Total financial requirements.....	Total des besoins financiers.....	-	2,431	+	527	-	10,535	-	7,474
IV. UNMATURED DEBT TRANSACTIONS	IV. OPERATIONS DE LA DETTE NON ECHUE								
(source + requirement -).....	(provenance + besoin -).....	+	4,041	-	955	+	11,979	+	9,326
Change in cash (increase + decrease -).....	Variation de la caisse (augmentation + diminution -).....	+	1,610	-	428	+	1,444	+	1,852
V. CASH BALANCE AT END OF PERIOD.....	V. CAISSE EN FIN DE PERIODE.....						3,277		3,382

The accompanying tables and notes are an integral part of this statement.

Les tableaux et les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE II - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU II - ETAT DETAILLE DES OPERATIONS

(in millions of dollars - en millions de dollars)

MONTH OF AUGUST - MOIS D'AOUT
1989 1988
YEAR TO DATE - A CE JOUR
1989-90 1988-89

I. BUDGETARY TRANSACTIONS

Revenue

Tax revenue -
Income Tax -
Personal.....
Corporation.....
Unemployment Insurance
Contributions.....
Non-resident.....
Excise taxes and duties -
Sales tax.....
Customs import duties.....
Energy taxes.....
Other.....
Other tax revenue.....

Total tax revenue.....

Non-tax revenue -
Return on investments.....
Other non-tax revenue.....

Total non-tax revenue.....

TOTAL NET REVENUE.....

Expenditure

Major transfer and subsidy
payments -
To persons -
Old age security benefits,
guaranteed income supplements and
spouses' allowances.....
Unemployment insurance benefits....
Family allowance.....
Veterans benefits.....
To other levels of government -
Fiscal arrangements.....
Insurance and medical care
services.....
Canada Assistance Plan.....
Education support.....

Total major transfer and
subsidy payments.....

Other Program Expenditures -
Defence.....
External affairs and aid.....
All other departments and agencies.

Total other program
expenditures.....

Public debt.....

TOTAL NET EXPENDITURE.....

DEFICIT.....

I. OPERATIONS BUDGETAIRES

Recettes

Recettes fiscales -
Impôt sur le revenu -
Particuliers.....
Sociétés.....
Cotisations d'assurance-
chômage.....
Non résidents.....
Taxes et droits d'accise -
Taxe sur les ventes.....
Droits de douane à l'importation.....
Taxes en matière d'énergie.....
Autres.....
Autres recettes fiscales.....

Total des recettes fiscales.....

Recettes non fiscales -
Produits de placements.....
Autres recettes non fiscales.....

Total des recettes non fiscales.....

TOTAL DES RECETTES NETTES.....

Dépenses

Principaux paiements de transfert et
subventions -
Aux particuliers -
Prestations de sécurité de la
vieillesse, suppléments de revenu
garanti et allocations au conjoint....
Prestations d'assurance-chômage.....
Allocations familiales.....
Prestations aux anciens combattants...
A d'autres paliers du gouvernement -
Arrangements fiscaux.....
Assurance et services de soins
médicaux.....
Régime d'assistance publique du Canada
Aide à l'éducation.....

Total des principaux paiements de
transfert et subventions.....

Autres dépenses des programmes -
Défense.....
Aide et affaires extérieures.....
Autres ministères et organismes.....

Total des autres dépenses des
programmes.....

Dette publique.....

TOTAL DES DEPENSES NETTES.....

DEFICIT.....

3,830	3,275	20,457	18,783
645	770	4,194	3,601
846	923	4,177	4,519
100	78	497	463
5,421	5,046	29,325	27,366
1,915	1,412	7,138	6,943
255	412	1,932	1,928
120	170	904	829
140	225	1,151	1,047
2,430	2,219	11,125	10,747
16	4	99	95
7,867	7,269	40,549	38,208
258	265	1,748	1,472
96	165	762	539
354	430	2,510	2,011
8,221	7,699	43,059	40,219
1,333	1,252	6,560	6,201
785	754	4,536	4,263
219	216	1,097	1,081
138	136	658	641
2,475	2,358	12,851	12,186
661	581	3,251	2,874
555	581	2,920	2,938
468	421	2,077	1,936
181	199	974	991
1,865	1,782	9,222	8,739
4,340	4,140	22,073	20,925
923	877	3,715	3,419
224	319	1,064	1,161
2,719	2,131	11,486	10,631
3,866	3,327	16,265	15,211
3,306	2,682	15,877	13,189
11,512	10,149	54,215	49,325
3,291	2,450	11,156	9,106

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE II - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU II - ETAT DETAILLE DES OPERATIONS - Suite

(in millions of dollars - en millions de dollars)

MONTH OF AUGUST - MOIS D'AOUT
1989 1988 YEAR TO DATE - A CE JOUR
1989-90 1988-89

II. NON-BUDGETARY TRANSACTIONS
(source + requirement -)

II. OPERATIONS NON BUDGETAIRES
(provenance + besoin -)

Loans, investments and advances

Prêts, dotations en capital et avances

Crown corporations -
Lending institutions -
Canada Deposit Insurance
Corporation.....
Canada Mortgage and Housing
Corporation.....
Export Development
Corporation.....
Farm Credit Corporation.....
Federal Business Development Bank.

All other Crown corporations -
Atomic Energy of Canada Limited...
Canada Development Investment
Corporation.....
Canadian National Railway
Company.....
Petro-Canada.....
Other.....

Sociétés de la Couronne -
Institutions de crédit -
Société d'assurance-dépôts du
Canada.....
Société canadienne d'hypothèques
et de logement.....
Société pour l'expansion des
exportations.....
Société du crédit agricole.....
Banque fédérale de développement.....

Autres sociétés de la Couronne -
Energie atomique du Canada, Limitée..
Corporation de développement des
investissements du Canada.....
Compagnie des chemins de fer
nationaux du Canada.....
Petro-Canada.....
Autres.....

Allowance for valuation.....

Provision pour évaluation.....

Other loans, investments and
advances -
Provincial and territorial
governments.....
National governments including
developing countries.....
International organizations (sub-
scriptions less notes payable)....
Veterans' Land Act Fund
advances less allowance
for conditional
benefits.....
Joint and mixed
enterprises.....
Miscellaneous.....

Autres prêts, dotations en capital
et avances -
Gouvernements provinciaux et
territoriaux.....
Gouvernements nationaux y compris
les pays en voie de développement...
Organismes internationaux (sous-
criptions moins effets à payer).....
Avances à la caisse de la Loi sur les
terres destinées aux anciens combat-
tants, non compris les provisions
pour prestations conditionnelles....
Entreprises mixtes et en
coparticipation.....
Divers.....

Allowance for valuation.....

Provision pour évaluation.....

TOTAL LOANS, INVESTMENTS AND
ADVANCES.....

TOTAL DES PRETS, DOTATIONS EN CAPITAL
ET AVANCES.....

Specified purpose accounts

Comptes à fins déterminées

Canada Pension Plan Account.....
Superannuation accounts.....
Government Annuities Account.....
Provincial tax collection
agreements account.....
Deposit and trust accounts.....
Other.....

Compte du régime de pensions du Canada.
Comptes de pension de retraite.....
Compte des rentes sur l'Etat.....
Compte des accords de perception
fiscale avec les provinces.....
Comptes de dépôt et de fiducie.....
Autres.....

TOTAL SPECIFIED PURPOSE ACCOUNTS.....

TOTAL DES COMPTES A FINS DETERMINEES....

1989	1988	1989-90	1988-89
...	...	+	136 - 390
+	16 + 22	+	28 + 56
+	13 - 46	+	155 + 97
+	29 - 24	+	319 - 237
+	2	+	13 + 12
...
...	6	+	6 + 6
-	5 - 9	-	50 - 174
-	3 - 3	-	31 - 156
+	26 - 27	+	288 - 393
...	3	+	6 + 6
-	9	-	3 - 3
+	4	+	1 - 11
+	2 + 2	+	7 + 8
+	3	+	334 + 12
-	17	-	95 - 82
-	17 + 5	+	250 - 70
-	17 + 5	+	250 - 70
+	9 - 22	+	538 - 463
-	69 - 40	-	46 + 347
-	43 + 55	+	1,769 + 1,677
-	8 - 9	-	42 - 43
-	146 + 14	+	272 + 251
...	631	-	181 - 662
+	4 - 22	+	22 + 39
-	262 - 633	+	1,794 + 1,609

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE II - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU II - ETAT DETAILLE DES OPERATIONS - Suite

(in millions of dollars - en millions de dollars)

		MONTH OF AUGUST - MOIS D'AOUT		YEAR TO DATE - A CE JOUR	
		1989	1988	1989-90	1988-89
<u>Other transactions</u>	<u>Autres opérations</u>				
Cash in transit.....	Fonds en transit.....	...	...	+	1,935 +
Interest and matured debt.....	Intérêts et dette échue.....	+ 1,148 +	1,079	+	2,915 +
Accounts payable.....	Créditeurs.....	- 60 -	12	-	5,114 -
Outstanding cheques and warrants....	Chèques et mandats en circulation.....	- 421 +	53	-	345 -
Miscellaneous.....	Divers.....	- 51 +	47	-	43 +
TOTAL OTHER TRANSACTIONS.....	TOTAL DES AUTRES OPERATIONS.....	+ 616 +	1,167	-	652 +
TOTAL NON-BUDGETARY TRANSACTIONS.....	TOTAL DES OPERATIONS NON BUDGETAIRES.....	+ 363 +	512	+	1,680 +
					2,492
<u>III. FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS</u> (source + requirement -)	<u>III. OPERATIONS DE CHANGE</u> (provenance + besoin -)				
International reserves held in the Exchange Fund Account.....	Réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes.....	+ 359 +	3,715	-	221 +
International Monetary Fund - Subscriptions.....	Fonds monétaire international - Souscriptions.....	+ ... +	...	+	15 ...
		359	3,715	-	206 +
Less: International Monetary Fund - Notes payable.....	Moins: Fonds monétaire international - Effets à payer.....	...	11	-	45 -
Special Drawing Rights allocations.....	Allocations de Droits de tirage spéciaux.....	...	11	-	45 -
Unmatured debt transactions payable in foreign currencies.....	Opérations de la dette non échue à payer en devises étrangères.....	+ 138 -	1,239	-	808 -
TOTAL FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS....	TOTAL DES OPERATIONS DE CHANGE.....	+ 497 +	2,465	-	1,059 -
					860
<u>IV. UNMATURED DEBT TRANSACTIONS</u> (source + requirement -)	<u>IV. OPERATIONS DE LA DETTE NON ECHUE</u> (provenance + besoin -)				
Marketable bonds.....	Obligations négociables.....	+ 2,258 +	1,100	+	2,521 +
Canada savings bonds.....	Obligations d'épargne du Canada.....	- 542 -	628	-	6,073 -
Special non-marketable bonds issued to the Canada Pension Plan	Obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement				
Investment Fund.....	du régime de pensions du Canada.....	+ 1	...	+	65 +
Treasury bills.....	Bons du Trésor.....	+ 2,150 -	1,599	+	13,850 +
Notes and loans.....	Effets et prêts.....	...	1,192	-	222 -
Canada bills.....	Bons du Canada.....	+ 137 -	47	+	119 +
		4,004	2,366	+	10,260 +
Less: Government's holdings of unmatured debt.....	Moins: Dette non échue détenue par le gouvernement.....	+ 175 +	172	+	911 +
Unmatured debt transactions payable in foreign currencies.....	Opérations de la dette non échue à payer en devises étrangères.....	- 138 +	1,239	+	808 +
		37	1,411	+	1,719 +
TOTAL UNMATURED DEBT TRANSACTIONS PAYABLE IN CANADIAN DOLLARS.....	TOTAL DES OPERATIONS DE LA DETTE NON ECHUE A PAYER EN DOLLARS CANADIENS.....	+ 4,041 -	955	+	11,979 +
					9,326

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE II - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS - Concluded

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU II - ETAT DETAILLE DES OPERATIONS - Fin

(in millions of dollars - en millions de dollars)

		1989 at August 31 au 31 aout	1988 at August 31 au 31 aout
V. CASH BALANCE AT END OF PERIOD	V. CAISSE EN FIN DE PERIODE		
In Canadian dollars.....	En dollars canadiens.....	3,111	3,023
In foreign currencies.....	En devises etrangeres.....	166	359
TOTAL CASH BALANCE.....	TOTAL DE LA CAISSE.....	3,277	3,382
 VI. UNMATURED DEBT BALANCE	 VI. SOLDE DE LA DETTE NON ECHUE		
Payable in Canadian dollars -	A payer en dollars canadiens -		
Marketable bonds.....	Obligations negociables.....	119,031	109,775
Canada savings bonds.....	Obligations d'epargne du Canada.....	41,684	50,190
Special non-marketable bonds issued to the Canada Pension Plan	Obligations speciales non negociables detenues par le Fonds de placement du regime de pensions du Canada.....	3,071	2,981
Investment Fund.....	Bons du Tresor.....	116,550	86,800
Treasury bills.....		280,336	249,746
Less:	Moins:		
Government's holdings of unmatured debt.....	Dette non echue detenue par le gouvernement.....	3,318 277,018	3,385 246,361
Payable in foreign currencies -	A payer en devises etrangeres -		
Marketable bonds.....	Obligations negociables.....	4,612	6,200
Notes and loans.....	Effets et prets.....	1,689	2,727
Canada bills.....	Bons du Canada.....	1,252	1,057
		7,553	9,984
Less:	Moins:		
Government's holdings of unmatured debt.....	Dette non echue detenue par le gouvernement.....	39 7,514	... 9,984
TOTAL UNMATURED DEBT.....	TOTAL DE LA DETTE NON ECHUE.....	284,532	256,345

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

MONTH OF AUGUST - MOIS D'AOUT
1989 1988 YEAR TO DATE - A CE JOUR
1989-90 1988-89

Agriculture - Department -	Agriculture - Ministère -				
Management and Administration.....	Gestion et administration.....	4,799	4,708	24,518	21,937
Agri-Food -	Secteur agro-alimentaire -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	45,549	46,708	221,522	192,969
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	4,733	7,058	10,639	12,264
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	47,714	38,938	151,405	122,426
Payments to producers under the Agricultural Stabilization Act.....	Pailements aux producteurs en vertu de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles.....	5,740	2,256	26,684	57,937
Contributions to the provinces under the Crop Insurance Act.....	Contributions aux provinces en vertu de la Loi sur l'assurance-récolte....	...	...	402	87
Loan guarantees under the Farm Improvement and Marketing Cooperative Loans Act.....	Prêts garantis en vertu de la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative.....	540	918	3,093	2,068
Interest payments and guarantees under the Advance Payments for Crops Act.....	Pailements d'intérêts et garanties en vertu de la Loi sur le paiement anticipé des récoltes.....	1,125	210	3,522	2,041
Grants to agencies established under the Farm Products Marketing Agencies Act.....	Subventions aux offices établis conformément à la Loi sur les offices de commercialisation des produits de ferme.....	...	...	...	...
Racetrack Supervision Revolving Fund.....	Fonds renouvelable de la surveillance des hippodromes.....	2,862	796	2,911	207
Grains and Oilseeds -	Céréales et oléagineux -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	1,255	47	5,640	60,658
Canadian Grain Commission -	Commission canadienne des grains -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	3,582	4,374	17,482	16,490
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	132,274	31,900	695,163	298,901
Payments in connection with the Prairie Grain Advance Payments Act.....	Pailements relatifs à la Loi sur les pailements anticipés pour le grain des Prairies.....	577	1,001	3,701	5,453
Payments in connection with the Western Grain Stabilization Act.....	Pailements relatifs à la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest.....	25,234	...	25,234	...
Write-off of advances to the credit of the Stabilization Account.....	Radiation d'avances portées au crédit du Compte de stabilisation.....	...	...	...	750,000
		270,260	138,914	1,186,094	1,543,438
Canadian Dairy Commission.....	Commission canadienne du lait.....	571	337	1,720	1,534
Canadian Livestock Feed Board -	Office canadien des provendes -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	112	124	590	505
Contributions.....	Contributions.....	1,272	1,507	5,791	5,509
		1,384	1,631	6,381	6,014
		272,215	140,882	1,194,195	1,550,986
Atlantic Canada Opportunities Agency -	Agence de promotion économique du Canada atlantique -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	2,739	2,507	11,823	7,966
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	19,805	4,019	35,508	12,218
Liabilities in Atlantic Canada under the Small Businesses Loans Act.....	Obligations contractées dans la région de l'Atlantique en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises.....	314	599	1,232	993
Loan insurance payments.....	Pailements d'assurance-prêts.....	...	...	...	...
		22,858	7,125	48,563	21,177
Enterprise Cape Breton Corporation....	Société d'expansion du Cap-Breton.....	...	...	...	...
		22,858	7,125	48,563	21,177

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		MONTH OF AUGUST - MOIS D'AOUT		YEAR TO DATE - A CE JOUR	
		1989	1988	1989-90	1988-89
Communications - Department -	Communications - Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	12,764	9,841	58,396	50,032
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	1,151	510	2,541	1,458
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	4,590	4,186	19,038	22,969
Payments to the Canada Post Corporation.....	Versements à la Société canadienne des postes.....	4,591	4,591	27,546	22,955
Government Telecommunications Agency Revolving Fund.....	Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales...	- 11,635 -	2,132	7,375	5,813
		11,461	16,996	114,896	103,227
Canada Council.....	Conseil des Arts du Canada.....	7,300	12,977	57,992	62,682
Canadian Broadcasting Corporation -	Société Radio-Canada -				
Payments for operating expenditures.....	Paielements pour les dépenses de fonctionnement.....	85,667	58,254	422,506	378,059
Payments for working capital.....	Paielements pour le fonds de roulement...	333	357	2,002	2,011
Payments for capital expenditures...	Paielements pour les dépenses en capital...	2,000	9,389	41,492	45,164
		88,000	68,000	466,000	425,234
Canadian Film Development Corporation.....	Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne.....	14,744	9,096	59,239	40,090
Canadian Radio-television and Telecommunications Commission.....	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes.....	2,338	2,282	11,489	10,331
National Archives of Canada.....	Archives nationales du Canada.....	4,100	2,893	20,874	16,505
National Arts Centre Corporation.....	Corporation du Centre national des Arts..	1,400	800	8,736	8,300
National Film Board -	Office national du film -				
National Film Board Revolving Fund - Operating loss.....	Fonds renouvelable de l'Office national du film - Déficit de fonctionnement....	4,605	4,790	31,226	20,176
National Film Board Revolving Fund.....	Fonds renouvelable de l'Office national du film.....	852	2,073	- 3,301	2,551
		5,457	6,863	27,925	22,727
National Library.....	Bibliothèque nationale.....	2,648	2,006	12,130	10,376
National Museums of Canada -	Musées nationaux du Canada -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	8,154	7,715	30,701	26,328
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	2,351	1,449	5,937	3,112
		10,505	9,164	36,638	29,440
		147,953	131,077	815,919	728,912
Consumer and Corporate Affairs -	Consommation et Corporations -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	11,180	10,142	54,706	47,899
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	554	248	1,366	565
Payments to the provinces for the purpose of research and development relating to medicine.....	Paielements aux provinces pour la recherche sur les médicaments et leur développement.....	...	...	...	...
		11,734	10,390	56,072	48,464
Competition Tribunal.....	Tribunal de la concurrence.....	87	70	380	283
Copyright Board.....	Commission du droit d'auteur.....	7	...	52	...
Hazardous Material Information Review Commission.....	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses.....	84	53	282	176
Patented Medicine Prices Review Board.....	Conseil d'examen du prix des médicaments.....	256	160	756	324
Procurement Review Board.....	Commission de révision des marchés publics.....	21	...	39	...
Standards Council of Canada.....	Conseil canadien des normes.....	885	372	2,986	2,531
		13,074	11,045	60,567	51,778

(1)

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

MONTH OF AUGUST - MOIS D'AOUT
1989 1988
YEAR TO DATE - A CE JOUR
1989-90 1988-89

Employment and Immigration - Department/Commission -	Emploi et Immigration - Ministère/Commission -				
Corporate and Special Services.....	Services généraux et spéciaux.....	-	4,328	32,370	- 15,370 11,609
Employment and Insurance -	Emploi et assurance -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....		27,044	27,089	70,075 22,027
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....		93,362	85,265	421,920 432,481
Government's contribution to the Unemployment Insurance Account.....	Contribution de l'Etat au compte d'assurance-chômage.....		218,947	28,761	1,163,455 967,010
Government's contribution in respect of Fishermen's Benefits.....	Contributions de l'Etat au titre des prestations versées aux pêcheurs.....		3,882	3,678	80,194 79,125
Immigration -	Immigration -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....		13,981	11,283	63,999 45,285
Contributions.....	Contributions.....		6,619	5,385	26,283 19,114
			359,507	193,831	1,810,556 1,576,651
Advisory Council on the Status of Women.....	Conseil consultatif sur la situation de la femme.....		307	239	1,123 1,069
Immigration and Refugee Board of Canada.....	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada.....		3,782	967	15,675 4,443
Status of Women - Office of the Co-ordinator.....	Condition féminine - Bureau de la coordonnatrice.....		182	209	1,234 992
			363,778	195,246	1,828,588 1,583,155
Energy, Mines and Resources - Department -	Energie, Mines et Ressources - Ministère -				
Administration.....	Administration.....		3,860	2,999	17,187 17,399
Energy -	Energie -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....		2,465	7,028	24,644 28,288
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....		8,257	1,150	11,468 3,342
Payments to Interprovincial Pipe Line Limited.....	Paiements à l'Interprovincial Pipe Line Limited.....		...	...	... 628
Canada/Nova Scotia Development Fund.....	Fonds de développement Canada/Nouvelle- Ecosse.....		...	1	... 8
Canada/Newfoundland Development Fund.....	Fonds de développement Canada/Terre-Neuve.....		...	...	4,819 4,708
Canada/Newfoundland Offshore Petroleum Board.....	L'Office Canada/Terre-Neuve des hydrocarbures.....		147	131	1,001 972
Nova Scotia Drilling Assistance Fund.....	Fonds d'aide destinés au forage Nouvelle-Ecosse.....		...	...	... ..
Petroleum Compensation.....	Indemnisation pétrolière.....		...	55	10 - 1,351
Canadian Exploration and Development Incentive Program.....	Programme canadien d'encouragement à l'exploration et à la mise en valeur..		...	12,384	... 14,825
Offshore Oil and Gas Resource Revenue Fund (Nova Scotia).....	Fonds des recettes provenant des ressources pétrolières et gazières (Nouvelle-Ecosse).....		...	...	... ..
Minerals and Earth Sciences -	Minéraux et sciences de la Terre -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....		24,187	24,712	99,988 90,868
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....		1,340	2,464	4,470 4,942
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....		811	760	9,445 14,402
			41,067	51,684	173,032 179,031
Atomic Energy Control Board.....	Commission de contrôle de l'énergie atomique.....		1,936	1,641	8,431 7,712
Atomic Energy of Canada Limited.....	Energie atomique du Canada, Limitée.....		16,541	16,125	77,551 82,867
National Energy Board.....	Office national de l'énergie.....		1,514	1,706	8,489 8,278
Petro-Canada International Assistance Corporation.....	La Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale.....		2,000	5,800	13,000 23,765
			63,058	76,956	280,503 301,653

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

		(in thousands of dollars - en milliers de dollars)			
		MONTH OF AUGUST - MOIS D'AOUT		YEAR TO DATE - A CE JOUR	
		1989	1988	1989-90	1988-89
Environment -	Environnement -				
Administration.....	Administration.....	4,727	2,283	18,552	15,957
Environmental Services -	Services de l'environnement -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	27,891	28,950	146,264	129,551
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	5,617	1,865	11,599	6,770
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	895	999	3,955	2,913
Parks -	Parcs -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	26,839	22,248	105,639	89,964
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	7,278	6,839	21,361	18,917
National Battlefields	Commission des champs de bataille				
Commission.....	nationaux.....	239	197	758	687
		73,486	63,381	308,128	264,759
External Affairs -	Affaires extérieures -				
Department -	Ministère -				
Canadian Interests Abroad -	Intérêts du Canada à l'étranger -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	53,432	58,351	226,799	185,012
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	6,925	3,156	18,366	7,386
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	12,013	11,481	37,961	42,693
Passport Revolving Fund.....	Fonds renouvelable des passeports.....	185	4,882	314	150
Payments under the Asia-Pacific	Paielements en vertu de la Loi sur la				
Foundation of Canada Act.....	Fondation Asie-Pacifique du Canada.....	...	...	...	...
World Exhibitions.....	Expositions internationales.....	36	241	154	686
		72,591	78,111	282,966	235,627
Canadian Commercial Corporation.....	Corporation commerciale canadienne.....	2,603	630	4,948	2,880
Canadian Institute for International	Institut canadien pour la paix et la				
Peace and Security.....	sécurité mondiales.....	...	...	2,000	2,500
Canadian International Development	Agence canadienne de développement				
Agency -	international -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	8,292	6,866	33,276	32,381
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	90,344	165,370	541,262	601,590
Payments to International Financial	Paielements aux institutions financières				
Institutions.....	internationales.....	35,426	36,326	35,426	55,660
Payments under the International	Paielements en vertu de la Loi				
Centre for Human Rights	du centre international des droits				
and Democratic Development	de la personne et du développement				
Act.....	démocratique.....	...	...	...	...
Payments under the Asia-Pacific	Paielements en vertu de la Loi sur la				
Foundation of Canada Act.....	Fondation Asie-Pacifique du Canada.....	...	...	...	500
		134,062	208,562	609,964	690,131
Export Development Corporation.....	Société pour l'expansion des exportations	6,891	...	17,049	...
International Centre for Ocean	Centre international d'exploitation des				
Development.....	océans.....	400	300	2,500	1,700
International Development Research	Centre de recherches pour le				
Centre.....	développement international.....	9,050	19,033	45,225	57,100
International Joint Commission.....	Commission mixte internationale.....	275	326	1,957	1,240
		225,872	306,962	966,609	991,178
Finance -	Finances -				
Department -	Ministère -				
Financial and Economic Policies -	Politiques financières et économiques -				
Program expenditures.....	Dépenses du Programme.....	9,219	4,579	28,181	18,511
Payments to the International	Paielements à l'Association				
Development Association.....	internationale de développement.....	...	...	64,800	129,777
Payments to the International	Paielements au Fonds monétaire				
Monetary Fund.....	international.....	...	...	...	...
Purchase of Domestic Coinage.....	Achat de la monnaie canadienne.....	6,873	3,304	35,655	19,597
Public Debt.....	Service de la dette publique.....	3,308,691	2,665,983	15,883,176	13,196,553
Fiscal Transfer Payments.....	Paielements de transfert fiscal.....	612,106	530,833	2,981,659	2,593,986
Special Program -	Programme spécial -				
Payments under the Financial	Paielements en vertu de la Loi sur				
Institutions Depositors	l'indemnité aux déposants de				
Compensation Act.....	certaines institutions financières....	...	...	...	2,618
Foreign Claims Fund.....	Caisse des réclamations étrangères.....	...	...	...	...
		3,936,889	3,204,699	18,993,471	15,961,042
Auditor General.....	Vérificateur général.....	4,420	3,075	19,504	16,125
Canadian International Trade	Tribunal canadien du commerce				
Tribunal.....	extérieur.....	627	477	2,759	2,316
Office of the Superintendent of	Bureau du surintendant des				
Financial Institutions.....	institutions financières.....	1,952	2,189	12,331	9,582
Privatization and	Privatisation et affaires				
Regulatory Affairs.....	réglementaires.....	437	510	2,186	2,410
		3,944,325	3,210,950	19,005,589	15,972,311

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		MONTH OF AUGUST - MOIS D'AOUT		YEAR TO DATE - A CE JOUR	
		1989	1988	1989-90	1988-89
Fisheries and Oceans -	Pêches et Océans -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	52,893	40,916	198,325	164,215
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	11,503	2,722	20,971	6,150
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	583	336	2,990	2,241
Liabilities under the Fisheries Improvement Loans Act.....	Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aidant aux opérations de pêche.....	77	1	105	86
		65,056	43,973	222,181	172,692
Forestry-	Forêts -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	7,617	7,502	37,654	33,475
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	582	858	2,100	2,543
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	7,956	18,607	17,423	32,905
		16,155	26,967	57,177	68,923
Governor General.....	Gouverneur général.....	696	779	3,636	2,945
Indian Affairs and Northern Development -	Affaires indiennes et Nord canadien -				
Department -	Ministère -				
Administration -	Administration -				
Program expenditures.....	Dépenses du Programme.....	3,711	3,497	15,751	13,778
Indian and Inuit Affairs -	Affaires indiennes et inuit -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	16,944	14,508	80,389	81,450
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	489	849	822	1,112
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	143,331	135,230	797,461	709,657
Liabilities in respect of loan guarantees made to Indians for Housing and Economic Development.....	Obligations relatives aux garanties de prêts accordés aux Indiens pour le logement et le développement économique.....	42	4	211	133
Grant under the Western Arctic (Inuvialuit) Claims Settlement Act.....	Subvention en vertu de la Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région ouest de l'Arctique.....	...	...	...	...
Northern Affairs -	Affaires du Nord -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	5,473	4,678	25,471	18,889
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	292	1,260	660	1,491
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	13,298	845	17,193	3,313
Transfer Payments to the Territorial Governments -	Transfert aux gouvernements territoriaux -				
Payments to Yukon Territory.....	Paielements au Yukon.....	19,000	15,000	121,000	107,000
Payments to Northwest Territories...	Paielements aux Territoires du Nord-Ouest	80,000	55,000	397,000	375,000
Northern Canada Power Commission -	Commission d'énergie du Nord canadien -				
Write-off from the accounts of Canada of certain debts.....	Radiation des comptes du Canada de certaines dettes.....	...	...	...	...
		282,580	230,871	1,455,958	1,311,823

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

	MONTH OF AUGUST - MOIS D'AOUT		YEAR TO DATE - A CE JOUR	
	1989	1988	1989-90	1988-89
Industry, Science and Technology - Department -				
Operating expenditures.....	16,637	8,216	66,040	60,158
Payments to Canadian Patents and Development Limited.....	...	...	599	756
Grants and contributions.....	31,222	7,013	101,811	122,267
Liabilities under the Small Businesses Loans Act.....	2,104	2,394	9,253	8,425
Insurance payments under the Enterprise Development Program and guarantees under the Industrial and Regional Development Program.....	68 50,031	...	2,760	4
		3,597	180,463	191,610
Regional and Native Economic Development -				
Operating expenditures.....	1,536	5,397	9,081	5,397
Grants and contributions.....	12,257 13,793	41,876 47,273	36,443 45,524	41,876 47,273
Cape Breton Development Corporation... Federal Business Development Bank..... Investment Canada.....	...	...	13,000	19,800
	1,200	1,900	18,550	35,100
	749	769	3,513	3,063
	1,949	2,669	35,063	57,963
Ministry of State (Science and Technology) -				
Operating expenditures.....	122	1,389	669	5,387
Grants and contributions.....	...	3,228	...	4,630
	122	4,617	669	10,017
National Research Council of Canada -				
Operating expenditures.....	20,149	29,800	96,303	93,757
Capital expenditures.....	6,736	4,519	17,809	13,340
Grants and contributions.....	8,308 35,193	8,721 43,040	33,750 147,862	32,916 140,013
Natural Sciences and Engineering Research Council -				
Operating expenditures.....	1,234	914	5,046	3,837
Grants.....	53,183 54,417	48,109 49,023	142,407 147,453	130,542 134,379
Science Council of Canada..... Statistics Canada..... Canada Post Corporation.....	234	301	1,213	1,117
	19,763	19,124	101,467	89,325
	16,208	16,292	97,252	81,456
	191,710	185,936	756,966	753,153

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

MONTH OF AUGUST - MOIS D'AOUT
1989 1988
YEAR TO DATE - A CE JOUR
1989-90 1988-89

Justice -	Justice -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	9,994	8,787	46,596	39,915
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	24,339	7,085	63,342	57,488
		34,333	15,872	109,938	97,403
Canadian Human Rights	Commission canadienne des droits de la				
Commission.....	personne.....	1,035	889	4,896	3,934
Commissioner for Federal Judicial	Commissaire à la magistrature				
Affairs -	fédérale -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	240	367	1,799	1,391
Judges' salaries, allowances and	Traitements, indemnités et pensions				
annuities.....	des juges.....	11,526	10,962	57,901	53,969
		11,766	11,329	59,700	55,360
Federal Court of Canada.....	Cour fédérale du Canada.....	1,107	792	5,296	4,189
Law Reform Commission of Canada.....	Commission de réforme du droit du Canada.	353	371	1,805	1,701
Offices of the Information and	Bureaux du Commissaire à l'information et				
Privacy Commissioners of	du Commissaire à la protection de la vie				
Canada.....	privée du Canada.....	457	350	2,140	1,713
Supreme Court of Canada.....	Cour suprême du Canada.....	1,005	633	3,816	2,971
Tax Court of Canada.....	Cour canadienne de l'impôt.....	479	325	2,009	1,316
		50,535	30,561	189,600	168,587
Labour -	Travail -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	4,926	3,903	22,752	19,382
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	749	1,142	3,645	4,128
Payments of compensation respecting	Paiements d'indemnités à des employés				
government employees and merchant	de l'Etat et à des marins				
seamen.....	marchands.....	2,107	3,797	8,363	15,590
Labour Adjustment Benefits	Prestations d'adaptation pour les				
payments.....	travailleurs.....	1,309	8,853	41,903	48,252
		4,877	17,695	76,663	87,352
Canada Labour Relations Board.....	Conseil canadien des relations du travail	663	558	3,204	2,410
Canadian Centre for Occupational	Centre canadien d'hygiène et de				
Health and Safety.....	sécurité au travail.....	642	778	3,018	2,977
		6,182	19,031	82,885	92,739
National Defence -	Défense nationale -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	691,716	650,062	2,853,370	2,586,115
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	169,617	128,124	597,827	544,721
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	33,732	32,826	40,118	57,625
Military pensions.....	Pensions militaires.....	43,219	75,784	281,631	276,102
		938,284	886,796	3,772,946	3,464,563
Emergency Preparedness Canada -	Protection civile Canada -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	60	...	300	...
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	...	...	...	...
		60	...	300	...
		938,344	886,796	3,773,246	3,464,563

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

		(in thousands of dollars - en milliers de dollars)			
		MONTH OF AUGUST - MOIS D'AOUT		YEAR TO DATE - A CE JOUR	
		1989	1988	1989-90	1988-89
National Health and Welfare - Department -	Santé nationale et Bien-être social - Ministère -				
Departmental Administration.....	Administration centrale.....	6,342	6,113	29,508	26,362
Health Services and Promotion -	Services et promotion de la santé -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	2,619	2,149	10,464	8,480
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	3,300	2,579	19,699	15,698
Payments for insured health services and extended health care services.....	Versements à l'égard des services de santé assurés et des services complémentaires de santé.....	555,163	581,073	2,920,375	2,937,670
Social Services -	Services sociaux -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	1,931	1,265	7,978	5,120
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	8,273	7,881	42,969	19,845
Canada Assistance Plan Payments.....	Versements en vertu du Régime d'assistance publique du Canada.....	467,744	421,105	2,076,662	1,935,742
Medical Services -	Services médicaux -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	38,959	39,436	180,665	153,027
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	941	523	1,727	1,292
Health Protection -	Protection de la santé -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	11,861	10,109	59,207	45,939
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	2,273	420	2,833	779
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	330	...	721	...
Income Security -	Sécurité du revenu -				
Program expenditures.....	Dépenses du Programme.....	10,254	8,271	39,529	39,072
Family Allowance payments.....	Versements d'allocations familiales....	219,028	215,587	1,097,119	1,081,052
Old Age Security, Guaranteed Income Supplement and Spouse's Allowance payments.....	Versements de sécurité de la vieillesse, du supplément de revenu garanti et d'allocations au conjoint..	1,332,782	1,252,057	6,559,907	6,201,108
Fitness and Amateur Sport -	Condition physique et sport amateur -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	1,020	850	3,757	3,088
Contributions.....	Contributions.....	6,465	1,382	32,522	29,443
XV Olympic Winter Games.....	XVe Jeux Olympiques d'hiver.....	...	205	...	1,599
		2,669,285	2,551,005	13,085,642	12,505,316
Medical Research Council -	Conseil de recherches médicales -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	372	292	1,571	1,590
Grants.....	Subventions.....	16,377	15,624	81,718	76,441
		16,749	15,916	83,289	78,031
		2,686,034	2,566,921	13,168,931	12,583,347
National Revenue -	Revenu national -				
Customs and Excise -	Douanes et Accise -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	44,379	36,288	208,191	171,541
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	741	692	1,598	2,219
		45,120	36,980	209,789	173,760
Taxation -	Impôt -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	68,241	47,800	400,287	322,874
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	2,065	444	5,373	1,364
		70,306	48,244	405,660	324,238
		115,426	85,224	615,449	497,998
Parliament -	Parlement -				
Senate.....	Sénat.....	2,830	3,113	12,892	12,663
House of Commons.....	Chambre des communes.....	18,143	15,476	71,541	68,649
Library of Parliament.....	Bibliothèque du Parlement.....	1,130	1,025	5,357	4,683
		22,103	19,614	89,790	85,995

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

MONTH OF AUGUST - MOIS D'AOUT
1989 1988
YEAR TO DATE - A CE JOUR
1989-90 1988-89

Privy Council -	Conseil privé -				
Department -	Ministère -	4,990	3,196	18,990	14,219
Canadian Intergovernmental Conference	Secrétariat des Conférences				
Secretariat -	intergouvernementales canadiennes -	359	200	992	820
Chief Electoral Officer -	Directeur général des élections -	715	1,587	17,505	6,601
Commissioner of Official Languages -	Commissaire aux langues officielles -	940	781	4,546	3,720
Economic Council of Canada -	Conseil économique du Canada -	760	736	3,612	3,278
Northern Pipeline Agency -	Administration du pipe-line du Nord -	5	13	39	60
Public Service Staff Relations	Commission des relations de travail dans				
Board -	la Fonction publique -	715	680	3,541	3,249
Security Intelligence Review	Comité de surveillance des activités de				
Committee -	renseignement de sécurité -	104	115	503	467
		8,588	7,308	49,728	32,414
Public Works -	Travaux publics -				
Department -	Ministère -				
Services -	Services -				
Public Works Revolving	Fonds renouvelable des Travaux				
Fund - Operating loss -	publics - Déficit de fonctionnement -	1,715	20	1,837	54
Public Works Revolving Fund -	Fonds renouvelable des Travaux publics -	78,082	3,428	238,775	152,154
Real Property -	Biens immobiliers -				
Operating expenditures -	Dépenses de fonctionnement -	74,459	64,198	248,207	224,222
Capital expenditures -	Dépenses en capital -	14,119	9,650	24,534	19,912
Grants to municipalities and other	Subventions aux municipalités et				
taxing authorities -	autres autorités taxatrices -	24,655	27,604	148,449	171,845
Crown Corporations -	Sociétés d'Etat -				
Payments to Canada Museums	Paielements à la Société de construction				
Construction Corporation Inc -	des musées du Canada Inc -	4,000	...	21,200	34,253
Payments to Canada Lands Company	Paielements à la Société immobilière du				
(Le Vieux-Port de Montréal)	Canada (Le Vieux-Port de Montréal)				
Limited -	Limitée -	1,715	...	2,645	4,497
Payments to Canada Lands Company	Paielements à la Société immobilière du				
(Mirabel) Limited -	Canada (Mirabel) Limitée -	...	300	...	2,198
		198,745	105,200	685,647	609,135
Canada Mortgage and Housing	Société canadienne d'hypothèques et de				
Corporation -	logements -				
Operating expenditures -	Dépenses de fonctionnement -	127,744	86,040	483,921	447,822
Urban Renewal Contributions -	Contributions pour la rénovation urbaine	...	251	...	251
		127,744	86,291	483,921	448,073
National Capital Commission -	Commission de la Capitale nationale -				
Payment for operating	Paielement pour les dépenses				
expenditures -	de fonctionnement -	5,100	2,600	19,300	17,900
Payment for capital expenditures -	Paielement pour les dépenses en capital -	1,900	4,300	8,700	11,800
Payment for grants and	Paielement pour les subventions				
contributions -	et contributions -	900	1,500	6,900	4,900
		7,900	8,400	34,900	34,600
		334,389	199,891	1,204,468	1,091,808
Secretary of State -	Secrétariat d'Etat -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures -	Dépenses de fonctionnement -	17,380	10,319	71,499	60,648
Grants and contributions -	Subventions et contributions -	12,225	17,616	65,012	67,335
Post-Secondary Education payments	Paielements pour l'enseignement				
to provinces -	postsecondaire faits aux provinces -	181,339	199,153	973,701	991,333
Payments under the Canada	Paielements en vertu de la Loi canadienne				
Student Loans Act -	sur les prêts aux étudiants -	16,957	8,214	114,331	89,053
		227,901	235,302	1,224,543	1,208,369
Canadian Centre for Management	Centre canadien de				
Development -	gestion -	708	...	2,012	...
Multiculturalism and Citizenship -	Multiculturalisme et Citoyenneté -				
Operating expenditures -	Dépenses de fonctionnement -	17,549	4,345	65,936	4,345
Grants and contributions -	Subventions et contributions -	2,520	4,807	6,952	4,807
Public Service Commission -	Commission de la Fonction publique -				
Program expenditures -	Dépenses du Programme -	9,581	8,896	48,179	43,548
Staff Development and Training	Fonds renouvelable du perfectionnement				
Revolving Fund -	et de la formation du personnel -	156	447	1,263	1,304
		30,514	18,495	124,342	54,004
Social Sciences and Humanities	Conseil de recherches en				
Research Council -	sciences humaines -				
Operating expenditures -	Dépenses de fonctionnement -	520	634	2,245	2,274
Grants -	Subventions -	9,056	8,187	32,318	26,805
		9,576	8,821	34,563	29,079
		267,991	262,618	1,383,448	1,291,452

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		MONTH OF AUGUST - MOIS D'AOUT		YEAR TO DATE - A CE JOUR	
		1989	1988	1989-90	1988-89
Solicitor General - Department.....	Solliciteur général - Ministère.....	1,987	1,218	9,277	7,741
Canadian Security Intelligence Service.....	Service canadien du renseignement de sécurité.....	12,538	11,612	54,780	53,174
Correctional Service - Operating expenditures.....	Service correctionnel - Dépenses de fonctionnement.....	58,985	53,218	279,934	239,058
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	2,291	3,192	4,814	5,219
		61,276	56,410	284,748	244,277
National Parole Board.....	Commission nationale des libérations conditionnelles.....	1,730	1,445	8,059	6,653
Royal Canadian Mounted Police - Operating expenditures.....	Gendarmerie royale du Canada - Dépenses de fonctionnement.....	114,931	103,298	359,887	328,801
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	8,693	9,844	19,726	27,511
Pensions and other employee benefits - Members of the Force....	Pensions et autres prestations des employés - Membres de la GRC.....	9,228	7,943	47,588	47,332
		132,852	121,085	427,201	403,644
Royal Canadian Mounted Police External Review Committee.....	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada.....	95	27	346	147
Royal Canadian Mounted Police Public Complaints Commission.....	Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada.....	387	228	768	228
		210,865	192,025	785,179	715,864
Supply and Services - Department -	Approvisionnement et Services - Ministère -				
Program expenditures.....	Dépenses du Programme.....	27,927	11,425	132,185	112,572
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	27	...	90	...
Reciprocal Taxation.....	Imposition réciproque.....	24,581	22,509	121,192	108,497
Supply Revolving Fund.....	Fonds renouvelable des approvisionnements.....	4,227	14,132	38,784	42,091
Defence Production Revolving Fund.....	Fonds renouvelable de la production de défense.....	...	2,999	...	5,341
		48,308	51,065	292,251	268,501

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		MONTH OF AUGUST - MOIS D'AOUT		YEAR TO DATE - A CE JOUR	
		1989	1988	1989-90	1988-89
Transport -	Transports -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	72,051	46,175	301,885	219,408
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	31,552	33,482	113,394	80,531
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	7,714	18,277	38,764	76,647
Payments to the Canada Ports Corporation for the Inter - Port Loan Program.....	Pailements à la Société canadienne des ports pour un programme de prêts interportuaires.....	...	...	24,750	... ⁽²⁾
Payment to the Canarctic Shipping Company, Limited.....	Pailement à la Compagnie de navigation Canarctic Limitée.....	...	...	4,405	4,355
Payment to the Jacques Cartier and Champlain Bridges Inc.....	Pailement à la Société Les ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée.....	972	421	2,094	788
Payments to Marine Atlantic Inc.....	Pailements à Marine Atlantique S.C.C....	14,083	26,415	55,499	69,731
Payments to VIA Rail Canada Inc.....	Pailements à VIA Rail Canada Inc.....	66,679	44,200	157,244	89,881
Payment to the St. Lawrence Seaway Authority.....	Pailement à l'administration de la voie maritime du Saint-Laurent.....	315	492	4,215	3,825
Payments to the CN Railway for benefits provided to employees.....	Pailements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada pour les avantages accordés à ses employés.....	8	...	8	27
Self-Supporting Airports and Associated Ground Services Revolving Fund.....	Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes.....	3,636	15,186	54,987	64,213
Termination of tolls - Victoria Bridge.....	Abolition des péages sur le pont Victoria.....	...	379	349	652
Payments to Pilotage Authorities.....	Pailements aux Administrations de pilotage.....	...	...	...	...
Payment to the Canada Ports Corporation.....	Pailement à la Société canadienne des ports.....	...	...	...	190
Canadian Aviation Safety Board.....	Bureau canadien de la sécurité aérienne..	197,010	154,655	647,620	481,822
Civil Aviation Tribunal.....	Tribunal de l'aviation civile.....	1,353	1,197	5,936	5,431
Grain Transportation Agency Administrator.....	Administrateur de l'Office du transport du grain.....	43	75	213	205
National Transportation Agency -	Office national des transports -	396	556	1,277	3,101
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	3,308	2,944	14,189	15,796
Contributions.....	Contributions.....	89	1,439	3,900	7,900
Payments under the Western Grain Transportation Act.....	Pailements en vertu de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest.....	89,306	60,359	317,059	469,016
Payments under the Railway Act.....	Pailements en vertu de la Loi sur les chemins de fer.....	16,168	2,228	18,755	19,021
Payments under the National Transportation Act.....	Pailements en vertu de la Loi nationale sur les transports.....	1,022	...	6,424	...
Payments under the Atlantic Region Freight Assistance Act.....	Pailements en vertu de la Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la région Atlantique.....	5,325	5,552	33,428	32,713
		115,218	72,522	393,755	544,446
		314,020	229,005	1,048,801	1,035,005
Treasury Board -	Conseil du Trésor -				
Secretariat -	Secrétariat -				
Central Administration of the Public Service.....	Administration centrale de la Fonction publique.....	5,103	4,724	22,541	21,630
Government Contingencies and Centrally Financed Programs.....	Programme des éventualités du gouvernement et programmes financés par l'administration centrale.....	...	...	...	...
Employer Contributions to Insurance Plans.....	Contributions de l'employeur aux régimes d'assurance.....	8,901	17,454	79,272	73,108
Temporary Assignments.....	Affectations temporaires.....	93	70	868	1,011
		14,097	22,248	102,681	95,749
Comptroller General.....	Contrôleur général.....	677	877	4,242	4,815
		14,774	23,125	106,923	100,564

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Concluded

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Fin

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		MONTH OF AUGUST - MOIS D'AOUT		YEAR TO DATE - A CE JOUR	
		1989	1988	1989-90	1988-89
Veterans Affairs -	Affaires des anciens combattants -				
Veterans Affairs -	Affaires des anciens combattants -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	32,746	29,704	143,799	128,072
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	104,676	105,301	509,697	509,062
Canadian Pension Commission.....	Commission canadienne des pensions.....	328	268	1,639	1,524
Bureau of Pensions	Bureau de services juridiques				
Advocates.....	des pensions.....	629	765	2,937	2,598
Veterans Appeal Board.....	Tribunal d'appel des anciens combattants	188	80	991	942
		138,567	136,118	659,063	642,198
Western Economic Diversification -	Diversification de l'économie de l'Ouest -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	1,706	818	8,497	3,205
Grants and Contributions.....	Subventions et contributions.....	9,071	4,229	20,217	11,269
Liabilities under the Small	Obligations contractées en vertu de la				
Business Loans	Loi sur les prêts aux petites				
Act.....	entreprises.....	818	1,264	4,270	4,756
		11,595	6,311	32,984	19,230
Expenditure by department on behalf of	Dépenses des ministères pour le compte				
other departments.....	d'autres ministères.....	3,021	5,590	17,445	11,947
Provision for valuation.....	Provision pour évaluation.....	...	...	...	...
Consolidation of specified purpose	Consolidation de comptes à fins				
accounts (net of internal	déterminées (déduction faite des				
transactions) -	opérations internes) -				
Unemployment Insurance Account.....	Compte d'assurance-chômage.....	618,837	774,792	3,589,695	3,503,212
Western Grain Stabilization	Compte de stabilisation concernant				
Account.....	le grain de l'Ouest.....	- 25,714	118	- 24,487	- 56,308
Agricultural Commodities	Comptes de stabilisation concernant				
Stabilization Accounts.....	des produits agricoles.....	73,751	27,028	182,604	41,415
Crop Reinsurance Fund.....	Fonds de réassurance-récolte.....	...	...	...	...
Other.....	Autres.....	5	8	144	22
		666,879	801,946	3,747,956	3,488,341
Other internal transactions.....	Autres opérations internes.....	- 8,502	- 6,035	- 37,249	- 16,713
TOTAL EXPENDITURE.....	TOTAL DES DEPENSES.....	11,511,935	10,149,264	54,215,477	49,325,391

(1) The program was established after April 1988.
(2) The program was established in fiscal year 1989-90.

(1) Le programme a été établi après avril 1988.
(2) Le programme a été établi dans l'exercice 1989-90.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA

1. Significant Accounting Policies

The accounting policies of the Government of Canada are based on concepts embodied in the Constitution Acts, and in the Financial Administration Act and other legislation.

i. Government of Canada as an accounting entity

For purposes of maintaining the accounts of Canada and preparing the monthly Statements of Financial Operations, the Government of Canada is defined as all the departments named in Schedule I of the Financial Administration Act; any division or branch of the Public Service, including a commission appointed under the Inquiries Act, designated by the Governor in Council as a department for purposes of the Financial Administration Act; the staffs of the Senate, the House of Commons, and the Library of Parliament; and, any corporation named in Schedule II of the Financial Administration Act.

In accordance with the above definition, the corporations listed in Parts I and II of Schedule III of the Financial Administration Act, and those Crown corporations that are not subject to Divisions I to IV of Part X of the Financial Administration Act, are excluded from the Government of Canada as an accounting entity; therefore, their financial statements are not consolidated with those of the Government. However, the borrowings of those corporations which are agents of the Crown are recorded as a liability of the Government net of borrowings expected to be repaid directly by these corporations.

In addition, certain accounts and funds have financial statements which are not consolidated with those of the Government. These accounts and funds include the Canada Pension Plan Account, superannuation accounts and other specified purpose accounts.

ii. Classification of financial transactions

The financial transactions of the Government, as recorded in the accounts of Canada and reported in the monthly Statements of Financial Operations, are classified into budgetary, non-budgetary, foreign exchange and unmatured debt transactions.

In general terms, budgetary transactions enter into the calculation of the monthly and annual deficit or surplus and are reported, after elimination of transactions internal to the Government, on the Summary and Detailed Statements of Transactions. All other transactions lead to the acquisition or disposal of financial claims (assets) or to the creation or discharge of financial obligations (liabilities).

For purposes of reporting, the classification in force at the beginning of the year is used and amounts for the previous year are reclassified to conform to the current year's accounting policies and presentation.

iii. Budgetary transactions

REVENUE

Revenue consists of all tax and non-tax receipts which affect the monthly and annual deficit or surplus of the Government.

Revenue is reported after deducting refunds paid, and excludes amounts receivable, taxes collected on behalf of provinces and territories, and amounts credited to the Canada Pension Plan Account, superannuation accounts, other specified purpose accounts, and other liability accounts.

The Government generally reports revenue in the year in which it is received. Refunds of revenue are allocated to the year in which the obligation for refund, as determined by the completion of manual assessment, and commencement of the mechanical processing cycle, occurs.

On the Summary and Detailed Statements of Transactions the revenue reported excludes revenue from outside parties credited to appropriations.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU GOUVERNEMENT DU CANADA

1. Conventions comptables importantes

Les conventions comptables du gouvernement du Canada sont fondées sur des notions contenues dans les Lois constitutionnelles, et dans la Loi sur la gestion des finances publiques et autres textes législatifs.

i. Entité comptable du gouvernement du Canada

Afin de tenir les comptes du Canada et de préparer les états mensuels des opérations financières, le gouvernement du Canada se définit comme l'ensemble des ministères mentionnés à l'annexe I de la Loi sur la gestion des finances publiques; toute division ou direction de la Fonction publique, y compris toute commission nommée conformément à la Loi sur les enquêtes et désignée par le gouverneur en conseil comme ministère aux fins de la Loi sur la gestion des finances publiques; les employés du Sénat, de la Chambre des communes et de la Bibliothèque du Parlement; ainsi que toute société mentionnée à l'annexe II de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Conformément à la définition susmentionnée, les sociétés énumérées aux parties I et II de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques, et les sociétés de la Couronne qui ne sont pas sujettes aux sections I à IV de la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques, ne font pas partie de l'entité comptable du gouvernement du Canada; ainsi, leurs états financiers ne sont pas consolidés avec ceux du gouvernement. Cependant, les emprunts des sociétés mandataires de la Couronne sont inscrits comme élément de passif du gouvernement après avoir déduit les emprunts à être probablement remboursés directement par ces sociétés.

En outre, certains comptes et fonds possèdent leurs propres états financiers qui ne sont pas consolidés avec ceux du gouvernement. Ces comptes et fonds comprennent le Compte du régime de pensions du Canada, les comptes de pension de retraite et les autres comptes à fins déterminées.

ii. Catégories d'opérations financières

Les opérations financières du gouvernement, enregistrées dans les comptes du Canada et présentées dans les états mensuels des opérations financières, sont réparties en opérations budgétaires, non budgétaires, de change et de la dette non échue.

En somme, les opérations budgétaires entrent dans le calcul du déficit ou de l'excédent mensuel et annuel et sont inscrites aux états sommaire et détaillé des opérations après l'élimination des opérations internes du gouvernement. Toutes les autres opérations mènent soit à l'acquisition ou au règlement de créances (actif), soit à la création ou au règlement de dettes (passif).

Aux fins de compte rendu, la classification en vigueur au début de l'exercice est utilisée. Les montants de l'exercice précédent sont reclassifiés pour être conformes aux conventions comptables et à la présentation de l'exercice en cours.

iii. Opérations budgétaires

RECETTES

Les recettes comprennent toutes les recettes fiscales et non fiscales qui agissent sur le déficit ou l'excédent mensuel et annuel du gouvernement.

Les recettes sont comptabilisées après déduction des remboursements versés, et ne comprennent ni les sommes à recevoir, ni les impôts prélevés au nom des provinces et territoires, ni les montants crédités au Compte du régime de pensions du Canada, aux comptes de pension de retraite, aux autres comptes à fins déterminées, et aux autres comptes de passif.

Les recettes du gouvernement sont généralement comptabilisées au titre de l'exercice au cours duquel elles ont été reçues. Les remboursements de recettes sont imputés à l'exercice au cours duquel l'existence d'une dette est déterminée, c'est à dire au moment où la cotisation faite manuellement est complétée et où le cycle de traitement mécanique débute.

Les recettes aux états sommaire et détaillé des opérations ne comprennent pas les recettes à valoir sur les crédits provenant de tiers.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA - Continued

EXPENDITURE

Expenditure consists of all charges to budgetary appropriations which affect the monthly and annual deficit or surplus of the Government. In addition, budgetary expenditure may also include charges related to the provision for valuation of loans, investments and advances, the allowance for borrowings of agent Crown corporations, and accounts payable and other allowances related to statutory items and certain annual appropriations. Such charges include those for work performed, goods received, services rendered, and transfer payments made, during the year and in the supplementary period including accounts payable at year-end.

Expenditure exclude amounts charged to the Canada Pension Plan Account, superannuation accounts, other specified purpose accounts, and other liability accounts.

On the Statement of Budgetary Expenditure by Department, departmental expenditures are reported net of revenue credited to appropriations but include expenditures internal to the Government.

iv. Assets

Assets are defined as the financial claims acquired by the Government on outside organizations and individuals as a result of events and transactions recorded as at the closing date.

However, as a result of the Government's accounting policies described above, and in accordance with the provisions of the Financial Administration Act and other legislation, transactions concerning certain financial claims are not recorded in the accounts of Canada and, therefore are not reported on the Summary and Detailed Statements of Transactions. The most important of these are accounts receivable for tax and non-tax revenue.

v. Liabilities

Liabilities are defined as the financial obligations of the Government to outside organizations and individuals as a result of events and transactions recorded as at the closing date.

However, as a result of the Government's accounting policies described above, and in accordance with enabling legislation actuarial liabilities arising from the indexing to the cost of living, of superannuate pensions and annuities are not recorded in the accounts of Canada and, therefore are not reported on the Summary and Detailed Statements of Transactions. In addition, refunds payable and some other liabilities are partially recorded during the year with full recording taking place at year-end only.

vi. Fixed assets

The fixed assets of the Government, which include land, engineering structures and works (such as canals, harbours and roads), buildings, and machinery and equipment, are charged to budgetary expenditure at the time of acquisition or construction.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

DEPENSES

Les dépenses comprennent toutes les imputations aux crédits budgétaires qui influencent le déficit ou l'excédent mensuel et annuel du gouvernement. De plus, les dépenses peuvent également comprendre les imputations reliées à la provision pour évaluation des prêts, dotations en capital et avances, la provision pour emprunts des sociétés mandataires de la Couronne, et les créanciers et les autres provisions reliées à des éléments statutaires et à certains crédits annuels. Ces imputations comprennent les travaux accomplis, les biens reçus, les services exécutés et les paiements de transfert effectués au cours de l'exercice et dans la période complémentaire, y compris les créanciers à la fin de l'exercice.

Les dépenses ne comprennent pas les montants imputés au Compte du régime de pensions du Canada, aux comptes de pension de retraite, aux autres comptes à fins déterminées, et aux autres comptes de passif.

Sur l'état des dépenses budgétaires par ministère, les dépenses ministérielles sont comptabilisées après déduction des recettes à valoir sur les crédits mais comprennent les dépenses internes du gouvernement.

iv. Actif

L'actif se définit comme étant les créances du gouvernement acquises sur des tiers par suite de faits et d'opérations comptabilisées à la date de clôture des comptes.

Cependant, à cause des conventions comptables du gouvernement mentionnées plus haut et selon les dispositions de la Loi sur la gestion des finances publiques et autres lois, les opérations concernant certaines créances ne sont pas comprises dans les comptes du Canada et, par conséquent ne sont pas comprises aux états sommaire et détaillé des opérations. Les plus importantes sont les débiteurs au titre des recettes fiscales et non fiscales.

v. Passif

Le passif se définit comme étant les dettes du gouvernement envers des tiers par suite de faits et d'opérations comptabilisées à la date de clôture des comptes.

Cependant, à cause des conventions comptables du gouvernement mentionnées plus haut, et selon les lois habilitantes, le passif actuariel découlant de l'indexation au coût de la vie, des pensions de retraite et des rentes n'est pas comptabilisé dans les comptes du Canada et, par conséquent n'est pas comptabilisé aux états sommaire et détaillé des opérations. De plus, les remboursements à payer pour les recettes fiscales ne sont pas inscrits à ces états et les autres créanciers sont partiellement inscrits au cours de l'exercice, l'inscription complète étant faite à la fin de l'exercice seulement.

vi. Immobilisations

Les immobilisations du gouvernement qui comprennent les terrains, ouvrages (tels que les canaux, les ports et les routes), bâtiments et matériel, sont imputées aux dépenses budgétaires lors de leur acquisition ou construction.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

vii. Valuation of assets and liabilities

ASSETS

Assets are recorded at cost and are subject to annual valuation to reflect reductions from the recorded value to the estimated realizable value. In the case of loans to sovereign states, no reduction in value is recorded unless a sovereign state has formally repudiated its debts. In addition, the allowance for valuation reflects reductions from the recorded value of loans (and subscriptions to international organizations that make similar loans) with significant concessionary terms.

The Government's gold reserves are included in the International reserves held in the Exchange Fund Account and are recorded and valued at 35 Special Drawing Rights per fine ounce. The Special Drawing Right is an international currency created by the International Monetary Fund, and allocated to countries participating in its Special Drawing Rights Department. It represents a unit of account defined in terms of a "basket" of five major currencies.

LIABILITIES

Liabilities are recorded at the amounts ultimately payable and liabilities for termination benefits, the superannuation accounts, with the exception of indexing, and the Government Annuities Account, are valued on an actuarial basis.

viii. Translation of foreign currency transactions

Foreign currency transactions are translated and recorded in Canadian dollar equivalents at the exchange rates prevailing at the transaction dates.

On a monthly basis, only Receiver General current cash accounts are revalued at the month-end rate of exchange. All other assets and liabilities are revalued at year-end only. Net gains are credited to revenue while net losses are charged to expenditure.

2. Authorities for Transactions

Taxes can be raised and moneys can be borrowed only with the authority of Parliament. All receipts of money by departments and agencies must be deposited into the Consolidated Revenue Fund (CRF). All disbursements from the CRF for spending on operations, for loans, investments and advances, and for the redemption of matured debt must be authorized by Parliament.

i. Authority for spending on operations

Parliament provides authority to make payments out of the Consolidated Revenue Fund in annual appropriation acts and other statutes (the latter referred to as statutory appropriations). Most Government spending is under statutory authorities, that is authorities which do not generally impose an annual limit on the amount that may be spent. Spending is authorized by reference to statutory formulae or criteria and the authorities usually continue from year to year until changed or rescinded by an act of Parliament. Spending authority provided by statutory appropriations is for specified purposes and for such amounts and such time as the acts prescribe. Spending authority provided by statutory appropriations generally does not lapse at the end of the year in which it was granted. Spending authority granted in appropriation acts is for stated purposes and maximum amounts. Unless provided for in vote wording, unused spending authority granted in appropriation acts lapses at the end of the year for which it was granted. Some authorities continue from year to year and some authorize the spending, within a program, of defined categories of revenue generated by the program.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

vii. Evaluation de l'actif et du passif

ACTIF

L'actif est enregistré au coût et fait l'objet d'une évaluation annuelle afin de refléter les diminutions de la valeur enregistrée à la valeur estimative de réalisation. Dans le cas de prêts aux états souverains, aucune diminution de la valeur n'est enregistrée à moins qu'un état souverain refuse, de façon officielle, d'honorer ses dettes. De plus, la provision pour évaluation reflète les réductions de la valeur au livre des prêts (et souscriptions aux organismes internationaux qui effectuent des prêts similaires) ayant des clauses concessionnaires importantes.

Les réserves d'or du gouvernement sont comprises dans les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes et sont inscrites et évaluées à 35 Droits de tirage spéciaux pour chaque once d'or fin. Le Droit de tirage spécial est une unité monétaire internationale créée par le Fonds monétaire international, et attribuée aux pays participant à son Département des Droits de tirage spéciaux. Il représente une unité de compte définie en fonction d'un ensemble de cinq grandes devises.

PASSIF

Le passif est inscrit au montant à payer en fin de compte et les éléments de passif concernant les indemnités de cessation d'emploi, les comptes de pension de retraite sauf pour l'indexation, ainsi que le Compte des rentes sur l'Etat, sont évalués sur une base actuarielle.

viii. Conversion des opérations de change

Les opérations de change sont converties et comptabilisées en dollars canadiens correspondants aux taux de change en vigueur aux dates des opérations.

Sur une base mensuelle, seuls les comptes de caisse courants du Receveur général sont réévalués à la fin du mois aux taux de change en vigueur à cette date. Les autres éléments d'actif et de passif sont réévalués à la fin de l'exercice seulement. Les gains nets sont crédités aux recettes tandis que les pertes nettes sont imputées aux dépenses.

2. Autorisations pour les opérations

Les taxes et les impôts peuvent être prélevés et les deniers peuvent être empruntés seulement avec l'autorisation du Parlement. Tous les deniers perçus par les départements et organismes doivent être déposés au Fonds du revenu consolidé (FRC). Tous les déboursés du FRC pour des dépenses concernant les opérations, pour des prêts, dotations en capital et avances, et pour le rachat de la dette échue doivent être autorisés par le Parlement.

i. Autorisations pour les dépenses concernant les opérations

Le Parlement accorde l'autorisation d'effectuer des paiements à même le Fonds du revenu consolidé dans les lois de crédits annuelles et dans d'autres textes de lois (ces derniers intitulés crédits statutaires). La plupart des dépenses gouvernementales sont effectuées en vertu d'autorisations statutaires, c'est-à-dire des autorisations qui généralement n'imposent pas de limite annuelle sur les montants qui peuvent être dépensés. Les dépenses sont effectuées en vertu de critères ou formules statutaires et les autorisations continuent en général d'un exercice à l'autre jusqu'à ce qu'une loi du Parlement les modifie ou les révoque. L'autorisation de dépenser comprise dans les crédits statutaires est consentie à des fins déterminées ainsi que pour des montants et des délais indiqués dans les lois. En général, l'autorisation de dépenser prévue dans les crédits statutaires ne s'annule pas à la fin de l'exercice pour lequel elle a été accordée. L'autorisation de dépenser est accordée, dans les lois de crédits, à des fins déterminées et pour des montants maximaux. A moins que le libellé des crédits ne l'indique autrement, le solde inutilisé de l'autorisation de dépenser accordée dans des lois de crédits s'annule à la fin de l'exercice pour lequel elle a été accordée. Certaines autorisations continuent d'un exercice à l'autre et certaines permettent de dépenser, à l'intérieur d'un programme, des catégories de recettes spécifiques lesquelles sont générées par ledit programme.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

ii. Authority for loans, investments and advances

These authorities limit the amount of loans, investments or advances that may be made. Unused authority may lapse at the end of a year or may continue from year to year. Non-lapsing authorities often limit only the total of loans that may be outstanding at any one time; thus, principal repaid may be reloaned.

iii. Borrowing authority

The Government can borrow only as authorized by acts of Parliament. Borrowing authority acts provide authority for the net amount of new security issues less redemptions during a fiscal year. The authorities lapse at the end of the year except for amounts specifically carried forward to the next fiscal year. Parliament has also provided a continuing authority to the Government under Section 47 of the Financial Administration Act to borrow, for periods not exceeding six months, such amounts as are deemed necessary to meet lawfully authorized disbursements.

Crown Corporations

In accordance with the accounting policies of the Government, the assets, liabilities, revenues and expenses reported in the separate financial statements of Crown corporations are not included in the Government's financial statements. Only the financial transactions between the Government and Crown corporations are included.

The following table presents the major balance sheet and income statement items for Crown corporations named in Section 85 and/or Schedule III of the Financial Administration Act (FAA).

This summary of financial transactions and results of operations of Crown corporations is based on their accounting policies. Most Crown corporations follow the generally accepted accounting principles used by private sector companies, as outlined in the Handbook of the Canadian Institute of Chartered Accountants.

Financial assets include cash, receivables and loans and investments. Physical assets and deferred charges represent the unexpensed portion of non-financial assets such as buildings, machinery and equipment in use or under construction, inventories and other items of expenditure which will be expensed as these assets are used. Financial assets and liabilities in respect of the Government represent the unpaid balances arising from financing transactions and normal operating activities. Borrowings from outside parties represent amounts repayable to institutional and other investors. Other liabilities are amounts due in respect of purchases, employee termination and pension benefits, accrued interest on borrowings, long-term capital leases and sundry accounts payable. Net assets/liabilities represent the Government's equity in each Crown corporation as reported by the corporations.

Crown corporations are categorized as being either agents or non-agents of the Crown. Agency status is normally expressly stated in the incorporating legislation or conferred under the provisions of the Government Companies Operation Act. In accordance with Section 54 of the FAA, the payment of all money borrowed by agent Crown corporations and interest thereon, is a charge on and payable out of the Consolidated Revenue Fund. Such borrowings therefore constitute obligations of the Government and are recorded as such in the summary financial statements of Canada net of borrowings expected to be repaid directly by these corporations.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

ii. Autorisations pour les prêts, dotations en capital et avances

Ces autorisations limitent les montants des prêts, dotations en capital ou avances qui peuvent être effectués. Les autorisations non employées peuvent s'annuler à la fin de l'exercice ou peuvent continuer d'un exercice à l'autre. Les autorisations qui ne s'annulent pas, souvent limitent seulement le total des prêts qui peuvent être en circulation en tout temps; donc, les montants remboursés peuvent être prêtés de nouveau.

iii. Pouvoirs d'emprunts

Le gouvernement peut emprunter seulement lorsque des lois du Parlement l'autorisent. Les lois sur le pouvoir d'emprunt fournissent l'autorisation pour le montant net de nouvelles émissions de titres moins les rachats au cours de l'exercice. Les autorisations s'annulent à la fin de l'exercice sauf pour les montants spécifiquement reportés à l'exercice suivant. En vertu de l'article 47 de la Loi sur la gestion des finances publiques, le Parlement a également fourni au gouvernement une autorisation continue d'emprunter, pour des périodes n'excédant pas six mois, des montants qui sont jugés nécessaires pour rencontrer les déboursés autorisés par les lois.

3. Sociétés de la Couronne

Conformément aux conventions comptables du gouvernement, l'actif, le passif, les revenus et les dépenses inscrits dans les états financiers distincts des sociétés de la Couronne ne sont pas compris dans les états financiers du gouvernement. Seules les opérations financières entre le gouvernement et les sociétés de la Couronne y sont comprises.

Le tableau suivant résume les principaux éléments des bilans et états d'exploitation des sociétés énumérées à l'article 85 et/ou à l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques (LGFP).

Ce résumé des opérations financières et résultats d'opérations des sociétés de la Couronne est fondé sur les conventions comptables de celles-ci. La majorité des sociétés de la Couronne suivent les principes comptables généralement reconnus que l'on retrouve dans les entreprises du secteur privé et publiés dans le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés.

L'actif financier comprend la caisse et les sommes à recevoir, les prêts et les dotations en capital. L'actif immobilisé et les frais reportés représentent la fraction non dépensée des éléments d'actif non financier tels qu'immuebles, machinerie et équipement en usage ou en construction, inventaire et autres éléments de dépense qui seront portés à la dépense lorsque consommés. L'actif financier et le passif auprès du gouvernement représentent les montants impayés provenant d'opérations de financement et d'opérations normales. Les emprunts auprès de tiers représentent les montants à rembourser à des institutions et autres investisseurs. Les autres passifs représentent des créances relativement aux achats, aux indemnités de cessation d'emploi et aux prestations de pensions, aux intérêts courus sur emprunts, contrats de location-acquisition à long terme et autres créanciers. L'actif/passif net représente l'avoir du gouvernement dans chaque société de la Couronne tel que rapporté par les sociétés.

Les sociétés de la Couronne sont classées soit mandataires ou non mandataires de la Couronne. Le statut de mandataire de la Couronne peut être explicitement énoncé dans les lois constitutionnelles ou conféré selon les dispositions de la Loi sur le fonctionnement des compagnies d'état. Conformément à l'article 54 de la LGFP, le paiement de toute somme d'argent empruntée par les sociétés mandataires de la Couronne, de même que de l'intérêt y afférent, doivent être imputés sur le Fonds du revenu consolidé et versés à même ce Fonds. Par conséquent, de tels emprunts représentent des dettes du gouvernement et sont inscrits comme telles dans les états financiers sommaires du Canada après déduire les emprunts à être probablement remboursés directement par ces sociétés.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

Revenues include financial assistance received or receivable from the Government in respect of current period of operation.

Other net changes in equity include dividends declared, transfers of profits to the Government and non-current financial assistance provided by the Government.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

Les revenus comprennent l'aide financière reçue ou à recevoir du gouvernement relativement aux opérations de l'exercice en cours.

Les autres changements nets dans l'avoir comprennent les dividendes déclarés, les virements de bénéfices au gouvernement et l'aide financière non courante accordée par le gouvernement.

SUMMARY COMBINED STATEMENTS OF CROWN CORPORATIONS

RESUME DES ETATS COMBINES DES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE

			(in millions of dollars) (en millions de dollars)
ASSETS AND LIABILITIES as at March 31, 1989 (preliminary figures)	ACTIF ET PASSIF au le 31 mars 1989 (chiffres préliminaires)		
ASSETS	ACTIF		
Financial:	Financier:		
Outside parties.....	Tiers.....		32,895
Government and Crown corporations.....	Gouvernement et sociétés de la Couronne.....		<u>21,670</u>
Total financial assets.....	Total de l'actif financier.....		54,565
Physical assets and deferred charges.....	Actif immobilisé et frais reportés.....		<u>22,698</u>
TOTAL ASSETS.....	TOTAL DE L'ACTIF.....		<u>77,263</u>
LIABILITIES	PASSIF		
Outside parties -	Tiers -		
Borrowings - agent.....	Emprunts - mandataire.....		15,318
- non-agent.....	non mandataire.....		1,715
Bank of Canada notes in circulation and amounts due to depositors.....	Effets en circulation de la Banque du Canada et montants dus aux déposants.....		20,991
Other liabilities.....	Autres passif.....		8,490
Government and Crown corporations.....	Gouvernement et sociétés de la Couronne.....		<u>17,657</u>
TOTAL LIABILITIES.....	TOTAL DU PASSIF.....		<u>64,171</u>
NET ASSETS/LIABILITIES (-).....	ACTIF/PASSIF (-) NET.....		<u>13,092</u>
Contingent liabilities.....	Passif éventuel.....		<u>575</u>
REVENUES, EXPENSES AND CHANGES IN NET ASSETS/LIABILITIES (-) for the year ended March 31, 1989 (preliminary figures)	REVENUS, DEPENSES ET CHANGEMENTS DE L'ACTIF/PASSIF (-) NET pour l'exercice clos le 31 mars 1989 (chiffres préliminaires)		
Revenues -	Revenus -		
Outside parties.....	Tiers.....		16,444
Government and Crown corporations -	Gouvernement et sociétés de la Couronne -		
Financial assistance.....	Aide financière.....		4,202
Other.....	Autres.....		<u>3,090</u>
TOTAL REVENUES.....	TOTAL DES REVENUS.....		<u>23,736</u>
Expenses -	Dépenses -		
Outside parties.....	Tiers.....		18,961
Government and Crown corporations.....	Gouvernement et sociétés de la Couronne.....		<u>2,277</u>
TOTAL EXPENSES.....	TOTAL DES DEPENSES.....		<u>21,240</u>
Net income/loss (-) for the period.....	Bénéfices/pertes (-) nets pour la période.....		2,496
Other net changes in equity.....	Autres changements nets dans l'avoir.....		<u>-2,493</u>
Changes in net assets/liabilities(-) for the period.....	Changements de l'actif/passif (-) net pour la période.....		3
Net assets/liabilities (-) at April 1st, 1988.....	Actif/passif (-) net au 1er avril 1988.....		<u>13,089</u>
Net assets/liabilities (-) at March 31, 1989.....	Actif/passif (-) net au 31 mars 1989.....		<u>13,092</u>

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

4. Insurance Programs of Agent Crown corporations

At present, three Crown corporations operate insurance programs as agents of Her Majesty. An insurance program is a program where the insured, an outside party, pays an insurance fee which is credited to an insurance fund or provision operated by the corporation. The amount of the fee is based on the estimated amount of insurance fund or provision needed to meet future claims. Insurance programs operated by private corporations such as employee group insurance, dental plans, etc., are not included in this definition.

The insurance programs are intended to operate on a self-sustaining basis but in recent years, two of the Crown corporations have required loans or other funding from the Government to meet obligations.

Information presented below has not been audited since the information presented therein is derived from interim financial statements. The most recent annual financial statements of these corporations may be found in Volume III of the Public Accounts.

In the Summary below, a minus "-" sign preceding the amount reported indicates a fund deficit, an expense recovery or adjustment, or a decrease or loss during the year.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

4. Programmes d'assurance des sociétés mandataires de la Couronne

Présentement, trois sociétés de la Couronne administrent des programmes d'assurance en tant que mandataires de Sa Majesté. Un programme d'assurance est un programme par lequel un assuré (un tiers) verse des frais d'assurance qui sont alors crédités à un fonds d'assurance ou une provision administrée par la société. Le montant à verser comme frais est basé sur le montant prévu nécessaire pour satisfaire à toutes les demandes futures d'indemnisation au titre du fonds d'assurance ou de la provision. Les programmes d'assurance administrés par les corporations privées tels que l'assurance collective des employés, les régimes dentaires, etc., sont exclus de cette définition.

Les programmes d'assurance sont conçus de façon à opérer sur une base autosuffisante, mais depuis quelques années, le gouvernement a fourni des prêts ou d'autres financements à deux sociétés pour satisfaire à leurs demandes d'indemnisation.

Les renseignements qui apparaissent ci-dessous ne sont pas vérifiés puisque l'information est produite à partir d'états financiers intérimaires. On peut retrouver les états financiers annuels, les plus récents, de ces sociétés dans le volume III des Comptes publics.

Un signe moins "-" dans le sommaire ci-dessous indique un déficit dans le fonds, un recouvrement ou un redressement des dépenses, ou une diminution ou perte au cours de l'exercice.

GOVERNMENT OF CANADA

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - ContinuedNOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - SuiteSUMMARY OF INSURANCE PROGRAMS OF AGENT CROWN CORPORATIONS
for the year ending March 31, 1989 (preliminary figures)SOMMAIRE DES PROGRAMMES D'ASSURANCE DES SOCIÉTÉS MANDATAIRES DE LA COURONNE
pour l'exercice clos le 31 mars 1989 (chiffres préliminaires)

(in millions of dollars - en millions de dollars)						
		Canada Deposit Insurance Corporation ⁽¹⁾	Canada Mortgage and Housing Corporation ⁽²⁾			Export Development Corporation ⁽³⁾
			Mortgage Insurance Fund	Home Improvement Loan Fund	Rental Guarantee Fund	
		Société d'assurance-dépôts du Canada ⁽¹⁾	Société canadienne d'hypothèques et de logement ⁽²⁾			Société pour l'expansion des exportations ⁽³⁾
			Fonds d'assurance hypothécaire	Fonds de prêts pour l'amélioration des maisons	Fonds de garantie de loyer	
Insurance in force as at reporting date	Assurance en vigueur à la date de déclaration					
- current year.....	- exercice en cours.....	215,716	45,600	*	**	3,496
- previous year.....	- exercice précédent.....	211,755	42,800	1	**	3,160
Opening balance of Fund	Solde d'ouverture du Fonds					
- current year.....	- exercice en cours.....	-1,136	-261	1	11	38
- previous year.....	- exercice précédent.....	-1,269	-418	1	11	34
Revenue for the year:	Recettes pour l'exercice:					
Premiums and Fees	Primes et honoraires					
- current year.....	- exercice en cours.....	216	137			26
- previous year.....	- exercice précédent.....	199	127			19
Investment income	Revenu de placement					
- current year.....	- exercice en cours.....	2	47			
- previous year.....	- exercice précédent.....	4	30			
Other revenue	Autres recettes					
- current year.....	- exercice en cours.....		1		2	
- previous year.....	- exercice précédent.....				2	
Total revenue	Recettes totales					
- current year.....	- exercice en cours.....	218	185	*	2	26
- previous year.....	- exercice précédent.....	203	157	*	2	19
Expenses for the year:	Dépenses pour l'exercice:					
Loss on claims	Pertes sur indemnités					
- current year.....	- exercice en cours.....	-40	-59			13
- previous year.....	- exercice précédent.....	-35	-69			10
Interest on loans	Intérêts sur prêts					
- current year.....	- exercice en cours.....	174				
- previous year.....	- exercice précédent.....	95				
Administrative	Administration					
- current year.....	- exercice en cours.....	10	65		1	
- previous year.....	- exercice précédent.....	10	69		1	
Funds returned to Government	Fonds retournés au gouvernement					
- current year.....	- exercice en cours.....					6
- previous year.....	- exercice précédent.....				1	5
Total expenses	Dépenses totales					
- current year.....	- exercice en cours.....	144	6	*	1	19
- previous year.....	- exercice précédent.....	70		*	2	15
Net income/loss(-) for the year	Revenus nets/pertes (-) nettes pour l'exercice					
- current year.....	- exercice en cours.....	74	179		1	7
- previous year.....	- exercice précédent.....	133	157			4
Closing balance of Fund	Solde de clôture du Fonds					
- current year.....	- exercice en cours.....	-1,062	-82	1	12	45
- previous year.....	- exercice précédent.....	-1,136	-261	1	11	38
Net claims during the year(s) ⁽⁴⁾ :	Montants nets des indemnités pour l'(es)exercice(s) ⁽⁴⁾ :					
- current year.....	- exercice en cours.....	-33	8	*	**	10
- previous year.....	- exercice précédent.....	-144	-58	*	**	-3
Five year average of net claims paid	Moyenne des montants nets des indemnités payées pour les cinq derniers exercices					
- current year.....	- exercice en cours.....	320	66	*	**	2
- previous year.....	- exercice précédent.....	167	68	*	**	3

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

(1) The Canada Deposit Insurance Corporation (CDIC) provides insurance on deposits placed with member banks and trust and loan companies for up to \$60,000 per depositor per institution. In recent years, premiums paid by member institutions have not been sufficient to meet obligations incurred by CDIC under the insurance plan. This deficiency has been funded in part by loans from the Government of \$1,695 million at March 31, 1989 (\$1,334 million at March 31, 1988). The Government is continuing to explore alternatives to allow CDIC, over the long run, to eliminate its deficiency without budgetary support from the Government. Since there is no reason to believe that this will not be the case, no provision has been made in the accounts of Canada for the losses experienced by CDIC.

(2) Canada Mortgage and Housing Corporation (CMHC) administers three funds of which only the Mortgage Insurance Fund (MIF) is active. The MIF provides insurance, for a fee, to private sector lending institutions to cover mortgage lending on Canadian housing. Besides establishing a framework of confidence for mortgage lending by private institutions, the Fund facilitates an adequate supply of mortgage funds by reducing the risk to lenders and by encouraging the secondary market trading of mortgages, to make housing more accessible for Canadians. Although the balance of the Fund is currently inadequate to meet future claims in respect to business in force, an actuarial study of MIF in 1985 indicated that business undertaken since February 1985 is being written on a break-even basis. The actuarial deficiency (\$141.4 million as of September 30, 1988) will be reflected in the accounts of Canada only to the extent that additional funding of the deficiency from parliamentary appropriations may be required. Since 1984 the Corporation has also operated the Mortgage Rate Protection Program (MRPP). As premiums collected by CMHC for the Program are remitted directly to the Consolidated Revenue Fund (CRF) and obligations of the MRPP are ultimately payable from the CRF, the MRPP does not meet the definition of a Crown corporation insurance plan as defined above. Therefore, operating particulars of this Program are not included in this summary but some information will be found in the notes to the Government of Canada Statement of Contingent Liabilities.

(3) The Export Development Corporation (EDC) provides export and foreign investment insurance to Canadian businesses to facilitate and develop export trade. The insurance fund has been adequate to provide the full cost of claims experienced to date and to establish an allowance for any future claims based on previous claims experience.

(4) Refers to the difference between claims and amounts received from sales of related assets and other recoveries.

* Less than \$500,000.

** Not applicable.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

(1) La Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC) fournit une assurance, jusqu'à concurrence de \$60,000 par déposant et par institution, sur les dépôts faits auprès des banques et compagnies de prêts et de fiducies qui sont membres. Depuis quelques années, les primes versées par les institutions membres n'étaient pas suffisantes pour satisfaire à toutes les demandes d'indemnisation faites auprès de la SADC aux termes du régime d'assurance. Ce déficit a été comblé en partie par des prêts du gouvernement de \$1,695 millions au 31 mars 1989 (\$1,334 millions au 31 mars 1988). Le gouvernement continue d'examiner des alternatives afin de permettre à la SADC d'éliminer avec le temps son déficit sans une aide budgétaire du gouvernement. Puisqu'il n'y a pas lieu de croire autrement, aucune provision n'a été établie dans les comptes du Canada pour les pertes subies par la SADC.

(2) La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) administre trois fonds dont seulement le Fonds d'assurance hypothécaire (FAH) est actif. Le FAH fournit de l'assurance aux institutions de crédit du secteur privé, moyennant des frais, afin de couvrir les prêts hypothécaires concernant le logement canadien. Tout en mettant en place un système par lequel les institutions privées peuvent accorder des prêts hypothécaires en toute confiance, le Fonds permet également qu'un approvisionnement continu de fonds hypothécaires soit disponible à moindre risque aux prêteurs et que le commerce secondaire d'hypothèques soit favorisé pour rendre le logement plus accessible aux Canadiens. Quoique le solde du Fonds soit présentement insuffisant pour satisfaire à toutes les demandes futures d'indemnisation à l'égard des affaires en vigueur, une étude actuarielle en 1985 sur le FAH indique que les activités entreprises depuis le mois de février 1985 sont comptabilisées sur une base de point mort. L'insuffisance actuarielle (\$141.4 millions au 30 septembre 1988) sera reflétée dans les comptes du Canada dans la mesure où un financement supplémentaire de cette insuffisance à même les crédits parlementaires soit nécessaire. Depuis 1984, la Société opère le Programme de protection des taux hypothécaires. Etant donné que les primes encaissées pour ce Programme par la SCHL sont déposées dans le Fonds du revenu consolidé (FRC) et que les créances du Programme sont finalement payées à même le FRC, le Programme de protection des taux hypothécaires ne rencontre pas la définition d'un plan d'assurance administré par une société de la Couronne tel que défini ci-haut. Par conséquent, les résultats d'opérations du Programme ne sont pas inclus dans le sommaire mais de l'information supplémentaire apparaît dans les notes des passifs éventuels du gouvernement.

(3) La Société pour l'expansion des exportations (SEE) fournit de l'assurance aux entreprises canadiennes sur les investissements étrangers et sur les exportations afin de faciliter et de développer le commerce de l'exportation. Le fonds d'assurance a été suffisant afin de pourvoir au coût global des réclamations à date et pour établir une provision pour des réclamations futures basées sur l'expérience passée.

(4) Se rapporte à l'écart entre les réclamations et les montants recouverts sur les ventes de biens connexes et d'autres recouvrements.

* Moins de \$500,000.

** Sans objet.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

5. Contingent Liabilities

A contingent liability is a potential liability which may become an actual liability when one or more future events occur or fail to occur. The details of the contingent liabilities of the Government are provided in the following statement and consist of explicit guarantees by the Government and potential losses arising from pending and threatened litigation relating to claims and assessments in respect of breach of contract, damages to persons and property and like items.

The authorized limit represents the aggregate total of various types of authorities of Government bodies as stipulated in legislation, legal agreements or other documents that may be in force at any one time.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

5. Passif éventuel

Un élément de passif éventuel signifie un élément de passif possible qui peut se transformer en un élément de passif réel advenant un ou plusieurs événements futurs. Le détail du passif éventuel du gouvernement est fourni dans l'état suivant et comprend les garanties formelles par le gouvernement et les pertes possibles résultant de causes en instance ou imminentes relatives à des demandes d'indemnité et d'évaluation à l'égard de l'inexécution de contrats, de dommages causés à des personnes et à un bien et d'éléments connexes.

Les limites autorisées indiquées dans le tableau ci-dessous désignent le montant total des divers genres d'autorisations utilisées par des organismes gouvernementaux tels que stipulées dans la législation, des ententes légales ou d'autres documents qui peuvent être en vigueur à un moment donné.

STATEMENT OF CONTINGENT LIABILITIES
as at March 31, 1989
(preliminary figures)ETAT DU PASSIF EVENTUEL
au 31 mars 1989
(chiffres préliminaires)

(in millions of dollars - en millions de dollars)			
Authorized limit (where applicable)	Contingent liability	Percentage of net claims to outstanding guarantees (where applicable) ⁽¹⁾	Rapport entre les indemnités nettes et les garanties en vigueur
Limite autorisée (s'il y a lieu)	Passif éventuel	(s'il y a lieu) ⁽¹⁾	
%			
EXPLICIT GUARANTEES BY THE GOVERNMENT OF -			
Borrowings by other than Crown corporations -			
From agents -			
Loans to Indians by the Canada Mortgage and Housing Corporation and the Farm Credit Corporation, for on-reserve housing.....	575	71 ⁽²⁾	2.4
From other than agents ⁽³⁾ -			
Guarantee programs of the Government -			
Canada Student Loans Act.....	5,520	2,636	2.8
Small Businesses Loans Act.....	864 ⁽⁴⁾	613	6.0
Farm Improvement Loans Act and Farm Improvement and Marketing Cooperatives Loans Act.....	337 ⁽⁴⁾	150	.6
Advance Payments for Crops Act.....	400	114	.1
Atlantic Enterprise Program.....	82	83 ⁽⁵⁾	
Enterprise development program and Canadian Industrial Renewal Board.....	1,052	14 ⁽⁶⁾	15.2
Fisheries Improvement Loans Act **.....	32 ⁽⁴⁾	9	19.1
Regional Development Incentives Act.....	22	5	22.4
Financial obligations incurred by air carriers regarding purchase of The de Havilland Aircraft of Canada, Limited DHC-7 and DHC-8 aircraft.....	934 ⁽⁷⁾	424 ⁽⁷⁾	
Loans to Indians by approved lenders for on-reserve housing.....	(8)	359 ⁽²⁾	.4
Indian economic development.....	34 ⁽⁹⁾	4 ⁽²⁾	8.0
Loans to promote the commercial activities of Eskimos.....	5	1	
	9,282	4,412	
GARANTIES FORMELLES PAR LE GOUVERNEMENT POUR -			
Emprunts effectués par des entités autres que des sociétés de la Couronne -			
De sociétés mandataires -			
Prêts consentis aux Indiens par la Société canadienne d'hypothèques et de logement et la Société du crédit agricole, pour habitations sur les réserves.....	575	71 ⁽²⁾	2.4
De sociétés non mandataires ⁽³⁾ -			
Programmes de garantie du gouvernement -			
Loi canadienne sur les prêts aux étudiants.....	5,520	2,636	2.8
Loi sur les prêts aux petites entreprises.....	864 ⁽⁴⁾	613	6.0
Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative.....	337 ⁽⁴⁾	150	.6
Loi sur le paiement anticipé des récoltes.....	400	114	.1
Programme d'entreprise atlantique.....	82	83 ⁽⁵⁾	
Programme d'expansion des entreprises et l'Office canadien pour un renouveau industriel.....	1,052	14 ⁽⁶⁾	15.2
Loi sur les prêts aidant aux opérations de pêche **.....	32 ⁽⁴⁾	9	19.1
Loi sur les subventions au développement régional.....	22	5	22.4
Dettes encourues par des transporteurs aériens concernant l'achat des aéronefs DHC-7 et DHC-8 de The de Havilland Aircraft of Canada, Limited.....	934 ⁽⁷⁾	424 ⁽⁷⁾	
Prêts consentis aux Indiens par des prêteurs agréés pour habitations sur les réserves.....	(8)	359 ⁽²⁾	.4
Développement économique des Indiens.....	34 ⁽⁹⁾	4 ⁽²⁾	8.0
Prêts pour encourager les activités commerciales des Esquimaux.....	5	1	
	9,282	4,412	

GOVERNMENT OF CANADA

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - ContinuedNOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - SuiteSTATEMENT OF CONTINGENT LIABILITIES
as at March 31, 1989
(preliminary figures)ETAT DU PASSIF EVENTUEL
au 31 mars 1989
(chiffres préliminaires)

		(in millions of dollars - en millions de dollars)		Percentage of net claims to outstanding guarantees (where applicable) ⁽¹⁾
		Authorized limit (where applicable)	Contingent liability	
		Limite autorisée (s'il y a lieu)	Passif éventuel	Rapport entre les indemnités nettes et les garanties en vigueur (s'il y a lieu) ⁽¹⁾
Other explicit loan guarantees -				
Loans to NewGrade Energy Inc to finance construction of a heavy oil upgrader.....	Prêts à la société NewGrade Energy Inc pour financer la construction d'une usine de valorisation du pétrole lourd.....	275	242	
Loans to construct coal handling and terminal facilities by Ridley Terminals Inc.....	Prêts pour la construction d'installations de manutention du charbon et de terminus par Ridley Terminals Inc.....	230	200	
Loans to Marine Industries Limited for acquisition of assets.....	Prêts à Marine Industries Limited pour l'acquisition de biens.....	40	40	
Loan to St. Mary's Paper Inc to modernize and expand a paper making facility at Sault Ste Marie, Ontario.....	Prêt à St. Mary's Paper Inc pour moderniser et agrandir une papeterie à Sault Ste Marie, Ontario.....	15	15	
Loans for the restructuring of Maislin Industries Ltd.....	Prêts pour la réorganisation de Maislin Industries Ltd.....	10 ⁽⁷⁾	10 ^(7,10)	
Loan to Nardex Canada Ltée for the manufacture of radio-protection and radio telecommunication systems.....	Prêt à Nardex Canada Ltée pour la fabrication des systèmes de protection et de télécommunication radiophonique.....	1	*	
Loans for the financing of Cheticamp Fishermen's Co-operative Society Ltd.....	Prêts pour le financement de Cheticamp Fishermen's Co-operative Society Ltd.....	*	*	
		571	507	
Insurance programs of the Government ⁽¹¹⁾ -				
Insurance against accidents at nuclear installations under the Nuclear Liability Act ⁽¹²⁾	Assurance en prévision des accidents aux installations nucléaires en vertu de la Loi sur la responsabilité nucléaire ⁽¹²⁾	675	664	
Insurance under the Fishing Vessel Insurance Plan ⁽¹³⁾ **.....	Assurance aux termes du régime d'assurance des bateaux de pêche ⁽¹³⁾ **.....	23	453	
Accounts administered for the Government by the Export Development Corporation - Insurance and related guarantees.....	Comptes administrés par la Société pour l'expansion des exportations au nom du gouvernement - Assurance et garanties connexes.....	7,000 ⁽¹⁴⁾ 7,698	300 1,417	
Other explicit guarantees -				
Guarantees under the Prairie Grain Advance Payments Act.....	Garanties en vertu de la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies.....	126	126	
Guarantees under the Agriculture Products Co-operative Marketing Act.....	Garanties en vertu de la Loi sur la vente coopérative des produits agricoles.....	34	34	5,0 ⁽¹⁵⁾
Guarantees of residual liabilities resulting from the devolution of Northern Canada Power Commission.....	Garanties des passifs résiduels suite à la dévolution de la Commission d'énergie du Nord canadien.....	2 162	2 162	
Total explicit guarantees.....	Total des garanties formelles.....	18,288	6,569	
PENDING AND THREATENED LITIGATION.....	CAUSES EN INSTANCE ET IMMINENTES.....		2,675 ^(9,10)	
Total ⁽¹⁰⁾	Total ⁽¹⁰⁾		9,244	

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

- (1) Represents the average percentage over the most recent 5 years of net claims to the average amount of outstanding guarantees for the same period computed as at March 31, 1989. In some situations where historical data is not readily available, departmental estimates have been used.
- (2) Includes committed guarantees for the following loans to be made: to Indians for on-reserve housing \$79,437,687 and for Indian economic development \$1,041,031. As at the reporting date, no loans had been issued for these amounts.
- (3) Letters of comfort issued by the Minister of Finance to the Bank of Canada with respect to funds advanced or guarantees provided by the Bank of Canada to the Bank for International Settlements have expired and potential liability no longer exists.
- (4) The Act places limits on the maximum amount of guarantee for loans made by eligible lenders over different loan periods. The maximum amount of guarantee per lender is expressed in legislation as a percentage of aggregate loans made to qualified borrowers and varies depending upon the dollar value range of aggregate loans made by the lender. The authorized limits for given loan periods are included in the figure reported until all qualified loans made by all eligible lenders, in the given periods, are no longer outstanding and are not adjusted for loan repayments nor payments made by the Government for guaranteed amounts in which default has occurred.
- (5) The Atlantic Enterprise Program offers loan insurance on new term loans for the establishment, expansion or modernization of commercial operations in eligible sectors in the Atlantic provinces where the Program is administered by the Atlantic Canada Opportunities Agency (\$74,881,001 as at March 31, 1989) and in the Gaspé Peninsula and Magdalene Islands, Quebec where administration of the Program is the responsibility of the Department of Industry, Science and Technology (\$7,494,357 as at March 31, 1989). Industry, Science and Technology also has responsibility for all capital projects in excess of \$20 million.
- (6) Includes \$62,034 attributable to the Canadian Industrial Renewal Board.
- (7) Amount denominated wholly or partially in foreign currency and translated at the closing rate of exchange as at date of statement.
- (8) Authorized limit for loan guarantees for on-reserve housing totals \$575,000,000 (shown above) for loans made by the Canada Mortgage and Housing Corporation, the Farm Credit Corporation and other approved lenders.
- (9) The maximum aggregate amount that may be paid or that may have been paid from the Consolidated Revenue Fund (CRF) in previous, current or subsequent fiscal years with respect to all guarantees authorized and granted relative to Indian Economic Development, is set at \$60 million. As at March 31, 1989, a total of \$25,886,221 has been expended from the CRF leaving a balance of \$34,113,779 available for disbursement.
- (10) Maislin Industries Ltd was placed in receivership on July 11, 1983 and was declared bankrupt on October 19, 1983. To date, the Government has made interim payments totalling \$18,500,000US to creditors under a guarantee in the amount of \$27,000,000US. It is anticipated that the Government will be called upon to make a final payment to settle remaining obligations to creditors when certain issues are settled in US Bankruptcy Court but the amount cannot be determined at present with any certainty.
- (11) Since 1984 Canada Mortgage and Housing Corporation (CMHC) has operated the Mortgage Rate Protection Program on behalf of the Government. In return for the payment of a premium, CMHC will reimburse homeowners 75% of any increase in monthly mortgage payments, above a deductible, due to higher interest rates at the time of mortgage renewal. As recent mortgage interest rates have been relatively stable, the Program is not widely utilized and loans covered by the Program at March 31, 1989 amounted to only \$911,000 (\$911,000 at March 31, 1988). Premiums collected by CMHC are remitted directly to the Consolidated Revenue Fund (CRF) and obligations of the Program are ultimately payable from the CRF. Because of the nature of the Program, it is not possible to provide any estimates of the amount, if any, that might be payable at some future date.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

- (1) Représente le rapport au cours des cinq derniers exercices entre la moyenne des indemnités nettes et la moyenne des garanties en cours pour la même période calculé au 31 mars 1989. Dans les cas où les données d'origine ne sont pas facilement disponibles, les prévisions ministérielles ont été utilisées.
- (2) Comprend les engagements de garanties concernant les prêts suivants à être effectués: aux Indiens pour habitations sur les réserves, \$79,437,687 et pour le développement économique des Indiens, \$1,041,031. Aucun prêts n'avait été consenti en raison de ces montants à la date de comptabilisation.
- (3) Le ministre des Finances a émis des lettres d'accord présumé à la Banque du Canada en ce qui concerne des fonds avancés ou des garanties de prêts effectués par la Banque du Canada envers la Banque des règlements internationaux sont échues et par conséquent aucun élément de passif éventuel n'existe.
- (4) La Loi limite la somme maximum de la garantie pour prêts effectués par des prêteurs admissibles sur différentes périodes de prêts. La somme maximum de la garantie accordée à chaque prêteur est énoncée, d'après la Loi, comme étant un pourcentage du total des prêts consentis aux emprunteurs autorisés et varie selon la valeur totale des prêts effectués par le prêteur. Les limites autorisées pour des périodes de prêts données sont comprises dans le chiffre divulgué jusqu'à ce que tous les prêts approuvés et consentis par les prêteurs admissibles dans la période donnée, soient réglés. Ces limites ne sont pas redressées par les remboursements de prêts ni par les paiements effectués par le gouvernement pour les montants garantis en souffrance.
- (5) Le Programme d'entreprise atlantique offre des assurances de prêts sur de nouveaux prêts à terme pour établir, moderniser ou agrandir des opérations commerciales dans les secteurs éligibles des provinces de l'Atlantique où le Programme est administré par l'Agence de promotion économique au Canada atlantique (\$74,881,001 au 31 mars 1989) et pour la péninsule de Gaspé et les Îles-de-la-Madeleine du Québec où le ministère de l'industrie, sciences et technologie a la responsabilité de l'administration du Programme (\$7,494,357 au 31 mars 1989). Ce ministère a aussi la responsabilité de tous les projets d'immobilisation dépassant \$20 millions.
- (6) Comprend un montant de \$62,034 imputable à l'Office canadien pour un renouveau industriel.
- (7) Montant libellé entièrement ou partiellement en devises étrangères et converti au cours du change en vigueur à la date de comptabilisation.
- (8) La limite autorisée sur les prêts garantis pour habitations sur les réserves s'élève à \$575,000,000 (voir ci-haut) pour les prêts effectués par la Société canadienne d'hypothèques et de logement, la Société du crédit agricole et par d'autres prêteurs agréés.
- (9) Le montant maximum total déboursé ou pouvant être déboursé à même le Fonds du revenu consolidé (FRC) pour l'exercice en cours et les exercices précédents ou subséquents relativement aux garanties autorisées et accordées pour le développement économique des Indiens est fixé à \$60 millions. Au 31 mars 1989 un montant total de \$25,886,221 a été déboursé à même le FRC laissant un solde disponible de \$34,113,779.
- (10) Maislin Industries Ltd a été placée sous séquestre le 11 juillet 1983 et a déclaré faillite le 19 octobre 1983. À la date de comptabilisation, le gouvernement a effectué des versements provisoires totalisant \$18,500,000E-U aux créanciers en vertu d'une garantie au montant de \$27,000,000E-U. On anticipe que le gouvernement devra effectuer un paiement final pour régler les obligations restantes aux créanciers lors du règlement de certaines émissions au tribunal des faillites des États-Unis mais le montant ne peut pas être déterminé, en ce moment, avec certitude.
- (11) Depuis 1984, La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) opère, pour le compte du gouvernement, le Programme de protection des taux hypothécaires. Sur paiement de prime, la SCHL rembourse les propriétaires 75% des augmentations causées par les hausses marquées des taux d'intérêt au renouvellement au-delà d'un montant déductible. Les taux hypothécaires étant relativement stables, le Programme n'est pas tellement utilisé et les prêts couverts par le Programme au 31 mars 1989 ne s'élève qu'à \$911,000 (\$911,000 au 31 mars 1988). Les primes encaissées par la SCHL sont remis au Fonds du revenu consolidé (FRC) et les créances du Programme sont payables à même le FRC. La nature même du Programme ne permet aucune estimation des créances futures.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Concluded

- (12) There have been no claims under the Nuclear Liability Act since its inception in 1970. The Act covers 14 Canadian nuclear installations as at March 31, 1989.
- (13) The Fishing Vessel Insurance Plan is administered by the Government to insure fishermen against abnormal capital losses. A specified purpose account is credited with all amounts received by way of premiums, recoveries and with advances in accordance with regulations by the Government, such advances not to exceed \$150,000 at any time. The account is debited with refunds of premiums and payments in settlement of third party vessel collision damage claims against fishermen, where the collision involves a vessel insured under the Plan. As at December 31, 1988, the insured value of vessels under the Plan amounted to \$453,056,000; the balance of the account was \$23,169,317 and outstanding claims against the Plan totalled \$1,250,000.
- (14) The Export Development Act specifies that the Export Development Corporation may enter into contracts of insurance, re-insurance, related guarantees and other agreements up to a maximum of \$7 billion, the authorized limit.
- (15) Less than 0.1%.
- (16) Includes \$1.5 billion related to native statutory and treaty obligations representing plaintiffs' claims in 58 litigation cases. There are another 95 similar cases for which amounts are not stated in the claims, and for which it is not possible to determine the amounts that may be ultimately payable.
- (17) Contingent gains. A contingent gain is a potential gain or possible recovery that may become an actuality when one or more future events occur or fail to occur. Four departments reported contingent gains as at March 31, 1989 totalling approximately \$8 million.

* Less than \$500,000.

** Figures reported are those as at December 31, 1988.

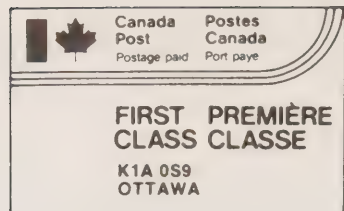
GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Fin

- (12) Il n'y a eu aucune réclamation en vertu de la Loi sur la responsabilité nucléaire depuis sa mise en vigueur en 1970. La Loi couvre 14 installations nucléaires canadiennes au 31 mars 1989.
- (13) Le Régime d'assurance des bateaux de pêche est administré par le gouvernement afin d'assurer les pêcheurs contre des pertes en capital anormales. Un compte à fins déterminées est crédité de toutes les sommes encaissées à titre de primes et de recouvrements, ainsi que des avances consenties par le gouvernement conformément à ces règlements, de telles avances ne devant pas dépasser en tout temps \$150,000. Le compte est débité de remboursements de primes et du règlement des réclamations de dommages-intérêts envers des tiers pour collision lorsque la collision met en cause un bateau assuré aux termes du Régime. Au 31 décembre 1988, la valeur assurée des bateaux aux termes du Régime se chiffrait à \$453,056,000; le solde du compte était de \$23,169,317 et les réclamations non-réglées au titre du Régime se sont élevées à \$1,250,000.
- (14) La Loi sur l'expansion des exportations précise que la Société pour l'expansion des exportations peut conclure des contrats d'assurance, de réassurance, de garanties connexes et d'autres accords jusqu'à un maximum de \$7 milliards, ce qui représente la limite autorisée.
- (15) Moins de 0.1%.
- (16) Comprend \$1.5 milliard relié aux engagements envers les autochtones par suite de statuts et traités. Ce montant représente les revendications des plaignants dans 58 causes en litige. Il y a 95 causes semblables pour lesquelles des montants ne sont pas énoncés dans les revendications et pour lesquelles il est impossible de déterminer les montants qui peuvent finalement être à payer.
- (17) Gains éventuels. Un gain éventuel est un gain potentiel ou un recouvrement possible pouvant se matérialiser advenant un ou plusieurs événements futurs. Quatre ministères ont déclaré des gains éventuels au 31 mars 1989 totalisant approximativement \$8 millions.

* Moins de \$500,000.

** Les chiffres sont ceux au 31 décembre 1988.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

**Statements
of Financial
Operations**

**États
des opérations
financières**

For

pour

September 1989

septembre 1989

Fiscal Year
1989-90

Exercice
1989-90



The Honourable Paul Dick
Receiver General for Canada

L'honorable Paul Dick
Receveur général du Canada

Any inquiries should be directed to the:

Manager,
Government Accounts and Reports Group,
Accounting, Banking and Compensation
Directorate,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada.
K1A 0S5
Telephone: (819) 956-1794

Toute demande de renseignements devrait être faite à la personne
suivante:

Le gestionnaire,
Groupe des Comptes et Rapports du gouvernement,
Direction générale de la Comptabilité, de la gestion
bancaire et de la rémunération,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada.
K1A 0S5
Téléphone: (819) 956-1794

TABLE OF CONTENTS

	<u>PAGE</u>
Preface	1
Monthly Statements of Financial Operations	
Table I - Summary Statement of Transactions	3
Table II - Detailed Statement of Transactions	4
Table III - Statement of Budgetary Expenditure by Department	8
Notes to the Monthly Statements of Financial Operations	20

TABLE DES MATIERES

	<u>PAGE</u>
Préface	1
Etats mensuels des opérations financières	
Tableau I - Etat sommaire des opérations	3
Tableau II - Etat détaillé des opérations	4
Tableau III - Etat des dépenses budgétaires par ministère	8
Notes se rapportant aux états mensuels des opérations financières	20

PREFACE TO THE
MONTHLY STATEMENTS OF
FINANCIAL OPERATIONS
OF THE GOVERNMENT OF CANADA

The fundamental purpose of the monthly Statements of Financial Operations is to provide information to interested users of data on the government's financial operations, and to facilitate an understanding and evaluation of the full nature and extent of the financial affairs and resources for which the Government is responsible.

The two basic concepts underlying the Government's accounting system are found in the Constitution Acts: first, the concept of the Consolidated Revenue Fund, which emanates from the requirement that all duties and revenues received, other than those reserved to the provinces, "shall form One Consolidated Revenue Fund"; second, the concept that the balance of the Fund, after certain prior charges, "shall be appropriated by the Parliament of Canada".

The Statements of Financial Operations consist of Summary and Detailed Statements of Transactions, a Statement of Budgetary Expenditure by Department and accompanying notes. The Statements of Transactions show how the financial requirements were met and the effect of the transactions on the Consolidated Revenue Fund. In the Summary and Detailed Statements of Transactions, the financial transactions are classified into the following categories:

- The first category, budgetary, consists of all the transactions with outside parties which enter into the calculation of the annual deficit or surplus of the Government, that is, the receipts from tax revenue and non-tax revenue, together with the expenditures authorized by Parliament.
- The second category, non-budgetary, consists of transactions in loans, investments and advances, in liabilities for the administration of certain public money received or collected for special purposes, and in other assets and liabilities.
- The third category, foreign exchange, reflects transactions in international reserves held in the Exchange Fund Account (the principal objective of which is to aid in the control and protection of the external value of the Canadian dollar) together with an accounting of the net position of the Government with respect to the International Monetary Fund. Foreign exchange transactions include unmatured debt payable in foreign currencies.
- The fourth category, unmatured debt, represents the extent to which financial requirements have been met through the increase in unmatured debt, that is, the net change in amounts owing for marketable bonds, Canada savings bonds, special non-marketable bonds issued to the Canada Pension Plan Investment Fund and Treasury bills. Unmatured debt transactions exclude unmatured debt payable in foreign currencies.
- The final section of the statement shows the cash balances and the balances of unmatured debt at the end of the period. Additional disclosure of the unmatured debt balance by type of instrument is also provided.

The third statement gives a more detailed accounting of budgetary expenditure transactions by department. Total net expenditure reported on the Detailed Statement of Transactions differs from the total expenditure by department. The difference represents transactions of certain specified purpose accounts, the provision for valuation which is not applied to each appropriation and budgetary transactions internal to the Government.

PREFACE AUX
ÉTATS MENSUELS DES
OPÉRATIONS FINANCIÈRES
DU GOUVERNEMENT DU CANADA

Le but fondamental des états mensuels des opérations financières est de fournir des renseignements aux utilisateurs intéressés aux opérations financières du gouvernement, et de faciliter une compréhension et une évaluation de la nature et de toute l'étendue des affaires financières et des ressources pour lesquelles le gouvernement est responsable.

Les deux notions de base sur lesquelles est fondé le système comptable du gouvernement se trouvent dans les Lois constitutionnelles. Premièrement, la notion du Fonds du revenu consolidé qui découle de l'exigence que tous les droits et recettes, autres que ceux qui sont réservés aux provinces, "formeront un fonds du revenu consolidé", deuxièmement, la notion suivant laquelle le solde du Fonds, après certaines imputations préalables, "sera approprié par le Parlement du Canada".

Les états des opérations financières consistent des états sommaire et détaillé des opérations, d'un état des dépenses budgétaires par ministère et des notes afférentes. Les états des opérations financières indiquent la façon dont les besoins financiers ont été rencontrés et l'effet des opérations sur le Fonds du revenu consolidé. Dans les états sommaire et détaillé des opérations, les opérations financières sont classées sous les catégories suivantes:

- La première catégorie, les opérations budgétaires, consiste de toutes les opérations avec les tiers qui entrent dans le calcul du déficit ou de l'excédent annuel du gouvernement, et comprend les rentrées provenant des recettes fiscales et des recettes non fiscales, de même que les dépenses autorisées par le Parlement.
- La deuxième catégorie, les opérations non budgétaires, comprend les opérations dans les prêts, dotations en capital et avances, dans les éléments de passif reliés à l'administration de certains deniers publics encaissés ou perçus pour des fins déterminées, et dans les autres éléments d'actif et de passif.
- La troisième catégorie, les opérations de change, reflète les opérations dans les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes (le but principal est d'aider à contrôler et à protéger la valeur extérieure de l'unité monétaire canadienne) de même qu'une comptabilité de la situation nette du gouvernement en ce qui concerne le Fonds monétaire international. Les opérations de change comprennent la dette non échue à payer en devises étrangères.
- La quatrième catégorie, les opérations de la dette non échue, représente la mesure dans laquelle les besoins financiers ont été satisfaits au moyen d'une augmentation de la dette non échue qui indique le changement net dans les montants dus relatifs aux obligations négociables, aux obligations d'épargne du Canada, aux obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada et aux bons du Trésor. Les opérations de la dette non échue ne comprennent pas la dette non échue à payer en devises étrangères.
- La dernière section de l'état montre le solde de caisse et le solde de la dette non échue à la fin de l'exercice. Les effets à payer relatifs au solde de la dette non échue sont également divulgués par catégorie.

Le troisième état fournit une comptabilité plus détaillée des opérations des dépenses budgétaires par ministère. Le total des dépenses brutes présenté à l'état détaillé des opérations est différent du total des dépenses par ministère. La différence représente les opérations de certains comptes à fins déterminées, la provision pour évaluation qui n'est pas appliquée à chaque crédit et les opérations budgétaires internes du gouvernement.

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE I - SUMMARY STATEMENT OF TRANSACTIONS

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU I - ETAT SOMMAIRE DES OPERATIONS

(in millions of dollars - en millions de dollars)

		MONTH OF SEPT. - MOIS DE SEPT.		YEAR TO DATE - A CE JOUR					
		1989	1988	1989-90	1988-89				
I. BUDGETARY TRANSACTIONS	I. OPERATIONS BUDGETAIRES								
Revenue.....	Recettes.....	+	8,752	+	8,110	+	51,812	+	48,328
Expenditure.....	Dépenses.....	-	11,176	-	10,225	-	65,389	-	59,550
Deficit.....	Déficit.....	-	2,424	-	2,115	-	13,577	-	11,222
II. NON-BUDGETARY TRANSACTIONS	II. OPERATIONS NON BUDGETAIRES								
(source + requirement -)	(provenance + besoin -)								
Loans, investments	Prêts, dotations en capital et								
and advances.....	avances.....	+	48	+	90	+	586	-	374
Specified purpose accounts.....	Comptes à fins déterminées.....	+	1,409	+	1,409	+	3,200	+	3,018
Other transactions.....	Autres opérations.....	-	816	-	866	-	1,468	+	480
Net source (+) or requirement (-)...	Provenance nette (+) ou besoin net (-)	+	641	+	633	+	2,318	+	3,124
Financial requirements (excluding foreign exchange transactions)....	Besoins financiers (opérations de change non comprises).....	-	1,783	-	1,482	-	11,259	-	8,098
III. FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS	III. OPERATIONS DE CHANGE								
(source + requirement -).....	(provenance + besoin -).....	-	489	-	2,486	-	1,548	-	3,347
Total financial requirements.....	Total des besoins financiers.....	-	2,272	-	3,968	-	12,807	-	11,445
IV. UNMATURED DEBT TRANSACTIONS	IV. OPERATIONS DE LA DETTE NON ECHUE								
(source + requirement -).....	(provenance + besoin -).....	+	16	+	2,939	+	11,996	+	12,266
Change in cash	Variation de la caisse								
(increase + decrease -).....	(augmentation + diminution -).....	-	2,256	-	1,029	-	811	+	821
V. CASH BALANCE AT END OF PERIOD.....	V. CAISSE EN FIN DE PERIODE.....						1,021		2,354

The accompanying tables and notes are an integral part of this statement.

Les tableaux et les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE II - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU II - ETAT DETAILLE DES OPERATIONS

(in millions of dollars - en millions de dollars)

MONTH OF SEPT. - MOIS DE SEPT. YEAR TO DATE - A CE JOUR
1989 1988 1989-90 1988-89

I. BUDGETARY TRANSACTIONS

I. OPERATIONS BUDGETAIRES

Revenue
Tax revenue -
Income Tax -
Personal.....
Corporation.....
Unemployment Insurance
Contributions.....
Non-resident.....

Excise taxes and duties -
Sales tax.....
Customs import duties.....
Energy taxes.....
Other.....

Other tax revenue.....

Total tax revenue.....

Non-tax revenue -
Return on investments.....
Other non-tax revenue.....

Total non-tax revenue.....

TOTAL NET REVENUE.....

Expenditure

Major transfer and subsidy
payments -
To persons -
Old age security benefits,
guaranteed income supplements and
spouses' allowances.....
Unemployment insurance benefits.....
Family allowance.....
Veterans benefits.....

To other levels of government -
Fiscal arrangements.....
Insurance and medical care
services.....
Canada Assistance Plan.....
Education support.....

Total major transfer and
subsidy payments.....

Other Program Expenditures -
Defence.....
External affairs and aid.....
All other departments and agencies.....

Total other program
expenditures.....

Public debt.....

TOTAL NET EXPENDITURE.....

DEFICIT.....

Recettes

Recettes fiscales -
Impôt sur le revenu -
Particuliers.....
Sociétés.....
Cotisations d'assurance-
chômage.....
Non résidents.....

Taxes et droits d'accise -
Taxe sur les ventes.....
Droits de douane à l'importation.....
Taxes en matière d'énergie.....
Autres.....

Autres recettes fiscales.....

Total des recettes fiscales.....

Recettes non fiscales -
Produits de placements.....
Autres recettes non fiscales.....

Total des recettes non fiscales.....

TOTAL DES RECETTES NETTES.....

Dépenses

Principaux paiements de transfert et
subventions -
Aux particuliers -
Prestations de sécurité de la
vieillesse, suppléments de revenu
garanti et allocations au conjoint.....
Prestations d'assurance-chômage.....
Allocations familiales.....
Prestations aux anciens combattants.....

A d'autres paliers du gouvernement -
Arrangements fiscaux.....
Assurance et services de soins
médicaux.....
Régime d'assistance publique du Canada
Aide à l'éducation.....

Total des principaux paiements de
transfert et subventions.....

Autres dépenses des programmes -
Défense.....
Aide et affaires extérieures.....
Autres ministères et organismes.....

Total des autres dépenses des
programmes.....

Dette publique.....

TOTAL DES DEPENSES NETTES.....

DEFICIT.....

	1989	1988	1989-90	1988-89
Particuliers.....	4,313	3,898	24,770	22,680
Sociétés.....	630	564	4,824	4,165
Cotisations d'assurance- chômage.....	850	925	5,027	5,444
Non résidents.....	61	102	558	564
	5,854	5,489	35,179	32,853
Taxe sur les ventes.....	1,678	1,249	8,815	8,192
Droits de douane à l'importation.....	378	372	2,310	2,300
Taxes en matière d'énergie.....	19	139	923	968
Autres.....	231	323	1,383	1,371
	2,306	2,083	13,431	12,831
	5	7	105	102
Total des recettes fiscales.....	8,165	7,579	48,715	45,786
Produits de placements.....	409	410	2,157	1,882
Autres recettes non fiscales.....	178	121	940	660
Total des recettes non fiscales.....	587	531	3,097	2,542
TOTAL DES RECETTES NETTES.....	8,752	8,110	51,812	48,328

	1989	1988	1989-90	1988-89
Prestations de sécurité de la vieillesse, suppléments de revenu garanti et allocations au conjoint.....	1,332	1,264	7,892	7,465
Prestations d'assurance-chômage.....	900	797	5,436	5,060
Allocations familiales.....	220	216	1,317	1,297
Prestations aux anciens combattants.....	139	137	797	778
	2,591	2,414	15,442	14,600
Arrangements fiscaux.....	654	562	3,905	3,436
Assurance et services de soins médicaux.....	570	586	3,491	3,523
Régime d'assistance publique du Canada	379	406	2,456	2,342
Aide à l'éducation.....	188	199	1,162	1,190
	1,791	1,753	11,014	10,491
Total des principaux paiements de transfert et subventions.....	4,382	4,167	26,456	25,091
Défense.....	805	785	4,520	4,204
Aide et affaires extérieures.....	282	317	1,345	1,478
Autres ministères et organismes.....	2,447	2,464	13,931	13,097
Total des autres dépenses des programmes.....	3,534	3,566	19,796	18,779
Dette publique.....	3,260	2,492	19,137	15,680
TOTAL DES DEPENSES NETTES.....	11,176	10,225	65,389	59,550
DEFICIT.....	2,424	2,115	13,577	11,222

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE II - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU II - ETAT DETAILLE DES OPERATIONS - Suite

(in millions of dollars - en millions de dollars)

MONTH OF SEPT. - MOIS DE SEPT. YEAR TO DATE - A CE JOUR
1989 1988 1989-90 1988-89

II. NON-BUDGETARY TRANSACTIONS
(source + requirement -)

II. OPERATIONS NON BUDGETAIRES
(provenance + besoin -)

Loans, investments and advances

Crown corporations -
Lending institutions -
Canada Deposit Insurance
Corporation.....
Canada Mortgage and Housing
Corporation.....
Export Development
Corporation.....
Farm Credit Corporation.....
Federal Business Development Bank.

All other Crown corporations -
Atomic Energy of Canada Limited...
Canada Development Investment
Corporation.....
Canadian National Railway
Company.....
Petro-Canada.....
Other.....

Prêts, dotations en capital et avances

Sociétés de la Couronne -
Institutions de crédit -
Société d'assurance-dépôts du
Canada.....
Société canadienne d'hypothèques
et de logement.....
Société pour l'expansion des
exportations.....
Société du crédit agricole.....
Banque fédérale de développement.....

Autres sociétés de la Couronne -
Energie atomique du Canada, Limitée..
Corporation de développement des
investissements du Canada.....
Compagnie des chemins de fer
nationaux du Canada.....
Petro-Canada.....
Autres.....

...	...	+	136	-	390
+	5	+	61	+	118
+	4	+	13	+	110
...	...	...	159	+	...
+	9	+	74	+	162
+	1	...	14	+	12
...
...	...	+	6	+	6
+	25	+	27	-	150
+	26	+	27	-	132

Allowance for valuation.....

Provision pour évaluation.....

+	35	+	101	+	294
---	----	---	-----	---	-----

Other loans, investments and
advances -

Provincial and territorial
governments.....
National governments including
developing countries.....
International organizations (sub-
scriptions less notes payable)....
Veterans' Land Act Fund
advances less allowance
for conditional
benefits.....
Joint and mixed
enterprises.....
Miscellaneous.....

Autres prêts, dotations en capital
et avances -

Gouvernements provinciaux et
territoriaux.....
Gouvernements nationaux y compris
les pays en voie de développement....
Organismes internationaux (sous-
criptions moins effets à payer).....
Avances à la caisse de la Loi sur les
terres destinées aux anciens combat-
tants, non compris les provisions
pour prestations conditionnelles....
Entreprises mixtes et en
coparticipation.....
Divers.....

+	1	+	1	+	7
...	...	10	-	3	13
...	...	...	+	1	11
+	2	+	2	+	11
-	4	...	+	331	12
+	14	-	-	81	86
+	13	-	11	+	80

Allowance for valuation.....

Provision pour évaluation.....

+	13	-	11	+	80
---	----	---	----	---	----

TOTAL LOANS, INVESTMENTS AND
ADVANCES.....

TOTAL DES PRETS, DOTATIONS EN CAPITAL
ET AVANCES.....

+	48	+	90	+	374
---	----	---	----	---	-----

Specified purpose accounts

Canada Pension Plan Account.....
Superannuation accounts.....
Government Annuities Account.....
Provincial tax collection
agreements account.....
Deposit and trust accounts.....
Other.....

Comptes à fins déterminées

Compte du régime de pensions du Canada.
Compte de pension de retraite.....
Compte des rentes sur l'Etat.....
Compte des accords de perception
fiscale avec les provinces.....
Comptes de dépôt et de fiducie.....
Autres.....

-	163	-	2	-	344
+	1,529	+	1,175	+	2,852
-	8	-	11	-	54
+	17	+	189	+	440
+	9	+	31	-	631
+	25	+	27	+	67

TOTAL SPECIFIED PURPOSE ACCOUNTS.....

TOTAL DES COMPTES A FINS DETERMINEES....

+	1,409	+	1,409	+	3,018
---	-------	---	-------	---	-------

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE II - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU II - ETAT DETAILLE DES OPERATIONS - Suite

(in millions of dollars - en millions de dollars)									
		MONTH OF SEPT. - MOIS DE SEPT.		YEAR TO DATE - A CE JOUR					
		1989		1988		1989-90		1988-89	
<u>Other transactions</u>		<u>Autres opérations</u>							
Cash in transit.....	Fonds en transit.....	...	...	+	1,935	+	2,322		
Interest and matured debt.....	Intérêts et dette échue.....	- 1,283	- 937	+	1,632	+	2,265		
Accounts payable.....	Créditeurs.....	- 206	- 169	-	5,320	-	3,855		
Outstanding cheques and warrants....	Chèques et mandats en circulation....	+ 447	+ 110	+	103	-	403		
Miscellaneous.....	Divers.....	+ 226	+ 130	+	182	+	151		
TOTAL OTHER TRANSACTIONS.....		TOTAL DES AUTRES OPERATIONS.....		- 816	- 866	- 1,468	+	480	
TOTAL NON-BUDGETARY TRANSACTIONS.....		TOTAL DES OPERATIONS NON BUDGETAIRES.....		+ 641	+ 633	+	2,318	+	3,124
<u>III. FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS</u>		<u>III. OPERATIONS DE CHANGE</u>							
(source + requirement -)		(provenance + besoin -)							
International reserves held in the		Réserves internationales détenues dans							
Exchange Fund Account.....	le Compte du fonds des changes.....	- 95	- 2,344	- 316	- 1,863				
International Monetary Fund -	Fonds monétaire international -	...	...	+	15	...			
Subscriptions.....	Souscriptions.....	- 95	- 2,344	- 301	- 1,863				
Less:		Moins:							
International Monetary Fund -	Fonds monétaire international -								
Notes payable.....	Effets à payer.....	- 18	+ 13	- 63	- 30				
Special Drawing Rights	Allocations de Droits de tirage	...	...	...	...
allocations.....	spéciaux.....	- 18	+ 13	- 63	- 30				
Unmatured debt transactions payable	Opérations de la dette non échue à								
in foreign currencies.....	payer en devises étrangères.....	- 376	- 155	- 1,184	- 1,454				
TOTAL FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS....		TOTAL DES OPERATIONS DE CHANGE.....		- 489	- 2,486	- 1,548	- 3,347		
<u>IV. UNMATURED DEBT TRANSACTIONS</u>		<u>IV. OPERATIONS DE LA DETTE NON ECHUE</u>							
(source + requirement -)		(provenance + besoin -)							
Marketable bonds.....	Obligations négociables.....	+ 1,000	+ 1,625	+	3,521	+	7,377		
Canada savings bonds.....	Obligations d'épargne du Canada.....	- 437	- 571	- 6,510	- 3,705				
Special non-marketable bonds issued	Obligations spéciales non négociables								
to the Canada Pension Plan	détenues par le Fonds de placement								
Investment Fund.....	du régime de pensions du Canada.....	...	...	+	64	+	489		
Treasury bills.....	Bons du Trésor.....	- 650	+ 1,799	+	13,200	+	7,550		
Notes and loans.....	Effets et prêts.....	...	...	- 222	- 1,199				
Canada bills.....	Bons du Canada.....	- 373	- 156	- 252	- 143				
		- 460	+ 2,697	+	9,801	+	10,369		
Less:		Moins:							
Government's holdings of unmatured	Dette non échue détenue par le								
debt.....	gouvernement.....	+ 100	+ 87	+	1,011	+	443		
Unmatured debt transactions	Opérations de la dette non échue à								
payable in foreign currencies.....	payer en devises étrangères.....	+ 376	+ 155	+	1,184	+	1,454		
		+ 476	+ 242	+	2,195	+	1,897		
TOTAL UNMATURED DEBT TRANSACTIONS		TOTAL DES OPERATIONS DE LA DETTE NON ECHUE							
PAYABLE IN CANADIAN DOLLARS.....	A PAYER EN DOLLARS CANADIENS.....	+ 16	+ 2,939	+	11,996	+	12,266		

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE II - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS - Concluded

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU II - ETAT DETAILLE DES OPERATIONS - Fin

		(in millions of dollars - en millions de dollars)	
		1989 AT SEPTEMBER 30 AU 30 SEPTEMBRE	1988 AT SEPTEMBER 30 AU 30 SEPTEMBRE
V. CASH BALANCE AT END OF PERIOD	V. CAISSE EN FIN DE PERIODE		
In Canadian dollars.....	En dollars canadiens.....	869	1,953
In foreign currencies.....	En devises étrangères.....	152	401
TOTAL CASH BALANCE.....	TOTAL DE LA CAISSE.....	1,021	2,354
VI. UNMATURED DEBT BALANCE	VI. SOLDE DE LA DETTE NON ECHUE		
Payable in Canadian dollars -	A payer en dollars canadiens -		
Marketable bonds.....	Obligations négociables.....	120,031	111,398
Canada Savings bonds.....	Obligations d'épargne du Canada.....	41,246	49,619
Special non-marketable bonds	Obligations spéciales non négociables		
issued to the Canada Pension	détenues par le Fonds de placement		
Plan Investment Fund.....	du régime de pensions du Canada....	3,070	2,981
Treasury Bills.....	Bons du Trésor.....	115,900	88,600
		380,347	352,598
Less:	Moins:		
Government's holdings of unmatured	Dette non échue détenues par le		
debt.....	gouvernement.....	3,214	3,297
		277,033	249,301
Payable in foreign currencies -	A payer en devises étrangères -		
Marketable bonds.....	Obligations négociables.....	4,612	6,200
Notes and loans.....	Effets et prêts.....	1,689	2,727
Canada bills.....	Bons du Canada.....	878	901
		7,179	9,828
Less:	Moins:		
Government's holdings of unmatured	Dette non échue détenue par le		
debt.....	gouvernement.....	42	...
		7,137	9,828
TOTAL UNMATURED DEBT.....	TOTAL DE LA DETTE NON ECHUE.....	284,170	259,129

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

MONTH OF SEPT. - MOIS DE SEPT.		YEAR TO DATE - A CE JOUR	
1989	1988	1989-90	1988-89
1	1	1	1
2	2	2	2
3	3	3	3
4	4	4	4
5	5	5	5
6	6	6	6
7	7	7	7
8	8	8	8
9	9	9	9
10	10	10	10
11	11	11	11
12	12	12	12
13	13	13	13
14	14	14	14
15	15	15	15
16	16	16	16
17	17	17	17
18	18	18	18
19	19	19	19
20	20	20	20
21	21	21	21
22	22	22	22
23	23	23	23
24	24	24	24
25	25	25	25
26	26	26	26
27	27	27	27
28	28	28	28
29	29	29	29
30	30	30	30
31	31	31	31

Agriculture - Department - Management and Administration.....	Agriculture - Ministère - Gestion et administration.....	6,789	7,286	31,307	29,223
Agri-Food - Operating expenditures.....	Agro-alimentaire - Dépenses de fonctionnement.....	58,474	53,886	279,996	246,855
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	5,970	2,446	16,609	14,710
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	30,444	33,882	181,849	156,308
Payments to producers under the Agricultural Stabilization Act.....	Paiements aux producteurs en vertu de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles.....	42,676	11,189	69,360	69,126
Contributions to the provinces under the Crop Insurance Act.....	Contributions aux provinces en vertu de la Loi sur l'assurance-récolte....	...	2,640	402	2,727
Loan guarantees under the Farm Improvement and Marketing Cooperative Loans Act.....	Prêts garantis en vertu de la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative.....	649	148	3,742	2,216
Interest payments and guarantees under the Advance Payments for Crops Act.....	Paiements d'intérêts et garanties en vertu de la Loi sur le paiement anticipé des récoltes.....	408	515	3,930	2,556
Grants to agencies established under the Farm Products Marketing Agencies Act.....	Subventions aux offices établis conformément à la Loi sur les offices de commercialisation des produits de ferme.....	...	...	...	...
Racetrack Supervision Revolving Fund.....	Fonds renouvelable de la surveillance des hippodromes.....	928	1,951	1,983	1,744
Grains and Oilseeds - Operating expenditures.....	Céréales et oléagineux - Dépenses de fonctionnement.....	1,576	33,769	7,216	62,527
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	4,649	4,361	22,131	20,851
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	26,922	21,757	722,085	309,044
Payments in connection with the Prairie Grain Advance Payments Act.....	Paiements relatifs à la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies.....	378	571	4,079	6,024
Payments in connection with the Western Grain Stabilization Act.....	Paiements relatifs à la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest.....	...	...	25,234	...
Write-off of advances to the credit of the Stabilization Account.....	Radiation d'avances portées au crédit du Compte de stabilisation.....	...	...	...	750,000
Canadian Dairy Commission.....	Commission canadienne du lait.....	179,863	126,985	1,365,957	1,670,423
Canadian Livestock Feed Board - Operating expenditures.....	Office canadien des provenides - Dépenses de fonctionnement.....	477	532	2,197	2,066
Contributions.....	Contributions.....	133	142	723	647
		1,040	1,673	6,831	7,182
		1,173	1,815	7,554	7,829
		181,513	129,332	1,375,708	1,680,318
Atlantic Canada Opportunities Agency - Department - Operating expenditures.....	Agence de promotion économique du Canada atlantique - Ministère - Dépenses de fonctionnement.....	3,501	2,778	15,324	10,744
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	14,223	6,563	49,731	18,781
Liabilities in Atlantic Canada under the Small Businesses Loans Act.....	Obligations contractées dans la région de l'Atlantique en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises.....	863	164	2,095	1,157
Loan insurance payments.....	Paiements d'assurance-prêts.....	1,611	...	1,611	...
		20,198	9,505	68,761	30,682
Enterprise Cape Breton Corporation....	Société d'expansion du Cap-Breton.....	...	...	...	...
		20,198	9,505	68,761	30,682

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

		(in thousands of dollars - en milliers de dollars)			
		MONTH OF SEPT. - MOIS DE SEPT.		YEAR TO DATE - A CE JOUR	
		1989	1988	1989-90	1988-89
Communications -	Communications -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	15,845	15,064	74,241	65,096
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	1,190	853	3,731	2,311
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	6,748	5,527	25,786	28,496
Payments to the Canada Post Corporation.....	Versements à la Société canadienne des postes.....	4,592	4,591	32,138	27,546
Government Telecommunications Agency Revolving Fund.....	Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales...	3,340	-	519	10,715
		31,715	25,516	146,611	128,743
Canada Council.....	Conseil des Arts du Canada.....	11,844	19,460	69,836	82,142
Canadian Broadcasting Corporation -	Société Radio-Canada -				
Payments for operating expenditures.....	Paielements pour les dépenses de fonctionnement.....	94,667	74,159	517,173	452,218
Payments for working capital.....	Paielements pour le fonds de roulement...	333	320	2,335	2,331
Payments for capital expenditures...	Paielements pour les dépenses en capital.	...	7,521	41,492	52,685
		95,000	82,000	561,000	507,234
Canadian Film Development Corporation.....	Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne.....	10,248	14,711	69,487	54,801
Canadian Radio-television and Telecommunications Commission.....	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes.....	2,983	2,795	14,472	13,126
National Archives of Canada.....	Archives nationales du Canada.....	5,306	5,208	26,180	21,713
National Arts Centre Corporation.....	Corporation du Centre national des Arts..	1,300	1,800	10,036	10,100
National Film Board -	Office national du film -				
National Film Board Revolving Fund - Operating loss.....	Fonds renouvelable de l'Office national du film - Déficit de fonctionnement....	5,917	4,983	37,143	25,159
National Film Board Revolving Fund.....	Fonds renouvelable de l'Office national du film.....	1,202	657	-	2,099
		7,119	5,640	35,044	28,367
National Library.....	Bibliothèque nationale.....	3,360	3,377	15,490	13,753
National Museums of Canada -	Musées nationaux du Canada -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	7,365	7,158	38,066	33,486
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	1,778	821	7,715	3,933
		9,143	7,979	45,781	37,419
		178,018	168,486	993,937	897,398
Consumer and Corporate Affairs -	Consommateurs et Sociétés -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	14,434	13,465	69,140	61,364
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	172	401	1,538	966
Payments to the provinces for the purpose of research and development relating to medicine.....	Paielements aux provinces pour la recherche sur les médicaments et leur développement.....	...	...	...	...
		14,606	13,866	70,678	62,330
Competition Tribunal.....	Tribunal de la concurrence.....	99	79	479	362
Copyright Board.....	Commission du droit d'auteur.....	29	...	81	...
Hazardous Material Information Review Commission.....	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses.....	41	73	323	249
Patented Medicine Prices Review Board.....	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés.....	258	91	1,014	415
Procurement Review Board.....	Commission de révision des marchés publics.....	62	...	101	...
Standards Council of Canada.....	Conseil canadien des normes.....	498	682	3,484	3,213
		15,593	14,791	76,160	66,569

(1)

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		MONTH OF SEPT. - MOIS DE SEPT.		YEAR TO DATE - A CE JOUR	
		1989	1988	1989-90	1988-89
Employment and Immigration - Department/Commission - Corporate and Special Services.....	Emploi et Immigration - Ministère/Commission - Services généraux et spéciaux.....	51,352	825	35,982	12,434
Employment and Insurance - Operating expenditures.....	Emploi et assurance - Dépenses de fonctionnement.....	29,473	26,162	99,548	48,189
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	90,655	105,662	512,575	538,143
Government's contribution to the Unemployment Insurance Account.....	Contribution de l'Etat au compte d'assurance-chômage.....	169,193	294,869	1,332,648	1,261,879
Government's contribution in respect of Fishermen's Benefits.....	Contribution de l'Etat au titre des prestations versées aux pêcheurs.....	3,294	...	83,488	79,125
Immigration - Operating expenditures.....	Immigration - Dépenses de fonctionnement.....	17,882	13,095	81,881	58,380
Contributions.....	Contributions.....	6,073	4,495	32,356	23,609
		367,922	445,108	2,178,478	2,021,759
Advisory Council on the Status of Women.....	Conseil consultatif sur la situation de la femme.....	347	310	1,470	1,379
Immigration and Refugee Board of Canada.....	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada.....	4,918	1,537	20,593	5,980
Status of Women - Office of the Co-ordinator.....	Condition féminine - Bureau de la coordonnatrice.....	312	243	1,546	1,235
		373,499	447,198	2,202,087	2,030,353
Energy, Mines and Resources - Department - Administration.....	Energie, Mines et Ressources - Ministère - Administration.....	6,118	4,832	23,305	22,231
Energy - Operating expenditures.....	Energie - Dépenses de fonctionnement.....	6,889	6,058	31,533	34,346
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	7,447	2,574	18,915	5,916
Payments to Interprovincial Pipe Line Limited.....	Paielements à l'Interprovincial Pipe Line Limited.....	...	...	...	628
Canada/Nova Scotia Development Fund.....	Fonds de développement Canada/Nouvelle- Ecosse.....	...	2	...	6
Canada/Newfoundland Development Fund.....	Fonds de développement Canada/Terre-Neuve.....	...	...	4,819	4,708
Canada/Newfoundland Offshore Petroleum Board.....	Office Canada/Terre-Neuve des hydrocarbures extra-côtières.....	351	309	1,352	1,281
Nova Scotia Drilling Assistance Fund.....	Fonds d'aide destinés au forage Nouvelle-Ecosse.....	...	...	...	(1)
Petroleum Compensation.....	Indemnisation pétrolière.....	...	2,656	10	1,305
Canadian Exploration and Development Incentive Program.....	Programme canadien d'encouragement à l'exploration et à la mise en valeur..	...	23,644	...	38,469
Offshore Oil and Gas Resource Revenue Fund (Nova Scotia).....	Fonds des recettes provenant des ressources pétrolières et gazières (Nouvelle-Ecosse).....	...	...	...	...
Minerals and Earth Sciences - Operating expenditures.....	Minéraux et sciences de la Terre - Dépenses de fonctionnement.....	31,010	26,953	130,998	117,821
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	2,207	1,541	6,677	6,483
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	528	411	9,973	14,813
		54,550	68,976	227,582	248,007
Atomic Energy Control Board.....	Commission de contrôle de l'énergie atomique.....	2,260	2,165	10,691	9,877
Atomic Energy of Canada Limited.....	Energie atomique du Canada, Limitée.....	17,197	28,005	94,748	110,872
National Energy Board.....	Office national de l'énergie.....	2,512	2,271	11,001	10,549
Petro-Canada International Assistance Corporation.....	La Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale.....	4,500	4,400	17,500	28,165
		81,019	105,817	361,522	407,470

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTRE - Suite

		(in thousands of dollars - en milliers de dollars)			
		MONTH OF SEPT. - MOIS DE SEPT.	YEAR TO DATE - A CE JOUR		
		1989	1988	1989-90	1988-89
Environment -	Environnement -				
Administration.....	Administration.....	5,274	4,253	23,826	20,210
Environmental Services -	Services de l'environnement -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	32,410	34,804	178,674	164,355
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	2,794	2,118	14,393	8,888
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	158	971	4,113	3,884
Parks -	Parcs -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	30,619	27,888	136,258	117,852
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	13,060	7,044	34,421	25,961
National Battlefields	Commission des champs de bataille				
Commission.....	nationaux.....	219	216	977	903
		84,534	77,294	392,662	342,053
External Affairs -	Affaires extérieures -				
Department -	Ministère -				
Canadian Interests Abroad -	Intérêts du Canada à l'étranger -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	70,870	67,089	297,669	252,101
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	9,410	8,245	27,776	15,631
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	16,425	7,175	54,386	49,868
Passport Revolving Fund.....	Fonds renouvelable des passeports.....	615	181	301	331
Payments under the Asia-Pacific	Paielements en vertu de la Loi sur la				
Foundation of Canada Act.....	Fondation Asie-Pacifique du Canada....	...	...	...	...
World Exhibitions.....	Expositions internationales.....	43	315	197	1,001
		97,363	82,643	380,329	318,270
Canadian Commercial Corporation.....	Corporation commerciale canadienne.....	1,569	1,134	6,517	4,014
Canadian Institute for International	Institut canadien pour la paix et la				
Peace and Security.....	sécurité internationales.....	...	...	2,000	2,500
Canadian International Development	Agence canadienne de développement				
Agency -	international -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	8,099	9,831	41,375	42,212
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	154,186	180,947	695,448	782,537
Payments to International Financial	Paielements aux institutions financières				
Institutions.....	internationales.....	...	2,652	35,426	58,312
Payments under the International	Paielements en vertu de la Loi				
Centre for Human Rights	du Centre international des droits				
and Democratic Development	de la personne et du développement				
Act.....	démocratique.....	...	...	...	...
Payments under the Asia-Pacific	Paielements en vertu de la Loi sur la				
Foundation of Canada Act.....	Fondation Asie-Pacifique du Canada....	...	...	...	500
		162,285	193,430	772,249	883,561
Export Development Corporation.....	Société pour l'expansion des exportations	2,673	...	19,722	...
International Centre for Ocean	Centre international d'exploitation des				
Development.....	océans.....	600	950	3,100	2,650
International Development Research	Centre de recherches pour le				
Centre.....	développement international.....	9,050	9,517	54,275	66,617
International Joint Commission.....	Commission mixte internationale.....	362	385	2,319	1,625
		273,902	288,059	1,240,511	1,279,237
Finance -	Finances -				
Department -	Ministère -				
Financial and Economic Policies -	Politiques financières et économiques -				
Program expenditures.....	Dépenses du Programme.....	3,658	6,296	31,839	24,807
Payments to the International	Paielements à l'Association				
Development Association.....	internationale de développement.....	...	...	64,800	129,777
Payments to the International	Paielements au Fonds monétaire				
Monetary Fund.....	international.....	...	...	...	...
Purchase of Domestic Coinage.....	Achat de la monnaie canadienne.....	7,534	13,240	43,189	32,837
Public Debt.....	Service de la dette publique.....	3,265,971	2,487,785	19,149,147	15,684,338
Fiscal Transfer Payments.....	Paielements de transfert fiscal.....	612,917	531,663	3,594,576	3,125,649
Special Program -	Programme spécial -				
Payments under the Financial	Paielements en vertu de la Loi sur				
Institutions Depositors	l'indemnité aux déposants de				
Compensation Act.....	certaines institutions financières....	...	...	...	2,618
Foreign Claims Fund.....	La Caisse des réclamations étrangères..	...	...	...	...
		3,890,080	3,038,984	22,883,551	19,000,026
Auditor General.....	Vérificateur général.....	5,343	5,172	24,847	21,297
Canadian International Trade	Tribunal canadien du commerce				
Tribunal.....	extérieur.....	991	630	3,750	2,946
Office of the Superintendent of	Bureau du surintendant des				
Financial Institutions.....	institutions financières.....	3,904	2,888	8,427	6,694
Privatization and	Privatisation et affaires				
Regulatory Affairs.....	réglementaires.....	764	712	2,950	3,122
		3,901,082	3,048,386	22,906,671	19,020,697

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

MONTH OF SEPT. - MOIS DE SEPT. YEAR TO DATE - A CE JOUR
1989 1988 1989-90 1988-89

Fisheries and Oceans -	Pêches et Océans -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	52,271	57,192	250,596	221,407
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	10,350	7,356	31,321	13,506
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	319	1,313	3,309	3,554
Liabilities under the	Obligations contractées en vertu de				
Fisheries Improvement	la Loi sur les prêts aidant aux				
Loans Act.....	entreprises de pêche.....	...	2	105	84
		62,940	65,859	285,121	238,551
Forestry -	Forêts -				
Ministry of State -	Ministère d'Etat -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	9,410	8,932	47,064	42,407
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	589	594	2,689	3,137
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	4,682	9,640	22,105	42,545
		14,681	19,166	71,858	88,089
Governor General.....	Gouverneur général.....	868	866	4,504	3,811
Indian Affairs and Northern	Affaires indiennes et Nord				
Development -	canadien -				
Department -	Ministère -				
Administration -	Administration -				
Program expenditures.....	Dépenses du Programme.....	5,817	3,978	21,568	17,756
Indian and Inuit Affairs -	Affaires indiennes et inuit -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	20,814	22,714	101,203	104,164
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	544	1,125	1,366	2,237
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	152,448	158,384	949,909	868,041
Liabilities in respect of loan	Obligations relatives aux garanties de				
guarantees made to Indians for	prêts accordés aux Indiens pour le				
Housing and Economic	logement et le développement				
Development.....	économique.....	205	...	416	133
Grant under the Western	Subvention en vertu de la Loi sur le				
Arctic (Inuvialuit)	règlement des revendications des				
Claims Settlement	Inuvialuit de la région ouest				
Act.....	de l'Arctique.....	...	...	...	...
Northern Affairs -	Affaires du Nord -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	8,574	8,492	34,045	27,381
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	1,135	993	1,795	2,484
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	761	487	17,954	3,800
Transfer Payments to the Territorial	Paielements de transfert aux gouvernements				
Governments -	territoriaux -				
Payments to Yukon Territory.....	Paielements au Yukon.....	12,000	15,000	133,000	122,000
Payments to Northwest Territories...	Paielements aux Territoires du Nord-Ouest	85,000	65,000	482,000	440,000
Northern Canada Power Commission -	Commission d'énergie du Nord canadien -				
Write-off from the accounts of	Radiation des comptes du Canada				
Canada of certain debts.....	de certaines dettes.....	...	...	...	...
		287,298	276,173	1,743,256	1,587,996

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

MONTH OF SEPT. - MOIS DE SEPT. YEAR TO DATE - A CE JOUR
1989 1988 1989-90 1988-89

Industry, Science and Technology - Regional Industrial Expansion - Industry and Technology - Operating expenditures..... Payments to Canadian Patents and Development Limited..... Grants and contributions..... Liabilities under the Small Businesses Loans Act..... Insurance payments under the Enterprise Development Program and guarantees under the Industrial and Regional Development Program.....	Industrie, Sciences et Technologie - Expansion industrielle régionale - Développement de l'industrie et de la technologie - Dépenses de fonctionnement..... Paiements à la Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée.... Subventions et contributions..... Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises..... Paiements d'assurance en vertu du Programme d'expansion des entreprises et garanties en vertu du Programme de développement industriel et régional.....	25,215	23,412	91,255	83,570
		...	...	599	756
		23,683	42,612	125,494	164,879
		1,298	1,488	10,551	9,913
		...	...	2,760	4
		50,196	67,512	230,659	259,122
Regional and Native Economic Development - Operating expenditures..... Grants and contributions.....	Développement économique des régions et des autochtones - Dépenses de fonctionnement..... Subventions et contributions.....	1,711	1,838	10,792	7,235
		8,047	13,906	44,490	55,782
		9,758	15,744	55,282	63,017
Cape Breton Development Corporation...	Société de développement du Cap-Breton...	...	12,000	13,000	31,800
Federal Business Development Bank.....	Banque fédérale de développement.....	2,700	2,000	21,250	37,100
Investment Canada.....	Investissement Canada.....	866	800	4,379	3,863
		3,566	14,800	38,629	72,763
Ministry of State (Science and Technology) - Operating expenditures..... Grants and contributions.....	Ministère d'Etat (Sciences et Technologie) - Dépenses de fonctionnement..... Subventions et contributions.....	17	1,466	686	6,853
		...	1,768	...	6,398
		17	3,234	686	13,251
National Research Council of Canada - Operating expenditures..... Capital expenditures..... Grants and contributions.....	Conseil national de recherches du Canada - Dépenses de fonctionnement..... Dépenses en capital..... Subventions et contributions.....	28,255	26,882	124,558	120,639
		8,845	6,024	26,654	19,364
		9,991	11,679	43,741	44,595
		47,091	44,585	194,953	184,598
Natural Sciences and Engineering Research Council - Operating expenditures..... Grants.....	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie - Dépenses de fonctionnement..... Subventions.....	1,447	1,042	6,493	4,879
		4,708	5,261	147,115	135,803
		6,155	6,303	153,608	140,682
Science Council of Canada.....	Conseil des sciences du Canada.....	238	266	1,451	1,383
Statistics Canada.....	Statistique Canada.....	27,717	26,248	129,184	115,573
Canada Post Corporation.....	Société canadienne des postes.....	...	16,292	97,252	97,748
		144,738	194,984	901,704	948,137

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

MONTH OF SEPT. - MOIS DE SEPT. YEAR TO DATE - A CE JOUR
1989 1988 1989-90 1988-89

Justice -	Justice -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	13,724	13,425	60,320	53,340
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	20,435	4,701	83,777	62,189
		34,159	18,126	144,097	115,529
Canadian Human Rights	Commission canadienne des droits de la				
Commission.....	personne.....	1,257	1,045	6,153	4,979
Commissioner for Federal Judicial	Commissaire à la magistrature				
Affairs -	fédérale -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	506	415	2,305	1,806
Judges' salaries, allowances and	Traitements, indemnités et pensions				
annuities.....	des juges.....	12,001	10,944	69,902	64,913
		12,507	11,359	72,207	66,719
Federal Court of Canada.....	Cour fédérale du Canada.....	1,345	1,225	6,641	5,414
Law Reform Commission of Canada.....	Commission de réforme du droit du Canada.....	383	409	2,188	2,110
Offices of the Information and	Bureaux du Commissaire à l'information et				
Privacy Commissioners of	du Commissaire à la protection de la vie				
Canada.....	privée du Canada.....	631	581	2,771	2,294
Supreme Court of Canada.....	Cour suprême du Canada.....	1,079	784	4,895	3,755
Tax Court of Canada.....	Cour canadienne de l'impôt.....	536	472	2,545	1,788
		51,897	34,001	241,497	202,588
Labour -	Travail -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	5,788	5,576	28,540	24,958
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	830	722	4,475	4,850
Payments of compensation respecting	Palements d'indemnités à des employés				
government employees and merchant	de l'Etat et à des marins				
seamen.....	marchands.....	4,142	5,290	12,505	20,880
Labour Adjustment Benefits	Prestations d'adaptation pour les				
payments.....	travailleurs.....	16,718	9,342	58,621	57,594
		27,478	20,930	104,141	108,282
Canada Labour Relations Board.....	Conseil canadien des relations du travail	858	733	4,062	3,143
Canadian Centre for Occupational	Centre canadien d'hygiène et de				
Health and Safety.....	sécurité au travail.....	955	783	3,973	3,760
		29,291	22,446	112,176	115,185
National Defence -	Défense nationale -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	591,770	581,126	3,445,140	3,167,241
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	162,230	138,267	760,057	682,988
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	2,395	124	42,513	57,749
Military pensions.....	Pensions militaires.....	53,515	79,715	335,146	355,817
		809,910	799,232	4,582,856	4,263,795
Emergency Preparedness Canada -	Protection civile Canada -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	60	...	360	... (2)
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	...	...	...	... (2)
		60	...	360	...
		809,970	799,232	4,583,216	4,263,795

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

MONTH OF SEPT. - MOIS DE SEPT. YEAR TO DATE - A CE JOUR
1989 1988 1989-90 1988-89

National Health and Welfare -	Santé nationale et Bien-être social -				
Department -	Ministère -				
Departmental Administration.....	Administration centrale.....	7,496	6,946	37,004	33,308
Health Services and Promotion -	Services et promotion de la santé -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	2,646	2,482	13,110	10,962
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	2,646	4,627	22,345	20,325
Payments for insured health services and extended health care services.....	Versements à l'égard des services de santé assurés et des services complémentaires de santé.....	570,452	585,711	3,490,827	3,523,381
Social Services -	Services sociaux -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	1,930	1,765	9,908	6,885
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	16,071	8,553	59,040	28,398
Canada Assistance Plan	Versements en vertu du Régime				
Payments.....	d'assistance publique du Canada.....	379,071	406,231	2,455,733	2,341,973
Medical Services -	Services médicaux -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	38,020	41,860	218,685	194,887
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	562	2,216	2,289	3,508
Health Protection -	Protection de la santé -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	14,401	14,590	73,608	60,529
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	2,046	239	4,879	1,018
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	17	...	738	...
Income Security -	Sécurité du revenu -				
Program expenditures.....	Dépenses du Programme.....	- 4,040	12,540	35,489	51,612
Family Allowance payments.....	Versements d'allocations familiales....	220,108	216,339	1,317,227	1,297,391
Old Age Security, Guaranteed Income Supplement and Spouse's Allowance payments.....	Versements de sécurité de la vieillesse, du supplément de revenu garanti et d'allocations au conjoint..	1,332,415	1,263,567	7,892,322	7,464,675
Fitness and Amateur Sport -	Condition physique et sport amateur -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	1,063	900	4,820	3,988
Contributions.....	Contributions.....	5,525	8,480	38,047	37,923
XV Olympic Winter Games.....	XVe Jeux Olympiques d'hiver.....	...	427	...	1,172
		2,590,429	2,576,619	15,676,071	15,081,935
Medical Research Council -	Conseil de recherches médicales -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	397	414	1,968	2,004
Grants.....	Subventions.....	15,102	14,878	96,820	91,319
		15,499	15,292	98,788	93,323
		2,605,928	2,591,911	15,774,859	15,175,258
National Revenue -	Revenu national -				
Customs and Excise -	Douanes et Accise -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	56,766	50,546	264,957	222,087
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	664	751	2,262	2,970
		57,430	51,297	267,219	225,057
Taxation -	Impôt -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	90,722	87,520	491,009	410,394
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	1,312	724	6,685	2,088
		92,034	88,244	497,694	412,482
		149,464	139,541	764,913	637,539
Parliament -	Parlement -				
The Senate.....	Sénat.....	2,630	3,371	15,522	16,034
House of Commons.....	Chambre des communes.....	16,499	17,595	88,040	86,244
Library of Parliament.....	Bibliothèque du Parlement.....	1,440	1,358	6,797	6,041
		20,569	22,324	110,359	108,319

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

1
GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		MONTH OF SEPT. - MOIS DE SEPT.		YEAR TO DATE - A CE JOUR	
		1989	1988	1989-90	1988-89
Privy Council -	Conseil privé -				
Department.....	Ministère.....	5,197	4,083	24,187	18,302
Canadian Intergovernmental Conference	Secrétariat des Conférences				
Secretariat.....	intergouvernementales canadiennes.....	219	227	1,211	1,047
Chief Electoral Officer.....	Directeur général des élections.....	687	1,827	18,192	8,428
Commissioner of Official Languages....	Commissaire aux langues officielles.....	1,128	1,060	5,674	4,780
Economic Council of Canada.....	Conseil économique du Canada.....	936	943	4,548	4,221
Northern Pipeline Agency.....	Administration du pipe-line du Nord.....	30	12	69	72
Public Service Staff Relations	Commission des relations de travail dans				
Board.....	la Fonction publique.....	1,007	915	4,548	4,164
Security Intelligence Review	Comité de surveillance des activités de				
Committee.....	renseignement de sécurité.....	144	153	647	620
		9,348	9,220	59,076	41,634
Public Works -	Travaux publics -				
Department -	Ministère -				
Services -	Services -				
Public Works Revolving	Fonds renouvelable des Travaux				
Fund - Operating loss.....	publics - Déficit de fonctionnement... -	1,797	72	40	126
Public Works Revolving Fund.....	Fonds renouvelable des Travaux publics. -	17,622	23,762	221,153	175,916
Real Property -	Biens immobiliers -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	51,795	30,075	300,002	254,297
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	6,853	7,283	31,387	27,195
Grants to municipalities and other	Subventions aux municipalités et				
taxing authorities.....	autres autorités taxatrices.....	16,284	8,325	164,733	180,170
Crown Corporations -	Sociétés d'Etat -				
Payments to Canada Museums	Paielements à la Société de construction				
Construction Corporation Inc.....	des musées du Canada, Inc.....	2,300	10,000	23,500	44,253
Payments to Canada Lands Company	Paielements à la Société immobilière du				
(Le Vieux-Port de Montréal)	Canada (Le Vieux-Port de Montréal)				
Limited.....	Limitée.....	...	651	2,645	5,148
Payments to Canada Lands Company	Paielements à la Société immobilière du				
(Mirabel) Limited.....	Canada (Mirabel) Limitée.....	57,813	80,767	743,460	689,902
Canada Mortgage and Housing	Société canadienne d'hypothèques et de				
Corporation -	logement -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	71,896	124,531	555,817	572,353
Urban Renewal Contributions.....	Contributions pour la rénovation urbaine	...	...	...	251
		71,896	124,531	555,817	572,604
National Capital Commission -	Commission de la Capitale nationale -				
Payment for operating	Paielement pour les dépenses				
expenditures.....	de fonctionnement.....	5,100	6,400	24,400	24,300
Payment for capital expenditures.....	Paielement pour les dépenses en capital...	1,900	500	10,600	12,300
Payment for grants and	Paielement pour les subventions				
contributions.....	et contributions.....	900	100	7,800	5,000
		7,900	7,000	42,800	41,600
		137,609	212,298	1,342,077	1,304,106

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		MONTH OF SEPT. - MOIS DE SEPT.		YEAR TO DATE - A CE JOUR	
		1989	1988	1989-90	1988-89
Secretary of State - Department -	Secrétariat d'Etat - Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	18,028	15,096	86,801	75,744
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	10,643	12,677	75,655	80,012
Post-Secondary Education payments to provinces.....	Paielements pour l'enseignement postsecondaire faits aux provinces....	188,125	199,153	1,161,826	1,190,486
Payments under the Canada Student Loans Act.....	Paielements en vertu de la Loi fédérale sur les prêts aux étudiants.....	45,241	49,026	159,572	138,079
		262,037	275,952	1,483,854	1,484,321
Canadian Centre for Management Development.....	Centre canadien de gestion.....	850	...	2,862	...
Ministry of State (Multiculturalism and Citizenship) -	Ministère d'Etat (Multiculturalisme et Citoyenneté) -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	13,701	1,353	79,637	5,698
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	4,053	2,363	11,005	7,170
Public Service Commission -	Commission de la Fonction publique -				
Program expenditures.....	Dépenses du Programme.....	13,817	12,012	61,996	55,560
Staff Development and Training Revolving Fund.....	Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel.....	543	494	1,806	1,798
		32,964	16,222	157,306	70,226
Social Sciences and Humanities Research Council -	Conseil de recherches en sciences humaines -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	575	656	2,820	2,930
Grants.....	Subventions.....	5,463	6,358	37,781	33,163
		6,038	7,014	40,601	36,093
		301,039	299,188	1,681,761	1,590,640
Solicitor General - Department.....	Solliciteur général - Ministère.....	3,023	2,407	12,300	10,148
Canadian Security Intelligence Service.....	Service canadien du renseignement de sécurité.....	17,057	12,193	71,837	65,367
Correctional Service -	Service correctionnel -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	78,783	68,680	358,717	307,738
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	2,895	3,391	7,709	8,610
		81,678	72,071	366,426	316,348
National Parole Board.....	Commission nationale des libérations conditionnelles.....	2,173	1,758	10,232	8,411
Royal Canadian Mounted Police -	Gendarmerie royale du Canada -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	31,066	36,203	390,953	365,004
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	11,583	15,928	31,309	43,439
Pensions and other employee benefits - Members of the Force....	Pensions et autres prestations des employés - Membres de la GRC.....	23,686	22,283	71,274	69,615
		66,335	74,414	493,536	478,058
Royal Canadian Mounted Police External Review Committee.....	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada.....	87	34	433	181
Royal Canadian Mounted Police Public Complaints Commission.....	Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada.....	230	80	998	308
		170,583	162,957	955,762	878,821
Supply and Services -	Approvisionnement et Services -				
Program expenditures.....	Dépenses du Programme.....	30,617	27,730	162,802	140,302
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	1,647	...	1,737	...
Reciprocal Taxation.....	Reciprocité fiscale.....	24,581	21,750	145,773	130,247
Supply Revolving Fund.....	Fonds renouvelable des approvisionnements.....	11,012	2,472	49,796	39,619
Defence Production Revolving Fund.....	Fonds renouvelable de la production de défense.....	...	6,150	...	809
		67,857	40,858	360,108	309,359

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

MONTH OF SEPT. - MOIS DE SEPT. YEAR TO DATE - A CE JOUR
1989 1988 1989-90 1988-89

Transport - Department -	Transports - Ministère -	1989	1988	1989-90	1988-89
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	138,572	91,480	440,457	310,888
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	48,028	41,522	161,422	122,053
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	19,450	24,173	58,214	100,820
Payments to the Canada Ports Corporation for the Inter - Port Loan Program.....	Paielements à la Société canadienne des ports pour un programme de prêts interportuaires.....	...	...	24,750	...
Payment to the Canarctic Shipping Company Limited.....	Paielement à la Compagnie de navigation Canarctic Limitée.....	...	...	4,405	4,355
Payment to the Jacques Cartier and Champlain Bridges Inc.....	Paielement à la Société Les ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée.....	1,601	665	3,695	1,453
Payments to Marine Atlantic Inc.....	Paielements à Marine Atlantique S.C.C.....	50	1,491	55,549	71,222
Payments to VIA Rail Canada Inc.....	Paielements à VIA Rail Canada Inc.....	4,959	54,153	162,203	144,034
Payment to the St. Lawrence Seaway Authority.....	Paielement à l'administration de la voie maritime du Saint-Laurent.....	320	278	4,535	4,103
Payments to CN Railway for benefits provided to employees.....	Paielements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada pour les avantages accordés à ses employés.....	...	...	8	27
Self-Supporting Airports and Associated Ground Services Revolving Fund.....	Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes.....	- 21,684	- 4,433	- 76,671	- 68,646
Termination of tolls - Victoria Bridge.....	Abolition des péages sur le pont Victoria.....	487	58	836	710
Payments to Pilotage Authorities.....	Paielements aux Administrations de pilotage.....	...	...	...	...
Payment to the Canada Ports Corporation.....	Paielement à la Société canadienne des ports.....	...	85	...	275
Canadian Aviation Safety Board.....	Bureau canadien de la sécurité aérienne..	191,783	209,472	839,403	691,294
Civil Aviation Tribunal.....	Tribunal de l'aviation civile.....	1,530	1,585	7,466	7,016
Grain Transportation Agency Administrator.....	Administrateur de l'Office du transport du grain.....	52	146	265	351
National Transportation Agency - Operating expenditures.....	Office national des transports - Dépenses de fonctionnement.....	395	692	1,672	3,793
Contributions.....	Contributions.....	3,980	4,408	18,169	20,204
Payments under the Western Grain Transportation Act.....	Contributions.....	37	1,300	3,937	9,200
Payments under the Railway Act.....	Paielements en vertu de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest.....	53,518	60,235	370,577	529,251
Payments under the National Transportation Act, 1987.....	Paielements en vertu de la Loi sur les chemins de fer.....	836	1,914	19,591	20,935
Payments under the Atlantic Region Freight Assistance Act.....	Paielements en vertu de la Loi nationale sur les transports de 1987.....	1,012	...	7,436	...
	Paielements en vertu de la Loi sur les subventions au transport des marchan- disés dans la région Atlantique.....	5,342	6,080	38,770	38,793
		64,725	73,937	458,480	618,383
		258,485	285,832	1,307,286	1,320,837
Treasury Board - Secretariat -	Conseil du Trésor - Secrétariat -				
Central Administration of the Public Service.....	Administration centrale de la Fonction publique.....	8,626	6,481	31,167	28,111
Government Contingencies and Centrally Financed Programs.....	Eventualités du gouvernement et programmes financés par l'administration centrale.....	...	...	...	...
Employer Contributions to Insurance Plans.....	Contributions de l'employeur aux régimes d'assurance.....	43,408	25,883	122,680	98,991
Temporary Assignment.....	Affectation temporaire.....	140	207	1,008	1,218
Comptroller General.....	Contrôleur général.....	52,174	32,571	154,855	128,320
		1,990	1,074	6,232	5,889
		54,164	33,645	161,087	134,209

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Concluded

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Fin

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		MONTH OF SEPT. - MOIS DE SEPT.		YEAR TO DATE - A CE JOUR	
		1989	1988	1989-90	1988-89
Veterans Affairs -	Affaires des anciens combattants -				
Veterans Affairs -	Anciens combattants -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	34,840	33,890	178,639	161,962
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	102,854	102,121	612,551	611,183
Canadian Pension Commission.....	Commission canadienne des pensions.....	469	410	2,108	1,934
Bureau of Pensions	Bureau de services juridiques				
Advocates.....	des pensions.....	800	835	3,737	3,433
Veterans Appeal Board.....	Tribunal d'appel des anciens combattants	239	269	1,230	1,211
		139,202	137,525	798,265	779,723
Western Economic	Diversification de l'économie de l'Ouest				
Diversification -	canadien -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	3,707	1,231	12,204	4,436
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	5,943	3,065	26,160	14,334
Liabilities under the Small	Obligations contractées en vertu de la				
Businesses Loans	Loi sur les prêts aux petites				
Act.....	entreprises.....	665	968	4,935	5,724
		10,315	5,264	43,299	24,494
Expenditure by department on behalf of	Depenses des ministères pour le compte				
other departments.....	d'autres ministères.....	- 726	31,991	16,719	20,044
Provision for valuation.....	Provision pour évaluation.....	...	...	...	...
Consolidation of specified purpose	Consolidation de comptes à fins				
accounts (net of internal	déterminées (déduction faite des				
transactions) -	opérations internes) -				
Unemployment Insurance Account.....	Compte d'assurance-chômage.....	783,683	561,670	4,373,378	4,064,882
Western Grain Stabilization	Compte de stabilisation concernant				
Account.....	le grain de l'Ouest.....	- 131	...	- 24,618	- 56,308
Agricultural Commodities	Comptes de stabilisation concernant				
Stabilization Accounts.....	des produits agricoles.....	- 33,694	- 1,296	148,910	40,119
Crop Reinsurance Fund.....	Fonds de réassurance-récolte.....	...	...	...	...
Other.....	Autres.....	37	35	181	57
		749,895	560,409	4,497,851	4,048,750
Other internal transactions.....	Autres opérations internes.....	- 8,494	- 9,688	- 45,743	- 26,401
TOTAL EXPENDITURE.....	TOTAL DES DEPENSES.....	11,176,279	10,224,870	65,389,030	59,550,261

- (1) The program was established after April 1988.
(2) The program was established in fiscal year 1989-90.

- (1) Le programme a été établi après avril 1988.
(2) Le programme a été établi dans l'exercice 1989-90.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA

1. Significant Accounting Policies

The accounting policies of the Government of Canada are based on concepts embodied in the Constitution Acts, and in the Financial Administration Act and other legislation.

i. Government of Canada as an accounting entity

For purposes of maintaining the accounts of Canada and preparing the monthly Statements of Financial Operations, the Government of Canada is defined as all the departments named in Schedule I of the Financial Administration Act; any division or branch of the Public Service, including a commission appointed under the Inquiries Act, designated by the Governor in Council as a department for purposes of the Financial Administration Act; the staffs of the Senate, the House of Commons, and the Library of Parliament; and, any corporation named in Schedule II of the Financial Administration Act.

In accordance with the above definition, the corporations listed in Parts I and II of Schedule III of the Financial Administration Act, and those Crown corporations that are not subject to Divisions I to IV of Part X of the Financial Administration Act, are excluded from the Government of Canada as an accounting entity; therefore, their financial statements are not consolidated with those of the Government. However, the borrowings of those corporations which are agents of the Crown are recorded as a liability of the Government net of borrowings expected to be repaid directly by these corporations.

In addition, certain accounts and funds have financial statements which are not consolidated with those of the Government. These accounts and funds include the Canada Pension Plan Account, superannuation accounts and other specified purpose accounts.

ii. Classification of financial transactions

The financial transactions of the Government, as recorded in the accounts of Canada and reported in the monthly Statements of Financial Operations, are classified into budgetary, non-budgetary, foreign exchange and unmatured debt transactions.

In general terms, budgetary transactions enter into the calculation of the monthly and annual deficit or surplus and are reported, after elimination of transactions internal to the Government, on the Summary and Detailed Statements of Transactions. All other transactions lead to the acquisition or disposal of financial claims (assets) or to the creation or discharge of financial obligations (liabilities).

For purposes of reporting, the classification in force at the beginning of the year is used and amounts for the previous year are reclassified to conform to the current year's accounting policies and presentation.

iii. Budgetary transactions

REVENUE

Revenue consists of all tax and non-tax receipts which affect the monthly and annual deficit or surplus of the Government.

Revenue is reported after deducting refunds paid, and excludes amounts receivable, taxes collected on behalf of provinces and territories, and amounts credited to the Canada Pension Plan Account, superannuation accounts, other specified purpose accounts, and other liability accounts.

The Government generally reports revenue in the year in which it is received. Refunds of revenue are allocated to the year in which the obligation for refund, as determined by the completion of manual assessment, and commencement of the mechanical processing cycle, occurs.

On the Summary and Detailed Statements of Transactions the revenue reported excludes revenue from outside parties credited to appropriations.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA

1. Conventions comptables importantes

Les conventions comptables du gouvernement du Canada sont fondées sur des notions contenues dans les Lois constitutionnelles, et dans la Loi sur la gestion des finances publiques et autres textes législatifs.

i. Entité comptable du gouvernement du Canada

Afin de tenir les comptes du Canada et de préparer les états mensuels des opérations financières, le gouvernement du Canada se définit comme l'ensemble des ministères mentionnés à l'annexe I de la Loi sur la gestion des finances publiques; toute division ou direction de la Fonction publique, y compris toute commission nommée conformément à la Loi sur les enquêtes et désignée par le gouverneur en conseil comme ministère aux fins de la Loi sur la gestion des finances publiques; les employés du Sénat, de la Chambre des communes et de la Bibliothèque du Parlement; ainsi que toute société mentionnée à l'annexe II de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Conformément à la définition susmentionnée, les sociétés énumérées aux parties I et II de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques, et les sociétés de la Couronne qui ne sont pas sujettes aux sections I à IV de la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques, ne font pas partie de l'entité comptable du gouvernement du Canada; ainsi, leurs états financiers ne sont pas consolidés avec ceux du gouvernement. Cependant, les emprunts des sociétés mandataires de la Couronne sont inscrits comme élément de passif du gouvernement après avoir déduit les emprunts à être probablement remboursés directement par ces sociétés.

En outre, certains comptes et fonds possèdent leurs propres états financiers qui ne sont pas consolidés avec ceux du gouvernement. Ces comptes et fonds comprennent le Compte du régime de pensions du Canada, les comptes de pension de retraite et les autres comptes à fins déterminées.

ii. Catégories d'opérations financières

Les opérations financières du gouvernement, enregistrées dans les comptes du Canada et présentées dans les états mensuels des opérations financières, sont réparties en opérations budgétaires, non budgétaires, de change et de la dette non échue.

En somme, les opérations budgétaires entrent dans le calcul du déficit ou de l'excédent mensuel et annuel et sont inscrites aux états sommaire et détaillé des opérations après l'élimination des opérations internes du gouvernement. Toutes les autres opérations mènent soit à l'acquisition ou au règlement de créances (actif), soit à la création ou au règlement de dettes (passif).

Aux fins de compte rendu, la classification en vigueur au début de l'exercice est utilisée. Les montants de l'exercice précédent sont reclassifiés pour être conformes aux conventions comptables et à la présentation de l'exercice en cours.

iii. Opérations budgétaires

RECETTES

Les recettes comprennent toutes les recettes fiscales et non fiscales qui agissent sur le déficit ou l'excédent mensuel et annuel du gouvernement.

Les recettes sont comptabilisées après déduction des remboursements versés, et ne comprennent ni les sommes à recevoir, ni les impôts prélevés au nom des provinces et territoires, ni les montants crédités au Compte du régime de pensions du Canada, aux comptes de pension de retraite, aux autres comptes à fins déterminées, et aux autres comptes de passif.

Les recettes du gouvernement sont généralement comptabilisées au titre de l'exercice au cours duquel elles ont été reçues. Les remboursements de recettes sont imputés à l'exercice au cours duquel l'existence d'une dette est déterminée, c'est à dire au moment où la cotisation faite manuellement est complétée et où le cycle de traitement mécanique débute.

Les recettes aux états sommaire et détaillé des opérations ne comprennent pas les recettes à valoir sur les crédits provenant de tiers.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

EXPENDITURE

Expenditure consists of all charges to budgetary appropriations which affect the monthly and annual deficit or surplus of the Government. In addition, budgetary expenditure may also include charges related to the provision for valuation of loans, investments and advances, the allowance for borrowings of agent Crown corporations, and accounts payable and other allowances related to statutory items and certain annual appropriations. Such charges include those for work performed, goods received, services rendered, and transfer payments made, during the year and in the supplementary period including accounts payable at year-end.

Expenditure exclude amounts charged to the Canada Pension Plan Account, superannuation accounts, other specified purpose accounts, and other liability accounts.

On the Statement of Budgetary Expenditure by Department, departmental expenditures are reported net of revenue credited to appropriations but include expenditures internal to the Government.

iv. Assets

Assets are defined as the financial claims acquired by the Government on outside organizations and individuals as a result of events and transactions recorded as at the closing date.

However, as a result of the Government's accounting policies described above, and in accordance with the provisions of the Financial Administration Act and other legislation, transactions concerning certain financial claims are not recorded in the accounts of Canada and, therefore are not reported on the Summary and Detailed Statements of Transactions. The most important of these are accounts receivable for tax and non-tax revenue.

v. Liabilities

Liabilities are defined as the financial obligations of the Government to outside organizations and individuals as a result of events and transactions recorded as at the closing date.

However, as a result of the Government's accounting policies described above, and in accordance with enabling legislation actuarial liabilities arising from the indexing to the cost of living, of superannuate pensions and annuities are not recorded in the accounts of Canada and, therefore are not reported on the Summary and Detailed Statements of Transactions. In addition, refunds payable and some other liabilities are partially recorded during the year with full recording taking place at year-end only.

vi. Fixed assets

The fixed assets of the Government, which include land, engineering structures and works (such as canals, harbours and roads), buildings, and machinery and equipment, are charged to budgetary expenditure at the time of acquisition or construction.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

DEPENSES

Les dépenses comprennent toutes les imputations aux crédits budgétaires qui influent sur le déficit ou le surplus mensuel et annuel du gouvernement. Elles peuvent également comprendre les imputations reliées à la provision pour évaluation des prêts, dotations en capital et avances, la provision pour emprunts des sociétés mandataires de la Couronne, et les créanciers et les autres provisions reliées à des éléments statutaires et à certains crédits annuels. Ces imputations comprennent les travaux accomplis, les biens reçus, les services exécutés et les paiements de transfert effectués au cours de l'exercice et dans la période complémentaire, y compris les créanciers à la fin de l'exercice.

Les dépenses ne comprennent pas les montants imputés au Compte du régime de pensions du Canada, aux comptes de pension de retraite, aux autres comptes à fins déterminées, et aux autres comptes de passif.

Sur l'état des dépenses budgétaires par ministère, les dépenses ministérielles sont comptabilisées après déduction des recettes à valoir sur les crédits mais comprennent les dépenses internes du gouvernement.

iv. Actif

L'actif se définit comme étant les créances du gouvernement acquises sur des tiers par suite de faits et d'opérations comptabilisés à la date de clôture des comptes.

Cependant, à cause des conventions comptables du gouvernement mentionnées plus haut et selon les dispositions de la Loi sur la gestion des finances publiques et autres lois, les opérations concernant certaines créances ne sont pas comprises dans les comptes du Canada et, par conséquent ne sont pas comprises aux états sommaire et détaillé des opérations. Les plus importantes sont les débiteurs au titre des recettes fiscales et non fiscales.

v. Passif

Le passif se définit comme étant les dettes du gouvernement envers des tiers par suite de faits et d'opérations comptabilisés à la date de clôture des comptes.

Cependant, à cause des conventions comptables du gouvernement mentionnées plus haut, et selon les lois habilitantes, le passif actuariel découlant de l'indexation au coût de la vie, des pensions de retraite et des rentes n'est pas comptabilisé dans les comptes du Canada et, par conséquent n'est pas comptabilisé aux états sommaire et détaillé des opérations. De plus, les remboursements à payer pour les recettes fiscales ne sont pas inscrits à ces états et les autres créanciers sont partiellement inscrits au cours de l'exercice, l'inscription complète étant faite à la fin de l'exercice seulement.

vi. Immobilisations

Les immobilisations du gouvernement qui comprennent les terrains, ouvrages (tels que les canaux, les ports et les routes), bâtiments et matériel, sont imputées aux dépenses budgétaires lors de leur acquisition ou construction.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

vii. Valuation of assets and liabilities

ASSETS

Assets are recorded at cost and are subject to annual valuation to reflect reductions from the recorded value to the estimated realizable value. In the case of loans to sovereign states, no reduction in value is recorded unless a sovereign state has formally repudiated its debts. In addition, the allowance for valuation reflects reductions from the recorded value of loans (and subscriptions to international organizations that make similar loans) with significant concessionary terms.

The Government's gold reserves are included in the International reserves held in the Exchange Fund Account and are recorded and valued at 35 Special Drawing Rights per fine ounce. The Special Drawing Right is an international currency created by the International Monetary Fund, and allocated to countries participating in its Special Drawing Rights Department. It represents a unit of account defined in terms of a "basket" of five major currencies.

LIABILITIES

Liabilities are recorded at the amounts ultimately payable and liabilities for termination benefits, the superannuation accounts, with the exception of indexing, and the Government Annuities Account, are valued on an actuarial basis.

viii. Translation of foreign currency transactions

Foreign currency transactions are translated and recorded in Canadian dollar equivalents at the exchange rates prevailing at the transaction dates.

On a monthly basis, only Receiver General current cash accounts are revalued at the month-end rate of exchange. All other assets and liabilities are revalued at year-end only. Net gains are credited to revenue while net losses are charged to expenditure.

2. Authorities for Transactions

Taxes can be raised and moneys can be borrowed only with the authority of Parliament. All receipts of money by departments and agencies must be deposited into the Consolidated Revenue Fund (CRF). All disbursements from the CRF for spending on operations, for loans, investments and advances, and for the redemption of matured debt must be authorized by Parliament.

i. Authority for spending on operations

Parliament provides authority to make payments out of the Consolidated Revenue Fund in annual appropriation acts and other statutes (the latter referred to as statutory appropriations). Most Government spending is under statutory authorities, that is authorities which do not generally impose an annual limit on the amount that may be spent. Spending is authorized by reference to statutory formulae or criteria and the authorities usually continue from year to year until changed or rescinded by an act of Parliament. Spending authority provided by statutory appropriations is for specified purposes and for such amounts and such time as the acts prescribe. Spending authority provided by statutory appropriations generally does not lapse at the end of the year in which it was granted. Spending authority granted in appropriation acts is for stated purposes and maximum amounts. Unless provided for in vote wording, unused spending authority granted in appropriation acts lapses at the end of the year for which it was granted. Some authorities continue from year to year and some authorize the spending, within a program, of defined categories of revenue generated by the program.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

vii. Evaluation de l'actif et du passif

ACTIF

L'actif est enregistré au coût et fait l'objet d'une évaluation annuelle afin de refléter les diminutions de la valeur enregistrée à la valeur estimative de réalisation. Dans le cas de prêts aux états souverains, aucune diminution de la valeur n'est enregistrée à moins qu'un état souverain refuse, de façon officielle, d'honorer ses dettes. De plus, la provision pour évaluation reflète les réductions de la valeur au livre des prêts (et souscriptions aux organismes internationaux qui effectuent des prêts similaires) ayant des clauses concessionnaires importantes.

Les réserves d'or du gouvernement sont comprises dans les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes et sont inscrites et évaluées à 35 Droits de tirage spéciaux pour chaque once d'or fin. Le Droit de tirage spécial est une unité monétaire internationale créée par le Fonds monétaire international, et attribuée aux pays participant à son Département des Droits de tirage spéciaux. Il représente une unité de compte définie en fonction d'un ensemble de cinq grandes devises.

PASSIF

Le passif est inscrit au montant à payer en fin de compte et les éléments de passif concernant les indemnités de cessation d'emploi, les comptes de pension de retraite sauf pour l'indexation, ainsi que le Compte des rentes sur l'Etat, sont évalués sur une base actuarielle.

viii. Conversion des opérations de change

Les opérations de change sont converties et comprabilisées en dollars canadiens correspondants aux taux de change en vigueur aux dates des opérations.

Sur une base mensuelle, seuls les comptes de caisse courants du Receveur général sont réévalués à la fin du mois aux taux de change en vigueur à cette date. Les autres éléments d'actif et de passif sont réévalués à la fin de l'exercice seulement. Les gains nets sont crédités aux recettes tandis que les pertes nettes sont imputées aux dépenses.

2. Autorisations pour les opérations

Les taxes et les impôts peuvent être prélevés et les deniers peuvent être empruntés seulement avec l'autorisation du Parlement. Tous les deniers perçus par les départements et organismes doivent être déposés au Fonds du revenu consolidé (FRC). Tous les déboursés du FRC pour des dépenses concernant les opérations, pour des prêts, dotations en capital et avances, et pour le rachat de la dette échue doivent être autorisés par le Parlement.

i. Autorisations pour les dépenses concernant les opérations

Le Parlement accorde l'autorisation d'effectuer des paiements à même le Fonds du revenu consolidé dans les lois de crédits annuelles et dans d'autres textes de lois (ces derniers intitulés crédits statutaires). La plupart des dépenses gouvernementales sont effectuées en vertu d'autorisations statutaires, c'est-à-dire des autorisations qui généralement n'imposent pas de limite annuelle sur les montants qui peuvent être dépensés. Les dépenses sont effectuées en vertu de critères ou formules statutaires et les autorisations continuent en général d'un exercice à l'autre jusqu'à ce qu'une loi du Parlement les modifie ou les révoque. L'autorisation de dépenser comprise dans les crédits statutaires est consentie à des fins déterminées ainsi que pour des montants et des délais indiqués dans les lois. En général, l'autorisation de dépenser prévue dans les crédits statutaires ne s'annule pas à la fin de l'exercice pour lequel elle a été accordée. L'autorisation de dépenser est accordée, dans les lois de crédits, à des fins déterminées et pour des montants maximaux. A moins que le libellé des crédits ne l'indique autrement, le solde inutilisé de l'autorisation de dépenser accordée dans des lois de crédits s'annule à la fin de l'exercice pour lequel elle a été accordée. Certaines autorisations continuent d'un exercice à l'autre et certaines permettent de dépenser, à l'intérieur d'un programme, des catégories de recettes spécifiques lesquelles sont générées par ledit programme.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

ii. Authority for loans, investments and advances

These authorities limit the amount of loans, investments or advances that may be made. Unused authority may lapse at the end of a year or may continue from year to year. Non-lapsing authorities often limit only the total of loans that may be outstanding at any one time; thus, principal repaid may be reloaned.

iii. Borrowing authority

The Government can borrow only as authorized by acts of Parliament. Borrowing authority acts provide authority for the net amount of new security issues less redemptions during a fiscal year. The authorities lapse at the end of the year except for amounts specifically carried forward to the next fiscal year. Parliament has also provided a continuing authority to the Government under Section 47 of the Financial Administration Act to borrow, for periods not exceeding six months, such amounts as are deemed necessary to meet lawfully authorized disbursements.

3. Crown Corporations

In accordance with the accounting policies of the Government, the assets, liabilities, revenues and expenses reported in the separate financial statements of Crown corporations are not included in the Government's financial statements. Only the financial transactions between the Government and Crown corporations are included.

The following table presents the major balance sheet and income statement items for Crown corporations named in Section 85 and/or Schedule III of the Financial Administration Act (FAA).

This summary of financial transactions and results of operations of Crown corporations is based on their accounting policies. Most Crown corporations follow the generally accepted accounting principles used by private sector companies, as outlined in the Handbook of the Canadian Institute of Chartered Accountants.

Financial assets include cash, receivables and loans and investments. Physical assets and deferred charges represent the unexpensed portion of non-financial assets such as buildings, machinery and equipment in use or under construction, inventories and other items of expenditure which will be expensed as these assets are used. Financial assets and liabilities in respect of the Government represent the unpaid balances arising from financing transactions and normal operating activities. Borrowings from outside parties represent amounts repayable to institutional and other investors. Other liabilities are amounts due in respect of purchases, employee termination and pension benefits, accrued interest on borrowings, long-term capital leases and sundry accounts payable. Equity of Canada represents the Government's equity in each Crown corporation as reported by the corporations.

Crown corporations are categorized as being either agents or non-agents of the Crown. Agency status is normally expressly stated in the incorporating legislation or conferred under the provisions of the Government Companies Operation Act. In accordance with Section 54 of the FAA, the payment of all money borrowed by agent Crown corporations and interest thereon, is a charge on and payable out of the Consolidated Revenue Fund. Such borrowings therefore constitute obligations of the Government and are recorded as such in the summary financial statements of Canada net of borrowings expected to be repaid directly by these corporations.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

ii. Autorisations pour les prêts, dotations en capital et avances

Ces autorisations limitent les montants des prêts, dotations en capital ou avances qui peuvent être effectués. Les autorisations non employées peuvent s'annuler à la fin de l'exercice ou peuvent continuer d'un exercice à l'autre. Les autorisations qui ne s'annulent pas, souvent limitent seulement le total des prêts qui peuvent être en circulation en tout temps; donc, les montants remboursés peuvent être prêtés de nouveau.

iii. Pouvoirs d'emprunts

Le gouvernement peut emprunter seulement lorsque des lois du Parlement l'autorisent. Les lois sur le pouvoir d'emprunt fournissent l'autorisation pour le montant net de nouvelles émissions de titres moins les rachats au cours de l'exercice. Les autorisations s'annulent à la fin de l'exercice sauf pour les montants spécifiquement reportés à l'exercice suivant. En vertu de l'article 47 de la Loi sur la gestion des finances publiques, le Parlement a également fourni au gouvernement une autorisation continue d'emprunter, pour des périodes n'excédant pas six mois, des montants qui sont jugés nécessaires pour rencontrer les déboursés autorisés par les lois.

3. Sociétés de la Couronne

Conformément aux conventions comptables du gouvernement, l'actif, le passif, les revenus et les dépenses inscrits dans les états financiers distincts des sociétés de la Couronne ne sont pas compris dans les états financiers du gouvernement. Seules les opérations financières entre le gouvernement et les sociétés de la Couronne y sont comprises.

Le tableau suivant résume les principaux éléments des bilans et états d'exploitation des sociétés énumérées à l'article 85 et/ou à l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques (LGFP).

Ce résumé des opérations financières et résultats d'opérations des sociétés de la Couronne est fondé sur les conventions comptables de celles-ci. La majorité des sociétés de la Couronne suivent les principes comptables généralement reconnus que l'on retrouve dans les entreprises du secteur privé et publiés dans le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés.

L'actif financier comprend la caisse et les sommes à recevoir, les prêts et les dotations en capital. L'actif immobilisé et les frais reportés représentent la fraction non dépensée des éléments d'actif non financier tels qu'immeubles, machinerie et équipement en usage ou en construction, inventaire et autres éléments de dépense qui seront portés à la dépense lorsque consommés. L'actif financier et le passif auprès du gouvernement représentent les montants payés provenant d'opérations de financement et d'opérations normales. Les emprunts auprès de tiers représentent les montants à rembourser à des institutions et autres investisseurs. Les autres passifs représentent des créances relativement aux achats, aux indemnités de cessation d'emploi et aux prestations de pensions, aux intérêts courus sur emprunts, contrats de location-acquisition à long terme et autres créditeurs. L'avoir du Canada représente l'avoir du gouvernement dans chaque société de la Couronne tel que rapporté par les sociétés.

Les sociétés de la Couronne sont classées soit mandataires ou non mandataires de la Couronne. Le statut de mandataire de la Couronne peut être explicitement énoncé dans les lois constitutionnelles ou conféré selon les dispositions de la Loi sur le fonctionnement des compagnies d'état. Conformément à l'article 54 de la LGFP, le paiement de toute somme d'argent empruntée par les sociétés mandataires de la Couronne, de même que de l'intérêt y afférent, doivent être imputés sur le Fonds du revenu consolidé et versés à même ce Fonds. Par conséquent, de tels emprunts représentent des dettes du gouvernement et sont inscrits comme telles dans les états financiers sommaires du Canada après avoir déduit les emprunts à être probablement remboursés directement par ces sociétés.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA - Continued

Revenues include financial assistance received or receivable from the Government in respect of current period of operation.

Equity adjustments include amounts for retroactive changes in the application of accounting principles as well as direct changes or credits to and from equity accounts. Equity transactions with the Government include dividends declared, transfers of profits to the Government and non-current financial assistance provided by the Government.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

Les revenus comprennent l'aide financière reçue ou à recevoir du gouvernement relativement aux opérations de la période en cours.

Les ajustements dans l'avoir comprennent les montants rétroactifs des changements apportés dans l'application des principes comptables ainsi que les imputations directes ou les crédits à l'avoir. Les transactions dans l'avoir avec le gouvernement comprennent les dividendes déclarés, les virements de bénéfices au gouvernement et l'aide financière non courante accordée par le gouvernement.

SUMMARY COMBINED STATEMENTS OF CROWN CORPORATIONS

RESUME DES ETATS COMBINES DES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE

		(in millions of dollars) (en millions de dollars)
ASSETS, LIABILITIES AND EQUITY as at June 30, 1989	ACTIF, PASSIF ET AVOIR au 30 juin 1989	
ASSETS	ACTIF	
Financial:	Financier:	
Outside parties.....	Tiers.....	31,944
Government and other Crown corporations.....	Gouvernement et autres sociétés de la Couronne.....	24,448
Total financial assets.....	Total de l'actif financier.....	56,392
Physical assets and deferred charges.....	Actif immobilisé et frais reportés.....	20,339
TOTAL ASSETS.....	TOTAL DE L'ACTIF.....	76,731
LIABILITIES	PASSIF	
Outside parties -	Tiers -	
Borrowings - agent.....	Emprunts - mandataire.....	14,704
- non-agent.....	- non mandataire.....	1,706
Bank of Canada notes in circulation and amounts owing to depositors.....	Effets en circulation de la Banque du Canada et montants dus aux déposants.....	23,181
Other liabilities.....	Autres passifs.....	8,195
Government and other Crown corporations.....	Gouvernement et autres sociétés de la Couronne.....	16,421
TOTAL LIABILITIES.....	TOTAL DU PASSIF.....	64,207
EQUITY OF CANADA	AVOIR DU CANADA	12,524
TOTAL LIABILITIES AND EQUITY.....	TOTAL DU PASSIF ET DE L'AVOIR.....	76,731
Contingent liabilities.....	Passif éventuel.....	616
REVENUES, EXPENSES AND CHANGES IN THE EQUITY for the three month period ended June 30, 1989	REVENUS, DÉPENSES ET CHANGEMENTS DANS L'AVOIR pour la période de trois mois se terminant le 30 juin 1989	
Revenues -	Revenus -	
Outside parties.....	Tiers.....	4,540
Government and other Crown corporations -	Gouvernement et autres sociétés de la Couronne -	
Financial assistance.....	Aide financière.....	1,212
Other.....	Autres.....	824
TOTAL REVENUES.....	TOTAL DES REVENUS.....	6,576
Expenses -	Dépenses -	
Outside parties.....	Tiers.....	1,821
Government and other Crown corporations.....	Gouvernement et autres sociétés de la Couronne.....	651
TOTAL EXPENSES.....	TOTAL DES DÉPENSES.....	5,472
Net income/loss (-) for the period.....	Bénéfice/perte (-) net pour la période.....	1,104
Equity adjustments.....	Ajustements dans l'avoir.....	1,181 *
Government's share of income/loss (-).....	Quote-part du gouvernement dans le(a) bénéfice/perte (-)....	-77 *
Equity transactions with the Government.....	Transactions dans l'avoir avec le gouvernement.....	-236
Equity of Canada, April 1st, 1989.....	AVOIR DU CANADA au 1er avril 1989.....	12,811
Equity of Canada, June 30, 1989.....	AVOIR DU CANADA, 30 juin 1989.....	12,524

* During the period, Petro-Canada announced a retroactive change in its accounting policy. This change is reflected in the equity adjustments and has the effect of reducing the Government's share of income by \$1,188 million.
Durant la période, Petro-Canada émettait un communiqué annonçant un changement dans sa convention comptable ayant pour effet de réduire la quote-part du gouvernement dans le bénéfice, de \$1,188 millions.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

4. Insurance Programs of Agent Crown corporations

At present, three Crown corporations operate insurance programs as agents of Her Majesty. An insurance program is a program where the insured, an outside party, pays an insurance fee which is credited to an insurance fund or provision operated by the corporation. The amount of the fee is based on the estimated amount of insurance fund or provision needed to meet future claims. Insurance programs operated by private corporations such as employee group insurance, dental plans, etc., are not included in this definition.

The insurance programs are intended to operate on a self-sustaining basis but in recent years, two of the Crown corporations have required loans or other funding from the Government to meet obligations.

Information presented below has not been audited since the information presented therein is derived from interim financial statements. The most recent annual financial statements of these corporations may be found in Volume III of the Public Accounts.

In the Summary below, a minus "-" sign preceding the amount reported indicates a fund deficit, an expense recovery or adjustment, or a decrease or loss during the year.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

4. Programmes d'assurance des sociétés mandataires de la Couronne

Présentement, trois sociétés de la Couronne administrent des programmes d'assurance en tant que mandataires de Sa Majesté. Un programme d'assurance est un programme par lequel un assuré (un tiers) verse des frais d'assurance qui sont alors crédités à un fonds d'assurance ou une provision administrée par la société. Le montant à verser comme frais est basé sur le montant prévu nécessaire pour satisfaire à toutes les demandes futures d'indemnisation au titre du fonds d'assurance ou de la provision. Les programmes d'assurance administrés par les corporations privées tels que l'assurance collective des employés, les régimes dentaires, etc., sont exclus de cette définition.

Les programmes d'assurance sont conçus de façon à opérer sur une base autosuffisante, mais depuis quelques années, le gouvernement a fourni des prêts ou d'autres financements à deux sociétés pour satisfaire à leurs demandes d'indemnisation.

Les renseignements qui apparaissent ci-dessous ne sont pas vérifiés puisque l'information est produite à partir d'états financiers intermédiaires. On peut retrouver les états financiers annuels, les plus récents, de ces sociétés dans le volume III des Comptes publics.

Un signe moins "-" dans le sommaire ci-dessous indique un déficit dans le fonds, un recouvrement ou un redressement des dépenses, ou une diminution ou perte au cours de l'exercice.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - ContinuedSUMMARY OF INSURANCE PROGRAMS OF AGENT CROWN CORPORATIONS
for the three month period ended June 30, 1989

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - SuiteSOMMAIRE DES PROGRAMMES D'ASSURANCE DES SOCIÉTÉS MANDATAIRES DE LA COURONNE
pour la période de trois mois se terminant le 30 juin 1989

(in millions of dollars - en millions de dollars)

		Canada Deposit Insurance Corporation ⁽¹⁾	Canada Mortgage and Housing Corporation ⁽²⁾				Export Development Corporation ⁽³⁾
			Mortgage Insurance Fund	Mortgage-Backed Securities Guarantee Fund	Home Improvement Loan Fund	Rental Guarantee Fund	
		Société d'assurance- dépôts du Canada ⁽¹⁾	Société canadienne d'hypothèques et de logement ⁽²⁾				Société pour l'expansion des exportations ⁽³⁾
			Fonds d'assurance hypothécaire	Fonds de titres hypothécaires garantis	Fonds de prêts pour l'amélioration des maisons	Fonds de garantie de loyer	
Insurance in force as at reporting date	Assurance en vigueur à la date de déclaration						
- current year.....	- exercice en cours.....	245,123	46,793	1,954	*	**	3,734
- previous year.....	- exercice précédent.....	211,755	45,500	711	1	**	3,253
Opening balance of Fund	Solde d'ouverture du Fonds						
- current year.....	- exercice en cours.....	-1,062	-82	*	1	12	45
- previous year.....	- exercice précédent.....	-1,136	-261	*	1	11	38
Revenue for the period:	Recettes pour la période:						
Premiums and fees	Primes et honoraires						
- current year.....	- exercice en cours.....	230	38				11
- previous year.....	- exercice précédent.....	184	35				5
Investment income	Revenu de placement						
- current year.....	- exercice en cours.....	1	16				
- previous year.....	- exercice précédent.....		10				
Other revenue	Autres recettes						
- current year.....	- exercice en cours.....	1					
- previous year.....	- exercice précédent.....	12				1	
Total revenue	Recettes totales						
- current year.....	- exercice en cours.....	232	54	*	*	*	11
- previous year.....	- exercice précédent.....	196	45	*	*	1	5
Expense for the period:	Dépenses pour la période:						
Loss on claims	Pertes sur indemnités						
- current year.....	- exercice en cours.....		-2				5
- previous year.....	- exercice précédent.....		37				2
Interest on loans	Intérêts sur prêts						
- current year.....	- exercice en cours.....	46					
- previous year.....	- exercice précédent.....	42					
Administrative	Administration						
- current year.....	- exercice en cours.....	3	17				
- previous year.....	- exercice précédent.....	2	15			1	
Funds returned to Government	Fonds retournés au gouvernement						
- current year.....	- exercice en cours.....						
- previous year.....	- exercice précédent.....						
Total expense	Dépenses totales						
- current year.....	- exercice en cours.....	49	15	*	*	*	5
- previous year.....	- exercice précédent.....	44	52	*	*	1	2
Net income/loss(-) for the period	Revenus nets/pertes (-) nettes pour la période						
- current year.....	- exercice en cours.....	183	39	*	*	*	6
- previous year.....	- exercice précédent.....	152	-7	*	*		3
Closing balance of Fund	Solde de clôture du Fonds						
- current year.....	- exercice en cours.....	-879	-43	*	1	12	51
- previous year.....	- exercice précédent.....	-984	-268	*	1	11	41
Net claims during the period ⁽⁴⁾ :	Montants nets des indemnités pour la période ⁽⁴⁾ :						
- current year.....	- exercice en cours.....	-23	-20	**	*	**	-5
- previous year.....	- exercice précédent.....	-6	11	**	*	**	12
Five year average of net claims paid	Moyenne des montants nets des indemnités payées pour les cinq derniers exercices						
- current year.....	- exercice en cours.....	311	58	**	*	**	*
- previous year.....	- exercice précédent.....	166	74	**	*	**	5

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

(1) The Canada Deposit Insurance Corporation (CDIC) provides insurance on deposits placed with member banks and trust and loan companies for up to \$60,000 per depositor per institution. In recent years, premiums paid by member institutions have not been sufficient to meet obligations incurred by CDIC under the insurance plan. This deficiency has been funded, in part, by loans from the Government of \$1,695 million at June 30, 1989 (\$1,744 million at June 30, 1988). The Government is continuing to explore alternatives to allow CDIC, over the long run, to eliminate its deficiency without budgetary support from the Government. Since there is no reason to believe that this will not be the case, no provision has been made in the accounts of Canada for the losses experienced by CDIC.

(2) Canada Mortgage and Housing Corporation (CMHC) administers four funds of which the Mortgage Insurance Fund (MIF) and the Mortgage-Backed Securities Guarantees Fund are active. The MIF provides insurance, for a fee, to private sector lending institutions to cover mortgage lending on Canadian housing. Besides establishing a framework of confidence for mortgage lending by private institutions, the Fund facilitates an adequate supply of mortgage funds by reducing the risk to lenders and by encouraging the secondary market trading of mortgages, to make housing more accessible for Canadians. Although the balance of the Fund is currently inadequate to meet future claims in respect to business in force, the latest actuarial study of MIF indicated that business undertaken since February 1985 is being written on a break-even basis. The actuarial deficiency (\$141.4 million as of September 30, 1988) will be reflected in the accounts of Canada only to the extent that additional funding of the deficiency from parliamentary appropriations may be required. The Mortgage-Backed Securities (MBS) Program was implemented in 1987. For a fee paid by approved financial institutions, CMHC and ultimately the Government, guarantee timely payment of principal and interest to MBS investors who participate in a pool of MIF insured first residential mortgages which have been repackaged by the financial institution into investments of \$5,000 denominations. Since 1984, the Corporation has also operated the Mortgage Rate Protection Program (MRPP). As premiums collected by CMHC for the Program are remitted directly to the Consolidated Revenue Fund (CRF) and obligations of the MRPP are ultimately payable from the CRF, the MRPP does not meet the definition of a Crown corporation insurance plan as defined above. Therefore, operating particulars of this Program are not included in this summary but some information will be found in the notes to the Government of Canada Statement of Contingent Liabilities.

(3) The Export Development Corporation (EDC) provides export and foreign investment insurance to Canadian business to facilitate and develop export trade. The insurance fund has been adequate to provide for the full cost of claims experienced to date and to establish an allowance for future claims based on previous claims experience.

(4) Refers to the difference between claims and amounts received from sales of related assets and other recoveries.

* Less than \$500,000.

** Not applicable.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

(1) La Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC) fournit une assurance, jusqu'à concurrence de \$60,000 par déposant et par institution, sur les dépôts faits auprès des banques et compagnies de prêts et de fiducies qui sont membres. Depuis quelques années, les primes versées par les institutions membres n'étaient pas suffisantes pour satisfaire à toutes les demandes d'indemnisation faites auprès de la SADC aux termes du régime d'assurance. Ce déficit a été comblé, en partie, par des prêts du gouvernement de \$1,695 millions au 30 juin 1989 (\$1,744 millions au 30 juin 1988). Le gouvernement continue d'examiner des alternatives afin de permettre à la SADC d'éliminer, avec le temps, son déficit sans aide budgétaire du gouvernement. Puisqu'il n'y a pas lieu de croire autrement, aucune provision n'a été établie dans les comptes du Canada pour les pertes subies par la SADC.

(2) La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) administre quatre fonds dont seulement le Fonds d'assurance hypothécaire (FAH) et le Fonds de titres hypothécaires garantis sont actifs. Le FAH fournit de l'assurance aux institutions de crédit du secteur privé, moyennant des frais, afin de couvrir les prêts hypothécaires concernant le logement canadien. Tout en mettant en place un système par lequel les institutions privées peuvent accorder des prêts hypothécaires en toute confiance, le Fonds permet également qu'un approvisionnement continu de fonds hypothécaires soit disponible à moindre risque aux prêteurs et que le commerce secondaire d'hypothèques soit favorisé pour rendre le logement plus accessible aux Canadiens. Quoique le solde du Fonds soit présentement insuffisant pour satisfaire à toutes les demandes futures d'indemnisation à l'égard des affaires en vigueur, la dernière étude actuarielle du FAH indique que les activités entreprises depuis le mois de février 1985 sont comptabilisées sur une base de point mort. L'insuffisance actuarielle (\$141.4 millions au 30 septembre 1988) sera reflétée dans les comptes du Canada dans la mesure où un financement supplémentaire de cette insuffisance à même les crédits parlementaires soit nécessaire. Le Programme des titres hypothécaires garantis (THG) fut introduit en 1987. Sur versements d'une prime, la SCHL, et finalement le gouvernement, garantit le paiement ponctuel du principal et des intérêts aux investisseurs dans des titres hypothécaires réunis par une institution financière en un bloc de créances hypothécaires résidentiels dont l'institution prépare et livre les certificats en multiples de \$5,000. Depuis 1984, la Société opère le Programme de protection des taux hypothécaires. Etant donné que les primes encaissées pour ce Programme par la SCHL sont déposées dans le Fonds du revenu consolidé (FRC) et que les créances du Programme sont finalement payées à même le FRC, le Programme de protection des taux hypothécaires ne rencontre pas la définition d'un plan d'assurance administré par une société de la Couronne tel que défini ci-haut. Par conséquent, les résultats d'opérations du Programme ne sont pas inclus dans le sommaire mais de l'information supplémentaire apparaît dans les notes afférentes à l'Etat du passif éventuel gouvernement du Canada.

(3) La Société pour l'expansion des exportations (SEE) fournit de l'assurance aux entreprises canadiennes sur les investissements étrangers et sur les exportations afin de faciliter et de développer le commerce de l'exportation. Le fonds d'assurance a été suffisant afin de pourvoir au coût global des réclamations à date et pour établir une provision pour des réclamations futures basées sur l'expérience passée.

(4) Se rapporte à l'écart entre les réclamations et les montants recouvrés sur les ventes de biens connexes et d'autres recouvrements.

* Moins de \$500,000.

** Sans objet.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA - Continued

5. Contingent Liabilities

A contingent liability is a potential liability which may become an actual liability when one or more future events occur or fail to occur. The details of the contingent liabilities of the Government are provided in the following statement and consist of explicit guarantees by the Government and potential losses arising from pending and threatened litigation relating to claims and assessments in respect of breach of contract, damages to persons and property and like items.

The authorized limit represents the aggregate total of various types of authorities of Government bodies as stipulated in legislation, legal agreements or other documents that may be in force at any one time.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

5. Passif éventuel

Un élément de passif éventuel signifie un élément de passif possible qui peut se transformer en un élément de passif réel advenant un ou plusieurs événements futurs. Le détail du passif éventuel du gouvernement est fourni dans l'état suivant et comprend les garanties formelles par le gouvernement et les pertes possibles résultant de causes en instance ou imminentes relatives à des demandes d'indemnité et d'évaluation à l'égard de l'inexécution de contrats, de dommages causés à des personnes et à un bien et d'éléments connexes.

Les limites autorisées indiquées dans le tableau ci-dessous désignent le montant total des divers genres d'autorisations utilisées par des organismes gouvernementaux tels que stipulés dans la législation, des ententes légales ou d'autres documents qui peuvent être en vigueur à un moment donné.

STATEMENT OF CONTINGENT LIABILITIES
as at June 30, 1989ETAT DU PASSIF EVENTUEL
au 30 juin 1989

(in millions of dollars - en millions de dollars)			
	Authorized limit (where applicable) ⁽¹⁾	Contingent liability ⁽²⁾	Percentage of net claims to outstanding guarantees (where applicable) ⁽³⁾
	Limite autorisée (s'il y a lieu) ⁽¹⁾	Passif éventuel ⁽²⁾	Rapport entre les indemnités nettes et les garanties en vigueur (s'il y a lieu) ⁽³⁾
%			
EXPLICIT GUARANTEES BY THE GOVERNMENT OF -			
Borrowings by Crown corporations which are not agents of Her Majesty -			
Canadian National Railway Company - Bonds and notes			
Borrowings by others than Crown corporations -			
From agents -			
Loans to Indians by the Canada Mortgage and Housing Corporation and the Farm Credit Corporation, for on-reserve housing			
From other than agents -			
Guarantee programs of the Government -			
Canada Student Loans Act			
Small Businesses Loans Act			
Farm Improvement Loans Act and Farm Improvement and Marketing Cooperatives Loans Act			
Atlantic Enterprise Program			
Advance Payments for Crops Act			
Enterprise development program and Canadian Industrial Renewal Board			
Fisheries Improvement Loans Act			
Regional Development Incentives Act			
Financial obligations incurred by air carriers regarding purchase of The de Havilland Aircraft of Canada, Limited DHC-7 and DHC-8 aircraft			
Loans to Indians by approved lenders for on-reserve housing			
Indian economic development			
Loans to promote the commercial activities of Eskimos			
GARANTIES FORMELLES PAR LE GOUVERNEMENT POUR -			
Emprunts par des sociétés de la Couronne qui ne sont pas mandataires de Sa Majesté -			
Chemins de fer nationaux du Canada - Obligations et effets	*	*	
Emprunts effectués par des entités autres que des sociétés de la Couronne -			
De sociétés mandataires -			
Prêts consentis aux Indiens par la Société canadienne d'hypothèques et de logement et la Société du crédit agricole, pour habitations sur les réserves	575	71 ⁽⁴⁾	1.7
De sociétés non mandataires -			
Programmes de garantie du gouvernement -			
Loi fédérale sur les prêts aux étudiants	5,529	2,553	2.7
Loi sur les prêts aux petites entreprises	922 ⁽⁵⁾	655	4.8
Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative	342 ⁽⁵⁾	160	.6
Programme Entreprise Atlantique	95	95 ⁽⁶⁾	
Loi sur le paiement anticipé des récoltes	400	66	.1
Programme d'expansion des entreprises et Office canadien pour un renouveau industriel	1,039	14 ⁽⁷⁾	9.8
Loi sur les prêts aux entreprises de pêche	30 ⁽⁸⁾	8	75.3
Loi sur les subventions au développement régional	22	5	11.8
Dettes encourues par des transporteurs aériens concernant l'achat des aéronefs DHC-7 et DHC-8 de The de Havilland Aircraft of Canada, Limited	925 ⁽⁹⁾	440 ⁽⁹⁾	
Prêts consentis aux Indiens par des prêteurs agréés pour habitations sur les réserves	4 ⁽⁹⁾	370 ⁽⁴⁾	1.1
Développement économique des Indiens	34 ⁽¹⁰⁾	4 ⁽⁴⁾	8.0
Prêts pour encourager les activités commerciales des Esquimaux	5	1	
	9,343	4,371	

GOVERNMENT OF CANADA

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - ContinuedNOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - SuiteSTATEMENT OF CONTINGENT LIABILITIES
as at June 30, 1989ETAT DU PASSIF EVENTUEL
au 30 juin 1989

		(in millions of dollars - en millions de dollars)	
		Authorized limit (where applicable) ⁽¹⁾	Contingent liability ⁽²⁾
		Limite autorisée (s'il y a lieu) ⁽¹⁾	Passif éventuel ⁽²⁾
			Percentage of net claims to outstanding guarantees (where applicable) ⁽³⁾
			Rapport entre les indemnités nettes et les garanties en vigueur (s'il y a lieu) ⁽³⁾
Other explicit loan guarantees -			
Loans to NewGrade Energy Inc to finance construction of a heavy oil upgrader.....	Autres garanties formelles de prêts -	275	249
Loans to construct coal handling and terminal facilities by Ridley Terminals Inc.....	Prêts à la société NewGrade Energy Inc pour financer la construction d'une usine de valorisation du pétrole lourd.....	230	200
Loans to Marine Industries Limited for acquisition of assets.....	Prêts pour la construction d'installations de manutention du charbon et de terminus par Ridley Terminals Inc.....	40	40
Loan to St. Mary's Paper Inc to modernize and expand a paper making facility at Sault Ste Marie, Ontario.....	Prêts à Marine Industries Limited pour l'acquisition de biens.....	15	15
Loans for the restructuring of Maislin Industries Ltd.....	Prêt à St. Mary's Paper Inc pour moderniser et agrandir une papeterie à Sault Ste Marie, Ontario.....	10 ⁽⁸⁾	10 ^(8, 11)
Loan to Nardex Canada Ltée for the manufacture of radio-protection and radio telecommunication systems.....	Prêts pour la réorganisation de Maislin Industries Ltd.....	1	1
Loans for the financing of Cheticamp Fishermen's Co-operative Society Ltd.....	Prêt à Nardex Canada Ltée pour la fabrication des systèmes de protection et de télécommunication radiophonique.....	*	*
	Prêts pour le financement de Cheticamp Fishermen's Co-operative Society Ltd.....	571	515
Insurance programs of the Government ⁽¹²⁾ -			
Insurance against accidents at nuclear installations under the Nuclear Liability Act ⁽¹³⁾	Programmes d'assurance du gouvernement ⁽¹²⁾ -	675	664
Insurance under the Fishing Vessel Insurance Plan ⁽¹⁴⁾	Assurance en prévision des accidents aux installations nucléaires en vertu de la Loi sur la responsabilité nucléaire ⁽¹³⁾	23	462
Accounts administered for the Government by the Export Development Corporation - Insurance and related guarantees.....	Assurance aux termes du régime d'assurance des bateaux de pêche ⁽¹⁴⁾	7,000 ⁽¹⁵⁾	294
	Comptes administrés par la Société pour l'expansion des exportations au nom du gouvernement - Assurance et garanties connexes.....	7,698	1,420
Other explicit guarantees ⁽¹⁶⁾ -			
Guarantees under the Prairie Grain Advance Payments Act.....	Autres garanties formelles ⁽¹⁶⁾ -	73	73
Guarantees under the Agriculture Products Co-operative Marketing Act.....	Garanties en vertu de la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies.....	5	5
Guarantees of residual liabilities resulting from the devolution of Northern Canada Power Commission.....	Garanties en vertu de la Loi sur la vente coopérative des produits agricoles.....	1	1
	Garanties de passifs résiduels suite à la dévolution de la Commission d'énergie du Nord canadien.....	79	79
Total explicit guarantees.....	Total des garanties formelles.....	18,266	6,456
PENDING AND THREATENED LITIGATION.....	CAUSES EN INSTANCE ET IMMINENTES.....		2,739 ^(8, 18)
Total ⁽¹⁹⁾	Total ⁽¹⁹⁾		9,195

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

- (1) The authorized limits indicated in the statement above represent the aggregate total of various types of authorities of Government bodies as stipulated in legislation, legal agreements or other documents that may be in force at any one time.
- (2) A contingent liability is a potential liability which may become an actual liability when one or more future events occur or fail to occur.
- (3) Represents the average percentage over the most recent 5 years of net claims to the average amount of outstanding guarantees for the same period computed as at June 30, 1989. In some situations where historical data is not readily available, departmental estimates have been used.
- (4) Includes committed guarantees for the following loans to be made: to Indians for on-reserve housing \$79,437,687 and for Indian economic development \$908,570. As at the reporting date, no loans had been issued for these amounts.
- (5) The Act places limits on the maximum amount of guarantee for loans made by eligible lenders over different loan periods. The maximum amount of guarantee by lender is expressed in legislation as a percentage of aggregate loans made to qualified borrowers and varies according to the dollar value range of aggregate loans made by the lender. The authorized limits for given loan periods are included in the figure reported until all qualified loans made by all eligible lenders, in the given periods, are no longer outstanding, and are not adjusted for loan repayments nor payments made by the Government for guaranteed amounts in which default has occurred.
- (6) The Atlantic Enterprise Program offers loan insurance on new term loans for the establishment, expansion or modernization of commercial operations in eligible sectors in the Atlantic provinces where the Program is administered by the Atlantic Canada Opportunities Agency (\$84,050,664 as at June 30, 1989) and in the Gaspé Peninsula and Magdalen Islands, Quebec where administration of the Program is the responsibility of the Department of Industry, Science and Technology (\$10,573,870 as at June 30, 1989). Industry, Science and Technology also has responsibility for all capital projects in excess of \$20 million.
- (7) Includes \$62,034 attributable to the Canadian Industrial Renewal Board.
- (8) Amount denominated wholly or partially in a foreign currency and translated at the closing rate of exchange as at date of statement.
- (9) The authorized limit for loan guarantees for on-reserve housing totals \$575,000,000 (shown above) for loans made by the Canada Mortgage and Housing Corporation, the Farm Credit Corporation and other approved lenders.
- (10) The maximum aggregate amount that may be paid or that may have been paid from the Consolidated Revenue Fund (CRF) relative to Indian Economic Development, in previous, current or subsequent years, with respect to all guarantees authorized and granted, is set at \$60 million. As at June 30, 1989, a total of \$25,900,547 has been expended from the CRF leaving a balance of \$34,099,453 available for disbursement.
- (11) Maislin Industries Ltd was placed in receivership on July 11, 1983 and was declared bankrupt on October 19, 1983. To date, the Government has made interim payments totalling \$18,500,000 US to creditors under a guarantee in the amount of \$27,000,000 US. It is anticipated that the Government will be called upon to make a final payment to settle remaining obligations to creditors when certain issues are settled in US Bankruptcy Court however the amount cannot be determined at present with any certainty.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

- (1) Les limites autorisées indiquées dans l'état ci-dessus désignent le montant total des divers genres d'autorisations utilisés par des organismes gouvernementaux, tels que stipulés dans la législation, des ententes légales ou d'autres documents, qui peuvent être en vigueur à un moment donné.
- (2) Un élément de passif éventuel signifie un élément de passif possible qui peut se transformer en élément de passif réel advenant un ou plusieurs événements futurs.
- (3) Représente le rapport au cours des cinq derniers exercices entre la moyenne des indemnités nettes et la moyenne des garanties en cours pour la même période, calculé au 30 juin 1989. Dans les cas où les données d'origine ne sont pas facilement disponibles, les prévisions ministérielles ont été utilisées.
- (4) Comprend les engagements de garanties, à être effectués, concernant les prêts suivant: aux Indiens pour habitations sur les réserves, \$79,437,687 et pour le développement économique des Indiens, \$908,570. Aucun prêts n'avait été consenti en raison de ces montants à la date de comptabilisation.
- (5) La Loi limite la somme maximum de la garantie pour prêts effectués par des prêteurs admissibles sur différentes périodes de prêts. La somme maximum de la garantie accordée à chaque prêteur est énoncée, d'après la Loi, comme étant un pourcentage du total des prêts consentis aux emprunteurs autorisés et varie selon la valeur totale des prêts effectués par le prêteur. Les limites autorisées pour des périodes de prêts données sont comprises dans le chiffre divulgué jusqu'à ce que tous les prêts approuvés et consentis par les prêteurs admissibles dans la période donnée, soient réglés. Ces limites ne sont pas redressées par les remboursements de prêts ni par les paiements effectués par le gouvernement pour les montants garantis en souffrance.
- (6) Le Programme Entreprise Atlantique offre des assurances de prêts sur de nouveaux prêts à terme pour établir, moderniser ou agrandir des opérations commerciales dans les secteurs éligibles des provinces de l'Atlantique où le Programme est administré par l'Agence de promotion économique au Canada atlantique (\$84,050,664 au 30 juin 1989) et pour la péninsule de Gaspé et les Îles-de-la-Madeleine du Québec où le ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie a la responsabilité de l'administration du Programme (\$10,573,870 au 30 juin 1989). Ce ministère a aussi la responsabilité de tous les projets d'immobilisation dépassant \$20 millions.
- (7) Comprend un montant de \$62,034 imputable à l'Office canadien pour un renouveau industriel.
- (8) Montant libellé entièrement ou partiellement en une devise étrangère et converti au cours du change en vigueur à la date de comptabilisation.
- (9) La limite autorisée sur les prêts garantis pour habitations sur les réserves s'élève à \$575,000,000 (voir ci-haut) pour les prêts effectués par la Société canadienne d'hypothèques et de logement, la Société du crédit agricole et par d'autres prêteurs agréés.
- (10) Le montant maximum total déboursé ou pouvant être déboursé à même le Fonds du revenu consolidé (FRC) pour l'exercice en cours et les exercices précédents ou subséquents relativement aux garanties autorisées et accordées pour le développement économique des Indiens est fixé à \$60 millions. Au 30 juin 1989 un montant total de \$25,900,547 a été déboursé à même le FRC laissant un solde disponible de \$34,099,453.
- (11) Maislin Industries Ltd a été placée sous séquestre le 11 juillet 1983 et a déclaré faillite le 19 octobre 1983. À la date de comptabilisation, le gouvernement a effectué des versements provisionnels totalisant \$18,500,000 E-U aux créanciers en vertu d'une garantie au montant de \$27,000,000 E-U. On anticipe que le gouvernement devra effectuer un paiement final pour régler les obligations restantes aux créanciers lors du règlement de certaines émissions au tribunal des faillites des États-Unis mais le montant ne peut pas être déterminé, en ce moment, avec certitude.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Concluded

(12) Since 1984 the Canada Mortgage and Housing Corporation (CMHC) has operated the Mortgage Rate Protection Program on behalf of the Government. In return for payment of a premium, CMHC will reimburse homeowners 75% of any increase in monthly mortgage payments, above a deductible, due to higher interest rates at the time of mortgage renewal. As recent mortgage interest rates have been relatively stable, the Program is not widely utilized and loans covered by the Program at June 30, 1989 amounted to only \$911,000 (\$911,000 at June 30, 1988). Premiums collected by CMHC are remitted directly to the Consolidated Revenue Fund (CRF) and obligations are ultimately payable from the CRF. Because of the nature of the Program, it is not possible to estimate the amounts, if any, that might be payable at some future date.

(13) There have been no claims under the Nuclear Liability Act since its inception in 1970. The Act covers 14 Canadian nuclear installations as at June 30, 1989.

(14) The Fishing Vessel Insurance Plan is administered by the Government to assist fishermen in meeting abnormal capital losses. A specified purpose account is credited with all amounts received by way of premiums, recoveries and with advances in accordance with regulations by the Government, such advances not to exceed \$150,000 at any time. The account is debited with refunds of premiums and payments in settlement of third party vessel collision damage claims against fishermen, where the collision involves a vessel insured under the Plan. As at March 31, 1989, the insured value of vessels under the Plan amounted to \$462,389,000; the balance of the account was \$22,642,963 and outstanding claims against the Plan amounted \$1,250,000 (most recent data available).

(15) The Export Development Act specifies that the Export Development Corporation may enter into contracts of insurance, re-insurance, related guarantees and other agreements up to a maximum of \$7 billion, the authorized limit.

(16) A letter of comfort has been issued with respect to credit grain sales by the Canadian Wheat Board. The letter states that the Government will assume responsibility for the liabilities arising from defaults in payment by countries purchasing Canadian grain on credit. Receivables under this guarantee amounted to approximately \$3.7 billion at June 30, 1989.

(17) Less than 0.1%.

(18) Includes \$1.5 billion related to native statutory and treaty obligations representing plaintiffs' claims in 59 litigation cases. There are another 120 similar cases for which amounts are not stated in the claims, and for which it is not possible to determine the amounts that may be ultimately payable.

(19) Contingent gains. A contingent gain is a potential gain or possible recovery that may become an actuality when one or more future events occur or fail to occur. Three departments reported contingent gains as at June 30, 1989 totalling approximately \$8 million.

* Less than \$500,000.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Fin

(12) Depuis 1984, La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) opère, pour le compte du gouvernement, le Programme de protection des taux hypothécaires. Sur paiement de primes, la SCHL rembourse, lors du renouvellement, les propriétaires 75% des augmentations causées par les hausses marquées de taux d'intérêt au delà d'un montant déductible. Les taux hypothécaires étant relativement stables, le Programme n'est pas tellement utilisé et les prêts couverts par le Programme au 30 juin 1989 ne s'élèvent qu'à \$911.000 (\$911.000 au 30 juin 1988). Les primes encaissées par la SCHL sont remises au Fonds du revenu consolidé (FRC) et les créances du Programme sont payables à même le FRC. La nature même du Programme ne permet aucune estimation des créances futures.

(13) Il n'y a eu aucune réclamation en vertu de la loi sur la responsabilité nucléaire depuis sa mise en vigueur en 1970. La loi couvre 14 installations nucléaires canadiennes au 30 juin 1989.

(14) Le Régime d'assurance des bateaux de pêche est administré par le gouvernement afin d'assurer les pêcheurs contre des pertes en capital anormales. Un compte à fins déterminées est crédité de toutes les sommes encaissées à titre de primes et de recouvrements, ainsi que des avances consenties par le gouvernement conformément à ces règlements. De telles avances ne devant pas dépasser en tout temps \$150.000, le compte est débité de remboursements de primes et du règlement des réclamations de dommages-intérêts envers des tiers pour collision, lorsque la collision met en cause un bateau assuré aux termes du Régime. Au 31 mars 1989, la valeur assurée des bateaux aux termes du Régime se chiffrait à \$462,389,000; le solde du compte était de \$22,642,963 et les réclamations non-réglées au titre du Régime se sont élevées à \$1,250,000 (données les plus récentes disponibles).

(15) La Loi sur l'expansion des exportations précise que la Société pour l'expansion des exportations peut conclure des contrats d'assurance, de réassurance, de garanties connexes et d'autres accords jusqu'à un maximum de \$7 milliards, ce qui représente la limite autorisée.

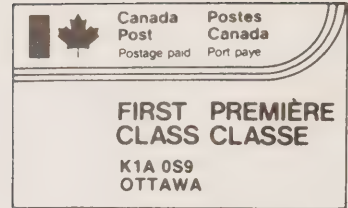
(16) Une lettre d'accord présumé a été émise concernant les ventes de céréales à crédit par la Commission canadienne du blé. La lettre spécifie que le gouvernement assumera la responsabilité de la dette advenant le défaut de paiement par un pays achetant à crédit les céréales canadiennes. Le montant débiteur au 30 juin 1989 en vertu de cette garantie, s'élève à environ \$3.7 milliards.

(17) Moins de 0.1%.

(18) Comprend \$1.5 milliard relié aux engagements envers les autochtones par suite de statuts et traités. Ce montant représente les revendications des plaignants dans 59 causes en litige. Il y a 120 causes semblables pour lesquelles des montants ne sont pas énoncés dans les revendications et pour lesquelles il est impossible de déterminer les montants qui peuvent finalement être à payer.

(19) Gains éventuels. Un gain éventuel est un gain potentiel ou un recouvrement possible pouvant se matérialiser advenant un ou plusieurs événements futurs. Trois ministères ont déclaré des gains éventuels au 30 juin 1989 totalisant approximativement \$8 millions.

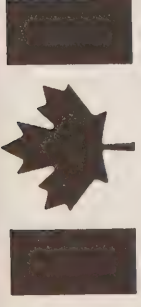
* Moins de \$500,000.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

SA60
5/12



**Government
of Canada**

**Gouvernement
du Canada**

**Statements
of Financial
Operations**

**États
des opérations
financières**

For

October 1989

pour

octobre 1989



Fiscal Year

1989-90

Exercice

1989-90

The Honourable Paul Dick
Receiver General for Canada

L'honorable Paul Dick
Receveur général du Canada

Any inquiries should be directed to the:

Manager,
Government Accounts and Reports Group,
Accounting, Banking and Compensation
Directorate,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada.
KIA OS5
Telephone: (819) 956-1794

Toute demande de renseignements devrait être faite à la personne
suivante:

Le gestionnaire,
Groupe des Comptes et Rapports du gouvernement,
Direction générale de la Comptabilité, de la gestion
bancaire et de la rémunération,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada.
KIA OS5
Téléphone: (819) 956-1794

TABLE OF CONTENTS

	<u>PAGE</u>
Preface	1
Monthly Statements of Financial Operations	
Table I - Summary Statement of Transactions	3
Table II - Detailed Statement of Transactions	4
Table III - Statement of Budgetary Expenditure by Department	8
Notes to the Monthly Statements of Financial Operations	20

TABLE DES MATIERES

	<u>PAGE</u>
Préface	1
Etats mensuels des opérations financières	
Tableau I - Etat sommaire des opérations	3
Tableau II - Etat détaillé des opérations	4
Tableau III - Etat des dépenses budgétaires par ministère	8
Notes se rapportant aux états mensuels des opérations financières	20

PREFACE TO THE
MONTHLY STATEMENTS OF
FINANCIAL OPERATIONS
OF THE GOVERNMENT OF CANADA

The fundamental purpose of the monthly Statements of Financial Operations is to provide information to interested users of data on the government's financial operations, and to facilitate an understanding and evaluation of the full nature and extent of the financial affairs and resources for which the Government is responsible.

The two basic concepts underlying the Government's accounting system are found in the Constitution Acts: first, the concept of the Consolidated Revenue Fund, which emanates from the requirement that all duties and revenues received, other than those reserved to the provinces, "shall form One Consolidated Revenue Fund"; second, the concept that the balance of the Fund, after certain prior charges, "shall be appropriated by the Parliament of Canada".

The Statements of Financial Operations consist of Summary and Detailed Statements of Transactions, a Statement of Budgetary Expenditure by Department and accompanying notes. The Statements of Transactions show how the financial requirements were met and the effect of the transactions on the Consolidated Revenue Fund. In the Summary and Detailed Statements of Transactions, the financial transactions are classified into the following categories:

- The first category, budgetary, consists of all the transactions with outside parties which enter into the calculation of the annual deficit or surplus of the Government, that is, the receipts from tax revenue and non-tax revenue, together with the expenditures authorized by Parliament.
- The second category, non-budgetary, consists of transactions in loans, investments and advances, in liabilities for the administration of certain public money received or collected for special purposes, and in other assets and liabilities.
- The third category, foreign exchange, reflects transactions in international reserves held in the Exchange Fund Account (the principal objective of which is to aid in the control and protection of the external value of the Canadian dollar) together with an accounting of the net position of the Government with respect to the International Monetary Fund. Foreign exchange transactions include unmatured debt payable in foreign currencies.
- The fourth category, unmatured debt, represents the extent to which financial requirements have been met through the increase in unmatured debt, that is, the net change in amounts owing for marketable bonds, Canada savings bonds, special non-marketable bonds issued to the Canada Pension Plan Investment Fund and Treasury bills. Unmatured debt transactions exclude unmatured debt payable in foreign currencies.
- The final section of the statement shows the cash balances and the balances of unmatured debt at the end of the period. Additional disclosure of the unmatured debt balance by type of instrument is also provided.

The third statement gives a more detailed accounting of budgetary expenditure transactions by department. Total net expenditure reported on the Detailed Statement of Transactions differs from the total expenditure by department. The difference represents transactions of certain specified purpose accounts, the provision for valuation which is not applied to each appropriation and budgetary transactions internal to the Government.

PREFACE AUX
ÉTATS MENSUELS DES
OPÉRATIONS FINANCIÈRES
DU GOUVERNEMENT DU CANADA

Le but fondamental des états mensuels des opérations financières est de fournir des renseignements aux utilisateurs intéressés aux opérations financières du gouvernement, et de faciliter une compréhension et une évaluation de la nature et de toute l'étendue des affaires financières et des ressources pour lesquelles le gouvernement est responsable.

Les deux notions de base sur lesquelles est fondé le système comptable du gouvernement se trouvent dans les Lois constitutionnelles. Premièrement, la notion du Fonds du revenu consolidé qui découle de l'exigence que tous les droits et recettes, autres que ceux qui sont réservés aux provinces, "formeront un fonds du revenu consolidé", deuxièmement, la notion suivant laquelle le solde du Fonds, après certaines imputations préalables, "sera approprié par le Parlement du Canada".

Les états des opérations financières consistent des états sommaire et détaillé des opérations, d'un état des dépenses budgétaires par ministère et des notes afférentes. Les états des opérations financières indiquent la façon dont les besoins financiers ont été rencontrés et l'effet des opérations sur le Fonds du revenu consolidé. Dans les états sommaire et détaillé des opérations, les opérations financières sont classées sous les catégories suivantes:

- La première catégorie, les opérations budgétaires, consiste de toutes les opérations avec les tiers qui entrent dans le calcul du déficit ou de l'excédent annuel du gouvernement, et comprend les rentrées provenant des recettes fiscales et des recettes non fiscales, de même que les dépenses autorisées par le Parlement.
- La deuxième catégorie, les opérations non budgétaires, comprend les opérations dans les prêts, dotations en capital et avances, dans les éléments de passif reliés à l'administration de certains deniers publics encaissés ou perçus pour des fins déterminées, et dans les autres éléments d'actif et de passif.
- La troisième catégorie, les opérations de change, reflète les opérations dans les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes (le but principal est d'aider à contrôler et à protéger la valeur extérieure de l'unité monétaire canadienne) de même qu'une comptabilité de la situation nette du gouvernement en ce qui concerne le Fonds monétaire international. Les opérations de change comprennent la dette non échue à payer en devises étrangères.
- La quatrième catégorie, les opérations de la dette non échue, représente la mesure dans laquelle les besoins financiers ont été satisfaits au moyen d'une augmentation de la dette non échue qui indique le changement net dans les montants dus relatifs aux obligations négociables, aux obligations d'épargne du Canada, aux obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada et aux bons du Trésor. Les opérations de la dette non échue ne comprennent pas la dette non échue à payer en devises étrangères.
- La dernière section de l'état montre le solde de caisse et le solde de la dette non échue à la fin de l'exercice. Les effets à payer relatifs au solde de la dette non échue sont également divulgués par catégorie.

Le troisième état fournit une comptabilité plus détaillée des opérations des dépenses budgétaires par ministère. Le total des dépenses brutes présenté à l'état détaillé des opérations est différent du total des dépenses par ministère. La différence représente les opérations de certains comptes à fins déterminées, la provision pour évaluation qui n'est pas appliquée à chaque crédit et les opérations budgétaires internes du gouvernement.

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE I - SUMMARY STATEMENT OF TRANSACTIONS

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU I - ETAT SOMMAIRE DES OPERATIONS

(in millions of dollars - en millions de dollars)

		MONTH OF OCT. - MOIS D'OCT.		YEAR TO DATE - A CE JOUR					
		1989	1988	1989-90	1988-89				
I. BUDGETARY TRANSACTIONS	I. OPERATIONS BUDGETAIRES								
Revenue.....	Recettes.....	+	9,813	+	8,526	+	61,624	+	56,854
Expenditure.....	Dépenses.....	-	11,355	-	10,734	-	76,744	-	70,284
Deficit.....	Déficit.....	-	1,542	-	2,208	-	15,120	-	13,430
II. NON-BUDGETARY TRANSACTIONS	II. OPERATIONS NON BUDGETAIRES								
(source + requirement -)	(provenance + besoin -)								
Loans, investments	Prêts, dotations en capital et								
and advances.....	avances.....	+	51	+	39	+	637	-	334
Specified purpose accounts.....	Comptes à fins déterminées.....	+	599	+	440	+	3,800	+	3,457
Other transactions.....	Autres opérations.....	-	7	+	584	-	1,475	+	1,064
Net source (+) or requirement (-)...	Provenance nette (+) ou besoin net (-)	+	643	+	1,063	+	2,962	+	4,187
Financial requirements (excluding foreign exchange transactions)....	Besoins financiers (opérations de change non comprises).....	-	899	-	1,145	-	12,158	-	9,243
III. FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS	III. OPERATIONS DE CHANGE								
(source + requirement -).....	(provenance + besoin -).....	+	512	-	1,167	-	1,035	-	4,513
Total financial requirements.....	Total des besoins financiers.....	-	387	-	2,312	-	13,193	-	13,756
IV. UNMATURED DEBT TRANSACTIONS	IV. OPERATIONS DE LA DETTE NON ECHUE								
(source + requirement -).....	(provenance + besoin -).....	+	526	+	5,419	+	12,522	+	17,685
Change in cash	Variation de la caisse								
(increase + decrease -).....	(augmentation + diminution -).....	+	139	+	3,107	-	671	+	3,929
V. CASH BALANCE AT END OF PERIOD.....	V. CAISSE EN FIN DE PERIODE.....						1,160		5,460

The accompanying tables and notes are an integral part of this statement.

Les tableaux et les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE II - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS

GOVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU II - ETAT DETAILLE DES OPERATIONS

(in millions of dollars - en millions de dollars)

MONTH OF OCT. - MOIS D'OCT. YEAR TO DATE - A CE JOUR
1989 1988 1989-90 1988-89

I. BUDGETARY TRANSACTIONS

I. OPERATIONS BUDGETAIRES

Revenue	Recettes				
Tax revenue -	Recettes fiscales -				
Income Tax -	Impôt sur le revenu -				
Personal.....	Particuliers.....	4,796	4,123	29,566	26,804
Corporation.....	Sociétés.....	927	542	5,751	4,707
Unemployment Insurance	Cotisations d'assurance-				
Contributions.....	chômage.....	851	1,029	5,879	6,473
Non-resident.....	Non résidents.....	128	121	686	685
		6,702	5,815	41,882	38,669
Excise taxes and duties -	Taxes et droits d'accise -				
Sales tax.....	Taxe sur les ventes.....	1,926	1,413	10,741	9,606
Customs import duties.....	Droits de douane à l'importation.....	467	394	2,777	2,694
Energy taxes.....	Taxes en matière d'énergie.....	23	254	947	1,222
Other.....	Autres.....	237	262	1,619	1,633
		2,653	2,323	16,084	15,155
Other tax revenue.....	Autres recettes fiscales.....	10	1	113	98
Total tax revenue.....	Total des recettes fiscales.....	9,365	8,137	58,079	53,922
Non-tax revenue -	Recettes non fiscales -				
Return on investments.....	Produits de placements.....	280	310	2,437	2,193
Other non-tax revenue.....	Autres recettes non fiscales.....	168	79	1,108	739
Total non-tax revenue.....	Total des recettes non fiscales.....	448	389	3,545	2,932
TOTAL NET REVENUE.....	TOTAL DES RECETTES NETTES.....	9,813	8,526	61,624	56,854
Expenditure	Dépenses				
Major transfer and subsidy	Principaux paiements de transfert et				
payments -	subventions -				
To persons -	Aux particuliers -				
Old age security benefits,	Prestations de sécurité de la				
guaranteed income supplements and	vieillesse, suppléments de revenu				
spouses' allowances.....	garanti et allocations au conjoint...	1,369	1,281	9,261	8,745
Unemployment insurance benefits.....	Prestations d'assurance-chômage.....	556	820	5,992	5,880
Family allowance.....	Allocations familiales.....	220	216	1,538	1,514
Veterans benefits.....	Prestations aux anciens combattants...	140	130	937	908
		2,285	2,447	17,728	17,047
To other levels of government -	A d'autres paliers du gouvernement -				
Fiscal arrangements.....	Arrangements fiscaux.....	994	820	4,899	4,256
Insurance and medical care	Assurance et services de soins				
services.....	médicaux.....	474	528	3,965	4,051
Canada Assistance Plan.....	Régime d'assistance publique du Canada	406	366	2,862	2,708
Education support.....	Aide à l'éducation.....	143	178	1,305	1,369
		2,017	1,892	13,031	12,384
Total major transfer and	Total des principaux paiements de				
subsidy payments.....	transfert et subventions.....	4,302	4,339	30,759	29,431
Other Program Expenditures -	Autres dépenses des programmes -				
Defence.....	Défense.....	835	777	5,355	4,981
External affairs and aid.....	Aide et affaires extérieures.....	240	322	1,585	1,800
All other departments and agencies.	Autres ministères et organismes.....	2,679	2,272	16,610	15,368
Total other program	Total des autres dépenses des				
expenditures.....	programmes.....	3,754	3,371	23,550	22,149
Public debt.....	Dette publique.....	3,299	3,024	22,435	18,704
TOTAL NET EXPENDITURE.....	TOTAL DES DEPENSES NETTES.....	11,355	10,734	76,744	70,284
DEFICIT.....	DEFICIT.....	1,542	2,208	15,120	13,430

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE II - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU II - ETAT DETAILLE DES OPERATIONS - Suite

(in millions of dollars - en millions de dollars)

MONTH OF OCT. - MOIS D'OCT. YEAR TO DATE - A CE JOUR
1989 1988 1989-90 1988-89

II. NON-BUDGETARY TRANSACTIONS
(source + requirement -)

II. OPERATIONS NON BUDGETAIRES
(provenance + besoin -)

Loans, investments and advances

Crown corporations -
Lending institutions -
Canada Deposit Insurance Corporation.....
Canada Mortgage and Housing Corporation.....
Export Development Corporation.....
Farm Credit Corporation.....
Federal Business Development Bank.
All other Crown corporations -
Atomic Energy of Canada Limited...
Canada Development Investment Corporation.....
Canadian National Railway Company.....
Petro-Canada.....
Other.....

Prêts, dotations en capital et avances

Sociétés de la Couronne -
Institutions de crédit -
Société d'assurance-dépôts du Canada.....
Société canadienne d'hypothèques et de logement.....
Société pour l'expansion des exportations.....
Société du crédit agricole.....
Banque fédérale de développement.....
Autres sociétés de la Couronne -
Energie atomique du Canada, Limitée..
Corporation de développement des investissements du Canada.....
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada.....
Petro-Canada.....
Autres.....

Allowance for valuation.....

Provision pour évaluation.....

Other loans, investments and advances -

Provincial and territorial governments.....
National governments including developing countries.....
International organizations (subscriptions less notes payable)....
Veterans' Land Act Fund advances less allowance for conditional benefits.....
Joint and mixed enterprises.....
Miscellaneous.....

Autres prêts, dotations en capital et avances -

Gouvernements provinciaux et territoriaux.....
Gouvernements nationaux y compris les pays en voie de développement...
Organismes internationaux (souscriptions moins effets à payer).....
Avances à la caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, non compris les provisions pour prestations conditionnelles....
Entreprises mixtes et en coparticipation.....
Divers.....

Allowance for valuation.....

Provision pour évaluation.....

TOTAL LOANS, INVESTMENTS AND ADVANCES.....

TOTAL DES PRETS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES.....

Specified purpose accounts

Canada Pension Plan Account.....
Superannuation accounts.....
Government Annuities Account.....
Provincial tax collection agreements account.....
Deposit and trust accounts.....
Other.....

Comptes à fins déterminées

Compte du régime de pensions du Canada.
Comptes de pension de retraite.....
Compte des rentes sur l'Etat.....
Compte des accords de perception fiscale avec les provinces.....
Comptes de dépôt et de fiducie.....
Autres.....

TOTAL SPECIFIED PURPOSE ACCOUNTS.....

TOTAL DES COMPTES A FINS DETERMINEES....

	+	59	-	26	+	195	-	416
	+	15	+	18	+	49	+	136
		...	+	25		...	+	25
	-	8	+	15	+	151	+	125
	
	+	66	+	32	+	395	-	130
	+	1	+	6	+	16	+	17
	
		...		...	+	6	+	6
	
	-	38	-	22	-	65	-	169
	-	37	-	16	-	43	-	146
	+
	+	29	+	16	+	352	-	276
	+	2	+	2	+	9	+	9
	+	19	+	10	+	16	-	3
	-	21	-	17	-	20	-	28
	+	1	+	2	+	10	+	13
	+	9	+	22	+	340	+	34
	+	12	+	4	-	70	-	83
	+	22	+	23	+	285	-	58
	+
	+	22	+	23	+	285	-	58
	+	51	+	39	+	637	-	334
	+	437	+	272	+	228	+	616
	-	62	+	109	+	3,233	+	2,962
	-	8	-	8	-	59	-	62
	+	184	+	99	+	473	+	538
	+	37	-	55	-	135	-	686
	+	11	+	23	+	60	+	89
	+	599	+	440	+	3,800	+	3,457

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE II - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU II - ETAT DETAILLE DES OPERATIONS - Suite

(in millions of dollars - en millions de dollars)

		MONTH OF OCT. - MOIS D'OCT.		YEAR TO DATE - A CE JOUR	
		1989	1988	1989-90	1988-89
<u>Other transactions</u>	<u>Autres opérations</u>				
Cash in transit.....	Fonds en transit.....	...	...	+ 1,935	+ 2,322
Interest and matured debt.....	Intérêts et dette échue.....	+ 648	+ 540	+ 2,281	+ 2,805
Accounts payable.....	Créditeurs.....	- 182	- 69	- 5,502	- 3,925
Outstanding cheques and warrants....	Chèques et mandats en circulation....	- 420	+ 93	- 317	- 310
Miscellaneous.....	Divers.....	- 53	+ 20	+ 128	+ 172
TOTAL OTHER TRANSACTIONS.....	TOTAL DES AUTRES OPERATIONS.....	- 7	+ 584	- 1,475	+ 1,064
TOTAL NON-BUDGETARY TRANSACTIONS.....	TOTAL DES OPERATIONS NON BUDGETAIRES.....	+ 643	+ 1,063	+ 2,962	+ 4,187
 <u>III. FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS</u> (source + requirement -)	 <u>III. OPERATIONS DE CHANGE</u> (provenance + besoin -)				
International reserves held in the Exchange Fund Account.....	Réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes.....	+ 808	- 920	+ 493	- 2,782
International Monetary Fund - Subscriptions.....	Fonds monétaire international - Souscriptions.....	+ 808	- 920	+ 508	- 2,782
Less: International Monetary Fund - Notes payable.....	Moins: Fonds monétaire international - Effets à payer.....	...	...	- 63	- 30
Special Drawing Rights allocations.....	Allocations de Droits de tirage spéciaux.....	...	...	- 63	- 30
Unmatured debt transactions payable in foreign currencies.....	Opérations de la dette non échue à payer en devises étrangères.....	- 296	- 247	- 1,480	- 1,701
TOTAL FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS....	TOTAL DES OPERATIONS DE CHANGE.....	+ 512	- 1,167	- 1,035	- 4,513
 <u>IV. UNMATURED DEBT TRANSACTIONS</u> (source + requirement -)	 <u>IV. OPERATIONS DE LA DETTE NON ECHUE</u> (provenance + besoin -)				
Marketable bonds.....	Obligations négociables.....	+ 695	+ 825	+ 4,216	+ 8,202
Canada savings bonds.....	Obligations d'épargne du Canada.....	- 216	- 437	- 6,726	- 4,141
Special non-marketable bonds issued to the Canada Pension Plan Investment Fund.....	Obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada.....	...	+ 24	+ 65	+ 513
Treasury bills.....	Bons du Trésor.....	- 350	+ 5,000	+ 12,850	+ 12,550
Notes and loans.....	Effets et prêts.....	...	- 617	- 222	- 1,817
Canada bills.....	Bons du Canada.....	+ 34	+ 370	- 219	+ 226
		+ 163	+ 5,165	+ 9,964	+ 15,533
Less: Government's holdings of unmatured debt.....	Moins: Dette non échue détenue par le gouvernement.....	+ 67	+ 7	+ 1,078	+ 451
Unmatured debt transactions payable in foreign currencies.....	Opérations de la dette non échue à payer en devises étrangères.....	+ 296	+ 247	+ 1,480	+ 1,701
		+ 363	+ 254	+ 2,558	+ 2,152
TOTAL UNMATURED DEBT TRANSACTIONS PAYABLE IN CANADIAN DOLLARS.....	TOTAL DES OPERATIONS DE LA DETTE NON ECHUE A PAYER EN DOLLARS CANADIENS.....	+ 526	+ 5,419	+ 12,522	+ 17,685

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE II - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS - Concluded

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU II - ETAT DETAILLE DES OPERATIONS - Fin

		(in millions of dollars - en millions de dollars)	
		1989 AT OCTOBER 31 AU 31 OCTOBRE	1988 AT OCTOBER 31 AU 31 OCTOBRE
V. CASH BALANCE AT END OF PERIOD	V. CAISSE EN FIN DE PERIODE		
In Canadian dollars.....	En dollars canadiens.....	1,064	5,028
In foreign currencies.....	En devises étrangères.....	96	432
TOTAL CASH BALANCE.....	TOTAL DE LA CAISSE.....	1,160	5,460
VI. UNMATURED DEBT BALANCE	VI. SOLDE DE LA DETTE NON ECHUE		
Payable in Canadian dollars -	À payer en dollars canadiens -		
Marketable bonds.....	Obligations négociables.....	121,056	112,224
Canada Savings bonds.....	Obligations d'épargne du Canada.....	41,030	49,182
Special non-marketable bonds	Obligations spéciales non négociables		
issued to the Canada Pension	détenues par le Fonds de placement		
Plan Investment Fund.....	du régime de pensions du Canada....	3,071	3,005
Treasury Bills.....	Bons du Trésor.....	115,550	93,600
		280,707	258,011
Less:	Moins:		
Government's holdings of unmatured	Dettes non échues détenues par le		
debt.....	gouvernement.....	3,148	3,291
		277,559	254,720
Payable in foreign currencies -	À payer en devises étrangères -		
Marketable bonds.....	Obligations négociables.....	4,282	6,199
Notes and loans.....	Effets et prêts.....	1,689	2,110
Canada bills.....	Bons du Canada.....	912	1,272
		6,883	9,581
Less:	Moins:		
Government's holdings of unmatured	Dettes non échues détenues par le		
debt.....	gouvernement.....	42	...
		6,841	9,581
TOTAL UNMATURED DEBT.....	TOTAL DE LA DETTE NON ECHUE.....	284,400	264,301

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT

GOVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		MONTH OF OCT. - MOIS D'OCT.		YEAR TO DATE - A CE JOUR	
		1989	1988	1989-90	1988-89
Agriculture -	Agriculture -				
Department -	Ministère -				
Management and Administration.....	Gestion et administration.....	4,843	3,600	36,150	32,823
Agri-Food -	Agro-alimentaire -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	45,511	42,519	325,507	289,374
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	3,186	5,893	19,795	20,603
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	30,641	47,906	212,490	204,214
Payments to producers	Paiements aux producteurs en vertu de				
under the Agricultural	la Loi sur la stabilisation des prix				
Stabilization Act.....	agricoles.....	14,688	4,299	84,048	73,425
Contributions to the provinces	Contributions aux provinces en vertu				
under the Crop Insurance Act.....	de la Loi sur l'assurance-récolte....	4	414	406	3,141
Loan guarantees under the	Prêts garantis en vertu de la Loi sur				
Farm Improvement and	les prêts destinés aux améliorations				
Marketing Cooperative	agricoles et à la commercialisation				
Loans Act.....	selon la formule coopérative.....	166	210	3,908	2,426
Interest payments and guarantees	Paiements d'intérêts et garanties en				
under the Advance Payments for	vertu de la Loi sur le paiement				
Crops Act.....	anticipé des récoltes.....	142	765	4,072	3,321
Grants to agencies established	Subventions aux offices établis				
under the Farm Products	conformément à la Loi sur les				
Marketing Agencies	offices de commercialisation				
Act.....	des produits de ferme.....	...	...	...	...
Racetrack Supervision	Fonds renouvelable de la surveillance				
Revolving Fund.....	des hippodromes.....	602	671	1,381	1,073
Grains and Oilseeds -	Céréales et oléagineux -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	1,541	55,980	8,757	6,547
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	3,806	3,573	25,937	24,424
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	5,795	63,858	727,880	372,902
Payments in connection with the	Paiements relatifs à la Loi sur les				
Prairie Grain Advance Payments	paiements anticipés pour le grain				
Act.....	des Prairies.....	1,098	1,575	5,177	7,599
Payments in connection with the	Paiements relatifs à la Loi de				
Western Grain Stabilization	stabilisation concernant				
Act.....	le grain de l'Ouest.....	...	18,157	25,234	18,157
Write-off of advances to the credit	Radiation d'avances portées au crédit				
of the Stabilization Account.....	du Compte de stabilisation.....	...	...	...	750,000
		112,023	137,460	1,477,980	1,807,883
Canadian Dairy Commission.....	Commission canadienne du lait.....	385	270	2,582	2,336
Canadian Livestock Feed Board -	Office canadien des provendes -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	129	117	852	764
Contributions.....	Contributions.....	1,361	1,320	8,192	8,502
		1,490	1,437	9,044	9,266
		113,898	139,167	1,489,606	1,819,485
Atlantic Canada Opportunities	Agence de promotion économique du				
Agency -	Canada atlantique -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	2,938	2,225	18,262	12,969
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	19,861	6,066	69,592	24,847
Liabilities in Atlantic	Obligations contractées dans la				
Canada under the Small	région de l'Atlantique en vertu				
Businesses Loans	de la Loi sur les prêts aux petites				
Act.....	entreprises.....	722	113	1,373	1,270
Loan insurance payments.....	Paiements d'assurance-prêts.....	47	...	1,658	...
		22,124	8,404	90,885	39,086
Enterprise Cape Breton Corporation....	Société d'expansion du Cap-Breton.....	2,000	...	2,000	...
		24,124	8,404	92,885	39,086

(1)

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

		(in thousands of dollars - en milliers de dollars)			
		MONTH OF OCT. - MOIS D'OCT.		YEAR TO DATE - A CE JOUR	
		1989	1988	1989-90	1988-89
Communications -	Communications -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	12,795	10,273	87,036	75,369
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	1,421	1,949	5,152	4,260
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	9,756	5,499	35,542	33,995
Payments to the Canada Post Corporation.....	Versements à la Société canadienne des postes.....	4,591	9,183	36,729	36,729
Government Telecommunications Agency Revolving Fund.....	Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales...	698	3,847	11,413	1,447
		29,261	23,057	175,872	151,800
Canada Council.....	Conseil des Arts du Canada.....	...	6,600	69,836	88,742
Canadian Broadcasting Corporation -	Société Radio-Canada -				
Payments for operating expenditures.....	Palements pour les dépenses de fonctionnement.....	79,792	70,700	596,965	522,918
Payments for working capital.....	Palements pour le fonds de roulement...	333	300	2,668	2,631
Payments for capital expenditures...	Palements pour les dépenses en capital.	15,875	2,000	57,367	54,685
		96,000	73,000	657,000	580,234
Canadian Film Development Corporation.....	Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne.....	11,253	16,406	80,740	71,207
Canadian Radio-television and Telecommunications Commission.....	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes.....	2,256	2,711	16,728	15,837
National Archives of Canada.....	Archives nationales du Canada.....	4,298	3,935	30,478	25,648
National Arts Centre Corporation.....	Corporation du Centre national des Arts..	2,800	1,500	12,836	11,600
National Film Board -	Office national du film -				
National Film Board Revolving Fund - Operating loss.....	Fonds renouvelable de l'Office national du film - Déficit de fonctionnement...	3,099	6,518	34,044	31,677
National Film Board Revolving Fund.....	Fonds renouvelable de l'Office national du film.....	9,234	334	7,135	3,542
		6,135	6,852	41,179	35,219
		3,575	2,459	19,065	16,212
National Library.....	Bibliothèque nationale.....				
National Museums of Canada -	Musées nationaux du Canada -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	6,236	6,373	44,302	39,859
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	6,586	2,071	14,301	6,004
		12,822	8,444	58,603	45,863
		168,400	144,964	1,162,337	1,042,362
Consumer and Corporate Affairs -	Consommateurs et Sociétés -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	11,287	9,305	80,427	70,669
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	291	482	1,829	1,448
Payments to the provinces for the purpose of research and development relating to medicine.....	Palements aux provinces pour la recherche sur les médicaments et leur développement.....	...	...	...	...
		11,578	9,787	82,256	72,117
Competition Tribunal.....	Tribunal de la concurrence.....	125	87	604	449
Copyright Board.....	Commission du droit d'auteur.....	112	...	193	...
Hazardous Material Information Review Commission.....	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses.....	72	84	395	333
Patented Medicine Prices Review Board.....	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés.....	189	181	1,203	596
Procurement Review Board.....	Commission de révision des marchés publics.....	132	...	233	...
Standards Council of Canada.....	Conseil canadien des normes.....	352	402	3,836	3,615
		12,560	10,541	88,720	77,110

(1)

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

MONTH OF OCT. - MOIS D'OCT. YEAR TO DATE - A CE JOUR
1989 1988 1989-90 1988-89

Employment and Immigration -	Emploi et Immigration -				
Department/Commission -	Ministère/Commission -				
Corporate and Special Services.....	Services généraux et spéciaux.....	1,492	13,470	37,474	25,904
Employment and Insurance -	Emploi et assurance -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	1,611	2,013	101,159	50,202
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	147,101	115,629	659,676	653,772
Government's contribution to the	Contribution de l'Etat au compte				
Unemployment Insurance Account.....	d'assurance-chômage.....	188,548	164,090	1,521,196	1,425,969
Government's contribution in respect	Contribution de l'Etat au titre des				
of Fishermen's Benefits.....	prestations versées aux pêcheurs.....	3,918	3,212	87,406	82,337
Immigration -	Immigration -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	13,232	9,771	95,113	68,151
Contributions.....	Contributions.....	6,267	4,000	38,623	27,609
		362,169	312,185	2,540,647	2,333,944
Advisory Council on the Status	Conseil consultatif sur la situation de				
of Women.....	la femme.....	372	214	1,842	1,593
Immigration and Refugee	Commission de l'immigration et du				
Board of Canada.....	statut de réfugié du Canada.....	4,209	1,547	24,802	7,527
Status of Women - Office of	Condition féminine - Bureau de				
the Co-ordinator.....	la coordonnatrice.....	315	197	1,861	1,432
		367,065	314,143	2,569,152	2,344,496
Energy, Mines and Resources -	Energie, Mines et Ressources -				
Department -	Ministère -				
Administration.....	Administration.....	3,595	3,650	26,900	25,881
Energy -	Energie -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	6,037	6,851	37,570	41,197
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	7,782	808	26,697	6,724
Payments to Interprovincial	Paiements à l'Interprovincial				
Pipe Line Limited.....	Pipe Line Limited.....	...	...	...	628
Canada/Nova Scotia Development	Fonds de développement Canada/Nouvelle-				
Fund.....	Ecosse.....	...	5	...	1
Canada/Newfoundland Development	Fonds de développement				
Fund.....	Canada/Terre-Neuve.....	...	...	4,819	4,708
Canada/Newfoundland Offshore	Office Canada/Terre-Neuve des				
Petroleum Board.....	hydrocarbures extra-côtiers.....	185	...	1,537	1,281
Nova Scotia Drilling Assistance	Fonds d'aide destinés au forage				
Fund.....	Nouvelle-Ecosse.....	...	...	...	...
Petroleum Compensation.....	Indemnisation pétrolière.....	-	1,100	8	1,090
Canadian Exploration and	Programme canadien d'encouragement à				
Development Incentive Program.....	l'exploration et à la mise en valeur..	...	32,390	...	70,859
Offshore Oil and Gas Resource	Fonds des recettes provenant des				
Revenue Fund	ressources pétrolières et gazières				
(Nova Scotia).....	(Nouvelle-Ecosse).....	...	...	...	...
Minerals and Earth Sciences -	Minéraux et sciences de la Terre -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	25,410	20,567	156,408	138,388
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	1,499	2,307	8,176	8,790
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	5,582	4,227	15,555	19,040
		48,990	70,803	276,572	318,810
Atomic Energy Control	Commission de contrôle de l'énergie				
Board.....	atomique.....	1,920	1,671	12,611	11,548
Atomic Energy of Canada Limited.....	Energie atomique du Canada, Limitée.....	9,532	2,026	104,280	112,898
National Energy Board.....	Office national de l'énergie.....	1,783	2,003	12,784	12,552
Petro-Canada International Assistance	La Corporation Petro-Canada pour				
Corporation.....	l'assistance internationale.....	4,650	1,900	22,150	30,065
		66,875	78,403	428,397	485,873

(1)

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

MONTH OF OCT. - MOIS D'OCT. YEAR TO DATE - A CE JOUR
1989 1988 1989-90 1988-89

Environment -	Environnement -				
Administration.....	Administration.....	3,577	2,679	27,403	22,889
Environmental Services -	Services de l'environnement -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	27,067	26,297	205,741	190,652
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	5,915	4,006	20,308	12,894
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	1,401	1,696	5,514	5,580
Parks -	Parcs -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	23,070	16,762	159,328	134,614
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	10,866	9,159	45,287	35,120
National Battlefields	Commission des champs de bataille				
Commission.....	nationaux.....	158	135	1,135	1,038
		72,054	60,734	464,716	402,787
External Affairs -	Affaires extérieures -				
Department -	Ministère -				
Canadian Interests Abroad -	Intérêts du Canada à l'étranger -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	57,230	59,302	354,899	311,403
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	5,928	11,556	33,704	27,187
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	6,578	5,808	60,964	55,676
Passport Revolving Fund.....	Fonds renouvelable des passeports.....	147	1,595	448	1,926
Payments under the Asia-Pacific	Paielements en vertu de la Loi sur la				
Foundation of Canada Act.....	Fondation Asie-Pacifique du Canada....	...	500	...	500
World Exhibitions.....	Expositions internationales.....	34	215	231	1,216
		69,917	75,786	450,246	394,056
Canadian Commercial Corporation.....	Corporation commerciale canadienne.....	676	3,542	7,193	7,556
Canadian Institute for International	Institut canadien pour la paix et la				
Peace and Security.....	sécurité internationales.....	1,000	...	3,000	2,500
Canadian International Development	Agence canadienne de développement				
Agency -	international -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	10,351	7,415	51,726	49,627
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	110,872	177,770	806,320	960,307
Payments to International Financial	Paielements aux institutions financières				
Institutions.....	internationales.....	...	...	35,426	58,312
Payments under the International	Paielements en vertu de la Loi				
Centre for Human Rights	du Centre international des droits				
and Democratic Development	de la personne et du développement				
Act.....	démocratique.....	...	...	...	...
Payments under the Asia-Pacific	Paielements en vertu de la Loi sur la				
Foundation of Canada Act.....	Fondation Asie-Pacifique du Canada....	...	...	...	500
		121,223	185,185	893,472	1,068,746
Export Development Corporation.....	Société pour l'expansion des exportations				
International Centre for Ocean	Centre international d'exploitation des				
Development.....	océans.....	11,466	...	31,188	...
International Development Research	Centre de recherches pour le				
Centre.....	développement international.....	1,000	600	4,100	3,250
International Joint Commission.....	Commission mixte internationale.....	9,050	...	63,325	66,617
		316	837	2,635	2,462
		214,648	265,950	1,455,159	1,545,187
Finance -	Finances -				
Department -	Ministère -				
Financial and Economic Policies -	Politiques financières et économiques -				
Program expenditures.....	Dépenses du Programme.....	6,242	4,705	38,081	29,512
Payments to the International	Paielements à l'Association				
Development Association.....	internationale de développement.....	38,900	50,279	103,700	180,056
Payments to the International	Paielements au Fonds monétaire				
Monetary Fund.....	international.....	...	...	...	...
Purchase of Domestic Coinage.....	Achat de la monnaie canadienne.....	7,265	5,907	50,454	38,744
Public Debt.....	Service de la dette publique.....	3,305,278	3,030,025	22,454,425	18,714,363
Fiscal Transfer Payments.....	Paielements de transfert fiscal.....	958,185	787,928	4,552,761	3,913,577
Special Program -	Programme spécial -				
Payments under the Financial	Paielements en vertu de la Loi sur				
Institutions Depositors	l'indemnité aux déposants de				
Compensation Act.....	certaines institutions financières....	...	...	...	2,618
Foreign Claims Fund.....	La Caisse des réclamations étrangères..	...	...	...	...
		4,315,870	3,878,844	27,199,421	22,878,870
Auditor General.....	Vérificateur général.....	3,876	3,336	28,723	24,633
Canadian International Trade	Tribunal canadien du commerce				
Tribunal.....	extérieur.....	1,064	499	4,814	3,445
Office of the Superintendent of	Bureau du surintendant des				
Financial Institutions.....	institutions financières.....	-	1,997	10,424	4,381
Privatization and	Privatisation et affaires				
Regulatory Affairs.....	réglementaires.....	480	761	3,430	3,883
		4,319,293	3,885,753	27,225,964	22,906,450

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		MONTH OF OCT. - MOIS D'OCT.		YEAR TO DATE - A CE JOUR	
		1989	1988	1989-90	1988-89
Fisheries and Oceans -	Pêches et Océans -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	45,122	47,519	295,718	268,926
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	18,070	12,377	49,391	25,883
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	854	1,104	4,163	4,658
Liabilities under the Fisheries Improvement Loans Act.....	Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux entreprises de pêche.....	1	54	-	106
		64,045	61,054	349,166	299,605
Forestry -	Forêts -				
Ministry of State -	Ministère d'Etat -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	6,707	6,836	53,771	49,243
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	505	889	3,194	4,026
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	7,858	15,251	29,963	57,796
		15,070	22,976	86,928	111,065
Governor General.....	Gouverneur général.....	892	854	5,396	4,665
Indian Affairs and Northern Development -	Affaires indiennes et Nord canadien -				
Department -	Ministère -				
Administration -	Administration -				
Program expenditures.....	Dépenses du Programme.....	3,857	4,077	25,425	21,833
Indian and Inuit Affairs -	Affaires indiennes et inuit -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	18,374	20,030	119,577	124,194
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	549	3,417	1,915	5,654
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	174,687	131,072	1,124,596	999,113
Liabilities in respect of loan guarantees made to Indians for Housing and Economic Development.....	Obligations relatives aux garanties de prêts accordés aux Indiens pour le logement et le développement économique.....	22	1,188	438	1,055
Grant under the Western Arctic (Inuvialuit) Claims Settlement Act.....	Subvention en vertu de la Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région ouest de l'Arctique.....	...	...	...	...
Northern Affairs -	Affaires du Nord -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	6,113	3,870	40,158	31,251
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	707	1,094	2,502	3,578
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	992	560	18,946	4,360
Transfer Payments to the Territorial Governments -	Paielements de transfert aux gouvernements territoriaux -				
Payments to Yukon Territory.....	Paielements au Yukon.....	15,366	17,928	148,366	139,928
Payments to Northwest Territories...	Paielements aux Territoires du Nord-Ouest	57,547	76,759	539,547	516,759
Northern Canada Power Commission -	Commission d'énergie du Nord canadien -				
Write-off from the accounts of Canada of certain debts.....	Radiation des comptes du Canada de certaines dettes.....	...	...	...	...
		278,214	257,619	2,021,470	1,845,615

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

	MONTH OF OCT. - MOIS D'OCT.		YEAR TO DATE - A CE JOUR	
	1989	1988	1989-90	1988-89
Industry, Science and Technology - Regional Industrial Expansion - Industry and Technology -				
Operating expenditures.....	15,411	16,783	106,666	100,353
Payments to Canadian Patents and Development Limited.....	---	---	599	756
Grants and contributions.....	35,619	20,225	161,113	185,104
Liabilities under the Small Businesses Loans Act.....	1,854	1,242	12,405	11,155
Insurance payments under the Enterprise Development Program and guarantees under the Industrial and Regional Development Program.....	132 53,016	... 38,250	2,892 283,675	4 297,372
Regional and Native Economic Development -				
Operating expenditures.....	1,597	1,216	12,389	8,451
Grants and contributions.....	16,827 18,424	11,908 13,124	61,317 73,706	67,690 76,141
Cape Breton Development Corporation...	---	---	13,000	31,800
Federal Business Development Bank.....	---	2,800	21,250	39,900
Investment Canada.....	518 518	448 3,248	4,897 39,147	4,311 76,011
Ministry of State (Science and Technology) -				
Operating expenditures.....	103	1,118	789	7,971
Grants and contributions.....	... 103	219 1,337	... 789	6,617 14,588
National Research Council of Canada -				
Operating expenditures.....	22,939	21,480	147,497	142,119
Capital expenditures.....	6,991	10,589	33,645	29,953
Grants and contributions.....	8,645 38,575	9,480 41,549	52,386 233,528	54,075 226,147
Natural Sciences and Engineering Research Council -				
Operating expenditures.....	1,248	924	7,741	5,803
Grants.....	43,621 44,869	42,349 43,273	190,736 198,477	178,152 183,955
Science Council of Canada.....	298	217	1,749	1,600
Statistics Canada.....	20,543	19,845	149,727	135,418
Canada Post Corporation.....	16,208	16,292	113,460	114,040
	192,554	177,135	1,094,258	1,125,272

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		MONTH OF OCT. - 1989	MOIS D'OCT. 1988	YEAR TO DATE - 1989-90	A CE JOUR 1988-89
Justice -	Justice -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	9,963	9,002	70,283	62,342
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	4,645	888	88,422	63,077
		14,608	9,890	158,705	125,419
Canadian Human Rights	Commission canadienne des droits de la				
Commission.....	personne.....	1,048	937	7,201	5,916
Commissioner for Federal Judicial	Commissaire à la magistrature				
Affairs -	fédérale -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	555	209	2,860	2,015
Judges' salaries, allowances and	Traitements, indemnités et pensions				
annuities.....	des juges.....	11,808	11,449	81,710	76,362
		12,363	11,658	84,570	78,377
Federal Court of Canada.....	Cour fédérale du Canada.....	1,040	906	7,681	6,320
Law Reform Commission of Canada.....	Commission de réforme du droit du Canada.	330	404	2,518	2,514
Offices of the Information and	Bureaux du Commissaire à l'information et				
Privacy Commissioners of	du Commissaire à la protection de la vie				
Canada.....	privée du Canada.....	412	474	3,183	2,768
Supreme Court of Canada.....	Cour suprême du Canada.....	985	626	5,880	4,381
Tax Court of Canada.....	Cour canadienne de l'impôt.....	445	435	2,990	2,223
		31,231	25,330	272,728	227,918
Labour -	Travail -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	4,566	3,757	33,106	28,715
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	843	210	5,318	5,060
Payments of compensation respecting	Paielements d'indemnités à des employés				
government employees and merchant	de l'Etat et à des marins				
seamen.....	marchands.....	4,737	3,707	17,242	24,587
Labour Adjustment Benefits	Prestations d'adaptation pour les				
payments.....	travailleurs.....	...	591	58,621	58,185
		10,146	8,265	114,287	116,547
Canada Labour Relations Board.....	Conseil canadien des relations du travail	561	568	4,623	3,711
Canadian Centre for Occupational	Centre canadien d'hygiène et de				
Health and Safety.....	sécurité au travail.....	667	728	4,640	4,488
		11,374	9,561	123,550	124,746
National Defence -	Défense nationale -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	627,144	575,446	4,072,284	3,742,687
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	173,148	173,551	933,205	856,539
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	5,846	1,388	48,359	59,137
Military pensions.....	Pensions militaires.....	42,577	37,723	377,723	393,540
		848,715	788,108	5,431,571	5,051,903
Emergency Preparedness Canada -	Protection civile Canada -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	60	...	420	...
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	...	...	...	...
		60	...	420	...
		848,775	788,108	5,431,991	5,051,903

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

		(in thousands of dollars - en milliers de dollars)			
		MONTH OF OCT. - 1989	MOIS D'OCT. 1988	YEAR TO DATE - 1989-90	A CE JOUR 1988-89
National Health and Welfare -	Santé nationale et Bien-être social -				
Department -	Ministère -				
Departmental Administration.....	Administration centrale.....	5,157	4,438	42,161	37,746
Health Services and Promotion -	Services et promotion de la santé -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	3,269	2,456	16,379	13,418
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	5,098	5,101	27,443	25,426
Payments for insured health services and extended health care services.....	Versements à l'égard des services de santé assurés et des services complémentaires de santé.....	473,781	528,103	3,964,608	4,051,484
Social Services -	Services sociaux -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	1,432	1,297	11,340	8,182
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	12,828	9,945	71,868	38,343
Canada Assistance Plan Payments.....	Versements en vertu du Régime d'assistance publique du Canada.....	406,199	366,433	2,861,932	2,708,406
Medical Services -	Services médicaux -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	42,775	34,363	261,460	229,250
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	766	1,094	3,055	4,602
Health Protection -	Protection de la santé -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	11,234	9,656	84,842	70,185
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	3,862	855	8,741	1,873
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	347	...	1,085	...
Income Security -	Sécurité du revenu -				
Program expenditures.....	Dépenses du Programme.....	6,031	10,058	41,520	61,670
Family Allowance payments.....	Versements d'allocations familiales....	220,479	216,370	1,537,706	1,513,761
Old Age Security, Guaranteed Income Supplement and Spouse's Allowance payments.....	Versements de sécurité de la vieillesse, du supplément de revenu garanti et d'allocations au conjoint..	1,368,710	1,280,550	9,261,032	8,745,225
Fitness and Amateur Sport -	Condition physique et sport amateur -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	810	679	5,630	4,667
Contributions.....	Contributions.....	4,602	3,916	42,649	41,839
XV Olympic Winter Games.....	XVe Jeux Olympiques d'hiver.....	...	1,493	...	2,665
		2,567,380	2,476,807	18,243,451	17,558,742
Medical Research Council -	Conseil de recherches médicales -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	344	329	2,312	2,333
Grants.....	Subventions.....	18,411	16,562	115,231	107,881
		18,755	16,891	117,543	110,214
		2,586,135	2,493,698	18,360,994	17,668,956
National Revenue -	Revenu national -				
Customs and Excise -	Douanes et Accise -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	42,004	36,581	306,961	258,668
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	1,388	1,280	3,650	4,250
		43,392	37,861	310,611	262,918
Taxation -	Impôt -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	58,267	62,041	549,276	472,435
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	1,975	1,183	8,660	3,271
		60,242	63,224	557,936	475,706
		103,634	101,085	868,547	738,624
Parliament -	Parlement -				
The Senate.....	Sénat.....	2,454	2,489	17,976	18,523
House of Commons.....	Chambre des communes.....	15,813	16,001	103,853	102,245
Library of Parliament.....	Bibliothèque du Parlement.....	1,093	919	7,890	6,960
		19,360	19,409	129,719	127,728

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

	MONTH OF OCT. - 1989	MOIS D'OCT. 1988	YEAR TO DATE - 1989-90	A CE JOUR 1988-89
Privy Council -				
Department.....				
Canadian Intergovernmental Conference				
Secretariat.....				
Chief Electoral Officer.....				
Commissioner of Official Languages.....				
Economic Council of Canada.....				
Northern Pipeline Agency.....				
Public Service Staff Relations				
Board.....				
Security Intelligence Review				
Committee.....				
Conseil privé -				
Ministère.....	4,612	4,144	28,799	22,446
Secrétariat des Conférences				
intergouvernementales canadiennes.....	279	238	1,490	1,285
Directeur général des élections.....	692	16,230	18,884	24,658
Commissaire aux langues officielles.....	1,135	1,109	6,809	5,889
Conseil économique du Canada.....	719	672	5,267	4,893
Administration du pipe-line du Nord.....	9	12	78	84
Commission des relations de travail dans				
la Fonction publique.....	723	721	5,271	4,885
Comité de surveillance des activités de				
renseignement de sécurité.....	92	74	739	694
	8,261	23,200	67,337	64,834
Public Works -				
Department -				
Services -				
Public Works Revolving				
Fund - Operating loss.....				
Public Works Revolving Fund.....				
Real Property -				
Operating expenditures.....				
Capital expenditures.....				
Grants to municipalities and other				
taxing authorities.....				
Crown Corporations -				
Payments to Canada Museums				
Construction Corporation Inc.....				
Payments to Canada Lands Company				
(Le Vieux-Port de Montréal)				
Limited.....				
Payments to Canada Lands Company				
(Mirabel) Limited.....				
Travaux publics -				
Ministère -				
Services -				
Fonds renouvelable des Travaux				
publics - Déficit de fonctionnement...	208	55	248	181
Fonds renouvelable des Travaux publics.	66,587	14,691	287,740	190,607
Biens immobiliers -				
Dépenses de fonctionnement.....	67,106	36,129	367,108	290,426
Dépenses en capital.....	12,109	12,787	43,496	39,982
Subventions aux municipalités et				
autres autorités taxatrices.....	10,832	7,721	175,565	187,891
Sociétés d'Etat -				
Paielements à la Société de construction				
des musées du Canada, Inc.....	1,000	...	24,500	44,253
Paielements à la Société immobilière du				
Canada (Le Vieux-Port de Montréal)				
Limitée.....	...	...	2,645	5,148
Paielements à la Société immobilière du				
Canada (Mirabel) Limitée.....	...	400	...	3,197
	157,842	71,783	901,302	761,685
Canada Mortgage and Housing				
Corporation -				
Operating expenditures.....	181,440	112,741	737,257	685,094
Urban Renewal Contributions.....	...	...	...	251
	181,440	112,741	737,257	685,345
National Capital Commission -				
Payment for operating				
expenditures.....	2,600	4,500	27,000	28,800
Payment for capital expenditures.....	900	2,400	11,500	14,700
Payment for grants and				
contributions.....	500	1,500	8,300	6,500
	4,000	8,400	46,800	50,000
	343,282	192,924	1,685,359	1,497,030

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

		(in thousands of dollars - en milliers de dollars)			
		MONTH OF OCT. - MOIS D'OCT.		YEAR TO DATE - A CE JOUR	
		1989	1988	1989-90	1988-89
Secretary of State - Department -	Secrétariat d'Etat - Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	14,393	18,934	101,194	94,678
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	85,250	18,093	160,905	98,105
Post-Secondary Education payments to provinces.....	Pailements pour l'enseignement postsecondaire faits aux provinces....	143,057	178,298	1,304,883	1,368,784
Payments under the Canada Student Loans Act.....	Pailements en vertu de la Loi fédérale sur les prêts aux étudiants.....	5,694	12,120	165,266	150,199
		248,394	227,445	1,732,248	1,711,766
Canadian Centre for Management Development.....	Centre canadien de gestion.....	437	...	3,299	...
Ministry of State (Multiculturalism and Citizenship) -	Ministère d'Etat (Multiculturalisme et Citoyenneté) -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	37,240	989	116,877	6,687
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	3,073	2,420	14,078	9,590
Public Service Commission -	Commission de la Fonction publique -				
Program expenditures.....	Dépenses du Programme.....	10,702	9,061	72,698	64,621
Staff Development and Training Revolving Fund.....	Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel.....	- 296 -	214	1,510	1,584
		51,156	12,256	208,462	82,482
Social Sciences and Humanities Research Council -	Conseil de recherches en sciences humaines -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	455	481	3,275	3,411
Grants.....	Subventions.....	6,320	4,422	44,101	37,585
		6,775	4,903	47,376	40,996
		306,325	244,604	1,988,086	1,835,244
Solicitor General - Department.....	Solliciteur général - Ministère.....	1,846	1,998	14,146	12,146
Canadian Security Intelligence Service.....	Service canadien du renseignement de sécurité.....	10,945	10,472	82,782	75,839
Correctional Service -	Service correctionnel -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	59,618	52,480	418,335	360,218
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	5,728	4,223	13,437	12,833
		65,346	56,703	431,772	373,051
National Parole Board.....	Commission nationale des libérations conditionnelles.....	1,650	1,355	11,882	9,766
Royal Canadian Mounted Police -	Gendarmerie royale du Canada -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	100,692	53,155	491,645	418,159
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	2,755	1,967	34,064	45,406
Pensions and other employee benefits - Members of the Force....	Pensions et autres prestations des employés - Membres de la GRC.....	4,309	23,914	75,583	93,529
		107,756	79,036	601,292	557,094
Royal Canadian Mounted Police External Review Committee.....	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada.....	70	63	503	244
Royal Canadian Mounted Police Public Complaints Commission.....	Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada.....	153	81	1,151	389
		187,766	149,708	1,143,528	1,028,529
Supply and Services -	Approvisionnement et Services -				
Program expenditures.....	Dépenses du Programme.....	17,521	4,007	180,323	144,309
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	337	1,201	2,074	1,201
Reciprocal Taxation.....	Reciprocité fiscale.....	25,370	23,967	171,143	154,214
Supply Revolving Fund.....	Fonds renouvelable des approvisionnements.....	4,402	5,889	54,198	45,508
Defence Production Revolving Fund.....	Fonds renouvelable de la production de défense.....	- 33 -	803	33 -	6
		47,597	35,867	407,705	345,226

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

	MONTH OF OCT. - 1989	MOIS D'OCT. 1988	YEAR TO DATE - 1989-90	A CE JOUR 1988-89
Transport -				
Department -				
Operating expenditures.....	28,002	49,991	468,459	360,879
Capital expenditures.....	50,596	42,141	212,018	164,194
Grants and contributions.....	26,941	27,510	85,155	128,330
Payments to the Canada Ports Corporation for the Inter - Port Loan Program.....	...	...	24,750	...
Payment to the Canarctic Shipping Company Limited.....	...	...	4,405	4,355
Payment to the Jacques Cartier and Champlain Bridges Inc.....	1,047	995	4,742	2,448
Payments to Marine Atlantic Inc.....	12,491	8,630	68,040	79,852
Payments to VIA Rail Canada Inc.....	40,124	38,861	202,327	182,895
Payments to the St. Lawrence Seaway Authority.....	221	293	4,756	4,396
Payments to CN Railway for benefits provided to employees.....	...	...	8	27
Self-Supporting Airports and Associated Ground Services Revolving Fund.....	4,469	3,053	72,202	71,699
Termination of tolls - Victoria Bridge.....	...	...	836	710
Payments to Pilotage Authorities.....	...	...	...	...
Payment to the Canada Ports Corporation.....	...	...	...	275
Canadian Aviation Safety Board.....	163,891	165,368	1,003,294	856,662
Civil Aviation Tribunal.....	1,344	1,335	8,810	8,351
Grain Transportation Agency Administrator.....	136	72	401	423
National Transportation Agency - Operating expenditures.....	311	705	1,983	4,498
Contributions.....	2,961	3,558	21,130	23,762
Payments under the Western Grain Transportation Act.....	2	1,985	3,939	11,185
Payments under the Railway Act.....	68,428	58,689	439,005	587,940
Payments under the National Transportation Act, 1987.....	3,631	3,961	23,222	24,896
Payments under the Atlantic Region Freight Assistance Act.....	1,005	6,990	8,441	6,990
	5,766	6,592	44,536	45,385
	81,793	81,775	540,273	700,158
	247,475	249,255	1,554,761	1,570,092
Treasury Board -				
Secretariat -				
Central Administration of the Public Service.....	6,415	5,683	37,582	33,794
Government Contingencies and Centrally Financed Programs.....	...	...	...	...
Employer Contributions to Insurance Plans.....	12,033	23,209	134,713	122,200
Temporary Assignment.....	189	169	1,197	1,387
Comptroller General.....	18,637	29,061	173,492	157,381
	1,216	849	7,448	6,738
	19,853	29,910	180,940	164,119
Transports -				
Ministère -				
Dépenses de fonctionnement.....	28,002	49,991	468,459	360,879
Dépenses en capital.....	50,596	42,141	212,018	164,194
Subventions et contributions.....	26,941	27,510	85,155	128,330
Paievements à la Société canadienne des ports pour un programme de prêts interportuaires.....	...	...	24,750	...
Paievement à la Compagnie de navigation Canarctic Limitée.....	...	...	4,405	4,355
Paieement à la Société Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée.....	1,047	995	4,742	2,448
Paieements à Marine Atlantique S.C.C.....	12,491	8,630	68,040	79,852
Paieements à VIA Rail Canada Inc.....	40,124	38,861	202,327	182,895
Paieements à l'administration de la voie maritime du Saint-Laurent.....	221	293	4,756	4,396
Paieements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada pour les avantages accordés à ses employés.....	...	...	8	27
Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes.....	4,469	3,053	72,202	71,699
Abolition des péages sur le pont Victoria.....	...	...	836	710
Paieements aux Administrations de pilotage.....	...	...	...	...
Paieement à la Société canadienne des ports.....	...	...	...	275
Bureau canadien de la sécurité aérienne..	163,891	165,368	1,003,294	856,662
Tribunal de l'aviation civile.....	1,344	1,335	8,810	8,351
Administrateur de l'Office du transport du grain.....	136	72	401	423
Office national des transports - Dépenses de fonctionnement.....	311	705	1,983	4,498
Contributions.....	2,961	3,558	21,130	23,762
Paieements en vertu de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest.....	2	1,985	3,939	11,185
Paieements en vertu de la Loi sur les chemins de fer.....	68,428	58,689	439,005	587,940
Paieements en vertu de la Loi nationale de 1987 sur les transports.....	3,631	3,961	23,222	24,896
Paieements en vertu de la Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la région Atlantique.....	1,005	6,990	8,441	6,990
	5,766	6,592	44,536	45,385
	81,793	81,775	540,273	700,158
	247,475	249,255	1,554,761	1,570,092
Conseil du Trésor -				
Secrétariat -				
Administration centrale de la fonction publique.....	6,415	5,683	37,582	33,794
Eventualités du gouvernement et programmes financés par l'administration centrale.....	...	...	...	...
Contributions de l'employeur aux régimes d'assurance.....	12,033	23,209	134,713	122,200
Affectation temporaire.....	189	169	1,197	1,387
Contrôleur général.....	18,637	29,061	173,492	157,381
	1,216	849	7,448	6,738
	19,853	29,910	180,940	164,119

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Concluded

GOVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Fin

		(in thousands of dollars - en milliers de dollars)			
		MONTH OF OCT. - 1989	MOIS D'OCT. 1988	YEAR TO DATE - 1989-90	A CE JOUR 1988-89
Veterans Affairs -	Anciens combattants -				
Veterans Affairs -	Anciens combattants -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	31,153	25,858	209,792	187,820
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	108,437	102,769	720,988	713,952
Canadian Pension Commission.....	Commission canadienne des pensions.....	369	265	2,477	2,199
Bureau of Pensions	Bureau de services juridiques				
Advocates.....	des pensions.....	535	541	4,272	3,974
Veterans Appeal Board.....	Tribunal d'appel des anciens combattants	182	152	1,412	1,363
		140,676	129,585	938,941	909,308
Western Economic	Diversification de l'économie de l'Ouest				
Diversification -	canadien -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	2,392	1,873	14,596	6,309
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	4,313	1,960	30,473	16,294
Liabilities under the Small	Obligations contractées en vertu de la				
Businesses Loans	Loi sur les prêts aux petites				
Act.....	entreprises.....	762	771	5,697	6,495
		7,467	4,604	50,766	29,098
Expenditure by department on behalf of	Dépenses des ministères pour le compte				
other departments.....	d'autres ministères.....	2,040	30,030	18,759	50,074
Provision for valuation.....	Provision pour évaluation.....	...	...	...	...
Consolidation of specified purpose	Consolidation de comptes à fins				
accounts (net of internal	déterminées (déduction faite des				
transactions) -	opérations internes) -				
Unemployment Insurance Account.....	Compte d'assurance-chômage.....	435,787	708,716	4,809,165	4,773,598
Western Grain Stabilization	Compte de stabilisation concernant				
Account.....	le grain de l'Ouest.....	- 105	72,138	- 24,723	15,830
Agricultural Commodities	Comptes de stabilisation des				
Stabilization Accounts.....	produits agricoles.....	49,604	833	198,514	40,952
Crop Reinsurance Fund.....	Caisse de réassurance-récolte.....	63,046	2,820	63,046	2,820
Other.....	Autres.....	6 -	3	187	54
		548,338	784,504	5,046,189	4,833,254
Other internal transactions.....	Autres opérations internes.....	- 14,117	- 5,137	- 59,860	- 31,538
TOTAL EXPENDITURE.....	TOTAL DES DEPENSES.....	11,355,164	10,733,942	76,744,194	70,284,203

- (1) The program was established after April 1988.
(2) The program was established in fiscal year 1989-90.

- (1) Le programme a été établi après avril 1988.
(2) Le programme a été établi dans l'exercice 1989-90.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA

1. Significant Accounting Policies

The accounting policies of the Government of Canada are based on concepts embodied in the Constitution Acts, and in the Financial Administration Act and other legislation.

i. Government of Canada as an accounting entity

For purposes of maintaining the accounts of Canada and preparing the monthly Statements of Financial Operations, the Government of Canada is defined as all the departments named in Schedule I of the Financial Administration Act; any division or branch of the Public Service, including a commission appointed under the Inquiries Act, designated by the Governor in Council as a department for purposes of the Financial Administration Act; the staffs of the Senate, the House of Commons, and the Library of Parliament; and, any corporation named in Schedule II of the Financial Administration Act.

In accordance with the above definition, the corporations listed in Parts I and II of Schedule III of the Financial Administration Act, and those Crown corporations that are not subject to Divisions I to IV of Part X of the Financial Administration Act, are excluded from the Government of Canada as an accounting entity; therefore, their financial statements are not consolidated with those of the Government. However, the borrowings of those corporations which are agents of the Crown are recorded as a liability of the Government net of borrowings expected to be repaid directly by these corporations.

In addition, certain accounts and funds have financial statements which are not consolidated with those of the Government. These accounts and funds include the Canada Pension Plan Account, superannuation accounts and other specified purpose accounts.

ii. Classification of financial transactions

The financial transactions of the Government, as recorded in the accounts of Canada and reported in the monthly Statements of Financial Operations, are classified into budgetary, non-budgetary, foreign exchange and unmatured debt transactions.

In general terms, budgetary transactions enter into the calculation of the monthly and annual deficit or surplus and are reported, after elimination of transactions internal to the Government, on the Summary and Detailed Statements of Transactions. All other transactions lead to the acquisition or disposal of financial claims (assets) or to the creation or discharge of financial obligations (liabilities).

For purposes of reporting, the classification in force at the beginning of the year is used and amounts for the previous year are reclassified to conform to the current year's accounting policies and presentation.

iii. Budgetary transactions

REVENUE

Revenue consists of all tax and non-tax receipts which affect the monthly and annual deficit or surplus of the Government.

Revenue is reported after deducting refunds paid, and excludes amounts receivable, taxes collected on behalf of provinces and territories, and amounts credited to the Canada Pension Plan Account, superannuation accounts, other specified purpose accounts, and other liability accounts.

The Government generally reports revenue in the year in which it is received. Refunds of revenue are allocated to the year in which the obligation for refund, as determined by the completion of manual assessment, and commencement of the mechanical processing cycle, occurs.

On the Summary and Detailed Statements of Transactions the revenue reported excludes revenue from outside parties credited to appropriations.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA

1. Conventions comptables importantes

Les conventions comptables du gouvernement du Canada sont fondées sur des notions contenues dans les Lois constitutionnelles, et dans la Loi sur la gestion des finances publiques et autres textes législatifs.

i. Entité comptable du gouvernement du Canada

Afin de tenir les comptes du Canada et de préparer les états mensuels des opérations financières, le gouvernement du Canada se définit comme l'ensemble des ministères mentionnés à l'annexe I de la Loi sur la gestion des finances publiques; toute division ou direction de la Fonction publique, y compris toute commission nommée conformément à la Loi sur les enquêtes et désignée par le gouverneur en conseil comme ministère aux fins de la Loi sur la gestion des finances publiques; les employés du Sénat, de la Chambre des communes et de la Bibliothèque du Parlement; ainsi que toute société mentionnée à l'annexe II de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Conformément à la définition susmentionnée, les sociétés énumérées aux parties I et II de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques, et les sociétés de la Couronne qui ne sont pas sujettes aux sections I à IV de la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques, ne font pas partie de l'entité comptable du gouvernement du Canada; ainsi, leurs états financiers ne sont pas consolidés avec ceux du gouvernement. Cependant, les emprunts des sociétés mandataires de la Couronne sont inscrits comme élément de passif du gouvernement après avoir déduit les emprunts à être probalement remboursés directement par ces sociétés.

En outre, certains comptes et fonds possèdent leurs propres états financiers qui ne sont pas consolidés avec ceux du gouvernement. Ces comptes et fonds comprennent le Compte du régime de pensions du Canada, les comptes de pension de retraite et les autres comptes à fins déterminées.

ii. Catégories d'opérations financières

Les opérations financières du gouvernement, enregistrées dans les comptes du Canada et présentées dans les états mensuels des opérations financières, sont réparties en opérations budgétaires, non budgétaires, de change et de la dette non échue.

En somme, les opérations budgétaires entrent dans le calcul du déficit ou de l'excédent mensuel et annuel et sont inscrites aux états sommaire et détaillé des opérations après l'élimination des opérations internes du gouvernement. Toutes les autres opérations mènent soit à l'acquisition ou au règlement de créances (actif), soit à la création ou au règlement de dettes (passif).

Aux fins de compte rendu, la classification en vigueur au début de l'exercice est utilisée. Les montants de l'exercice précédent sont reclassifiés pour être conformes aux conventions comptables et à la présentation de l'exercice en cours.

iii. Opérations budgétaires

RECETTES

Les recettes comprennent toutes les recettes fiscales et non fiscales qui agissent sur le déficit ou l'excédent mensuel et annuel du gouvernement.

Les recettes sont comptabilisées après déduction des remboursements versés, et ne comprennent ni les sommes à recevoir, ni les impôts prélevés au nom des provinces et territoires, ni les montants crédités au Compte du régime de pensions du Canada, aux comptes de pension de retraite, aux autres comptes à fins déterminées, et aux autres comptes de passif.

Les recettes du gouvernement sont généralement comptabilisées au titre de l'exercice au cours duquel elles ont été reçues. Les remboursements de recettes sont imputés à l'exercice au cours duquel l'existence d'une dette est déterminée, c'est à dire au moment où la cotisation faite manuellement est complétée et où le cycle de traitement mécanique débute.

Les recettes aux états sommaire et détaillé des opérations ne comprennent pas les recettes à valoir sur les crédits provenant de tiers.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

EXPENDITURE

Expenditure consists of all charges to budgetary appropriations which affect the monthly and annual deficit or surplus of the Government. In addition, budgetary expenditure may also include charges related to the provision for valuation of loans, investments and advances, the allowance for borrowings of agent Crown corporations, and accounts payable and other allowances related to statutory items and certain annual appropriations. Such charges include those for work performed, goods received, services rendered, and transfer payments made, during the year and in the supplementary period including accounts payable at year-end.

Expenditure exclude amounts charged to the Canada Pension Plan Account, superannuation accounts, other specified purpose accounts, and other liability accounts.

On the Statement of Budgetary Expenditure by Department, departmental expenditures are reported net of revenue credited to appropriations but include expenditures internal to the Government.

iv. *Assets*

Assets are defined as the financial claims acquired by the Government on outside organizations and individuals as a result of events and transactions recorded as at the closing date.

However, as a result of the Government's accounting policies described above, and in accordance with the provisions of the Financial Administration Act and other legislation, transactions concerning certain financial claims are not recorded in the accounts of Canada and, therefore are not reported on the Summary and Detailed Statements of Transactions. The most important of these are accounts receivable for tax and non-tax revenue.

v. *Liabilities*

Liabilities are defined as the financial obligations of the Government to outside organizations and individuals as a result of events and transactions recorded as at the closing date.

However, as a result of the Government's accounting policies described above, and in accordance with enabling legislation actuarial liabilities arising from the indexing to the cost of living, of superannuate pensions and annuities are not recorded in the accounts of Canada and, therefore are not reported on the Summary and Detailed Statements of Transactions. In addition, refunds payable and some other liabilities are partially recorded during the year with full recording taking place at year-end only.

vi. *Fixed assets*

The fixed assets of the Government, which include land, engineering structures and works (such as canals, harbours and roads), buildings, and machinery and equipment, are charged to budgetary expenditure at the time of acquisition or construction.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

DEPENSES

Les dépenses comprennent toutes les imputations aux crédits budgétaires qui influencent le déficit ou l'excédent mensuel et annuel du gouvernement. De plus, les dépenses peuvent également comprendre les imputations reliées à la provision pour évaluation des prêts, dotations en capital et avances, la provision pour emprunts des sociétés mandataires de la Couronne, et les créditeurs et les autres provisions reliées à des éléments statutaires et à certains crédits annuels. Ces imputations comprennent les travaux accomplis, les biens reçus, les services exécutés et les paiements de transfert effectués au cours de l'exercice et dans la période complémentaire, y compris les créditeurs à la fin de l'exercice.

Les dépenses ne comprennent pas les montants imputés au Compte du régime de pensions du Canada, aux comptes de pension de retraite, aux autres comptes à fins déterminées, et aux autres comptes de passif.

Sur l'état des dépenses budgétaires par ministère, les dépenses ministérielles sont comptabilisées après déduction des recettes à valoir sur les crédits mais comprennent les dépenses internes du gouvernement.

iv. *Actif*

L'actif se définit comme étant les créances du gouvernement acquises sur des tiers par suite de faits et d'opérations comptabilisés à la date de clôture des comptes.

Cependant, à cause des conventions comptables du gouvernement mentionnées plus haut et selon les dispositions de la Loi sur la gestion des finances publiques et autres lois, les opérations concernant certaines créances ne sont pas comprises dans les comptes du Canada et, par conséquent ne sont pas comprises aux états sommaire et détaillé des opérations. Les plus importantes sont les débiteurs au titre des recettes fiscales et non fiscales.

v. *Passif*

Le passif se définit comme étant les dettes du gouvernement envers des tiers par suite de faits et d'opérations comptabilisés à la date de clôture des comptes.

Cependant, à cause des conventions comptables du gouvernement mentionnées plus haut, et selon les lois habilitantes, le passif actuariel découlant de l'indexation au coût de la vie, des pensions de retraite et des rentes n'est pas comptabilisé dans les comptes du Canada et, par conséquent n'est pas comptabilisé aux états sommaire et détaillé des opérations. De plus, les remboursements à payer pour les recettes fiscales ne sont pas inscrits à ces états et les autres créditeurs sont partiellement inscrits au cours de l'exercice, l'inscription complète étant faite à la fin de l'exercice seulement.

vi. *Immobilisations*

Les immobilisations du gouvernement qui comprennent les terrains, ouvrages (tels que les canaux, les ports et les routes), bâtiments et matériel, sont imputées aux dépenses budgétaires lors de leur acquisition ou construction.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

vii. Valuation of assets and liabilities

ASSETS

Assets are recorded at cost and are subject to annual valuation to reflect reductions from the recorded value to the estimated realizable value. In the case of loans to sovereign states, no reduction in value is recorded unless a sovereign state has formally repudiated its debts. In addition, the allowance for valuation reflects reductions from the recorded value of loans (and subscriptions to international organizations that make similar loans) with significant concessionary terms.

The Government's gold reserves are included in the International reserves held in the Exchange Fund Account and are recorded and valued at 35 Special Drawing Rights per fine ounce. The Special Drawing Right is an international currency created by the International Monetary Fund, and allocated to countries participating in its Special Drawing Rights Department. It represents a unit of account defined in terms of a "basket" of five major currencies.

LIABILITIES

Liabilities are recorded at the amounts ultimately payable and liabilities for termination benefits, the superannuation accounts, with the exception of indexing, and the Government Annuities Account, are valued on an actuarial basis.

viii. Translation of foreign currency transactions

Foreign currency transactions are translated and recorded in Canadian dollar equivalents at the exchange rates prevailing at the transaction dates.

On a monthly basis, only Receiver General current cash accounts are revalued at the month-end rate of exchange. All other assets and liabilities are revalued at year-end only. Net gains are credited to revenue while net losses are charged to expenditure.

2. Authorities for Transactions

Taxes can be raised and moneys can be borrowed only with the authority of Parliament. All receipts of money by departments and agencies must be deposited into the Consolidated Revenue Fund (CRF). All disbursements from the CRF for spending on operations, for loans, investments and advances, and for the redemption of matured debt must be authorized by Parliament.

i. Authority for spending on operations

Parliament provides authority to make payments out of the Consolidated Revenue Fund in annual appropriation acts and other statutes (the latter referred to as statutory appropriations). Most Government spending is under statutory authorities, that is authorities which do not generally impose an annual limit on the amount that may be spent. Spending is authorized by reference to statutory formulae or criteria and the authorities usually continue from year to year until changed or rescinded by an act of Parliament. Spending authority provided by statutory appropriations is for specified purposes and for such amounts and such time as the acts prescribe. Spending authority provided by statutory appropriations generally does not lapse at the end of the year in which it was granted. Spending authority granted in appropriation acts is for stated purposes and maximum amounts. Unless provided for in vote wording, unused spending authority granted in appropriation acts lapses at the end of the year for which it was granted. Some authorities continue from year to year and some authorize the spending, within a program, of defined categories of revenue generated by the program.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

vii. Evaluation de l'actif et du passif

ACTIF

L'actif est enregistré au coût et fait l'objet d'une évaluation annuelle afin de refléter les diminutions de la valeur enregistrée à la valeur estimative de réalisation. Dans le cas de prêts aux états souverains, aucune diminution de la valeur n'est enregistrée à moins qu'un état souverain refuse, de façon officielle, d'honorer ses dettes. De plus, la provision pour évaluation reflète les réductions de la valeur au livre des prêts (et souscriptions aux organismes internationaux qui effectuent des prêts similaires) ayant des clauses concessionnaires importantes.

Les réserves d'or du gouvernement sont comprises dans les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes et sont inscrites et évaluées à 35 Droits de tirage spéciaux pour chaque once d'or fin. Le Droit de tirage spécial est une unité monétaire internationale créée par le Fonds monétaire international, et attribuée aux pays participant à son Département des Droits de tirage spéciaux. Il représente une unité de compte définie en fonction d'un ensemble de cinq grandes devises.

PASSIF

Le passif est inscrit au montant à payer en fin de compte et les éléments de passif concernant les indemnités de cessation d'emploi, les comptes de pension de retraite sauf pour l'indexation, ainsi que le Compte des rentes sur l'Etat, sont évalués sur une base actuarielle.

viii. Conversion des opérations de change

Les opérations de change sont converties et comptabilisées en dollars canadiens correspondants aux taux de change en vigueur aux dates des opérations.

Sur une base mensuelle, seuls les comptes de caisse courants du Receveur général sont réévalués à la fin du mois aux taux de change en vigueur à cette date. Les autres éléments d'actif et de passif sont réévalués à la fin de l'exercice seulement. Les gains nets sont crédités aux recettes tandis que les pertes nettes sont imputées aux dépenses.

2. Autorisations pour les opérations

Les taxes et les impôts peuvent être prélevés et les deniers peuvent être empruntés seulement avec l'autorisation du Parlement. Tous les deniers perçus par les départements et organismes doivent être déposés au Fonds du revenu consolidé (FRC). Tous les déboursés du FRC pour des dépenses concernant les opérations, pour des prêts, dotations en capital et avances, et pour le rachat de la dette échue doivent être autorisés par le Parlement.

i. Autorisations pour les dépenses concernant les opérations

Le Parlement accorde l'autorisation d'effectuer des paiements à même le Fonds du revenu consolidé dans les lois de crédits annuelles et dans d'autres textes de lois (ces derniers intitulés crédits statutaires). La plupart des dépenses gouvernementales sont effectuées en vertu d'autorisations statutaires, c'est-à-dire des autorisations qui généralement n'imposent pas de limite annuelle sur les montants qui peuvent être dépensés. Les dépenses sont effectuées en vertu de critères ou formules statutaires et les autorisations continuent en général d'un exercice à l'autre jusqu'à ce qu'une loi du Parlement les modifie ou les révoque. L'autorisation de dépenser comprise dans les crédits statutaires est consentie à des fins déterminées ainsi que pour des montants et des délais indiqués dans les lois. En général, l'autorisation de dépenser prévue dans les crédits statutaires ne s'annule pas à la fin de l'exercice pour lequel elle a été accordée. L'autorisation de dépenser est accordée, dans les lois de crédits, à des fins déterminées et pour des montants maximaux. A moins que le libellé des crédits ne l'indique autrement, le solde inutilisé de l'autorisation de dépenser accordée dans des lois de crédits s'annule à la fin de l'exercice pour lequel elle a été accordée. Certaines autorisations continuent d'un exercice à l'autre et certaines permettent de dépenser, à l'intérieur d'un programme, des catégories de recettes spécifiques lesquelles sont générées par ledit programme.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

ii. Authority for loans, investments and advances

These authorities limit the amount of loans, investments or advances that may be made. Unused authority may lapse at the end of a year or may continue from year to year. Non-lapsing authorities often limit only the total of loans that may be outstanding at any one time; thus, principal repaid may be reloaned.

iii. Borrowing authority

The Government can borrow only as authorized by acts of Parliament. Borrowing authority acts provide authority for the net amount of new security issues less redemptions during a fiscal year. The authorities lapse at the end of the year except for amounts specifically carried forward to the next fiscal year. Parliament has also provided a continuing authority to the Government under Section 47 of the Financial Administration Act to borrow, for periods not exceeding six months, such amounts as are deemed necessary to meet lawfully authorized disbursements.

3. Crown Corporations

In accordance with the accounting policies of the Government, the assets, liabilities, revenues and expenses reported in the separate financial statements of Crown corporations are not included in the Government's financial statements. Only the financial transactions between the Government and Crown corporations are included.

The following table presents the major balance sheet and income statement items for Crown corporations named in Section 85 and/or Schedule III of the Financial Administration Act (FAA).

This summary of financial transactions and results of operations of Crown corporations is based on their accounting policies. Most Crown corporations follow the generally accepted accounting principles used by private sector companies, as outlined in the Handbook of the Canadian Institute of Chartered Accountants.

Financial assets include cash, receivables and loans and investments. Physical assets and deferred charges represent the unexpensed portion of non-financial assets such as buildings, machinery and equipment in use or under construction, inventories and other items of expenditure which will be expensed as these assets are used. Financial assets and liabilities in respect of the Government represent the unpaid balances arising from financing transactions and normal operating activities. Borrowings from outside parties represent amounts repayable to institutional and other investors. Other liabilities are amounts due in respect of purchases, employee termination and pension benefits, accrued interest on borrowings, long-term capital leases and sundry accounts payable. Equity of Canada represents the Government's equity in each Crown corporation as reported by the corporations.

Crown corporations are categorized as being either agents or non-agents of the Crown. Agency status is normally expressly stated in the incorporating legislation or conferred under the provisions of the Government Companies Operation Act. In accordance with Section 54 of the FAA, the payment of all money borrowed by agent Crown corporations and interest thereon, is a charge on and payable out of the Consolidated Revenue Fund. Such borrowings therefore constitute obligations of the Government and are recorded as such in the summary financial statements of Canada net of borrowings expected to be repaid directly by these corporations.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

ii. Autorisations pour les prêts, dotations en capital et avances

Ces autorisations limitent les montants des prêts, dotations en capital ou avances qui peuvent être effectués. Les autorisations non employées peuvent s'annuler à la fin de l'exercice ou peuvent continuer d'un exercice à l'autre. Les autorisations qui ne s'annulent pas, souvent limitent seulement le total des prêts qui peuvent être en circulation en tout temps; donc, les montants remboursés peuvent être prêtés de nouveau.

iii. Pouvoirs d'emprunts

Le gouvernement peut emprunter seulement lorsque des lois du Parlement l'autorisent. Les lois sur le pouvoir d'emprunt fournissent l'autorisation pour le montant net de nouvelles émissions de titres moins les rachats au cours de l'exercice. Les autorisations s'annulent à la fin de l'exercice sauf pour les montants spécifiquement reportés à l'exercice suivant. En vertu de l'article 47 de la Loi sur la gestion des finances publiques, le Parlement a également fourni au gouvernement une autorisation continue d'emprunter, pour des périodes n'excédant pas six mois, des montants qui sont jugés nécessaires pour rencontrer les déboursés autorisés par les lois.

3. Sociétés de la Couronne

Conformément aux conventions comptables du gouvernement, l'actif, le passif, les revenus et les dépenses inscrits dans les états financiers distincts des sociétés de la Couronne ne sont pas compris dans les états financiers du gouvernement. Seules les opérations financières entre le gouvernement et les sociétés de la Couronne y sont comprises.

Le tableau suivant résume les principaux éléments des bilans et états d'exploitation des sociétés énumérées à l'article 85 et/ou à l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques (LGFP).

Ce résumé des opérations financières et résultats d'opérations des sociétés de la Couronne est fondé sur les conventions comptables de celles-ci. La majorité des sociétés de la Couronne suivent les principes comptables généralement reconnus que l'on retrouve dans les entreprises du secteur privé et publiés dans le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés.

L'actif financier comprend la caisse et les sommes à recevoir, les prêts et les dotations en capital. L'actif immobilisé et les frais reportés représentent la fraction non dépensée des éléments d'actif non financier tels qu'immeubles, machinerie et équipement en usage ou en construction, inventaire et autres éléments de dépense qui seront portés à la dépense lorsque consommés. L'actif financier et le passif auprès du gouvernement représentent les montants impayés provenant d'opérations de financement et d'opérations normales. Les emprunts auprès de tiers représentent les montants à rembourser à des institutions et autres investisseurs. Les autres passifs représentent des créances relativement aux achats, aux indemnités de cessation d'emploi et aux prestations de pensions, aux intérêts courus sur emprunts, contrats de location-acquisition à long terme et autres créanciers. L'avoir du Canada représente l'avoir du gouvernement dans chaque société de la Couronne tel que rapporté par les sociétés.

Les sociétés de la Couronne sont classées soit mandataires ou non mandataires de la Couronne. Le statut de mandataire de la Couronne peut être explicitement énoncé dans les lois constitutionnelles ou conféré selon les dispositions de la Loi sur le fonctionnement des compagnies d'état. Conformément à l'article 54 de la LGFP, le paiement de toute somme d'argent empruntée par les sociétés mandataires de la Couronne, de même que de l'intérêt y afférent, doivent être imputés sur le Fonds du revenu consolidé et versés à même ce Fonds. Par conséquent, de tels emprunts représentent des dettes du gouvernement et sont inscrits comme telles dans les états financiers sommaires du Canada après avoir déduit les emprunts à être probablement remboursés directement par ces sociétés.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

Revenues include financial assistance received or receivable from the Government in respect of current period of operation.

Equity adjustments include amounts for retroactive changes in the application of accounting principles as well as direct changes or credits to and from equity accounts. Equity transactions with the Government include dividends declared, transfers of profits to the Government and non-current financial assistance provided by the Government.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

Les revenus comprennent l'aide financière reçue ou à recevoir du gouvernement relativement aux opérations de la période en cours.

Les ajustements dans l'avoir comprennent les montants rétroactifs des changements apportés dans l'application des principes comptables ainsi que les imputations directes ou les crédits à l'avoir. Les transactions dans l'avoir avec le gouvernement comprennent les dividendes déclarés, les virements de bénéfices au gouvernement et l'aide financière non courante accordée par le gouvernement.

SUMMARY COMBINED STATEMENTS OF CROWN CORPORATIONS

RESUME DES ETATS COMBINES DES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE

		(in millions of dollars) (en millions de dollars)
ASSETS, LIABILITIES AND EQUITY as at June 30, 1989	ACTIF, PASSIF ET AVOIR au 30 juin 1989	
ASSETS	ACTIF	
Financial:	Financier:	
Outside parties.....	Tiers.....	31,944
Government and other Crown corporations.....	Gouvernement et autres sociétés de la Couronne.....	24,448
Total financial assets.....	Total de l'actif financier.....	56,392
Physical assets and deferred charges.....	Actif immobilisé et frais reportés.....	20,339
TOTAL ASSETS.....	TOTAL DE L'ACTIF.....	76,731
LIABILITIES	PASSIF	
Outside parties -	Tiers -	
Borrowings - agent.....	Emprunts - mandataire.....	14,704
non agent.....	- non mandataire.....	1,706
Bank of Canada notes in circulation and amounts owing to depositors.....	Effets en circulation de la Banque du Canada et montants dus aux déposants.....	23,181
Other liabilities.....	Autres passifs.....	8,195
Government and other Crown corporations.....	Gouvernement et autres sociétés de la Couronne.....	16,421
TOTAL LIABILITIES.....	TOTAL DU PASSIF.....	64,207
EQUITY OF CANADA	AVOIR DU CANADA	12,524
TOTAL LIABILITIES AND EQUITY.....	TOTAL DU PASSIF ET DE L'AVOIR.....	76,731
Contingent liabilities.....	Passif éventuel.....	616
REVENUES, EXPENSES AND CHANGES IN THE EQUITY for the three month period ended June 30, 1989	REVENUS, DEPENSES ET CHANGEMENTS DANS L'AVOIR pour la période de trois mois se terminant le 30 juin 1989	
Revenues -	Revenus -	
Outside parties.....	Tiers.....	4,540
Government and other Crown corporations -	Gouvernement et autres sociétés de la Couronne -	
Financial assistance.....	Aide financière.....	1,212
Other.....	Autres.....	824
TOTAL REVENUES.....	TOTAL DES REVENUS.....	6,576
Expenses -	Dépenses -	
Outside parties.....	Tiers.....	4,821
Government and other Crown corporations.....	Gouvernement et autres sociétés de la Couronne.....	651
TOTAL EXPENSES.....	TOTAL DES DEPENSES.....	5,472
Net income/loss (-) for the period.....	Bénéfice/perte (-) net pour la période.....	1,104
Equity adjustments.....	Ajustements dans l'avoir.....	-1,181 *
Government's share of income/loss ().....	Quote-part du gouvernement dans le(a) bénéfice/perte (-)....	-77 *
Equity transactions with the Government.....	Transactions dans l'avoir avec le gouvernement.....	-236
Equity of Canada, April 1st, 1989.....	Avoir du Canada au 1er avril 1989.....	12,837
Equity of Canada, June 30, 1989.....	Avoir du Canada, 30 juin 1989.....	12,524

* During the period, Petro-Canada announced a retroactive change in its accounting policy. This change is reflected in the equity adjustments and has the effect of reducing the Government's share of income by \$1,188 million.

Durant la période, Petro-Canada émettait un communiqué annonçant un changement dans sa convention comptable ayant pour effet de réduire la quote-part du gouvernement dans le bénéfice, de \$1,188 millions.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

4. Insurance Programs of Agent Crown corporations

At present, three Crown corporations operate insurance programs as agents of Her Majesty. An insurance program is a program where the insured, an outside party, pays an insurance fee which is credited to an insurance fund or provision operated by the corporation. The amount of the fee is based on the estimated amount of insurance fund or provision needed to meet future claims. Insurance programs operated by private corporations such as employee group insurance, dental plans, etc., are not included in this definition.

The insurance programs are intended to operate on a self-sustaining basis but in recent years, two of the Crown corporations have required loans or other funding from the Government to meet obligations.

Information presented below has not been audited since the information presented therein is derived from interim financial statements. The most recent annual financial statements of these corporations may be found in Volume III of the Public Accounts.

In the Summary below, a minus "-" sign preceding the amount reported indicates a fund deficit, an expense recovery or adjustment, or a decrease or loss during the year.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

4. Programmes d'assurance des sociétés mandataires de la Couronne

Présentement, trois sociétés de la Couronne administrent des programmes d'assurance en tant que mandataires de Sa Majesté. Un programme d'assurance est un programme par lequel un assuré (un tiers) verse des frais d'assurance qui sont alors crédités à un fonds d'assurance ou une provision administrée par la société. Le montant à verser comme frais est basé sur le montant prévu nécessaire pour satisfaire à toutes les demandes futures d'indemnisation au titre du fonds d'assurance ou de la provision. Les programmes d'assurance administrés par les corporations privées tels que l'assurance collective des employés, les régimes dentaires, etc., sont exclus de cette définition.

Les programmes d'assurance sont conçus de façon à opérer sur une base autosuffisante, mais depuis quelques années, le gouvernement a fourni des prêts ou d'autres financements à deux sociétés pour satisfaire à leurs demandes d'indemnisation.

Les renseignements qui apparaissent ci-dessous ne sont pas vérifiés puisque l'information est produite à partir d'états financiers intérimaires. On peut retrouver les états financiers annuels, les plus récents, de ces sociétés dans le volume III des Comptes publics.

Un signe moins "-" dans le sommaire ci-dessous indique un déficit dans le fonds, un recouvrement ou un redressement des dépenses, ou une diminution ou perte au cours de l'exercice.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - ContinuedSUMMARY OF INSURANCE PROGRAMS OF AGENT CROWN CORPORATIONS
for the three month period ended June 30, 1989

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - SuiteSOMMAIRE DES PROGRAMMES D'ASSURANCE DES SOCIÉTÉS MANDATAIRES DE LA COURONNE
pour la période de trois mois se terminant le 30 juin 1989

(in millions of dollars - en millions de dollars)

		Canada Deposit Insurance Corporation ⁽¹⁾	Canada Mortgage and Housing Corporation ⁽²⁾				Export Development Corporation ⁽³⁾
			Mortgage Insurance Fund	Mortgage-Backed Securities Guarantee Fund	Home Improvement Loan Fund	Rental Guarantee Fund	
		Société d'assurance- dépôts du Canada ⁽¹⁾	Société canadienne d'hypothèques et de logement ⁽²⁾				Société pour l'expansion des exportations ⁽³⁾
			Fonds d'assurance hypothécaire	Fonds de titres hypothécaires garantis	Fonds de prêts pour l'amélioration des maisons	Fonds de garantie de loyer	
Insurance in force as at reporting date	Assurance en vigueur à la date de déclaration						
- current year.....	- exercice en cours.....	245,123	46,793	1,954	*	**	3,734
- previous year.....	- exercice précédent.....	211,755	45,500	711	1	**	3,253
Opening balance of Fund	Solde d'ouverture du Fonds						
- current year.....	- exercice en cours.....	-1,062	-82	*	1	12	45
- previous year.....	- exercice précédent.....	-1,136	-261	*	1	11	38
Revenue for the period:	Recettes pour la période:						
Premiums and fees	Primes et honoraires						
- current year.....	- exercice en cours.....	230	38				11
- previous year.....	- exercice précédent.....	184	35				5
Investment income	Revenu de placement						
- current year.....	- exercice en cours.....	1	16				
- previous year.....	- exercice précédent.....		10				
Other revenue	Autres recettes						
- current year.....	- exercice en cours.....	1					
- previous year.....	- exercice précédent.....	12				1	
Total revenue	Recettes totales						
- current year.....	- exercice en cours.....	232	54	*	*	*	11
- previous year.....	- exercice précédent.....	196	45	*	*	1	5
Expense for the period:	Dépenses pour la période:						
Loss on claims	Pertes sur indemnités						
- current year.....	- exercice en cours.....		-2				5
- previous year.....	- exercice précédent.....		37				2
Interest on loans	Intérêts sur prêts						
- current year.....	- exercice en cours.....	46					
- previous year.....	- exercice précédent.....	42					
Administrative	Administration						
- current year.....	- exercice en cours.....	3	17				
- previous year.....	- exercice précédent.....	2	15			1	
Funds returned to Government	Fonds retournés au gouvernement						
- current year.....	- exercice en cours.....						
- previous year.....	- exercice précédent.....						
Total expense	Dépenses totales						
- current year.....	- exercice en cours.....	49	15	*	*	*	5
- previous year.....	- exercice précédent.....	44	52	*	*	1	2
Net income/loss(-) for the period	Revenus nets/pertes (-) nettes pour la période						
- current year.....	- exercice en cours.....	183	39	*	*	*	6
- previous year.....	- exercice précédent.....	152	-7	*	*		3
Closing balance of Fund	Solde de clôture du Fonds						
- current year.....	- exercice en cours.....	-879	-43	*	1	12	51
- previous year.....	- exercice précédent.....	-984	-268	*	1	11	41
Net claims during the period ⁽⁴⁾ :	Montants nets des indemnités pour la période ⁽⁴⁾ :						
- current year.....	- exercice en cours.....	-23	-20	**	*	**	-5
- previous year.....	- exercice précédent.....	-6	11	**	*	**	12
Five year average of net claims paid	Moyenne des montants nets des indemnités payées pour les cinq derniers exercices						
- current year.....	- exercice en cours.....	311	58	**	*	**	*
- previous year.....	- exercice précédent.....	166	74	**	*	**	5

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

(1) The Canada Deposit Insurance Corporation (CDIC) provides insurance on deposits placed with member banks and trust and loan companies for up to \$60,000 per depositor per institution. In recent years, premiums paid by member institutions have not been sufficient to meet obligations incurred by CDIC under the insurance plan. This deficiency has been funded, in part, by loans from the Government of \$1,695 million at June 30, 1989 (\$1,744 million at June 30, 1988). The Government is continuing to explore alternatives to allow CDIC, over the long run, to eliminate its deficiency without budgetary support from the Government. Since there is no reason to believe that this will not be the case, no provision has been made in the accounts of Canada for the losses experienced by CDIC.

(2) Canada Mortgage and Housing Corporation (CMHC) administers four funds of which the Mortgage Insurance Fund (MIF) and the Mortgage-Backed Securities Guarantees Fund are active. The MIF provides insurance, for a fee, to private sector lending institutions to cover mortgage lending on Canadian housing. Besides establishing a framework of confidence for mortgage lending by private institutions, the Fund facilitates an adequate supply of mortgage funds by reducing the risk to lenders and by encouraging the secondary market trading of mortgages, to make housing more accessible for Canadians. Although the balance of the Fund is currently inadequate to meet future claims in respect to business in force, the latest actuarial study of MIF indicated that business undertaken since February 1985 is being written on a break-even basis. The actuarial deficiency (\$141.4 million as of September 30, 1988) will be reflected in the accounts of Canada only to the extent that additional funding of the deficiency from parliamentary appropriations may be required. The Mortgage-Backed Securities (MBS) Program was implemented in 1987. For a fee paid by approved financial institutions, CMHC and ultimately the Government, guarantee timely payment of principal and interest to MBS investors who participate in a pool of MIF insured first residential mortgages which have been repackaged by the financial institution into investments of \$5,000 denominations. Since 1984, the Corporation has also operated the Mortgage Rate Protection Program (MRPP). As premiums collected by CMHC for the Program are remitted directly to the Consolidated Revenue Fund (CRF) and obligations of the MRPP are ultimately payable from the CRF, the MRPP does not meet the definition of a Crown corporation insurance plan as defined above. Therefore, operating particulars of this Program are not included in this summary but some information will be found in the notes to the Government of Canada Statement of Contingent Liabilities.

(3) The Export Development Corporation (EDC) provides export and foreign investment insurance to Canadian business to facilitate and develop export trade. The insurance fund has been adequate to provide for the full cost of claims experienced to date and to establish an allowance for future claims based on previous claims experience.

(4) Refers to the difference between claims and amounts received from sales of related assets and other recoveries.

* Less than \$500,000.

** Not applicable.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

(1) La Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC) fournit une assurance, jusqu'à concurrence de \$60,000 par déposant et par institution, sur les dépôts faits auprès des banques et compagnies de prêts et de fiducies qui sont membres. Depuis quelques années, les primes versées par les institutions membres n'étaient pas suffisantes pour satisfaire à toutes les demandes d'indemnisation faites auprès de la SADC aux termes du régime d'assurance. Ce déficit a été comblé, en partie, par des prêts du gouvernement de \$1,695 millions au 30 juin 1989 (\$1,744 millions au 30 juin 1988). Le gouvernement continue d'examiner des alternatives afin de permettre à la SADC d'éliminer, avec le temps, son déficit sans aide budgétaire du gouvernement. Puisqu'il n'y a pas lieu de croire autrement, aucune provision n'a été établie dans les comptes du Canada pour les pertes subies par la SADC.

(2) La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) administre quatre fonds dont seulement le Fonds d'assurance hypothécaire (FAH) et le Fonds de titres hypothécaires garantis sont actifs. Le FAH fournit de l'assurance aux institutions de crédit du secteur privé, moyennant des frais, afin de couvrir les prêts hypothécaires concernant le logement canadien. Tout en mettant en place un système, par lequel les institutions privées peuvent accorder des prêts hypothécaires en toute confiance, le Fonds permet également qu'un approvisionnement continu de fonds hypothécaires soit disponible à moindre risque aux prêteurs et que le commerce secondaire d'hypothèques soit favorisé pour rendre le logement plus accessible aux Canadiens. Quoique le solde du Fonds soit présentement insuffisant pour satisfaire à toutes les demandes futures d'indemnisation à l'égard des affaires en vigueur, la dernière étude actuarielle du FAH indique que les activités entreprises depuis le mois de février 1985 sont comptabilisées sur une base de point mort. L'insuffisance actuarielle (\$141.4 millions au 30 septembre 1988) sera reflétée dans les comptes du Canada dans la mesure où un financement supplémentaire de cette insuffisance à même les crédits parlementaires soit nécessaire. Le Programme des titres hypothécaires garantis (THG) fut introduit en 1987. Sur versements d'une prime, la SCHL, et finalement le gouvernement, garantit le paiement ponctuel du principal et des intérêts aux investisseurs dans des titres hypothécaires réunis par une institution financière en un bloc de créances hypothécaires résidentiels dont l'institution prépare et livre les certificats en multiples de \$5,000. Depuis 1984, la Société opère le Programme de protection des taux hypothécaires. Etant donné que les primes encaissées pour ce Programme par la SCHL sont déposées dans le Fonds du revenu consolidé (FRC) et que les créances du Programme sont finalement payées à même le FRC, le Programme de protection des taux hypothécaires ne rencontre pas la définition d'un plan d'assurance administré par une société de la Couronne tel que défini ci-haut. Par conséquent, les résultats d'opérations du Programme ne sont pas inclus dans le sommaire mais de l'information supplémentaire apparaît dans les notes afférentes à l'Etat du passif éventuel gouvernement du Canada.

(3) La Société pour l'expansion des exportations (SEE) fournit de l'assurance aux entreprises canadiennes sur les investissements étrangers et sur les exportations afin de faciliter et de développer le commerce de l'exportation. Le fonds d'assurance a été suffisant afin de pourvoir au coût global des réclamations à date et pour établir une provision pour des réclamations futures basées sur l'expérience passée.

(4) Se rapporte à l'écart entre les réclamations et les montants recouvrés sur les ventes de biens connexes et d'autres recouvrements.

* Moins de \$500,000.

** Sans objet.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

5. Contingent Liabilities

A contingent liability is a potential liability which may become an actual liability when one or more future events occur or fail to occur. The details of the contingent liabilities of the Government are provided in the following statement and consist of explicit guarantees by the Government and potential losses arising from pending and threatened litigation relating to claims and assessments in respect of breach of contract, damages to persons and property and like items.

The authorized limit represents the aggregate total of various types of authorities of Government bodies as stipulated in legislation, legal agreements or other documents that may be in force at any one time.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

5. Passif éventuel

Un élément de passif éventuel signifie un élément de passif possible qui peut se transformer en un élément de passif réel advenant un ou plusieurs événements futurs. Le détail du passif éventuel du gouvernement est fourni dans l'état suivant et comprend les garanties formelles par le gouvernement et les pertes possibles résultant de causes en instance ou imminentes relatives à des demandes d'indemnité et d'évaluation à l'égard de l'inexécution de contrats, de dommages causés à des personnes et à un bien et d'éléments connexes.

Les limites autorisées indiquées dans le tableau ci-dessous désignent le montant total des divers genres d'autorisations utilisées par des organismes gouvernementaux tels que stipulées dans la législation, des ententes légales ou d'autres documents qui peuvent être en vigueur à un moment donné.

STATEMENT OF CONTINGENT LIABILITIES
as at June 30, 1989ETAT DU PASSIF EVENTUEL
au 30 juin 1989

(in millions of dollars - en millions de dollars)			
Authorized limit (where applicable) ⁽¹⁾	Contingent liability ⁽²⁾	Percentage of net claims to outstanding guarantees (where applicable) ⁽³⁾	
Limite autorisée (s'il y a lieu) ⁽¹⁾	Passif éventuel ⁽²⁾	Rapport entre les indemnités nettes et les garanties en vigueur (s'il y a lieu) ⁽³⁾	
EXPLICIT GUARANTEES BY THE GOVERNMENT OF -			
Borrowings by Crown corporations which are not agents of Her Majesty -			
Canadian National Railway Company - Bonds and notes.....			
Borrowings by other than Crown corporations -			
From agents -			
Loans to Indians by the Canada Mortgage and Housing Corporation and the Farm Credit Corporation, for on-reserve housing.....			
From other than agents -			
Guarantee programs of the Government -			
Canada Student Loans Act.....			
Small Businesses Loans Act.....			
Farm Improvement Loans Act and Farm Improvement and Marketing Cooperatives Loans Act.....			
Atlantic Enterprise Program.....			
Advance Payments for Crops Act.....			
Enterprise development program and Canadian Industrial Renewal Board.....			
Fisheries Improvement Loans Act.....			
Regional Development Incentives Act.....			
Financial obligations incurred by air carriers regarding purchase of The de Havilland Aircraft of Canada, Limited DHC-7 and DHC-8 aircraft.....			
Loans to Indians by approved lenders for on-reserve housing.....			
Indian economic development.....			
Loans to promote the commercial activities of Eskimos.....			
GARANTIES FORMELLES PAR LE GOUVERNEMENT POUR -			
Emprunts par des sociétés de la Couronne qui ne sont pas mandataires de Sa Majesté -			
Chemins de fer nationaux du Canada - Obligations et effets.....			
Emprunts effectués par des entités autres que des sociétés de la Couronne -			
De sociétés mandataires -			
Prêts consentis aux Indiens par la Société canadienne d'hypothèques et de logement et la Société du crédit agricole, pour habitations sur les réserves.....			
De sociétés non mandataires -			
Programmes de garantie du gouvernement -			
Loi fédérale sur les prêts aux étudiants.....			
Loi sur les prêts aux petites entreprises.....			
Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative.....			
Programme Entreprise Atlantique.....			
Loi sur le paiement anticipé des récoltes.....			
Programme d'expansion des entreprises et Office canadien pour un renouveau industriel.....			
Loi sur les prêts aux entreprises de pêche.....			
Loi sur les subventions au développement régional.....			
Dettes encourues par des transporteurs aériens concernant l'achat des aéronefs DHC-7 et DHC-8 de The de Havilland Aircraft of Canada, Limited.....			
Prêts consentis aux Indiens par des prêteurs agréés pour habitations sur les réserves.....			
Développement économique des Indiens.....			
Prêts pour encourager les activités commerciales des Esquimaux.....			
5,229	2,553	2.7	
922 ⁽⁹⁾	655	4.8	
342 ⁽⁵⁾	160	.6	
95	95 ⁽⁶⁾	.1	
400	66		
1,039	14 ⁽⁷⁾	9.8	
30 ⁽⁸⁾	8	75.3	
22	5	31.8	
925 ⁽⁸⁾	440 ⁽⁹⁾		
34 ⁽¹⁰⁾	370 ⁽⁴⁾	1.1	
5	4 ⁽⁴⁾	8.0	
9,343	4,371		

GOVERNMENT OF CANADA

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - ContinuedNOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - SuiteSTATEMENT OF CONTINGENT LIABILITIES
as at June 30, 1989ETAT DU PASSIF EVENTUEL
au 30 juin 1989

		(in millions of dollars - en millions de dollars)		Percentage of net claims to outstanding guarantees (where applicable) ⁽³⁾
		Authorized limit (where applicable) ⁽¹⁾	Contingent liability ⁽²⁾	
		Limite autorisée (s'il y a lieu) ⁽¹⁾	Passif éventuel ⁽²⁾	Rapport entre les indemnités nettes et les garanties en vigueur (s'il y a lieu) ⁽³⁾
%				
Other explicit loan guarantees -	Autres garanties formelles de prêts -			
Loans to NewGrade Energy Inc to finance construction of a heavy oil upgrader.....	Prêts à la société NewGrade Energy Inc pour financer la construction d'une usine de valorisation du pétrole lourd.....	275	249	
Loans to construct coal handling and terminal facilities by Ridley Terminals Inc.....	Prêts pour la construction d'installations de manutention du charbon et de terminus par Ridley Terminals Inc.....	230	200	
Loans to Marine Industries Limited for acquisition of assets.....	Prêts à Marine Industries Limited pour l'acquisition de biens.....	40	40	
Loan to St. Mary's Paper Inc to modernize and expand a paper making facility at Sault Ste Marie, Ontario.....	Prêt à St. Mary's Paper Inc pour moderniser et agrandir une papeterie à Sault Ste Marie, Ontario.....	15	15	
Loans for the restructuring of Maislin Industries Ltd.....	Prêts pour la réorganisation de Maislin Industries Ltd.....	10 ⁽⁸⁾	10 ^(8, 11)	
Loan to Nardex Canada Ltée for the manufacture of radio-protection and radio telecommunication systems.....	Prêt à Nardex Canada Ltée pour la fabrication des systèmes de protection et de télécommunication radiophonique.....	1	1	
Loans for the financing of Cheticamp Fishermen's Co-operative Society Ltd.....	Prêts pour le financement de Cheticamp Fishermen's Co-operative Society Ltd.....	*	*	
		571	515	
Insurance programs of the Government ⁽¹²⁾ -	Programmes d'assurance du gouvernement ⁽¹²⁾ -			
Insurance against accidents at nuclear installations under the Nuclear Liability Act ⁽¹³⁾	Assurance en prévision des accidents aux installations nucléaires en vertu de la Loi sur la responsabilité nucléaire ⁽¹³⁾	675	664	
Insurance under the Fishing Vessel Insurance Plan ⁽¹⁴⁾	Assurance aux termes du régime d'assurance des bateaux de pêche ⁽¹⁴⁾	23	462	
Accounts administered for the Government by the Export Development Corporation - Insurance and related guarantees.....	Comptes administrés par la Société pour l'expansion des exportations au nom du gouvernement - Assurance et garanties connexes.....	7,000 ⁽¹⁵⁾ 7,698	294 1,420	
Other explicit guarantees ⁽¹⁶⁾ -	Autres garanties formelles ⁽¹⁶⁾ -			
Guarantees under the Prairie Grain Advance Payments Act.....	Garanties en vertu de la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies.....	73	73	⁽¹⁷⁾
Guarantees under the Agriculture Products Co-operative Marketing Act.....	Garanties en vertu de la Loi sur la vente coopérative des produits agricoles.....	5	5	1.0
Guarantees of residual liabilities resulting from the devolution of Northern Canada Power Commission.....	Garanties de passifs résiduels suite à la dévolution de la Commission d'énergie du Nord canadien.....	1 79	1 79	
Total explicit guarantees.....	Total des garanties formelles.....	18,266	6,456	
PENDING AND THREATENED LITIGATION.....	CAUSES EN INSTANCE ET IMMINENTES.....		2,739 ^(8, 18)	
Total ⁽¹⁹⁾	Total ⁽¹⁹⁾		9,195	

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

- (1) The authorized limits indicated in the statement above represent the aggregate total of various types of authorities of Government bodies as stipulated in legislation, legal agreements or other documents that may be in force at any one time.
- (2) A contingent liability is a potential liability which may become an actual liability when one or more future events occur or fail to occur.
- (3) Represents the average percentage over the most recent 5 years of net claims to the average amount of outstanding guarantees for the same period computed as at June 30, 1989. In some situations where historical data is not readily available, departmental estimates have been used.
- (4) Includes committed guarantees for the following loans to be made: to Indians for on-reserve housing \$79,437,687 and for Indian economic development \$908,570. As at the reporting date, no loans had been issued for these amounts.
- (5) The Act places limits on the maximum amount of guarantee for loans made by eligible lenders over different loan periods. The maximum amount of guarantee by lender is expressed in legislation as a percentage of aggregate loans made to qualified borrowers and varies according to the dollar value range of aggregate loans made by the lender. The authorized limits for given loan periods are included in the figure reported until all qualified loans made by all eligible lenders, in the given periods, are no longer outstanding, and are not adjusted for loan repayments nor payments made by the Government for guaranteed amounts in which default has occurred.
- (6) The Atlantic Enterprise Program offers loan insurance on new term loans for the establishment, expansion or modernization of commercial operations in eligible sectors in the Atlantic provinces where the Program is administered by the Atlantic Canada Opportunities Agency (\$84,050,664 as at June 30, 1989) and in the Gaspé Peninsula and Magdalene Islands, Quebec where administration of the Program is the responsibility of the Department of Industry, Science and Technology (\$10,573,870 as at June 30, 1989). Industry, Science and Technology also has responsibility for all capital projects in excess of \$20 million.
- (7) Includes \$62,034 attributable to the Canadian Industrial Renewal Board.
- (8) Amount denominated wholly or partially in a foreign currency and translated at the closing rate of exchange as at date of statement.
- (9) The authorized limit for loan guarantees for on-reserve housing totals \$575,000,000 (shown above) for loans made by the Canada Mortgage and Housing Corporation, the Farm Credit Corporation and other approved lenders.
- (10) The maximum aggregate amount that may be paid or that may have been paid from the Consolidated Revenue Fund (CRF) relative to Indian Economic Development, in previous, current or subsequent years, with respect to all guarantees authorized and granted, is set at \$60 million. As at June 30, 1989, a total of \$25,900,547 has been expended from the CRF leaving a balance of \$34,099,453 available for disbursement.
- (11) Maislin Industries Ltd was placed in receivership on July 11, 1983 and was declared bankrupt on October 19, 1983. To date, the Government has made interim payments totalling \$18,500,000 US to creditors under a guarantee in the amount of \$27,000,000 US. It is anticipated that the Government will be called upon to make a final payment to settle remaining obligations to creditors when certain issues are settled in US Bankruptcy Court however the amount cannot be determined at present with any certainty.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

- (1) Les limites autorisées indiquées dans l'état ci-dessus désignent le montant total des divers genres d'autorisations utilisés par des organismes gouvernementaux, tels que stipulés dans la législation, des ententes légales ou d'autres documents, qui peuvent être en vigueur à un moment donné.
- (2) Un élément de passif éventuel signifie un élément de passif possible qui peut se transformer en élément de passif réel advenant un ou plusieurs événements futurs.
- (3) Représente le rapport au cours des cinq derniers exercices entre la moyenne des indemnités nettes et la moyenne des garanties en cours pour la même période, calculé au 30 juin 1989. Dans les cas où les données d'origine ne sont pas facilement disponibles, les prévisions ministérielles ont été utilisées.
- (4) Comprend les engagements de garanties, à être effectués, concernant les prêts suivant: aux Indiens pour habitations sur les réserves, \$79,437,687 et pour le développement économique des Indiens, \$908,570. Aucun prêts n'avait été consenti en raison de ces montants à la date de comptabilisation.
- (5) La Loi limite la somme maximum de la garantie pour prêts effectués par des prêteurs admissibles sur différentes périodes de prêts. La somme maximum de la garantie accordée à chaque prêteur est énoncée, d'après la Loi, comme étant un pourcentage du total des prêts consentis aux emprunteurs autorisés et varie selon la valeur totale des prêts effectués par le prêteur. Les limites autorisées pour des périodes de prêts données sont comprises dans le chiffre divulgué jusqu'à ce que tous les prêts approuvés et consentis par les prêteurs admissibles dans la période donnée, soient réglés. Ces limites ne sont pas redressées par les remboursements de prêts ni par les paiements effectués par le gouvernement pour les montants garantis en souffrance.
- (6) Le Programme Entreprise Atlantique offre des assurances de prêts sur de nouveaux prêts à terme pour établir, moderniser ou agrandir des opérations commerciales dans les secteurs éligibles des provinces de l'Atlantique où le Programme est administré par l'Agence de promotion économique au Canada atlantique (\$84,050,664 au 30 juin 1989) et pour la péninsule de Gaspé et les Iles-de-la-Madeleine du Québec où le ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie a la responsabilité de l'administration du Programme (\$10,573,870 au 30 juin 1989). Ce ministère a aussi la responsabilité de tous les projets d'immobilisation dépassant \$20 millions.
- (7) Comprend un montant de \$62,034 imputable à l'Office canadien pour un renouveau industriel.
- (8) Montant libellé entièrement ou partiellement en une devise étrangère et converti au cours du change en vigueur à la date de comptabilisation.
- (9) La limite autorisée sur les prêts garantis pour habitations sur les réserves s'élève à \$575,000,000 (voir ci-haut) pour les prêts effectués par la Société canadienne d'hypothèques et de logement, la Société du crédit agricole et par d'autres prêteurs agréés.
- (10) Le montant maximum total déboursé ou pouvant être déboursé à même le Fonds du revenu consolidé (FRC) pour l'exercice en cours et les exercices précédents ou subséquents relativement aux garanties autorisées et accordées pour le développement économique des Indiens est fixé à \$60 millions. Au 30 juin 1989 un montant total de \$25,900,547 a été déboursé à même le FRC laissant un solde disponible de \$34,099,453.
- (11) Maislin Industries Ltd a été placée sous séquestre le 11 juillet 1983 et a déclaré faillite le 19 octobre 1983. À la date de comptabilisation, le gouvernement a effectué des versements provisoires totalisant \$18,500,000 E-U aux créanciers en vertu d'une garantie au montant de \$27,000,000 E-U. On anticipe que le gouvernement devra effectuer un paiement final pour régler les obligations restantes aux créanciers lors du règlement de certaines émissions au tribunal des faillites des Etats-Unis mais le montant ne peut pas être déterminé, en ce moment, avec certitude.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA - Concluded

(12) Since 1984 the Canada Mortgage and Housing Corporation (CMHC) has operated the Mortgage Rate Protection Program on behalf of the Government. In return for payment of a premium, CMHC will reimburse homeowners 75% of any increase in monthly mortgage payments, above a deductible, due to higher interest rates at the time of mortgage renewal. As recent mortgage interest rates have been relatively stable, the Program is not widely utilized and loans covered by the Program at June 30, 1989 amounted to only \$911,000 (\$911,000 at June 30, 1988). Premiums collected by CMHC are remitted directly to the Consolidated Revenue Fund (CRF) and obligations are ultimately payable from the CRF. Because of the nature of the Program, it is not possible to estimate the amounts, if any, that might be payable at some future date.

(13) There have been no claims under the Nuclear Liability Act since its inception in 1970. The Act covers 14 Canadian nuclear installations as at June 30, 1989.

(14) The Fishing Vessel Insurance Plan is administered by the Government to assist fishermen in meeting abnormal capital losses. A specified purpose account is credited with all amounts received by way of premiums, recoveries and with advances in accordance with regulations by the Government, such advances not to exceed \$150,000 at any time. The account is debited with refunds of premiums and payments in settlement of third party vessel collision damage claims against fishermen, where the collision involves a vessel insured under the Plan. As at March 31, 1989, the insured value of vessels under the Plan amounted to \$462,389,000; the balance of the account was \$22,642,963 and outstanding claims against the Plan amounted \$1,250,000 (most recent data available).

(15) The Export Development Act specifies that the Export Development Corporation may enter into contracts of insurance, re-insurance, related guarantees and other agreements up to a maximum of \$7 billion, the authorized limit.

(16) A letter of comfort has been issued with respect to credit grain sales by the Canadian Wheat Board. The letter states that the Government will assume responsibility for the liabilities arising from defaults in payment by countries purchasing Canadian grain on credit. Receivables under this guarantee amounted to approximately \$3.7 billion at June 30, 1989.

(17) Less than 0.1%.

(18) Includes \$1.5 billion related to native statutory and treaty obligations representing plaintiffs' claims in 59 litigation cases. There are another 120 similar cases for which amounts are not stated in the claims, and for which it is not possible to determine the amounts that may be ultimately payable.

(19) Contingent gains. A contingent gain is a potential gain or possible recovery that may become an actuality when one or more future events occur or fail to occur. Three departments reported contingent gains as at June 30, 1989 totalling approximately \$8 million.

* Less than \$500,000.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Fin

(12) Depuis 1984, La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) opère, pour le compte du gouvernement, le Programme de protection des taux hypothécaires. Sur paiement de primes, la SCHL rembourse, lors du renouvellement, les propriétaires 75% des augmentations causées par les hausses marquées de taux d'intérêt au-delà d'un montant déductible. Les taux hypothécaires étant relativement stables, le Programme n'est pas tellement utilisé et les prêts couverts par le Programme au 30 juin 1989 ne s'élevaient qu'à \$911,000 (\$911,000 au 30 juin 1988). Les primes encaissées par la SCHL sont remises au Fonds du revenu consolidé (FRC) et les créances du Programme sont payables à même le FRC. La nature même du Programme ne permet aucune estimation des créances futures.

(13) Il n'y a eu aucune réclamation en vertu de la Loi sur la responsabilité nucléaire depuis sa mise en vigueur en 1970. La Loi couvre 14 installations nucléaires canadiennes au 30 juin 1989.

(14) Le Régime d'assurance des bateaux de pêche est administré par le gouvernement afin d'assurer les pêcheurs contre des pertes en capital anormales. Un compte à fins déterminées est crédité de toutes les sommes encaissées à titre de primes et de recouvrements, ainsi que des avances consenties par le gouvernement conformément à ces règlements, de telles avances ne devant pas dépasser en tout temps \$150,000. Le compte est débité de remboursements de primes et du règlement des réclamations de dommages-intérêts envers des tiers pour collision, lorsque la collision met en cause un bateau assuré aux termes du Régime. Au 31 mars 1989, la valeur assurée des bateaux aux termes du Régime se chiffrait à \$462,389,000; le solde du compte était de \$22,642,963 et les réclamations non-réglées au titre du Régime se sont élevées à \$1,250,000 (données les plus récentes disponibles).

(15) La Loi sur l'expansion des exportations précise que la Société pour l'expansion des exportations peut conclure des contrats d'assurance, de réassurance, de garanties connexes et d'autres accords jusqu'à un maximum de \$7 milliards, ce qui représente la limite autorisée.

(16) Une lettre d'accord présumé a été émise concernant les ventes de céréales à crédit par la Commission canadienne du blé. La lettre spécifie que le gouvernement assumera la responsabilité de la dette advenant le défaut de paiement par un pays achetant à crédit les céréales canadiennes. Le montant débiteur au 30 juin 1989 en vertu de cette garantie, s'élève à environ \$3.7 milliards.

(17) Moins de 0.1%.

(18) Comprend \$1.5 milliard relié aux engagements envers les autochtones par suite de statuts et traités. Ce montant représente les revendications des plaignants dans 59 causes en litige. Il y a 120 causes semblables pour lesquelles des montants ne sont pas énoncés dans les revendications et pour lesquelles il est impossible de déterminer les montants qui peuvent finalement être à payer.

(19) Gains éventuels. Un gain éventuel est un gain potentiel ou un recouvrement possible pouvant se matérialiser advenant un ou plusieurs événements futurs. Trois ministères ont déclaré des gains éventuels au 30 juin 1989 totalisant approximativement \$8 millions.

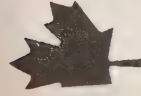
* Moins de \$500,000.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

CAI
8A60
-572



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

**Statements
of Financial
Operations**

**États
des opérations
financières**

For

November 1989

pour

novembre 1989

Fiscal Year
1989-90

Exercice
1989-90



The Honourable Paul Dick
Receiver General for Canada

L'honorable Paul Dick
Receveur général du Canada

Any inquiries should be directed to the:

Manager,
Government Accounts and Reports Group,
Accounting, Banking and Compensation
Directorate,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada.
K1A 0S5
Telephone: (819) 956-1794

Toute demande de renseignements devrait être faite à la personne
suivante:

Le gestionnaire,
Groupe des Comptes et Rapports du gouvernement,
Direction générale de la Comptabilité, de la gestion
bancaire et de la rémunération,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada.
K1A 0S5
Téléphone: (819) 956-1794

TABLE OF CONTENTS

	<u>PAGE</u>
Preface	1
Monthly Statements of Financial Operations	
Table I - Summary Statement of Transactions	3
Table II - Detailed Statement of Transactions	4
Table III - Statement of Budgetary Expenditure by Department	8
Notes to the Monthly Statements of Financial Operations	20

TABLE DES MATIERES

	<u>PAGE</u>
Préface	1
Etats mensuels des opérations financières	
Tableau I - Etat sommaire des opérations	3
Tableau II - Etat détaillé des opérations	4
Tableau III - Etat des dépenses budgétaires par ministère	8
Notes se rapportant aux états mensuels des opérations financières	20

PREFACE TO THE
MONTHLY STATEMENTS OF
FINANCIAL OPERATIONS
OF THE GOVERNMENT OF CANADA

The fundamental purpose of the monthly Statements of Financial Operations is to provide information to interested users of data on the government's financial operations, and to facilitate an understanding and evaluation of the full nature and extent of the financial affairs and resources for which the Government is responsible.

The two basic concepts underlying the Government's accounting system are found in the Constitution Acts: first, the concept of the Consolidated Revenue Fund, which emanates from the requirement that all duties and revenues received, other than those reserved to the provinces, "shall form One Consolidated Revenue Fund"; second, the concept that the balance of the Fund, after certain prior charges, "shall be appropriated by the Parliament of Canada".

The Statements of Financial Operations consist of Summary and Detailed Statements of Transactions, a Statement of Budgetary Expenditure by Department and accompanying notes. The Statements of Transactions show how the financial requirements were met and the effect of the transactions on the Consolidated Revenue Fund. In the Summary and Detailed Statements of Transactions, the financial transactions are classified into the following categories:

- The first category, budgetary, consists of all the transactions with outside parties which enter into the calculation of the annual deficit or surplus of the Government, that is, the receipts from tax revenue and non-tax revenue, together with the expenditures authorized by Parliament.
- The second category, non-budgetary, consists of transactions in loans, investments and advances, in liabilities for the administration of certain public money received or collected for special purposes, and in other assets and liabilities.
- The third category, foreign exchange, reflects transactions in international reserves held in the Exchange Fund Account (the principal objective of which is to aid in the control and protection of the external value of the Canadian dollar) together with an accounting of the net position of the Government with respect to the International Monetary Fund. Foreign exchange transactions include unmatured debt payable in foreign currencies.
- The fourth category, unmatured debt, represents the extent to which financial requirements have been met through the increase in unmatured debt, that is, the net change in amounts owing for marketable bonds, Canada savings bonds, special non-marketable bonds issued to the Canada Pension Plan Investment Fund and Treasury bills. Unmatured debt transactions exclude unmatured debt payable in foreign currencies.
- The final section of the statement shows the cash balances and the balances of unmatured debt at the end of the period. Additional disclosure of the unmatured debt balance by type of instrument is also provided.

The third statement gives a more detailed accounting of budgetary expenditure transactions by department. Total net expenditure reported on the Detailed Statement of Transactions differs from the total expenditure by department. The difference represents transactions of certain specified purpose accounts, the provision for valuation which is not applied to each appropriation and budgetary transactions internal to the Government.

PREFACE AUX
ÉTATS MENSUELS DES
OPÉRATIONS FINANCIÈRES
DU GOUVERNEMENT DU CANADA

Le but fondamental des états mensuels des opérations financières est de fournir des renseignements aux utilisateurs intéressés aux opérations financières du gouvernement, et de faciliter une compréhension et une évaluation de la nature et de toute l'étendue des affaires financières et des ressources pour lesquelles le gouvernement est responsable.

Les deux notions de base sur lesquelles est fondé le système comptable du gouvernement se trouvent dans les Lois constitutionnelles. Premièrement, la notion du Fonds du revenu consolidé qui découle de l'exigence que tous les droits et recettes, autres que ceux qui sont réservés aux provinces, "formeront un fonds du revenu consolidé", deuxièmement, la notion suivant laquelle le solde du Fonds, après certaines imputations préalables, "sera approprié par le Parlement du Canada".

Les états des opérations financières consistent des états sommaire et détaillé des opérations, d'un état des dépenses budgétaires par ministère et des notes afférentes. Les états des opérations financières indiquent la façon dont les besoins financiers ont été rencontrés et l'effet des opérations sur le Fonds du revenu consolidé. Dans les états sommaire et détaillé des opérations, les opérations financières sont classées sous les catégories suivantes:

- La première catégorie, les opérations budgétaires, consiste de toutes les opérations avec les tiers qui entrent dans le calcul du déficit ou de l'excédent annuel du gouvernement, et comprend les rentrées provenant des recettes fiscales et des recettes non fiscales, de même que les dépenses autorisées par le Parlement.
- La deuxième catégorie, les opérations non budgétaires, comprend les opérations dans les prêts, dotations en capital et avances, dans les éléments de passif reliés à l'administration de certains deniers publics encaissés ou perçus pour des fins déterminées, et dans les autres éléments d'actif et de passif.
- La troisième catégorie, les opérations de change, reflète les opérations dans les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes (le but principal est d'aider à contrôler et à protéger la valeur extérieure de l'unité monétaire canadienne) de même qu'une comptabilité de la situation nette du gouvernement en ce qui concerne le Fonds monétaire international. Les opérations de change comprennent la dette non échue à payer en devises étrangères.
- La quatrième catégorie, les opérations de la dette non échue, représente la mesure dans laquelle les besoins financiers ont été satisfaits au moyen d'une augmentation de la dette non échue qui indique le changement net dans les montants dus relatifs aux obligations négociables, aux obligations d'épargne du Canada, aux obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada et aux bons du Trésor. Les opérations de la dette non échue ne comprennent pas la dette non échue à payer en devises étrangères.
- La dernière section de l'état montre le solde de caisse et le solde de la dette non échue à la fin de l'exercice. Les effets à payer relatifs au solde de la dette non échue sont également divulgués par catégorie.

Le troisième état fournit une comptabilité plus détaillée des opérations des dépenses budgétaires par ministère. Le total des dépenses brutes présenté à l'état détaillé des opérations est différent du total des dépenses par ministère. La différence représente les opérations de certains comptes à fins déterminées, la provision pour évaluation qui n'est pas appliquée à chaque crédit et les opérations budgétaires internes du gouvernement.

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE I - SUMMARY STATEMENT OF TRANSACTIONS

GOVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU I - ETAT SOMMAIRE DES OPERATIONS

(in millions of dollars - en millions de dollars)

		MONTH OF NOV. - MOIS DE NOV.		YEAR TO DATE - A CE JOUR					
		1989	1988	1989-90	1988-89				
I. BUDGETARY TRANSACTIONS	I. OPERATIONS BUDGETAIRES								
Revenue.....	Recettes.....	+	8,690	+	7,714	+	70,314	+	64,569
Expenditure.....	Dépenses.....	-	11,441	-	10,053	-	88,186	-	80,338
Deficit.....	Déficit.....	-	2,751	-	2,339	-	17,872	-	15,769
II. NON-BUDGETARY TRANSACTIONS	II. OPERATIONS NON BUDGETAIRES								
(source + requirement -)	(provenance + besoin -)								
Loans, investments	Prêts, dotations en capital et								
and advances.....	avances.....	+	49	+	21	+	686	-	314
Specified purpose accounts.....	Comptes à fins déterminées.....	-	342	-	254	+	3,457	+	3,204
Other transactions.....	Autres opérations.....	-	2,465	-	5,529	-	3,940	-	4,465
Net source (+) or requirement (-)...	Provenance nette (+) ou besoin net (-)	-	2,758	-	5,762	+	203	-	1,575
Financial requirements (excluding	Besoins financiers (opérations de								
foreign exchange transactions)....	change non comprises).....	-	5,509	-	8,101	-	17,669	-	17,344
III. FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS	III. OPERATIONS DE CHANGE								
(source + requirement -).....	(provenance + besoin -).....	-	650	-	24	-	1,686	-	4,537
Total financial requirements.....	Total des besoins financiers.....	-	6,159	-	8,125	-	19,355	-	21,881
IV. UNMATURED DEBT TRANSACTIONS	IV. OPERATIONS DE LA DETTE NON ECHUE								
(source + requirement -).....	(provenance + besoin -).....	+	5,468	+	2,822	+	17,990	+	20,507
Change in cash	Variation de la caisse								
(increase + decrease -).....	(augmentation + diminution -).....	-	691	-	5,303	-	1,365	-	1,374
V. CASH BALANCE AT END OF PERIOD.....	V. CAISSE EN FIN DE PERIODE.....						469		157

The accompanying tables and notes are
an integral part of this statement.

Les tableaux et les notes complémentaires
font partie intégrante de cet état.

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE II - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU II - ETAT DETAILLE DES OPERATIONS

(in millions of dollars - en millions de dollars)

MONTH OF NOV. - MOIS DE NOV. YEAR TO DATE - A CE JOUR
1989 1988 1989-90 1988-89

I. BUDGETARY TRANSACTIONS

I. OPERATIONS BUDGETAIRES

Revenue	Recettes				
Tax revenue -	Recettes fiscales -				
Income Tax -	Impôt sur le revenu -				
Personal.....	Particuliers.....	4,075	2,937	33,641	29,740
Corporation.....	Sociétés.....	940	755	6,691	5,462
Unemployment Insurance	Cotisations d'assurance-				
Contributions.....	chômage.....	851	1,279	6,729	7,752
Non-resident.....	Non résidents.....	98	93	784	777
		5,964	5,064	47,845	43,731
Excise taxes and duties -	Taxes et droits d'accise -				
Sales tax.....	Taxe sur les ventes.....	1,640	1,241	12,381	10,846
Customs import duties.....	Droits de douane à l'importation.....	472	366	3,249	3,060
Energy taxes.....	Taxes en matière d'énergie.....	35	339	982	1,561
Other.....	Autres.....	15	334	1,605	1,968
		2,132	2,280	18,217	17,435
Other tax revenue.....	Autres recettes fiscales.....	9	94	122	194
Total tax revenue.....	Total des recettes fiscales.....	8,105	7,438	66,184	61,360
Non-tax revenue -	Recettes non fiscales -				
Return on investments.....	Produits de placements.....	327	147	2,764	2,340
Other non-tax revenue.....	Autres recettes non fiscales.....	258	129	1,366	869
Total non-tax revenue.....	Total des recettes non fiscales.....	585	276	4,130	3,209
TOTAL NET REVENUE.....	TOTAL DES RECETTES NETTES.....	8,690	7,714	70,314	64,569
Expenditure	Dépenses				
Major transfer and subsidy	Principaux paiements de transfert et				
payments -	subventions -				
To persons -	Aux particuliers -				
Old age security benefits,	Prestations de sécurité de la				
guaranteed income supplements and	vieillesse, suppléments de revenu				
spouses' allowances.....	garanti et allocations au conjoint...	1,370	1,280	10,631	10,026
Unemployment insurance benefits.....	Prestations d'assurance-chômage.....	1,111	638	7,103	6,518
Family allowance.....	Allocations familiales.....	221	217	1,758	1,730
Veterans benefits.....	Prestations aux anciens combattants...	145	135	1,083	1,043
		2,847	2,270	20,575	19,317
To other levels of government -	A d'autres paliers du gouvernement -				
Fiscal arrangements.....	Arrangements fiscaux.....	680	640	5,580	4,895
Insurance and medical care	Assurance et services de soins				
services.....	médicaux.....	581	588	4,545	4,639
Canada Assistance Plan.....	Régime d'assistance publique du Canada	362	391	3,224	3,099
Education support.....	Aide à l'éducation.....	193	201	1,498	1,570
		1,816	1,820	14,847	14,203
Total major transfer and	Total des principaux paiements de				
subsidy payments.....	transfert et subventions.....	4,663	4,090	35,422	33,520
Other Program Expenditures -	Autres dépenses des programmes -				
Defence.....	Défense.....	928	805	6,283	5,786
External affairs and aid.....	Aide et affaires extérieures.....	201	259	1,785	2,059
All other departments and agencies.	Autres ministères et organismes.....	2,321	2,362	18,933	17,730
Total other program	Total des autres dépenses des				
expenditures.....	programmes.....	3,450	3,426	27,001	25,575
Public debt.....	Dette publique.....	3,328	2,537	25,763	21,243
TOTAL NET EXPENDITURE.....	TOTAL DES DEPENSES NETTES.....	11,441	10,053	88,186	80,338
DEFICIT.....	DEFICIT.....	2,751	2,339	17,872	15,769

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE II - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU II - ETAT DETAILLE DES OPERATIONS - Suite

(in millions of dollars - en millions de dollars)

MONTH OF NOV. - MOIS DE NOV. YEAR TO DATE - A CE JOUR
1989 1988 1989-90 1988-89

II. NON-BUDGETARY TRANSACTIONS
(source + requirement -)

II. OPERATIONS NON BUDGETAIRES
(provenance + besoin -)

Loans, investments and advances
Crown corporations -
Lending institutions -
Canada Deposit Insurance
Corporation.....
Canada Mortgage and Housing
Corporation.....
Export Development
Corporation.....
Farm Credit Corporation.....
Federal Business Development Bank.

Prêts, dotations en capital et avances
Sociétés de la Couronne -
Institutions de crédit -
Société d'assurance-dépôts du
Canada.....
Société canadienne d'hypothèques
et de logement.....
Société pour l'expansion des
exportations.....
Société du crédit agricole.....
Banque fédérale de développement.....

...	...	+	195	-	416
+	15	+	20	+	156
...	...	...	...	+	25
+	12	+	14	+	139
...
+	27	+	34	+	96
+	2	-	2	+	15
...
...	...	+	6	+	6
...
+	13	-	10	-	179
+	15	-	12	-	158

All other Crown corporations -
Atomic Energy of Canada Limited...
Canada Development Investment
Corporation.....
Canadian National Railway
Company.....
Petro-Canada.....
Other.....

Autres sociétés de la Couronne -
Energie atomique du Canada, Limitée..
Corporation de développement des
investissements du Canada.....
Compagnie des chemins de fer
nationaux du Canada.....
Petro-Canada.....
Autres.....

Allowance for valuation.....

Provision pour évaluation.....

+	42	+	22	+	393	-	254
---	----	---	----	---	-----	---	-----

Other loans, investments and
advances -
Provincial and territorial
governments.....
National governments including
developing countries.....
International organizations (sub-
scriptions less notes payable)....
Veterans' Land Act Fund
advances less allowance
for conditional
benefits.....
Joint and mixed
enterprises.....
Miscellaneous.....

Autres prêts, dotations en capital
et avances -
Gouvernements provinciaux et
territoriaux.....
Gouvernements nationaux y compris
les pays en voie de développement....
Organismes internationaux (sous-
criptions moins effets à payer).....
Avances à la caisse de la Loi sur les
terres destinées aux anciens combat-
tants, non compris les provisions
pour prestations conditionnelles....
Entreprises mixtes et en
coparticipation.....
Divers.....

+	1	+	1	+	9	+	10
+	6	-	25	+	23	-	28
...	+	9	-	20	-	19	
+	2	+	2	+	12	+	14
-	4	...	+	336	+	34	
+	2	+	12	-	67	-	71
+	7	-	1	+	293	-	60

Allowance for valuation.....

Provision pour évaluation.....

+	7	-	1	+	293	-	60
---	---	---	---	---	-----	---	----

TOTAL LOANS, INVESTMENTS AND
ADVANCES.....

TOTAL DES PRETS, DOTATIONS EN CAPITAL
ET AVANCES.....

+	49	+	21	+	686	-	314
---	----	---	----	---	-----	---	-----

Specified purpose accounts
Canada Pension Plan Account.....
Superannuation accounts.....
Government Annuities Account.....
Provincial tax collection
agreements account.....
Deposit and trust accounts.....
Other.....

Comptes à fins déterminées
Compte du régime de pensions du Canada.
Comptes de pension de retraite.....
Compte des rentes sur l'Etat.....
Compte des accords de perception
fiscale avec les provinces.....
Comptes de dépôt et de fiducie.....
Autres.....

-	117	-	75	+	111	+	541
+	10	-	53	+	3,243	+	2,908
-	11	-	8	-	70	-	71
-	254	-	165	+	219	+	373
+	17	+	39	-	118	-	647
+	13	+	8	+	72	+	100

TOTAL SPECIFIED PURPOSE ACCOUNTS.....

TOTAL DES COMPTES A FINS DETERMINEES....

-	342	-	254	+	3,457	+	3,204
---	-----	---	-----	---	-------	---	-------

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE II - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU II - ETAT DETAILLE DES OPERATIONS - Suite

(in millions of dollars - en millions de dollars)

		MONTH OF NOV. - MOIS DE NOV.		YEAR TO DATE - A CE JOUR	
		1989	1988	1989-90	1988-89
Other transactions	Autres opérations				
Cash in transit.....	Fonds en transit.....	...	...	+	1,935 +
Interest and matured debt.....	Intérêts et dette échue.....	- 2,435 -	5,038	-	155 -
Accounts payable.....	Créditeurs.....	- 117 -	24	-	5,620 -
Outstanding cheques and warrants.....	Chèques et mandats en circulation.....	+ 42 -	481	-	275 -
Miscellaneous.....	Divers.....	+ 45 +	14	+	175 +
TOTAL OTHER TRANSACTIONS.....	TOTAL DES AUTRES OPERATIONS.....	- 2,465 -	5,529	-	3,940 -
TOTAL NON-BUDGETARY TRANSACTIONS.....	TOTAL DES OPERATIONS NON BUDGETAIRES.....	- 2,758 -	5,762	+	203 -
III. FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS (source + requirement -)	III. OPERATIONS DE CHANGE (provenance + besoin -)				
International reserves held in the Exchange Fund Account.....	Réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes.....	- 512 +	214	-	20 -
International Monetary Fund - Subscriptions.....	Fonds monétaire international - Souscriptions.....	- 512 +	214	+	15 -
Less: International Monetary Fund - Notes payable.....	Moins: Fonds monétaire international - Effets à payer.....	- 46 -	32	-	109 -
Special Drawing Rights allocations.....	Allocations de Droits de tirage spéciaux.....	- 46 -	32	-	109 -
Unmatured debt transactions payable in foreign currencies.....	Opérations de la dette non échue à payer en devises étrangères.....	- 92 -	206	-	1,572 -
TOTAL FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS....	TOTAL DES OPERATIONS DE CHANGE.....	- 650 -	24	-	1,686 -
IV. UNMATURED DEBT TRANSACTIONS (source + requirement -)	IV. OPERATIONS DE LA DETTE NON ECHUE (provenance + besoin -)				
Marketable bonds.....	Obligations négociables.....	+ 825 -	25	+	5,041 +
Canada savings bonds.....	Obligations d'épargne du Canada.....	+ 3,320 +	6,507	-	3,405 +
Special non-marketable bonds issued to the Canada Pension Plan Investment Fund.....	Obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada.....	+ 1 +	1	+	66 +
Treasury bills.....	Bons du Trésor.....	+ 3,250 -	1,750	+	16,100 +
Notes and loans.....	Effets et prêts.....	- 204 -	...	-	427 -
Canada bills.....	Bons du Canada.....	+ 112 -	206	-	107 +
Less: Government's holdings of unmatured debt.....	Moins: Dette non échue détenue par le gouvernement.....	- 1,928 -	1,911	-	850 -
Unmatured debt transactions payable in foreign currencies.....	Opérations de la dette non échue à payer en devises étrangères.....	- 92 +	206	+	1,572 +
		1,836 -	1,705	+	722 +
TOTAL UNMATURED DEBT TRANSACTIONS PAYABLE IN CANADIAN DOLLARS.....	TOTAL DES OPERATIONS DE LA DETTE NON ECHUE A PAYER EN DOLLARS CANADIENS.....	5,468 +	2,822	+	17,990 +

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE II - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS - Concluded

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU II - ETAT DETAILLE DES OPERATIONS - Fin

		(in millions of dollars - en millions de dollars)	
		1989 AT NOVEMBER 30 AU 30 NOVEMBRE	1988 AT NOVEMBER 30 AU 30 NOVEMBRE
<u>V. CASH BALANCE AT END OF PERIOD</u>	<u>V. CAISSE EN FIN DE PERIODE</u>		
In Canadian dollars.....	En dollars canadiens.....	330	71
In foreign currencies.....	En devises étrangères.....	139	86
TOTAL CASH BALANCE.....	TOTAL DE LA CAISSE.....	469	157
<u>VI. UNMATURED DEBT BALANCE</u>	<u>VI. SOLDE DE LA DETTE NON ECHUE</u>		
Payable in Canadian dollars -	A payer en dollars canadiens -		
Marketable bonds.....	Obligations négociables.....	121,881	112,199
Canada Savings bonds.....	Obligations d'épargne du Canada.....	44,351	55,690
Special non-marketable bonds	Obligations spéciales non négociables		
issued to the Canada Pension	détenues par le Fonds de placement		
Plan Investment Fund.....	du régime de pensions du Canada....	3,072	3,006
Treasury Bills.....	Bons du Trésor.....	118,800	91,849
		288,104	262,744
Less:	Moins:		
Government's holdings of unmatured	Dette non échue détenue par le		
debt.....	gouvernement.....	5,076	5,203
		283,028	257,541
Payable in foreign currencies -	A payer en devises étrangères -		
Marketable bonds.....	Obligations négociables.....	4,282	6,200
Notes and loans.....	Effets et prêts.....	1,484	2,109
Canada bills.....	Bons du Canada.....	1,024	1,066
		6,790	9,375
Less:	Moins:		
Government's holdings of unmatured	Dette non échue détenue par le		
debt.....	gouvernement.....	42	...
		6,748	9,375
TOTAL UNMATURED DEBT.....	TOTAL DE LA DETTE NON ECHUE.....	289,776	266,916

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT

GOVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

MONTH OF NOV. - MOIS DE NOV. YEAR TO DATE - A CE JOUR
1989 1988 1989-90 1988-89

Agriculture -	Agriculture -				
Department -	Ministère -				
Management and Administration.....	Gestion et administration.....	4,947	5,174	41,097	37,997
Agri-Food -	Agro-alimentaire -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	40,729	46,208	366,236	335,582
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	7,025	7,908	26,820	28,511
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	57,168	49,182	269,658	253,396
Payments to producers	Palements aux producteurs en vertu de				
under the Agricultural	la Loi sur la stabilisation des prix				
Stabilization Act.....	agricoles.....	13,720	3,732	97,768	77,157
Contributions to the provinces	Contributions aux provinces en vertu				
under the Crop Insurance Act.....	de la Loi sur l'assurance-récolte....	2,335	59,582	2,741	62,723
Loan guarantees under the	Prêts garantis en vertu de la Loi sur				
Farm Improvement and	les prêts destinés aux améliorations				
Marketing Cooperative	agricoles et à la commercialisation				
Loans Act.....	selon la formule coopérative.....	223	754	4,131	3,180
Interest payments and guarantees	Palements d'intérêts et garanties en				
under the Advance Payments for	vertu de la Loi sur le paiement				
Crops Act.....	anticipé des récoltes.....	204	1,021	4,276	4,342
Grants to agencies established	Subventions aux offices établis				
under the Farm Products	conformément à la Loi sur les				
Marketing Agencies	offices de commercialisation				
Act.....	des produits de ferme.....	...	...	...	...
Racetrack Supervision	Fonds renouvelable de la surveillance				
Revolving Fund.....	des hippodromes.....	- 279 -	1,279	1,660	2,352
Grains and Oilseeds -	Céréales et oléagineux -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	1,478	725	10,235	7,272
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	3,649	3,324	29,586	27,748
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	12,045	2,560	739,925	375,462
Payments in connection with the	Palements relatifs à la Loi sur les				
Prairie Grain Advance Payments	palements anticipés pour le grain				
Act.....	des Prairies.....	180	1,558	5,357	9,157
Payments in connection with the	Palements relatifs à la Loi de				
Western Grain Stabilization	stabilisation concernant				
Act.....	le grain de l'Ouest.....	...	...	25,234	18,157
Write-off of advances to the credit	Radiation d'avances portées au crédit				
of the Stabilization Account.....	du Compte de stabilisation.....	...	...	...	750,000
		143,424	180,449	1,621,404	1,988,332
Canadian Dairy Commission.....	Commission canadienne du lait.....	379	380	2,961	2,716
Canadian Livestock Feed Board -	Office canadien des provendes -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	127	100	979	864
Contributions.....	Contributions.....	1,365	1,352	9,557	9,854
		1,492	1,452	10,536	10,718
Farm Credit Corporation.....	Société du crédit agricole.....	...	...	...	...
		145,295	182,281	1,634,901	2,001,766
Atlantic Canada Opportunities	Agence de promotion économique du				
Agency -	Canada atlantique -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	2,935	2,734	21,197	15,703
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	19,150	14,013	88,742	38,860
Liabilities in Atlantic	Obligations contractées dans la				
Canada under the Small	région de l'Atlantique en vertu				
Businesses Loans	de la Loi sur les prêts aux petites				
Act.....	entreprises.....	256	142	1,629	1,412
Loan insurance payments.....	Palements d'assurance-prêts.....	...	...	1,658	...
		22,341	16,889	113,226	55,975
Enterprise Cape Breton Corporation...	Société d'expansion du Cap-Breton.....	...	...	2,000	...
		22,341	16,889	115,226	55,975

(1)

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

MONTH OF NOV. - MOIS DE NOV. YEAR TO DATE - A CE JOUR
1989 1988 1989-90 1988-89

Communications - Department -	Communications - Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	8,657	10,336	95,693	85,705
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	765	1,197	5,917	5,457
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	5,783	2,987	41,325	36,982
Payments to the Canada Post Corporation.....	Versements à la Société canadienne des postes.....	...	4,591	36,729	41,320
Government Telecommunications Agency Revolving Fund.....	Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales...	1,061	4,050	12,474	5,497
		16,266	23,161	192,138	174,961
Canada Council.....	Conseil des Arts du Canada.....	22,136	3,096	91,972	91,838
Canadian Broadcasting Corporation - Payments for operating expenditures.....	Société Radio-Canada - Paielements pour les dépenses de fonctionnement.....	18,700	86,342	615,665	609,260
Payments for working capital.....	Paielements pour le fonds de roulement...	...	342	2,668	2,973
Payments for capital expenditures...	Paielements pour les dépenses en capital.	5,300	5,316	62,667	60,001
		24,000	92,000	681,000	672,234
Canadian Film Development Corporation.....	Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne.....	9,191	11,401	89,931	82,608
Canadian Radio-television and Telecommunications Commission.....	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes.....	2,353	2,291	19,081	18,128
National Archives of Canada.....	Archives nationales du Canada.....	4,303	3,433	34,781	29,081
National Arts Centre Corporation.....	Corporation du Centre national des Arts..	1,300	...	14,136	11,600
National Film Board - Fund - Operating loss.....	Office national du film - Fonds renouvelable de l'Office national du film - Déficit de fonctionnement....	14,778	12,843	48,822	44,520
National Film Board Revolving Fund.....	Fonds renouvelable de l'Office national du film.....	- 8,598 -	5,857	- 1,463 -	2,315
		6,180	6,986	47,359	42,205
National Library.....	Bibliothèque nationale.....	2,659	2,605	21,724	18,817
National Museums of Canada - Operating expenditures.....	Musées nationaux du Canada - Dépenses de fonctionnement.....	5,818	4,852	50,120	44,711
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	270	1,573	14,571	7,577
		6,088	6,425	64,691	52,288
		94,476	151,398	1,256,813	1,193,760
Consumer and Corporate Affairs - Department -	Consommateurs et Sociétés - Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	11,312	10,420	91,739	81,089
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	415	419	2,244	1,867
Payments to the provinces for the purpose of research and development relating to medicine.....	Paielements aux provinces pour la recherche sur les médicaments et leur développement.....	...	...	...	...
		11,727	10,839	93,983	82,956
Competition Tribunal.....	Tribunal de la concurrence.....	56	60	660	509
Copyright Board.....	Commission du droit d'auteur.....	76	...	269	...
Hazardous Material Information Review Commission.....	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses.....	94	134	489	467
Patented Medicine Prices Review Board.....	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés.....	242	262	1,445	858
Procurement Review Board.....	Commission de révision des marchés publics.....	82	...	315	...
Standards Council of Canada.....	Conseil canadien des normes.....	300	334	4,136	3,949
		12,577	11,629	101,297	88,739

(1)

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

<u>MONTH OF NOV. -</u>	<u>MOIS DE NOV.</u>	<u>YEAR TO DATE -</u>	<u>A CE JOUR</u>
1989	1988	1989-90	1988-89

Employment and Immigration - Department/Commission - Corporate and Special Services.....	Emploi et Immigration - Ministère/Commission - Services généraux et spéciaux.....	6,371	5,580	43,845	31,484
Employment and Insurance - Operating expenditures.....	Emploi et assurance - Dépenses de fonctionnement.....	8,357	10,027	109,516	60,229
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	117,219	140,972	776,895	794,744
Government's contribution to the Unemployment Insurance Account.....	Contribution de l'Etat au compte d'assurance-chômage.....	173,270	170,881	1,694,466	1,596,850
Government's contribution in respect of Fishermen's Benefits.....	Contribution de l'Etat au titre des prestations versées aux pêcheurs.....	11,090	3,154	98,496	85,491
Immigration - Operating expenditures.....	Immigration - Dépenses de fonctionnement.....	14,194	10,141	109,307	78,292
Contributions.....	Contributions.....	6,697	5,365	45,320	32,974
		337,198	346,120	2,877,845	2,680,064
Advisory Council on the Status of Women.....	Conseil consultatif sur la situation de la femme.....	288	285	2,130	1,878
Immigration and Refugee Board of Canada.....	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada.....	4,382	1,923	29,184	9,450
Status of Women - Office of the Co-ordinator.....	Condition féminine - Bureau de la coordonnatrice.....	170	208	2,031	1,640
		342,038	348,536	2,911,190	2,693,032
Energy, Mines and Resources - Department - Administration.....	Energie, Mines et Ressources - Ministère - Administration.....	1,567	3,119	28,467	29,000
Energy - Operating expenditures.....	Energie - Dépenses de fonctionnement.....	7,268	8,344	44,838	49,541
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	7,778	1,644	34,475	8,368
Payments to Interprovincial Pipe Line Limited.....	Paiements à l'Interprovincial Pipe Line Limited.....	...	...	...	628
Canada/Nova Scotia Development Fund.....	Fonds de développement Canada/Nouvelle- Ecosse.....	...	1	...	...
Canada/Newfoundland Development Fund.....	Fonds de développement Canada/Terre-Neuve.....	...	1,713	4,819	6,421
Canada/Newfoundland Offshore Petroleum Board.....	Office Canada/Terre-Neuve des hydrocarbures extra-côtiers.....	172	771	1,709	2,052
Nova Scotia Drilling Assistance Fund.....	Fonds d'aide destinés au forage Nouvelle-Ecosse.....	...	...	...	...
Petroleum Compensation.....	Indemnisation pétrolière.....	...	37	1,090	1,350
Canadian Exploration and Development Incentive Program.....	Programme canadien d'encouragement à l'exploration et à la mise en valeur..	...	53,598	...	124,457
Offshore Oil and Gas Resource Revenue Fund (Nova Scotia).....	Fonds des recettes provenant des ressources pétrolières et gazières (Nouvelle-Ecosse).....	...	...	...	...
Minerals and Earth Sciences - Operating expenditures.....	Minéraux et sciences de la Terre - Dépenses de fonctionnement.....	21,469	22,262	177,877	160,650
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	2,534	10,731	10,731	12,331
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	2,116	837	17,671	19,877
		42,904	95,865	319,476	414,675
Atomic Energy Control Board.....	Commission de contrôle de l'énergie atomique.....	1,951	1,779	14,562	13,327
Atomic Energy of Canada Limited.....	Energie atomique du Canada, Limitée.....	13,482	9,901	117,762	122,799
National Energy Board.....	Office national de l'énergie.....	1,678	1,660	14,462	14,212
Petro-Canada International Assistance Corporation.....	La Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale.....	...	2,100	22,150	32,165
		60,015	111,305	488,412	597,178

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

COUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		MONTH OF NOV. - 1989	MOIS DE NOV. 1988	YEAR TO DATE - 1989-90	A CE JOUR 1988-89
Environment -	Environnement -				
Administration.....	Administration.....	6,779	3,498	34,182	26,387
Environmental Services -	Services de l'environnement.....				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	31,744	23,114	237,485	213,766
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	4,358	4,189	24,666	17,083
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	286	1,741	5,800	7,321
Parks -	Parcs -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	18,204	17,577	177,532	152,191
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	8,732	10,556	54,019	45,676
National Battlefields	Commission des champs de bataille				
Commission.....	nationaux.....	137	178	1,272	1,216
		70,240	60,853	534,956	463,640
External Affairs -	Affaires extérieures -				
Department -	Ministère -				
Canadian Interests Abroad -	Intérêts du Canada à l'étranger -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	50,764	55,245	405,663	366,648
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	7,915	6,881	41,619	34,068
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	3,160	5,026	64,124	60,702
Passport Revolving Fund.....	Fonds renouvelable des passeports.....	132	1,700	580	226
Payments under the Asia-Pacific	Paielements en vertu de la Loi sur la				
Foundation of Canada Act.....	Fondation Asie-Pacifique du Canada....	...	...	...	500
World Exhibitions.....	Expositions internationales.....	48	141	279	1,357
		62,019	68,993	512,265	463,049
Canadian Commercial Corporation.....	Corporation commerciale canadienne.....	2,070	1,270	9,263	8,826
Canadian Institute for International	Institut canadien pour la paix et la				
Peace and Security.....	sécurité internationales.....	...	750	3,000	3,250
Canadian International Development	Agence canadienne de développement				
Agency -	international -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	8,576	8,977	60,302	58,604
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	112,730	148,725	919,050	1,109,032
Payments to International Financial	Paielements aux institutions financières				
Institutions.....	internationales.....	...	8,876	35,426	67,188
Payments under the International	Paielements en vertu de la Loi				
Centre for Human Rights	du Centre international des droits				
and Democratic Development	de la personne et du développement				
Act.....	démocratique.....	...	...	...	...
Payments under the Asia-Pacific	Paielements en vertu de la Loi sur la				
Foundation of Canada Act.....	Fondation Asie-Pacifique du Canada....	...	...	...	500
		121,306	166,578	1,014,778	1,235,324
Export Development Corporation.....	Société pour l'expansion des exportations	10,880	...	42,068	...
International Centre for Ocean	Centre international d'exploitation des				
Development.....	océans.....	600	700	4,700	3,950
International Development Research	Centre de recherches pour le				
Centre.....	développement international.....	9,050	9,516	72,375	76,133
International Joint Commission.....	Commission mixte internationale.....	314	283	2,949	2,745
		206,239	248,090	1,661,398	1,793,277
Finance -	Finances -				
Department -	Ministère -				
Financial and Economic Policies -	Politiques financières et économiques -				
Program expenditures.....	Dépenses du Programme.....	9,330	3,670	47,411	33,182
Payments to the International	Paielements à l'Association				
Development Association.....	internationale de développement.....	...	...	103,700	180,056
Payments to the International	Paielements au Fonds monétaire				
Monetary Fund.....	international.....	...	...	...	...
Purchase of Domestic Coinage.....	Achat de la monnaie canadienne.....	5,648	4,357	56,102	43,101
Public Debt.....	Service de la dette publique.....	3,336,279	2,538,486	25,790,704	21,252,849
Fiscal Transfer Payments.....	Paielements de transfert fiscal.....	638,002	601,927	5,190,763	4,515,504
Special Program -	Programme spécial -				
Payments under the Financial	Paielements en vertu de la Loi sur				
Institutions Depositors	l'indemnité aux déposants de				
Compensation Act.....	certaines institutions financières....	...	...	...	2,618
Foreign Claims Fund.....	La Caisse des réclamations étrangères..	...	...	...	...
		3,989,259	3,148,440	31,188,680	26,027,310
Auditor General.....	Vérificateur général.....	3,772	3,626	32,495	28,259
Canadian International Trade	Tribunal canadien du commerce				
Tribunal.....	extérieur.....	752	505	5,566	3,950
Office of the Superintendent of	Bureau du surintendant des				
Financial Institutions.....	institutions financières.....	740	2,349	9,684	2,032
Privatization and	Privatisation et affaires				
Regulatory Affairs.....	réglementaires.....	444	446	3,874	4,329
		3,994,967	3,155,366	31,220,931	26,061,816

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS MENSUELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
PAR MINISTÈRE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		MONTH OF NOV. - 1989	MOIS DE NOV. 1988	YEAR TO DATE - 1989-90	A CE JOUR 1988-89
Fisheries and Oceans -	Pêches et Océans -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	41,818	47,624	337,536	316,550
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	18,630	11,776	68,021	37,659
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	525	873	4,688	5,531
Liabilities under the Fisheries Improvement Loans Act.....	Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux entreprises de pêche.....	- 20 -	2	- 126	136
		60,953	60,271	410,119	359,876
Forestry -	Forêts -				
Ministry of State -	Ministère d'Etat -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	7,903	7,160	61,674	56,403
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	907	948	4,101	4,974
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	4,427	25,243	34,390	83,039
		13,237	33,351	100,165	144,416
Governor General.....	Gouverneur général.....	854	796	6,250	5,461
Indian Affairs and Northern Development -	Affaires indiennes et Nord canadien -				
Department -	Ministère -				
Administration -	Administration -				
Program expenditures.....	Dépenses du Programme.....	3,504	3,061	28,929	24,894
Indian and Inuit Affairs -	Affaires indiennes et inuit -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	18,931	17,776	138,508	141,970
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	1,015	959	2,930	6,613
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	154,185	130,224	1,278,781	1,129,337
Liabilities in respect of loan guarantees made to Indians for Housing and Economic Development.....	Obligations relatives aux garanties de prêts accordés aux Indiens pour le logement et le développement économique.....	3	1,188	441	133
Grant under the Western Arctic (Inuvialuit) Claims Settlement Act.....	Subvention en vertu de la Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région ouest de l'Arctique.....	...	...	...	...
Northern Affairs -	Affaires du Nord -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	4,275	3,865	44,433	35,116
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	5,090	2,269	7,592	5,847
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	1,034	3,242	19,980	7,602
Transfer Payments to the Territorial Governments -	Palements de transfert aux gouvernements territoriaux -				
Payments to Yukon Territory.....	Palements au Yukon.....	11,416	12,000	159,782	151,928
Payments to Northwest Territories...	Palements aux Territoires du Nord-Ouest	57,340	50,000	596,887	566,759
Northern Canada Power Commission -	Commission d'énergie du Nord canadien -				
Write-off from the accounts of Canada of certain debts.....	Radiation des comptes du Canada de certaines dettes.....	...	...	...	...
		256,793	224,584	2,278,263	2,070,199

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)				
	MONTH OF NOV. - 1989	MOIS DE NOV. 1988	YEAR TO DATE 1989-90	- A CE JOUR 1988-89
Industry, Science and Technology -				
Regional Industrial Expansion -				
Industry and Technology -				
Operating expenditures.....	25,529	15,544	132,195	115,897
Payments to Canadian Patents and Development Limited.....	200	490	799	1,246
Grants and contributions.....	42,800	33,997	203,913	219,101
Liabilities under the Small Businesses Loans Act.....	1,900	1,367	14,305	12,522
Insurance payments under the Enterprise Development Program and guarantees under the Industrial and Regional Development Program.....	- 49	...	2,843	4
	70,380	51,398	354,055	348,770
Regional and Native Economic Development -				
Operating expenditures.....	- 619	1,712	11,770	10,163
Grants and contributions.....	10,924	14,683	72,241	82,373
	10,305	16,395	84,011	92,536
Canadian Space Agency -				
Operating expenditures.....	...	...	...	...
Contributions.....	...	...	...	...
Cape Breton Development Corporation...	...	1,000	13,000	32,800
Federal Business Development Bank.....	3,378	1,200	24,628	41,100
Investment Canada.....	775	1,050	5,672	5,361
	4,153	3,250	43,300	79,261
Ministry of State (Science and Technology) -				
Operating expenditures.....	- 791	1,488	- 2	9,459
Grants and contributions.....	- ...	201	...	6,818
	791	1,689	- 2	16,277
National Research Council of Canada -				
Operating expenditures.....	22,748	21,936	170,245	164,055
Capital expenditures.....	13,406	7,173	47,051	37,126
Grants and contributions.....	7,395	11,494	59,781	65,569
	43,549	40,603	277,077	266,750
Natural Sciences and Engineering Research Council -				
Operating expenditures.....	1,382	1,495	9,123	7,298
Grants.....	7,232	8,238	197,968	186,390
	8,614	9,733	207,091	193,688
Science Council of Canada.....	294	241	2,043	1,841
Statistics Canada.....	20,360	18,814	170,087	154,232
Canada Post Corporation.....	16,208	16,292	129,668	130,332
	173,072	158,415	1,267,330	1,283,687

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		MONTH OF NOV. - MOIS DE NOV.		YEAR TO DATE - A CE JOUR	
		1989	1988	1989-90	1988-89
Justice -	Justice -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	8,287	8,862	78,570	71,204
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	32,494	50,814	120,916	113,891
		40,781	59,676	199,486	185,095
Canadian Human Rights	Commission canadienne des droits de la				
Commission.....	personne.....	1,006	1,084	8,207	7,000
Commissioner for Federal Judicial	Commissaire à la magistrature				
Affairs -	fédérale -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	276	256	3,136	2,271
Judges' salaries, allowances and	Traitements, indemnités et pensions				
annuities.....	des juges.....	12,762	10,958	94,472	87,320
		13,038	11,214	97,608	89,591
Federal Court of Canada.....	Cour fédérale du Canada.....	1,077	879	8,758	7,199
Law Reform Commission of Canada.....	Commission de réforme du droit du Canada.....	336	367	2,854	2,881
Offices of the Information and	Bureaux du Commissaire à l'information et				
Privacy Commissioners of	du Commissaire à la protection de la vie				
Canada.....	privée du Canada.....	461	378	3,644	3,146
Supreme Court of Canada.....	Cour suprême du Canada.....	873	732	6,753	5,113
Tax Court of Canada.....	Cour canadienne de l'impôt.....	538	446	3,528	2,669
		58,110	74,776	330,838	302,694
Labour -	Travail -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	5,131	4,447	38,237	33,162
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	1,257	1,413	6,575	6,473
Payments of compensation respecting	Paiements d'indemnités à des employés				
government employees and merchant	de l'Etat et à des marins				
seamen.....	marchands.....	3,302	3,510	20,544	28,097
Labour Adjustment Benefits	Prestations d'adaptation pour les				
payments.....	travailleurs.....	14,749	16,926	73,370	75,111
		24,439	26,296	138,726	142,843
Canada Labour Relations Board.....	Conseil canadien des relations du travail	538	649	5,161	4,360
Canadian Centre for Occupational	Centre canadien d'hygiène et de				
Health and Safety.....	sécurité au travail.....	672	719	5,312	5,207
		25,649	27,664	149,199	152,410
National Defence -	Défense nationale -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	638,268	581,389	4,710,552	4,324,076
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	193,734	174,551	1,126,939	1,031,090
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	2,543	30,910	50,902	90,047
Military pensions.....	Pensions militaires.....	105,349	30,438	483,072	423,978
		939,894	817,288	6,371,465	5,869,191
Emergency Preparedness Canada -	Protection civile Canada -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	60	...	480	... ⁽²⁾
Grants and contributions.....	Subventions et contributions..... ⁽²⁾
		60	...	480	...
		939,954	817,288	6,371,945	5,869,191

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		MONTH OF NOV. - 1989	MOIS DE NOV. 1988	YEAR TO DATE - 1989-90	A CE JOUR 1988-89
National Health and Welfare - Department -	Santé nationale et Bien-être social - Ministère -				
Departmental Administration.....	Administration centrale.....	5,755	5,758	47,916	43,504
Health Services and Promotion -	Services et promotion de la santé -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	2,626	2,690	19,005	16,108
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	3,496	3,824	30,939	29,250
Payments for insured health services and extended health care services.....	Versements à l'égard des services de santé assurés et des services complémentaires de santé.....	580,807	587,566	4,545,415	4,639,050
Social Services -	Services sociaux -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	1,612	1,252	12,952	9,434
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	10,210	12,492	82,078	50,835
Canada Assistance Plan	Versements en vertu du Régime d'assistance publique du Canada.....	362,319	390,713	3,224,251	3,099,119
Medical Services -	Services médicaux -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	41,300	39,693	302,760	268,943
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	1,599	4,209	4,654	8,811
Health Protection -	Protection de la santé -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	13,903	11,251	98,745	81,436
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	1,733	1,059	10,474	2,932
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	314	...	1,399	...
Income Security -	Sécurité du revenu -				
Program expenditures.....	Dépenses du Programme.....	5,025	9,127	46,545	70,797
Family Allowance payments.....	Versements d'allocations familiales....	220,558	216,556	1,758,264	1,730,317
Old Age Security, Guaranteed Income Supplement and Spouse's Allowance payments.....	Versements de sécurité de la vieillesse, du supplément de revenu garanti et d'allocations au conjoint..	1,369,758	1,280,354	10,630,790	10,025,579
Fitness and Amateur Sport -	Condition physique et sport amateur -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	837	717	6,467	5,384
Contributions.....	Contributions.....	4,928	1,481	47,577	43,320
XV Olympic Winter Games.....	XVe Jeux Olympiques d'hiver.....	...	56	...	2,721
		2,626,780	2,568,798	20,870,231	20,127,540
Medical Research Council -	Conseil de recherches médicales -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	379	315	2,691	2,648
Grants.....	Subventions.....	15,049	14,313	130,280	122,194
		15,428	14,628	132,971	124,842
		2,642,208	2,583,426	21,003,202	20,252,382
National Revenue -	Revenu national -				
Customs and Excise -	Douanes et Accise -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	45,471	36,409	352,432	295,077
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	2,306	1,623	5,956	5,873
		47,777	38,032	358,388	300,950
Taxation -	Impôt -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	72,779	56,231	622,055	528,666
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	871	4,748	9,531	8,019
		73,650	60,979	631,586	536,685
		121,427	99,011	989,974	837,635
Parliament -	Parlement -				
The Senate.....	Sénat.....	2,893	2,901	20,869	21,424
House of Commons.....	Chambre des communes.....	16,453	15,693	120,306	117,938
Library of Parliament.....	Bibliothèque du Parlement.....	1,065	912	8,955	7,872
		20,411	19,506	150,130	147,234

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

MONTH OF NOV. - MOIS DE NOV. YEAR TO DATE - A CE JOUR
1989 1988 1989-90 1988-89

Privy Council -	Conseil privé -				
Department	Ministère.....	5,029	3,765	33,828	26,211
Canadian Intergovernmental Conference	Secrétariat des Conférences				
Secretariat	Intergouvernementales canadiennes.....	420	194	1,910	1,479
Chief Electoral Officer.....	Directeur général des élections.....	949	32,256	19,833	56,914
Commissioner of Official Languages....	Commissaire aux langues officielles.....	876	840	7,685	6,729
Economic Council of Canada.....	Conseil économique du Canada.....	759	752	6,026	5,645
Northern Pipeline Agency.....	Administration du pipe-line du Nord.....	28	11	106	95
Public Service Staff Relations	Commission des relations de travail dans				
Board.....	la Fonction publique.....	741	813	6,012	5,698
Security Intelligence Review	Comité de surveillance des activités de				
Committee.....	renseignement de sécurité.....	160	118	899	812
		8,962	38,749	76,299	103,583
Public Works -	Travaux publics -				
Department -	Ministère -				
Services -	Services -				
Public Works Revolving	Fonds renouvelable des Travaux				
Fund - Operating loss.....	publics - Déficit de fonctionnement...	10,282	3,458	10,530	3,639
Public Works Revolving Fund.....	Fonds renouvelable des Travaux publics. -	94,522	4,594	193,218	195,201
Real Property -	Biens immobiliers -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	47,313	69,628	414,421	360,054
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	10,310	10,287	53,806	50,269
Grants to municipalities and other	Subventions aux municipalités et				
taxing authorities.....	autres autorités taxatrices.....	7,445	6,585	183,010	194,476
Crown Corporations -	Sociétés d'Etat -				
Payments to Canada Museums	Paielements à la Société de construction				
Construction Corporation Inc.....	des musées du Canada, Inc.....	...	1,500	24,500	45,753
Payments to Canada Lands Company	Paielements à la Société immobilière du				
(Le Vieux-Port de Montréal)	Canada (Le Vieux-Port de Montréal)				
Limited.....	Limitée.....	4,280	201	6,925	5,349
Payments to Harbourfront Corporation	Paielements à la Harbourfront Corporation	...	...	...	...
Payments to Canada Lands Company	Paielements à la Société immobilière du				
(Mirabel) Limited.....	Canada (Mirabel) Limitée.....	...	300	...	3,497
		- 14,892	96,553	886,410	858,238
Canada Mortgage and Housing	Société canadienne d'hypothèques et de				
Corporation -	logement -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	62,165	93,993	799,422	779,087
Urban Renewal Contributions.....	Contributions pour la rénovation urbaine	...	...	...	251
		62,165	93,993	799,422	779,338
National Capital Commission -	Commission de la Capitale nationale -				
Payment for operating	Paielement pour les dépenses				
expenditures.....	de fonctionnement.....	7,600	4,800	34,600	33,600
Payment for capital expenditures....	Paielement pour les dépenses en capital...	2,900	2,400	14,400	17,100
Payment for grants and	Paielement pour les subventions				
contributions.....	et contributions.....	1,300	800	9,600	7,300
		11,800	8,000	58,600	58,000
		59,073	198,546	1,744,432	1,695,576

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS MENSUELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
PAR MINISTÈRE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

MONTH OF NOV. - MOIS DE NOV. YEAR TO DATE - À CE JOUR
1989 1988 1989-90 1988-89

Secretary of State - Department -	Secrétariat d'Etat - Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	15,660	15,799	116,854	110,477
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	10,291	90,590	171,196	188,695
Post-Secondary Education payments to provinces.....	Pailements pour l'enseignement postsecondaire faits aux provinces....	192,894	200,901	1,497,777	1,569,685
Payments under the Canada Student Loans Act.....	Pailements en vertu de la Loi fédérale sur les prêts aux étudiants.....	11,446	16,938	176,712	167,137
		230,291	324,228	1,962,539	2,035,994
Canadian Centre for Management Development.....	Centre canadien de gestion.....	885	...	4,184	...
Ministry of State (Multiculturalism and Citizenship) -	Ministère d'Etat (Multiculturalisme et Citoyenneté) -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	40,614	1,352	157,491	8,039
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	3,633	3,938	17,711	13,528
Public Service Commission -	Commission de la Fonction publique -				
Program expenditures.....	Dépenses du Programme.....	10,125	9,396	82,823	74,017
Staff Development and Training Revolving Fund.....	Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel.....	114	99	1,624	1,683
		55,371	14,785	263,833	97,267
Social Sciences and Humanities Research Council -	Conseil de recherches en sciences humaines -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	482	496	3,757	3,907
Grants.....	Subventions.....	5,257	3,340	49,358	40,925
		5,739	3,836	53,115	44,832
		291,401	342,849	2,279,487	2,178,093
Solicitor General - Department.....	Solliciteur général - Ministère.....	1,963	1,752	16,109	13,898
Canadian Security Intelligence Service.....	Service canadien du renseignement de sécurité.....	8,508	13,415	91,290	89,254
Correctional Service -	Service correctionnel -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	58,606	55,304	476,941	415,522
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	3,570	4,339	17,007	17,172
		62,176	59,643	493,948	432,694
National Parole Board.....	Commission nationale des libérations conditionnelles.....	1,551	1,705	13,433	11,471
Royal Canadian Mounted Police -	Gendarmerie royale du Canada -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	85,044	84,722	576,689	502,881
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	6,118	5,647	40,182	51,053
Pensions and other employee benefits - Members of the Force....	Pensions et autres prestations des employés - Membres de la GRC.....	8,344	4,252	83,927	97,781
		99,506	94,621	700,798	651,715
Royal Canadian Mounted Police External Review Committee.....	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada.....	92	68	595	312
Royal Canadian Mounted Police Public Complaints Commission.....	Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada.....	183	99	1,334	488
		173,979	171,303	1,317,507	1,199,832
Supply and Services -	Approvisionnement et Services -				
Program expenditures.....	Dépenses du Programme.....	11,954	15,767	192,277	160,076
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	403	599	2,477	1,800
Reciprocal Taxation.....	Reciprocité fiscale.....	34,917	31,030	206,060	185,244
Supply Revolving Fund.....	Fonds renouvelable des approvisionnements.....	35,443	998	89,641	44,510
Defence Production Revolving Fund.....	Fonds renouvelable de la production de défense.....	...	98	33	92
		82,717	46,496	490,422	391,722

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		MONTH OF NOV. - MOIS DE NOV.		YEAR TO DATE - A CE JOUR	
		1989	1988	1989-90	1988-89
Transport -	Transports -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	35,986	55,629	504,445	416,508
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	35,773	42,117	247,791	206,311
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	34,241	30,035	119,396	158,365
Payments to the Canada Ports Corporation for the Inter - Port Loan Program.....	Palements à la Société canadienne des ports pour un programme de prêts interportuaires.....	...	...	24,750	... (2)
Payment to the Canada Ports Corporation for capital expenditures.....	Palement à la Société canadienne des ports pour des dépenses en capital.....	...	142	...	417
Payment to the Canarctic Shipping Company Limited.....	Palement à la Compagnie de navigation Canarctic Limitée.....	...	...	4,405	4,355
Payment to the Jacques Cartier and Champlain Bridges Inc.....	Palement à la Société Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée.....	1,415	1,818	6,157	4,266
Payments to Marine Atlantic Inc.....	Palements à Marine Atlantique S.C.C.....	16,151	...	84,191	79,852
Payments to VIA Rail Canada Inc.....	Palements à VIA Rail Canada Inc.....	35,057	45,975	237,384	228,870
Payments to the St. Lawrence Seaway Authority.....	Palements à l'administration de la voie maritime du Saint-Laurent.....	184	342	4,940	4,738
Payments to CN Railway for benefits provided to employees.....	Palements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada pour les avantages accordés à ses employés.....	...	66	8	93
Self-Supporting Airports and Associated Ground Services Revolving Fund.....	Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes.....	-	15,195	-	87,397
Termination of tolls - Victoria Bridge.....	Abolition des péages sur le pont Victoria.....	872	351	1,708	1,061
Payments to Pilotage Authorities.....	Palements aux Administrations de pilotage.....	...	...	...	...
Payment to the Canada Ports Corporation.....	Palement à la Société canadienne des ports.....	144,484	169,224	1,147,778	1,025,886
Canadian Aviation Safety Board.....	Bureau canadien de la sécurité aérienne..	1,460	1,296	10,270	9,647
Civil Aviation Tribunal.....	Tribunal de l'aviation civile.....	37	75	438	498
Grain Transportation Agency Administrator.....	Administrateur de l'Office du transport du grain.....	413	611	2,396	5,109
National Transportation Agency -	Office national des transports -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	2,906	3,532	24,036	27,294
Contributions.....	Contributions.....	1,197	1,564	5,136	12,749
Payments under the Western Grain Transportation Act.....	Palements en vertu de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest.....	63,301	51,129	502,306	639,069
Payments under the Railway Act.....	Palements en vertu de la Loi sur les chemins de fer.....	2,876	2,996	26,098	27,892
Payments under the National Transportation Act, 1987.....	Palements en vertu de la Loi nationale de 1987 sur les transports.....	6,833	3,947	15,274	10,937
Payments under the Atlantic Region Freight Assistance Act.....	Palements en vertu de la Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la région Atlantique.....	7,600	7,505	52,136	52,890
		84,713	70,673	624,986	770,831
		231,107	241,879	1,785,868	1,811,971
Treasury Board -	Conseil du Trésor -				
Secretariat -	Secrétariat -				
Central Administration of the Public Service.....	Administration centrale de la fonction publique.....	5,265	4,338	42,847	38,132
Government Contingencies and Centrally Financed Programs.....	Eventualités du gouvernement et programmes financés par l'administration centrale.....	...	...	...	...
Employer Contributions to Insurance Plans.....	Contributions de l'employeur aux régimes d'assurance.....	29,128	18,900	163,841	141,100
Temporary Assignment.....	Affectation temporaire.....	21	141	1,176	1,528
		34,372	23,379	207,864	180,760
Comptroller General.....	Contrôleur général.....	1,591	1,003	9,039	7,741
		35,963	24,382	216,903	188,501

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Concluded

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Fin

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

MONTH OF NOV. - MOIS DE NOV. YEAR TO DATE - A CE JOUR
1989 1988 1989-90 1988-89

Veterans Affairs -	Anciens combattants -				
Veterans Affairs -	Anciens combattants -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	36,346	31,510	246,138	219,330
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	107,978	103,327	828,966	817,279
Canadian Pension Commission.....	Commission canadienne des pensions.....	416	398	2,893	2,597
Bureau of Pensions	Bureau de services juridiques				
Advocates.....	des pensions.....	606	71	4,878	4,045
Veterans Appeal Board.....	Tribunal d'appel des anciens combattants	228	264	1,640	1,627
		145,574	135,570	1,084,515	1,044,878
Western Economic	Diversification de l'économie de l'Ouest				
Diversification -	canadien -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	2,329	3,554	16,925	9,863
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	5,255	4,787	35,728	21,081
Liabilities under the Small	Obligations contractées en vertu de la				
Businesses Loans	Loi sur les prêts aux petites				
Act.....	entreprises.....	911	1,222	6,608	7,717
		8,495	9,563	59,261	38,661
Expenditure by department on behalf of	Dépenses des ministères pour le compte				
other departments.....	d'autres ministères.....	10,830	- 849	29,589	49,225
Provision for valuation.....	Provision pour évaluation.....	...	...	...	...
Consolidation of specified purpose	Consolidation de comptes à fins				
accounts (net of internal	déterminées (déduction faite des				
transactions) -	opérations internes) -				
Unemployment Insurance Account.....	Compte d'assurance-chômage.....	979,725	519,761	5,788,890	5,293,359
Western Grain Stabilization	Compte de stabilisation concernant				
Account.....	le grain de l'Ouest.....	- 72	- 90,326	- 24,795	- 74,496
Agricultural Commodities	Comptes de stabilisation des				
Stabilization Accounts.....	produits agricoles.....	160,018	40,119	358,532	81,071
Crop Reinsurance Fund.....	Caisse de réassurance-récolte.....	...	...	63,046	2,820
Other.....	Autres.....	21	...	208	54
		1,139,692	469,554	6,185,881	5,302,808
Other internal transactions.....	Autres opérations internes.....	- 7,334	- 10,047	- 67,194	- 41,585
TOTAL EXPENDITURE.....	TOTAL DES DEPENSES.....	11,441,315	10,053,430	88,185,509	80,337,633

(1)The program was established after
April 1988.

(1)Le programme a été établi eprès
avril 1988.

(2)The program was established in fiscal
year 1989-90.

(2)Le programme a été établi dans
l'exercice 1989-90.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA

1. Significant Accounting Policies

The accounting policies of the Government of Canada are based on concepts embodied in the Constitution Acts, and in the Financial Administration Act and other legislation.

i. Government of Canada as an accounting entity

For purposes of maintaining the accounts of Canada and preparing the monthly Statements of Financial Operations, the Government of Canada is defined as all the departments named in Schedule I of the Financial Administration Act; any division or branch of the Public Service, including a commission appointed under the Inquiries Act, designated by the Governor in Council as a department for purposes of the Financial Administration Act; the staffs of the Senate, the House of Commons, and the Library of Parliament; and, any corporation named in Schedule II of the Financial Administration Act.

In accordance with the above definition, the corporations listed in Parts I and II of Schedule III of the Financial Administration Act, and those Crown corporations that are not subject to Divisions I to IV of Part X of the Financial Administration Act, are excluded from the Government of Canada as an accounting entity; therefore, their financial statements are not consolidated with those of the Government. However, the borrowings of those corporations which are agents of the Crown are recorded as a liability of the Government net of borrowings expected to be repaid directly by these corporations.

In addition, certain accounts and funds have financial statements which are not consolidated with those of the Government. These accounts and funds include the Canada Pension Plan Account, superannuation accounts and other specified purpose accounts.

ii. Classification of financial transactions

The financial transactions of the Government, as recorded in the accounts of Canada and reported in the monthly Statements of Financial Operations, are classified into budgetary, non-budgetary, foreign exchange and unmatured debt transactions.

In general terms, budgetary transactions enter into the calculation of the monthly and annual deficit or surplus and are reported, after elimination of transactions internal to the Government, on the Summary and Detailed Statements of Transactions. All other transactions lead to the acquisition or disposal of financial claims (assets) or to the creation or discharge of financial obligations (liabilities).

For purposes of reporting, the classification in force at the beginning of the year is used and amounts for the previous year are reclassified to conform to the current year's accounting policies and presentation.

iii. Budgetary transactions

REVENUE

Revenue consists of all tax and non-tax receipts which affect the monthly and annual deficit or surplus of the Government.

Revenue is reported after deducting refunds paid, and excludes amounts receivable, taxes collected on behalf of provinces and territories, and amounts credited to the Canada Pension Plan Account, superannuation accounts, other specified purpose accounts, and other liability accounts.

The Government generally reports revenue in the year in which it is received. Refunds of revenue are allocated to the year in which the obligation for refund, as determined by the completion of manual assessment, and commencement of the mechanical processing cycle, occurs.

On the Summary and Detailed Statements of Transactions the revenue reported excludes revenue from outside parties credited to appropriations.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU GOUVERNEMENT DU CANADA

1. Conventions comptables importantes

Les conventions comptables du gouvernement du Canada sont fondées sur des notions contenues dans les Lois constitutionnelles, et dans la Loi sur la gestion des finances publiques et autres textes législatifs.

i. Entité comptable du gouvernement du Canada

Afin de tenir les comptes du Canada et de préparer les états mensuels des opérations financières, le gouvernement du Canada se définit comme l'ensemble des ministères mentionnés à l'annexe I de la Loi sur la gestion des finances publiques; toute division ou direction de la Fonction publique, y compris toute commission nommée conformément à la Loi sur les enquêtes et désignée par le gouverneur en conseil comme ministère aux fins de la Loi sur la gestion des finances publiques; les employés du Sénat, de la Chambre des communes et de la Bibliothèque du Parlement; ainsi que toute société mentionnée à l'annexe II de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Conformément à la définition susmentionnée, les sociétés énumérées aux parties I et II de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques, et les sociétés de la Couronne qui ne sont pas sujettes aux sections I à IV de la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques, ne font pas partie de l'entité comptable du gouvernement du Canada; ainsi, leurs états financiers ne sont pas consolidés avec ceux du gouvernement. Cependant, les emprunts des sociétés mandataires de la Couronne sont inscrits comme élément de passif du gouvernement après avoir déduit les emprunts à être probablement remboursés directement par ces sociétés.

En outre, certains comptes et fonds possèdent leurs propres états financiers qui ne sont pas consolidés avec ceux du gouvernement. Ces comptes et fonds comprennent le Compte du régime de pensions du Canada, les comptes de pension de retraite et les autres comptes à fins déterminées.

ii. Catégories d'opérations financières

Les opérations financières du gouvernement, enregistrées dans les comptes du Canada et présentées dans les états mensuels des opérations financières, sont réparties en opérations budgétaires, non budgétaires, de change et de la dette non échue.

En somme, les opérations budgétaires entrent dans le calcul du déficit ou de l'excédent mensuel et annuel et sont inscrites aux états sommaire et détaillé des opérations après l'élimination des opérations internes du gouvernement. Toutes les autres opérations mènent soit à l'acquisition ou au règlement de créances (actif), soit à la création ou au règlement de dettes (passif).

Aux fins de compte rendu, la classification en vigueur au début de l'exercice est utilisée. Les montants de l'exercice précédent sont reclassifiés pour être conformes aux conventions comptables et à la présentation de l'exercice en cours.

iii. Opérations budgétaires

RECETTES

Les recettes comprennent toutes les recettes fiscales et non fiscales qui agissent sur le déficit ou l'excédent mensuel et annuel du gouvernement.

Les recettes sont comptabilisées après déduction des remboursements versés, et ne comprennent ni les sommes à recevoir, ni les impôts prélevés au nom des provinces et territoires, ni les montants crédités au Compte du régime de pensions du Canada, aux comptes de pension de retraite, aux autres comptes à fins déterminées, et aux autres comptes de passif.

Les recettes du gouvernement sont généralement comptabilisées au titre de l'exercice au cours duquel elles ont été reçues. Les remboursements de recettes sont imputés à l'exercice au cours duquel l'existence d'une dette est déterminée, c'est à dire au moment où la cotisation faite manuellement est complétée et où le cycle de traitement mécanique débute.

Les recettes aux états sommaire et détaillé des opérations ne comprennent pas les recettes à valoir sur les crédits provenant de tiers.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

EXPENDITURE

Expenditure consists of all charges to budgetary appropriations which affect the monthly and annual deficit or surplus of the Government. In addition, budgetary expenditure may also include charges related to the provision for valuation of loans, investments and advances, the allowance for borrowings of agent Crown corporations, and accounts payable and other allowances related to statutory items and certain annual appropriations. Such charges include those for work performed, goods received, services rendered, and transfer payments made, during the year and in the supplementary period including accounts payable at year-end.

Expenditure exclude amounts charged to the Canada Pension Plan Account, superannuation accounts, other specified purpose accounts, and other liability accounts.

On the Statement of Budgetary Expenditure by Department, departmental expenditures are reported net of revenue credited to appropriations but include expenditures internal to the Government.

iv. *Assets*

Assets are defined as the financial claims acquired by the Government on outside organizations and individuals as a result of events and transactions recorded as at the closing date.

However, as a result of the Government's accounting policies described above, and in accordance with the provisions of the Financial Administration Act and other legislation, transactions concerning certain financial claims are not recorded in the accounts of Canada and, therefore are not reported on the Summary and Detailed Statements of Transactions. The most important of these are accounts receivable for tax and non-tax revenue.

v. *Liabilities*

Liabilities are defined as the financial obligations of the Government to outside organizations and individuals as a result of events and transactions recorded as at the closing date.

However, as a result of the Government's accounting policies described above, and in accordance with enabling legislation actuarial liabilities arising from the indexing to the cost of living, of superannuate pensions and annuities are not recorded in the accounts of Canada and, therefore are not reported on the Summary and Detailed Statements of Transactions. In addition, refunds payable and some other liabilities are partially recorded during the year with full recording taking place at year-end only.

vi. *Fixed assets*

The fixed assets of the Government, which include land, engineering structures and works (such as canals, harbours and roads), buildings, and machinery and equipment, are charged to budgetary expenditure at the time of acquisition or construction.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

DEPENSES

Les dépenses comprennent toutes les imputations aux crédits budgétaires qui influencent le déficit ou l'excédent mensuel et annuel du gouvernement. De plus, les dépenses peuvent également comprendre les imputations reliées à la provision pour évaluation des prêts, dotations en capital et avances, la provision pour emprunts des sociétés mandataires de la Couronne, et les créditeurs et les autres provisions reliées à des éléments statutaires et à certains crédits annuels. Ces imputations comprennent les travaux accomplis, les biens reçus, les services exécutés et les paiements de transfert effectués au cours de l'exercice et dans la période complémentaire, y compris les créditeurs à la fin de l'exercice.

Les dépenses ne comprennent pas les montants imputés au Compte du régime de pensions du Canada, aux comptes de pension de retraite, aux autres comptes à fins déterminées, et aux autres comptes de passif.

Sur l'état des dépenses budgétaires par ministère, les dépenses ministérielles sont comptabilisées après déduction des recettes à valoir sur les crédits mais comprennent les dépenses internes du gouvernement.

iv. *Actif*

L'actif se définit comme étant les créances du gouvernement acquises sur des tiers par suite de faits et d'opérations comptabilisés à la date de clôture des comptes.

Cependant, à cause des conventions comptables du gouvernement mentionnées plus haut et selon les dispositions de la Loi sur la gestion des finances publiques et autres lois, les opérations concernant certaines créances ne sont pas comprises dans les comptes du Canada et, par conséquent ne sont pas comprises aux états sommaire et détaillé des opérations. Les plus importantes sont les débiteurs au titre des recettes fiscales et non fiscales.

v. *Passif*

Le passif se définit comme étant les dettes du gouvernement envers des tiers par suite de faits et d'opérations comptabilisés à la date de clôture des comptes.

Cependant, à cause des conventions comptables du gouvernement mentionnées plus haut, et selon les lois habilitantes, le passif actuariel découlant de l'indexation au coût de la vie, des pensions de retraite et des rentes n'est pas comptabilisé dans les comptes du Canada et, par conséquent n'est pas comptabilisé aux états sommaire et détaillé des opérations. De plus, les remboursements à payer pour les recettes fiscales ne sont pas inscrits à ces états et les autres créditeurs sont partiellement inscrits au cours de l'exercice, l'inscription complète étant faite à la fin de l'exercice seulement.

vi. *Immobilisations*

Les immobilisations du gouvernement qui comprennent les terrains, ouvrages (tels que les canaux, les ports et les routes), bâtiments et matériel, sont imputées aux dépenses budgétaires lors de leur acquisition ou construction.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

vii. Valuation of assets and liabilities

ASSETS

Assets are recorded at cost and are subject to annual valuation to reflect reductions from the recorded value to the estimated realizable value. In the case of loans to sovereign states, no reduction in value is recorded unless a sovereign state has formally repudiated its debts. In addition, the allowance for valuation reflects reductions from the recorded value of loans (and subscriptions to international organizations that make similar loans) with significant concessionary terms.

The Government's gold reserves are included in the International reserves held in the Exchange Fund Account and are recorded and valued at 35 Special Drawing Rights per fine ounce. The Special Drawing Right is an international currency created by the International Monetary Fund, and allocated to countries participating in its Special Drawing Rights Department. It represents a unit of account defined in terms of a "basket" of five major currencies.

LIABILITIES

Liabilities are recorded at the amounts ultimately payable and liabilities for termination benefits, the superannuation accounts, with the exception of indexing, and the Government Annuities Account, are valued on an actuarial basis.

viii. Translation of foreign currency transactions

Foreign currency transactions are translated and recorded in Canadian dollar equivalents at the exchange rates prevailing at the transaction dates.

On a monthly basis, only Receiver General current cash accounts are revalued at the month-end rate of exchange. All other assets and liabilities are revalued at year-end only. Net gains are credited to revenue while net losses are charged to expenditure.

2. Authorities for Transactions

Taxes can be raised and moneys can be borrowed only with the authority of Parliament. All receipts of money by departments and agencies must be deposited into the Consolidated Revenue Fund (CRF). All disbursements from the CRF for spending on operations, for loans, investments and advances, and for the redemption of matured debt must be authorized by Parliament.

i. Authority for spending on operations

Parliament provides authority to make payments out of the Consolidated Revenue Fund in annual appropriation acts and other statutes (the latter referred to as statutory appropriations). Most Government spending is under statutory authorities, that is authorities which do not generally impose an annual limit on the amount that may be spent. Spending is authorized by reference to statutory formulae or criteria and the authorities usually continue from year to year until changed or rescinded by an act of Parliament. Spending authority provided by statutory appropriations is for specified purposes and for such amounts and such time as the acts prescribe. Spending authority provided by statutory appropriations generally does not lapse at the end of the year in which it was granted. Spending authority granted in appropriation acts is for stated purposes and maximum amounts. Unless provided for in vote wording, unused spending authority granted in appropriation acts lapses at the end of the year for which it was granted. Some authorities continue from year to year and some authorize the spending, within a program, of defined categories of revenue generated by the program.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

vii. Evaluation de l'actif et du passif

ACTIF

L'actif est enregistré au coût et fait l'objet d'une évaluation annuelle afin de refléter les diminutions de la valeur enregistrée à la valeur estimative de réalisation. Dans le cas de prêts aux états souverains, aucune diminution de la valeur n'est enregistrée à moins qu'un état souverain refuse, de façon officielle, d'honorer ses dettes. De plus, la provision pour évaluation reflète les réductions de la valeur au livre des prêts (et souscriptions aux organismes internationaux qui effectuent des prêts similaires) ayant des clauses concessionnaires importantes.

Les réserves d'or du gouvernement sont comprises dans les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes et sont inscrites et évaluées à 35 Droits de tirage spéciaux pour chaque once d'or fin. Le Droit de tirage spécial est une unité monétaire internationale créée par le Fonds monétaire international, et attribuée aux pays participant à son Département des Droits de tirage spéciaux. Il représente une unité de compte définie en fonction d'un ensemble de cinq grandes devises.

PASSIF

Le passif est inscrit au montant à payer en fin de compte et les éléments de passif concernant les indemnités de cessation d'emploi, les comptes de pension de retraite sauf pour l'indexation, ainsi que le Compte des rentes sur l'Etat, sont évalués sur une base actuarielle.

viii. Conversion des opérations de change

Les opérations de change sont converties et comptabilisées en dollars canadiens correspondants aux taux de change en vigueur aux dates des opérations.

Sur une base mensuelle, seuls les comptes de caisse courants du Receveur général sont réévalués à la fin du mois aux taux de change en vigueur à cette date. Les autres éléments d'actif et de passif sont réévalués à la fin de l'exercice seulement. Les gains nets sont crédités aux recettes tandis que les pertes nettes sont imputées aux dépenses.

2. Autorisations pour les opérations

Les taxes et les impôts peuvent être prélevés et les deniers peuvent être empruntés seulement avec l'autorisation du Parlement. Tous les deniers perçus par les départements et organismes doivent être déposés au Fonds du revenu consolidé (FRC). Tous les déboursés du FRC pour des dépenses concernant les opérations, pour des prêts, dotations en capital et avances, et pour le rachat de la dette échue doivent être autorisés par le Parlement.

i. Autorisations pour les dépenses concernant les opérations

Le Parlement accorde l'autorisation d'effectuer des paiements à même le Fonds du revenu consolidé dans les lois de crédits annuelles et dans d'autres textes de lois (ces derniers intitulés crédits statutaires). La plupart des dépenses gouvernementales sont effectuées en vertu d'autorisations statutaires, c'est-à-dire des autorisations qui généralement n'imposent pas de limite annuelle sur les montants qui peuvent être dépensés. Les dépenses sont effectuées en vertu de critères ou formules statutaires et les autorisations continuent en général d'un exercice à l'autre jusqu'à ce qu'une loi du Parlement les modifie ou les révoque. L'autorisation de dépenser comprise dans les crédits statutaires est consentie à des fins déterminées ainsi que pour des montants et des délais indiqués dans les lois. En général, l'autorisation de dépenser prévue dans les crédits statutaires ne s'annule pas à la fin de l'exercice pour lequel elle a été accordée. L'autorisation de dépenser est accordée, dans les lois de crédits, à des fins déterminées et pour des montants maximaux. A moins que le libellé des crédits ne l'indique autrement, le solde inutilisé de l'autorisation de dépenser accordée dans des lois de crédits s'annule à la fin de l'exercice pour lequel elle a été accordée. Certaines autorisations continuent d'un exercice à l'autre et certaines permettent de dépenser, à l'intérieur d'un programme, des catégories de recettes spécifiques lesquelles sont générées par ledit programme.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

ii. Authority for loans, investments and advances

These authorities limit the amount of loans, investments or advances that may be made. Unused authority may lapse at the end of a year or may continue from year to year. Non-lapsing authorities often limit only the total of loans that may be outstanding at any one time; thus, principal repaid may be reloaned.

iii. Borrowing authority

The Government can borrow only as authorized by acts of Parliament. Borrowing authority acts provide authority for the net amount of new security issues less redemptions during a fiscal year. The authorities lapse at the end of the year except for amounts specifically carried forward to the next fiscal year. Parliament has also provided a continuing authority to the Government under Section 47 of the Financial Administration Act to borrow, for periods not exceeding six months, such amounts as are deemed necessary to meet lawfully authorized disbursements.

3. Crown Corporations

In accordance with the accounting policies of the Government, the assets, liabilities, revenues and expenses reported in the separate financial statements of Crown corporations are not included in the Government's financial statements. Only the financial transactions between the Government and Crown corporations are included.

The following table presents the major balance sheet and income statement items for Crown corporations named in Section 85 and/or Schedule III of the Financial Administration Act (FAA).

This summary of financial transactions and results of operations of Crown corporations is based on their accounting policies. Most Crown corporations follow the generally accepted accounting principles used by private sector companies, as outlined in the Handbook of the Canadian Institute of Chartered Accountants.

Financial assets include cash, receivables and loans and investments. Physical assets and deferred charges represent the unexpensed portion of non-financial assets such as buildings, machinery and equipment in use or under construction, inventories and other items of expenditure which will be expensed as these assets are used. Financial assets and liabilities in respect of the Government represent the unpaid balances arising from financing transactions and normal operating activities. Borrowings from outside parties represent amounts repayable to institutional and other investors. Other liabilities are amounts due in respect of purchases, employee termination and pension benefits, accrued interest on borrowings, long-term capital leases and sundry accounts payable. Equity of Canada represents the Government's equity in each Crown corporation as reported by the corporations.

Crown corporations are categorized as being either agents or non-agents of the Crown. Agency status is normally expressly stated in the incorporating legislation or conferred under the provisions of the Government Companies Operation Act. In accordance with Section 54 of the FAA, the payment of all money borrowed by agent Crown corporations and interest thereon, is a charge on and payable out of the Consolidated Revenue Fund. Such borrowings therefore constitute obligations of the Government and are recorded as such in the summary financial statements of Canada net of borrowings expected to be repaid directly by these corporations.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

ii. Autorisations pour les prêts, dotations en capital et avances

Ces autorisations limitent les montants des prêts, dotations en capital ou avances qui peuvent être effectués. Les autorisations non employées peuvent s'annuler à la fin de l'exercice ou peuvent continuer d'un exercice à l'autre. Les autorisations qui ne s'annulent pas, souvent limitent seulement le total des prêts qui peuvent être en circulation en tout temps; donc, les montants remboursés peuvent être prêtés de nouveau.

iii. Pouvoirs d'emprunts

Le gouvernement peut emprunter seulement lorsque des lois du Parlement l'autorisent. Les lois sur le pouvoir d'emprunt fournissent l'autorisation pour le montant net de nouvelles émissions de titres moins les rachats au cours de l'exercice. Les autorisations s'annulent à la fin de l'exercice sauf pour les montants spécifiquement reportés à l'exercice suivant. En vertu de l'article 47 de la Loi sur la gestion des finances publiques, le Parlement a également fourni au gouvernement une autorisation continue d'emprunter, pour des périodes n'excédant pas six mois, des montants qui sont jugés nécessaires pour rencontrer les déboursés autorisés par les lois.

3. Sociétés de la Couronne

Conformément aux conventions comptables du gouvernement, l'actif, le passif, les revenus et les dépenses inscrits dans les états financiers distincts des sociétés de la Couronne ne sont pas compris dans les états financiers du gouvernement. Seules les opérations financières entre le gouvernement et les sociétés de la Couronne y sont comprises.

Le tableau suivant résume les principaux éléments des bilans et états d'exploitation des sociétés énumérées à l'article 85 et/ou à l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques (LGFP).

Ce résumé des opérations financières et résultats d'opérations des sociétés de la Couronne est fondé sur les conventions comptables de celles-ci. La majorité des sociétés de la Couronne suivent les principes comptables généralement reconnus que l'on retrouve dans les entreprises du secteur privé et publiés dans le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés.

L'actif financier comprend la caisse et les sommes à recevoir, les prêts et les dotations en capital. L'actif immobilisé et les frais reportés représentent la fraction non dépensée des éléments d'actif non financier tels qu'immeubles, machinerie et équipement en usage ou en construction, inventaire et autres éléments de dépense qui seront portés à la dépense lorsque consommés. L'actif financier et le passif auprès du gouvernement représentent les montants impayés provenant d'opérations de financement et d'opérations normales. Les emprunts auprès de tiers représentent les montants à rembourser à des institutions et autres investisseurs. Les autres passifs représentent des créances relativement aux achats, aux indemnités de cessation d'emploi et aux prestations de pensions, aux intérêts courus sur emprunts, contrats de location-acquisition à long terme et autres créanciers. L'avoir du Canada représente l'avoir du gouvernement dans chaque société de la Couronne tel que rapporté par les sociétés.

Les sociétés de la Couronne sont classées soit mandataires ou non mandataires de la Couronne. Le statut de mandataire de la Couronne peut être explicitement énoncé dans les lois constitutionnelles ou conféré selon les dispositions de la Loi sur le fonctionnement des compagnies d'état. Conformément à l'article 54 de la LGFP, le paiement de toute somme d'argent empruntée par les sociétés mandataires de la Couronne, de même que de l'intérêt y afférent, doivent être imputés sur le Fonds du revenu consolidé et versés à même ce Fonds. Par conséquent, de tels emprunts représentent des dettes du gouvernement et sont inscrits comme telles dans les états financiers sommaires du Canada après déduit les emprunts à être probablement remboursés directement par ces sociétés.

GOVERNMENT OF CANADA

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - ContinuedNOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

Revenues include financial assistance received or receivable from the Government in respect of current period of operation.

Les revenus comprennent l'aide financière reçue ou à recevoir du gouvernement relativement aux opérations de la période en cours.

Equity adjustments include amounts for retroactive changes in the application of accounting principles as well as direct changes or credits to and from equity accounts. Equity transactions with the Government include dividends declared, transfers of profits to the Government and non-current financial assistance provided by the Government.

Les ajustements dans l'avoir comprennent les montants rétroactifs des changements apportés dans l'application des principes comptables ainsi que les imputations directes ou les crédits à l'avoir. Les transactions dans l'avoir avec le gouvernement comprennent les dividendes déclarés, les virements de bénéfices au gouvernement et l'aide financière non courante accordée par le gouvernement.

SUMMARY COMBINED STATEMENTS OF CROWN CORPORATIONS

RESUME DES ETATS COMBINES DES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE

		(in millions of dollars) (en millions de dollars)
ASSETS, LIABILITIES AND EQUITY as at June 30, 1989	ACTIF, PASSIF ET AVOIR au 30 juin 1989	
ASSETS	ACTIF	
Financial:	Financier:	
Outside parties.....	Tiers.....	31,944
Government and other Crown corporations.....	Gouvernement et autres sociétés de la Couronne.....	24,448
Total financial assets.....	Total de l'actif financier.....	56,392
Physical assets and deferred charges.....	Actif immobilisé et frais reportés.....	20,339
TOTAL ASSETS.....	TOTAL DE L'ACTIF.....	76,731
LIABILITIES	PASSIF	
Outside parties -	Tiers -	
Borrowings - agent.....	Emprunts - mandataire.....	14,704
- non-agent.....	- non mandataire.....	1,706
Bank of Canada notes in circulation and amounts owing to depositors.....	Effets en circulation de la Banque du Canada et montants dus aux déposants.....	23,181
Other liabilities.....	Autres passifs.....	8,195
Government and other Crown corporations.....	Gouvernement et autres sociétés de la Couronne.....	16,421
TOTAL LIABILITIES.....	TOTAL DU PASSIF.....	64,207
EQUITY OF CANADA	AVOIR DU CANADA	12,524
TOTAL LIABILITIES AND EQUITY.....	TOTAL DU PASSIF ET DE L'AVOIR.....	76,731
Contingent liabilities.....	Passif éventuel.....	616
REVENUES, EXPENSES AND CHANGES IN THE EQUITY for the three month period ended June 30, 1989	REVENUS, DEPENSES ET CHANGEMENTS DANS L'AVOIR pour la période de trois mois se terminant le 30 juin 1989	
Revenues -	Revenus -	
Outside parties.....	Tiers.....	4,540
Government and other Crown corporations -	Gouvernement et autres sociétés de la Couronne -	
Financial assistance.....	Aide financière.....	1,212
Other.....	Autres.....	824
TOTAL REVENUES.....	TOTAL DES REVENUS.....	6,576
Expenses -	Dépenses -	
Outside parties.....	Tiers.....	4,821
Government and other Crown corporations.....	Gouvernement et autres sociétés de la Couronne.....	651
TOTAL EXPENSES.....	TOTAL DES DEPENSES.....	5,472
Net income/loss () for the period.....	Bénéfice/perte () net pour la période.....	1,104
Equity adjustments.....	Ajustements dans l'avoir.....	1,181 *
Government's share of income/loss (-).....	Quote-part du gouvernement dans le(a) bénéfice/perte (-)....	-77 *
Equity transactions with the Government.....	Transactions dans l'avoir avec le gouvernement.....	-236
Equity of Canada, April 1st, 1989.....	Avoir du Canada au 1er avril 1989.....	12,837
Equity of Canada, June 30, 1989.....	Avoir du Canada, 30 juin 1989.....	12,524

* During the period, Petro-Canada announced a retroactive change in its accounting policy. This change is reflected in the equity adjustments and has the effect of reducing the Government's share of income by \$1,188 million.
Durant la période, Petro-Canada émettait un communiqué annonçant un changement dans sa convention comptable ayant pour effet de réduire la quote-part du gouvernement dans le bénéfice, de \$1,188 millions.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

4. Insurance Programs of Agent Crown corporations

At present, three Crown corporations operate insurance programs as agents of Her Majesty. An insurance program is a program where the insured, an outside party, pays an insurance fee which is credited to an insurance fund or provision operated by the corporation. The amount of the fee is based on the estimated amount of insurance fund or provision needed to meet future claims. Insurance programs operated by private corporations such as employee group insurance, dental plans, etc., are not included in this definition.

The insurance programs are intended to operate on a self-sustaining basis but in recent years, two of the Crown corporations have required loans or other funding from the Government to meet obligations.

Information presented below has not been audited since the information presented therein is derived from interim financial statements. The most recent annual financial statements of these corporations may be found in Volume III of the Public Accounts.

In the Summary below, a minus "-" sign preceding the amount reported indicates a fund deficit, an expense recovery or adjustment, or a decrease or loss during the year.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

4. Programmes d'assurance des sociétés mandataires de la Couronne

Présentement, trois sociétés de la Couronne administrent des programmes d'assurance en tant que mandataires de Sa Majesté. Un programme d'assurance est un programme par lequel un assuré (un tiers) verse des frais d'assurance qui sont alors crédités à un fonds d'assurance ou une provision administrée par la société. Le montant à verser comme frais est basé sur le montant prévu nécessaire pour satisfaire à toutes les demandes futures d'indemnisation au titre du fonds d'assurance ou de la provision. Les programmes d'assurance administrés par les corporations privées tels que l'assurance collective des employés, les régimes dentaires, etc., sont exclus de cette définition.

Les programmes d'assurance sont conçus de façon à opérer sur une base autosuffisante, mais depuis quelques années, le gouvernement a fourni des prêts ou d'autres financements à deux sociétés pour satisfaire à leurs demandes d'indemnisation.

Les renseignements qui apparaissent ci-dessous ne sont pas vérifiés puisque l'information est produite à partir d'états financiers intérimaires. On peut retrouver les états financiers annuels, les plus récents, de ces sociétés dans le volume III des Comptes publics.

Un signe moins "-" dans le sommaire ci-dessous indique un déficit dans le fonds, un recouvrement ou un redressement des dépenses, ou une diminution ou perte au cours de l'exercice.

GOVERNMENT OF CANADA

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - ContinuedNOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - SuiteSUMMARY OF INSURANCE PROGRAMS OF AGENT CROWN CORPORATIONS
for the three month period ended June 30, 1989SOMMAIRE DES PROGRAMMES D'ASSURANCE DES SOCIETES MANDATAIRES DE LA COURONNE
pour la période de trois mois se terminant le 30 juin 1989

(in millions of dollars - en millions de dollars)

		Canada Deposit Insurance Corporation ⁽¹⁾	Canada Mortgage and Housing Corporation ⁽²⁾				Export Development Corporation ⁽³⁾
			Mortgage Insurance Fund	Mortgage-Backed Securities Guarantee Fund	Home Improvement Loan Fund	Rental Guarantee Fund	
		Société d'assurance-dépôts du Canada ⁽¹⁾	Société canadienne d'hypothèques et de logement ⁽²⁾				Société pour l'expansion des exportations ⁽³⁾
			Fonds d'assurance hypothécaire	Fonds de titres hypothécaires garantis	Fonds de prêts pour l'amélioration des maisons	Fonds de garantie de loyer	
Insurance in force as at reporting date	Assurance en vigueur à la date de déclaration						
- current year.....	- exercice en cours.....	245,123	46,793	1,954	*	**	3,734
- previous year.....	- exercice précédent.....	211,755	45,500	711	1	**	3,253
Opening balance of Fund	Solde d'ouverture du Fonds						
- current year.....	- exercice en cours.....	-1,062	-82	*	1	12	45
- previous year.....	- exercice précédent.....	-1,136	-261	*	1	11	38
Revenue for the period:	Recettes pour la période:						
Premiums and fees	Primes et honoraires						
- current year.....	- exercice en cours.....	230	38				11
- previous year.....	- exercice précédent.....	184	35				5
Investment income	Revenu de placement						
- current year.....	- exercice en cours.....	1	16				
- previous year.....	- exercice précédent.....		10				
Other revenue	Autres recettes						
- current year.....	- exercice en cours.....	1					
- previous year.....	- exercice précédent.....	12				1	
Total revenue	Recettes totales						
- current year.....	- exercice en cours.....	232	54	*	*	*	11
- previous year.....	- exercice précédent.....	196	45	*	*	1	5
Expense for the period:	Dépenses pour la période:						
Loss on claims	Pertes sur indemnités						
- current year.....	- exercice en cours.....		-2				5
- previous year.....	- exercice précédent.....		37				2
Interest on loans	Intérêts sur prêts						
- current year.....	- exercice en cours.....	46					
- previous year.....	- exercice précédent.....	42					
Administrative	Administration						
- current year.....	- exercice en cours.....	3	17				
- previous year.....	- exercice précédent.....	2	15			1	
Funds returned to Government	Fonds retournés au gouvernement						
- current year.....	- exercice en cours.....						
- previous year.....	- exercice précédent.....						
Total expense	Dépenses totales						
- current year.....	- exercice en cours.....	49	15	*	*	*	5
- previous year.....	- exercice précédent.....	44	52	*	*	1	2
Net income/loss(-) for the period	Revenus nets/pertes (-) nettes pour la période						
- current year.....	- exercice en cours.....	183	39	*	*	*	6
- previous year.....	- exercice précédent.....	152	-7	*	*		3
Closing balance of Fund	Solde de clôture du Fonds						
- current year.....	- exercice en cours.....	-879	-43	*	1	12	51
- previous year.....	- exercice précédent.....	-984	-268	*	1	11	41
Net claims during the period ⁽⁴⁾ :	Montants nets des indemnités pour la période ⁽⁴⁾ :						
- current year.....	- exercice en cours.....	-23	-20	**	*	**	-5
- previous year.....	- exercice précédent.....	-6	11	**	*	**	12
Five year average of net claims paid	Moyenne des montants nets des indemnités payées pour les cinq derniers exercices						
- current year.....	- exercice en cours.....	311	58	**	*	**	*
- previous year.....	- exercice précédent.....	166	74	**	*	**	5

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

(1) The Canada Deposit Insurance Corporation (CDIC) provides insurance on deposits placed with member banks and trust and loan companies for up to \$60,000 per depositor per institution. In recent years, premiums paid by member institutions have not been sufficient to meet obligations incurred by CDIC under the insurance plan. This deficiency has been funded, in part, by loans from the Government of \$1,695 million at June 30, 1989 (\$1,744 million at June 30, 1988). The Government is continuing to explore alternatives to allow CDIC, over the long run, to eliminate its deficiency without budgetary support from the Government. Since there is no reason to believe that this will not be the case, no provision has been made in the accounts of Canada for the losses experienced by CDIC.

(2) Canada Mortgage and Housing Corporation (CMHC) administers four funds of which the Mortgage Insurance Fund (MIF) and the Mortgage-Backed Securities Guarantees Fund are active. The MIF provides insurance, for a fee, to private sector lending institutions to cover mortgage lending on Canadian housing. Besides establishing a framework of confidence for mortgage lending by private institutions, the Fund facilitates an adequate supply of mortgage funds by reducing the risk to lenders and by encouraging the secondary market trading of mortgages, to make housing more accessible for Canadians. Although the balance of the Fund is currently inadequate to meet future claims in respect to business in force, the latest actuarial study of MIF indicated that business undertaken since February 1985 is being written on a break-even basis. The actuarial deficiency (\$141.4 million as of September 30, 1988) will be reflected in the accounts of Canada only to the extent that additional funding of the deficiency from parliamentary appropriations may be required. The Mortgage-Backed Securities (MBS) Program was implemented in 1987. For a fee paid by approved financial institutions, CMHC and ultimately the Government, guarantee timely payment of principal and interest to MBS investors who participate in a pool of MIF insured first residential mortgages which have been repackaged by the financial institution into investments of \$5,000 denominations. Since 1984, the Corporation has also operated the Mortgage Rate Protection Program (MRPP). As premiums collected by CMHC for the Program are remitted directly to the Consolidated Revenue Fund (CRF) and obligations of the MRPP are ultimately payable from the CRF, the MRPP does not meet the definition of a Crown corporation insurance plan as defined above. Therefore, operating particulars of this Program are not included in this summary but some information will be found in the notes to the Government of Canada Statement of Contingent Liabilities.

(3) The Export Development Corporation (EDC) provides export and foreign investment insurance to Canadian business to facilitate and develop export trade. The insurance fund has been adequate to provide for the full cost of claims experienced to date and to establish an allowance for future claims based on previous claims experience.

(4) Refers to the difference between claims and amounts received from sales of related assets and other recoveries.

* Less than \$500,000.

** Not applicable.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

(1) La Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC) fournit une assurance, jusqu'à concurrence de \$60,000 par déposant et par institution, sur les dépôts faits auprès des banques et compagnies de prêts et de fiducies qui sont membres. Depuis quelques années, les primes versées par les institutions membres n'étaient pas suffisantes pour satisfaire à toutes les demandes d'indemnisation faites auprès de la SADC aux termes du régime d'assurance. Ce déficit a été comblé, en partie, par des prêts du gouvernement de \$1,695 millions au 30 juin 1989 (\$1,744 millions au 30 juin 1988). Le gouvernement continue d'examiner des alternatives afin de permettre à la SADC d'éliminer, avec le temps, son déficit sans aide budgétaire du gouvernement. Puisqu'il n'y a pas lieu de croire autrement, aucune provision n'a été établie dans les comptes du Canada pour les pertes subies par la SADC.

(2) La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) administre quatre fonds dont seulement le Fonds d'assurance hypothécaire (FAH) et le Fonds de titres hypothécaires garantis sont actifs. Le FAH fournit de l'assurance aux institutions de crédit du secteur privé, moyennant des frais, afin de couvrir les prêts hypothécaires concernant le logement canadien. Tout en mettant en place un système par lequel les institutions privées peuvent accorder des prêts hypothécaires en toute confiance, le Fonds permet également qu'un approvisionnement continu de fonds hypothécaires soit disponible à moindre risque aux prêteurs et que le commerce secondaire d'hypothèques soit favorisé pour rendre le logement plus accessible aux Canadiens. Quoique le solde du Fonds soit présentement insuffisant pour satisfaire à toutes les demandes futures d'indemnisation à l'égard des affaires en vigueur, la dernière étude actuarielle du FAH indique que les activités entreprises depuis le mois de février 1985 sont comptabilisées sur une base de point mort. L'insuffisance actuarielle (\$141.4 millions au 30 septembre 1988) sera reflétée dans les comptes du Canada dans la mesure où un financement supplémentaire de cette insuffisance à même les crédits parlementaires soit nécessaire. Le Programme des titres hypothécaires garantis (THG) fut introduit en 1987. Sur versements d'une prime, la SCHL, et finalement le gouvernement, garantit le paiement ponctuel du principal et des intérêts aux investisseurs dans des titres hypothécaires réunis par une institution financière en un bloc de créances hypothécaires résidentiels dont l'institution prépare et livre les certificats en multiples de \$5,000. Depuis 1984, la Société opère le Programme de protection des taux hypothécaires. Etant donné que les primes encaissées pour ce Programme par la SCHL sont déposées dans le Fonds du revenu consolidé (FRC) et que les créances du Programme sont finalement payées à même le FRC, le Programme de protection des taux hypothécaires ne rencontre pas la définition d'un plan d'assurance administré par une société de la Couronne tel que défini ci-haut. Par conséquent, les résultats d'opérations du Programme ne sont pas inclus dans le sommaire mais de l'information supplémentaire apparaît dans les notes afférentes à l'Etat du passif éventuel gouvernement du Canada.

(3) La Société pour l'expansion des exportations (SEE) fournit de l'assurance aux entreprises canadiennes sur les investissements étrangers et sur les exportations afin de faciliter et de développer le commerce de l'exportation. Le fonds d'assurance a été suffisant afin de pourvoir au coût global des réclamations à date et pour établir une provision pour des réclamations futures basées sur l'expérience passée.

(4) Se rapporte à l'écart entre les réclamations et les montants recouverts sur les ventes de biens connexes et d'autres recouvrements.

* Moins de \$500,000.

** Sans objet.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA - Continued

5. Contingent Liabilities

A contingent liability is a potential liability which may become an actual liability when one or more future events occur or fail to occur. The details of the contingent liabilities of the Government are provided in the following statement and consist of explicit guarantees by the Government and potential losses arising from pending and threatened litigation relating to claims and assessments in respect of breach of contract, damages to persons and property and like items.

The authorized limit represents the aggregate total of various types of authorities of Government bodies as stipulated in legislation, legal agreements or other documents that may be in force at any one time.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

5. Passif éventuel

Un élément de passif éventuel signifie un élément de passif possible qui peut se transformer en un élément de passif réel advenant un ou plusieurs événements futurs. Le détail du passif éventuel du gouvernement est fourni dans l'état suivant et comprend les garanties formelles par le gouvernement et les pertes possibles résultant de causes en instance ou imminentes relatives à des demandes d'indemnité et d'évaluation à l'égard de l'inexécution de contrats, de dommages causés à des personnes et à un bien et d'éléments connexes.

Les limites autorisées indiquées dans le tableau ci-dessous désignent le montant total des divers genres d'autorisations utilisées par des organismes gouvernementaux tels que stipulées dans la législation, des ententes légales ou d'autres documents qui peuvent être en vigueur à un moment donné.

STATEMENT OF CONTINGENT LIABILITIES
as at June 30, 1989ETAT DU PASSIF EVENTUEL
au 30 juin 1989

(in millions of dollars - en millions de dollars)

	Authorized limit (where applicable) ⁽¹⁾	Contingent liability ⁽²⁾	Percentage of net claims to outstanding guarantees (where applicable) ⁽³⁾
	Limite autorisée (s'il y a lieu) ⁽¹⁾	Passif éventuel ⁽²⁾	Rapport entre les indemnités nettes et les garanties en vigueur (s'il y a lieu) ⁽³⁾
EXPLICIT GUARANTEES BY THE GOVERNMENT OF -			
Borrowings by Crown corporations which are not agents of Her Majesty -			
Canadian National Railway Company - Bonds and notes.....		*	*
Borrowings by other than Crown corporations -			
From agents -			
Loans to Indians by the Canada Mortgage and Housing Corporation and the Farm Credit Corporation, for on-reserve housing.....		575	71 ⁽⁴⁾ 1.7
From other than agents -			
Guarantee programs of the Government -			
Canada Student Loans Act.....		5,529	2,553 2.7
Small Businesses Loans Act.....	922 ⁽⁸⁾	655	4.8
Farm Improvement Loans Act and Farm Improvement and Marketing Cooperatives			
Loans Act.....	147 ⁽⁵⁾	160	.6
Atlantic Enterprise Program.....	95	95 ⁽⁶⁾	.1
Advance Payments for Crops Act.....	400	66	
Enterprise development program and Canadian Industrial Renewal Board.....			
Fisheries Improvement Loans Act.....		1,039	14 ⁽⁷⁾ 9.8
Regional Development Incentives Act.....		30 ⁽⁹⁾	8 75.3
Financial obligations incurred by air carriers regarding purchase of The de Havilland Aircraft of Canada, Limited DHC-7 and DHC-8 aircraft.....		22	5 31.8
Loans to Indians by approved lenders for on-reserve housing.....		925 ⁽⁸⁾	440 ⁽⁸⁾
Indian economic development.....			
Loans to promote the commercial activities of Eskimos.....		5	1
	9,343	4,371	
GARANTIES FORMELLES PAR LE GOUVERNEMENT POUR -			
Emprunts par des sociétés de la Couronne qui ne sont pas mandataires de Sa Majesté -			
Chemins de fer nationaux du Canada - Obligations et effets.....		*	*
Emprunts effectués par des entités autres que des sociétés de la Couronne -			
De sociétés mandataires -			
Prêts consentis aux Indiens par la Société canadienne d'hypothèques et de logement et la Société du crédit agricole, pour habitations sur les réserves.....		71 ⁽⁴⁾	1.7
De sociétés non mandataires -			
Programmes de garantie du gouvernement -			
Loi fédérale sur les prêts aux étudiants.....	5,529	2,553	2.7
Loi sur les prêts aux petites entreprises.....	922 ⁽⁸⁾	655	4.8
Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative.....	147 ⁽⁵⁾	160	.6
Programme Entreprise Atlantique.....	95	95 ⁽⁶⁾	.1
Loi sur le paiement anticipé des récoltes.....	400	66	
Programme d'expansion des entreprises et Office canadien pour un renouveau industriel.....			
Loi sur les prêts aux entreprises de pêche.....	1,039	14 ⁽⁷⁾	9.8
Loi sur les subventions au développement régional.....	30 ⁽⁹⁾	8	75.3
Dettes encourues par des transporteurs aériens concernant l'achat des aéronefs DHC-7 et DHC-8 de The de Havilland Aircraft of Canada, Limited.....	22	5	31.8
Prêts consentis aux Indiens par des prêteurs agréés pour habitations sur les réserves.....	925 ⁽⁸⁾	440 ⁽⁸⁾	
Développement économique des Indiens.....			
Prêts pour encourager les activités commerciales des Esquimaux.....	5	1	
	9,343	4,371	

GOVERNMENT OF CANADA

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - ContinuedNOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - SuiteSTATEMENT OF CONTINGENT LIABILITIES
as at June 30, 1989ETAT DU PASSIF EVENTUEL
au 30 juin 1989

		(in millions of dollars - en millions de dollars)		
		Authorized limit (where applicable) ⁽¹⁾	Contingent liability ⁽²⁾	Percentage of net claims to outstanding guarantees (where applicable) ⁽³⁾
		Limite autorisée (s'il y a lieu) ⁽¹⁾	Passif éventuel ⁽²⁾	Rapport entre les indemnités nettes et les garanties en vigueur (s'il y a lieu) ⁽³⁾
				%
Other explicit loan guarantees -	Autres garanties formelles de prêts -			
Loans to NewGrade Energy Inc to finance construction of a heavy oil upgrader.....	Prêts à la société NewGrade Energy Inc pour financer la construction d'une usine de valorisation du pétrole lourd.....	275	249	
Loans to construct coal handling and terminal facilities by Ridley Terminals Inc.....	Prêts pour la construction d'installations de manutention du charbon et de terminus par Ridley Terminals Inc.....	230	200	
Loans to Marine Industries Limited for acquisition of assets.....	Prêts à Marine Industries Limited pour l'acquisition de biens.....	40	40	
Loan to St. Mary's Paper Inc to modernize and expand a paper making facility at Sault Ste Marie, Ontario.....	Prêt à St. Mary's Paper Inc pour moderniser et agrandir une papeterie à Sault Ste Marie, Ontario.....	15	15	
Loans for the restructuring of Maislin Industries Ltd.....	Prêts pour la réorganisation de Maislin Industries Ltd.....	10 ⁽⁸⁾	10 ⁽⁸⁻¹¹⁾	
Loan to Nardex Canada Ltée for the manufacture of radio-protection and radio telecommunication systems.....	Prêt à Nardex Canada Ltée pour la fabrication des systèmes de protection et de télécommunication radiophonique.....	1	1	
Loans for the financing of Cheticamp Fishermen's Co-operative Society Ltd.....	Prêts pour le financement de Cheticamp Fishermen's Co-operative Society Ltd.....	*	*	
		571	515	
Insurance programs of the Government ⁽¹²⁾ -	Programmes d'assurance du gouvernement ⁽¹²⁾ -			
Insurance against accidents at nuclear installations under the Nuclear Liability Act ⁽¹³⁾	Assurance en prévision des accidents aux installations nucléaires en vertu de la Loi sur la responsabilité nucléaire ⁽¹³⁾	675	664	
Insurance under the Fishing Vessel Insurance Plan ⁽¹⁴⁾	Assurance aux termes du régime d'assurance des bateaux de pêche ⁽¹⁴⁾	23	462	
Accounts administered for the Government by the Export Development Corporation - Insurance and related guarantees.....	Comptes administrés par la Société pour l'expansion des exportations au nom du gouvernement - Assurance et garanties connexes.....	7,000 ⁽¹⁵⁾ 7,698	294 1,420	
Other explicit guarantees ⁽¹⁶⁾ -	Autres garanties formelles ⁽¹⁶⁾ -			
Guarantees under the Prairie Grain Advance Payments Act.....	Garanties en vertu de la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies.....	73	73	⁽¹⁷⁾
Guarantees under the Agriculture Products Co-operative Marketing Act.....	Garanties en vertu de la Loi sur la vente coopérative des produits agricoles.....	5	5	1.0
Guarantees of residual liabilities resulting from the devolution of Northern Canada Power Commission.....	Garanties de passifs résiduels suite à la dévolution de la Commission d'énergie du Nord canadien.....	1 79	1 79	
Total explicit guarantees.....	Total des garanties formelles.....	18,266	6,456	
PENDING AND THREATENED LITIGATION.....	CAUSES EN INSTANCE ET IMMINENTES.....		2,739 ⁽⁸⁻¹⁸⁾	
Total ⁽¹⁹⁾	Total ⁽¹⁹⁾		9,195	

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA - Continued

- (11) The authorized limits indicated in the statement above represent the aggregate total of various types of authorities of Government bodies as stipulated in legislation, legal agreements or other documents that may be in force at any one time.
- (12) A contingent liability is a potential liability which may become an actual liability when one or more future events occur or fail to occur.
- (13) Represents the average percentage over the most recent 5 years of net claims to the average amount of outstanding guarantees for the same period computed as at June 30, 1989. In some situations where historical data is not readily available, departmental estimates have been used.
- (14) Includes committed guarantees for the following loans to be made: to Indians for on-reserve housing \$79,437,687 and for Indian economic development \$908,570. As at the reporting date, no loans had been issued for these amounts.
- (15) The Act places limits on the maximum amount of guarantee for loans made by eligible lenders over different loan periods. The maximum amount of guarantee by lender is expressed in legislation as a percentage of aggregate loans made to qualified borrowers and varies according to the dollar value range of aggregate loans made by the lender. The authorized limits for given loan periods are included in the figure reported until all qualified loans made by all eligible lenders, in the given periods, are no longer outstanding, and are not adjusted for loan repayments nor payments made by the Government for guaranteed amounts in which default has occurred.
- (16) The Atlantic Enterprise Program offers loan insurance on new term loans for the establishment, expansion or modernization of commercial operations in eligible sectors in the Atlantic provinces where the Program is administered by the Atlantic Canada Opportunities Agency (\$84,050,664 as at June 30, 1989) and in the Gaspé Peninsula and Magdalen Islands, Quebec where administration of the Program is the responsibility of the Department of Industry, Science and Technology (\$10,573,870 as at June 30, 1989). Industry, Science and Technology also has responsibility for all capital projects in excess of \$20 million.
- (17) Includes \$62,034 attributable to the Canadian Industrial Renewal Board.
- (18) Amount denominated wholly or partially in a foreign currency and translated at the closing rate of exchange as at date of statement.
- (19) The authorized limit for loan guarantees for on-reserve housing totals \$575,000,000 (shown above) for loans made by the Canada Mortgage and Housing Corporation, the Farm Credit Corporation and other approved lenders.
- (20) The maximum aggregate amount that may be paid or that may have been paid from the Consolidated Revenue Fund (CRF) relative to Indian Economic Development, in previous, current or subsequent years, with respect to all guarantees authorized and granted, is set at \$60 million. As at June 30, 1989, a total of \$25,900,547 has been expended from the CRF leaving a balance of \$34,099,453 available for disbursement.
- (21) Maislin Industries Ltd was placed in receivership on July 11, 1983 and was declared bankrupt on October 19, 1983. To date, the Government has made interim payments totalling \$18,500,000 US to creditors under a guarantee in the amount of \$27,000,000 US. It is anticipated that the Government will be called upon to make a final payment to settle remaining obligations to creditors when certain issues are settled in US Bankruptcy Court however the amount cannot be determined at present with any certainty.

GOVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

- (11) Les limites autorisées indiquées dans l'état ci-dessus désignent le montant total des divers genres d'autorisations utilisés par des organismes gouvernementaux, tels que stipulés dans la législation, des ententes légales ou d'autres documents, qui peuvent être en vigueur à un moment donné.
- (12) Un élément de passif éventuel signifie un élément de passif possible qui peut se transformer en élément de passif réel advenant un ou plusieurs événements futurs.
- (13) Représente le rapport au cours des cinq derniers exercices entre la moyenne des indemnités nettes et la moyenne des garanties en cours pour la même période, calculé au 30 juin 1989. Dans les cas où les données d'origine ne sont pas facilement disponibles, les prévisions ministérielles ont été utilisées.
- (14) Comprend les engagements de garanties, à être effectués, concernant les prêts suivant: aux Indiens pour habitations sur les réserves, \$79,437,687 et pour le développement économique des Indiens, \$908,570. Aucun prêts n'avait été consenti en raison de ces montants à la date de comptabilisation.
- (15) La Loi limite la somme maximum de la garantie pour prêts effectués par des prêteurs admissibles sur différentes périodes de prêts. La somme maximum de la garantie accordée à chaque prêteur est énoncée, d'après la Loi, comme étant un pourcentage du total des prêts consentis aux emprunteurs autorisés et varie selon la valeur totale des prêts effectués par le prêteur. Les limites autorisées pour des périodes de prêts données sont comprises dans le chiffre divulgué jusqu'à ce que tous les prêts approuvés et consentis par les prêteurs admissibles dans la période donnée, soient réglés. Ces limites ne sont pas redressées par les remboursements de prêts ni par les paiements effectués par le gouvernement pour les montants garantis en souffrance.
- (16) Le Programme Entreprise Atlantique offre des assurances de prêts sur de nouveaux prêts à terme pour établir, moderniser ou agrandir des opérations commerciales dans les secteurs éligibles des provinces de l'Atlantique où le Programme est administré par l'Agence de promotion économique au Canada atlantique (\$84,050,664 au 30 juin 1989) et pour la péninsule de Gaspé et les Îles-de-la-Madeleine du Québec où le ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie a la responsabilité de l'administration du Programme (\$10,573,870 au 30 juin 1989). Ce ministère a aussi la responsabilité de tous les projets d'immobilisation dépassant \$20 millions.
- (17) Comprend un montant de \$62,034 imputable à l'Office canadien pour un renouvellement industriel.
- (18) Montant libellé entièrement ou partiellement en une devise étrangère et converti au cours du change en vigueur à la date de comptabilisation.
- (19) La limite autorisée sur les prêts garantis pour habitations sur les réserves s'élève à \$575,000,000 (voir ci-haut) pour les prêts effectués par la Société canadienne d'hypothèques et de logement, la Société du crédit agricole et par d'autres prêteurs agréés.
- (20) Le montant maximum total déboursé ou pouvant être déboursé à même le Fonds du revenu consolidé (FRC) pour l'exercice en cours et les exercices précédents ou subséquents relativement aux garanties autorisées et accordées pour le développement économique des Indiens est fixé à \$60 millions. Au 30 juin 1989 un montant total de \$25,900,547 a été déboursé à même le FRC laissant un solde disponible de \$34,099,453.
- (21) Maislin Industries Ltd a été placée sous séquestre le 11 juillet 1983 et a déclaré faillite le 19 octobre 1983. À la date de comptabilisation, le gouvernement a effectué des versements provisoires totalisant \$18,500,000 E-U aux créanciers en vertu d'une garantie au montant de \$27,000,000 E-U. On anticipe que le gouvernement devra effectuer un paiement final pour régler les obligations restantes aux créanciers lors du règlement de certaines émissions au tribunal des faillites des États-Unis mais le montant ne peut pas être déterminé, en ce moment, avec certitude.

GOVERNMENT OF CANADA

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - ConcludedNOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Fin

(12) Since 1984 the Canada Mortgage and Housing Corporation (CMHC) has operated the Mortgage Rate Protection Program on behalf of the Government. In return for payment of a premium, CMHC will reimburse homeowners 75% of any increase in monthly mortgage payments, above a deductible, due to higher interest rates at the time of mortgage renewal. As recent mortgage interest rates have been relatively stable, the Program is not widely utilized and loans covered by the Program at June 30, 1989 amounted to only \$911,000 (\$911,000 at June 30, 1988). Premiums collected by CMHC are remitted directly to the Consolidated Revenue Fund (CRF) and obligations are ultimately payable from the CRF. Because of the nature of the Program, it is not possible to estimate the amounts, if any, that might be payable at some future date.

(12) Depuis 1984, La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) opère, pour le compte du gouvernement, le Programme de protection des taux hypothécaires. Sur paiement de primes, la SCHL rembourse, lors du renouvellement, les propriétaires 75% des augmentations causées par les hausses marquées de taux d'intérêt au-delà d'un montant déductible. Les taux hypothécaires étant relativement stables, le Programme n'est pas tellement utilisé et les prêts couverts par le Programme au 30 juin 1989 ne s'élèvent qu'à \$911,000 (\$911,000 au 30 juin 1988). Les primes encaissées par la SCHL sont remises au Fonds du revenu consolidé (FRC) et les créances du Programme sont payables à même le FRC. La nature même du Programme ne permet aucune estimation des créances futures.

(13) There have been no claims under the Nuclear Liability Act since its inception in 1970. The Act covers 14 Canadian nuclear installations as at June 30, 1989.

(13) Il n'y a eu aucune réclamation en vertu de la Loi sur la responsabilité nucléaire depuis sa mise en vigueur en 1970. La Loi couvre 14 installations nucléaires canadiennes au 30 juin 1989.

(14) The Fishing Vessel Insurance Plan is administered by the Government to assist fishermen in meeting abnormal capital losses. A specified purpose account is credited with all amounts received by way of premiums, recoveries and with advances in accordance with regulations by the Government, such advances not to exceed \$150,000 at any time. The account is debited with refunds of premiums and payments in settlement of third party vessel collision damage claims against fishermen, where the collision involves a vessel insured under the Plan. As at March 31, 1989, the insured value of vessels under the Plan amounted to \$462,389,000; the balance of the account was \$22,642,963 and outstanding claims against the Plan amounted \$1,250,000 (most recent data available).

(14) Le Régime d'assurance des bateaux de pêche est administré par le gouvernement afin d'assurer les pêcheurs contre des pertes en capital anormales. Un compte à fins déterminées est crédité de toutes les sommes encaissées à titre de primes et de recouvrements, ainsi que des avances consenties par le gouvernement conformément à ces règlements, de telles avances ne devant pas dépasser en tout temps \$150,000. Le compte est débité de remboursements de primes et du règlement des réclamations de dommages-intérêts envers des tiers pour collision, lorsque la collision met en cause un bateau assuré aux termes du Régime. Au 31 mars 1989, la valeur assurée des bateaux aux termes du Régime se chiffrait à \$462,389,000; le solde du compte était de \$22,642,963 et les réclamations non-réglées au titre du Régime se sont élevées à \$1,250,000 (données les plus récentes disponibles).

(15) The Export Development Act specifies that the Export Development Corporation may enter into contracts of insurance, re-insurance, related guarantees and other agreements up to a maximum of \$7 billion, the authorized limit.

(15) La Loi sur l'expansion des exportations précise que la Société pour l'expansion des exportations peut conclure des contrats d'assurance, de réassurance, de garanties connexes et d'autres accords jusqu'à un maximum de \$7 milliards, ce qui représente la limite autorisée.

(16) A letter of comfort has been issued with respect to credit grain sales by the Canadian Wheat Board. The letter states that the Government will assume responsibility for the liabilities arising from defaults in payment by countries purchasing Canadian grain on credit. Receivables under this guarantee amounted to approximately \$3.7 billion at June 30, 1989.

(16) Une lettre d'accord présumé a été émise concernant les ventes de céréales à crédit par la Commission canadienne du blé. La lettre spécifie que le gouvernement assumera la responsabilité de la dette advenant le défaut de paiement par un pays achetant à crédit les céréales canadiennes. Le montant débiteur au 30 juin 1989 en vertu de cette garantie, s'élève à environ \$3.7 milliards.

(17) Less than 0.1%.

(17) Moins de 0.1%.

(18) Includes \$1.5 billion related to native statutory and treaty obligations representing plaintiffs' claims in 59 litigation cases. There are another 120 similar cases for which amounts are not stated in the claims, and for which it is not possible to determine the amounts that may be ultimately payable.

(18) Comprend \$1.5 milliard relié aux engagements envers les autochtones par suite de statuts et traités. Ce montant représente les revendications des plaignants dans 59 causes en litige. Il y a 120 causes semblables pour lesquelles des montants ne sont pas énoncés dans les revendications et pour lesquelles il est impossible de déterminer les montants qui peuvent finalement être à payer.

(19) Contingent gains. A contingent gain is a potential gain or possible recovery that may become an actuality when one or more future events occur or fail to occur. Three departments reported contingent gains as at June 30, 1989 totalling approximately \$8 million.

(19) Gains éventuels. Un gain éventuel est un gain potentiel ou un recouvrement possible pouvant se matérialiser advenant un ou plusieurs événements futurs. Trois ministères ont déclaré des gains éventuels au 30 juin 1989 totalisant approximativement \$8 millions.

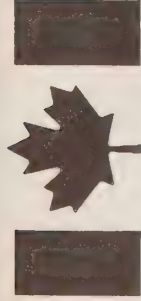
* Less than \$500,000.

* Moins de \$500,000.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

341
5160
-572

**Statements
of Financial
Operations**

**États
des opérations
financières**

For

pour

Decembre 1989

décembre 1989

Fiscal Year
1989-90

Exercice
1989-90



The Honourable Paul Dick
Receiver General for Canada

L'honorable Paul Dick
Receveur général du Canada

Any inquiries should be directed to the:

Manager,
Government Accounts and Reports Group,
Accounting, Banking and Compensation
Directorate,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada.
K1A 0S5
Telephone: (819) 956-1794

Toute demande de renseignements devrait être faite à la personne
suivante:

Le gestionnaire,
Groupe des Comptes et Rapports du gouvernement,
Direction générale de la Comptabilité, de la gestion
bancaire et de la rémunération,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada.
K1A 0S5
Téléphone: (819) 956-1794

TABLE OF CONTENTS

	<u>PAGE</u>
Preface	1
Monthly Statements of Financial Operations	
Table I - Summary Statement of Transactions	3
Table II - Detailed Statement of Transactions	4
Table III - Statement of Budgetary Expenditure by Department	8
Notes to the Monthly Statements of Financial Operations	20

TABLE DES MATIERES

	<u>PAGE</u>
Préface	1
Etats mensuels des opérations financières	
Tableau I - Etat sommaire des opérations	3
Tableau II - Etat détaillé des opérations	4
Tableau III - Etat des dépenses budgétaires par ministère	8
Notes se rapportant aux états mensuels des opérations financières	20

PREFACE TO THE
MONTHLY STATEMENTS OF
FINANCIAL OPERATIONS
OF THE GOVERNMENT OF CANADA

The fundamental purpose of the monthly Statements of Financial Operations is to provide information to interested users of data on the government's financial operations, and to facilitate an understanding and evaluation of the full nature and extent of the financial affairs and resources for which the Government is responsible.

The two basic concepts underlying the Government's accounting system are found in the Constitution Acts: first, the concept of the Consolidated Revenue Fund, which emanates from the requirement that all duties and revenues received, other than those reserved to the provinces, "shall form One Consolidated Revenue Fund"; second, the concept that the balance of the Fund, after certain prior charges, "shall be appropriated by the Parliament of Canada".

The Statements of Financial Operations consist of Summary and Detailed Statements of Transactions, a Statement of Budgetary Expenditure by Department and accompanying notes. The Statements of Transactions show how the financial requirements were met and the effect of the transactions on the Consolidated Revenue Fund. In the Summary and Detailed Statements of Transactions, the financial transactions are classified into the following categories:

- The first category, budgetary, consists of all the transactions with outside parties which enter into the calculation of the annual deficit or surplus of the Government, that is, the receipts from tax revenue and non-tax revenue, together with the expenditures authorized by Parliament.
- The second category, non-budgetary, consists of transactions in loans, investments and advances, in liabilities for the administration of certain public money received or collected for special purposes, and in other assets and liabilities.
- The third category, foreign exchange, reflects transactions in international reserves held in the Exchange Fund Account (the principal objective of which is to aid in the control and protection of the external value of the Canadian dollar) together with an accounting of the net position of the Government with respect to the International Monetary Fund. Foreign exchange transactions include unmatured debt payable in foreign currencies.
- The fourth category, unmatured debt, represents the extent to which financial requirements have been met through the increase in unmatured debt, that is, the net change in amounts owing for marketable bonds, Canada savings bonds, special non-marketable bonds issued to the Canada Pension Plan Investment Fund and Treasury bills. Unmatured debt transactions exclude unmatured debt payable in foreign currencies.
- The final section of the statement shows the cash balances and the balances of unmatured debt at the end of the period. Additional disclosure of the unmatured debt balance by type of instrument is also provided.

The third statement gives a more detailed accounting of budgetary expenditure transactions by department. Total net expenditure reported on the Detailed Statement of Transactions differs from the total expenditure by department. The difference represents transactions of certain specified purpose accounts, the provision for valuation which is not applied to each appropriation and budgetary transactions internal to the Government.

PREFACE AUX
ÉTATS MENSUELS DES
OPÉRATIONS FINANCIÈRES
DU GOUVERNEMENT DU CANADA

Le but fondamental des états mensuels des opérations financières est de fournir des renseignements aux utilisateurs intéressés aux opérations financières du gouvernement, et de faciliter une compréhension et une évaluation de la nature et de toute l'étendue des affaires financières et des ressources pour lesquelles le gouvernement est responsable.

Les deux notions de base sur lesquelles est fondé le système comptable du gouvernement se trouvent dans les Lois constitutionnelles. Premièrement, la notion du Fonds du revenu consolidé qui découle de l'exigence que tous les droits et recettes, autres que ceux qui sont réservés aux provinces, "formeront un fonds du revenu consolidé", deuxièmement, la notion suivant laquelle le solde du Fonds, après certaines imputations préalables, "sera approprié par le Parlement du Canada".

Les états des opérations financières consistent des états sommaire et détaillé des opérations, d'un état des dépenses budgétaires par ministère et des notes afférentes. Les états des opérations financières indiquent la façon dont les besoins financiers ont été rencontrés et l'effet des opérations sur le Fonds du revenu consolidé. Dans les états sommaire et détaillé des opérations, les opérations financières sont classées sous les catégories suivantes:

- La première catégorie, les opérations budgétaires, consiste de toutes les opérations avec les tiers qui entrent dans le calcul du déficit ou de l'excédent annuel du gouvernement, et comprend les rentrées provenant des recettes fiscales et des recettes non fiscales, de même que les dépenses autorisées par le Parlement.
- La deuxième catégorie, les opérations non budgétaires, comprend les opérations dans les prêts, dotations en capital et avances, dans les éléments de passif reliés à l'administration de certains deniers publics encaissés ou perçus pour des fins déterminées, et dans les autres éléments d'actif et de passif.
- La troisième catégorie, les opérations de change, reflète les opérations dans les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes (le but principal est d'aider à contrôler et à protéger la valeur extérieure de l'unité monétaire canadienne) de même qu'une comptabilité de la situation nette du gouvernement en ce qui concerne le Fonds monétaire international. Les opérations de change comprennent la dette non échue à payer en devises étrangères.
- La quatrième catégorie, les opérations de la dette non échue, représente la mesure dans laquelle les besoins financiers ont été satisfaits au moyen d'une augmentation de la dette non échue qui indique le changement net dans les montants dus relatifs aux obligations négociables, aux obligations d'épargne du Canada, aux obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada et aux bons du Trésor. Les opérations de la dette non échue ne comprennent pas la dette non échue à payer en devises étrangères.
- La dernière section de l'état montre le solde de caisse et le solde de la dette non échue à la fin de l'exercice. Les effets à payer relatifs au solde de la dette non échue sont également divulgués par catégorie.

Le troisième état fournit une comptabilité plus détaillée des opérations des dépenses budgétaires par ministère. Le total des dépenses brutes présenté à l'état détaillé des opérations est différent du total des dépenses par ministère. La différence représente les opérations de certains comptes à fins déterminées, la provision pour évaluation qui n'est pas appliquée à chaque crédit et les opérations budgétaires internes du gouvernement.

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE I - SUMMARY STATEMENT OF TRANSACTIONS

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU I - ETAT SOMMAIRE DES OPERATIONS

		(in millions of dollars - en millions de dollars)			
		MONTH OF DEC. - MOIS DE DEC.		YEAR TO DATE - A CE JOUR	
		1989	1988	1989-90	1988-89
I. BUDGETARY TRANSACTIONS	I. OPERATIONS BUDGETAIRES				
Revenue.....	Recettes.....	+ 10,763	+ 9,310	+ 81,077	+ 73,878
Expenditure.....	Dépenses.....	- 11,664	- 11,255	- 99,849	- 91,593
Deficit.....	Déficit.....	- 901	- 1,945	- 18,772	- 17,715
II. NON-BUDGETARY TRANSACTIONS	II. OPERATIONS NON BUDGETAIRES				
(source + requirement -)	(provenance + besoin -)				
Loans, investments	Prêts, dotations en capital et				
and advances.....	avances.....	- 21	+ 40	+ 665	- 274
Specified purpose accounts.....	Comptes à fins déterminées.....	+ 1,434	+ 1,499	+ 4,891	+ 4,703
Other transactions.....	Autres opérations.....	- 1,929	- 1,650	- 5,870	- 6,115
Net source (+) or requirement (-)...	Provenance nette (+) ou besoin net (-)	- 516	- 111	- 314	- 1,686
Financial requirements (excluding	Besoins financiers (opérations de				
foreign exchange transactions)....	change non comprises).....	- 1,417	- 2,056	- 19,086	- 19,401
III. FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS	III. OPERATIONS DE CHANGE				
(source + requirement -).....	(provenance + besoin -).....	+ 1,716	+ 1,973	+ 30	- 2,564
Total financial requirements.....	Total des besoins financiers.....	+ 299	- 83	- 19,056	- 21,965
IV. UNMATURED DEBT TRANSACTIONS	IV. OPERATIONS DE LA DETTE NON ECHUE				
(source + requirement -).....	(provenance + besoin -).....	+ 1,989	+ 3,084	+ 19,979	+ 23,590
Change in cash	Variation de la caisse				
(increase + decrease -).....	(augmentation + diminution -).....	+ 2,288	+ 3,001	+ 923	+ 1,625
V. CASH BALANCE AT END OF PERIOD.....	V. CAISSE EN FIN DE PERIODE.....			2,757	3,158

The accompanying tables and notes are
an integral part of this statement.

Les tableaux et les notes complémentaires
font partie intégrante de cet état.

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE II - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU II - ETAT DETAILLE DES OPERATIONS

(in millions of dollars - en millions de dollars)

MONTH OF DEC. - MOIS DE DEC. YEAR TO DATE - A CE JOUR
1989 1988 1989-90 1988-89

I. BUDGETARY TRANSACTIONS

Revenue
Tax revenue -
Income Tax -
Personal.....
Corporation.....
Unemployment Insurance
Contributions.....
Non-resident.....
Excise taxes and duties -
Sales tax.....
Customs import duties.....
Energy taxes.....
Other.....
Other tax revenue.....

Total tax revenue.....

Non-tax revenue -
Return on investments.....
Other non-tax revenue.....

Total non-tax revenue.....

TOTAL NET REVENUE.....

Expenditure

Major transfer and subsidy
payments -
To persons -
Old age security benefits,
guaranteed income supplements and
spouses' allowances.....
Unemployment insurance benefits.....
Family allowance.....
Veterans benefits.....
To other levels of government -
Fiscal arrangements.....
Insurance and medical care
services.....
Canada Assistance Plan.....
Education support.....

Total major transfer and
subsidy payments.....

Other Program Expenditures -
Defence.....
External affairs and aid.....
All other departments and agencies.....

Total other program
expenditures.....

Public debt.....

TOTAL NET EXPENDITURE.....

DEFICIT.....

I. OPERATIONS BUDGETAIRES

Recettes
Recettes fiscales -
Impôt sur le revenu -
Particuliers.....
Sociétés.....
Cotisations d'assurance-
chômage.....
Non résidents.....
Taxes et droits d'accise -
Taxe sur les ventes.....
Droits de douane à l'importation.....
Taxes en matière d'énergie.....
Autres.....
Autres recettes fiscales.....

Total des recettes fiscales.....

Recettes non fiscales -
Produits de placements.....
Autres recettes non fiscales.....

Total des recettes non fiscales.....

TOTAL DES RECETTES NETTES.....

Dépenses

Principaux paiements de transfert et
subventions -
Aux particuliers -
Prestations de sécurité de la
vieillesse, suppléments de revenu
garanti et allocations au conjoint....
Prestations d'assurance-chômage.....
Allocations familiales.....
Prestations aux anciens combattants....
A d'autres paliers du gouvernement -
Arrangements fiscaux.....
Assurance et services de soins
médicaux.....
Régime d'assistance publique du Canada
Aide à l'éducation.....

Total des principaux paiements de
transfert et subventions.....

Autres dépenses des programmes -
Défense.....
Aide et affaires extérieures.....
Autres ministères et organismes.....

Total des autres dépenses des
programmes.....

Dettes publiques.....

TOTAL DES DEPENSES NETTES.....

DEFICIT.....

4,996	4,348	38,637	34,088
785	645	7,477	6,107
853	966	7,583	8,718
138	91	922	868
6,772	6,050	54,619	49,781
1,978	1,154	14,359	12,001
159	374	3,408	3,434
106	337	1,088	1,898
609	256	2,212	2,223
2,852	2,121	21,067	19,556
15	11	138	205
9,639	8,182	75,824	69,542
879	888	3,643	3,228
245	240	1,610	1,108
1,124	1,128	5,253	4,336
10,763	9,310	81,077	73,878
1,361	1,281	11,992	11,306
901	901	8,004	7,419
221	217	1,979	1,947
147	122	1,229	1,165
2,630	2,521	23,204	21,837
688	651	6,268	5,546
554	588	5,099	5,227
406	371	3,631	3,470
180	201	1,678	1,771
1,828	1,811	16,676	16,014
4,458	4,332	39,880	37,851
952	941	7,235	6,727
221	277	2,007	2,336
2,617	2,637	21,550	20,365
3,790	3,855	30,792	29,428
3,416	3,068	29,177	24,314
11,664	11,255	99,849	91,593
901	1,945	18,772	17,715

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE II - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU II - ETAT DETAILLE DES OPERATIONS - Suite

(in millions of dollars - en millions de dollars)

	MONTH OF DEC. - 1989	MOIS DE DEC. 1988	YEAR TO DATE - 1989-90	A CE JOUR 1988-89
II. NON-BUDGETARY TRANSACTIONS (source + requirement -)				
<u>Loans, investments and advances</u>				
Crown corporations -				
Lending institutions -				
Canada Deposit Insurance Corporation.....			195 -	416
Canada Mortgage and Housing Corporation.....	+	93 +	157 +	162
Export Development Corporation.....			25	
Farm Credit Corporation.....	-	113	50 +	139
Federal Business Development Bank.				
All other Crown corporations -				
Atomic Energy of Canada Limited...	+	1 +	19 +	16
Canada Development Investment Corporation.....				
Canadian National Railway Company.....			6 +	6
Petro-Canada.....			23 -	165
Other.....	+	30 +	2 -	143
Allowance for valuation.....	+	10 +	404 -	233
Other loans, investments and advances -				
Provincial and territorial governments.....	+	1 +	10 +	10
National governments including developing countries.....	-	10 +	13 -	6
International organizations (subscriptions less notes payable)....	-	20 +	40 -	18
Veterans' Land Act Fund advances less allowance for conditional benefits.....	+	3 +	14 +	18
Joint and mixed enterprises.....	-	6	330 +	34
Miscellaneous.....	+	1 -	66 -	79
Allowance for valuation.....	-	31 +	261 -	41
TOTAL LOANS, INVESTMENTS AND ADVANCES.....	-	21 +	665 -	274
II. OPERATIONS NON BUDGETAIRES (provenance + besoin -)				
<u>Prêts, dotations en capital et avances</u>				
Sociétés de la Couronne -				
Institutions de crédit -				
Société d'assurance-dépôts du Canada.....	+	195 -
Société canadienne d'hypothèques et de logement.....	+	93 +	+	157 +
Société pour l'expansion des exportations.....			25	
Société du crédit agricole.....	-	113	50 +	139
Banque fédérale de développement.....	-	20 +	402 -	90
Autres sociétés de la Couronne -				
Energie atomique du Canada, Limitée..	+	1 +	19 +	16
Corporation de développement des investissements du Canada.....				
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada.....			6 +	6
Petro-Canada.....			23 -	165
Autres.....	+	30 +	2 -	143
Provision pour évaluation.....	+	10 +	404 -	233
Autres prêts, dotations en capital et avances -				
Gouvernements provinciaux et territoriaux.....	+	1 +	10 +	10
Gouvernements nationaux y compris les pays en voie de développement....	-	10 +	13 -	6
Organismes internationaux (souscriptions moins effets à payer).....	-	20 +	40 -	18
Avances à la caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, non compris les provisions pour prestations conditionnelles....	+	3 +	14 +	18
Entreprises mixtes et en coparticipation.....	-	6	330 +	34
Divers.....	+	1 -	66 -	79
Provision pour évaluation.....	-	31 +	261 -	41
TOTAL DES PRETS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES.....	-	21 +	665 -	274
Specified purpose accounts				
Canada Pension Plan Account.....	-	169 -	58 +	294
Superannuation accounts.....	+	1,627 +	4,870 +	4,382
Government Annuities Account.....	-	8 -	79 -	79
Provincial tax collection agreements account.....	-	44 +	175 +	598
Deposit and trust accounts.....	+	14 +	104 -	626
Other.....	+	14 +	87 +	134
TOTAL SPECIFIED PURPOSE ACCOUNTS.....	+	1,434 +	4,891 +	4,703
Comptes à fins déterminées				
Compte du régime de pensions du Canada.	-	247	58 +	294
Comptes de pension de retraite.....	+	1,627 +	4,870 +	4,382
Compte des rentes sur l'Etat.....	-	8 -	79 -	79
Compte des accords de perception fiscale avec les provinces.....	-	44 +	175 +	598
Comptes de dépôt et de fiducie.....	+	14 +	104 -	626
Autres.....	+	14 +	87 +	134
TOTAL DES COMPTES A FINS DETERMINEES....	+	1,434 +	4,891 +	4,703

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE II - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU II - ETAT DETAILLE DES OPERATIONS - Suite

(in millions of dollars - en millions de dollars)

		MONTH OF DEC. - MOIS DE DEC.		YEAR TO DATE - A CE JOUR	
		1989	1988	1989-90	1988-89
<u>Other transactions</u>	<u>Autres opérations</u>				
Cash in transit.....	Fonds en transit.....			+	1,935 + 2,322
Interest and matured debt.....	Intérêts et dette échue.....	- 1,165 -	1,144	-	1,319 - 3,377
Accounts payable.....	Créditeurs.....	- 140 -	98	-	5,760 - 4,047
Outstanding cheques and warrants....	Chèques et mandats en circulation....	- 521 -	474	-	796 - 1,265
Miscellaneous.....	Divers.....	- 103 +	66	+	70 + 252
TOTAL OTHER TRANSACTIONS.....	TOTAL DES AUTRES OPERATIONS.....	- 1,929 -	1,650	-	5,870 - 6,115
TOTAL NON-BUDGETARY TRANSACTIONS.....	TOTAL DES OPERATIONS NON BUDGETAIRES.....	- 516 -	111	-	314 - 1,686
 <u>III. FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS</u> (source + requirement -)	 <u>III. OPERATIONS DE CHANGE</u> (provenance + besoin -)				
International reserves held in the Exchange Fund Account.....	Réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes.....	+ 2,675 +	1,781	+	2,655 - 786
International Monetary Fund - Subscriptions.....	Fonds monétaire international - Souscriptions.....	+ 2,675 +	1,781	+	15 - 786
Less: International Monetary Fund - Notes payable.....	Moins: Fonds monétaire international - Effets à payer.....	- 6	...	-	115 - 62
Special Drawing Rights allocations.....	Allocations de Droits de tirage spéciaux.....	- 6	...	-	115 - 62
Unmatured debt transactions payable in foreign currencies.....	Opérations de la dette non échue à payer en devises étrangères.....	- 953 +	192	-	2,525 - 1,716
TOTAL FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS....	TOTAL DES OPERATIONS DE CHANGE.....	+ 1,716 +	1,973	+	30 - 2,564
 <u>IV. UNMATURED DEBT TRANSACTIONS</u> (source + requirement -)	 <u>IV. OPERATIONS DE LA DETTE NON ECHUE</u> (provenance + besoin -)				
Marketable bonds.....	Obligations négociables.....	+ 825 +	600	+	5,866 + 8,777
Canada savings bonds.....	Obligations d'épargne du Canada.....	- 728 -	755	-	4,133 + 1,610
Special non-marketable bonds issued to the Canada Pension Plan Investment Fund.....	Obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada.....	... +	1	+	66 + 515
Treasury bills.....	Bons du Trésor.....	+ 1,750 +	3,250	+	17,850 + 14,050
Notes and loans.....	Effets et prêts.....	- 719	...	-	1,145 - 1,817
Canada bills.....	Bons du Canada.....	- 234 +	192	-	342 + 211
		+ 894 +	3,288	+	18,162 + 23,346
Less: Government's holdings of unmatured debt.....	Moins: Dette non échue détenue par le gouvernement.....	+ 142 -	12	-	708 - 1,472
Unmatured debt transactions payable in foreign currencies.....	Opérations de la dette non échue à payer en devises étrangères.....	+ 953 -	192	+	2,525 + 1,716
		+ 1,095 -	204	+	1,817 + 244
TOTAL UNMATURED DEBT TRANSACTIONS PAYABLE IN CANADIAN DOLLARS.....	TOTAL DES OPERATIONS DE LA DETTE NON ECHUE A PAYER EN DOLLARS CANADIENS.....	+ 1,989 +	3,084	+	19,979 + 23,590

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE II - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS - Concluded

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU II - ETAT DETAILLE DES OPERATIONS - Fin

		(in millions of dollars - en millions de dollars)	
		1989 AT DECEMBER 31 AU 31 DECEMBRE	1988 AT DECEMBER 31 AU 31 DECEMBRE
<u>V. CASH BALANCE AT END OF PERIOD</u>	<u>V. CAISSE EN FIN DE PERIODE</u>		
In Canadian dollars.....	En dollars canadiens.....	2,658	3,083
In foreign currencies.....	En devises étrangères.....	99	75
 TOTAL CASH BALANCE.....	 TOTAL DE LA CAISSE.....	 2,757	 3,158
 <u>VI. UNMATURED DEBT BALANCE</u>	 <u>VI. SOLDE DE LA DETTE NON ECHUE</u>		
Payable in Canadian dollars -	A payer en dollars canadiens -		
Marketable bonds.....	Obligations négociables.....	122,706	112,799
Canada Savings bonds.....	Obligations d'épargne du Canada.....	43,623	54,933
Special non-marketable bonds issued to the Canada Pension Plan Investment Fund.....	Obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada....	3,072	3,007
Treasury Bills.....	Bons du Trésor.....	120,550	95,100
		289,951	265,839
 Less:	 Moins:		
Government's holdings of unmatured debt.....	Dette non échue détenues par le gouvernement.....	4,933 285,018	5,214 260,625
 Payable in foreign currencies -	 A payer en devises étrangères -		
Marketable bonds.....	Obligations négociables.....	4,282	6,200
Notes and loans.....	Effets et prêts.....	766	2,109
Canada bills.....	Bons du Canada.....	791	1,257
		5,839	9,566
 Less:	 Moins:		
Government's holdings of unmatured debt.....	Dette non échue détenue par le gouvernement.....	42 5,797	... 9,566
 TOTAL UNMATURED DEBT.....	 TOTAL DE LA DETTE NON ECHUE.....	 290,815	 270,191

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT

GOVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

MONTH OF DEC. - MOIS DE DEC. YEAR TO DATE - A CE JOUR
1989 1988 1989-90 1988-89

Agriculture - Department -	Agriculture - Ministère -				
Management and Administration.....	Gestion et administration.....	4,702	4,806	45,799	42,803
Agri-Food -	Agro-alimentaire -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	40,471	41,642	406,707	377,224
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	5,941	5,254	32,761	33,765
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	42,640	73,607	312,298	327,003
Payments to producers under the Agricultural Stabilization Act.....	Paievements aux producteurs en vertu de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles.....	1,356	3,098	99,124	80,255
Contributions to the provinces under the Crop Insurance Act.....	Contributions aux provinces en vertu de la Loi sur l'assurance-récolte.....	5,012	42,813	7,753	105,536
Loan guarantees under the Farm Improvement and Marketing Cooperative Loans Act.....	Prêts garantis en vertu de la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative.....	550	66	4,681	3,246
Interest payments and guarantees under the Advance Payments for Crops Act.....	Paievements d'intérêts et garanties en vertu de la Loi sur le paiement anticipé des récoltes.....	99	2,615	4,375	6,957
Grants to agencies established under the Farm Products Marketing Agencies Act.....	Subventions aux offices établis conformément à la Loi sur les offices de commercialisation des produits de ferme.....	...	...	...	...
Racetrack Supervision Revolving Fund.....	Fonds renouvelable de la surveillance des hippodromes.....	676	171	984	2,523
Grains and Oilseeds -	Céréales et oléagineux -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	1,348	854	11,583	8,126
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	3,811	3,265	33,397	31,013
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	13,720	14,207	753,645	389,669
Payments in connection with the Prairie Grain Advance Payments Act.....	Paievements relatifs à la Loi sur les paievements anticipés pour le grain des Prairies.....	99	882	5,456	10,039
Payments in connection with the Western Grain Stabilization Act.....	Paievements relatifs à la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest.....	46,974	15,106	72,208	33,263
Write-off of advances to the credit of the Stabilization Account.....	Radiation d'avances portées au crédit du Compte de stabilisation.....	...	...	...	750,000
Canadian Dairy Commission.....	Commission canadienne du lait.....	167,399	208,044	1,788,803	2,196,376
Canadian Livestock Feed Board -	Office canadien des provendes -	378	381	3,339	3,097
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	129	121	1,108	985
Contributions.....	Contributions.....	1,417	1,550	10,974	11,404
		1,546	1,671	12,082	12,389
Farm Credit Corporation.....	Société du crédit agricole.....	...	...	...	...
		169,323	210,096	1,804,224	2,211,862

Atlantic Canada Opportunities Agency -	Agence de promotion économique du Canada atlantique -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	2,655	2,776	23,852	18,479
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	20,091	15,459	108,833	54,319
Liabilities in Atlantic Canada under the Small Businesses Loans Act.....	Obligations contractées dans la région de l'Atlantique en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises.....	144	46	1,773	1,458
Loan insurance payments.....	Paievements d'assurance-prêts.....	...	...	1,658	...
		22,890	18,281	136,116	74,256
Enterprise Cape Breton Corporation....	Société d'expansion du Cap-Breton.....	...	...	2,000	...
		22,890	18,281	138,116	74,256

(1)

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

		(in thousands of dollars - en milliers de dollars)			
		MONTH OF DEC. - 1989	MOIS DE DEC. 1988	YEAR TO DATE - 1989-90	A CE JOUR 1988-89
Communications -	Communications -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	12,971	12,249	108,664	97,954
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	1,065	1,267	6,982	6,724
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	9,214	6,450	50,539	43,432
Payments to the Canada Post Corporation.....	Versements à la Société canadienne des postes.....	9,182	...	45,911	41,320
Government Telecommunications Agency Revolving Fund.....	Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales...	6,249	3,557	18,723	9,054
		38,681	23,523	230,819	198,484
Canada Council.....	Conseil des Arts du Canada.....	8,559	...	100,531	91,838
Canadian Broadcasting Corporation -	Société Radio-Canada -				
Payments for operating expenditures.....	Paielements pour les dépenses de fonctionnement.....	101,769	72,345	717,434	681,605
Payments for working capital.....	Paielements pour le fonds de roulement...	33	342	2,701	3,315
Payments for capital expenditures...	Paielements pour les dépenses en capital.	4,250	7,313	66,917	67,314
		106,052	80,000	787,052	752,234
Canadian Film Development Corporation.....	Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne.....	10,507	9,937	100,438	92,545
Canadian Radio-television and Telecommunications Commission.....	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes.....	2,322	2,255	21,403	20,383
National Archives of Canada.....	Archives nationales du Canada.....	4,013	3,199	38,794	32,280
National Arts Centre Corporation.....	Corporation du Centre national des Arts..	1,300	1,500	15,436	13,100
National Film Board -	Office national du film -				
National Film Board Revolving Fund - Operating loss.....	Fonds renouvelable de l'Office national du film - Déficit de fonctionnement....	5,054	6,112	53,876	50,632
National Film Board Revolving Fund.....	Fonds renouvelable de l'Office national du film.....	372	678	1,835	2,993
		4,682	5,434	52,041	47,639
National Library.....	Bibliothèque nationale.....	3,332	2,326	25,056	21,143
National Museums of Canada -	Musées nationaux du Canada -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	6,266	5,954	56,386	50,665
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	1,463	2,157	16,034	9,734
		7,729	8,111	72,420	60,399
		187,177	136,285	1,443,990	1,330,045
Consumer and Corporate Affairs -	Consommateurs et Sociétés -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	10,760	9,795	102,499	90,884
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	452	563	2,696	2,430
Payments to the provinces for the purpose of research and development relating to medicine.....	Paielements aux provinces pour la recherche sur les médicaments et leur développement.....	...	...	...	...
		11,212	10,358	105,195	93,314
Competition Tribunal.....	Tribunal de la concurrence.....	138	43	798	552
Copyright Board.....	Commission du droit d'auteur.....	99	...	368	...
Hazardous Material Information Review Commission.....	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses.....	113	220	602	687
Patented Medicine Prices Review Board.....	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés.....	286	204	1,731	1,062
Procurement Review Board.....	Commission de révision des marchés publics.....	60	...	375	...
Standards Council of Canada.....	Conseil canadien des normes.....	662	770	4,798	4,719
		12,570	11,595	113,867	100,334

(1)

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		MONTH OF DEC. - MOIS DE DEC.		YEAR TO DATE - A CE JOUR	
		1989	1988	1989-90	1988-89
Employment and Immigration - Department/Commission -	Emploi et Immigration - Ministère/Commission -				
Corporate and Special Services.....	Services généraux et spéciaux.....	- 1,888	- 1,501	41,957	29,983
Employment and Insurance -	Emploi et assurance -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	9,483	3,885	118,999	64,114
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	133,227	111,232	910,122	905,976
Government's contribution to the Unemployment Insurance Account.....	Contribution de l'Etat au compte d'assurance-chômage.....	188,571	177,346	1,883,037	1,774,196
Government's contribution in respect of Fishermen's Benefits.....	Contribution de l'Etat au titre des prestations versées aux pêcheurs.....	45,550	10,991	144,046	96,482
Immigration -	Immigration -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	14,292	10,432	123,599	88,724
Contributions.....	Contributions.....	7,914	4,953	53,234	37,927
		397,149	317,338	3,274,994	2,997,402
Advisory Council on the Status of Women.....	Conseil consultatif sur la situation de la femme.....	240	340	2,370	2,218
Immigration and Refugee Board of Canada.....	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada.....	4,931	1,664	34,115	11,114
Status of Women - Office of the Co-ordinator.....	Condition féminine - Bureau de la coordonnatrice.....	318	287	2,349	1,927
		402,638	319,629	3,313,828	3,012,661
Energy, Mines and Resources - Department -	Energie, Mines et Ressources - Ministère -				
Administration.....	Administration.....	3,138	3,235	31,605	32,235
Energy -	Energie -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	6,039	7,550	50,877	57,091
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	7,842	1,451	42,317	9,819
Payments to Interprovincial Pipe Line Limited.....	Paievements à l'Interprovincial Pipe Line Limited.....	9,500	9,300	9,500	9,928
Canada/Nova Scotia Development Fund.....	Fonds de développement Canada/Nouvelle- Ecosse.....	...	...	...	...
Canada/Newfoundland Development Fund.....	Fonds de développement Canada/Terre-Neuve.....	...	4,140	4,819	10,561
Canada/Newfoundland Offshore Petroleum Board.....	Office Canada/Terre-Neuve des hydrocarbures extra-côtières.....	...	195	1,709	2,247
Nova Scotia Drilling Assistance Fund.....	Fonds d'aide destinés au forage Nouvelle-Ecosse.....	...	...	...	...
Petroleum Compensation.....	Indemnisation pétrolière.....	...	...	1,090	1,350
Canadian Exploration and Development Incentive Program.....	Programme canadien d'encouragement à l'exploration et à la mise en valeur..	...	33,684	...	158,141
Offshore Oil and Gas Resource Revenue Fund (Nova Scotia).....	Fonds des recettes provenant des ressources pétrolières et gazières (Nouvelle-Ecosse).....	...	...	...	...
Minerals and Earth Sciences -	Minéraux et sciences de la Terre -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	21,601	19,817	199,478	180,467
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	1,456	1,261	12,166	13,592
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	2,784	316	20,455	20,193
		52,360	80,949	371,836	495,624
Atomic Energy Control Board.....	Commission de contrôle de l'énergie atomique.....	2,324	1,832	16,886	15,159
Atomic Energy of Canada Limited.....	Energie atomique du Canada, Limitée.....	3,258	10,220	121,020	133,019
National Energy Board.....	Office national de l'énergie.....	1,971	1,483	16,433	15,695
Petro-Canada International Assistance Corporation.....	La Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale.....	2,200	2,500	24,350	34,665
		62,113	96,984	550,525	694,162

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

		(in thousands of dollars - en milliers de dollars)			
		MONTH OF DEC. - 1989	MOIS DE DEC. 1988	YEAR TO DATE - 1989-90	A CE JOUR 1988-89
Environment -	Environnement -				
Administration.....	Administration.....	1,810	4,863	35,992	31,250
Environmental Services -	Services de l'environnement -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	25,850	35,261	263,335	249,027
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	3,800	2,663	28,466	19,746
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	1,261	467	7,061	7,788
Parks -	Parcs -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	15,273	14,283	192,805	166,474
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	10,899	6,883	64,918	52,559
National Battlefields	Commission des champs de bataille				
Commission.....	nationaux.....	118	96	1,390	1,312
		59,011	64,516	593,967	528,156
External Affairs -	Affaires extérieures -				
Department -	Ministère -				
Canadian Interests Abroad -	Intérêts du Canada à l'étranger -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	64,676	50,130	470,339	416,778
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	11,037	8,732	52,656	42,800
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	3,805	56,774	67,929	117,476
Passport Revolving Fund.....	Fonds renouvelable des passeports.....	584	838	4	1,064
Payments under the Asia-Pacific	Pailements en vertu de la Loi sur la				
Foundation of Canada Act.....	Fondation Asie-Pacifique du Canada....	...	...	...	500
World Exhibitions.....	Expositions internationales.....	35	327	314	1,684
		78,969	115,125	591,234	578,174
Canadian Commercial Corporation.....	Corporation commerciale canadienne.....	739	660	10,002	9,486
Canadian Institute for International	Institut canadien pour la paix et la				
Peace and Security.....	sécurité internationales.....	1,000	...	4,000	3,250
Canadian International Development	Agence canadienne de développement				
Agency -	international -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	8,687	7,183	68,989	65,787
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	116,502	136,801	1,035,552	1,245,833
Payments to International Financial	Pailements aux institutions financières				
Institutions.....	internationales.....	...	...	35,426	67,188
Payments under the International	Pailements en vertu de la Loi				
Centre for Human Rights	du Centre international des droits				
and Democratic Development	de la personne et du développement				
Act.....	démocratique.....	...	...	...	...
Payments under the Asia-Pacific	Pailements en vertu de la Loi sur la				
Foundation of Canada Act.....	Fondation Asie-Pacifique du Canada....	...	...	...	500
		125,189	143,984	1,139,967	1,379,308
Export Development Corporation.....	Société pour l'expansion des exportations	21,425	...	63,493	...
International Centre for Ocean	Centre international d'exploitation des				
Development.....	océans.....	1,500	400	6,200	4,350
International Development Research	Centre de recherches pour le				
Centre.....	développement international.....	9,050	9,517	81,425	85,650
International Joint Commission.....	Commission mixte internationale.....	378	243	3,327	2,988
		238,250	269,929	1,899,648	2,063,206
Finance -	Finances -				
Department -	Ministère -				
Financial and Economic Policies -	Politiques financières et économiques -				
Program expenditures.....	Dépenses du Programme.....	5,237	4,083	52,648	37,265
Payments to the International	Pailements à l'Association				
Development Association.....	internationale de développement.....	...	...	103,700	180,056
Payments to the International	Pailements au Fonds monétaire				
Monetary Fund.....	international.....	...	...	...	...
Purchase of Domestic Coinage.....	Achat de la monnaie canadienne.....	7,876	2,172	63,978	45,273
Public Debt.....	Service de la dette publique.....	3,430,299	3,074,006	29,221,003	24,326,855
Fiscal Transfer Payments.....	Pailements de transfert fiscal.....	654,305	618,253	5,845,068	5,133,757
Special Program -	Programme spécial -				
Payments under the Financial	Pailements en vertu de la Loi sur				
Institutions Depositors	l'indemnité aux déposants de				
Compensation Act.....	certaines institutions financières....	...	...	...	2,618
Foreign Claims Fund.....	La Caisse des réclamations étrangères..	...	...	...	...
		4,097,717	3,698,514	35,286,397	29,725,824
Auditor General.....	Vérificateur général.....	3,524	3,729	36,019	31,988
Canadian International Trade	Tribunal canadien du commerce				
Tribunal.....	extérieur.....	665	415	6,231	4,365
Office of the Superintendent of	Bureau du surintendant des				
Financial Institutions.....	institutions financières.....	4,376	2,133	5,308	101
Privatization and	Privatization et affaires				
Regulatory Affairs.....	réglementaires.....	409	379	4,283	4,708
		4,106,691	3,705,170	35,327,622	29,766,986

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		MONTH OF DEC. - 1989	MOIS DE DEC. 1988	YEAR TO DATE - 1989-90	A CE JOUR 1988-89
Fisheries and Oceans -	Pêches et Océans -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	40,144	42,082	377,680	358,632
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	7,482	10,041	75,503	47,700
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	320	653	5,008	6,184
Liabilities under the Fisheries Improvement Loans Act.....	Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux entreprises de pêche.....	-	8	32	134
		47,938	52,808	458,057	412,684
Forestry -	Forêts -				
Ministry of State -	Ministère d'Etat -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	6,965	6,510	68,639	62,913
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	813	655	4,914	5,629
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	32,122	15,542	66,512	98,581
		39,900	22,707	140,065	167,123
Governor General.....	Gouverneur général.....	854	674	7,104	6,135
Indian Affairs and Northern Development -	Affaires indiennes et Nord canadien -				
Department -	Ministère -				
Administration -	Administration -				
Program expenditures.....	Dépenses du Programme.....	4,426	3,298	33,355	28,192
Indian and Inuit Affairs -	Affaires indiennes et inuit -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	22,236	18,404	160,744	160,374
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	540	1,654	3,470	8,267
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	162,744	130,382	1,441,525	1,259,719
Liabilities in respect of loan guarantees made to Indians for Housing and Economic Development.....	Obligations relatives aux garanties de prêts accordés aux Indiens pour le logement et le développement économique.....	186	81	627	214
Grant under the Western Arctic (Inuvialuit) Claims Settlement Act.....	Subvention en vertu de la Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région ouest de l'Arctique.....	5,000	5,000	5,000	5,000
Northern Affairs -	Affaires du Nord -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	3,774	4,578	48,207	39,694
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	1,517	2,593	9,109	8,440
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	783	389	20,763	7,991
Transfer Payments to the Territorial Governments -	Paielements de transfert aux gouvernements territoriaux -				
Payments to Yukon Territory.....	Paielements au Yukon.....	11,000	...	170,782	151,928
Payments to Northwest Territories...	Paielements aux Territoires du Nord-Ouest	45,000	...	641,887	566,759
Northern Canada Power Commission -	Commission d'énergie du Nord canadien -				
Write-off from the accounts of Canada of certain debts.....	Radiation des comptes du Canada de certaines dettes.....	...	...	...	...
		257,206	166,379	2,535,469	2,236,578

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

		(in thousands of dollars - en milliers de dollars)			
		MONTH OF DEC. - MOIS DE DEC.		YEAR TO DATE - A CE JOUR	
		1989	1988	1989-90	1988-89
Industry, Science and Technology -	Industrie, Sciences et Technologie -				
Regional Industrial Expansion -	Expansion industrielle régionale -				
Industry and Technology -	Développement de l'industrie et de la technologie -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	17,781	13,165	149,976	129,062
Payments to Canadian Patents and Development Limited.....	Paielements à la Société canadienne des brevets et d'exploitation limitée.....	---	---	799	1,246
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	51,502	71,570	255,415	290,671
Liabilities under the Small Businesses Loans Act.....	Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises.....	1,837	1,171	16,142	13,693
Insurance payments under the Enterprise Development Program and guarantees under the Industrial and Regional Development Program.....	Paielements d'assurance en vertu du Programme d'expansion des entreprises et garanties en vertu du Programme de développement industriel et régional.....	- 35	51	2,808	55
		71,085	85,957	425,140	434,727
Regional and Native Economic Development -	Développement économique des régions et des autochtones -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	1,420	1,455	13,190	11,618
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	35,900	12,062	108,141	94,435
		37,320	13,517	121,331	106,053
Canadian Space Agency -	Agence spatiale canadienne -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	---	---	---	---
Contributions.....	Contributions.....	---	---	---	---
Cape Breton Development Corporation...	Société de développement du Cap-Breton...	---	---	13,000	32,800
Federal Business Development Bank.....	Banque fédérale de développement.....	---	2,600	24,628	43,700
Investment Canada.....	Investissement Canada.....	725	553	6,397	5,914
		725	3,153	44,025	82,414
Ministry of State (Science and Technology) -	Ministère d'Etat (Sciences et Technologie) -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	2	1,031	---	10,490
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	---	843	---	7,661
		2	1,874	---	18,151
National Research Council of Canada -	Conseil national de recherches du Canada -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	21,875	21,884	192,120	185,939
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	4,972	5,819	52,023	42,945
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	7,460	8,389	67,241	73,958
		34,307	36,092	311,384	302,842
Natural Sciences and Engineering Research Council -	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	1,314	1,309	10,437	8,607
Grants.....	Subventions.....	61,021	60,936	258,989	247,326
		62,335	62,245	269,426	255,933
Science Council of Canada.....	Conseil des sciences du Canada.....	105	226	2,148	2,067
Statistics Canada.....	Statistique Canada.....	19,605	19,040	189,692	173,272
Canada Post Corporation.....	Société canadienne des postes.....	16,208	16,292	145,876	146,624
		241,692	238,396	1,509,022	1,522,083

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

MONTH OF DEC. - MOIS DE DEC. YEAR TO DATE - A CE JOUR
1989 1988 1989-90 1988-89

Justice - Department -	Justice - Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	8,448	8,478	87,018	79,682
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	4,986	23,731	125,902	137,622
		13,434	32,209	212,920	217,304
Canadian Human Rights Commission.....	Commission canadienne des droits de la personne.....	1,001	850	9,208	7,850
Commissioner for Federal Judicial Affairs -	Commissaire à la magistrature fédérale -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	430	310	3,566	2,581
Judges' salaries, allowances and annuities.....	Traitements, indemnités et pensions des juges.....	11,702	11,241	106,174	98,561
		12,132	11,551	109,740	101,142
Federal Court of Canada.....	Cour fédérale du Canada.....	1,200	797	9,958	7,996
Law Reform Commission of Canada.....	Commission de réforme du droit du Canada.....	350	311	3,204	3,192
Offices of the Information and Privacy Commissioners of Canada.....	Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada.....	458	345	4,102	3,491
Supreme Court of Canada.....	Cour suprême du Canada.....	1,004	531	7,757	5,644
Tax Court of Canada.....	Cour canadienne de l'impôt.....	852	337	4,380	3,006
		30,431	46,931	361,269	349,625
Labour - Department -	Travail - Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	4,196	5,011	42,433	38,173
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	233	573	6,808	7,046
Payments of compensation respecting government employees and merchant seamen.....	Paielements d'indemnités à des employés de l'Etat et à des marins marchands.....	5,552	4,569	26,096	23,528
Labour Adjustment Benefits payments.....	Prestations d'adaptation pour les travailleurs.....	...	8,298	73,370	83,409
		9,981	9,313	148,707	152,156
Canada Labour Relations Board.....	Conseil canadien des relations du travail	649	529	5,810	4,889
Canadian Centre for Occupational Health and Safety.....	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail.....	671	1,167	5,983	6,374
		11,301	11,009	160,500	163,419
National Defence - Department -	Défense nationale - Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	681,734	612,584	5,392,286	4,936,660
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	161,023	247,756	1,287,962	1,278,846
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	28,914	685	79,816	90,732
Military pensions.....	Pensions militaires.....	89,209	92,097	572,281	516,075
		960,880	953,122	7,332,345	6,822,313
Emergency Preparedness Canada -	Protection civile Canada -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	60	...	540	... (2)
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	...	...	...	... (2)
		60	...	540	...
		960,940	953,122	7,332,885	6,822,313

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

MONTH OF DEC. - MOIS DE DEC. YEAR TO DATE - A CE JOUR
1989 1988 1989-90 1988-89

National Health and Welfare -	Santé nationale et Bien-être social -				
Department -	Ministère -				
Departmental Administration.....	Administration centrale.....	6,359	5,477	54,275	48,981
Health Services and Promotion -	Services et promotion de la santé -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	3,270	2,673	22,275	18,781
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	1,276	3,821	32,215	33,071
Payments for insured health services and extended health care services.....	Versements à l'égard des services de santé assurés et des services complémentaires de santé.....	553,552	587,566	5,098,967	5,226,616
Social Services -	Services sociaux -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	1,483	1,227	14,435	10,661
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	13,517	1,653	95,595	52,488
Canada Assistance Plan Payments.....	Versements en vertu du Régime d'assistance publique du Canada.....	406,267	370,710	3,630,518	3,469,829
Medical Services -	Services médicaux -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	40,472	37,242	343,232	306,185
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	1,638	1,926	6,292	10,737
Health Protection -	Protection de la santé -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	11,633	9,486	110,378	90,922
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	1,252	833	11,726	3,765
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	386	...	1,785	...
Income Security -	Sécurité du revenu -				
Program expenditures.....	Dépenses du Programme.....	6,621	8,950	53,166	79,747
Family Allowance payments.....	Versements d'allocations familiales.....	220,541	216,804	1,978,805	1,947,121
Old Age Security, Guaranteed Income Supplement and Spouse's Allowance payments.....	Versements de sécurité de la vieillesse, du supplément de revenu garanti et d'allocations au conjoint..	1,361,457	1,280,823	11,992,247	11,306,402
Fitness and Amateur Sport -	Condition physique et sport amateur -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	922	668	7,389	6,052
Contributions.....	Contributions.....	5,078	7,929	52,655	51,249
XV Olympic Winter Games.....	XVe Jeux Olympiques d'hiver.....	...	63	...	2,784
		2,635,724	2,537,851	23,505,955	22,665,391
Medical Research Council -	Conseil de recherches médicales -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	393	425	3,084	3,073
Grants.....	Subventions.....	15,176	14,298	145,456	136,492
		15,569	14,723	148,540	139,565
		2,651,293	2,552,574	23,654,495	22,804,956
National Revenue -	Revenu national -				
Customs and Excise -	Douanes et Accise -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	41,452	35,518	393,884	330,595
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	2,319	918	8,275	6,791
		43,771	36,436	402,159	337,386
Taxation -	Impôt -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	82,405	77,888	704,460	606,554
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	1,612	1,119	11,143	9,138
		84,017	79,007	715,603	615,692
		127,788	115,443	1,117,762	953,078
Parliament -	Parlement -				
The Senate.....	Sénat.....	2,608	2,318	23,477	23,742
House of Commons.....	Chambre des communes.....	15,493	12,909	135,799	130,847
Library of Parliament.....	Bibliothèque du Parlement.....	1,155	916	10,110	8,788
		19,256	16,143	169,386	163,377

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		MONTH OF DEC. - MOIS DE DEC.		YEAR TO DATE - A CE JOUR	
		1989	1988	1989-90	1988-89
Privy Council -	Conseil privé -				
Department.....	Ministère.....	4,347	3,156	38,175	29,367
Canadian Intergovernmental Conference	Secrétariat des Conférences				
Secretariat.....	Intergouvernementales canadiennes.....	393	126	2,303	1,605
Chief Electoral Officer.....	Directeur général des élections.....	659	35,068	20,492	91,982
Commissioner of Official Languages....	Commissaire aux langues officielles.....	814	707	8,499	7,436
Economic Council of Canada.....	Conseil économique du Canada.....	773	683	6,799	6,328
Northern Pipeline Agency.....	Administration du pipe-line du Nord.....	13	43	119	138
Public Service Staff Relations	Commission des relations de travail dans				
Board.....	la Fonction publique.....	757	549	6,769	6,247
Security Intelligence Review	Comité de surveillance des activités de				
Committee.....	renseignement de sécurité.....	91	96	990	908
		7,847	40,428	84,146	144,011
Public Works -	Travaux publics -				
Department -	Ministère -				
Services -	Services -				
Public Works Revolving	Fonds renouvelable des Travaux				
Fund - Operating loss.....	publics - Déficit de fonctionnement...	4,279	68	14,809	3,707
Public Works Revolving Fund.....	Fonds renouvelable des Travaux publics.	36,995	9,263	230,213	204,464
Real Property -	Biens immobiliers -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	49,389	75,429	463,810	435,483
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	9,709	6,921	63,515	57,190
Grants to municipalities and other	Subventions aux municipalités et				
taxing authorities.....	autres autorités taxatrices.....	8,494	8,400	191,504	202,876
Crown Corporations -	Sociétés d'Etat -				
Payments to Canada Museums	Paielements à la Société de construction				
Construction Corporation Inc.....	des musées du Canada, Inc.....	1,500	2,500	26,000	48,253
Payments to Canada Lands Company	Paielements à la Société immobilière du				
(Le Vieux-Port de Montréal)	Canada (Le Vieux-Port de Montréal)				
Limited.....	Limitée.....	870	...	6,055	5,349
Payments to Harbourfront Corporation	Paielements à la Harbourfront Corporation	2,001	...	2,001	...
Payments to Canada Lands Company	Paielements à la Société immobilière du				
(Mirabel) Limited.....	Canada (Mirabel) Limitée.....	...	400	...	3,897
		111,497	102,981	997,907	961,219
Canada Mortgage and Housing	Société canadienne d'hypothèques et de				
Corporation -	logement -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	153,499	176,015	952,921	955,102
Urban Renewal Contributions.....	Contributions pour la rénovation urbaine	...	...	...	251
		153,499	176,015	952,921	955,353
National Capital Commission -	Commission de la Capitale nationale -				
Payment for operating	Paielement pour les dépenses				
expenditures.....	de fonctionnement.....	5,100	10,000	39,700	43,600
Payment for capital expenditures....	Paielement pour les dépenses en capital...	1,900	4,000	16,300	21,100
Payment for grants and	Paielement pour les subventions				
contributions.....	et contributions.....	900	600	10,500	7,900
		7,900	14,600	66,500	72,600
		272,896	293,596	2,017,328	1,989,172

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

MONTH OF DEC. - MOIS DE DEC. YEAR TO DATE - A CE JOUR
1989 1988 1989-90 1988-89

Secretary of State - Department -	Secrétariat d'Etat - Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	13,625	8,787	130,479	119,264
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	13,027	42,464	184,223	231,159
Post-Secondary Education payments to provinces.....	Paievements pour l'enseignement postsecondaire faits aux provinces....	179,995	200,901	1,677,772	1,770,586
Payments under the Canada Student Loans Act.....	Paievements en vertu de la Loi fédérale sur les prêts aux étudiants.....	48,262	54,879	224,974	222,016
		254,909	307,031	2,217,448	2,343,025
Canadian Centre for Management Development.....	Centre canadien de gestion.....	945	...	5,129	...
Ministry of State (Multiculturalism and Citizenship) -	Ministère d'Etat (Multiculturalisme et Citoyenneté) -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	23,024	1,178	180,515	9,217
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	3,772	3,555	21,483	17,083
Public Service Commission -	Commission de la Fonction publique -				
Program expenditures.....	Dépenses du Programme.....	9,795	9,839	92,618	83,856
Staff Development and Training Revolving Fund.....	Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel.....	377	241	2,001	1,924
		37,913	14,813	301,746	112,080
Social Sciences and Humanities Research Council -	Conseil de recherches en sciences humaines -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	691	497	4,448	4,404
Grants.....	Subventions.....	3,868	2,545	53,226	43,470
		4,559	3,042	57,674	47,874
		297,381	324,886	2,576,868	2,502,979
Solicitor General - Department.....	Solliciteur général - Ministère.....	2,047	1,137	18,156	15,035
Canadian Security Intelligence Service.....	Service canadien du renseignement de sécurité.....	15,264	11,624	106,554	100,878
Correctional Service -	Service correctionnel -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	62,542	52,087	539,483	467,609
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	7,834	6,449	24,841	23,621
		70,376	58,536	564,324	491,230
National Parole Board.....	Commission nationale des libérations conditionnelles.....	1,745	1,330	15,178	12,801
Royal Canadian Mounted Police -	Gendarmerie royale du Canada -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	105,710	110,999	682,399	613,880
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	5,631	3,924	45,813	54,977
Pensions and other employee benefits - Members of the Force....	Pensions et autres prestations des employés - Membres de la GRC.....	41,188	30,412	125,115	128,193
		152,529	145,335	853,327	797,050
Royal Canadian Mounted Police External Review Committee.....	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada.....	73	278	668	590
Royal Canadian Mounted Police Public Complaints Commission.....	Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada.....	192	98	1,526	586
		242,226	218,338	1,559,733	1,418,170
Supply and Services -	Approvisionnement et Services -				
Program expenditures.....	Dépenses du Programme.....	11,849	26,669	204,126	186,745
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	491	1,426	2,968	3,226
Reciprocal Taxation.....	Reciprocité fiscale.....	25,232	24,575	231,292	209,819
Supply Revolving Fund.....	Fonds renouvelable des approvisionnements.....	21,363	10,081	111,004	54,591
Defence Production Revolving Fund.....	Fonds renouvelable de la production de défense.....	...	982	33	890
		58,935	61,769	549,357	453,491

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

MONTH OF DEC. - MOIS DE DEC. YEAR TO DATE - A CE JOUR
1989 1988 1989-90 1988-89

Transport -	Transports -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	61,667	67,023	566,112	483,531
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	41,820	56,677	289,611	262,988
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	24,701	24,456	144,097	182,821
Payments to the Canada Ports Corporation for the Inter - Port Loan Program.....	Pailements à la Société canadienne des ports pour un programme de prêts interportuaires.....	1,900	...	26,650	... (2)
Payment to the Canada Ports Corporation for capital expenditures.....	Pailement à la Société canadienne des ports pour des dépenses en capital.....	4,986	40	4,986	457
Payment to the Canarctic Shipping Company Limited.....	Pailement à la Compagnie de navigation Canarctic Limitée.....	2,401	396	6,806	4,751
Payment to the Jacques Cartier and Champlain Bridges Inc.....	Pailement à la Société Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée.....	2,116	174	8,273	4,440
Payments to Marine Atlantic Inc.....	Pailements à Marine Atlantique S.C.C.....	9,469	21,215	93,660	101,067
Payments to VIA Rail Canada Inc.....	Pailements à VIA Rail Canada Inc.....	36,422	49,578	273,806	278,448
Payments to the St. Lawrence Seaway Authority.....	Pailements à l'administration de la voie maritime du Saint-Laurent.....	269	757	5,209	5,495
Payments to CN Railway for benefits provided to employees.....	Pailements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada pour les avantages accordés à ses employés.....	6	10	14	103
Self-Supporting Airports and Associated Ground Services Revolving Fund.....	Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes.....	835	2,576	- 86,562 -	76,374
Termination of tolls - Victoria Bridge.....	Abolition des péages sur le pont Victoria.....	...	664	1,708	1,725
Payments to Pilotage Authorities.....	Pailements aux Administrations de pilotage.....	...	...	...	...
Payment to the Canada Ports Corporation.....	Pailement à la Société canadienne des ports.....	...	...	...	...
Canadian Aviation Safety Board.....	Bureau canadien de la sécurité aérienne..	186,592	223,566	1,334,370	1,249,452
Civil Aviation Tribunal.....	Tribunal de l'aviation civile.....	1,195	1,045	11,465	10,692
Grain Transportation Agency Administrator.....	Administrateur de l'Office du transport du grain.....	52	32	490	530
National Transportation Agency -	Office national des transports -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	407	397	2,803	5,506
Contributions.....	Contributions.....	2,765	3,244	26,801	30,538
Payments under the Western Grain Transportation Act.....	Pailements en vertu de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest.....	...	2,265	5,136	15,014
Payments under the Railway Act.....	Pailements en vertu de la Loi sur les chemins de fer.....	65,456	137,760	567,762	776,829
Payments under the National Transportation Act, 1987.....	Pailements en vertu de la Loi nationale de 1987 sur les transports.....	3,443	725	29,541	28,617
Payments under the Atlantic Region Freight Assistance Act.....	Pailements en vertu de la Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la région Atlantique.....	972	518	16,246	11,455
		4,760	7,693	56,896	60,583
		77,396	152,205	702,382	923,036
		265,642	377,245	2,051,510	2,189,216
Treasury Board -	Conseil du Trésor -				
Secretariat -	Secrétariat -				
Central Administration of the Public Service.....	Administration centrale de la fonction publique.....	4,873	4,762	47,720	42,894
Government Contingencies and Centrally Financed Programs.....	Eventualités du gouvernement et programmes financés par l'administration centrale.....	...	...	...	...
Employer Contributions to Insurance Plans.....	Contributions de l'employeur aux régimes d'assurance.....	36,690	11,435	200,531	152,535
Temporary Assignment.....	Affectation temporaire.....	20	155	1,196	1,683
Comptroller General.....	Contrôleur général.....	41,583	16,352	249,447	197,112
		1,013	635	10,052	8,376
		42,596	16,987	259,499	205,488

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Concluded

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Fin

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

MONTH OF DEC. - MOIS DE DEC. YEAR TO DATE - A CE JOUR
1989 1988 1989-90 1988-89

Veterans Affairs -	Anciens combattants -				
Veterans Affairs -	Anciens combattants -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	37,735	23,975	283,873	243,305
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	107,828	97,422	936,794	914,701
Canadian Pension Commission.....	Commission canadienne des pensions.....	390	312	3,283	2,909
Bureau of Pensions	Bureau de services juridiques				
Advocates.....	des pensions.....	573	544	5,451	4,589
Veterans Appeal Board.....	Tribunal d'appel des anciens combattants	279	184	1,919	1,811
		146,805	122,437	1,231,320	1,167,315
Western Economic	Diversification de l'économie de l'Ouest				
Diversification -	canadien -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	1,550	2,331	18,475	12,194
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	6,004	5,034	41,732	26,115
Liabilities under the Small	Obligations contractées en vertu de la				
Businesses Loans	Loi sur les prêts aux petites				
Act.....	entreprises.....	425	1,027	7,033	8,744
		7,979	8,392	67,240	47,053
Expenditure by department on behalf of	Dépenses des ministères pour le compte				
other departments.....	d'autres ministères.....	6,233	25,748	35,522	74,973
Provision for valuation.....	Provision pour évaluation.....	...	...	...	...
Consolidation of specified purpose	Consolidation de comptes à fins				
accounts (net of internal	déterminées (déduction faite des				
transactions) -	opérations internes) -				
Unemployment Insurance Account.....	Compte d'assurance-chômage.....	715,648	767,880	6,504,538	6,061,239
Western Grain Stabilization	Compte de stabilisation concernant				
Account.....	le grain de l'Ouest.....	- 47,397	- 15,242	- 72,192	- 89,738
Agricultural Commodities	Comptes de stabilisation des				
Stabilization Accounts.....	produits agricoles.....	3,873	18,278	362,405	99,349
Crop Reinsurance Fund.....	Caisse de réassurance-récolte.....	...	...	63,046	2,820
Other.....	Autres.....	1	73	209	127
		672,125	770,989	6,858,006	6,073,797
Other internal transactions.....	Autres opérations internes.....	- 6,348	- 14,298	- 73,542	- 55,883
TOTAL EXPENDITURE.....	TOTAL DES DEPENSES.....	11,663,579	11,255,188	99,848,788	91,592,821

- (1) The program was established in fiscal year 1988-89.
(2) The program was established in fiscal year 1989-90.

- (1) Le programme a été établi dans l'exercice 1988-89.
(2) Le programme a été établi dans l'exercice 1989-90.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA

1. Significant Accounting Policies

The accounting policies of the Government of Canada are based on concepts embodied in the Constitution Acts, and in the Financial Administration Act and other legislation.

i. Government of Canada as an accounting entity

For purposes of maintaining the accounts of Canada and preparing the monthly Statements of Financial Operations, the Government of Canada is defined as all the departments named in Schedule I of the Financial Administration Act; any division or branch of the Public Service, including a commission appointed under the Inquiries Act, designated by the Governor in Council as a department for purposes of the Financial Administration Act; the staffs of the Senate, the House of Commons, and the Library of Parliament; and, any corporation named in Schedule II of the Financial Administration Act.

In accordance with the above definition, the corporations listed in Parts I and II of Schedule III of the Financial Administration Act, and those Crown corporations that are not subject to Divisions I to IV of Part X of the Financial Administration Act, are excluded from the Government of Canada as an accounting entity; therefore, their financial statements are not consolidated with those of the Government. However, the borrowings of those corporations which are agents of the Crown are recorded as a liability of the Government net of borrowings expected to be repaid directly by these corporations.

In addition, certain accounts and funds have financial statements which are not consolidated with those of the Government. These accounts and funds include the Canada Pension Plan Account, superannuation accounts and other specified purpose accounts.

ii. Classification of financial transactions

The financial transactions of the Government, as recorded in the accounts of Canada and reported in the monthly Statements of Financial Operations, are classified into budgetary, non-budgetary, foreign exchange and unmatured debt transactions.

In general terms, budgetary transactions enter into the calculation of the monthly and annual deficit or surplus and are reported, after elimination of transactions internal to the Government, on the Summary and Detailed Statements of Transactions. All other transactions lead to the acquisition or disposal of financial claims (assets) or to the creation or discharge of financial obligations (liabilities).

For purposes of reporting, the classification in force at the beginning of the year is used and amounts for the previous year are reclassified to conform to the current year's accounting policies and presentation.

iii. Budgetary transactions

REVENUE

Revenue consists of all tax and non-tax receipts which affect the monthly and annual deficit or surplus of the Government.

Revenue is reported after deducting refunds paid, and excludes amounts receivable, taxes collected on behalf of provinces and territories, and amounts credited to the Canada Pension Plan Account, superannuation accounts, other specified purpose accounts, and other liability accounts.

The Government generally reports revenue in the year in which it is received. Refunds of revenue are allocated to the year in which the obligation for refund, as determined by the completion of manual assessment, and commencement of the mechanical processing cycle, occurs.

On the Summary and Detailed Statements of Transactions the revenue reported excludes revenue from outside parties credited to appropriations.

GOVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOVERNEMENT DU CANADA

1. Conventions comptables importantes

Les conventions comptables du gouvernement du Canada sont fondées sur des notions contenues dans les Lois constitutionnelles, et dans la Loi sur la gestion des finances publiques et autres textes législatifs.

i. Entité comptable du gouvernement du Canada

Afin de tenir les comptes du Canada et de préparer les états mensuels des opérations financières, le gouvernement du Canada se définit comme l'ensemble des ministères mentionnés à l'annexe I de la Loi sur la gestion des finances publiques; toute division ou direction de la Fonction publique, y compris toute commission nommée conformément à la Loi sur les enquêtes et désignée par le gouverneur en conseil comme ministère aux fins de la Loi sur la gestion des finances publiques; les employés du Sénat, de la Chambre des communes et de la Bibliothèque du Parlement; ainsi que toute société mentionnée à l'annexe II de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Conformément à la définition susmentionnée, les sociétés énumérées aux parties I et II de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques, et les sociétés de la Couronne qui ne sont pas sujettes aux sections I à IV de la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques, ne font pas partie de l'entité comptable du gouvernement du Canada; ainsi, leurs états financiers ne sont pas consolidés avec ceux du gouvernement. Cependant, les emprunts des sociétés mandataires de la Couronne sont inscrits comme élément de passif du gouvernement après avoir déduit les emprunts à être probablement remboursés directement par ces sociétés.

En outre, certains comptes et fonds possèdent leurs propres états financiers qui ne sont pas consolidés avec ceux du gouvernement. Ces comptes et fonds comprennent le Compte du régime de pensions du Canada, les comptes de pension de retraite et les autres comptes à fins déterminées.

ii. Catégories d'opérations financières

Les opérations financières du gouvernement, enregistrées dans les comptes du Canada et présentées dans les états mensuels des opérations financières, sont réparties en opérations budgétaires, non budgétaires, de change et de la dette non échue.

En somme, les opérations budgétaires entrent dans le calcul du déficit ou de l'excédent mensuel et annuel et sont inscrites aux états sommaire et détaillé des opérations après l'élimination des opérations internes du gouvernement. Toutes les autres opérations mènent soit à l'acquisition ou au règlement de créances (actif), soit à la création ou au règlement de dettes (passif).

Aux fins de compte rendu, la classification en vigueur au début de l'exercice est utilisée. Les montants de l'exercice précédent sont reclassifiés pour être conformes aux conventions comptables et à la présentation de l'exercice en cours.

iii. Opérations budgétaires

RECETTES

Les recettes comprennent toutes les recettes fiscales et non fiscales qui agissent sur le déficit ou l'excédent mensuel et annuel du gouvernement.

Les recettes sont comptabilisées après déduction des remboursements versés, et ne comprennent ni les sommes à recevoir, ni les impôts prélevés au nom des provinces et territoires, ni les montants crédités au Compte du régime de pensions du Canada, aux comptes de pension de retraite, aux autres comptes à fins déterminées, et aux autres comptes de passif.

Les recettes du gouvernement sont généralement comptabilisées au titre de l'exercice au cours duquel elles ont été reçues. Les remboursements de recettes sont imputés à l'exercice au cours duquel l'existence d'une dette est déterminée, c'est à dire au moment où la cotisation faite manuellement est complétée et où le cycle de traitement mécanique débute.

Les recettes aux états sommaire et détaillé des opérations ne comprennent pas les recettes à valoir sur les crédits provenant de tiers.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

EXPENDITURE

Expenditure consists of all charges to budgetary appropriations which affect the monthly and annual deficit or surplus of the Government. In addition, budgetary expenditure may also include charges related to the provision for valuation of loans, investments and advances, the allowance for borrowings of agent Crown corporations, and accounts payable and other allowances related to statutory items and certain annual appropriations. Such charges include those for work performed, goods received, services rendered, and transfer payments made, during the year and in the supplementary period including accounts payable at year-end.

Expenditure exclude amounts charged to the Canada Pension Plan Account, superannuation accounts, other specified purpose accounts, and other liability accounts.

On the Statement of Budgetary Expenditure by Department, departmental expenditures are reported net of revenue credited to appropriations but include expenditures internal to the Government.

iv. Assets

Assets are defined as the financial claims acquired by the Government on outside organizations and individuals as a result of events and transactions recorded as at the closing date.

However, as a result of the Government's accounting policies described above, and in accordance with the provisions of the Financial Administration Act and other legislation, transactions concerning certain financial claims are not recorded in the accounts of Canada and, therefore are not reported on the Summary and Detailed Statements of Transactions. The most important of these are accounts receivable for tax and non-tax revenue.

v. Liabilities

Liabilities are defined as the financial obligations of the Government to outside organizations and individuals as a result of events and transactions recorded as at the closing date.

However, as a result of the Government's accounting policies described above, and in accordance with enabling legislation actuarial liabilities arising from the indexing to the cost of living, of superannuate pensions and annuities are not recorded in the accounts of Canada and, therefore are not reported on the Summary and Detailed Statements of Transactions. In addition, refunds payable and some other liabilities are partially recorded during the year with full recording taking place at year-end only.

vi. Fixed assets

The fixed assets of the Government, which include land, engineering structures and works (such as canals, harbours and roads), buildings, and machinery and equipment, are charged to budgetary expenditure at the time of acquisition or construction.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

DEPENSES

Les dépenses comprennent toutes les imputations aux crédits budgétaires qui influencent le déficit ou l'excédent mensuel et annuel du gouvernement. De plus, les dépenses peuvent également comprendre les imputations reliées à la provision pour évaluation des prêts, dotations en capital et avances, la provision pour emprunts des sociétés mandataires de la Couronne, et les créditeurs et les autres provisions reliées à des éléments statutaires et à certains crédits annuels. Ces imputations comprennent les travaux accomplis, les biens reçus, les services exécutés et les paiements de transfert effectués au cours de l'exercice et dans la période complémentaire, y compris les créditeurs à la fin de l'exercice.

Les dépenses ne comprennent pas les montants imputés au Compte du régime de pensions du Canada, aux comptes de pension de retraite, aux autres comptes à fins déterminées, et aux autres comptes de passif.

Sur l'état des dépenses budgétaires par ministère, les dépenses ministérielles sont comptabilisées après déduction des recettes à valoir sur les crédits mais comprennent les dépenses internes du gouvernement.

iv. Actif

L'actif se définit comme étant les créances du gouvernement acquises sur des tiers par suite de faits et d'opérations comptabilisés à la date de clôture des comptes.

Cependant, à cause des conventions comptables du gouvernement mentionnées plus haut et selon les dispositions de la Loi sur la gestion des finances publiques et autres lois, les opérations concernant certaines créances ne sont pas comprises dans les comptes du Canada et, par conséquent ne sont pas comprises aux états sommaire et détaillé des opérations. Les plus importantes sont les débiteurs au titre des recettes fiscales et non fiscales.

v. Passif

Le passif se définit comme étant les dettes du gouvernement envers des tiers par suite de faits et d'opérations comptabilisés à la date de clôture des comptes.

Cependant, à cause des conventions comptables du gouvernement mentionnées plus haut, et selon les lois habilitantes, le passif actuariel découlant de l'indexation au coût de la vie, des pensions de retraite et des rentes n'est pas comptabilisé dans les comptes du Canada et, par conséquent n'est pas comptabilisé aux états sommaire et détaillé des opérations. De plus, les remboursements à payer pour les recettes fiscales ne sont pas inscrits à ces états et les autres créditeurs sont partiellement inscrits au cours de l'exercice, l'inscription complète étant faite à la fin de l'exercice seulement.

vi. Immobilisations

Les immobilisations du gouvernement qui comprennent les terrains, ouvrages (tels que les canaux, les ports et les routes), bâtiments et matériel, sont imputées aux dépenses budgétaires lors de leur acquisition ou construction.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

vii. Valuation of assets and liabilities

ASSETS

Assets are recorded at cost and are subject to annual valuation to reflect reductions from the recorded value to the estimated realizable value. In the case of loans to sovereign states, no reduction in value is recorded unless a sovereign state has formally repudiated its debts. In addition, the allowance for valuation reflects reductions from the recorded value of loans (and subscriptions to international organizations that make similar loans) with significant concessionary terms.

The Government's gold reserves are included in the International reserves held in the Exchange Fund Account and are recorded and valued at 35 Special Drawing Rights per fine ounce. The Special Drawing Right is an international currency created by the International Monetary Fund, and allocated to countries participating in its Special Drawing Rights Department. It represents a unit of account defined in terms of a "basket" of five major currencies.

LIABILITIES

Liabilities are recorded at the amounts ultimately payable and liabilities for termination benefits, the superannuation accounts, with the exception of indexing, and the Government Annuities Account, are valued on an actuarial basis.

viii. Translation of foreign currency transactions

Foreign currency transactions are translated and recorded in Canadian dollar equivalents at the exchange rates prevailing at the transaction dates.

On a monthly basis, only Receiver General current cash accounts are revalued at the month-end rate of exchange. All other assets and liabilities are revalued at year-end only. Net gains are credited to revenue while net losses are charged to expenditure.

2. Authorities for Transactions

Taxes can be raised and moneys can be borrowed only with the authority of Parliament. All receipts of money by departments and agencies must be deposited into the Consolidated Revenue Fund (CRF). All disbursements from the CRF for spending on operations, for loans, investments and advances, and for the redemption of matured debt must be authorized by Parliament.

i. Authority for spending on operations

Parliament provides authority to make payments out of the Consolidated Revenue Fund in annual appropriation acts and other statutes (the latter referred to as statutory appropriations). Most Government spending is under statutory authorities, that is authorities which do not generally impose an annual limit on the amount that may be spent. Spending is authorized by reference to statutory formulae or criteria and the authorities usually continue from year to year until changed or rescinded by an act of Parliament. Spending authority provided by statutory appropriations is for specified purposes and for such amounts and such time as the acts prescribe. Spending authority provided by statutory appropriations generally does not lapse at the end of the year in which it was granted. Spending authority granted in appropriation acts is for stated purposes and maximum amounts. Unless provided for in vote wording, unused spending authority granted in appropriation acts lapses at the end of the year for which it was granted. Some authorities continue from year to year and some authorize the spending, within a program, of defined categories of revenue generated by the program.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

vii. Evaluation de l'actif et du passif

ACTIF

L'actif est enregistré au coût et fait l'objet d'une évaluation annuelle afin de refléter les diminutions de la valeur enregistrée à la valeur estimative de réalisation. Dans le cas de prêts aux états souverains, aucune diminution de la valeur n'est enregistrée à moins qu'un état souverain refuse, de façon officielle, d'honorer ses dettes. De plus, la provision pour évaluation reflète les réductions de la valeur au livre des prêts (et souscriptions aux organismes internationaux qui effectuent des prêts similaires) ayant des clauses concessionnaires importantes.

Les réserves d'or du gouvernement sont comprises dans les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes et sont inscrites et évaluées à 35 Droits de tirage spéciaux pour chaque once d'or fin. Le Droit de tirage spécial est une unité monétaire internationale créée par le Fonds monétaire international, et attribuée aux pays participant à son Département des Droits de tirage spéciaux. Il représente une unité de compte définie en fonction d'un ensemble de cinq grandes devises.

PASSIF

Le passif est inscrit au montant à payer en fin de compte et les éléments de passif concernant les indemnités de cessation d'emploi, les comptes de pension de retraite sauf pour l'indexation, ainsi que le Compte des rentes sur l'Etat, sont évalués sur une base actuarielle.

viii. Conversion des opérations de change

Les opérations de change sont converties et comptabilisées en dollars canadiens correspondants aux taux de change en vigueur aux dates des opérations.

Sur une base mensuelle, seuls les comptes de caisse courants du Receveur général sont réévalués à la fin du mois aux taux de change en vigueur à cette date. Les autres éléments d'actif et de passif sont réévalués à la fin de l'exercice seulement. Les gains nets sont crédités aux recettes tandis que les pertes nettes sont imputées aux dépenses.

2. Autorisations pour les opérations

Les taxes et les impôts peuvent être prélevés et les deniers peuvent être empruntés seulement avec l'autorisation du Parlement. Tous les deniers perçus par les départements et organismes doivent être déposés au Fonds du revenu consolidé (FRC). Tous les déboursés du FRC pour des dépenses concernant les opérations, pour des prêts, dotations en capital et avances, et pour le rachat de la dette échue doivent être autorisés par le Parlement.

i. Autorisations pour les dépenses concernant les opérations

Le Parlement accorde l'autorisation d'effectuer des paiements à même le Fonds du revenu consolidé dans les lois de crédits annuelles et dans d'autres textes de lois (ces derniers intitulés crédits statutaires). La plupart des dépenses gouvernementales sont effectuées en vertu d'autorisations statutaires, c'est-à-dire des autorisations qui généralement n'imposent pas de limite annuelle sur les montants qui peuvent être dépensés. Les dépenses sont effectuées en vertu de critères ou formules statutaires et les autorisations continuent en général d'un exercice à l'autre jusqu'à ce qu'une loi du Parlement les modifie ou les révoque. L'autorisation de dépenser comprise dans les crédits statutaires est consentie à des fins déterminées ainsi que pour des montants et des délais indiqués dans les lois. En général, l'autorisation de dépenser prévue dans les crédits statutaires ne s'annule pas à la fin de l'exercice pour lequel elle a été accordée. L'autorisation de dépenser est accordée, dans les lois de crédits, à des fins déterminées et pour des montants maximaux. À moins que le libellé des crédits ne l'indique autrement, le solde inutilisé de l'autorisation de dépenser accordée dans des lois de crédits s'annule à la fin de l'exercice pour lequel elle a été accordée. Certaines autorisations continuent d'un exercice à l'autre et certaines permettent de dépenser, à l'intérieur d'un programme, des catégories de recettes spécifiques lesquelles sont gérées par ledit programme.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

ii. Authority for loans, investments and advances

These authorities limit the amount of loans, investments or advances that may be made. Unused authority may lapse at the end of a year or may continue from year to year. Non-lapsing authorities often limit only the total of loans that may be outstanding at any one time; thus, principal repaid may be reallocated.

iii. Borrowing authority

The Government can borrow only as authorized by acts of Parliament. Borrowing authority acts provide authority for the net amount of new security issues less redemptions during a fiscal year. The authorities lapse at the end of the year except for amounts specifically carried forward to the next fiscal year. Parliament has also provided a continuing authority to the Government under Section 47 of the Financial Administration Act to borrow, for periods not exceeding six months, such amounts as are deemed necessary to meet lawfully authorized disbursements.

3. Crown Corporations

In accordance with the accounting policies of the Government, the assets, liabilities, revenues and expenses reported in the separate financial statements of Crown corporations are not included in the Government's financial statements. Only the financial transactions between the Government and Crown corporations are included.

The following table presents the major balance sheet and income statement items for Crown corporations named in Section 85 and/or Schedule III of the Financial Administration Act (FAA).

This summary of financial transactions and results of operations of Crown corporations is based on their accounting policies. Most Crown corporations follow the generally accepted accounting principles used by private sector companies, as outlined in the Handbook of the Canadian Institute of Chartered Accountants.

Financial assets include cash, receivables and loans and investments. Physical assets and deferred charges represent the unexpensed portion of non-financial assets such as buildings, machinery and equipment in use or under construction, inventories and other items of expenditure which will be expensed as these assets are used. Financial assets and liabilities in respect of the Government represent the unpaid balances arising from financing transactions and normal operating activities. Borrowings from outside parties represent amounts repayable to institutional and other investors. Other liabilities are amounts due in respect of purchases, employee termination and pension benefits, accrued interest on borrowings, long-term capital leases and sundry accounts payable. Equity of Canada represents the Government's equity in each Crown corporation as reported by the corporations.

Crown corporations are categorized as being either agents or non-agents of the Crown. Agency status is normally expressly stated in the incorporating legislation or conferred under the provisions of the Government Companies Operation Act. In accordance with Section 54 of the FAA, the payment of all money borrowed by agent Crown corporations and interest thereon, is a charge on and payable out of the Consolidated Revenue Fund. Such borrowings therefore constitute obligations of the Government and are recorded as such in the summary financial statements of Canada net of borrowings expected to be repaid directly by these corporations.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

ii. Autorisations pour les prêts, dotations en capital et avances

Ces autorisations limitent les montants des prêts, dotations en capital ou avances qui peuvent être effectués. Les autorisations non employées peuvent s'annuler à la fin de l'exercice ou peuvent continuer d'un exercice à l'autre. Les autorisations qui ne s'annulent pas, souvent limitent seulement le total des prêts qui peuvent être en circulation en tout temps; donc, les montants remboursés peuvent être prêtés de nouveau.

iii. Pouvoirs d'emprunts

Le gouvernement peut emprunter seulement lorsque des lois du Parlement l'autorisent. Les lois sur le pouvoir d'emprunt fournissent l'autorisation pour le montant net de nouvelles émissions de titres moins les rachats au cours de l'exercice. Les autorisations s'annulent à la fin de l'exercice sauf pour les montants spécifiquement reportés à l'exercice suivant. En vertu de l'article 47 de la Loi sur la gestion des finances publiques, le Parlement a également fourni au gouvernement une autorisation continue d'emprunter, pour des périodes n'excédant pas six mois, des montants qui sont jugés nécessaires pour rencontrer les déboursés autorisés par les lois.

3. Sociétés de la Couronne

Conformément aux conventions comptables du gouvernement, l'actif, le passif, les revenus et les dépenses inscrits dans les états financiers distincts des sociétés de la Couronne ne sont pas compris dans les états financiers du gouvernement. Seules les opérations financières entre le gouvernement et les sociétés de la Couronne y sont comprises.

Le tableau suivant résume les principaux éléments des bilans et états d'exploitation des sociétés énumérées à l'article 85 et/ou à l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques (LGFP).

Ce résumé des opérations financières et résultats d'opérations des sociétés de la Couronne est fondé sur les conventions comptables de celles-ci. La majorité des sociétés de la Couronne suivent les principes comptables généralement reconnus que l'on retrouve dans les entreprises du secteur privé et publiés dans le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés.

L'actif financier comprend la caisse et les sommes à recevoir, les prêts et les dotations en capital. L'actif immobilisé et les frais reportés représentent la fraction non dépensée des éléments d'actif non financier tels qu'immeubles, machinerie et équipement en usage ou en construction, inventaire et autres éléments de dépense qui seront portés à la dépense lorsque consommés. L'actif financier et le passif auprès du gouvernement représentent les montants payés provenant d'opérations de financement et d'opérations normales. Les emprunts auprès de tiers représentent les montants à rembourser à des institutions et autres investisseurs. Les autres passifs représentent des créances relativement aux achats, aux indemnités de cessation d'emploi et aux prestations de pensions, aux intérêts courus sur emprunts, contrats de location-acquisition à long terme et autres créanciers. L'avoir du Canada représente l'avoir du gouvernement dans chaque société de la Couronne tel que rapporté par les sociétés.

Les sociétés de la Couronne sont classées soit mandataires ou non mandataires de la Couronne. Le statut de mandataire de la Couronne peut être explicitement énoncé dans les lois constitutionnelles ou conféré selon les dispositions de la Loi sur le fonctionnement des compagnies d'état. Conformément à l'article 54 de la LGFP, le paiement de toute somme d'argent empruntée par les sociétés mandataires de la Couronne, de même que de l'intérêt y afférent, doivent être imputés sur le Fonds du revenu consolidé et versés à même ce Fonds. Par conséquent, de tels emprunts représentent des dettes du gouvernement et sont inscrits comme telles dans les états financiers sommaires du Canada après avoir déduit les emprunts à être probablement remboursés directement par ces sociétés.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA - Continued

Revenues include financial assistance received or receivable from the Government in respect of current period of operation.

Equity adjustments include amounts for retroactive changes in the application of accounting principles as well as direct changes or credits to and from equity accounts. Equity transactions with the Government include dividends declared, transfers of profits to the Government and non-current financial assistance provided by the Government.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

Les revenus comprennent l'aide financière reçue ou à recevoir du gouvernement relativement aux opérations de la période en cours.

Les ajustements dans l'avoir comprennent les montants rétroactifs des changements apportés dans l'application des principes comptables ainsi que les imputations directes ou les crédits à l'avoir. Les transactions dans l'avoir avec le gouvernement comprennent les dividendes déclarés, les virements de bénéfices au gouvernement et l'aide financière non courante accordée par le gouvernement.

SUMMARY COMBINED STATEMENTS OF CROWN CORPORATIONS

RESUME DES ETATS COMBINES DES SOCIETES DE LA COURONNE

		(in millions of dollars) (en millions de dollars)
ASSETS, LIABILITIES AND EQUITY as at September 30, 1989	ACTIF, PASSIF ET AVOIR au 30 septembre 1989	
ASSETS	ACTIF	
Financial:	Financier:	
Outside parties.....	Tiers.....	32,190
Government and other Crown corporations.....	Gouvernement et autres sociétés de la Couronne.....	23,099
Total financial assets.....	Total de l'actif financier.....	55,289
Physical assets and deferred charges.....	Actif immobilisé et frais reportés.....	20,748
TOTAL ASSETS.....	TOTAL DE L'ACTIF.....	76,037
LIABILITIES	PASSIF	
Outside parties -	Tiers -	
Borrowings - agent.....	Emprunts - mandataire.....	15,610
non-agent.....	non mandataire.....	1,683
Bank of Canada notes in circulation and amounts owing to depositors.....	Effets en circulation de la Banque du Canada et montants dus aux déposants.....	21,686
Other liabilities.....	Autres passifs.....	8,470
Government and other Crown corporations.....	Gouvernement et autres sociétés de la Couronne.....	16,037
TOTAL LIABILITIES.....	TOTAL DU PASSIF.....	63,486
EQUITY OF CANADA	AVOIR DU CANADA	12,551
TOTAL LIABILITIES AND EQUITY.....	TOTAL DU PASSIF ET DE L'AVOIR.....	76,037
Contingent liabilities.....	Passif éventuel.....	605
REVENUES, EXPENSES AND CHANGES IN THE EQUITY for the six month period ended September 30, 1989	REVENUS, DEPENSES ET CHANGEMENTS DANS L'AVOIR pour la période de six mois se terminant le 30 septembre 1989	
Revenues -	Revenus -	
Outside parties.....	Tiers.....	8,918
Government and other Crown corporations -	Gouvernement et autres sociétés de la Couronne -	
Financial assistance.....	Aide financière.....	1,936
Other.....	Autres.....	1,870
TOTAL REVENUES.....	TOTAL DES REVENUS.....	12,724
Expenses -	Dépenses -	
Outside parties.....	Tiers.....	9,721
Government and other Crown corporations.....	Gouvernement et autres sociétés de la Couronne.....	1,310
TOTAL EXPENSES.....	TOTAL DES DEPENSES.....	11,031
Net income/loss (-) for the period.....	Bénéfice net/perte (-) nette pour la période.....	1,693
Equity adjustments.....	Ajustements dans l'avoir.....	-1,223
Government's share of income/loss (-).....	Quote-part du gouvernement dans le(la) bénéfice/perte (-)...	470
Equity transactions with the Government.....	Transactions dans l'avoir avec le gouvernement.....	-757
Equity of Canada, April 1st, 1989.....	Avoir du Canada au 1er avril 1989.....	12,838
Equity of Canada, September 30, 1989.....	Avoir du Canada, 30 septembre 1989.....	12,551

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

4. Insurance Programs of Agent Crown corporations

At present, three Crown corporations operate insurance programs as agents of Her Majesty. An insurance program is a program where the insured, an outside party, pays an insurance fee which is credited to an insurance fund or provision operated by the corporation. The amount of the fee is based on the estimated amount of insurance fund or provision needed to meet future claims. Insurance programs operated by private corporations such as employee group insurance, dental plans, etc., are not included in this definition.

The insurance programs are intended to operate on a self-sustaining basis but in recent years, two of the Crown corporations have required loans or other funding from the Government to meet obligations.

Information presented below has not been audited since the information presented therein is derived from interim financial statements. The most recent annual financial statements of these corporations may be found in Volume III of the Public Accounts.

In the Summary below, a minus "-" sign preceding the amount reported indicates a fund deficit, an expense recovery or adjustment, or a decrease or loss during the year.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

4. Programmes d'assurance des sociétés mandataires de la Couronne

Présentement, trois sociétés de la Couronne administrent des programmes d'assurance en tant que mandataires de Sa Majesté. Un programme d'assurance est un programme par lequel un assuré (un tiers) verse des frais d'assurance qui sont alors crédités à un fonds d'assurance ou une provision administrée par la société. Le montant à verser comme frais est basé sur le montant prévu nécessaire pour satisfaire à toutes les demandes futures d'indemnisation au titre du fonds d'assurance ou de la provision. Les programmes d'assurance administrés par les corporations privées tels que l'assurance collective des employés, les régimes dentaires, etc., sont exclus de cette définition.

Les programmes d'assurance sont conçus de façon à opérer sur une base autosuffisante, mais depuis quelques années, le gouvernement a fourni des prêts ou d'autres financements à deux sociétés pour satisfaire à leurs demandes d'indemnisation.

Les renseignements qui apparaissent ci-dessous ne sont pas vérifiés puisque l'information est produite à partir d'états financiers intérimaires. On peut retrouver les états financiers annuels, les plus récents, de ces sociétés dans le volume III des Comptes publics.

Un signe moins "-" dans le sommaire ci-dessous indique un déficit dans le fonds, un recouvrement ou un redressement des dépenses, ou une diminution ou perte au cours de l'exercice.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - ContinuedSUMMARY OF INSURANCE PROGRAMS OF AGENT CROWN CORPORATIONS
for the six month period ended September 30, 1989

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - SuiteSOMMAIRE DES PROGRAMMES D'ASSURANCE DES SOCIÉTÉS MANDATAIRES DE LA COURONNE
pour la période de six mois se terminant le 30 septembre 1989

(in millions of dollars - en millions de dollars)

	Canada Deposit Insurance Corporation ⁽¹⁾	Canada Mortgage and Housing Corporation ⁽²⁾				Export Development Corporation ⁽³⁾
		Mortgage Insurance Fund	Mortgage-Backed Securities Guarantee Fund	Home Improvement Loan Fund	Rental Guarantee Fund	
	Société d'assurance- dépôts du Canada ⁽¹⁾	Société canadienne d'hypothèques et de logement ⁽²⁾				Société pour l'expansion des exportations ⁽³⁾
		Fonds d'assurance hypothécaire	Fonds de titres hypothécaires garantis	Fonds de prêts pour l'amélioration des maisons	Fonds de garantie de loyer	
Insurance in force as at reporting date	Assurance en vigueur à la date de déclaration					
- current year.....	- exercice en cours.....	245,012	48,104	2,584	*	4,044
- previous year.....	- exercice précédent.....	215,716	48,200	928	*	3,290
Opening balance of Fund	Solde d'ouverture du Fonds					
- current year.....	- exercice en cours.....	-1,062	-82	*	12	45
- previous year.....	- exercice précédent.....	-1,136	-261	*	11	38
Revenue for the period:	Recettes pour la période:					
Premiums and fees	Primes et honoraires					
- current year.....	- exercice en cours.....	245	75	1		17
- previous year.....	- exercice précédent.....	216	70			8
Investment income	Revenu de placement					
- current year.....	- exercice en cours.....	2	35			
- previous year.....	- exercice précédent.....	1	21			
Other revenue	Autres recettes					
- current year.....	- exercice en cours.....	5			1	
- previous year.....	- exercice précédent.....	21			1	
Total revenue	Recettes totales					
- current year.....	- exercice en cours.....	252	110	1	1	17
- previous year.....	- exercice précédent.....	238	91	*	1	8
Expense for the period:	Dépenses pour la période:					
Loss on claims	Pertes sur indemnités					
- current year.....	- exercice en cours.....		-1			8
- previous year.....	- exercice précédent.....		44			4
Interest on loans	Intérêts sur prêts					
- current year.....	- exercice en cours.....	88				
- previous year.....	- exercice précédent.....	82				
Administrative	Administration					
- current year.....	- exercice en cours.....	5	33		1	
- previous year.....	- exercice précédent.....	4	31		1	
Funds returned to Government	Fonds retournés au gouvernement					
- current year.....	- exercice en cours.....					
- previous year.....	- exercice précédent.....					
Total expense	Dépenses totales					
- current year.....	- exercice en cours.....	93	32	*	1	8
- previous year.....	- exercice précédent.....	86	75	*	1	4
Net income/loss(-) for the period	Revenus nets/pertes (-) nettes pour la période					
- current year.....	- exercice en cours.....	159	78	1	*	9
- previous year.....	- exercice précédent.....	152	16	*	*	4
Closing balance of Fund	Solde de clôture du Fonds					
- current year.....	- exercice en cours.....	-903	-4	*	12	54
- previous year.....	- exercice précédent.....	-984	-245	*	11	42
Net claims during the period ⁽⁴⁾	Montants nets des indemnités pour la période ⁽⁴⁾					
- current year.....	- exercice en cours.....	-143	-14	**	*	1
- previous year.....	- exercice précédent.....	-18	6	**	*	-5
Five year average of net claims paid	Moyenne des montants nets des indemnités payées pour les cinq derniers exercices					
- current year.....	- exercice en cours.....	267	51	**	*	*
- previous year.....	- exercice précédent.....	164	74	**	*	4

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

(11) The Canada Deposit Insurance Corporation (CDIC) provides insurance on deposits placed with member banks and trust and loan companies for up to \$60,000 per depositor per institution. In recent years, premiums paid by member institutions have not been sufficient to meet obligations incurred by CDIC under the insurance plan. This deficiency has been funded, in part, by loans from the Government of \$1,514 million at September 30, 1989 (\$1,724 million at September 30, 1988). The Government is continuing to explore alternatives to allow CDIC, over the long run, to eliminate its deficiency without budgetary support from the Government. Since there is no reason to believe that this will not be the case, no provision has been made in the accounts of Canada for the losses experienced by CDIC.

(12) Canada Mortgage and Housing Corporation (CMHC) administers four funds of which the Mortgage Insurance Fund (MIF) and the Mortgage-Backed Securities Guarantees Fund are active. The MIF provides insurance, for a fee, to private sector lending institutions to cover mortgage lending on Canadian housing. Besides establishing a framework of confidence for mortgage lending by private institutions, the Fund facilitates an adequate supply of mortgage funds by reducing the risk to lenders and by encouraging the secondary market trading of mortgages, to make housing more accessible for Canadians. Although the balance of the Fund is currently inadequate to meet future claims in respect to business in force, the latest actuarial study of MIF indicated that business undertaken since February 1985 is being written on a break-even basis. The actuarial deficiency (\$141.4 million as of September 30, 1988) will be reflected in the accounts of Canada only to the extent that additional funding of the deficiency from parliamentary appropriations may be required. The Mortgage-Backed Securities (MBS) Program was implemented in 1987. For a fee paid by approved financial institutions, CMHC and ultimately the Government, guarantee timely payment of principal and interest to MBS investors who participate in a pool of MIF insured first residential mortgages which have been repackaged by the financial institution into investments of \$5,000 denominations. Since 1984, the Corporation has also operated the Mortgage Rate Protection Program (MRPP). As premiums collected by CMHC for the Program are remitted directly to the Consolidated Revenue Fund (CRF) and obligations of the MRPP are ultimately payable from the CRF, the MRPP does not meet the definition of a Crown corporation insurance plan as defined above. Therefore, operating particulars of this Program are not included in this summary but some information will be found in the notes to the Government of Canada Statement of Contingent Liabilities.

(13) The Export Development Corporation (EDC) provides export and foreign investment insurance to Canadian business to facilitate and develop export trade. The insurance fund has been adequate to provide for the full cost of claims experienced to date and to establish an allowance for future claims based on previous claims experience.

(14) Refers to the difference between claims and amounts received from sales of related assets and other recoveries.

* Less than \$500,000.

** Not applicable.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

(11) La Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC) fournit une assurance, jusqu'à concurrence de \$60,000 par déposant et par institution, sur les dépôts faits auprès des banques et compagnies de prêts et de fiducies qui sont membres. Depuis quelques années, les primes versées par les institutions membres n'étaient pas suffisantes pour satisfaire à toutes les demandes d'indemnisation faites auprès de la SADC aux termes du régime d'assurance. Ce déficit a été comblé, en partie, par des prêts du gouvernement de \$1,514 millions au 30 septembre 1989 (\$1,724 millions au 30 septembre 1988). Le gouvernement continue d'examiner des alternatives afin de permettre à la SADC d'éliminer, avec le temps, son déficit sans aide budgétaire du gouvernement. Puisqu'il n'y a pas lieu de croire autrement, aucune provision n'a été établie dans les comptes du Canada pour les pertes subies par la SADC.

(12) La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) administre quatre fonds dont le Fonds d'assurance hypothécaire (FAH) et le Fonds de titres hypothécaires garantis sont actifs. Le FAH fournit de l'assurance aux institutions de crédit du secteur privé, moyennant des frais, afin de couvrir les prêts hypothécaires concernant le logement canadien. Tout en mettant en place un système par lequel les institutions privées peuvent accorder des prêts hypothécaires en toute confiance, le Fonds permet également qu'un approvisionnement continu de fonds hypothécaires soit disponible à moindre risque aux prêteurs et que le commerce secondaire d'hypothèques soit favorisé pour rendre le logement plus accessible aux Canadiens. Quoique le solde du Fonds soit présentement insuffisant pour satisfaire à toutes les demandes futures d'indemnisation à l'égard des affaires en vigueur, la dernière étude actuarielle du FAH indique que les activités entreprises depuis le mois de février 1985 sont comptabilisées sur une base de point mort. L'insuffisance actuarielle (\$141.4 millions au 30 septembre 1988) sera reflétée dans les comptes du Canada dans la mesure où un financement supplémentaire de cette insuffisance à même les crédits parlementaires soit nécessaire. Le Programme des titres hypothécaires garantis (THG) fut introduit en 1987. Sur versements d'une prime, la SCHL, et finalement le gouvernement, garantit le paiement ponctuel du principal et des intérêts aux investisseurs dans des titres hypothécaires réunis par une institution financière en un bloc de créances hypothécaires résidentiels dont l'institution prépare et livre les certificats en multiples de \$5,000. Depuis 1984, la Société opère le Programme de protection des taux hypothécaires. Etant donné que les primes encaissées pour ce Programme par la SCHL sont déposées dans le Fonds du revenu consolidé (FRC) et que les créances du Programme sont finalement payées à même le FRC, le Programme de protection des taux hypothécaires ne rencontre pas la définition d'un plan d'assurance administré par une société de la Couronne tel que défini ci-haut. Par conséquent, les résultats d'opérations du Programme ne sont pas inclus dans le sommaire mais de l'information supplémentaire apparaît dans les notes afférentes à l'Etat du passif éventuel du gouvernement du Canada.

(13) La Société pour l'expansion des exportations (SEE) fournit de l'assurance aux entreprises canadiennes sur les investissements étrangers et sur les exportations afin de faciliter et de développer le commerce de l'exportation. Le fonds d'assurance a été suffisant afin de pourvoir au coût global des réclamations à date et pour établir une provision pour des réclamations futures basées sur l'expérience passée.

(14) Se rapporte à l'écart entre les réclamations et les montants recouvrés sur les ventes de biens connexes et d'autres recouvrements.

* Moins de \$500,000.

** Sans objet.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

5. Contingent Liabilities

A contingent liability is a potential liability which may become an actual liability when one or more future events occur or fail to occur. The details of the contingent liabilities of the Government are provided in the following statement and consist of explicit guarantees by the Government and potential losses arising from pending and threatened litigation relating to claims and assessments in respect of breach of contract, damages to persons and property and like items.

The authorized limit represents the aggregate total of various types of authorities of Government bodies as stipulated in legislation, legal agreements or other documents that may be in force at any one time.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

5. Passif éventuel

Un élément de passif éventuel signifie un élément de passif possible qui peut se transformer en un élément de passif réel advenant un ou plusieurs événements futurs. Le détail du passif éventuel du gouvernement est fourni dans l'état suivant et comprend les garanties formelles par le gouvernement et les pertes possibles résultant de causes en instance ou imminentes relatives à des demandes d'indemnité et d'évaluation à l'égard de l'inexécution de contrats, de dommages causés à des personnes et à un bien et d'éléments connexes.

Les limites autorisées indiquées dans le tableau ci-dessous désignent le montant total des divers genres d'autorisations utilisées par des organismes gouvernementaux tels que stipulées dans la législation, des ententes légales ou d'autres documents qui peuvent être en vigueur à un moment donné.

STATEMENT OF CONTINGENT LIABILITIES
as at September 30, 1989ETAT DU PASSIF EVENTUEL
au 30 septembre 1989

(in millions of dollars - en millions de dollars)			
	Authorized limit (where applicable) ⁽¹⁾	Contingent liability ⁽²⁾	Percentage of net claims to outstanding guarantees (where applicable) ⁽³⁾
	Limite autorisée (s'il y a lieu) ⁽¹⁾	Passif éventuel ⁽²⁾	Rapport entre les indemnités nettes et les garanties en vigueur (s'il y a lieu) ⁽³⁾
EXPLICIT GUARANTEES BY THE GOVERNMENT OF -			
Borrowings by Crown corporations which are not agents of Her Majesty -			
Canadian National Railway Company - Bonds and notes.....		*	*
Borrowings by other than Crown corporations -			
From agents -			
Loans to Indians by the Canada Mortgage and Housing Corporation and the Farm Credit Corporation, for on-reserve housing.....			
From other than agents -			
Guarantee programs of the Government -			
Canada Student Loans Act.....			
Small Businesses Loans Act.....			
Farm Improvement Loans Act and Farm Improvement and Marketing Cooperatives Loans Act.....			
Atlantic Enterprise Program.....			
Advance Payments for Crops Act.....			
Enterprise development program and Canadian Industrial Renewal Board.....			
Fisheries Improvement Loans Act.....			
Regional Development Incentives Act.....			
Financial obligations incurred by air carriers regarding purchase of The de Havilland Aircraft of Canada, Limited DHC-7 and DHC-8 aircraft.....			
Loans to Indians by approved lenders for on-reserve housing.....			
Indian economic development.....			
Loans to promote the commercial activities of Eskimos.....			
GARANTIES FORMELLES PAR LE GOUVERNEMENT POUR -			
Emprunts par des sociétés de la Couronne qui ne sont pas mandataires de Sa Majesté -			
Chemins de fer nationaux du Canada - Obligations et effets.....		*	*
Emprunts effectués par des entités autres que des sociétés de la Couronne -			
De sociétés mandataires -			
Prêts consentis aux Indiens par la Société canadienne d'hypothèques et de logement et la Société du crédit agricole, pour habitations sur les réserves.....	575	72 ⁽⁴⁾	.5
De sociétés non mandataires -			
Programmes de garantie du gouvernement -			
Loi fédérale sur les prêts aux étudiants.....	5,460	2,809	2.6
Loi sur les prêts aux petites entreprises.....	940 ⁽⁵⁾	668	5.0
Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative.....	342 ⁽⁶⁾	160	.6
Programme Entreprise Atlantique.....	105	105 ⁽⁴⁾	.1
Loi sur le paiement anticipé des récoltes.....	400	66	.1
Programme d'expansion des entreprises et Office canadien pour un renouveau industriel.....	1,029	11 ⁽⁷⁾	12.5
Loi sur les prêts aux entreprises de pêche.....	30 ⁽⁸⁾	8	75.3
Loi sur les subventions au développement régional.....	20	3	33.1
Dettes encourues par des transporteurs aériens concernant l'achat des aéronefs DHC-7 et DHC-8 de The de Havilland Aircraft of Canada, Limited.....	921 ⁽⁹⁾	444 ⁽⁸⁾	
Prêts consentis aux Indiens par des prêteurs agréés pour habitations sur les réserves.....	x ⁽¹⁰⁾	385 ⁽⁴⁾	.2
Développement économique des Indiens.....	34 ⁽¹⁰⁾	4 ⁽⁴⁾	8.6
Prêts pour encourager les activités commerciales des Esquimaux.....	5	1	
	9,286	4,664	

GOVERNMENT OF CANADA

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - ContinuedNOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - SuiteSTATEMENT OF CONTINGENT LIABILITIES
as at September 30, 1989ETAT DU PASSIF EVENTUEL
au 30 septembre 1989

		(in millions of dollars - en millions de dollars)		
		Authorized limit (where applicable) ⁽¹⁾	Contingent liability ⁽²⁾	Percentage of net claims to outstanding guarantees (where applicable) ⁽³⁾
		Limite autorisée (s'il y a lieu) ⁽¹⁾	Passif éventuel ⁽²⁾	Rapport entre les indemnités nettes et les garanties en vigueur (s'il y a lieu) ⁽³⁾
Other explicit loan guarantees -				
Loans to NewGrade Energy Inc to finance construction of a heavy oil upgrader.....	Autres garanties formelles de prêts - Prêts à la société NewGrade Energy Inc pour financer la construction d'une usine de valorisation du pétrole lourd.....	275	261	
Loans to construct coal handling and terminal facilities by Ridley Terminals Inc.....	Prêts pour la construction d'installations de manutention du charbon et de terminus par Ridley Terminals Inc.....	230	200	
Loans to Marine Industries Limited for acquisition of assets.....	Prêts à Marine Industries Limited pour l'acquisition de biens.....	40	40	
Loan to St. Mary's Paper Inc to modernize and expand a paper making facility at Sault Ste Marie, Ontario.....	Prêt à St. Mary's Paper Inc pour moderniser et agrandir une papeterie à Sault Ste Marie, Ontario.....	15	15	
Loans for the restructuring of Maislin Industries Ltd.....	Prêts pour la réorganisation de Maislin Industries Ltd.....	10 ⁽⁸⁾	10 ^(8,11)	
Loan to Nardex Canada Ltée for the manufacture of radio-protection and radio-telecommunication systems.....	Prêt à Nardex Canada Ltée pour la fabrication des systèmes de protection et de télécommunication radiophonique.....	1	1	
Loans for the financing of Cheticamp Fishermen's Co-operative Society Ltd.....	Prêts pour le financement de Cheticamp Fishermen's Co-operative Society Ltd.....	*	*	
		571	527	
Insurance programs of the Government ⁽¹²⁾ -				
Insurance against accidents at nuclear installations under the Nuclear Liability Act ⁽¹³⁾	Programmes d'assurance du gouvernement ⁽¹²⁾ - Assurance en prévision des accidents aux installations nucléaires en vertu de la Loi sur la responsabilité nucléaire ⁽¹³⁾	675	664	
Insurance under the Fishing Vessel Insurance Plan ⁽¹⁴⁾	Assurance aux termes du régime d'assurance des bateaux de pêche ⁽¹⁴⁾	27	462	
Accounts administered for the Government by the Export Development Corporation - Insurance and related guarantees.....	Comptes administrés par la Société pour l'expansion des exportations au nom du gouvernement - Assurance et garanties connexes.....	7,000 ⁽¹⁵⁾ 7,702	282 1,408	
Other explicit guarantees ⁽¹⁶⁾ -				
Guarantees under the Prairie Grain Advance Payments Act.....	Autres garanties formelles ⁽¹⁶⁾ - Garanties en vertu de la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies.....	73	73	⁽¹⁷⁾
Guarantees under the Agricultural Products Co-operative Marketing Act.....	Garanties en vertu de la Loi sur la vente coopérative des produits agricoles.....	5	5	1.0
Guarantees of residual liabilities resulting from the devolution of Northern Canada Power Commission.....	Garanties de passifs résiduels suite à la dévolution de la Commission d'énergie du Nord canadien.....	1 79	1 79	
Total explicit guarantees.....	Total des garanties formelles.....	18,213	6,750	
PENDING AND THREATENED LITIGATION.....	CAUSES EN INSTANCE ET IMMINENTES.....		2,838 ^(8,18)	
Total ⁽¹⁹⁾	Total ⁽¹⁹⁾		9,588	

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA - Continued

- (1) The authorized limits indicated in the statement above represent the aggregate total of various types of authorities of Government bodies as stipulated in legislation, legal agreements or other documents that may be in force at any one time.
- (2) A contingent liability is a potential liability which may become an actual liability when one or more future events occur or fail to occur.
- (3) Represents the average percentage over the most recent 5 years of net claims to the average amount of outstanding guarantees for the same period computed as at September 30, 1989. In some situations where historical data is not readily available, departmental estimates have been used.
- (4) Includes committed guarantees for the following loans to be made: to Indians for on-reserve housing \$79,437,687 and for Indian economic development \$543,978. As at the reporting date, no loans had been issued for these amounts.
- (5) The Act places limits on the maximum amount of guarantee for loans made by eligible lenders over different loan periods. The maximum amount of guarantee by lender is expressed in legislation as a percentage of aggregate loans made to qualified borrowers and varies according to the dollar value range of aggregate loans made by the lender. The authorized limits for given loan periods are included in the figure reported until all qualified loans made by all eligible lenders, in the given periods, are no longer outstanding, and are not adjusted for loan repayments nor payments made by the Government for guaranteed amounts in which default has occurred.
- (6) The Atlantic Enterprise Program offers loan insurance on new term loans for the establishment, expansion or modernization of commercial operations in eligible sectors in the Atlantic provinces where the Program is administered by the Atlantic Canada Opportunities Agency (\$94,211,563 as at September 30, 1989) and in the Gaspé Peninsula and in the Magdalene Islands, Quebec where administration of the Program is the responsibility of the Department of Industry, Science and Technology (\$10,827,035 as at September 30, 1989). Industry, Science and Technology also has responsibility for all capital projects in excess of \$20 million.
- (7) Includes \$62,034 attributable to the Canadian Industrial Renewal Board.
- (8) Amount denominated wholly or partially in a foreign currency and translated at the closing rate of exchange as at date of statement.
- (9) The authorized limit for loan guarantees for on-reserve housing totals \$575,000,000 (shown above) for loans made by the Canada Mortgage and Housing Corporation, the Farm Credit Corporation and other approved lenders.
- (10) The maximum aggregate amount that may be paid or that may have been paid from the Consolidated Revenue Fund (CRF) relative to Indian Economic Development in previous, current or subsequent years, with respect to all guarantees authorized and granted, is set at \$60 million. As at September 30, 1989, a total of \$25,967,234 has been expended from the CRF leaving a balance of \$34,032,766 available for disbursement.
- (11) Maislin Industries Ltd was placed in receivership on July 11, 1983 and was declared bankrupt on October 19, 1983. To date, the Government has made interim payments totalling \$18,500,000 US to creditors under a guarantee in the amount of \$27,000,000 US. It is anticipated that the Government will be called upon to make a final payment to settle remaining obligations to creditors when certain issues are settled in US Bankruptcy Court, however the amount cannot be determined at present with any certainty.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

- (1) Les limites autorisées indiquées dans l'état ci-dessus désignent le montant total des divers genres d'autorisations utilisées par des organismes gouvernementaux, tels que stipulés dans la législation, des ententes légales ou d'autres documents, qui peuvent être en vigueur à un moment donné.
- (2) Un élément de passif éventuel signifie un élément de passif possible qui peut se transformer en élément de passif réel advenant un ou plusieurs événements futurs.
- (3) Représente le rapport au cours des cinq derniers exercices entre la moyenne des indemnités nettes et la moyenne des garanties en cours pour la même période, calculé au 30 septembre 1989. Dans les cas où les données d'origine ne sont pas facilement disponibles, les prévisions ministérielles ont été utilisées.
- (4) Comprend les engagements de garanties, à être effectués, concernant les prêts suivants: aux Indiens pour habitations sur les réserves \$79,437,687 et pour le développement économique des Indiens \$543,978. Aucun prêt n'avait été consenti en raison de ces montants à la date de comptabilisation.
- (5) La Loi limite la somme maximum de la garantie pour prêts effectués par des prêteurs admissibles sur différentes périodes de prêts. La somme maximum de la garantie accordée à chaque prêteur est énoncée, d'après la Loi, comme étant un pourcentage du total des prêts consentis aux emprunteurs autorisés et varie selon la valeur totale des prêts effectués par le prêteur. Les limites autorisées pour des périodes de prêts données sont comprises dans le chiffre divulgué jusqu'à ce que tous les prêts approuvés et consentis par les prêteurs admissibles dans la période donnée, soient réglés. Ces limites ne sont pas redressées par les remboursements de prêts ni par les paiements effectués par le gouvernement pour les montants garantis en souffrance.
- (6) Le Programme Entreprise Atlantique offre des assurances de prêts sur de nouveaux prêts à terme pour établir, moderniser ou agrandir des opérations commerciales dans les secteurs éligibles des provinces de l'Atlantique où le Programme est administré par l'Agence de promotion économique au Canada atlantique (\$94,211,563 au 30 septembre 1989) et pour la péninsule de Gaspé et les Îles-de-la-Madeleine du Québec où le ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie a la responsabilité de l'administration du Programme (\$10,827,035 au 30 septembre 1989). Ce ministère a aussi la responsabilité de tous les projets d'immobilisation dépassant \$20 millions.
- (7) Comprend un montant de \$62,034 imputable à l'Office canadien pour un renouveau industriel.
- (8) Montant libellé entièrement ou partiellement en une devise étrangère et converti au cours du change en vigueur à la date de comptabilisation.
- (9) La limite autorisée sur les prêts garantis pour habitations sur les réserves s'élève à \$575,000,000 (voir ci-haut) pour les prêts effectués par la Société canadienne d'hypothèques et de logement, la Société du crédit agricole et par d'autres prêteurs agréés.
- (10) Le montant maximum total déboursé ou pouvant être déboursé à même le Fonds du revenu consolidé (FRC) pour l'exercice en cours et les exercices précédents ou subséquents relativement aux garanties autorisées et accordées pour le développement économique des Indiens est fixé à \$60 millions. Au 30 septembre 1989 un montant total de \$25,967,234 a été déboursé à même le FRC laissant un solde disponible de \$34,032,766.
- (11) Maislin Industries Ltd a été placée sous séquestre le 11 juillet 1983 et a déclaré faillite le 19 octobre 1983. À la date de comptabilisation, le gouvernement a effectué des versements provisoires totalisant \$18,500,000 E-U aux créanciers en vertu d'une garantie au montant de \$27,000,000 E-U. On anticipe que le gouvernement devra effectuer un paiement final pour régler les obligations restantes aux créanciers lors du règlement de certaines émissions au tribunal des faillites des États-Unis, mais le montant ne peut pas être déterminé, en ce moment, avec certitude.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Concluded

(12) Since 1984 the Canada Mortgage and Housing Corporation (CMHC) has operated the Mortgage Rate Protection Program on behalf of the Government. In return for payment of a premium, CMHC will reimburse homeowners 75% of any increase in monthly mortgage payments, above a deductible, due to higher interest rates at the time of mortgage renewal. As recent mortgage interest rates have been relatively stable, the Program is not widely utilized and loans covered by the Program at September 30, 1989 amounted to only \$911,000 (\$911,000 at September 30, 1988). Premiums collected by CMHC are remitted directly to the Consolidated Revenue Fund (CRF) and obligations are ultimately payable from the CRF. Because of the nature of the Program, it is not possible to estimate the amounts, if any, that might be payable at some future date.

(13) There have been no claims under the Nuclear Liability Act since its inception in 1970. The Act covers 14 Canadian nuclear installations as at September 30, 1989.

(14) The Fishing Vessel Insurance Plan is administered by the Government to assist fishermen in meeting abnormal capital losses. A specified purpose account is credited with all amounts received by way of premiums, recoveries and with advances in accordance with regulations by the Government, such advances not to exceed \$150,000 at any time. The account is debited with refunds of premiums and payments in settlement of third party vessel collision damage claims against fishermen, where the collision involves a vessel insured under the Plan. As at September 30, 1989, the insured value of vessels under the Plan amounted to \$462,389,000; the balance of the account was \$25,357,200 and outstanding claims against the Plan amounted to \$1,250,000.

(15) The Export Development Act specifies that the Export Development Corporation may enter into contracts of insurance, re-insurance, related guarantees and other agreements up to a maximum of \$7 billion, the authorized limit.

(16) A letter of comfort has been issued with respect to credit grain sales by the Canadian Wheat Board. The letter states that the Government will assume responsibility for the liabilities arising from defaults in payment by countries purchasing Canadian grain on credit. Receivables under this guarantee amounted to approximately \$3.4 billion at September 30, 1989.

(17) Less than 0.1%.

(18) Includes \$1.6 billion related to native statutory and treaty obligations representing plaintiffs' claims in 60 litigation cases. There are another 120 similar cases for which amounts are not stated in the claims, and for which it is not possible to determine the amounts that may be ultimately payable.

(19) Contingent gains. A contingent gain is a potential gain or possible recovery that may become an actuality when one or more future events occur or fail to occur. Three departments reported contingent gains as at September 30, 1989 totalling approximately \$11 million.

* Less than \$500,000.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Fin

(12) Depuis 1984, la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) opère, pour le compte du gouvernement, le Programme de protection des taux hypothécaires. Sur paiement de primes, la SCHL rembourse, lors du renouvellement, les propriétaires 75% des augmentations causées par les hausses marquées de taux d'intérêt au-delà d'un montant déductible. Les taux hypothécaires étant relativement stables, le Programme n'est pas tellement utilisé et les prêts couverts par le Programme au 30 septembre 1989 ne s'élèvent qu'à \$911,000 (\$911,000 au 30 septembre 1988). Les primes encaissées par la SCHL sont remises au Fonds du revenu consolidé (FRC) et les créances du Programme sont payables à même le FRC. La nature même du Programme ne permet aucune estimation des créances futures.

(13) Il n'y a eu aucune réclamation en vertu de la Loi sur la responsabilité nucléaire depuis sa mise en vigueur en 1970. La Loi couvre 14 installations nucléaires canadiennes au 30 septembre 1989.

(14) Le Régime d'assurance des bateaux de pêche est administré par le gouvernement afin d'assurer les pêcheurs contre des pertes en capital anormales. Un compte à fins déterminées est crédité de toutes les sommes encaissées à titre de primes et de recouvrements, ainsi que des avances consenties par le gouvernement conformément à ces règlements, de telles avances ne devant pas dépasser en tout temps \$150,000. Le compte est débité de remboursements de primes et du règlement des réclamations de dommages-intérêts envers des tiers pour collision, lorsque la collision met en cause un bateau assuré aux termes du Régime. Au 30 septembre 1989, la valeur assurée des bateaux aux termes du Régime se chiffrait à \$462,389,000; le solde du compte était de \$25,357,200 et les réclamations non-réglées au titre du Régime se sont élevées à \$1,250,000.

(15) La Loi sur l'expansion des exportations précise que la Société pour l'expansion des exportations peut conclure des contrats d'assurance, de réassurance, de garanties connexes et d'autres accords jusqu'à un maximum de \$7 milliards, ce qui représente la limite autorisée.

(16) Une lettre d'accord présumé a été émise concernant les ventes de céréales à crédit par la Commission canadienne du blé. La lettre spécifie que le gouvernement assumera la responsabilité de la dette advenant le défaut de paiement par un pays achetant à crédit les céréales canadiennes. Le montant débiteur au 30 septembre 1989 en vertu de cette garantie, s'élève à environ \$3.4 milliards.

(17) Moins de 0.1%.

(18) Comprend \$1.6 milliard relié aux engagements envers les autochtones par suite de statuts et traités. Ce montant représente les revendications des plaignants dans 60 causes en litige. Il y a 120 causes semblables pour lesquelles des montants ne sont pas énoncés dans les revendications et pour lesquelles il est impossible de déterminer les montants qui peuvent finalement être à payer.

(19) Gains éventuels. Un gain éventuel est un gain potentiel ou un recouvrement possible pouvant se matérialiser advenant un ou plusieurs événements futurs. Trois ministères ont déclaré des gains éventuels au 30 septembre 1989 totalisant approximativement \$11 millions.

* Moins de \$500,000.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

9112
-572



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

**Statements
of Financial
Operations**

**États
des opérations
financières**

For

pour

January 1990

janvier 1990

Fiscal Year
1989-90

Exercice
1989-90



The Honourable Paul Dick
Receiver General for Canada

L'honorable Paul Dick
Receveur général du Canada

Any inquiries should be directed to the:

Manager,
Government Accounts and Reports Group,
Accounting, Banking and Compensation
Directorate,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada.
K1A 0S5
Telephone: (819) 956-1794

Toute demande de renseignements devrait être faite à la personne
suivante:

Le gestionnaire,
Groupe des Comptes et Rapports du gouvernement,
Direction générale de la Comptabilité, de la gestion
bancaire et de la rémunération,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada.
K1A 0S5
Téléphone: (819) 956-1794

TABLE OF CONTENTS

	<u>PAGE</u>
Preface	1
Monthly Statements of Financial Operations	
Table I - Summary Statement of Transactions	3
Table II - Detailed Statement of Transactions	4
Table III - Statement of Budgetary Expenditure by Department	8
Notes to the Monthly Statements of Financial Operations	20

TABLE DES MATIERES

	<u>PAGE</u>
Préface	1
Etats mensuels des opérations financières	
Tableau I - Etat sommaire des opérations	3
Tableau II - Etat détaillé des opérations	4
Tableau III - Etat des dépenses budgétaires par ministère	8
Notes se rapportant aux états mensuels des opérations financières	20

PREFACE TO THE
MONTHLY STATEMENTS OF
FINANCIAL OPERATIONS
OF THE GOVERNMENT OF CANADA

The fundamental purpose of the monthly Statements of Financial Operations is to provide information to interested users of data on the government's financial operations, and to facilitate an understanding and evaluation of the full nature and extent of the financial affairs and resources for which the Government is responsible.

The two basic concepts underlying the Government's accounting system are found in the Constitution Acts: first, the concept of the Consolidated Revenue Fund, which emanates from the requirement that all duties and revenues received, other than those reserved to the provinces, "shall form One Consolidated Revenue Fund"; second, the concept that the balance of the Fund, after certain prior charges, "shall be appropriated by the Parliament of Canada".

The Statements of Financial Operations consist of Summary and Detailed Statements of Transactions, a Statement of Budgetary Expenditure by Department and accompanying notes. The Statements of Transactions show how the financial requirements were met and the effect of the transactions on the Consolidated Revenue Fund. In the Summary and Detailed Statements of Transactions, the financial transactions are classified into the following categories:

- The first category, budgetary, consists of all the transactions with outside parties which enter into the calculation of the annual deficit or surplus of the Government, that is, the receipts from tax revenue and non-tax revenue, together with the expenditures authorized by Parliament.
- The second category, non-budgetary, consists of transactions in loans, investments and advances, in liabilities for the administration of certain public money received or collected for special purposes, and in other assets and liabilities.
- The third category, foreign exchange, reflects transactions in international reserves held in the Exchange Fund Account (the principal objective of which is to aid in the control and protection of the external value of the Canadian dollar) together with an accounting of the net position of the Government with respect to the International Monetary Fund. Foreign exchange transactions include unmatured debt payable in foreign currencies.
- The fourth category, unmatured debt, represents the extent to which financial requirements have been met through the increase in unmatured debt, that is, the net change in amounts owing for marketable bonds, Canada savings bonds, special non-marketable bonds issued to the Canada Pension Plan Investment Fund and Treasury bills. Unmatured debt transactions exclude unmatured debt payable in foreign currencies.
- The final section of the statement shows the cash balances and the balances of unmatured debt at the end of the period. Additional disclosure of the unmatured debt balance by type of instrument is also provided.

The third statement gives a more detailed accounting of budgetary expenditure transactions by department. Total net expenditure reported on the Detailed Statement of Transactions differs from the total expenditure by department. The difference represents transactions of certain specified purpose accounts, the provision for valuation which is not applied to each appropriation and budgetary transactions internal to the Government.

PREFACE AUX
ÉTATS MENSUELS DES
OPÉRATIONS FINANCIÈRES
DU GOUVERNEMENT DU CANADA

Le but fondamental des états mensuels des opérations financières est de fournir des renseignements aux utilisateurs intéressés aux opérations financières du gouvernement, et de faciliter une compréhension et une évaluation de la nature et de toute l'étendue des affaires financières et des ressources pour lesquelles le gouvernement est responsable.

Les deux notions de base sur lesquelles est fondé le système comptable du gouvernement se trouvent dans les Lois constitutionnelles. Premièrement, la notion du Fonds du revenu consolidé qui découle de l'exigence que tous les droits et recettes, autres que ceux qui sont réservés aux provinces, "formeront un fonds du revenu consolidé", deuxièmement, la notion suivant laquelle le solde du Fonds, après certaines imputations préalables, "sera approprié par le Parlement du Canada".

Les états des opérations financières consistent des états sommaire et détaillé des opérations, d'un état des dépenses budgétaires par ministère et des notes afférentes. Les états des opérations financières indiquent la façon dont les besoins financiers ont été rencontrés et l'effet des opérations sur le Fonds du revenu consolidé. Dans les états sommaire et détaillé des opérations, les opérations financières sont classées sous les catégories suivantes:

- La première catégorie, les opérations budgétaires, consiste de toutes les opérations avec les tiers qui entrent dans le calcul du déficit ou de l'excédent annuel du gouvernement, et comprend les rentrées provenant des recettes fiscales et des recettes non fiscales, de même que les dépenses autorisées par le Parlement.
- La deuxième catégorie, les opérations non budgétaires, comprend les opérations dans les prêts, dotations en capital et avances, dans les éléments de passif reliés à l'administration de certains deniers publics encaissés ou perçus pour des fins déterminées, et dans les autres éléments d'actif et de passif.
- La troisième catégorie, les opérations de change, reflète les opérations dans les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes (le but principal est d'aider à contrôler et à protéger la valeur extérieure de l'unité monétaire canadienne) de même qu'une comptabilité de la situation nette du gouvernement en ce qui concerne le Fonds monétaire international. Les opérations de change comprennent la dette non échue à payer en devises étrangères.
- La quatrième catégorie, les opérations de la dette non échue, représente la mesure dans laquelle les besoins financiers ont été satisfaits au moyen d'une augmentation de la dette non échue qui indique le changement net dans les montants dus relatifs aux obligations négociables, aux obligations d'épargne du Canada, aux obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada et aux bons du Trésor. Les opérations de la dette non échue ne comprennent pas la dette non échue à payer en devises étrangères.
- La dernière section de l'état montre le solde de caisse et le solde de la dette non échue à la fin de l'exercice. Les effets à payer relatifs au solde de la dette non échue sont également divulgués par catégorie.

Le troisième état fournit une comptabilité plus détaillée des opérations des dépenses budgétaires par ministère. Le total des dépenses brutes présenté à l'état détaillé des opérations est différent du total des dépenses par ministère. La différence représente les opérations de certains comptes à fins déterminées, la provision pour évaluation qui n'est pas appliquée à chaque crédit et les opérations budgétaires internes du gouvernement.

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE I - SUMMARY STATEMENT OF TRANSACTIONS

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU I - ETAT SOMMAIRE DES OPERATIONS

(in millions of dollars - en millions de dollars)

		MONTH OF JAN. - MOIS DE JAN.		YEAR TO DATE - A CE JOUR					
		1990		1989		1989-90		1988-89	

The accompanying tables and notes are
an integral part of this statement.

Les tableaux et les notes complémentaires
font partie intégrante de cet état.

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE II - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU II - ETAT DETAILLE DES OPERATIONS

(in millions of dollars - en millions de dollars)

MONTH OF JAN. - MOIS DE JAN. YEAR TO DATE - A CE JOUR
1990 1989 1989-90 1988-89

I. BUDGETARY TRANSACTIONS

Revenue
Tax revenue -
Income Tax -
Personal.....
Corporation.....
Unemployment Insurance
Contributions.....
Non-resident.....
Excise taxes and duties -
Sales tax.....
Customs import duties.....
Energy taxes.....
Other.....
Other tax revenue.....

Total tax revenue.....

Non-tax revenue -
Return on investments.....
Other non-tax revenue.....

Total non-tax revenue.....

TOTAL NET REVENUE.....

Expenditure

Major transfer and subsidy
payments -
To persons -
Old age security benefits,
guaranteed income supplements and
spouses' allowances.....
Unemployment insurance benefits....
Family allowance.....
Veterans benefits.....
To other levels of government -
Fiscal arrangements.....
Insurance and medical care
services.....
Canada Assistance Plan.....
Education support.....

Total major transfer and
subsidy payments.....

Other Program Expenditures -
Defence.....
External affairs and aid.....
All other departments and agencies.

Total other program
expenditures.....

Public debt.....

TOTAL NET EXPENDITURE.....

DEFICIT.....

I. OPERATIONS BUDGETAIRES

Recettes
Recettes fiscales -
Impôt sur le revenu -
Particuliers.....
Sociétés.....
Cotisations d'assurance-
chômage.....
Non résidents.....
Taxes et droits d'accise -
Taxe sur les ventes.....
Droits de douane à l'importation.....
Taxes en matière d'énergie.....
Autres.....
Autres recettes fiscales.....

Total des recettes fiscales.....

Recettes non fiscales -
Produits de placements.....
Autres recettes non fiscales.....

Total des recettes non fiscales.....

TOTAL DES RECETTES NETTES.....

Dépenses

Principaux paiements de transfert et
subventions -
Aux particuliers -
Prestations de sécurité de la
vieillesse, suppléments de revenu
garanti et allocations au conjoint....
Prestations d'assurance-chômage.....
Allocations familiales.....
Prestations aux anciens combattants....
A d'autres paliers du gouvernement -
Arrangements fiscaux.....
Assurance et services de soins
médicaux.....
Régime d'assistance publique du Canada
Aide à l'éducation.....

Total des principaux paiements de
transfert et subventions.....

Autres dépenses des programmes -
Défense.....
Aide et affaires extérieures.....
Autres ministères et organismes.....

Total des autres dépenses des
programmes.....

Dette publique.....

TOTAL DES DEPENSES NETTES.....

DEFICIT.....

5,947	4,786	44,584	38,875
1,387	1,025	8,864	7,132
945	916	8,528	9,634
213	318	1,134	1,185
8,492	7,045	63,110	56,826
969	1,301	15,328	13,301
383	411	3,791	3,845
521	166	1,609	2,064
489	159	2,701	2,381
2,362	2,037	23,429	21,591
13	10	151	215
10,867	9,092	86,690	78,632
246	216	3,889	3,445
177	230	1,788	1,339
423	446	5,677	4,784
11,290	9,538	92,367	83,416
1,384	1,298	13,376	12,604
1,270	1,108	9,274	8,528
224	219	2,203	2,167
144	142	1,373	1,307
3,022	2,767	26,226	24,606
775	692	7,043	6,238
554	548	5,653	5,774
415	384	4,046	3,854
180	182	1,858	1,952
1,924	1,806	18,600	17,818
4,946	4,573	44,826	42,424
814	869	8,048	7,596
350	320	2,357	2,656
2,658	2,562	24,208	22,927
3,822	3,751	34,613	33,179
3,316	2,890	32,494	27,204
12,084	11,214	111,933	102,807
794	1,676	19,566	19,391

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE II - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU II - ETAT DETAILLE DES OPERATIONS - Suite

(in millions of dollars - en millions de dollars)

	MONTH OF JAN. - MOIS DE JAN.		YEAR TO DATE - A CE JOUR	
	1990	1989	1989-90	1988-89
II. NON-BUDGETARY TRANSACTIONS (source + requirement -)				
Loans, investments and advances				
Crown corporations -				
Lending institutions -				
Canada Deposit Insurance Corporation.....		55	195	361
Canada Mortgage and Housing Corporation.....	10	92	167	254
Export Development Corporation.....				25
Farm Credit Corporation.....	105	45	155	184
Federal Business Development Bank.....	115	192	517	102
All other Crown corporations -				
Atomic Energy of Canada Limited....	2	1	20	18
Canada Development Investment Corporation.....				
Canadian National Railway Company.....	6	6	12	11
Petro-Canada.....	13	2	9	
Other.....	21	5	23	167
Allowance for valuation.....	136	197	540	36
Other loans, investments and advances -				
Provincial and territorial governments.....	2	1	12	12
National governments including developing countries.....	34	4	47	2
International organizations (subscriptions less notes payable)....	13		53	18
Veterans' Land Act Fund advances less allowance for conditional benefits.....	2	2	16	19
Joint and mixed enterprises.....		1	330	35
Miscellaneous.....	19	51	85	28
Allowance for valuation.....	6	59	267	18
TOTAL LOANS, INVESTMENTS AND ADVANCES.....	142	256	807	18
II. OPERATIONS NON BUDGETAIRES (provenance + besoin -)				
Prêts, dotations en capital et avances				
Sociétés de la Couronne -				
Institutions de crédit -				
Société d'assurance-dépôts du Canada.....				
Société canadienne d'hypothèques et de logement.....				
Société pour l'expansion des exportations.....				
Société du crédit agricole.....				
Banque fédérale de développement.....				
Autres sociétés de la Couronne -				
Energie atomique du Canada, Limitée..				
Corporation de développement des investissements du Canada.....				
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada.....				
Petro-Canada.....				
Autres.....				
Provision pour évaluation.....				
Autres prêts, dotations en capital et avances -				
Gouvernements provinciaux et territoriaux.....				
Gouvernements nationaux y compris les pays en voie de développement....				
Organismes internationaux (souscriptions moins effets à payer).....				
Avances à la caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, non compris les provisions pour prestations conditionnelles....				
Entreprises mixtes et en coparticipation.....				
Divers.....				
Provision pour évaluation.....				
TOTAL DES PRETS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES.....	142	256	807	18
Specified purpose accounts				
Canada Pension Plan Account.....	146	114	88	180
Superannuation accounts.....	62	58	4,808	4,324
Government Annuities Account.....	8	8	87	87
Provincial tax collection agreements account.....	330	567	156	31
Deposit and trust accounts.....	16	20	88	646
Other.....	9	4	97	130
TOTAL SPECIFIED PURPOSE ACCOUNTS.....	229	771	4,662	3,932
Comptes à fins déterminées				
Compte du régime de pensions du Canada..				
Comptes de pension de retraite.....				
Compte des rentes sur l'Etat.....				
Compte des accords de perception fiscale avec les provinces.....				
Comptes de dépôt et de fiducie.....				
Autres.....				
TOTAL DES COMPTES A FINS DETERMINEES.....	229	771	4,662	3,932

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE II - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU II - ETAT DETAILLE DES OPERATIONS - Suite

(in millions of dollars - en millions de dollars)

MONTH OF JAN. - MOIS DE JAN. YEAR TO DATE - A CE JOUR
1990 1989 1989-90 1988-89

Other transactions	Autres opérations								
Cash in transit.....	Fonds en transit.....	...	...	+	1,935	+	2,322		
Interest and matured debt.....	Intérêts et dette échue.....	+	1,632	+	1,336	+	313	-	2,041
Accounts payable.....	Créditeurs.....	+	49	-	19	-	5,711	-	4,066
Outstanding cheques and warrants....	Chèques et mandats en circulation.....	+	419	+	336	-	377	-	929
Miscellaneous.....	Divers.....	+	115	-	60	+	186	+	192
TOTAL OTHER TRANSACTIONS.....	TOTAL DES AUTRES OPERATIONS.....	+	2,215	+	1,593	-	3,654	-	4,522
TOTAL NON-BUDGETARY TRANSACTIONS.....	TOTAL DES OPERATIONS NON BUDGETAIRES.....	+	2,128	+	1,078	+	1,815	-	608
III. FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS (source + requirement -)	III. OPERATIONS DE CHANGE (provenance + besoin -)								
International reserves held in the Exchange Fund Account.....	Réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes.....	-	839	-	2,416	+	1,816	-	3,202
International Monetary Fund - Subscriptions.....	Fonds monétaire international - Souscriptions.....	-	...	-	...	+	15	-	...
		-	839	-	2,416	+	1,831	-	3,202
Less: International Monetary Fund - Notes payable.....	Moins: Fonds monétaire international - Effets à payer.....	-	12	+	16	-	128	-	46
Special Drawing Rights allocations.....	Allocations de Droits de tirage spéciaux.....	-	...	+	...	-	...	-	...
		-	12	+	16	-	128	-	46
Unmatured debt transactions payable in foreign currencies.....	Opérations de la dette non échue à payer en devises étrangères.....	+	199	-	66	-	2,326	-	1,782
TOTAL FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS....	TOTAL DES OPERATIONS DE CHANGE.....	-	652	-	2,466	-	623	-	5,030
IV. UNMATURED DEBT TRANSACTIONS (source + requirement -)	IV. OPERATIONS DE LA DETTE NON ECHUE (provenance + besoin -)								
Marketable bonds.....	Obligations négociables.....	+	1,500	+	1,250	+	7,366	+	10,027
Canada savings bonds.....	Obligations d'épargne du Canada.....	-	569	-	789	-	4,703	+	821
Special non-marketable bonds issued to the Canada Pension Plan Investment Fund.....	Obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada.....	-	...	+	...	+	66	+	514
Treasury bills.....	Bons du Trésor.....	-	1,450	+	100	+	16,400	+	14,150
Notes and loans.....	Effets et prêts.....	-	...	-	...	-	1,145	-	1,817
Canada bills.....	Bons du Canada.....	+	250	-	67	-	90	+	146
		-	269	+	494	+	17,894	+	23,841
Less: Government's holdings of unmatured debt.....	Moins: Dette non échue détenue par le gouvernement.....	+	133	+	393	-	575	-	1,080
Unmatured debt transactions payable in foreign currencies.....	Opérations de la dette non échue à payer en devises étrangères.....	-	199	+	66	+	2,326	+	1,782
		-	66	+	459	+	1,751	+	702
TOTAL UNMATURED DEBT TRANSACTIONS PAYABLE IN CANADIAN DOLLARS.....	TOTAL DES OPERATIONS DE LA DETTE NON ECHUE A PAYER EN DOLLARS CANADIENS.....	-	335	+	953	+	19,645	+	24,544

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE II - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS - Concluded

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU II - ETAT DETAILLE DES OPERATIONS - Fin

(in millions of dollars - en millions de dollars)

1990
AT JANUARY 31
AU 31 JANVIER

1989
AT JANUARY 31
AU 31 JANVIER

V. CASH BALANCE AT END OF PERIOD

V. CAISSE EN FIN DE PERIODE

In Canadian dollars.....
In foreign currencies.....

En dollars canadiens.....
En devises étrangères.....

2,984
120

912
135

TOTAL CASH BALANCE.....

TOTAL DE LA CAISSE.....

3,104

1,047

VI. UNMATURED DEBT BALANCE

VI. SOLDE DE LA DETTE NON ECHUE

Payable in Canadian dollars -
Marketable bonds.....
Canada Savings bonds.....
Special non-marketable bonds
issued to the Canada Pension
Plan Investment Fund.....
Treasury Bills.....

A payer en dollars canadiens -
Obligations négociables.....
Obligations d'épargne du Canada.....
Obligations spéciales non négociables
détenues par le Fonds de placement
du régime de pensions du Canada....
Bons du Trésor.....

124,206
43,054

3,072
119,100
289,432

114,050
54,144

3,006
95,200
266,400

Less:

Government's holdings of unmatured
debt.....

Moins:

Dette non échue détenues par le
gouvernement.....

4,748
284,684

4,821
261,579

Payable in foreign currencies -
Marketable bonds.....
Notes and loans.....
Canada bills.....

A payer en devises étrangères -
Obligations négociables.....
Effets et prêts.....
Bons du Canada.....

4,282
766
1,041
6,089

6,200
2,109
1,191
9,500

Less:

Government's holdings of unmatured
debt.....

Dette non échue détenue par le
gouvernement.....

94
5,995

...
9,500

TOTAL UNMATURED DEBT.....

TOTAL DE LA DETTE NON ECHUE.....

290,679

271,079

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT

GOVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		MONTH OF JAN. - 1990	MOIS DE JAN. 1989	YEAR TO DATE - 1989-90	A CE JOUR 1988-89
Agriculture -	Agriculture -				
Department -	Ministère -				
Management and Administration.....	Gestion et administration.....	5,529	4,725	51,328	47,528
Agri-Food -	Agro-alimentaire -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	43,045	42,891	449,752	420,115
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	6,871	4,532	39,632	38,297
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	35,333	21,393	347,631	348,396
Payments to producers under the Agricultural Stabilization Act.....	Palements aux producteurs en vertu de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles.....	11,302	4,593	110,426	84,848
Contributions to the provinces under the Crop Insurance Act.....	Contributions aux provinces en vertu de la Loi sur l'assurance-récolte.....	99	27,909	7,852	133,445
Loan guarantees under the Farm Improvement and Marketing Cooperative Loans Act.....	Prêts garantis en vertu de la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative.....	307	431	4,988	3,677
Interest payments and guarantees under the Advance Payments for Crops Act.....	Palements d'intérêts et garanties en vertu de la Loi sur le paiement anticipé des récoltes.....	59	1,248	4,434	8,205
Grants to agencies established under the Farm Products Marketing Agencies Act.....	Subventions aux offices établis conformément à la Loi sur les offices de commercialisation des produits de ferme.....	...	...	...	...
Racetrack Supervision Revolving Fund.....	Fonds renouvelable de la surveillance des hippodromes.....	794	161	1,778	2,362
Grains and Oilseeds -	Céréales et oléagineux -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	1,605	450	13,188	8,576
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	4,015	2,964	37,412	33,977
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	1,071	53,168	754,716	442,837
Payments in connection with the Prairie Grain Advance Payments Act.....	Palements relatifs à la Loi sur les palements anticipés pour le grain des Prairies.....	69	1,827	5,525	11,866
Payments in connection with the Western Grain Stabilization Act.....	Palements relatifs à la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest.....	...	...	72,208	33,263
Write-off of advances to the credit of the Stabilization Account.....	Radiation d'avances portées au crédit du Compte de stabilisation.....	...	...	...	750,000
Canadian Dairy Commission.....	Commission canadienne du lait.....	108,511	166,292	1,897,314	2,362,668
Canadian Livestock Feed Board -	Office canadien des provendes -	381	318	3,720	3,415
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	125	121	1,233	1,106
Contributions.....	Contributions.....	1,514	1,489	12,488	12,893
		1,639	1,610	13,721	13,999
Farm Credit Corporation.....	Société du crédit agricole.....	...	...	...	...
		110,531	168,220	1,914,755	2,380,082
Atlantic Canada Opportunities	Agence de promotion économique du				
Agency -	Canada atlantique -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	3,236	2,510	27,088	20,989
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	30,877	17,076	139,710	71,395
Liabilities in Atlantic Canada under the Small Businesses Loans Act.....	Obligations contractées dans la région de l'Atlantique en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises.....	1,062	103	2,835	1,561
Loan insurance payments.....	Palements d'assurance-prêts.....	459	...	2,117	...
		35,634	19,689	171,750	93,945
Enterprise Cape Breton Corporation....	Société d'expansion du Cap-Breton.....	2,500	...	4,500	...
		38,134	19,689	176,250	93,945

(1)

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		MONTH OF JAN. - 1990	MOIS DE JAN. 1989	YEAR TO DATE - 1989-90	A CE JOUR 1988-89
Communications - Department -	Communications - Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	11,713	11,063	120,377	109,017
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	982	1,232	7,964	7,956
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	7,305	9,227	57,844	52,659
Payments to the Canada Post Corporation.....	Versements à la Société canadienne des postes.....	...	9,182	45,911	50,502
Government Telecommunications Agency Revolving Fund.....	Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales...	5,657	959	13,066	10,013
		14,343	31,663	245,162	230,147
Canada Council.....	Conseil des Arts du Canada.....	...	...	100,531	91,838
Canadian Broadcasting Corporation -	Société Radio-Canada -				
Payments for operating expenditures.....	Paielements pour les dépenses de fonctionnement.....	87,917	57,345	805,351	738,950
Payments for working capital.....	Paielements pour le fonds de roulement...	966	342	3,667	3,657
Payments for capital expenditures...	Paielements pour les dépenses en capital.	33,317	10,313	100,234	77,627
		122,200	68,000	909,252	820,234
Canadian Film Development Corporation.....	Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne.....	5,772	4,549	106,210	97,094
Canadian Radio-television and Telecommunications Commission.....	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes.....	2,435	2,341	23,838	22,724
National Archives of Canada.....	Archives nationales du Canada.....	4,117	3,631	42,911	35,911
National Arts Centre Corporation.....	Corporation du Centre national des Arts..	1,300	...	16,736	13,100
National Film Board -	Office national du film -				
National Film Board Revolving Fund - Operating loss.....	Fonds renouvelable de l'Office national du film - Déficit de fonctionnement....	634	...	53,242	50,632
National Film Board Revolving Fund.....	Fonds renouvelable de l'Office national du film.....	3,782	4,920	1,947	1,927
		3,148	4,920	55,189	52,559
National Library.....	Bibliothèque nationale.....	2,464	2,359	27,520	23,502
National Museums of Canada -	Musées nationaux du Canada -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	5,882	5,051	62,268	55,716
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	1,234	1,138	17,268	10,872
		7,116	6,189	79,536	66,588
		162,895	123,652	1,606,885	1,453,697
Consumer and Corporate Affairs -	Consommateurs et Sociétés -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	12,177	9,930	114,676	100,814
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	564	408	3,260	2,838
Payments to the provinces for the purpose of research and development relating to medicine.....	Paielements aux provinces pour la recherche sur les médicaments et leur développement.....	...	...	...	...
		12,741	10,338	117,936	103,652
Competition Tribunal.....	Tribunal de la concurrence.....	152	81	950	633
Copyright Board.....	Commission du droit d'auteur.....	123	...	491	...
Hazardous Material Information Review Commission.....	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses.....	87	84	689	771
Patented Medicine Prices Review Board.....	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés.....	106	137	1,837	1,199
Procurement Review Board.....	Commission de révision des marchés publics.....	103	...	478	...
Standards Council of Canada.....	Conseil canadien des normes.....	595	324	5,393	5,043
		13,907	10,964	127,774	111,298

(1)

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		MONTH OF JAN. - 1990	MOIS DE JAN. 1989	YEAR TO DATE - 1989-90	A CE JOUR 1988-89
Employment and Immigration - Department/Commission - Corporate and Special Services.....	Emploi et Immigration - Ministère/Commission - Services généraux et spéciaux.....	14,967	10,224	56,924	40,207
Employment and Insurance - Operating expenditures.....	Emploi et assurance - Dépenses de fonctionnement.....	15,394	5,368	134,393	69,482
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	129,706	109,564	1,039,828	1,015,540
Government's contribution to the Unemployment Insurance Account.....	Contribution de l'Etat au compte d'assurance-chômage.....	216,309	204,869	2,099,346	1,979,065
Government's contribution in respect of Fishermen's Benefits.....	Contribution de l'Etat au titre des prestations versées aux pêcheurs.....	47,344	43,098	191,390	139,580
Immigration - Operating expenditures.....	Immigration - Dépenses de fonctionnement.....	14,233	11,229	137,832	99,953
Contributions.....	Contributions.....	7,388	5,308	60,622	43,235
Write-off from the accounts of Canada of certain debts.....	Radiation des comptes du Canada de certaines dettes.....	294	...	294	...
		445,635	389,660	3,720,629	3,387,062
Advisory Council on the Status of Women.....	Conseil consultatif sur la situation de la femme.....	215	238	2,585	2,456
Immigration and Refugee Board of Canada.....	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada.....	4,212	2,385	38,327	13,499
Status of Women - Office of the Co-ordinator.....	Condition féminine - Bureau de la coordonnatrice.....	350	286	2,699	2,213
		450,412	392,569	3,764,240	3,405,230
Energy, Mines and Resources - Department - Administration.....	Energie, Mines et Ressources - Ministère - Administration.....	2,832	3,500	34,437	35,735
Energy - Operating expenditures.....	Energie - Dépenses de fonctionnement.....	6,299	8,558	57,176	65,649
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	8,332	646	50,649	10,465
Payments to Interprovincial Pipe Line Limited.....	Paiements à l'Interprovincial Pipe Line Limited.....	...	...	9,500	9,928
Canada/Nova Scotia Development Fund.....	Fonds de développement Canada/Nouvelle- Ecosse.....	...	...	...	...
Canada/Newfoundland Development Fund.....	Fonds de développement Canada/Terre-Neuve.....	2,630	...	7,449	10,561
Canada/Newfoundland Offshore Petroleum Board.....	Office Canada/Terre-Neuve des hydrocarbures extra-côtières.....	374	...	2,083	2,247
Nova Scotia Drilling Assistance Fund.....	Fonds d'aide destinés au forage Nouvelle-Ecosse.....	7,247	...	7,247	...
Petroleum Compensation.....	Indemnisation pétrolière.....	144	75	946	1,275
Canadian Exploration and Development Incentive Program.....	Programme canadien d'encouragement à l'exploration et à la mise en valeur..	...	40,734	...	198,875
Offshore Oil and Gas Resource Revenue Fund (Nova Scotia).....	Fonds des recettes provenant des ressources pétrolières et gazières (Nouvelle-Ecosse).....	...	...	...	...
Minerals and Earth Sciences - Operating expenditures.....	Minéraux et sciences de la Terre - Dépenses de fonctionnement.....	21,035	20,914	220,513	201,381
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	3,178	6,771	15,344	20,363
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	4,758	5,912	25,213	26,105
		56,829	86,960	428,665	582,584
Atomic Energy Control Board.....	Commission de contrôle de l'énergie atomique.....	1,718	1,995	18,604	17,154
Atomic Energy of Canada Limited.....	Energie atomique du Canada, Limitée.....	2,039	16,878	123,059	149,897
National Energy Board.....	Office national de l'énergie.....	1,789	1,950	18,222	17,645
Petro-Canada International Assistance Corporation.....	La Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale.....	3,000	7,200	27,350	41,865
		65,375	114,983	615,900	809,145

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

		(in thousands of dollars - en milliers de dollars)			
		MONTH OF JAN. - 1990	MOIS DE JAN. 1989	YEAR TO DATE - 1989-90	A CE JOUR 1988-89
Environment -	Environnement -				
Administration.....	Administration.....	2,412	3,289	38,404	34,539
Environmental Services -	Services de l'environnement -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	39,735	23,110	303,070	272,137
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	4,311	3,507	32,777	23,253
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	2,975	2,236	10,036	10,024
Parks -	Parcs -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	22,702	16,152	215,507	182,626
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	7,724	8,475	72,642	61,034
National Battlefields	Commission des champs de bataille				
Commission.....	nationaux.....	118	85	1,508	1,397
		79,977	56,854	673,944	585,010
External Affairs -	Affaires extérieures -				
Department -	Ministère -				
Canadian Interests Abroad -	Intérêts du Canada à l'étranger -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	45,903	64,979	516,242	481,757
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	12,264	7,462	64,920	50,262
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	82,092	21,077	150,021	138,553
Passport Revolving Fund.....	Fonds renouvelable des passeports.....	569	896	573	1,960
Payments under the Asia-Pacific	Palements en vertu de la Loi sur la				
Foundation of Canada Act.....	Fondation Asie-Pacifique du Canada....	...	...	...	500
World Exhibitions.....	Expositions internationales.....	43	129	357	1,813
		139,733	92,751	730,967	670,925
Canadian Commercial Corporation.....	Corporation commerciale canadienne.....	721	2,128	10,723	11,614
Canadian Institute for International	Institut canadien pour la paix et la				
Peace and Security.....	sécurité internationales.....	...	1,000	4,000	4,250
Canadian International Development	Agence canadienne de développement				
Agency -	international -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	9,273	7,078	78,262	72,865
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	138,825	135,722	1,174,377	1,381,555
Payments to International Financial	Palements aux institutions financières				
Institutions.....	internationales.....	4,200	4,300	39,626	71,488
Payments under the International	Palements en vertu de la Loi				
Centre for Human Rights	du Centre international des droits				
and Democratic Development	de la personne et du développement				
Act.....	démocratique.....	...	...	...	...
Payments under the Asia-Pacific	Palements en vertu de la Loi sur la				
Foundation of Canada Act.....	Fondation Asie-Pacifique du Canada....	...	...	...	500
		152,298	147,100	1,292,265	1,526,408
Canadian Secretariat.....	Secrétariat canadien.....	34	...	378	...
Export Development Corporation.....	Société pour l'expansion des exportations	1,763	5,045	65,256	5,045
International Centre for Ocean	Centre international d'exploitation des				
Development.....	océans.....	1,000	900	7,200	5,250
International Development Research	Centre de recherches pour le				
Centre.....	développement international.....	9,050	9,517	90,475	95,167
International Joint Commission.....	Commission mixte internationale.....	654	309	3,981	3,297
		305,253	258,750	2,205,245	2,321,956
Finance -	Finances -				
Department -	Ministère -				
Financial and Economic Policies -	Politiques financières et économiques -				
Program expenditures.....	Dépenses du Programme.....	3,843	5,342	56,491	42,607
Payments to the International	Palements à l'Association				
Development Association.....	internationale de développement.....	54,800	51,008	158,500	231,064
Payments to the International	Palements au Fonds monétaire				
Monetary Fund.....	international.....	...	...	...	1,406
Purchase of Domestic Coinage.....	Achat de la monnaie canadienne.....	1	8,076	63,979	53,349
Public Debt.....	Service de la dette publique.....	3,316,434	2,895,095	32,537,437	27,221,950
Fiscal Transfer Payments.....	Palements de transfert fiscal.....	747,010	658,152	6,592,078	5,791,909
Special Program -	Programme spécial -				
Payments under the Financial	Palements en vertu de la Loi sur				
Institutions Depositors	l'indemnité aux déposants de				
Compensation Act.....	certaines institutions financières....	201	...	201	2,618
Foreign Claims Fund.....	La Caisse des réclamations étrangères..	...	...	...	...
		4,122,289	3,617,673	39,408,686	33,344,903
Auditor General.....	Vérificateur général.....	3,707	3,785	39,726	35,773
Canadian International Trade	Tribunal canadien du commerce				
Tribunal.....	extérieur.....	703	623	6,934	4,988
Office of the Superintendent of	Bureau du surintendant des				
Financial Institutions.....	institutions financières.....	2,578	2,106	2,730	2,207
Privatization and	Privatisation et affaires				
Regulatory Affairs.....	réglementaires.....	418	748	4,701	5,456
		4,129,695	3,624,935	39,457,317	33,393,327

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		MONTH OF JAN. - 1990	MOIS DE JAN. 1989	YEAR TO DATE - 1989-90	A CE JOUR 1988-89
Fisheries and Oceans -	Pêches et Océans -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	40,781	38,592	418,461	397,224
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	14,719	10,170	90,222	57,870
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	922	1,355	5,930	7,539
Liabilities under the Fisheries Improvement Loans Act.....	Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux entreprises de pêche.....	- 3 -	1	- 137	167
		56,419	50,116	514,476	462,800
Forestry -	Forêts -				
Ministry of State -	Ministère d'Etat -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	7,429	6,472	76,068	69,385
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	674	920	5,588	6,549
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	6,017	7,013	72,529	105,594
		14,120	14,405	154,185	181,528
Governor General.....	Gouverneur général.....	1,018	682	8,122	6,817
Indian Affairs and Northern Development -	Affaires indiennes et Nord canadien -				
Department -	Ministère -				
Administration -	Administration -				
Program expenditures.....	Dépenses du Programme.....	3,193	4,029	36,548	32,221
Indian and Inuit Affairs -	Affaires indiennes et inuit -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	19,529	19,110	180,273	179,484
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	1,021	1,313	4,491	9,580
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	161,220	117,391	1,602,745	1,377,110
Liabilities in respect of loan guarantees made to Indians for Housing and Economic Development.....	Obligations relatives aux garanties de prêts accordés aux Indiens pour le logement et le développement économique.....	54	7	681	221
Grant under the Western Arctic (Inuvialuit) Claims Settlement Act.....	Subvention en vertu de la Loi sur le réglement des revendications des Inuvialuit de la région ouest de l'Arctique.....	...	...	5,000	5,000
Northern Affairs -	Affaires du Nord -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	3,130	4,074	51,337	43,768
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	3,816	1,812	12,925	10,252
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	933	1,551	21,696	9,542
Transfer Payments to the Territorial Governments -	Paielements de transfert aux gouvernements territoriaux -				
Payments to Yukon Territory.....	Paielements au Yukon.....	9,000	18,000	179,782	169,928
Payments to Northwest Territories...	Paielements aux Territoires du Nord-Ouest	40,000	75,000	681,887	641,759
Northern Canada Power Commission -	Commission d'énergie du Nord canadien -				
Write-off from the accounts of Canada of certain debts.....	Radiation des comptes du Canada de certaines dettes.....	...	...	...	...
		241,896	242,287	2,777,365	2,478,865

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

	MONTH OF JAN. - 1990	MOIS DE JAN. 1989	YEAR TO DATE - 1989-90	A CE JOUR 1988-89
Industry, Science and Technology - Regional Industrial Expansion - Industry and Technology - Operating expenditures..... Payments to Canadian Patents and Development Limited..... Grants and contributions..... Liabilities under the Small Businesses Loans Act..... Insurance payments under the Enterprise Development Program and guarantees under the Industrial and Regional Development Program.....				
Industrie, Sciences et Technologie - Expansion industrielle régionale - Développement de l'industrie et de la technologie - Dépenses de fonctionnement..... Palements à la Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée..... Subventions et contributions..... Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises..... Palements d'assurance en vertu du Programme d'expansion des entreprises et garanties en vertu du Programme de développement industriel et régional.....	16,765 ... 43,102 ... 1,220 ... 135 61,222	16,917 ... 35,166 ... 1,265 53,348	166,741 799 298,517 ... 17,362 ... 2,943 486,362	145,979 1,246 325,837 ... 14,958 ... 55 488,075
Regional and Native Economic Development - Operating expenditures..... Grants and contributions.....				
Développement économique des régions et des autochtones - Dépenses de fonctionnement..... Subventions et contributions.....	2,473 23,214 25,687	1,529 17,491 19,020	15,663 131,355 147,018	13,147 111,926 125,073
Canadian Space Agency - Operating expenditures..... Contributions.....				
Agence spatiale canadienne - Dépenses de fonctionnement..... Contributions.....	... ... ...	... ... ...	... ... ...	... ... ...
Cape Breton Development Corporation... Federal Business Development Bank..... Investment Canada.....	... ... 648	... 2,300 722 3,022	13,000 24,628 7,045 44,673	32,800 46,000 6,636 85,436
Société de développement du Cap-Breton... Banque fédérale de développement..... Investissement Canada.....	... ... 648	... 2,300 722 3,022	13,000 24,628 7,045 44,673	32,800 46,000 6,636 85,436
Ministry of State (Science and Technology) - Operating expenditures..... Grants and contributions.....				
Ministère d'Etat (Sciences et Technologie) - Dépenses de fonctionnement..... Subventions et contributions.....	... ... ...	1,756 1,516 3,272	... ... ...	12,246 9,177 21,423
National Research Council of Canada - Operating expenditures..... Capital expenditures..... Grants and contributions.....				
Conseil national de recherches du Canada - Dépenses de fonctionnement..... Dépenses en capital..... Subventions et contributions.....	21,835 10,222 9,476 41,533	21,949 7,304 8,046 37,299	213,955 62,245 76,717 352,917	207,888 50,249 82,004 340,141
Natural Sciences and Engineering Research Council - Operating expenditures..... Grants.....				
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie - Dépenses de fonctionnement..... Subventions.....	1,213 11,420 12,633	1,291 8,669 9,960	11,650 270,409 282,059	9,898 255,995 265,893
Science Council of Canada..... Statistics Canada..... Canada Post Corporation.....	180 18,891 16,208	294 18,152 16,292	2,328 208,583 162,084	2,361 191,424 162,916
Conseil des sciences du Canada..... Statistique Canada..... Société canadienne des postes.....	180 18,891 16,208	294 18,152 16,292	2,328 208,583 162,084	2,361 191,424 162,916
	177,002	160,659	1,686,024	1,682,742

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		MONTH OF JAN. - 1990	MOIS DE JAN. 1989	YEAR TO DATE - 1989-90	A CE JOUR 1988-89
Justice -	Justice -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	8,923	9,421	95,941	89,103
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	27,285	7,106	153,187	144,728
		36,208	16,527	249,128	233,831
Canadian Human Rights	Commission canadienne des droits de la				
Commission.....	personne.....	1,015	1,066	10,223	8,916
Commissioner for Federal Judicial	Commissaire à la magistrature				
Affairs -	fédérale -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	251	284	3,817	2,865
Judges' salaries, allowances and	Traitements, indemnités et pensions				
annuities.....	des juges.....	11,549	10,986	117,723	109,547
		11,800	11,270	121,540	112,412
Federal Court of Canada.....	Cour fédérale du Canada.....	1,120	1,061	11,078	9,057
Law Reform Commission of Canada.....	Commission de réforme du droit du Canada.	261	360	3,465	3,552
Offices of the Information and	Bureaux du Commissaire à l'information et				
Privacy Commissioners of	du Commissaire à la protection de la vie				
Canada.....	privée du Canada.....	373	475	4,475	3,966
Supreme Court of Canada.....	Cour suprême du Canada.....	1,179	624	8,936	6,268
Tax Court of Canada.....	Cour canadienne de l'impôt.....	577	379	4,957	3,385
		52,533	31,762	413,802	381,387
Labour -	Travail -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	4,815	4,403	47,248	42,576
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	131	324	6,939	7,370
Payments of compensation respecting	Paiements d'indemnités à des employés				
government employees and merchant	de l'Etat et à des marins				
seamen.....	marchands.....	5,337	3,015	31,433	26,543
Labour Adjustment Benefits	Prestations d'adaptation pour les				
payments.....	travailleurs.....	7,898	10,587	81,268	93,996
		18,181	18,329	166,888	170,485
Canada Labour Relations Board.....	Conseil canadien des relations du travail	641	596	6,451	5,485
Canadian Centre for Occupational	Centre canadien d'hygiène et de				
Health and Safety.....	sécurité au travail.....	672	807	6,655	7,181
		19,494	19,732	179,994	183,151
National Defence -	Défense nationale -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	528,567	536,073	5,920,853	5,472,733
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	243,801	229,395	1,531,763	1,508,241
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	2,892	54,465	82,708	145,197
Military pensions.....	Pensions militaires.....	52,007	62,754	624,288	578,829
		827,267	882,687	8,159,612	7,705,000
Emergency Preparedness Canada -	Protection civile Canada -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	60	...	600	... (2)
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	...	...	...	... (2)
		60	...	600	...
		827,327	882,687	8,160,212	7,705,000

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

		(in thousands of dollars - en milliers de dollars)			
		MONTH OF JAN. -	MOIS DE JAN.	YEAR TO DATE -	A CE JOUR
		1990	1989	1989-90	1988-89
National Health and Welfare -	Santé nationale et Bien-être social -				
Department -	Ministère -				
Departmental Administration.....	Administration centrale.....	6,037	5,484	60,312	54,465
Health Services and Promotion -	Services et promotion de la santé -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	3,877	5,403	26,152	24,184
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	5,576	3,049	37,791	36,120
Payments for insured health services	Versements à l'égard des services de				
and extended health care	santé assurés et des services				
services.....	complémentaires de santé.....	553,552	547,729	5,652,519	5,774,345
Social Services -	Services sociaux -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	1,501	1,661	15,936	12,322
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	11,321	19,567	106,916	72,055
Canada Assistance Plan	Versements en vertu du Régime				
Payments.....	d'assistance publique du Canada.....	414,986	383,965	4,045,504	3,853,794
Medical Services -	Services médicaux -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	44,867	38,505	388,099	344,690
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	1,429	2,275	7,721	13,012
Health Protection -	Protection de la santé -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	12,228	10,966	122,606	101,888
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	3,426	962	15,152	4,727
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	1,687	...	3,472	...
Income Security -	Sécurité du revenu -				
Program expenditures.....	Dépenses du Programme.....	6,313	21,338	59,479	58,409
Family Allowance payments.....	Versements d'allocations familiales....	223,862	219,401	2,202,667	2,166,522
Old Age Security, Guaranteed	Versements de sécurité de la				
Income Supplement and Spouse's	vieillesse, du supplément de revenu				
Allowance payments.....	garanti et d'allocations au conjoint..	1,384,112	1,297,932	13,376,359	12,604,334
Fitness and Amateur Sport -	Condition physique et sport amateur -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	603	775	7,992	6,827
Contributions.....	Contributions.....	3,671	2,888	56,326	54,137
XV Olympic Winter Games.....	XVe Jeux Olympiques d'hiver.....				
		2,679,048	2,519,284	26,185,003	25,184,675
Medical Research Council -	Conseil de recherches médicales -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	615	460	3,699	3,533
Grants.....	Subventions.....	18,801	16,925	164,257	153,417
		19,416	17,385	167,956	156,950
		2,698,464	2,536,669	26,352,959	25,341,625
National Revenue -	Revenu national -				
Customs and Excise -	Douanes et Accise -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	41,875	36,818	435,759	367,413
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	1,102	1,189	9,377	7,980
		42,977	38,007	445,136	375,393
Taxation -	Impôt -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	71,374	63,096	775,834	669,650
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	1,332	1,191	12,475	10,329
		72,706	64,287	788,309	679,979
		115,683	102,294	1,233,445	1,055,372
Parliament -	Parlement -				
The Senate.....	Sénat.....	3,061	2,569	26,538	26,311
House of Commons.....	Chambre des communes.....	15,952	16,340	151,751	147,187
Library of Parliament.....	Bibliothèque du Parlement.....	1,112	1,096	11,222	9,884
		20,125	20,005	189,511	183,382

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

MONTH OF JAN. - MOIS DE JAN. YEAR TO DATE - A CE JOUR
1990 1989 1989-90 1988-89

Privy Council -	Conseil privé -				
Department.....	Ministère.....	4,396	3,611	42,571	32,978
Canadian Intergovernmental Conference	Secrétariat des Conférences				
Secretariat.....	intergouvernementales canadiennes.....	147	229	2,450	1,834
Chief Electoral Officer.....	Directeur général des élections.....	387	5,830	20,879	97,812
Commissioner of Official Languages.....	Commissaire aux langues officielles.....	920	960	9,419	8,396
Economic Council of Canada.....	Conseil économique du Canada.....	692	817	7,491	7,145
Northern Pipeline Agency.....	Administration du pipe-line du Nord.....	11	16	130	154
Public Service Staff Relations	Commission des relations de travail dans				
Board.....	la Fonction publique.....	797	725	7,566	6,972
Security Intelligence Review	Comité de surveillance des activités de				
Committee.....	renseignement de sécurité.....	92	96	1,082	1,004
		7,442	12,284	91,588	156,295
Public Works -	Travaux publics -				
Department -	Ministère -				
Services -	Services -				
Public Works Revolving	Fonds renouvelable des Travaux				
Fund - Operating loss.....	publics - Déficit de fonctionnement...	5,529	47	20,338	3,754
Public Works Revolving Fund.....	Fonds renouvelable des Travaux publics.	24,683	22,532	205,530	226,996
Real Property -	Biens immobiliers -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	24,540	5,136	488,350	440,619
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	6,329	17,176	69,844	74,366
Grants to municipalities and other	Subventions aux municipalités et				
taxing authorities.....	autres autorités taxatrices.....	4,350	8,251	195,854	211,127
Crown Corporations -	Sociétés d'Etat -				
Payments to Canada Museums	Palements à la Société de construction				
Construction Corporation Inc.....	des musées du Canada, Inc.....	...	9,506	26,000	57,759
Payments to Canada Lands Company	Palements à la Société immobilière du				
(Le Vieux-Port de Montréal)	Canada (Le Vieux-Port de Montréal)				
Limited.....	Limitée.....	...	882	6,055	6,231
Payments to Harbourfront Corporation	Palements à la Harbourfront Corporation	962	...	2,963	...
Payments to Canada Lands Company	Palements à la Société immobilière du				
(Mirabel) Limited.....	Canada (Mirabel) Limitée.....	...	400	...	4,297
		17,027	63,930	1,014,934	1,025,149
Canada Mortgage and Housing	Société canadienne d'hypothèques et de				
Corporation -	logement -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	351,243	221,839	1,304,164	1,176,941
Urban Renewal Contributions.....	Contributions pour la rénovation urbaine	...	19	...	270
		351,243	221,858	1,304,164	1,177,211
National Capital Commission -	Commission de la Capitale nationale -				
Payment for operating	Palement pour les dépenses				
expenditures.....	de fonctionnement.....	5,100	...	44,800	43,600
Payment for capital expenditures.....	Palement pour les dépenses en capital...	1,900	700	18,200	21,800
Payment for grants and	Palement pour les subventions				
contributions.....	et contributions.....	900	...	11,400	7,900
		7,900	700	74,400	73,300
		376,170	286,488	2,393,498	2,275,660

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

		(in thousands of dollars - en milliers de dollars)			
		MONTH OF JAN. - 1990	MOIS DE JAN. 1989	YEAR TO DATE - 1989-90	A CE JOUR 1988-89
Secretary of State - Department -	Secrétariat d'Etat - Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	16,090	19,221	146,569	138,485
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	47,251	15,259	231,474	246,418
Post-Secondary Education payments to provinces.....	Paiements pour l'enseignement postsecondaire faits aux provinces....	179,995	181,761	1,857,767	1,952,347
Payments under the Canada Student Loans Act.....	Paiements en vertu de la Loi fédérale sur les prêts aux étudiants.....	98,809 342,145	92,349 308,590	323,783 2,559,593	314,365 2,651,615
Canadian Centre for Management Development.....	Centre canadien de gestion.....	1,247 -	16	6,376 -	16
Ministry of State (Multiculturalism and Citizenship) -	Ministère d'Etat (Multiculturalisme et Citoyenneté) -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	27,804	1,454	208,319	10,671
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	4,148	2,083	25,631	19,166
Public Service Commission -	Commission de la Fonction publique -				
Program expenditures.....	Dépenses du Programme.....	10,420	10,652	103,038	94,508
Staff Development and Training Revolving Fund.....	Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel.....	- 176 43,443	- 776 13,397	1,825 345,189	1,148 125,477
Social Sciences and Humanities Research Council -	Conseil de recherches en sciences humaines -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	458	497	4,906	4,901
Grants.....	Subventions.....	5,442 5,900	8,506 9,003	58,668 63,574	51,976 56,877
		391,488	330,990	2,968,356	2,833,969
Solicitor General - Department.....	Solliciteur général - Ministère.....	2,132	2,442	20,288	17,477
Canadian Security Intelligence Service.....	Service canadien du renseignement de sécurité.....	12,968	11,051	119,522	111,929
Correctional Service -	Service correctionnel -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	61,873	54,032	601,356	521,641
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	6,083 67,956	10,921 64,953	30,924 632,280	34,542 556,183
National Parole Board.....	Commission nationale des libérations conditionnelles.....	1,664	1,608	16,842	14,409
Royal Canadian Mounted Police -	Gendarmerie royale du Canada -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	84,549	14,783	766,948	628,663
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	5,152	3,039	50,965	58,016
Pensions and other employee benefits - Members of the Force....	Pensions et autres prestations des employés - Membres de la GRC.....	3,122 92,823	5,323 23,145	128,237 946,150	133,516 820,195
Royal Canadian Mounted Police External Review Committee.....	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada.....	83	74	751	664
Royal Canadian Mounted Police Public Complaints Commission.....	Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada.....	226	150	1,752	736
		177,852	103,423	1,737,585	1,521,593
Supply and Services -	Approvisionnement et Services -				
Program expenditures.....	Dépenses du Programme.....	27,573	34,313	231,699	221,058
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	- 937	453	2,031	3,679
Reciprocal Taxation.....	Reciprocité fiscale.....	23,758	25,243	255,050	235,062
Supply Revolving Fund.....	Fonds renouvelable des approvisionnements.....	- 13,480	20,720	97,524	75,311
Defence Production Revolving Fund.....	Fonds renouvelable de la production de défense.....	...	81	33 -	809
		36,914	80,810	586,271	534,301

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		MONTH OF JAN. - MOIS DE JAN.		YEAR TO DATE - A CE JOUR	
		1990	1989	1989-90	1988-89
Transport -	Transports -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	65,469	49,986	631,581	533,517
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	57,807	49,106	347,418	312,094
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	35,092	29,691	179,189	212,512
Payments to the Canada Ports Corporation for the Inter - Port Loan Program.....	Paiements à la Société canadienne des ports pour un programme de prêts interportuaires.....	...	...	26,650	...
Payment to the Canada Ports Corporation for capital expenditures.....	Paiement à la Société canadienne des ports pour des dépenses en capital.....	...	...	4,986	457
Payment to the Canarctic Shipping Company Limited.....	Paiement à la Compagnie de navigation Canarctic Limitée.....	...	...	6,806	4,751
Payment to the Jacques Cartier and Champlain Bridges Inc.....	Paiement à la Société Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée.....	1,372	1,320	9,645	5,760
Payments to Marine Atlantic Inc.....	Paiements à Marine Atlantique S.C.C.....	13,987	11,122	107,647	112,189
Payments to VIA Rail Canada Inc.....	Paiements à VIA Rail Canada Inc.....	41,458	52,661	315,264	331,109
Payments to the St. Lawrence Seaway Authority.....	Paiements à l'administration de la voie maritime du Saint-Laurent.....	1,623	1,269	6,832	6,764
Payments to CN Railway for benefits provided to employees.....	Paiements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada pour les avantages accordés à ses employés.....	...	...	14	103
Self-Supporting Airports and Associated Ground Services Revolving Fund.....	Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes.....	3,923	13,806	82,639	90,180
Termination of tolls - Victoria Bridge.....	Abolition des péages sur le pont Victoria.....	664	...	2,372	1,725
Payments to Pilotage Authorities.....	Paiements aux Administrations de pilotage.....	...	...	...	...
Canadian Aviation Safety Board.....	Bureau canadien de la sécurité aérienne..	221,395	181,349	1,555,765	1,430,801
Civil Aviation Tribunal.....	Tribunal de l'aviation civile.....	1,382	1,276	12,847	11,968
Grain Transportation Agency Administrator.....	Administrateur de l'Office du transport du grain.....	39	88	529	618
National Transportation Agency -	Office national des transports -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	367	664	3,170	6,170
Contributions.....	Contributions.....	2,829	3,102	29,630	33,640
Payments under the Western Grain Transportation Act.....	Paiements en vertu de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest.....	725	841	5,861	15,855
Payments under the Railway Act.....	Paiements en vertu de la Loi sur les chemins de fer.....	334	...	568,096	776,829
Payments under the National Transportation Act, 1987.....	Paiements en vertu de la Loi sur les chemins de fer.....	1,156	451	30,697	29,068
Payments under the Atlantic Region Freight Assistance Act.....	Paiements en vertu de la Loi nationale de 1987 sur les transports.....	362	1,189	16,608	12,644
	Paiements en vertu de la Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la région Atlantique.....	10,441	5,900	67,337	66,483
		15,847	11,483	718,229	934,519
		239,030	194,860	2,290,540	2,384,076
Treasury Board -	Conseil du Trésor -				
Secretariat -	Secrétariat -				
Central Administration of the Public Service.....	Administration centrale de la fonction publique.....	5,577	5,692	53,297	48,586
Government Contingencies and Centrally Financed Programs.....	Eventualités du gouvernement et programmes financés par l'administration centrale.....	...	...	...	...
Employer Contributions to Insurance Plans.....	Contributions de l'employeur aux régimes d'assurance.....	34,174	23,672	234,705	176,207
Temporary Assignment.....	Affectation temporaire.....	96	8	1,292	1,691
Comptroller General.....	Contrôleur général.....	39,847	29,372	289,294	226,484
		1,300	1,064	11,352	9,440
		41,147	30,436	300,646	235,924

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Concluded

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Fin

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		MONTH OF JAN. - 1990	MOIS DE JAN. 1989	YEAR TO DATE - 1989-90	A CE JOUR 1988-89
Veterans Affairs -	Anciens combattants -				
Veterans Affairs -	Anciens combattants -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	35,425	34,072	319,298	277,377
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	107,867	106,535	1,044,661	1,021,236
Canadian Pension Commission.....	Commission canadienne des pensions.....	355	348	3,638	3,257
Bureau of Pensions	Bureau de services juridiques				
Advocates.....	des pensions.....	501	577	5,952	5,166
Veterans Appeal Board.....	Tribunal d'appel des anciens combattants	196	206	2,115	2,017
		144,344	141,738	1,375,664	1,309,053
Western Economic	Diversification de l'économie de l'Ouest				
Diversification -	canadien -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	3,346	1,250	21,821	13,444
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	3,855	3,655	45,587	29,770
Liabilities under the Small	Obligations contractées en vertu de la				
Businesses Loans	Loi sur les prêts aux petites				
Act.....	entreprises.....	47	839	7,080	9,583
		7,248	5,744	74,488	52,797
Expenditure by department on behalf of	Dépenses des ministères pour le compte				
other departments.....	d'autres ministères.....	- 7,893	14,390	27,629	87,957
Provision for valuation.....	Provision pour évaluation.....	...	...	...	...
Consolidation of specified purpose	Consolidation de comptes à fins				
accounts (net of internal	déterminées (déduction faite des				
transactions) -	opérations internes) -				
Unemployment Insurance Account.....	Compte d'assurance-chômage.....	1,066,431	912,436	7,570,969	6,973,675
Western Grain Stabilization	Compte de stabilisation concernant				
Account.....	le grain de l'Ouest.....	- 36	264,808	- 72,228	175,070
Agricultural Commodities	Comptes de stabilisation des				
Stabilization Accounts.....	produits agricoles.....	4,729	15,643	367,134	114,992
Crop Reinsurance Fund.....	Caisse de réassurance-récolte.....	33,375	...	96,421	2,820
Other.....	Autres.....	...	90	209	217
		1,104,499	1,192,977	7,962,505	7,266,774
Other internal transactions.....	Autres opérations internes.....	- 14,716	- 11,770	- 88,258	- 67,653
TOTAL EXPENDITURE.....	TOTAL DES DEPENSES.....	12,083,785	11,214,284	111,932,917	102,807,105

(1) The program was established in fiscal year 1988-89.

(2) The program was established in fiscal year 1989-90.

(1) Le programme a été établi dans l'exercice 1988-89.

(2) Le programme a été établi dans l'exercice 1989-90.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA

1. Significant Accounting Policies

The accounting policies of the Government of Canada are based on concepts embodied in the Constitution Act, and in the Financial Administration Act and other legislation.

i. Government of Canada as an accounting entity

For purposes of maintaining the accounts of Canada and preparing the monthly Statements of Financial Operations, the Government of Canada is defined as all the departments named in Schedule I of the Financial Administration Act; any division or branch of the Public Service, including a commission appointed under the Inquiries Act, designated by the Governor in Council as a department for purposes of the Financial Administration Act; the staffs of the Senate, the House of Commons, and the Library of Parliament; and, any corporation named in Schedule II of the Financial Administration Act.

In accordance with the above definition, the corporations listed in Parts I and II of Schedule III of the Financial Administration Act, and those Crown corporations that are not subject to Divisions I to IV of Part X of the Financial Administration Act, are excluded from the Government of Canada as an accounting entity; therefore, their financial statements are not consolidated with those of the Government. However, the borrowings of those corporations which are agents of the Crown are recorded as a liability of the Government net of borrowings expected to be repaid directly by these corporations.

In addition, certain accounts and funds have financial statements which are not consolidated with those of the Government. These accounts and funds include the Canada Pension Plan Account, superannuation accounts and other specified purpose accounts.

ii. Classification of financial transactions

The financial transactions of the Government, as recorded in the accounts of Canada and reported in the monthly Statements of Financial Operations, are classified into budgetary, non-budgetary, foreign exchange and unmatured debt transactions.

In general terms, budgetary transactions enter into the calculation of the monthly and annual deficit or surplus and are reported, after elimination of transactions internal to the Government, on the Summary and Detailed Statements of Transactions. All other transactions lead to the acquisition or disposal of financial claims (assets) or to the creation or discharge of financial obligations (liabilities).

For purposes of reporting, the classification in force at the beginning of the year is used and amounts for the previous year are reclassified to conform to the current year's accounting policies and presentation.

iii. Budgetary transactions

REVENUE

Revenue consists of all tax and non-tax receipts which affect the monthly and annual deficit or surplus of the Government.

Revenue is reported after deducting refunds paid, and excludes amounts receivable, taxes collected on behalf of provinces and territories, and amounts credited to the Canada Pension Plan Account, superannuation accounts, other specified purpose accounts, and other liability accounts.

The Government generally reports revenue in the year in which it is received. Refunds of revenue are allocated to the year in which the obligation for refund, as determined by the completion of manual assessment, and commencement of the mechanical processing cycle, occurs.

On the Summary and Detailed Statements of Transactions the revenue reported excludes revenue from outside parties credited to appropriations.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU GOUVERNEMENT DU CANADA

1. Conventions comptables importantes

Les conventions comptables du gouvernement du Canada sont fondées sur des notions contenues dans les Lois constitutionnelles, et dans la Loi sur la gestion des finances publiques et autres textes législatifs.

i. Entité comptable du gouvernement du Canada

Afin de tenir les comptes du Canada et de préparer les états mensuels des opérations financières, le gouvernement du Canada se définit comme l'ensemble des ministères mentionnés à l'annexe I de la Loi sur la gestion des finances publiques; toute division ou direction de la Fonction publique, y compris toute commission nommée conformément à la loi sur les enquêtes et désignée par le gouverneur en conseil comme ministère aux fins de la Loi sur la gestion des finances publiques; les employés du Sénat, de la Chambre des communes et de la Bibliothèque du Parlement; ainsi que toute société mentionnée à l'annexe II de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Conformément à la définition susmentionnée, les sociétés énumérées aux parties I et II de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques, et les sociétés de la Couronne qui ne sont pas sujettes aux sections I à IV de la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques, ne font pas partie de l'entité comptable du gouvernement du Canada; ainsi, leurs états financiers ne sont pas consolidés avec ceux du gouvernement. Cependant, les emprunts des sociétés mandataires de la Couronne sont inscrits comme élément de passif du gouvernement après avoir déduit les emprunts à être probablement remboursés directement par ces sociétés.

En outre, certains comptes et fonds possèdent leurs propres états financiers qui ne sont pas consolidés avec ceux du gouvernement. Ces comptes et fonds comprennent le Compte du régime de pensions du Canada, les comptes de pension de retraite et les autres comptes à fins déterminées.

ii. Catégories d'opérations financières

Les opérations financières du gouvernement, enregistrées dans les comptes du Canada et présentées dans les états mensuels des opérations financières, sont réparties en opérations budgétaires, non budgétaires, de change et de la dette non échue.

En somme, les opérations budgétaires entrent dans le calcul du déficit ou de l'excédent mensuel et annuel et sont inscrites aux états sommaire et détaillé des opérations après l'élimination des opérations internes du gouvernement. Toutes les autres opérations mènent soit à l'acquisition ou au règlement de créances (actif), soit à la création ou au règlement de dettes (passif).

Aux fins de compte rendu, la classification en vigueur au début de l'exercice est utilisée. Les montants de l'exercice précédent sont reclassifiés pour être conformes aux conventions comptables et à la présentation de l'exercice en cours.

iii. Opérations budgétaires

RECETTES

Les recettes comprennent toutes les recettes fiscales et non fiscales qui agissent sur le déficit ou l'excédent mensuel et annuel du gouvernement.

Les recettes sont comptabilisées après déduction des remboursements versés, et ne comprennent ni les sommes à recevoir, ni les impôts prélevés au nom des provinces et territoires, ni les montants crédités au Compte du régime de pensions du Canada, aux comptes de pension de retraite, aux autres comptes à fins déterminées, et aux autres comptes de passif.

Les recettes du gouvernement sont généralement comptabilisées au titre de l'exercice au cours duquel elles ont été reçues. Les remboursements de recettes sont imputés à l'exercice au cours duquel l'existence d'une dette est déterminée, c'est à dire au moment où la cotisation faite manuellement est complétée et où le cycle de traitement mécanique débute.

Les recettes aux états sommaire et détaillé des opérations ne comprennent pas les recettes à valoir sur les crédits provenant de tiers.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

EXPENDITURE

Expenditure consists of all charges to budgetary appropriations which affect the monthly and annual deficit or surplus of the Government. In addition, budgetary expenditure may also include charges related to the provision for valuation of loans, investments and advances, the allowance for borrowings of agent Crown corporations, and accounts payable and other allowances related to statutory items and certain annual appropriations. Such charges include those for work performed, goods received, services rendered, and transfer payments made, during the year and in the supplementary period including accounts payable at year-end.

Expenditure exclude amounts charged to the Canada Pension Plan Account, superannuation accounts, other specified purpose accounts, and other liability accounts.

On the Statement of Budgetary Expenditure by Department, departmental expenditures are reported net of revenue credited to appropriations but include expenditures internal to the Government.

iv. *Assets*

Assets are defined as the financial claims acquired by the Government on outside organizations and individuals as a result of events and transactions recorded as at the closing date.

However, as a result of the Government's accounting policies described above, and in accordance with the provisions of the Financial Administration Act and other legislation, transactions concerning certain financial claims are not recorded in the accounts of Canada and, therefore are not reported on the Summary and Detailed Statements of Transactions. The most important of these are accounts receivable for tax and non-tax revenue.

v. *Liabilities*

Liabilities are defined as the financial obligations of the Government to outside organizations and individuals as a result of events and transactions recorded as at the closing date.

However, as a result of the Government's accounting policies described above, and in accordance with enabling legislation actuarial liabilities arising from the indexing to the cost of living, of superannuation pensions and annuities are not recorded in the accounts of Canada and, therefore are not reported on the Summary and Detailed Statements of Transactions. In addition, refunds payable and some other liabilities are partially recorded during the year with full recording taking place at year-end only.

vi. *Fixed assets*

The fixed assets of the Government, which include land, engineering structures and works (such as canals, harbours and roads), buildings, and machinery and equipment, are charged to budgetary expenditure at the time of acquisition or construction.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

DEPENSES

Les dépenses comprennent toutes les imputations aux crédits budgétaires qui influencent le déficit ou l'excédent mensuel et annuel du gouvernement. De plus, les dépenses peuvent également comprendre les imputations reliées à la provision pour évaluation des prêts, dotations en capital et avances, la provision pour emprunts des sociétés mandataires de la Couronne, et les créiteurs et les autres provisions reliées à des éléments statutaires et à certains crédits annuels. Ces imputations comprennent les travaux accomplis, les biens reçus, les services exécutés et les paiements de transfert effectués au cours de l'exercice et dans la période complémentaire, y compris les créiteurs à la fin de l'exercice.

Les dépenses ne comprennent pas les montants imputés au Compte du régime de pensions du Canada, aux comptes de pension de retraite, aux autres comptes à fins déterminées, et aux autres comptes de passif.

Sur l'état des dépenses budgétaires par ministère, les dépenses ministérielles sont comptabilisées après déduction des recettes à valoir sur les crédits mais comprennent les dépenses internes du gouvernement.

iv. *Actif*

L'actif se définit comme étant les créances du gouvernement acquises sur des tiers par suite de faits et d'opérations comptabilisés à la date de clôture des comptes.

Cependant, à cause des conventions comptables du gouvernement mentionnées plus haut et selon les dispositions de la Loi sur la gestion des finances publiques et autres lois, les opérations concernant certaines créances ne sont pas comprises dans les comptes du Canada et, par conséquent ne sont pas comprises aux états sommaire et détaillé des opérations. Les plus importantes sont les débiteurs au titre des recettes fiscales et non fiscales.

v. *Passif*

Le passif se définit comme étant les dettes du gouvernement envers des tiers par suite de faits et d'opérations comptabilisés à la date de clôture des comptes.

Cependant, à cause des conventions comptables du gouvernement mentionnées plus haut, et selon les lois habilitantes, le passif actuariel découlant de l'indexation au coût de la vie, des pensions de retraite et des rentes n'est pas comptabilisé dans les comptes du Canada et, par conséquent n'est pas comptabilisé aux états sommaire et détaillé des opérations. De plus, les remboursements à payer pour les recettes fiscales ne sont pas inscrits à ces états et les autres créiteurs sont partiellement inscrits au cours de l'exercice. L'inscription complète étant faite à la fin de l'exercice seulement.

vi. *Immobilisations*

Les immobilisations du gouvernement qui comprennent les terrains, ouvrages (tels que les canaux, les ports et les routes), bâtiments et matériel, sont imputées aux dépenses budgétaires lors de leur acquisition ou construction.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

vii. Valuation of assets and liabilities

ASSETS

Assets are recorded at cost and are subject to annual valuation to reflect reductions from the recorded value to the estimated realizable value. In the case of loans to sovereign states, no reduction in value is recorded unless a sovereign state has formally repudiated its debts. In addition, the allowance for valuation reflects reductions from the recorded value of loans (and subscriptions to international organizations that make similar loans) with significant concessionary terms.

The Government's gold reserves are included in the International reserves held in the Exchange Fund Account and are recorded and valued at 35 Special Drawing Rights per fine ounce. The Special Drawing Right is an international currency created by the International Monetary Fund, and allocated to countries participating in its Special Drawing Rights Department. It represents a unit of account defined in terms of a "basket" of five major currencies.

LIABILITIES

Liabilities are recorded at the amounts ultimately payable and liabilities for termination benefits, the superannuation accounts, with the exception of indexing, and the Government Annuities Account, are valued on an actuarial basis.

viii. Translation of foreign currency transactions

Foreign currency transactions are translated and recorded in Canadian dollar equivalents at the exchange rates prevailing at the transaction dates.

On a monthly basis, only Receiver General current cash accounts are revalued at the month-end rate of exchange. All other assets and liabilities are revalued at year-end only. Net gains are credited to revenue while net losses are charged to expenditure.

2. Authorities for Transactions

Taxes can be raised and moneys can be borrowed only with the authority of Parliament. All receipts of money by departments and agencies must be deposited into the Consolidated Revenue Fund (CRF). All disbursements from the CRF for spending on operations, for loans, investments and advances, and for the redemption of matured debt must be authorized by Parliament.

i. Authority for spending on operations

Parliament provides authority to make payments out of the Consolidated Revenue Fund in annual appropriation acts and other statutes (the latter referred to as statutory appropriations). Most Government spending is under statutory authorities, that is authorities which do not generally impose an annual limit on the amount that may be spent. Spending is authorized by reference to statutory formulae or criteria and the authorities usually continue from year to year until changed or rescinded by an act of Parliament. Spending authority provided by statutory appropriations is for specified purposes and for such amounts and such time as the acts prescribe. Spending authority provided by statutory appropriations generally does not lapse at the end of the year in which it was granted. Spending authority granted in appropriation acts is for stated purposes and maximum amounts. Unless provided for in vote wording, unused spending authority granted in appropriation acts lapses at the end of the year for which it was granted. Some authorities continue from year to year and some authorize the spending, within a program, of defined categories of revenue generated by the program.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

vii. Evaluation de l'actif et du passif

ACTIF

L'actif est enregistré au coût et fait l'objet d'une évaluation annuelle afin de refléter les diminutions de la valeur enregistrée à la valeur estimative de réalisation. Dans le cas de prêts aux états souverains, aucune diminution de la valeur n'est enregistrée à moins qu'un état souverain refuse, de façon officielle, d'honorer ses dettes. De plus, la provision pour évaluation reflète les réductions de la valeur au livre des prêts (et souscriptions aux organismes internationaux qui effectuent des prêts similaires) ayant des clauses concessionnaires importantes.

Les réserves d'or du gouvernement sont comprises dans les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes et sont inscrites et évaluées à 35 Droits de tirage spéciaux pour chaque once d'or fin. Le Droit de tirage spécial est une unité monétaire internationale créée par le Fonds monétaire international, et attribuée aux pays participant à son Département des Droits de tirage spéciaux. Il représente une unité de compte définie en fonction d'un ensemble de cinq grandes devises.

PASSIF

Le passif est inscrit au montant à payer en fin de compte et les éléments de passif concernant les indemnités de cessation d'emploi, les comptes de pension de retraite sauf pour l'indexation, ainsi que le Compte des rentes sur l'Etat, sont évalués sur une base actuarielle.

viii. Conversion des opérations de change

Les opérations de change sont converties et comptabilisées en dollars canadiens correspondants aux taux de change en vigueur aux dates des opérations.

Sur une base mensuelle, seuls les comptes de caisse courants du Receveur général sont réévalués à la fin du mois aux taux de change en vigueur à cette date. Les autres éléments d'actif et de passif sont réévalués à la fin de l'exercice seulement. Les gains nets sont crédités aux recettes tandis que les pertes nettes sont imputées aux dépenses.

2. Autorisations pour les opérations

Les taxes et les impôts peuvent être prélevés et les deniers peuvent être empruntés seulement avec l'autorisation du Parlement. Tous les deniers perçus par les départements et organismes doivent être déposés au Fonds du revenu consolidé (FRC). Tous les déboursés du FRC pour des dépenses concernant les opérations, pour des prêts, dotations en capital et avances, et pour le rachat de la dette échue doivent être autorisés par le Parlement.

i. Autorisations pour les dépenses concernant les opérations

Le Parlement accorde l'autorisation d'effectuer des paiements à même le Fonds du revenu consolidé dans les lois de crédits annuelles et dans d'autres textes de lois (ces derniers intitulés crédits statutaires). La plupart des dépenses gouvernementales sont effectuées en vertu d'autorisations statutaires, c'est-à-dire des autorisations qui généralement n'imposent pas de limite annuelle sur les montants qui peuvent être dépensés. Les dépenses sont effectuées en vertu de critères ou formules statutaires et les autorisations continuent en général d'un exercice à l'autre jusqu'à ce qu'une loi du Parlement les modifie ou les révoque. L'autorisation de dépenser comprise dans les crédits statutaires est consentie à des fins déterminées ainsi que pour des montants et des délais indiqués dans les lois. En général, l'autorisation de dépenser prévue dans les crédits statutaires ne s'annule pas à la fin de l'exercice pour lequel elle a été accordée. L'autorisation de dépenser est accordée, dans les lois de crédits, à des fins déterminées et pour des montants maximaux. À moins que le libellé des crédits ne l'indique autrement, le solde inutilisé de l'autorisation de dépenser accordée dans des lois de crédits s'annule à la fin de l'exercice pour lequel elle a été accordée. Certaines autorisations continuent d'un exercice à l'autre et certaines permettent de dépenser, à l'intérieur d'un programme, des catégories de recettes spécifiques lesquelles sont générées par ledit programme.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

ii. Authority for loans, investments and advances

These authorities limit the amount of loans, investments or advances that may be made. Unused authority may lapse at the end of a year or may continue from year to year. Non-lapsing authorities often limit only the total of loans that may be outstanding at any one time; thus, principal repaid may be reloaned.

iii. Borrowing authority

The Government can borrow only as authorized by acts of Parliament. Borrowing authority acts provide authority for the net amount of new security issues less redemptions during a fiscal year. The authorities lapse at the end of the year except for amounts specifically carried forward to the next fiscal year. Parliament has also provided a continuing authority to the Government under Section 47 of the Financial Administration Act to borrow, for periods not exceeding six months, such amounts as are deemed necessary to meet lawfully authorized disbursements.

3. Crown Corporations

In accordance with the accounting policies of the Government, the assets, liabilities, revenues and expenses reported in the separate financial statements of Crown corporations are not included in the Government's financial statements. Only the financial transactions between the Government and Crown corporations are included.

The following table presents the major balance sheet and income statement items for Crown corporations named in Section 85 and/or Schedule III of the Financial Administration Act (FAA).

This summary of financial transactions and results of operations of Crown corporations is based on their accounting policies. Most Crown corporations follow the generally accepted accounting principles used by private sector companies, as outlined in the Handbook of the Canadian Institute of Chartered Accountants.

Financial assets include cash, receivables and loans and investments. Physical assets and deferred charges represent the unexpended portion of non-financial assets such as buildings, machinery and equipment in use or under construction, inventories and other items of expenditure which will be expensed as these assets are used. Financial assets and liabilities in respect of the Government represent the unpaid balances arising from financing transactions and normal operating activities. Borrowings from outside parties represent amounts repayable to institutional and other investors. Other liabilities are amounts due in respect of purchases, employee termination and pension benefits, accrued interest on borrowings, long-term capital leases and sundry accounts payable. Equity of Canada represents the Government's equity in each Crown corporation as reported by the corporations.

Crown corporations are categorized as being either agents or non-agents of the Crown. Agency status is normally expressly stated in the incorporating legislation or conferred under the provisions of the Government Companies Operation Act. In accordance with Section 54 of the FAA, the payment of all money borrowed by agent Crown corporations and interest thereon, is a charge on and payable out of the Consolidated Revenue Fund. Such borrowings therefore constitute obligations of the Government and are recorded as such in the summary financial statements of Canada net of borrowings expected to be repaid directly by these corporations.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

ii. Autorisations pour les prêts, dotations en capital et avances

Ces autorisations limitent les montants des prêts, dotations en capital ou avances qui peuvent être effectués. Les autorisations non employées peuvent s'annuler à la fin de l'exercice ou peuvent continuer d'un exercice à l'autre. Les autorisations qui ne s'annulent pas, souvent limitent seulement le total des prêts qui peuvent être en circulation en tout temps; donc, les montants remboursés peuvent être prêtés de nouveau.

iii. Pouvoirs d'emprunts

Le gouvernement peut emprunter seulement lorsque des lois du Parlement l'autorisent. Les lois sur le pouvoir d'emprunt fournissent l'autorisation pour le montant net de nouvelles émissions de titres moins les rachats au cours de l'exercice. Les autorisations s'annulent à la fin de l'exercice sauf pour les montants spécifiquement reportés à l'exercice suivant. En vertu de l'article 47 de la Loi sur la gestion des finances publiques, le Parlement a également fourni au gouvernement une autorisation continue d'emprunter, pour des périodes n'excédant pas six mois, des montants qui sont jugés nécessaires pour rencontrer les déboursés autorisés par les lois.

3. Sociétés de la Couronne

Conformément aux conventions comptables du gouvernement, l'actif, le passif, les revenus et les dépenses inscrits dans les états financiers distincts des sociétés de la Couronne ne sont pas compris dans les états financiers du gouvernement. Seules les opérations financières entre le gouvernement et les sociétés de la Couronne y sont comprises.

Le tableau suivant résume les principaux éléments des bilans et états d'exploitation des sociétés énumérées à l'article 85 et/ou à l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques (LGFP).

Ce résumé des opérations financières et résultats d'opérations des sociétés de la Couronne est fondé sur les conventions comptables de celles-ci. La majorité des sociétés de la Couronne suivent les principes comptables généralement reconnus que l'on retrouve dans les entreprises du secteur privé et publiés dans le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés.

L'actif financier comprend la caisse et les sommes à recevoir, les prêts et les dotations en capital. L'actif immobilisé et les frais reportés représentent la fraction non dépensée des éléments d'actif non financier tels qu'immeubles, machinerie et équipement en usage ou en construction, inventaire et autres éléments de dépense qui seront portés à la dépense lorsque consommés. L'actif financier et le passif auprès du gouvernement représentent les montants impayés provenant d'opérations de financement et d'opérations normales. Les emprunts auprès de tiers représentent les montants à rembourser à des institutions et autres investisseurs. Les autres passifs représentent des créances relativement aux achats, aux indemnités de cessation d'emploi et aux prestations de pensions, aux intérêts courus sur emprunts, contrats de location-acquisition à long terme et autres créanciers. L'avoir du Canada représente l'avoir du gouvernement dans chaque société de la Couronne tel que rapporté par les sociétés.

Les sociétés de la Couronne sont classées soit mandataires ou non mandataires de la Couronne. Le statut de mandataire de la Couronne peut être explicitement énoncé dans les lois constitutionnelles ou conféré selon les dispositions de la Loi sur le fonctionnement des compagnies d'état. Conformément à l'article 54 de la LGFP, le paiement de toute somme d'argent empruntée par les sociétés mandataires de la Couronne, de même que de l'intérêt y afférent, doivent être imputés sur le Fonds du revenu consolidé et versés à même ce Fonds. Par conséquent, de tels emprunts représentent des dettes du gouvernement et sont inscrits comme telles dans les états financiers sommaires du Canada après avoir déduit les emprunts à être probablement remboursés directement par ces sociétés.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

Revenues include financial assistance received or receivable from the Government in respect of current period of operation.

Equity adjustments include amounts for retroactive changes in the application of accounting principles as well as direct changes or credits to and from equity accounts. Equity transactions with the Government include dividends declared, transfers of profits to the Government and non-current financial assistance provided by the Government.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

Les revenus comprennent l'aide financière reçue ou à recevoir du gouvernement relativement aux opérations de la période en cours.

Les ajustements dans l'avoir comprennent les montants rétroactifs des changements apportés dans l'application des principes comptables ainsi que les imputations directes ou les crédits à l'avoir. Les transactions dans l'avoir avec le gouvernement comprennent les dividendes déclarés, les virements de bénéfices au gouvernement et l'aide financière non courante accordée par le gouvernement.

SUMMARY COMBINED STATEMENTS OF CROWN CORPORATIONS

RESUME DES ETATS COMBINES DES SOCIETES DE LA COURONNE

		(in millions of dollars) (en millions de dollars)
ASSETS, LIABILITIES AND EQUITY as at September 30, 1989	ACTIF, PASSIF ET AVOIR au 30 septembre 1989	
ASSETS	ACTIF	
Financial:	Financier:	
Outside parties.....	Tiers.....	32,190
Government and other Crown corporations.....	Gouvernement et autres sociétés de la Couronne.....	23,099
Total financial assets.....	Total de l'actif financier.....	55,289
Physical assets and deferred charges.....	Actif immobilisé et frais reportés.....	20,748
TOTAL ASSETS.....	TOTAL DE L'ACTIF.....	76,037
LIABILITIES	PASSIF	
Outside parties -	Tiers -	
Borrowings - agent.....	Emprunts - mandataire.....	15,610
non-agent.....	- non mandataire.....	1,683
Bank of Canada notes in circulation and amounts owing	Effets en circulation de la Banque du Canada et	
to depositors.....	montants dus aux déposants.....	21,686
Other liabilities.....	Autres passifs.....	8,470
Government and other Crown corporations.....	Gouvernement et autres sociétés de la Couronne.....	16,037
TOTAL LIABILITIES.....	TOTAL DU PASSIF.....	63,486
EQUITY OF CANADA	AVOIR DU CANADA	12,551
TOTAL LIABILITIES AND EQUITY.....	TOTAL DU PASSIF ET DE L'AVOIR.....	76,037
Contingent liabilities.....	Passif éventuel.....	605
REVENUES, EXPENSES AND CHANGES IN THE EQUITY for the six month period ended September 30, 1989	REVENUS, DEPENSES ET CHANGEMENTS DANS L'AVOIR pour la période de six mois se terminant le 30 septembre 1989	
Revenues -	Revenus -	
Outside parties.....	Tiers.....	8,918
Government and other Crown corporations -	Gouvernement et autres sociétés de la Couronne -	
Financial assistance.....	Aide financière.....	1,936
Other.....	Autres.....	1,870
TOTAL REVENUES.....	TOTAL DES REVENUS.....	12,724
Expenses -	Dépenses -	
Outside parties.....	Tiers.....	9,721
Government and other Crown corporations.....	Gouvernement et autres sociétés de la Couronne.....	1,310
TOTAL EXPENSES.....	TOTAL DES DEPENSES.....	11,031
Net income/loss (-) for the period.....	Bénéfice net/perte (-) nette pour la période.....	1,693
Equity adjustments.....	Ajustements dans l'avoir.....	-1,223
Government's share of income/loss (-).....	Quote-part du gouvernement dans le(la) bénéfice/perte (-)...	470
Equity transactions with the Government.....	Transactions dans l'avoir avec le gouvernement.....	-757
Equity of Canada, April 1st, 1989.....	Avoir du Canada au 1er avril 1989.....	12,838
Equity of Canada, September 30, 1989.....	Avoir du Canada, 30 septembre 1989.....	12,551

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

4. Insurance Programs of Agent Crown corporations

At present, three Crown corporations operate insurance programs as agents of Her Majesty. An insurance program is a program where the insured, an outside party, pays an insurance fee which is credited to an insurance fund or provision operated by the corporation. The amount of the fee is based on the estimated amount of insurance fund or provision needed to meet future claims. Insurance programs operated by private corporations such as employee group insurance, dental plans, etc., are not included in this definition.

The insurance programs are intended to operate on a self-sustaining basis but in recent years, two of the Crown corporations have required loans or other funding from the Government to meet obligations.

Information presented below has not been audited since the information presented therein is derived from interim financial statements. The most recent annual financial statements of these corporations may be found in Volume III of the Public Accounts.

In the Summary below, a minus "-" sign preceding the amount reported indicates a fund deficit, an expense recovery or adjustment, or a decrease or loss during the year.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

4. Programmes d'assurance des sociétés mandataires de la Couronne

Présentement, trois sociétés de la Couronne administrent des programmes d'assurance en tant que mandataires de Sa Majesté. Un programme d'assurance est un programme par lequel un assuré (un tiers) verse des frais d'assurance qui sont alors crédités à un fonds d'assurance ou une provision administrée par la société. Le montant à verser comme frais est basé sur le montant prévu nécessaire pour satisfaire à toutes les demandes futures d'indemnisation au titre du fonds d'assurance ou de la provision. Les programmes d'assurance administrés par les corporations privées tels que l'assurance collective des employés, les régimes dentaires, etc., sont exclus de cette définition.

Les programmes d'assurance sont conçus de façon à opérer sur une base autosuffisante, mais depuis quelques années, le gouvernement a fourni des prêts ou d'autres financements à deux sociétés pour satisfaire à leurs demandes d'indemnisation.

Les renseignements qui apparaissent ci-dessous ne sont pas vérifiés puisque l'information est produite à partir d'états financiers intérimaires. On peut retrouver les états financiers annuels, les plus récents, de ces sociétés dans le volume III des Comptes publics.

Un signe moins "-" dans le sommaire ci-dessous indique un déficit dans le fonds, un recouvrement ou un redressement des dépenses, ou une diminution ou perte au cours de l'exercice.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - ContinuedSUMMARY OF INSURANCE PROGRAMS OF AGENT CROWN CORPORATIONS
for the six month period ended September 30, 1989

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - SuiteSOMMAIRE DES PROGRAMMES D'ASSURANCE DES SOCIÉTÉS MANDATAIRES DE LA COURONNE
pour la période de six mois se terminant le 30 septembre 1989

(in millions of dollars - en millions de dollars)

		Canada Deposit Insurance Corporation ⁽¹⁾	Canada Mortgage and Housing Corporation ⁽²⁾				Export Development Corporation ⁽³⁾
			Mortgage Insurance Fund	Mortgage-Backed Securities Guarantee Fund	Home Improvement Loan Fund	Rental Guarantee Fund	
		Société d'assurance-dépôts du Canada ⁽¹⁾	Société canadienne d'hypothèques et de logement ⁽²⁾				Société pour l'expansion des exportations ⁽³⁾
			Fonds d'assurance hypothécaire	Fonds de titres hypothécaires garantis	Fonds de prêts pour l'amélioration des maisons	Fonds de garantie de loyer	
Insurance in force as at reporting date	Assurance en vigueur à la date de déclaration						
- current year.....	- exercice en cours.....	245,012	48,104	2,584	*	**	4,044
- previous year.....	- exercice précédent.....	215,716	48,200	928	*	**	3,290
Opening balance of Fund	Solde d'ouverture du Fonds						
- current year.....	- exercice en cours.....	-1,062	-82	*	1	12	45
- previous year.....	- exercice précédent.....	-1,136	-261	*	1	11	38
Revenue for the period:	Recettes pour la période:						
Premiums and fees	Primes et honoraires			1			17
- current year.....	- exercice en cours.....	245	75				
- previous year.....	- exercice précédent.....	216	70				8
Investment income	Revenu de placement						
- current year.....	- exercice en cours.....	2	35				
- previous year.....	- exercice précédent.....	1	21				
Other revenue	Autres recettes					1	
- current year.....	- exercice en cours.....	5				1	
- previous year.....	- exercice précédent.....	21				1	
Total revenue	Recettes totales			1	*	1	17
- current year.....	- exercice en cours.....	252	110	*	*	1	
- previous year.....	- exercice précédent.....	238	91	*	*	1	8
Expense for the period:	Dépenses pour la période:						
Loss on claims	Pertes sur indemnités						8
- current year.....	- exercice en cours.....		-1				
- previous year.....	- exercice précédent.....		44				4
Interest on loans	Intérêts sur prêts						
- current year.....	- exercice en cours.....	88					
- previous year.....	- exercice précédent.....	82					
Administrative	Administration					1	
- current year.....	- exercice en cours.....	5	33			1	
- previous year.....	- exercice précédent.....	4	31			1	
Funds returned to Government	Fonds retournés au gouvernement						
- current year.....	- exercice en cours.....						
- previous year.....	- exercice précédent.....						
Total expense	Dépenses totales			*	*	1	8
- current year.....	- exercice en cours.....	93	32	*	*	1	
- previous year.....	- exercice précédent.....	86	75	*	*	1	4
Net income/loss(-) for the period	Revenus nets/pertes (-) nettes pour la période			1	*		9
- current year.....	- exercice en cours.....	159	78	*	*		
- previous year.....	- exercice précédent.....	152	16	*	*		4
Closing balance of Fund	Solde de clôture du Fonds			*	1	12	54
- current year.....	- exercice en cours.....	-903	-4	*	1	11	
- previous year.....	- exercice précédent.....	-984	-245	*			42
Net claims during the period ⁽⁴⁾	Montants nets des indemnités pour la période ⁽⁴⁾			**	*	**	1
- current year.....	- exercice en cours.....	-143	-14	**	*	**	
- previous year.....	- exercice précédent.....	-18	6	**	*	**	-5
Five year average of net claims paid	Moyenne des montants nets des indemnités payées pour les cinq derniers exercices			**	*	**	*
- current year.....	- exercice en cours.....	267	51	**	*	**	
- previous year.....	- exercice précédent.....	164	74	**	*	**	4

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

(1) The Canada Deposit Insurance Corporation (CDIC) provides insurance on deposits placed with member banks and trust and loan companies for up to \$60,000 per depositor per institution. In recent years, premiums paid by member institutions have not been sufficient to meet obligations incurred by CDIC under the insurance plan. This deficiency has been funded, in part, by loans from the Government of \$1,514 million at September 30, 1989 (\$1,724 million at September 30, 1988). The Government is continuing to explore alternatives to allow CDIC, over the long run, to eliminate its deficiency without budgetary support from the Government. Since there is no reason to believe that this will not be the case, no provision has been made in the accounts of Canada for the losses experienced by CDIC.

(2) Canada Mortgage and Housing Corporation (CMHC) administers four funds of which the Mortgage Insurance Fund (MIF) and the Mortgage-Backed Securities Guarantees Fund are active. The MIF provides insurance, for a fee, to private sector lending institutions to cover mortgage lending on Canadian housing. Besides establishing a framework of confidence for mortgage lending by private institutions, the Fund facilitates an adequate supply of mortgage funds by reducing the risk to lenders and by encouraging the secondary market trading of mortgages, to make housing more accessible for Canadians. Although the balance of the Fund is currently inadequate to meet future claims in respect to business in force, the latest actuarial study of MIF indicated that business undertaken since February 1985 is being written on a break-even basis. The actuarial deficiency (\$141.4 million as of September 30, 1988) will be reflected in the accounts of Canada only to the extent that additional funding of the deficiency from parliamentary appropriations may be required. The Mortgage-Backed Securities (MBS) Program was implemented in 1987. For a fee paid by approved financial institutions, CMHC and ultimately the Government, guarantee timely payment of principal and interest to MBS investors who participate in a pool of MIF insured first residential mortgages which have been repackaged by the financial institution into investments of \$5,000 denominations. Since 1984, the Corporation has also operated the Mortgage Rate Protection Program (MRPP). As premiums collected by CMHC for the Program are remitted directly to the Consolidated Revenue Fund (CRF) and obligations of the MRPP are ultimately payable from the CRF, the MRPP does not meet the definition of a Crown corporation insurance plan as defined above. Therefore, operating particulars of this Program are not included in this summary but some information will be found in the notes to the Government of Canada Statement of Contingent Liabilities.

(3) The Export Development Corporation (EDC) provides export and foreign investment insurance to Canadian business to facilitate and develop export trade. The insurance fund has been adequate to provide for the full cost of claims experienced to date and to establish an allowance for future claims based on previous claims experience.

(4) Refers to the difference between claims and amounts received from sales of related assets and other recoveries.

* Less than \$500,000.

** Not applicable.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

(1) La Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC) fournit une assurance, jusqu'à concurrence de \$60,000 par déposant et par institution, sur les dépôts faits auprès des banques et compagnies de prêts et de fiducies qui sont membres. Depuis quelques années, les primes versées par les institutions membres n'étaient pas suffisantes pour satisfaire à toutes les demandes d'indemnisation faites auprès de la SADC aux termes du régime d'assurance. Ce déficit a été comblé, en partie, par des prêts du gouvernement de \$1,514 millions au 30 septembre 1989 (\$1,724 millions au 30 septembre 1988). Le gouvernement continue d'examiner des alternatives afin de permettre à la SADC d'éliminer, avec le temps, son déficit sans aide budgétaire du gouvernement. Puisqu'il n'y a pas lieu de croire autrement, aucune provision n'a été établie dans les comptes du Canada pour les pertes subies par la SADC.

(2) La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) administre quatre fonds dont le Fonds d'assurance hypothécaire (FAH) et le Fonds de titres hypothécaires garantis sont actifs. Le FAH fournit de l'assurance aux institutions de crédit du secteur privé, moyennant des frais, afin de couvrir les prêts hypothécaires concernant le logement canadien. Tout en mettant en place un système par lequel les institutions privées peuvent accorder des prêts hypothécaires en toute confiance, le Fonds permet également qu'un approvisionnement continu de fonds hypothécaires soit disponible à moindre risque aux prêteurs et que le commerce secondaire d'hypothèques soit favorisé pour rendre le logement plus accessible aux Canadiens. Quoique le solde du Fonds soit présentement insuffisant pour satisfaire à toutes les demandes futures d'indemnisation à l'égard des affaires en vigueur, la dernière étude actuarielle du FAH indique que les activités entreprises depuis le mois de février 1985 sont comptabilisées sur une base de point mort. L'insuffisance actuarielle (\$141.4 millions au 30 septembre 1988) sera reflétée dans les comptes du Canada dans la mesure où un financement supplémentaire de cette insuffisance à même les crédits parlementaires soit nécessaire. Le Programme des titres hypothécaires garantis (THG) fut introduit en 1987. Sur versements d'une prime, la SCHL, et finalement le gouvernement, garantit le paiement ponctuel du principal et des intérêts aux investisseurs dans des titres hypothécaires réunis par une institution financière en un bloc de créances hypothécaires résidentiels dont l'institution prépare et livre les certificats en multiples de \$5,000. Depuis 1984, la Société opère le Programme de protection des taux hypothécaires. Etant donné que les primes encaissées pour ce Programme par la SCHL sont déposées dans le Fonds du revenu consolidé (FRC) et que les créances du Programme sont finalement payées à même le FRC, le Programme de protection des taux hypothécaires ne rencontre pas la définition d'un plan d'assurance administré par une société de la Couronne tel que défini ci-haut. Par conséquent, les résultats d'opérations du Programme ne sont pas inclus dans le sommaire mais de l'information supplémentaire apparaît dans les notes afférentes à l'Etat du passif éventuel du gouvernement du Canada.

(3) La Société pour l'expansion des exportations (SEE) fournit de l'assurance aux entreprises canadiennes sur les investissements étrangers et sur les exportations afin de faciliter et de développer le commerce de l'exportation. Le fonds d'assurance a été suffisant afin de pourvoir au coût global des réclamations à date et pour établir une provision pour des réclamations futures basées sur l'expérience passée.

(4) Se rapporte à l'écart entre les réclamations et les montants recouvrés sur les ventes de biens connexes et d'autres recouvrements.

* Moins de \$500,000.

** Sans objet.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA - Continued

5. Contingent Liabilities

A contingent liability is a potential liability which may become an actual liability when one or more future events occur or fail to occur. The details of the contingent liabilities of the Government are provided in the following statement and consist of explicit guarantees by the Government and potential losses arising from pending and threatened litigation relating to claims and assessments in respect of breach of contract, damages to persons and property and like items.

The authorized limit represents the aggregate total of various types of authorities of Government bodies as stipulated in legislation, legal agreements or other documents that may be in force at any one time.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

5. Passif éventuel

Un élément de passif éventuel signifie un élément de passif possible qui peut se transformer en un élément de passif réel advenant un ou plusieurs événements futurs. Le détail du passif éventuel du gouvernement est fourni dans l'état suivant et comprend les garanties formelles par le gouvernement et les pertes possibles résultant de causes en instance ou imminentes relatives à des demandes d'indemnité et d'évaluation à l'égard de l'inexécution de contrats, de dommages causés à des personnes et à un bien et d'éléments connexes.

Les limites autorisées indiquées dans le tableau ci-dessous désignent le montant total des divers genres d'autorisations utilisées par des organismes gouvernementaux tels que stipulées dans la législation, des ententes légales ou d'autres documents qui peuvent être en vigueur à un moment donné.

STATEMENT OF CONTINGENT LIABILITIES
as at September 30, 1989ETAT DU PASSIF EVENTUEL
au 30 septembre 1989

(in millions of dollars - en millions de dollars)

	Authorized limit (where applicable) ⁽¹⁾	Contingent liability ⁽²⁾	Percentage of net claims to outstanding guarantees (where applicable) ⁽³⁾
	Limite autorisée (s'il y a lieu) ⁽¹⁾	Passif éventuel ⁽²⁾	Rapport entre les indemnités nettes et les garanties en vigueur (s'il y a lieu) ⁽³⁾
%			
EXPLICIT GUARANTEES BY THE GOVERNMENT OF -			
Borrowings by Crown corporations which are not agents of Her Majesty -			
Canadian National Railway Company - Bonds and notes.....		*	*
Borrowings by other than Crown corporations -			
From agents -			
Loans to Indians by the Canada Mortgage and Housing Corporation and the Farm Credit Corporation, for on-reserve housing.....		575	72 ⁽⁴⁾ .5
From other than agents -			
Guarantee programs of the Government -			
Canada Student Loans Act.....	5,460	2,809	2.6
Small Businesses Loans Act.....	940 ⁽⁵⁾	668	5.0
Farm Improvement Loans Act and Farm Improvement and Marketing Cooperatives Loans Act.....	142 ⁽⁶⁾	160	.6
Atlantic Enterprise Program.....	105	105 ⁽⁶⁾	.1
Advance Payments for Crops Act.....	400	66	.1
Enterprise development program and Canadian Industrial Renewal Board.....			
Fisheries Improvement Loans Act.....	1,029	11 ⁽⁷⁾	12.5
Regional Development Incentives Act.....	30 ⁽⁵⁾	8	75.3
Financial obligations incurred by air carriers regarding purchase of The de Havilland Aircraft of Canada, Limited DHC-7 and DHC-8 aircraft.....	20	3	33.1
Loans to Indians by approved lenders for on-reserve housing.....	921 ⁽⁸⁾	444 ⁽⁸⁾	
Indian economic development.....	* ⁽⁹⁾	385 ⁽⁴⁾	.2
Loans to promote the commercial activities of Eskimos.....	34 ⁽¹⁰⁾	4 ⁽⁴⁾	8.6
	5	1	
	9,286	4,664	
GARANTIES FORMELLES PAR LE GOUVERNEMENT POUR -			
Emprunts par des sociétés de la Couronne qui ne sont pas mandataires de Sa Majesté -			
Chemins de fer nationaux du Canada - Obligations et effets.....	*	*	
Emprunts effectués par des entités autres que des sociétés de la Couronne -			
De sociétés mandataires -			
Prêts consentis aux Indiens par la Société canadienne d'hypothèques et de logement et la Société du crédit agricole, pour habitations sur les réserves.....	575	72 ⁽⁴⁾	.5
De sociétés non mandataires -			
Programmes de garantie du gouvernement -			
Loi fédérale sur les prêts aux étudiants.....	5,460	2,809	2.6
Loi sur les prêts aux petites entreprises.....	940 ⁽⁵⁾	668	5.0
Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative.....	142 ⁽⁶⁾	160	.6
Programme Entreprise Atlantique.....	105	105 ⁽⁶⁾	.1
Loi sur le paiement anticipé des récoltes.....	400	66	.1
Programme d'expansion des entreprises et Office canadien pour un renouveau industriel.....	1,029	11 ⁽⁷⁾	12.5
Loi sur les prêts aux entreprises de pêche.....	30 ⁽⁵⁾	8	75.3
Loi sur les subventions au développement régional.....	20	3	33.1
Dettes encourues par des transporteurs aériens concernant l'achat des aéronefs DHC-7 et DHC-8 de The de Havilland Aircraft of Canada, Limited.....	921 ⁽⁸⁾	444 ⁽⁸⁾	
Prêts consentis aux Indiens par des prêteurs agréés pour habitations sur les réserves.....	* ⁽⁹⁾	385 ⁽⁴⁾	.2
Développement économique des Indiens.....	34 ⁽¹⁰⁾	4 ⁽⁴⁾	8.6
Prêts pour encourager les activités commerciales des Esquimaux.....	5	1	
	9,286	4,664	

GOVERNMENT OF CANADA

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - ContinuedNOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - SuiteSTATEMENT OF CONTINGENT LIABILITIES
as at September 30, 1989ETAT DU PASSIF EVENTUEL
au 30 septembre 1989

		(in millions of dollars - en millions de dollars)	
		Authorized limit (where applicable) ⁽¹⁾	Contingent liability ⁽²⁾
		Limite autorisée (s'il y a lieu) ⁽¹⁾	Passif éventuel ⁽²⁾
			Percentage of net claims to outstanding guarantees (where applicable) ⁽³⁾
			Rapport entre les indemnités nettes et les garanties en vigueur
			(s'il y a lieu) ⁽³⁾
Other explicit loan guarantees -	Autres garanties formelles de prêts -		%
Loans to NewGrade Energy Inc to finance construction of a heavy oil upgrader.....	Prêts à la société NewGrade Energy Inc pour financer la construction d'une usine de valorisation du pétrole lourd.....	275	261
Loans to construct coal handling and terminal facilities by Ridley Terminals Inc.....	Prêts pour la construction d'installations de manutention du charbon et de terminus par Ridley Terminals Inc.....	230	200
Loans to Marine Industries Limited for acquisition of assets.....	Prêts à Marine Industries Limited pour l'acquisition de biens.....	40	40
Loan to St. Mary's Paper Inc to modernize and expand a paper making facility at Sault Ste Marie, Ontario.....	Prêt à St. Mary's Paper Inc pour moderniser et agrandir une papeterie à Sault Ste Marie, Ontario.....	15	15
Loans for the restructuring of Maislin Industries Ltd.....	Prêts pour la réorganisation de Maislin Industries Ltd.....	10 ⁽⁴⁾	10 ^(4,11)
Loan to Nardex Canada Ltée for the manufacture of radio-protection and radio-telecommunication systems.....	Prêt à Nardex Canada Ltée pour la fabrication des systèmes de protection et de télécommunication radiophonique.....	1	1
Loans for the financing of Cheticamp Fishermen's Co-operative Society Ltd.....	Prêts pour le financement de Cheticamp Fishermen's Co-operative Society Ltd.....	571	527
Insurance programs of the Government ⁽¹²⁾ -	Programmes d'assurance du gouvernement ⁽¹²⁾ -		
Insurance against accidents at nuclear installations under the Nuclear Liability Act ⁽¹³⁾	Assurance en prévision des accidents aux installations nucléaires en vertu de la Loi sur la responsabilité nucléaire ⁽¹³⁾	675	664
Insurance under the Fishing Vessel Insurance Plan ⁽¹⁴⁾	Assurance aux termes du régime d'assurance des bateaux de pêche ⁽¹⁴⁾	27	462
Accounts administered for the Government by the Export Development Corporation - Insurance and related guarantees.....	Comptes administrés par la Société pour l'expansion des exportations au nom du gouvernement - Assurance et garanties connexes.....	7,000 ⁽¹⁵⁾ 7,702	282 1,408
Other explicit guarantees ⁽¹⁶⁾ -	Autres garanties formelles ⁽¹⁶⁾ -		
Guarantees under the Prairie Grain Advance Payments Act.....	Garanties en vertu de la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies.....	73	73
Guarantees under the Agricultural Products Co-operative Marketing Act.....	Garanties en vertu de la Loi sur la vente coopérative des produits agricoles.....	5	5
Guarantees of residual liabilities resulting from the devolution of Northern Canada Power Commission.....	Garanties de passifs résiduels suite à la dévolution de la Commission d'énergie du Nord canadien.....	1 79	1 79
Total explicit guarantees.....	Total des garanties formelles.....	18,213	6,750
PENDING AND THREATENED LITIGATION.....	CAUSES EN INSTANCE ET IMMINENTES.....		2,838 ^(8,18)
Total ⁽¹⁹⁾	Total ⁽¹⁹⁾		9,588

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

- (1) The authorized limits indicated in the statement above represent the aggregate total of various types of authorities of Government bodies as stipulated in legislation, legal agreements or other documents that may be in force at any one time.
- (2) A contingent liability is a potential liability which may become an actual liability when one or more future events occur or fail to occur.
- (3) Represents the average percentage over the most recent 5 years of net claims to the average amount of outstanding guarantees for the same period computed as at September 30, 1989. In some situations where historical data is not readily available, departmental estimates have been used.
- (4) Includes committed guarantees for the following loans to be made: to Indians for on-reserve housing \$79,437,687 and for Indian economic development \$543,978. As at the reporting date, no loans had been issued for these amounts.
- (5) The Act places limits on the maximum amount of guarantee for loans made by eligible lenders over different loan periods. The maximum amount of guarantee by lender is expressed in legislation as a percentage of aggregate loans made to qualified borrowers and varies according to the dollar value range of aggregate loans made by the lender. The authorized limits for given loan periods are included in the figure reported until all qualified loans made by all eligible lenders, in the given periods, are no longer outstanding, and are not adjusted for loan repayments nor payments made by the Government for guaranteed amounts in which default has occurred.
- (6) The Atlantic Enterprise Program offers loan insurance on new term loans for the establishment, expansion or modernization of commercial operations in eligible sectors in the Atlantic provinces where the Program is administered by the Atlantic Canada Opportunities Agency (\$94,211,563 as at September 30, 1989) and in the Gaspé Peninsula and in the Magdalene Islands, Quebec where administration of the Program is the responsibility of the Department of Industry, Science and Technology (\$10,827,035 as at September 30, 1989). Industry, Science and Technology also has responsibility for all capital projects in excess of \$20 million.
- (7) Includes \$62,034 attributable to the Canadian Industrial Renewal Board.
- (8) Amount denominated wholly or partially in a foreign currency and translated at the closing rate of exchange as at date of statement.
- (9) The authorized limit for loan guarantees for on-reserve housing totals \$575,000,000 (shown above) for loans made by the Canada Mortgage and Housing Corporation, the Farm Credit Corporation and other approved lenders.
- (10) The maximum aggregate amount that may be paid or that may have been paid from the Consolidated Revenue Fund (CRF) relative to Indian Economic Development in previous, current or subsequent years, with respect to all guarantees authorized and granted, is set at \$60 million. As at September 30, 1989, a total of \$25,967,234 has been expended from the CRF leaving a balance of \$34,032,766 available for disbursement.
- (11) Maislin Industries Ltd was placed in receivership on July 11, 1983 and was declared bankrupt on October 19, 1983. To date, the Government has made interim payments totalling \$18,500,000 US to creditors under a guarantee in the amount of \$27,000,000 US. It is anticipated that the Government will be called upon to make a final payment to settle remaining obligations to creditors when certain issues are settled in US Bankruptcy Court, however the amount cannot be determined at present with any certainty.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

- (1) Les limites autorisées indiquées dans l'état ci-dessus désignent le montant total des divers genres d'autorisations utilisés par des organismes gouvernementaux, tels que stipulés dans la législation, des ententes légales ou d'autres documents, qui peuvent être en vigueur à un moment donné.
- (2) Un élément de passif éventuel signifie un élément de passif possible qui peut se transformer en élément de passif réel advenant un ou plusieurs événements futurs.
- (3) Représente le rapport au cours des cinq derniers exercices entre la moyenne des indemnités nettes et la moyenne des garanties en cours pour la même période, calculé au 30 septembre 1989. Dans les cas où les données d'origine ne sont pas facilement disponibles, les prévisions ministérielles ont été utilisées.
- (4) Comprend les engagements de garanties, à être effectués, concernant les prêts suivants: aux Indiens pour habitations sur les réserves \$79,437,687 et pour le développement économique des Indiens \$543,978. Aucun prêts n'avait été consenti en raison de ces montants à la date de comptabilisation.
- (5) La Loi limite la somme maximum de la garantie pour prêts effectués par des prêteurs admissibles sur différentes périodes de prêts. La somme maximum de la garantie accordée à chaque prêteur est énoncée, d'après la Loi, comme étant un pourcentage du total des prêts consentis aux emprunteurs autorisés et varie selon la valeur totale des prêts effectués par le prêteur. Les limites autorisées pour des périodes de prêts données sont comprises dans le chiffre divulgué jusqu'à ce que tous les prêts approuvés et consentis par les prêteurs admissibles dans la période donnée, soient réglés. Ces limites ne sont pas redressées par les remboursements de prêts ni par les paiements effectués par le gouvernement pour les montants garantis en souffrance.
- (6) Le Programme Entreprise Atlantique offre des assurances de prêts sur de nouveaux prêts à terme pour établir, moderniser ou agrandir des opérations commerciales dans les secteurs éligibles des provinces de l'Atlantique où le Programme est administré par l'Agence de promotion économique au Canada atlantique (\$94,211,563 au 30 septembre 1989) et pour la péninsule de Gaspé et les Îles-de-la-Madeleine du Québec où le ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie a la responsabilité de l'administration du Programme (\$10,827,035 au 30 septembre 1989). Ce ministère a aussi la responsabilité de tous les projets d'immobilisation dépassant \$20 millions.
- (7) Comprend un montant de \$62,034 imputable à l'Office canadien pour un renouveau industriel.
- (8) Montant libellé entièrement ou partiellement en une devise étrangère et converti au cours du change en vigueur à la date de comptabilisation.
- (9) La limite autorisée sur les prêts garantis pour habitations sur les réserves s'élève à \$575,000,000 (voir ci-haut) pour les prêts effectués par la Société canadienne d'hypothèques et de logement, la Société du crédit agricole et par d'autres prêteurs agréés.
- (10) Le montant maximum total déboursé ou pouvant être déboursé à même le Fonds du revenu consolidé (FRC) pour l'exercice en cours et les exercices précédents ou subséquents relativement aux garanties autorisées et accordées pour le développement économique des Indiens est fixé à \$60 millions. Au 30 septembre 1989 un montant total de \$25,967,234 a été déboursé à même le FRC laissant un solde disponible de \$34,032,766.
- (11) Maislin Industries Ltd a été placée sous séquestre le 11 juillet 1983 et a déclaré faillite le 19 octobre 1983. À la date de comptabilisation, le gouvernement a effectué des versements provisoires totalisant \$18,500,000 E-U aux créanciers en vertu d'une garantie au montant de \$27,000,000 E-U. On anticipe que le gouvernement devra effectuer un paiement final pour régler les obligations restantes aux créanciers lors du règlement de certaines émissions au tribunal des faillites des États-Unis, mais le montant ne peut pas être déterminé, en ce moment, avec certitude.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Concluded

(12) Since 1984 the Canada Mortgage and Housing Corporation (CMHC) has operated the Mortgage Rate Protection Program on behalf of the Government. In return for payment of a premium, CMHC will reimburse homeowners 75% of any increase in monthly mortgage payments, above a deductible, due to higher interest rates at the time of mortgage renewal. As recent mortgage interest rates have been relatively stable, the Program is not widely utilized and loans covered by the Program at September 30, 1989 amounted to only \$911,000 (\$911,000 at September 30, 1988). Premiums collected by CMHC are remitted directly to the Consolidated Revenue Fund (CRF) and obligations are ultimately payable from the CRF. Because of the nature of the Program, it is not possible to estimate the amounts, if any, that might be payable at some future date.

(13) There have been no claims under the Nuclear Liability Act since its inception in 1970. The Act covers 14 Canadian nuclear installations as at September 30, 1989.

(14) The Fishing Vessel Insurance Plan is administered by the Government to assist fishermen in meeting abnormal capital losses. A specified purpose account is credited with all amounts received by way of premiums, recoveries and with advances in accordance with regulations by the Government, such advances not to exceed \$150,000 at any time. The account is debited with refunds of premiums and payments in settlement of third party vessel collision damage claims against fishermen, where the collision involves a vessel insured under the Plan. As at September 30, 1989, the insured value of vessels under the Plan amounted to \$462,389,000; the balance of the account was \$25,357,200 and outstanding claims against the Plan amounted to \$1,250,000.

(15) The Export Development Act specifies that the Export Development Corporation may enter into contracts of insurance, re-insurance, related guarantees and other agreements up to a maximum of \$7 billion, the authorized limit.

(16) A letter of comfort has been issued with respect to credit grain sales by the Canadian Wheat Board. The letter states that the Government will assume responsibility for the liabilities arising from defaults in payment by countries purchasing Canadian grain on credit. Receivables under this guarantee amounted to approximately \$3.4 billion at September 30, 1989.

(17) Less than 0.1%.

(18) Includes \$1.6 billion related to native statutory and treaty obligations representing plaintiffs' claims in 60 litigation cases. There are another 120 similar cases for which amounts are not stated in the claims, and for which it is not possible to determine the amounts that may be ultimately payable.

(19) Contingent gains. A contingent gain is a potential gain or possible recovery that may become an actuality when one or more future events occur or fail to occur. Three departments reported contingent gains as at September 30, 1989 totalling approximately \$11 million.

* Less than \$500,000.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Fin

(12) Depuis 1984, la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) opère, pour le compte du gouvernement, le Programme de protection des taux hypothécaires. Sur paiement de primes, la SCHL rembourse, lors du renouvellement, les propriétaires 75% des augmentations causées par les hausses marquées de taux d'intérêt au-delà d'un montant déductible. Les taux hypothécaires étant relativement stables, le Programme n'est pas tellement utilisé et les prêts couverts par le Programme au 30 septembre 1989 ne s'élèvent qu'à \$911,000 (\$911,000 au 30 septembre 1988). Les primes encaissées par la SCHL sont remises au Fonds du revenu consolidé (FRC) et les créances du Programme sont payables à même le FRC. La nature même du Programme ne permet aucune estimation des créances futures.

(13) Il n'y a eu aucune réclamation en vertu de la Loi sur la responsabilité nucléaire depuis sa mise en vigueur en 1970. La Loi couvre 14 installations nucléaires canadiennes au 30 septembre 1989.

(14) Le Régime d'assurance des bateaux de pêche est administré par le gouvernement afin d'assurer les pêcheurs contre des pertes en capital anormales. Un compte à fins déterminées est crédité de toutes les sommes encaissées à titre de primes et de recouvrements, ainsi que des avances consenties par le gouvernement conformément à ces règlements, de telles avances ne devant pas dépasser en tout temps \$150,000. Le compte est débité de remboursements de primes et du règlement des réclamations de dommages-intérêts envers des tiers pour collision, lorsque la collision met en cause un bateau assuré aux termes du Régime. Au 30 septembre 1989, la valeur assurée des bateaux aux termes du Régime se chiffrait à \$462,389,000; le solde du compte était de \$25,357,200 et les réclamations non-réglées au titre du Régime se sont élevées à \$1,250,000.

(15) La Loi sur l'expansion des exportations précise que la Société pour l'expansion des exportations peut conclure des contrats d'assurance, de réassurance, de garanties connexes et d'autres accords jusqu'à un maximum de \$7 milliards, ce qui représente la limite autorisée.

(16) Une lettre d'accord présumé a été émise concernant les ventes de céréales à crédit par la Commission canadienne du blé. La lettre spécifie que le gouvernement assumera la responsabilité de la dette advenant le défaut de paiement par un pays achetant à crédit les céréales canadiennes. Le montant débiteur au 30 septembre 1989 en vertu de cette garantie, s'élève à environ \$3.4 milliards.

(17) Moins de 0.1%.

(18) Comprend \$1.6 milliard relié aux engagements envers les autochtones par suite de statuts et traités. Ce montant représente les revendications des plaignants dans 60 causes en litige. Il y a 120 causes semblables pour lesquelles des montants ne sont pas énoncés dans les revendications et pour lesquelles il est impossible de déterminer les montants qui peuvent finalement être à payer.

(19) Gains éventuels. Un gain éventuel est un gain potentiel ou un recouvrement possible pouvant se matérialiser advenant un ou plusieurs événements futurs. Trois ministères ont déclaré des gains éventuels au 30 septembre 1989 totalisant approximativement \$11 millions.

* Moins de \$500,000.



Canada Post
Postage paid

Postes Canada
Port payé

**FIRST PREMIÈRE
CLASS CLASSE**

**K1A 0S9
OTTAWA**

Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

**Statements
of Financial
Operations**

**États
des opérations
financières**

For
February 1990

pour
février 1990

Fiscal Year
1989-90

Exercice
1989-90

The Honourable Paul Dick
Receiver General for Canada

L'honorable Paul Dick
Receveur général du Canada



SA 69
- 572

Any inquiries should be directed to the:

Manager,
Government Accounts and Reports Group,
Accounting, Banking and Compensation
Directorate,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada.
K1A 0S5
Telephone: (819) 956-1794

Toute demande de renseignements devrait être faite à la personne suivante:

Le gestionnaire,
Groupe des Comptes et Rapports du gouvernement,
Direction générale de la Comptabilité, de la gestion
bancaire et de la rémunération,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada.
K1A 0S5
Téléphone: (819) 956-1794

TABLE OF CONTENTS

	<u>PAGE</u>
Preface	1
Monthly Statements of Financial Operations	
Table I - Summary Statement of Transactions	3
Table II - Detailed Statement of Transactions	4
Table III - Statement of Budgetary Expenditure by Department	8
Notes to the Monthly Statements of Financial Operations	20

TABLE DES MATIERES

	<u>PAGE</u>
Préface	1
Etats mensuels des opérations financières	
Tableau I - Etat sommaire des opérations	3
Tableau II - Etat détaillé des opérations	4
Tableau III - Etat des dépenses budgétaires par ministère	8
Notes se rapportant aux états mensuels des opérations financières	20

PREFACE TO THE
MONTHLY STATEMENTS OF
FINANCIAL OPERATIONS
OF THE GOVERNMENT OF CANADA

PREFACE AUX
ÉTATS MENSUELS DES
OPÉRATIONS FINANCIÈRES
DU GOUVERNEMENT DU CANADA

The fundamental purpose of the monthly Statements of Financial Operations is to provide information to interested users of data on the government's financial operations, and to facilitate an understanding and evaluation of the full nature and extent of the financial affairs and resources for which the Government is responsible.

The two basic concepts underlying the Government's accounting system are found in the Constitution Acts: first, the concept of the Consolidated Revenue Fund, which emanates from the requirement that all duties and revenues received, other than those reserved to the provinces, "shall form One Consolidated Revenue Fund"; second, the concept that the balance of the Fund, after certain prior charges, "shall be appropriated by the Parliament of Canada".

The Statements of Financial Operations consist of Summary and Detailed Statements of Transactions, a Statement of Budgetary Expenditure by Department and accompanying notes. The Statements of Transactions show how the financial requirements were met and the effect of the transactions on the Consolidated Revenue Fund. In the Summary and Detailed Statements of Transactions, the financial transactions are classified into the following categories:

- The first category, budgetary, consists of all the transactions with outside parties which enter into the calculation of the annual deficit or surplus of the Government, that is, the receipts from tax revenue and non-tax revenue, together with the expenditures authorized by Parliament.
- The second category, non-budgetary, consists of transactions in loans, investments and advances, in liabilities for the administration of certain public money received or collected for special purposes, and in other assets and liabilities.
- The third category, foreign exchange, reflects transactions in international reserves held in the Exchange Fund Account (the principal objective of which is to aid in the control and protection of the external value of the Canadian dollar) together with an accounting of the net position of the Government with respect to the International Monetary Fund. Foreign exchange transactions include unmatured debt payable in foreign currencies.
- The fourth category, unmatured debt, represents the extent to which financial requirements have been met through the increase in unmatured debt, that is, the net change in amounts owing for marketable bonds, Canada savings bonds, special non-marketable bonds issued to the Canada Pension Plan Investment Fund and Treasury bills. Unmatured debt transactions exclude unmatured debt payable in foreign currencies.
- The final section of the statement shows the cash balances and the balances of unmatured debt at the end of the period. Additional disclosure of the unmatured debt balance by type of instrument is also provided.

The third statement gives a more detailed accounting of budgetary expenditure transactions by department. Total net expenditure reported on the Detailed Statement of Transactions differs from the total expenditure by department. The difference represents transactions of certain specified purpose accounts, the provision for valuation which is not applied to each appropriation and budgetary transactions internal to the Government.

Le but fondamental des états mensuels des opérations financières est de fournir des renseignements aux utilisateurs intéressés aux opérations financières du gouvernement, et de faciliter une compréhension et une évaluation de la nature et de toute l'étendue des affaires financières et des ressources pour lesquelles le gouvernement est responsable.

Les deux notions de base sur lesquelles est fondé le système comptable du gouvernement se trouvent dans les Lois constitutionnelles. Premièrement, la notion du Fonds du revenu consolidé qui découle de l'exigence que tous les droits et recettes, autres que ceux qui sont réservés aux provinces, "formeront un fonds du revenu consolidé", deuxièmement, la notion suivant laquelle le solde du Fonds, après certaines imputations préalables, "sera approprié par le Parlement du Canada".

Les états des opérations financières consistent des états sommaire et détaillé des opérations, d'un état des dépenses budgétaires par ministère et des notes afférentes. Les états des opérations financières indiquent la façon dont les besoins financiers ont été rencontrés et l'effet des opérations sur le Fonds du revenu consolidé. Dans les états sommaire et détaillé des opérations, les opérations financières sont classées sous les catégories suivantes:

- La première catégorie, les opérations budgétaires, consiste de toutes les opérations avec les tiers qui entrent dans le calcul du déficit ou de l'excédent annuel du gouvernement, et comprend les rentrées provenant des recettes fiscales et des recettes non fiscales, de même que les dépenses autorisées par le Parlement.
- La deuxième catégorie, les opérations non budgétaires, comprend les opérations dans les prêts, dotations en capital et avances, dans les éléments de passif reliés à l'administration de certains deniers publics encaissés ou perçus pour des fins déterminées, et dans les autres éléments d'actif et de passif.
- La troisième catégorie, les opérations de change, reflète les opérations dans les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes (le but principal est d'aider à contrôler et à protéger la valeur extérieure de l'unité monétaire canadienne) de même qu'une comptabilité de la situation nette du gouvernement en ce qui concerne le Fonds monétaire international. Les opérations de change comprennent la dette non échue à payer en devises étrangères.
- La quatrième catégorie, les opérations de la dette non échue, représente la mesure dans laquelle les besoins financiers ont été satisfaits au moyen d'une augmentation de la dette non échue qui indique le changement net dans les montants dus relatifs aux obligations négociables, aux obligations d'épargne du Canada, aux obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada et aux bons du Trésor. Les opérations de la dette non échue ne comprennent pas la dette non échue à payer en devises étrangères.
- La dernière section de l'état montre le solde de caisse et le solde de la dette non échue à la fin de l'exercice. Les effets à payer relatifs au solde de la dette non échue sont également divulgués par catégorie.

Le troisième état fournit une comptabilité plus détaillée des opérations des dépenses budgétaires par ministère. Le total des dépenses brutes présenté à l'état détaillé des opérations est différent du total des dépenses par ministère. La différence représente les opérations de certains comptes à fins déterminées, la provision pour évaluation qui n'est pas appliquée à chaque crédit et les opérations budgétaires internes du gouvernement.

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE I - SUMMARY STATEMENT OF TRANSACTIONS

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU I - ETAT SOMMAIRE DES OPERATIONS

(in millions of dollars - en millions de dollars)

		MONTH OF FEB. - MOIS DE FEV.		YEAR TO DATE - A CE JOUR					
		1990	1989	1989-90	1988-89				
I. BUDGETARY TRANSACTIONS	I. OPERATIONS BUDGETAIRES								
Revenue.....	Recettes.....	+	8,608	+	7,611	+	100,975	+	91,027
Expenditure.....	Dépenses.....	-	11,948	-	11,571	-	123,881	-	114,378
Deficit.....	Déficit.....	-	3,340	-	3,960	-	22,906	-	23,351
II. NON-BUDGETARY TRANSACTIONS	II. OPERATIONS NON BUDGETAIRES								
(source + requirement -)	(provenance + besoin -)								
Loans, investments and advances.....	Prêts, dotations en capital et avances.....	-	37	+	57	+	770	+	38
Specified purpose accounts.....	Comptes à fins déterminées.....	-	209	-	419	+	4,453	+	3,513
Other transactions.....	Autres opérations.....	+	1,401	+	1,891	-	2,253	-	2,631
Net source (+) or requirement (-)...	Provenance nette (+) ou besoin net (-)	+	1,155	+	1,529	+	2,970	+	920
Financial requirements (excluding foreign exchange transactions)...	Besoins financiers (opérations de change non comprises).....	-	2,185	-	2,431	-	19,936	-	22,431
III. FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS	III. OPERATIONS DE CHANGE								
(source + requirement -).....	(provenance + besoin -).....	+	2,419	+	558	+	1,796	-	4,472
Total financial requirements.....	Total des besoins financiers.....	+	234	-	1,873	-	18,140	-	26,903
IV. UNMATURED DEBT TRANSACTIONS	IV. OPERATIONS DE LA DETTE NON ECHUE								
(source + requirement -).....	(provenance + besoin -).....	-	180	+	2,028	+	19,464	+	26,571
Change in cash (increase + decrease -).....	Variation de la caisse (augmentation + diminution -).....	+	54	+	155	+	1,324	-	332
V. CASH BALANCE AT END OF PERIOD.....	V. CAISSE EN FIN DE PERIODE.....						3,158		1,202

The accompanying tables and notes are an integral part of this statement.

Les tableaux et les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE II - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS

GOVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU II - ETAT DETAILLE DES OPERATIONS

(in millions of dollars - en millions de dollars)

MONTH OF FEB. - MOIS DE FEV. YEAR TO DATE - A CE JOUR
1990 1989 1989-90 1988-89

I. BUDGETARY TRANSACTIONS

I. OPERATIONS BUDGETAIRES

Revenue
Tax revenue -
Income tax -
Personal.....
Corporation.....
Unemployment Insurance
contributions.....
Non-resident.....
Excise taxes and duties -
Sales tax.....
Customs import duties.....
Energy taxes.....
Other.....
Other tax revenue.....

Recettes
Recettes fiscales -
Impôt sur le revenu -
Particuliers.....
Sociétés.....
Cotisations d'assurance-
chômage.....
Non résidents.....
Taxes et droits d'accise -
Taxe sur les ventes.....
Droits de douane à l'importation.....
Taxes en matière d'énergie.....
Autres.....
Autres recettes fiscales.....

3,908	3,348	48,493	42,223
1,236	1,199	10,100	8,331
1,008	809	9,535	10,443
108	237	1,243	1,422
6,260	5,593	69,371	62,419
1,315	983	16,643	14,284
352	258	4,143	4,103
239	259	1,847	2,323
310	277	3,012	2,660
2,216	1,777	25,645	23,370
12	8	163	223

Total tax revenue.....

Total des recettes fiscales.....

8,488 7,378 95,179 86,012

Non-tax revenue -
Return on investments.....
Other non-tax revenue.....

Recettes non fiscales -
Produits de placements.....
Autres recettes non fiscales.....

49	58	3,938	3,502
71	175	1,858	1,513

Total non-tax revenue.....

Total des recettes non fiscales.....

120 233 5,796 5,015

TOTAL NET REVENUE.....

TOTAL DES RECETTES NETTES.....

8,608 7,611 100,975 91,027

Expenditure

Dépenses

Major transfer and subsidy
payments -
To persons -
Old age security benefits,
guaranteed income supplements and
spouses' allowances.....
Unemployment insurance benefits....
Family allowance.....
Veterans benefits.....
To other levels of government -
Fiscal arrangements.....
Insurance and medical care
services.....
Canada Assistance Plan.....
Education support.....

Principaux paiements de transfert et
subventions -
Aux particuliers -
Prestations de sécurité de la
vieillesse, suppléments de revenu
garanti et allocations au conjoint....
Prestations d'assurance-chômage.....
Allocations familiales.....
Prestations aux anciens combattants...
A d'autres paliers du gouvernement -
Arrangements fiscaux.....
Assurance et services de soins
médicaux.....
Régime d'assistance publique du Canada
Aide à l'éducation.....

1,388	1,297	14,764	13,901
1,270	1,199	10,545	9,727
225	220	2,428	2,386
144	138	1,518	1,445
3,027	2,854	29,255	27,459
824	716	7,867	6,954
553	548	6,205	6,322
491	372	4,537	4,226
180	182	2,038	2,134
2,048	1,818	20,647	19,636

Total major transfer and
subsidy payments.....

Total des principaux paiements de
transfert et subventions.....

5,075 4,672 49,902 47,095

Other program expenditures -
Defence.....
External affairs and aid.....
All other departments and agencies.

Autres dépenses des programmes -
Défense.....
Aide et affaires extérieures.....
Autres ministères et organismes.....

883	885	8,931	8,481
328	270	2,685	2,927
2,348	2,309	26,556	25,237

Total other program
expenditures.....

Total des autres dépenses des
programmes.....

3,559 3,464 38,172 36,645

Public debt.....

Dette publique.....

3,314 3,435 35,807 30,638

TOTAL NET EXPENDITURE.....

TOTAL DES DEPENSES NETTES.....

11,948 11,571 123,881 114,378

DEFICIT.....

DEFICIT.....

3,340 3,960 22,906 23,351

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE II - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU II - ETAT DETAILLE DES OPERATIONS - Suite

(in millions of dollars - en millions de dollars)

		MONTH OF FEB. - MOIS DE FEV.		YEAR TO DATE - A CE JOUR		
		1990	1989	1989-90	1988-89	
II. NON-BUDGETARY TRANSACTIONS		II. OPERATIONS NON BUDGETAIRES				
(source + requirement -)		(provenance + besoin -)				
Loans, investments and advances		Prêts, dotations en capital et avances				
Crown corporations -		Sociétés de la Couronne -				
Lending institutions -		Institutions de crédit -				
Canada Deposit Insurance Corporation.....				+	195 -	361
Canada Mortgage and Housing Corporation.....			13 +	12 +	180 +	266
Export Development Corporation.....						25
Farm Credit Corporation.....		-	44 +	4 +	111 +	189
Federal Business Development Bank.....		-	31 +	16 +	486 +	119
All other Crown corporations -		Autres sociétés de la Couronne -				
Atomic Energy of Canada Limited...		+	1 +	1 +	21 +	19
Canada Development Investment Corporation.....						
Canadian National Railway Company.....				+	12 +	11
Petro-Canada.....						
Other.....		+	2 -	10 -	7 -	177
		+	3 -	9 +	26 -	147
Allowance for valuation.....		-	28 +	7 +	512 -	28
Other loans, investments and advances -		Autres prêts, dotations en capital et avances -				
Provincial and territorial governments.....		-	19 +	1 -	7 +	13
National governments including developing countries.....		-	2 +	64 +	45 +	62
International organizations (subscriptions less notes payable)....				6 -	53 -	24
Veterans' Land Act Fund advances less allowance for conditional benefits.....		+	1 +	2 +	18 +	21
Joint and mixed enterprises.....		+	3		332 +	35
Miscellaneous.....		+	8 -	11 -	77 -	41
		-	9 +	50 +	258 +	66
Allowance for valuation.....		-	9 +	50 +	258 +	66
TOTAL LOANS, INVESTMENTS AND ADVANCES.....		-	37 +	57 +	770 +	38
Specified purpose accounts		Comptes à fins déterminées				
Canada Pension Plan Account.....		+	281 +	326 +	369 +	506
Superannuation accounts.....		-	66 -	6 +	4,743 +	4,318
Government Annuities Account.....		-	8 -	8 -	95 -	96
Provincial tax collection agreements account.....		-	364 -	752 -	519 -	722
Deposit and trust accounts.....		-	57 +	17 -	145 -	628
Other.....		+	5 +	4 +	100 +	135
TOTAL SPECIFIED PURPOSE ACCOUNTS.....		-	209 -	419 +	4,453 +	3,513

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE II - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU II - ETAT DETAILLE DES OPERATIONS - Suite

(in millions of dollars - en millions de dollars)

		MONTH OF FEB. - MOIS DE FEV.		YEAR TO DATE - A CE JOUR	
		1990	1989	1989-90	1988-89
<u>Other transactions</u>	<u>Autres opérations</u>				
Cash in transit.....	Fonds en transit.....	...	...	+	1,935 +
Interest and matured debt.....	Intérêts et dette échue.....	+	1,066 +	1,515 +	1,379 -
Accounts payable.....	Créditeurs.....	+	21 +	19 -	5,691 -
Outstanding cheques and warrants.....	Chèques et mandats en circulation.....	+	263 +	190 -	115 -
Miscellaneous.....	Divers.....	+	51 +	167 +	239 +
TOTAL OTHER TRANSACTIONS.....	TOTAL DES AUTRES OPERATIONS.....	+	1,401 +	1,891 -	2,253 -
TOTAL NON-BUDGETARY TRANSACTIONS.....	TOTAL DES OPERATIONS NON BUDGETAIRES.....	+	1,155 +	1,529 +	2,970 +
920					
<u>III. FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS</u> (source + requirement -)	<u>III. OPERATIONS DE CHANGE</u> (provenance + besoin -)				
International reserves held in the Exchange Fund Account.....	Réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes.....	+	2,383 +	662 +	4,198 -
International Monetary Fund - Subscriptions.....	Fonds monétaire international - Souscriptions.....	+	2,383 +	662 +	15 -
Less:	Moins:				
International Monetary Fund - Notes payable.....	Fonds monétaire international - Effets à payer.....	...	-	23 -	127 -
Special Drawing Rights allocations.....	Allocations de Droits de tirage spéciaux.....	...	-	23 -	127 -
Unmatured debt transactions payable in foreign currencies.....	Opérations de la dette non échue à payer en devises étrangères.....	+	36 -	81 -	2,290 -
TOTAL FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS....	TOTAL DES OPERATIONS DE CHANGE.....	+	2,419 +	558 -	1,796 -
4,472					
<u>IV. UNMATURED DEBT TRANSACTIONS</u> (source + requirement -)	<u>IV. OPERATIONS DE LA DETTE NON ECHUE</u> (provenance + besoin -)				
Marketable bonds.....	Obligations négociables.....	+	1,557 +	750 +	8,923 +
Canada savings bonds.....	Obligations d'épargne du Canada.....	-	957 -	4,404 -	5,660 -
Special non-marketable bonds issued to the Canada Pension Plan Investment Fund.....	Obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada.....	...	...	...	66 +
Treasury bills.....	Bons du Trésor.....	-	950 +	5,800 +	15,450 +
Notes and loans.....	Effets et prêts.....	...	...	...	1,145 -
Canada bills.....	Bons du Canada.....	+	36 -	81 -	55 +
Less:	Moins:				
Government's holdings of unmatured debt.....	Dette non échue détenue par le gouvernement.....	+	170 -	118 -	405 -
Unmatured debt transactions payable in foreign currencies.....	Opérations de la dette non échue à payer en devises étrangères.....	-	36 +	81 +	2,290 +
TOTAL UNMATURED DEBT TRANSACTIONS PAYABLE IN CANADIAN DOLLARS.....	TOTAL DES OPERATIONS DE LA DETTE NON ECHUE A PAYER EN DOLLARS CANADIENS.....	+	134 -	37 +	1,885 +
26,571					

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE II - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS - Concluded

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU II - ETAT DETAILLE DES OPERATIONS - Fin

(in millions of dollars - en millions de dollars)

1990
AT FEBRUARY 28
AU 28 FEVRIER

1989
AT FEBRUARY 28
AU 28 FEVRIER

V. CASH BALANCE AT END OF PERIOD

V. CAISSE EN FIN DE PERIODE

In Canadian dollars.....
In foreign currencies.....

En dollars canadiens.....
En devises étrangères.....

2,980
178

987
215

TOTAL CASH BALANCE.....

TOTAL DE LA CAISSE.....

3,158

1,202

VI. UNMATURED DEBT BALANCE

VI. SOLDE DE LA DETTE NON ECHUE

Payable in Canadian dollars -
Marketable bonds.....
Canada savings bonds.....
Special non-marketable bonds
issued to the Canada Pension
Plan Investment Fund.....
Treasury bills.....

A payer en dollars canadiens -
Obligations négociables.....
Obligations d'épargne du Canada.....
Obligations spéciales non négociables
détenues par le Fonds de placement
du régime de pensions du Canada....
Bons du Trésor.....

125,763
42,096

3,072
118,150
289,081

114,799
49,740

3,006
101,000
268,545

Less:

Moins:

Government's holdings of unmatured
debt.....

Dette non échue détenue par le
gouvernement.....

4,578
284,503

4,938
263,607

Payable in foreign currencies -
Marketable bonds.....
Notes and loans.....
Canada bills.....

A payer en devises étrangères -
Obligations négociables.....
Effets et prêts.....
Bons du Canada.....

4,282
766
1,077
6,125

6,200
2,109
1,110
9,419

Less:

Moins:

Government's holdings of unmatured
debt.....

Dette non échue détenue par le
gouvernement.....

94
6,031

...
9,419

TOTAL UNMATURED DEBT.....

TOTAL DE LA DETTE NON ECHUE.....

290,534

273,026

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT

GOVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		MONTH OF FEB. - MOIS DE FEV.		YEAR TO DATE - A CE JOUR	
		1990	1989	1989-90	1988-89
Agriculture - Department -	Agriculture - Ministère -				
Management and Administration.....	Gestion et administration.....	4,851	4,584	56,179	52,112
Agri-Food -	Agro-alimentaire -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	46,608	42,025	496,360	462,140
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	4,476	4,845	44,108	43,142
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	32,040	52,073	379,671	400,469
Payments to producers under the Agricultural Stabilization Act.....	Paielements aux producteurs en vertu de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles.....	9,313	5,409	119,739	90,257
Contributions to the provinces under the Crop Insurance Act.....	Contributions aux provinces en vertu de la Loi sur l'assurance-récolte.....	3,528	14,876	11,380	148,321
Loan guarantees under the Farm Improvement and Marketing Cooperative Loans Act.....	Prêts garantis en vertu de la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative.....	184	921	5,172	4,598
Interest payments and guarantees under the Advance Payments for Crops Act.....	Paielements d'intérêts et garanties en vertu de la Loi sur le paiement anticipé des récoltes.....	28	1,426	4,462	9,631
Grants to agencies established under the Para Products Marketing Agencies Act.....	Subventions aux offices établis conformément à la Loi sur les offices de commercialisation des produits de ferme.....	...	...	...	...
Racetrack Supervision Revolving Fund.....	Fonds renouvelable de la surveillance des hippodromes.....	749	681	- 1,029 -	1,681
Grains and Oilseeds -	Céréales et oléagineux -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	1,716	1,142	14,904	9,718
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	3,663	3,258	41,075	37,235
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	5,896	918	760,612	443,755
Payments in connection with the Prairie Grain Advance Payments Act.....	Paielements relatifs à la Loi sur les paielements anticipés pour le grain des Prairies.....	24	1,692	5,549	13,558
Payments in connection with the Western Grain Stabilization Act.....	Paielements relatifs à la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest.....	84,101	75,736	156,309	108,999
Write-off of advances to the credit of the Stabilization Account.....	Radiation d'avances portées au crédit du Compte de stabilisation.....	...	...	...	750,000
Canadian Dairy Commission.....	Commission canadienne du lait.....	197,177	209,586	2,094,491	2,572,254
Canadian Livestock Feed Board -	Office canadien des provendes -	428	287	4,148	3,702
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	120	101	1,353	1,207
Contributions.....	Contributions.....	1,079	1,621	13,567	14,514
		1,199	1,722	14,920	15,721
	
Farm Credit Corporation.....	Société du crédit agricole.....				
		198,804	211,595	2,113,559	2,591,677
Atlantic Canada Opportunities Agency -	Agence de promotion économique du Canada atlantique -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	2,772	2,787	29,860	23,776
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	18,408	12,234	158,118	83,629
Liabilities in Atlantic Canada under the Small Businesses Loans Act.....	Obligations contractées dans la région de l'Atlantique en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises.....	- 877	81	1,958	1,642
Loan insurance payments.....	Paielements d'assurance-prêts.....	290	...	2,407	...
		20,593	15,102	192,343	109,047
Enterprise Cape Breton Corporation....	Société d'expansion du Cap-Breton.....	...	...	4,500	...
		20,593	15,102	196,843	109,047

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		MONTH OF FEB. - MOIS DE FEV.		YEAR TO DATE - A CE JOUR	
		1990	1989	1989-90	1988-89
Communications -	Communications -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	8,878	10,819	129,255	119,836
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	987	671	8,951	8,627
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	1,277	8,687	59,121	61,346
Payments to the Canada Post Corporation.....	Versements à la Société canadienne des postes.....	4,591	...	50,502	50,502
Government Telecommunications Agency Revolving Fund.....	Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales...	3,391	2,709	16,457	7,304
		19,124	17,468	264,286	247,615
Canada Council.....	Conseil des Arts du Canada.....	2,972	...	103,503	91,838
Canadian Broadcasting Corporation -	Société Radio-Canada -				
Payments for operating expenditures.....	Paielements pour les dépenses de fonctionnement.....	53,555	54,470	858,906	793,420
Payments for working capital.....	Paielements pour le fonds de roulement...	333	343	4,000	4,000
Payments for capital expenditures...	Paielements pour les dépenses en capital.	18,235	19,255	118,469	96,882
		72,123	74,068	981,375	894,302
Canadian Film Development Corporation.....	Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne.....	7,368	7,250	113,578	104,344
Canadian Radio-television and Telecommunications Commission.....	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes.....	2,405	1,802	26,243	24,526
National Archives of Canada.....	Archives nationales du Canada.....	4,069	4,302	46,980	40,213
National Arts Centre Corporation.....	Corporation du Centre national des Arts..	1,155	4,470	17,891	17,570
National Film Board -	Office national du film -				
National Film Board Revolving Fund - Operating loss.....	Fonds renouvelable de l'Office national du film - Déficit de fonctionnement....	4,515	6,132	57,757	56,764
National Film Board Revolving Fund.....	Fonds renouvelable de l'Office national du film.....	1,705	1,045	3,652	882
		6,220	5,087	61,409	57,646
National Library.....	Bibliothèque nationale.....	3,239	2,076	30,759	25,578
National Museums of Canada -	Musées nationaux du Canada -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	6,672	5,680	68,940	61,396
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	3,032	1,132	20,300	12,004
		9,704	6,812	89,240	73,400
		128,379	123,335	1,735,264	1,577,032
Consumer and Corporate Affairs -	Consommateurs et Sociétés -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	11,270	9,953	125,946	110,767
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	765	223	4,025	3,061
Payments to the provinces for the purpose of research and development relating to medicine.....	Paielements aux provinces pour la recherche sur les médicaments et leur développement.....	...	...	...	...
		12,035	10,176	129,971	113,828
Competition Tribunal.....	Tribunal de la concurrence.....	129	69	1,079	702
Copyright Board.....	Commission du droit d'auteur.....	88	...	579	...
Hazardous Material Information Review Commission.....	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses.....	157	230	846	1,001
Patented Medicine Prices Review Board.....	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés.....	263	231	2,100	1,430
Procurement Review Board.....	Commission de révision des marchés publics.....	205	...	683	...
Standards Council of Canada.....	Conseil canadien des normes.....	537	536	5,930	5,579
		13,414	11,242	141,188	122,540

(1)

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

	MONTH OF FEB. - MOIS DE FEV.		YEAR TO DATE - A CE JOUR	
	1990	1989	1989-90	1988-89
Employment and Immigration - Department/Commission - Corporate and Special Services.....		582	56,342	45,363
Employment and Insurance - Operating expenditures.....	10,334	4,862	144,727	74,344
Grants and contributions.....	135,798	111,941	1,175,626	1,127,481
Government's contribution to the Unemployment Insurance Account.....	216,261	203,335	2,315,607	2,182,400
Government's contribution in respect of Fishermen's Benefits.....	42,233	46,447	233,623	186,027
Immigration - Operating expenditures.....	15,237	12,322	153,069	112,275
Contributions.....	6,479	5,000	67,101	48,235
Write-off from the accounts of Canada of certain debts.....	425,760	389,063	4,146,389	3,776,125
Advisory Council on the Status of Women.....	198	302	2,783	2,758
Immigration and Refugee Board of Canada.....	4,385	2,950	42,712	16,449
Status of Women - Office of the Co-ordinator.....	247	248	2,946	2,461
	430,590	392,563	4,194,830	3,797,793
Energy, Mines and Resources - Department - Administration.....	2,887	1,078	37,324	36,813
Energy - Operating expenditures.....	6,223	7,528	63,399	73,177
Grants and contributions.....	9,533	1,632	60,182	12,097
Payments to Interprovincial Pipe Line Limited.....	...	...	9,500	9,928
Canada/Nova Scotia Development Fund.....	8,583	28,616	8,583	28,616
Canada/Newfoundland Development Fund.....	...	6,745	7,449	17,306
Canada/Newfoundland Offshore Petroleum Board.....	203	399	2,286	2,646
Nova Scotia Drilling Assistance Fund.....	...	...	7,247	...
Canada/Nova Scotia Offshore Petroleum Board.....	...	...	...	...
Petroleum Compensation.....	...	...	946	1,275
Canadian Exploration and Development Incentive Program.....	...	37,339	...	236,214
Offshore Oil and Gas Resource Revenue Fund (Nova Scotia).....	...	224	...	224
Minerals and Earth Sciences - Operating expenditures.....	20,919	22,675	241,432	224,056
Capital expenditures.....	3,523	2,717	18,867	23,080
Grants and contributions.....	2,642	2,784	27,855	28,889
	54,513	111,737	483,178	694,321
Atomic Energy Control Board.....	2,053	1,894	20,657	19,048
Atomic Energy of Canada Limited.....	42,154	31,500	165,213	181,397
National Energy Board.....	1,905	1,832	20,127	19,477
Petro-Canada International Assistance Corporation.....	13,500	7,200	40,850	49,065
	114,125	154,163	730,025	963,308

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		MONTH OF FEB. - MOIS DE FEV.		YEAR TO DATE - A CE JOUR	
		1990	1989	1989-90	1988-89
Environment -	Environnement -				
Administration.....	Administration.....	2,182	3,554	40,586	38,093
Environmental Services -	Services de l'environnement -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	30,694	28,958	333,764	301,095
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	2,111	3,602	34,888	26,855
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	1,299	1,165	11,335	11,189
Parks -	Parcs -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	17,145	18,878	232,652	201,504
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	8,405	5,050	81,047	66,084
National Battlefields	Commission des champs de bataille				
Commission.....	nationaux.....	83	99	1,591	1,496
		61,919	61,306	735,863	646,316
External Affairs -	Affaires extérieures -				
Department -	Ministère -				
Canadian Interests Abroad -	Intérêts du Canada à l'étranger -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	64,230	45,412	580,472	527,169
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	9,683	6,034	74,603	56,296
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	36,650	30,084	186,671	168,637
Passport Revolving Fund.....	Fonds renouvelable des passeports.....	1,357	1,308	1,930	3,268
Payments under the Asia-Pacific	Paielements en vertu de la Loi sur la				
Foundation of Canada Act.....	Fondation Asie-Pacifique du Canada.....	...	...	...	500
World Exhibitions.....	Expositions internationales.....	7	100	364	1,913
		109,213	80,322	840,180	751,247
Canadian Commercial Corporation.....	Corporation commerciale canadienne.....	2,136	498	12,859	12,112
Canadian Institute for International	Institut canadien pour la paix et la				
Peace and Security.....	sécurité internationales.....	...	...	4,000	4,250
Canadian International Development	Agence canadienne de développement				
Agency -	international -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	7,622	9,273	85,884	82,138
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	146,068	153,989	1,320,445	1,535,544
Payments to International Financial	Paielements aux institutions financières				
Institutions.....	internationales.....	39,126	34,569	78,752	106,057
Payments under the International	Paielements en vertu de la Loi				
Centre for Human Rights	du Centre international des droits				
and Democratic Development	de la personne et du développement				
Act.....	démocratique.....	...	...	...	...
Payments under the Asia-Pacific	Paielements en vertu de la Loi sur la				
Foundation of Canada Act.....	Fondation Asie-Pacifique du Canada.....	...	...	...	500
		192,816	197,831	1,485,081	1,724,239
Canadian Secretariat.....	Secrétariat canadien.....	447	...	825	...
Export Development Corporation.....	Société pour l'expansion des exportations	4,554	64,678	69,810	69,723
International Centre for Ocean	Centre international d'exploitation des				
Development.....	océans.....	...	900	7,200	6,150
International Development Research	Centre de recherches pour le				
Centre.....	développement international.....	9,050	9,516	99,525	104,683
International Joint Commission.....	Commission mixte internationale.....	210	476	3,771	3,773
		318,006	354,221	2,523,251	2,676,177
Finance -	Finances -				
Department -	Ministère -				
Financial and Economic Policies -	Politiques financières et économiques -				
Program expenditures.....	Dépenses du Programme.....	10,191	3,669	66,682	46,276
Payments to the International	Paielements à l'Association				
Development Association.....	internationale de développement.....	...	...	158,500	231,064
Payments to the International	Paielements au Fonds monétaire				
Monetary Fund.....	international.....	...	8,255	...	9,661
Purchase of Domestic Coinage.....	Achat de la monnaie canadienne.....	1,019	7,362	64,998	60,711
Public Debt.....	Service de la dette publique.....	3,339,265	3,447,813	35,876,702	30,669,763
Fiscal Transfer Payments.....	Paielements de transfert fiscal.....	747,415	657,557	7,339,493	6,449,466
Special Program -	Programme spécial -				
Payments under the Financial	Paielements en vertu de la Loi sur				
Institutions Depositors	l'indemnité aux déposants de				
Compensation Act.....	certaines institutions financières....	...	...	201	2,618
Foreign Claims Fund.....	La Caisse des réclamations étrangères..	...	10	...	10
		4,097,890	4,124,666	43,506,576	37,469,569
Auditor General.....	Vérificateur général.....	4,101	3,699	43,827	39,472
Canadian International Trade	Tribunal canadien du commerce				
Tribunal.....	extérieur.....	818	770	7,752	5,758
Office of the Superintendent of	Bureau du surintendant des				
Financial Institutions.....	institutions financières.....	3,164	590	434	1,617
Privatization and	Privatisation et affaires				
Regulatory Affairs.....	réglementaires.....	252	489	4,953	5,945
		4,106,225	4,129,034	43,563,542	37,522,361

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		MONTH OF FEB. - MOIS DE FEV.		YEAR TO DATE - A CE JOUR	
		1990	1989	1989-90	1988-89
Fisheries and Oceans -	Pêches et Océans -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	39,340	42,121	457,801	439,345
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	11,633	13,068	101,855	70,938
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	1,685	1,562	7,615	9,101
Liabilities under the	Obligations contractées en vertu de				
Fisheries Improvement	la Loi sur les prêts aux				
Loans Act.....	entreprises de pêche.....	...	1	137	166
		52,658	56,750	567,134	519,550
Forestry -	Forêts -				
Ministry of State -	Ministère d'Etat -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	7,399	6,578	83,467	75,963
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	384	845	5,972	7,394
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	4,576	6,212	77,105	111,806
		12,359	13,635	166,544	195,163
Governor General.....	Gouverneur général.....	649	558	8,771	7,375
Indian Affairs and Northern	Affaires indiennes et Nord				
Development -	canadien -				
Department -	Ministère -				
Administration -	Administration -				
Program expenditures.....	Dépenses du Programme.....	3,217	3,458	39,765	35,679
Indian and Inuit Affairs -	Affaires indiennes et inuit -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	14,519	24,181	194,792	203,665
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	554	1,276	5,045	10,856
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	94,879	92,149	1,697,624	1,469,259
Liabilities in respect of loan	Obligations relatives aux garanties de				
guarantees made to Indians for	prêts accordés aux Indiens pour le				
Housing and Economic	logement et le développement				
Development.....	économique.....	-	21	660	321
Grant under the Western	Subvention en vertu de la Loi sur le				
Arctic (Inuvialuit)	règlement des revendications des				
Claims Settlement	Inuvialuit de la région ouest				
Act.....	de l'Arctique.....	...	...	5,000	5,000
Write-off from the accounts of	Radiation des comptes du Canada				
Canada of certain debts.....	de certaines dettes.....	6,291	...	6,291	...
Northern Affairs -	Affaires du Nord -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	3,372	3,709	54,709	47,477
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	2,463	2,713	15,388	12,965
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	668	1,835	22,364	11,377
Write-off from the accounts of	Radiation des comptes du Canada				
Canada of certain debts.....	de certaines dettes.....	249	...	249	...
Transfer Payments to the Territorial	Paielements de transfert aux gouvernements				
Governments -	territoriaux -				
Payments to Yukon Territory.....	Paielements au Yukon.....	9,487	...	189,269	169,928
Payments to Northwest Territories...	Paielements aux Territoires du Nord-Ouest	43,802	...	725,689	641,759
Northern Canada Power Commission -	Commission d'énergie du Nord canadien -				
Write-off from the accounts of	Radiation des comptes du Canada				
Canada of certain debts.....	de certaines dettes.....	...	...	...	...
		179,480	129,421	2,956,845	2,608,286

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

		(in thousands of dollars - en milliers de dollars)			
		MONTH OF FEB. - 1990	MOIS DE FEV. 1989	YEAR TO DATE - 1989-90	A CE JOUR 1988-89
Industry, Science and Technology -	Industrie, Sciences et Technologie -				
Regional Industrial Expansion -	Expansion industrielle régionale -				
Industry and Technology -	Développement de l'industrie et de la technologie -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	10,417	15,498	177,158	161,477
Payments to Canadian Patents and Development Limited.....	Paievements à la Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée.....	...	...	799	1,246
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	90,157	37,403	388,674	363,240
Liabilities under the Small Businesses Loans Act.....	Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises.....	2,003	1,732	19,365	16,690
Insurance payments under the Enterprise Development Program and guarantees under the Industrial and Regional Development Program.....	Paievements d'assurance en vertu du Programme d'expansion des entreprises et garanties en vertu du Programme de développement industriel et régional.....	...	...	2,943	55
		102,577	54,633	588,939	542,708
Regional and Native Economic Development	Développement économique des régions et des autochtones -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	3,915	1,397	19,578	14,544
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	18,052	12,024	149,407	123,950
		21,967	13,421	168,985	138,494
Canadian Space Agency -	Agence spatiale canadienne -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	10,204	...	10,204	...
Contributions.....	Contributions.....	12,389	...	12,389	...
		22,593	...	22,593	...
Cape Breton Development Corporation...	Société de développement du Cap-Breton...	29,693	3,000	42,693	35,800
Federal Business Development Bank.....	Banque fédérale de développement.....	...	2,300	24,628	48,300
Investment Canada.....	Investissement Canada.....	639	596	7,684	7,232
		30,332	5,896	75,005	91,332
Ministry of State (Science and Technology) -	Ministère d'Etat (Sciences et Technologie) -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	...	1,004	...	13,250
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	...	546	...	9,723
		...	1,550	...	22,973
National Research Council of Canada -	Conseil national de recherches du Canada -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	22,498	20,705	236,453	228,593
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	9,715	10,257	71,960	60,506
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	10,113	9,395	86,830	91,399
		42,326	40,357	395,243	380,498
Natural Sciences and Engineering Research Council -	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	1,410	1,380	13,060	11,278
Grants.....	Subventions.....	59,535	47,687	329,944	303,682
		60,945	49,067	343,004	314,960
Science Council of Canada.....	Conseil des sciences du Canada.....	248	163	2,576	2,524
Statistics Canada.....	Statistique Canada.....	15,558	17,761	224,141	209,185
Canada Post Corporation.....	Société canadienne des postes.....	9,542	...	171,626	162,916
		306,088	182,848	1,992,112	1,865,590

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		MONTH OF FEB. - 1990	MOIS DE FEV. 1989	YEAR TO DATE - 1989-90	A CE JOUR 1988-89
Justice -	Justice -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	13,958	9,148	109,899	98,251
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	32,867	23,180	186,054	167,908
		46,825	32,328	295,953	266,159
Canadian Human Rights	Commission canadienne des droits de la				
Commission.....	personne.....	1,003	1,070	11,226	9,986
Commissioner for Federal Judicial	Commissaire à la magistrature				
Affairs -	fédérale -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	461	365	4,278	3,230
Judges' salaries, allowances and	Traitements, indemnités et pensions				
annuities.....	des juges.....	11,732	10,719	129,455	120,266
		12,193	11,084	133,733	123,496
Federal Court of Canada.....	Cour fédérale du Canada.....	1,192	815	12,270	9,872
Law Reform Commission of Canada.....	Commission de réforme du droit du Canada.....	558	339	4,023	3,891
Offices of the Information and	Bureaux du Commissaire à l'information et				
Privacy Commissioners of	du Commissaire à la protection de la vie				
Canada.....	privée du Canada.....	515	394	4,990	4,360
Supreme Court of Canada.....	Cour suprême du Canada.....	900	1,048	9,836	7,316
Tax Court of Canada.....	Cour canadienne de l'impôt.....	487	333	5,444	3,718
		63,673	47,411	477,475	428,798
Labour -	Travail -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	4,830	4,300	52,078	46,876
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	194	721	7,133	8,091
Payments of compensation respecting	Palements d'indemnités à des employés				
government employees and merchant	de l'Etat et à des marins				
seamen.....	marchands.....	2,905	4,935	34,338	31,478
Labour Adjustment Benefits	Prestations d'adaptation pour les				
payments.....	travailleurs.....	7,655	6,510	88,923	100,506
		15,584	16,466	182,472	186,951
Canada Labour Relations Board.....	Conseil canadien des relations du travail	757	576	7,208	6,061
Canadian Centre for Occupational	Centre canadien d'hygiène et de				
Health and Safety.....	sécurité au travail.....	567	765	7,222	7,946
		16,908	17,807	196,902	200,958
National Defence -	Défense nationale -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	633,864	593,465	6,554,717	6,066,198
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	197,772	217,831	1,729,535	1,726,072
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	1,967	44,909	84,675	190,106
Military pensions.....	Pensions militaires.....	59,497	42,373	683,785	621,202
		893,100	898,578	9,052,712	8,603,578
Emergency Preparedness Canada -	Protection civile Canada -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	60	...	660	...
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	...	...	...	...
		60	...	660	...
		893,160	898,578	9,053,372	8,603,578

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		MONTH OF FEB. - 1990	MOIS DE FEV. 1989	YEAR TO DATE - 1989-90	A CE JOUR 1988-89
National Health and Welfare - Department -	Santé nationale et Bien-être social - Ministère -				
Departmental Administration.....	Administration centrale.....	5,978	4,413	66,290	58,878
Health Services and Promotion -	Services et promotion de la santé -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	4,394	2,407	30,546	26,591
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	5,519	2,772	43,310	38,892
Payments for insured health services and extended health care services.....	Versements à l'égard des services de santé assurés et des services complémentaires de santé.....	552,594	547,633	6,205,113	6,321,978
Social Services -	Services sociaux -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	1,604	3,787	17,540	16,109
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	28,134	7,893	135,050	79,948
Canada Assistance Plan	Versements en vertu du Régime				
Payments.....	d'assistance publique du Canada.....	491,480	372,085	4,536,984	4,225,879
Medical Services -	Services médicaux -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	44,267	44,881	432,366	389,571
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	1,256	1,435	8,977	14,447
Health Protection -	Protection de la santé -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	11,949	10,694	134,555	112,582
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	1,192	2,513	16,344	7,240
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	596	...	4,068	...
Income Security -	Sécurité du revenu -				
Program expenditures.....	Dépenses du Programme.....	6,235	6,963	65,714	65,372
Family Allowance payments.....	Versements d'allocations familiales....	225,464	219,878	2,428,131	2,386,400
Old Age Security, Guaranteed Income Supplement and Spouse's Allowance payments.....	Versements de sécurité de la vieillesse, du supplément de revenu garanti et d'allocations au conjoint..	1,387,640	1,297,116	14,763,999	13,901,450
Fitness and Amateur Sport -	Condition physique et sport amateur -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	2,121	682	10,113	7,509
Contributions.....	Contributions.....	3,097	1,675	59,423	55,812
XV Olympic Winter Games.....	XVe Jeux Olympiques d'hiver.....	...	615	...	3,459
		2,773,520	2,527,442	28,958,523	27,712,117
Medical Research Council -	Conseil de recherches médicales -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	379	535	4,078	4,068
Grants.....	Subventions.....	14,890	13,838	179,147	167,255
		15,269	14,373	183,225	171,323
		2,788,789	2,541,815	29,141,748	27,883,440
National Revenue -	Revenu national -				
Customs and Excise -	Douanes et Accise -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	44,462	37,097	480,221	404,510
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	2,177	4,594	11,554	12,574
		46,639	41,691	491,775	417,084
Taxation -	Impôt -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	76,616	75,345	852,450	744,995
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	2,386	2,187	14,861	12,516
		79,002	77,532	867,311	757,511
		125,641	119,223	1,359,086	1,174,595
Parliament -	Parlement -				
The Senate.....	Sénat.....	2,894	2,391	29,432	28,702
House of Commons.....	Chambre des communes.....	19,048	15,144	170,799	162,331
Library of Parliament.....	Bibliothèque du Parlement.....	1,144	1,025	12,366	10,909
		23,086	18,560	212,597	201,942

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		MONTH OF FEB. - MOIS DE FEV.		YEAR TO DATE - A CE JOUR	
		1990	1989	1989-90	1988-89
Privy Council -	Conseil privé -				
Department -	Ministère -	4,496	4,337	47,067	37,315
Canadian Intergovernmental Conference	Secrétariat des Conférences				
Secretariat -	Intergouvernementales canadiennes -	213	154	2,663	1,988
Chief Electoral Officer -	Directeur général des élections -	869	2,044	21,748	99,856
Commissioner of Official Languages -	Commissaire aux langues officielles -	871	737	10,290	9,133
Economic Council of Canada -	Conseil économique du Canada -	797	812	8,288	7,957
Northern Pipeline Agency -	Administration du pipe-line du Nord -	27	10	157	164
Public Service Staff Relations	Commission des relations de travail dans				
Board -	la Fonction publique -	719	708	8,285	7,680
Security Intelligence Review	Comité de surveillance des activités de				
Committee -	renseignement de sécurité -	106	91	1,188	1,095
		8,098	8,893	99,686	165,188
Public Works -	Travaux publics -				
Department -	Ministère -				
Services -	Services -				
Public Works Revolving	Fonds renouvelable des Travaux				
Fund - Operating loss -	publics - Déficit de fonctionnement -	7,027	626	27,365	3,128
Public Works Revolving Fund -	Fonds renouvelable des Travaux publics -	16,944	40,644	188,586	186,352
Real Property -	Biens immobiliers -				
Operating expenditures -	Dépenses de fonctionnement -	74,371	98,045	562,721	538,664
Capital expenditures -	Dépenses en capital -	15,809	10,285	85,653	84,651
Grants to municipalities and other	Subventions aux municipalités et				
taxing authorities -	autres autorités taxatrices -	34,953	34,615	230,807	245,742
Crown Corporations -	Sociétés d'Etat -				
Payments to Canada Museums	Paielements à la Société de construction				
Construction Corporation Inc. -	des musées du Canada, Inc. -	2,400	...	28,400	57,759
Payments to Canada Lands Company	Paielements à la Société immobilière du				
(Le Vieux-Port de Montréal)	Canada (Le Vieux-Port de Montréal)				
Limited -	Limitée -	...	621	6,055	6,852
Payments to Harbourfront Corporation	Paielements à la Harbourfront Corporation	286	...	3,249	...
Payments to Canada Lands Company	Paielements à la Société immobilière du				
(Mirabel) Limited -	Canada (Mirabel) Limitée -	...	...	...	4,297
		117,902	102,296	1,132,836	1,127,445
Canada Mortgage and Housing	Société canadienne d'hypothèques et de				
Corporation -	logement -				
Operating expenditures -	Dépenses de fonctionnement -	102,966	133,269	1,407,130	1,310,210
Urban Renewal Contributions -	Contributions pour la rénovation urbaine	...	...	...	270
		102,966	133,269	1,407,130	1,310,480
National Capital Commission -	Commission de la Capitale nationale -				
Payment for operating	Paielement pour les dépenses				
expenditures -	de fonctionnement -	5,100	2,400	49,900	46,000
Payment for capital expenditures -	Paielement pour les dépenses en capital -	1,900	1,200	20,100	23,000
Payment for grants and	Paielement pour les subventions				
contributions -	et contributions -	900	600	12,300	8,500
		7,900	4,200	82,300	77,500
		228,768	239,765	2,622,266	2,515,425

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

		(in thousands of dollars - en milliers de dollars)			
		MONTH OF FEB. - 1990	MOIS DE FEV. 1989	YEAR TO DATE - 1989-90	A CE JOUR 1988-89
Secretary of State - Department -	Secrétariat d'Etat - Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	14,758	17,790	161,327	156,275
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	34,176	6,679	265,650	253,097
Post-Secondary Education payments to provinces.....	Paielements pour l'enseignement postsecondaire faits aux provinces....	179,995	181,760	2,037,762	2,134,107
Payments under the Canada Student Loans Act.....	Paielements en vertu de la Loi fédérale sur les prêts aux étudiants.....	13,044	16,088	336,827	330,453
		241,973	222,317	2,801,566	2,873,932
Canadian Centre for Management Development.....	Centre canadien de gestion.....	906	205	7,282	189
Ministry of State (Multiculturalism and Citizenship) -	Ministère d'Etat (Multiculturalisme et Citoyenneté) -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	29,737	14,976	238,056	25,647
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	5,149	3,612	30,780	22,778
Public Service Commission -	Commission de la Fonction publique -				
Program expenditures.....	Dépenses du Programme.....	10,703	11,594	113,741	106,102
Staff Development and Training Revolving Fund.....	Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel.....	- 362	1,111	1,463	37
		46,133	29,276	391,322	154,753
Social Sciences and Humanities Research Council -	Conseil de recherches en sciences humaines -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	452	366	5,358	5,267
Grants.....	Subventions.....	6,985	4,807	65,653	56,783
		7,437	5,173	71,011	62,050
		295,543	256,766	3,263,899	3,090,735
Solicitor General - Department.....	Solliciteur général - Ministère.....	1,699	1,774	21,987	19,987
Canadian Security Intelligence Service.....	Service canadien du renseignement de sécurité.....	16,566	13,807	136,088	125,736
Correctional Service -	Service correctionnel -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	59,682	57,775	661,038	579,416
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	6,767	5,088	37,691	39,630
		66,449	62,863	698,729	619,046
National Parole Board.....	Commission nationale des libérations conditionnelles.....	2,505	1,515	19,347	15,924
Royal Canadian Mounted Police -	Gendarmerie royale du Canada -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	50,775	80,803	817,723	709,466
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	4,856	11,304	55,821	69,320
Pensions and other employee benefits - Members of the Force....	Pensions et autres prestations des employés - Membres de la GRC.....	6,565	4,311	134,802	137,827
		62,196	96,418	1,008,346	916,613
Royal Canadian Mounted Police External Review Committee.....	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada.....	47	51	798	715
Royal Canadian Mounted Police Public Complaints Commission.....	Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada.....	170	...	1,922	...
		149,632	176,428	1,887,217	1,698,021
Supply and Services -	Approvisionnement et Services -				
Program expenditures.....	Dépenses du Programme.....	21,465	13,940	253,164	234,998
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	222	329	2,253	3,350
Reciprocal taxation.....	Reciprocité fiscale.....	41,557	24,153	296,607	259,215
Supply Revolving Fund.....	Fonds renouvelable des approvisionnements.....	- 18,717	6,092	78,807	81,403
Defence Production Revolving Fund.....	Fonds renouvelable de la production de défense.....	...	...	33	809
		44,527	43,856	630,798	578,157

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

MONTH OF FEB. - MOIS DE FEV. YEAR TO DATE - A CE JOUR
1990 1989 1989-90 1988-89

Transport - Department -	Transports - Ministère -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	36,132	40,183	667,713	573,700
Capital expenditures.....	Dépenses en capital.....	48,974	32,592	396,392	344,686
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	13,036	38,664	192,225	251,176
Payments to the Canada Ports Corporation for the Inter - Port Loan Program.....	Pailements à la Société canadienne des ports pour un programme de prêts interportuaires.....	...	...	26,650	... (2)
Payment to the Canada Ports Corporation for capital expenditures.....	Pailement à la Société canadienne des ports pour des dépenses en capital.....	48	...	5,034	457
Payment to the Canarctic Shipping Company Limited.....	Pailement à la Compagnie de navigation Canarctic Limitée.....	725	...	7,531	4,751
Payment to the Jacques Cartier and Champlain Bridges Inc.....	Pailement à la Société Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée.....	1,039	706	10,684	6,466
Payments to Marine Atlantic Inc.....	Pailements à Marine Atlantique S.C.C....	155,748	10,306	263,395	122,495
Payments to VIA Rail Canada Inc.....	Pailements à VIA Rail Canada Inc.....	48,283	59,522	363,547	390,631
Payments to the St. Lawrence Seaway Authority.....	Pailements à l'administration de la voie maritime du Saint-Laurent.....	8,315	6,077	15,147	12,841
Payments to CN Railway for benefits provided to employees.....	Pailements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada pour les avantages accordés à ses employés.....	...	...	14	103
Self-Supporting Airports and Associated Ground Services Revolving Fund.....	Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes.....	13,925	32,360	- 68,714 -	57,820
Termination of tolls - Victoria Bridge.....	Abolition des péages sur le pont Victoria.....	...	508	2,372	2,233
Payments to Pilotage Authorities.....	Pailements aux Administrations de pilotage.....	...	...	...	...
Canadian Aviation Safety Board.....	Bureau canadien de la sécurité aérienne..	326,225	220,919	1,881,990	1,651,719
Civil Aviation Tribunal.....	Tribunal de l'aviation civile.....	1,197	1,409	14,044	13,377
Grain Transportation Agency Administrator.....	Administrateur de l'Office du transport du grain.....	154	74	683	692
National Transportation Agency - Operating expenditures.....	Office national des transports - Dépenses de fonctionnement.....	252	461	3,422	6,631
Contributions.....	Contributions.....	2,852	2,686	32,482	36,326
Payments under the Western Grain Transportation Act.....	Contributions.....	196	49	6,057	15,904
Payments under the Railway Act.....	Pailements en vertu de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest.....	343	348	568,439	777,177
Payments under the National Transportation Act, 1987.....	Pailements en vertu de la Loi sur les chemins de fer.....	558	14,121	31,255	43,189
Payments under the Atlantic Region Freight Assistance Act.....	Pailements en vertu de la Loi nationale de 1987 sur les transports.....	1,680	1,994	18,288	14,638
	Pailements en vertu de la Loi sur les subventions au transport des marchan- disés dans la région Atlantique.....	9,040	7,132	76,377	73,615
		14,669	26,330	732,898	960,849
		342,497	249,192	2,633,037	2,633,268
Treasury Board - Secretariat -	Conseil du Trésor - Secrétariat -				
Central Administration of the Public Service.....	Administration centrale de la fonction publique.....	5,452	6,108	58,749	54,694
Government Contingencies and Centrally Financed Programs.....	Eventualités du gouvernement et programmes financés par l'administration centrale.....	...	...	...	...
Employer Contributions to Insurance Plans.....	Contributions de l'employeur aux régimes d'assurance.....	40,835	44,963	275,540	221,170
Temporary Assignment.....	Affectation temporaire.....	29	156	1,321	1,535
Comptroller General.....	Contrôleur général.....	46,316	50,915	335,610	277,399
		958	1,023	12,310	10,463
		47,274	51,938	347,920	287,862

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Concluded

GOUVERNEMENT DU CANADA
ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES
TABLEAU III - ETAT DES DEPENSES BUDGETAIRES
PAR MINISTERE - Fin

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		MONTH OF FEB. - MOIS DE FEV.		YEAR TO DATE - A CE JOUR	
		1990	1989	1989-90	1988-89
Veterans Affairs -	Anciens combattants -				
Veterans Affairs -	Anciens combattants -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	31,061	33,042	350,359	310,419
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	112,572	104,237	1,157,233	1,125,473
Canadian Pension Commission.....	Commission canadienne des pensions.....	372	312	4,010	3,569
Bureau of Pensions	Bureau de services juridiques				
Advocates.....	des pensions.....	541	510	6,493	5,676
Veterans Appeal Board.....	Tribunal d'appel des anciens combattants	180	186	2,295	2,203
		144,726	138,287	1,520,390	1,447,340
Western Economic	Diversification de l'économie de l'Ouest				
Diversification -	canadien -				
Operating expenditures.....	Dépenses de fonctionnement.....	2,179	3,028	24,000	16,472
Grants and contributions.....	Subventions et contributions.....	9,451	5,038	55,038	34,808
Liabilities under the Small	Obligations contractées en vertu de la				
Businesses Loans	Loi sur les prêts aux petites				
Act.....	entreprises.....	1,074	1,103	8,154	10,686
		12,704	9,169	87,192	61,966
Expenditure by department on behalf of	Dépenses des ministères pour le compte				
other departments.....	d'autres ministères.....	- 132,862	- 30,451	- 105,233	57,506
Provision for valuation.....	Provision pour évaluation.....	...	...	...	...
Consolidation of specified purpose	Consolidation de comptes à fins				
accounts (net of internal	déterminées (déduction faite des				
transactions) -	opérations internes) -				
Unemployment Insurance Account.....	Compte d'assurance-chômage.....	1,043,296	998,996	8,614,265	7,972,671
Western Grain Stabilization	Compte de stabilisation concernant				
Account.....	le grain de l'Ouest.....	- 84,927	- 77,910	- 157,155	97,160
Agricultural Commodities	Comptes de stabilisation des				
Stabilization Accounts.....	produits agricoles.....	1,057	38,438	368,191	153,430
Crop Reinsurance Fund.....	Caisse de réassurance-récolte.....	...	...	96,421	2,820
Other.....	Autres.....	22	116	231	333
		959,448	959,640	8,921,953	8,226,414
Other internal transactions.....	Autres opérations internes.....	- 7,194	- 11,678	- 95,452	- 79,331
TOTAL EXPENDITURE.....	TOTAL DES DEPENSES.....	11,947,707	11,570,972	123,880,624	114,378,077

(1) The program was established in fiscal year 1988-89.

(2) The program was established in fiscal year 1989-90.

(1) Le programme a été établi dans l'exercice 1988-89.

(2) Le programme a été établi dans l'exercice 1989-90.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA

1. Significant Accounting Policies

The accounting policies of the Government of Canada are based on concepts embodied in the Constitution Acts, and in the Financial Administration Act and other legislation.

i. Government of Canada as an accounting entity

For purposes of maintaining the accounts of Canada and preparing the monthly Statements of Financial Operations, the Government of Canada is defined as all the departments named in Schedule I of the Financial Administration Act; any division or branch of the Public Service, including a commission appointed under the Inquiries Act, designated by the Governor in Council as a department for purposes of the Financial Administration Act; the staffs of the Senate, the House of Commons, and the Library of Parliament; and, any corporation named in Schedule II of the Financial Administration Act.

In accordance with the above definition, the corporations listed in Parts I and II of Schedule III of the Financial Administration Act, and those Crown corporations that are not subject to Divisions I to IV of Part X of the Financial Administration Act, are excluded from the Government of Canada as an accounting entity; therefore, their financial statements are not consolidated with those of the Government. However, the borrowings of those corporations which are agents of the Crown are recorded as a liability of the Government net of borrowings expected to be repaid directly by these corporations.

In addition, certain accounts and funds have financial statements which are not consolidated with those of the Government. These accounts and funds include the Canada Pension Plan Account, superannuation accounts and other specified purpose accounts.

ii. Classification of financial transactions

The financial transactions of the Government, as recorded in the accounts of Canada and reported in the monthly Statements of Financial Operations, are classified into budgetary, non-budgetary, foreign exchange and unmatured debt transactions.

In general terms, budgetary transactions enter into the calculation of the monthly and annual deficit or surplus and are reported, after elimination of transactions internal to the Government, on the Summary and Detailed Statements of Transactions. All other transactions lead to the acquisition or disposal of financial claims (assets) or to the creation or discharge of financial obligations (liabilities).

For purposes of reporting, the classification in force at the beginning of the year is used and amounts for the previous year are reclassified to conform to the current year's accounting policies and presentation.

iii. Budgetary transactions

REVENUE

Revenue consists of all tax and non-tax receipts which affect the monthly and annual deficit or surplus of the Government.

Revenue is reported after deducting refunds paid, and excludes amounts receivable, taxes collected on behalf of provinces and territories, and amounts credited to the Canada Pension Plan Account, superannuation accounts, other specified purpose accounts, and other liability accounts.

The Government generally reports revenue in the year in which it is received. Refunds of revenue are allocated to the year in which the obligation for refund, as determined by the completion of manual assessment, and commencement of the mechanical processing cycle, occurs.

On the Summary and Detailed Statements of Transactions the revenue reported excludes revenue from outside parties credited to appropriations.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA

1. Conventions comptables importantes

Les conventions comptables du gouvernement du Canada sont fondées sur des notions contenues dans les Lois constitutionnelles, et dans la Loi sur la gestion des finances publiques et autres textes législatifs.

i. Entité comptable du gouvernement du Canada

Afin de tenir les comptes du Canada et de préparer les états mensuels des opérations financières, le gouvernement du Canada se définit comme l'ensemble des ministères mentionnés à l'annexe I de la Loi sur la gestion des finances publiques; toute division ou direction de la Fonction publique, y compris toute commission nommée conformément à la Loi sur les enquêtes et désignée par le gouverneur en conseil comme ministère aux fins de la Loi sur la gestion des finances publiques; les employés du Sénat, de la Chambre des communes et de la Bibliothèque du Parlement; ainsi que toute société mentionnée à l'annexe II de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Conformément à la définition susmentionnée, les sociétés énumérées aux parties I et II de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques, et les sociétés de la Couronne qui ne sont pas sujettes aux sections I à IV de la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques, ne font pas partie de l'entité comptable du gouvernement du Canada; ainsi, leurs états financiers ne sont pas consolidés avec ceux du gouvernement. Cependant, les emprunts des sociétés mandataires de la Couronne sont inscrits comme élément de passif du gouvernement après avoir déduit les emprunts à être probablement remboursés directement par ces sociétés.

En outre, certains comptes et fonds possèdent leurs propres états financiers qui ne sont pas consolidés avec ceux du gouvernement. Ces comptes et fonds comprennent le Compte du régime de pensions du Canada, les comptes de pension de retraite et les autres comptes à fins déterminées.

ii. Catégories d'opérations financières

Les opérations financières du gouvernement, enregistrées dans les comptes du Canada et présentées dans les états mensuels des opérations financières, sont réparties en opérations budgétaires, non budgétaires, de change et de la dette non échue.

En somme, les opérations budgétaires entrent dans le calcul du déficit ou de l'excédent mensuel et annuel et sont inscrites aux états sommaire et détaillé des opérations après l'élimination des opérations internes du gouvernement. Toutes les autres opérations mènent soit à l'acquisition ou au règlement de créances (actif), soit à la création ou au règlement de dettes (passif).

Aux fins de compte rendu, la classification en vigueur au début de l'exercice est utilisée. Les montants de l'exercice précédent sont reclassifiés pour être conformes aux conventions comptables et à la présentation de l'exercice en cours.

iii. Opérations budgétaires

RECETTES

Les recettes comprennent toutes les recettes fiscales et non fiscales qui agissent sur le déficit ou l'excédent mensuel et annuel du gouvernement.

Les recettes sont comptabilisées après déduction des remboursements versés, et ne comprennent ni les sommes à recevoir, ni les impôts prélevés au nom des provinces et territoires, ni les montants crédités au Compte du régime de pensions du Canada, aux comptes de pension de retraite, aux autres comptes à fins déterminées, et aux autres comptes de passif.

Les recettes du gouvernement sont généralement comptabilisées au titre de l'exercice au cours duquel elles ont été reçues. Les remboursements de recettes sont imputés à l'exercice au cours duquel l'existence d'une dette est déterminée, c'est à dire au moment où la cotisation faite manuellement est complétée et où le cycle de traitement mécanique débute.

Les recettes aux états sommaire et détaillé des opérations ne comprennent pas les recettes à valoir sur les crédits provenant de tiers.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

EXPENDITURE

Expenditure consists of all charges to budgetary appropriations which affect the monthly and annual deficit or surplus of the Government. In addition, budgetary expenditure may also include charges related to the provision for valuation of loans, investments and advances, the allowance for borrowings of agent Crown corporations, and accounts payable and other allowances related to statutory items and certain annual appropriations. Such charges include those for work performed, goods received, services rendered, and transfer payments made, during the year and in the supplementary period including accounts payable at year-end.

Expenditure exclude amounts charged to the Canada Pension Plan Account, superannuation accounts, other specified purpose accounts, and other liability accounts.

On the Statement of Budgetary Expenditure by Department, departmental expenditures are reported net of revenue credited to appropriations but include expenditures internal to the Government.

iv. Assets

Assets are defined as the financial claims acquired by the Government on outside organizations and individuals as a result of events and transactions recorded as at the closing date.

However, as a result of the Government's accounting policies described above, and in accordance with the provisions of the Financial Administration Act and other legislation, transactions concerning certain financial claims are not recorded in the accounts of Canada and, therefore are not reported on the Summary and Detailed Statements of Transactions. The most important of these are accounts receivable for tax and non-tax revenue.

v. Liabilities

Liabilities are defined as the financial obligations of the Government to outside organizations and individuals as a result of events and transactions recorded as at the closing date.

However, as a result of the Government's accounting policies described above, and in accordance with enabling legislation actuarial liabilities arising from the indexing to the cost of living, of superannuate pensions and annuities are not recorded in the accounts of Canada and, therefore are not reported on the Summary and Detailed Statements of Transactions. In addition, refunds payable and some other liabilities are partially recorded during the year with full recording taking place at year-end only.

vi. Fixed assets

The fixed assets of the Government, which include land, engineering structures and works (such as canals, harbours and roads), buildings, and machinery and equipment, are charged to budgetary expenditure at the time of acquisition or construction.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

DEPENSES

Les dépenses comprennent toutes les imputations aux crédits budgétaires qui influencent le déficit ou l'excédent mensuel et annuel du gouvernement. De plus, les dépenses peuvent également comprendre les imputations reliées à la provision pour évaluation des prêts, dotations en capital et avances, la provision pour emprunts des sociétés mandataires de la Couronne, et les créiteurs et les autres provisions reliées à des éléments statutaires et à certains crédits annuels. Ces imputations comprennent les travaux accomplis, les biens reçus, les services exécutés et les paiements de transfert effectués au cours de l'exercice et dans la période complémentaire, y compris les créiteurs à la fin de l'exercice.

Les dépenses ne comprennent pas les montants imputés au Compte du régime de pensions du Canada, aux comptes de pension de retraite, aux autres comptes à fins déterminées, et aux autres comptes de passif.

Sur l'état des dépenses budgétaires par ministère, les dépenses ministérielles sont comptabilisées après déduction des recettes à valoir sur les crédits mais comprennent les dépenses internes du gouvernement.

iv. Actif

L'actif se définit comme étant les créances du gouvernement acquises sur des tiers par suite de faits et d'opérations comptabilisés à la date de clôture des comptes.

Cependant, à cause des conventions comptables du gouvernement mentionnées plus haut et selon les dispositions de la Loi sur la gestion des finances publiques et autres lois, les opérations concernant certaines créances ne sont pas comprises dans les comptes du Canada et, par conséquent ne sont pas comprises aux états sommaire et détaillé des opérations. Les plus importantes sont les débiteurs au titre des recettes fiscales et non fiscales.

v. Passif

Le passif se définit comme étant les dettes du gouvernement envers des tiers par suite de faits et d'opérations comptabilisés à la date de clôture des comptes.

Cependant, à cause des conventions comptables du gouvernement mentionnées plus haut, et selon les lois habilitantes, le passif actuariel découlant de l'indexation au coût de la vie, des pensions de retraite et des rentes n'est pas comptabilisé dans les comptes du Canada et, par conséquent n'est pas comptabilisé aux états sommaire et détaillé des opérations. De plus, les remboursements à payer pour les recettes fiscales ne sont pas inscrits à ces états et les autres créiteurs sont partiellement inscrits au cours de l'exercice, l'inscription complète étant faite à la fin de l'exercice seulement.

vi. Immobilisations

Les immobilisations du gouvernement qui comprennent les terrains, ouvrages (tels que les canaux, les ports et les routes), bâtiments et matériel, sont imputées aux dépenses budgétaires lors de leur acquisition ou construction.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

vii. Valuation of assets and liabilities

ASSETS

Assets are recorded at cost and are subject to annual valuation to reflect reductions from the recorded value to the estimated realizable value. In the case of loans to sovereign states, no reduction in value is recorded unless a sovereign state has formally repudiated its debts. In addition, the allowance for valuation reflects reductions from the recorded value of loans (and subscriptions to international organizations that make similar loans) with significant concessionary terms.

The Government's gold reserves are included in the International reserves held in the Exchange Fund Account and are recorded and valued at 35 Special Drawing Rights per fine ounce. The Special Drawing Right is an international currency created by the International Monetary Fund, and allocated to countries participating in its Special Drawing Rights Department. It represents a unit of account defined in terms of a "basket" of five major currencies.

LIABILITIES

Liabilities are recorded at the amounts ultimately payable and liabilities for termination benefits, the superannuation accounts, with the exception of indexing, and the Government Annuities Account, are valued on an actuarial basis.

viii. Translation of foreign currency transactions

Foreign currency transactions are translated and recorded in Canadian dollar equivalents at the exchange rates prevailing at the transaction dates.

On a monthly basis, only Receiver General current cash accounts are revalued at the month-end rate of exchange. All other assets and liabilities are revalued at year-end only. Net gains are credited to revenue while net losses are charged to expenditure.

2. Authorities for Transactions

Taxes can be raised and moneys can be borrowed only with the authority of Parliament. All receipts of money by departments and agencies must be deposited into the Consolidated Revenue Fund (CRF). All disbursements from the CRF for spending on operations, for loans, investments and advances, and for the redemption of matured debt must be authorized by Parliament.

i. Authority for spending on operations

Parliament provides authority to make payments out of the Consolidated Revenue Fund in annual appropriation acts and other statutes (the latter referred to as statutory appropriations). Most Government spending is under statutory authorities, that is authorities which do not generally impose an annual limit on the amount that may be spent. Spending is authorized by reference to statutory formulae or criteria and the authorities usually continue from year to year until changed or rescinded by an act of Parliament. Spending authority provided by statutory appropriations is for specified purposes and for such amounts and such time as the acts prescribe. Spending authority provided by statutory appropriations generally does not lapse at the end of the year in which it was granted. Spending authority granted in appropriation acts is for stated purposes and maximum amounts. Unless provided for in vote wording, unused spending authority granted in appropriation acts lapses at the end of the year for which it was granted. Some authorities continue from year to year and some authorize the spending, within a program, of defined categories of revenue generated by the program.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

vii. Evaluation de l'actif et du passif

ACTIF

L'actif est enregistré au coût et fait l'objet d'une évaluation annuelle afin de refléter les diminutions de la valeur enregistrée à la valeur estimative de réalisation. Dans le cas de prêts aux états souverains, aucune diminution de la valeur n'est enregistrée à moins qu'un état souverain refuse, de façon officielle, d'honorer ses dettes. De plus, la provision pour évaluation reflète les réductions de la valeur au livre des prêts (et souscriptions aux organismes internationaux qui effectuent des prêts similaires) ayant des clauses concessionnaires importantes.

Les réserves d'or du gouvernement sont comprises dans les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes et sont inscrites et évaluées à 35 Droits de tirage spéciaux pour chaque once d'or fin. Le Droit de tirage spécial est une unité monétaire internationale créée par le Fonds monétaire international, et attribuée aux pays participant à son Département des Droits de tirage spéciaux. Il représente une unité de compte définie en fonction d'un ensemble de cinq grandes devises.

PASSIF

Le passif est inscrit au montant à payer en fin de compte et les éléments de passif concernant les indemnités de cessation d'emploi, les comptes de pension de retraite sauf pour l'indexation, ainsi que le Compte des rentes sur l'Etat, sont évalués sur une base actuarielle.

viii. Conversion des opérations de change

Les opérations de change sont converties et comptabilisées en dollars canadiens correspondants aux taux de change en vigueur aux dates des opérations.

Sur une base mensuelle, seuls les comptes de caisse courants du Receveur général sont réévalués à la fin du mois aux taux de change en vigueur à cette date. Les autres éléments d'actif et de passif sont réévalués à la fin de l'exercice seulement. Les gains nets sont crédités aux recettes tandis que les pertes nettes sont imputées aux dépenses.

2. Autorisations pour les opérations

Les taxes et les impôts peuvent être prélevés et les deniers peuvent être empruntés seulement avec l'autorisation du Parlement. Tous les deniers perçus par les départements et organismes doivent être déposés au Fonds du revenu consolidé (FRC). Tous les déboursés du FRC pour des dépenses concernant les opérations, pour des prêts, dotations en capital et avances, et pour le rachat de la dette échue doivent être autorisés par le Parlement.

i. Autorisations pour les dépenses concernant les opérations

Le Parlement accorde l'autorisation d'effectuer des paiements à même le Fonds du revenu consolidé dans les lois de crédits annuelles et dans d'autres textes de lois (ces derniers intitulés crédits statutaires). La plupart des dépenses gouvernementales sont effectuées en vertu d'autorisations statutaires, c'est-à-dire des autorisations qui généralement n'imposent pas de limite annuelle sur les montants qui peuvent être dépensés. Les dépenses sont effectuées en vertu de critères ou formules statutaires et les autorisations continuent en général d'un exercice à l'autre jusqu'à ce qu'une loi du Parlement les modifie ou les révoque. L'autorisation de dépenser comprise dans les crédits statutaires est consentie à des fins déterminées ainsi que pour des montants et des délais indiqués dans les lois. En général, l'autorisation de dépenser prévue dans les crédits statutaires ne s'annule pas à la fin de l'exercice pour lequel elle a été accordée. L'autorisation de dépenser est accordée, dans les lois de crédits, à des fins déterminées et pour des montants maximaux. A moins que le libellé des crédits ne l'indique autrement, le solde inutilisé de l'autorisation de dépenser accordée dans des lois de crédits s'annule à la fin de l'exercice pour lequel elle a été accordée. Certaines autorisations continuent d'un exercice à l'autre et certaines permettent de dépenser, à l'intérieur d'un programme, des catégories de recettes spécifiques lesquelles sont générées par ledit programme.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

ii. Authority for loans, investments and advances

These authorities limit the amount of loans, investments or advances that may be made. Unused authority may lapse at the end of a year or may continue from year to year. Non-lapsing authorities often limit only the total of loans that may be outstanding at any one time; thus, principal repaid may be reloaned.

iii. Borrowing authority

The Government can borrow only as authorized by acts of Parliament. Borrowing authority acts provide authority for the net amount of new security issues less redemptions during a fiscal year. The authorities lapse at the end of the year except for amounts specifically carried forward to the next fiscal year. Parliament has also provided a continuing authority to the Government under Section 47 of the Financial Administration Act to borrow, for periods not exceeding six months, such amounts as are deemed necessary to meet lawfully authorized disbursements.

3. Crown Corporations

In accordance with the accounting policies of the Government, the assets, liabilities, revenues and expenses reported in the separate financial statements of Crown corporations are not included in the Government's financial statements. Only the financial transactions between the Government and Crown corporations are included.

The following table presents the major balance sheet and income statement items for Crown corporations named in Section 85 and/or Schedule III of the Financial Administration Act (FAA).

This summary of financial transactions and results of operations of Crown corporations is based on their accounting policies. Most Crown corporations follow the generally accepted accounting principles used by private sector companies, as outlined in the Handbook of the Canadian Institute of Chartered Accountants.

Financial assets include cash, receivables and loans and investments. Physical assets and deferred charges represent the unexpensed portion of non-financial assets such as buildings, machinery and equipment in use or under construction, inventories and other items of expenditure which will be expensed as these assets are used. Financial assets and liabilities in respect of the Government represent the unpaid balances arising from financing transactions and normal operating activities. Borrowings from outside parties represent amounts repayable to institutional and other investors. Other liabilities are amounts due in respect of purchases, employee termination and pension benefits, accrued interest on borrowings, long-term capital leases and sundry accounts payable. Equity of Canada represents the Government's equity in each Crown corporation as reported by the corporations.

Crown corporations are categorized as being either agents or non-agents of the Crown. Agency status is normally expressly stated in the incorporating legislation or conferred under the provisions of the Government Companies Operation Act. In accordance with Section 54 of the FAA, the payment of all money borrowed by agent Crown corporations and interest thereon, is a charge on and payable out of the Consolidated Revenue Fund. Such borrowings therefore constitute obligations of the Government and are recorded as such in the summary financial statements of Canada net of borrowings expected to be repaid directly by these corporations.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

ii. Autorisations pour les prêts, dotations en capital et avances

Ces autorisations limitent les montants des prêts, dotations en capital ou avances qui peuvent être effectués. Les autorisations non employées peuvent s'annuler à la fin de l'exercice ou peuvent continuer d'un exercice à l'autre. Les autorisations qui ne s'annulent pas, souvent limitent seulement le total des prêts qui peuvent être en circulation en tout temps; donc, les montants remboursés peuvent être prêtés de nouveau.

iii. Pouvoirs d'emprunts

Le gouvernement peut emprunter seulement lorsque des lois du Parlement l'autorisent. Les lois sur le pouvoir d'emprunt fournissent l'autorisation pour le montant net de nouvelles émissions de titres moins les rachats au cours de l'exercice. Les autorisations s'annulent à la fin de l'exercice sauf pour les montants spécifiquement reportés à l'exercice suivant. En vertu de l'article 47 de la Loi sur la gestion des finances publiques, le Parlement a également fourni au gouvernement une autorisation continue d'emprunter, pour des périodes n'excédant pas six mois, des montants qui sont jugés nécessaires pour rencontrer les déboursés autorisés par les lois.

3. Sociétés de la Couronne

Conformément aux conventions comptables du gouvernement, l'actif, le passif, les revenus et les dépenses inscrits dans les états financiers distincts des sociétés de la Couronne ne sont pas compris dans les états financiers du gouvernement. Seules les opérations financières entre le gouvernement et les sociétés de la Couronne y sont comprises.

Le tableau suivant résume les principaux éléments des bilans et états d'exploitation des sociétés énumérées à l'article 85 et/ou à l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques (LGFP).

Ce résumé des opérations financières et résultats d'opérations des sociétés de la Couronne est fondé sur les conventions comptables de celles-ci. La majorité des sociétés de la Couronne suivent les principes comptables généralement reconnus que l'on retrouve dans les entreprises du secteur privé et publiés dans le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés.

L'actif financier comprend la caisse et les sommes à recevoir, les prêts et les dotations en capital. L'actif immobilisé et les frais reportés représentent la fraction non dépensée des éléments d'actif non financier tels qu'immeubles, machinerie et équipement en usage ou en construction, inventaire et autres éléments de dépense qui seront portés à la dépense lorsque consommés. L'actif financier et le passif auprès du gouvernement représentent les montants impayés provenant d'opérations de financement et d'opérations normales. Les emprunts auprès de tiers représentent les montants à rembourser à des institutions et autres investisseurs. Les autres passifs représentent des créances relativement aux achats, aux indemnités de cessation d'emploi et aux prestations de pensions, aux intérêts courus sur emprunts, contrats de location-acquisition à long terme et autres créanciers. L'avoir du Canada représente l'avoir du gouvernement dans chaque société de la Couronne tel que rapporté par les sociétés.

Les sociétés de la Couronne sont classées soit mandataires ou non mandataires de la Couronne. Le statut de mandataire de la Couronne peut être explicitement énoncé dans les lois constitutionnelles ou conféré selon les dispositions de la Loi sur le fonctionnement des compagnies d'état. Conformément à l'article 54 de la LGFP, le paiement de toute somme d'argent empruntée par les sociétés mandataires de la Couronne, de même que de l'intérêt y afférent, doivent être imputés sur le Fonds du revenu consolidé et versés à même ce Fonds. Par conséquent, de tels emprunts représentent des dettes du gouvernement et sont inscrits comme telles dans les états financiers sommaires du Canada après avoir déduit les emprunts à être probablement remboursés directement par ces sociétés.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA - Continued

Revenues include financial assistance received or receivable from the Government in respect of current period of operation.

Equity adjustments include amounts for retroactive changes in the application of accounting principles as well as direct changes or credits to and from equity accounts. Equity transactions with the Government include dividends declared, transfers of profits to the Government and non-current financial assistance provided by the Government.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

Les revenus comprennent l'aide financière reçue ou à recevoir du gouvernement relativement aux opérations de la période en cours.

Les ajustements dans l'avoir comprennent les montants rétroactifs des changements apportés dans l'application des principes comptables ainsi que les imputations directes ou les crédits à l'avoir. Les transactions dans l'avoir avec le gouvernement comprennent les dividendes déclarés, les virements de bénéfices au gouvernement et l'aide financière non courante accordée par le gouvernement.

SUMMARY COMBINED STATEMENTS OF CROWN CORPORATIONS

RESUME DES ETATS COMBINES DES SOCIETES DE LA COURONNE

		(in millions of dollars) (en millions de dollars)
ASSETS, LIABILITIES AND EQUITY as at September 30, 1989	ACTIF, PASSIF ET AVOIR au 30 septembre 1989	
ASSETS	ACTIF	
Financial:	Financier:	
Outside parties.....	Tiers.....	32,190
Government and other Crown corporations.....	Gouvernement et autres sociétés de la Couronne.....	23,099
Total financial assets.....	Total de l'actif financier.....	55,289
Physical assets and deferred charges.....	Actif immobilisé et frais reportés.....	20,748
TOTAL ASSETS.....	TOTAL DE L'ACTIF.....	76,037
LIABILITIES	PASSIF	
Outside parties -	Tiers -	
Borrowings - agent.....	Emprunts - mandataire.....	15,610
- non-agent.....	- non mandataire.....	1,683
Bank of Canada notes in circulation and amounts owing to depositors.....	Effets en circulation de la Banque du Canada et montants dus aux déposants.....	21,686
Other liabilities.....	Autres passifs.....	8,470
Government and other Crown corporations.....	Gouvernement et autres sociétés de la Couronne.....	16,037
TOTAL LIABILITIES.....	TOTAL DU PASSIF.....	63,486
EQUITY OF CANADA	AVOIR DU CANADA	12,551
TOTAL LIABILITIES AND EQUITY.....	TOTAL DU PASSIF ET DE L'AVOIR.....	76,037
Contingent liabilities.....	Passif éventuel.....	605
REVENUES, EXPENSES AND CHANGES IN THE EQUITY for the six month period ended September 30, 1989	REVENUS, DEPENSES ET CHANGEMENTS DANS L'AVOIR pour la période de six mois se terminant le 30 septembre 1989	
Revenues -	Revenus -	
Outside parties.....	Tiers.....	8,918
Government and other Crown corporations -	Gouvernement et autres sociétés de la Couronne -	
Financial assistance.....	Aide financière.....	1,936
Other.....	Autres.....	1,870
TOTAL REVENUES.....	TOTAL DES REVENUS.....	12,724
Expenses -	Dépenses -	
Outside parties.....	Tiers.....	9,721
Government and other Crown corporations.....	Gouvernement et autres sociétés de la Couronne.....	1,310
TOTAL EXPENSES.....	TOTAL DES DEPENSES.....	11,031
Net income/loss (-) for the period.....	Bénéfice net/perte (-) nette pour la période.....	1,693
Equity adjustments.....	Ajustements dans l'avoir.....	-1,223
Government's share of income/loss (-).....	Quote-part du gouvernement dans le(la) bénéfice/perte (-)...	470
Equity transactions with the Government.....	Transactions dans l'avoir avec le gouvernement.....	-757
Equity of Canada, April 1st, 1989.....	Avoir du Canada au 1er avril 1989.....	12,838
Equity of Canada, September 30, 1989.....	Avoir du Canada, 30 septembre 1989.....	12,551

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

4. Insurance Programs of Agent Crown corporations

At present, three Crown corporations operate insurance programs as agents of Her Majesty. An insurance program is a program where the insured, an outside party, pays an insurance fee which is credited to an insurance fund or provision operated by the corporation. The amount of the fee is based on the estimated amount of insurance fund or provision needed to meet future claims. Insurance programs operated by private corporations such as employee group insurance, dental plans, etc., are not included in this definition.

The insurance programs are intended to operate on a self-sustaining basis but in recent years, two of the Crown corporations have required loans or other funding from the Government to meet obligations.

Information presented below has not been audited since the information presented therein is derived from interim financial statements. The most recent annual financial statements of these corporations may be found in Volume III of the Public Accounts.

In the Summary below, a minus "-" sign preceding the amount reported indicates a fund deficit, an expense recovery or adjustment, or a decrease or loss during the year.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

4. Programmes d'assurance des sociétés mandataires de la Couronne

Présentement, trois sociétés de la Couronne administrent des programmes d'assurance en tant que mandataires de Sa Majesté. Un programme d'assurance est un programme par lequel un assuré (un tiers) verse des frais d'assurance qui sont alors crédités à un fonds d'assurance ou une provision administrée par la société. Le montant à verser comme frais est basé sur le montant prévu nécessaire pour satisfaire à toutes les demandes futures d'indemnisation au titre du fonds d'assurance ou de la provision. Les programmes d'assurance administrés par les corporations privées tels que l'assurance collective des employés, les régimes dentaires, etc., sont exclus de cette définition.

Les programmes d'assurance sont conçus de façon à opérer sur une base autosuffisante, mais depuis quelques années, le gouvernement a fourni des prêts ou d'autres financements à deux sociétés pour satisfaire à leurs demandes d'indemnisation.

Les renseignements qui apparaissent ci-dessous ne sont pas vérifiés puisque l'information est produite à partir d'états financiers intérimaires. On peut retrouver les états financiers annuels, les plus récents, de ces sociétés dans le volume III des Comptes publics.

Un signe moins "-" dans le sommaire ci-dessous indique un déficit dans le fonds, un recouvrement ou un redressement des dépenses, ou une diminution ou perte au cours de l'exercice.

GOVERNMENT OF CANADA

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - ContinuedNOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - SuiteSUMMARY OF INSURANCE PROGRAMS OF AGENT CROWN CORPORATIONS
for the six month period ended September 30, 1989SOMMAIRE DES PROGRAMMES D'ASSURANCE DES SOCIÉTÉS MANDATAIRES DE LA COURONNE
pour la période de six mois se terminant le 30 septembre 1989

(in millions of dollars - en millions de dollars)

		Canada Deposit Insurance Corporation ⁽¹⁾	Canada Mortgage and Housing Corporation ⁽²⁾				Export Development Corporation ⁽³⁾
			Mortgage Insurance Fund	Mortgage-Backed Securities Guarantee Fund	Home Improvement Loan Fund	Rental Guarantee Fund	
		Société d'assurance- dépôts du Canada ⁽¹⁾	Société canadienne d'hypothèques et de logement ⁽²⁾				Société pour l'expansion des exportations ⁽³⁾
			Fonds d'assurance hypothécaire	Fonds de titres hypothécaires garantis	Fonds de prêts pour l'amélioration des maisons	Fonds de garantie de loyer	
Insurance in force as at reporting date	Assurance en vigueur à la date de déclaration						
- current year.....	- exercice en cours.....	245,012	48,104	2,584	*	**	4,044
- previous year.....	- exercice précédent.....	215,716	48,200	928	*	**	3,290
Opening balance of Fund	Solde d'ouverture du Fonds						
- current year.....	- exercice en cours.....	-1,062	-82	*	1	12	45
- previous year.....	- exercice précédent.....	-1,136	-261	*	1	11	38
Revenue for the period:	Recettes pour la période:						
Premiums and fees	Primes et honoraires						
- current year.....	- exercice en cours.....	245	75	1			17
- previous year.....	- exercice précédent.....	216	70				8
Investment income	Revenu de placement						
- current year.....	- exercice en cours.....	2	35				
- previous year.....	- exercice précédent.....	1	21				
Other revenue	Autres recettes						
- current year.....	- exercice en cours.....	5				1	
- previous year.....	- exercice précédent.....	21				1	
Total revenue	Recettes totales						
- current year.....	- exercice en cours.....	252	110	1	*	1	17
- previous year.....	- exercice précédent.....	238	91	*	*	1	8
Expense for the period:	Dépenses pour la période:						
Loss on claims	Pertes sur indemnités						
- current year.....	- exercice en cours.....		-1				8
- previous year.....	- exercice précédent.....		44				4
Interest on loans	Intérêts sur prêts						
- current year.....	- exercice en cours.....	88					
- previous year.....	- exercice précédent.....	82					
Administrative	Administration						
- current year.....	- exercice en cours.....	5	33			1	
- previous year.....	- exercice précédent.....	4	31			1	
Funds returned to Government	Fonds retournés au gouvernement						
- current year.....	- exercice en cours.....						
- previous year.....	- exercice précédent.....						
Total expense	Dépenses totales						
- current year.....	- exercice en cours.....	93	32	*	*	1	8
- previous year.....	- exercice précédent.....	86	75	*	*	1	4
Net income/loss(-) for the period	Revenus nets/pertes (-) nettes pour la période						
- current year.....	- exercice en cours.....	159	78	1	*		9
- previous year.....	- exercice précédent.....	152	16	*	*		4
Closing balance of Fund	Solde de clôture du Fonds						
- current year.....	- exercice en cours.....	-903	-4	*	1	12	54
- previous year.....	- exercice précédent.....	-984	-245	*	1	11	42
Net claims during the period ⁽⁴⁾	Montants nets des indemnités pour la période ⁽⁴⁾						
- current year.....	- exercice en cours.....	-143	-14	**	*	**	1
- previous year.....	- exercice précédent.....	-18	6	**	*	**	-5
Five year average of net claims paid	Moyenne des montants nets des indemnités payées pour les cinq derniers exercices						
- current year.....	- exercice en cours.....	267	51	**	*	**	*
- previous year.....	- exercice précédent.....	164	74	**	*	**	4

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

(1) The Canada Deposit Insurance Corporation (CDIC) provides insurance on deposits placed with member banks and trust and loan companies for up to \$60,000 per depositor per institution. In recent years, premiums paid by member institutions have not been sufficient to meet obligations incurred by CDIC under the insurance plan. This deficiency has been funded, in part, by loans from the Government of \$1,514 million at September 30, 1989 (\$1,724 million at September 30, 1988). The Government is continuing to explore alternatives to allow CDIC, over the long run, to eliminate its deficiency without budgetary support from the Government. Since there is no reason to believe that this will not be the case, no provision has been made in the accounts of Canada for the losses experienced by CDIC.

(2) Canada Mortgage and Housing Corporation (CMHC) administers four funds of which the Mortgage Insurance Fund (MIF) and the Mortgage-Backed Securities Guarantees Fund are active. The MIF provides insurance, for a fee, to private sector lending institutions to cover mortgage lending on Canadian housing. Besides establishing a framework of confidence for mortgage lending by private institutions, the Fund facilitates an adequate supply of mortgage funds by reducing the risk to lenders and by encouraging the secondary market trading of mortgages, to make housing more accessible for Canadians. Although the balance of the Fund is currently inadequate to meet future claims in respect to business in force, the latest actuarial study of MIF indicated that business undertaken since February 1985 is being written on a break-even basis. The actuarial deficiency (\$141.4 million as of September 30, 1988) will be reflected in the accounts of Canada only to the extent that additional funding of the deficiency from parliamentary appropriations may be required. The Mortgage-Backed Securities (MBS) Program was implemented in 1987. For a fee paid by approved financial institutions, CMHC and ultimately the Government, guarantee timely payment of principal and interest to MBS investors who participate in a pool of MIF insured first residential mortgages which have been repackaged by the financial institution into investments of \$5,000 denominations. Since 1984, the Corporation has also operated the Mortgage Rate Protection Program (MRPP). As premiums collected by CMHC for the Program are remitted directly to the Consolidated Revenue Fund (CRF) and obligations of the MRPP are ultimately payable from the CRF, the MRPP does not meet the definition of a Crown corporation insurance plan as defined above. Therefore, operating particulars of this Program are not included in this summary but some information will be found in the notes to the Government of Canada Statement of Contingent Liabilities.

(3) The Export Development Corporation (EDC) provides export and foreign investment insurance to Canadian business to facilitate and develop export trade. The insurance fund has been adequate to provide for the full cost of claims experienced to date and to establish an allowance for future claims based on previous claims experience.

(4) Refers to the difference between claims and amounts received from sales of related assets and other recoveries.

* Less than \$500,000.

** Not applicable.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

(1) La Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC) fournit une assurance, jusqu'à concurrence de \$60,000 par déposant et par institution, sur les dépôts faits auprès des banques et compagnies de prêts et de fiducies qui sont membres. Depuis quelques années, les primes versées par les institutions membres n'étaient pas suffisantes pour satisfaire à toutes les demandes d'indemnisation faites auprès de la SADC aux termes du régime d'assurance. Ce déficit a été comblé, en partie, par des prêts du gouvernement de \$1,514 millions au 30 septembre 1989 (\$1,724 millions au 30 septembre 1988). Le gouvernement continue d'examiner des alternatives afin de permettre à la SADC d'éliminer, avec le temps, son déficit sans aide budgétaire du gouvernement. Puisqu'il n'y a pas lieu de croire autrement, aucune provision n'a été établie dans les comptes du Canada pour les pertes subies par la SADC.

(2) La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) administre quatre fonds dont le Fonds d'assurance hypothécaire (FAH) et le Fonds de titres hypothécaires garantis sont actifs. Le FAH fournit de l'assurance aux institutions de crédit du secteur privé, moyennant des frais, afin de couvrir les prêts hypothécaires concernant le logement canadien. Tout en mettant en place un système par lequel les institutions privées peuvent accorder des prêts hypothécaires en toute confiance, le Fonds permet également qu'un approvisionnement continu de fonds hypothécaires soit disponible à moindre risque aux prêteurs et que le commerce secondaire d'hypothèques soit favorisé pour rendre le logement plus accessible aux Canadiens. Quoique le solde du Fonds soit présentement insuffisant pour satisfaire à toutes les demandes futures d'indemnisation à l'égard des affaires en vigueur, la dernière étude actuarielle du FAH indique que les activités entreprises depuis le mois de février 1985 sont comptabilisées sur une base de point mort. L'insuffisance actuarielle (\$141.4 millions au 30 septembre 1988) sera reflétée dans les comptes du Canada dans la mesure où un financement supplémentaire de cette insuffisance à même les crédits parlementaires soit nécessaire. Le Programme des titres hypothécaires garantis (THG) fut introduit en 1987. Sur versements d'une prime, la SCHL, et finalement le gouvernement, garantit le paiement ponctuel du principal et des intérêts aux investisseurs dans des titres hypothécaires réunis par une institution financière en un bloc de créances hypothécaires résidentiels dont l'institution prépare et livre les certificats en multiples de \$5,000. Depuis 1984, la Société opère le Programme de protection des taux hypothécaires. Etant donné que les primes encaissées pour ce Programme par la SCHL sont déposées dans le Fonds du revenu consolidé (FRC) et que les créances du Programme sont finalement payées à même le FRC, le Programme de protection des taux hypothécaires ne rencontre pas la définition d'un plan d'assurance administré par une société de la Couronne tel que défini ci-haut. Par conséquent, les résultats d'opérations du Programme ne sont pas inclus dans le sommaire mais de l'information supplémentaire apparaît dans les notes afférentes à l'Etat du passif éventuel du gouvernement du Canada.

(3) La Société pour l'expansion des exportations (SEE) fournit de l'assurance aux entreprises canadiennes sur les investissements étrangers et sur les exportations afin de faciliter et de développer le commerce de l'exportation. Le fonds d'assurance a été suffisant afin de pourvoir au coût global des réclamations à date et pour établir une provision pour des réclamations futures basées sur l'expérience passée.

(4) Se rapporte à l'écart entre les réclamations et les montants recouvrés sur les ventes de biens connexes et d'autres recouvrements.

* Moins de \$500,000.

** Sans objet.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

5. Contingent Liabilities

A contingent liability is a potential liability which may become an actual liability when one or more future events occur or fail to occur. The details of the contingent liabilities of the Government are provided in the following statement and consist of explicit guarantees by the Government and potential losses arising from pending and threatened litigation relating to claims and assessments in respect of breach of contract, damages to persons and property and like items.

The authorized limit represents the aggregate total of various types of authorities of Government bodies as stipulated in legislation, legal agreements or other documents that may be in force at any one time.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

5. Passif éventuel

Un élément de passif éventuel signifie un élément de passif possible qui peut se transformer en un élément de passif réel advenant un ou plusieurs événements futurs. Le détail du passif éventuel du gouvernement est fourni dans l'état suivant et comprend les garanties formelles par le gouvernement et les pertes possibles résultant de causes en instance ou imminentes relatives à des demandes d'indemnité et d'évaluation à l'égard de l'inexécution de contrats, de dommages causés à des personnes et à un bien et d'éléments connexes.

Les limites autorisées indiquées dans le tableau ci-dessous désignent le montant total des divers genres d'autorisations utilisées par des organismes gouvernementaux tels que stipulées dans la législation, des ententes légales ou d'autres documents qui peuvent être en vigueur à un moment donné.

STATEMENT OF CONTINGENT LIABILITIES
as at September 30, 1989ETAT DU PASSIF EVENTUEL
au 30 septembre 1989

(in millions of dollars - en millions de dollars)			
	Authorized limit (where applicable) ⁽¹⁾	Contingent liability ⁽²⁾	Percentage of net claims to outstanding guarantees (where applicable) ⁽³⁾
	Limite autorisée (s'il y a lieu) ⁽¹⁾	Passif éventuel ⁽²⁾	Rapport entre les indemnités nettes et les garanties en vigueur (s'il y a lieu) ⁽³⁾
EXPLICIT GUARANTEES BY THE GOVERNMENT OF -			
Borrowings by Crown corporations which are not agents of Her Majesty -			
Canadian National Railway Company - Bonds and notes.....		*	*
Borrowings by other than Crown corporations -			
From agents -			
Loans to Indians by the Canada Mortgage and Housing Corporation and the Farm Credit Corporation, for on-reserve			
housing.....		575	72 ⁽⁴⁾ .5
From other than agents -			
Guarantee programs of the Government -			
Canada Student Loans Act.....	5,460	2,809	2.6
Small Businesses Loans Act.....	940 ⁽⁵⁾	668	5.0
Farm Improvement Loans Act and Farm Improvement and Marketing Cooperatives Loans Act.....	342 ⁽⁶⁾	160	.6
Atlantic Enterprise Program.....	105	105 ⁽⁴⁾	.1
Advance Payments for Crops Act.....	400	66	.1
Enterprise development program and Canadian Industrial Renewal Board.....	1,029	11 ⁽⁷⁾	12.5
Fisheries Improvement Loans Act.....			
Regional Development Incentives Act.....			
Financial obligations incurred by air carriers regarding purchase of The de Havilland Aircraft of Canada, Limited DHC-7 and DHC-8 aircraft.....	921 ⁽⁸⁾	444 ⁽⁸⁾	
Loans to Indians by approved lenders for on-reserve			
housing.....			
Indian economic development.....	34 ⁽¹⁰⁾	385 ⁽⁴⁾	.2
Loans to promote the commercial activities of Eskimos.....	5	4 ⁽⁴⁾	8.6
	9,286	4,664	
GARANTIES FORMELLES PAR LE GOUVERNEMENT POUR -			
Emprunts par des sociétés de la Couronne qui ne sont pas mandataires de Sa Majesté -			
Chemins de fer nationaux du Canada - Obligations et effets.....	*	*	
Emprunts effectués par des entités autres que des sociétés de la Couronne -			
De sociétés mandataires -			
Prêts consentis aux Indiens par la Société canadienne d'hypothèques et de logement et la Société du crédit agricole, pour habitations sur les réserves.....	575	72 ⁽⁴⁾	.5
De sociétés non mandataires -			
Programmes de garantie du gouvernement -			
Loi fédérale sur les prêts aux étudiants.....	5,460	2,809	2.6
Loi sur les prêts aux petites entreprises.....	940 ⁽⁵⁾	668	5.0
Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative.....	342 ⁽⁶⁾	160	.6
Programme Entreprise Atlantique.....	105	105 ⁽⁴⁾	.1
Loi sur le paiement anticipé des récoltes.....	400	66	.1
Programme d'expansion des entreprises et Office canadien pour un renouveau industriel.....	1,029	11 ⁽⁷⁾	12.5
Loi sur les prêts aux entreprises de pêche.....	30 ⁽⁸⁾	8	75.3
Loi sur les subventions au développement régional.....	20	3	33.1
Dettes encourues par des transporteurs aériens concernant l'achat des aéronefs DHC-7 et DHC-8 de The de Havilland Aircraft of Canada, Limited.....	921 ⁽⁸⁾	444 ⁽⁸⁾	
Prêts consentis aux Indiens par des prêteurs agréés pour habitations sur les réserves.....		385 ⁽⁴⁾	.2
Développement économique des Indiens.....	34 ⁽¹⁰⁾	4 ⁽⁴⁾	8.6
Prêts pour encourager les activités commerciales des Esquimaux.....	5	1	
	9,286	4,664	

GOVERNMENT OF CANADA

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - ContinuedNOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU
GOUVERNEMENT DU CANADA - SuiteSTATEMENT OF CONTINGENT LIABILITIES
as at September 30, 1989ETAT DU PASSIF EVENTUEL
au 30 septembre 1989

		(in millions of dollars - en millions de dollars)	
	Authorized limit (where applicable) ⁽¹⁾	Contingent liability ⁽²⁾	Percentage of net claims to outstanding guarantees (where applicable) ⁽³⁾
	Limite autorisée (s'il y a lieu) ⁽¹⁾	Passif éventuel ⁽²⁾	Rapport entre les indemnités nettes et les garanties en vigueur (s'il y a lieu) ⁽³⁾
N			
Other explicit loan guarantees -			
Loans to NewGrade Energy Inc to finance construction of a heavy oil upgrader.....	275	261	
Loans to construct coal handling and terminal facilities by Ridley Terminals Inc.....	230	200	
Loans to Marine Industries Limited for acquisition of assets.....	40	40	
Loan to St. Mary's Paper Inc to modernize and expand a paper making facility at Sault Ste Marie, Ontario.....	15	15	
Loans for the restructuring of Maislin Industries Ltd.....	10 ⁽⁸⁾	10 ^(8,11)	
Loan to Nardex Canada Ltée for the manufacture of radio-protection and radio-telecommunication systems.....	1	1	
Loans for the financing of Cheticamp Fishermen's Co-operative Society Ltd.....	*	*	
	571	527	
Insurance programs of the Government ⁽¹²⁾ -			
Insurance against accidents at nuclear installations under the Nuclear Liability Act ⁽¹³⁾	675	664	
Insurance under the Fishing Vessel Insurance Plan ⁽¹⁴⁾	27	462	
Accounts administered for the Government by the Export Development Corporation - Insurance and related guarantees.....	7,000 ⁽¹⁵⁾	282	
	7,702	1,408	
Other explicit guarantees ⁽¹⁶⁾ -			
Guarantees under the Prairie Grain Advance Payments Act.....	73	73	⁽¹⁷⁾
Guarantees under the Agricultural Products Co-operative Marketing Act.....	5	5	1.0
Guarantees of residual liabilities resulting from the devolution of Northern Canada Power Commission.....	1	1	
	79	79	
Total explicit guarantees.....	18,213	6,750	
PENDING AND THREATENED LITIGATION.....		2,838 ^(8,18)	
Total ⁽¹⁹⁾		9,588	

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA - Continued

- (1) The authorized limits indicated in the statement above represent the aggregate total of various types of authorities of Government bodies as stipulated in legislation, legal agreements or other documents that may be in force at any one time.
- (2) A contingent liability is a potential liability which may become an actual liability when one or more future events occur or fail to occur.
- (3) Represents the average percentage over the most recent 5 years of net claims to the average amount of outstanding guarantees for the same period computed as at September 30, 1989. In some situations where historical data is not readily available, departmental estimates have been used.
- (4) Includes committed guarantees for the following loans to be made: to Indians for on-reserve housing \$79,437,687 and for Indian economic development \$543,978. As at the reporting date, no loans had been issued for these amounts.
- (5) The Act places limits on the maximum amount of guarantee for loans made by eligible lenders over different loan periods. The maximum amount of guarantee by lender is expressed in legislation as a percentage of aggregate loans made to qualified borrowers and varies according to the dollar value range of aggregate loans made by the lender. The authorized limits for given loan periods are included in the figure reported until all qualified loans made by all eligible lenders, in the given periods, are no longer outstanding, and are not adjusted for loan repayments nor payments made by the Government for guaranteed amounts in which default has occurred.
- (6) The Atlantic Enterprise Program offers loan insurance on new term loans for the establishment, expansion or modernization of commercial operations in eligible sectors in the Atlantic provinces where the Program is administered by the Atlantic Canada Opportunities Agency (\$94,211,563 as at September 30, 1989) and in the Gaspé Peninsula and in the Magdalene Islands, Quebec where administration of the Program is the responsibility of the Department of Industry, Science and Technology (\$10,827,035 as at September 30, 1989). Industry, Science and Technology also has responsibility for all capital projects in excess of \$20 million.
- (7) Includes \$62,034 attributable to the Canadian Industrial Renewal Board.
- (8) Amount denominated wholly or partially in a foreign currency and translated at the closing rate of exchange as at date of statement.
- (9) The authorized limit for loan guarantees for on-reserve housing totals \$575,000,000 (shown above) for loans made by the Canada Mortgage and Housing Corporation, the Farm Credit Corporation and other approved lenders.
- (10) The maximum aggregate amount that may be paid or that may have been paid from the Consolidated Revenue Fund (CRF) relative to Indian Economic Development in previous, current or subsequent years, with respect to all guarantees authorized and granted, is set at \$60 million. As at September 30, 1989, a total of \$25,967,234 has been expended from the CRF leaving a balance of \$34,032,766 available for disbursement.
- (11) Maislin Industries Ltd was placed in receivership on July 11, 1983 and was declared bankrupt on October 19, 1983. To date, the Government has made interim payments totalling \$18,500,000 US to creditors under a guarantee in the amount of \$27,000,000 US. It is anticipated that the Government will be called upon to make a final payment to settle remaining obligations to creditors when certain issues are settled in US Bankruptcy Court, however the amount cannot be determined at present with any certainty.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

- (1) Les limites autorisées indiquées dans l'état ci-dessus désignent le montant total des divers genres d'autorisations utilisées par des organismes gouvernementaux, tels que stipulés dans la législation, des ententes légales ou d'autres documents, qui peuvent être en vigueur à un moment donné.
- (2) Un élément de passif éventuel signifie un élément de passif possible qui peut se transformer en élément de passif réel advenant un ou plusieurs événements futurs.
- (3) Représente le rapport au cours des cinq derniers exercices entre la moyenne des indemnités nettes et la moyenne des garanties en cours pour la même période, calculé au 30 septembre 1989. Dans les cas où les données d'origine ne sont pas facilement disponibles, les prévisions ministérielles ont été utilisées.
- (4) Comprend les engagements de garanties, à être effectués, concernant les prêts suivants: aux Indiens pour habitations sur les réserves \$79,437,687 et pour le développement économique des Indiens \$543,978. Aucun prêts n'avait été consenti en raison de ces montants à la date de comptabilisation.
- (5) La Loi limite la somme maximum de la garantie pour prêts effectués par des prêteurs admissibles sur différentes périodes de prêts. La somme maximum de la garantie accordée à chaque prêteur est énoncée, d'après la Loi, comme étant un pourcentage du total des prêts consentis aux emprunteurs autorisés et varie selon la valeur totale des prêts effectués par le prêteur. Les limites autorisées pour des périodes de prêts données sont comprises dans le chiffre divulgué jusqu'à ce que tous les prêts approuvés et consentis par les prêteurs admissibles dans la période donnée, soient réglés. Ces limites ne sont pas redressées par les remboursements de prêts ni par les paiements effectués par le gouvernement pour les montants garantis en souffrance.
- (6) Le Programme Entreprise Atlantique offre des assurances de prêts sur de nouveaux prêts à terme pour établir, moderniser ou agrandir des opérations commerciales dans les secteurs éligibles des provinces de l'Atlantique où le Programme est administré par l'Agence de promotion économique au Canada atlantique (\$94,211,563 au 30 septembre 1989) et pour la péninsule de Gaspé et les Îles-de-la-Madeleine du Québec où le ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie a la responsabilité de l'administration du Programme (\$10,827,035 au 30 septembre 1989). Ce ministère a aussi la responsabilité de tous les projets d'immobilisation dépassant \$20 millions.
- (7) Comprend un montant de \$62,034 imputable à l'Office canadien pour un renouveau industriel.
- (8) Montant libellé entièrement ou partiellement en une devise étrangère et converti au cours du change en vigueur à la date de comptabilisation.
- (9) La limite autorisée sur les prêts garantis pour habitations sur les réserves s'élève à \$575,000,000 (voir ci-haut) pour les prêts effectués par la Société canadienne d'hypothèques et de logement, la Société du crédit agricole et par d'autres prêteurs agréés.
- (10) Le montant maximum total déboursé ou pouvant être déboursé à même le Fonds du revenu consolidé (FRC) pour l'exercice en cours et les exercices précédents ou subséquents relativement aux garanties autorisées et accordées pour le développement économique des Indiens est fixé à \$60 millions. Au 30 septembre 1989 un montant total de \$25,967,234 a été déboursé à même le FRC laissant un solde disponible de \$34,032,766.
- (11) Maislin Industries Ltd a été placée sous séquestre le 11 juillet 1983 et a déclaré faillite le 19 octobre 1983. À la date de comptabilisation, le gouvernement a effectué des versements provisoires totalisant \$18,500,000 E-U aux créanciers en vertu d'une garantie au montant de \$27,000,000 E-U. On anticipe que le gouvernement devra effectuer un paiement final pour régler les obligations restantes aux créanciers lors du règlement de certaines émissions au tribunal des faillites des États-Unis, mais le montant ne peut pas être déterminé, en ce moment, avec certitude.

GOVERNMENT OF CANADA

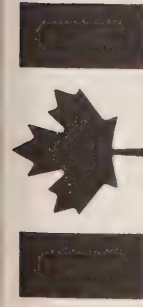
NOTES TO THE MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA - Concluded

- (12) Since 1984 the Canada Mortgage and Housing Corporation (CMHC) has operated the Mortgage Rate Protection Program on behalf of the Government. In return for payment of a premium, CMHC will reimburse homeowners 75% of any increase in monthly mortgage payments, above a deductible, due to higher interest rates at the time of mortgage renewal. As recent mortgage interest rates have been relatively stable, the Program is not widely utilized and loans covered by the Program at September 30, 1989 amounted to only \$911,000 (\$911,000 at September 30, 1988). Premiums collected by CMHC are remitted directly to the Consolidated Revenue Fund (CRF) and obligations are ultimately payable from the CRF. Because of the nature of the Program, it is not possible to estimate the amounts, if any, that might be payable at some future date.
- (13) There have been no claims under the Nuclear Liability Act since its inception in 1970. The Act covers 14 Canadian nuclear installations as at September 30, 1989.
- (14) The Fishing Vessel Insurance Plan is administered by the Government to assist fishermen in meeting abnormal capital losses. A specified purpose account is credited with all amounts received by way of premiums, recoveries and with advances in accordance with regulations by the Government, such advances not to exceed \$150,000 at any time. The account is debited with refunds of premiums and payments in settlement of third party vessel collision damage claims against fishermen, where the collision involves a vessel insured under the Plan. As at September 30, 1989, the insured value of vessels under the Plan amounted to \$462,389,000; the balance of the account was \$25,357,200 and outstanding claims against the Plan amounted to \$1,250,000.
- (15) The Export Development Act specifies that the Export Development Corporation may enter into contracts of insurance, re-insurance, related guarantees and other agreements up to a maximum of \$7 billion, the authorized limit.
- (16) A letter of comfort has been issued with respect to credit grain sales by the Canadian Wheat Board. The letter states that the Government will assume responsibility for the liabilities arising from defaults in payment by countries purchasing Canadian grain on credit. Receivables under this guarantee amounted to approximately \$3.4 billion at September 30, 1989.
- (17) Less than 0.1%.
- (18) Includes \$1.6 billion related to native statutory and treaty obligations representing plaintiffs' claims in 60 litigation cases. There are another 120 similar cases for which amounts are not stated in the claims, and for which it is not possible to determine the amounts that may be ultimately payable.
- (19) Contingent gains. A contingent gain is a potential gain or possible recovery that may become an actuality when one or more future events occur or fail to occur. Three departments reported contingent gains as at September 30, 1989 totalling approximately \$11 million.
- * Less than \$500,000.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ETATS MENSUELS DES OPERATIONS FINANCIERES DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Fin

- (12) Depuis 1984, la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) opère, pour le compte du gouvernement, le Programme de protection des taux hypothécaires. Sur paiement de primes, la SCHL rembourse, lors du renouvellement, les propriétaires 75% des augmentations causées par les hausses marquées de taux d'intérêt au-delà d'un montant déductible. Les taux hypothécaires étant relativement stables, le Programme n'est pas tellement utilisé et les prêts couverts par le Programme au 30 septembre 1989 ne s'élevaient qu'à \$911,000 (\$911,000 au 30 septembre 1988). Les primes encaissées par la SCHL sont remises au Fonds du revenu consolidé (FRC) et les créances du Programme sont payables à même le FRC. La nature même du Programme ne permet aucune estimation des créances futures.
- (13) Il n'y a eu aucune réclamation en vertu de la Loi sur la responsabilité nucléaire depuis sa mise en vigueur en 1970. La Loi couvre 14 installations nucléaires canadiennes au 30 septembre 1989.
- (14) Le Régime d'assurance des bateaux de pêche est administré par le gouvernement afin d'assurer les pêcheurs contre des pertes en capital anormales. Un compte à fins déterminées est crédité de toutes les sommes encaissées à titre de primes et de recouvrements, ainsi que des avances consenties par le gouvernement conformément à ces règlements, de telles avances ne devant pas dépasser en tout temps \$150,000. Le compte est débité de remboursements de primes et du règlement des réclamations de dommages-intérêts envers des tiers pour collision, lorsque la collision met en cause un bateau assuré aux termes du Régime. Au 30 septembre 1989, la valeur assurée des bateaux aux termes du Régime se chiffrait à \$462,389,000; le solde du compte était de \$25,357,200 et les réclamations non-réglées au titre du Régime se sont élevées à \$1,250,000.
- (15) La Loi sur l'expansion des exportations précise que la Société pour l'expansion des exportations peut conclure des contrats d'assurance, de réassurance, de garanties connexes et d'autres accords jusqu'à un maximum de \$7 milliards, ce qui représente la limite autorisée.
- (16) Une lettre d'accord présumé a été émise concernant les ventes de céréales à crédit par la Commission canadienne du blé. La lettre spécifie que le gouvernement assumera la responsabilité de la dette advenant le défaut de paiement par un pays achetant à crédit les céréales canadiennes. Le montant débiteur au 30 septembre 1989 en vertu de cette garantie, s'élève à environ \$3.4 milliards.
- (17) Moins de 0.1%.
- (18) Comprend \$1.6 milliard relié aux engagements envers les autochtones par suite de statuts et traités. Ce montant représente les revendications des plaignants dans 60 causes en litige. Il y a 120 causes semblables pour lesquelles des montants ne sont pas énoncés dans les revendications et pour lesquelles il est impossible de déterminer les montants qui peuvent finalement être à payer.
- (19) Gains éventuels. Un gain éventuel est un gain potentiel ou un recouvrement possible pouvant se matérialiser advenant un ou plusieurs événements futurs. Trois ministères ont déclaré des gains éventuels au 30 septembre 1989 totalisant approximativement \$11 millions.
- * Moins de \$500,000.



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

**Quarterly
Statements
of Financial
Operations**

**États
trimestriels
des opérations
financières**

Ending



se terminant

June 30, 1990

le 30 juin 1990

Fiscal Year
1990-91

Exercice
1990-91

The Honourable Paul Dick
Receiver General for Canada

L'honorable Paul Dick
Receveur général du Canada

Any inquiries should be directed to the:

Chief,
Central Accounts and Reports Section,
Government Operational Services
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada.
K1A 0S5

Telephone: (819) 956-1798

Toute demande de renseignements devrait être
faite à la personne suivante:

Chef,
Section des Comptes et Rapports centraux,
Services opérationnels du gouvernement
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada.
K1A 0S5

Téléphone: (819) 956-1798

TABLE OF CONTENTS

	<u>PAGE</u>
Preface	1
Quarterly Statements of Financial Operations -	
Table I - Summary Statement of Transactions	3
Table II - Detailed Statement of Transactions	4
Table III - Statement of Budgetary Expenditure by Department	7
Notes to the Quarterly Statements of Financial Operations	19

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Préface	1
États trimestriels des opérations financières -	
Tableau I - État sommaire des opérations	3
Tableau II - État détaillé des opérations	4
Tableau III - État des dépenses budgétaires par ministère	7
Notes se rapportant aux états trimestriels des opérations financières	19

PREFACE TO THE
QUARTERLY STATEMENTS OF
FINANCIAL OPERATIONS
OF THE GOVERNMENT OF CANADA

The fundamental purpose of the Quarterly Statements of Financial Operations is to provide information to interested users of data on the government's financial operations, and to facilitate an understanding and evaluation of the full nature and extent of the financial affairs and resources for which the Government is responsible.

The two basic concepts underlying the Government's accounting system are found in the Constitution Acts: first, the concept of the Consolidated Revenue Fund, which emanates from the requirement that all duties and revenues received, other than those reserved to the provinces, "shall form One Consolidated Revenue Fund"; second, the concept that the balance of the Fund, after certain prior charges, "shall be appropriated by the Parliament of Canada".

The Quarterly Statements of Financial Operations consist of Summary and Detailed Statements of Transactions, a Statement of Budgetary Expenditure by Department and accompanying notes. The statements of transactions show how the financial requirements were met and the effect of the transactions on the Consolidated Revenue Fund. In the Summary and Detailed Statements of Transactions, the financial transactions are classified into the following categories:

- The first category, budgetary, consists of all the transactions with outside parties which enter into the calculation of the annual deficit or surplus of the Government, that is, the receipts from tax revenue and non-tax revenue, together with expenditures authorized by Parliament.
- The second category, non-budgetary, consists of transactions in loans, investments and advances, in liabilities for the administration of certain public money received or collected for special purposes, and in other assets and liabilities.
- The third category, foreign exchange, reflects transactions in international reserves held in the Exchange Fund Account (the principal objective of which is to aid in the control and protection of the external value of the Canadian dollar) together with an accounting of the net position of the Government with respect to the International Monetary Fund. Foreign exchange transactions include unmatured debt payable in foreign currencies.
- The fourth category, unmatured debt, represents the extent to which financial requirements have been met through the increase in unmatured debt, that is, the net change in amounts owing for marketable bonds, Canada savings bonds, special non-marketable bonds issued to the Canada Pension Plan Investment Fund and Treasury bills. Unmatured debt transactions exclude unmatured debt payable in foreign currencies.
- The final section of the statement shows the cash balances and the balances of unmatured debt at the end of the period. Additional disclosure of the unmatured debt balance by type of instrument is also provided.

The third statement gives a more detailed accounting of budgetary expenditure transactions by department. Total net expenditure reported on the Detailed Statement of Transactions differs from the total expenditure by department. The difference represents transactions of certain specified purpose accounts, the provision for valuation which is not applied to each appropriation and budgetary transactions internal to the Government.

PRÉFACE AUX
ÉTATS TRIMESTRIELS DES
OPÉRATIONS FINANCIÈRES
DU GOUVERNEMENT DU CANADA

Le but fondamental des états trimestriels des opérations financières est de fournir des renseignements aux utilisateurs intéressés aux opérations financières du gouvernement, et de faciliter une compréhension et une évaluation de la nature et de toute l'étendue des affaires financières et des ressources pour lesquelles le gouvernement est responsable.

Les deux notions de base sur lesquelles est fondé le système comptable du gouvernement se trouvent dans les Lois constitutionnelles. Premièrement, la notion du Fonds du revenu consolidé qui découle de l'exigence que tous les droits et recettes, autres que ceux qui sont réservés aux provinces, "formeront un fonds du revenu consolidé"; deuxièmement, la notion suivant laquelle le solde du Fonds, après certaines imputations préalables, "sera approprié par le Parlement du Canada".

Les états trimestriels des opérations financières consistent des états sommaire et détaillé des opérations, d'un état des dépenses budgétaires par ministère et des notes afférentes. Les états des opérations financières indiquent la façon dont les besoins financiers ont été rencontrés et l'effet des opérations sur le Fonds du revenu consolidé. Dans les états, sommaire et détaillé des opérations, les opérations financières sont classées sous les catégories suivantes:

- La première catégorie, les opérations budgétaires, consiste de toutes les opérations avec les tiers qui entrent dans le calcul du déficit ou de l'excédent annuel du gouvernement, et comprend les rentrées provenant des recettes fiscales et des recettes non fiscales, de même que les dépenses autorisées par le Parlement.
- La deuxième catégorie, les opérations non budgétaires, comprend les opérations dans les prêts, dotations en capital et avances dans les éléments de passif reliés à l'administration de certains deniers publics encaissés ou perçus pour des fins déterminées, et dans les autres éléments d'actif et de passif.
- La troisième catégorie, les opérations de change, reflète les opérations dans les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes (le but principal est d'aider à contrôler et à protéger la valeur extérieure de l'unité monétaire canadienne) de même qu'une comptabilité de la situation nette du gouvernement en ce qui concerne le Fonds monétaire international. Les opérations de change comprennent la dette non échue à payer en devises étrangères.
- La quatrième catégorie, les opérations de la dette non échue, représente la mesure dans laquelle les besoins financiers ont été satisfaits au moyen d'une augmentation de la dette non échue qui indique le changement net dans les montants dus relatifs aux obligations négociables, aux obligations d'épargne du Canada, aux obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada et aux bons du Trésor. Les opérations de la dette non échue ne comprennent pas la dette non échue à payer en devises étrangères.
- La dernière section de l'état montre le solde de caisse et le solde de la dette non échue à la fin de l'exercice. Les effets à payer relatifs au solde de la dette non échue sont également divulgués par catégorie.

Le troisième état fournit une comptabilité plus détaillée des opérations des dépenses budgétaires par ministère. Le total des dépenses brutes présenté à l'état détaillé des opérations est différent du total des dépenses par ministère. La différence représente les opérations de certains comptes à fins déterminées, la provision pour évaluation qui n'est pas appliquée à chaque crédit et les opérations budgétaires internes du gouvernement.

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE I - SUMMARY STATEMENT OF TRANSACTIONS

GOUVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU I - ÉTAT SOMMAIRE DES OPÉRATIONS

(in millions of dollars - en millions de dollars)

QUARTER ENDING JUNE
TRIMESTRE SE TERMINANT EN JUIN
1990 1989

I. BUDGETARY TRANSACTIONS		I. OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES	
Revenue		Revenues	+ 30,440 + 25,072
Program spending		Dépenses de programmes	- 23,548 - 22,216
Operating balance		Solde de fonctionnement	+ 6,892 + 2,856
Public debt charges		Frais de la dette publique	- 10,582 - 9,425
Deficit		Déficit	- 3,690 - 6,569
II. NON-BUDGETARY TRANSACTIONS		II. OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES	
(source + requirement -)		(provenance + besoin -)	
Loans, investments and advances		Prêts, dotations en capital et avances	- 286 - 86
Specified purpose accounts		Comptes à fins déterminées	+ 3,472 + 1,971
Other transactions		Autres opérations	- 3,589 - 2,579
Net source (+) or requirement (-)		Provenance nette (+) ou besoin net (-)	- 403 - 694
Financial requirements (excluding foreign exchange transactions)		Besoins financiers (opérations de change non comprises)	- 4,093 - 7,263
III. FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS		III. OPÉRATIONS DE CHANGE	
(source + requirement -)		(provenance + besoin -)	+ 531 - 631
Total financial requirements		Total des besoins financiers	- 3,562 - 7,894
IV. UNMATURED DEBT TRANSACTIONS		IV. OPÉRATIONS DE LA DETTE NON ÉCHUE	
(source + requirement -)		(provenance + besoin -)	+ 4,036 + 8,248
Change in cash (increase + decrease -)		Variation de la caisse (augmentation + diminution -)	+ 474 + 354
V. CASH BALANCE AT END OF PERIOD		V. CAISSE EN FIN DE PÉRIODE	
			1,986 2,189

The accompanying tables and notes are an integral part of this statement.

Les tableaux et les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE II - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS

GOUVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU II - ÉTAT DÉTAILLÉ DES OPÉRATIONS

(in millions of dollars - en millions de dollars)

QUARTER ENDING JUNE
TRIMESTRE SE TERMINANT EN JUIN
1990 1989

I. BUDGETARY TRANSACTIONS

I. OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES

Revenue	Recettes		
Tax revenue -	Recettes fiscales -		
Income tax -	Impôt sur le revenu -		
Personal	Particuliers	16,088	11,982
Corporation	Sociétés	2,394	2,505
Unemployment Insurance	Cotisations d'assurance-		
contributions	chômage	3,089	2,473
Non-resident	Non résidents	329	287
		21,900	17,247
Excise taxes and duties -	Taxes et droits d'accise -		
Sales and Excise taxes	Taxes de vente et d'accise	5,789	5,237
Customs import duties	Droits de douane à l'importation	1,042	1,172
		6,831	6,409
Other tax revenue	Autres recettes fiscales	111	68
Total tax revenue	Total des recettes fiscales	28,842	23,724
Non-tax revenue -	Recettes non fiscales -		
Return on investments	Produits de placements	1,204	1,067
Other non-tax revenue	Autres recettes non fiscales	394	281
Total non-tax revenue	Total des recettes non fiscales	1,598	1,348
TOTAL NET REVENUE	TOTAL DES RECETTES NETTES	30,440	25,072
Expenditure	Dépenses		
Program spending -	Dépenses de programme -		
Transfer payments -	Paiements de transfert -		
To other levels of government -	À d'autres paliers de gouvernement -		
Fiscal arrangements	Arrangements fiscaux	2,040	1,939
Insurance and medical care	Assurance et services de soins		
services	médicaux	1,522	1,771
Canada Assistance	Régime d'assistance publique		
Plan	du Canada	1,499	1,237
Education support	Aide à l'éducation	473	594
Other	Autres	470	474
		6,004	6,015
To persons -	Aux particuliers -		
Old age security benefits,	Prestations de sécurité de la		
guaranteed income supplements	vieillesse, suppléments de revenu		
and spouses' allowances	garanti et allocations au conjoint	4,146	3,895
Unemployment insurance benefits	Prestations d'assurance-chômage	3,493	2,990
Family allowance	Allocations familiales	675	658
Other	Autres	1,306	1,340
		9,620	8,883
Other transfer payments	Autres paiements de transfert	1,131	1,093
		16,755	15,991
Payments to Crown corporations	Paiements aux sociétés d'État	1,131	998
Operating and capital	Dépenses de fonctionnement et		
expenditures -	en capital -		
National Defence	Défense nationale	2,081	1,908
All other departments and	Tous les autres ministères et		
agencies	organismes	3,581	3,319
		5,662	5,227
Total program spending	Total des dépenses de programmes	23,548	22,216
Public debt	Dette publique	10,582	9,425
TOTAL NET EXPENDITURE	TOTAL DES DÉPENSES NETTES	34,130	31,641
DEFICIT	DÉFICIT	3,690	6,569

GOVERNMENT OF CANADA
 QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
 TABLE II - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
 ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
 TABLEAU II - ÉTAT DÉTAILLÉ DES OPÉRATIONS - Suite

(in millions of dollars - en millions de dollars)

QUARTER ENDING JUNE
 TRIMESTRE SE TERMINANT EN JUIN
 1990 1989

II. NON-BUDGETARY TRANSACTIONS (source + requirement -)		II. OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES (provenance + besoin -)	
Loans, investments and advances -		Prêts, dotations en capital et avances -	
Crown corporations		Sociétés d'État	- 186 - 26
Other loans, investments and advances		Autres prêts, dotations en capital et avances	- 100 - 60
TOTAL LOANS, INVESTMENTS AND ADVANCES		TOTAL DES PRÊTS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES	- 286 - 86
Specified purpose accounts		Comptes à fins déterminées	
Canada Pension Plan Account		Compte du régime de pensions du Canada ...	+ 410 + 149
Superannuation accounts		Comptes de pension de retraite	+ 2,001 + 1,819
Other		Autres	+ 1,061 + 3
TOTAL SPECIFIED PURPOSE ACCOUNTS		TOTAL DES COMPTES À FINS DÉTERMINÉES .	+ 3,472 + 1,971
Other transactions		Autres opérations	- 3,589 - 2,579
TOTAL NON-BUDGETARY TRANSACTIONS ...		TOTAL DES OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES ..	- 403 - 694
III. FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS (source + requirement -)		III. OPÉRATIONS DE CHANGE (provenance + besoin -)	
Net International reserves		Réserves internationales nettes	+ 1,233 - 187
Unmatured debt transactions payable in foreign currencies		Opérations de la dette non échue à payer en devises étrangères	- 702 - 444
TOTAL FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS .		TOTAL DES OPÉRATIONS DE CHANGE	+ 531 - 631
IV. UNMATURED DEBT TRANSACTIONS (source + requirement -)		IV. OPÉRATIONS DE LA DETTE NON ÉCHUE (provenance + besoin -)	
Marketable bonds		Obligations négociables	+ 2,565 - 65
Canada savings bonds		Obligations d'épargne du Canada	- 5,031 - 4,848
Special non-marketable bonds issued to the Canada Pension Plan Investment Fund		Obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada	+ 386 + 63
Treasury bills		Bons du Trésor	+ 5,600 + 12,150
Notes and loans		Effets et prêts	- 163 - 7
Canada bills		Bons du Canada	- 446 - 54
			+ 2,911 + 7,239
Less:		Moins:	
Government's holdings of unmatu- red debt		Dette non échue détenue par le gouvernement	+ 423 + 565
Unmatured debt transactions payable in foreign currencies		Opérations de la dette non échue à payer en devises étrangères	+ 702 + 444
			+ 1,125 + 1,009
TOTAL UNMATURED DEBT TRANSACTIONS PAYABLE IN CANADIAN DOLLARS		TOTAL DES OPÉRATIONS DE LA DETTE NON ÉCHUE À PAYER EN DOLLARS CANADIENS .	+ 4,036 + 8,248

GOVERNMENT OF CANADA
 QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
 TABLE II - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS - Concluded

GOUVERNEMENT DU CANADA
 ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
 TABLEAU II - ÉTAT DÉTAILLÉ DES OPÉRATIONS - Fin

		(in millions of dollars - en millions de dollars)	
		1990 AT JUNE 30 AU 30 JUIN	1989 AT JUNE 30 AU 30 JUIN
V. CASH BALANCE AT END OF PERIOD	V. CAISSE EN FIN DE PERIODE		
In Canadian dollars	En dollars canadiens	1,675	2,041
In foreign currencies	En devises étrangères	311	148
TOTAL CASH BALANCE	TOTAL DE LA CAISSE	1,986	2,189
VI. UNMATURED DEBT BALANCE	VI. SOLDE DE LA DETTE NON ÉCHUE		
Payable in Canadian dollars -	A payer en dollars canadiens -		
Marketable bonds	Obligations négociables	130,417	116,123
Canada savings bonds	Obligations d'épargne du Canada	35,898	42,908
Special non-marketable bonds issued to the Canada Pension Plan Investment Fund	Obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada ...	3,459	3,069
Treasury bills	Bons du Trésor	124,150	114,850
		293,924	276,950
Less:	Moins:		
Government's holdings of unmatured debt	Dettes non échues détenues par le gouvernement	4,020	3,665
		289,904	273,285
Payable in foreign currencies -	A payer en devises étrangères -		
Marketable bonds	Obligations négociables	3,959	4,934
Notes and loans	Effets et prêts	14	1,904
Canada bills	Bons du Canada	1,001	1,075
		4,974	7,913
Less:	Moins:		
Government's holdings of unmatured debt	Dettes non échues détenues par le gouvernement .....	...	38
		4,974	7,875
TOTAL UNMATURED DEBT	TOTAL DE LA DETTE NON ÉCHUE	294,878	281,160

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT

GOUVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
PAR MINISTÈRE

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

QUARTER ENDING JUNE

TRIMESTRE SE TERMINANT EN JUIN

1990

1989

Agriculture -	Agriculture -		
Department -	Ministère -		
Management and Administration	Gestion et administration	15,395	14,516
Agri-Food -	Agro-alimentaire -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	147,000	132,000
Capital expenditures	Dépenses en capital	2,884	2,871
Grants and contributions	Subventions et contributions	41,858	54,222
Payments to producers	Paiements aux producteurs en vertu de		
under the Agricultural	la Loi sur la stabilisation des prix		
Stabilization Act	agricoles	19,153	13,868
Contributions to the provinces	Contributions aux provinces en vertu		
under the Crop Insurance Act	de la Loi sur l'assurance-récolte .....	...	146
Loan guarantees under the	Prêts garantis en vertu de la Loi sur		
Farm Improvement and	les prêts destinés aux améliorations		
Marketing Cooperatives	agricoles et à la commercialisation		
Loans Act	selon la formule coopérative	1,354	2,016
Interest payments and guarantees	Paiements d'intérêts et garanties en		
under the Advance Payments for	vertu de la Loi sur le paiement		
Crops Act	anticipé des récoltes	109	1,951
Grants to agencies established	Subventions aux offices établis		
under the Farm Products	conformément à la Loi sur les		
Marketing Agencies	offices de commercialisation		
Act	des produits de ferme .....	...	...
Racetrack Supervision	Fonds renouvelable de la surveillance		
Revolving Fund	des hippodromes	- 1,752	- 1,913
Grains and Oilseeds -	Céréales et oléagineux -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	2,870	2,925
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	11,044	10,214
Grants and contributions	Subventions et contributions	35,197	224,279
Payments in connection with the	Paiements relatifs à la Loi sur les		
Prairie Grain Advance Payments	paiements anticipés pour le grain		
Act	des Prairies .....	...	2,274
Payments in connection with the	Paiements relatifs à la Loi de		
Western Grain Stabilization	stabilisation concernant		
Act	le grain de l'Ouest .....	...	...
Canadian Dairy Commission	Commission canadienne du lait	275,112	459,369
Canadian Livestock Feed Board -	Office canadien des provenances -	829	1,022
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	519	355
Contributions	Contributions	2,768	2,625
		3,287	2,980
		279,228	463,371
Atlantic Canada Opportunities	Agence de promotion économique du		
Agency -	Canada atlantique -		
Department -	Ministère -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	6,614	6,375
Grants and contributions	Subventions et contributions	8,419	8,258
Liabilities in Atlantic	Obligations contractées dans la		
Canada under the Small	région de l'Atlantique en vertu		
Businesses Loans	de la Loi sur les prêts aux petites		
Act	entreprises	284	825
Liabilities under the Atlantic	Obligations en vertu du programme		
Enterprise Loan Insurance	d'assurance-prêt aux entreprises de		
program	la région de l'atlantique	461	...
		15,778	15,458
Enterprise Cape Breton Corporation	Société d'expansion du Cap-Breton	2,000	...
		17,778	15,458

GOVERNMENT OF CANADA
 QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
 TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
 BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
 ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
 TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
 PAR MINISTÈRE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

QUARTER ENDING JUNE
 TRIMESTRE SE TERMINANT EN JUIN
 1990 1989

Communications -	Communications -		
Department -	Ministère -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	34,053	34,044
Capital expenditures	Dépenses en capital	1,469	870
Grants and contributions	Subventions et contributions	11,772	9,054
Payments to the Canada Post Corporation	Versements à la Société canadienne des postes	13,773	13,773
Government Telecommunications Agency Revolving Fund	Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales	11,766	11,749
		72,833	69,490
Canada Council	Conseil des Arts du Canada	59,051	44,730
Canadian Broadcasting Corporation -	Société Radio-Canada -		
Payments for operating expenditures	Paielements pour les dépenses de fonctionnement	365,690	266,172
Payments for working capital	Paielements pour le fonds de roulement	1,334	1,336
Payments for capital expenditures	Paielements pour les dépenses en capital	36,976	36,492
		404,000	304,000
Canadian Film Development Corporation	Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	18,257	29,713
Canadian Radio-television and Telecommunications Commission	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	7,430	6,774
National Archives of Canada	Archives nationales du Canada	12,991	12,451
National Arts Centre Corporation	Société du Centre national des Arts	5,745	5,736
National Film Board -	Office national du film -		
National Film Board Revolving Fund - Operating loss	Fonds renouvelable de l'Office national du film - Déficit de fonctionnement	16,612	6,095
National Film Board Revolving Fund	Fonds renouvelable de l'Office national du film	5,290	10,623
		11,322	16,718
National Library	Bibliothèque nationale	7,346	6,815
National Museums of Canada -	Musées nationaux du Canada -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	16,309	16,309
Capital expenditures	Dépenses en capital	471	1,585
		16,780	17,894
		615,755	514,321
Consumer and Corporate Affairs -	Consommateurs et Sociétés -		
Department -	Ministère -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	33,663	32,805
Capital expenditures	Dépenses en capital	576	220
Payments to the provinces for the purpose of research and development relating to medicine	Paielements aux provinces pour la recherche sur les médicaments et leur développement .....	...	...
		34,239	33,025
Competition Tribunal	Tribunal de la concurrence	225	209
Copyright Board	Commission du droit d'auteur	170	29
Hazardous Material Information Review Commission	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	214	132
Patented Medicine Prices Review Board	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	489	402
Procurement Review Board	Commission de révision des marchés publics	155	...
Standards Council of Canada	Conseil canadien des normes	995	1,194
		36,487	34,991

GOVERNMENT OF CANADA
 QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
 TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
 BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
 ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
 TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
 PAR MINISTÈRE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

QUARTER ENDING JUNE

TRIMESTRE SE TERMINANT EN JUIN

1990

1989

Employment and Immigration - Department/Commission -	Emploi et Immigration - Ministère/Commission -		
Corporate Management and Services	Gestion générale et services	- 30,819	- 10,607
Employment and Insurance -	Emploi et assurance -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	23,057	30,058
Grants and contributions	Subventions et contributions	248,101	239,325
Government's contribution to the Unemployment Insurance Account	Contribution de l'État au compte d'assurance-chômage	819,590	801,604
Government's contribution in respect of Fishermen's Benefits	Contribution de l'État au titre des prestations versées aux pêcheurs	76,151	73,200
Immigration -	Immigration -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	44,162	35,891
Contributions	Contributions	20,057	13,350
Write-off from the accounts of Canada of certain debts	Radiation des comptes du Canada de certaines dettes	1,213 1,201,512	...
Advisory Council on the Status of Women	Conseil consultatif sur la situation de la femme	699	577
Immigration and Refugee Board of Canada	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	12,016	8,318
Status of Women - Office of the Co-ordinator	Condition féminine - Bureau de la coordonnatrice	769	784
		1,214,996	1,192,500
Energy, Mines and Resources - Department -	Énergie, Mines et Ressources - Ministère -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	79,250	79,895
Capital expenditures	Dépenses en capital	1,793	1,616
Grants and contributions	Subventions et contributions	5,478	11,961
Payments to Interprovincial Pipe Line Limited	Paielements à pipeline interprovincial Limitée .....	...	...
Canada/Nova Scotia Development Fund	Fonds de développement Canada/Nouvelle- Écosse .....	...	...
Canada/Newfoundland Development Fund	Fonds de développement Canada/Terre-Neuve .....	...	4,819
Canada/Newfoundland Offshore Petroleum Board	Office Canada/Terre-Neuve des hydrocarbures extra-côtières .....	...	681
Canada/Nova Scotia Drilling Fund	Fonds de forage Canada/Nouvelle- Écosse .....	...	...
Canada/Nova Scotia Offshore Petroleum Board	Office Canada/ Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extra-côtières .....	...	...
Petroleum Compensation	Indemnisation pétrolière	86,521	98,980
Atomic Energy Control Board	Commission de contrôle de l'énergie atomique	5,881	4,642
Atomic Energy of Canada Limited	Énergie atomique du Canada, Limitée	48,925	45,601
National Energy Board	Office national de l'énergie	5,508	5,307
Petro-Canada International Assistance Corporation	La Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale	2,500	6,200
		149,335	160,730

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
PAR MINISTÈRE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

QUARTER ENDING JUNE
TRIMESTRE SE TERMINANT EN JUIN
1990 1989

Environment -	Environnement -		
Administration	Administration	15,872	10,017
Environmental Services -	Services de l'environnement -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	92,476	85,778
Capital expenditures	Dépenses en capital	3,501	3,624
Grants and contributions	Subventions et contributions	5,564	695
Parks -	Parcs -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	56,039	54,106
Capital expenditures	Dépenses en capital	7,707	6,343
National Battlefields	Commission des champs de bataille		
Commission	nationaux	424	387
		181,583	160,950
External Affairs -	Affaires extérieures -		
Department -	Ministère -		
Canadian Interests Abroad -	Intérêts du Canada à l'étranger -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	130,811	116,402
Capital expenditures	Dépenses en capital	5,595	4,819
Grants and contributions	Subventions et contributions	22,333	13,057
Passport Revolving Fund	Fonds renouvelable des passeports	385	209
Write-off from the Accounts of	Radiation des comptes du Canada		
Canada of certain debts	de certaines dettes .....	...	...
World Exhibitions -	Expositions internationales -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	93	84
Capital expenditures	Dépenses en capital .....	...	...
		158,447	134,571
Canadian Commercial Corporation	Corporation commerciale canadienne	2,168	1,661
Canadian Institute for International	Institut canadien pour la paix et la		
Peace and Security	sécurité internationales	1,000	1,000
Canadian International Development	Agence canadienne de développement		
Agency -	international -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	22,186	19,532
Grants and contributions	Subventions et contributions	207,107	240,908
Payments to International Financial	Paievements aux institutions financières		
Institutions	internationales	16,693	...
Payments under the International	Paievements en vertu de la Loi		
Centre for Human Rights	du Centre international des droits		
and Democratic Development	de la personne et du développement		
Act	démocratique	3,000	...
Forgiveness of certain official	Remise de certaines dettes reliées		
development assistance debts	à l'aide publique au développement .....	...	...
		248,986	260,440
Canadian Secretariat	Secrétariat canadien	171	...
Export Development Corporation	Société pour l'expansion des exportations	60,422	8,288
International Centre for Ocean	Centre international d'exploitation des		
Development	océans	1,800	800
International Development Research	Centre de recherches pour le		
Centre	développement international	28,575	27,125
International Joint Commission	Commission mixte internationale	946	1,362
		502,515	435,247
Finance -	Finances -		
Department -	Ministère -		
Financial and Economic Policies -	Politiques financières et économiques -		
Program expenditures	Dépenses du Programme	17,774	14,260
Payments to International	Paievements à l'Association		
Development Association	internationale de développement	20,770	48,700
Payments to the International	Paievements au Fonds monétaire		
Monetary Fund	international	4,606	...
Purchase of Domestic Coinage	Achat de la monnaie canadienne	6,538	19,104
Public Debt	Service de la dette publique	10,614,975	9,426,367
Fiscal Transfer Payments	Paievements de transfert fiscal	1,855,030	1,757,863
Special Program -	Programme spécial -		
Foreign Claims Fund	La Caisse des réclamations étrangères .....	...	...
Payments under the Financial	Paievements en vertu de la Loi sur		
Institutions Depositors	l'indemnité aux déposants de		
Compensation Act	certaines institutions financières .....	...	...
		12,519,693	11,266,294
Auditor General	Vérificateur général	11,407	10,945
Canadian International Trade	Tribunal canadien du commerce		
Tribunal	extérieur	1,717	1,543
Office of the Superintendent of	Bureau du surintendant des		
Financial Institutions	institutions financières	14,327	4,851
Privatization and	Privatisation et affaires		
Regulatory Affairs	réglementaires	1,359	1,273
		12,519,849	11,275,204

GOVERNMENT OF CANADA
 QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
 TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
 BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
 ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
 TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
 PAR MINISTÈRE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

QUARTER ENDING JUNE
 TRIMESTRE SE TERMINANT EN JUIN
 1990 1989

Fisheries and Oceans -	Pêches et Océans -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	110,443	108,084
Capital expenditures	Dépenses en capital	3,171	3,776
Grants and contributions	Subventions et contributions	1,393	1,379
Liabilities under the	Obligations contractées en vertu de		
Fisheries Improvement	la Loi sur les prêts aux		
Loans Act	entreprises de pêche	16	181
		115,023	113,058
Forestry -	Forêts -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	22,644	21,906
Capital expenditures	Dépenses en capital	1,105	991
Grants and contributions	Subventions et contributions	7,427	5,019
		31,176	27,916
Governor General	Gouverneur général	2,184	2,256
Indian Affairs and Northern	Affaires indiennes et Nord		
Development -	canadien -		
Department -	Ministère -		
Administration	Administration	8,969	9,016
Indian and Inuit Affairs -	Affaires indiennes et inuit -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	46,433	47,168
Capital expenditures	Dépenses en capital	677	98
Grants and contributions	Subventions et contributions	672,335	509,078
Liabilities in respect of loan	Obligations relatives aux garanties de		
guarantees made to Indians for	prêts accordés aux Indiens pour le		
Housing and Economic	logement et le développement		
Development	économique	35	72
Grant under the Western	Subvention en vertu de la Loi sur le		
Arctic (Inuvialuit)	règlement des revendications des		
Claims Settlement	Inuvialuit de la région ouest		
Act	de l'Arctique .....	...	...
Write-off from the accounts of	Radiation des comptes du Canada		
Canada of certain debts	de certaines dettes .....	...	...
Northern Affairs -	Affaires du Nord -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	10,027	9,879
Capital expenditures	Dépenses en capital	50	105
Grants and contributions	Subventions et contributions	1,817	3,219
Write-off from the accounts of	Radiation des comptes du Canada		
Canada of certain debts	de certaines dettes .....	...	...
Transfer Payments to the Territorial	Paiements de transfert aux gouvernements		
Governments -	territoriaux -		
Payments to Yukon Territory	Paiements au Yukon	83,000	83,000
Payments to Northwest Territories	Paiements aux Territoires du Nord-Ouest ...	257,000	257,000
		1,080,343	918,635

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
PAR MINISTÈRE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

QUARTER ENDING JUNE
TRIMESTRE SE TERMINANT EN JUIN
1990 1989

Industry, Science and Technology - Department -	Industrie, Sciences et Technologie - Ministère -		
Industry, Science and Technology -	Développement de l'industrie des sciences et de la technologie -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	40,502	36,222
Grants and contributions	Subventions et contributions	27,930	45,088
Liabilities under the Small Businesses Loans Act	Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises	3,955	5,149
Insurance payments under the Enterprise Development Program and guarantees under the Industrial and Regional Development Program	Paiements d'assurance en vertu du Programme d'expansion des entreprises et garanties en vertu du Programme de développement industriel et régional .....	...	2,692
		72,387	89,151
Regional Development and Aboriginal Economic -	Développement régional et développement économique des autochtones -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	5,862	5,389
Grants and contributions	Subventions et contributions	14,448	8,703
Write-off from the accounts of Canada of certain debts	Radiation des comptes du Canada de certaines dettes .....	...	...
		20,310	14,092
Payments to Canadian Patents and Development Limited	Paiements à la Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée	799	331
Canadian Space Agency -	Agence spatiale canadienne -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	10,169	...
Contributions	Contributions	3,237	...
		13,406	...
Cape Breton Development Corporation	Société de développement du Cap-Breton	6,000	8,000
Federal Business Development Bank	Banque fédérale de développement	3,700	16,150
Investment Canada	Investissement Canada	2,060	1,928
		11,760	26,078
National Research Council of Canada -	Conseil national de recherches du Canada -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	60,214	55,171
Capital expenditures	Dépenses en capital	6,148	5,707
Grants and contributions	Subventions et contributions	12,183	18,189
		78,545	79,067
Natural Sciences and Engineering Research Council -	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	2,561	2,600
Grants	Subventions	96,395	88,319
		98,956	90,919
Science Council of Canada	Conseil des sciences du Canada	709	668
Statistics Canada -	Statistique Canada -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	65,871	61,522
Capital expenditures	Dépenses en capital	1,230	...
		67,101	61,522
Canada Post Corporation	Société canadienne des postes	37,125	48,628
		401,098	410,456

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
PAR MINISTÈRE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

QUARTER ENDING JUNE
TRIMESTRE SE TERMINANT EN JUIN
1990 1989

Justice -	Justice -		
Department -	Ministère -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	31,364	26,919
Grants and contributions	Subventions et contributions	38,966	34,054
		70,330	60,973
Canadian Human Rights	Commission canadienne des droits de la		
Commission	personne	2,863	2,882
Commissioner for Federal Judicial	Commissaire à la magistrature		
Affairs -	fédérale -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	1,118	1,096
Judges' salaries, allowances and	Traitements, indemnités et pensions		
annuities	des juges	38,118	34,733
		39,236	35,829
Federal Court of Canada	Cour fédérale du Canada	3,875	3,130
Law Reform Commission of Canada	Commission de réforme du droit du Canada	1,072	1,081
Offices of the Information and	Commissariats à l'information		
Privacy Commissioners of	et à la protection de la vie		
Canada	privée du Canada	1,249	1,204
Supreme Court of Canada	Cour suprême du Canada	2,483	2,055
Tax Court of Canada	Cour canadienne de l'impôt	1,494	1,107
		122,602	108,261
Labour -	Travail -		
Department -	Ministère -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	14,404	13,387
Grants and contributions	Subventions et contributions	1,913	2,266
Payments of compensation respecting	Paiements d'indemnités à des agents		
government employees and merchant	de l'État et à des marins		
seamen	marchands	7,525	3,536
Labour Adjustment Benefits	Prestations d'adaptation pour les		
payments	travailleurs	21,670	31,115
		45,512	50,304
Canada Labour Relations Board	Conseil canadien des relations du travail	1,897	1,911
Canadian Centre for Occupational	Centre canadien d'hygiène et de		
Health and Safety	sécurité au travail	1,748	1,623
		49,157	53,838
National Defence -	Défense nationale -		
Department -	Ministère -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	1,567,879	1,477,965
Capital expenditures	Dépenses en capital	358,005	296,804
Grants and contributions	Subventions et contributions	7,416	3,539
Military pensions	Pensions militaires	157,439	159,777
		2,090,739	1,938,085
Emergency Preparedness Canada -	Protection civile Canada -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	204	180
Grants and contributions	Subventions et contributions .....	...	...
		204	180
		2,090,943	1,938,265

GOVERNMENT OF CANADA
 QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
 TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
 BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
 ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
 TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
 PAR MINISTÈRE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

QUARTER ENDING JUNE
 TRIMESTRE SE TERMINANT EN JUIN

1990 1989

National Health and Welfare -	Santé nationale et Bien-être social -		
Department -	Ministère -		
Departmental Administration	Administration centrale	19,073	16,615
Health -	Santé -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	144,584	145,349
Capital expenditures	Dépenses en capital	2,738	530
Grants and contributions	Subventions et contributions	67,038	31,078
Payments for insured health services and extended health care services	Versements à l'égard des services de santé assurés et des services complémentaires de santé	1,522,269	1,771,070
Social -	Social -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	23,708	23,883
Grants and contributions	Subventions et contributions	13,674	26,909
Canada Assistance Plan Payments	Versements en vertu du Régime d'assistance publique du Canada	1,498,671	1,236,984
Family Allowance payments	Versements d'allocations familiales	675,460	657,991
Old Age Security, Guaranteed Income Supplement and Spouse's Allowance payments	Versements de sécurité de la vieillesse, du supplément de revenu garanti et d'allocations au conjoint	4,146,454 8,113,669	3,894,586 7,804,995
Medical Research Council -	Conseil de recherches médicales -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	963	860
Grants	Subventions	49,261 50,224	45,724 46,584
		8,163,893	7,851,579
National Revenue -	Revenu national -		
Customs and Excise -	Douanes et Accise -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	140,358	119,337
Capital expenditures	Dépenses en capital	6,197 146,555	559 119,896
Taxation -	Impôt -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	256,102	243,531
Capital expenditures	Dépenses en capital	1,082 257,184	1,426 244,957
		403,739	364,853
Parliament -	Parlement -		
The Senate	Sénat	7,727	7,533
House of Commons	Chambre des communes	42,225	39,131
Library of Parliament	Bibliothèque du Parlement	3,187	3,045
		53,139	49,709

GOVERNMENT OF CANADA
 QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
 TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
 BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
 ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
 TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
 PAR MINISTÈRE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

QUARTER ENDING JUNE
 TRIMESTRE SE TERMINANT EN JUIN
 1990 1989

Privy Council -	Conseil privé -		
Department	Ministère	14,087	9,917
Canadian Intergovernmental Conference	Secrétariat des Conférences		
Secretariat	intergouvernementales canadiennes	424	491
Canadian Transportation Accident	Bureau canadien d'enquête sur les		
Investigation and	accidents de transports et de la		
Safety Board	sécurité des transports	4,089	...
Chief Electoral Officer	Directeur général des élections	1,911	15,770
Commissioner of Official Languages	Commissaire aux langues officielles	2,785	2,692
Economic Council of Canada	Conseil économique du Canada	1,956	2,026
Northern Pipeline Agency	Administration du pipe-line du Nord	66	23
Public Service Staff Relations	Commission des relations de travail dans		
Board	la fonction publique	2,008	2,020
Security Intelligence Review	Comité de surveillance des activités de		
Committee	renseignement de sécurité	246	257
		27,572	33,196
Public Works -	Travaux publics -		
Department -	Ministère -		
Services -	Services -		
Public Works Revolving	Fonds renouvelable des Travaux		
Fund - Operating loss	publics - Déficit de fonctionnement	77	279
Public Works Revolving Fund	Fonds renouvelable des Travaux publics	151,601	111,921
Real Property -	Biens immobiliers -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	100,991	119,457
Capital expenditures	Dépenses en capital	8,852	4,174
Grants to municipalities and other	Subventions aux municipalités et		
taxing authorities	autres autorités taxatrices	106,986	109,070
Crown Corporations -	Sociétés d'État -		
Payments to Canada Museums	Paiements à la Société de construction		
Construction Corporation Inc.	des musées du Canada, Inc.	1,500	15,200
Payments to Old Port of Montreal	Paiements à la Société du Vieux-Port		
Corporation Inc.	de Montréal Inc. ....	...	930
Payment to Harbourfront Corporation	Paiement à la Harbourfront Corporation .....	...	...
		370,007	361,031
Canada Mortgage and Housing	Société canadienne d'hypothèques et de		
Corporation	logement	331,829	283,271
National Capital Commission -	Commission de la Capitale nationale -		
Payment for operating	Paiement pour les dépenses		
expenditures	de fonctionnement	10,400	9,100
Payment for capital expenditures	Paiement pour les dépenses en capital	3,200	4,900
Payment for grants and	Paiement pour les subventions		
contributions	et contributions	5,400	5,000
		19,000	19,000
		720,836	663,302

GOVERNMENT OF CANADA
 QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
 TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
 BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
 ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
 TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
 PAR MINISTÈRE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

QUARTER ENDING JUNE
 TRIMESTRE SE TERMINANT EN JUIN
 1990 1989

Secretary of State -	Secrétariat d'État -		
Department -	Ministère -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	40,630	39,886
Grants and contributions	Subventions et contributions	38,892	34,143
Post-Secondary Education payments	Paiements pour l'enseignement		
to provinces	postsecondaire faits aux provinces	473,235	594,272
Payments under the Canada	Paiements en vertu de la Loi canadienne		
Student Loans Act	sur les prêts aux étudiants	84,303	81,131
		637,060	749,432
Canadian Centre for Management	Centre canadien de		
Development	gestion	1,455	890
Ministry of State (Multiculturalism	Ministère d'État (Multiculturalisme		
and Citizenship) -	et Citoyenneté) -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	24,927	33,370
Grants and contributions	Subventions et contributions	7,079	3,755
Public Service Commission -	Commission de la fonction publique -		
Program expenditures	Dépenses du Programme	31,022	28,742
Staff Development and Training	Fonds renouvelable du perfectionnement		
Revolving Fund	et de la formation du personnel	142	467
		64,341	67,224
Social Sciences and Humanities	Conseil de recherches en		
Research Council -	sciences humaines -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	1,469	1,265
Grants	Subventions	35,003	16,214
		36,472	17,479
		737,873	834,135
Solicitor General -	Solliciteur général -		
Department	Ministère	5,391	5,394
Canadian Security Intelligence	Service canadien du renseignement		
Service	de sécurité	35,187	31,445
Correctional Service -	Service correctionnel -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	185,165	161,725
Capital expenditures	Dépenses en capital	950	746
		186,115	162,471
National Parole	Commission nationale des libérations		
Board	conditionnelles	5,705	4,665
Royal Canadian Mounted Police -	Gendarmerie royale du Canada -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	152,489	167,465
Capital expenditures	Dépenses en capital	12,481	9,133
Pensions and other employee	Pensions et autres prestations des		
benefits - Members of the Force	employés - Membres de la GRC	35,529	28,518
		200,499	205,116
Royal Canadian Mounted Police	Comité externe d'examen de la		
External Review Committee	Gendarmerie royale du Canada	235	186
Royal Canadian Mounted Police Public	Commission des plaintes du public contre		
Complaints Commission	la Gendarmerie royale du Canada	470	249
		433,602	409,526
Supply and Services -	Approvisionnement et Services -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	80,733	69,070
Capital expenditures	Dépenses en capital	188	79
Reciprocal Taxation	Réciprocité fiscale	77,898	72,030
Supply Revolving	Fonds renouvelable des		
Fund	approvisionnements	42,284	47,419
Defence Production Revolving	Fonds renouvelable de la production		
Fund	de défense .....	...	4
		201,103	188,594

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
PAR MINISTÈRE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

QUARTER ENDING JUNE
TRIMESTRE SE TERMINANT EN JUIN
1990 1989

Transport - Department -	Transports - Ministère -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	168,594	174,967
Capital expenditures	Dépenses en capital	49,373	40,480
Grants and contributions	Subventions et contributions	7,533	16,670
Payment to the Atlantic Pilotage Authority	Paie ment à l'Administration de pilota ge de l'Atlantique .....	...	...
Payment to the Laurentian Pilotage Authority	Paie ment à l'Administration de pilota ge des Laurentides .....	...	...
Payment to the Canarctic Shipping Company Limited	Paie ment à la Compagnie de navigation Canarctic Limitée	5,004	4,405
Payment to the Jacques Cartier and Champlain Bridges Inc.	Paie ment à la Société Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée .....	...	297
Payment to the Canada Ports Corporation	Paie ment à la Société canadienne des ports	83	...
Payments to Marine Atlantic Inc.	Paie ments à Marine Atlantique S.C.C.	40,383	33,391
Payments to VIA Rail Canada Inc.	Paie ments à VIA Rail Canada Inc.	32,500	49,473
Payment to the St. Lawrence Seaway Authority	Paie ment à l'administration de la voie maritime du Saint-Laurent	3,344	3,772
Payment to CN Railway for benefits provided to employees	Paie ment à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada pour les avantages accordés à ses employés .....	...	...
Self-Supporting Airports and Associated Ground Services Revolving Fund	Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes	- 79,558	- 68,931
Termination of tolls - Victoria Bridge	Abolition des péages sur le pont Victoria	6	349
Payments to the Canada Ports Corporation for the Inter-Port Loan Program	Paie ments à la Société canadienne des ports pour un programme de prêts interportuaires	227,262	279,623
Civil Aviation Tribunal	Tribunal de l'aviation civile	119	130
Grain Transportation Agency Administrator	Administrateur de l'Office du transport du grain	623	619
National Transportation Agency - Operating expenditures	Office national des transports - Dépenses de fonctionnement	8,024	8,146
Contributions	Contributions .....	...	2,713
Payments under the Western Grain Transportation Act	Paie ments en vertu de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest	335,855	227,393
Payments under the Railway Act	Paie ments en vertu de la Loi sur les chemins de fer	4,491	2,080
Payments under the National Transportation Act, 1987	Paie ments en vertu de la Loi nationale de 1987 sur les transports	3,955	2,750
Payments under the Atlantic Region Freight Assistance Act	Paie ments en vertu de la Loi sur les subventions au transport des marchan- disés dans la région Atlantique	20,190	19,654
Canadian Aviation Safety Board	Bureau canadien de la sécurité aérienne	372,515	262,736
		600,519	546,483
Treasury Board - Secretariat -	Conseil du Trésor - Secrétariat -		
Central Administration of the Public Service	Administration centrale de la fonction publique	14,440	12,621
Government Contingencies and Centrally Financed Programs	Éventualités du gouvernement et programmes financés par l'administration centrale .....	...	...
Employer Contributions to Insurance Plans	Contributions de l'employeur aux régimes d'assurance	83,414	57,551
Temporary Assignment	Affectation temporaire	594	569
		98,448	70,741
Comptroller General	Contrôleur général	3,093	2,624
		101,541	73,365

GOVERNMENT OF CANADA
 QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
 TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
 BY DEPARTMENT - Concluded

GOVERNEMENT DU CANADA
 ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
 TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
 PAR MINISTÈRE - Fin

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

QUARTER ENDING JUNE
 TRIMESTRE SE TERMINANT EN JUIN

1990 1989

Veterans Affairs -	Anciens combattants -		
Veterans Affairs -	Anciens combattants -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	93,333	80,652
Grants and contributions	Subventions et contributions	327,955	302,882
Canadian Pension Commission	Commission canadienne des pensions	1,112	945
Bureau of Pensions	Bureau de services juridiques		
Advocates	des pensions	2,037	1,754
Veterans Appeal Board	Tribunal d'appel des anciens combattants	669	617
		425,106	386,850
Western Economic	Diversification de l'économie de l'Ouest		
Diversification -	canadien -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	5,894	5,100
Grants and contributions	Subventions et contributions	6,234	6,351
Liabilities under the Small	Obligations contractées en vertu de la		
Businesses Loans	Loi sur les prêts aux petites		
Act	entreprises	2,101	2,557
		14,229	14,008
Expenditure by department on behalf of	Dépenses des ministères pour le compte		
other departments	d'autres ministères	3,320	4,435
Provision for valuation	Provision pour évaluation .....	...	...
Consolidation of specified purpose	Consolidation de comptes à fins		
accounts (net of internal	déterminées (déduction faite des		
transactions) -	opérations internes) -		
Unemployment Insurance Account	Compte d'assurance-chômage	2,818,448	2,299,624
Western Grain Stabilization	Compte de stabilisation concernant		
Account	le grain de l'Ouest	- 12	939
Agricultural Commodities	Comptes de stabilisation des		
Stabilization Accounts	produits agricoles	33,341	112,152
Crop Reinsurance Fund	Caisse de réassurance-récolte .....	...	...
Other	Autres	- 1,430	819
		2,850,347	2,413,534
Other internal transactions	Autres opérations internes	- 16,437	- 17,731
TOTAL EXPENDITURE	TOTAL DES DÉPENSES	34,130,434	31,641,295

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA

1. Significant Accounting Policies

The accounting policies of the Government of Canada are based on concepts embodied in the Constitution Acts, and in the Financial Administration Act and other legislation.

i. Government of Canada as an accounting entity

For purposes of maintaining the accounts of Canada and preparing the monthly Statements of Financial Operations, the Government of Canada is defined as all the departments named in Schedule I of the Financial Administration Act; any division or branch of the Public Service, including a commission appointed under the Inquiries Act, designated by the Governor in Council as a department for purposes of the Financial Administration Act; the staffs of the Senate, the House of Commons, and the Library of Parliament; and, any corporation named in Schedule II of the Financial Administration Act.

In accordance with the above definition, the corporations listed in Parts I and II of Schedule III of the Financial Administration Act, and those Crown corporations that are not subject to Divisions I to IV of Part X of the Financial Administration Act, are excluded from the Government of Canada as an accounting entity; therefore, their financial statements are not consolidated with those of the Government. However, the borrowings of those corporations which are agents of the Crown are recorded as a liability of the Government net of borrowings expected to be repaid directly by these corporations.

In addition, certain accounts and funds have financial statements which are not consolidated with those of the Government. These accounts and funds include the Canada Pension Plan Account, superannuation accounts and other specified purpose accounts.

ii. Classification of financial transactions

The financial transactions of the Government, as recorded in the accounts of Canada and reported in the monthly Statements of Financial Operations, are classified into budgetary, non-budgetary, foreign exchange and unmatured debt transactions.

In general terms, budgetary transactions enter into the calculation of the monthly and annual deficit or surplus and are reported, after elimination of transactions internal to the Government, on the Summary and Detailed Statements of Transactions. All other transactions lead to the acquisition or disposal of financial claims (assets) or to the creation or discharge of financial obligations (liabilities).

For purposes of reporting, the classification in force at the beginning of the year is used and amounts for the previous year are reclassified to conform to the current year's accounting policies and presentation.

iii. Budgetary transactions

REVENUE

Revenue consists of all tax and non-tax receipts which affect the monthly and annual deficit or surplus of the Government.

Revenue is reported after deducting refunds paid, and excludes amounts receivable, taxes collected on behalf of provinces and territories, and amounts credited to the Canada Pension Plan Account, superannuation accounts, other specified purpose accounts, and other liability accounts.

The Government generally reports revenue in the year in which it is received. Refunds of revenue are allocated to the year in which the obligation for refund, as determined by the completion of manual assessment, and commencement of the mechanical processing cycle, occurs.

On the Summary and Detailed Statements of Transactions the revenue reported excludes revenue from outside parties credited to appropriations.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DU GOUVERNEMENT DU CANADA

1. Conventions comptables importantes

Les conventions comptables du gouvernement du Canada sont fondées sur des notions contenues dans les Lois constitutionnelles, et dans la Loi sur la gestion des finances publiques et autres textes législatifs.

i. Entité comptable du gouvernement du Canada

Afin de tenir les comptes du Canada et de préparer les états mensuels des opérations financières, le gouvernement du Canada se définit comme l'ensemble des ministères mentionnés à l'annexe I de la Loi sur la gestion des finances publiques; toute division ou direction de la Fonction publique, y compris toute commission nommée conformément à la Loi sur les enquêtes et désignée par le gouverneur en conseil comme ministère aux fins de la Loi sur la gestion des finances publiques; les employés du Sénat, de la Chambre des communes et de la Bibliothèque du Parlement; ainsi que toute société mentionnée à l'annexe II de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Conformément à la définition susmentionnée, les sociétés énumérées aux parties I et II de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques, et les sociétés d'État qui ne sont pas sujettes aux sections I à IV de la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques, ne font pas partie de l'entité comptable du gouvernement du Canada; ainsi, leurs états financiers ne sont pas consolidés avec ceux du gouvernement. Cependant, les emprunts des sociétés mandataires d'État sont inscrits comme élément de passif du gouvernement après avoir déduit les emprunts à être probablement remboursés directement par ces sociétés.

En outre, certains comptes et fonds possèdent leurs propres états financiers qui ne sont pas consolidés avec ceux du gouvernement. Ces comptes et fonds comprennent le Compte du régime de pensions du Canada, les comptes de pension de retraite et les autres comptes à fins déterminées.

ii. Catégories d'opérations financières

Les opérations financières du gouvernement, enregistrées dans les comptes du Canada et présentées dans les états mensuels des opérations financières, sont réparties en opérations budgétaires, non budgétaires, de change et de la dette non échue.

En somme, les opérations budgétaires entrent dans le calcul du déficit ou de l'excédent mensuel et annuel et sont inscrites aux états sommaire et détaillé des opérations après l'élimination des opérations internes du gouvernement. Toutes les autres opérations mènent soit à l'acquisition ou au règlement de créances (actif), soit à la création ou au règlement de dettes (passif).

Aux fins de compte rendu, la classification en vigueur au début de l'exercice est utilisée. Les montants de l'exercice précédent sont reclassifiés pour être conformes aux conventions comptables et à la présentation de l'exercice en cours.

iii. Opérations budgétaires

RECETTES

Les recettes comprennent toutes les recettes fiscales et non fiscales qui agissent sur le déficit ou l'excédent mensuel et annuel du gouvernement.

Les recettes sont comptabilisées après déduction des remboursements versés, et ne comprennent ni les sommes à recevoir, ni les impôts prélevés au nom des provinces et territoires, ni les montants crédités au Compte du régime de pensions du Canada, aux comptes de pension de retraite, aux autres comptes à fins déterminées, et aux autres comptes de passif.

Les recettes du gouvernement sont généralement comptabilisées au titre de l'exercice au cours duquel elles ont été reçues. Les remboursements de recettes sont imputés à l'exercice au cours duquel l'existence d'une dette est déterminée, c'est à dire au moment où la cotisation faite manuellement est complétée et où le cycle de traitement mécanique débute.

Les recettes aux états sommaire et détaillé des opérations ne comprennent pas les recettes à valoir sur les crédits provenant de tiers.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

EXPENDITURE

Expenditure consists of all charges to budgetary appropriations which affect the monthly and annual deficit or surplus of the Government. In addition, budgetary expenditure may also include charges related to the provision for valuation of loans, investments and advances, the allowance for borrowings of agent Crown corporations, and accounts payable and other allowances related to statutory items and certain annual appropriations. Such charges include those for work performed, goods received, services rendered, and transfer payments made during the year and in the supplementary period including accounts payable at year-end.

Expenditure excludes amounts charged to the Canada Pension Plan Account, superannuation accounts, other specified purpose accounts, and other liability accounts.

On the Statement of Budgetary Expenditure by Department, departmental expenditures are reported net of revenue credited to appropriations but include expenditures internal to the Government.

iv. Assets

Assets are defined as the financial claims acquired by the Government on outside organizations and individuals as a result of events and transactions recorded as at the closing date.

However, as a result of the Government's accounting policies described above, and in accordance with the provisions of the Financial Administration Act and other legislation, transactions concerning certain financial claims are not recorded in the accounts of Canada and, therefore, are not reported on the Summary and Detailed Statements of Transactions. The most important of these are accounts receivable for tax and non-tax revenue.

v. Liabilities

Liabilities are defined as the financial obligations of the Government to outside organizations and individuals as a result of events and transactions recorded as at the closing date.

However, as a result of the Government's accounting policies described above, and in accordance with enabling legislation, actuarial liabilities arising from the indexing to the cost of living of superannuate pensions and annuities are not recorded in the accounts of Canada and, therefore are not reported on the Summary and Detailed Statements of Transactions. In addition, refunds payable and some other liabilities are partially recorded during the year with full recording taking place at year-end only.

vi. Fixed assets

The fixed assets of the Government, which include land, engineering structures and works (such as canals, harbours and roads), buildings, and machinery and equipment, are charged to budgetary expenditure at the time of acquisition or construction.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

DÉPENSES

Les dépenses comprennent toutes les imputations aux crédits budgétaires qui influencent le déficit ou l'excédent mensuel et annuel du gouvernement. De plus, les dépenses peuvent également comprendre les imputations reliées à la provision pour évaluation des prêts, dotations en capital et avances, la provision pour emprunts des sociétés mandataires d'État, et les créditeurs et les autres provisions reliées à des éléments statutaires et à certains crédits annuels. Ces imputations comprennent les travaux accomplis, les biens reçus, les services exécutés et les paiements de transfert effectués au cours de l'exercice et dans la période complémentaire y compris les créditeurs à la fin de l'exercice.

Les dépenses ne comprennent pas les montants imputés au Compte du régime de pensions du Canada, aux comptes de pension de retraite, aux autres comptes à fins déterminées, et aux autres comptes de passif.

Sur l'état des dépenses budgétaires par ministère, les dépenses ministérielles sont comptabilisées après déduction des recettes à valoir sur les crédits mais comprennent les dépenses internes du gouvernement.

iv. Actif

L'actif se définit comme étant les créances du gouvernement acquises sur des tiers par suite de faits et d'opérations comptabilisés à la date de clôture des comptes.

Cependant, à cause des conventions comptables du gouvernement mentionnées plus haut et selon les dispositions de la Loi sur la gestion des finances publiques et autres lois, les opérations concernant certaines créances ne sont pas comprises dans les comptes du Canada et, par conséquent ne sont pas comprises aux états sommaire et détaillé des opérations. Les plus importantes sont les débiteurs au titre des recettes fiscales et non fiscales.

v. Passif

Le passif se définit comme étant les dettes du gouvernement envers des tiers par suite de faits et d'opérations comptabilisés à la date de clôture des comptes.

Cependant, à cause des conventions comptables du gouvernement mentionnées plus haut, et selon les lois habilitantes, le passif actuariel découlant de l'indexation au coût de la vie des pensions de retraite et des rentes n'est pas comptabilisé dans les comptes du Canada et, par conséquent n'est pas comptabilisé aux états sommaire et détaillé des opérations. De plus, les remboursements à payer pour les recettes fiscales ne sont pas inscrits à ces états et les autres créditeurs sont partiellement inscrits au cours de l'exercice, l'inscription complète étant faite à la fin de l'exercice seulement.

vi. Immobilisations

Les immobilisations du gouvernement qui comprennent les terrains, ouvrages (tels que les canaux, les ports et les routes), bâtiments et matériel, sont imputées aux dépenses budgétaires lors de leur acquisition ou construction.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

vii. Valuation of assets and liabilities

ASSETS

Assets are recorded at cost and are subject to annual valuation to reflect reductions from the recorded value to the estimated realizable value. In the case of loans to sovereign states, no reduction in value is recorded unless a sovereign state has formally repudiated its debts. In addition, the allowance for valuation reflects reductions from the recorded value of loans (and subscriptions to international organizations that make similar loans) with significant concessionary terms.

The Government's gold reserves are included in the International reserves held in the Exchange Fund Account and are recorded and valued at 35 Special Drawing Rights per fine ounce. The Special Drawing Right is an international currency created by the International Monetary Fund, and allocated to countries participating in its Special Drawing Rights Department. It represents a unit of account defined in terms of a "basket" of five major currencies.

LIABILITIES

Liabilities are recorded at the amounts ultimately payable and liabilities for termination benefits, the superannuation accounts, with the exception of indexing, and the Government Annuities Account, are valued on an actuarial basis.

viii. Translation of foreign currency transactions

Foreign currency transactions are translated and recorded in Canadian dollar equivalents at the exchange rates prevailing at the transaction dates.

On a monthly basis, only Receiver General current cash accounts are revalued at the month-end rate of exchange. All other assets and liabilities are revalued at year-end only. Net gains are credited to revenue while net losses are charged to expenditure.

2. Authorities for Transactions

Taxes can be raised and moneys can be borrowed only with the authority of Parliament. All receipts of money by departments and agencies must be deposited into the Consolidated Revenue Fund (CRF). All disbursements from the CRF for spending on operations, for loans, investments and advances, and for the redemption of matured debt must be authorized by Parliament.

1. Authority for spending on operations

Parliament provides authority to make payments out of the Consolidated Revenue Fund in annual appropriation acts and other statutes (the latter referred to as statutory appropriations). Most Government spending is under statutory authorities, that is authorities which do not generally impose an annual limit on the amount that may be spent. Spending is authorized by reference to statutory formulae or criteria and the authorities usually continue from year to year until changed or rescinded by an act of Parliament. Spending authority provided by statutory appropriations is for specified purposes and for such amounts and such time as the acts prescribe. Spending authority provided by statutory appropriations generally does not lapse at the end of the year in which it was granted. Spending authority granted in appropriation acts is for stated purposes and maximum amounts. Unless provided for in vote wording, unused spending authority granted in appropriation acts lapses at the end of the year for which it was granted. Some authorities continue from year to year and some authorize the spending, within a program, of defined categories of revenue generated by the program.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

vii. Évaluation de l'actif et du passif

ACTIF

L'actif est enregistré au coût et fait l'objet d'une évaluation annuelle afin de refléter les diminutions de la valeur enregistrée à la valeur estimative de réalisation. Dans le cas de prêts aux états souverains, aucune diminution de la valeur n'est enregistrée à moins qu'un état souverain refuse, de façon officielle, d'honorer ses dettes. De plus, la provision pour évaluation reflète les réductions de la valeur au livre des prêts (et souscriptions aux organismes internationaux qui effectuent des prêts similaires) ayant des clauses concessionnaires importantes.

Les réserves d'or du gouvernement sont comprises dans les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes et sont inscrites et évaluées à 35 Droits de tirage spéciaux pour chaque once d'or fin. Le Droit de tirage spécial est une unité monétaire internationale créée par le Fonds monétaire international, et attribuée aux pays participant à son Département des Droits de tirage spéciaux. Il représente une unité de compte définie en fonction d'un ensemble de cinq grandes devises.

PASSIF

Le passif est inscrit au montant à payer en fin de compte et les éléments de passif concernant les indemnités de cessation d'emploi, les comptes de pension de retraite sauf pour l'indexation, ainsi que le Compte des rentes sur l'État, sont évalués sur une base actuarielle.

viii. Conversion des opérations de change

Les opérations de change sont converties et comptabilisées en dollars canadiens correspondant aux taux de change en vigueur aux dates des opérations.

Sur une base mensuelle, seuls les comptes de caisse courants du Receveur général sont réévalués à la fin du mois aux taux de change en vigueur à cette date. Les autres éléments d'actif et de passif sont réévalués à la fin de l'exercice seulement. Les gains nets sont crédités aux recettes tandis que les pertes nettes sont imputées aux dépenses.

2. Autorisations pour les opérations

Les taxes et les impôts peuvent être prélevés et les deniers peuvent être empruntés seulement avec l'autorisation du Parlement. Tous les deniers perçus par les départements et organismes doivent être déposés au Fonds du revenu consolidé (FRC). Tous les déboursés du FRC pour des dépenses concernant les opérations, pour des prêts, dotations en capital et avances, et pour le rachat de la dette échue doivent être autorisés par le Parlement.

1. Autorisations pour les dépenses concernant les opérations

Le Parlement accorde l'autorisation d'effectuer des paiements à même le Fonds du revenu consolidé dans les lois de crédits annuelles et dans d'autres textes de lois (ces derniers intitulés crédits statutaires). La plupart des dépenses gouvernementales sont effectuées en vertu d'autorisations statutaires, c'est-à-dire des autorisations qui généralement n'imposent pas de limite annuelle sur les montants qui peuvent être dépensés. Les dépenses sont effectuées en vertu de critères ou formules statutaires et les autorisations continuent en général d'un exercice à l'autre jusqu'à ce qu'une loi du Parlement les modifient ou les révoquent. L'autorisation de dépenser comprise dans les crédits statutaires est consentie à des fins déterminées ainsi que pour des montants et des délais indiqués dans les lois. En général, l'autorisation de dépenser prévue dans les crédits statutaires ne s'annule pas à la fin de l'exercice pour lequel elle a été accordée. L'autorisation de dépenser est accordée, dans les lois de crédits, à des fins déterminées et pour des montants maximaux. À moins que le libellé des crédits ne l'indique autrement, le solde inutilisé de l'autorisation de dépenser accordée dans des lois de crédits s'annule à la fin de l'exercice pour lequel elle a été accordée. Certaines autorisations continuent d'un exercice à l'autre et certaines permettent de dépenser, à l'intérieur d'un programme, des catégories de recettes spécifiques lesquelles sont générées par ledit programme.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA - Continued

ii. Authority for loans, investments and advances

These authorities limit the amount of loans, investments or advances that may be made. Unused authority may lapse at the end of a year or may continue from year to year. Non-lapsing authorities often limit only the total of loans that may be outstanding at any one time; thus, principal repaid may be reloaned.

iii. Borrowing authority

The Government can borrow only as authorized by acts of Parliament. Borrowing authority acts provide authority for the net amount of new security issues less redemptions during a fiscal year. The authorities lapse at the end of the year except for amounts specifically carried forward to the next fiscal year. Parliament has also provided a continuing authority to the Government under Section 47 of the Financial Administration Act to borrow, for periods not exceeding six months, such amounts as are deemed necessary to meet lawfully authorized disbursements.

3. Crown Corporations

In accordance with the accounting policies of the Government, the assets, liabilities, revenues and expenses reported in the separate financial statements of Crown corporations are not included in the Government's financial statements. Only the financial transactions between the Government and Crown corporations are included.

The following table presents the major balance sheet and income statement items for Crown corporations named in Section 85 and/or Schedule III of the Financial Administration Act (FAA).

This summary of financial transactions and results of operations of Crown corporations is based on their accounting policies. Most Crown corporations follow the generally accepted accounting principles used by private sector companies, as outlined in the Handbook of the Canadian Institute of Chartered Accountants.

Financial assets include cash, receivables and loans and investments. Physical assets and deferred charges represent the unexpensed portion of non-financial assets such as buildings, machinery and equipment in use or under construction, inventories and other items of expenditure which will be expensed as these assets are used. Financial assets and liabilities in respect of the Government represent the unpaid balances arising from financing transactions and normal operating activities. Borrowings from outside parties represent amounts repayable to institutional and other investors. Other liabilities are amounts due in respect of purchases, employee termination and pension benefits, accrued interest on borrowings, long-term capital leases and sundry accounts payable. Equity of Canada represents the Government's equity in each Crown corporation as reported by the corporations.

Crown corporations are categorized as being either agents or non-agents of the Crown. Agency status is normally expressly stated in the incorporating legislation or conferred under the provisions of the Government Companies Operation Act. In accordance with Section 54 of the FAA, the payment of all money borrowed by agent Crown corporations and interest thereon, is a charge on and payable out of the Consolidated Revenue Fund. Such borrowings therefore constitute obligations of the Government and are recorded as such in the summary financial statements of Canada net of borrowings expected to be repaid directly by these corporations.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

ii. Autorisations pour les prêts, dotations en capital et avances

Ces autorisations limitent les montants des prêts, dotations en capital ou avances qui peuvent être effectués. Les autorisations non employées peuvent s'annuler à la fin de l'exercice ou peuvent continuer d'un exercice à l'autre. Les autorisations qui ne s'annulent pas, souvent limitent seulement le total des prêts qui peuvent être en circulation en tout temps; donc, les montants remboursés peuvent être prêtés de nouveau.

iii. Pouvoirs d'emprunts

Le gouvernement peut emprunter seulement lorsque des lois du Parlement l'autorisent. Les lois sur le pouvoir d'emprunt fournissent l'autorisation pour le montant net de nouvelles émissions de titres moins les rachats au cours de l'exercice. Les autorisations s'annulent à la fin de l'exercice sauf pour les montants spécifiquement reportés à l'exercice suivant. En vertu de l'article 47 de la Loi sur la gestion des finances publiques, le Parlement a également fourni au gouvernement une autorisation continue d'emprunter, pour des périodes n'excédant pas six mois, des montants qui sont jugés nécessaires pour rencontrer les déboursés autorisés par les lois.

3. Sociétés d'État

Conformément aux conventions comptables du gouvernement, l'actif, le passif, les revenus et les dépenses inscrits dans les états financiers distincts des sociétés d'État ne sont pas compris dans les états financiers du gouvernement. Seules les opérations financières entre le gouvernement et les sociétés de la Couronne y sont comprises.

Le tableau suivant résume les principaux éléments des bilans et états d'exploitation des sociétés énumérées à l'article 85 et/ou à l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques (LGFP).

Ce résumé des opérations financières et résultats d'opérations des sociétés de la Couronne est fondé sur les conventions comptables de celles-ci. La majorité des sociétés d'État suivent les principes comptables généralement reconnus que l'on retrouve dans les entreprises du secteur privé et publiés dans le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés.

L'actif financier comprend la caisse et les sommes à recevoir, les prêts et les dotations en capital. L'actif immobilisé et les frais reportés représentent la fraction non dépensée des éléments d'actif non financier tels qu'immeubles, machinerie et équipement en usage ou en construction, inventaire et autres éléments de dépense qui seront portés à la dépense lorsque consommés. L'actif financier et le passif auprès du gouvernement représentent les montants impayés provenant d'opérations de financement et d'opérations normales. Les emprunts auprès de tiers représentent les montants à rembourser à des institutions et autres investisseurs. Les autres passifs représentent des créances relativement aux achats, aux indemnités de cessation d'emploi et aux prestations de pensions, aux intérêts courus sur emprunts, contrats de location-acquisition à long terme et autres créanciers. L'avoir du Canada représente l'avoir du gouvernement dans chaque société d'État tel que rapporté par les sociétés.

Les sociétés d'État sont classées soit mandataires ou non mandataires de la Couronne. Le statut de mandataire d'État peut être explicitement énoncé dans les lois constitutionnelles ou conféré selon les dispositions de la Loi sur le fonctionnement des compagnies d'État. Conformément à l'article 54 de la LGFP, le paiement de toute somme d'argent empruntée par les sociétés mandataires d'État, de même que de l'intérêt y afférent, doivent être imputés sur le Fonds du revenu consolidé et versés à même ce Fonds. Par conséquent, de tels emprunts représentent des dettes du gouvernement et sont inscrits comme telles dans les états financiers sommaires du Canada après avoir déduit les emprunts à être probablement remboursés directement par ces sociétés.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

Revenues include financial assistance received or receivable from the Government in respect of current period of operation.

Equity adjustments include amounts for retroactive changes in the application of accounting principles as well as direct changes or credits to and from equity accounts. Equity transactions with the Government include dividends declared, transfers of profits to the Government and non-current financial assistance provided by the Government.

SUMMARY COMBINED STATEMENTS OF CROWN CORPORATIONS
(preliminary figures)

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

Les revenus comprennent l'aide financière reçue ou à recevoir du gouvernement relativement aux opérations de la période en cours.

Les ajustements dans l'avoir comprennent les montants rétroactifs des changements apportés dans l'application des principes comptables ainsi que les imputations directes ou les crédits à l'avoir. Les transactions dans l'avoir avec le gouvernement comprennent les dividendes déclarés, les virements de bénéfices au gouvernement et l'aide financière non courante accordée par le gouvernement.

RÉSUMÉ DES ÉTATS COMBINÉS DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT
(chiffres préliminaires)

(in millions of dollars)
(en millions de dollars)

ASSETS, LIABILITIES AND EQUITY

As At March 31, 1990

ASSETS

Financial:

Outside parties
Government and other Crown corporations

Total financial assets

Physical assets and deferred charges

TOTAL ASSETS

LIABILITIES

Outside parties -

Borrowings - agent
- non-agent

Bank of Canada notes in circulation and amounts
owing to depositors

Other liabilities
Government and other Crown corporations

TOTAL LIABILITIES

EQUITY OF CANADA

TOTAL LIABILITIES AND EQUITY

Contingent liabilities

REVENUES, EXPENSES AND CHANGES IN THE EQUITY

For The Year Ended March 31, 1990

REVENUES -

Outside parties
Government and other Crown corporations -
Financial assistance
Other

TOTAL REVENUES

EXPENSES -

Outside parties
Government and other Crown corporations

TOTAL EXPENSES

Net income/loss (-) for the period

Equity adjustments

Government's share of income/loss (-)

Equity transactions with the Government

Equity of Canada, April 1st, 1989

Equity of Canada, March 31st, 1990

ACTIF, PASSIF ET AVOIR

au 31 mars 1990

ACTIF

Financier:

Tiers
Gouvernement et autres sociétés d'État

Total de l'actif financier

Actif immobilisé et frais reportés

TOTAL DE L'ACTIF

PASSIF

Tiers -

Emprunts - mandataire
- non mandataire

Effets en circulation de la Banque du Canada et
montants dus aux déposants

Autres passifs
Gouvernement et autres sociétés d'État

TOTAL DU PASSIF

AVOIR DU CANADA

TOTAL DU PASSIF ET DE L'AVOIR

Passif éventuel

REVENUS, DÉPENSES ET CHANGEMENTS DANS L'AVOIR

pour l'exercice se terminant le 31 mars 1990

REVENUS -

Tiers
Gouvernement et autres sociétés d'État -
Aide financière
Autres

TOTAL DES REVENUS

DÉPENSES -

Tiers
Gouvernement et autres sociétés d'État

TOTAL DÉPENSES

Bénéfice net/perte (-) nette pour la période

Ajustements dans l'avoir

Quote-part du gouvernement dans le (la) bénéfice/perte (-) ...

Transactions dans l'avoir avec le gouvernement

Avoir du Canada au 1er avril 1989

Avoir du Canada, 31 mars 1990

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

4. Insurance Programs of Agent Crown corporations

At present, three Crown corporations operate insurance programs as agents of Her Majesty. An insurance program is a program where the insured, an outside party, pays an insurance fee which is credited to an insurance fund or provision operated by the corporation. The amount of the fee is based on the estimated amount of insurance fund or provision needed to meet future claims. Insurance programs operated by private corporations such as employee group insurance, dental plans, etc., are not included in this definition.

The insurance programs are intended to operate on a self-sustaining basis but in recent years, two of the Crown corporations have required loans or other funding from the Government to meet obligations.

Information presented below has not been audited since the information presented therein is derived from interim financial statements. The most recent annual financial statements of these corporations may be found in Volume III of the Public Accounts.

In the Summary below, a minus "-" sign preceding the amount reported indicates a fund deficit, an expense recovery or adjustment, or a decrease or loss during the year.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

4. Programmes d'assurance des sociétés mandataires d'État

Présentement, trois sociétés d'État administrent des programmes d'assurance en tant que mandataires de Sa Majesté. Un programme d'assurance est un programme par lequel un assuré (un tiers) verse des frais d'assurance qui sont alors crédités à un fonds d'assurance ou une provision administrée par la société. Le montant à verser comme frais est basé sur le montant prévu nécessaire pour satisfaire à toutes les demandes futures d'indemnisation au titre du fonds d'assurance ou de la provision. Les programmes d'assurance administrés par les corporations privées tels que l'assurance collective des employés, les régimes dentaires, etc., sont exclus de cette définition.

Les programmes d'assurance sont conçus de façon à opérer sur une base autosuffisante, mais depuis quelques années, le gouvernement a fourni des prêts ou d'autres financements à deux sociétés pour satisfaire à leurs demandes d'indemnisation.

Les renseignements qui apparaissent ci-dessous ne sont pas vérifiés puisque l'information est produite à partir d'états financiers intermédiaires. On peut retrouver les états financiers annuels, les plus récents, de ces sociétés dans le volume III des Comptes publics.

Un signe moins "-" dans le sommaire ci-dessous indique un déficit dans le fonds, un recouvrement ou un redressement des dépenses, ou une diminution ou perte au cours de l'exercice.

GOVERNMENT OF CANADA

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - ContinuedNOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
DU GOUVERNEMENT DU CANADA - SuiteSUMMARY OF INSURANCE PROGRAMS OF
AGENT CROWN CORPORATIONS
For The Year Ended March 31, 1990
(preliminary figures)SOMMAIRE DES PROGRAMMES D'ASSURANCE DES
SOCIÉTÉS MANDATAIRES D'ÉTAT
pour l'exercice se terminant le 31 mars 1990
(chiffres préliminaires)

		(in millions of dollars - en millions de dollars)					
		Canada Deposit Insurance Corporation ^[1]	Canada Mortgage and Housing Corporation ^[2]				Export Development Corporation ^[3]
			Mortgage Insurance Fund	Mortgage-Backed Securities Guarantee Fund	Home Improvement Loan Fund	Rental Guarantee Fund	
		Société d'assurance - dépôts du Canada ^[1]	Société canadienne d'hypothèques et de logement ^[2]				Société pour l'expansion des exportations ^[3]
			Fonds d'assurance hypothécaire	Fonds de titres hypothécaires garantis	Fonds de prêts pour l'amélioration des maisons	Fonds de garantie de loyer	
Insurance in force as at reporting date	Assurance en vigueur à la date de déclaration						
- current year	- exercice en cours	245,012	49,830	4,472	*	**	4,326
- previous year	- exercice précédent	215,716	45,600	1,569	*	**	3,496
Opening balance of Fund	Solde d'ouverture du Fonds						
- current year	- exercice en cours	-1,062	-82	*	1	12	45
- previous year	- exercice précédent	-1,136	-261	-1	1	11	38
Revenue for the period:	Recettes pour la période:						
Premiums and fees	Primes et honoraires						
- current year	- exercice en cours	245	161	1			26
- previous year	- exercice précédent	216	138	1			26
Investment income	Revenu de placement						
- current year	- exercice en cours	4	71	1			
- previous year	- exercice précédent	2	47				
Other revenue	Autres recettes						
- current year	- exercice en cours	25				1	
- previous year	- exercice précédent	-7				2	
Total revenue	Recettes totales						
- current year	- exercice en cours	274	232	2	*	1	26
- previous year	- exercice précédent	211	185	1	*	2	26
Expense for the period:	Dépenses pour la période:						
Loss on claims	Pertes sur indemnités						
- current year	- exercice en cours	-78	-6				23
- previous year	- exercice précédent	-40	-59				13
Interest on loans	Intérêts sur prêts						
- current year	- exercice en cours	165					
- previous year	- exercice précédent	167					
Administrative	Administration						
- current year	- exercice en cours	13	73	1		-3	1
- previous year	- exercice précédent	10	65	1		1	6
Funds returned to Government	Fonds retournés au gouvernement						
- current year	- exercice en cours						
- previous year	- exercice précédent						
Total expense	Dépenses totales						
- current year	- exercice en cours	100	67	1	*	-3	24
- previous year	- exercice précédent	137	6	1	*	1	19
Net income/loss (-) for the period	Revenus nets/pertes (-) nettes pour la période						
- current year	- exercice en cours	174	165	1	*	4	2
- previous year	- exercice précédent	74	179	*	*	1	7
Closing balance of Fund	Solde de clôture du Fonds						
- current year	- exercice en cours	-888	83	1	1	16	47
- previous year	- exercice précédent	-1,062	-82	*	1	12	45
Net claims during the period ^[4]	Montants nets des indemnités pour la période ^[4]						
- current year	- exercice en cours	-195	-30	**	*	**	7
- previous year	- exercice précédent	-33	8	**	*	**	10
Five year average of net claims paid	Moyenne des montants nets des indemnités payées pour les cinq derniers exercices						
- current year	- exercice en cours	258	13	**	*	**	2
- previous year	- exercice précédent	315	66	**	*	**	2

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA - Continued

[1] The Canada Deposit Insurance Corporation (CDIC) provides insurance on deposits placed with member banks and trust and loan companies for up to \$60,000 per depositor per institution. In recent years, premiums paid by member institutions have not been sufficient to meet obligations incurred by CDIC under the insurance plan. This deficiency has been funded, in part, by loans from the Government of \$1,375 million at March 31, 1990 (\$1,695 million at March 31, 1989). The Government is continuing to explore alternatives to allow CDIC, over the long run, to eliminate its deficiency without budgetary support from the Government. Since there is no reason to believe that this will not be the case, no provision has been made in the accounts of Canada for the losses experienced by CDIC.

[2] Canada Mortgage and Housing Corporation (CMHC) administers four funds of which the Mortgage Insurance Fund (MIF) and the Mortgage-Backed Securities Guarantees Fund are active. The MIF provides insurance, for a fee, to private sector lending institutions to cover mortgage lending on Canadian housing. Besides establishing a framework of confidence for mortgage lending by private institutions, the Fund facilitates an adequate supply of mortgage funds by reducing the risk to lenders and by encouraging the secondary market trading of mortgages, to make housing more accessible for Canadians. An actuarial study September 30, 1989 disclosed that the Funds is more than sufficient to pay all future claims with respect to business in force. The surplus as at September 30, 1989 was estimated to be \$4.2 million. The Mortgage-Backed Securities (MBS) Program was implemented in 1987. For a fee paid by approved financial institutions, CMHC and ultimately the Government, guarantee timely payment of principal and interest to MBS investors who participate in a pool of MIF insured first residential mortgages which have been repackaged by the financial institution into investments of \$5,000 denominations. Since 1984, the Corporation has also operated the Mortgage Rate Protection Program (MRPP). As premiums collected by CMHC for the Program are remitted directly to the Consolidated Revenue Fund (CRF) and obligations of the MRPP are ultimately payable from the CRF, the Mortgage Rate Protection Program does not meet the definition of a Crown corporation insurance plan as defined above. Therefore, operating particulars of this Program are not included in this summary but some information will be found in the notes to the Government of Canada Statement of Contingent Liabilities.

[3] The Export Development Corporation (EDC) provides export and foreign investment insurance to Canadian business to facilitate and develop export trade. The insurance fund has been adequate to provide for the full cost of claims experienced to date and to establish an allowance for future claims based on previous claims experience.

[4] Refers to the difference between claims and amounts received from sales of related assets and other recoveries.

• Less than \$500,000.

•• Not applicable.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

[1] La Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC) fournit une assurance, jusqu'à concurrence de \$60,000 par déposant et par institution, sur les dépôts faits auprès des banques et compagnies de prêts et de fiducies qui sont membres. Depuis quelques années, les primes versées par les institutions membres n'étaient pas suffisantes pour satisfaire à toutes les demandes d'indemnisation faites auprès de la SADC aux termes du régime d'assurance. Ce déficit a été comblé en partie par des prêts du gouvernement de \$1,375 millions au 31 mars 1990 (\$1,695 millions au 31 mars 1989). Le gouvernement continue d'examiner des alternatives afin de permettre à la SADC d'éliminer, avec le temps, son déficit sans aide budgétaire du gouvernement. Puisqu'il n'y a pas lieu d'en croire autrement, aucune provision n'a été établie dans les comptes du Canada pour les pertes subies par la SADC.

[2] La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) administre quatre fonds dont le Fonds d'assurance hypothécaire (FAH) et le Fonds de titres hypothécaires garantis sont actifs. Le FAH fournit de l'assurance aux institutions de crédit du secteur privé, moyennant des frais, afin de couvrir les prêts hypothécaires concernant le logement canadien. Tout en mettant en place un système par lequel les institutions privées peuvent accorder des prêts hypothécaires en toute confiance, le Fonds permet également qu'un approvisionnement continu de fonds hypothécaires soit disponible à moindre risque aux prêteurs et que le commerce secondaire d'hypothèques soit favorisé pour rendre le logement plus accessible aux Canadiens. Une étude actuarielle en date du 30 septembre 1989 démontre que le Fonds est plus que suffisant pour rencontrer les demandes d'indemnisations futures concernant les activités en vigueur. Au 30 septembre 1989, un surplus a été estimé à \$4.2 millions. Le Programme des titres hypothécaires garantis fut introduit en 1987. Sur versements d'une prime, la SCHL, et finalement le gouvernement, garantit le paiement ponctuel du principal et des intérêts aux investisseurs dans des titres hypothécaires réunis par une institution financière en un bloc de créances hypothécaires résidentiels dont l'institution prépare et livre les certificats en multiples de \$5,000. Depuis 1984, la Société opère le Programme de protection des taux hypothécaires. Étant donné que les primes encaissées pour ce Programme par la SCHL sont déposées dans le Fonds du revenu consolidé (FRC) et que les créances du Programme sont finalement payées à même le FRC, le Programme de protection des taux hypothécaires ne rencontre pas la définition d'un plan d'assurance administré par une société d'État tel que défini ci-haut. Par conséquent, les résultats d'opérations du Programme ne sont pas inclus dans le sommaire mais l'information supplémentaire apparaît dans les notes afférentes à l'état du passif éventuel du gouvernement du Canada.

[3] La Société pour l'expansion des exportations (SEE) fournit de l'assurance aux entreprises canadiennes sur les investissements étrangers et sur les exportations afin de faciliter et de développer le commerce de l'exportation. Le fonds d'assurance a été suffisant afin de pourvoir au coût global de réclamations à date et pour établir une provision pour des réclamations futures basées sur l'expérience passée.

[4] Se rapporte à l'écart entre les réclamations et les montants recouvrés sur les ventes de biens connexes et d'autres recouvrements.

• Moins de \$500,000.

•• Sans objet.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

5. Contingent Liabilities

A contingent liability is a potential liability which may become an actual liability when one or more future events occur or fail to occur. The details of the contingent liabilities of the Government are provided in the following statement and consist of explicit guarantees by the Government and potential losses arising from pending and threatened litigation relating to claims and assessments in respect of breach of contract, damages to persons and property and like items.

The authorized limit represents the aggregate total of various types of authorities of Government bodies as stipulated in legislation, legal agreements or other documents that may be in force at any one time.

STATEMENT OF CONTINGENT LIABILITIES
As At March 31, 1990
(preliminary figures)ÉTAT DU PASSIF ÉVENTUEL
au 31 mars 1990
(chiffres préliminaires)

		(in millions of dollars - en millions de dollars)		
	Authorized limit (where applicable) ⁽¹⁾	Contingent liability ⁽²⁾	Percentage of net claims to outstanding guarantees (where applicable) ⁽³⁾	
	Limite autorisée (s'il y a lieu) ⁽¹⁾	Passif éventuel ⁽²⁾	Rapport entre les indemnités nettes et les garanties en vigueur (s'il y a lieu) ⁽³⁾	
EXPLICIT GUARANTEES BY THE GOVERNMENT OF -				
Borrowings by Crown corporations which are not agents of Her Majesty -				
Canadian National Railway Company - Bonds and notes		*	*	
Borrowings by other than Crown corporations -				
From agents -				
Loans to Indians by the Canada Mortgage and Housing Corporation and the Farm Credit Corporation, for on-reserve housing				
From other than agents [5] -				
Guarantee programs of the Government -				
Canada Student Loans Act				
Small Businesses Loans Act				
Farm Improvement Loans Act				
and Farm Improvement and Marketing Cooperatives Loans Act				
Atlantic Enterprise Program				
Enterprise development program and Canadian Industrial Renewal Board				
Fisheries Improvement Loans Act				
Advance Payments for Crops Act				
Regional Development Incentives Act				
Financial obligations incurred by air carriers regarding purchase of The de Havilland Aircraft of Canada, Limited DHC-7 and DHC-8 aircraft				
Loans to Indians by approved lenders for on-reserve housing				
Indian economic development				
Loans to promote the commercial activities of Eskimos				
GARANTIES FORMELLES PAR LE GOUVERNEMENT POUR -				
Emprunts par des sociétés d'État qui ne sont pas mandataires de Sa Majesté -				
Chemins de fer nationaux du Canada - Obligations et effets		*	*	
Emprunts effectués par des entités autres que des sociétés d'État -				
De sociétés mandataires -				
Prêts consentis aux Indiens par la Société canadienne d'hypothèques et de logement et la Société du crédit agricole, pour habitations sur les réserves	575	70 [4]	.5	
De sociétés non mandataires [5] -				
Programmes de garantie du gouvernement -				
Loi fédérale sur les prêts aux étudiants	6,065	2,840	2.8	
Loi sur les prêts aux petites entreprises	976 [6]	692	5.4	
Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative	355 [6]	159	1.0	
Programme Entreprise Atlantique	152	152 [7]	.1	
Programme d'expansion des entreprises et Office canadien pour un renouveau industriel	980	10 [8]	12.9	
Loi sur les prêts aux entreprises de pêche	22 [6]	8	75.3	
Loi sur le paiement anticipé des récoltes	400	5	.1	
Loi sur les subventions au développement régional	21	3	33.0	
Dettes encourues par des transporteurs aériens concernant l'achat des avions DHC-7 et DHC-8 de The de Havilland Aircraft of Canada, Limited	917 [10]	433 [10]		
Prêts consentis aux Indiens par des prêteurs agréés pour habitations sur les réserves	[9]	440 [4]	.1	
Développement économique des Indiens	34 [11]	4 [4]	9.3	
Prêts pour encourager les activités commerciales des Esquimaux	5	[12]		
	9,927	4,746		

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

5. Passif éventuel

Un élément de passif éventuel signifie un élément de passif possible qui peut se transformer en un élément de passif réel advenant un ou plusieurs événements futurs. Le détail du passif éventuel du gouvernement est fourni dans l'état suivant et comprend les garanties formelles par le gouvernement et les pertes possibles résultant de causes en instance ou imminentes relatives à des demandes d'indemnité et d'évaluation à l'égard de l'inexécution de contrats, de dommages causés à des personnes et à un bien et d'éléments connexes.

Les limites autorisées indiquées dans le tableau ci-dessous désignent le montant total des divers genres d'autorisations utilisées par des organismes gouvernementaux tels que stipulées dans la législation, des ententes légales ou d'autres documents qui peuvent être en vigueur à un moment donné.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

STATEMENT OF CONTINGENT LIABILITIES

As At March 31 1990
(preliminary figures)

ÉTAT DU PASSIF ÉVENTUEL

au 31 mars 1990
(chiffres préliminaires)

(In millions of dollars - en millions de dollars)

		Authorized limit (where applicable) ⁽¹⁾	Contingent liability ⁽²⁾	Percentage of net claims to outstanding guarantees (where applicable) ⁽³⁾
		Limite autorisée (s'il y a lieu) ⁽¹⁾	Passif éventuel ⁽²⁾	Rapport entre les indemnités nettes et les garanties en vigueur (s'il y a lieu) ⁽³⁾
Other explicit loan guarantees -	Autres garanties formelles de prêts -			
Loans to NewGrade Energy Inc to finance construction of a heavy oil upgrader	Prêts à la société NewGrade Energy Inc pour financer la construction d'une usine de valorisation du pétrole lourd	275	274	
Loans to construct coal handling and terminal facilities by Ridley Terminals Inc	Prêts pour la construction d'installations de manutention du charbon et de terminus par Ridley Terminals Inc	230	199	
Loans to Marine Industries Limited for acquisition of assets	Prêts à Marine Industries Limited pour l'acquisition de biens	42	42	
Loan to St. Mary's Paper Inc to modernize and expand a paper making facility at Sault Ste Marie, Ontario	Prêt à St. Mary's Paper Inc pour moderniser et agrandir une papeterie à Sault Ste Marie, Ontario	15	15	
Loans for the restructuring of Maislin Industries Ltd	Prêts pour la réorganisation de Maislin Industries Ltd	10 ⁽⁹⁾	10 ^(9,13)	
Loan to Nardex Canada Ltée for the manufacture of radio-protection and radio-telecommunication systems	Prêt à Nardex Canada Ltée pour la fabrication des systèmes de protection et de télécommunication radiophonique	1	1	
Loans for the financing of Cheticamp Fishermen's Co-operative Society Ltd	Prêts pour le financement de Cheticamp Fishermen's Co-operative Society Ltd	*	*	
		573	541	
Insurance programs of the Government ⁽¹⁴⁾ -	Programmes d'assurance du gouvernement ⁽¹⁴⁾ -			
Insurance against accidents at nuclear installations under the Nuclear Liability Act ⁽¹⁵⁾	Assurance en prévision des accidents aux installations nucléaires en vertu de la Loi sur la responsabilité nucléaire ⁽¹⁵⁾	675	664	
Insurance under the Fishing Vessel Insurance Plan ⁽¹⁶⁾	Assurance aux termes du régime d'assurance des bateaux de pêche ⁽¹⁶⁾	25	463	
Accounts administered for the Government by the Export Development Corporation - Insurance and related guarantees	Comptes administrés par la Société pour l'expansion des exportations au nom du gouvernement - Assurance et garanties connexes	7,000 ⁽¹⁷⁾ 7,700	54 ** 1,181	
Other explicit guarantees ⁽¹⁸⁾ -	Autres garanties formelles ⁽¹⁸⁾ -			
Guarantees under the Prairie Grain Advance Payments Act	Garanties en vertu de la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies	95	95	⁽¹⁹⁾
Guarantees under the Agricultural Products Co-operative Marketing Act	Garanties en vertu de la Loi sur la vente coopérative des produits agricoles	39	39	.1
Guarantees of residual liabilities resulting from the devolution of Northern Canada Power Commission	Garanties de passifs résiduels suite à la dévolution de la Commission d'énergie du Nord canadien	1 135	1 135	
Total explicit guarantees	Total des garanties formelles	18,910	6,673	
PENDING AND THREATENED LITIGATION	CAUSES EN INSTANCE ET IMMINENTES		9,038 ^(10,20)	
Total ⁽²¹⁾	Total ⁽²¹⁾		15,711	

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA - Continued

[1] The authorized limits indicated in the preceding statement, represent the aggregate total of various types of authorities of Government bodies as stipulated in legislation, legal agreements or other documents that may be in force at any one time.

[2] A contingent liability is a potential liability which may become an actual liability when one or more future events occur or fail to occur.

[3] Represents the average percentage over the most recent 5 years of net claims to the average amount of outstanding guarantees for the same period computed as at March 31, 1990. In some situations where historical data is not readily available, departmental estimates have been used.

[4] Includes committed guarantees for the following loans to be made: to Indians for on-reserve housing \$81,795,394 and for Indian economic development \$773,191. As at the reporting date, no loans had been issued for these amounts.

[5] A letter of comfort has been issued by the Minister of Finance with respect to loan guarantees provided by the Bank of Canada to the Bank for International Settlements. The letter pertains to a short-term bridge financing operation in favour of Venezuela. The Government's potential and actual liability at March 31, 1990 was \$1,200,000 US.

[6] The Act places limits on the maximum amount of guarantee for loans made by eligible lenders over different loan periods. The maximum amount of guarantee by lender is expressed in legislation as a percentage of aggregate loans made to qualified borrowers and varies according to the dollar value range of aggregate loans made by the lender. The authorized limits for given loan periods are included in the figure reported until all qualified loans made by all eligible lenders, in the given periods, are no longer outstanding and are not adjusted for loan repayments nor payments made by the Government for guaranteed amounts in which default has occurred.

[7] The Atlantic Enterprise Program offers loan insurance on new term loans for the establishment, expansion or modernization of commercial operations in eligible sectors in the Atlantic provinces where the Program is administered by the Atlantic Canada Opportunities Agency (\$124,614,811 as at March 31, 1990) and in the Gaspé Peninsula and Magdalene Islands of Québec where administration of the Program is the responsibility of the Department of Industry, Science and Technology (\$27,600,407 as at March 31, 1990). Industry, Science and Technology also has responsibility for all capital projects in excess of \$20 million.

[8] Includes \$62,034 attributable to the Canadian Industrial Renewal Board.

[9] The authorized limit for loan guarantees for on-reserve housing totals \$575,000,000 (shown above) for loans made by the Canada Mortgage and Housing Corporation, the Farm Credit Corporation and other approved lenders.

[10] Amount denominated wholly or partially in a foreign currency and translated at the closing rate of exchange as at date of statement.

[11] The maximum aggregate amount that may be paid or that may have been paid from the Consolidated Revenue Fund (CRF) relative to Indian Economic Development in previous, current or subsequent years, with respect to all guarantees authorized and granted, is set at \$60 million. As at March 31, 1990 a total of \$26,015,857 has been expended from the CRF leaving a balance of \$33,984,143 available for disbursement.

[12] Loans have been repaid in full and consequently contingent liability no longer exists.

[13] Maslin Industries Ltd was placed in receivership on July 11, 1983 and was declared bankrupt on October 19, 1983. To date, the Government has made interim payments totalling \$18,500,000 US to creditors under a guarantee in the amount of \$27,000,000 US. It is anticipated that the Government will be called upon to make a final payment of possibly \$8,500,000 US to settle remaining obligations to creditors when certain issues are settled in US Bankruptcy Court, however the amount cannot be determined at present with any certainty.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

[1] Les limites autorisées indiquées dans l'état ci-dessus désignent le montant total des divers genres d'autorisations utilisés par des organismes gouvernementaux, tels que stipulés dans la législation, des ententes légales ou d'autres documents, qui peuvent être en vigueur à un moment donné.

[2] Un élément de passif éventuel signifie un élément de passif possible qui peut se transformer en élément de passif réel advenant un ou plusieurs événements futurs.

[3] Représente le rapport au cours des cinq derniers exercices entre la moyenne des indemnités nettes et la moyenne des garanties en cours pour la même période, calculé au 31 mars 1990. Dans les cas où les données d'origine ne sont pas facilement disponibles, les prévisions ministérielles ont été utilisées.

[4] Comprend les engagements de garantie à être effectués concernant les prêts suivants: aux Indiens pour habitations sur les réserves \$81,795,394 et pour le développement économique des Indiens \$773,191. Aucun prêt n'avait été consenti en raison de ces montants à la date de comptabilisation.

[5] Le ministre des Finances a émis une lettre d'accord présumé à la Banque du Canada en ce qui concerne des garanties de prêts effectués par la Banque du Canada envers la Banque des règlements internationaux. La lettre se rapporte aux facilités de prêts à court terme en faveur du Venezuela. Le passif éventuel et le risque réel du gouvernement suite à cette lettre d'accord au 31 mars 1990 s'est élevé à \$1,200,000 É.U.

[6] La Loi limite la somme maximum de la garantie pour prêts effectués par des prêteurs admissibles sur différentes périodes de prêts. La somme maximum de la garantie accordée à chaque prêteur est énoncée, d'après la Loi, comme étant un pourcentage du total des prêts consentis aux emprunteurs autorisés et varie selon la valeur totale des prêts effectués par le prêteur. Les limites autorisées pour des périodes de prêts données sont comprises dans le chiffre divulgué jusqu'à ce que tous les prêts approuvés et consentis par les prêteurs admissibles dans la période donnée, soient réglés. Ces limites ne sont pas redressées par les remboursements de prêts ni par les paiements effectués par le gouvernement pour les montants garantis en souffrance.

[7] Le Programme Entreprise Atlantique offre des assurances de prêts sur de nouveaux prêts à terme pour établir, moderniser ou agrandir des opérations commerciales dans les secteurs éligibles des provinces de l'Atlantique où le Programme est administré par l'Agence de promotion économique au Canada atlantique (\$124,614,811 au 31 mars 1990) et pour la péninsule de Gaspé et les Îles-de-la-Madeleine du Québec où le ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie a la responsabilité de l'administration du Programme (\$27,600,407 au 31 mars 1990). Ce ministère a aussi la responsabilité de tous les projets d'immobilisation dépassant \$20 millions.

[8] Comprend un montant de \$62,034 imputable à l'Office canadien pour un renouveau industriel.

[9] La limite autorisée sur les prêts garantis pour habitations sur les réserves s'élève à \$575,000,000 (voir ci-haut) pour les prêts effectués par la Société canadienne d'hypothèques et de logement, la Société du crédit agricole et par d'autres prêteurs agréés.

[10] Montant libellé entièrement ou partiellement en une devise étrangère et converti au cours du change en vigueur à la date de comptabilisation.

[11] Le montant maximum total déboursé ou pouvant être déboursé à même le Fonds du revenu consolidé (FRC) pour l'exercice en cours et les exercices précédents ou subséquents relativement aux garanties autorisées et accordées pour le développement économique des Indiens est fixé à \$60 millions. Au 31 mars 1990, un montant total de \$26,015,857 a été déboursé à même le FRC laissant un solde disponible de \$33,984,143.

[12] Les prêts ont été remboursés en entier et conséquemment il n'y a plus de passif éventuel.

[13] Maslin Industries Ltd a été placée sous séquestre le 11 juillet 1983 et a déclaré faillite le 19 octobre 1983. À la date de comptabilisation, le gouvernement a effectué des versements provisoires totalisant \$18,500,000 É.U. aux créanciers en vertu d'une garantie au montant de \$27,000,000 É.U. On anticipe que le gouvernement devra effectuer un paiement final, possiblement de \$8,500,000 É.U. pour régler les obligations restantes aux créanciers lors du règlement de certaines émissions au tribunal des faillites des États-Unis mais le montant ne peut pas être déterminé, en ce moment, avec certitude.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA - Concluded

- [14] Since 1984, the Canada Mortgage and Housing Corporation (CMHC) has operated the Mortgage Rate Protection Program on behalf of the Government. In return for payment of a premium, CMHC will reimburse homeowners 75% of any increase in monthly mortgage payments, above a deductible, due to higher interest rates at the time of mortgage renewal. As recent mortgage interest rates have been relatively stable, the Program is not widely utilized and loans covered by the Program at March 31, 1990 amounted to only \$911,000 (\$911,000 at March 31, 1989). Premiums collected by CMHC are remitted directly to the Consolidated Revenue Fund (CRF) and obligations are ultimately payable from the CRF. Because of the nature of the Program, it is not possible to estimate the amounts, if any, that might be payable at some future date.
- [15] There have been no claims under the Nuclear Liability Act since its inception in 1970. The Act covers 15 Canadian nuclear installations as at March 31, 1990.
- [16] The Fishing Vessel Insurance Plan is administered by the Government to assist fishermen in meeting abnormal capital losses. A specified purpose account is credited with all amounts received by way of premiums, recoveries and with advances in accordance with regulations by the Government, such advances not to exceed \$150,000 at any time. The account is debited with refunds of premiums and payments in settlement of third party vessel collision damage claims against fishermen, where the collision involves a vessel insured under the Plan. As at March 31, 1990, the insured value of vessels under the Plan amounted to \$462,389,000; the balance of the account was \$25,181,266 and outstanding claims against the Plan amounted to \$1,250,000.
- [17] The Export Development Act specifies that the Export Development Corporation may enter into contracts of insurance, re-insurance, related guarantees and other agreements up to a maximum of \$7 billion, the authorized limit.
- [18] A letter of comfort has been issued with respect to credit grain sales by the Canadian Wheat Board. The letter states that the Government will assume responsibility for the liabilities arising from defaults in payment by countries purchasing Canadian grain on credit. Receivables under this guarantee amounted to approximately \$4.2 billion at March 31, 1990.
- [19] Less than 0.1%.
- [20] Includes \$1.5 billion related to native statutory and treaty obligations representing plaintiffs' claims in 73 litigation cases. There are another 124 similar cases for which amounts are not stated in the claims, and for which it is not possible to determine the amounts that may be ultimately payable.
- [21] Contingent gains. A contingent gain is a potential gain or possible recovery that may become an actuality when one or more future events occur or fail to occur. Three departments reported contingent gains as at March 31, 1990 totalling approximately \$10.4 million.
- Less than \$500,000.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Fin

- [14] Depuis 1984, la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) opère, pour le compte du gouvernement, le Programme de protection de taux hypothécaires. Sur paiement de primes, la SCHL rembourse, lors du renouvellement, les propriétaires 75% des augmentations causées par les hausses marquées de taux d'intérêt au-delà d'un montant déductible. Les taux hypothécaires étant relativement stables, le Programme n'est pas tellement utilisé et les prêts couverts par le Programme au 31 mars 1990 s'élèvent qu'à \$911,000 (\$911,000 au 31 mars 1989). Les primes encaissées par la SCHL sont remises au Fonds du revenu consolidé (FRC) et les créances du Programme sont payables à même le FRC. La nature même du Programme ne permet aucune estimation des créances futures.
- [15] Il n'y a eu aucune réclamation en vertu de la Loi sur la responsabilité nucléaire depuis sa mise en vigueur en 1970. La Loi couvre 15 installations nucléaires canadiennes au 31 mars 1990.
- [16] Le Régime d'assurance des bateaux de pêche est administré par le gouvernement afin d'assurer les pêcheurs contre des pertes en capital anormales. Un compte à fins déterminées est crédité de toutes les sommes encaissées à titre de primes et de recouvrements, ainsi que des avances consenties par le gouvernement conformément à ces règlements, de telles avances ne devant pas dépasser en tout temps \$150,000. Le compte est débité de remboursements de primes et du règlement des réclamations, dommages-intérêts envers des tiers pour collision, lorsque la collision met en cause un bateau assuré aux termes du Régime. Au 31 mars 1990, la valeur assurée des bateaux aux termes du Régime se chiffrait à \$462,389,000; le solde du compte était de \$25,181,266 et les réclamations non réglées au titre du Régime se sont élevées à \$1,250,000.
- [17] La Loi sur l'expansion des exportations précise que la Société pour l'expansion des exportations peut conclure des contrats d'assurance, de réassurance, de garanties connexes et d'autres accords jusqu'à un maximum de \$7 milliards, ce qui représente la limite autorisée.
- [18] Une lettre d'accord présumé a été émise concernant les ventes de céréales à crédit par la Commission canadienne du blé. La lettre spécifie que le gouvernement assumera la responsabilité de la dette advenant le défaut de paiement par un pays achetant à crédit les céréales canadiennes. Le montant débiteur au 31 mars 1990, en vertu de cette garantie, s'élève à environ \$4 milliards.
- [19] Moins de 0.1%.
- [20] Comprend \$1.5 milliard relié aux engagements envers les autochtones en vertu de statuts et traités. Ce montant représente les revendications des plaignants dans 73 causes en litige. Il y a 124 causes semblables pour lesquelles des montants ne sont pas énoncés dans les revendications et pour lesquelles il est impossible de déterminer les montants qui peuvent finalement être à payer.
- [21] Gains éventuels. Un gain éventuel est un gain potentiel ou un recouvrement possible pouvant se matérialiser advenant un ou plusieurs événements futurs. Trois ministères ont déclaré des gains éventuels au 31 mars 1990 totalisant approximativement \$10.4 millions.
- Moins de \$500,000.





CA 1
7/1/99
- 5/12

Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

**Quarterly
Statements
of Financial
Operations**

**États
trimestriels
des opérations
financières**

Ending

se terminant

September 30, 1990

le 30 septembre 1990

Fiscal Year
1990-91

Exercice
1990-91



The Honourable Paul Dick
Receiver General for Canada

L'honorable Paul Dick
Receveur général du Canada

Any inquiries should be directed to the:

Chief,
Central Accounts Analysis Section,
Central and Public Accounts Branch
Government Operational Services
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada.
K1A 0S5

Telephone: (819) 956-1880

Toute demande de renseignements devrait être
faite à la personne suivante:

Chef,
Section de l'Analyse des comptes centraux,
Direction des comptes publics et centraux
Services opérationnels au gouvernement
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada.
K1A 0S5

Téléphone: (819) 956-1880

TABLE OF CONTENTS

	<u>PAGE</u>
Preface	1
Quarterly Statements of Financial Operations -	
Table I - Summary Statement of Transactions	3
Table II - Detailed Statement of Transactions	4
Table III - Statement of Budgetary Expenditure by Department	7
Notes to the Quarterly Statements of Financial Operations	19

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Préface	1
États trimestriels des opérations financières -	
Tableau I - État sommaire des opérations	3
Tableau II - État détaillé des opérations	4
Tableau III - État des dépenses budgétaires par ministère	7
Notes se rapportant aux états trimestriels des opérations financières	19

PREFACE TO THE
QUARTERLY STATEMENTS OF
FINANCIAL OPERATIONS
OF THE GOVERNMENT OF CANADA

The fundamental purpose of the Quarterly Statements of Financial Operations is to provide information to interested users of data on the Government's financial operations, and to facilitate an understanding and evaluation of the full nature and extent of the financial affairs and resources for which the Government is responsible.

The two basic concepts underlying the Government's accounting system are found in the Constitution Acts: first, the concept of the Consolidated Revenue Fund, which emanates from the requirement that all duties and revenues received, other than those reserved to the provinces, "shall form One Consolidated Revenue Fund"; second, the concept that the balance of the Fund, after certain prior charges, "shall be appropriated by the Parliament of Canada".

The Quarterly Statements of Financial Operations consist of Summary and Detailed Statements of Transactions, a Statement of Budgetary Expenditure by Department and accompanying notes. The statements of transactions show how the financial requirements were met and the effect of the transactions on the Consolidated Revenue Fund. In the Summary and Detailed Statements of Transactions, the financial transactions are classified into the following categories:

- The first category, budgetary, consists of all the transactions with outside parties which enter into the calculation of the annual deficit or surplus of the Government, that is, the receipts from tax revenue and non-tax revenue, together with expenditures authorized by Parliament.
- The second category, non-budgetary, consists of transactions in loans, investments and advances, in liabilities for the administration of certain public money received or collected for special purposes, and in other assets and liabilities.
- The third category, foreign exchange, reflects transactions in international reserves held in the Exchange Fund Account (the principal objective of which is to aid in the control and protection of the external value of the Canadian dollar) together with an accounting of the net position of the Government with respect to the International Monetary Fund. Foreign exchange transactions include unmatured debt payable in foreign currencies.
- The fourth category, unmatured debt, represents the extent to which financial requirements have been met through the increase in unmatured debt, that is, the net change in amounts owing for marketable bonds, Canada savings bonds, special non-marketable bonds issued to the Canada Pension Plan Investment Fund and Treasury bills. Unmatured debt transactions exclude unmatured debt payable in foreign currencies.
- The final section of the statement shows the cash balances and the balances of unmatured debt at the end of the period. Additional disclosure of the unmatured debt balance by type of instrument is also provided.

The third statement gives a more detailed accounting of budgetary expenditure transactions by department. Total net expenditure reported on the Detailed Statement of Transactions differs from the total expenditure by department. The difference represents transactions of certain specified purpose accounts, the provision for valuation which is not applied to each appropriation and budgetary transactions internal to the Government.

PRÉFACE AUX
ÉTATS TRIMESTRIELS DES
OPÉRATIONS FINANCIÈRES
DU GOUVERNEMENT DU CANADA

Le but fondamental des états trimestriels des opérations financières est de fournir des renseignements aux utilisateurs intéressés aux opérations financières du gouvernement, et de faciliter une compréhension et une évaluation de la nature et de toute l'étendue des affaires financières et des ressources pour lesquelles le gouvernement est responsable.

Les deux notions de base sur lesquelles est fondé le système comptable du gouvernement se trouvent dans les Lois constitutionnelles. Premièrement, la notion du Fonds du revenu consolidé qui découle de l'exigence que tous les droits et recettes, autres que ceux qui sont réservés aux provinces, "formeront un fonds du revenu consolidé"; deuxièmement, la notion suivant laquelle le solde du Fonds, après certaines imputations préalables, "sera approprié par le Parlement du Canada".

Les états trimestriels des opérations financières consistent des états sommaire et détaillé des opérations, d'un état des dépenses budgétaires par ministère et des notes afférentes. Les états des opérations financières indiquent la façon dont les besoins financiers ont été rencontrés et l'effet des opérations sur le Fonds du revenu consolidé. Dans les états, sommaire et détaillé des opérations, les opérations financières sont classées sous les catégories suivantes:

- La première catégorie, les opérations budgétaires, consiste de toutes les opérations avec les tiers qui entrent dans le calcul du déficit ou de l'excédent annuel du gouvernement, et comprend les rentrées provenant des recettes fiscales et des recettes non fiscales, de même que les dépenses autorisées par le Parlement.
- La deuxième catégorie, les opérations non budgétaires, comprend les opérations dans les prêts, dotations en capital et avances dans les éléments de passif reliés à l'administration de certains deniers publics encaissés ou perçus à des fins déterminées, et dans les autres éléments d'actif et de passif.
- La troisième catégorie, les opérations de change, reflète les opérations dans les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes (le but principal est d'aider à contrôler et à protéger la valeur extérieure de l'unité monétaire canadienne) de même qu'une comptabilité de la situation nette du gouvernement en ce qui concerne le Fonds monétaire international. Les opérations de change comprennent la dette non échue à payer en devises étrangères.
- La quatrième catégorie, les opérations de la dette non échue, représente la mesure dans laquelle les besoins financiers ont été satisfaits au moyen d'une augmentation de la dette non échue qui indique le changement net dans les montants dus relatifs aux obligations négociables, aux obligations d'épargne du Canada, aux obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada et aux bons du Trésor. Les opérations de la dette non échue ne comprennent pas la dette non échue à payer en devises étrangères.
- La dernière section de l'état montre le solde de caisse et le solde de la dette non échue à la fin de l'exercice. Les effets à payer relatifs au solde de la dette non échue sont également divulgués par catégorie.

Le troisième état fournit une comptabilité plus détaillée des opérations des dépenses budgétaires par ministère. Le total des dépenses brutes présenté à l'état détaillé des opérations est différent du total des dépenses par ministère. La différence représente les opérations de certains comptes à fins déterminées, la provision pour évaluation qui n'est pas appliquée à chaque crédit et les opérations budgétaires internes du gouvernement.

GOVERNMENT OF CANADA
 QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
 TABLE I - SUMMARY STATEMENT OF TRANSACTIONS

GOUVERNEMENT DU CANADA
 ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
 TABLEAU I - ÉTAT SOMMAIRE DES OPÉRATIONS

		(in millions of dollars - en millions de dollars)			
		QUARTER ENDING SEPT. TRIMESTRE SE TERMINANT EN SEPT.		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1990	1989	1990-91	1989-90
BUDGETARY TRANSACTIONS	I. OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES				
Revenue	Recettes	+ 29,560	+ 26,746	+ 60,000	+ 51,818
Program spending	Dépenses de programmes	- 25,601	- 24,041	- 49,151	- 46,257
Operating balance	Solde de fonctionnement	+ 3,959	+ 2,705	+ 10,849	+ 5,561
Public debt charges	Frais de la dette publique	- 10,870	- 9,707	- 21,451	- 19,132
Deficit	Déficit	- 6,911	- 7,002	- 10,602	- 13,571
NON-BUDGETARY TRANSACTIONS	II. OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES				
(source + requirement -)	(provenance + besoin -)				
Loans, investments and advances	Prêts, dotations en capital et avances	+ 254	+ 671	- 31	+ 586
Specified purpose accounts	Comptes à fins déterminées	+ 1,588	+ 1,221	+ 4,675	+ 3,130
Other transactions	Autres opérations	+ 986	+ 1,111	- 2,603	- 1,468
Net source (+) or requirement (-)	Provenance nette (+) ou besoin net (-)	+ 2,828	+ 3,003	+ 2,041	+ 2,248
Financial requirements (excluding foreign exchange transactions)	Besoins financiers (opérations de change non comprises)	- 4,083	- 3,999	- 8,561	- 11,323
FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS	III. OPÉRATIONS DE CHANGE				
(source + requirement -)	(provenance + besoin -)	- 4,867	- 917	- 4,336	- 1,548
Total financial requirements	Total des besoins financiers	- 8,950	- 4,916	- 12,897	- 12,871
UNMATURED DEBT TRANSACTIONS	IV. OPÉRATIONS DE LA DETTE NON ÉCHUE				
(source + requirement -)	(provenance + besoin -)	+ 8,464	+ 3,749	+ 12,886	+ 12,060
Change in cash (increase + decrease -)	Variation de la caisse (augmentation + diminution -)	- 486	- 1,167	- 11	- 811
CASH BALANCE AT END OF PERIOD	V. CAISSE EN FIN DE PÉRIODE			1,499	1,021

The accompanying tables and notes are
 an integral part of this statement.

Les tableaux et les notes complémentaires
 font partie intégrante de cet état.

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE II - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS

GOUVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU II - ÉTAT DÉTAILLÉ DES OPÉRATIONS

		(in millions of dollars - en millions de dollars)			
		QUARTER ENDING SEPT. TRIMESTRE SE TERMINANT EN SEPT.		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1990	1989	1990-91	1989-90
I. BUDGETARY TRANSACTIONS	I. OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES				
<u>Revenue</u>	<u>Recettes</u>				
Tax revenue -	Recettes fiscales -				
Income tax -	Impôt sur le revenu -				
Personal	Particuliers	14,642	12,788	30,729	24,770
Corporation	Sociétés	2,603	2,320	4,997	4,824
Unemployment Insurance contributions	Cotisations d'assurance-chômage	3,206	2,555	6,295	5,027
Non-resident	Non résidents	374	271	703	558
		20,825	17,934	42,724	35,179
Excise taxes and duties -	Taxes et droits d'accise -				
Sales and Excise taxes	Taxes de vente et d'accise	6,002	5,885	11,792	11,120
Customs import duties	Droits de douane à l'importation	1,111	1,139	2,152	2,310
		7,113	7,024	13,944	13,430
Other tax revenue	Autres recettes fiscales	62	37	173	105
Total tax revenue	Total des recettes fiscales	28,000	24,995	56,841	48,714
Non-tax revenue -	Recettes non fiscales -				
Return on investments	Produits de placements	1,228	1,090	2,432	2,157
Other non-tax revenue	Autres recettes non fiscales	332	661	727	947
Total non-tax revenue	Total des recettes non fiscales	1,560	1,751	3,159	3,104
TOTAL NET REVENUE	TOTAL DES RECETTES NETTES	29,560	26,746	60,000	51,818
<u>Expenditure</u>	<u>Dépenses</u>				
Program spending -	Dépenses de programme -				
Transfer payments -	Paiements de transfert -				
To other levels of government -	À d'autres paliers de gouvernement -				
Fiscal arrangements	Arrangements fiscaux	2,100	1,910	4,033	3,740
Insurance and medical care services	Assurance et services de soins médicaux	1,512	1,720	3,034	3,491
Canada Assistance Plan	Régime d'assistance publique du Canada	1,396	1,219	2,895	2,456
Education support	Aide à l'éducation	468	568	941	1,162
Other	Autres	1,099	575	1,676	1,158
		6,575	5,992	12,579	12,007
To persons -	Aux particuliers -				
Old age security benefits, guaranteed income supplements and spouses' allowances	Prestations de sécurité de la vieillesse, suppléments de revenu garanti et allocations au conjoint	4,262	3,998	8,409	7,892
Unemployment insurance benefits	Prestations d'assurance-chômage	2,705	2,446	6,198	5,436
Family allowance	Allocations familiales	679	659	1,355	1,317
Other	Autres	1,251	1,565	2,557	2,905
		8,897	8,668	18,519	17,550
Other transfer payments	Autres paiements de transfert	1,309	1,438	2,440	2,531
		16,781	16,098	33,538	32,088
Payments to Crown corporations	Paiements aux sociétés d'État	1,033	955	2,164	1,953
Operating and capital expenditures -	Dépenses de fonctionnement et en capital -				
National Defence	Défense nationale	3,063	2,611	5,144	4,519
All other departments and agencies	Tous les autres ministères et organismes	4,724	4,377	8,305	7,697
		7,787	6,988	13,449	12,216
Total program spending	Total des dépenses de programmes	25,601	24,041	49,151	46,257
Public debt	Dette publique	10,870	9,707	21,451	19,132
TOTAL NET EXPENDITURE	TOTAL DES DÉPENSES NETTES	36,471	33,748	70,602	65,389
DEFICIT	DÉFICIT	6,911	7,002	10,602	13,571

		(in millions of dollars - en millions de dollars)							
		QUARTER ENDING SEPT. TRIMESTRE SE TERMINANT EN SEPT.				YEAR TO DATE À CE JOUR			
		1990		1989		1990-91		1989-90	
II. NON-BUDGETARY TRANSACTIONS	II. OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES								
(source + requirement -)	(provenance + besoin -)								
<u>Loans, investments and advances -</u>	<u>Prêts, dotations en capital et avances -</u>								
Crown corporations	Sociétés d'État	+	259	+	348	+	73	+	322
Other loans, investments and advances	Autres prêts, dotations en capital et avances	-	5	+	323	-	104	+	264
TOTAL LOANS, INVESTMENTS AND ADVANCES	TOTAL DES PRÊTS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES	+	254	+	671	-	31	+	586
<u>Specified purpose accounts</u>	<u>Comptes à fins déterminées</u>								
Canada Pension Plan Account	Compte du régime de pensions du Canada ...	-	283	-	360	-	259	-	273
Superannuation accounts	Comptes de pension de retraite	+	1,805	+	1,476	+	3,806	+	3,295
Other	Autres	+	66	+	105	+	1,128	+	108
TOTAL SPECIFIED PURPOSE ACCOUNTS	TOTAL DES COMPTES A FINS DÉTERMINÉES.	+	1,588	+	1,221	+	4,675	+	3,130
Other transactions	Autres opérations	+	986	+	1,111	-	2,603	-	1,468
TOTAL NON-BUDGETARY TRANSACTIONS ...	TOTAL DES OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES ..	+	2,828	+	3,003	+	2,041	+	2,248
I. FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS	III. OPÉRATIONS DE CHANGE								
(source + requirement -)	(provenance + besoin -)								
Net International reserves	Réserves internationales nettes	-	4,716	-	177	-	3,483	-	364
Unmatured debt transactions payable in foreign currencies	Opérations de la dette non échue à payer en devises étrangères	-	151	-	740	-	853	-	1,184
TOTAL FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS .	TOTAL DES OPÉRATIONS DE CHANGE	-	4,867	-	917	-	4,336	-	1,548
V. UNMATURED DEBT TRANSACTIONS	IV. OPÉRATIONS DE LA DETTE NON ÉCHUE								
(source + requirement -)	(provenance + besoin -)								
Marketable bonds	Obligations négociables	+	3,375	+	3,587	+	5,940	+	3,521
Canada savings bonds	Obligations d'épargne du Canada	-	1,502	-	1,662	-	6,533	-	6,510
Special non-marketable bonds issued to the Canada Pension Plan Investment Fund	Obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada	+	1	+	2	+	387	+	64
Treasury bills	Bons du Trésor	+	6,150	+	1,050	+	11,750	+	13,200
Notes and loans	Effets et prêts .....	...	...	-	215	-	163	-	222
Canada bills	Bons du Canada	-	152	-	200	-	597	-	252
		+	7,872	+	2,562	+	10,784	+	9,801
Less:	Moins:								
Government's holdings of unmatu- red debt	Dette non échue détenue par le gouvernement	+	441	+	447	+	1,249	+	1,075
Unmatured debt transactions payable in foreign currencies	Opérations de la dette non échue à payer en devises étrangères	+	151	+	740	+	853	+	1,184
		+	592	+	1,187	+	2,102	+	2,259
TOTAL UNMATURED DEBT TRANSACTIONS PAYABLE IN CANADIAN DOLLARS	TOTAL DES OPÉRATIONS DE LA DETTE NON ÉCHUE À PAYER EN DOLLARS CANADIENS .	+	8,464	+	3,749	+	12,886	+	12,060

GOVERNMENT OF CANADA
 QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
 TABLE II - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS - Concluded

GOUVERNEMENT DU CANADA
 ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
 TABLEAU II - ÉTAT DÉTAILLÉ DES OPÉRATIONS - Fin

		(in millions of dollars - en millions de dollars)	
		1990	1989
		AT SEPTEMBER 30	AT SEPTEMBER 30
		AU 30 SEPTEMBRE	AU 30 SEPTEMBRE
V. CASH BALANCE AT END OF PERIOD	V. CAISSE EN FIN DE PÉRIODE		
In Canadian dollars	En dollars canadiens	1,192	869
In foreign currencies	En devises étrangères	307	152
TOTAL CASH BALANCE	TOTAL DE LA CAISSE	1,499	1,021
VI. UNMATURED DEBT BALANCE	VI. SOLDE DE LA DETTE NON ÉCHUE		
Payable in Canadian dollars -	À payer en dollars canadiens -		
Marketable bonds	Obligations négociables	133,792	120,031
Canada savings bonds	Obligations d'épargne du Canada	34,395	41,246
Special non-marketable bonds	Obligations spéciales non négociables		
issued to the Canada Pension	détenues par le Fonds de placement		
Plan Investment Fund	du régime de pensions du Canada	3,460	3,070
Treasury bills	Bons du Trésor	130,300	115,900
		301,947	280,247
Less:	Moins:		
Government's holdings of unmatured	Dette non échue détenue par le		
debt	gouvernement	3,192	3,214
		298,755	277,033
Payable in foreign currencies -	À payer en devises étrangères -		
Marketable bonds	Obligations négociables	3,959	4,612
Notes and loans	Effets et prêts	14	1,689
Canada bills	Bons du Canada	851	878
		4,824	7,179
Less:	Moins:		
Government's holdings of unmatured	Dette non échue détenue par le		
debt	gouvernement .....	...	42
		4,824	7,137
TOTAL UNMATURED DEBT	TOTAL DE LA DETTE NON ÉCHUE	303,579	284,170

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT

GOVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
PAR MINISTÈRE

		(in thousands of dollars - en milliers de dollars)			
		QUARTER ENDING SEPT. TRIMESTRE SE TERMINANT EN SEPT.		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1990	1989	1990-91	1989-90
Agriculture -	Agriculture -				
Department -	Ministère -				
Management and Administration	Gestion et administration	16,365	16,791	31,760	31,307
Agri-Food -	Agro-alimentaire -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	163,433	147,996	310,433	279,996
Capital expenditures	Dépenses en capital	13,479	13,738	16,363	16,609
Grants and contributions	Subventions et contributions	476,070	622,652	517,928	879,346
Payments to producers under the Agricultural Stabilization Act	Paiements aux producteurs en vertu de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles	16,228	55,492	35,381	69,360
Contributions to the provinces under the Crop Insurance Act	Contributions aux provinces en vertu de la Loi sur l'assurance-récolte	91,106	256	91,106	402
Loan guarantees under the Farm Improvement and Marketing Cooperatives Loans Act	Prêts garantis en vertu de la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative	1,832	1,726	3,186	3,742
Interest payments and guarantees under the Advance Payments for Crops Act	Paiements d'intérêts et garanties en vertu de la Loi sur le paiement anticipé des récoltes	433	1,979	542	3,930
Grants to agencies established under the Farm Products Marketing Agencies Act	Subventions aux offices établis conformément à la Loi sur les offices de commercialisation des produits de ferme .....	...	...	...	...
Racetrack Supervision Revolving Fund	Fonds renouvelable de la surveillance des hippodromes	103	70	1,649	1,983
Grains and Oilseeds -	Céréales et oléagineux -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	3,749	4,291	6,619	7,216
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	13,406	11,917	24,450	22,131
Grants and contributions	Subventions et contributions	4,771	2,781	39,968	24,588
Payments in connection with the Prairie Grain Advance Payments Act	Paiements relatifs à la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies .....	...	1,805	...	4,079
Payments in connection with the Western Grain Stabilization Act	Paiements relatifs à la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest	31,142	25,234	31,142	25,234
		832,117	906,588	1,107,229	1,365,957
Canadian Dairy Commission	Commission canadienne du lait	1,122	1,175	1,951	2,197
Canadian Livestock Feed Board - Operating expenditures	Office canadien des provendes - Dépenses de fonctionnement	468	368	987	723
Contributions	Contributions	3,999	4,206	6,767	6,831
		4,467	4,574	7,754	7,554
		837,706	912,337	1,116,934	1,375,708
Atlantic Canada Opportunities	Agence de promotion économique du				
Agency -	Canada atlantique -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	9,066	8,949	15,680	15,324
Grants and contributions	Subventions et contributions	24,718	41,473	33,137	49,731
Liabilities in Atlantic Canada under the Small Businesses Loans Act	Obligations contractées dans la région de l'Atlantique en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises	773	1,270	1,057	2,095
Liabilities under the Atlantic Enterprise Loan Insurance program	Obligations en vertu du programme d'assurance-prêt aux entreprises de la région de l'atlantique	1,353	1,611	1,814	1,611
		35,910	53,303	51,688	68,761
Enterprise Cape Breton Corporation	Société d'expansion du Cap-Breton	2,000	...	4,000	...
		37,910	53,303	55,688	68,761

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
PAR MINISTÈRE - Suite

		(in thousands of dollars - en milliers de dollars)			
		QUARTER ENDING SEPT. TRIMESTRE SE TERMINANT EN SEPT.		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1990	1989	1990-91	1989-90
Communications -	Communications -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	41,004	40,197	75,057	74,24
Capital expenditures	Dépenses en capital	2,957	2,861	4,426	3,73
Grants and contributions	Subventions et contributions	19,901	16,732	31,673	25,78
Payments to the Canada Post Corporation	Versements à la Société canadienne des postes	13,773	18,365	27,546	32,13
Government Telecommunications Agency Revolving Fund	Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales	- 7,506	- 1,034	4,260	10,71
		70,129	77,121	142,962	146,61
Canada Council	Conseil des Arts du Canada	20,906	25,106	79,957	69,83
Canadian Broadcasting Corporation -	Société Radio-Canada -				
Payments for operating expenditures	Paiements pour les dépenses de fonctionnement	194,356	251,001	560,046	517,17
Payments for working capital	Paiements pour le fonds de roulement	1,000	999	2,334	2,33
Payments for capital expenditures	Paiements pour les dépenses en capital	21,644	5,000	58,620	41,49
		217,000	257,000	621,000	561,00
Canadian Film Development Corporation	Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	42,611	39,774	60,868	69,48
Canadian Radio-television and Telecommunications Commission	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	8,356	7,698	15,786	14,47
National Archives of Canada	Archives nationales du Canada	14,404	13,729	27,395	26,18
National Arts Centre Corporation	Société du Centre national des Arts	4,600	4,300	10,345	10,03
National Film Board -	Office national du film -				
National Film Board Revolving Fund - Operating loss	Fonds renouvelable de l'Office national du film - Déficit de fonctionnement	11,558	31,048	28,170	37,14
National Film Board Revolving Fund	Fonds renouvelable de l'Office national du film	8,224	- 12,722	2,934	- 2,09
		19,782	18,326	31,104	35,04
National Library	Bibliothèque nationale	8,830	8,675	16,176	15,49
National Museums of Canada -	Musées nationaux du Canada -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	22,429	21,757	38,738	38,06
Capital expenditures	Dépenses en capital	264	6,130	735	7,71
		22,693	27,887	39,473	45,78
		429,311	479,616	1,045,066	993,93
Consumer and Corporate Affairs -	Consommateurs et Sociétés -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	39,619	36,335	73,282	69,14
Capital expenditures	Dépenses en capital	1,412	1,318	1,988	1,53
Payments to the provinces for the purpose of research and development relating to medicine	Paiements aux provinces pour la recherche sur les médicaments et leur développement .....	...	...	...	...
		41,031	37,653	75,270	70,67
Competition Tribunal	Tribunal de la concurrence	255	270	480	479
Copyright Board	Commission du droit d'auteur	226	52	396	81
Hazardous Material Information Review Commission	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	247	191	461	32
Patented Medicine Prices Review Board	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	659	612	1,148	1,01
Procurement Review Board	Commission de révision des marchés publics	194	101	349	101
Standards Council of Canada	Conseil canadien des normes	1,560	2,290	2,555	3,48
		44,172	41,169	80,659	76,16

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
PAR MINISTÈRE - Suite

		(in thousands of dollars - en milliers de dollars)			
		QUARTER ENDING SEPT. TRIMESTRE SE TERMINANT EN SEPT.		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1990	1989	1990-91	1989-90
Employment and Immigration - Department/Commission -	Emploi et Immigration - Ministère/Commission -				
Corporate Management and Services	Gestion générale et services	30,476	46,589	- 343	35,982
Employment and Insurance -	Emploi et assurance -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	60,404	69,490	83,461	99,548
Grants and contributions	Subventions et contributions	315,931	273,250	564,032	512,575
Government's contribution to the Unemployment Insurance Account	Contribution de l'État au compte d'assurance-chômage	645,568	531,044	1,465,158	1,332,648
Government's contribution in respect of Fishermen's Benefits	Contribution de l'État au titre des prestations versées aux pêcheurs	9,341	10,288	85,492	83,488
Immigration -	Immigration -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	51,830	45,990	95,992	81,881
Contributions	Contributions	20,251	19,006	40,308	32,356
Write-off from the accounts of Canada of certain debts	Radiation des comptes du Canada de certaines dettes .....	...	...	1,213	...
		1,133,801	995,657	2,335,313	2,178,478
Advisory Council on the Status of Women	Conseil consultatif sur la situation de la femme	835	893	1,534	1,470
Immigration and Refugee Board of Canada	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	15,063	12,275	27,079	20,593
Status of Women - Office of the Co-ordinator	Condition féminine - Bureau de la coordonnatrice	975	762	1,744	1,546
		1,150,674	1,009,587	2,365,670	2,202,087
Energy, Mines and Resources - Department -	Énergie, Mines et Ressources - Ministère -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	103,742	105,940	182,992	185,835
Capital expenditures	Dépenses en capital	5,019	5,061	6,812	6,677
Grants and contributions	Subventions et contributions	33,469	16,927	38,947	28,888
Payments to Interprovincial Pipe Line Limited	Paiements à Pipeline interprovincial Limitée .....	...	...	...	...
Canada/Nova Scotia Development Fund	Fonds de développement Canada/Nouvelle- Écosse .....	...	...	...	...
Canada/Newfoundland Development Fund	Fonds de développement Canada/Terre-Neuve .....	...	...	...	4,819
Canada/Newfoundland Offshore Petroleum Board	Office Canada/Terre-Neuve des hydrocarbures extra-côtières .....	...	671	...	1,352
Canada/Nova Scotia Drilling Fund	Fonds de forage Canada/Nouvelle- Écosse .....	...	...	...	...
Canada/Nova Scotia Offshore Petroleum Board	Office Canada/ Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extra-côtières .....	...	...	...	...
Petroleum Compensation	Indemnisation pétrolière .....	...	2	...	10
		142,230	128,601	228,751	227,581
Atomic Energy Control Board	Commission de contrôle de l'énergie atomique	7,638	6,049	13,519	10,691
Atomic Energy of Canada Limited	Énergie atomique du Canada, Limitée	43,808	49,147	92,733	94,748
National Energy Board	Office national de l'énergie	6,181	5,694	11,689	11,001
Petro-Canada International Assistance Corporation	La Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale	9,300	11,300	11,800	17,500
		209,157	200,791	358,492	361,521

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
PAR MINISTÈRE - Suite

		(in thousands of dollars - en milliers de dollars)			
		QUARTER ENDING SEPT. TRIMESTRE SE TERMINANT EN SEPT.		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1990	1989	1990-91	1989-90
Environment -	Environnement -				
Administration	Administration	20,060	13,809	35,932	23,826
Environmental Services -	Services de l'environnement -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	126,065	92,896	218,541	178,674
Capital expenditures	Dépenses en capital	6,164	10,769	9,665	14,393
Grants and contributions	Subventions et contributions	11,182	3,418	16,746	4,113
Parks -	Parcs -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	87,936	82,152	143,975	136,258
Capital expenditures	Dépenses en capital	24,453	28,078	32,160	34,421
National Battlefields	Commission des champs de bataille				
Commission	nationaux	710	590	1,134	977
		276,570	231,712	458,153	392,662
External Affairs -	Affaires extérieures -				
Department -	Ministère -				
Canadian Interests Abroad -	Intérêts du Canada à l'étranger -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	210,587	181,267	341,398	297,669
Capital expenditures	Dépenses en capital	21,033	22,957	26,628	27,776
Grants and contributions	Subventions et contributions	33,871	41,329	56,204	54,386
Passport Revolving Fund	Fonds renouvelable des passeports	889	92	504	301
Write-off from the accounts of	Radiation des comptes du Canada				
Canada of certain debts	de certaines dettes .....	...	...	...	...
World Exhibitions -	Expositions internationales -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	980	113	1,073	197
Capital expenditures	Dépenses en capital .....	...	...	...	...
		267,360	245,758	425,807	380,329
Canadian Commercial Corporation	Corporation commerciale canadienne	4,104	4,856	6,272	6,517
Canadian Institute for International	Institut canadien pour la paix et la				
Peace and Security	sécurité internationales	1,000	1,000	2,000	2,000
Canadian International Development	Agence canadienne de développement				
Agency -	international -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	26,029	21,843	48,215	41,375
Grants and contributions	Subventions et contributions	402,522	454,540	609,629	695,448
Payments to International Financial	Palements aux institutions financières				
Institutions	internationales	57,651	35,426	74,344	35,426
Payments under the International	Palements en vertu de la Loi				
Centre for Human Rights	du Centre international des droits				
and Democratic Development	de la personne et du développement				
Act	démocratique .....	...	...	3,000	...
Forgiveness of certain official	Remise de certaines dettes reliées				
development assistance debts	à l'aide publique au développement .....	...	...	...	...
		486,202	511,809	735,188	772,249
Canadian Secretariat	Secrétariat canadien	239	...	410	...
Export Development Corporation	Société pour l'expansion des exportations	26,882	11,434	87,304	19,722
International Centre for Ocean	Centre international d'exploitation des				
Development	océans	1,600	2,300	3,400	3,100
International Development Research	Centre de recherches pour le				
Centre	développement international	28,575	27,150	57,150	54,275
International Joint Commission	Commission mixte internationale	1,067	957	2,013	2,319
		817,029	805,264	1,319,544	1,240,511
Finance -	Finances -				
Department -	Ministère -				
Financial and Economic Policies -	Politiques financières et économiques -				
Program expenditures	Dépenses du Programme	22,736	17,579	40,510	31,839
Payments to International	Palements à l'Association				
Development Association	internationale de développement .....	...	16,100	20,770	64,800
Payments to the International	Palements au Fonds monétaire				
Monetary Fund	international .....	...	...	4,606	...
Purchase of Domestic Coinage	Achat de la monnaie canadienne	8,691	24,085	15,229	43,189
Public Debt	Service de la dette publique	10,931,809	9,722,780	21,546,784	19,149,147
Fiscal Transfer Payments	Palements de transfert fiscal	2,022,149	1,836,713	3,877,179	3,594,576
Special Program -	Programme spécial -				
Foreign Claims Fund	La Caisse des réclamations étrangères .....	...	...	...	...
Payments under the Financial	Palements en vertu de la Loi sur				
Institutions Depositors	l'indemnité aux déposants de				
Compensation Act	certaines institutions financières .....	...	...	...	...
		12,985,385	11,617,257	25,505,078	22,883,551
Auditor General	Vérificateur général	14,409	13,902	25,816	24,847
Canadian International Trade	Tribunal canadien du commerce				
Tribunal	extérieur	2,609	2,207	4,326	3,750
Office of the Superintendent of	Bureau du surintendant des				
Financial Institutions	institutions financières	4,644	3,576	9,683	8,427
Privatization and	Privatisation et affaires				
Regulatory Affairs	réglementaires	1,689	1,677	3,048	2,950
		13,008,736	11,631,467	25,528,585	22,906,671

GOVERNMENT OF CANADA
 QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
 TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
 BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
 ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
 TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
 PAR MINISTÈRE - Suite

		(in thousands of dollars - en milliers de dollars)			
		QUARTER ENDING SEPT. TRIMESTRE SE TERMINANT EN SEPT.		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1990	1989	1990-91	1989-90
Fisheries and Oceans -	Pêches et Océans -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	176,694	142,512	287,137	250,596
Capital expenditures	Dépenses en capital	27,486	27,545	30,657	31,321
Grants and contributions	Subventions et contributions	3,633	1,930	5,026	3,309
Liabilities under the	Obligations contractées en vertu de				
Fisheries Improvement	la Loi sur les prêts aux				
Loans Act	entreprises de pêche	1	76	17	- 105
		207,814	172,063	322,837	285,121
Forestry -	Forêts -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	30,646	25,158	53,290	47,064
Capital expenditures	Dépenses en capital	1,830	1,698	2,935	2,689
Grants and contributions	Subventions et contributions	9,858	17,086	17,285	22,105
		42,334	43,942	73,510	71,858
Governor General	Gouverneur général	2,962	2,248	5,146	4,504
Indian Affairs and Northern	Affaires indiennes et Nord				
Development -	canadien -				
Department -	Ministère -				
Administration	Administration	12,456	12,552	21,425	21,568
Indian and Inuit Affairs -	Affaires indiennes et inuit -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	63,279	54,035	109,712	101,203
Capital expenditures	Dépenses en capital	722	1,268	1,399	1,366
Grants and contributions	Subventions et contributions	576,314	440,831	1,248,649	949,909
Liabilities in respect of loan	Obligations relatives aux garanties de				
guarantees made to Indians for	prêts accordés aux Indiens pour le				
Housing and Economic	logement et le développement				
Development	économique	233	344	268	416
Grant under the Western	Subvention en vertu de la Loi sur le				
Arctic (Inuvialuit)	règlement des revendications des				
Claims Settlement	Inuvialuit de la région ouest				
Act	de l'Arctique .....	...	...	...	...
Write-off from the accounts of	Radiation des comptes du Canada				
Canada of certain debts	de certaines dettes .....	...	...	...	...
Northern Affairs -	Affaires du Nord -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	25,534	24,166	35,561	34,045
Capital expenditures	Dépenses en capital	1,304	1,690	1,354	1,795
Grants and contributions	Subventions et contributions	6,773	14,735	8,590	17,954
Write-off from the accounts of	Radiation des comptes du Canada				
Canada of certain debts	de certaines dettes .....	...	...	...	...
Transfer Payments to the Territorial	Paiements de transfert aux gouvernements				
Governments -	territoriaux -				
Payments to Yukon Territory	Paiements au Yukon	50,000	50,000	133,000	133,000
Payments to Northwest Territories	Paiements aux Territoires du Nord-Ouest ..	225,000	225,000	482,000	482,000
		961,615	824,621	2,041,958	1,743,256

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
PAR MINISTÈRE - Suite

		(in thousands of dollars - en milliers de dollars)			
		QUARTER ENDING SEPT. TRIMESTRE SE TERMINANT EN SEPT.		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1990	1989	1990-91	1989-90
Industry, Science and Technology - Department -	Industrie, Sciences et Technologie - Ministère -				
Industry, Science and Technology -	Développement de l'industrie des sciences et de la technologie -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	62,014	55,720	102,516	91,942
Grants and contributions	Subventions et contributions	70,046	80,406	97,976	125,494
Liabilities under the Small Businesses Loans Act	Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises	4,219	5,402	8,174	10,551
Insurance payments under the Enterprise Development Program and guarantees under the Industrial and Regional Development Program	Paielements d'assurance en vertu du Programme d'expansion des entreprises et garanties en vertu du Programme de développement industriel et régional	80	68	80	2,760
		136,359	141,596	208,746	230,747
Regional Development and Aboriginal Economic -	Développement régional et développement économique des autochtones -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	7,468	5,403	13,330	10,792
Grants and contributions	Subventions et contributions	35,359	35,787	49,807	44,490
Write-off from the accounts of Canada of certain debts	Radiation des comptes du Canada de certaines dettes .....	...	...	...	...
		42,827	41,190	63,137	55,282
Payments to Canadian Patents and Development Limited	Paielements à la Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée .....	...	268	799	599
Canadian Space Agency -	Agence spatiale canadienne -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	25,364	...	35,533	...
Contributions	Contributions	1,128	...	4,365	...
		26,492	...	39,898	...
Cape Breton Development Corporation	Société de développement du Cap-Breton	5,000	5,000	11,000	13,000
Federal Business Development Bank	Banque fédérale de développement	3,900	5,100	7,600	21,250
Investment Canada	Investissement Canada	2,011	2,451	4,071	4,379
		10,911	12,551	22,671	38,629
National Research Council of Canada -	Conseil national de recherches du Canada -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	76,912	69,387	137,126	124,558
Capital expenditures	Dépenses en capital	28,009	20,947	34,157	26,654
Grants and contributions	Subventions et contributions	30,657	25,552	42,840	43,741
		135,578	115,886	214,123	194,953
Natural Sciences and Engineering Research Council -	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	3,706	3,893	6,267	6,493
Grants	Subventions	82,635	58,796	179,030	147,115
		86,341	62,689	185,297	153,608
Science Council of Canada	Conseil des sciences du Canada	691	783	1,400	1,451
Statistics Canada -	Statistique Canada -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	71,844	67,662	137,715	129,184
Capital expenditures	Dépenses en capital	2,118	...	3,348	...
		73,962	67,662	141,063	129,184
Canada Post Corporation	Société canadienne des postes	37,125	48,624	74,250	97,252
		550,286	491,249	951,384	901,705

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
PAR MINISTÈRE - Suite

		(in thousands of dollars - en milliers de dollars)			
		QUARTER ENDING SEPT. TRIMESTRE SE TERMINANT EN SEPT.		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1990	1989	1990-91	1989-90
Justice -	Justice -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	40,836	33,401	72,200	60,320
Grants and contributions	Subventions et contributions	47,805	49,723	86,771	83,777
		88,641	83,124	158,971	144,097
Canadian Human Rights	Commission canadienne des droits de la				
Commission	personne	4,431	3,271	7,294	6,153
Commissioner for Federal Judicial	Commissaire à la magistrature				
Affairs -	fédérale -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	1,516	1,209	2,634	2,305
Judges' salaries, allowances and	Traitements, indemnités et pensions				
annuities	des juges	37,870	35,169	75,988	69,902
		39,386	36,378	78,622	72,207
Federal Court of Canada	Cour fédérale du Canada	4,681	3,511	8,556	6,641
Law Reform Commission of Canada	Commission de réforme du droit du Canada	1,196	1,107	2,268	2,188
Offices of the Information and	Commissariats à l'information				
Privacy Commissioners of	et à la protection de la vie				
Canada	privée du Canada	1,508	1,567	2,757	2,771
Supreme Court of Canada	Cour suprême du Canada	3,221	2,840	5,704	4,895
Tax Court of Canada	Cour canadienne de l'impôt	1,744	1,438	3,238	2,545
		144,808	133,236	267,410	241,497
Labour -	Travail -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	16,782	15,153	31,186	28,540
Grants and contributions	Subventions et contributions	8,861	2,209	10,774	4,475
Payments of compensation respecting	Paiements d'indemnités à des agents				
government employees and merchant	de l'État et à des marins				
seamen	marchands	6,194	8,969	13,719	12,505
Labour Adjustment Benefits	Prestations d'adaptation pour les				
payments	travailleurs	23,118	27,506	44,788	58,621
		54,955	53,837	100,467	104,141
Canada Labour Relations Board	Conseil canadien des relations du travail	2,137	2,151	4,034	4,062
Canadian Centre for Occupational	Centre canadien d'hygiène et de				
Health and Safety	sécurité au travail	2,489	2,350	4,237	3,973
		59,581	58,338	108,738	112,176
National Defence -	Défense nationale -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	2,138,667	1,967,175	3,706,546	3,445,140
Capital expenditures	Dépenses en capital	657,581	463,253	1,015,586	760,057
Grants and contributions	Subventions et contributions	53,453	38,974	60,869	42,513
Military pensions	Pensions militaires	227,990	175,369	385,429	335,146
		3,077,691	2,644,771	5,168,430	4,582,856
Emergency Preparedness Canada -	Protection civile Canada -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	204	180	408	360
Grants and contributions	Subventions et contributions .....	...	...	...	...
		204	180	408	360
		3,077,895	2,644,951	5,168,838	4,583,216

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
PAR MINISTÈRE - Suite

		(in thousands of dollars - en milliers de dollars)			
		QUARTER ENDING SEPT. TRIMESTRE SE TERMINANT EN SEPT.		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1990	1989	1990-91	1989-90
National Health and Welfare -	Santé nationale et Bien-être social -				
Department -	Ministère -				
Departmental Administration	Administration centrale	21,209	20,390	40,282	37,001
Health -	Santé -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	185,627	164,874	330,211	310,221
Capital expenditures	Dépenses en capital	5,467	6,638	8,205	7,168
Grants and contributions	Subventions et contributions	70,225	30,052	137,263	61,130
Payments for insured health services and extended health care services	Versements à l'égard des services de santé assurés et des services complémentaires de santé	1,512,089	1,719,757	3,034,358	3,490,821
Social -	Social -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	26,339	21,515	50,047	45,391
Grants and contributions	Subventions et contributions	31,706	32,131	45,380	59,041
Canada Assistance Plan Payments	Versements en vertu du Régime d'assistance publique du Canada	1,396,334	1,218,749	2,895,005	2,455,731
Family Allowance payments	Versements d'allocations familiales	679,190	659,236	1,354,650	1,317,221
Old Age Security, Guaranteed Income Supplement and Spouse's Allowance payments	Versements de sécurité de la vieillesse, du supplément de revenu garanti et d'allocations au conjoint	4,262,230 8,190,416	3,997,736 7,871,078	8,408,684 16,304,085	7,892,321 15,676,071
Medical Research Council -	Conseil de recherches médicales -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	1,498	1,108	2,461	1,961
Grants	Subventions	59,547 61,045	51,096 52,204	108,808 111,269	96,821 98,781
		8,251,461	7,923,282	16,415,354	15,774,861
National Revenue -	Revenu national -				
Customs and Excise -	Douanes et Accise -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	192,218	145,620	332,576	264,951
Capital expenditures	Dépenses en capital	18,858 211,076	1,703 147,323	25,055 357,631	2,261 267,211
Taxation -	Impôt -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	277,770	247,478	533,872	491,001
Capital expenditures	Dépenses en capital	5,080 282,850	5,259 252,737	6,162 540,034	6,681 497,691
		493,926	400,060	897,665	764,911
Parliament -	Parlement -				
The Senate	Sénat	8,379	7,989	16,106	15,521
House of Commons	Chambre des communes	51,887	48,909	94,112	88,041
Library of Parliament	Bibliothèque du Parlement	3,787	3,752	6,974	6,791
		64,053	60,650	117,192	110,351

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
PAR MINISTÈRE - Suite

		(in thousands of dollars - en milliers de dollars)			
		QUARTER ENDING SEPT. TRIMESTRE SE TERMINANT EN SEPT.		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1990	1989	1990-91	1989-90
Privy Council -	Conseil privé -				
Department	Ministère	20,976	14,270	35,063	24,187
Canadian Intergovernmental Conference	Secrétariat des Conférences				
Secretariat	intergouvernementales canadiennes	1,063	720	1,487	1,211
Canadian Transportation Accident	Bureau canadien d'enquête sur les				
Investigation and	accidents de transports et de la				
Safety Board	sécurité des transports	6,164	...	10,253	...
Chief Electoral Officer	Directeur général des élections	2,475	2,422	4,386	18,192
Commissioner of Official Languages	Commissaire aux langues officielles	3,484	2,982	6,269	5,674
Economic Council of Canada	Conseil économique du Canada	2,725	2,522	4,681	4,548
Northern Pipeline Agency	Administration du pipe-line du Nord	45	46	111	69
Public Service Staff Relations	Commission des relations de travail dans				
Board	la fonction publique	2,624	2,528	4,632	4,548
Security Intelligence Review	Comité de surveillance des activités de				
Committee	renseignement de sécurité	354	390	600	647
		39,910	25,880	67,482	59,076
Public Works -	Travaux publics -				
Department -	Ministère -				
Services -	Services -				
Public Works Revolving	Fonds renouvelable des Travaux				
Fund - Operating loss	publics - Déficit de fonctionnement	8,155	239	8,232	40
Public Works Revolving Fund	Fonds renouvelable des Travaux publics	52,100	109,232	203,701	221,153
Real Property -	Biens immobiliers -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	224,265	180,545	325,256	300,002
Capital expenditures	Dépenses en capital	35,988	27,213	44,840	31,387
Grants to municipalities and other	Subventions aux municipalités et				
taxing authorities	autres autorités taxatrices	69,379	55,663	176,365	164,733
Crown Corporations -	Sociétés d'État -				
Payments to Canada Museums	Paiements à la Société de construction				
Construction Corporation Inc	des musées du Canada, Inc	1,500	8,300	3,000	23,500
Payments to Old Port of Montreal	Paiements à la Société du Vieux-Port				
Corporation Inc.	de Montréal Inc.	4,400	1,715	4,400	2,645
Payment to Harbourfront Corporation	Paiement à la Harbourfront Corporation .....	...	...	...	...
		395,787	382,429	765,794	743,460
Canada Mortgage and Housing	Société canadienne d'hypothèques et de				
Corporation	logement	423,873	272,546	755,702	555,817
National Capital Commission -	Commission de la Capitale nationale -				
Payment for operating	Paiement pour les dépenses				
expenditures	de fonctionnement	21,550	15,300	31,950	24,400
Payment for capital expenditures	Paiement pour les dépenses en capital	4,150	5,700	7,350	10,600
Payment for grants and	Paiement pour les subventions				
contributions	et contributions	2,650	2,800	8,050	7,800
		28,350	23,800	47,350	42,800
		848,010	678,775	1,568,846	1,342,077

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
PAR MINISTÈRE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		QUARTER ENDING SEPT. TRIMESTRE SE TERMINANT EN SEPT.		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1990	1989	1990-91	1989-90
Secretary of State -	Secrétariat d'État -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	53,363	46,915	93,993	86,801
Grants and contributions	Subventions et contributions	55,400	41,512	94,292	75,652
Post-Secondary Education payments	Paiements pour l'enseignement				
to provinces	postsecondaire faits aux provinces	467,804	567,554	941,039	1,161,826
Payments under the Canada	Paiements en vertu de la Loi canadienne				
Student Loans Act	sur les prêts aux étudiants	87,066	78,441	171,369	159,572
		663,633	734,422	1,300,693	1,483,854
Canadian Centre for Management	Centre canadien de				
Development	gestion	2,352	1,972	3,807	2,862
Ministry of State (Multiculturalism	Ministère d'État (Multiculturalisme				
and Citizenship) -	et Citoyenneté) -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	8,490	46,267	33,417	79,637
Grants and contributions	Subventions et contributions	9,391	7,250	16,470	11,005
Public Service Commission -	Commission de la fonction publique -				
Program expenditures	Dépenses du Programme	37,347	33,254	68,369	61,996
Staff Development and Training	Fonds renouvelable du perfectionnement				
Revolving Fund	et de la formation du personnel	- 3,012	1,339	- 3,154	1,806
		54,568	90,082	118,909	157,306
Social Sciences and Humanities	Conseil de recherches en				
Research Council -	sciences humaines -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	2,040	1,555	3,509	2,820
Grants	Subventions	18,588	21,567	53,591	37,781
		20,628	23,122	57,100	40,601
		738,829	847,626	1,476,702	1,681,761
Solicitor General -	Solliciteur général -				
Department	Ministère	7,946	6,906	13,337	12,300
Canadian Security Intelligence	Service canadien du renseignement				
Service	de sécurité	41,685	40,392	76,872	71,837
Correctional Service -	Service correctionnel -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	187,088	196,992	372,253	358,717
Capital expenditures	Dépenses en capital	15,176	6,963	16,126	7,709
		202,264	203,955	388,379	366,426
National Parole	Commission nationale des libérations				
Board	conditionnelles	6,082	5,567	11,787	10,232
Royal Canadian Mounted Police -	Gendarmerie royale du Canada -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	341,837	223,488	494,326	390,953
Capital expenditures	Dépenses en capital	16,771	22,176	29,252	31,309
Pensions and other employee	Pensions et autres prestations des				
benefits - Members of the Force	employés - Membres de la GRC	65,168	42,756	100,697	71,274
		423,776	288,420	624,275	493,536
Royal Canadian Mounted Police	Comité externe d'examen de la				
External Review Committee	Gendarmerie royale du Canada	296	247	531	433
Royal Canadian Mounted Police Public	Commission des plaintes du public contre				
Complaints Commission	la Gendarmerie royale du Canada	798	749	1,268	998
		682,847	546,236	1,116,449	955,762
Supply and Services -	Approvisionnement et Services -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	93,165	93,732	173,898	162,802
Capital expenditures	Dépenses en capital	194	1,658	382	1,737
Reciprocal Taxation	Réciprocité fiscale	77,901	73,743	155,799	145,773
Supply Revolving	Fonds renouvelable des				
Fund	approvisionnements	- 12,641	2,377	29,643	49,796
Defence Production Revolving	Fonds renouvelable de la production				
Fund	de défense .....	...	4	...	...
		158,619	171,514	359,722	360,108

GOVERNMENT OF CANADA
 QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
 TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
 BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
 ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
 TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
 PAR MINISTÈRE - Suite

		(in thousands of dollars - en milliers de dollars)			
		QUARTER ENDING SEPT. TRIMESTRE SE TERMINANT EN SEPT.		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1990	1989	1990-91	1989-90
Transport -	Transports -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	219,105	265,490	387,699	440,457
Capital expenditures	Dépenses en capital	78,271	120,942	127,644	161,422
Grants and contributions	Subventions et contributions	31,220	41,544	38,753	58,214
Payment to the Atlantic Pilotage Authority	Paielement à l'Administration de pilotage de l'Atlantique .....	...	...	...	...
Payment to the Laurentian Pilotage Authority	Paielement à l'Administration de pilotage des Laurentides .....	...	...	...	...
Payment to the Canarctic Shipping Company Limited	Paielement à la Compagnie de navigation Canarctic Limitée .....	...	...	5,004	4,405
Payment to the Jacques Cartier and Champlain Bridges Inc.	Paielement à la Société Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée	11,624	3,398	11,624	3,695
Payment to the Canada Ports Corporation	Paielement à la Société canadienne des des ports	3,730	...	3,813	...
Payments to Marine Atlantic Inc.	Paielements à Marine Atlantique S.C.C.	19,424	22,158	59,807	55,549
Payments to VIA Rail Canada Inc.	Paielements à VIA Rail Canada Inc.	74,249	112,730	106,749	162,203
Payment to the St. Lawrence Seaway Authority	Paielement à l'administration de la voie maritime du Saint-Laurent	892	763	4,236	4,535
Payment to CN Railway for benefits provided to employees	Paielement à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada pour les avantages accordés à ses employés	6	8	6	8
Self-Supporting Airports and Associated Ground Services Revolving Fund	Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes	- 47,339	- 7,740	- 126,897	- 76,671
Termination of tolls - Victoria Bridge	Abolition des péages sur le pont Victoria	445	487	451	836
Payments to the Canada Ports Corporation for the Inter-Port Loan Program	Paielements à la Société canadienne des ports pour un programme de prêts interportuaires .....	...	...	...	24,750
		391,627	559,780	618,889	839,403
Civil Aviation Tribunal	Tribunal de l'aviation civile	222	135	341	265
Grain Transportation Agency Administrator	Administrateur de l'Office du transport du grain	950	1,053	1,573	1,672
National Transportation Agency - Operating expenditures	Office national des transports - Dépenses de fonctionnement	8,929	10,023	16,953	18,169
Contributions	Contributions	3,990	1,224	3,990	3,937
Payments under the Western Grain Transportation Act	Paielements en vertu de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest	117,805	143,184	453,660	370,577
Payments under the Railway Act	Paielements en vertu de la Loi sur les chemins de fer	2,722	17,511	7,213	19,591
Payments under the National Transportation Act, 1987	Paielements en vertu de la Loi nationale de 1987 sur les transports	22,173	4,686	26,128	7,436
Payments under the Atlantic Region Freight Assistance Act	Paielements en vertu de la Loi sur les subventions au transport des marchan- disés dans la région Atlantique	19,924 175,543	19,116 195,744	40,114 548,058	38,770 458,480
Canadian Aviation Safety Board	Bureau canadien de la sécurité aérienne .....	...	4,091	...	7,466
		568,342	760,803	1,168,861	1,307,286
Treasury Board -	Conseil du Trésor -				
Secretariat -	Secrétariat -				
Central Administration of the Public Service	Administration centrale de la fonction publique	15,627	18,546	30,067	31,167
Government Contingencies and Centrally Financed Programs	Eventualités du gouvernement et programmes financés par l'administration centrale .....	...	...	...	...
Employer Contributions to Insurance Plans	Contributions de l'employeur aux régimes d'assurance	97,851 711	65,129 439	181,265 1,305	122,680 1,008
Temporary Assignment	Affectation temporaire	114,189	84,114	212,637	154,855
Comptroller General	Contrôleur général	3,538	3,608	6,631	6,232
		117,727	87,722	219,268	161,087

GOVERNMENT OF CANADA
 QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
 TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
 BY DEPARTMENT - Concluded

GOUVERNEMENT DU CANADA
 ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
 TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
 PAR MINISTÈRE - Fin

		(in thousands of dollars - en milliers de dollars)			
		QUARTER ENDING SEPT. TRIMESTRE SE TERMINANT EN SEPT.		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1990	1989	1990-91	1989-90
Veterans Affairs - Veterans Affairs -	Anciens combattants - Anciens combattants -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	123,058	97,987	216,391	178,63
Grants and contributions	Subventions et contributions	327,588	309,669	655,543	612,55
Canadian Pension Commission	Commission canadienne des pensions	1,125	1,163	2,237	2,10
Bureau of Pensions	Bureau de services juridiques				
Advocates	des pensions	2,071	1,983	4,108	3,73
Veterans Appeal Board	Tribunal d'appel des anciens combattants	646	613	1,315	1,23
		454,488	411,415	879,594	798,26
Western Economic Diversification -	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	7,784	7,104	13,678	12,20
Grants and contributions	Subventions et contributions	18,799	19,809	25,033	26,16
Liabilities under the Small Businesses Loans Act	Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises	2,580	2,378	4,681	4,93
		29,163	29,291	43,392	43,29
Expenditure by department on behalf of other departments	Dépenses des ministères pour le compte d'autres ministères	5,551	12,284	8,871	16,71
Provision for valuation	Provision pour évaluation .....	...	...	...	...
Consolidation of specified purpose accounts (net of internal transactions) -	Consolidation de comptes à fins déterminées (déduction faite des opérations internes) -				
Unemployment Insurance Account	Compte d'assurance-chômage	2,201,497	2,073,754	5,019,945	4,373,37
Western Grain Stabilization Account	Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest	- 31,627	- 25,557	- 31,639	- 24,61
Agricultural Commodities Stabilization Accounts	Comptes de stabilisation des produits agricoles	- 14,290	36,758	19,051	148,91
Crop Reinsurance Fund	Caisse de réassurance-récolte	25,505	...	25,505	...
Other	Autres	1,255	794	175	21
		2,182,340	2,084,161	5,032,687	4,497,69
Other internal transactions	Autres opérations internes	- 22,368	- 28,012	- 38,805	- 45,74
TOTAL EXPENDITURE	TOTAL DES DÉPENSES	36,471,458	33,747,581	70,601,892	65,388,87

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA

1. Significant Accounting Policies

i. Government of Canada reporting entity

For purposes of maintaining the accounts of Canada and preparing the quarterly Statements of Financial Operations, the Government of Canada is defined as all the departments named in Schedule I of the Financial Administration Act; any division or branch of the Public Service, including a commission appointed under the Inquiries Act, designated by the Governor in Council as a department for purposes of the Financial Administration Act; the staffs of the Senate, the House of Commons, and the Library of Parliament; and, any corporation named in Schedule II of the Financial Administration Act.

In accordance with the above definition, corporations listed in Parts I and II of Schedule III of the Financial Administration Act, and those Crown corporations that are not subject to Divisions I to IV of Part X of the Financial Administration Act, are excluded in these quarterly statements from the Government of Canada as an reporting entity; therefore, their financial statements are not consolidated with those of the Government. However, at year-end, all Government organizations are accounted in the financial statements by consolidation except for Government enterprises which are accounted for on a cost basis. The borrowings of those corporations which are agents of the Crown are recorded as a liability of the Government net of borrowings expected to be repaid directly by these corporations.

In addition, certain accounts and funds have financial statements which are not consolidated with those of the Government. These accounts and funds include the Canada Pension Plan Account, superannuation accounts and other specified purpose accounts.

ii. Classification of financial transactions

The financial transactions of the Government, as recorded in the accounts of Canada and reported in the quarterly Statements of Financial Operations, are classified into budgetary, non-budgetary, foreign exchange and unmatured debt transactions.

In general terms, budgetary transactions enter into the calculation of the monthly and annual deficit or surplus and are reported, after elimination of transactions internal to the Government, on the Summary and Detailed Statements of Transactions. All other transactions lead to the acquisition or disposal of financial claims (assets) or to the creation or discharge of financial obligations (liabilities).

For purposes of reporting, the classification in force at the end of the quarter is used and amounts for the previous year are reclassified to conform to the current year's accounting policies and presentation.

iii. Budgetary transactions

REVENUE

Revenue consists of all tax and non-tax amounts which affect the monthly and annual deficit or surplus of the Government.

Revenue is reported after deducting refunds paid and excludes amounts receivable, taxes collected on behalf of provinces and territories, and amounts credited to the Canada Pension Plan Account, superannuation accounts, other specified purpose accounts, and other liability accounts. However, amounts receivable for non-tax revenue are fully recorded at year-end.

The Government generally reports tax revenue in the period in which it is received. Refunds of tax revenue are allocated to the year in which the processing cycle for the assessment of the related tax return has been started.

On the Summary and Detailed Statements of Transactions the revenue reported excludes revenue from outside parties credited to appropriations.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DU GOUVERNEMENT DU CANADA

1. Conventions comptables importantes

i. Entité comptable du gouvernement du Canada

Afin de tenir les comptes du Canada et de préparer les états trimestriels des opérations financières, le gouvernement du Canada se définit comme l'ensemble des ministères mentionnés à l'annexe I de la Loi sur la gestion des finances publiques; toute division ou direction de la Fonction publique, y compris toute commission nommée conformément à la Loi sur les enquêtes et désignée par le gouverneur en conseil comme ministère aux fins de la Loi sur la gestion des finances publiques; les employés du Sénat, de la Chambre des communes et de la Bibliothèque du Parlement; ainsi que toute société mentionnée à l'annexe II de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Conformément à la définition susmentionnée, les sociétés énumérées aux parties I et II de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques, et les sociétés d'État qui ne sont pas sujettes aux sections I à IV de la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques, ne font pas partie de ces états trimestriels pour fins de l'entité comptable du gouvernement du Canada; ainsi, leurs états financiers ne sont pas consolidés avec ceux du gouvernement. Cependant, à la fin de l'exercice tous les organismes gouvernementaux sont comptabilisés aux états financiers par voie de consolidation sauf pour les entreprises du gouvernement qui sont comptabilisées sur une base de coût. Les emprunts des sociétés mandataires d'État sont inscrits comme élément de passif du gouvernement après avoir déduit les emprunts à être probablement remboursés directement par ces sociétés.

En outre, certains comptes et fonds possèdent leurs propres états financiers qui ne sont pas consolidés avec ceux du gouvernement. Ces comptes et fonds comprennent le Compte du régime de pensions du Canada, les comptes de pension de retraite et les autres comptes à fins déterminées.

ii. Catégories d'opérations financières

Les opérations financières du gouvernement, enregistrées dans les comptes du Canada et présentées dans les états trimestriels des opérations financières, sont réparties en opérations budgétaires, non budgétaires, de change et de la dette non échue.

En somme, les opérations budgétaires entrent dans le calcul du déficit ou de l'excédent mensuel et annuel et sont inscrites aux états sommaire et détaillé des opérations après l'élimination des opérations internes du gouvernement. Toutes les autres opérations mènent soit à l'acquisition ou au règlement de créances (actif), soit à la création ou au règlement de dettes (passif).

Aux fins de compte rendu, la classification en vigueur à la fin du trimestre est utilisée. Les montants de l'exercice précédent sont reclassifiés pour être conformes aux conventions comptables et à la présentation de l'exercice en cours.

iii. Opérations budgétaires

RECETTES

Les recettes comprennent toutes les recettes fiscales et non fiscales qui agissent sur le déficit ou l'excédent mensuel et annuel du gouvernement.

Les recettes sont comptabilisées après déduction des remboursements versés, et ne comprennent ni les sommes à recevoir, ni les impôts prélevés au nom des provinces et territoires, ni les montants crédités au Compte du régime de pensions du Canada, aux comptes de pension de retraite, aux autres comptes à fins déterminées, et aux autres comptes de passif. Cependant, les montants débiteurs pour les recettes non-fiscales sont enregistrés en entier à la fin de l'exercice.

Le gouvernement rapporte généralement les recettes fiscales au cours de la période dans laquelle elles sont reçues. Les remboursements de recettes fiscales sont imputés à l'exercice auquel le cycle de traitement de l'évaluation du remboursement de taxe pertient à débuté.

Les recettes aux états sommaire et détaillé des opérations ne comprennent pas les recettes à valoir sur les crédits provenant de tiers.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

EXPENDITURE

Expenditure consists of all charges to budgetary appropriations which affect the monthly and annual deficit or surplus of the Government. In addition, budgetary expenditure may also include charges related to the allowance for valuation of loans, investments and advances, the allowances for general contingencies, the allowance for borrowings of agent Crown corporations, and accounts payable and other allowances related to statutory items and certain annual appropriations. Such charges include those for work performed, goods received, services rendered, and transfer payments made during the year and in the supplementary period including accounts payable at year-end.

Expenditure excludes amounts charged to the Canada Pension Plan Account, superannuation accounts, other specified purpose accounts, and other liability accounts.

On the Statement of Budgetary Expenditure by Department, departmental expenditures are reported net of revenue credited to appropriations but include expenditures internal to the Government.

iv. Assets

Assets are defined as the financial claims acquired by the Government on outside organizations and individuals as a result of events and transactions recorded as at the closing date.

As a result of the Government's accounting policies described above, certain financial claims are not reported on the Summary and Detailed Statements of Transactions. The most important of these are accounts receivable for tax and non-tax revenue. However, accounts receivable for non-tax revenue are recorded at year-end.

v. Liabilities

Liabilities are defined as the financial obligations of the Government to outside organizations and individuals as a result of events and transactions which took place prior to the closing date. Refunds payable and some other liabilities and allowances are partially recorded during the year with full recording taking place at year-end only.

vi. Fixed assets

The fixed assets of the Government, which include land, engineering structures and works (such as canals, harbours and roads), buildings, and machinery and equipment, are charged to budgetary expenditure at the time of acquisition or construction.

vii. Valuation of assets and liabilities

ASSETS

Assets are recorded at cost and are subject to annual valuation to reflect reductions from the recorded value to the estimated realizable value. In the case of loans to sovereign states, the Government views these loans as collectible unless formally repudiated by the debtor. The allowance for valuation reflects reductions from the recorded value of loans (and subscriptions to international organizations that make similar loans) with significant concessionary terms.

The Government's gold reserves are included in the International reserves held in the Exchange Fund Account and are recorded and valued at 35 Special Drawing Rights per fine ounce. The Special Drawing Right is an international currency created by the International Monetary Fund, and allocated to countries participating in its Special Drawing Rights Department. It represents a unit of account defined in terms of a "basket" of five major currencies.

LIABILITIES

Liabilities are recorded at the amounts ultimately payable and liabilities for termination benefits, the superannuation accounts and the Government Annuities Account are reported on an actuarial basis.

viii. Allowances for general contingencies

The Government establishes allowances in respect of potential debt or debt service relief measures for financially troubled countries under multilateral agreements.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

DÉPENSES

Les dépenses comprennent toutes les imputations aux crédits budgétaires qui influencent le déficit ou l'excédent mensuel et annuel du gouvernement. De plus, les dépenses peuvent également comprendre les imputations reliées à la provision pour évaluation des prêts, dotations en capital et avances, la provision pour les éventualités générales, la provision pour emprunts des sociétés mandataires d'État, et les créditeurs et les autres provisions reliées à des éléments statutaires et à certains crédits annuels. Ces imputations comprennent les travaux accomplis, les biens reçus, les services exécutés et les paiements de transfert effectués au cours de l'exercice et dans la période complémentaire y compris les créditeurs à la fin de l'exercice.

Les dépenses ne comprennent pas les montants imputés au Compte du régime de pensions du Canada, aux comptes de pension de retraite, aux autres comptes à fins déterminées, et aux autres comptes de passif.

Sur l'état des dépenses budgétaires par ministère, les dépenses ministérielles sont comptabilisées après déduction des recettes à valoir sur les crédits mais comprennent les dépenses internes du gouvernement.

iv. Actif

L'actif se définit comme étant les créances du gouvernement acquises sur des tiers par suite de faits et d'opérations comptabilisés à la date de fermeture des comptes.

Suivant les conventions comptables du gouvernement mentionnées plus haut, certaines créances ne sont pas comprises aux états sommaire et détaillé des opérations. Les plus importantes sont les comptes débiteurs au titre des recettes fiscales et non fiscales. Cependant, les comptes débiteurs pour les recettes non fiscales sont enregistrés à la fin de l'exercice.

v. Passif

Le passif se définit comme étant les dettes du gouvernement envers des tiers suite à des faits et opérations comptabilisés avant la date de fermeture des comptes. Les remboursements à payer ainsi que d'autres créditeurs et provisions sont partiellement inscrits au cours de l'exercice, l'inscription complète étant faite à la fin de l'exercice seulement.

vi. Immobilisations

Les immobilisations du gouvernement qui comprennent les terrains, ouvrages (tels que les canaux, les ports et les routes), bâtiments et matériel, sont imputées aux dépenses budgétaires lors de leur acquisition ou construction.

vii. Évaluation de l'actif et du passif

ACTIF

L'actif est enregistré au coût et fait l'objet d'une évaluation annuelle afin de refléter les diminutions de la valeur enregistrée à la valeur estimative de réalisation. Dans le cas de prêts aux états souverains, aucune diminution de la valeur n'est enregistrée à moins qu'un état souverain refuse, de façon officielle, d'honorer ses dettes. De plus, la provision pour évaluation reflète les réductions de la valeur au livre des prêts (et souscriptions aux organismes internationaux qui effectuent des prêts similaires) ayant des clauses concessionnaires importantes.

Les réserves d'or du gouvernement sont comprises dans les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes et sont inscrites et évaluées à 35 Droits de tirage spéciaux pour chaque once d'or fin. Le Droit de tirage spécial est une unité monétaire internationale créée par le Fonds monétaire international, et attribuée aux pays participant à son Département des Droits de tirage spéciaux. Il représente une unité de compte définie en fonction d'un ensemble de cinq grandes devises.

PASSIF

Le passif est inscrit au montant à payer en fin de compte et les éléments de passif concernant les indemnités de cessation d'emploi, les comptes de pension de retraite ainsi que le Compte des rentes sur l'État, sont rapportés sur une base actuarielle.

viii. Provisions pour des éventualités générales

Le gouvernement établit des provisions concernant les éventuelles dettes ou pour un service de mesures d'aide à la dette de pays en difficultés financières en vertu d'arrangements multilatéraux.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

ix. Translation of foreign currency transactions

Foreign currency transactions are translated and recorded in Canadian dollar equivalents at the exchange rates prevailing at the transaction dates.

On a monthly basis, only Receiver General current cash accounts are revalued at the month-end rate of exchange. All other assets and liabilities are revalued at year-end only. Net gains are credited to revenue while net losses are charged to expenditure.

2. Authorities for Transactions

Revenue can be raised and moneys can be borrowed only with the authority of Parliament. All receipts of money by departments and agencies must be deposited into the Consolidated Revenue Fund (CRF). All disbursements from the CRF for spending on operations, for loans, investments and advances, and for the redemption of matured debt must be authorized by Parliament.

i. Authority for raising revenues

The right of Canada to raise taxes and revenues is contained in the Constitution Acts, and is given specific form in various Acts passed by Parliament. The Financial Administration Act provides general statutory direction regarding the collection, handling and accounting for receipts and contains authority for charging for services or use of facilities. The right of the Government to raise income taxes, excise taxes and duties, tariffs, fines and other revenues and the methods to be used are granted by Parliament in specific legislation related to the type of levy or to ministerial duties and authorities. All bills for the raising of money must originate in the House of Commons and are submitted to the House by the Government. This is normally done through the Minister of Finance's Budget, in which proposed tax and tariff changes required to attain the forecast fiscal policy goals are presented.

ii. Authority for spending on operations

Parliament provides authority to make payments out of the Consolidated Revenue Fund in annual appropriation acts and other statutes (the latter referred to as statutory appropriations). Most Government spending is under statutory authorities, that is authorities which do not generally impose an annual limit on the amount that may be spent. Spending is authorized by reference to statutory formulae or criteria and the authorities usually continue from year to year until changed or rescinded by an act of Parliament. Spending authority provided by statutory appropriations is for specified purposes and for such amounts and such time as the acts prescribe. Spending authority provided by statutory appropriations generally does not lapse at the end of the year in which it was granted. Spending authority granted in appropriation acts is for stated purposes and maximum amounts. Unless provided for in vote wording, unused spending authority granted in appropriation acts lapses at the end of the year for which it was granted. Some authorities continue from year to year and some authorize the spending, within a program, of defined categories of revenue generated by the program.

iii. Authority for loans, investments and advances

These authorities limit the amount of loans, investments or advances that may be made. Unused authority may lapse at the end of a year or may continue from year to year. Non-lapsing authorities often limit only the total of loans that may be outstanding at any one time; thus, principal repaid may be reloaned.

ix. Conversion des opérations de change

Les opérations de change sont converties et comptabilisées en dollars canadiens correspondant aux taux de change en vigueur aux dates des opérations.

Sur une base mensuelle, seuls les comptes de caisse courants du Receveur général sont réévalués à la fin du mois aux taux de change en vigueur à cette date. Les autres éléments d'actif et de passif sont réévalués à la fin de l'exercice seulement. Les gains nets sont crédités aux recettes tandis que les pertes nettes sont imputées aux dépenses.

2. Autorisations pour les opérations

Les recettes peuvent être prélevées et les deniers peuvent être empruntés seulement avec l'autorisation du Parlement. Tous les deniers perçus par les ministères et organismes doivent être déposés au Fonds du revenu consolidé (FRC). Tous les déboursés du FRC pour des dépenses concernant les opérations, pour des prêts, dotations en capital et avances, et pour le rachat de la dette échue doivent être autorisés par le Parlement.

i. Autorisations pour prélever les recettes

Le droit du Canada de prélever les taxes et les impôts est contenu dans les Lois constitutionnelles, et prend une forme distincte dans les différentes lois adoptées par le Parlement. La Loi sur la gestion des finances publiques fournit une ligne de conduite réglementaire concernant la perception, la manutention et la comptabilisation des recettes. Elle contient l'autorisation de fixer les prix pour les services offerts ou pour l'utilisation des installations et équipements. Le droit du gouvernement de prélever les impôts, les taxes et droits d'accise, les tarifs, les amendes et les autres recettes ainsi que les méthodes à être utilisées, est accordé par le Parlement à travers des textes législatifs précis reliés à la catégorie de prélèvement ou aux obligations et autorisations ministérielles. Tous les projets de loi visant au prélèvement de fonds doivent provenir de la Chambre des communes et être présentés en Chambre par le gouvernement. Ceci fait normalement partie du Budget du Ministre des Finances, dans lequel sont présentées les modifications de taxes et tarifs proposées pour atteindre les objectifs selon les prévisions de la politique fiscale.

ii. Autorisations pour les dépenses concernant les opérations

Le Parlement accorde l'autorisation d'effectuer des paiements à même le Fonds du revenu consolidé dans les lois de crédits annuelles et dans d'autres textes de lois (ces derniers intitulés crédits statutaires). La plupart des dépenses gouvernementales sont effectuées en vertu d'autorisations statutaires, c'est-à-dire des autorisations qui généralement n'imposent pas de limite annuelle sur les montants qui peuvent être dépensés. Les dépenses sont effectuées en vertu de critères ou formules statutaires et les autorisations continuent en général d'un exercice à l'autre jusqu'à ce qu'une loi du Parlement les modifie ou les révoque. L'autorisation de dépenser comprise dans les crédits statutaires est consentie à des fins déterminées ainsi que pour des montants et des délais indiqués dans les lois. En général, l'autorisation de dépenser prévue dans les crédits statutaires ne s'annule pas à la fin de l'exercice pour lequel elle a été accordée. L'autorisation de dépenser est accordée, dans les lois de crédits, à des fins déterminées et pour des montants maximaux. À moins que le libellé des crédits ne l'indique autrement, le solde inutilisé de l'autorisation de dépenser accordée dans des lois de crédits s'annule à la fin de l'exercice pour lequel elle a été accordée. Certaines autorisations continuent d'un exercice à l'autre et certaines permettent de dépenser, à l'intérieur d'un programme, des catégories de recettes spécifiques lesquelles sont générées par ledit programme.

iii. Autorisations pour les prêts, dotations en capital et avances

Ces autorisations limitent les montants des prêts, dotations en capital ou avances qui peuvent être effectués. Les autorisations non employées peuvent s'annuler à la fin de l'exercice ou peuvent continuer d'un exercice à l'autre. Les autorisations qui ne s'annulent pas, souvent limitent seulement le total des prêts qui peuvent être en circulation en tout temps; donc, les montants remboursés peuvent être prêtés de nouveau.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA - Continued

iv. Borrowing authority

The Government can borrow only as authorized by acts of Parliament. Borrowing authority acts provide authority for the net amount of new security issues less redemptions during a fiscal year. The authorities lapse at the end of the year except for amounts specifically carried forward to the next fiscal year. Parliament has also provided a continuing authority to the Government under Section 47 of the Financial Administration Act to borrow, for periods not exceeding six months, such amounts as are deemed necessary to meet lawfully authorized disbursements.

3. Crown Corporations

In accordance with the accounting policies of the Government, the assets, liabilities, revenues and expenses reported in the separate financial statements of Crown corporations are not included in the Government's quarterly Statement of Financial Operations. Only the financial transactions between the Government and Crown corporations are included. At year-end, transactions of appropriation dependent Crown Corporations are consolidated with the transactions of the Government while Government enterprises are accounted for by the cost method.

The following table presents the major balance sheet and income statement items for Crown corporations named in Section 85 and/or Schedule III of the Financial Administration Act (FAA).

This summary of financial transactions and results of operations of Crown corporations is based on their accounting policies. Most Crown corporations follow the generally accepted accounting principles used by private sector companies, as outlined in the Handbook of the Canadian Institute of Chartered Accountants.

Financial assets include cash, receivables and loans and investments. Physical assets and deferred charges represent the unexpensed portion of non-financial assets such as buildings, machinery and equipment in use or under construction, inventories and other items of expenditure which will be expensed as these assets are used. Financial assets and liabilities in respect of the Government represent the unpaid balances arising from financing transactions and normal operating activities. Borrowings from outside parties represent amounts repayable to institutional and other investors. Other liabilities are amounts due in respect of purchases, employee termination and pension benefits, accrued interest on borrowings, long-term capital leases and sundry accounts payable. Equity of Canada represents the Government's equity in each Crown corporation as reported by the corporations.

Crown corporations are categorized as being either agents or non-agents of the Crown. Agency status is normally expressly stated in the incorporating legislation or conferred under the provisions of the Government Companies Operation Act. In accordance with Section 54 of the FAA, the payment of all money borrowed by agent Crown corporations and interest thereon, is a charge on and payable out of the Consolidated Revenue Fund. Such borrowings therefore constitute obligations of the Government and are recorded as such in the summary financial statements of Canada net of borrowings expected to be repaid directly by these corporations.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

iv. Pouvoirs d'emprunts

Le gouvernement peut emprunter seulement lorsque des lois du Parlement l'autorisent. Les lois sur le pouvoir d'emprunt fournissent l'autorisation pour le montant net de nouvelles émissions de titres moins les rachats au cours de l'exercice. Les autorisations s'annulent à la fin de l'exercice sauf pour les montants spécifiquement reportés à l'exercice suivant. En vertu de l'article 47 de la Loi sur la gestion des finances publiques, le Parlement a également fourni au gouvernement une autorisation continue d'emprunter, pour des périodes n'excédant pas six mois, des montants qui sont jugés nécessaires pour rencontrer les déboursés autorisés par les lois.

3. Sociétés d'État

Conformément aux conventions comptables du gouvernement, l'actif, le passif, les revenus et les dépenses inscrits dans les états financiers distincts des sociétés d'État ne sont pas compris dans les états trimestriels des opérations financières du gouvernement. Seules les opérations financières entre le gouvernement et les sociétés d'État y sont comprises. À la fin de l'exercice, les opérations des Sociétés d'État qui sont dépendantes de crédit sont consolidées aux opérations du gouvernement, tandis que les entreprises du gouvernement sont comptabilisées au coût.

Le tableau suivant résume les principaux éléments des bilans et états d'exploitation des sociétés énumérées à l'article 85 et/ou à l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques (LGFP).

Ce résumé des opérations financières et résultats d'opérations des sociétés d'État est fondé sur les conventions comptables de celles-ci. La majorité des sociétés d'État suivent les principes comptables généralement reconnus que l'on retrouve dans les entreprises du secteur privé et publié dans le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés.

L'actif financier comprend la caisse et les sommes à recevoir, les prêts et les dotations en capital. L'actif immobilisé et les frais reportés représentent la fraction non dépensée des éléments d'actif non financiers, tels qu'immeubles, machinerie et équipement en usage ou en construction, inventaire et autres éléments de dépense qui seront portés à la dépense lorsque consommés. L'actif financier et le passif auprès du gouvernement représentent les montants impayés provenant d'opérations de financement et d'opérations normales. Les emprunts auprès de tiers représentent les montants à rembourser à des institutions et autres investisseurs. Les autres passifs représentent des créances relativement aux achats, aux indemnités de cessation d'emploi et aux prestations de pensions, aux intérêts courus sur emprunts, contrats de location-acquisition à long terme et autres créanciers. L'avoir du Canada représente l'avoir du gouvernement dans chaque société d'État tel que rapporté par les sociétés.

Les sociétés d'État sont classées soit mandataires ou non mandataires d'État. Le statut de mandataire d'État peut être explicitement énoncé dans les lois constitutionnelles ou conféré selon les dispositions de la Loi sur le fonctionnement des compagnies d'État. Conformément à l'article 54 de la LGFP, le paiement de toute somme d'argent empruntée par les sociétés mandataires d'État, de même que de l'intérêt y afférent, doivent être imputés sur le Fonds du revenu consolidé et versés à même ce Fonds. Par conséquent, de tels emprunts représentent des dettes du gouvernement et sont inscrits comme telles dans les états financiers sommaires du Canada après avoir déduit les emprunts à être probablement remboursés directement par ces sociétés.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA - Continued

Revenues include financial assistance received or receivable from the government in respect of current period of operation.

Equity adjustments include amounts for retroactive changes in the application of accounting principles as well as direct changes or credits to and from equity accounts. Equity transactions with the Government include dividends declared, transfers of profits to the Government and non-current financial assistance provided by the Government.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

Les revenus comprennent l'aide financière reçue ou à recevoir du gouvernement relativement aux opérations de la période en cours.

Les ajustements dans l'avoir comprennent les montants rétroactifs des changements apportés dans l'application des principes comptables ainsi que les imputations directes ou les crédits à l'avoir. Les transactions dans l'avoir avec le gouvernement comprennent les dividendes déclarés, les virements de bénéfices au gouvernement et l'aide financière non courante accordée par le gouvernement.

SUMMARY COMBINED STATEMENTS OF CROWN CORPORATIONS

RÉSUMÉ DES ÉTATS COMBINÉS DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT

		(in millions of dollars) (en millions de dollars)
ASSETS, LIABILITIES AND EQUITY	ACTIF, PASSIF ET AVOIR	
As At June 30, 1990	au 30 juin 1990	
ASSETS	ACTIF	
Financial:	Financier:	
Outside parties	Tiers	35,287
Government and other Crown corporations	Gouvernement et autres sociétés d'État	23,196
Total financial assets	Total de l'actif financier	58,483
Physical assets and deferred charges	Actif immobilisé et frais reportés	20,247
TOTAL ASSETS	TOTAL DE L'ACTIF	<u>78,730</u>
LIABILITIES	PASSIF	
Outside parties -	Tiers -	
Borrowings - agent	Emprunts - mandataire	16,817
- non-agent	- non mandataire	1,654
Bank of Canada notes in circulation and amounts owing to depositors	Effets en circulation de la Banque du Canada et montants dus aux déposants	23,458
Other liabilities	Autres passifs	8,415
Government and other Crown corporations	Gouvernement et autres sociétés d'État	15,416
TOTAL LIABILITIES	TOTAL DU PASSIF	<u>65,760</u>
EQUITY OF CANADA	AVOIR DU CANADA	<u>12,970</u>
TOTAL LIABILITIES AND EQUITY	TOTAL DU PASSIF ET DE L'AVOIR	<u>78,730</u>
Contingent liabilities	Passif éventuel	<u>661</u>
REVENUES, EXPENSES AND CHANGES IN THE EQUITY	REVENUS, DÉPENSES ET CHANGEMENTS DANS L'AVOIR	
For The Three Month Period Ending June 30, 1990	pour la période de trois mois se terminant le 30 juin 1990	
REVENUES -	REVENUS -	
Outside parties	Tiers	4,806
Government and other Crown corporations -	Gouvernement et autres sociétés d'État -	
Financial assistance	Aide financière	850
Other	Autres	396
TOTAL REVENUES	TOTAL DES REVENUS	<u>6,052</u>
EXPENSES -	DÉPENSES -	
Outside parties	Tiers	5,098
Government and other Crown corporations	Gouvernement et autres sociétés d'État	629
TOTAL EXPENSES	TOTAL DÉPENSES	<u>5,727</u>
Net income/loss (-) for the period	Bénéfice net/perte (-) nette pour la période	325
Equity adjustments	Ajustements dans l'avoir	413
Government's share of income/loss (-)	Quote-part du gouvernement dans le (la) bénéfice/perte (-) ...	738
Equity transactions with the Government	Transactions dans l'avoir avec le gouvernement	149
Equity of Canada, April 1st, 1989	Avoir du Canada au 1er avril 1989	12,083
Equity of Canada, at June 30, 1990	Avoir du Canada, au 30 juin 1990	<u>12,970</u>

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

4. Insurance Programs of Agent Crown corporations

At present, three Crown corporations operate insurance programs as agents of Her Majesty. An insurance program is a program where the insured, an outside party, pays an insurance fee which is credited to an insurance fund or provision operated by the corporation. The amount of the fee is based on the estimated amount of insurance fund or provision needed to meet future claims. Insurance programs operated by private corporations such as employee group insurance, dental plans, etc., are not included in this definition.

The insurance programs are intended to operate on a self-sustaining basis but in recent years, two of the Crown corporations have required loans or other funding from the Government to meet obligations.

Information presented below has not been audited since the information presented therein is derived from interim financial statements. The most recent annual financial statements of these corporations may be found in Volume III of the Public Accounts.

In the Summary below, a minus "-" sign preceding the amount reported indicates a fund deficit, an expense recovery or adjustment, or a decrease or loss during the year.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

4. Programmes d'assurance des sociétés mandataires d'État

Présentement, trois sociétés d'État administrent des programmes d'assurance en tant que mandataires de Sa Majesté. Un programme d'assurance est un programme par lequel un assuré (un tiers) verse des frais d'assurance qui sont alors crédités à un fonds d'assurance ou une provision administrée par la société. Le montant à verser comme frais est basé sur le montant prévu nécessaire pour satisfaire à toutes les demandes futures d'indemnisation au titre du fonds d'assurance ou de la provision. Les programmes d'assurance administrés par les corporations privées tels que l'assurance collective des employés, les régimes dentaires, etc., sont exclus de cette définition.

Les programmes d'assurance sont conçus de façon à opérer sur une base autosuffisante, mais depuis quelques années, le gouvernement a fourni des prêts ou d'autres financements à deux sociétés pour satisfaire à leurs demandes d'indemnisation.

Les renseignements qui apparaissent ci-dessous ne sont pas vérifiés puisque l'information est produite à partir d'états financiers intérimaires. On peut retrouver les états financiers annuels, les plus récents, de ces sociétés dans le volume III des Comptes publics.

Un signe moins "-" dans le sommaire ci-dessous indique un déficit dans le fonds, un recouvrement ou un redressement des dépenses, ou une diminution ou perte au cours de l'exercice.

GOVERNMENT OF CANADA

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

SUMMARY OF INSURANCE PROGRAMS OF
AGENT CROWN CORPORATIONS
for The Quarter Ending June 30, 1990

SOMMAIRE DES PROGRAMMES D'ASSURANCE DES
SOCIÉTÉS MANDATAIRES D'ÉTAT
pour le trimestre se terminant le 30 juin 1990

		(in millions of dollars - en millions de dollars)					
		Canada Deposit Insurance Corporation ⁽¹⁾	Canada Mortgage and Housing Corporation ⁽²⁾				Export Development Corporation ⁽³⁾
			Mortgage Insurance Fund	Mortgage-Backed Securities Guarantee Fund	Home Improvement Loan Fund	Rental Guarantee Fund	
		Société d'assurance - dépôts du Canada ⁽¹⁾	Société canadienne d'hypothèques et de logement ⁽²⁾				Société pour l'expansion des exportations ⁽³⁾
			Fonds d'assurance hypothécaire	Fonds de titres hypothécaires garantis	Fonds de prêts pour l'amélioration des maisons	Fonds de garantie de loyer	
Insurance in force as at reporting date	Assurance en vigueur à la date de déclaration						
- current year	- exercice en cours	233,022	50,421	1,139	*	**	4,471
- previous year	- exercice précédent	245,123	46,793	1,954	*	**	3,734
Opening balance of Fund	Solde d'ouverture du Fonds						
- current year	- exercice en cours	-888	83	1	1	16	47
- previous year	- exercice précédent	-1,062	-82	*	1	12	45
Revenue for the period:	Recettes pour la période:						
Premiums and fees	Primes et honoraires						
- current year	- exercice en cours	233	41	1			6
- previous year	- exercice précédent	230	38	1			6
Investment income	Revenu de placement						
- current year	- exercice en cours	1	23				
- previous year	- exercice précédent	1	16				
Other revenue	Autres recettes						
- current year	- exercice en cours	-1				*	
- previous year	- exercice précédent	1				1	
Total revenue	Recettes totales						
- current year	- exercice en cours	233	64	1	*	*	6
- previous year	- exercice précédent	232	54	1	*	1	6
Expense for the period:	Dépenses pour la période:						
Loss on claims	Pertes sur indemnités						
- current year	- exercice en cours		23				5
- previous year	- exercice précédent		-2				
Interest on loans	Intérêts sur prêts						
- current year	- exercice en cours	36					
- previous year	- exercice précédent	46					
Administrative	Administration						
- current year	- exercice en cours	2	16			*	
- previous year	- exercice précédent	3	17	1		1	
Funds returned to Government	Fonds retournés au gouvernement						
- current year	- exercice en cours						
- previous year	- exercice précédent						
Total expense	Dépenses totales						
- current year	- exercice en cours	38	39			*	5
- previous year	- exercice précédent	49	15	1		1	
Net income/loss (-) for the period	Revenus nets/pertes (-) nettes pour la période						
- current year	- exercice en cours	195	25	*	*		1
- previous year	- exercice précédent	183	39		*		6
Closing balance of Fund	Solde de fermeture du Fonds						
- current year	- exercice en cours	-693	108	2	1	16	48
- previous year	- exercice précédent	-879	-43	*	1	12	51
Net claims during the period ⁽⁴⁾	Montants nets des indemnités pour la période ⁽⁴⁾						
- current year	- exercice en cours	-10	15	**	*	**	2
- previous year	- exercice précédent	-23	-20	**	*	**	-5
Five year average of net claims paid	Moyenne des montants nets des indemnités payées pour les cinq derniers exercices						
- current year	- exercice en cours	245	-2	**	*	**	2
- previous year	- exercice précédent	311	58	**	*	**	-3

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA - Continued

[1] The Canada Deposit Insurance Corporation (CDIC) provides insurance on deposits placed with member banks and trust and loan companies for up to \$60,000 per depositor per institution. In recent years, premiums paid by member institutions have not been sufficient to meet obligations incurred by CDIC under the insurance plan. This deficiency has been funded, in part, by loans from the Government of \$1,375 million at June 30, 1990 (\$1,695 million at June 30, 1989). The Government is continuing to explore alternatives to allow CDIC, over the long run, to eliminate its deficiency without budgetary support from the Government. Since there is no reason to believe that this will not be the case, no provision has been made in the accounts of Canada for the losses experienced by CDIC.

[2] Canada Mortgage and Housing Corporation (CMHC) administers four funds of which the Mortgage Insurance Fund (MIF) and the Mortgage-Backed Securities Guarantees Fund are active. The MIF provides insurance, for a fee, to private sector lending institutions to cover mortgage lending on Canadian housing. Besides establishing a framework of confidence for mortgage lending by private institutions, the Fund facilitates an adequate supply of mortgage funds by reducing the risk to lenders and by encouraging the secondary market trading of mortgages, to make housing more accessible for Canadians. An actuarial study September 30, 1989 disclosed that the Funds is more than sufficient to pay all future claims with respect to business in force. The surplus as at September 30, 1989 was estimated to be \$4.2 million. The Mortgage-Backed Securities (MBS) Program was implemented in 1987. For a fee paid by approved financial institutions, CMHC and ultimately the Government, guarantee timely payment of principal and interest to MBS investors who participate in a pool of MIF insured first residential mortgages which have been repackaged by the financial institution into investments of \$5,000 denominations. Since 1984, the Corporation has also operated the Mortgage Rate Protection Program (MRPP). As premiums collected by CMHC for the Program are remitted directly to the Consolidated Revenue Fund (CRF) and obligations of the MRPP are ultimately payable from the CRF, the Mortgage Rate Protection Program does not meet the definition of a Crown corporation insurance plan as defined above. Therefore, operating particulars of this Program are not included in this summary but some information will be found in the notes to the Government of Canada Statement of Contingent Liabilities.

[3] The Export Development Corporation (EDC) provides export and foreign investment insurance to Canadian business to facilitate and develop export trade. The insurance fund has been adequate to provide for the full cost of claims experienced to date and to establish an allowance for future claims based on previous claims experience.

[4] Refers to the difference between claims and amounts received from sales of related assets and other recoveries.

• Less than \$500,000.

•• Not applicable.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

[1] La Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC) fournit une assurance jusqu'à concurrence de \$60,000 par déposant et par institution, sur les dépôts faits auprès des banques et compagnies de prêts et de fiducies qui sont membres. Depuis quelques années, les primes versées par les institutions membres n'étaient pas suffisantes pour satisfaire à toutes les demandes d'indemnisation faites auprès de la SADC aux termes du régime d'assurance. Ce déficit a été comblé en partie par des prêts du gouvernement de \$1,375 millions au 30 juin 1990 (\$1,695 millions au 30 juin 1989). Le gouvernement continue d'examiner des alternatives afin de permettre à la SADC d'éliminer, avec le temps, son déficit sans aide budgétaire du gouvernement. Puisqu'il n'y a pas lieu d'en croire autrement, aucune provision n'a été établie dans les comptes du Canada pour les pertes subies par la SADC.

[2] La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) administre quatre fonds dont le Fonds d'assurance hypothécaire (FAH) et le Fonds de titres hypothécaires garantis sont actifs. Le FAH fournit de l'assurance aux institutions de crédit du secteur privé, moyennant des frais, afin de couvrir les prêts hypothécaires concernant le logement canadien. Tout en mettant en place un système par lequel les institutions privées peuvent accorder des prêts hypothécaires en toute confiance, le Fonds permet également qu'un approvisionnement continu de fonds hypothécaires soit disponible à moindre risque aux prêteurs et que le commerce secondaire d'hypothèques soit favorisé pour rendre le logement plus accessible aux Canadiens. Une étude actuarielle en date du 30 septembre 1989 démontre que le Fonds est plus que suffisant pour rencontrer les demandes d'indemnisations futures concernant les activités en vigueur. Au 30 septembre 1989, un surplus a été estimé à \$4.2 millions. Le Programme des titres hypothécaires garantis fut introduit en 1987. Sur versements d'une prime, la SCHL, et finalement le gouvernement, garantit le paiement ponctuel du principal et des intérêts aux investisseurs dans des titres hypothécaires réunis par une institution financière en un bloc de créances hypothécaires résidentiels dont l'institution prépare et livre les certificats en multiples de \$5,000. Depuis 1984, la SCHL opère le Programme de protection des taux hypothécaires. Étant donné que les primes encaissées pour ce Programme par la SCHL sont déposées dans le Fonds du revenu consolidé (FRC) et que les créances du Programme sont finalement payées à même le FRC, le Programme de protection des taux hypothécaires ne rencontre pas la définition d'un plan d'assurance administré par une société d'État tel que défini ci-haut. Par conséquent, les résultats d'opérations du Programme ne sont pas inclus dans le sommaire mais de l'information supplémentaire apparaît dans les notes afférentes à l'état du passif éventuel du gouvernement du Canada.

[3] La Société pour l'expansion des exportations (SEE) fournit de l'assurance aux entreprises canadiennes sur les investissements étrangers et sur les exportations afin de faciliter et de développer le commerce de l'exportation. Le fonds d'assurance a été suffisant afin de pourvoir au coût global des réclamations à date et pour établir une provision pour des réclamations futures basées sur l'expérience passée.

[4] Se rapporte à l'écart entre les réclamations et les montants recouverts sur les ventes de biens connexes et d'autres recouvrements.

• Moins de \$500,000.

•• Sans objet.

Contingent Liabilities

A contingent liability is a potential liability which may become an actual liability when one or more future events occur or fail to occur. The details of contingent liabilities of the Government are provided in the following statement and consist of explicit guarantees by the Government and potential liabilities arising from pending and threatened litigation relating to claims and assessments in respect of breach of contract, damages to persons and property and like items.

The authorized limit represents the aggregate total of various types of liabilities of Government bodies as stipulated in legislation, legal agreements and other documents that may be in force at any one time.

5. Passif éventuel

Un élément de passif éventuel signifie un élément de passif possible qui peut se transformer en un élément de passif réel advenant un ou plusieurs événements futurs. Le détail du passif éventuel du gouvernement est fourni dans l'état suivant et comprend les garanties formelles par le gouvernement et les pertes possibles résultant de causes en instance ou imminentes relatives à des demandes d'indemnité et d'évaluation à l'égard de l'inexécution de contrats, de dommages causés à des personnes et à un bien et d'éléments connexes.

Les limites autorisées indiquées dans le tableau ci-dessous désignent le montant total des divers genres d'autorisations utilisées par des organismes gouvernementaux tels que stipulées dans la législation, des ententes légales ou d'autres documents qui peuvent être en vigueur à un moment donné.

STATEMENT OF CONTINGENT LIABILITIES
At June 30, 1990ÉTAT DU PASSIF ÉVENTUEL
au 30 juin 1990

		(in millions of dollars - en millions de dollars)		
	Authorized limit (where applicable) ⁽¹⁾	Contingent liability ⁽²⁾	Percentage of net claims to outstanding guarantees (where applicable) ⁽³⁾	
	Limite autorisée (s'il y a lieu) ⁽¹⁾	Passif éventuel ⁽²⁾	Rapport entre les indemnités nettes et les garanties en vigueur (s'il y a lieu) ⁽³⁾	
EXPLICIT GUARANTEES BY THE GOVERNMENT OF -				
Borrowings by Crown corporations which are not agents of Her Majesty -				
Canadian National Railway Company - Bonds and notes				
Borrowings by other than Crown corporations -				
from agents -				
Loans to Indians by the Canada Mortgage and Housing Corporation and the Farm Credit Corporation, for on-reserve housing				
from other than agents ^[5] -				
Guarantee programs of the Government -				
Canada Student Loans Act				
Small Businesses Loans Act				
Farm Improvement Loans Act				
and Farm Improvement and Marketing Cooperatives				
Loans Act				
Atlantic Enterprise Program				
Enterprise development program and Canadian Industrial Renewal Board				
Fisheries Improvement Loans Act				
Advance Payments for Crops Act				
Regional Development Incentives Act				
Loans to Indians by approved lenders for on-reserve housing				
Financial obligations incurred by air carriers regarding purchase of The de Havilland Aircraft of Canada, Limited DHC-7 and DHC-8 aircraft				
Indian economic development				
Loans to promote the commercial activities of Eskimos				
GARANTIES FORMELLES PAR LE GOUVERNEMENT POUR -				
Emprunts par des sociétés d'Etat qui ne sont pas mandataires de Sa Majesté -				
Chemins de fer nationaux du Canada - Obligations et effets				
Emprunts effectués par des entités autres que des sociétés d'Etat -				
De sociétés mandataires -				
Prêts consentis aux Indiens par la Société canadienne d'hypothèques et de logement et la Société du crédit agricole, pour habitations sur les réserves	575	70 ^[4]	0.6	
De sociétés non mandataires ^[5] -				
Programmes de garantie du gouvernement -				
Loi fédérale sur les prêts aux étudiants	6,113	2,766	2.7	
Loi sur les prêts aux petites entreprises	948 ^[6]	477	5.0	
Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative	355 ^[6]	158	1.0	
Programme Entreprise Atlantique	152	153 ^[7]	1.1	
Programme d'expansion des entreprises et Office canadien pour un renouveau industriel	967	10 ^[8]	13.0	
Loi sur les prêts aux entreprises de pêche	22 ^[6]	7	12.3	
Loi sur le paiement anticipé des récoltes	400	5	0.1	
Loi sur les subventions au développement régional	21	3	59.3	
Prêts consentis aux Indiens par des prêteurs agréés pour habitations sur les réserves	^[9]	439 ^[4]	0.2	
Dettes encourues par des transporteurs aériens concernant l'achat des avions DHC-7 et DHC-8 de The de Havilland Aircraft of Canada, Limited	916 ^[10]	455 ^[10]		
Développement économique des Indiens	34 ^[11]	4 ^[4]	9.3	
Prêts pour encourager les activités commerciales des Esquimaux	5	^[12]		
	9,933	4,477		

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - ContinuedSTATEMENT OF CONTINGENT LIABILITIES
As At June 30, 1990

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
DU GOUVERNEMENT DU CANADA - SuiteÉTAT DU PASSIF ÉVENTUEL
au 30 juin 1990

		(in millions of dollars - en millions de dollars)		Percentage of net claims to outstanding guarantees (where applicable) ⁽³⁾
		Authorized limit (where applicable) ⁽¹⁾	Contingent liability ⁽²⁾	
		Limite autorisée (s'il y a lieu) ⁽¹⁾	Passif éventuel ⁽²⁾	Rapport entre les indemnités nettes et les garanties en vigueur (s'il y a lieu) ⁽³⁾
Other explicit loan guarantees -	Autres garanties formelles de prêts -			
Loans to NewGrade Energy Inc to finance construction of a heavy oil upgrader	Prêts à la société NewGrade Energy Inc pour financer la construction d'une usine de valorisation du pétrole lourd	275	265	
Loans to construct coal handling and terminal facilities by Ridley Terminals Inc	Prêts pour la construction d'installations de manutention du charbon et de terminus par Ridley Terminals Inc	230	200	
Loans to Marine Industries Limited for acquisition of assets	Prêts à Marine Industries Limited pour l'acquisition de biens	55	42	
Loan to St. Mary's Paper Inc to modernize and expand a paper making facility at Sault Ste Marie, Ontario	Prêt à St. Mary's Paper Inc pour moderniser et agrandir une papeterie à Sault Ste Marie, Ontario	15	15	
Loans for the restructuring of Maislin Industries Ltd	Prêts pour la réorganisation de Maislin Industries Ltd	10 ⁽¹⁰⁾	10 ^(10,13)	
Loan to Nardex Canada Ltée for the manufacture of radio-protection and radio-telecommunication systems	Prêt à Nardex Canada Ltée pour la fabrication des systèmes de protection et de télécommunication radiophonique	1	*	
Loans for the financing of Cheticamp Fishermen's Co-operative Society Ltd	Prêts pour le financement de Cheticamp Fishermen's Co-operative Society Ltd	*	*	
		586	532	
Insurance programs of the Government ⁽¹⁴⁾ -	Programmes d'assurance du gouvernement ⁽¹⁴⁾ -			
Insurance against accidents at nuclear installations under the Nuclear Liability Act ⁽¹⁵⁾	Assurance en prévision des accidents aux installations nucléaires en vertu de la Loi sur la responsabilité nucléaire ⁽¹⁵⁾	675	664	
Insurance under the Fishing Vessel Insurance Plan ⁽¹⁶⁾	Assurance aux termes du régime d'assurance des bateaux de pêche ⁽¹⁶⁾	26	368	
Accounts administered for the Government by the Export Development Corporation - Insurance and related guarantees	Comptes administrés par la Société pour l'expansion des exportations au nom du gouvernement - Assurance et garanties connexes	7,000 ⁽¹⁷⁾	78	
		7,701	1,110	
Other explicit guarantees ⁽¹⁸⁾ -	Autres garanties formelles ⁽¹⁸⁾ -			
Guarantees under the Prairie Grain Advance Payments Act	Garanties en vertu de la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies	95	95	⁽¹⁹⁾
Guarantees under the Agricultural Products Co-operative Marketing Act	Garanties en vertu de la Loi sur la vente coopérative des produits agricoles	39	39	0.1
Guarantee of electricity sales by Yukon Energy Corporation to Curragh Resources Inc	Garantie de vente d'électricité par la société Yukon Energy Corporation à Curragh Resources Inc ..	2	2 ⁽²⁰⁾	
Guaranty to City of Toronto of payment by H&D International Group of 25% of the estimated cost of a proposed pedestrian bridge connecting Skydome Stadium to Harbourfront Corporation property	Garantie à la ville de Toronto concernant le paiement de 25% du coût estimé d'un pont reliant le Stade Skydome à la propriété Harbourfront Corporation	*	1 ⁽²¹⁾	
Guarantees of residual liabilities resulting from the devolution of Northern Canada Power Commission	Garanties de passifs résiduels suite à la dévolution de la Commission d'énergie du Nord canadien			
		136	137	
Total explicit guarantees	Total des garanties formelles	18,931	6,326	
PENDING AND THREATENED LITIGATION	CAUSES EN INSTANCE ET IMMINENTES		10,532 ^(10,22)	
COMPREHENSIVE NATIVE LAND CLAIMS	REVENDEICATIONS GLOBALES DE TERRAINS		1,964 ⁽²³⁾	
Total ⁽²⁴⁾	Total ⁽²⁴⁾		18,822	

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA - Continued

The authorized limits indicated in the preceding statement, represent the aggregate total of various types of authorities of Government bodies as stipulated in legislation, legal agreements or other documents that may be in force at any one time.

A contingent liability is a potential liability which may become an actual liability when one or more future events occur or fail to occur.

Represents the average percentage over the most recent 5 years of net claims to the average amount of outstanding guarantees for the same period computed as at June 30, 1990. In some situations where historical data is not readily available, departmental estimates have been used.

Includes committed guarantees for the following loans to be made: to Indians for on-reserve housing \$76,776,202 and for Indian economic development \$806,489. As at March 31, 1990 (most recent data available), no loans had been issued for these amounts.

A letter of comfort has been issued by the Minister of Finance with respect to loan guarantees provided by the Bank of Canada to the Bank for International Settlements in favour of Guyana. The Government's potential and actual liability at June 30, 1990 was \$31,500,000 US.

The Act places limits on the maximum amount of guarantee for loans made by eligible lenders over different loan periods. The maximum amount of guarantee by lender is expressed in legislation as a percentage of aggregate loans made to qualified borrowers and varies according to the dollar value range of aggregate loans made by the lender. The authorized limits for given loan periods are included in the figure reported until all qualified loans made by all eligible lenders, in the given periods, are no longer outstanding and are not adjusted for loan repayments nor payments made by the Government for guaranteed amounts in which default has occurred.

The Atlantic Enterprise Program offers loan insurance on new term loans for the establishment, expansion or modernization of commercial operations in eligible sectors in the Atlantic provinces where the Program is administered by the Atlantic Canada Opportunities Agency (\$123,915,195 as at June 30, 1990) and in the Gaspé Peninsula and Magdalen Islands of Québec where administration of the Program is the responsibility of the Department of Industry, Science and Technology (\$28,561,450 as at June 30, 1990). Industry, Science and Technology also has responsibility for all capital projects in excess of \$20 million.

Includes \$62,034 attributable to the Canadian Industrial Renewal Board.

The authorized limit for loan guarantees for on-reserve housing totals \$575,000,000 (shown above) for loans made by the Canada Mortgage and Housing Corporation, the Farm Credit Corporation and other approved lenders.

Amount denominated wholly or partially in a foreign currency and translated at the closing rate of exchange as at date of statement.

The maximum aggregate amount that may be paid or that may have been paid from the Consolidated Revenue Fund (CRF) relative to Indian Economic Development in previous, current or subsequent years, with respect to all guarantees authorized and granted, is set at \$60 million. As at March 31, 1990 (most recent data available) a total of \$26,015,858 has been expended from the CRF leaving a balance of \$33,984,142 available for disbursement.

Loans under the guarantee have been repaid in full and consequently contingent liability no longer exists.

Maislin Industries Ltd was placed in receivership on July 11, 1983 and was declared bankrupt on October 19, 1983. To date, the Government has made interim payments totalling \$18,500,000 US to creditors under a guarantee in the amount of \$27,000,000 US. It is anticipated that the Government will be called upon to make a final payment of possibly \$8,500,000 US to settle remaining obligations to creditors when certain issues are settled in US Bankruptcy Court, however the amount cannot be determined at present with any certainty.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

[1] Les limites autorisées indiquées dans l'état ci-dessus désignent le montant total des divers genres d'autorisations utilisées par des organismes gouvernementaux, tels que stipulés dans la législation, des ententes légales ou d'autres documents, qui peuvent être en vigueur à un moment donné.

[2] Un élément de passif éventuel signifie un élément de passif possible qui peut se transformer en élément de passif réel advenant un ou plusieurs événements futurs.

[3] Représente le rapport au cours des cinq derniers exercices entre la moyenne des indemnités nettes et la moyenne des garanties en cours pour la même période, calculé au 30 juin 1990. Dans les cas où les données d'origine ne sont pas facilement disponibles, les prévisions ministérielles ont été utilisées.

[4] Comprend les engagements de garantie à être effectués concernant les prêts suivants: aux Indiens pour habitations sur les réserves \$76,776,202 et pour le développement économique des Indiens \$806,489. Aucun prêt n'avait été consenti en raison de ces montants au 31 mars 1990 (information la plus récente disponible).

[5] Le ministre des Finances a émis une lettre d'accord présumé à la Banque du Canada en ce qui concerne des garanties de prêts effectués par la Banque du Canada envers la Banque des règlements internationaux en faveur de la Guyanne. Le passif éventuel et le risque réel du gouvernement suite à cette lettre d'accord au 30 juin 1990 s'est élevé à \$31,500,000 É.U.

[6] La Loi limite la somme maximum de la garantie pour prêts effectués par des prêteurs admissibles sur différentes périodes de prêts. La somme maximum de la garantie accordée à chaque prêteur est énoncée, d'après la Loi, comme étant un pourcentage du total des prêts consentis aux emprunteurs autorisés et varie selon la valeur totale des prêts effectués par le prêteur. Les limites autorisées pour des périodes de prêts données sont comprises dans le chiffre divulgué jusqu'à ce que tous les prêts approuvés et consentis par les prêteurs admissibles dans la période donnée, soient réglés. Ces limites ne sont pas redressées par les remboursements de prêts ni par les paiements effectués par le gouvernement pour les montants garantis en souffrance.

[7] Le Programme Entreprise Atlantique offre des assurances de prêts sur de nouveaux prêts à terme pour établir, moderniser ou agrandir des opérations commerciales dans les secteurs éligibles des provinces de l'Atlantique où le Programme est administré par l'Agence de promotion économique au Canada atlantique (\$123,915,195 au 30 juin 1990) et pour la péninsule de Gaspé et les Îles-de-la-Madeleine du Québec où le ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie a la responsabilité de l'administration du Programme (\$28,561,450 au 30 juin 1990). Ce ministère a aussi la responsabilité de tous les projets d'immobilisation dépassant \$20 millions.

[8] Comprend un montant de \$62,034 imputable à l'Office canadien pour un renouveau industriel.

[9] La limite autorisée sur les prêts garantis pour habitations sur les réserves s'élève à \$575,000,000 (voir ci-haut) pour les prêts effectués par la Société canadienne d'hypothèques et de logement, la Société du crédit agricole et par d'autres prêteurs agréés.

[10] Montant libellé entièrement ou partiellement en une devise étrangère et converti au cours du change en vigueur à la date de comptabilisation.

[11] Le montant maximum total déboursé ou pouvant être déboursé à même le Fonds du revenu consolidé (FRC) pour l'exercice en cours et les exercices précédents ou subséquents relativement aux garanties autorisées et accordées pour le développement économique des Indiens est fixé à \$60 millions. Au 31 mars 1990, (information la plus récente disponible) un montant total de \$26,015,858 a été déboursé à même le FRC laissant un solde disponible de \$33,984,142.

[12] Les prêts sous garantie ont été remboursés en entier et conséquemment il n'y a plus de passif éventuel.

[13] Maislin Industries Ltd a été placée sous séquestre le 11 juillet 1983 et a déclaré faillite le 19 octobre 1983. À la date de comptabilisation, le gouvernement a effectué des versements provisoires totalisant \$18,500,000 É.U. aux créanciers en vertu d'une garantie au montant de \$27,000,000 É.U. On anticipe que le gouvernement devra effectuer un paiement final, possiblement de \$8,500,000 É.U. pour régler les obligations restantes aux créanciers lors du règlement de certaines émissions au tribunal des faillites des États-Unis mais le montant ne peut pas être déterminé, en ce moment, avec certitude.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA - Concluded

[14] Since 1984, the Canada Mortgage and Housing Corporation (CMHC) has operated the Mortgage Rate Protection Program on behalf of the Government. In return for payment of a premium, CMHC will reimburse homeowners 75% of any increase in monthly mortgage payments, above a deductible, due to higher interest rates at the time of mortgage renewal. As recent mortgage interest rates have been relatively stable, the Program is not widely utilized and loans covered by the Program at June 30, 1990 amounted to only \$911,000 (\$911,000 at June 30, 1989). Premiums collected by CMHC are remitted directly to the Consolidated Revenue Fund (CRF) and obligations are ultimately payable from the CRF. Because of the nature of the Program, it is not possible to estimate the amounts, if any, that might be payable at some future date.

[15] There have been no claims under the Nuclear Liability Act since its inception in 1970. The Act covers 15 Canadian nuclear installations as at June 30, 1990.

[16] The Fishing Vessel Insurance Plan is administered by the Government to assist fishermen in meeting abnormal capital losses. A consolidated specified purpose account is credited with all amounts received by way of premiums, recoveries and with advances in accordance with regulations by the Government, such advances not to exceed \$150,000 at any time. The account is debited with refunds of premiums and payments in settlement of third party vessel collision damage claims against fishermen, where the collision involves a vessel insured under the Plan. As at June 30, 1990, the insured value of vessels under the Plan amounted to \$368,618,000; the balance of the account was \$25,510,966 and outstanding claims against the Plan amounted to \$1,250,000.

[17] The Export Development Act specifies that the Export Development Corporation may enter into contracts of insurance, re-insurance, related guarantees and other agreements up to a maximum of \$7 billion, the authorized limit.

[18] A letter of comfort has been issued with respect to credit grain sales by the Canadian Wheat Board. The letter states that the Government will assume responsibility for the liabilities arising from defaults in payment by countries purchasing Canadian grain on credit. Receivables under this guarantee amounted to approximately \$4.7 billion at June 30, 1990.

[19] Less than 0.1%.

[20] The Government has agreed to pay Yukon Energy Corporation up to \$300,000 per year up to March 31, 1997 should electricity sales to Curragh Resources Inc. fall below specified limits.

[21] Contingent liability no longer exists.

[22] Includes \$7.8 billion related to native statutory and treaty obligations representing plaintiffs' claims in 73 litigation cases. There are another 120 similar cases for which amounts are not stated in the claims, and for which it is not possible to determine the amounts that may be ultimately payable.

[23] The Government has 6 comprehensive native land claims under negotiation which is the maximum number that may be negotiated at any one time. Two of these claims are awaiting ratification and one has been agreed to in principle. Should all 3 claims be ratified, and the legislation for the settlement thereof be enacted, the Government of Canada would be liable to pay financial compensation of \$1.4 billion which would come due and payable over a number of years. In addition to the compensation payments, the settlement of these 3 claims would lead to implementation costs, estimated to be \$600 million, over the next ten years.

[24] Contingent gains. A contingent gain is a potential gain or possible recovery that may become an actuality when one or more future events occur or fail to occur. Two departments reported contingent gains as at June 30, 1990 totalling approximately \$9.5 million.

• Less than \$500,000.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Fin

[14] Depuis 1984, la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) opère, pour le compte du gouvernement, le Programme de protection des taux hypothécaires. Sur paiement de primes, la SCHL rembourse, lors du renouvellement, les propriétaires 75% des augmentations causées par les hausses marquées de taux d'intérêt au-delà d'un montant déductible. Les taux hypothécaires étant relativement stables, le Programme n'est pas tellement utilisé et les prêts couverts par le Programme au 30 juin 1990 ne s'élèvent qu'à \$911,000 (\$911,000 au 30 juin 1989). Les primes encaissées par la SCHL sont remises au Fonds du revenu consolidé (FRC) et les créances du Programme sont payables à même le FRC. La nature même du Programme ne permet aucune estimation des créances futures.

[15] Il n'y a eu aucune réclamation en vertu de la Loi sur la responsabilité nucléaire depuis sa mise en vigueur en 1970. La Loi couvre 15 installations nucléaires canadiennes au 30 juin 1990.

[16] Le Régime d'assurance des bateaux de pêche est administré par le gouvernement afin d'assurer les pêcheurs contre des pertes en capital anormales. Un compte à fins déterminées consolidé est crédité de toutes les sommes encaissées à titre de primes et de recouvrements, ainsi que des avances consenties par le gouvernement conformément à ces règlements, de telles avances ne devant pas dépasser en tout temps \$150,000. Le compte est débité de remboursements de primes et du règlement des réclamations de dommages-intérêts envers des tiers pour collision, lorsque la collision met en cause un bateau assuré aux termes du Régime. Au 30 juin 1990, la valeur assurée des bateaux aux termes du Régime se chiffrait à \$368,618,000; le solde du compte était de \$25,510,966 et les réclamations non réglées au titre du Régime se sont élevées à \$1,250,000.

[17] La Loi sur l'expansion des exportations précise que la Société pour l'expansion des exportations peut conclure des contrats d'assurance, de réassurance, de garanties connexes et d'autres accords jusqu'à un maximum de \$7 milliards, ce qui représente la limite autorisée.

[18] Une lettre d'accord présumé a été émise concernant les ventes de céréales à crédit par la Commission canadienne du blé. La lettre spécifie que le gouvernement assumera la responsabilité de la dette advenant le défaut de paiement par un pays achetant à crédit les céréales canadiennes. Le montant débiteur au 30 juin 1990, en vertu de cette garantie, s'élève à environ \$4.7 milliards.

[19] Moins de 0.1%.

[20] Selon une entente entre le gouvernement et la société Yukon Energy Corporation se terminent le 31 mars 1997, un montant de \$300,000 sera versé annuellement advenant que les ventes d'électricité à Curragh Resources Inc. soient en dessous du seuil prédéterminé.

[21] Il n'y a plus de passif éventuel.

[22] Comprend \$7.8 milliard relié aux engagements envers les autochtones par suite de statuts et traités. Ce montant représente les revendications des plaignants dans 73 causes en litige. Il y a 120 causes semblables pour lesquelles des montants ne sont pas énoncés dans les revendications et pour lesquelles il est impossible de déterminer les montants qui peuvent finalement être à payer.

[23] Le gouvernement négocie présentement 6 revendications globales de terrains concernant les autochtones. Ce nombre représente le maximum qui peut être négocié à tous moments. De ces revendications, deux attendent d'être entérinées et une entente de principe a été convenue pour une autre. Si les 3 revendications sont entérinées, et la loi pour le règlement promulguée, le gouvernement du Canada sera responsable de payer une indemnité financière s'élevant à \$1.4 milliard dont l'échéance et les paiements d'échelonnement sur un nombre d'années. En plus des paiements d'indemnité, le règlement de ces 3 revendications va entraîner des coûts de mise en oeuvre qui sont évalués à \$600 millions, répartis sur les dix prochaines années.

[24] Gains éventuels. Un gain éventuel est un gain potentiel ou un recouvrement possible pouvant se matérialiser advenant un ou plusieurs événements futurs. Deux ministères ont déclaré des gains éventuels au 30 juin 1990 totalisant approximativement \$9.5 millions.

• Moins de \$500,000.





15/5



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

**Quarterly
Statements
of Financial
Operations**

**États
trimestriels
des opérations
financières**

Ending

se terminant

December 31, 1990

le 31 décembre 1990

Fiscal Year
1990-91

Exercice
1990-91



The Honourable Paul Dick
Receiver General for Canada

L'honorable Paul Dick
Receveur général du Canada

Any inquiries should be directed to the:

Chief,
Central Accounts Analysis Section,
Central and Public Accounts Branch
Government Operational Services
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada.
K1A 0S5

Telephone: (819) 956-1880

Toute demande de renseignements devrait être
faite à la personne suivante:

Chef,
Section de l'Analyse des comptes centraux,
Direction des comptes publics et centraux
Services opérationnels au gouvernement
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada.
K1A 0S5

Téléphone: (819) 956-1880

TABLE OF CONTENTS

	<u>PAGE</u>
Preface	1
Quarterly Statements of Financial Operations -	
Table I - Summary Statement of Transactions	3
Table II - Detailed Statement of Transactions	4
Table III - Statement of Budgetary Expenditure by Department	7
Notes to the Quarterly Statements of Financial Operations	19

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Préface	1
États trimestriels des opérations financières -	
Tableau I - État sommaire des opérations	3
Tableau II - État détaillé des opérations	4
Tableau III - État des dépenses budgétaires par ministère	7
Notes se rapportant aux états trimestriels des opérations financières	19

PREFACE TO THE
QUARTERLY STATEMENTS OF
FINANCIAL OPERATIONS
OF THE GOVERNMENT OF CANADA

The fundamental purpose of the Quarterly Statements of Financial Operations is to provide information to interested users of data on the Government's financial operations, and to facilitate an understanding and evaluation of the full nature and extent of the financial affairs and resources for which the Government is responsible.

The two basic concepts underlying the Government's accounting system are found in the Constitution Acts: first, the concept of the Consolidated Revenue Fund, which emanates from the requirement that all duties and revenues received, other than those reserved to the provinces, "shall form One Consolidated Revenue Fund"; second, the concept that the balance of the Fund, after certain prior charges, "shall be appropriated by the Parliament of Canada".

The Quarterly Statements of Financial Operations consist of Summary and Detailed Statements of Transactions, a Statement of Budgetary Expenditure by Department and accompanying notes. The statements of transactions show how the financial requirements were met and the effect of the transactions on the Consolidated Revenue Fund. In the Summary and Detailed Statements of Transactions, the financial transactions are classified into the following categories:

- The first category, budgetary, consists of all the transactions with outside parties which enter into the calculation of the annual deficit or surplus of the Government, that is, the receipts from tax revenue and non-tax revenue, together with expenditures authorized by Parliament.
- The second category, non-budgetary, consists of transactions in loans, investments and advances, in liabilities for the administration of certain public money received or collected for special purposes, and in other assets and liabilities.
- The third category, foreign exchange, reflects transactions in international reserves held in the Exchange Fund Account (the principal objective of which is to aid in the control and protection of the external value of the Canadian dollar) together with an accounting of the net position of the Government with respect to the International Monetary Fund. Foreign exchange transactions include unmatured debt payable in foreign currencies.
- The fourth category, unmatured debt, represents the extent to which financial requirements have been met through the increase in unmatured debt, that is, the net change in amounts owing for marketable bonds, Canada savings bonds, special non-marketable bonds issued to the Canada Pension Plan Investment Fund and Treasury bills. Unmatured debt transactions exclude unmatured debt payable in foreign currencies.
- The final section of the statement shows the cash balances and the balances of unmatured debt at the end of the period. Additional disclosure of the unmatured debt balance by type of instrument is also provided.

The third statement gives a more detailed accounting of budgetary expenditure transactions by department. Total net expenditure reported on the Detailed Statement of Transactions differs from the total expenditure by department. The difference represents transactions of certain specified purpose accounts, the provision for valuation which is not applied to each appropriation and budgetary transactions internal to the Government.

PRÉFACE AUX
ÉTATS TRIMESTRIELS DES
OPÉRATIONS FINANCIÈRES
DU GOUVERNEMENT DU CANADA

Le but fondamental des états trimestriels des opérations financières est de fournir des renseignements aux utilisateurs intéressés aux opérations financières du gouvernement, et de faciliter une compréhension et une évaluation de la nature et de toute l'étendue des affaires financières et des ressources pour lesquelles le gouvernement est responsable.

Les deux notions de base sur lesquelles est fondé le système comptable du gouvernement se trouvent dans les Lois constitutionnelles. Premièrement, la notion du Fonds du revenu consolidé qui découle de l'exigence que tous les droits et recettes, autres que ceux qui sont réservés aux provinces, "formeront un fonds du revenu consolidé"; deuxièmement, la notion suivant laquelle le solde du Fonds, après certaines imputations préalables, "sera approprié par le Parlement du Canada".

Les états trimestriels des opérations financières consistent des états sommaire et détaillé des opérations, d'un état des dépenses budgétaires par ministère et des notes afférentes. Les états des opérations financières indiquent la façon dont les besoins financiers ont été rencontrés et l'effet des opérations sur le Fonds du revenu consolidé. Dans les états, sommaire et détaillé des opérations, les opérations financières sont classées sous les catégories suivantes:

- La première catégorie, les opérations budgétaires, consiste de toutes les opérations avec les tiers qui entrent dans le calcul du déficit ou de l'excédent annuel du gouvernement, et comprend les rentrées provenant des recettes fiscales et des recettes non fiscales, de même que les dépenses autorisées par le Parlement.
- La deuxième catégorie, les opérations non budgétaires, comprend les opérations dans les prêts, dotations en capital et avances dans les éléments de passif reliés à l'administration de certains deniers publics encaissés ou perçus à des fins déterminées, et dans les autres éléments d'actif et de passif.
- La troisième catégorie, les opérations de change, reflète les opérations dans les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes (le but principal est d'aider à contrôler et à protéger la valeur extérieure de l'unité monétaire canadienne) de même qu'une comptabilité de la situation nette du gouvernement en ce qui concerne le Fonds monétaire international. Les opérations de change comprennent la dette non échue à payer en devises étrangères.
- La quatrième catégorie, les opérations de la dette non échue, représente la mesure dans laquelle les besoins financiers ont été satisfaits au moyen d'une augmentation de la dette non échue qui indique le changement net dans les montants dus relatifs aux obligations négociables, aux obligations d'épargne du Canada, aux obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada et aux bons du Trésor. Les opérations de la dette non échue ne comprennent pas la dette non échue à payer en devises étrangères.
- La dernière section de l'état montre le solde de caisse et le solde de la dette non échue à la fin de l'exercice. Les effets à payer relatifs au solde de la dette non échue sont également divulgués par catégorie.

Le troisième état fournit une comptabilité plus détaillée des opérations des dépenses budgétaires par ministère. Le total des dépenses brutes présenté à l'état détaillé des opérations est différent du total des dépenses par ministère. La différence représente les opérations de certains comptes à fins déterminées, la provision pour évaluation qui n'est pas appliquée à chaque crédit et les opérations budgétaires internes du gouvernement.

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE I - SUMMARY STATEMENT OF TRANSACTIONS

GOUVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS MENSUELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU I - ÉTAT SOMMAIRE DES OPÉRATIONS

		(in millions of dollars - en millions de dollars)			
		MONTH OF DECEMBER MOIS DE DÉCEMBRE		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1990	1989	1990-91	1989-90
BUDGETARY TRANSACTIONS	I. OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES				
Revenue	Revenues	+ 10,413	+ 10,764	+ 88,831	+ 81,086
Program spending	Dépenses de programmes	- 9,128	- 8,248	- 75,638	- 70,678
Operating balance	Solde de fonctionnement	+ 1,285	+ 2,516	+ 13,193	+ 10,408
Public debt charges	Frais de la dette publique	- 3,620	- 3,416	- 32,070	- 29,170
Deficit	Déficit	- 2,335	- 900	- 18,877	- 18,762
NON-BUDGETARY TRANSACTIONS	II. OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES				
(source + requirement -)	(provenance + besoin -)				
Loans, investments and advances	Prêts, dotations en capital et avances	+ 124	- 21	- 12	+ 665
Specified purpose accounts	Comptes à fins déterminées	+ 827	+ 1,434	+ 5,253	+ 4,816
Other transactions	Autres opérations	- 1,489	- 1,930	- 5,957	- 5,870
Net source (+) or requirement (-)	Provenance nette (+) ou besoin net (-)	- 538	- 517	- 716	- 389
Financial requirements (excluding foreign exchange transactions)	Besoins financiers (opérations de change non comprises)	- 2,873	- 1,417	- 19,593	- 19,151
FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS	III. OPÉRATIONS DE CHANGE				
(source + requirement -)	(provenance + besoin -)	+ 2,007	+ 1,716	+ 439	+ 30
Total financial requirements	Total des besoins financiers	- 866	+ 299	- 19,154	- 19,121
UNMATURED DEBT TRANSACTIONS	IV. OPÉRATIONS DE LA DETTE NON ÉCHUE				
(source + requirement -)	(provenance + besoin -)	+ 3,137	+ 1,990	+ 21,973	+ 20,046
Change in cash (increase + decrease -)	Variation de la caisse (augmentation + diminution -)	+ 2,271	+ 2,289	+ 2,819	+ 925
CASH BALANCE AT END OF PERIOD	V. CAISSE EN FIN DE PÉRIODE			4,329	2,757

The accompanying tables and notes are
an integral part of this statement.

Les tableaux et les notes complémentaires
font partie intégrante de cet état.

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE II - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS

GOUVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS MENSUELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU II - ÉTAT DÉTAILLÉ DES OPÉRATIONS

		(in millions of dollars - en millions de dollars)			
		MONTH OF DECEMBER MOIS DE DÉCEMBRE		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1990	1989	1990-91	1989-90
I. BUDGETARY TRANSACTIONS					
I. OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES					
<u>Revenue</u>	<u>Recettes</u>				
Tax revenue -	Recettes fiscales -				
Income tax -	Impôt sur le revenu -				
Personal	Particuliers	5,993	4,996	45,306	38,313
Corporation	Sociétés	733	785	7,224	7,717
Unemployment Insurance contributions	Cotisations d'assurance-chômage	1,058	853	9,492	7,843
Non-resident	Non résidents	105	138	1,032	2,211
		7,889	6,772	63,054	54,083
Taxes and duties -	Taxes et droits d'accise -				
Goods and Services tax	Taxe sur les Produits et Services	580	...	580	...
Sales and Excise taxes	Taxes de vente et d'accise	1,923	2,693	17,991	17,991
Customs import duties	Droits de douane à l'importation	251	159	3,085	2,181
		1,594	2,852	20,496	21,152
Other tax revenue	Autres recettes fiscales	18	16	216	371
Total tax revenue	Total des recettes fiscales	9,501	9,640	83,766	72,620
Non-tax revenue -	Recettes non fiscales -				
Return on investments	Produits de placements	788	879	3,814	3,814
Other non-tax revenue	Autres recettes non fiscales	124	245	1,251	1,251
Total non-tax revenue	Total des recettes non fiscales	912	1,124	5,065	5,065
TOTAL NET REVENUE	TOTAL DES RECETTES NETTES	10,413	10,764	88,831	81,111
<u>Expenditure</u>	<u>Dépenses</u>				
Program spending -	Dépenses de programme -				
Transfer payments -	Paiements de transfert -				
To other levels of government -	À d'autres paliers de gouvernement -				
Fiscal arrangements	Arrangements fiscaux	866	680	6,420	6,420
Insurance and medical care services	Assurance et services de soins médicaux	499	554	4,591	5,140
Canada Assistance Plan	Régime d'assistance publique du Canada	366	406	4,249	3,666
Education support	Aide à l'éducation	152	180	1,434	1,152
Other	Autres	391	211	2,464	1,041
		2,274	2,031	19,158	18,220
To persons -	Aux particuliers -				
Old age security benefits, guaranteed income supplements and spouses' allowances	Prestations de sécurité de la vieillesse, suppléments de revenu garanti et allocations au conjoint	1,443	1,361	12,708	11,747
Unemployment insurance benefits	Prestations d'assurance-chômage	1,238	901	9,551	8,238
Family allowance	Allocations familiales	228	221	2,066	1,907
Other	Autres	421	408	3,753	4,021
		3,330	2,891	28,078	26,873
Other transfer payments	Autres paiements de transfert	622	512	4,123	4,123
		6,226	5,434	51,359	48,996
Payments to Crown corporations	Paiements aux sociétés d'État	421	413	3,339	3,339
Operating and capital expenditures -	Dépenses de fonctionnement et en capital -				
National Defence	Défense nationale	1,223	951	8,447	7,496
All other departments and agencies	Tous les autres ministères et organismes	1,258	1,450	12,493	11,493
		2,481	2,401	20,940	19,989
Total program spending	Total des dépenses de programmes	9,128	8,248	75,638	70,911
Public debt	Dettes publiques	3,620	3,416	32,070	29,200
TOTAL NET EXPENDITURE	TOTAL DES DÉPENSES NETTES	12,748	11,664	107,708	99,111
DEFICIT	DÉFICIT	2,335	900	18,877	18,000

		(in millions of dollars - en millions de dollars)							
		MONTH OF DECEMBER MOIS DE DÉCEMBRE		YEAR TO DATE À CE JOUR					
		1990	1989	1990-91	1989-90				
<hr/>									
II. NON-BUDGETARY TRANSACTIONS (source + requirement -)		II. OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES (provenance + besoin -)							
<u>Loans, investments and advances -</u>		<u>Prêts, dotations en capital et avances -</u>							
Crown corporations	Sociétés d'Etat	+	166	+	10	+	127	+	404
Other loans, investments and advances	Autres prêts, dotations en capital et avances -	-	42	-	31	-	139	+	261
TOTAL LOANS, INVESTMENTS AND ADVANCES	TOTAL DES PRÊTS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES	+	124	-	21	-	12	+	665
<u>Specified purpose accounts</u>		<u>Comptes à fins déterminées</u>							
Canada Pension Plan Account	Compte du régime de pensions du Canada ...	-	153	-	169	-	192	-	124
Superannuation accounts	Comptes de pension de retraite	+	1,837	+	1,627	+	5,545	+	4,870
Other	Autres	-	857	-	24	-	100	+	70
TOTAL SPECIFIED PURPOSE ACCOUNTS ...	TOTAL DES COMPTES À FINS DÉTERMINÉES ...	+	827	+	1,434	+	5,253	+	4,816
Other transactions	Autres opérations	-	1,489	-	1,930	-	5,957	-	5,870
TOTAL NON-BUDGETARY TRANSACTIONS ...	TOTAL DES OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES ..	-	538	-	517	-	716	-	389
<hr/>									
III. FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS (source + requirement -)		III. OPÉRATIONS DE CHANGE (provenance + besoin -)							
Net International reserves	Réserves internationales nettes	+	1,965	+	2,669	+	1,018	+	2,555
Unmatured debt transactions payable in foreign currencies	Opérations de la dette non échue à payer en devises étrangères	+	42	-	953	-	579	-	2,525
TOTAL FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS ...	TOTAL DES OPÉRATIONS DE CHANGE	+	2,007	+	1,716	+	439	+	30
<hr/>									
IV. UNMATURED DEBT TRANSACTIONS (source + requirement -)		IV. OPÉRATIONS DE LA DETTE NON ÉCHUE (provenance + besoin -)							
Marketable bonds	Obligations négociables	+	1,675	+	825	+	10,442	+	5,866
Canada savings bonds	Obligations d'épargne du Canada	-	264	-	728	-	5,486	-	4,133
Special non-marketable bonds issued to the Canada Pension Plan Investment Fund	Obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada	+	12	...	...	+	421	+	66
Treasury bills	Bons du Trésor	+	1,600	+	1,750	+	16,850	+	17,850
Notes and loans	Effets et prêts .....	...	...	-	719	-	163	-	1,145
Canada bills	Bons du Canada	+	42	-	234	-	322	-	341
		+	3,065	+	894	+	21,742	+	18,163
<hr/>									
Less:	Moins:								
Government's holdings of unmatured debt	Dette non échue détenue par le gouvernement	+	114	+	143	-	348	-	642
Unmatured debt transactions payable in foreign currencies	Opérations de la dette non échue à payer en devises étrangères	-	42	+	953	+	579	+	2,525
		+	72	+	1,096	+	231	+	1,883
TOTAL UNMATURED DEBT TRANSACTIONS PAYABLE IN CANADIAN DOLLARS	TOTAL DES OPÉRATIONS DE LA DETTE NON ÉCHUE À PAYER EN DOLLARS CANADIENS ...	+	3,137	+	1,990	+	21,973	+	20,046

GOVERNMENT OF CANADA
MONTHLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE II - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS - Concluded

GOUVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS MENSUELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU II - ÉTAT DÉTAILLÉ DES OPÉRATIONS - Fin

		(in millions of dollars - en millions de dollars)	
		1990 AT DECEMBER 31 AU 31 DÉCEMBRE	1989 AT DECEMBER 31 AU 31 DÉCEMBRE
V. CASH BALANCE AT END OF PERIOD	V. CAISSE EN FIN DE PÉRIODE		
In Canadian dollars	En dollars canadiens	3,957	2,658
In foreign currencies	En devises étrangères	372	99
TOTAL CASH BALANCE	TOTAL DE LA CAISSE	4,329	2,757
VI. UNMATURED DEBT BALANCE	VI. SOLDE DE LA DETTE NON ÉCHUE		
Payable in Canadian dollars -	À payer en dollars canadiens -		
Marketable bonds	Obligations négociables	138,294	122,706
Canada savings bonds	Obligations d'épargne du Canada	35,443	43,623
Special non-marketable bonds	Obligations spéciales non négociables		
issued to the Canada Pension	détenues par le Fonds de placement		
Plan Investment Fund	du régime de pensions du Canada	3,494	3,072
Treasury bills	Bons du Trésor	135,400	120,550
		312,631	289,951
Less:	Moins:		
Government's holdings of unmatured	Dettes non échues détenues par le		
debt	gouvernement	1,771	1,861
		310,860	288,090
Payable in foreign currencies -	À payer en devises étrangères -		
Marketable bonds	Obligations négociables	3,959	4,282
Notes and loans	Effets et prêts	14	766
Canada bills	Bons du Canada	1,125	791
		5,098	5,839
Less:	Moins:		
Government's holdings of unmatured	Dettes non échues détenues par le		
debt	gouvernement .....	...	42
		5,098	5,797
TOTAL UNMATURED DEBT	TOTAL DE LA DETTE NON ÉCHUE	315,958	293,887

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT

GOVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
PAR MINISTÈRE

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)					
		QUARTER ENDING DEC. TRIMESTRE SE TERMINANT EN DÉC.		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1990	1989	1990-91	1989-90
Agriculture -	Agriculture -				
Department -	Ministère -				
Management and Administration	Gestion et administration	16,114	14,492	47,874	45,799
Agri-Food -	Agro-alimentaire -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	143,960	126,711	454,393	406,707
Capital expenditures	Dépenses en capital	14,858	16,152	31,221	32,761
Grants and contributions	Subventions et contributions	137,006	160,426	654,934	1,039,772
Payments to producers under the Agricultural Stabilization Act	Paiements aux producteurs en vertu de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles	16,742	29,764	52,123	99,124
Contributions to the provinces under the Crop Insurance Act	Contributions aux provinces en vertu de la Loi sur l'assurance-récolte	128,717	7,351	219,823	7,753
Loan guarantees under the Farm Improvement and Marketing Cooperatives Loans Act	Prêts garantis en vertu de la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative	1,297	939	4,483	4,681
Interest payments and guarantees under the Advance Payments for Crops Act	Paiements d'intérêts et garanties en vertu de la Loi sur le paiement anticipé des récoltes	20	445	562	4,375
Grants to agencies established under the Farm Products Marketing Agencies Act	Subventions aux offices établis conformément à la Loi sur les offices de commercialisation des produits de ferme .....	...	...	...	...
Racetrack Supervision Revolving Fund	Fonds renouvelable de la surveillance des hippodromes	616	999	1,033	984
Grains and Oilseeds -	Céréales et oléagineux -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	3,266	4,367	9,885	11,583
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	11,425	11,266	35,875	33,397
Grants and contributions	Subventions et contributions	10,634	1,583	50,602	26,171
Payments in connection with the Prairie Grain Advance Payments Act	Paiements relatifs à la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies .....	...	1,377	...	5,456
Payments in connection with the Western Grain Stabilization Act	Paiements relatifs à la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest	37,230	46,974	68,372	72,208
		521,885	422,846	1,629,114	1,788,803
Canadian Dairy Commission	Commission canadienne du lait	923	1,142	2,874	3,339
Canadian Livestock Feed Board -	Office canadien des provendes -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	369	385	1,356	1,108
Contributions	Contributions	4,482	4,143	11,249	10,974
		4,851	4,528	12,605	12,082
		527,659	428,516	1,644,593	1,804,224
Atlantic Canada Opportunities Agency -	Agence de promotion économique du Canada atlantique -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	9,546	8,528	25,226	23,852
Grants and contributions	Subventions et contributions	54,095	59,102	87,232	108,833
Liabilities in Atlantic Canada under the Small Businesses Loans Act	Obligations contractées dans la région de l'Atlantique en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises	509	322	1,566	1,773
Liabilities under the Atlantic Enterprise Loan Insurance program	Obligations en vertu du programme d'assurance-prêt aux entreprises de la région de l'atlantique	1,061	47	2,875	1,658
		65,211	67,355	116,899	136,116
Enterprise Cape Breton Corporation	Société d'expansion du Cap-Breton	3,000	2,000	7,000	2,000
		68,211	69,355	123,899	138,116

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
PAR MINISTÈRE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

QUARTER ENDING DEC.
TRIMESTRE SE TERMINANT EN DÉC.

YEAR TO DATE
À CE JOUR

1990 1989 1990-91 1980

Communications - Department -	Communications - Ministère -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	39,451	34,423	114,508	10
Capital expenditures	Dépenses en capital	4,769	3,251	9,195	5
Grants and contributions	Subventions et contributions	27,129	24,753	58,802	5
Payments to the Canada Post Corporation	Versements à la Société canadienne des postes	13,774	13,773	41,320	4
Government Telecommunications Agency Revolving Fund	Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales	12,918	8,008	17,178	1
		98,041	84,208	241,003	23
Canada Council	Conseil des Arts du Canada	23,550	30,695	103,507	10
Canadian Broadcasting Corporation -	Société Radio-Canada -				
Payments for operating expenditures	Paiements pour les dépenses de fonctionnement	255,334	200,261	815,380	71
Payments for working capital	Paiements pour le fonds de roulement	1,000	366	3,334	0
Payments for capital expenditures	Paiements pour les dépenses en capital	14,666	25,425	73,286	6
		271,000	226,052	892,000	78
Canadian Film Development Corporation	Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	50,387	30,951	111,255	10
Canadian Radio-television and Telecommunications Commission	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	8,206	6,931	23,992	2
National Archives of Canada	Archives nationales du Canada	14,714	12,614	42,109	3
National Arts Centre Corporation	Société du Centre national des Arts	7,500	5,400	17,845	1
National Film Board -	Office national du film -				
National Film Board Revolving Fund - Operating loss	Fonds renouvelable de l'Office national du film - Déficit de fonctionnement	19,589	16,733	47,759	5
National Film Board Revolving Fund	Fonds renouvelable de l'Office national du film	1,401	264	1,533	3
		18,188	16,997	49,292	5
National Library	Bibliothèque nationale	11,036	9,566	27,212	2
National Museums of Canada -	Musées nationaux du Canada -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	22,695	18,320	61,433	5
Capital expenditures	Dépenses en capital	486	8,319	1,221	1
		23,181	26,639	62,654	7
		525,803	450,053	1,570,869	1,44

Consumer and Corporate Affairs - Department -	Consommateurs et Sociétés - Ministère -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	33,862	33,359	107,144	10
Capital expenditures	Dépenses en capital	1,045	1,158	3,033	2
Payments to the provinces for the purpose of research and development relating to medicine	Paiements aux provinces pour la recherche sur les médicaments et leur développement	34,907	34,517	110,177	10
Competition Tribunal	Tribunal de la concurrence	272	319	752	8
Copyright Board	Commission du droit d'auteur	228	287	624	6
GST Consumer Information Office	Bureau d'information au consommateur concernant la TPS	3,815	...	3,815	...
Hazardous Material Information Review Commission	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	242	279	703	...
Patented Medicine Prices Review Board	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	661	717	1,809	1
Procurement Review Board	Commission de révision des marchés publics	372	274	721	...
Standards Council of Canada	Conseil canadien des normes	1,209	1,314	3,764	4
		41,706	37,707	122,365	113

GOVERNMENT OF CANADA
 ANNUAL STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
 TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
 BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
 ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
 TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
 PAR MINISTÈRE - Suite

		(in thousands of dollars - en milliers de dollars)			
		QUARTER ENDING DEC. TRIMESTRE SE TERMINANT EN DÉC.		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1990	1989	1990-91	1989-90
Employment and Immigration - Department/Commission -	Emploi et Immigration - Ministère/Commission -				
Corporate Management and Services	Gestion générale et services	5,613	5,975	5,270	41,957
Employment and Insurance -	Emploi et assurance -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	22,813	19,451	106,274	118,999
Grants and contributions	Subventions et contributions	396,235	397,547	960,267	910,122
Government's contribution to the Unemployment Insurance Account	Contribution de l'État au compte d'assurance-chômage	161,649	550,389	1,626,807	1,883,037
Government's contribution in respect of Fishermen's Benefits	Contribution de l'État au titre des prestations versées aux pêcheurs	2,899	60,558	88,391	144,046
Immigration -	Immigration -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	46,832	41,718	142,824	123,599
Contributions	Contributions	26,156	20,878	66,464	53,234
Write-off from the accounts of Canada of certain debts	Radiation des comptes du Canada de certaines dettes	- 75	...	1,138	...
		662,122	1,096,516	2,997,435	3,274,994
Advisory Council on the Status of Women	Conseil consultatif sur la situation de la femme	727	900	2,261	2,370
Immigration and Refugee Board of Canada	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	16,606	13,522	43,685	34,115
Status of Women - Office of the Co-ordinator	Condition féminine - Bureau de la coordonnatrice	1,123	803	2,867	2,349
		680,578	1,111,741	3,046,248	3,313,828
Energy, Mines and Resources - Department -	Énergie, Mines et Ressources - Ministère -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	92,381	96,126	275,373	281,961
Capital expenditures	Dépenses en capital	8,730	5,489	15,542	12,166
Grants and contributions	Subventions et contributions	132,814	33,884	171,761	62,772
Payments to Interprovincial Pipe Line Limited	Paiements à pipeline interprovincial Limitée .....	...	9,500	...	9,500
Canada/Nova Scotia Development Fund	Fonds de développement Canada/Nouvelle- Écosse .....	...	...	...	...
Canada/Newfoundland Development Fund	Fonds de développement Canada/Terre-Neuve .....	...	...	...	4,819
Offshore Oil and Gas Resource Revenue Fund	Fonds des recettes provenant des ressources pétrolières et gazières (Nouvelle-Écosse) .....	...	...	...	...
Canada/Newfoundland Offshore Petroleum Board	Office Canada/Terre-Neuve des hydrocarbures extra-côtières .....	...	357	...	1,709
Canada/Nova Scotia Drilling Fund	Fonds de forage Canada/Nouvelle- Écosse .....	...	...	...	...
Canada/Nova Scotia Offshore Petroleum Board	Office Canada/ Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extra-côtières .....	...	...	...	...
Petroleum Compensation	Indemnisation pétrolière .....	...	1,100	...	1,090
		233,925	144,256	462,676	371,837
Atomic Energy Control Board	Commission de contrôle de l'énergie atomique	7,357	6,195	20,876	16,886
Atomic Energy of Canada Limited	Énergie atomique du Canada, Limitée	40,223	26,272	132,956	121,020
National Energy Board	Office national de l'énergie	5,157	5,432	16,846	16,433
Petro-Canada International Assistance Corporation	La Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale	6,500	6,850	18,300	24,350
		293,162	189,005	651,654	550,526

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
PAR MINISTÈRE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

QUARTER ENDING DEC.
TRIMESTRE SE TERMINANT EN DÉC.

YEAR TO DATE
À CE JOUR

1990 1989 1990-91 1985-0

Environment -

Environnement -

Administration	Administration	18,981	12,166	54,913	3,922
Environmental Services -	Services de l'environnement -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	100,385	84,661	318,926	263,352
Capital expenditures	Dépenses en capital	12,686	14,073	22,351	21,819
Grants and contributions	Subventions et contributions	9,633	2,948	26,379	7,611
Parks -	Parcs -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	62,214	56,547	206,189	197,035
Capital expenditures	Dépenses en capital	30,236	30,497	62,396	64,181
National Battlefields	Commission des champs de bataille				
Commission	nationaux	572	413	1,706	1,300
		234,707	201,305	692,860	592,577

External Affairs -

Affaires extérieures -

Department -	Ministère -				
Canadian Interests Abroad -	Intérêts du Canada à l'étranger -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	190,812	172,670	532,210	470,199
Capital expenditures	Dépenses en capital	22,006	24,880	48,634	52,616
Grants and contributions	Subventions et contributions	35,558	13,543	91,762	67,938
Passport Revolving Fund	Fonds renouvelable des passeports	747	305	243	404
Write-off from the Accounts of	Radiation des comptes du Canada				
Canada of certain debts	de certaines dettes .....	...	...	...	...
World Exhibitions -	Expositions internationales -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	584	117	1,657	4,000
Capital expenditures	Dépenses en capital	72	...	72	...
		248,285	210,905	674,092	591,400
Canadian Commercial Corporation	Corporation commerciale canadienne	2,760	3,485	9,032	10,200
Canadian Institute for International	Institut canadien pour la paix et la				
Peace and Security	sécurité internationales	2,000	2,000	4,000	4,000
Canadian International Development	Agence canadienne de développement				
Agency -	international -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	24,923	27,614	73,138	68,900
Grants and contributions	Subventions et contributions	461,374	340,104	1,071,003	1,035,000
Payments to International Financial	Paiements aux institutions financières				
Institutions	internationales	22,118	...	96,462	35,600
Payments under the International	Paiements en vertu de la Loi				
Centre for Human Rights	du Centre international des droits				
and Democratic Development	de la personne et du développement				
Act	démocratique .....	...	...	3,000	...
Forgiveness of certain official	Remise de certaines dettes reliées				
development assistance debts	à l'aide publique au développement .....	...	...	...	...
		508,415	367,718	1,243,603	1,139,700
Canadian Secretariat	Secrétariat canadien	217	344	627	...
Export Development Corporation	Société pour l'expansion des exportations	40,575	43,771	127,879	63,300
International Centre for Ocean	Centre international d'exploitation des				
Development	océans	2,230	3,100	5,630	6,000
International Development Research	Centre de recherches pour le				
Centre	développement international	28,575	27,150	85,725	81,000
International Joint Commission	Commission mixte internationale	1,070	1,008	3,083	3,000
		834,127	659,481	2,153,671	1,899,000

Finance -

Finances -

Department -	Ministère -				
Financial and Economic Policies -	Politiques financières et économiques -				
Program expenditures	Dépenses du Programme	17,950	20,809	58,460	52,000
Payments to International	Paiements à l'Association				
Development Association	internationale de développement	50,300	38,900	71,070	103,000
Payments to the International	Paiements au Fonds monétaire				
Monetary Fund	international	167	...	4,439	...
Purchase of Domestic Coinage	Achat de la monnaie canadienne	6,577	20,789	21,806	63,000
Public Debt	Service de la dette publique	10,677,142	10,071,856	32,223,926	29,221,000
Fiscal Transfer Payments	Paiements de transfert fiscal	2,298,891	2,250,492	6,176,070	5,845,000
Special Program -	Programme spécial -				
Foreign Claims Fund	La Caisse des réclamations étrangères .....	...	...	...	...
Payments under the Financial	Paiements en vertu de la Loi sur				
Institutions Depositors	l'indemnité aux déposants de				
Compensation Act	certaines institutions financières .....	...	...	...	...
		13,050,693	12,402,846	38,555,771	35,286,000
Auditor General	Vérificateur général	11,660	11,172	37,476	36,000
Canadian International Trade	Tribunal canadien du commerce				
Tribunal	extérieur	2,038	2,481	6,364	6,000
Office of the Superintendent of	Bureau du surintendant des				
Financial Institutions	institutions financières	1,375	3,119	8,308	5,000
Privatization and	Privatisation et affaires				
Regulatory Affairs	réglementaires	1,667	1,333	4,715	4,000
		13,067,433	12,420,951	38,596,018	35,327,000

GOVERNMENT OF CANADA
 QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
 TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
 BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
 ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
 TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
 PAR MINISTÈRE - Suite

		(in thousands of dollars - en milliers de dollars)			
		QUARTER ENDING DEC. TRIMESTRE SE TERMINANT EN DÉC.		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1990	1989	1990-91	1989-90
Fisheries and Oceans -	Pêches et Océans -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	143,399	127,084	430,536	377,680
Capital expenditures	Dépenses en capital	28,966	44,182	59,623	75,503
Grants and contributions	Subventions et contributions	3,469	1,699	8,495	5,008
Liabilities under the	Obligations contractées en vertu de				
Fisheries Improvement	la Loi sur les prêts aux				
Loans Act	entreprises de pêche	144	- 29	161	- 134
		175,978	172,936	498,815	458,057
Forestry -	Forêts -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	23,689	21,575	76,979	68,639
Capital expenditures	Dépenses en capital	1,828	2,225	4,763	4,914
Grants and contributions	Subventions et contributions	17,444	44,407	34,729	66,512
		42,961	68,207	116,471	140,065
Governor General	Gouverneur général	2,730	2,600	7,876	7,104
Indian Affairs and Northern	Affaires indiennes et Nord				
Development -	canadien -				
Department -	Ministère -				
Administration -	Administration -	12,939	11,787	34,364	33,355
Indian and Inuit Affairs -	Affaires indiennes et inuit -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	59,223	59,541	168,935	160,744
Capital expenditures	Dépenses en capital	4,718	2,104	6,117	3,470
Grants and contributions	Subventions et contributions	491,561	491,616	1,740,210	1,441,525
Liabilities in respect of loan	Obligations relatives aux garanties de				
guarantees made to Indians for	prêts accordés aux Indiens pour le				
Housing and Economic	logement et le développement				
Development	économique	83	211	351	627
Grant under the Western	Subvention en vertu de la Loi sur le				
Arctic (Inuvialuit)	règlement des revendications des				
Claims Settlement	Inuvialuit de la région ouest				
Act	de l'Arctique	5,000	5,000	5,000	5,000
Write-off from the accounts of	Radiation des comptes du Canada				
Canada of certain debts	de certaines dettes .....	...	...	...	...
Northern Affairs -	Affaires du Nord -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	12,128	14,162	47,689	48,207
Capital expenditures	Dépenses en capital	442	7,314	1,796	9,109
Grants and contributions	Subventions et contributions	1,015	2,809	9,605	20,763
Write-off from the accounts of	Radiation des comptes du Canada				
Canada of certain debts	de certaines dettes .....	...	...	...	...
Transfer Payments to the Territorial	Paiements de transfert aux gouvernements				
Governments -	territoriaux -				
Payments to Yukon Territory	Paiements au Yukon	35,699	37,782	168,699	170,782
Payments to Northwest Territories	Paiements aux Territoires du Nord-Ouest ...	161,444	159,887	643,444	641,887
		784,252	792,213	2,826,210	2,535,469

		(in thousands of dollars - en milliers de dollars)		
		QUARTER ENDING DEC. TRIMESTRE SE TERMINANT EN DÉC.		YEAR TO DATE À CE JOUR
		1990	1989	1990-91
Industry, Science and Technology -	Industrie, Sciences et Technologie -			
Department -	Ministère -			
Industry, Science and Technology -	Développement de l'industrie des sciences et de la technologie -			
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	52,486	58,034	155,002
Grants and contributions	Subventions et contributions	76,863	129,921	174,839
Liabilities under the Small Businesses Loans Act	Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises	7,506	5,591	15,680
Insurance payments under the Enterprise Development Program and guarantees under the Industrial and Regional Development Program	Paiements d'assurance en vertu du Programme d'expansion des entreprises et garanties en vertu du Programme de développement industriel et régional	250	48	330
		137,105	193,594	345,851
Regional Development and Aboriginal Economic -	Développement régional et développement économique des autochtones -			
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	7,174	2,398	20,504
Grants and contributions	Subventions et contributions	30,800	63,651	80,607
Write-off from the accounts of Canada of certain debts	Radiation des comptes du Canada de certaines dettes .....	...	...	...
		37,974	66,049	101,111
Payments to Canadian Patents and Development Limited	Paiements à la Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée	1,000	200	1,799
Canadian Space Agency -	Agence spatiale canadienne -			
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	21,507	...	57,040
Contributions	Contributions	1,786	...	6,151
		23,293	...	63,191
Cape Breton Development Corporation	Société de développement du Cap-Breton	10,000	...	21,000
Federal Business Development Bank	Banque fédérale de développement	3,300	3,378	10,900
Investment Canada	Investissement Canada	2,224	2,018	6,295
		15,524	5,396	38,195
National Research Council of Canada -	Conseil national de recherches du Canada -			
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	62,900	67,562	200,026
Capital expenditures	Dépenses en capital	33,448	25,369	67,605
Grants and contributions	Subventions et contributions	23,268	23,500	66,108
		119,616	116,431	333,739
Natural Sciences and Engineering Research Council -	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie -			
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	4,644	3,944	10,911
Grants	Subventions	145,543	111,874	324,573
		150,187	115,818	335,484
Science Council of Canada	Conseil des sciences du Canada	694	697	2,094
Statistics Canada -	Statistique Canada -			
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	69,626	60,508	207,341
Capital expenditures	Dépenses en capital	1,239	...	4,587
		70,865	60,508	211,928
Canada Post Corporation	Société canadienne des postes	49,500	48,624	123,750
		605,758	607,317	1,557,142

GOVERNMENT OF CANADA
 QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
 TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
 BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
 ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
 TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
 PAR MINISTÈRE - Suite

		(in thousands of dollars - en milliers de dollars)			
		QUARTER ENDING DEC. TRIMESTRE SE TERMINANT EN DÉC.		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1990	1989	1990-91	1989-90
Justice - Department -	Justice - Ministère -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	33,476	26,698	105,676	87,018
Grants and contributions	Subventions et contributions	63,018	42,125	149,789	125,902
		96,494	68,823	255,465	212,920
Canadian Human Rights Commission	Commission canadienne des droits de la personne	3,785	3,055	11,079	9,208
Commissioner for Federal Judicial Affairs -	Commissaire à la magistrature fédérale -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	1,699	1,261	4,333	3,566
Judges' salaries, allowances and annuities	Traitements, indemnités et pensions des juges	38,308	36,272	114,296	106,174
		40,007	37,533	118,629	109,740
Federal Court of Canada	Cour fédérale du Canada	4,189	3,317	12,745	9,958
Law Reform Commission of Canada	Commission de réforme du droit du Canada	1,121	1,016	3,389	3,204
Offices of the Information and Privacy Commissioners of Canada	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	1,513	1,331	4,270	4,102
Supreme Court of Canada	Cour suprême du Canada	3,053	2,862	8,757	7,757
Tax Court of Canada	Cour canadienne de l'impôt	1,906	1,835	5,144	4,380
		152,068	119,772	419,478	361,269
Labour - Department -	Travail - Ministère -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	15,347	13,893	46,533	42,433
Grants and contributions	Subventions et contributions	11,835	2,333	22,609	6,808
Payments of compensation respecting government employees and merchant seamen	Paiements d'indemnités à des agents de l'État et à des marins marchands	6,525	13,591	20,244	26,096
Labour Adjustment Benefits payments	Prestations d'adaptation pour les travailleurs	21,996	14,749	66,784	73,370
		55,703	44,566	156,170	148,707
Canada Labour Relations Board	Conseil canadien des relations du travail	1,969	1,748	6,003	5,810
Canadian Centre for Occupational Health and Safety	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	2,016	2,010	6,253	5,983
		59,688	48,324	168,426	160,500
National Defence - Department -	Défense nationale - Ministère -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	2,168,691	1,947,146	5,875,237	5,392,286
Capital expenditures	Dépenses en capital	854,966	527,905	1,870,552	1,287,962
Grants and contributions	Subventions et contributions	56,690	37,303	117,559	79,816
Military pensions	Pensions militaires	237,258	237,135	622,687	572,281
		3,317,605	2,749,489	8,486,035	7,332,345
Emergency Preparedness Canada -	Protection civile Canada -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	242	180	650	540
Grants and contributions	Subventions et contributions .....	...	...	...	...
		242	180	650	540
		3,317,847	2,749,669	8,486,685	7,332,885

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
PAR MINISTÈRE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

	QUARTER ENDING DEC. TRIMESTRE SE TERMINANT EN DÉC.		YEAR TO DATE À CE JOUR	
	1990	1989	1990-91	1989-90

National Health and Welfare -	Santé nationale et Bien-être social -				
Department -	Ministère -				
Departmental Administration	Administration centrale	17,084	17,270	57,366	
Health -	Santé -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	167,170	173,050	497,381	487,111
Capital expenditures	Dépenses en capital	9,063	10,850	17,268	17,268
Grants and contributions	Subventions et contributions	60,527	25,525	197,790	83,525
Payments for insured health services and extended health care services	Versements à l'égard des services de santé assurés et des services complémentaires de santé	1,556,793	1,608,140	4,591,151	5,091,151
Social -	Social -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	26,110	22,203	76,157	60,157
Grants and contributions	Subventions et contributions	26,692	36,555	72,072	98,727
Canada Assistance Plan Payments	Versements en vertu du Régime d'assistance publique du Canada	1,353,898	1,174,785	4,248,903	3,631,898
Family Allowance payments	Versements d'allocations familiales	710,998	661,578	2,065,648	1,970,998
Old Age Security, Guaranteed Income Supplement and Spouse's Allowance payments	Versements de sécurité de la vieillesse, du supplément de revenu garanti et d'allocations au conjoint	4,298,890	4,099,925	12,707,574	11,994,890
		8,227,225	7,829,881	24,531,310	23,509,881
Medical Research Council -	Conseil de recherches médicales -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	1,592	1,116	4,053	4,053
Grants	Subventions	64,896	48,636	173,704	145,636
		66,488	49,752	177,757	149,689
		8,293,713	7,879,633	24,709,067	23,659,570
National Revenue -	Revenu national -				
Customs and Excise -	Douanes et Accise -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	188,738	128,927	521,314	398,738
Capital expenditures	Dépenses en capital	30,234	6,013	55,289	71,257
		218,972	134,940	576,603	409,995
Taxation -	Impôt -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	241,526	213,451	775,398	705,526
Capital expenditures	Dépenses en capital	10,922	4,458	17,084	18,540
		252,448	217,909	792,482	724,066
		471,420	352,849	1,369,085	1,119,591
Parliament -	Parlement -				
The Senate	Sénat	9,975	7,955	26,081	26,081
House of Commons	Chambre des communes	50,326	47,759	144,438	138,759
Library of Parliament	Bibliothèque du Parlement	3,761	3,313	10,735	10,735
		64,062	59,027	181,254	175,575

GOVERNMENT OF CANADA
 QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
 TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
 BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
 ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
 TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
 PAR MINISTÈRE - Suite

		(in thousands of dollars - en milliers de dollars)			
		QUARTER ENDING DEC. TRIMESTRE SE TERMINANT EN DÉC.		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1990	1989	1990-91	1989-90
Privy Council -	Conseil privé -				
Department	Ministère	21,124	13,988	56,187	38,175
Canadian Intergovernmental Conference	Secrétariat des Conférences				
Secretariat	intergouvernementales canadiennes	918	1,092	2,405	2,303
Canadian Transportation Accident	Bureau canadien d'enquête sur les				
Investigation and	accidents de transports et de la				
Safety Board	sécurité des transports	6,878	...	17,131	...
Chief Electoral Officer	Directeur général des élections	4,989	2,300	9,375	20,492
Commissioner of Official Languages	Commissaire aux langues officielles	3,437	2,825	9,706	8,499
Economic Council of Canada	Conseil économique du Canada	2,448	2,251	7,129	6,799
Northern Pipeline Agency	Administration du pipe-line du Nord	93	50	204	119
Public Service Staff Relations	Commission des relations de travail dans				
Board	la fonction publique	2,519	2,221	7,151	6,769
Security Intelligence Review	Comité de surveillance des activités de				
Committee	renseignement de sécurité	251	343	851	990
		42,657	25,070	110,139	84,146
Public Works -	Travaux publics -				
Department -	Ministère -				
Services -	Services -				
Public Works Revolving	Fonds renouvelable des Travaux				
Fund - Operating loss	publics - Déficit de fonctionnement	5,035	14,769	13,267	14,809
Public Works Revolving Fund	Fonds renouvelable des Travaux publics	2,777	9,060	206,478	230,213
Real Property -	Biens immobiliers -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	209,388	163,808	534,644	463,810
Capital expenditures	Dépenses en capital	40,682	32,128	85,522	63,515
Grants to municipalities and other	Subventions aux municipalités et				
taxing authorities	autres autorités taxatrices	38,529	26,771	214,894	191,504
Crown Corporations -	Sociétés d'État -				
Payments to Canada Museums	Paiements à la Société de construction				
Construction Corporation Inc.	des musées du Canada, Inc.	2,000	2,500	5,000	26,000
Payments to Old Port of Montreal	Paiements à la Société du Vieux-Port				
Corporation Inc.	de Montréal Inc.	6,200	3,410	10,600	6,055
Payment to Harbourfront Corporation	Paiement à la Harbourfront Corporation	4,200	2,001	4,200	2,001
		308,811	254,447	1,074,605	997,907
Canada Mortgage and Housing	Société canadienne d'hypothèques et de				
Corporation	logement	445,855	397,104	1,201,557	952,921
National Capital Commission -	Commission de la Capitale nationale -				
Payment for operating	Paiement pour les dépenses				
expenditures	de fonctionnement	15,050	15,300	47,000	39,700
Payment for capital expenditures	Paiement pour les dépenses en capital	4,650	5,700	12,000	16,300
Payment for grants and	Paiement pour les subventions				
contributions	et contributions	1,150	2,700	9,200	10,500
		20,850	23,700	68,200	66,500
		775,516	675,251	2,344,362	2,017,328

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
PAR MINISTÈRE - Suite

		(in thousands of dollars - en milliers de dollars)			
		QUARTER ENDING DEC. TRIMESTRE SE TERMINANT EN DÉC.		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1990	1989	1990-91	1989
Secretary of State - Department -	Secrétariat d'État - Ministère -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	47,179	43,678	141,172	130,900
Grants and contributions	Subventions et contributions	142,901	108,568	237,193	184,330
Post-Secondary Education payments to provinces	Paielements pour l'enseignement postsecondaire faits aux provinces	492,909	515,946	1,433,948	1,677,100
Payments under the Canada Student Loans Act	Paielements en vertu de la Loi canadienne sur les prêts aux étudiants	85,661 768,650	65,402 733,594	257,030 2,069,343	224,700 2,217,100
Canadian Centre for Management Development	Centre canadien de gestion	2,381	2,267	6,188	5,100
Ministry of State (Multiculturalism and Citizenship) -	Ministère d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté) -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	14,884	100,878	48,301	180,900
Grants and contributions	Subventions et contributions	14,045	10,478	30,515	21,300
Public Service Commission -	Commission de la fonction publique -				
Program expenditures	Dépenses du Programme	32,375	30,622	100,744	92,100
Staff Development and Training Revolving Fund	Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel	1,945 65,630	195 144,440	1,209 184,539	2,100 301,600
Social Sciences and Humanities Research Council -	Conseil de recherches en sciences humaines -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	2,812	1,628	6,321	4,800
Grants	Subventions	12,511 15,323	15,445 17,073	66,102 72,423	53,400 57,400
		849,603	895,107	2,326,305	2,576,800
Solicitor General - Department	Solliciteur général - Ministère				
Canadian Security Intelligence Service	Service canadien du renseignement de sécurité	6,256	5,856	19,593	18,600
Correctional Service -	Service correctionnel -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	192,942	180,766	565,195	539,300
Capital expenditures	Dépenses en capital	19,955 212,897	17,132 197,898	36,081 601,276	24,100 564,400
National Parole Board	Commission nationale des libérations conditionnelles	5,378	4,946	17,165	15,300
Royal Canadian Mounted Police -	Gendarmerie royale du Canada -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	250,111	291,446	744,437	682,900
Capital expenditures	Dépenses en capital	21,056	14,504	50,308	45,300
Pensions and other employee benefits - Members of the Force	Pensions et autres prestations des employés - Membres de la GRC	45,339 316,506	53,841 359,791	146,036 940,781	125,300 853,700
Royal Canadian Mounted Police External Review Committee	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	315	235	846	1,100
Royal Canadian Mounted Police Public Complaints Commission	Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	807	528	2,075	1,300
		584,214	603,971	1,700,663	1,559,300
Supply and Services -	Approvisionnement et Services -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	60,330	41,324	234,228	204,900
Capital expenditures	Dépenses en capital	4,054	1,231	4,436	2,100
Reciprocal Taxation	Réciprocité fiscale	87,721	85,519	243,520	231,100
Supply Revolving Fund	Fonds renouvelable des approvisionnements	32,810	61,208	62,453	111,100
Defence Production Revolving Fund	Fonds renouvelable de la production de défense .....	...	33	...	...
		184,915	189,249	544,637	549,100

GOVERNMENT OF CANADA
 QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
 TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
 BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
 ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
 TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
 PAR MINISTÈRE - Suite

		(in thousands of dollars - en milliers de dollars)			
		QUARTER ENDING DEC. TRIMESTRE SE TERMINANT EN DÉC.		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1990	1989	1990-91	1989-90
Transport -	Transports -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	180,693	125,655	568,392	566,112
Capital expenditures	Dépenses en capital	128,609	128,189	256,253	289,611
Grants and contributions	Subventions et contributions	82,254	85,883	121,007	144,097
Payment to the Atlantic Pilotage Authority	Paie ment à l'Administration de pilota ge de l'Atlantique .....	...	...	...	...
Payment to the Laurentian Pilotage Authority	Paie ment à l'Administration de pilota ge des Laurentides .....	...	...	...	...
Payment to the Canarctic Shipping Company Limited	Paie ment à la Compagnie de navigation Canarctic Limitée	2,000	2,401	7,004	6,806
Payment to the Jacques Cartier and Champlain Bridges Inc.	Paie ment à la Société Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée	6,827	4,578	18,451	8,273
Payment to the Canada Ports Corporation	Paie ment à la Société canadienne des des ports	6,514	4,986	10,327	4,986
Payments to Marine Atlantic Inc.	Paie ments à Marine Atlantique S.C.C.	38,988	38,111	98,795	93,660
Payments to VIA Rail Canada Inc.	Paie ments à VIA Rail Canada Inc.	81,794	111,603	188,543	273,806
Payment to the St. Lawrence Seaway Authority	Paie ment à l'administration de la voie maritime du Saint-Laurent	1,210	674	5,446	5,209
Payment to CN Railway for benefits provided to employees	Paie ment à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada pour les avantages accordés à ses employés	5	6	11	14
Self-Supporting Airports and Associated Ground Services Revolving Fund	Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes	4,327	9,891	122,570	86,562
Termination of tolls - Victoria Bridge	Abolition des péages sur le pont Victoria	1,229	872	1,680	1,708
Payments to the Canada Ports Corporation for the Inter-Port Loan Program	Paie ments à la Société canadienne des ports pour un programme de prêts interportuaires .....	...	1,900	...	26,650
Civil Aviation Tribunal	Tribunal de l'aviation civile	534,450	494,967	1,153,339	1,334,370
Grain Transportation Agency Administrator	Administrateur de l'Office du transport du grain	132	225	473	490
National Transportation Agency - Administrator	Office national des transports - Administrateur	1,383	1,131	2,956	2,803
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	7,815	8,632	24,768	26,801
Contributions	Contributions	2,308	1,199	6,298	5,136
Payments under the Western Grain Transportation Act	Paie ments en vertu de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest	190,517	197,185	644,177	567,762
Payments under the Railway Act	Paie ments en vertu de la Loi sur les chemins de fer	12,961	9,950	20,174	29,541
Payments under the National Transportation Act, 1987	Paie ments en vertu de la Loi nationale de 1987 sur les transports	7,759	8,810	18,369	16,246
Payments under the Atlantic Region Freight Assistance Act	Paie ments en vertu de la Loi sur les subventions au transport des marchan- disés dans la région Atlantique	25,621	18,126	65,735	56,896
Canadian Aviation Safety Board	Bureau canadien de la sécurité aérienne	231,463	243,902	779,521	702,382
		...	3,998	...	11,464
		767,428	744,223	1,936,289	2,051,509
Treasury Board -	Conseil du Trésor -				
Secretariat -	Secrétariat -				
Central Administration of the Public Service	Administration centrale de la fonction publique	17,060	16,553	47,127	47,720
Government Contingencies and Centrally Financed Programs	Éventualités du gouvernement et programmes financés par l'administration centrale .....	...	...	...	...
Employer Contributions to Insurance Plans	Contributions de l'employeur aux régimes d'assurance	131,748	77,851	313,013	200,531
Temporary Assignment	Affectation temporaire	274	188	1,579	1,196
Comptroller General	Contrôleur général	149,082	94,592	361,719	249,447
		4,115	3,820	10,746	10,052
		153,197	98,412	372,465	259,499

GOVERNMENT OF CANADA
 QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
 TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
 BY DEPARTMENT - Concluded

GOUVERNEMENT DU CANADA
 ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
 TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
 PAR MINISTÈRE - Fin

		(in thousands of dollars - en milliers de dollars)			
		QUARTER ENDING DEC. TRIMESTRE SE TERMINANT EN DÉC.		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1990	1989	1990-91	1989-
Veterans Affairs -	Anciens combattants -				
Veterans Affairs -	Anciens combattants -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	118,053	105,234	334,444	283,444
Grants and contributions	Subventions et contributions	334,373	324,243	989,916	936,416
Canadian Pension Commission	Commission canadienne des pensions	1,373	1,175	3,610	3,610
Bureau of Pensions	Bureau de services juridiques				
Advocates	des pensions	2,016	1,714	6,124	5,124
Veterans Appeal Board	Tribunal d'appel des anciens combattants	711	689	2,026	1,989
		456,526	433,055	1,336,120	1,231,000
Western Economic	Diversification de l'économie de l'Ouest				
Diversification -	canadien -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	8,202	6,271	21,880	18,880
Grants and contributions	Subventions et contributions	38,876	15,572	63,909	41,876
Liabilities under the Small	Obligations contractées en vertu de la				
Businesses Loans	Loi sur les prêts aux petites				
Act	entreprises	1,902	2,098	6,583	7,098
		48,980	23,941	92,372	67,098
Expenditure by department on behalf of	Dépenses des ministères pour le compte				
other departments	d'autres ministères	- 13,498	18,803	- 4,627	35,803
Provision for valuation	Provision pour évaluation	- 658,000	-	- 658,000	-
Consolidation of specified purpose	Consolidation de comptes à fins				
accounts (net of internal	déterminées (déduction faite des				
transactions) -	opérations internes) -				
Unemployment Insurance Account	Compte d'assurance-chômage	3,354,331	2,131,160	8,374,276	6,504,160
Western Grain Stabilization	Compte de stabilisation concernant				
Account	le grain de l'Ouest	- 37,713	- 47,574	- 69,352	- 72,574
Agricultural Commodities	Comptes de stabilisation des				
Stabilization Accounts	produits agricoles	- 13,310	213,495	5,741	362,495
Crop Reinsurance Fund	Caisse de réassurance-récolte	404,687	63,046	430,192	63,046
Other	Autres	- 6,154	- 1,253	- 6,329	- 1,253
		3,043,841	2,358,874	8,076,528	6,856,874
Other internal transactions	Autres opérations internes	- 31,420	- 27,799	- 70,225	- 73,799
TOTAL EXPENDITURE	TOTAL DES DÉPENSES	37,105,822	34,458,818	107,707,714	99,847,818

1. Significant Accounting Policies

1. Conventions comptables importantes

i. Government of Canada reporting entity

i. Entité comptable du gouvernement du Canada

For purposes of maintaining the accounts of Canada and preparing the Quarterly Statements of Financial Operations, the Government of Canada is defined as all the departments named in Schedule I of the Financial Administration Act; any division or branch of the Public Service, including a commission appointed under the Inquiries Act, designated by the Governor in Council as a department for purposes of the Financial Administration Act; the staffs of the Senate, the House of Commons, and the Library of Parliament; and, any corporation named in Schedule II of the Financial Administration Act.

Afin de tenir les comptes du Canada et de préparer les états trimestriels des opérations financières, le gouvernement du Canada se définit comme l'ensemble des ministères mentionnés à l'annexe I de la Loi sur la gestion des finances publiques; toute division ou direction de la Fonction publique, y compris toute commission nommée conformément à la Loi sur les enquêtes et désignée par le gouverneur en conseil comme ministère aux fins de la Loi sur la gestion des finances publiques; les employés du Sénat, de la Chambre des communes et de la Bibliothèque du Parlement; ainsi que toute société mentionnée à l'annexe II de la Loi sur la gestion des finances publiques.

In accordance with the above definition, corporations listed in Parts I and II of Schedule III of the Financial Administration Act, and those Crown corporations that are not subject to Divisions I to IV of Part X of the Financial Administration Act, are excluded in these quarterly statements from the Government of Canada as a reporting entity; therefore, their financial statements are not consolidated with those of the Government. However, at year-end, all Government organizations are accounted in the financial statements by consolidation except for Government enterprises which are accounted for on a cost basis. The borrowings of those corporations which are agents of the Crown are recorded as a liability of the Government net of borrowings expected to be repaid directly by these corporations.

Conformément à la définition susmentionnée, les sociétés énumérées aux parties I et II de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques, et les sociétés d'État qui ne sont pas sujettes aux sections I à IV de la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques, ne font pas partie de ces états trimestriels pour fins de l'entité comptable du gouvernement du Canada; ainsi, leurs états financiers ne sont pas consolidés avec ceux du gouvernement. Cependant, à la fin de l'exercice tous les organismes gouvernementaux sont comptabilisés aux états financiers par voie de consolidation sauf pour les entreprises du gouvernement qui sont comptabilisées sur une base de coût. Les emprunts des sociétés mandataires d'État sont inscrits comme élément de passif du gouvernement après avoir déduit les emprunts à être probablement remboursés directement par ces sociétés.

In addition, certain accounts and funds have financial statements which are not consolidated with those of the Government. These accounts and funds include the Canada Pension Plan Account, superannuation accounts and other specified purpose accounts.

En outre, certains comptes et fonds possèdent leurs propres états financiers qui ne sont pas consolidés avec ceux du gouvernement. Ces comptes et fonds comprennent le Compte du régime de pensions du Canada, les comptes de pension de retraite et les autres comptes à fins déterminées.

ii. Classification of financial transactions

ii. Catégories d'opérations financières

The financial transactions of the Government, as recorded in the accounts of Canada and reported in the quarterly Statements of Financial Operations, are classified into budgetary, non-budgetary, foreign exchange and unmatured debt transactions.

Les opérations financières du gouvernement, enregistrées dans les comptes du Canada et présentées dans les états trimestriels des opérations financières, sont réparties en opérations budgétaires, non budgétaires, de change et de la dette non échue.

In general terms, budgetary transactions enter into the calculation of the monthly and annual deficit or surplus and are reported, after elimination of transactions internal to the Government, on the Summary and Detailed Statements of Transactions. All other transactions lead to the acquisition or disposal of financial claims (assets) or to the creation or discharge of financial obligations (liabilities).

En somme, les opérations budgétaires entrent dans le calcul du déficit ou de l'excédent mensuel et annuel et sont inscrites aux états sommaire et détaillé des opérations après l'élimination des opérations internes du gouvernement. Toutes les autres opérations mènent soit à l'acquisition ou au règlement de créances (actif), soit à la création ou au règlement de dettes (passif).

For purposes of reporting, the classification in force at the end of the quarter is used and amounts for the previous year are reclassified to conform to the current year's accounting policies and presentation.

Aux fins de compte rendu, la classification en vigueur à la fin du trimestre est utilisée. Les montants de l'exercice précédent sont reclassifiés pour être conformes aux conventions comptables et à la présentation de l'exercice en cours.

Budgetary transactions

iii. Opérations budgétaires

REVENUE

RECETTES

Revenue consists of all tax and non-tax amounts which affect the monthly and annual deficit or surplus of the Government.

Les recettes comprennent toutes les recettes fiscales et non fiscales qui agissent sur le déficit ou l'excédent mensuel et annuel du gouvernement.

Revenue is reported after deducting refunds paid and excludes amounts receivable, taxes collected on behalf of provinces and territories, and amounts credited to the Canada Pension Plan Account, superannuation accounts, other specified purpose accounts, and other liability accounts. However, amounts receivable for non-tax revenue are fully recorded at year-end.

Les recettes sont comptabilisées après déduction des remboursements versés, et ne comprennent ni les sommes à recevoir, ni les impôts prélevés au nom des provinces et territoires, ni les montants crédités au Compte du régime de pensions du Canada, aux comptes de pension de retraite, aux autres comptes à fins déterminées, et aux autres comptes de passif. Cependant, les montants débiteurs pour les recettes non-fiscales sont enregistrés en entier à la fin de l'exercice.

The Government generally reports tax revenue in the period in which it is received. Refunds of tax revenue are allocated to the year in which the processing cycle for the assessment of the related tax return has been started.

Le gouvernement rapporte généralement les recettes fiscales au cours de la période dans laquelle elles sont reçues. Les remboursements de recettes fiscales sont imputés à l'exercice auquel le cycle de traitement de l'évaluation du remboursement de taxe pertine a débuté.

On the Summary and Detailed Statements of Transactions the revenue reported excludes revenue from outside parties credited to appropriations.

Les recettes aux états sommaire et détaillé des opérations ne comprennent pas les recettes à valoir sur les crédits provenant de tiers.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

EXPENDITURE

Expenditure consists of all charges to budgetary appropriations which affect the monthly and annual deficit or surplus of the Government. In addition, budgetary expenditure may also include charges related to the allowance for valuation of loans, investments and advances, the allowances for general contingencies, the allowance for borrowings of agent Crown corporations, and accounts payable and other allowances related to statutory items and certain annual appropriations. Such charges include those for work performed, goods received, services rendered, and transfer payments made during the year and in the supplementary period including accounts payable at year-end.

Expenditure excludes amounts charged to the Canada Pension Plan Account, superannuation accounts, other specified purpose accounts, and other liability accounts.

On the Statement of Budgetary Expenditure by Department, departmental expenditures are reported net of revenue credited to appropriations but include expenditures internal to the Government.

iv. Assets

Assets are defined as the financial claims acquired by the Government on outside organizations and individuals as a result of events and transactions recorded as at the closing date.

As a result of the Government's accounting policies described above, certain financial claims are not reported on the Summary and Detailed Statements of Transactions. The most important of these are accounts receivable for tax and non-tax revenue. However, accounts receivable for non-tax revenue are recorded at year-end.

v. Liabilities

Liabilities are defined as the financial obligations of the Government to outside organizations and individuals as a result of events and transactions which took place prior to the closing date. Refunds payable and some other liabilities and allowances are partially recorded during the year with full recording taking place at year-end only.

vi. Fixed assets

The fixed assets of the Government, which include land, engineering structures and works (such as canals, harbours and roads), buildings, and machinery and equipment, are charged to budgetary expenditure at the time of acquisition or construction.

vii. Valuation of assets and liabilities

ASSETS

Assets are recorded at cost and are subject to annual valuation to reflect reductions from the recorded value to the estimated realizable value. In the case of loans to sovereign states, the Government views these loans as collectible unless formally repudiated by the debtor. The allowance for valuation reflects reductions from the recorded value of loans (and subscriptions to international organizations that make similar loans) with significant concessionary terms.

The Government's gold reserves are included in the International reserves held in the Exchange Fund Account and are recorded and valued at 35 Special Drawing Rights per fine ounce. The Special Drawing Right is an international currency created by the International Monetary Fund, and allocated to countries participating in its Special Drawing Rights Department. It represents a unit of account defined in terms of a "basket" of five major currencies.

LIABILITIES

Liabilities are recorded at the amounts ultimately payable and liabilities for termination benefits, the superannuation accounts and the Government Annuities Account are reported on an actuarial basis.

viii. Allowances for general contingencies

The Government establishes allowances in respect of potential debt or debt service relief measures for financially troubled countries under multilateral agreements.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

DÉPENSES

Les dépenses comprennent toutes les imputations aux crédits budgétaires qui influencent le déficit ou l'excédent mensuel et annuel du gouvernement. De plus, les dépenses peuvent également comprendre les imputations reliées à la provision pour évaluation des prêts, dotation capital et avances, la provision pour les éventualités générales, la provision pour emprunts des sociétés mandataires d'État, et les créditeurs et autres provisions reliées à des éléments statutaires et à certains crédits annuels. Ces imputations comprennent les travaux accomplis, les biens reçus, les services exécutés et les paiements de transfert effectués au cours de l'exercice et dans la période complémentaire y compris les crédits à la fin de l'exercice.

Les dépenses ne comprennent pas les montants imputés au Compte du régime de pensions du Canada, aux comptes de pension de retraite, aux autres comptes à fins déterminées, et aux autres comptes de passif.

Sur l'état des dépenses budgétaires par ministère, les dépenses ministérielles sont comptabilisées après déduction des recettes à valoir sur les crédits mais comprennent les dépenses internes du gouvernement.

iv. Actif

L'actif se définit comme étant les créances du gouvernement acquiescées sur des tiers par suite de faits et d'opérations comptabilisées à la date de fermeture des comptes.

Suivant les conventions comptables du gouvernement mentionnées ci-dessus, certaines créances ne sont pas comprises aux états sommaires et détaillés des opérations. Les plus importantes sont les comptes débiteurs au titre des recettes fiscales et non fiscales. Cependant, les comptes débiteurs pour les recettes non fiscales sont enregistrés à la fin de l'exercice.

v. Passif

Le passif se définit comme étant les dettes du gouvernement envers des tiers suite à des faits et opérations comptabilisées avant la date de fermeture des comptes. Les remboursements à payer ainsi que d'autres crédits et provisions sont partiellement inscrits au cours de l'exercice, l'inscription complète étant faite à la fin de l'exercice seulement.

vi. Immobilisations

Les immobilisations du gouvernement qui comprennent les terres, les ouvrages (tels que les canaux, les ports et les routes), bâtiments et matériel sont imputées aux dépenses budgétaires lors de leur acquisition ou construction.

vii. Évaluation de l'actif et du passif

ACTIF

L'actif est enregistré au coût et fait l'objet d'une évaluation annuelle afin de refléter les diminutions de la valeur enregistrée à la valeur estimative de réalisation. Dans le cas de prêts aux États souverains, le gouvernement considère ces prêts comme collectibles à moins qu'un État souverain refuse, de façon officielle, d'honorer ses dettes. De plus, la provision pour évaluation reflète les réductions de la valeur au livre des prêts (et souscriptions aux organismes internationaux qui effectuent des prêts similaires) ayant des clauses concessionnaires importantes.

Les réserves d'or du gouvernement sont comprises dans les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes et sont inscrites et évaluées à 35 Droits de tirage spéciaux pour chaque once fine. Le Droit de tirage spécial est une unité monétaire internationale créée par le Fonds monétaire international, et attribuée aux pays participant au Département des Droits de tirage spéciaux. Il représente une unité de compte définie en fonction d'un ensemble de cinq grandes devises.

PASSIF

Le passif est inscrit au montant à payer en fin de compte et les éléments de passif concernant les indemnités de cessation d'emploi, les comptes de pension de retraite ainsi que le Compte des rentes sur l'État, sont rapportés sur une base actuarielle.

viii. Provisions pour des éventualités générales

Le gouvernement établit des provisions concernant les éventuelles dettes ou pour un service de mesures d'aide à la dette de pays en difficulté financière en vertu d'arrangements multilatéraux.

x. Translation of foreign currency transactions

Foreign currency transactions are translated and recorded in Canadian dollar equivalents at the exchange rates prevailing at the transaction dates.

On a monthly basis, only Receiver General current cash accounts are revalued at the month-end rate of exchange. All other assets and liabilities are revalued at year-end only. Net gains are credited to revenue while net losses are charged to expenditure.

2. Authorities for Transactions

Revenue can be raised and moneys can be borrowed only with the authority of Parliament. All receipts of money by departments and agencies must be deposited into the Consolidated Revenue Fund (CRF). All disbursements from the CRF for spending on operations, for loans, investments and advances, and for the redemption of matured debt must be authorized by Parliament.

i. Authority for raising revenues

The right of Canada to raise taxes and revenues is contained in the Constitution Acts, and is given specific form in various Acts passed by Parliament. The Financial Administration Act provides general statutory direction regarding the collection, handling and accounting for receipts and contains authority for charging for services or use of facilities. The right of the Government to raise income taxes, excise taxes and duties, tariffs, fines and other revenues and the methods to be used are granted by Parliament in specific legislation related to the type of levy or to ministerial duties and authorities. All bills for the raising of money must originate in the House of Commons and are submitted to the House by the Government. This is normally done through the Minister of Finance's Budget, in which proposed tax and tariff changes required to attain the forecast fiscal policy goals are presented.

ii. Authority for spending on operations

Parliament provides authority to make payments out of the Consolidated Revenue Fund in annual appropriation acts and other statutes (the latter referred to as statutory appropriations). Most Government spending is under statutory authorities, that is authorities which do not generally impose an annual limit on the amount that may be spent. Spending is authorized by reference to statutory formulae or criteria and the authorities usually continue from year to year until changed or rescinded by an act of Parliament. Spending authority provided by statutory appropriations is for specified purposes and for such amounts and such time as the acts prescribe. Spending authority provided by statutory appropriations generally does not lapse at the end of the year in which it was granted. Spending authority granted in appropriation acts is for stated purposes and maximum amounts. Unless provided for in vote wording, unused spending authority granted in appropriation acts lapses at the end of the year for which it was granted. Some authorities continue from year to year and some authorize the spending, within a program, of defined categories of revenue generated by the program.

iii. Authority for loans, investments and advances

These authorities limit the amount of loans, investments or advances that may be made. Unused authority may lapse at the end of a year or may continue from year to year. Non-lapsing authorities often limit only the total of loans that may be outstanding at any one time; thus, principal repaid may be reloaned.

ix. Conversion des opérations de change

Les opérations de change sont converties et comptabilisées en dollars canadiens correspondant aux taux de change en vigueur aux dates des opérations.

Sur une base mensuelle, seuls les comptes de caisse courants du Receveur général sont réévalués à la fin du mois aux taux de change en vigueur à cette date. Les autres éléments d'actif et de passif sont réévalués à la fin de l'exercice seulement. Les gains nets sont crédités aux recettes tandis que les pertes nettes sont imputées aux dépenses.

2. Autorisations pour les opérations

Les recettes peuvent être prélevées et les deniers peuvent être empruntés seulement avec l'autorisation du Parlement. Tous les deniers perçus par les ministères et organismes doivent être déposés au Fonds du revenu consolidé (FRC). Tous les déboursés du FRC pour des dépenses concernant les opérations, pour des prêts, dotations en capital et avances, et pour le rachat de la dette échue doivent être autorisés par le Parlement.

i. Autorisations pour prélever les recettes

Le droit du Canada de prélever les taxes et les impôts est contenu dans les Lois constitutionnelles, et prend une forme distincte dans les différentes lois adoptées par le Parlement. La Loi sur la gestion des finances publiques fournit une ligne de conduite réglementaire concernant la perception, la manutention et la comptabilisation des recettes. Elle contient l'autorisation de fixer les prix pour les services offerts ou pour l'utilisation des installations et équipements. Le droit du gouvernement de prélever les impôts, les taxes et droits d'accise, les tarifs, les amendes et les autres recettes ainsi que les méthodes à être utilisées, est accordé par le Parlement à travers des textes législatifs précis reliés à la catégorie de prélèvement ou aux obligations et autorisations ministérielles. Tous les projets de loi visant au prélèvement de fonds doivent provenir de la Chambre des communes et être présentés en Chambre par le gouvernement. Ceci fait normalement partie du Budget du Ministre des Finances, dans lequel sont présentées les modifications de taxes et tarifs proposées pour atteindre les objectifs selon les prévisions de la politique fiscale.

ii. Autorisations pour les dépenses concernant les opérations

Le Parlement accorde l'autorisation d'effectuer des paiements à même le Fonds du revenu consolidé dans les lois de crédits annuelles et dans d'autres textes de lois (ces derniers intitulés crédits statutaires). La plupart des dépenses gouvernementales sont effectuées en vertu d'autorisations statutaires, c'est-à-dire des autorisations qui généralement n'imposent pas de limite annuelle sur les montants qui peuvent être dépensés. Les dépenses sont effectuées en vertu de critères ou formules statutaires et les autorisations continuent en général d'un exercice à l'autre jusqu'à ce qu'une loi du Parlement les modifie ou les révoque. L'autorisation de dépenser comprise dans les crédits statutaires est consentie à des fins déterminées ainsi que pour des montants et des délais indiqués dans les lois. En général, l'autorisation de dépenser prévue dans les crédits statutaires ne s'annule pas à la fin de l'exercice pour lequel elle a été accordée. L'autorisation de dépenser est accordée, dans les lois de crédits, à des fins déterminées et pour des montants maximaux. À moins que le libellé des crédits ne l'indique autrement, le solde inutilisé de l'autorisation de dépenser accordée dans des lois de crédits s'annule à la fin de l'exercice pour lequel elle a été accordée. Certaines autorisations continuent d'un exercice à l'autre et certaines permettent de dépenser, à l'intérieur d'un programme, des catégories de recettes spécifiques lesquelles sont générées par ledit programme.

iii. Autorisations pour les prêts, dotations en capital et avances

Ces autorisations limitent les montants des prêts, dotations en capital ou avances qui peuvent être effectués. Les autorisations non employées peuvent s'annuler à la fin de l'exercice ou peuvent continuer d'un exercice à l'autre. Les autorisations qui ne s'annulent pas, souvent limitent seulement le total des prêts qui peuvent être en circulation en tout temps; donc, les montants remboursés peuvent être prêtés de nouveau.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

iv. Borrowing authority

The Government can borrow only as authorized by acts of Parliament. Borrowing authority acts provide authority for the net amount of new security issues less redemptions during a fiscal year. The authorities lapse at the end of the year except for amounts specifically carried forward to the next fiscal year. Parliament has also provided a continuing authority to the Government under Section 47 of the Financial Administration Act to borrow, for periods not exceeding six months, such amounts as are deemed necessary to meet lawfully authorized disbursements.

3. Crown Corporations

In accordance with the accounting policies of the Government, the assets, liabilities, revenues and expenses reported in the separate financial statements of Crown corporations are not included in the Government's quarterly Statement of Financial Operations. Only the financial transactions between the Government and Crown corporations are included. At year-end, transactions of appropriation dependent Crown Corporations are consolidated with the transactions of the Government while Government enterprises are accounted for by the cost method.

The following table presents the major balance sheet and income statement items for Crown corporations named in Section 85 and/or Schedule III of the Financial Administration Act (FAA).

This summary of financial transactions and results of operations of Crown corporations is based on their accounting policies. Most Crown corporations follow the generally accepted accounting principles used by private sector companies, as outlined in the Handbook of the Canadian Institute of Chartered Accountants.

Financial assets include cash, receivables and loans and investments. Physical assets and deferred charges represent the unexpensed portion of non-financial assets such as buildings, machinery and equipment in use or under construction, inventories and other items of expenditure which will be expensed as these assets are used. Financial assets and liabilities in respect of the Government represent the unpaid balances arising from financing transactions and normal operating activities. Borrowings from outside parties represent amounts repayable to institutional and other investors. Other liabilities are amounts due in respect of purchases, employee termination and pension benefits, accrued interest on borrowings, long-term capital leases and sundry accounts payable. Equity of Canada represents the Government's equity in each Crown corporation as reported by the corporations.

Crown corporations are categorized as being either agents or non-agents of the Crown. Agency status is normally expressly stated in the incorporating legislation or conferred under the provisions of the Government Companies Operation Act. In accordance with Section 54 of the FAA, the payment of all money borrowed by agent Crown corporations and interest thereon, is a charge on and payable out of the Consolidated Revenue Fund. Such borrowings therefore constitute obligations of the Government and are recorded as such in the summary financial statements of Canada net of borrowings expected to be repaid directly by these corporations.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

iv. Pouvoirs d'emprunts

Le gouvernement peut emprunter seulement lorsque des lois du Parlement l'autorisent. Les lois sur le pouvoir d'emprunt fournissent l'autorisation pour le montant net de nouvelles émissions de titres moins les rachats au cours de l'exercice. Les autorisations s'annulent à la fin de l'exercice sauf pour les montants spécifiquement reportés à l'exercice suivant. En vertu de l'article 47 de la Loi sur la gestion des finances publiques, le Parlement a également fourni au gouvernement une autorisation continue d'emprunter, pour des périodes n'excédant pas six mois, des montants qui sont jugés nécessaires pour rencontrer les déboursés autorisés par les lois.

3. Sociétés d'État

Conformément aux conventions comptables du gouvernement, le passif, les revenus et les dépenses inscrits dans les états financiers distincts des sociétés d'État ne sont pas compris dans les états financiers des opérations financières du gouvernement. Seules les opérations financières entre le gouvernement et les sociétés d'État y sont comprises. À la fin de l'exercice, les opérations des Sociétés d'État qui sont dépendantes de crédit sont consolidées aux opérations du gouvernement, tandis que les entreprises du gouvernement sont comptabilisées au coût.

Le tableau suivant résume les principaux éléments des bilans et états d'exploitation des sociétés énumérées à l'article 85 et/ou à l'annexe II de la Loi sur la gestion des finances publiques (LGFP).

Ce résumé des opérations financières et résultats d'opérations des sociétés d'État est fondé sur les conventions comptables de celles-ci. La majorité des sociétés d'État suivent les principes comptables généralement reconnus que l'on retrouve dans les entreprises du secteur privé et publiés dans le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés.

L'actif financier comprend la caisse et les sommes à recevoir, les prêts et les dotations en capital. L'actif immobilisé et les frais reportés représentent la fraction non dépensée des éléments d'actif non financiers tels qu'immeubles, machinerie et équipement en usage ou en construction, inventaire et autres éléments de dépense qui seront portés à la déduction lorsque consommés. L'actif financier et le passif auprès du gouvernement représentent les montants impayés provenant d'opérations de financement et d'opérations normales. Les emprunts auprès de tiers représentent des montants à rembourser à des institutions et autres investisseurs. Les autres passifs représentent des créances relativement aux achats, indemnités de cessation d'emploi et aux prestations de pensions, intérêts courus sur emprunts, contrats de location-acquisition à long terme et autres créanciers. L'avoir du Canada représente l'avoir du gouvernement dans chaque société d'État tel que rapporté par les sociétés.

Les sociétés d'État sont classées soit mandataires ou non mandataires d'État. Le statut de mandataire d'État peut être explicitement énoncé dans les lois constitutionnelles ou conféré selon les dispositions de la Loi sur le fonctionnement des compagnies d'État. Conformément à l'article 54 de la LGFP, le paiement de toute somme d'argent empruntée par les sociétés mandataires d'État, de même que de l'intérêt y afférent, doivent être imputés sur le Fonds du revenu consolidé et versés à même ce Fonds. Par conséquent, de tels emprunts représentent des dettes du gouvernement et sont inscrits comme telles dans les états financiers sommaires du Canada après avoir déduit les emprunts à être probablement remboursés directement par ces sociétés.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

Revenues include financial assistance received or receivable from the Government in respect of current period of operation.

Equity adjustments include amounts for retroactive changes in the application of accounting principles as well as direct changes or credits to and from equity accounts. Equity transactions with the Government include dividends declared, transfers of profits to the Government and non-current financial assistance provided by the Government.

SUMMARY COMBINED STATEMENTS OF CROWN CORPORATIONS RÉSUMÉ DES ÉTATS COMBINÉS DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT

		(in millions of dollars) (en millions de dollars)
ASSETS, LIABILITIES AND EQUITY As of September 30, 1990	ACTIF, PASSIF ET AVOIR au 30 septembre 1990	
ASSETS	ACTIF	
Financial:	Financier:	
Outside parties	Tiers	33,827
Government and other Crown corporations	Gouvernement et autres sociétés d'État	24,453
Total financial assets	Total de l'actif financier	58,280
Physical assets and deferred charges	Actif immobilisé et frais reportés	20,654
TOTAL ASSETS	TOTAL DE L'ACTIF	<u>78,934</u>
LIABILITIES	PASSIF	
Outside parties -	Tiers -	
Borrowings - agent	Emprunts - mandataire	17,035
- non-agent	- non mandataire	1,766
Bank of Canada notes in circulation and amounts	Effets en circulation de la Banque du Canada et	
owing to depositors	montants dus aux déposants	22,635
Other liabilities	Autres passifs	9,505
Government and other Crown corporations	Gouvernement et autres sociétés d'État	15,301
TOTAL LIABILITIES	TOTAL DU PASSIF	<u>66,242</u>
GOVERNMENT OF CANADA	AVOIR DU CANADA	<u>12,692</u>
TOTAL LIABILITIES AND EQUITY	TOTAL DU PASSIF ET DE L'AVOIR	<u>78,934</u>
Contingent liabilities	Passif éventuel	<u>632</u>
REVENUES, EXPENSES AND CHANGES IN THE EQUITY For the Six Month Period Ending September 30, 1990	REVENUS, DÉPENSES ET CHANGEMENTS DANS L'AVOIR pour la période de six mois se terminant le 30 septembre 1990	
REVENUES -	REVENUS -	
Outside parties	Tiers	9,012
Government and other Crown corporations -	Gouvernement et autres sociétés d'État -	
financial assistance	Aide financière	2,027
Other	Autres	2,286
TOTAL REVENUES	TOTAL DES REVENUS	<u>13,325</u>
EXPENSES -	DÉPENSES -	
Outside parties	Tiers	10,297
Government and other Crown corporations	Gouvernement et autres sociétés d'État	1,304
TOTAL EXPENSES	TOTAL DÉPENSES	<u>11,601</u>
Net income/loss (-) for the period	Bénéfice net/perte (-) nette pour la période	1,724
Equity adjustments	Ajustements dans l'avoir	413
Government's share of income/loss (-)	Quote-part du gouvernement dans le (la) bénéfice/perte (-) ...	2,137
Equity transactions with the Government	Transactions dans l'avoir avec le gouvernement	-1,528
Avoir of Canada, April 1st, 1990	Avoir du Canada au 1er avril 1990	12,083
Avoir of Canada, at September 30, 1990	Avoir du Canada, au 30 septembre 1990	<u>12,692</u>

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

Les revenus comprennent l'aide financière reçue ou à recevoir du gouvernement relativement aux opérations de la période en cours.

Les ajustements dans l'avoir comprennent les montants rétroactifs des changements apportés dans l'application des principes comptables ainsi que les imputations directes ou les crédits à l'avoir. Les transactions dans l'avoir avec le gouvernement comprennent les dividendes déclarés, les virements de bénéfices au gouvernement et l'aide financière non courante accordée par le gouvernement.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

4. Insurance Programs of Agent Crown corporations

At present, three Crown corporations operate insurance programs as agents of Her Majesty. An insurance program is a program where the insured, an outside party, pays an insurance fee which is credited to an insurance fund or provision operated by the corporation. The amount of the fee is based on the estimated amount of insurance fund or provision needed to meet future claims. Insurance programs operated by private corporations such as employee group insurance, dental plans, etc., are not included in this definition.

The insurance programs are intended to operate on a self-sustaining basis but in recent years, two of the Crown corporations have required loans or other funding from the Government to meet obligations.

Information presented below has not been audited since the information presented therein is derived from interim financial statements. The most recent annual financial statements of these corporations may be found in Volume III of the Public Accounts.

In the Summary below, a minus "-" sign preceding the amount reported indicates a fund deficit, an expense recovery or adjustment, or a decrease or loss during the year.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

4. Programmes d'assurance des sociétés mandataires d'État

Présentement, trois sociétés d'État administrent des programmes d'assurance en tant que mandataires de Sa Majesté. Un programme d'assurance est un programme par lequel un assuré (un tiers) verse des frais d'assurance qui sont alors crédités à un fonds d'assurance ou une provision administrée par la société. Le montant à verser comme frais est basé sur le montant prévu nécessaire pour satisfaire à toutes les demandes futures d'indemnisation au titre du fonds d'assurance ou de la provision. Les programmes d'assurance administrés par les corporations privées tels que l'assurance collective des employés, les régimes dentaires, etc., sont exclus de cette définition.

Les programmes d'assurance sont conçus de façon à opérer sur une base autosuffisante, mais depuis quelques années, le gouvernement a fourni des prêts ou d'autres financements à deux sociétés pour satisfaire à leurs demandes d'indemnisation.

Les renseignements qui apparaissent ci-dessous ne sont pas vérifiés puisque l'information est produite à partir d'états financiers intermédiaires. On peut retrouver les états financiers annuels, les plus récents, de ces sociétés dans le volume III des Comptes publics.

Un signe moins "-" dans le sommaire ci-dessous indique un déficit dans le fonds, un recouvrement ou un redressement des dépenses, ou une diminution ou perte au cours de l'exercice.

GOVERNMENT OF CANADA

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

SUMMARY OF INSURANCE PROGRAMS OF
CROWN CORPORATIONS
For The Quarter Ending September 30, 1990

SOMMAIRE DES PROGRAMMES D'ASSURANCE DES
SOCIÉTÉS MANDATAIRES D'ÉTAT
pour le trimestre se terminant le 30 septembre 1990

		(in millions of dollars - en millions de dollars)					
		Canada Deposit Insurance Corporation ⁽¹⁾	Canada Mortgage and Housing Corporation ⁽²⁾				Export Development Corporation ⁽³⁾
			Mortgage Insurance Fund	Mortgage-Backed Securities Guarantee Fund	Home Improvement Loan Fund	Rental Guarantee Fund	
		Société d'assurance- dépôts du Canada ⁽¹⁾	Société canadienne d'hypothèques et de logement ⁽²⁾				Société pour l'expansion des exportations ⁽³⁾
			Fonds d'assurance hypothécaire	Fonds de titres hypothécaires garantis	Fonds de prêts pour l'amélioration des maisons	Fonds de garantie de loyer	
Insurance in force as at reporting date	Assurance en vigueur à la date de déclaration						
- current year	- exercice en cours	270,458	50,550	4,683	*	**	4,496
- previous year	- exercice précédent	245,012	48,104	2,584	*	**	4,044
Opening balance of Fund	Solde d'ouverture du Fonds						
- current year	- exercice en cours	-888	83	1	1	16	47
- previous year	- exercice précédent	-1,062	-82	*	1	12	45
Revenue for the period:	Recettes pour la période:						
Premiums and fees	Primes et honoraires						
- current year	- exercice en cours	270	82	1			13
- previous year	- exercice précédent	245	75	1			17
Investment income	Revenu de placement						
- current year	- exercice en cours	2	47	1			
- previous year	- exercice précédent	2	35				
Other revenue	Autres recettes						
- current year	- exercice en cours	1				1	
- previous year	- exercice précédent	5				1	
Total revenue	Recettes totales						
- current year	- exercice en cours	273	129	2	*	1	13
- previous year	- exercice précédent	252	110	1	*	1	17
Expense for the period:	Dépenses pour la période:						
Loss on claims	Pertes sur indemnités						
- current year	- exercice en cours		122				14
- previous year	- exercice précédent		-1				8
Interest on loans	Intérêts sur prêts						
- current year	- exercice en cours						
- previous year	- exercice précédent						
Administrative	Administration						
- current year	- exercice en cours	4	37				
- previous year	- exercice précédent	5	33			1	
Funds returned to Government	Fonds retournés au gouvernement						
- current year	- exercice en cours						
- previous year	- exercice précédent						
Total expense	Dépenses totales						
- current year	- exercice en cours	4	159	*	*		14
- previous year	- exercice précédent	5	32	*	*	1	8
Net income/loss (-) for the period	Revenus nets/pertes (-) nettes pour la période						
- current year	- exercice en cours	269	-30	2	*	1	-1
- previous year	- exercice précédent	247	78	1	*		9
Closing balance of Fund	Solde de fermeture du Fonds						
- current year	- exercice en cours	-619	53	3	1	17	46
- previous year	- exercice précédent	-815	-4	*	1	12	54
Net claims during the period ⁽⁴⁾	Montants nets des indemnités pour la période ⁽⁴⁾						
- current year	- exercice en cours	16	35	**	*	**	7
- previous year	- exercice précédent	-143	-14	**	*	**	-2
Five year average of net claims paid	Moyenne des montants nets des indemnités payées pour les cinq derniers exercices						
- current year	- exercice en cours	124	-4	**	*	**	16
- previous year	- exercice précédent	267	51	**	*	**	1

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA - Continued

- [1] The Canada Deposit Insurance Corporation (CDIC) provides insurance on deposits placed with member banks and trust and loan companies for up to \$60,000 per depositor, per institution. In recent years, premiums paid by member institutions have not been sufficient to meet obligations incurred by CDIC under the insurance plan. This deficiency has been funded, in part, by loans from the Government of \$1,290 million at September 30, 1990 (\$1,514 million at September 30, 1989). The Government is continuing to explore alternatives to allow CDIC, over the long run, to eliminate its deficiency without budgetary support from the Government. Since there is no reason to believe that this will not be the case, no provision has been made in the accounts of Canada for the losses experienced by CDIC.
- [2] Canada Mortgage and Housing Corporation (CMHC) administers four funds of which the Mortgage Insurance Fund (MIF) and the Mortgage-Backed Securities Guarantees Fund are active. The MIF provides insurance, for a fee, to private sector lending institutions to cover mortgage lending on Canadian housing. Besides establishing a framework of confidence for mortgage lending by private institutions, the Fund facilitates an adequate supply of mortgage funds by reducing the risk to lenders and by encouraging the secondary market trading of mortgages, to make housing more accessible for Canadians. An actuarial study of the MIF of September 30, 1989 disclosed that the Fund is more than sufficient to pay all future claims with respect to business in force. The surplus as at September 30, 1989 was estimated to be \$4.2 million. The Mortgage-Backed Securities (MBS) Program was implemented in 1987. For a fee paid by approved financial institutions, CMHC and ultimately the Government, guarantee timely payment of principal and interest to MBS investors who participate in a pool of MIF insured first residential mortgages which have been repackaged by the financial institution into investments of \$5,000 denominations. Since 1984, the Corporation has also operated the Mortgage Rate Protection Program (MRPP). As premiums collected by CMHC for the Program are remitted directly to the Consolidated Revenue Fund (CRF) and obligations of the MRPP are ultimately payable from the CRF, the Mortgage Rate Protection Program does not meet the definition of a Crown corporation insurance plan as defined above. Therefore, operating particulars of this Program are not included in this summary but some information will be found in the notes to the Government of Canada Statement of Contingent Liabilities.
- [3] The Export Development Corporation (EDC) provides export and foreign investment insurance to Canadian business to facilitate and develop export trade. The insurance fund has been adequate to provide for the full cost of claims experienced to date and to establish an allowance for future claims based on previous claims experience.
- [4] Refers to the difference between claims and amounts received from sales of related assets and other recoveries.
- Less than \$500,000.
 - Not applicable.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

- [1] La Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC) fournit une assurance jusqu'à concurrence de \$60,000 par déposant et par institution, sur les dépôts faits auprès des banques et compagnies de prêts et de fiducies dont les membres. Depuis quelques années, les primes versées par les institutions membres n'étaient pas suffisantes pour satisfaire à toutes les demandes d'indemnisation faites auprès de la SADC aux termes du régime d'assurance. Ce déficit a été comblé en partie par des prêts du gouvernement de \$1,290 millions au 30 septembre 1990 (\$1,514 millions au 30 septembre 1989). Le gouvernement continue d'examiner des alternatives afin de permettre à la SADC d'éliminer, avec le temps, son déficit sans aide budgétaire du gouvernement. Puisqu'il n'y a pas lieu d'en croire autrement, aucune provision n'a été établie dans les comptes du Canada pour les pertes anticipées par la SADC.
- [2] La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) administre quatre fonds dont le Fonds d'assurance hypothécaire (FAH) et le Fonds des titres hypothécaires garantis sont actifs. Le FAH fournit de l'assurance aux institutions de crédit du secteur privé, moyennant des frais, afin de couvrir les prêts hypothécaires concernant le logement canadien. Tout en mettant en place un système par lequel les institutions privées peuvent accorder des prêts hypothécaires en toute confiance, le Fonds permet également l'approvisionnement continu de fonds hypothécaires soit disponible à moindre risque aux prêteurs et que le commerce secondaire d'hypothèques soit favorisé, pour rendre le logement plus accessible aux Canadiens. Une étude actuarielle du FAH en date du 30 septembre 1989 démontre que le Fonds est plus que suffisant pour rencontrer les demandes d'indemnisation futures concernant les activités en vigueur. Au 30 septembre 1989, un surplus est estimé à \$4.2 millions. Le Programme des titres hypothécaires garantis introduit en 1987. Sur versements d'une prime, la SCHL, et finalement le gouvernement, garantit le paiement ponctuel du principal et des intérêts aux investisseurs dans des titres hypothécaires réunis par une institution financière en un bloc de créances hypothécaires résidentielles dont l'institution prépare et livre les certificats en multiples de \$5,000. Depuis 1984, la SCHL opère le Programme de protection des taux hypothécaires. Étant donné que les primes encaissées pour ce Programme par la SCHL sont déposées dans le Fonds du revenu consolidé (FRC) et que les créances du Programme sont finalement payées à même le FRC, le Programme de protection des taux hypothécaires ne rencontre pas la définition d'un plan d'assurance administré par une société d'État tel que défini ci-haut. Par conséquent, les résultats d'opérations du Programme ne sont pas inclus dans le sommaire mais l'information supplémentaire apparaît dans les notes afférentes à l'état passif éventuel du gouvernement du Canada.
- [3] La Société pour l'expansion des exportations (SEE) fournit de l'assurance aux entreprises canadiennes sur les investissements étrangers et sur les exportations afin de faciliter et de développer le commerce de l'exportation. Le fonds d'assurance a été suffisant afin de pourvoir au coût global des réclamations à date et pour établir une provision pour des réclamations futures basées sur l'expérience passée.
- [4] Se rapporte à l'écart entre les réclamations et les montants recouvrés des ventes de biens connexes et d'autres recouvrements.
- Moins de \$500,000.
 - Sans objet.

Contingent Liabilities

A contingent liability is a potential liability which may become an actual liability when one or more future events occur or fail to occur. The details of contingent liabilities of the Government are provided in the following statement and consist of explicit guarantees by the Government and potential losses arising from pending and threatened litigation relating to claims and assessments in respect of breach of contract, damages to persons and property and like items.

The authorized limit represents the aggregate total of various types of authorities of Government bodies as stipulated in legislation, legal agreements and other documents that may be in force at any one time.

5. Passif éventuel

Un élément de passif éventuel signifie un élément de passif possible qui peut se transformer en un élément de passif réel advenant un ou plusieurs événements futurs. Le détail du passif éventuel du gouvernement est fourni dans l'état suivant et comprend les garanties formelles par le gouvernement et les pertes possibles résultant de causes en instance ou imminentes relatives à des demandes d'indemnité et d'évaluation à l'égard de l'inexécution de contrats, de dommages causés à des personnes et à un bien et d'éléments connexes.

Les limites autorisées indiquées dans le tableau ci-dessous désignent le montant total des divers genres d'autorisations utilisées par des organismes gouvernementaux tels que stipulées dans la législation, des ententes légales ou d'autres documents qui peuvent être en vigueur à un moment donné.

STATEMENT OF CONTINGENT LIABILITIES
At September 30, 1990ÉTAT DU PASSIF ÉVENTUEL
au 30 septembre 1990

		(in millions of dollars - en millions de dollars)		
	Authorized limit (where applicable) ⁽¹⁾	Contingent liability ⁽²⁾	Percentage of net claims to outstanding guarantees (where applicable) ⁽³⁾	
	Limite autorisée (s'il y a lieu) ⁽¹⁾	Passif éventuel ⁽²⁾	Rapport entre les indemnités nettes et les garanties en vigueur (s'il y a lieu) ⁽³⁾	
EXPLICIT GUARANTEES BY THE GOVERNMENT OF -				
Borrowings by Crown corporations which are not agents of Her Majesty -				
Canadian National Railway Company - Bonds and notes				
Borrowings by other than Crown corporations -				
From agents -				
Loans to Indians by the Canada Mortgage and Housing Corporation and the Farm Credit Corporation, for on-reserve housing				
From other than agents -				
Guarantee programs of the Government -				
Canada Student Loans Act				
Small Businesses Loans Act				
Atlantic Enterprise Program				
Farm Improvement Loans Act and Farm Improvement and Marketing Cooperatives				
Loans Act				
Enterprise development program and Canadian Industrial Renewal Board				
Fisheries Improvement Loans Act				
Advance Payments for Crops Act				
Regional Development Incentives Act				
Financial obligations incurred by air carriers regarding purchase of The de Havilland Aircraft of Canada, Limited DHC-7 and DHC-8 aircraft				
Loans to Indians by approved lenders for on-reserve housing				
Indian economic development				
Loans to promote the commercial activities of Eskimos				
GARANTIES FORMELLES PAR LE GOUVERNEMENT POUR -				
Emprunts par des sociétés d'État qui ne sont pas mandataires de Sa Majesté -				
Chemins de fer nationaux du Canada - Obligations et effets	*	*		
Emprunts effectués par des entités autres que des sociétés d'État -				
De sociétés mandataires -				
Prêts consentis aux Indiens par la Société canadienne d'hypothèques et de logement et la Société du crédit agricole, pour habitations sur les réserves	575	69 [4]		0.6
De sociétés non mandataires -				
Programmes de garantie du gouvernement -				
Loi fédérale sur les prêts aux étudiants	6,462	2,989		2.8
Loi sur les prêts aux petites entreprises	961 [5]	483		5.2
Programme Entreprise Atlantique	154	155 [6]		0.1
Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative	361 [5]	141		1.0
Programme d'expansion des entreprises et Office canadien pour un renouveau industriel				
Loi sur les prêts aux entreprises de pêche	965	10 [7]		12.9
Loi sur le paiement anticipé des récoltes	22 [5]	7		12.3
Loi sur les subventions au développement régional	400	5		0.1
Dettes encourues par des transporteurs aériens concernant l'achat des aéronefs DHC-7 et DHC-8 de The de Havilland Aircraft of Canada, Limited	21	3		59.3
Dettes encourues par des transporteurs aériens concernant l'achat des aéronefs DHC-7 et DHC-8 de The de Havilland Aircraft of Canada, Limited				
Prêts consentis aux Indiens par des prêteurs agréés pour habitations sur les réserves	914 [8]	466 [8]		
Développement économique des Indiens	[9]	456 [4]		0.1
Prêts pour encourager les activités commerciales des Esquimaux	34 [10]	4 [4]		9.3
	5			[11]
	10,299	4,719		

GOVERNMENT OF CANADA

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - ContinuedNOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
DU GOUVERNEMENT DU CANADA - SuiteSTATEMENT OF CONTINGENT LIABILITIES
As At September 30, 1990ÉTAT DU PASSIF ÉVENTUEL
au 30 septembre 1990

		(in millions of dollars - en millions de dollars)		
		Authorized limit (where applicable) ^[1]	Contingent liability ^[2]	Percentage of net claims to outstanding guarantees (where applicable) ^[3]
		Limite autorisée (s'il y a lieu) ^[1]	Passif éventuel ^[2]	Rapport entre les indemnités nettes et les garanties en vigueur (s'il y a lieu) ^[3]
Other explicit loan guarantees -	Autres garanties formelles de prêts -			
Loans to NewGrade Energy Inc to finance construction of a heavy oil upgrader	Prêts à la société NewGrade Energy Inc pour financer la construction d'une usine de valorisation du pétrole lourd	275	265	
Loans to construct coal handling and terminal facilities by Ridley Terminals Inc	Prêts pour la construction d'installations de manutention du charbon et de terminus par Ridley Terminals Inc	230	199	
Loans to Marine Industries Limited for acquisition of assets	Prêts à Marine Industries Limited pour l'acquisition de biens	55	42	
Loan to St. Mary's Paper Inc to modernize and expand a paper making facility at Sault Ste Marie, Ontario	Prêt à St. Mary's Paper Inc pour moderniser et agrandir une papeterie à Sault Ste Marie, Ontario	15	15	
Loans for the restructuring of Maislin Industries Ltd	Prêts pour la réorganisation de Maislin Industries Ltd	10 ^[8]	10 ^[8,12]	
Loan to Nardex Canada Ltée for the manufacture of radio-protection and radio-telecommunication systems	Prêt à Nardex Canada Ltée pour la fabrication des systèmes de protection et de télécommunication radiophonique	1	1	
Loans for the financing of Cheticamp Fishermen's Co-operative Society Ltd	Prêts pour le financement de Cheticamp Fishermen's Co-operative Society Ltd	*	*	
		586	532	
Insurance programs of the Government ^[13] -	Programmes d'assurance du gouvernement ^[13] -			
Insurance against accidents at nuclear installations under the Nuclear Liability Act ^[14]	Assurance en prévision des accidents aux installations nucléaires en vertu de la Loi sur la responsabilité nucléaire ^[14]	675	664	
Insurance under the Fishing Vessel Insurance Plan ^[15]	Assurance aux termes du régime d'assurance des bateaux de pêche ^[15]	26	369	
Accounts administered for the Government by the Export Development Corporation - Insurance and related guarantees	Comptes administrés par la Société pour l'expansion des exportations au nom du gouvernement - Assurance et garanties connexes	7,000 ^[16]	81	
		7,701	1,114	
Other explicit guarantees ^[17] -	Autres garanties formelles ^[17] -			
Guarantees under the Agricultural Products Co-operative Marketing Act	Garanties en vertu de la Loi sur la vente coopérative des produits agricoles	26	26	^[18]
Guarantees under the Prairie Grain Advance Payments Act	Garanties en vertu de la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies	12	12	0.4
Guarantee of electricity sales by Yukon Energy Corporation to Curragh Resources Inc	Garantie de vente d'électricité par la société Yukon Energy Corporation à Curragh Resources Inc ..	2	2 ^[19]	
Guaranty to City of Toronto of payment by H&D International Group of 25% of the estimated cost of a proposed pedestrian bridge connecting Skydome Stadium to Harbourfront Corporation property	Garantie à la ville de Toronto concernant le paiement à H&D International Group de 25% du coût estimé d'un pont reliant le Stade Skydome à la propriété de la société Harbourfront Corporation	1	1	
		41	41	
Total explicit guarantees	Total des garanties formelles	19,202	6,475	
PENDING AND THREATENED LITIGATION	CAUSES EN INSTANCE ET IMMINENTES		12,440 ^[8,20]	
COMPREHENSIVE NATIVE LAND CLAIMS	REVENDEICATIONS GLOBALES DE TERRAINS		1,964 ^[21]	
Total ^[22]	Total ^[22]		20,879	

VERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
VERNMENT OF CANADA - Continued

The authorized limits indicated in the preceding statement, represent the aggregate total of various types of authorities of Government bodies as stipulated in legislation, legal agreements or other documents that may be in force at any one time.

A contingent liability is a potential liability which may become an actual liability when one or more future events occur or fail to occur.

Represents the average percentage over the most recent 5 years of net claims to the average amount of outstanding guarantees for the same period computed as at September 30, 1990. In some situations where historical data is not readily available, departmental estimates have been used.

Includes committed guarantees for the following loans to be made: to Indians for on-reserve housing \$74,441,546 and for Indian economic development \$854,256. As at September 30, 1990, no loans had been issued for these amounts.

The Act places limits on the maximum amount of guarantee for loans made by eligible lenders over different loan periods. The maximum amount of guarantee by lender is expressed in legislation as a percentage of aggregate loans made to qualified borrowers and varies according to the dollar value range of aggregate loans made by the lender. The authorized limits for given loan periods are included in the figure reported until all qualified loans made by all eligible lenders, in the given periods, are no longer outstanding and are not adjusted for loan repayments nor payments made by the Government for guaranteed amounts in which default has occurred.

The Atlantic Enterprise Program offers loan insurance on new term loans for the establishment, expansion or modernization of commercial operations in eligible sectors in the Atlantic provinces where the Program is administered by the Atlantic Canada Opportunities Agency (\$126,385,438 as at September 30, 1990) and in the Gaspé Peninsula and Magdalene Islands of Québec where administration of the Program is the responsibility of the Department of Industry, Science and Technology (\$28,167,879 as at September 30, 1990). Industry, Science and Technology also has responsibility for all capital projects in excess of \$20 million.

Includes \$62,034 attributable to the Canadian Industrial Renewal Board.

Amount denominated wholly or partially in a foreign currency and translated at the closing rate of exchange as at date of statement.

The authorized limit for loan guarantees for on-reserve housing totals \$575,000,000 (as shown above) for loans made by the Canada Mortgage and Housing Corporation, the Farm Credit Corporation and other approved lenders.

The maximum aggregate amount that may be paid or that may have been paid from the Consolidated Revenue Fund (CRF) relative to Indian Economic Development in previous, current or subsequent years, with respect to all guarantees authorized and granted, is set at \$60 million. As at September 30, 1990, \$26,017,863 has been expended from the CRF leaving a balance of \$33,982,137 available for disbursement.

Loans under the guarantee have been repaid in full and consequently contingent liability no longer exists.

Maislin Industries Ltd was placed in receivership on July 11, 1983 and was declared bankrupt on October 19, 1983. To date, the Government has made interim payments totalling \$18,500,000 US to creditors under a guarantee in the amount of \$27,000,000 US. It is anticipated that the Government will be called upon to make a final payment of possibly \$8,500,000 US to settle remaining obligations to creditors when certain issues are settled in US Bankruptcy Court, however the amount cannot be determined at present with any certainty.

Since 1984, the Canada Mortgage and Housing Corporation (CMHC) has operated the Mortgage Rate Protection Program on behalf of the Government. In return for payment of a premium, CMHC will reimburse homeowners 75% of any increase in monthly mortgage payments, above a deductible, due to higher interest rates at the time of mortgage renewal. As recent mortgage interest rates have been relatively stable, the Program is not widely utilized and loans covered by the Program at September 30, 1990 amounted to only \$911,000 (\$911,000 at September 30, 1989). Premiums collected by CMHC are remitted directly to the Consolidated Revenue Fund (CRF) and obligations are ultimately payable from the CRF. Because of the nature of the Program, it is not possible to estimate the amounts, if any, that might be payable at some future date.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

[1] Les limites autorisées indiquées dans l'état ci-dessus désignent le montant total des divers genres d'autorisations utilisées par des organismes gouvernementaux, tels que stipulés dans la législation, des ententes légales ou d'autres documents, qui peuvent être en vigueur à un moment donné.

[2] Un élément de passif éventuel signifie un élément de passif possible qui peut se transformer en élément de passif réel advenant un ou plusieurs événements futurs.

[3] Représente le rapport au cours des cinq derniers exercices entre la moyenne des indemnités nettes et la moyenne des garanties en cours pour la même période, calculé au 30 septembre 1990. Dans les cas où les données d'origine ne sont pas facilement disponibles, les prévisions ministérielles ont été utilisées.

[4] Comprend les engagements de garantie à être effectués concernant les prêts suivants: aux Indiens pour habitations sur les réserves \$74,441,456 et pour le développement économique des Indiens \$854,256. Aucun prêt n'avait été consenti en raison de ces montants au 30 septembre 1990.

[5] La Loi limite la somme maximum de la garantie pour prêts effectués par des prêteurs admissibles sur différentes périodes de prêts. La somme maximum de la garantie accordée à chaque prêteur est énoncée, d'après la Loi, comme étant un pourcentage du total des prêts consentis aux emprunteurs autorisés et varie selon la valeur totale des prêts effectués par le prêteur. Les limites autorisées pour des périodes de prêts données sont comprises dans le chiffre divulgué jusqu'à ce que tous les prêts approuvés et consentis par les prêteurs admissibles dans la période donnée, soient réglés. Ces limites ne sont pas redressées par les remboursements de prêts ni par les paiements effectués par le gouvernement pour les montants garantis en souffrance.

[6] Le Programme Entreprise Atlantique offre des assurances de prêts sur de nouveaux prêts à terme pour établir, moderniser ou agrandir des opérations commerciales dans les secteurs éligibles des provinces de l'Atlantique où le Programme est administré par l'Agence de promotion économique au Canada atlantique (\$126,385,438 au 30 septembre 1990) et pour la péninsule de Gaspé et les îles-de-la-Madeleine du Québec où le ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie a la responsabilité de l'administration du Programme (\$28,167,879 au 30 septembre 1990). Ce ministère a aussi la responsabilité de tous les projets d'immobilisation dépassant \$20 millions.

[7] Comprend un montant de \$62,034 imputable à l'Office canadien pour un renouveau industriel.

[8] Montant libellé entièrement ou partiellement en une devise étrangère et converti au cours du change en vigueur à la date de comptabilisation.

[9] La limite autorisée sur les prêts garantis pour habitations sur les réserves s'élève à \$575,000,000 (voir ci-haut) pour les prêts effectués par la Société canadienne d'hypothèques et de logement, la Société du crédit agricole et par d'autres prêteurs agréés.

[10] Le montant maximum total déboursé ou pouvant être déboursé à même le Fonds du revenu consolidé (FRC) pour l'exercice en cours et les exercices précédents ou subséquents relativement aux garanties autorisées et accordées pour le développement économique des Indiens est fixé à \$60 millions. Au 30 septembre 1990, \$26,017,863 a été déboursé à même le FRC laissant un solde disponible de \$33,982,137.

[11] Les prêts sous garanties ont été remboursés en entier et conséquemment il n'y a plus de passif éventuel.

[12] Maislin Industries Ltd a été placée sous séquestre le 11 juillet 1983 et a déclaré faillite le 19 octobre 1983. À la date de comptabilisation, le gouvernement a effectué des versements provisoires totalisant \$18,500,000 É-U aux créanciers en vertu d'une garantie au montant de \$27,000,000 É-U. On anticipe que le gouvernement devra effectuer un paiement final, possiblement de \$8,500,000 É-U, pour régler les obligations restantes aux créanciers lors du règlement de certaines émissions au tribunal des faillites des États-Unis mais le montant ne peut pas être déterminé, en ce moment, avec certitude.

[13] Depuis 1984, la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) opère, pour le compte du gouvernement, le Programme de protection des taux hypothécaires. Sur paiement de primes, la SCHL rembourse, lors du renouvellement, les propriétaires 75% des augmentations causées par les hausses marquées de taux d'intérêt au-delà d'un montant déductible. Les taux hypothécaires étant relativement stables, le Programme n'est pas tellement utilisé et les prêts couverts par le Programme au 30 septembre 1990 ne s'élèvent qu'à \$911,000 (\$911,000 au 30 septembre 1989). Les primes encaissées par la SCHL sont remises au Fonds du revenu consolidé (FRC) et les créances du Programme sont payables à même le FRC. La nature même du Programme ne permet aucune estimation des créances futures.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA - Concluded

[14] There have been no claims under the Nuclear Liability Act since its inception in 1970. The Act covers 15 Canadian nuclear installations as at September 30, 1990.

[15] The Fishing Vessel Insurance Plan is administered by the Government to assist fishermen in meeting abnormal capital losses. A consolidated specified purpose account is credited with all amounts received by way of premiums, recoveries and with advances in accordance with regulations by the Government, such advances not to exceed \$150,000 at any time. The account is debited with refunds of premiums and payments in settlement of third party vessel collision damage claims against fishermen, where the collision involves a vessel insured under the Plan. As at September 30, 1990, the insured value of vessels under the Plan amounted to \$368,618,000; the balance of the account was \$25,722,274 and outstanding claims against the Plan amounted to \$1,250,000.

[16] The Export Development Act specifies that the Export Development Corporation may enter into contracts of insurance, re-insurance, related guarantees and other agreements up to a maximum of \$7 billion, the authorized limit.

[17] A letter of comfort has been issued with respect to credit grain sales by the Canadian Wheat Board. The letter states that the Government will assume responsibility for the liabilities arising from defaults in payment by countries purchasing Canadian grain on credit. Receivables under this guarantee amounted to approximately \$4.7 billion at September 30, 1990.

[18] Less than 0.1%.

[19] The Government has agreed to pay Yukon Energy Corporation up to \$300,000 per year up to March 31, 1997 should electricity sales to Curragh Resources Inc. fall below specified limits.

[20] Classified as follows: (in millions of dollars)

	\$
a. alleged breach of written, verbal, statutory contracts including construction dispute	305
b. damage to property including loss of income	894
c. physical and mental injury including accidents, and false imprisonment	267
d. expropriation and land claims	9,644
e. loss of goods held in custody	1
f. government employee disputes	16
g. other	1,331
	<u>14,458</u>
Less duplicated claims	18
Total	<u>12,440</u>

Included in (d.) above is \$7.8 billion related to native statutory and treaty obligations representing plaintiffs' claims in 73 litigation cases. There are another 120 similar cases for which amounts are not stated in the claims, and for which it is not possible to determine the amounts that may be ultimately payable.

[21] The Government has 6 comprehensive native land claims under negotiation which is the maximum number that may be negotiated at any one time. Two of these claims are awaiting ratification and one has been agreed to in principle. Should all 3 claims be ratified, and the legislation for the settlement thereof be enacted, the Government of Canada would be liable to pay financial compensation of \$1.4 billion which would come due and payable over a number of years. In addition to the compensation payments, the settlement of these 3 claims would lead to implementation costs, estimated to be \$600 million, over the next ten years.

[22] Contingent gains. A contingent gain is a potential gain or possible recovery that may become an actuality when one or more future events occur or fail to occur. Two departments reported contingent gains as at September 30, 1990 totalling approximately \$9.5 million.

• Less than \$500,000.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Fin

[14] Il n'y a eu aucune réclamation en vertu de la Loi sur la responsabilité nucléaire depuis sa mise en vigueur en 1970. La Loi couvre 15 installations nucléaires canadiennes au 30 septembre 1990.

[15] Le Régime d'assurance des bateaux de pêche est administré par le gouvernement afin d'assurer les pêcheurs contre des pertes en cas de dommages anormaux. Un compte à fins déterminées consolidé est crédité de toutes les sommes encaissées à titre de primes et de recouvrements, ainsi que des avances consenties par le gouvernement conformément à ces règlements. Le compte est débité de remboursements de primes et du règlement des réclamations de dommages-intérêts envers des tiers pour collision, lorsque la collision en cause un bateau assuré aux termes du Régime. Au 30 septembre 1990, la valeur assurée des bateaux aux termes du Régime se chiffrait à \$368,618,000; le solde du compte était de \$25,722,274 et les réclamations non réglées au titre du Régime se sont élevées à \$1,250,000.

[16] La Loi sur l'expansion des exportations précise que la Société pour l'expansion des exportations peut conclure des contrats d'assurance, de réassurance, de garanties connexes et d'autres accords jusqu'à un maximum de \$7 milliards, ce qui représente la limite autorisée.

[17] Une lettre d'accord présumé a été émise concernant les ventes de céréales à crédit par la Commission canadienne du blé. La lettre spécifie que le gouvernement assumera la responsabilité de la dette advenant le défaut de paiement par un pays achetant à crédit les céréales canadiennes. Le montant débiteur au 30 septembre 1990, en vertu de cette garantie, s'élève à environ \$4.7 milliards.

[18] Moins de 0.1%.

[19] Selon une entente entre le gouvernement et la société Yukon Energy Corporation se terminant le 31 mars 1997, un montant de \$300,000 reversé annuellement advenant que les ventes d'électricité à Curragh Resources Inc. soient en dessous du seuil prédéterminé.

[20] Classé de la façon suivante: (en millions de dollars)

	\$
a. l'inexécution présumée de contrats par écrit, verbaux, statutaires incluant les disputes de construction	305
b. les dommages causés aux propriétés n'appartenant pas au gouvernement incluant la perte de revenus	894
c. les dommages corporels ou matériels y compris les accidents et les faux emprisonnements	267
d. les revendications pour terrains et les expropriations	9,644
e. les pertes ou dommages causés aux marchandises en détention préventive	1
f. les revendications relatives aux employés du gouvernement	16
g. autres	1,331
	<u>14,458</u>
Moins les revendications en double	18
Total	<u>12,440</u>

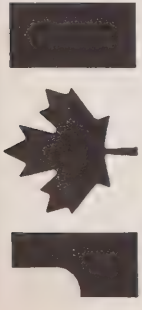
Inclus en (d.) ci-haut, \$7.8 milliard relié aux engagements envers les autochtones par suite de statuts et traités. Ce montant représente les revendications des plaignants dans 73 causes en litige. Il y a 120 causes semblables pour lesquelles il est impossible de déterminer les montants qui peuvent finalement être à payer.

[21] Le gouvernement négocie présentement 6 revendications globales de terres concernant les autochtones. Ce nombre représente le maximum qui peut être négocié à tous moments. De ces revendications, deux attendent d'être entérinées et une entente de principe a été convenue pour une autre. Les 3 revendications sont entérinées, et la loi pour le règlement promulguée par le gouvernement du Canada sera responsable de payer une indemnité financière s'élevant à \$1.4 milliard dont l'échéance et les paiements d'échelonnement sur un nombre d'années. En plus des paiements d'indemnité, le règlement de ces 3 revendications va entraîner des coûts de mise en oeuvre qui sont évalués à \$600 millions, répartis sur les dix prochaines années.

[22] Gains éventuels. Un gain éventuel est un gain potentiel ou un recouvrement possible pouvant se matérialiser advenant un ou plusieurs événements futurs. Deux ministères ont déclaré des gains éventuels au 30 septembre 1990 totalisant approximativement \$9.5 millions.

• Moins de \$500,000.

SA 60
- 872



**Government
of Canada**

**Gouvernement
du Canada**

**Quarterly
Statements
of Financial
Operations**

**États
trimestriels
des opérations
financières**

Ending

se terminant

March 31, 1991

le 31 mars 1991

**Fiscal Year
1990-91**

**Exercice
1990-91**



The Honourable Paul Dick
Receiver General for Canada

L'honorable Paul Dick
Receveur général du Canada

Any inquiries should be directed to the:

Chief,
Central Accounts Analysis Section,
Central and Public Accounts Branch
Government Operational Services
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada.
K1A 0S5

Telephone: (819) 956-1880

Toute demande de renseignements devrait être
faite à la personne suivante:

Chef,
Section de l'Analyse des comptes centraux,
Direction des comptes publics et centraux
Services opérationnels au gouvernement
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada.
K1A 0S5

Téléphone: (819) 956-1880

TABLE OF CONTENTS

	<u>PAGE</u>
Preface	1
Quarterly Statements of Financial Operations -	
Table I - Summary Statement of Transactions	3
Table II - Detailed Statement of Transactions	4
Table III - Statement of Budgetary Expenditure by Department	7
Notes to the Quarterly Statements of Financial Operations	19

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Préface	1
États trimestriels des opérations financières -	
Tableau I - État sommaire des opérations	3
Tableau II - État détaillé des opérations	4
Tableau III - État des dépenses budgétaires par ministère	7
Notes se rapportant aux états trimestriels des opérations financières	19



PREFACE TO THE
QUARTERLY STATEMENTS OF
FINANCIAL OPERATIONS
OF THE GOVERNMENT OF CANADA

PRÉFACE AUX
ÉTATS TRIMESTRIELS DES
OPÉRATIONS FINANCIÈRES
DU GOUVERNEMENT DU CANADA

The fundamental purpose of the Quarterly Statements of Financial Operations is to provide information to interested users of data on the Government's financial operations, and to facilitate an understanding and evaluation of the full nature and extent of the financial affairs and resources for which the Government is responsible.

The two basic concepts underlying the Government's accounting system are found in the Constitution Acts: first, the concept of the Consolidated Revenue Fund, which emanates from the requirement that all duties and revenues received, other than those reserved to the provinces, "shall form One Consolidated Revenue Fund"; second, the concept that the balance of the Fund, after certain prior charges, "shall be appropriated by the Parliament of Canada".

The Quarterly Statements of Financial Operations consist of Summary and Detailed Statements of Transactions, a Statement of Budgetary Expenditure by Department and accompanying notes. The statements of transactions show how the financial requirements were met and the effect of the transactions on the Consolidated Revenue Fund. In the Summary and Detailed Statements of Transactions, the financial transactions are classified into the following categories:

- The first category, budgetary, consists of all the transactions with outside parties which enter into the calculation of the annual deficit or surplus of the Government, that is, the receipts from tax revenue and non-tax revenue, together with expenditures authorized by Parliament.
- The second category, non-budgetary, consists of transactions in loans, investments and advances, in liabilities for the administration of certain public money received or collected for special purposes, and in other assets and liabilities.
- The third category, foreign exchange, reflects transactions in international reserves held in the Exchange Fund Account (the principal objective of which is to aid in the control and protection of the external value of the Canadian dollar) together with an accounting of the net position of the Government with respect to the International Monetary Fund. Foreign exchange transactions include unmatured debt payable in foreign currencies.
- The fourth category, unmatured debt, represents the extent to which financial requirements have been met through the increase in unmatured debt, that is, the net change in amounts owing for marketable bonds, Canada savings bonds, special non-marketable bonds issued to the Canada Pension Plan Investment Fund and Treasury bills. Unmatured debt transactions exclude unmatured debt payable in foreign currencies.
- The final section of the statement shows the cash balances and the balances of unmatured debt at the end of the period. Additional disclosure of the unmatured debt balance by type of instrument is also provided.

The third statement gives a more detailed accounting of budgetary expenditure transactions by department. Total net expenditure reported on the Detailed Statement of Transactions differs from the total expenditure by department. The difference represents transactions of certain specified purpose accounts, the provision for valuation which is not applied to each appropriation and budgetary transactions internal to the Government.

Le but fondamental des états trimestriels des opérations financières est de fournir des renseignements aux utilisateurs intéressés aux opérations financières du gouvernement, et de faciliter une compréhension et une évaluation de la nature et de toute l'étendue des affaires financières et des ressources pour lesquelles le gouvernement est responsable.

Les deux notions de base sur lesquelles est fondé le système comptable du gouvernement se trouvent dans les Lois constitutionnelles. Premièrement, la notion du Trésor qui découle de l'exigence que tous les droits et recettes, autres que ceux qui sont réservés aux provinces, "formeront un fonds du revenu consolidé"; deuxièmement, la notion suivant laquelle le solde du Trésor, après certaines imputations préalables, "sera approprié par le Parlement du Canada".

Les états trimestriels des opérations financières consistent des états sommaire et détaillé des opérations, d'un état des dépenses budgétaires par ministère et des notes afférentes. Les états des opérations financières indiquent la façon dont les besoins financiers ont été rencontrés et l'effet des opérations sur le Trésor. Dans les états, sommaire et détaillé des opérations, les opérations financières sont classées sous les catégories suivantes:

- La première catégorie, les opérations budgétaires, consiste de toutes les opérations avec les tiers qui entrent dans le calcul du déficit ou de l'excédent annuel du gouvernement, et comprend les rentrées provenant des recettes fiscales et des recettes non fiscales, de même que les dépenses autorisées par le Parlement.
- La deuxième catégorie, les opérations non budgétaires, comprend les opérations dans les prêts, dotations en capital et avances dans les éléments de passif reliés à l'administration de certain deniers publics encaissés ou perçus à des fins déterminées, et dans les autres éléments d'actif et de passif.
- La troisième catégorie, les opérations de change, reflète les opérations dans les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes (le but principal est d'aider à contrôler et à protéger la valeur extérieure de l'unité monétaire canadienne) de même qu'une comptabilité de la situation nette du gouvernement en ce qui concerne le Fonds monétaire international. Les opérations de change comprennent la dette non échue à payer en devises étrangères.
- La quatrième catégorie, les opérations de la dette non échue, représente la mesure dans laquelle les besoins financiers ont été satisfaits au moyen d'une augmentation de la dette non échue qui indique le changement net dans les montants dus relatifs aux obligations négociables, aux obligations d'épargne du Canada, aux obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada et aux bons du Trésor. Les opérations de la dette non échue ne comprennent pas la dette non échue à payer en devises étrangères.
- La dernière section de l'état montre le solde de caisse et le solde de la dette non échue à la fin de la période. Les effets à payer relatifs au solde de la dette non échue sont également divulgués par catégorie.

Le troisième état fournit une comptabilité plus détaillée des opérations des dépenses budgétaires par ministère. Le total des dépenses nettes présenté à l'état détaillé des opérations est différent du total des dépenses par ministère. La différence représente les opérations de certains comptes à fins déterminées, la provision pour évaluation qui n'est pas appliquée à chaque crédit et les opérations budgétaires internes du gouvernement.

GOVERNMENT OF CANADA
 QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
 TABLE I - SUMMARY STATEMENT OF TRANSACTIONS

GOUVERNEMENT DU CANADA
 ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
 TABLEAU I - ÉTAT SOMMAIRE DES OPÉRATIONS

		(in millions of dollars - en millions de dollars)							
		MONTH OF MARCH MOIS DE MARS		YEAR TO DATE À CE JOUR					
		1991	1990	1990-91	1989-90				
BUDGETARY TRANSACTIONS		I. OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES							
Revenue	Recettes	+	12,711	+	11,968	+	119,329	+	112,957
Program spending	Dépenses de programmes	-	10,332	-	10,052	-	104,218	-	98,135
Operating balance	Solde de fonctionnement	+	2,379	+	1,916	+	15,111	+	14,822
Public debt charges	Frais de la dette publique	-	3,520	-	2,972	-	42,675	-	38,767
Deficit	Déficit	-	1,141	-	1,056	-	27,564	-	23,945
NON-BUDGETARY TRANSACTIONS		II. OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES							
(source + requirement -)	(provenance + besoin -)								
Loans, investments and advances	Prêts, dotations en capital et avances	-	45	-	93	+	65	+	677
Specified purpose accounts	Comptes à fins déterminées	+	2,041	+	1,229	+	6,407	+	5,602
Other transactions	Autres opérations	-	318	-	473	-	3,374	-	2,727
Net source (+) or requirement (-)	Provenance nette (+) ou besoin net (-)	+	1,678	+	663	+	3,098	+	3,552
Financial requirements (excluding foreign exchange transactions)	Besoins financiers (opérations de change non comprises)	+	537	-	393	-	24,466	-	20,393
FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS		III. OPÉRATIONS DE CHANGE							
(source + requirement -)	(provenance + besoin -)	-	2,627	-	2,515	-	4,900	-	718
Total financial requirements	Total des besoins financiers	-	2,090	-	2,908	-	29,366	-	21,111
UNMATURED DEBT TRANSACTIONS		IV. OPÉRATIONS DE LA DETTE NON ÉCHUE							
(source + requirement -)	(provenance + besoin -)	+	2,632	+	1,284	+	30,523	+	20,814
Change in cash (increase + decrease -)	Variation de la caisse (augmentation + diminution -)	+	542	-	1,624	+	1,157	-	297
CASH BALANCE AT END OF PERIOD		V. CAISSE EN FIN DE PÉRIODE				2,666		1,534	

The accompanying tables and notes are
 an integral part of this statement.

Les tableaux et les notes complémentaires
 font partie intégrante de cet état.

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE II - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS

GOUVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU II - ÉTAT DÉTAILLÉ DES OPÉRATIONS

		(in millions of dollars - en millions de dollars)			
		MONTH OF MARCH MOIS DE MARS		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1991	1990	1990-91	1989-
I. BUDGETARY TRANSACTIONS					
Revenue					
Tax revenue -					
Income tax -					
Personal	Particuliers	4,948	3,800	59,541	52,1
Corporation	Sociétés	2,113	2,457	11,044	12,7
Unemployment Insurance contributions	Cotisations d'assurance- chômage	1,053	1,195	12,725	10,7
Non-resident	Non résidents	54	109	1,361	1,7
		8,168	7,561	84,671	76,2
Taxes and duties -					
Goods and Services tax	Taxe sur les Produit et Services	1,485	...	2,159	...
Sales and Excise taxes	Taxes de vente et d'accise	376	1,624	19,478	23,7
Customs import duties	Droits de douane à l'importation	355	414	3,972	4,2
		1,464	2,038	25,609	27,6
Other tax revenue	Autres recettes fiscales	11	33	245	...
Total tax revenue	Total des recettes fiscales	9,643	9,632	110,525	104,7
Non-tax revenue -					
Return on investments	Recettes non fiscales - Produits de placements	2,810	1,893	7,011	5,8
Other non-tax revenue	Autres recettes non fiscales	258	443	1,793	2,3
Total non-tax revenue	Total des recettes non fiscales	3,068	2,336	8,804	8,1
TOTAL NET REVENUE	TOTAL DES RECETTES NETTES	12,711	11,968	119,329	112,8
Expenditure					
Program spending -					
Transfer payments -					
To other levels of government -					
Fiscal arrangements	À d'autres paliers de gouvernement - Arrangements fiscaux	1,052	1,013	8,768	8,6
Insurance and medical care services	Assurance et services de soins médicaux	444	458	6,033	6,6
Canada Assistance Plan	Régime d'assistance publique du Canada	791	348	5,990	4,8
Education support	Aide à l'éducation	123	128	1,862	2,1
Other	Autres	26	295	3,179	2,6
		2,436	2,242	25,832	25,0
To persons -					
Old age security benefits, guaranteed income supplements and spouses' allowances	Aux particuliers - Prestations de sécurité de la vieillesse, suppléments de revenu garanti et allocations au conjoint	1,463	1,385	17,127	16,1
Unemployment insurance benefits	Prestations d'assurance-chômage	1,651	1,305	14,388	11,8
Family allowance	Allocations familiales	232	225	2,736	2,6
Other	Autres	390	456	4,900	5,1
		3,736	3,371	39,151	35,8
Other transfer payments	Autres paiements de transfert	869	975	6,152	6,3
		7,041	6,588	71,135	67,2
Payments to Crown corporations	Paiements aux sociétés d'État	442	368	4,650	4,4
Operating and capital expenditures -					
National Defence					
All other departments and agencies	Dépenses de fonctionnement et en capital - Défense nationale	933	1,318	11,184	10,2
	Tous les autres ministères et organismes	1,916	1,778	17,249	16,1
		2,849	3,096	28,433	26,3
Total program spending	Total des dépenses de programmes	10,332	10,052	104,218	98,1
Public debt	Dette publique	3,520	2,972	42,675	38,7
TOTAL NET EXPENDITURE	TOTAL DES DÉPENSES NETTES	13,852	13,024	146,893	136,9
DEFICIT	DÉFICIT	1,141	1,056	27,564	23,9

GOVERNMENT OF CANADA
 QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
 TABLE II - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
 ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
 TABLEAU II - ÉTAT DÉTAILLÉ DES OPÉRATIONS - Suite

		(in millions of dollars - en millions de dollars)							
		MONTH OF MARCH MOIS DE MARS		YEAR TO DATE À CE JOUR					
		1991	1990	1990-91	1989-90				
NON-BUDGETARY TRANSACTIONS (source + requirement -)		II. OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES (provenance + besoin -)							
<u>Loans, investments and advances</u>	<u>Prêts, dotations en capital et avances</u>								
Crown corporations	Sociétés d'État	+	35	-	60	+	257	+	452
Other loans, investments and advances	Autres prêts, dotations en capital et avances	-	80	-	33	-	192	+	225
TOTAL LOANS, INVESTMENTS AND ADVANCES	TOTAL DES PRÊTS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES	-	45	-	93	+	65	+	677
<u>Specified purpose accounts</u>	<u>Comptes à fins déterminées</u>								
Canada Pension Plan Account	Compte du régime de pensions du Canada ...	+	519	+	139	+	530	+	442
Superannuation accounts	Comptes de pension de retraite	+	1,854	+	1,642	+	7,235	+	6,384
Other	Autres	-	332	-	552	-	1,358	-	1,224
TOTAL SPECIFIED PURPOSE ACCOUNTS	TOTAL DES COMPTES À FINS DÉTERMINÉES ..	+	2,041	+	1,229	+	6,407	+	5,602
Other transactions	Autres opérations	-	318	-	473	-	3,374	-	2,727
TOTAL NON-BUDGETARY TRANSACTIONS ...	TOTAL DES OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES ..	+	1,678	+	663	+	3,098	+	3,552
FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS (source + requirement -)		III. OPÉRATIONS DE CHANGE (provenance + besoin -)							
Net International reserves	Réserves internationales nettes	-	2,640	-	2,295	-	3,796	+	1,792
Unmatured debt transactions payable in foreign currencies	Opérations de la dette non échue à payer en devises étrangères	+	13	-	220	-	1,104	-	2,510
TOTAL FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS .	TOTAL DES OPÉRATIONS DE CHANGE	-	2,627	-	2,515	-	4,900	-	718
UNMATURED DEBT TRANSACTIONS (source + requirement -)		IV. OPÉRATIONS DE LA DETTE NON ÉCHUE (provenance + besoin -)							
Marketable bonds	Obligations négociables	+	1,575	+	1,911	+	15,339	+	10,833
Canada savings bonds	Obligations d'épargne du Canada	-	261	-	1,242	-	6,500	-	6,902
Special non-marketable bonds issued to the Canada Pension Plan Investment Fund	Obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada	-	1	+	1	+	420	+	67
Treasury bills	Bons du Trésor	+	1,150	+	400	+	20,600	+	15,850
Notes and loans	Effets et prêts	-	...	-	596	-	163	-	1,742
Canada bills	Bons du Canada	+	14	+	377	-	438	+	325
		+	2,477	+	851	+	29,258	+	18,431
Less:	Moins:								
Government's holdings of unmatured debt	Dette non échue détenue par le gouvernement	+	168	+	213	+	161	-	127
Unmatured debt transactions payable in foreign currencies	Opérations de la dette non échue à payer en devises étrangères	-	13	+	220	+	1,104	+	2,510
		+	155	+	433	+	1,265	+	2,383
TOTAL UNMATURED DEBT TRANSACTIONS PAYABLE IN CANADIAN DOLLARS	TOTAL DES OPÉRATIONS DE LA DETTE NON ÉCHUE À PAYER EN DOLLARS CANADIENS .	+	2,632	+	1,284	+	30,523	+	20,814

GOVERNMENT OF CANADA
 QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
 TABLE II - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS - Concluded

GOUVERNEMENT DU CANADA
 ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
 TABLEAU II - ÉTAT DÉTAILLÉ DES OPÉRATIONS - Fin

		(in millions of dollars - en millions de dollars)	
		1991 AT MARCH 31 AU 31 MARS	1990 AT MARCH 31 AU 31 MARS
<u>V. CASH BALANCE AT END OF PERIOD</u>	<u>V. CAISSE EN FIN DE PÉRIODE</u>		
In Canadian dollars	En dollars canadiens	2,460	1,369
In foreign currencies	En devises étrangères	206	165
TOTAL CASH BALANCE	TOTAL DE LA CAISSE	2,666	1,534
<u>VI. UNMATURED DEBT BALANCE</u>	<u>VI. SOLDE DE LA DETTE NON ÉCHUE</u>		
Payable in Canadian dollars -	À payer en dollars canadiens -		
Marketable bonds	Obligations négociables	143,600	127,673
Canada savings bonds	Obligations d'épargne du Canada	34,428	40,854
Special non-marketable bonds	Obligations spéciales non négociables		
issued to the Canada Pension	détenues par le Fonds de placement		
Plan Investment Fund	du régime de pensions du Canada	3,493	3,073
Treasury bills	Bons du Trésor	139,150	118,550
		320,671	290,150
Less:	Moins:		
Government's holdings of unmatured	Dette non échue détenue par le		
debt	gouvernement	1,262	1,293
		319,409	288,857
Payable in foreign currencies -	À payer en devises étrangères -		
Marketable bonds	Obligations négociables	3,550	4,282
Notes and loans	Effets et prêts	14	170
Canada bills	Bons du Canada	1,009	1,453
		4,573	5,905
Less:	Moins:		
Government's holdings of unmatured	Dette non échue détenue par le		
debt	gouvernement .....	...	95
		4,573	5,810
TOTAL UNMATURED DEBT	TOTAL DE LA DETTE NON ÉCHUE	323,982	294,667

VERNMENT OF CANADA
 QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
 TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
 BY DEPARTMENT

GOUVERNEMENT DU CANADA
 ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
 TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
 PAR MINISTÈRE

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		QUARTER ENDING MARCH TRIMESTRE SE TERMINANT MARS		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1991	1990	1990-91	1989-90
Agriculture -	Agriculture -				
Department -	Ministère -				
Management and Administration	Gestion et administration	17,123	16,592	64,997	62,391
Agri-Food -	Agro-alimentaire -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	166,984	155,728	621,377	562,435
Capital expenditures	Dépenses en capital	18,916	19,315	50,137	52,076
Grants and contributions	Subventions et contributions	163,605	108,466	818,539	1,148,238
Payments to producers under the Agricultural Stabilization Act	Palements aux producteurs en vertu de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles	24,437	28,888	76,560	128,012
Contributions to the provinces under the Crop Insurance Act	Contributions aux provinces en vertu de la Loi sur l'assurance-récolte .....	...	105,326	219,823	113,079
Loan guarantees under the Farm Improvement and Marketing Cooperatives Loans Act	Prêts garantis en vertu de la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative	1,368	1,337	5,851	6,018
Interest payments and guarantees under the Advance Payments for Crops Act	Palements d'intérêts et garanties en vertu de la Loi sur le paiement anticipé des récoltes	27	102	589	4,477
Grants to agencies established under the Farm Products Marketing Agencies Act	Subventions aux offices établis conformément à la Loi sur les offices de commercialisation des produits de ferme .....	...	...	...	...
Racetrack Supervision Revolving Fund	Fonds renouvelable de la surveillance des hippodromes	699	407	334	1,391
Grains and Oilseeds -	Céréales et oléagineux -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	4,102	5,916	13,987	17,499
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	13,632	12,724	49,507	46,121
Grants and contributions	Subventions et contributions	48,238	723	98,840	26,894
Payments in connection with the Prairie Grain Advance Payments Act	Palements relatifs à la Loi sur les palements anticipés pour le grain des Prairies .....	...	16,716	...	22,172
Payments in connection with the Western Grain Stabilization Act	Palements relatifs à la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest	58,071	84,101	126,443	156,309
		517,202	555,527	2,146,316	2,344,330
Canadian Dairy Commission	Commission canadienne du lait	755	473	3,629	3,812
Canadian Livestock Feed Board -	Office canadien des provendes -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	505	419	1,861	1,527
Contributions	Contributions	3,871	4,075	15,120	15,049
		4,376	4,494	16,981	16,576
		522,333	560,494	2,166,926	2,364,718
Atlantic Canada Opportunities	Agence de promotion économique du				
Agency -	Canada atlantique -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	9,682	9,827	34,908	33,679
Grants and contributions	Subventions et contributions	66,307	72,358	153,539	181,191
Liabilities in Atlantic Canada under the Small Businesses Loans Act	Obligations contractées dans la région de l'Atlantique en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises	783	388	2,349	2,161
Liabilities under the Atlantic Enterprise Loan Insurance program	Obligations en vertu du programme d'assurance-prêt aux entreprises de la région de l'atlantique	3,000	1,511	5,875	3,169
		79,772	84,084	196,671	220,200
Enterprise Cape Breton Corporation	Société d'expansion du Cap-Breton	2,400	3,500	9,400	5,500
		82,172	87,584	206,071	225,700

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
PAR MINISTÈRE - Suite

		(in thousands of dollars - en milliers de dollars)			
		QUARTER ENDING MARCH TRIMESTRE SE TERMINANT MARS		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1991	1990	1990-91	1989-
Communications -	Communications -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	41,094	37,358	155,602	146,2
Capital expenditures	Dépenses en capital	4,526	4,717	13,721	11,9
Grants and contributions	Subventions et contributions	23,697	15,366	82,499	65,5
Payments to the Canada Post Corporation	Versements à la Société canadienne des postes	13,773	9,182	55,093	55,3
Government Telecommunications Agency Revolving Fund	Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales	2,366	8,092	19,544	10,1
		85,456	58,531	326,459	289,7
Canada Council	Conseil des Arts du Canada	697	2,972	104,204	103,3
Canadian Broadcasting Corporation -	Société Radio-Canada -				
Payments for operating expenditures	Paiements pour les dépenses de fonctionnement	141,808	141,472	957,188	858,3
Payments for working capital	Paiements pour le fonds de roulement	666	1,299	4,000	4,0
Payments for capital expenditures	Paiements pour les dépenses en capital	43,956	51,552	117,242	118,3
		186,430	194,323	1,078,430	981,3
Canadian Film Development Corporation	Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	43,635	39,905	154,890	140,1
Canadian Radio-television and Telecommunications Commission	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	8,893	8,239	32,885	29,2
National Archives of Canada	Archives nationales du Canada	15,340	14,604	57,449	53,1
National Arts Centre Corporation	Société du Centre national des Arts	2,179	2,455	20,024	17,1
National Film Board -	Office national du film -				
Fund - Operating loss	Fonds renouvelable de l'Office national du film - Déficit de fonctionnement	26,440	9,966	74,199	63,1
National Film Board Revolving Fund	Fonds renouvelable de l'Office national du film	5,741	5,296	4,208	3,1
		20,699	15,262	69,991	67,1
National Library	Bibliothèque nationale	10,448	10,047	37,660	35,1
National Museums of Canada -	Musées nationaux du Canada -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	30,955	22,161	92,388	78,1
Capital expenditures	Dépenses en capital	259	4,988	1,480	21,1
		31,214	27,149	93,868	99,1
		404,991	373,487	1,975,860	1,817,1
Consumer and Corporate Affairs -	Consommateurs et Sociétés -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	36,448	38,328	143,592	140,1
Capital expenditures	Dépenses en capital	2,244	1,930	5,277	4,1
Payments to the provinces for the purpose of research and development relating to medicine	Paiements aux provinces pour la recherche sur les médicaments et leur développement	25,000	25,000	25,000	25,0
		63,692	65,258	173,869	170,4
Competition Tribunal	Tribunal de la concurrence	332	341	1,084	1,1
Copyright Board	Commission du droit d'auteur	191	350	815	1,1
GST Consumer Information Office	Bureau d'information au consommateur concernant la TPS	9,431	...	13,246	1,1
Hazardous Material Information Review Commission	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	346	521	1,049	1,1
Patented Medicine Prices Review Board	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	852	572	2,661	2,1
Procurement Review Board	Commission de révision des marchés publics	344	483	1,065	1,1
Standards Council of Canada	Conseil canadien des normes	1,771	2,297	5,535	7,1
		76,959	69,822	199,324	183,6

GOVERNMENT OF CANADA
 QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
 TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
 BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
 ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
 TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
 PAR MINISTÈRE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		QUARTER ENDING MARCH TRIMESTRE SE TERMINANT MARS		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1991	1990	1990-91	1989-90
Employment and Immigration - Department/Commission -	Emploi et Immigration - Ministère/Commission -				
Corporate Management and Services	Gestion générale et services	1,162	25,666	6,432	67,623
Employment and Insurance -	Emploi et assurance -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	88,945	64,539	195,219	183,538
Grants and contributions	Subventions et contributions	474,939	451,902	1,435,206	1,362,024
Government's contribution to the Unemployment Insurance Account	Contribution de l'État au compte d'assurance-chômage	144	670,181	1,626,951	2,553,218
Government's contribution in respect of Fishermen's Benefits	Contribution de l'État au titre des prestations versées aux pêcheurs	2	114,124	88,393	258,170
Write-off from the accounts of Canada of certain debts	Radiation des comptes du Canada de certaines dettes .....	...	...	...	...
Immigration -	Immigration -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	52,533	51,023	195,357	174,622
Contributions	Contributions	25,949	25,972	92,413	79,206
Write-off from the accounts of Canada of certain debts	Radiation des comptes du Canada de certaines dettes .....	...	294	1,138	294
		643,674	1,403,701	3,641,109	4,678,695
Advisory Council on the Status of Women	Conseil consultatif sur la situation de la femme	793	884	3,054	3,254
Immigration and Refugee Board of Canada	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	19,631	14,498	63,316	48,613
Status of Women - Office of the Co-ordinator	Condition féminine - Bureau de la coordonnatrice	1,236	1,062	4,103	3,411
		665,334	1,420,145	3,711,582	4,733,973
Energy, Mines and Resources - Department -	Énergie, Mines et Ressources - Ministère -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	108,052	102,739	383,425	384,700
Capital expenditures	Dépenses en capital	11,318	12,098	26,860	24,264
Grants and contributions	Subventions et contributions	68,452	40,291	240,213	103,063
Payments to Interprovincial Pipe Line Limited	Paiements à pipeline interprovincial Limitée .....	...	577	...	10,077
Canada/Nova Scotia Development Fund	Fonds de développement Canada/Nouvelle- Écosse .....	...	8,303	...	8,303
Canada/Newfoundland Development Fund	Fonds de développement Canada/Terre-Neuve .....	...	2,630	...	7,449
Offshore Oil and Gas Resource Revenue Fund (Nova Scotia)	Fonds des recettes provenant des ressources pétrolières et gazières (Nouvelle-Écosse) .....	...	...	...	...
Canada/Newfoundland Offshore Petroleum Board	Office Canada/Terre-Neuve des hydrocarbures extra-côtières .....	...	603	...	2,312
Canada/Nova Scotia Drilling Fund	Fonds de forage Canada/Nouvelle- Écosse	14	7,247	14	7,247
Canada/Nova Scotia Offshore Petroleum Board	Office Canada/ Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extra-côtières .....	...	280	...	280
Petroleum Compensation	Indemnisation pétrolière .....	...	144	...	946
		187,836	174,912	650,512	546,749
Atomic Energy Control Board	Commission de contrôle de l'énergie atomique	8,801	7,417	29,677	24,303
Atomic Energy of Canada Limited	Énergie atomique du Canada, Limitée	34,500	44,193	167,456	165,213
National Energy Board	Office national de l'énergie	5,834	6,379	22,680	22,812
Petro-Canada International Assistance Corporation	La Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale	24,700	24,950	43,000	49,300
		261,671	257,851	913,325	808,377

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
PAR MINISTÈRE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

QUARTER ENDING MARCH
TRIMESTRE SE TERMINANT MARS

YEAR TO DATE
À CE JOUR

1991 1990 1990-91 1989

Environment -	Environnement -				
Administration	Administration	19,734	10,839	74,647	46 1
Environmental Services -	Services de l'environnement -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	110,418	116,268	429,344	379 3
Capital expenditures	Dépenses en capital	16,213	11,563	38,564	40 9
Grants and contributions	Subventions et contributions	8,797	10,356	35,176	17 7
Parks -	Parcs -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	62,574	66,045	268,763	258 0
Capital expenditures	Dépenses en capital	29,564	24,015	91,960	88 3
National Battlefields	Commission des champs de bataille				
Commission	nationaux	724	314	2,430	1 4
		248,024	239,400	940,884	833 7
External Affairs -	Affaires extérieures -				
Department -	Ministère -				
Canadian Interests Abroad -	Intérêts du Canada à l'étranger -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	206,634	194,862	738,844	665 1
Capital expenditures	Dépenses en capital	29,052	32,480	77,686	85 6
Grants and contributions	Subventions et contributions	110,058	137,004	201,820	204 3
Passport Revolving Fund	Fonds renouvelable des passeports	1,203	296	960	0
Write-off from the Accounts of	Radiation des comptes du Canada				
Canada of certain debts	de certaines dettes .....	...	...	...	...
World Exhibitions -	Expositions internationales -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	236	100	1,421	...
Capital expenditures	Dépenses en capital	1,569	...	1,641	...
		348,280	364,150	1,022,372	955 9
Canadian Commercial Corporation	Corporation commerciale canadienne	6,151	5,273	15,183	15 5
Canadian Institute for International	Institut canadien pour la paix et la				
Peace and Security	sécurité internationales	1,000	1,000	5,000	5
Canadian International Development	Agence canadienne de développement				
Agency -	international -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	24,269	28,760	97,407	97
Grants and contributions	Subventions et contributions	562,080	515,845	1,633,083	1,551
Payments to International Financial	Paiements aux institutions financières				
Institutions	internationales	47,482	68,880	143,944	104
Payments under the International	Paiements en vertu de la Loi				
Centre for Human Rights	du Centre international des droits				
and Democratic Development	de la personne et du développement				
Act	démocratique .....	...	2,000	3,000	2
Forgiveness of certain official	Remise de certaines dettes reliées				
development assistance debts	à l'aide publique au développement .....	...	671,599	...	671
		633,831	1,287,084	1,877,434	2,427
Canadian Secretariat	Secrétariat canadien	437	645	1,064	...
Export Development Corporation	Société pour l'expansion des exportations	51,764	41,893	179,643	105
International Centre for Ocean	Centre international d'exploitation des				
Development	océans	6,570	3,900	12,200	10
International Development Research	Centre de recherches pour le				
Centre	développement international	28,405	27,075	114,130	108
International Joint Commission	Commission mixte internationale	1,597	1,413	4,680	4
		1,078,035	1,732,433	3,231,706	3,632
Finance -	Finances -				
Department -	Ministère -				
Financial and Economic Policies -	Politiques financières et économiques -				
Program expenditures	Dépenses du Programme	22,032	26,555	80,492	79
Payments to International	Paiements à l'Association				
Development Association	internationale de développement	80,940	255,500	152,010	359
Payments to the International	Paiements au Fonds monétaire				
Monetary Fund	international .....	...	...	4,439	...
Purchase of Domestic Coinage	Achat de la monnaie canadienne	4,933	4,483	26,739	68
Public Debt	Service de la dette publique	10,681,760	9,643,630	42,905,686	38,864
Fiscal Transfer Payments	Paiements de transfert fiscal	2,345,132	2,484,709	8,521,202	8,329
Special Program -	Programme spécial -				
Foreign Claims Fund	La Caisse des réclamations étrangères .....	...	...	...	...
Payments under the Financial	Paiements en vertu de la Loi sur				
Institutions Depositors	l'indemnité aux déposants de				
Compensation Act	certaines institutions financières .....	...	201	...	...
		13,134,797	12,415,078	51,690,568	47,701
Auditor General	Vérificateur général	14,583	13,572	52,059	49
Canadian International Trade	Tribunal canadien du commerce				
Tribunal	extérieur	2,142	2,716	8,506	8
Office of the Superintendent of	Bureau du surintendant des				
Financial Institutions	institutions financières	9,398	9,406	1,090	4
Privatization and	Privatisation et affaires				
Regulatory Affairs	réglementaires	2,335	1,433	7,050	5
		13,163,255	12,442,205	51,759,273	47,769

GOVERNMENT OF CANADA
 QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
 TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
 BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
 ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
 TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
 PAR MINISTÈRE - Suite

		(in thousands of dollars - en milliers de dollars)			
		QUARTER ENDING MARCH TRIMESTRE SE TERMINANT MARS		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1991	1990	1990-91	1989-90
Fisheries and Oceans -	Pêches et Océans -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	143,353	135,214	573,889	512,894
Capital expenditures	Dépenses en capital	36,736	39,703	96,359	115,206
Grants and contributions	Subventions et contributions	3,990	4,217	12,485	9,225
Liabilities under the Fisheries Improvement Loans Act	Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux entreprises de pêche	3	9	164	143
		184,082	179,125	682,897	637,182
Forestry -	Forêts -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	26,642	24,836	103,621	93,475
Capital expenditures	Dépenses en capital	1,208	1,791	5,971	6,705
Grants and contributions	Subventions et contributions	10,306	31,665	45,035	98,177
		38,156	58,292	154,627	198,357
Governor General	Gouverneur général	2,720	2,486	10,596	9,590
Indian Affairs and Northern Development -	Affaires indiennes et Nord canadien -				
Department -	Ministère -				
Administration -	Administration -	12,718	11,240	47,082	44,595
Indian and Inuit Affairs -	Affaires indiennes et inuit -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	67,199	61,180	236,134	221,924
Capital expenditures	Dépenses en capital	2,243	2,200	8,360	5,670
Grants and contributions	Subventions et contributions	369,522	381,417	2,109,732	1,822,942
Liabilities in respect of loan guarantees made to Indians for Housing and Economic Development	Obligations relatives aux garanties de prêts accordés aux Indiens pour le logement et le développement économique	608	33	959	660
Grant under the Western Arctic (Inuvialuit) Claims Settlement Act	Subvention en vertu de la Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région ouest de l'Arctique .....	...	...	5,000	5,000
Write-off from the accounts of Canada of certain debts	Radiation des comptes du Canada de certaines dettes .....	...	6,291	...	6,291
Northern Affairs -	Affaires du Nord -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	13,572	10,938	61,261	59,145
Capital expenditures	Dépenses en capital	503	8,302	2,299	17,411
Grants and contributions	Subventions et contributions	20,228	2,616	29,833	23,379
Write-off from the accounts of Canada of certain debts	Radiation des comptes du Canada de certaines dettes .....	...	249	...	249
Transfer Payments to the Territorial Governments -	Paiements de transfert aux gouvernements territoriaux -				
Payments to Yukon Territory	Paiements au Yukon	39,053	19,992	207,752	190,774
Payments to Northwest Territories	Paiements aux Territoires du Nord-Ouest ...	91,181	83,802	734,625	725,689
		616,827	588,260	3,443,037	3,123,729

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
PAR MINISTÈRE - Suite

		(in thousands of dollars - en milliers de dollars)			
		QUARTER ENDING MARCH TRIMESTRE SE TERMINANT MARS		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1991	1990	1990-91	1989
Industry, Science and Technology - Department -	Industrie, Sciences et Technologie - Ministère -				
Industry, Science and Technology -	Développement de l'industrie des sciences et de la technologie -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	56,024	50,523	211,026	200
Grants and contributions	Subventions et contributions	93,277	186,501	268,116	441
Liabilities under the Small Businesses Loans Act	Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises	6,607	5,289	22,287	21
Insurance payments under the Enterprise Development Program and guarantees under the Industrial and Regional Development Program	Paiements d'assurance en vertu du Programme d'expansion des entreprises et garanties en vertu du Programme de développement industriel et régional	41,239 197,147	142 242,455	41,569 542,998	2 666
Regional Development and Aboriginal Economic -	Développement régional et développement économique des autochtones -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	9,144	10,708	29,648	23
Grants and contributions	Subventions et contributions	61,763	80,056	142,370	188
Write-off from the accounts of Canada of certain debts	Radiation des comptes du Canada de certaines dettes .....	...	...	...	...
		70,907	90,764	172,018	212
Payments to Canadian Patents and Development Limited	Paiements à la Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée .....	...	...	1,799	...
Canadian Space Agency -	Agence spatiale canadienne -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	27,684	16,921	84,724	16
Contributions	Contributions	7,781	21,889	13,932	21
		35,465	38,810	98,656	38
Cape Breton Development Corporation	Société de développement du Cap-Breton .....	...	37,693	21,000	50
Federal Business Development Bank	Banque fédérale de développement	4,249	...	15,149	24
Investment Canada	Investissement Canada	3,266 7,515	2,166 39,859	9,561 45,710	8 83
National Research Council of Canada -	Conseil national de recherches du Canada -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	77,717	74,605	277,743	266
Capital expenditures	Dépenses en capital	37,199	32,418	104,804	84
Grants and contributions	Subventions et contributions	28,481	31,703	94,589	98
		143,397	138,726	477,136	450
Natural Sciences and Engineering Research Council -	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	4,390	4,455	15,301	14
Grants	Subventions	122,842	115,940	447,415	374
		127,232	120,395	462,716	389
Science Council of Canada	Conseil des sciences du Canada	773	763	2,867	2
Statistics Canada -	Statistique Canada -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	74,653	50,943	281,994	240
Capital expenditures	Dépenses en capital	1,236	...	5,823	...
		75,889	50,943	287,817	240
Canada Post Corporation	Société canadienne des postes	24,750	38,624	148,500	184
		683,075	761,339	2,240,217	2,270

GOVERNMENT OF CANADA
 QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
 TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
 BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
 ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
 TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
 PAR MINISTÈRE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		QUARTER ENDING MARCH TRIMESTRE SE TERMINANT MARS		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1991	1990	1990-91	1989-90
Justice -	Justice -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	40,839	38,822	146,515	125,840
Grants and contributions	Subventions et contributions	90,845	81,096	240,634	206,998
		131,684	119,918	387,149	332,838
Canadian Human Rights	Commission canadienne des droits de la				
Commission	personne	4,564	3,612	15,643	12,820
Commissioner for Federal Judicial	Commissaire à la magistrature				
Affairs -	fédérale -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	1,136	1,299	5,469	4,865
Judges' salaries, allowances and	Traitements, indemnités et pensions				
annuities	des juges	38,394	35,603	152,690	141,777
		39,530	36,902	158,159	146,642
Federal Court of Canada	Cour fédérale du Canada	4,666	4,049	17,411	14,007
Law Reform Commission of Canada	Commission de réforme du droit du Canada	1,088	1,216	4,477	4,420
Offices of the Information and	Commissariats à l'information				
Privacy Commissioners of	et à la protection de la vie				
Canada	privée du Canada	1,613	1,458	5,883	5,560
Supreme Court of Canada	Cour suprême du Canada	3,964	3,455	12,721	11,212
Tax Court of Canada	Cour canadienne de l'impôt	2,586	1,762	7,730	6,142
		189,695	172,372	609,173	533,641
Labour -	Travail -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	17,452	17,410	63,985	59,843
Grants and contributions	Subventions et contributions	34,731	24,113	57,340	30,921
Payments of compensation respecting	Paiements d'indemnités à des agents				
government employees and merchant	de l'État et à des marins				
seamen	marchands	11,719	8,498	31,963	34,594
Labour Adjustment Benefits	Prestations d'adaptation pour les				
payments	travailleurs	21,937	29,931	88,721	103,301
		85,839	79,952	242,009	228,659
Canada Labour Relations Board	Conseil canadien des relations du travail	2,212	2,270	8,215	8,080
Canadian Centre for Occupational	Centre canadien d'hygiène et de				
Health and Safety	sécurité au travail	2,215	2,225	8,468	8,208
		90,266	84,447	258,692	244,947
National Defence -	Défense nationale -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	1,969,271	1,928,359	7,844,508	7,320,645
Capital expenditures	Dépenses en capital	500,226	855,455	2,370,778	2,143,417
Grants and contributions	Subventions et contributions	37,876	48,381	155,435	128,197
Military pensions	Pensions militaires	248,788	220,103	871,475	792,384
		2,756,161	3,052,298	11,242,196	10,384,643
Emergency Preparedness Canada -	Protection civile Canada -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	3,263	181	3,913	721
Grants and contributions	Subventions et contributions	1,285	...	1,285	...
		4,548	181	5,198	721
		2,760,709	3,052,479	11,247,394	10,385,364

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
PAR MINISTÈRE - Suite

		(in thousands of dollars - en milliers de dollars)			
		QUARTER ENDING MARCH TRIMESTRE SE TERMINANT MARS		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1991	1990	1990-91	1989-
National Health and Welfare -	Santé nationale et Bien-être social -				
Department -	Ministère -				
Departmental Administration	Administration centrale	21,009	10,256	78,375	64
Health -	Santé -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	202,349	206,986	699,730	690
Capital expenditures	Dépenses en capital	13,186	12,198	30,454	30
Grants and contributions	Subventions et contributions	57,204	26,507	254,994	113
Payments for insured health services and extended health care services	Versements à l'égard des services de santé assurés et des services complémentaires de santé	1,441,881	1,564,177	6,033,032	6,663
Social -	Social -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	31,333	33,090	107,490	100
Grants and contributions	Subventions et contributions	83,756	58,807	155,828	154
Canada Assistance Plan Payments	Versements en vertu du Régime d'assistance publique du Canada	1,741,596	1,254,781	5,990,499	4,885
Family Allowance payments	Versements d'allocations familiales	670,375	674,675	2,736,023	2,653
Old Age Security, Guaranteed Income Supplement and Spouse's Allowance payments	Versements de sécurité de la vieillesse, du supplément de revenu garanti et d'allocations au conjoint	4,419,261	4,156,634	17,126,835	16,148
		8,681,950	7,998,111	33,213,260	31,504
Medical Research Council -	Conseil de recherches médicales -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	1,963	1,774	6,016	4
Grants	Subventions	61,763	51,553	235,467	197
		63,726	53,327	241,483	201
		8,745,676	8,051,438	33,454,743	31,705
National Revenue -	Revenu national -				
Customs and Excise -	Douanes et Accise -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	235,840	153,347	757,154	547
Capital expenditures	Dépenses en capital	19,768	5,301	75,057	13
		255,608	158,648	832,211	560
Taxation -	Impôt -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	296,954	269,185	1,072,352	973
Capital expenditures	Dépenses en capital	17,653	8,083	34,737	19
		314,607	277,268	1,107,089	992
		570,215	435,916	1,939,300	1,553
Parliament -	Parlement -				
The Senate	Sénat	12,854	9,681	38,935	33
House of Commons	Chambre des communes	57,336	56,631	201,774	192
Library of Parliament	Bibliothèque du Parlement	4,108	3,786	14,843	13
		74,298	70,098	255,552	239

GOVERNMENT OF CANADA
 QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
 TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
 BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
 ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
 TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
 PAR MINISTÈRE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		QUARTER ENDING MARCH TRIMESTRE SE TERMINANT MARS		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1991	1990	1990-91	1989-90
Privy Council -	Conseil privé -				
Department	Ministère	29,296	15,563	85,483	53,738
Canadian Intergovernmental Conference	Secrétariat des Conférences				
Secretariat	intergouvernementales canadiennes	725	673	3,130	2,976
Canadian Transportation Accident	Bureau canadien d'enquête sur les				
Investigation and	accidents de transports et de la				
Safety Board	sécurité des transports	7,589	4,710	24,720	16,174
Chief Electoral Officer	Directeur général des élections	2,350	1,941	11,725	22,433
Commissioner of Official Languages	Commissaire aux langues officielles	2,977	3,237	12,683	11,736
Economic Council of Canada	Conseil économique du Canada	2,489	2,574	9,618	9,373
Northern Pipeline Agency	Administration du pipe-line du Nord	54	66	258	185
Public Service Staff Relations	Commission des relations de travail dans				
Board	la fonction publique	2,681	2,583	9,832	9,352
Security Intelligence Review	Comité de surveillance des activités de				
Committee	renseignement de sécurité	374	308	1,225	1,298
		48,535	31,655	158,674	127,265
Public Works -	Travaux publics -				
Department -	Ministère -				
Services -	Services -				
Public Works Revolving	Fonds renouvelable des Travaux				
Fund - Operating loss	publics - Déficit de fonctionnement	14,555	26,095	27,822	40,904
Public Works Revolving Fund	Fonds renouvelable des Travaux publics	18,953	77,727	225,431	152,486
Real Property -	Biens immobiliers -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	166,988	158,710	701,632	622,520
Capital expenditures	Dépenses en capital	35,159	34,526	120,681	98,041
Grants to municipalities and other	Subventions aux municipalités et				
taxing authorities	autres autorités taxatrices	88,740	82,271	303,634	273,775
Crown Corporations -	Sociétés d'État -				
Payments to Canada Museums	Paiements à la Société de construction				
Construction Corporation Inc.	des musées du Canada, Inc.	2,886	2,400	7,886	28,400
Payments to Old Port of Montreal	Paiements à la Société du Vieux-Port				
Corporation Inc.	de Montréal Inc.	3,000	...	13,600	6,055
Payment to Harboursfront Corporation	Paiement à la Harboursfront Corporation	2,532	1,648	6,732	3,649
		332,813	227,923	1,407,418	1,225,830
Canada Mortgage and Housing	Société canadienne d'hypothèques et de				
Corporation	logement	638,600	626,268	1,840,157	1,579,189
National Capital Commission -	Commission de la Capitale nationale -				
Payment for operating	Paiement pour les dépenses				
expenditures	de fonctionnement	11,268	18,892	58,268	58,592
Payment for capital expenditures	Paiement pour les dépenses en capital	5,696	3,209	17,696	19,509
Payment for grants and	Paiement pour les subventions				
contributions	et contributions	4,200	2,900	13,400	13,400
		21,164	25,001	89,364	91,501
		992,577	879,192	3,336,939	2,896,520

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
PAR MINISTÈRE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		QUARTER ENDING MARCH TRIMESTRE SE TERMINANT MARS		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1991	1990	1990-91	1989
Secretary of State - Department -	Secrétariat d'État - Ministère -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	59,702	52,814	200,874	183,3
Grants and contributions	Subventions et contributions	35,583	99,000	272,776	283,3
Post-Secondary Education payments to provinces	Paielements pour l'enseignement postsecondaire faits aux provinces	427,583	488,307	1,861,531	2,166,9
Payments under the Canada Student Loans Act	Paielements en vertu de la Loi canadienne sur les prêts aux étudiants	165,031 687,899	171,455 811,576	422,061 2,757,242	396,9 3,029,4
Canadian Centre for Management Development	Centre canadien de gestion	2,705	2,748	8,893	7,7
Ministry of State (Multiculturalism and Citizenship) -	Ministère d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté) -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	10,209	93,155	58,510	273,0
Grants and contributions	Subventions et contributions	17,522	26,239	48,037	47,2
Public Service Commission -	Commission de la fonction publique -				
Program expenditures	Dépenses du Programme	35,847	35,572	136,591	128,0
Staff Development and Training Revolving Fund	Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel	2,906 69,189	- 157,112	1,697 253,728	1,9 458,9
Social Sciences and Humanities Research Council -	Conseil de recherches en sciences humaines -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	1,917	1,670	8,238	6,3
Grants	Subventions	14,932 16,849	21,360 23,030	81,034 89,272	74,5 80,1
		773,937	991,718	3,100,242	3,568,5
Solicitor General - Department	Solliciteur général - Ministère				
Canadian Security Intelligence Service	Service canadien du renseignement de sécurité	7,730 59,303	6,675 43,480	27,323 178,230	24,1 150,0
Correctional Service -	Service correctionnel -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	213,428	200,891	778,623	740,0
Capital expenditures	Dépenses en capital	21,291 234,719	23,423 224,314	57,372 835,995	48,1 788,0
National Parole Board	Commission nationale des libérations conditionnelles	5,898	6,768	23,063	21,1
Royal Canadian Mounted Police -	Gendarmerie royale du Canada -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	77,597	107,989	822,034	790,0
Capital expenditures	Dépenses en capital	28,241	29,660	78,549	75,0
Pensions and other employee benefits - Members of the Force	Pensions et autres prestations des employés - Membres de la GRC	50,995 156,833	18,751 156,400	197,031 1,097,614	143,8 1,009,7
Royal Canadian Mounted Police External Review Committee	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	396	284	1,242	5,0
Royal Canadian Mounted Police Public Complaints Commission	Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	1,245	932	3,320	2,4
		466,124	438,853	2,166,787	1,998,5
Supply and Services -	Approvisionnement et Services -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	75,301	84,195	309,529	288,3
Capital expenditures	Dépenses en capital	7,657	- 171	12,093	2,7
Reciprocal Taxation	Réciprocité fiscale	2,999	87,911	246,519	319,2
Supply Revolving Fund	Fonds renouvelable des approvisionnements	- 11,989	- 46,237	50,464	64,7
Defence Production Revolving Fund	Fonds renouvelable de la production de défense .....	...	...	...	-
		73,968	125,698	618,605	675,0

GOVERNMENT OF CANADA
 QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
 TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
 BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
 ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
 TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
 PAR MINISTÈRE - Suite

		(in thousands of dollars - en milliers de dollars)			
		QUARTER ENDING MARCH TRIMESTRE SE TERMINANT MARS		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1991	1990	1990-91	1989-90
Transport -	Transports -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	226,070	211,675	794,462	777,787
Capital expenditures	Dépenses en capital	124,767	175,561	381,020	465,172
Grants and contributions	Subventions et contributions	60,748	67,979	181,755	212,076
Payment to the Atlantic Pilotage Authority	Paiement à l'Administration de pilottage de l'Atlantique	200	...	200	...
Payment to the Great Lakes Pilotage Authority	Paiement à l'Administration de pilottage des Grand Lacs .....	...	...	...	...
Payment to the Laurentian Pilotage Authority	Paiement à l'Administration de pilottage des Laurentides	375	...	375	...
Payment to the Canarctic Shipping Company Limited	Paiement à la Compagnie de navigation Canarctic Limitée .....	...	725	7,004	7,531
Payment to the Jacques Cartier and Champlain Bridges Inc.	Paiement à la Société Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée	4,163	2,411	22,614	10,684
Payment to the Canada Ports Corporation	Paiement à la Société canadienne des des ports	9,681	48	20,008	5,034
Payments to Marine Atlantic Inc.	Paiements à Marine Atlantique S.C.C.	35,966	171,257	134,761	264,917
Payments to VIA Rail Canada Inc.	Paiements à VIA Rail Canada Inc.	143,043	155,610	331,586	429,416
Payment to the St. Lawrence Seaway Authority	Paiement à l'administration de la voie maritime du Saint-Laurent	20,096	17,517	25,542	22,726
Payment to CN Railway for benefits provided to employees	Paiement à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada pour les avantages accordés à ses employés	3	...	14	14
Self-Supporting Airports and Associated Ground Services Revolving Fund	Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes	20,222	6,249	- 102,348	- 80,313
Termination of tolls - Victoria Bridge	Abolition des péages sur le pont Victoria	82	821	1,762	2,529
Payments to the Canada Ports Corporation for the Inter-Port Loan Program	Paiements à la Société canadienne des ports pour un programme de prêts interportuaires .....	...	...	...	26,650
		645,416	809,853	1,798,755	2,144,223
Civil Aviation Tribunal	Tribunal de l'aviation civile	249	300	722	790
Grain Transportation Agency Administrator	Administrateur de l'Office du transport du grain	1,150	961	4,106	3,764
National Transportation Agency -	Office national des transports -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	9,406	9,445	34,174	36,246
Contributions	Contributions	2,736	1,029	9,034	6,165
Payments under the Western Grain Transportation Act	Paiements en vertu de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest	760	993	644,937	568,755
Payments under the Railway Act	Paiements en vertu de la Loi sur les chemins de fer	117	2,666	20,291	32,207
Payments under the National Transportation Act, 1987	Paiements en vertu de la Loi nationale de 1987 sur les transports	2,579	2,042	20,948	18,288
Payments under the Atlantic Region Freight Assistance Act	Paiements en vertu de la Loi sur les subventions au transport des marchan- disés dans la région Atlantique	21,337	29,588	87,072	86,484
		36,935	45,763	816,456	748,145
		683,750	856,877	2,620,039	2,896,922
Treasury Board -	Conseil du Trésor -				
Secretariat -	Secrétariat -				
Central Administration of the Public Service	Administration centrale de la fonction publique	17,588	19,841	64,715	67,561
Government Contingencies and Centrally Financed Programs	Éventualités du gouvernement et programmes financés par l'administration centrale .....	...	...	...	...
Employer Contributions to Insurance Plans	Contributions de l'employeur aux régimes d'assurance	121,432	111,189	434,445	311,720
Temporary Assignment	Affectation temporaire	555	189	2,134	1,385
		139,575	131,219	501,294	380,666
Comptroller General	Contrôleur général	3,711	4,307	14,457	14,359
		143,286	135,526	515,751	395,025

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Concluded

GOUVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
PAR MINISTÈRE - Fin

		(in thousands of dollars - en milliers de dollars)			
		QUARTER ENDING MARCH TRIMESTRE SE TERMINANT MARS		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1991	1990	1990-91	1989-90
Veterans Affairs -	Anciens combattants -				
Veterans Affairs -	Anciens combattants -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	118,425	105,838	452,869	389,711
Grants and contributions	Subventions et contributions	336,533	336,842	1,326,449	1,273,611
Canadian Pension Commission	Commission canadienne des pensions	1,285	1,210	4,895	4,411
Bureau of Pensions	Bureau de services juridiques				
Advocates	des pensions	1,839	1,834	7,963	7,211
Veterans Appeal Board	Tribunal d'appel des anciens combattants	792	658	2,818	2,511
		458,874	446,382	1,794,994	1,677,711
Western Economic	Diversification de l'économie de l'Ouest				
Diversification -	canadien -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	7,232	7,325	29,112	25,811
Grants and contributions	Subventions et contributions	31,800	17,704	95,709	59,411
Liabilities under the Small	Obligations contractées en vertu de la				
Businesses Loans	Loi sur les prêts aux petites				
Act	entreprises	1,973	2,403	8,556	9,411
		41,005	27,432	133,377	94,611
Expenditure by department on behalf of	Dépenses des ministères pour le compte				
other departments	d'autres ministères	34,357	9,574	29,730	25,911
Provision for valuation	Provision pour évaluation .....	...	678,140	658,000	678,111
Consolidation of specified purpose	Consolidation de comptes à fins				
accounts (net of internal	déterminées (déduction faite des				
transactions) -	opérations internes) -				
Unemployment Insurance Account	Compte d'assurance-chômage	4,962,742	3,198,556	13,337,018	9,703,011
Western Grain Stabilization	Compte de stabilisation concernant				
Account	le grain de l'Ouest	96,654	84,988	27,302	157,111
Agricultural Commodities	Comptes de stabilisation des				
Stabilization Accounts	produits agricoles	11,137	60,378	5,396	422,711
Crop Reinsurance Fund	Caisse de réassurance-récolte	15	33,375	430,207	96,411
Other	Autres	506	1,388	5,823	2,611
		5,048,780	2,527,793	13,125,308	9,384,311
Other internal transactions	Autres opérations internes	38,584	36,775	108,809	110,311
TOTAL EXPENDITURE	TOTAL DES DÉPENSES	39,185,102	37,054,450	146,892,816	136,902,111

GOVERNMENT OF CANADA

STATEMENTS TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA

Significant Accounting Policies

I. Government of Canada reporting entity

For purposes of maintaining the accounts of Canada and preparing the Quarterly Statements of Financial Operations, the Government of Canada is defined as all the departments named in Schedule I of the Financial Administration Act; any division or branch of the Public Service, including a commission appointed under the Inquiries Act, designated by the Governor in Council as a department for purposes of the Financial Administration Act; the staffs of the Senate, the House of Commons, and the Library of Parliament; and, any corporation named in Schedule II of the Financial Administration Act.

In accordance with the above definition, corporations listed in Parts I and II of Schedule III of the Financial Administration Act, and those Crown corporations that are not subject to Divisions I to IV of Part X of the Financial Administration Act, are excluded in these quarterly statements from the Government of Canada as an reporting entity; therefore, their financial statements are not consolidated with those of the Government. However, at year-end, all Government organizations are accounted in the financial statements by consolidation except for Government enterprises which are accounted for on a cost basis. The borrowings of those corporations which are agents of the Crown are recorded as a liability of the Government net of borrowings expected to be repaid directly by these corporations.

In addition, certain accounts and funds have financial statements which are not consolidated with those of the Government. These accounts and funds include the Canada Pension Plan Account, superannuation accounts and other specified purpose accounts.

II. Classification of financial transactions

The financial transactions of the Government, as recorded in the accounts of Canada and reported in the quarterly Statements of Financial Operations, are classified into budgetary, non-budgetary, foreign exchange and unmatured debt transactions.

In general terms, budgetary transactions enter into the calculation of the monthly and annual deficit or surplus and are reported, after elimination of transactions internal to the Government, on the Summary and Detailed Statements of Transactions. All other transactions lead to the acquisition or disposal of financial claims (assets) or to the creation or discharge of financial obligations (liabilities).

For purposes of reporting, the classification in force at the end of the quarter is used and amounts for the previous year are reclassified to conform to the current year's accounting policies and presentation.

III. Budgetary transactions

REVENUE

Revenue consists of all tax and non-tax amounts which affect the monthly and annual deficit or surplus of the Government.

Revenue is reported after deducting refunds paid and excludes amounts receivable, taxes collected on behalf of provinces and territories, and amounts credited to the Canada Pension Plan Account, superannuation accounts, other specified purpose accounts, and other liability accounts. However, amounts receivable for non-tax revenue are fully recorded at year-end.

The Government generally reports tax revenue in the period in which it is received. Refunds of tax revenue are allocated to the year in which the processing cycle for the assessment of the related tax return has been started.

On the Summary and Detailed Statements of Transactions the revenue reported excludes revenue from outside parties credited to appropriations.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DU GOUVERNEMENT DU CANADA

1. Conventions comptables importantes

I. Entité comptable du gouvernement du Canada

Afin de tenir les comptes du Canada et de préparer les états trimestriels des opérations financières, le gouvernement du Canada se définit comme l'ensemble des ministères mentionnés à l'annexe I de la Loi sur la gestion des finances publiques; toute division ou direction de la Fonction publique, y compris toute commission nommée conformément à la Loi sur les enquêtes et désignée par le gouverneur en conseil comme ministère aux fins de la Loi sur la gestion des finances publiques; les employés du Sénat, de la Chambre des communes et de la Bibliothèque du Parlement; ainsi que toute société mentionnée à l'annexe II de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Conformément à la définition susmentionnée, les sociétés énumérées aux parties I et II de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques, et les sociétés d'État qui ne sont pas sujettes aux sections I à IV de la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques, ne font pas partie de ces états trimestriels pour fins de l'entité comptable du gouvernement du Canada; ainsi, leurs états financiers ne sont pas consolidés avec ceux du gouvernement. Cependant, à la fin de l'exercice tous les organismes gouvernementaux sont comptabilisés aux états financiers par voie de consolidation sauf pour les entreprises du gouvernement qui sont comptabilisées sur une base de coût. Les emprunts des sociétés mandataires d'État sont inscrits comme élément de passif du gouvernement après avoir déduit les emprunts à être probablement remboursés directement par ces sociétés.

En outre, certains comptes et fonds possèdent leurs propres états financiers qui ne sont pas consolidés avec ceux du gouvernement. Ces comptes et fonds comprennent le Compte du régime de pensions du Canada, les comptes de pension de retraite et les autres comptes à fins déterminées.

II. Catégories d'opérations financières

Les opérations financières du gouvernement, enregistrées dans les comptes du Canada et présentées dans les états trimestriels des opérations financières, sont réparties en opérations budgétaires, non budgétaires, de change et de la dette non échue.

En somme, les opérations budgétaires entrent dans le calcul du déficit ou de l'excédent mensuel et annuel et sont inscrites aux états sommaire et détaillé des opérations après l'élimination des opérations internes du gouvernement. Toutes les autres opérations mènent soit à l'acquisition ou au règlement de créances (actif), soit à la création ou au règlement de dettes (passif).

Aux fins de compte rendu, la classification en vigueur à la fin du trimestre est utilisée. Les montants de l'exercice précédent sont reclassifiés pour être conformes aux conventions comptables et à la présentation de l'exercice en cours.

III. Opérations budgétaires

RECETTES

Les recettes comprennent toutes les recettes fiscales et non fiscales qui agissent sur le déficit ou l'excédent mensuel et annuel du gouvernement.

Les recettes sont comptabilisées après déduction des remboursements versés, et ne comprennent ni les sommes à recevoir, ni les impôts prélevés au nom des provinces et territoires, ni les montants crédités au Compte du régime de pensions du Canada, aux comptes de pension de retraite, aux autres comptes à fins déterminées, et aux autres comptes de passif. Cependant, les montants débiteurs pour les recettes non-fiscales sont enregistrés en entier à la fin de l'exercice.

Le gouvernement rapporte généralement les recettes fiscales au cours de la période dans laquelle elles sont reçues. Les remboursements de recettes fiscales sont imputés à l'exercice auquel le cycle de traitement de l'évaluation du remboursement de taxe pertinent a débuté.

Les recettes aux états sommaire et détaillé des opérations ne comprennent pas les recettes à valoir sur les crédits provenant de tiers.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA - Continued

EXPENDITURE

Expenditure consists of all charges to budgetary appropriations which affect the monthly and annual deficit or surplus of the Government. In addition, budgetary expenditure may also include charges related to the allowance for valuation of loans, investments and advances, the allowances for general contingencies, the allowance for borrowings of agent Crown corporations, and accounts payable and other allowances related to statutory items and certain annual appropriations. Such charges include those for work performed, goods received, services rendered, and transfer payments made during the year and in the supplementary period including accounts payable at year-end.

Expenditure excludes amounts charged to the Canada Pension Plan Account, superannuation accounts, other specified purpose accounts, and other liability accounts.

On the Statement of Budgetary Expenditure by Department, departmental expenditures are reported net of revenue credited to appropriations but include expenditures internal to the Government.

iv. Assets

Assets are defined as the financial claims acquired by the Government on outside organizations and individuals as a result of events and transactions recorded as at the closing date.

As a result of the Government's accounting policies described above, certain financial claims are not reported on the Summary and Detailed Statements of Transactions. The most important of these are accounts receivable for tax and non-tax revenue. However, accounts receivable for non-tax revenue are recorded at year-end.

v. Liabilities

Liabilities are defined as the financial obligations of the Government to outside organizations and individuals as a result of events and transactions which took place prior to the closing date. Refunds payable and some other liabilities and allowances are partially recorded during the year with full recording taking place at year-end only.

vi. Fixed assets

The fixed assets of the Government, which include land, engineering structures and works (such as canals, harbours and roads), buildings, and machinery and equipment, are charged to budgetary expenditure at the time of acquisition or construction.

vii. Valuation of assets and liabilities

ASSETS

Assets are recorded at cost and are subject to annual valuation to reflect reductions from the recorded value to the estimated realizable value. In the case of loans to sovereign states, the Government views these loans as collectible unless formally repudiated by the debtor. The allowance for valuation reflects reductions from the recorded value of loans (and subscriptions to international organizations that make similar loans) with significant concessionary terms.

The Government's gold reserves are included in the International reserves held in the Exchange Fund Account and are recorded and valued at 35 Special Drawing Rights per fine ounce. The Special Drawing Right is an international currency created by the International Monetary Fund, and allocated to countries participating in its Special Drawing Rights Department. It represents a unit of account defined in terms of a "basket" of five major currencies.

LIABILITIES

Liabilities are recorded at the amounts ultimately payable and liabilities for termination benefits, the superannuation accounts and the Government Annuities Account are reported on an actuarial basis.

viii. Allowances for general contingencies

The Government establishes allowances in respect of potential debt or debt service relief measures for financially troubled countries under multilateral agreements.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

DÉPENSES

Les dépenses comprennent toutes les imputations aux crédits budgétaires qui influencent le déficit ou l'excédent mensuel et annuel du gouvernement. De plus, les dépenses peuvent également comprendre imputations reliées à la provision pour évaluation des prêts, dotations capital et avances, la provision pour les éventualités générales, la provision pour emprunts des sociétés mandataires d'État, et les créditeurs et autres provisions reliées à des éléments statutaires et à certains crédits annuels. Ces imputations comprennent les travaux accomplis, les biens reçus, les services exécutés et les paiements de transfert effectués au cours de l'exercice et dans la période complémentaire y compris les crédits à la fin de l'exercice.

Les dépenses ne comprennent pas les montants imputés au Compte du régime de pensions du Canada, aux comptes de pension de retraite ou autres comptes à fins déterminées, et aux autres comptes de passif.

Sur l'état des dépenses budgétaires par ministère, les dépenses ministérielles sont comptabilisées après déduction des recettes à valoir sur les crédits mais comprennent les dépenses internes du gouvernement.

iv. Actif

L'actif se définit comme étant les créances du gouvernement acquises sur des tiers par suite de faits et d'opérations comptabilisées à la date de fermeture des comptes.

Suivant les conventions comptables du gouvernement mentionnées plus haut, certaines créances ne sont pas comprises aux états sommaire et détaillé des opérations. Les plus importantes sont les comptes débiteurs au titre des recettes fiscales et non fiscales. Cependant, les comptes débiteurs pour les recettes non fiscales sont enregistrés à la fin de l'exercice.

v. Passif

Le passif se définit comme étant les dettes du gouvernement envers des tiers suite à des faits et opérations comptabilisées avant la date de fermeture des comptes. Les remboursements à payer ainsi que d'autres crédits et provisions sont partiellement inscrits au cours de l'exercice, l'inscription complète étant faite à la fin de l'exercice seulement.

vi. Immobilisations

Les immobilisations du gouvernement qui comprennent les terrains, ouvrages (tels que les canaux, les ports et les routes), bâtiments et matériel sont imputées aux dépenses budgétaires lors de leur acquisition ou construction.

vii. Évaluation de l'actif et du passif

ACTIF

L'actif est enregistré au coût et fait l'objet d'une évaluation annuelle afin de refléter les diminutions de la valeur enregistrée à la valeur estimative de réalisation. Dans le cas de prêts aux États souverains, aucune diminution de la valeur n'est enregistrée à moins qu'un État souverain refuse, de façon officielle, d'honorer ses dettes. De plus, la provision pour évaluation reflète les réductions de la valeur au livre des prêts (et souscriptions aux organismes internationaux qui effectuent des prêts similaires) ayant des clauses concessionnaires importantes.

Les réserves d'or du gouvernement sont comprises dans les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes et sont inscrites et évaluées à 35 Droits de tirage spéciaux pour chaque once d'or fin. Le Droit de tirage spécial est une unité monétaire internationale créée par le Fonds monétaire international, et attribuée aux pays participant à son Département des Droits de tirage spéciaux. Il représente une unité de compte définie en fonction d'un ensemble de cinq grandes devises.

PASSIF

Le passif est inscrit au montant à payer en fin de compte et les éléments de passif concernant les indemnités de cessation d'emploi, les comptes de pension de retraite ainsi que le Compte des rentes sur l'État, sont rapportés sur une base actuarielle.

viii. Provisions pour des éventualités générales

Le gouvernement établit des provisions concernant les éventuelles dettes ou pour un service de mesures d'aide à la dette de pays en difficulté financières en vertu d'arrangements multilatéraux.

x. Translation of foreign currency transactions

Foreign currency transactions are translated and recorded in Canadian dollar equivalents at the exchange rates prevailing at the transaction dates.

On a monthly basis, only Receiver General current cash accounts are revalued at the month-end rate of exchange. All other assets and liabilities are revalued at year-end only. Net gains are credited to revenue while net losses are charged to expenditure.

2. Authorities for Transactions

Revenue can be raised and moneys can be borrowed only with the authority of Parliament. All receipts of money by departments and agencies must be deposited into the Consolidated Revenue Fund (CRF). All disbursements from the CRF for spending on operations, for loans, investments and advances, and for the redemption of matured debt must be authorized by Parliament.

i. Authority for raising revenues

The right of Canada to raise taxes and revenues is contained in the Constitution Acts, and is given specific form in various Acts passed by Parliament. The Financial Administration Act provides general statutory direction regarding the collection, handling and accounting for receipts and contains authority for charging for services or use of facilities. The right of the Government to raise income taxes, excise taxes and duties, tariffs, fines and other revenues and the methods to be used are granted by Parliament in specific legislation related to the type of levy or to ministerial duties and authorities. All bills for the raising of money must originate in the House of Commons and are submitted to the House by the Government. This is normally done through the Minister of Finance's Budget, in which proposed tax and tariff changes required to attain the forecast fiscal policy goals are presented.

ii. Authority for spending on operations

Parliament provides authority to make payments out of the Consolidated Revenue Fund in annual appropriation acts and other statutes (the latter referred to as statutory appropriations). Most Government spending is under statutory authorities, that is authorities which do not generally impose an annual limit on the amount that may be spent. Spending is authorized by reference to statutory formulae or criteria and the authorities usually continue from year to year until changed or rescinded by an act of Parliament. Spending authority provided by statutory appropriations is for specified purposes and for such amounts and such time as the acts prescribe. Spending authority provided by statutory appropriations generally does not lapse at the end of the year in which it was granted. Spending authority granted in appropriation acts is for stated purposes and maximum amounts. Unless provided for in vote wording, unused spending authority granted in appropriation acts lapses at the end of the year for which it was granted. Some authorities continue from year to year and some authorize the spending, within a program, of defined categories of revenue generated by the program.

iii. Authority for loans, investments and advances

These authorities limit the amount of loans, investments or advances that may be made. Unused authority may lapse at the end of a year or may continue from year to year. Non-lapsing authorities often limit only the total of loans that may be outstanding at any one time; thus, principal repaid may be reloaned.

ix. Conversion des opérations de change

Les opérations de change sont converties et comptabilisées en dollars canadiens correspondant aux taux de change en vigueur aux dates des opérations.

Sur une base mensuelle, seuls les comptes de caisse courants du Receveur général sont réévalués à la fin du mois aux taux de change en vigueur à cette date. Les autres éléments d'actif et de passif sont réévalués à la fin de l'exercice seulement. Les gains nets sont crédités aux recettes tandis que les pertes nettes sont imputées aux dépenses.

2. Autorisations pour les opérations

Les recettes peuvent être prélevées et les deniers peuvent être empruntés seulement avec l'autorisation du Parlement. Tous les deniers perçus par les ministères et organismes doivent être déposés au Trésor. Tous les déboursés du Trésor pour des dépenses concernant les opérations, pour des prêts, dotations en capital et avances, et pour le rachat de la dette échue doivent être autorisés par le Parlement.

i. Autorisations pour prélever les recettes

Le droit du Canada de prélever les taxes et les impôts est contenu dans les Lois constitutionnelles, et prend une forme distincte dans les différentes lois adoptées par le Parlement. La Loi sur la gestion des finances publiques fournit une ligne de conduite réglementaire concernant la perception, la manutention et la comptabilisation des recettes. Elle contient l'autorisation de fixer les prix pour les services offerts ou pour l'utilisation des installations et équipements. Le droit du gouvernement de prélever les impôts, les taxes et droits d'accise, les tarifs, les amendes et les autres recettes ainsi que les méthodes à être utilisées, est accordé par le Parlement à travers des textes législatifs précis reliés à la catégorie de prélèvement ou aux obligations et autorisations ministérielles. Tous les projets de loi visant au prélèvement de fonds doivent provenir de la Chambre des communes et être présentés en Chambre par le gouvernement. Ceci fait normalement partie du Budget du Ministre des Finances, dans lequel sont présentées les modifications de taxes et tarifs proposées pour atteindre les objectifs selon les prévisions de la politique fiscale.

ii. Autorisations pour les dépenses concernant les opérations

Le Parlement accorde l'autorisation d'effectuer des paiements à même le Fonds du revenu consolidé dans les lois de crédits annuelles et dans d'autres textes de lois (ces derniers intitulés crédits statutaires). La plupart des dépenses gouvernementales sont effectuées en vertu d'autorisations statutaires, c'est-à-dire des autorisations qui généralement n'imposent pas de limite annuelle sur les montants qui peuvent être dépensés. Les dépenses sont effectuées en vertu de critères ou formules statutaires et les autorisations continuent en général d'un exercice à l'autre jusqu'à ce qu'une loi du Parlement les modifie ou les révoque. L'autorisation de dépenser comprise dans les crédits statutaires est consentie à des fins déterminées ainsi que pour des montants et des délais indiqués dans les lois. En général, l'autorisation de dépenser prévue dans les crédits statutaires ne s'annule pas à la fin de l'exercice pour lequel elle a été accordée. L'autorisation de dépenser est accordée, dans les lois de crédits, à des fins déterminées et pour des montants maximaux. À moins que le libellé des crédits ne l'indique autrement, le solde inutilisé de l'autorisation de dépenser accordée dans des lois de crédits s'annule à la fin de l'exercice pour lequel elle a été accordée. Certaines autorisations continuent d'un exercice à l'autre et certaines permettent de dépenser, à l'intérieur d'un programme, des catégories de recettes spécifiques lesquelles sont générées par ledit programme.

iii. Autorisations pour les prêts, dotations en capital et avances

Ces autorisations limitent les montants des prêts, dotations en capital ou avances qui peuvent être effectués. Les autorisations non employées peuvent s'annuler à la fin de l'exercice ou peuvent continuer d'un exercice à l'autre. Les autorisations qui ne s'annulent pas, souvent limitent seulement le total des prêts qui peuvent être en circulation en tout temps; donc, les montants remboursés peuvent être prêtés de nouveau.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA - Continued

iv. Borrowing authority

The Government can borrow only as authorized by acts of Parliament. Borrowing authority acts provide authority for the net amount of new security issues less redemptions during a fiscal year. The authorities lapse at the end of the year except for amounts specifically carried forward to the next fiscal year. Parliament has also provided a continuing authority to the Government under Section 47 of the Financial Administration Act to borrow, for periods not exceeding six months, such amounts as are deemed necessary to meet lawfully authorized disbursements.

3. Crown corporations

In accordance with the accounting policies of the Government, the assets, liabilities, revenues and expenses reported in the separate financial statements of Crown corporations are not included in the Government's quarterly Statement of Financial Operations. Only the financial transactions between the Government and Crown corporations are included. At year-end, transactions of appropriation dependent Crown corporations are consolidated with the transactions of the Government while Government enterprises are accounted for by the cost method.

The following table presents the major balance sheet and income statement items for Crown corporations named in Section 85 and/or Schedule III of the Financial Administration Act (FAA).

This summary of financial transactions and results of operations of Crown corporations is based on their accounting policies. Most Crown corporations follow the generally accepted accounting principles used by private sector companies, as outlined in the Handbook of the Canadian Institute of Chartered Accountants.

Financial assets include cash, receivables and loans and investments. Physical assets and deferred charges represent the unexpensed portion of non-financial assets such as buildings, machinery and equipment in use or under construction, inventories and other items of expenditure which will be expensed as these assets are used. Financial assets and liabilities in respect of the Government represent the unpaid balances arising from financing transactions and normal operating activities. Borrowings from outside parties represent amounts repayable to institutional and other investors. Other liabilities are amounts due in respect of purchases, employee termination and pension benefits, accrued interest on borrowings, long-term capital leases and sundry accounts payable. Equity of Canada represents the Government's equity in each Crown corporation as reported by the corporations.

Crown corporations are categorized as being either agents or non-agents of the Crown. Agency status is normally expressly stated in the incorporating legislation or conferred under the provisions of the Government Companies Operation Act. In accordance with Section 54 of the FAA, the payment of all money borrowed by agent Crown corporations and interest thereon, is a charge on and payable out of the Consolidated Revenue Fund. Such borrowings therefore constitute obligations of the Government and are recorded as such in the summary financial statements of Canada net of borrowings expected to be repaid directly by these corporations.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

iv. Pouvoirs d'emprunts

Le gouvernement peut emprunter seulement lorsque des lois du Parlement l'autorisent. Les lois sur le pouvoir d'emprunt fournissent l'autorisation pour le montant net de nouvelles émissions de titres moins les rachats au cours de l'exercice. Les autorisations s'annulent à la fin de l'exercice sauf pour les montants spécifiquement reportés à l'exercice suivant. En vertu de l'article 47 de la Loi sur la gestion des finances publiques, le Parlement a également fourni au gouvernement une autorisation continue d'emprunter, pour des périodes n'excédant pas six mois, des montants qui sont jugés nécessaires pour rencontrer des dépenses autorisées par les lois.

3. Sociétés d'État

Conformément aux conventions comptables du gouvernement, l'actif, le passif, les revenus et les dépenses inscrits dans les états financiers distincts des sociétés d'État ne sont pas compris dans les états trimestriels des opérations financières du gouvernement. Seules les opérations financières entre le gouvernement et les sociétés d'État y sont comprises. À la fin de l'exercice, les opérations des Sociétés d'État qui sont dépendantes de crédit sont consolidées aux opérations du gouvernement, tandis que les entreprises du gouvernement sont comptabilisées au coût.

Le tableau suivant résume les principaux éléments des bilans et des états de résultats des sociétés d'État énumérées à l'article 85 et/ou à l'annexe II de la Loi sur la gestion des finances publiques (LGFP).

Ce résumé des opérations financières et résultats d'opérations des sociétés d'État est fondé sur les conventions comptables de celles-ci. La majorité des sociétés d'État suivent les principes comptables généralement reconnus que l'on retrouve dans les entreprises du secteur privé et public, tels qu'ils sont décrits dans le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés.

L'actif financier comprend la caisse et les sommes à recevoir, les placements et les dotations en capital. L'actif immobilisé et les frais reportés représentent la fraction non dépensée des éléments d'actif non financiers tels qu'immeubles, machinerie et équipement en usage ou en construction, inventaire et autres éléments de dépense qui seront portés à la décharge lorsque consommés. L'actif financier et le passif auprès du gouvernement représentent les montants impayés provenant d'opérations de financement et d'opérations normales. Les emprunts auprès de tiers représentent des montants à rembourser à des institutions et autres investisseurs. Les autres passifs représentent des créances relativement aux achats, indemnités de cessation d'emploi et aux prestations de pensions, intérêts courus sur emprunts, contrats de location-acquisition à long terme et autres créanciers. L'actif du Canada représente l'actif du gouvernement dans chaque société d'État tel que rapporté par les sociétés.

Les sociétés d'État sont classées soit mandataires ou non mandataires d'État. Le statut de mandataire d'État peut être explicitement énoncé dans les lois constitutionnelles ou conféré selon les dispositions de la Loi sur le fonctionnement des compagnies d'État. Conformément à l'article 54 de la LGFP, le paiement de toute somme d'argent empruntée par les sociétés mandataires d'État, de même que de l'intérêt y afférent, doivent être imputés sur le Trésor et versés à même ce Fonds. Par conséquent, les emprunts représentent des dettes du gouvernement et sont inscrits comme telles dans les états financiers sommaires du Canada après avoir déduit les emprunts à être probablement remboursés directement par ces sociétés.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

Revenues include financial assistance received or receivable from the Government in respect of current period of operation.

Equity adjustments include amounts for retroactive changes in the application of accounting principles as well as direct changes or credits to and from equity accounts. Equity transactions with the Government include dividends declared, transfers of profits to the Government and non-current financial assistance provided by the Government.

SUMMARY COMBINED STATEMENTS OF CROWN CORPORATIONS

RÉSUMÉ DES ÉTATS COMBINÉS DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT

		(in millions of dollars) (en millions de dollars)
ASSETS, LIABILITIES AND EQUITY At December 31, 1990	ACTIF, PASSIF ET AVOIR au 31 décembre 1990	
ASSETS	ACTIF	
Financial:	Financier:	
Outside parties	Tiers	39,120
Government and other Crown corporations	Gouvernement et autres sociétés d'État	24,757
Total financial assets	Total de l'actif financier	63,877
Physical assets and deferred charges	Actif immobilisé et frais reportés	20,675
TOTAL ASSETS	TOTAL DE L'ACTIF	<u>84,552</u>
LIABILITIES	PASSIF	
Outside parties -	Tiers -	
Borrowings - agent	Emprunts - mandataire	18,157
- non-agent	- non mandataire	1,740
Bank of Canada notes in circulation and amounts owing to depositors	Effets en circulation de la Banque du Canada et montants dus aux déposants	22,970
Other liabilities	Autres passifs	11,234
Government and other Crown corporations	Gouvernement et autres sociétés d'État	17,653
TOTAL LIABILITIES	TOTAL DU PASSIF	<u>71,754</u>
EQUITY OF CANADA	AVOIR DU CANADA	12,798
TOTAL LIABILITIES AND EQUITY	TOTAL DU PASSIF ET DE L'AVOIR	<u>84,552</u>
Contingent liabilities	Passif éventuel	<u>645</u>
REVENUES, EXPENSES AND CHANGES IN THE EQUITY For the Nine Month Period Ending December 31, 1990	REVENUS, DÉPENSES ET CHANGEMENTS DANS L'AVOIR pour la période de neuf mois se terminant le 31 décembre 1990	
REVENUES -	REVENUS -	
Outside parties	Tiers	14,312
Government and other Crown corporations -	Gouvernement et autres sociétés d'État -	
Financial assistance	Aide financière	1,558
Other	Autres	3,538
TOTAL REVENUES	TOTAL DES REVENUS	<u>19,408</u>
EXPENSES -	DÉPENSES -	
Outside parties	Tiers	14,357
Government and other Crown corporations	Gouvernement et autres sociétés d'État	2,096
TOTAL EXPENSES	TOTAL DÉPENSES	<u>16,453</u>
Income/loss (-) for the period	Bénéfice net/perte (-) nette pour la période	2,955
Equity adjustments	Ajustements dans l'avoir	-182
Government's share of income/loss (-)	Quote-part du gouvernement dans le (la) bénéfice/perte (-) ...	2,773
Equity transactions with the Government	Transactions dans l'avoir avec le gouvernement	-4,817
Equity of Canada, April 1st, 1990	Avoir du Canada au 1er avril 1990	14,842
Equity of Canada, at December 31, 1990	Avoir du Canada, au 31 décembre 1990	<u>12,798</u>

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

4. Insurance Programs of Agent Crown corporations

At present, three Crown corporations operate insurance programs as agents of Her Majesty. An insurance program is a program where the insured, an outside party, pays an insurance fee which is credited to an insurance fund or provision operated by the corporation. The amount of the fee is based on the estimated amount of insurance fund or provision needed to meet future claims. Insurance programs operated by private corporations such as employee group insurance, dental plans, etc., are not included in this definition.

The insurance programs are intended to operate on a self-sustaining basis but in recent years, two of the Crown corporations have required loans or other funding from the Government to meet obligations.

Information presented below has not been audited since the information presented therein is derived from interim financial statements. The most recent annual financial statements of these corporations may be found in Volume III of the Public Accounts.

In the Summary below, a minus "-" sign preceding the amount reported indicates a fund deficit, an expense recovery or adjustment, or a decrease or loss during the year.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

4. Programmes d'assurance des sociétés mandataires d'État

Présentement, trois sociétés d'État administrent des programmes d'assurance en tant que mandataires de Sa Majesté. Un programme d'assurance est un programme par lequel un assuré (un tiers) verse des frais d'assurance qui sont alors crédités à un fonds d'assurance ou une provision administrée par la société. Le montant à verser comme frais est basé sur le montant prévu nécessaire pour satisfaire à toutes les demandes futures d'indemnisation au titre du programme d'assurance ou de la provision. Les programmes d'assurance administrés par des corporations privées tels que l'assurance collective des employés, les régimes dentaires, etc., sont exclus de cette définition.

Les programmes d'assurance sont conçus de façon à opérer sur une base autosuffisante, mais depuis quelques années, le gouvernement a fourni des fonds ou d'autres financements à deux sociétés pour satisfaire à leurs demandes d'indemnisation.

Les renseignements qui apparaissent ci-dessous ne sont pas vérifiés puisque l'information est produite à partir d'états financiers intermédiaires. On trouvera les états financiers annuels, les plus récents, de ces sociétés dans le volume III des Comptes publics.

Un signe moins "-" dans le sommaire ci-dessous indique un déficit de fonds, un recouvrement ou un redressement des dépenses, ou une diminution ou perte au cours de l'exercice.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
DU GOUVERNEMENT DU CANADA - SuiteSUMMARY OF INSURANCE PROGRAMS OF
GOVERNMENT CROWN CORPORATIONS

For The Nine Month Period Ending December 31, 1990

SOMMAIRE DES PROGRAMMES D'ASSURANCE DES
SOCIÉTÉS MANDATAIRES D'ÉTAT

pour la période de neuf mois se terminant le 31 décembre 1990

		(in millions of dollars - en millions de dollars)					
		Canada Deposit Insurance Corporation ⁽¹⁾⁽²⁾	Canada Mortgage and Housing Corporation ⁽²⁾				Export Development Corporation ⁽¹⁾⁽³⁾⁽⁴⁾
			Mortgage Insurance Fund	Mortgage-Backed Securities Guarantee Fund	Home Improvement Loan Fund	Rental Guarantee Fund	
		Société d'assurance-dépôts du Canada ⁽¹⁾⁽²⁾	Société canadienne d'hypothèques et de logement ⁽²⁾				Société pour l'expansion des exportations ⁽³⁾⁽⁴⁾
			Fonds d'assurance hypothécaire	Fonds de titres hypothécaires garantis	Fonds de prêts pour l'amélioration des maisons	Fonds de garantie de loyer	
Insurance in force as at reporting date	Assurance en vigueur à la date de déclaration						
- current year	- exercice en cours	270,458	52,815	5,272	*	**	4,496
- previous year	- exercice précédent	245,012	48,618	3,021	*	**	4,044
Opening balance of Fund	Solde d'ouverture du Fonds						
- current year	- exercice en cours	-888	83	1	1	16	47
- previous year	- exercice précédent	-1,062	-82	*	1	12	45
Revenue for the period:	Recettes pour la période:						
Premiums and fees	Primes et honoraires						
- current year	- exercice en cours	270	149	2			13
- previous year	- exercice précédent	245	121	2			17
Investment income	Revenu de placement						
- current year	- exercice en cours	2	72	1			
- previous year	- exercice précédent	2	50			1	
Other revenue	Autres recettes						
- current year	- exercice en cours	1	1			1	
- previous year	- exercice précédent	5				1	
Total revenue	Recettes totales						
- current year	- exercice en cours	273	222	3	*	2	13
- previous year	- exercice précédent	252	171	2	*	1	17
Expense for the period:	Dépenses pour la période:						
Loss on claims	Pertes sur indemnités						
- current year	- exercice en cours		80				14
- previous year	- exercice précédent		-13				8
Interest on loans	Intérêts sur prêts						
- current year	- exercice en cours						
- previous year	- exercice précédent						
Administrative	Administration						
- current year	- exercice en cours	4	61	1		1	
- previous year	- exercice précédent	5	55	1		-3	
Funds returned to Government	Fonds retournés au gouvernement						
- current year	- exercice en cours						
- previous year	- exercice précédent						
Total expense	Dépenses totales						
- current year	- exercice en cours	4	141	1	*	1	14
- previous year	- exercice précédent	5	42	1	*	-3	8
Net income/loss (-) for the period	Revenus nets/portes (-) nettes pour la période						
- current year	- exercice en cours	269	81	2	*	1	-1
- previous year	- exercice précédent	247	129	1	*	4	9
Closing balance of Fund	Solde de fermeture du Fonds						
- current year	- exercice en cours	-619	164	3	1	17	46
- previous year	- exercice précédent	-815	47	1	1	16	54
Net claims during the period ⁽⁴⁾	Montants nets des indemnités pour la période ⁽⁴⁾						
- current year	- exercice en cours	16	21	**	*	**	7
- previous year	- exercice précédent	-143	-30	**	*	**	-2
Five year average of net claims	Moyenne des montants nets des indemnités payées pour les cinq derniers exercices						
- current year	- exercice en cours	124	-14	**	*	**	16
- previous year	- exercice précédent	267	43	**	*	**	1

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

[1] The Canada Deposit Insurance Corporation (CDIC) provides insurance on deposits placed with member banks and trust and loan companies for up to \$60,000 per depositor, per institution. In recent years, premiums paid by member institutions have not been sufficient to meet obligations incurred by CDIC under the insurance plan. This deficiency has been funded, in part, by loans from the Government of \$1,290 million at September 30, 1990 (\$1,514 million at September 30, 1989). The Government is continuing to explore alternatives to allow CDIC, over the long run, to eliminate its deficiency without budgetary support from the Government. Since there is no reason to believe that this will not be the case, no provision has been made in the accounts of Canada for the losses experienced by CDIC.

[2] Canada Mortgage and Housing Corporation (CMHC) administers four funds of which the Mortgage Insurance Fund (MIF) and the Mortgage-Backed Securities Guarantees Fund are active. The MIF provides insurance, for a fee, to private sector lending institutions to cover mortgage lending on Canadian housing. Besides establishing a framework of confidence for mortgage lending by private institutions, the Fund facilitates an adequate supply of mortgage funds by reducing the risk to lenders and by encouraging the secondary market trading of mortgages, to make housing more accessible for Canadians. An actuarial study of the MIF as of September 30, 1989 disclosed that the Fund is more than sufficient to pay all future claims with respect to business in force. The surplus as at September 30, 1989 was estimated to be \$4.2 million. The Mortgage-Backed Securities (MBS) Program was implemented in 1987. For a fee paid by approved financial institutions, CMHC and ultimately the Government, guarantee timely payment of principal and interest to MBS investors who participate in a pool of MIF insured first residential mortgages which have been repackaged by the financial institution into investments of \$5,000 denominations. Since 1984, the Corporation has also operated the Mortgage Rate Protection Program (MRPP). As premiums collected by CMHC for the Program are remitted directly to the Consolidated Revenue Fund (CRF) and obligations of the MRPP are ultimately payable from the CRF, the Mortgage Rate Protection Program does not meet the definition of a Crown corporation insurance plan as defined above. Therefore, operating particulars of this Program are not included in this summary but some information will be found in the notes to the Government of Canada Statement of Contingent Liabilities.

[3] The Export Development Corporation (EDC) provides export and foreign investment insurance to Canadian business to facilitate and develop export trade. The insurance fund has been adequate to provide for the full cost of claims experienced to date and to establish an allowance for future claims based on previous claims experience.

[4] Refers to the difference between claims and amounts received from sales of related assets and other recoveries.

[5] Information presented is that of September 30, 1990, the most recent available.

• Less than \$500,000.

•• Not applicable.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

[1] La Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC) fournit une assurance jusqu'à concurrence de \$60,000 par déposant et par institution, sur les dépôts faits auprès des banques et compagnies de prêts et de fiduciaires sont membres. Depuis quelques années, les primes versées par les institutions membres n'étaient pas suffisantes pour satisfaire à toutes les demandes d'indemnisation faites auprès de la SADC aux termes du régime d'assurance. Ce déficit a été comblé en partie par des prêts du gouvernement de \$1,290 millions au 30 septembre 1990 (\$1,514 millions au 30 septembre 1989). Le gouvernement continue d'examiner des alternatives afin de permettre à la SADC d'éliminer, avec le temps, son déficit sans aide budgétaire du gouvernement. Puisqu'il n'y a pas lieu d'en croire autrement, aucune provision n'a été établie dans les comptes du Canada pour les pertes subies par la SADC.

[2] La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) administre quatre fonds dont le Fonds d'assurance hypothécaire (FAH) et le Fonds des titres hypothécaires garantis sont actifs. Le FAH fournit de l'assurance aux institutions de crédit du secteur privé, moyennant des frais, afin de couvrir les prêts hypothécaires concernant le logement canadien. Tout en maintenant en place un système par lequel les institutions privées peuvent accorder des prêts hypothécaires en toute confiance, le Fonds permet également qu'un approvisionnement continu de fonds hypothécaires soit disponible à moindre risque aux prêteurs et que le commerce secondaire d'hypothèques soit favorisé, pour rendre le logement plus accessible aux Canadiens. Une étude actuarielle du FAH en date du 30 septembre 1989 démontre que le Fonds est plus que suffisant pour rencontrer les demandes d'indemnisation futures concernant les activités en vigueur. Au 30 septembre 1989, un surplus était estimé à \$4.2 millions. Le Programme des titres hypothécaires garantis introduit en 1987. Sur versements d'une prime, la SCHL, et finalement le gouvernement, garantit le paiement ponctuel du principal et des intérêts aux investisseurs dans des titres hypothécaires réunis par une institution financière en un bloc de créances hypothécaires résidentielles dont l'institution prépare et livre les certificats en multiples de \$5,000. Depuis 1984, la SCHL opère le Programme de protection des taux hypothécaires. Étant donné que les primes encaissées pour ce Programme par la SCHL sont déposées dans le Fonds du revenu consolidé (FRC) et que les créances du Programme sont finalement payées à même le FRC, le Programme de protection des taux hypothécaires ne rencontre pas la définition d'un plan d'assurance administré par une société d'État tel que défini ci-haut. Par conséquent, les résultats d'opérations du Programme ne sont pas inclus dans le sommaire matériel. L'information supplémentaire apparaît dans les notes afférentes à l'état passif éventuel du gouvernement du Canada.

[3] La Société pour l'expansion des exportations (SEE) fournit de l'assurance aux entreprises canadiennes sur les investissements étrangers et sur les exportations afin de faciliter et de développer le commerce de l'exportation. Le fonds d'assurance a été suffisant afin de pourvoir au coût global des réclamations à date et pour établir une provision pour des réclamations futures basées sur l'expérience passée.

[4] Se rapporte à l'écart entre les réclamations et les montants recouvrés des ventes de biens connexes et d'autres recouvrements.

[5] Les renseignements présentés sont ceux du 30 septembre 1990, les plus récents.

• Moins de \$500,000.

•• Sans objet.

GOVERNMENT OF CANADA

STATEMENTS TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA - Continued

Contingent Liabilities

A contingent liability is a potential liability which may become an actual liability when one or more future events occur or fail to occur. The details of contingent liabilities of the Government are provided in the following statement and consist of explicit guarantees by the Government and potential losses arising from pending and threatened litigation relating to claims and assessments in respect of breach of contract, damages to persons and property and like items.

The authorized limit represents the aggregate total of various types of authorities of Government bodies as stipulated in legislation, legal agreements and other documents that may be in force at any one time.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

5. Passif éventuel

Un élément de passif éventuel signifie un élément de passif possible qui peut se transformer en un élément de passif réel advenant un ou plusieurs événements futurs. Le détail du passif éventuel du gouvernement est fourni dans l'état suivant et comprend les garanties formelles par le gouvernement et les pertes possibles résultant de causes en instance ou imminentes relatives à des demandes d'indemnité et d'évaluation à l'égard de l'inexécution de contrats, de dommages causés à des personnes et à un bien et d'éléments connexes.

Les limites autorisées indiquées dans le tableau ci-dessous désignent le montant total des divers genres d'autorisations utilisées par des organismes gouvernementaux tels que stipulées dans la législation, des ententes légales ou d'autres documents qui peuvent être en vigueur à un moment donné.

STATEMENT OF CONTINGENT LIABILITIES
At December 31, 1990ÉTAT DU PASSIF ÉVENTUEL
au 31 décembre 1990

(in millions of dollars - en millions de dollars)			
Explicit guarantees by the Government of - Garanties formelles par le gouvernement pour -	Authorized limit (where applicable) ⁽¹⁾	Contingent liability ⁽²⁾	Percentage of net claims to outstanding guarantees (where applicable) ⁽³⁾
	Limite autorisée (s'il y a lieu) ⁽¹⁾	Passif éventuel ⁽²⁾	Rapport entre les indemnités nettes et les garanties en vigueur (s'il y a lieu) ⁽³⁾
Borrowings by Crown corporations which are not agents of Her Majesty - Canadian National Railway Company - Bonds and notes			
Borrowings by other than Crown corporations - from agents - Loans to Indians by the Canada Mortgage and Housing Corporation and the Farm Credit Corporation, for on-reserve housing			
from other than agents - guarantee programs of the Government - Canada Student Loans Act			
Small Businesses Loans Act			
Advance Payments for Crops Act			
Atlantic Enterprise Program			
Farm Improvement Loans Act and Farm Improvement and Marketing Cooperatives Loans Act			
Enterprise development program and Canadian Industrial Renewal Board			
Fisheries Improvement Loans Act			
Regional Development Incentives Act			
Loans to Indians by approved lenders for on-reserve housing			
Financial obligations incurred by air carriers regarding purchase of The de Havilland Aircraft of Canada, Limited DHC-7 and DHC-8 aircraft			
Indian economic development			
Loans to promote the commercial activities of Eskimos			
Emprunts par des sociétés d'État qui ne sont pas mandataires de Sa Majesté - Chemins de fer nationaux du Canada - Obligations et effets			
Emprunts effectués par des entités autres que des sociétés d'État - De sociétés mandataires - Prêts consentis aux Indiens par la Société canadienne d'hypothèques et de logement et la Société du crédit agricole, pour habitations sur les réserves			
De sociétés non mandataires - Programmes de garantie du gouvernement - Loi fédérale sur les prêts aux étudiants			
Loi sur les prêts aux petites entreprises			
Loi sur le paiement anticipé des récoltes			
Programme Entreprise Atlantique			
Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative			
Programme d'expansion des entreprises et Office canadien pour un renouveau industriel			
Loi sur les prêts aux entreprises de pêche			
Loi sur les subventions au développement régional			
Prêts consentis aux Indiens par des prêteurs agréés pour habitations sur les réserves			
Dettes encourues par des transporteurs aériens concernant l'achat des aéronefs DHC-7 et DHC-8 de The de Havilland Aircraft of Canada, Limited			
Développement économique des Indiens			
Prêts pour encourager les activités commerciales des Esquimaux			

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - ContinuedSTATEMENT OF CONTINGENT LIABILITIES
As At December 31, 1990

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
DU GOUVERNEMENT DU CANADA - SuiteÉTAT DU PASSIF ÉVENTUEL
au 31 décembre 1990

		(in millions of dollars - en millions de dollars)		
		Authorized limit (where applicable) ^[1]	Contingent liability ^[2]	Percentage of net claims to outstanding guarantees (where applicable) Rapport en les indemnités nettes et garanties vigues (s'il y a lieu)
		Limite autorisée (s'il y a lieu) ^[1]	Passif éventuel ^[2]	
Other explicit loan guarantees -	Autres garanties formelles de prêts -			
Loans to NewGrade Energy Inc to finance construction of a heavy oil upgrader	Prêts à la société NewGrade Energy Inc pour financer la construction d'une usine de valorisation du pétrole lourd	275	265	
Loans to construct coal handling and terminal facilities by Ridley Terminals Inc	Prêts pour la construction d'installations de manutention du charbon et de terminus par Ridley Terminals Inc	230	199	
Loans to Marine Industries Limited for acquisition of assets	Prêts à Marine Industries Limited pour l'acquisition de biens	55	42	
Loan to St. Mary's Paper Inc to modernize and expand a paper making facility at Sault Ste Marie, Ontario	Prêt à St. Mary's Paper Inc pour moderniser et agrandir une papeterie à Sault Ste Marie, Ontario	15	15	
Loans for the restructuring of Maislin Industries Ltd	Prêts pour la réorganisation de Maislin Industries Ltd	10 ^[9]	10 ^[9,12]	
Loan to Nardex Canada Ltée for the manufacture of radio-protection and radio-telecommunication systems	Prêt à Nardex Canada Ltée pour la fabrication des systèmes de protection et de télécommunication radiophonique	1	1	
Loans for the financing of Cheticamp Fishermen's Co-operative Society Ltd	Prêts pour le financement de Cheticamp Fishermen's Co-operative Society Ltd	*	*	
		586	532	
Insurance programs of the Government ^[13] -	Programmes d'assurance du gouvernement ^[13] -			
Insurance against accidents at nuclear installations under the Nuclear Liability Act ^[14]	Assurance en prévision des accidents aux installations nucléaires en vertu de la Loi sur la responsabilité nucléaire ^[14]	675	664	
Insurance under the Fishing Vessel Insurance Plan ^[15]	Assurance aux termes du régime d'assurance des bateaux de pêche ^[15]	26	369	
Accounts administered for the Government by the Export Development Corporation - Insurance and related guarantees	Comptes administrés par la Société pour l'expansion des exportations au nom du gouvernement - Assurance et garanties connexes	7,000 ^[16] 7,701	81 1,114	
Other explicit guarantees ^[17] -	Autres garanties formelles ^[17] -			
Guarantees under the Prairie Grain Advance Payments Act	Garanties en vertu de la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies	1,164	1,164	^[18]
Guarantees under the Agricultural Products Cooperative Marketing Act	Garantie en vertu de la Loi sur la vente coopérative des produits agricoles	363	149	0.4
Guarantee of electricity sales by Yukon Energy Corporation to Curragh Resources Inc	Garantie de vente d'électricité par la société Yukon Energy Corporation à Curragh Resources Inc ..	2	2 ^[19]	
Guaranty to City of Toronto of payment by H&D International Group of 25% of the estimated cost of a proposed pedestrian bridge connecting Skydome Stadium to Harbourfront Corporation property	Garantie à la ville de Toronto concernant le paiement à H&D International Group de 25% du coût estimé d'un pont reliant le Stade Skydome à la propriété de la société Harbourfront Corporation	*	*	
		1,529	1,315	
Total explicit guarantees	Total des garanties formelles	21,229	8,094	
PENDING AND THREATENED LITIGATION	CAUSES EN INSTANCE ET IMMINENTES		12,279 ^[9,20]	
COMPREHENSIVE NATIVE LAND CLAIMS	REVENDICATIONS GLOBALES DE TERRAINS		1,964 ^[21]	
Total ^[22]	Total ^[22]		22,337	

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA - Continued

The authorized limits indicated in the preceding statement, represent the aggregate total of various types of authorities of Government bodies as stipulated in legislation, legal agreements or other documents that may be in force at any one time.

A contingent liability is a potential liability which may become an actual liability when one or more future events occur or fail to occur.

Represents the average percentage over the most recent 5 years of net claims to the average amount of outstanding guarantees for the same period computed as at December 31, 1990. In some situations where historical data is not readily available, departmental estimates have been used.

Includes committed guarantees for the following loans to be made: to Indians for on-reserve housing \$75,101,009 and for Indian economic development \$838,488. As at December 31, 1990, no loans had been issued for these amounts.

The Act places limits on the maximum amount of guarantee for loans made by eligible lenders over different loan periods. The maximum amount of guarantee by lender is expressed in legislation as a percentage of aggregate loans made to qualified borrowers and varies according to the dollar value range of aggregate loans made by the lender. The authorized limits for given loan periods are included in the figure reported until all qualified loans made by all eligible lenders, in the given periods, are no longer outstanding and are not adjusted for loan repayments nor payments made by the Government for guaranteed amounts in which default has occurred.

The Atlantic Enterprise Program offers loan insurance on new term loans for the establishment, expansion or modernization of commercial operations in eligible sectors in the Atlantic provinces where the Program is administered by the Atlantic Canada Opportunities Agency (\$130,385,758 as at December 31, 1990) and in the Gaspé Peninsula and Magdalen Islands of Québec where administration of the Program is the responsibility of the Department of Industry, Science and Technology (\$38,727,867 as at December 31, 1990). Industry, Science and Technology also has responsibility for all capital projects in excess of \$20 million.

Includes \$62,034 attributable to the Canadian Industrial Renewal Board.

The authorized limit for loan guarantees for on-reserve housing totals \$750,000,000 (as shown above) for loans made by the Canada Mortgage and Housing Corporation, the Farm Credit Corporation and other approved lenders.

Amount denominated wholly or partially in a foreign currency and translated at the closing rate of exchange as at date of statement.

The maximum aggregate amount that may be paid or that may have been paid from the Consolidated Revenue Fund (CRF) relative to Indian Economic Development in previous, current or subsequent years, with respect to all guarantees authorized and granted, is set at \$60 million. As at December 31, 1990, \$26,042,872 has been expended from the CRF leaving a balance of \$33,957,128 available for disbursement.

Loans under the guarantee have been repaid in full and consequently contingent liability no longer exists.

Maislin Industries Ltd was placed in receivership on July 11, 1983 and was declared bankrupt on October 19, 1983. To date, the Government has made interim payments totalling \$18,500,000 US to creditors under a guarantee in the amount of \$27,000,000 US. It is anticipated that the Government will be called upon to make a final payment of possibly \$8,500,000 US to settle remaining obligations to creditors when certain issues are settled in US Bankruptcy Court, however the amount cannot be determined at present with any certainty.

Since 1984, the Canada Mortgage and Housing Corporation (CMHC) has operated the Mortgage Rate Protection Program on behalf of the Government. In return for payment of a premium, CMHC will reimburse homeowners 75% of any increase in monthly mortgage payments, above a deductible, due to higher interest rates at the time of mortgage renewal. As recent mortgage interest rates have been relatively stable, the Program is not widely utilized and loans covered by the Program at December 31, 1990 amounted to only \$911,000 (\$911,000 at December 31, 1989). Premiums collected by CMHC are remitted directly to the Consolidated Revenue Fund (CRF) and obligations are ultimately payable from the CRF. Because of the nature of the Program, it is not possible to estimate the amounts, if any, that might be payable at some future date.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

[1] Les limites autorisées indiquées dans l'état ci-dessus désignent le montant total des divers genres d'autorisations utilisés par des organismes gouvernementaux, tels que stipulés dans la législation, des ententes légales ou d'autres documents, qui peuvent être en vigueur à un moment donné.

[2] Un élément de passif éventuel signifie un élément de passif possible qui peut se transformer en élément de passif réel advenant un ou plusieurs événements futurs.

[3] Représente le rapport au cours des cinq derniers exercices entre la moyenne des indemnités nettes et la moyenne des garanties en cours pour la même période, calculé au 31 décembre 1990. Dans les cas où les données d'origine ne sont pas facilement disponibles, les prévisions ministérielles ont été utilisées.

[4] Comprend les engagements de garantie à être effectués concernant les prêts suivants: aux Indiens pour habitations sur les réserves \$75,101,009 et pour le développement économique des Indiens \$838,488. Aucun prêt n'avait été consenti en raison de ces montants au 31 décembre 1990.

[5] La Loi limite la somme maximum de la garantie pour prêts effectués par des prêteurs admissibles sur différentes périodes de prêts. La somme maximum de la garantie accordée à chaque prêteur est énoncée, d'après la Loi, comme étant un pourcentage du total des prêts consentis aux emprunteurs autorisés et varie selon la valeur totale des prêts effectués par le prêteur. Les limites autorisées pour des périodes de prêts données sont comprises dans le chiffre divulgué jusqu'à ce que tous les prêts approuvés et consentis par les prêteurs admissibles dans la période donnée, soient réglés. Ces limites ne sont pas redressées par les remboursements de prêts ni par les paiements effectués par le gouvernement pour les montants garantis en souffrance.

[6] Le Programme Entreprise Atlantique offre des assurances de prêts sur de nouveaux prêts à terme pour établir, moderniser ou agrandir des opérations commerciales dans les secteurs éligibles des provinces de l'Atlantique où le Programme est administré par l'Agence de promotion économique au Canada atlantique (\$130,385,758 au 31 décembre 1990) et pour la péninsule de Gaspé et les Îles-de-la-Madeleine du Québec où le ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie a la responsabilité de l'administration du Programme (\$38,727,867 au 31 décembre 1990). Ce ministère a aussi la responsabilité de tous les projets d'immobilisation dépassant \$20 millions.

[7] Comprend un montant de \$62,034 imputable à l'Office canadien pour un renouvellement industriel.

[8] La limite autorisée sur les prêts garantis pour habitations sur les réserves s'élève à \$750,000,000 (voir ci-haut) pour les prêts effectués par la Société canadienne d'hypothèques et de logement, la Société du crédit agricole et par d'autres prêteurs agréés.

[9] Montant libellé entièrement ou partiellement en une devise étrangère et converti au cours du change en vigueur à la date de comptabilisation.

[10] Le montant maximum total déboursé ou pouvant être déboursé à même le Fonds du revenu consolidé (FRC) pour l'exercice en cours et les exercices précédents ou subséquents relativement aux garanties autorisées et accordées pour le développement économique des Indiens est fixé à \$60 millions. Au 31 décembre 1990, \$26,042,872 a été déboursé à même le FRC laissant un solde disponible de \$33,957,128.

[11] Les prêts sous garantis ont été remboursés en entier et conséquemment il n'y a plus de passif éventuel.

[12] Maislin Industries Ltd a été placée sous séquestre le 11 juillet 1983 et a déclaré faillite le 19 octobre 1983. À la date de comptabilisation, le gouvernement a effectué des versements provisoires totalisant \$18,500,000 É-U aux créanciers en vertu d'une garantie au montant de \$27,000,000 É-U. On anticipe que le gouvernement devra effectuer un paiement final, possiblement de \$8,500,000 É-U, pour régler les obligations restantes aux créanciers lors du règlement de certaines émissions au tribunal des faillites des États-Unis mais le montant ne peut pas être déterminé, en ce moment, avec certitude.

[13] Depuis 1984, la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) opère, pour le compte du gouvernement, le Programme de protection des taux hypothécaires. Sur paiement de primes, la SCHL rembourse, lors du renouvellement, les propriétaires 75% des augmentations causées par les hausses marquées de taux d'intérêt au-delà d'un montant déductible. Les taux hypothécaires étant relativement stables, le Programme n'est pas tellement utilisé et les prêts couverts par le Programme au 31 décembre 1990 ne s'élèvent qu'à \$911,000 (\$911,000 au 31 décembre 1989). Les primes encaissées par la SCHL sont remises au Fonds du revenu consolidé (FRC) et les créances du Programme sont payables à même le FRC. La nature même du Programme ne permet aucune estimation des créances futures.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA - Concluded

[14] There have been no claims under the Nuclear Liability Act since its inception in 1970. The Act covers 15 Canadian nuclear installations as at December 31, 1990.

[15] The Fishing Vessel Insurance Plan is administered by the Government to assist fishermen in meeting abnormal capital losses. A consolidated specified purpose account is credited with all amounts received by way of premiums, recoveries and with advances in accordance with regulations by the Government, such advances not to exceed \$150,000 at any time. The account is debited with refunds of premiums and payments in settlement of third party vessel collision damage claims against fishermen, where the collision involves a vessel insured under the Plan. As at December 31, 1990, (most recent data available) the insured value of vessels under the Plan amounted to \$368,618,000; the balance of the account was \$25,515,085 and outstanding claims against the Plan amounted to \$1,250,000.

[16] The Export Development Act specifies that the Export Development Corporation may enter into contracts of insurance, re-insurance, related guarantees and other agreements up to a maximum of \$7 billion, the authorized limit.

[17] A letter of comfort has been issued with respect to credit grain sales by the Canadian Wheat Board. The letter states that the Government will assume responsibility for the liabilities arising from defaults in payment by countries purchasing Canadian grain on credit. Receivables under this guarantee amounted to approximately \$4.9 billion at December 31, 1990.

[18] Less than 0.1%.

[19] The Government has agreed to pay Yukon Energy Corporation up to \$300,000 per year up to March 31, 1997 should electricity sales to Curragh Resources Inc. fall below specified limits.

[20] Classified as follows: (in millions of dollars)

a. alleged breach of written, verbal, statutory contracts including construction dispute	303
b. damage to property including loss of income	789
c. physical and mental injury including accidents, and false imprisonment	207
d. expropriation and land claims	9,644
e. loss of goods held in custody	1
f. government employee disputes	24
g. other	1,331
	<u>12,299</u>
Less duplicated claims	20
Total	<u>12,279</u>

Included in (d.) above is \$9.6 billion related to native statutory and treaty obligations representing plaintiffs' claims in 88 litigation cases. There are another 127 similar cases for which amounts are not stated in the claims, and for which it is not possible to determine the amounts that may be ultimately payable.

[21] The Government has six comprehensive native land claims under negotiation which is the maximum number that may be negotiated at any one time. Two of these claims are awaiting ratification and one has been agreed to in principle. Should all three claims be ratified, and the legislation for the settlement thereof be enacted, the Government of Canada would be liable to pay financial compensation of \$1.4 billion which would come due and payable over a number of years. In addition to the compensation payments, the settlement of these three claims would lead to implementation costs, estimated to be \$600 million, over the next ten years.

[22] Contingent gains. A contingent gain is a potential gain or possible recovery that may become an actuality when one or more future events occur or fail to occur. Two departments reported contingent gains as at December 31, 1990 totalling approximately \$9.5 million.

• Less than \$500,000.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Fin

[14] Il n'y a eu aucune réclamation en vertu de la Loi sur la responsabilité nucléaire depuis sa mise en vigueur en 1970. La Loi couvre 15 installations nucléaires canadiennes au 31 décembre 1990.

[15] Le Régime d'assurance des bateaux de pêche est administré par le gouvernement afin d'assurer les pêcheurs contre des pertes en cas de dommages. Un compte à fins déterminées consolidé est crédité de toutes les sommes encaissées à titre de primes et de recouvrements, ainsi que des avances consenties par le gouvernement conformément à ces règlements, de telles avances ne devant pas dépasser en tout temps \$150,000. Le compte est débité de remboursements de primes et du règlement des réclamations de dommages-intérêts envers des tiers pour collision, lorsque la collision est en cause un bateau assuré aux termes du Régime. Au 31 décembre 1990, la valeur assurée des bateaux aux termes du Régime se chiffrait à \$368,618,000; le solde du compte était de \$25,515,085 et les réclamations non réglées au titre du Régime se sont élevées à \$1,250,000.

[16] La Loi sur l'expansion des exportations précise que la Société pour l'expansion des exportations peut conclure des contrats d'assurance, de réassurance, de garanties connexes et d'autres accords jusqu'à un maximum de \$7 milliards, ce qui représente la limite autorisée.

[17] Une lettre d'accord présumé a été émise concernant les ventes de céréales à crédit par la Commission canadienne du blé. La lettre spécifie que le gouvernement assumera la responsabilité de la dette advenant le défaut de paiement par un pays achetant à crédit les céréales canadiennes. Le montant débiteur au 31 décembre 1990, en vertu de cette garantie, s'élève à environ \$4.9 milliards.

[18] Moins de 0.1%.

[19] Selon une entente entre le gouvernement et la société Yukon Energy Corporation se terminant le 31 mars 1997, un montant de \$300,000 sera versé annuellement advenant que les ventes d'électricité à Curragh Resources Inc. soient en dessous du seuil prédéterminé.

[20] Classé de la façon suivante: (en millions de dollars)

a. l'inexécution présumée de contrats par écrit, verbaux, statutaires incluant les disputes de construction	303
b. les dommages causés aux propriétés n'appartenant pas au gouvernement incluant la perte de revenu	789
c. les dommages corporels ou mentaux y compris les accidents et les faux emprisonnements	207
d. les revendications pour terrains et les expropriations	9,644
e. les pertes ou dommages causés aux marchandises en détention préventive	1
f. les revendications relatives aux employés du gouvernement	24
g. autres	1,331
	<u>12,299</u>
Moins les revendications en double	20
Total	<u>12,279</u>

Inclus en (d.) ci-haut, \$9.6 milliard relié aux engagements envers les autochtones par suite de statuts et traités. Ce montant représente les revendications des plaignants dans 88 causes en litige. Il y a 127 causes semblables pour lesquelles des montants ne sont pas énoncés dans les revendications et pour lesquelles il est impossible de déterminer les montants qui peuvent finalement être à payer.

[21] Le gouvernement négocie présentement six revendications globales de terrains concernant les autochtones. Ce nombre représente le maximum qui peut être négocié à tous moments. De ces revendications, deux attendent d'être entérinées et une entente de principe a été convenue pour une troisième. Si les trois revendications sont entérinées, et la loi pour le règlement promulguée, le gouvernement du Canada sera responsable de payer une indemnité financière s'élevant à \$1.4 milliard dont l'échéance et les paiements d'échelonnement sur un nombre d'années. En plus des paiements d'indemnité, le règlement de ces trois revendications va entraîner des coûts de mise en oeuvre qui sont évalués à \$600 millions, répartis sur les dix prochaines années.

[22] Gains éventuels. Un gain éventuel est un gain potentiel ou un recouvrement possible pouvant se matérialiser advenant un ou plusieurs événements futurs. Deux ministères ont déclaré des gains éventuels au 31 décembre 1990 totalisant approximativement \$9.5 millions.

• Moins de \$500,000.



États trimestriels des opérations financières

se terminant
le 30 juin 1991

Exercise 1991-92

L'honorable Paul Dick
Receveur général du Canada



Any inquiries should be directed to the:

Chief,
Central Accounts Analysis Section,
Central and Public Accounts Branch
Government Operational Services
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada.
K1A 0S5

Telephone: (819) 956-1880

Toute demande de renseignements devrait être
faite à la personne suivante:

Chef,
Section de l'Analyse des comptes centraux,
Direction des Comptes publics et centraux
Services opérationnels au gouvernement
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada.
K1A 0S5

Téléphone: (819) 956-1880

TABLE OF CONTENTS

	<u>PAGE</u>
Preface	1
Quarterly Statements of Financial Operations -	
Table I - Summary Statement of Transactions	3
Table II - Detailed Statement of Transactions	4
Table III - Statement of Budgetary Expenditure by Department	7
Notes to the Quarterly Statements of Financial Operations	19

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Préface	1
États trimestriels des opérations financières -	
Tableau I - État sommaire des opérations	3
Tableau II - État détaillé des opérations	4
Tableau III - État des dépenses budgétaires par ministère	7
Notes se rapportant aux états trimestriels des opérations financières	19

PREFACE TO THE
QUARTERLY STATEMENTS OF
FINANCIAL OPERATIONS
OF THE GOVERNMENT OF CANADA

The fundamental purpose of the Quarterly Statements of Financial Operations is to provide information to interested users of data on the Government's financial operations, and to facilitate an understanding and evaluation of the full nature and extent of the financial affairs and resources for which the Government is responsible.

The two basic concepts underlying the Government's accounting system are found in the Constitution Acts: first, the concept of the Consolidated Revenue Fund, which states that all duties and revenues received, other than those reserved to the provinces, "shall form One Consolidated Revenue Fund"; second, the concept that the balance of the Fund, after certain prior charges, "shall be appropriated by the Parliament of Canada".

The Quarterly Statements of Financial Operations consist of Summary and Detailed Statements of Transactions, a Statement of Budgetary Expenditure by Department and accompanying notes. The statements of transactions show how the financial requirements were met and the effect of the transactions on the Consolidated Revenue Fund. In the Summary and Detailed Statements of Transactions, the financial transactions are classified into the following categories:

- The first category, budgetary, consists of all the transactions with outside parties which enter into the calculation of the annual deficit or surplus of the Government, that is, the receipts from tax revenue and non-tax revenue, together with expenditures authorized by Parliament.
- The second category, non-budgetary, consists of transactions in loans, investments and advances, in liabilities for the administration of certain public money received or collected for special purposes, and in other liabilities other than those related to foreign exchange and unmatured debt.
- The third category, foreign exchange, reflects transactions in international reserves held in the Exchange Fund Account (the principal objective of which is to aid in the control and protection of the external value of the Canadian dollar) together with an accounting of the net position of the Government with respect to the International Monetary Fund. Foreign exchange transactions include unmatured debt payable in foreign currencies.
- The fourth category, unmatured debt, represents the extent to which financial requirements have been met through the increase in unmatured debt, that is, the net change in amounts owing for marketable bonds, Canada savings bonds, special non-marketable bonds issued to the Canada Pension Plan Investment Fund and Treasury bills. Unmatured debt transactions exclude unmatured debt payable in foreign currencies.
- The final section of the statement shows the cash balances and the balances of unmatured debt at the end of the period. Additional disclosure of the unmatured debt balance by type of instrument is also provided.

The third statement gives a more detailed accounting of budgetary expenditure transactions by department. Total net expenditure reported on the Detailed Statement of Transactions differs from the total expenditure by department. The difference represents transactions of certain specified purpose accounts, the provision for valuation which is not applied to each appropriation and budgetary transactions internal to the Government.

PRÉFACE AUX
ÉTATS TRIMESTRIELS DES
OPÉRATIONS FINANCIÈRES
DU GOUVERNEMENT DU CANADA

Le but fondamental des états trimestriels des opérations financières est de fournir des renseignements aux utilisateurs intéressés aux opérations financières du gouvernement, et de faciliter une compréhension et une évaluation de la nature et de toute l'étendue des affaires financières et des ressources pour lesquelles le gouvernement est responsable.

Les deux notions de base sur lesquelles est fondé le système comptable du gouvernement se trouvent dans les Lois constitutionnelles. Premièrement, la notion du Trésor qui découle de l'exigence que tous les droits et recettes, autres que ceux qui sont réservés aux provinces, "formeront un fonds du revenu consolidé"; deuxièmement, la notion suivant laquelle le solde du Fonds, après certaines imputations préalables, "sera approprié par le Parlement du Canada".

Les états trimestriels des opérations financières consistent des états sommaire et détaillé des opérations, d'un état des dépenses budgétaires par ministère et des notes afférentes. Les états des opérations financières indiquent la façon dont les besoins financiers ont été rencontrés et l'effet des opérations sur le Fonds du revenu consolidé. Dans les états, sommaire et détaillé des opérations, les opérations financières sont classées sous les catégories suivantes:

- La première catégorie, les opérations budgétaires, englobe toutes les opérations avec les tiers qui entrent dans le calcul du déficit ou de l'excédent annuel du gouvernement, et comprend les rentrées provenant des recettes fiscales et des recettes non fiscales, de même que les dépenses autorisées par le Parlement.
- La deuxième catégorie, les opérations non budgétaires, comprend les opérations touchant les prêts, dotations en capital et avances celles des éléments de passif reliés à l'administration de certains deniers publics encaissés ou perçus pour des fins déterminées, et celles d'autres éléments de passif, autres que ceux reliés aux opérations de change et à la dette non échue.
- La troisième catégorie, les opérations de change, reflète les opérations dans les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes (le but principal est d'aider à contrôler et à protéger la valeur extérieure de l'unité monétaire canadienne) de même qu'une comptabilité de la situation nette du gouvernement en ce qui concerne le Fonds monétaire international. Les opérations de change comprennent la dette non échue à payer en devises étrangères.
- La quatrième catégorie, les opérations de la dette non échue, représente dans quelle mesure les besoins financiers ont été satisfaits au moyen d'une augmentation de la dette non échue qui indique le changement net dans les montants dus relatifs aux obligations négociables, aux obligations d'épargne du Canada, aux obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada et aux bons du Trésor. Les opérations de la dette non échue ne comprennent pas la dette non échue à payer en devises étrangères.
- La dernière section de l'état montre le solde de caisse et le solde de la dette non échue à la fin de la période. Les effets à payer relatifs au solde de la dette non échue sont également divulgués par catégorie.

Le troisième état fournit une comptabilité plus détaillée des opérations des dépenses budgétaires par ministère. Le total des dépenses nettes présenté à l'état détaillé des opérations est différent du total des dépenses par ministère. La différence représente les opérations de certains comptes à fins déterminées, la provision pour évaluation qui n'est pas appliquée à chaque crédit et les opérations budgétaires internes du gouvernement.

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE 1 - SUMMARY STATEMENT OF TRANSACTIONS

GOUVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU 1 - ÉTAT SOMMAIRE DES OPÉRATIONS

		(in millions of dollars - en millions de dollars)			
		MONTH OF JUNE MOIS DE JUIN		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1991	1990	1991-92	1990-91
I. BUDGETARY TRANSACTIONS	I. OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES				
Revenue	Recettes	+ 8,333	+ 9,793	+ 27,356	+ 30,440
Program spending	Dépenses de programmes	- 8,770	- 7,964	- 26,342	- 23,548
Operating balance	Solde de fonctionnement	- 437	+ 1,829	+ 1,014	+ 6,892
Public debt charges	Frais de la dette publique	- 3,579	- 3,669	- 10,365	- 10,582
Deficit	Déficit	- 4,016	- 1,840	- 9,351	- 3,690
II. NON-BUDGETARY TRANSACTIONS	II. OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES				
(source + requirement -)	(provenance + besoin -)				
Loans, investments and advances	Prêts, dotations en capital et avances	- 1,395	- 139	- 1,429	- 286
Specified purpose accounts	Comptes à fins déterminées	+ 1,340	+ 1,395	+ 2,745	+ 3,086
Other transactions	Autres opérations	- 1,218	- 2,470	- 3,871	- 3,589
Net source (+) or requirement (-)	Provenance nette (+) ou besoin net (-)	- 1,273	- 1,214	- 2,555	- 789
Financial requirements (excluding foreign exchange transactions)	Besoins financiers (opérations de change non comprises)	- 5,289	- 3,054	- 11,906	- 4,479
III. FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS	III. OPÉRATIONS DE CHANGE				
(source + requirement -)	(provenance + besoin -)				
Total financial requirements	Total des besoins financiers	- 3,859	- 2,727	- 10,422	- 3,948
IV. UNMATURED DEBT TRANSACTIONS	IV. OPÉRATIONS DE LA DETTE NON ÉCHUE				
(source + requirement -)	(provenance + besoin -)				
Change in cash (increase + decrease -)	Variation de la caisse (augmentation + diminution -)	- 637	- 1,235	- 1,965	+ 474
V. CASH BALANCE AT END OF PERIOD	V. CAISSE EN FIN DE PÉRIODE			606	1,986

The accompanying tables and notes are
an integral part of this statement.

Les tableaux et les notes complémentaires
font partie intégrante de cet état.

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE II - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS

GOVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU II - ÉTAT DÉTAILLÉ DES OPÉRATIONS

		(in millions of dollars - en millions de dollars)			
		MONTH OF JUNE MOIS DE JUIN		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1991	1990	1991-92	1990-91
I. BUDGETARY TRANSACTIONS					
Revenue					
Tax revenue -					
Income tax -					
Personal	Particuliers	4,317	4,856	16,443	16,088
Corporation	Sociétés	657	778	1,799	2,394
Unemployment Insurance contributions	Cotisations d'assurance-chômage	1,125	1,058	3,269	3,085
Non-resident	Non résidents	52	127	189	325
		6,151	6,819	21,700	21,900
Excise taxes and duties -					
Goods and Services tax	Taxe sur les produits et services	949	...	3,095	..
Sales and Excise taxes	Taxes de vente et d'accise	374	1,938	569	5,785
Customs import duties	Droits de douane à l'importation	300	393	800	1,047
		1,623	2,331	4,464	6,831
Other tax revenue	Autres recettes fiscales	13	28	62	111
Total tax revenue	Total des recettes fiscales	7,787	9,178	26,226	28,842
Non-tax revenue -					
Return on investments	Produits de placements	424	449	731	1,204
Other non-tax revenue	Autres recettes non fiscales	122	166	399	394
Total non-tax revenue	Total des recettes non fiscales	546	615	1,130	1,598
TOTAL NET REVENUE	TOTAL DES RECETTES NETTES	8,333	9,793	27,356	30,440
Expenditure					
Program spending -					
Transfer payments -					
To other levels of government -					
Fiscal arrangements	Arrangements fiscaux	726	716	1,932	1,933
Insurance and medical care services	Assurance et services de soins médicaux	484	507	1,453	1,522
Canada Assistance Plan	Régime d'assistance publique du Canada	602	527	1,818	1,499
Education support	Aide à l'éducation	156	158	468	473
Other	Autres	244	202	764	577
		2,212	2,110	6,435	6,004
To persons -					
Old age security benefits, guaranteed income supplements and spouses' allowances					
Unemployment insurance benefits	Prestations de sécurité de la vieillesse, suppléments de revenu garanti et allocations au conjoint	1,495	1,396	4,442	4,146
Family allowance	Prestations d'assurance-chômage	1,364	824	4,816	3,493
Other	Allocations familiales	233	225	698	675
	Autres	266	217	665	612
Other transfer payments	Autres paiements de transfert	3,358	2,662	10,621	8,926
		646	612	2,104	1,843
		6,216	5,384	19,160	16,773
Payments to Crown corporations	Paiements aux sociétés d'État	332	361	1,099	1,145
Operating and capital expenditures -					
National Defence					
All other departments and agencies	Dépenses de fonctionnement et en capital - Défense nationale	850	926	2,381	2,081
	Tous les autres ministères et organismes	1,372	1,293	3,702	3,543
		2,222	2,219	6,083	5,626
Total program spending	Total des dépenses de programmes	8,770	7,964	26,342	23,548
Public debt	Dette publique	3,579	3,669	10,365	10,587
TOTAL NET EXPENDITURE	TOTAL DES DÉPENSES NETTES	12,349	11,633	36,707	34,135
DEFICIT	DÉFICIT	4,016	1,840	9,351	3,695

GOVERNMENT OF CANADA
 QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
 TABLE II - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
 ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
 TABLEAU II - ÉTAT DÉTAILLÉ DES OPÉRATIONS - Suite

		(in millions of dollars - en millions de dollars)								
		MONTH OF JUNE MOIS DE JUIN				YEAR TO DATE À CE JOUR				
		1991		1990		1991-92		1990-91		
I. NON-BUDGETARY TRANSACTIONS (source + requirement -)		II. OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES (provenance + besoin -)								
<u>Loans, investments and advances</u>		<u>Prêts, dotations en capital et avances</u>								
Crown corporations		Sociétés d'État	-	1,365	-	86	-	1,339	-	186
Other loans, investments and advances		Autres prêts, dotations en capital et avances	-	30	-	53	-	90	-	100
TOTAL LOANS, INVESTMENTS AND ADVANCES		TOTAL DES PRÊTS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES								
			-	1,395	-	139	-	1,429	-	286
<u>Specified purpose accounts</u>		<u>Comptes à fins déterminées</u>								
Canada Pension Plan Account		Compte du régime de pensions du Canada ...	-	264	-	283	-	67	+	25
Superannuation accounts		Comptes de pension de retraite	+	1,950	+	1,650	+	2,291	+	2,001
Other		Autres	-	346	+	28	+	521	+	1,060
TOTAL SPECIFIED PURPOSE ACCOUNTS		TOTAL DES COMPTES À FINS DÉTERMINÉES.								
			+	1,340	+	1,395	+	2,745	+	3,086
Other transactions		Autres opérations								
			-	1,218	-	2,470	-	3,871	-	3,589
TOTAL NON-BUDGETARY TRANSACTIONS ...		TOTAL DES OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES ..								
			-	1,273	-	1,214	-	2,555	-	789
I. FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS (source + requirement -)		III. OPÉRATIONS DE CHANGE (provenance + besoin -)								
Net International reserves		Réserves internationales nettes	+	1,693	+	283	+	1,800	+	1,233
Unmatured debt transactions payable in foreign currencies		Opérations de la dette non échue à payer en devises étrangères	-	263	+	44	-	316	-	702
TOTAL FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS .		TOTAL DES OPÉRATIONS DE CHANGE								
			+	1,430	+	327	+	1,484	+	531
UNMATURED DEBT TRANSACTIONS (source + requirement -)		IV. OPÉRATIONS DE LA DETTE NON ÉCHUE (provenance + besoin -)								
Marketable bonds		Obligations négociables	+	2,091	+	1,150	+	3,625	+	2,565
Canada savings bonds		Obligations d'épargne du Canada	-	246	-	1,322	-	1,027	-	5,031
Special non-marketable bonds issued to the Canada Pension Plan Investment Fund		Obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada	+	8	+	380	+	10	+	386
Treasury bills		Bons du Trésor	+	1,050	+	1,100	+	5,150	+	5,600
Notes and loans		Effets et prêts .....	...	...	...	...	...	7	-	163
Canada bills		Bons du Canada	-	80	+	44	-	124	-	446
			+	2,823	+	1,352	+	7,627	+	2,911
Less:		Moins:								
Government's holdings of unmatured debt		Dette non échue détenue par le gouvernement	+	136	+	184	+	514	+	809
Unmatured debt transactions payable in foreign currencies		Opérations de la dette non échue à payer en devises étrangères	+	263	-	44	+	316	+	702
			+	399	+	140	+	830	+	1,511
TOTAL UNMATURED DEBT TRANSACTIONS PAYABLE IN CANADIAN DOLLARS		TOTAL DES OPÉRATIONS DE LA DETTE NON ÉCHUE À PAYER EN DOLLARS CANADIENS .								
			+	3,222	+	1,492	+	8,457	+	4,422

GOVERNMENT OF CANADA
 QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
 TABLE II - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS - Concluded

GOUVERNEMENT DU CANADA
 ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
 TABLEAU II - ÉTAT DÉTAILLÉ DES OPÉRATIONS - Fin

		(in millions of dollars - en millions de dollars)	
		1991 AT JUNE 30 AU 30 JUIN	1990 AT JUNE 30 AU 30 JUIN
<u>V. CASH BALANCE AT END OF PERIOD</u>	<u>V. CAISSE EN FIN DE PÉRIODE</u>		
In Canadian dollars	En dollars canadiens	359	1,675
In foreign currencies	En devises étrangères	247	311
TOTAL CASH BALANCE	TOTAL DE LA CAISSE	606	1,986
<u>VI. UNMATURED DEBT BALANCE</u>	<u>VI. SOLDE DE LA DETTE NON ÉCHUE</u>		
Payable in Canadian dollars -	À payer en dollars canadiens -		
Marketable bonds	Obligations négociables	147,409	130,417
Canada savings bonds	Obligations d'épargne du Canada	33,418	35,898
Special non-marketable bonds issued to the Canada Pension Plan Investment Fund	Obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada	3,502	3,459
Treasury bills	Bons du Trésor	144,300	124,150
		328,629	293,924
Less:	Moins:		
Government's holdings of unmatured debt	Dettes non échues détenues par le gouvernement	743	561
		327,886	293,363
Payable in foreign currencies -	À payer en devises étrangères -		
Marketable bonds	Obligations négociables	3,320	3,959
Notes and loans	Effets et prêts	7	14
Canada bills	Bons du Canada	884	1,001
		4,211	4,974
Less:	Moins:		
Government's holdings of unmatured debt	Dettes non échues détenues par le gouvernement .....	...	...
		4,211	4,974
TOTAL UNMATURED DEBT	TOTAL DE LA DETTE NON ÉCHUE	332,097	298,337

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT

GOVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
PAR MINISTÈRE

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

QUARTER ENDING JUNE
TRIMESTRE SE TERMINANT EN JUIN

1991 1990

Agriculture -	Agriculture -		
Department -	Ministère -		
Management and Administration	Gestion et administration	13,747	15,395
Agri-Food -	Agro-alimentaire -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	127,387	147,000
Capital expenditures	Dépenses en capital	1,810	2,884
Grants and contributions	Subventions et contributions	60,002	41,858
Payments to producers	Palements aux producteurs en vertu de		
under the Agricultural	la Loi sur la stabilisation des prix		
Stabilization Act	agricoles	27,830	19,153
Contributions to the provinces	Contributions aux provinces en vertu		
under the Crop Insurance Act	de la Loi sur l'assurance-récolte	39,308	...
Loan guarantees under the	Prêts garantis en vertu de la Loi sur		
Farm Improvement and	les prêts destinés aux améliorations		
Marketing Cooperatives	agricoles et à la commercialisation		
Loans Act	selon la formule coopérative	1,673	1,354
Loan guarantees made under the	Prêts garantis en vertu de la Loi sur		
Advance Payments for	le paiement anticipé des		
Crops Act	récoltes	59	109
Grants to agencies established	Subventions aux offices établis		
under the Farm Products	conformément à la Loi sur les		
Marketing Agencies	offices de commercialisation		
Act	des produits de ferme .....	...	...
Racetrack Supervision	Fonds renouvelable de la surveillance		
Revolving Fund	des hippodromes	- 1,595	- 1,752
Grains and Oilseeds -	Céréales et oléagineux -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	2,563	2,870
Canadian Grain Commission -	Commission canadienne des grains -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	11,339	11,044
Grants and contributions	Subventions et contributions	7,829	35,197
Payments in connection with the	Palements relatifs à la Loi sur les		
Prairie Grain Advance Payments	palements anticipés pour le grain		
Act	des Prairies	8,671	...
Payments in connection with the	Palements relatifs à la Loi de		
Western Grain Stabilization	stabilisation concernant		
Act	le grain de l'Ouest .....	...	...
Contribution to the Net Income	Contribution au programme de		
Stabilization Program	stabilisation du revenu net .....	...	...
		300,623	275,112
Canadian Dairy Commission	Commission canadienne du lait	807	829
Canadian Livestock Feed Board -	Office canadien des provendes -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	387	519
Contributions	Contributions	2,500	2,768
		2,887	3,287
		304,317	279,228
Atlantic Canada Opportunities	Agence de promotion économique du		
Agency -	Canada atlantique -		
Department -	Ministère -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	6,793	6,614
Grants and contributions	Subventions et contributions	7,750	8,419
Liabilities in Atlantic	Obligations contractées dans la		
Canada under the Small	région de l'Atlantique en vertu		
Businesses Loans	de la Loi sur les prêts aux petites		
Act	entreprises	273	284
Liabilities for loan or credit	Obligations contractées pour		
insurance pursuant to	assurances-prêts ou crédit,		
the Government Organization	conformément à la Loi organique de		
Act, Atlantic Canada, 1987	1987 sur le Canada atlantique	239	461
		15,055	15,778
Enterprise Cape Breton Corporation	Société d'expansion du Cap-Breton	1,500	2,000
		16,555	17,778

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
PAR MINISTÈRE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)
QUARTER ENDING JUNE
TRIMESTRE SE TERMINANT EN JUIN

	1991	1990
Communications -		
Department -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	34,171 34,053
Capital expenditures	Dépenses en capital	456 1,469
Grants and contributions	Subventions et contributions	12,358 11,772
Payments to the Canada Post Corporation	Versements à la Société canadienne des postes	13,753 13,773
Government Telecommunications Agency Revolving Fund	Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales	8,156 11,766
		68,894 72,833
Canada Council	Conseil des Arts du Canada	63,230 59,051
Canadian Broadcasting Corporation -	Société Radio-Canada -	
Payments for operating expenditures	Paielements pour les dépenses de fonctionnement	294,334 365,690
Payments for working capital	Paielements pour le fonds de roulement	1,334 1,334
Payments for capital expenditures	Paielements pour les dépenses en capital	38,332 36,976
		334,000 404,000
Canadian Film Development Corporation	Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	26,060 18,257
Canadian Museum of Civilization	Musée canadien des civilisations	6,912 ...
Canadian Museum of Nature	Musée canadien de la nature	3,555 ...
Canadian Radio-television and Telecommunications Commission	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	6,805 7,430
National Archives of Canada	Archives nationales du Canada	12,032 12,991
National Arts Centre Corporation	Société du Centre national des Arts	9,600 5,745
National Film Board -	Office national du film -	
National Film Board Revolving Fund - Operating loss	Fonds renouvelable de l'Office national du film - Déficit de fonctionnement	12,003 16,612
National Film Board Revolving Fund	Fonds renouvelable de l'Office national du film	1,545 - 5,290
		13,548 11,322
National Gallery of Canada -	Musée des beaux-arts du Canada -	
Payments for operating and capital expenditures	Paielements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et en capital	3,907 ...
Payment for purchase of objects for the collection	Paielement au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection	169 ...
		4,076 ...
National Library	Bibliothèque nationale	6,620 7,346
National Museum of Science and Technology	Musée national des sciences et de la technologie	2,372 - 9
National Museums of Canada -	Musées nationaux du Canada -	
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement .....	... 16,310
Capital expenditures	Dépenses en capital .....	... 471
		... 16,781
		557,704 615,747
Consumer and Corporate Affairs -	Consommateurs et Sociétés -	
Department -	Ministère -	
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	31,060 33,663
Capital expenditures	Dépenses en capital	457 576
Payments to the provinces for the purpose of research and development relating to medicine	Paielements aux provinces pour la recherche sur les médicaments et leur développement	31,517 34,239
Competition Tribunal	Tribunal de la concurrence	204 225
Copyright Board	Commission du droit d'auteur	169 170
Goods and Services Tax Consumer Information Office	Bureau d'information des consommateurs sur la taxe sur les produits et services	1,210 ...
Hazardous Materials Information Review Commission	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	179 214
Patented Medicine Prices Review Board	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	459 489
Procurement Review Board	Commission de révision des marchés publics	103 155
Standards Council of Canada	Conseil canadien des normes	637 995
		34,478 36,487

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
PAR MINISTÈRE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

QUARTER ENDING JUNE
TRIMESTRE SE TERMINANT EN JUIN

1991 1990

Employment and Immigration -	Emploi et Immigration -		
Department/Commission -	Ministère/Commission -		
Corporate Management and Services	Gestion générale et services	- 20,800	- 30,818
Employment and Insurance -	Emploi et assurance -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	4,079	23,057
Grants and contributions	Subventions et contributions	262,772	248,101
Government's contribution to the	Contribution de l'État au compte		
Unemployment Insurance Account	d'assurance-chômage .....	...	819,589
Government's contribution in respect	Contribution de l'État au titre des		
of Fishermen's Benefits	prestations versées aux pêcheurs .....	...	76,151
Immigration -	Immigration -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	41,333	44,162
Capital expenditures	Dépenses en capital	41	...
Contributions	Contributions	10,114	20,057
Write-off from the accounts of	Radiation des comptes du Canada		
Canada of certain debts	de certaines dettes .....	...	1,213
		297,539	1,201,512
Advisory Council on the Status	Conseil consultatif sur la situation de		
of Women	la femme	616	699
Immigration and Refugee	Commission de l'immigration et du		
Board of Canada	statut de réfugié du Canada	14,873	12,016
Status of Women - Office of	Condition féminine - Bureau de		
the Co-ordinator	la coordonnatrice	787	769
		313,815	1,214,996
Energy, Mines and Resources -	Énergie, Mines et Ressources -		
Department -	Ministère -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	72,565	79,250
Capital expenditures	Dépenses en capital	2,076	1,793
Grants and contributions	Subventions et contributions	98,487	5,478
Payments to Interprovincial	Paiements à la Compagnie Pipeline		
Pipe Line Company	Interprovincial .....	...	...
Canada/Nova Scotia Development	Fonds de développement Canada/Nouvelle-		
Fund	Écosse .....	...	...
Canada/Newfoundland Development	Fonds de développement		
Fund	Canada/Terre-Neuve .....	...	...
Canada/Newfoundland Offshore	Office Canada/Terre-Neuve des		
Petroleum Board	hydrocarbures extra-côtières .....	...	...
Canada/Nova Scotia Drilling	Fonds de forage Canada/Nouvelle-		
Fund	Écosse .....	...	...
Canada/Nova Scotia Offshore	Office Canada/ Nouvelle-Écosse		
Petroleum Board	des hydrocarbures extra-côtières .....	...	...
Petroleum Compensation	Indemnisation pétrolière .....	...	...
Offshore Oil and Gas Resource	Fonds des recettes provenant des		
Revenue Fund	ressources pétrolières et gazières		
(Nova Scotia)	(Nouvelle-Écosse) .....	...	...
		173,128	86,521
Atomic Energy Control	Commission de contrôle de l'énergie		
Board	atomique	6,752	5,881
Atomic Energy of Canada Limited	Énergie atomique du Canada, Limitée	51,852	48,925
National Energy Board	Office national de l'énergie	6,237	5,508
Petro-Canada International Assistance	La Corporation Petro-Canada pour		
Corporation	l'assistance internationale	5,000	2,500
		242,969	149,335

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
PAR MINISTÈRE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)
QUARTER ENDING JUNE
TRIMESTRE SE TERMINANT EN JUIN

		1991	1990
Environment -	Environnement -		
Administration	Administration	17,612	15,872
Environmental Services -	Services de l'environnement -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	93,645	92,476
Capital expenditures	Dépenses en capital	2,131	3,501
Grants and contributions	Subventions et contributions	5,366	5,564
Parks -	Parcs -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	58,090	56,039
Capital expenditures	Dépenses en capital	7,925	7,707
National Battlefields	Commission des champs de bataille		
Commission	nationaux	455	424
		185,224	181,583
External Affairs -	Affaires extérieures -		
Department -	Ministère -		
Canadian Interests Abroad -	Intérêts du Canada à l'étranger -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	133,036	130,811
Capital expenditures	Dépenses en capital	3,853	5,595
Grants and contributions	Subventions et contributions	20,430	22,333
Passport Revolving Fund	Fonds renouvelable des passeports	822	385
World Exhibitions -	Expositions internationales -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	122	93
Capital expenditures	Dépenses en capital .....	...	...
		156,619	158,447
Canadian Commercial Corporation	Corporation commerciale canadienne	2,063	2,168
Canadian Institute for International	Institut canadien pour la paix et la		
Peace and Security	sécurité internationales	1,000	1,000
Canadian International Development	Agence canadienne de développement		
Agency -	international -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	24,336	22,186
Grants and contributions	Subventions et contributions	327,774	207,107
Payments to International Financial	Paiements aux fonds d'institutions		
Institution Fund Accounts	financières internationales	15,201	16,693
Payments under the International	Paiements en vertu de la Loi		
Centre for Human Rights	du Centre international des droits		
and Democratic Development	de la personne et du développement		
Act	démocratique	4,000	3,000
		371,311	248,986
Canadian Secretariat	Secrétariat canadien	166	171
Export Development Corporation	Société pour l'expansion des exportations	34,377	60,422
International Centre for Ocean	Centre international d'exploitation des		
Development	océans	1,850	1,800
International Development Research	Centre de recherches pour le		
Centre	développement international	30,750	28,575
International Joint Commission	Commission mixte internationale	1,265	946
		599,401	502,515
Finance -	Finances -		
Department -	Ministère -		
Financial and Economic Policies -	Politiques financières et économiques -		
Program expenditures	Dépenses du Programme	15,829	17,774
Payments to International	Paiements à l'Association		
Development Association	internationale de développement	63,780	20,770
Payments to the International	Paiements au Fonds monétaire		
Monetary Fund	international .....	...	4,606
Purchase of Domestic Coinage	Achat de la monnaie canadienne	7,510	6,538
Public Debt	Service de la dette publique	10,377,487	10,614,975
Fiscal Transfer Payments	Paiements de transfert fiscal	1,927,847	1,855,030
Special Program -	Programme spécial -		
Foreign Claims Fund	La Caisse des réclamations étrangères .....	...	...
		12,392,453	12,519,693
Auditor General	Vérificateur général	11,432	11,407
Canadian International Trade	Tribunal canadien du commerce		
Tribunal	extérieur	1,688	1,717
Office of the Superintendent of	Bureau du surintendant des		
Financial Institutions	institutions financières	773	14,327
Privatization and	Privatisation et affaires		
Regulatory Affairs	réglementaires	934	1,367
		12,407,280	12,519,857

GOVERNMENT OF CANADA
 QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
 TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
 BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
 ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
 TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
 PAR MINISTÈRE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

QUARTER ENDING JUNE
 TRIMESTRE SE TERMINANT EN JUIN

1991 1990

Fisheries and Oceans -	Pêches et Océans -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	107,109	110,443
Capital expenditures	Dépenses en capital	3,698	3,171
Grants and contributions	Subventions et contributions	8,796	1,393
Liabilities under the	Obligations contractées en vertu de		
Fisheries Improvement	la Loi sur les prêts aux		
Loans Act	entreprises de pêche	3	16
		<u>119,606</u>	<u>115,023</u>
Forestry -	Forêts -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	22,419	22,644
Capital expenditures	Dépenses en capital	1,277	1,105
Grants and contributions	Subventions et contributions	5,189	7,427
		<u>28,885</u>	<u>31,176</u>
Governor General	Gouverneur général	<u>2,292</u>	<u>2,184</u>
Indian Affairs and Northern	Affaires indiennes et Nord		
 Development -	 canadien -		
Administration	Administration	8,935	8,969
Indian and Inuit Affairs -	Affaires indiennes et inuit -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	42,996	46,433
Capital expenditures	Dépenses en capital	330	677
Grants and contributions	Subventions et contributions	801,901	672,335
Liabilities in respect of loan	Obligations relatives aux garanties de		
guarantees made to Indians for	prêts accordés aux Indiens pour le		
Housing and Economic	logement et le développement		
Development	économique	43	35
Grant under the Western	Subvention en vertu de la Loi sur le		
Arctic (Inuvialuit)	règlement des revendications des		
Claims Settlement	Inuvialuit de la région ouest		
Act	de l'Arctique .....	...	...
Northern Affairs -	Affaires du Nord -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	9,910	10,027
Grants and contributions	Subventions et contributions	1,348	1,817
Capital expenditures	Dépenses en capital .....	...	50
Transfer Payments to the Territorial	Paiements de transfert aux gouvernements		
Governments -	territoriaux -		
Payments to Yukon Territory	Paiements au Yukon	100,062	83,000
Payments to Northwest Territories	Paiements aux Territoires du Nord-Ouest ...	284,046	257,000
		<u>1,249,571</u>	<u>1,080,343</u>

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
PAR MINISTÈRE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

QUARTER ENDING JUNE
TRIMESTRE SE TERMINANT EN JUIN

1991 1990

Industry, Science and Technology - Department -	Industrie, Sciences et Technologie - Ministère -		
Industry, Science and Technology -	Développement de l'industrie des sciences et de la technologie -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	35,667	40,502
Grants and contributions	Subventions et contributions	14,034	27,930
Liabilities under the Small Businesses Loans Act	Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises	11,337	3,955
Insurance payments under the Enterprise Development Program and guarantees under the Industrial and Regional Development Program	Paiements d'assurance en vertu du Programme d'expansion des entreprises et garanties en vertu du Programme de développement industriel et régional	16,885 77,923	... 72,387
Regional Development and Aboriginal Economic -	Développement régional et développement économique des autochtones -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	6,066	5,862
Grants and contributions	Subventions et contributions	5,214 11,280	14,448 20,310
Canadian Patents and Development Limited	Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée	200	799
Canadian Space Agency -	Agence spatiale canadienne -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	2,311	10,169
Capital expenditures	Dépenses en capital	22,953	...
Grants and contributions	Subventions et contributions	4,249 29,513	3,237 13,406
Cape Breton Development Corporation	Société de développement du Cap-Breton .....	...	6,000
Federal Business Development Bank	Banque fédérale de développement	3,800	3,700
Investment Canada	Investissement Canada	1,959 5,759	2,060 11,760
National Research Council of Canada -	Conseil national de recherches du Canada -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	51,955	60,214
Capital expenditures	Dépenses en capital	1,058	6,148
Grants and contributions	Subventions et contributions	13,937 66,950	12,183 78,545
Natural Sciences and Engineering Research Council -	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	2,714	2,561
Grants	Subventions	111,287 114,001	96,395 98,956
Science Council of Canada	Conseil des sciences du Canada	652	709
Statistics Canada -	Statistique Canada -		
Program expenditures	Dépenses du Programme	94,632	65,871
Capital expenditures	Dépenses en capital .....	...	1,230
Canada Post Corporation	Société canadienne des postes	94,632 28,828	67,101 37,125
		429,738	401,098

GOVERNMENT OF CANADA
 QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
 TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
 BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
 ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
 TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
 PAR MINISTÈRE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

QUARTER ENDING JUNE
 TRIMESTRE SE TERMINANT EN JUIN

1991 1990

Justice -	Justice -		
Department -	Ministère -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	33,958	31,364
Grants and contributions	Subventions et contributions	33,927	38,966
		67,885	70,330
Canadian Human Rights	Commission canadienne des droits de la		
Commission	personne	3,373	2,863
Commissioner for Federal Judicial	Commissaire à la magistrature		
Affairs -	fédérale -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	1,087	1,118
Judges' salaries, allowances and	Traitements, indemnités et pensions		
annuities	des juges	41,887	38,118
		42,974	39,236
Federal Court of Canada	Cour fédérale du Canada	3,241	3,875
Law Reform Commission of Canada	Commission de réforme du droit du Canada	957	1,072
Offices of the Information and	Commissariats à l'information		
Privacy Commissioners of	et à la protection de la vie		
Canada	privée du Canada	1,184	1,249
Supreme Court of Canada	Cour suprême du Canada	2,211	2,483
Tax Court of Canada	Cour canadienne de l'impôt	1,667	1,494
		123,492	122,602
Labour -	Travail -		
Department -	Ministère -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	13,629	14,404
Grants and contributions	Subventions et contributions	4,617	1,913
Payments of compensation respecting	Paiements d'indemnités à des agents		
government employees and merchant	de l'État et à des marins		
seamen	marchands	6,061	7,525
Labour Adjustment Benefits	Prestations d'adaptation pour les		
payments	travailleurs	20,632	21,670
		44,939	45,512
Canada Labour Relations Board	Conseil canadien des relations du travail	1,854	1,897
Canadian Centre for Occupational	Centre canadien d'hygiène et de		
Health and Safety	sécurité au travail	1,498	1,748
		48,291	49,157
National Defence -	Défense nationale -		
Department -	Ministère -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	1,542,525	1,567,879
Capital expenditures	Dépenses en capital	653,756	358,005
Grants and contributions	Subventions et contributions	2,750	7,416
Military pensions	Pensions militaires	208,822	157,439
		2,407,853	2,090,739
Emergency Preparedness Canada -	Protection civile Canada -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	2,054	204
Grants and contributions	Subventions et contributions	5,864	...
		7,918	204
		2,415,771	2,090,943

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
PAR MINISTÈRE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

QUARTER ENDING JUNE
TRIMESTRE SE TERMINANT EN JUIN

		1991	1990
National Health and Welfare -	Santé nationale et Bien-être social -		
Department -	Ministère -		
Departmental Administration	Administration centrale	16,095	19,073
Health -	Santé -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	157,770	144,584
Capital expenditures	Dépenses en capital	773	2,738
Grants and contributions	Subventions et contributions	70,004	67,038
Payments for insured health services	Versements à l'égard des services de		
and extended health care	santé assurés et des services		
services	complémentaires de santé	1,453,415	1,522,269
Social -	Social -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	17,860	23,708
Grants and contributions	Subventions et contributions	39,196	13,674
Canada Assistance Plan	Versements en vertu du Régime		
Payments	d'assistance publique du Canada	1,817,843	1,498,671
Family Allowance payments	Versements d'allocations familiales	697,901	675,460
Old Age Security, Guaranteed	Versements de sécurité de la		
Income Supplement and Spouse's	vieillesse, du supplément de revenu		
Allowance payments	garanti et d'allocations au conjoint	4,442,378	4,146,454
		8,713,235	8,113,669
Medical Research Council -	Conseil de recherches médicales -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	1,252	963
Grants	Subventions	54,385	49,261
		55,637	50,224
		8,768,872	8,163,893
National Revenue -	Revenu national -		
Customs and Excise -	Douanes et Accise -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	168,510	140,358
Capital expenditures	Dépenses en capital	2,934	6,197
		171,444	146,555
Taxation -	Impôt -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	259,921	256,102
Capital expenditures	Dépenses en capital	4,202	1,082
		264,123	257,184
		435,567	403,739
Parliament -	Parlement -		
The Senate	Sénat	9,102	7,727
House of Commons	Chambre des communes	46,514	42,225
Library of Parliament	Bibliothèque du Parlement	3,329	3,187
		58,945	53,139

GOVERNMENT OF CANADA
 QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
 TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
 BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
 ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
 TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
 PAR MINISTÈRE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

QUARTER ENDING JUNE
 TRIMESTRE SE TERMINANT EN JUIN

1991 1990

Privy Council -	Conseil privé -		
Department	Ministère	18,198	14,087
Canadian Intergovernmental Conference	Secrétariat des Conférences		
Secretariat	intergouvernementales canadiennes	368	424
Canadian Transportation Accident	Bureau canadien d'enquête sur les		
Investigation and	accidents de transports et de la		
Safety Board	sécurité des transports	4,945	4,089
Chief Electoral Officer	Directeur général des élections	1,891	1,911
Commissioner of Official Languages	Commissaire aux langues officielles	2,872	2,785
Economic Council of Canada	Conseil économique du Canada	2,137	1,956
Northern Pipeline Agency	Administration du pipe-line du Nord	20	66
Public Service Staff Relations	Commission des relations de travail dans		
Board	la fonction publique	2,123	2,008
Security Intelligence Review	Comité de surveillance des activités de		
Committee	renseignement de sécurité	326	246
		32,880	27,572
Public Works -	Travaux publics -		
Department -	Ministère -		
Services -	Services -		
Public Works Revolving	Fonds renouvelable des Travaux		
Fund - Operating loss	publics - Déficit de fonctionnement	9,012	77
Public Works Revolving Fund	Fonds renouvelable des Travaux publics	111,622	151,601
Real Property -	Biens immobiliers -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	146,986	100,991
Capital expenditures	Dépenses en capital	8,193	8,852
Grants to municipalities and other	Subventions aux municipalités et		
taxing authorities	autres autorités taxatrices	149,219	106,986
Crown corporations -	Sociétés d'État -		
Payments to Old Port of Montreal	Paiements à la Société du Vieux-Port		
Corporation Inc.	de Montréal Inc.	6,500	...
Payments to Canada Museums	Paiements à la Société de construction		
Construction Corporation Inc.	des musées du Canada, Inc. ....	...	1,500
Payment to Harbourfront Corporation	Paiement à la Harbourfront Corporation	2,200	...
		433,732	370,007
Canada Mortgage and Housing	Société canadienne d'hypothèques et de		
Corporation	logement	405,900	331,829
National Capital Commission -	Commission de la Capitale nationale -		
Payment for operating	Paiement pour les dépenses		
expenditures	de fonctionnement	21,120	10,400
Payment for capital expenditures	Paiement pour les dépenses en capital	7,170	3,200
Payment for grants and	Paiement pour les subventions		
contributions	et contributions	5,010	5,400
		33,300	19,000
		872,932	720,836

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
PAR MINISTÈRE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

QUARTER ENDING JUNE
TRIMESTRE SE TERMINANT EN JUIN

		1991	1990
Secretary of State -	Secrétariat d'État -		
Department -	Ministère -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	46,606	40,630
Grants and contributions	Subventions et contributions	32,026	38,892
Post-Secondary Education payments	Paiements pour l'enseignement		
to provinces	postsecondaire faits aux provinces	468,290	473,235
Payments under the Canada	Paiements en vertu de la Loi canadienne		
Student Loans Act	sur les prêts aux étudiants	77,733	84,303
		624,655	637,060
Canadian Centre for Management	Centre canadien de		
Development	gestion	1,725	1,455
Ministry of State (Multiculturalism	Ministère d'État (Multiculturalisme		
and Citizenship) -	et Citoyenneté) -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	4,849	24,927
Grants and contributions	Subventions et contributions	7,180	7,079
Public Service Commission -	Commission de la fonction publique -		
Program expenditures	Dépenses du Programme	27,414	31,022
Staff Development and Training	Fonds renouvelable du perfectionnement		
Revolving Fund	et de la formation du personnel	1,679	142
		42,847	64,341
Social Sciences and Humanities	Conseil de recherches en		
Research Council -	sciences humaines -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	1,702	1,469
Grants	Subventions	25,600	35,003
		27,302	36,472
		694,804	737,873
Solicitor General -	Solliciteur général -		
Department	Ministère	4,884	5,391
Canadian Security Intelligence	Service canadien du renseignement		
Service	de sécurité	38,016	35,187
Correctional Service -	Service correctionnel -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	162,541	185,165
Capital expenditures	Dépenses en capital	1,014	950
		163,555	186,115
National Parole	Commission nationale des libérations		
Board	conditionnelles	917	5,705
Royal Canadian Mounted Police -	Gendarmerie royale du Canada -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	176,977	152,489
Capital expenditures	Dépenses en capital	8,966	12,481
Pensions and other employee	Pensions et autres prestations des		
benefits - Members of the Force	employés - Membres de la GRC	64,432	35,529
		250,375	200,499
Royal Canadian Mounted Police	Comité externe d'examen de la		
External Review Committee	Gendarmerie royale du Canada	229	235
Royal Canadian Mounted Police Public	Commission des plaintes du public contre		
Complaints Commission	la Gendarmerie royale du Canada	616	470
		458,592	433,602
Supply and Services -	Approvisionnement et Services -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	90,800	80,733
Capital expenditures	Dépenses en capital	24	188
Supply Revolving	Fonds renouvelable des		
Fund	approvisionnements	51,876	42,284
Defence Production Revolving	Fonds renouvelable de la production		
Fund	de défense .....	...	...
Reciprocal Taxation	Réciprocité fiscale	4,249	77,898
		146,901	201,103

GOVERNMENT OF CANADA
 QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
 TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
 BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
 ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
 TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
 PAR MINISTÈRE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

QUARTER ENDING JUNE
 TRIMESTRE SE TERMINANT EN JUIN

1991 1990

Transport - Department -	Transports - Ministère -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	99,670	168,594
Capital expenditures	Dépenses en capital	46,618	49,373
Grants and contributions	Subventions et contributions	13,164	7,533
Payment to the Canarctic Shipping Company Limited	Païement à la Compagnie de navigation Canarctic Limitée	6,116	5,004
Payment to the Jacques Cartier and Champlain Bridges Inc.	Païement à la Société Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée	1,733	...
Payment to the Canada Ports Corporation	Païement à la Société canadienne des ports	822	83
Payments to Marine Atlantic Inc.	Païements à Marine Atlantique S.C.C.	35,705	40,383
Payments to VIA Rail Canada Inc.	Païements à VIA Rail Canada Inc.	12,000	32,500
Payment to the St. Lawrence Seaway Authority	Païement à l'administration de la voie maritime du Saint-Laurent	2,424	3,344
Payment to CN Railway for benefits provided to employees	Païement à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada pour les avantages accordés à ses employés	1	...
Termination of tolls - Victoria Bridge	Abolition des péages sur le pont Victoria .....	...	6
Payment to the Atlantic Pilotage Authority	Païement à l'Administration de pilottage de l'Atlantique .....	...	...
Payment to the Laurentian Pilotage Authority	Païement à l'Administration de pilottage des Laurentides .....	...	...
Self-Supporting Airports and Associated Ground Services Revolving Fund	Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes	-	79,558
		218,253	227,262
Civil Aviation Tribunal	Tribunal de l'aviation civile	112	119
Grain Transportation Agency Administrator	Administrateur de l'Office du transport du grain	700	623
National Transportation Agency - Program expenditures	Office national des transports - Dépenses du Programme	6,956	8,024
Payments under the Western Grain Transportation Act	Païements en vertu de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest	297,641	335,855
Payments under the Railway Act	Païements en vertu de la Loi sur les chemins de fer	1,028	4,491
Payments under the National Transportation Act, 1987	Païements en vertu de la Loi nationale de 1987 sur les transports	1,540	3,955
Payments under the Atlantic Region Freight Assistance Act	Païements en vertu de la Loi sur les subventions au transport des marchan- dises dans la région Atlantique	27,475	20,190
Payments under the Maritimes Freight Rates Act	Païements en vertu de la Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes	384	...
Contributions	Contributions .....	...	...
		335,024	372,515
		554,089	600,519
Treasury Board - Secretariat -	Conseil du Trésor - Secrétariat -		
Central Administration of the Public Service	Administration centrale de la fonction publique	13,965	14,440
Government Contingencies and Centrally Financed Programs	Éventualités du gouvernement et programmes financés par l'administration centrale .....	...	...
Employer Contributions to Insurance Plans	Contributions de l'employeur aux régimes d'assurance	103,613	83,414
Temporary Assignment	Affectation temporaire	130	594
		117,448	98,448
Comptroller General	Contrôleur général	3,157	3,093
		120,605	101,541

GOVERNMENT OF CANADA
 QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
 TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
 BY DEPARTMENT - Concluded

GOVERNEMENT DU CANADA
 ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
 TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
 PAR MINISTÈRE - Fin

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

QUARTER ENDING JUNE
 TRIMESTRE SE TERMINANT EN JUIN

1991 1990

Veterans Affairs -	Anciens combattants -		
Veterans Affairs -	Anciens combattants -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	101,539	93,333
Grants and contributions	Subventions et contributions	328,262	327,955
Canadian Pension Commission	Commission canadienne des pensions	1,072	1,112
Bureau of Pensions	Bureau de services juridiques		
Advocates	des pensions	1,797	2,037
Veterans Appeal Board	Tribunal d'appel des anciens combattants	681	669
		<u>433,351</u>	<u>425,106</u>
Western Economic	Diversification de l'économie de l'Ouest		
Diversification -	canadien -		
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	5,383	5,894
Grants and contributions	Subventions et contributions	5,529	6,234
Liabilities under the Small	Obligations contractées en vertu de la		
Businesses Loans	Loi sur les prêts aux petites		
Act	entreprises	1,703	2,101
		<u>12,615</u>	<u>14,229</u>
Expenditure by department on behalf of	Dépenses des ministères pour le compte		
other departments	d'autres ministères	- 6,289	3,320
Provision for valuation	Provision pour évaluation .....	...	...
Consolidation of specified purpose	Consolidation de comptes à fins		
accounts (net of internal	déterminées (déduction faite des		
transactions) -	opérations internes) -		
Unemployment Insurance Account	Compte d'assurance-chômage	5,014,895	2,818,448
Western Grain Stabilization	Compte de stabilisation concernant		
Account	le grain de l'Ouest	516	- 12
Agricultural Commodities	Comptes de stabilisation des		
Stabilization Accounts	produits agricoles	- 14,473	33,341
Crop Reinsurance Fund	Caisse de réassurance-récolte	51,646	...
Other	Autres	- 2,129	- 1,430
		<u>5,050,455</u>	<u>2,850,347</u>
Other internal transactions	Autres opérations internes	- 6,767	- 16,437
TOTAL EXPENDITURE	TOTAL DES DÉPENSES	<u>36,706,941</u>	<u>34,130,434</u>

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DU GOUVERNEMENT DU CANADA

Significant Accounting Policies

i. Government of Canada reporting entity

For purposes of maintaining the accounts of Canada and preparing the Quarterly Statements of Financial Operations, the Government of Canada is defined as all the departments named in Schedule I of the Financial Administration Act; any division or branch of the Public Service, including a commission appointed under the Inquiries Act, designated by the Governor in Council as a department for purposes of the Financial Administration Act; the staffs of the Senate, the House of Commons, and the Library of Parliament; and, any corporation named in Schedule II of the Financial Administration Act.

In accordance with the above definition, corporations listed in Parts I and II of Schedule III of the Financial Administration Act, and those Crown corporations that are not subject to Divisions I to IV of Part X of the Financial Administration Act, are excluded in these quarterly statements from the Government of Canada as a reporting entity; therefore, their financial statements are not consolidated with those of the Government. However, at year-end, all Government organizations are accounted in the financial statements by consolidation except for Government enterprises which are accounted for on a cost basis. The borrowings of those corporations which are agents of the Crown are recorded as a liability of the Government net of borrowings expected to be repaid directly by these corporations.

In addition, certain accounts and funds have financial statements which are not consolidated with those of the Government. These accounts and funds include the Canada Pension Plan Account, superannuation accounts and other specified purpose accounts.

ii. Classification of financial transactions

The financial transactions of the Government, as recorded in the accounts of Canada and reported in the quarterly Statements of Financial Operations, are classified into budgetary, non-budgetary, foreign exchange and unmatured debt transactions.

In general terms, budgetary transactions enter into the calculation of the monthly and annual deficit or surplus and are reported, after elimination of transactions internal to the Government, on the Summary and Detailed Statements of Transactions. All other transactions lead to the acquisition or disposal of financial claims (assets) or to the creation or discharge of financial obligations (liabilities).

For purposes of reporting, the classification in force at the end of the quarter is used and amounts for the previous year are reclassified to conform to the current year's accounting policies and presentation.

iii. Budgetary transactions

REVENUE

Revenue consists of all tax and non-tax amounts which affect the monthly and annual deficit or surplus of the Government.

Revenue is reported after deducting refunds paid and excludes amounts receivable, taxes collected on behalf of provinces and territories, and amounts credited to the Canada Pension Plan Account, superannuation accounts, other specified purpose accounts, and other liability accounts. However, amounts receivable for non-tax revenue are fully recorded at year-end.

The Government generally reports tax revenue in the period in which it is received. Refunds of tax revenue are allocated to the year in which the processing cycle for the assessment of the related tax return has been started.

On the Summary and Detailed Statements of Transactions the revenue reported excludes revenue from outside parties credited to appropriations.

1. Conventions comptables importantes

i. Entité comptable du gouvernement du Canada

Afin de tenir les comptes du Canada et de préparer les états trimestriels des opérations financières, le gouvernement du Canada se définit comme l'ensemble des ministères mentionnés à l'annexe I de la Loi sur la gestion des finances publiques; toute division ou direction de la Fonction publique, y compris toute commission nommée conformément à la Loi sur les enquêtes et désignée par le gouverneur en conseil comme ministère aux fins de la Loi sur la gestion des finances publiques; les employés du Sénat, de la Chambre des communes et de la Bibliothèque du Parlement; ainsi que toute société mentionnée à l'annexe II de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Conformément à la définition susmentionnée, les sociétés énumérées aux parties I et II de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques, et les sociétés d'État qui ne sont pas sujettes aux sections I à IV de la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques, ne font pas partie de ces états trimestriels pour fins de l'entité comptable du gouvernement du Canada; ainsi, leurs états financiers ne sont pas consolidés avec ceux du gouvernement. Cependant, à la fin de l'exercice tous les organismes gouvernementaux sont comptabilisés aux états financiers par voie de consolidation sauf pour les entreprises du gouvernement qui sont comptabilisées sur une base de coût. Les emprunts des sociétés mandataires d'État sont inscrits comme élément de passif du gouvernement après avoir déduit les emprunts à être probablement remboursés directement par ces sociétés.

En outre, certains comptes et fonds possèdent leurs propres états financiers qui ne sont pas consolidés avec ceux du gouvernement. Ces comptes et fonds comprennent le Compte du régime de pensions du Canada, les comptes de pension de retraite et les autres comptes à fins déterminées.

ii. Catégories d'opérations financières

Les opérations financières du gouvernement, enregistrées dans les comptes du Canada et présentées dans les états trimestriels des opérations financières, sont réparties en opérations budgétaires, non budgétaires, de change et de la dette non échue.

En somme, les opérations budgétaires entrent dans le calcul du déficit ou de l'excédent mensuel et annuel et sont inscrites aux états sommaire et détaillé des opérations après l'élimination des opérations internes du gouvernement. Toutes les autres opérations mènent soit à l'acquisition ou au règlement de créances (actif), soit à la création ou au règlement de dettes (passif).

Aux fins de compte rendu, la classification en vigueur à la fin du trimestre est utilisée. Les montants de l'exercice précédent sont reclassifiés pour être conformes aux conventions comptables et à la présentation de l'exercice en cours.

iii. Opérations budgétaires

RECETTES

Les recettes comprennent toutes les recettes fiscales et non fiscales qui agissent sur le déficit ou l'excédent mensuel et annuel du gouvernement.

Les recettes sont comptabilisées après déduction des remboursements versés, et ne comprennent ni les sommes à recevoir, ni les impôts prélevés au nom des provinces et territoires, ni les montants crédités au Compte du régime de pensions du Canada, aux comptes de pension de retraite, aux autres comptes à fins déterminées, et aux autres comptes de passif. Cependant, les montants débiteurs pour les recettes non-fiscales sont enregistrés en entier à la fin de l'exercice.

Le gouvernement rapporte généralement les recettes fiscales au cours de la période dans laquelle elles sont reçues. Les remboursements de recettes fiscales sont imputés à l'exercice au cours duquel le cycle de traitement pour l'évaluation des remboursements a débuté.

Les recettes aux états sommaire et détaillé des opérations ne comprennent pas les recettes à valoir sur les crédits provenant de tiers.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA - Continued

EXPENDITURE

Expenditure consists of all charges to budgetary appropriations which affect the annual deficit or surplus of the Government. Such charges include those for work performed, goods received, services rendered, and transfer payments made, during the year, and include accounts payable at year end. Expenditure may also include charges related to the allowance for valuation of loans, investments, and advances, the allowances for general contingencies, the allowance for borrowings of agent enterprise Crown corporations, and other accounts payable and allowances.

On the Statement of Budgetary Expenditure by Department, departmental expenditures are reported net of revenue credited to appropriations but include expenditures internal to the Government.

iv. Assets

Assets are defined as the financial claims acquired by the Government on outside organizations and individuals as a result of events and transactions recorded as at the closing date.

As a result of the Government's accounting policies described above, certain financial claims are not reported on the Summary and Detailed Statements of Transactions. The most important of these are accounts receivable for tax and non-tax revenue. However, accounts receivable for non-tax revenue are recorded at year-end.

v. Liabilities

Liabilities are defined as the financial obligations of the Government to outside organizations and individuals as a result of events and transactions which took place prior to the closing date. Refunds payable and some other liabilities and allowances are partially recorded during the year with full recording taking place at year-end only.

vi. Fixed assets

The fixed assets of the Government, which include land, engineering structures and works (such as canals, harbours and roads), buildings, and machinery and equipment, are charged to budgetary expenditure at the time of acquisition or construction.

vii. Valuation of assets and liabilities

ASSETS

Assets are recorded at cost and are subject to annual valuation to reflect reductions from the recorded value to the estimated realizable value. In the case of loans to sovereign states, the Government views these loans as collectible unless formally repudiated by the debtor. The allowance for valuation includes reductions from the recorded value of loans (and subscriptions to international organizations that make similar loans) with significant concessionary terms.

The Government's gold reserves are included in the International reserves held in the Exchange Fund Account and are recorded and valued at 35 Special Drawing Rights per fine ounce. The Special Drawing Right is an international currency created by the International Monetary Fund, and allocated to countries participating in its Special Drawing Rights Department. It represents a unit of account defined in terms of a "basket" of five major currencies.

LIABILITIES

Liabilities are recorded at the amounts ultimately payable. Liabilities for termination benefits, the superannuation plans, and the Government Annuities Account are reported on an actuarial basis. For the basic superannuation accounts, actuarial deficiencies are amortized, surpluses are not.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

DÉPENSES

Les dépenses comprennent toutes les imputations aux crédits budgétaires qui influencent le déficit ou l'excédent annuel du gouvernement. Ces imputations comprennent les travaux accomplis, les biens reçus, les services exécutés et les paiements de transferts effectués au cours de l'exercice, y compris les crédettes à la fin de l'exercice. Les dépenses peuvent également comprendre les imputations reliées à la provision pour évaluation de prêts, dotations en capital et avances, les provisions pour éventualités générales, la provision pour emprunts de sociétés "entreprises" mandataires de l'État, et les autres crédettes et provision.

Sur l'état des dépenses budgétaires par ministère, les dépenses ministérielles sont comptabilisées après déduction des recettes à valoir sur les crédits mais comprennent les dépenses internes du gouvernement.

iv. Actif

L'actif se définit comme étant les créances du gouvernement acquises sur des tiers par suite de faits et d'opérations comptabilisés à la date de fermeture des comptes.

Suivant les conventions comptables du gouvernement mentionnées plus haut, certaines créances ne sont pas comprises aux états sommaire et détaillé des opérations. Les plus importantes sont les comptes débiteurs au titre des recettes fiscales et non fiscales. Cependant, les comptes débiteurs pour les recettes non fiscales sont enregistrés à la fin de l'exercice.

v. Passif

Le passif se définit comme étant les dettes du gouvernement envers des tiers suite à des faits et opérations comptabilisés avant la date de fermeture des comptes. Les remboursements à payer ainsi que d'autres crédettes et provisions sont partiellement inscrits au cours de l'exercice, l'inscription complète étant faite à la fin de l'exercice seulement.

vi. Immobilisations

Les immobilisations du gouvernement qui comprennent les terrains, ouvrages (tels que les canaux, les ports et les routes), bâtiments et matériel, sont imputées aux dépenses budgétaires lors de leur acquisition ou construction.

vii. Évaluation de l'actif et du passif

ACTIF

L'actif est enregistré au coût et fait l'objet d'une évaluation annuelle afin de refléter les diminutions de la valeur enregistrée à la valeur estimative de réalisation. Dans le cas de prêts aux états souverains, aucune diminution de la valeur n'est enregistrée à moins qu'un état souverain refuse, de façon officielle, d'honorer ses dettes. De plus, la provision pour évaluation inclut les réductions de la valeur au livre des prêts (et des souscriptions aux organismes internationaux qui effectuent des prêts similaires) ayant des clauses concessionnaires importantes.

Les réserves d'or du gouvernement sont comprises dans les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes et sont inscrites et évaluées à 35 Droits de tirage spéciaux pour chaque once d'or fin. Le Droit de tirage spécial est une unité monétaire internationale créée par le Fonds monétaire international, et attribuée aux pays participant à son Département des Droits de tirage spéciaux. Il représente une unité de compte définie en fonction d'un ensemble de cinq grandes devises.

PASSIF

Le passif est inscrit au montant à payer en fin de compte. Les éléments de passif concernant les indemnités de cessation d'emploi, les régimes de pension de retraite ainsi que le Compte des rentes sur l'État, sont évalués sur une base actuarielle. Les insuffisances actuarielles pour les comptes de pension de retraite de base sont amorties, les surplus ne le sont pas.

viii. Allowances for general contingencies

The Government establishes allowances in respect of potential debt or debt service relief measures for financially troubled countries under multilateral agreements.

ix. Translation of foreign currency transactions

Foreign currency transactions are translated and recorded in Canadian dollar equivalents at the exchange rates prevailing at the transaction dates.

On a monthly basis, only Receiver General current cash accounts are revalued at the month-end rate of exchange. All other assets and liabilities are revalued at year-end only. Net gains are credited to revenue while net losses are charged to expenditure.

Authorities for Transactions

Revenue can be raised and moneys can be borrowed only with the authority of Parliament. All receipts of money by departments and agencies must be deposited into the Consolidated Revenue Fund (CRF). All disbursements from the CRF for spending on operations, for loans, investments and advances, and for the redemption of matured debt must be authorized by Parliament.

i. Authority for raising revenues

The right of Canada to raise taxes and revenues is contained in the Constitution Acts, and is given specific form in various Acts passed by Parliament. The Financial Administration Act provides general statutory direction regarding the collection, handling and accounting for receipts and contains authority for charging for services or use of facilities. The right of the Government to raise income taxes, excise taxes and duties, tariffs, fines and other revenues and the methods to be used are granted by Parliament in specific legislation related to the type of levy or to ministerial duties and authorities. All bills for the raising of money must originate in the House of Commons and are submitted to the House by the Government. This is normally done through the Minister of Finance's Budget, in which proposed tax and tariff changes required to attain the forecast fiscal policy goals are presented.

ii. Authority for spending on operations

Parliament provides authority to make payments out of the Consolidated Revenue Fund in annual appropriation acts and other statutes (the latter referred to as statutory appropriations). Most Government spending is under statutory authorities, that is authorities which do not generally impose an annual limit on the amount that may be spent. Spending is authorized by reference to statutory formulae or criteria and the authorities usually continue from year to year until changed or rescinded by an act of Parliament. Spending authority provided by statutory appropriations is for specified purposes and for such amounts and such time as the acts prescribe. Spending authority provided by statutory appropriations generally does not lapse at the end of the year in which it was granted. Spending authority granted in appropriation acts is for stated purposes and maximum amounts. Unless provided for in vote wording, unused spending authority granted in appropriation acts lapses at the end of the year for which it was granted. Some authorities continue from year to year and some authorize the spending, within a program, of defined categories of revenue generated by the program.

viii. Provisions pour éventualités générales

Le gouvernement établit des provisions en regard à la dette possible ou aux mesures de secours concernant le service de la dette des pays en difficulté financière en vertu d'ententes multilatérales.

ix. Conversion des opérations de change

Les opérations de change sont converties et comptabilisées en dollars canadiens correspondant aux taux de change en vigueur aux dates des opérations.

Sur une base mensuelle, seuls les comptes de caisse courants du Receveur général sont réévalués à la fin du mois aux taux de change en vigueur à cette date. Les autres éléments d'actif et de passif sont réévalués à la fin de l'exercice seulement. Les gains nets sont crédités aux recettes tandis que les pertes nettes sont imputées aux dépenses.

2. Autorisations pour les opérations

Les recettes peuvent être prélevées et les deniers peuvent être empruntés seulement avec l'autorisation du Parlement. Tous les deniers perçus par les ministères et organismes doivent être déposés au Fonds du revenu consolidé (FRC). Tous les déboursés du FRC pour des dépenses concernant les opérations, pour des prêts, dotations en capital et avances, et pour le rachat de la dette échue doivent être autorisés par le Parlement.

i. Autorisations pour prélever les recettes

Le droit du Canada de prélever les taxes et les impôts est contenu dans les Lois constitutionnelles, et prend une forme distincte dans les différentes lois adoptées par le Parlement. La Loi sur la gestion des finances publiques fournit une ligne de conduite réglementaire concernant la perception, la manutention et la comptabilisation des recettes. Elle contient l'autorisation de fixer les prix pour les services offerts ou pour l'utilisation des installations et équipements. Le droit du gouvernement de prélever les impôts, les taxes et droits d'accise, les tarifs, les amendes et les autres recettes ainsi que les méthodes à être utilisées, est accordé par le Parlement à travers des textes législatifs précis reliés à la catégorie de prélèvement ou aux obligations et autorisations ministérielles. Tous les projets de loi visant au prélèvement de fonds doivent provenir de la Chambre des communes et être présentés en Chambre par le gouvernement. Ceci fait normalement partie du Budget du Ministre des Finances, dans lequel sont présentées les modifications de taxes et tarifs proposées pour atteindre les objectifs selon les prévisions de la politique fiscale.

ii. Autorisations pour les dépenses concernant les opérations

Le Parlement accorde l'autorisation d'effectuer des paiements à même le Fonds du revenu consolidé dans les lois de crédits annuelles et dans d'autres textes de lois (ces derniers intitulés crédits statutaires). La plupart des dépenses gouvernementales sont effectuées en vertu d'autorisations statutaires, c'est-à-dire des autorisations qui généralement n'imposent pas de limite annuelle sur les montants qui peuvent être dépensés. Les dépenses sont effectuées en vertu de critères ou formules statutaires et les autorisations continuent en général d'un exercice à l'autre jusqu'à ce qu'une loi du Parlement les modifie ou les révoque. L'autorisation de dépenser comprise dans les crédits statutaires est consentie à des fins déterminées ainsi que pour des montants et des délais indiqués dans les lois. En général, l'autorisation de dépenser prévue dans les crédits statutaires ne s'annule pas à la fin de l'exercice pour lequel elle a été accordée. L'autorisation de dépenser est accordée, dans les lois de crédits, à des fins déterminées et pour des montants maximaux. À moins que le libellé des crédits ne l'indique autrement, le solde inutilisé de l'autorisation de dépenser accordée dans des lois de crédits s'annule à la fin de l'exercice pour lequel elle a été accordée. Certaines autorisations continuent d'un exercice à l'autre et certaines permettent de dépenser, à l'intérieur d'un programme, des catégories de recettes spécifiques lesquelles sont générées par ledit programme.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA - Continued

iii. Authority for loans, investments and advances

These authorities limit the amount of loans, investments or advances that may be made. Unused authority may lapse at the end of a year or may continue from year to year. Non-lapsing authorities often limit only the total of loans that may be outstanding at any one time; thus, principal repaid may be reloaned.

iv. Borrowing authority

The Government can borrow only as authorized by acts of Parliament. Borrowing authority acts provide authority for the net amount of new security issues less redemptions during a fiscal year. The authorities lapse at the end of the year except for amounts specifically carried forward to the next fiscal year. Parliament has also provided a continuing authority to the Government under Section 47 of the Financial Administration Act to borrow, for periods not exceeding six months, such amounts as are deemed necessary to meet lawfully authorized disbursements.

3. Crown corporations

In accordance with the accounting policies of the Government, the assets, liabilities, revenues and expenses reported in the separate financial statements of Crown corporations are not included in the Government's quarterly Statement of Financial Operations. Only the financial transactions between the Government and Crown corporations are included. At year-end, transactions of appropriation dependent Crown Corporations are consolidated with the transactions of the Government while Government enterprises are accounted for by the cost method.

The following table presents the major balance sheet and income statement items for Crown corporations named in Section 85 and/or Schedule III of the Financial Administration Act (FAA).

This summary of financial transactions and results of operations of Crown corporations is based on their accounting policies. Most Crown corporations follow the generally accepted accounting principles used by private sector companies, as outlined in the Handbook of the Canadian Institute of Chartered Accountants.

Financial assets include cash, receivables and loans and investments. Physical assets and deferred charges represent the unexpensed portion of non-financial assets such as buildings, machinery and equipment in use or under construction, inventories and other items of expenditure which will be expensed as these assets are used. Financial assets and liabilities in respect of the Government represent the unpaid balances arising from financing transactions and normal operating activities. Borrowings from outside parties represent amounts repayable to institutional and other investors. Other liabilities are amounts due in respect of purchases, employee termination and pension benefits, accrued interest on borrowings, long-term capital leases and sundry accounts payable. Equity of Canada represents the Government's equity in each Crown corporation as reported by the corporations.

Crown corporations are categorized as being either agents or non-agents of the Crown. Agency status is normally expressly stated in the incorporating legislation or conferred under the provisions of the Government Companies Operation Act. In accordance with Section 54 of the FAA, the payment of all money borrowed by agent Crown corporations and interest thereon, is a charge on and payable out of the Consolidated Revenue Fund. Such borrowings therefore constitute obligations of the Government and are recorded as such in the summary financial statements of Canada net of borrowings expected to be repaid directly by these corporations.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

iii. Autorisations pour les prêts, dotations en capital et avances

Ces autorisations limitent les montants des prêts, dotations en capital ou avances qui peuvent être effectués. Les autorisations non employées peuvent s'annuler à la fin de l'exercice ou peuvent continuer d'un exercice à l'autre. Les autorisations qui ne s'annulent pas, souvent limitées, seulement le total des prêts qui peuvent être en circulation en tout temps; donc, les montants remboursés peuvent être prêtés de nouveau.

iv. Pouvoirs d'emprunts

Le gouvernement peut emprunter seulement lorsque des lois du Parlement l'autorisent. Les lois sur les pouvoirs d'emprunt fournissent l'autorisation pour le montant net de nouvelles émissions de titres moins les rachats au cours de l'exercice. Les autorisations s'annulent à la fin de l'exercice, sauf pour les montants spécifiquement reportés à l'exercice suivant. En vertu de l'article 47 de la Loi sur la gestion des finances publiques, le Parlement a également fourni au gouvernement une autorisation continue d'emprunter, pour des périodes n'excédant pas six mois, des montants qui sont jugés nécessaires pour rencontrer les déboursés autorisés par les lois.

3. Sociétés d'État

Conformément aux conventions comptables du gouvernement, l'actif, le passif, les revenus et les dépenses inscrits dans les états financiers distincts des sociétés d'État ne sont pas compris dans les états trimestriels des opérations financières du gouvernement. Seules les opérations financières entre le gouvernement et les sociétés d'État y sont comprises. À la fin de l'exercice, les opérations des sociétés d'État qui sont dépendantes de crédit sont consolidées aux opérations du gouvernement tandis que les entreprises du gouvernement sont comptabilisées au coût.

Le tableau suivant résume les principaux éléments des bilans et états d'exploitation des sociétés énumérées à l'article 85 et/ou à l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques (LGFP).

Ce résumé des opérations financières et des résultats d'opérations des sociétés d'État est fondé sur les conventions comptables de celles-ci. La majorité des sociétés d'État suivent les principes comptables généralement reconnus que l'on retrouve dans les entreprises du secteur privé et publiés dans le Manuel de l'institut canadien des comptables agréés.

L'actif financier comprend la caisse et les sommes à recevoir, les prêts et les dotations en capital. L'actif immobilisé et les frats reportés représentent la fraction non dépensée des éléments d'actif non financiers tels qu'immeubles, machinerie et équipement en usage ou en construction, inventaire et autres éléments qui seront portés à la dépense lorsqu'ils seront consommés. L'actif financier et le passif auprès du gouvernement représentent les montants impayés provenant d'opérations de financement et d'opérations normales. Les emprunts auprès de tiers représentent les montants à rembourser à des institutions et autres investisseurs. Les autres passifs représentent des créances relativement aux achats, aux indemnités de cessation d'emploi et aux prestations de pensions, aux intérêts courus sur emprunts, contrats de location-acquisition à long terme et autres créanciers. L'avoir du Canada représente l'avoir du gouvernement dans chaque société d'État tel que rapporté par les sociétés.

Les sociétés d'État sont classées soit mandataires ou non mandataires d'État. Le statut de mandataire d'État peut être explicitement énoncé dans les lois constitutionnelles ou conféré selon les dispositions de la Loi sur le fonctionnement des compagnies d'État. Conformément à l'article 54 de la LGFP, le paiement de toute somme d'argent empruntée par les sociétés mandataires d'État, de même que de l'intérêt y afférent, doivent être imputés sur le Fonds du revenu consolidé et versés à même ce Fonds. Par conséquent, de tels emprunts représentent des dettes du gouvernement et sont inscrits comme telles dans les états financiers sommaires du Canada après avoir déduit les emprunts à être probablement remboursés directement par ces sociétés.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA - Continued

Revenues include financial assistance received or receivable from the Government in respect of current period of operation.

Equity adjustments include amounts for retroactive changes in the application of accounting principles as well as direct changes or credits to and from equity accounts. Equity transactions with the Government include dividends declared, transfers of profits to the Government and non-current financial assistance provided by the Government.

SUMMARY COMBINED STATEMENTS OF CROWN CORPORATIONS
(Preliminary figures)

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

Les revenus comprennent l'aide financière reçue ou à recevoir du gouvernement relativement aux opérations de la période en cours.

Les ajustements dans l'avoir comprennent les montants rétroactifs des changements apportés dans l'application des principes comptables ainsi que les imputations directes ou les crédits à l'avoir. Les transactions dans l'avoir avec le gouvernement comprennent les dividendes déclarés, les virements de bénéfices au gouvernement et l'aide financière non courante accordée par le gouvernement.

RÉSUMÉ DES ÉTATS COMBINÉS DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT
(chiffres préliminaires)

		(in millions of dollars) (en millions de dollars)
ASSETS, LIABILITIES AND EQUITY at March 31, 1991	ACTIF, PASSIF ET AVOIR au 31 mars 1991	
ASSETS	ACTIF	
Financial:	Financier:	
Outside parties	Tiers	34,636
Government and other Crown corporations	Gouvernement et autres sociétés d'État	26,076
Total financial assets	Total de l'actif financier	60,712
Physical assets and deferred charges	Actif immobilisé et frais reportés	20,473
TOTAL ASSETS	TOTAL DE L'ACTIF	<u>81,185</u>
LIABILITIES	PASSIF	
Outside parties -	Tiers -	
Borrowings - agent	Emprunts - mandataire	18,613
- non-agent	- non mandataire	1,865
Bank of Canada notes in circulation and amounts owing to depositors	Effets en circulation de la Banque du Canada et montants dus aux déposants	22,974
Other liabilities	Autres passifs	8,538
Government and other Crown corporations	Gouvernement et autres sociétés d'État	16,695
TOTAL LIABILITIES	TOTAL DU PASSIF	<u>68,685</u>
EQUITY OF CANADA	AVOIR DU CANADA	<u>12,500</u>
TOTAL LIABILITIES AND EQUITY	TOTAL DU PASSIF ET DE L'AVOIR	<u>81,185</u>
Contingent liabilities	Passif éventuel	<u>560</u>
REVENUES, EXPENSES AND CHANGES IN THE EQUITY For The Year Ending March 31, 1991	REVENUS, DÉPENSES ET CHANGEMENTS DANS L'AVOIR pour l'exercice se terminant le 31 mars 1991	
REVENUES -	REVENUS -	
Outside parties	Tiers	23,029
Government and other Crown corporations -	Gouvernement et autres sociétés d'État -	
Financial assistance	Aide financière	4,487
Other	Autres	4,091
TOTAL REVENUES	TOTAL DES REVENUS	<u>31,607</u>
EXPENSES -	DÉPENSES -	
Outside parties	Tiers	25,996
Government and other Crown corporations	Gouvernement et autres sociétés d'État	2,709
TOTAL EXPENSES	TOTAL DÉPENSES	<u>28,705</u>
Net income/loss (-) for the period	Bénéfice net/perte (-) nette pour la période	2,902
Equity adjustments	Ajustements dans l'avoir	-331
Government's share of income/loss (-)	Quote-part du gouvernement dans le (la) bénéfice/perte (-) ...	2,571
Equity transactions with the Government	Transactions dans l'avoir avec le gouvernement	-2,154
Equity of Canada, April 1st, 1990	Avoir du Canada au 1er avril 1990	12,083
Equity of Canada, at March 31, 1991	Avoir du Canada, au 31 mars 1991	<u>12,500</u>

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

4. Insurance Programs of Agent Crown corporations

At present, three Crown corporations operate insurance programs as agents of Her Majesty. An insurance program is a program where the insured, an outside party, pays an insurance fee which is credited to an insurance fund or provision operated by the corporation. The amount of the fee is based on the estimated amount of insurance fund or provision needed to meet future claims. Insurance programs operated by private corporations such as employee group insurance, dental plans, etc., are not included in this definition.

The insurance programs are intended to operate on a self-sustaining basis but in recent years, two of the Crown corporations have required loans or other funding from the Government to meet obligations.

Information presented below has not been audited since the information presented therein is derived from interim financial statements. The most recent annual financial statements of these corporations may be found in Volume III of the Public Accounts.

In the Summary below, a minus "-" sign preceding the amount reported indicates a fund deficit, an expense recovery or adjustment, or a decrease or loss during the year.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

4. Programmes d'assurance des sociétés mandataires d'État

Présentement, trois sociétés d'État administrent des programmes d'assurance en tant que mandataires de Sa Majesté. Un programme d'assurance est un programme par lequel un assuré (un tiers) verse des frais d'assurance qui sont alors crédités à un fonds d'assurance ou une provision administrée par la société. Le montant à verser comme frais est basé sur le montant prévu nécessaire pour satisfaire à toutes les demandes futures d'indemnisation au titre du fonds d'assurance ou de la provision. Les programmes d'assurance administrés par les corporations privées tels que l'assurance collective des employés, les régimes dentaires, etc., sont exclus de cette définition.

Les programmes d'assurance sont conçus de façon à opérer sur une base autosuffisante, mais depuis quelques années, le gouvernement a fourni des prêts ou d'autres financements à deux sociétés pour satisfaire à leurs demandes d'indemnisation.

Les renseignements qui apparaissent ci-dessous ne sont pas vérifiés puisque l'information est produite à partir d'états financiers intérimaires. On peut retrouver les états financiers annuels, les plus récents, de ces sociétés dans le volume III des Comptes publics.

Un signe moins "-" dans le sommaire ci-dessous indique un déficit dans le fonds, un recouvrement ou un redressement des dépenses, ou une diminution ou perte au cours de l'exercice.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
DU GOUVERNEMENT DU CANADA - SuiteSUMMARY OF INSURANCE PROGRAMS OF
MOUNTED CROWN CORPORATIONS
For the Year Ended March 31, 1991
(Preliminary figures)SOMMAIRE DES PROGRAMMES D'ASSURANCE DES
SOCIÉTÉS MANDATAIRES D'ÉTAT
pour l'exercice se terminant le 31 mars 1991
(chiffres préliminaires)

		(in millions of dollars - en millions de dollars)					
		Canada Deposit Insurance Corporation ⁽¹⁾⁽⁵⁾	Canada Mortgage and Housing Corporation ⁽²⁾				Export Development Corporation ⁽³⁾⁽⁶⁾
			Mortgage Insurance Fund	Mortgage-Backed Securities Guarantee Fund	Home Improvement Loan Fund	Rental Guarantee Fund	
		Société d'assurance-dépôts du Canada ⁽¹⁾⁽⁵⁾	Société canadienne d'hypothèques et de logement ⁽²⁾				Société pour l'expansion des exportations ⁽³⁾⁽⁶⁾
			Fonds d'assurance hypothécaire	Fonds de titres hypothécaires garantis	Fonds de prêts pour l'amélioration des maisons	Fonds de garantie de loyer	
Insurance in force as at reporting date	Assurance en vigueur à la date de déclaration						
- current year	- exercice en cours	270,461	53,680	5,459	*	**	4,496
- previous year	- exercice précédent	245,012	49,830	4,472	*	**	4,044
Opening balance of Fund	Solde d'ouverture du Fonds						
- current year	- exercice en cours	-888	83	1	1	16	47
- previous year	- exercice précédent	-1,062	-82	*	1	12	45
Revenue for the year:	Recettes pour l'exercice:						
Premiums and fees	Primes et honoraires						
- current year	- exercice en cours	271	190	2			13
- previous year	- exercice précédent	245	161	1			17
Investment income	Revenu de placement						
- current year	- exercice en cours	3	98	1		1	
- previous year	- exercice précédent	4	71	1			
Other revenue	Autres recettes						
- current year	- exercice en cours	12	1	1		1	
- previous year	- exercice précédent	25				1	
Total revenue	Recettes totales						
- current year	- exercice en cours	286	289	4	*	2	13
- previous year	- exercice précédent	274	232	2	*	1	17
Expense for the period:	Dépenses pour la période:						
Loss on claims	Pertes sur indemnités						
- current year	- exercice en cours	-79	108				14
- previous year	- exercice précédent	-78	-6				8
Interest on loans	Intérêts sur prêts						
- current year	- exercice en cours	144					
- previous year	- exercice précédent	165					
Administrative	Administration						
- current year	- exercice en cours	12	77	1		1	
- previous year	- exercice précédent	13	73	1		-3	
Funds returned to Government	Fonds retournés au gouvernement						
- current year	- exercice en cours						
- previous year	- exercice précédent						
Total expense	Dépenses totales						
- current year	- exercice en cours	77	185	1	*	1	14
- previous year	- exercice précédent	100	67	1	*	-3	8
Net income/loss (-) for the year	Revenus nets/pertes (-) nettes pour l'exercice						
- current year	- exercice en cours	209	104	3	*	1	-1
- previous year	- exercice précédent	174	165	1	*	4	9
Closing balance of Fund	Solde de fermeture du Fonds						
- current year	- exercice en cours	-679	187	4	1	17	46
- previous year	- exercice précédent	-888	83	1	1	16	54
Net claims during the year ⁽⁴⁾	Montants nets des indemnités pour l'exercice ⁽⁴⁾						
- current year	- exercice en cours	-60	33	**	*	**	7
- previous year	- exercice précédent	-195	-30	**	*	**	-2
Five year average of net claims paid	Moyenne des montants nets des indemnités payées pour les cinq derniers exercices						
- current year	- exercice en cours	117	-14	**	*	**	16
- previous year	- exercice précédent	258	13	**	*	**	1

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

[1] The Canada Deposit Insurance Corporation (CDIC) provides insurance on deposits placed with member banks and trust and loan companies for up to \$60,000 per depositor, per institution. In recent years, premiums paid by member institutions have not been sufficient to meet obligations incurred by CDIC under the insurance plan. This deficiency has been funded, in part, by loans from the Government of \$1,225 million at March 31, 1991 (\$1,375 million at March 31, 1990). The Government is continuing to explore alternatives to allow CDIC, over the long run, to eliminate its deficiency without budgetary support from the Government. Since there is no reason to believe that this will not be the case, no provision has been made in the accounts of Canada for the losses experienced by CDIC.

[2] Canada Mortgage and Housing Corporation (CMHC) administers four funds of which the Mortgage Insurance Fund (MIF) and the Mortgage-Backed Securities Guarantees Fund are active. The MIF provides insurance, for a fee, to private sector lending institutions to cover mortgage lending on Canadian housing. Besides establishing a framework of confidence for mortgage lending by private institutions, the Fund facilitates an adequate supply of mortgage funds by reducing the risk to lenders and by encouraging the secondary market trading of mortgages, to make housing more accessible for Canadians. An actuarial study of the MIF as of September 30, 1990 disclosed that the Fund is more than sufficient to pay all future claims with respect to business in force. The surplus as at September 30, 1990 was estimated to be \$143.5 million. The Mortgage-Backed Securities (MBS) Program was implemented in 1987. For a fee paid by approved financial institutions, CMHC and ultimately the Government, guarantee timely payment of principal and interest to MBS investors who participate in a pool of MIF insured first residential mortgages which have been repackaged by the financial institution into investments of \$5,000 denominations. Since 1984, the Corporation has also operated the Mortgage Rate Protection Program (MRPP). As premiums collected by CMHC for the Program are remitted directly to the Consolidated Revenue Fund (CRF) and obligations of the MRPP are ultimately payable from the CRF, the Mortgage Rate Protection Program does not meet the definition of a Crown corporation insurance plan as defined above. Therefore, operating particulars of this Program are not included in this summary but some information will be found in the notes to the Government of Canada Statement of Contingent Liabilities.

[3] The Export Development Corporation (EDC) provides export and foreign investment insurance to Canadian business to facilitate and develop export trade. The insurance fund has been adequate to provide for the full cost of claims experienced to date and to establish an allowance for future claims based on previous claims experience.

[4] Refers to the difference between claims and amounts received from sales of related assets and other recoveries.

* Less than \$500,000.

** Not applicable.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

[1] La Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC) fournit une assurance jusqu'à concurrence de \$60,000 par déposant et par institution, sur les dépôts faits auprès des banques et compagnies de prêts et de fiducies membres. Depuis quelques années, les primes versées par les institutions membres n'étaient pas suffisantes pour satisfaire à toutes les demandes d'indemnisation faites auprès de la SADC aux termes du régime d'assurance. Ce déficit a été comblé en partie par des prêts du gouvernement de \$1,225 millions au 31 mars 1991 (\$1,375 millions au 31 mars 1990). Le gouvernement continue d'examiner des alternatives afin de permettre à la SADC d'éliminer, avec le temps, son déficit sans aide budgétaire du gouvernement. Puisqu'il n'y a pas lieu d'en croire autrement, aucune provision n'a été établie dans les comptes du Canada pour les pertes subies par la SADC.

[2] La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) administre quatre fonds dont le Fonds d'assurance hypothécaire (FAH) et le Fonds des titres hypothécaires garantis sont actifs. Le FAH fournit de l'assurance aux institutions de crédit du secteur privé, moyennant des frais, afin de couvrir les prêts hypothécaires concernant le logement canadien. Tout en mettant en place un système par lequel les institutions privées peuvent accorder des prêts hypothécaires en toute confiance, le Fonds permet également qu'un approvisionnement continu de fonds hypothécaires soit disponible à moindre risque aux prêteurs et que le commerce secondaire d'hypothèques soit favorisé, pour rendre le logement plus accessible aux Canadiens. Une étude actuarielle du FAH en date du 30 septembre 1990 démontre que le Fonds est plus que suffisant pour rencontrer les demandes d'indemnisation futures concernant les activités en vigueur. Au 30 septembre 1990, un surplus a été évalué à \$143,5 millions. Le Programme des titres hypothécaires garantis fut introduit en 1987. Sur versements d'une prime, la SCHL, et finalement le gouvernement, garantit le paiement ponctuel du principal et des intérêts aux investisseurs dans des titres hypothécaires réunis par une institution financière en un bloc de créances hypothécaires résidentielles dont l'institut prépare et livre les certificats en multiples de \$5,000. Depuis 1984, la SCHL opère le Programme de protection des taux hypothécaires. Étant donné que les primes encaissées pour ce Programme par la SCHL sont déposées dans le Trésor et que les créances du Programme sont finalement payées à même le Trésor, le Programme de protection des taux hypothécaires ne rencontre pas la définition d'un plan d'assurance administré par une société d'État que définit ci-haut. Par conséquent, les résultats d'opérations du Programme ne sont pas inclus dans le sommaire mais de l'information supplémentaire apparaît dans les notes afférentes à l'état du passif éventuel du gouvernement du Canada.

[3] La Société pour l'expansion des exportations (SEE) fournit de l'assurance aux entreprises canadiennes sur les investissements étrangers et sur les exportations afin de faciliter et de développer le commerce de l'exportation. Le fonds d'assurance a été suffisant afin de pourvoir au coût global des réclamations à date et pour établir une provision pour des réclamations futures basées sur l'expérience passée.

[4] Se rapporte à l'écart entre les réclamations et les montants recouvrés des ventes de biens connexes et d'autres recouvrements.

* Moins de \$500,000.

** Sans objet.

Contingent Liabilities

The authorized limit represents the aggregate total of various types of authorities of Government bodies as stipulated in legislation, legal agreements and other documents that may be in force at any one time.

At March 31, 1991
(eliminary figures)

au 31 mars 1991
(chiffres préliminaires)

		(in millions of dollars - en millions de dollars)		
	Authorized limit (where applicable) ⁽¹⁾	Contingent liability ⁽²⁾	Percentage of net claims to outstanding guarantees (where applicable) ⁽³⁾	
	Limite autorisée (s'il y a lieu) ⁽¹⁾	Passif éventuel ⁽²⁾	Rapport entre les indemnités nettes et les garanties en vigueur (s'il y a lieu) ⁽³⁾	
EXPLICIT GUARANTEES BY THE GOVERNMENT OF -				
Borrowings by Crown corporations which are not agents of Her Majesty -				
Canadian National Railway Company - Bonds and notes				
Borrowings by other than Crown corporations -				
From agents -				
Loans to Indians by the Canada Mortgage and Housing Corporation and the Farm Credit Corporation, for on-reserve housing	750	68 [4]	0.1	
From other than agents -				
Guarantee programs of the Government -				
Canada Student Loans Act	6,862	3,061	2.6	
Small Businesses Loans Act	985 [5]	495	5.7	
Advance Payments for Crops Act	400	168	0.2	
Atlantic Enterprise Program	182	182 [6]	1.1	
Farm Improvement Loans Act and Farm Improvement and Marketing Cooperatives				
Loans Act	364 [5]	135	1.0	
Enterprise development program and Canadian Industrial Renewal Board				
Fisheries Improvement Loans Act	939	10 [7]	13.0	
Regional Development Incentives Act	22 [5]	7	10.9	
Loans to Indians by approved lenders for on-reserve housing	21	3	60.3	
Financial obligations incurred by air carriers regarding purchase of The de Havilland Aircraft of Canada, Limited DHC-7 and DHC-8 aircraft				
Indian economic development				
Loans to promote the commercial activities of Eskimos				
	5	[11]		
	10,728	5,101		
GARANTIES FORMELLES PAR LE GOUVERNEMENT POUR -				
Emprunts par des sociétés d'État qui ne sont pas mandataires de Sa Majesté -				
Chemins de fer nationaux du Canada - Obligations et effets	*	*		
Emprunts effectués par des entités autres que des sociétés d'État -				
De sociétés mandataires -				
Prêts consentis aux Indiens par la Société canadienne d'hypothèques et de logement et la Société du crédit agricole, pour habitations sur les réserves	750	68 [4]	0.1	
De sociétés non mandataires -				
Programmes de garantie du gouvernement -				
Loi fédérale sur les prêts aux étudiants	6,862	3,061	2.6	
Loi sur les prêts aux petites entreprises	985 [5]	495	5.7	
Loi sur le paiement anticipé des récoltes	400	168	0.2	
Programme Entreprise Atlantique	182	182 [6]	1.1	
Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative	364 [5]	135	1.0	
Programme d'expansion des entreprises et Office canadien pour un renouveau industriel	939	10 [7]	13.0	
Loi sur les prêts aux entreprises de pêche	22 [5]	7	10.9	
Loi sur les subventions au développement régional	21	3	60.3	
Prêts consentis aux Indiens par des prêteurs agréés pour habitations sur les réserves	[8]	531 [4]	0.1	
Dettes encourues par des transporteurs aériens concernant l'achat des aéronefs DHC-7 et DHC-8 de The de Havilland Aircraft of Canada, Limited	914 [9]	505 [8]		
Développement économique des Indiens	34 [10]	4 [4]	2.5	
Prêts pour encourager les activités commerciales des Esquimaux	5	[11]		
	10,728	5,101		

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - ContinuedSTATEMENT OF CONTINGENT LIABILITIES
As At March 31, 1991
(preliminary figures)ÉTAT DU PASSIF ÉVENTUEL
au 31 mars 1991
(chiffres préliminaires)

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

		(in millions of dollars - en millions de dollars)		Percentage of net claims to outstanding guarantees (where applicable) ⁽¹⁾
		Authorized limit (where applicable) ⁽¹⁾	Contingent liability ⁽²⁾	
		Limite autorisée (s'il y a lieu) ⁽¹⁾	Passif éventuel ⁽²⁾	Rapport entre les indemnités nettes et les garanties en vigueur (s'il y a lieu) ⁽³⁾
Other explicit loan guarantees -	Autres garanties formelles de prêts -			
Loans to NewGrade Energy Inc to finance construction of a heavy oil upgrader	Prêts à la société NewGrade Energy Inc pour financer la construction d'une usine de valorisation du pétrole lourd	275	266	
Loans to construct coal handling and terminal facilities by Ridley Terminals Inc	Prêts pour la construction d'installations de manutention du charbon et de terminus par Ridley Terminals Inc	230	199	
Loans to Marine Industries Limited for acquisition of assets	Prêts à Marine Industries Limited pour l'acquisition de biens	55	40	
Loan to St. Mary's Paper Inc to modernize and expand a paper making facility at Sault Ste Marie, Ontario	Prêt à St. Mary's Paper Inc pour moderniser et agrandir une papeterie à Sault Ste Marie, Ontario	15	15	
Loans for the restructuring of Maislin Industries Ltd	Prêts pour la réorganisation de Maislin Industries Ltd	8 ^[9]	8 ^[9,12]	
Loan to Nardex Canada Ltée for the manufacture of radio-protection and radio-telecommunication systems	Prêt à Nardex Canada Ltée pour la fabrication des systèmes de protection et de télécommunication radiophonique	*	*	
Loans for the financing of Cheticamp Fishermen's Co-operative Society Ltd	Prêts pour le financement de Cheticamp Fishermen's Co-operative Society Ltd	*	*	
		583	528	
Insurance programs of the Government ^[13] -	Programmes d'assurance du gouvernement ^[13] -			
Insurance against accidents at nuclear installations under the Nuclear Liability Act ^[14]	Assurance en prévision des accidents aux installations nucléaires en vertu de la Loi sur la responsabilité nucléaire ^[14]	675	664	
Insurance under the Fishing Vessel Insurance Plan ^[15]	Assurance aux termes du régime d'assurance des bateaux de pêche ^[15]	25	281	
Accounts administered for the Government by the Export Development Corporation - Insurance and related guarantees	Comptes administrés par la Société pour l'expansion des exportations au nom du gouvernement - Assurance et garanties connexes	7,000 ^[16] 7,700	89 1,034	
Other explicit guarantees ^[17] -	Autres garanties formelles ^[17] -			
Guarantees under the Prairie Grain Advance Payments Act	Garanties en vertu de la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies		877	^[18]
Guarantees under the Agricultural Products Cooperative Marketing Act	Garantie en vertu de la Loi sur la vente coopérative des produits agricoles		110	2.3
Guarantee of electricity sales by Yukon Energy Corporation to Curragh Resources Inc	Garantie de vente d'électricité par la société Yukon Energy Corporation à Curragh Resources Inc ...	2	2 ^[19]	
Guarantee to City of Toronto of payment by H&D International Group of 25% of the estimated cost of a proposed pedestrian bridge connecting Skydome Stadium to Harbourfront Corporation property	Garantie à la ville de Toronto concernant le paiement à H&D International Group de 25% du coût estimé d'un pont reliant le Stade Skydome à la propriété de la société Harbourfront Corporation	1 3	1 990	
Total explicit guarantees	Total des garanties formelles	19,764	7,721	
PENDING AND THREATENED LITIGATION	CAUSES EN INSTANCE ET IMMINENTES		12,599 ^[9,20]	
COMPREHENSIVE NATIVE LAND CLAIMS	REVENDICATIONS GLOBALES DE TERRAINS		1,964 ^[21]	
Total ^[22]	Total ^[22]		22,284	

The authorized limits indicated in the preceding statement, represent the aggregate total of various types of authorities of Government bodies as stipulated in legislation, legal agreements or other documents that may be in force at any one time.

A contingent liability is a potential liability which may become an actual liability when one or more future events occur or fail to occur.

Represents the average percentage over the most recent 5 years of net claims to the average amount of outstanding guarantees for the same period computed as at March 31, 1991. In some situations where historical data is not readily available, departmental estimates have been used.

Includes committed guarantees for the following loans to be made: to Indians for on-reserve housing \$75,101,009 and for Indian economic development \$838,488. As at March 31, 1991, no loans had been issued for these amounts.

The Act places limits on the maximum amount of guarantee for loans made by eligible lenders over different loan periods. The maximum amount of guarantee by lender is expressed in legislation as a percentage of aggregate loans made to qualified borrowers and varies according to the dollar value range of aggregate loans made by the lender. The authorized limits for given loan periods are included in the figure reported until all qualified loans made by all eligible lenders, in the given periods, are no longer outstanding and are not adjusted for loan repayments nor payments made by the Government for guaranteed amounts in which default has occurred.

The Atlantic Enterprise Program offers loan insurance on new term loans for the establishment, expansion or modernization of commercial operations in eligible sectors in the Atlantic provinces where the Program is administered by the Atlantic Canada Opportunities Agency (\$131,634,072 as at March 31, 1991) and in the Gaspé Peninsula and Magdalen Islands of Québec where administration of the Program is the responsibility of the Department of Industry, Science and Technology (\$50,683,764 as at March 31, 1991). Industry, Science and Technology also has responsibility for all capital projects in excess of \$20 million.

Includes \$62,034 attributable to the Canadian Industrial Renewal Board.

The authorized limit for loan guarantees for on-reserve housing totals \$750,000,000 (as shown above) for loans made by the Canada Mortgage and Housing Corporation, the Farm Credit Corporation and other approved lenders.

Amount denominated wholly or partially in a foreign currency and translated at the closing rate of exchange as at date of statement.

The maximum aggregate amount that may be paid or that may have been paid from the Consolidated Revenue Fund (CRF) relative to Indian Economic Development in previous, current or subsequent years, with respect to all guarantees authorized and granted, is set at \$60 million. As at March 31, 1991, \$26,078,088 has been expended from the CRF leaving a balance of \$33,921,912 available for disbursement.

Loans under the guarantee have been repaid in full and consequently contingent liability no longer exists.

Maislin Industries Ltd was placed in receivership on July 11, 1983 and was declared bankrupt on October 19, 1983. To date, the Government has made interim payments totalling \$20,361,132 US to creditors under a guarantee in the amount of \$27,000,000 US. It is anticipated that the Government will be called upon to make a final payment of possibly \$8,500,000 US to settle remaining obligations to creditors when certain issues are settled in US Federal Court, however the amount cannot be determined at present with any certainty.

Since 1984, the Canada Mortgage and Housing Corporation (CMHC) has operated the Mortgage Rate Protection Program on behalf of the Government. In return for payment of a premium, CMHC will reimburse homeowners 75% of any increase in monthly mortgage payments, above a deductible, due to higher interest rates at the time of mortgage renewal. As recent mortgage interest rates have been relatively stable, the Program is not widely utilized and loans covered by the Program at March 31, 1991 amounted to only \$911,000 (\$911,000 at March 31, 1990). Premiums collected by CMHC are remitted directly to the Consolidated Revenue Fund (CRF) and obligations are ultimately payable from the CRF. Because of the nature of the Program, it is not possible to estimate the amounts, if any, that might be payable at some future date.

Les limites autorisées indiquées dans l'état ci-dessus désignent le montant total des divers genres d'autorisations utilisés par des organismes gouvernementaux, tels que stipulés dans la législation, des ententes légales ou d'autres documents, qui peuvent être en vigueur à un moment donné.

Un élément de passif éventuel signifie un élément de passif possible qui peut se transformer en élément de passif réel advenant un ou plusieurs événements futurs.

Représente le rapport au cours des cinq derniers exercices entre la moyenne des indemnités nettes et la moyenne des garanties en cours pour la même période, calculé au 31 mars 1991. Dans les cas où les données d'origine ne sont pas facilement disponibles, les prévisions ministérielles ont été utilisées.

Comprend les engagements de garantie à être effectués concernant les prêts suivants: aux Indiens pour habitations sur les réserves \$75,101,009 et pour le développement économique des Indiens \$838,488. Aucun prêt n'avait été consenti en raison de ces montants au 31 mars 1991.

La Loi limite la somme maximum de la garantie pour prêts effectués par des prêteurs admissibles sur différentes périodes de prêts. La somme maximum de la garantie accordée à chaque prêteur est énoncée, d'après la Loi, comme étant un pourcentage du total des prêts consentis aux emprunteurs autorisés et varie selon la valeur totale des prêts effectués par le prêteur. Les limites autorisées pour des périodes de prêts données sont comprises dans le chiffre divulgué jusqu'à ce que tous les prêts approuvés et consentis par les prêteurs admissibles dans la période donnée, soient réglés. Ces limites ne sont pas redressées par les remboursements de prêts ni par les paiements effectués par le gouvernement pour les montants garantis en souffrance.

Le Programme Entreprise Atlantique offre des assurances de prêts sur de nouveaux prêts à terme pour établir, moderniser ou agrandir des opérations commerciales dans les secteurs éligibles des provinces de l'Atlantique où le Programme est administré par l'Agence de promotion économique au Canada atlantique (\$131,634,072 au 31 mars 1991) et pour la péninsule de Gaspé et les Îles-de-la-Madeleine du Québec où le ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie a la responsabilité de l'administration du Programme (\$50,683,764 au 31 mars 1991). Ce ministère a aussi la responsabilité de tous les projets d'immobilisation dépassant \$20 millions.

Comprend un montant de \$62,034 imputable à l'Office canadien pour un renouveau industriel.

La limite autorisée sur les prêts garantis pour habitations sur les réserves s'élève à \$750,000,000 (voir ci-haut) pour les prêts effectués par la Société canadienne d'hypothèques et de logement, la Société du crédit agricole et par d'autres prêteurs agréés.

Montant libellé entièrement ou partiellement en une devise étrangère et converti au cours du change en vigueur à la date de comptabilisation.

Le montant maximum total déboursé ou pouvant être déboursé à même le Trésor pour l'exercice en cours et les exercices précédents ou subséquents relativement aux garanties autorisées et accordées pour le développement économique des Indiens est fixé à \$60 millions. Au 31 mars 1991, \$26,078,088 a été déboursé à même le Trésor laissant un solde disponible de \$33,921,912.

Les prêts sous garantis ont été remboursés en entier et conséquemment il n'y a plus de passif éventuel.

Maislin Industries Ltd a été placée sous séquestre le 11 juillet 1983 et a déclaré faillite le 19 octobre 1983. À la date de comptabilisation, le gouvernement a effectué des versements provisoires totalisant \$20,361,132 É-U aux créanciers en vertu d'une garantie au montant de \$27,000,000 É-U. On anticipe que le gouvernement devra effectuer des paiements additionnels, pour régler les obligations restantes aux créanciers lors du règlement de certaines émissions au tribunal fédéral des États-Unis, mais le montant ne peut être déterminé, en ce moment, avec certitude.

Depuis 1984, la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) opère, pour le compte du gouvernement, le Programme de protection des taux hypothécaires. Sur paiement de primes, la SCHL rembourse, lors du renouvellement, les propriétaires 75% des augmentations causées par les hausses marquées de taux d'intérêt au-delà d'un montant déductible. Les taux hypothécaires étant relativement stables, le Programme n'est pas tellement utilisé et les prêts couverts par le Programme au 31 mars 1991 ne s'élèvent qu'à \$911,000 (\$911,000 au 31 mars 1990). Les primes encaissées par la SCHL sont remises au Trésor et les créances du Programme sont payables à même le Trésor. La nature même du Programme ne permet aucune estimation des créances futures.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA - Concluded

[14] There have been no claims under the Nuclear Liability Act since its inception in 1970. The Act covers 9 Canadian nuclear installations as at March 31, 1991.

[15] The Fishing Vessel Insurance Plan is administered by the Government to assist fishermen in meeting abnormal capital losses. A consolidated specified purpose account is credited with all amounts received by way of premiums, recoveries and with advances in accordance with regulations by the Government, such advances not to exceed \$150,000 at any time. The account is debited with refunds of premiums and payments in settlement of third party vessel collision damage claims against fishermen, where the collision involves a vessel insured under the Plan. As at March 31, 1991, (most recent data available) the insured value of vessels under the Plan amounted to \$281,388,000; the balance of the account was \$25,321,342 and outstanding claims against the Plan amounted to \$1,250,000.

[16] The Export Development Act specifies that the Export Development Corporation may enter into contracts of insurance, re-insurance, related guarantees and other agreements up to a maximum of \$7 billion, the authorized limit.

[17] A letter of comfort has been issued with respect to credit grain sales by the Canadian Wheat Board. The letter states that the Government will assume responsibility for the liabilities arising from defaults in payment by countries purchasing Canadian grain on credit. Receivables under this guarantee amounted to approximately \$5.2 billion at March 31, 1991.

[18] Less than 0.1%.

[19] The Government has agreed to pay Yukon Energy Corporation up to \$300,000 per year up to March 31, 1997 should electricity sales to Curragh Resources Inc. fall below specified limits.

[20] Classified as follows: (in millions of dollars)

a. alleged breach of written, verbal, statutory contracts including construction dispute	303
b. damage to property including loss of income	789
c. physical and mental injury including accidents, and false imprisonment	207
d. expropriation and land claims	9,644
e. loss of goods held in custody	1
f. government employee disputes	24
g. other	1,331
	12,299
Less duplicated claims	20
Total	12,279

Included in (d.) above is \$9.6 billion related to native statutory and treaty obligations representing plaintiffs' claims in 91 litigation cases. There are another 129 similar cases for which amounts are not stated in the claims, and for which it is not possible to determine the amounts that may be ultimately payable.

[21] The Government has six comprehensive native land claims under negotiation which is the maximum number that may be negotiated at any one time. Three of these claims are awaiting ratification and one has been agreed to in principle. Should all three claims be ratified, and the legislation for the settlement thereof be enacted, the Government of Canada would be liable to pay financial compensation of \$1.4 billion which would come due and payable over a number of years. In addition to the compensation payments, the settlement of these three claims would lead to implementation costs, estimated to be \$600 million, over the next ten years.

[22] Contingent gains. A contingent gain is a potential gain or possible recovery that may become an actuality when one or more future events occur or fail to occur. Two departments reported contingent gains as at March 31, 1991 totalling approximately \$9.1 million.

• Less than \$500,000.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Fin

[14] Il n'y a eu aucune réclamation en vertu de la Loi sur la responsabilité nucléaire depuis sa mise en vigueur en 1970. La Loi couvre 9 installations nucléaires canadiennes au 31 mars 1991.

[15] Le Régime d'assurance des bateaux de pêche est administré par le gouvernement afin d'assurer les pêcheurs contre des pertes en cas de sinistres anormaux. Un compte à fins déterminées consolidé est crédité de toutes les sommes encaissées à titre de primes et de recouvrements, ainsi que des avances consenties par le gouvernement conformément à ces règlements. Les avances ne devant pas dépasser en tout temps \$150,000. Le compte est débité de remboursements de primes et du règlement des réclamations de dommages-intérêts envers des tiers pour collision, lorsque la collision est causée par un bateau assuré aux termes du Régime. Au 31 mars 1991, la valeur assurée des bateaux aux termes du Régime se chiffrait à \$281,388,000; le solde du compte était de \$25,321,342 et les réclamations non réglées au titre du Régime se sont élevées à \$1,250,000.

[16] La Loi sur l'expansion des exportations précise que la Société pour l'expansion des exportations peut conclure des contrats d'assurance, de réassurance, de garanties connexes et d'autres accords jusqu'à un maximum de \$7 milliards, ce qui représente la limite autorisée.

[17] Une lettre d'accord présumé a été émise concernant les ventes de céréales à crédit par la Commission canadienne du blé. La lettre spécifie que le gouvernement assumera la responsabilité de la dette advenant le défaut de paiement par un pays achetant à crédit les céréales canadiennes. Le montant débiteur au 31 mars 1991, en vertu de cette garantie, s'élève à environ \$5,2 milliards.

[18] Moins de 0.1%.

[19] Selon une entente entre le gouvernement et la société Yukon Energy Corporation se terminant le 31 mars 1997, un montant de \$300,000 par année versé annuellement advenant que les ventes d'électricité à Curragh Resources Inc. soient en dessous du seuil prédéterminé.

[20] Classé de la façon suivante: (en millions de dollars)

a. l'inexécution présumée de contrats par écrit, verbaux, statutaires incluant les disputes de construction	303
b. les dommages causés aux propriétés n'appartenant pas au gouvernement incluant la perte de revenu	789
c. les dommages corporels ou mentaux y compris les accidents et les faux emprisonnements	207
d. les revendications pour terrains et expropriations	9,644
e. les pertes ou dommages causés aux marchandises en détention préventive	1
f. les revendications relatives aux employés du gouvernement	24
g. autres	1,331
	12,299
Moins les revendications en double	20
Total	12,279

Inclus en (d.) ci-haut, \$9.6 milliard relié aux engagements envers les autochtones par suite de statuts et traités. Ce montant représente les revendications des plaignants dans 91 causes en litige. Il y a 129 autres causes semblables pour lesquelles les montants ne sont pas énoncés dans les revendications et pour lesquelles il est impossible de déterminer les montants qui peuvent finalement être à payer.

[21] Le gouvernement négocie présentement six revendications globales concernant les autochtones. Ce nombre représente le maximum qui peut être négocié à tous moments. De ces revendications, trois attendent d'être entérinées et une entente de principe a été convenue pour une au moins. Si les trois revendications sont entérinées, et la loi pour le règlement promulguée, le gouvernement du Canada sera responsable de payer une indemnité financière s'élevant à \$1.4 milliard dont l'échéance et les paiements s'échelonnent sur un nombre d'années. En plus des paiements d'indemnité, le règlement de ces trois revendications entraînera des coûts de mise en oeuvre qui sont évalués à \$600 millions, répartis sur les dix prochaines années.

[22] Gains éventuels. Un gain éventuel est un gain potentiel ou un recouvrement possible pouvant se matérialiser advenant un ou plusieurs événements futurs. Deux ministères ont déclaré des gains éventuels au 31 mars 1991, tout en totalisant approximativement \$9.1 millions.

• Moins de \$500,000.

2460
-575



**Government
of Canada**

**Gouvernement
du Canada**

**Quarterly
Statements
of Financial
Operations**

**États
trimestriels
des opérations
financières**

Ending

se terminant

September 30, 1991

le 30 septembre 1991

**Fiscal Year
1991-92**

**Exercice
1991-92**



**The Honourable Paul Dick
Receiver General for Canada**

**L'honorable Paul Dick
Receveur général du Canada**

Any inquiries should be directed to the:

Chief,
Central Accounts Analysis Section,
Central and Public Accounts Branch,
Government Operational Services,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada.
K1A 0S5

Telephone: (819) 956-1880

Toute demande de renseignements devrait être
faite à la personne suivante:

Chef,
Section de l'Analyse des comptes centraux,
Direction des Comptes publics et centraux,
Services opérationnels au gouvernement,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada.
K1A 0S5

Téléphone: (819) 956-1880

TABLE OF CONTENTS

	<u>PAGE</u>
Preface	1
Quarterly Statements of Financial Operations -	
Table I - Summary Statement of Transactions	3
Table II - Detailed Statement of Transactions	4
Table III - Statement of Budgetary Expenditure by Department	7
Notes to the Quarterly Statements of Financial Operations	19

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Préface	1
États trimestriels des opérations financières -	
Tableau I - État sommaire des opérations	3
Tableau II - État détaillé des opérations	4
Tableau III - État des dépenses budgétaires par ministère	7
Notes se rapportant aux états trimestriels des opérations financières	19

PREFACE TO THE
QUARTERLY STATEMENTS OF
FINANCIAL OPERATIONS
OF THE GOVERNMENT OF CANADA

The fundamental purpose of the Quarterly Statements of Financial Operations is to provide information to interested users of data on the Government's financial operations, and to facilitate an understanding and evaluation of the full nature and extent of the financial affairs and resources for which the Government is responsible.

The two basic concepts underlying the Government's accounting system are set out in the Constitution Acts: first, the concept of the Consolidated Revenue Fund, which states that all duties and revenues received, other than those reserved to the provinces, "shall form One Consolidated Revenue Fund"; second, the concept that the balance of the Fund, after certain prior charges, shall be appropriated by the Parliament of Canada.

The Quarterly Statements of Financial Operations consist of Summary and Detailed Statements of Transactions, a Statement of Budgetary Expenditure by department and accompanying notes. The statements of transactions show how the financial requirements were met and the effect of the transactions on the Consolidated Revenue Fund. In the Summary and Detailed Statements of Transactions, the financial transactions are classified into the following categories:

- The first category, budgetary, consists of all the transactions with outside parties which enter into the calculation of the annual deficit or surplus of the Government, that is, the receipts from tax revenue and non-tax revenue, together with expenditures authorized by Parliament.
- The second category, non-budgetary, consists of transactions in loans, investments and advances, in liabilities for the administration of certain public money received or collected for special purposes, and in other liabilities other than those related to foreign exchange and unmatured debt.
- The third category, foreign exchange, reflects transactions in international reserves held in the Exchange Fund Account (the principal objective of which is to aid in the control and protection of the external value of the Canadian dollar) together with an accounting of the net position of the Government with respect to the International Monetary Fund. Foreign exchange transactions include unmatured debt payable in foreign currencies.
- The fourth category, unmatured debt, represents the extent to which financial requirements have been met through the increase in unmatured debt, that is, the net change in amounts owing for marketable bonds, Canada savings bonds, special non-marketable bonds issued to the Canada Pension Plan Investment Fund and Treasury bills. Unmatured debt transactions exclude unmatured debt payable in foreign currencies.
- The final section of the statement shows the cash balances and the balances of unmatured debt at the end of the period. Additional disclosure of the unmatured debt balance by type of instrument is also provided.

The third statement gives a more detailed accounting of budgetary expenditure transactions by department. Total net expenditure reported on the Detailed Statement of Transactions differs from the total expenditure by department. The difference represents transactions of certain specified purpose accounts, the provision for valuation which is not applied to each appropriation and budgetary transactions internal to the Government.

PRÉFACE AUX
ÉTATS TRIMESTRIELS DES
OPÉRATIONS FINANCIÈRES
DU GOUVERNEMENT DU CANADA

Le but fondamental des états trimestriels des opérations financières est de fournir des renseignements aux utilisateurs intéressés aux opérations financières du gouvernement, et de faciliter une compréhension et une évaluation de la nature et de toute l'étendue des affaires financières et des ressources pour lesquelles le gouvernement est responsable.

Les deux notions de base sur lesquelles est fondé le système comptable du gouvernement se trouvent dans les Lois constitutionnelles. Premièrement, la notion du Trésor qui découle de l'exigence que tous les droits et recettes, autres que ceux qui sont réservés aux provinces, "formeront un fonds du revenu consolidé"; deuxièmement, la notion suivant laquelle le solde du Fonds, après certaines imputations préalables, "sera approprié par le Parlement du Canada".

Les états trimestriels des opérations financières consistent des états sommaire et détaillé des opérations, d'un état des dépenses budgétaires par ministère et des notes afférentes. Les états des opérations financières indiquent la façon dont les besoins financiers ont été rencontrés et l'effet des opérations sur le Fonds du revenu consolidé. Dans les états, sommaire et détaillé des opérations, les opérations financières sont classées sous les catégories suivantes:

- La première catégorie, les opérations budgétaires, englobe toutes les opérations avec les tiers qui entrent dans le calcul du déficit ou de l'excédent annuel du gouvernement, et comprend les rentrées provenant des recettes fiscales et des recettes non fiscales, de même que les dépenses autorisées par le Parlement.
- La deuxième catégorie, les opérations non budgétaires, comprend les opérations touchant les prêts, dotations en capital et avances celles des éléments de passif reliés à l'administration de certains deniers publics encaissés ou perçus pour des fins déterminées, et celles d'autres éléments de passif, autres que ceux reliés aux opérations de change et à la dette non échue.
- La troisième catégorie, les opérations de change, reflète les opérations dans les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes (le but principal est d'aider à contrôler et à protéger la valeur extérieure de l'unité monétaire canadienne) de même qu'une comptabilité de la situation nette du gouvernement en ce qui concerne le Fonds monétaire international. Les opérations de change comprennent la dette non échue à payer en devises étrangères.
- La quatrième catégorie, les opérations de la dette non échue, représente dans quelle mesure les besoins financiers ont été satisfaits au moyen d'une augmentation de la dette non échue qui indique le changement net dans les montants dus relatifs aux obligations négociables, aux obligations d'épargne du Canada, aux obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada et aux bons du Trésor. Les opérations de la dette non échue ne comprennent pas la dette non échue à payer en devises étrangères.
- La dernière section de l'état montre le solde de caisse et le solde de la dette non échue à la fin de la période. Les effets à payer relatifs au solde de la dette non échue sont également divulgués par catégorie.

Le troisième état fournit une comptabilité plus détaillée des opérations des dépenses budgétaires par ministère. Le total des dépenses nettes présenté à l'état détaillé des opérations est différent du total des dépenses par ministère. La différence représente les opérations de certains comptes à fins déterminées, la provision pour évaluation qui n'est pas appliquée à chaque crédit et les opérations budgétaires internes du gouvernement.

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE I - SUMMARY STATEMENT OF TRANSACTIONS

GOUVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU I - ÉTAT SOMMAIRE DES OPÉRATIONS

		(in millions of dollars - en millions de dollars)			
		MONTH OF SEPTEMBER MOIS DE SEPTEMBRE		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1991	1990	1991-92	1990-91
I. BUDGETARY TRANSACTIONS	I. OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES				
Revenue	Recettes	+ 10,785	+ 10,301	+ 56,321	+ 60,000
Program spending	Dépenses de programmes	- 8,275	- 7,983	- 53,565	- 49,151
Operating balance	Solde de fonctionnement	+ 2,510	+ 2,318	+ 2,756	+ 10,849
Public debt charges	Frais de la dette publique	- 3,449	- 3,579	- 20,757	- 21,451
Deficit	Déficit	- 939	- 1,261	- 18,001	- 10,602
II. NON-BUDGETARY TRANSACTIONS	II. OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES				
(source + requirement -)	(provenance + besoin -)				
Loans, investments and advances	Prêts, dotations en capital et avances	+ 97	+ 44	- 624	- 31
Specified purpose accounts	Comptes à fins déterminées	+ 2,017	+ 1,739	+ 3,355	+ 4,675
Other transactions	Autres opérations	- 3,050	- 1,125	- 3,505	- 2,603
Net source (+) or requirement (-)	Provenance nette (+) ou besoin net (-)	- 936	+ 658	- 774	+ 2,041
Financial requirements (excluding foreign exchange transactions)	Besoins financiers (opérations de change non comprises)	- 1,875	- 603	- 18,775	- 8,561
III. FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS	III. OPÉRATIONS DE CHANGE				
(source + requirement -)	(provenance + besoin -)	+ 610	+ 282	+ 230	- 4,336
Total financial requirements	Total des besoins financiers	- 1,265	- 321	- 18,545	- 12,897
IV. UNMATURED DEBT TRANSACTIONS	IV. OPÉRATIONS DE LA DETTE NON ÉCHUE				
(source + requirement -)	(provenance + besoin -)	+ 2,241	- 32	+ 18,422	+ 12,886
Change in cash (increase + decrease -)	Variation de la caisse (augmentation + diminution -)	+ 976	- 353	- 123	- 11
V. CASH BALANCE AT END OF PERIOD	V. CAISSE EN FIN DE PÉRIODE			2,448	1,499

The accompanying tables and notes are
an integral part of this statement.

Les tableaux et les notes complémentaires
font partie intégrante de cet état.

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE II - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS

GOUVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU II - ÉTAT DÉTAILLÉ DES OPÉRATIONS

		(in millions of dollars - en millions de dollars)			
		MONTH OF SEPTEMBER MOIS DE SEPTEMBRE		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1991	1990	1991-92	1990-91
I. BUDGETARY TRANSACTIONS					
I. OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES					
Revenue	Recettes				
Tax revenue -	Recettes fiscales -				
Income tax -	Impôt sur le revenu -				
Personal	Particuliers	5,771	5,697	31,029	30,729
Corporation	Sociétés	707	603	3,849	4,997
Unemployment Insurance contributions	Cotisations d'assurance-chômage	1,389	1,069	7,322	6,295
Non-resident	Non résidents	82	74	411	703
		7,949	7,443	42,611	42,724
Excise taxes and duties -	Taxes et droits d'accise -				
Goods and Services tax	Taxe sur les produits et services	1,517	...	7,348	...
Sales and Excise taxes	Taxes de vente et d'accise	459	1,890	2,060	11,792
Customs import duties	Droits de douane à l'importation	346	356	1,765	2,152
		2,322	2,246	11,173	13,944
Other tax revenue	Autres recettes fiscales	41	11	145	173
Total tax revenue	Total des recettes fiscales	10,312	9,700	53,929	56,841
Non-tax revenue -	Recettes non fiscales -				
Return on investments	Produits de placements	358	517	1,667	2,432
Other non-tax revenue	Autres recettes non fiscales	115	84	725	727
Total non-tax revenue	Total des recettes non fiscales	473	601	2,392	3,159
TOTAL NET REVENUE	TOTAL DES RECETTES NETTES	10,785	10,301	56,321	60,000
Expenditure	Dépenses				
Program spending -	Dépenses de programme -				
Transfer payments -	Paiements de transfert -				
To other levels of government -	À d'autres paliers de gouvernement -				
Fiscal arrangements	Arrangements fiscaux	710	713	4,223	4,033
Insurance and medical care services	Assurance et services de soins médicaux	484	502	2,907	3,034
Canada Assistance Plan	Régime d'assistance publique du Canada	573	464	3,542	2,895
Education support	Aide à l'éducation	145	155	869	941
Other	Autres	202	286	1,434	1,676
		2,114	2,120	12,975	12,579
To persons -	Aux particuliers -				
Old age security benefits, guaranteed income supplements and spouses' allowances	Prestations de sécurité de la vieillesse, suppléments de revenu garanti et allocations au conjoint	1,554	1,424	9,046	8,409
Unemployment insurance benefits	Prestations d'assurance-chômage	1,145	695	8,647	6,198
Family allowance	Allocations familiales	233	227	1,425	1,355
Other	Autres	173	218	1,334	1,309
		3,105	2,564	20,452	17,271
Other transfer payments	Autres paiements de transfert	541	573	4,188	3,688
		5,760	5,257	37,615	33,538
Payments to Crown corporations	Paiements aux sociétés d'État	375	329	2,343	2,202
Operating and capital expenditures -	Dépenses de fonctionnement et en capital -				
National Defence	Défense nationale	697	940	5,033	5,144
All other departments and agencies	Tous les autres ministères et organismes	1,443	1,457	8,574	8,267
		2,140	2,397	13,607	13,411
Total program spending	Total des dépenses de programmes	8,275	7,983	53,565	49,151
Public debt	Dettes publiques	3,449	3,579	20,757	21,451
TOTAL NET EXPENDITURE	TOTAL DES DÉPENSES NETTES	11,724	11,562	74,322	70,602
DEFICIT	DÉFICIT	939	1,261	18,001	10,602

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE II - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU II - ÉTAT DÉTAILLÉ DES OPÉRATIONS - Suite

		(in millions of dollars - en millions de dollars)							
		MONTH OF SEPTEMBER MOIS DE SEPTEMBRE		YEAR TO DATE À CE JOUR					
		1991	1990	1991-92	1990-91				
I. NON-BUDGETARY TRANSACTIONS (source + requirement -)		II. OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES (provenance + besoin -)							
<u>Loans, investments and advances</u>	<u>Prêts, dotations en capital et avances</u>								
Crown corporations	Sociétés d'État	+	100	+	92	-	515	+	73
Other loans, investments and advances	Autres prêts, dotations en capital et avances	-	3	-	48	-	109	-	104
TOTAL LOANS, INVESTMENTS AND ADVANCES	TOTAL DES PRÊTS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES	+	97	+	44	-	624	-	31
 <u>Specified purpose accounts</u>	 <u>Comptes à fins déterminées</u>								
Canada Pension Plan Account	Compte du régime de pensions du Canada ...	-	20	+	35	-	540	-	259
Superannuation accounts	Comptes de pension de retraite	+	1,794	+	1,718	+	3,911	+	3,806
Other	Autres	+	243	-	14	-	16	+	1,128
TOTAL SPECIFIED PURPOSE ACCOUNTS	TOTAL DES COMPTES À FINS DÉTERMINÉES.	+	2,017	+	1,739	+	3,355	+	4,675
 Other transactions	 Autres opérations	-	3,050	-	1,125	-	3,505	-	2,603
TOTAL NON-BUDGETARY TRANSACTIONS ...	TOTAL DES OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES ..	-	936	+	658	-	774	+	2,041
III. FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS (source + requirement -)		III. OPÉRATIONS DE CHANGE (provenance + besoin -)							
Net International reserves	Réserves internationales nettes	+	922	+	320	+	769	-	3,483
Unmatured debt transactions payable in foreign currencies	Opérations de la dette non échue à payer en devises étrangères	-	312	-	38	-	539	-	853
TOTAL FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS .	TOTAL DES OPÉRATIONS DE CHANGE	+	610	+	282	+	230	-	4,336
IV. UNMATURED DEBT TRANSACTIONS (source + requirement -)		IV. OPÉRATIONS DE LA DETTE NON ÉCHUE (provenance + besoin -)							
Marketable bonds	Obligations négociables	+	1,775	+	850	+	8,000	+	5,940
Canada savings bonds	Obligations d'épargne du Canada	-	230	-	384	-	1,758	-	6,533
Special non-marketable bonds issued to the Canada Pension Plan Investment Fund	Obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada	-	1	...	...	+	12	+	387
Treasury bills	Bons du Trésor	+	600	-	600	+	11,050	+	11,750
Notes and loans	Effets et prêts .....	...	...	...	...	-	7	-	163
Canada bills	Bons du Canada	-	312	-	39	-	348	-	597
		+	1,832	-	173	+	16,949	+	10,784
Less:	Moins:								
Government's holdings of unmatured debt	Dette non échue détenue par le gouvernement	+	97	+	103	+	934	+	1,249
Unmatured debt transactions payable in foreign currencies	Opérations de la dette non échue à payer en devises étrangères	+	312	+	38	+	539	+	853
		+	409	+	141	+	1,473	+	2,102
TOTAL UNMATURED DEBT TRANSACTIONS PAYABLE IN CANADIAN DOLLARS	TOTAL DES OPÉRATIONS DE LA DETTE NON ÉCHUE À PAYER EN DOLLARS CANADIENS .	+	2,241	-	32	+	18,422	+	12,886

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE II - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS - Concluded

GOUVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU II - ÉTAT DÉTAILLÉ DES OPÉRATIONS - Fin

		(in millions of dollars - en millions de dollars)	
		1991 AT SEPTEMBER 30 AU 30 SEPTEMBRE	1990 AT SEPTEMBER 30 AU 30 SEPTEMBRE
V. CASH BALANCE AT END OF PERIOD	V. CAISSE EN FIN DE PERIODE		
In Canadian dollars	En dollars canadiens	2,170	1,192
In foreign currencies	En devises étrangères	278	307
TOTAL CASH BALANCE	TOTAL DE LA CAISSE	2,448	1,499
VI. UNMATURED DEBT BALANCE	VI. SOLDE DE LA DETTE NON ECHUE		
Payable in Canadian dollars -	A payer en dollars canadiens -		
Marketable bonds	Obligations négociables	151,784	133,792
Canada savings bonds	Obligations d'épargne du Canada	32,686	34,395
Special non-marketable bonds issued to the Canada Pension Plan Investment Fund	Obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada	3,504	3,460
Treasury bills	Bons du Trésor	150,200	130,300
		338,174	301,947
Less:	Moins:		
Government's holdings of unmatured debt	Dettes non échues détenues par le gouvernement	322	120
		337,852	301,827
Payable in foreign currencies -	A payer en devises étrangères -		
Marketable bonds	Obligations négociables	3,320	3,959
Notes and loans	Effets et prêts	7	14
Canada bills	Bons du Canada	662	851
		3,989	4,824
Less:	Moins:		
Government's holdings of unmatured debt	Dettes non échues détenues par le gouvernement .....	...	...
		3,989	4,824
TOTAL UNMATURED DEBT	TOTAL DE LA DETTE NON ECHUE	341,841	306,651

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT

GOUVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
PAR MINISTÈRE

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		QUARTER ENDING SEPT. TRIMESTRE SE TERMINANT EN SEPT.		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1991	1990	1991-92	1990-91
Agriculture -	Agriculture -				
Department -	Ministère -				
Management and Administration	Gestion et administration	17,549	16,365	31,296	31,760
Agri-Food -	Agro-alimentaire -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	160,139	163,433	287,526	310,433
Capital expenditures	Dépenses en capital	14,158	13,479	15,968	16,363
Grants and contributions	Subventions et contributions	77,770	476,070	137,772	517,928
Payments to producers	Paiements aux producteurs en vertu de				
under the Agricultural	la Loi sur la stabilisation des prix				
Stabilization Act	agricoles	23,187	16,228	51,017	35,381
Contributions to the provinces	Contributions aux provinces en vertu				
under the Crop Insurance Act	de la Loi sur l'assurance-récolte	73,628	91,106	112,936	91,106
Loan guarantees under the	Prêts garantis en vertu de la Loi sur				
Farm Improvement and	les prêts destinés aux améliorations				
Marketing Cooperatives	agricoles et à la commercialisation				
Loans Act	selon la formule coopérative	700	1,832	2,373	3,186
Loan guarantees made under the	Prêts garantis en vertu de la Loi sur				
Advance Payments for	le paiement anticipé des				
Crops Act	récoltes	22	433	81	542
Grants to agencies established	Subventions aux offices établis				
under the Farm Products	conformément à la Loi sur les				
Marketing Agencies	offices de commercialisation				
Act	des produits de ferme .....	...	...	...	...
Racetrack Supervision	Fonds renouvelable de la surveillance				
Revolving Fund	des hippodromes	510	103	1,085	1,649
Grains and Oilseeds -	Céréales et oléagineux -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	5,784	3,749	8,347	6,619
Canadian Grain Commission -	Commission canadienne des grains -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	13,342	13,406	24,681	24,450
Grants and contributions	Subventions et contributions	17,611	4,771	25,440	39,968
Payments in connection with the	Paiements relatifs à la Loi sur les				
Prairie Grain Advance Payments	paiements anticipés pour le grain				
Act	des Prairies .....	...	...	8,671	...
Payments in connection with the	Paiements relatifs à la Loi de				
Western Grain Stabilization	stabilisation concernant				
Act	le grain de l'Ouest	50,377	31,142	50,377	31,142
Contribution to the Net Income	Contribution au programme de				
Stabilization Program	stabilisation du revenu net .....	...	...	...	...
Premiums to the Provincial Revenue	Primes aux caisses d'assurance -				
Insurance Funds	revenu des provinces .....	...	...	...	...
		454,777	832,117	755,400	1,107,229
Canadian Dairy Commission	Commission canadienne du lait	974	1,122	1,781	1,951
Canadian Livestock Feed Board -	Office canadien des provendes -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	508	468	895	987
Contributions	Contributions	3,962	3,999	6,462	6,767
		4,470	4,467	7,357	7,754
		460,221	837,706	764,538	1,116,934
Atlantic Canada Opportunities	Agence de promotion économique du				
Agency -	Canada atlantique -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	9,535	9,066	16,328	15,680
Grants and contributions	Subventions et contributions	23,280	24,718	31,030	33,137
Liabilities in Atlantic	Obligations contractées dans la				
Canada under the Small	région de l'Atlantique en vertu				
Businesses Loans	de la Loi sur les prêts aux petites				
Act	entreprises	440	773	713	1,057
Liabilities for loan or credit	Obligations contractées pour				
insurance pursuant to	assurances-prêts ou crédit,				
the Government Organization	conformément à la Loi organique de				
Act, Atlantic Canada, 1987	1987 sur le Canada atlantique	12,363	1,353	12,602	1,814
		45,618	35,910	60,673	51,688
Enterprise Cape Breton Corporation	Société d'expansion du Cap-Breton	2,000	2,000	3,500	4,000
		47,618	37,910	64,173	55,688

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
PAR MINISTÈRE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

QUARTER ENDING SEPT.
TRIMESTRE SE TERMINANT EN SEPT.

YEAR TO DATE
À CE JOUR

1991 1990 1991-92 1990-91

Communications -	Communications -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	44,741	41,004	78,912	75,0
Capital expenditures	Dépenses en capital	5,152	2,957	5,608	4,4
Grants and contributions	Subventions et contributions	23,805	19,901	36,163	31,6
Payments to the Canada Post Corporation	Versements à la Société canadienne des postes	13,749	13,773	27,502	27,5
Government Telecommunications Agency Revolving Fund	Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales	- 3,272	- 7,506	4,884	4,2
		84,175	70,129	153,069	142,9
Canada Council	Conseil des Arts du Canada	24,448	20,906	87,678	79,9
Canadian Broadcasting Corporation -	Société Radio-Canada -				
Payments for operating expenditures	Paiements pour les dépenses de fonctionnement	225,666	194,356	520,000	560,0
Payments for working capital	Paiements pour le fonds de roulement	1,000	1,000	2,334	2,3
Payments for capital expenditures	Paiements pour les dépenses en capital	7,334	21,644	45,666	58,6
		234,000	217,000	568,000	621,0
Canadian Film Development Corporation	Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	45,797	42,611	71,857	60,8
Canadian Museum of Civilization	Musée canadien des civilisations	7,065	7,588	13,977	7,5
Canadian Museum of Nature	Musée canadien de la nature	4,959	4,315	8,514	4,3
Canadian Radio-television and Telecommunications Commission	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	8,162	8,356	14,967	15,7
National Archives of Canada	Archives nationales du Canada	14,345	14,404	26,377	27,3
National Arts Centre Corporation	Société du Centre national des Arts	5,300	4,600	14,900	10,3
National Film Board -	Office national du film -				
National Film Board Revolving Fund - Operating loss	Fonds renouvelable de l'Office national du film - Déficit de fonctionnement	19,231	11,558	31,234	28,1
National Film Board Revolving Fund	Fonds renouvelable de l'Office national du film	- 594	8,224	951	2,9
		18,637	19,782	32,185	31,1
National Gallery of Canada -	Musée des beaux-arts du Canada -				
Payments for operating and capital expenditures	Paiements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement en capital	7,044	111	10,951	1
Payment for purchase of objects for the collection	Paiement au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection	4,091	...	4,260	...
		11,135	111	15,211	1
National Library	Bibliothèque nationale	8,142	8,830	14,762	16,1
National Museum of Science and Technology	Musée national des sciences et de la technologie	5,013	8	7,385	-
National Museums of Canada -	Musées nationaux du Canada -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement .....	...	10,407	...	26,7
Capital expenditures	Dépenses en capital .....	...	264	...	7
		...	10,671	...	27,4
		471,178	429,311	1,028,882	1,045,0
Consumer and Corporate Affairs -	Consommateurs et Sociétés -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	37,839	39,619	68,899	73,2
Capital expenditures	Dépenses en capital	1,574	1,412	2,031	1,9
Payments to the provinces for the purpose of research and development relating to medicine	Paiements aux provinces pour la recherche sur les médicaments et leur développement .....	...	...	...	...
		39,413	41,031	70,930	75,2
Competition Tribunal	Tribunal de la concurrence	376	255	580	4
Copyright Board	Commission du droit d'auteur	208	226	377	3
Goods and Services Tax Consumer Information Office	Bureau d'information des consommateurs sur la taxe sur les produits et services	1,551	...	2,761	...
Hazardous Materials Information Review Commission	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	272	247	451	4
Patented Medicine Prices Review Board	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	792	659	1,251	1,1
Procurement Review Board	Commission de révision des marchés publics	254	194	357	3
Standards Council of Canada	Conseil canadien des normes	1,387	1,560	2,024	2,5
		44,253	44,172	78,731	80,6

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
PAR MINISTÈRE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

	QUARTER ENDING SEPT. TRIMESTRE SE TERMINANT EN SEPT.		YEAR TO DATE À CE JOUR	
	1991	1990	1991-92	1990-91
Employment and Immigration -				
Department/Commission -				
Corporate Management and Services	- 9,991	30,468	- 30,791	- 350
Employment and Insurance -				
Operating expenditures	59,198	60,404	63,277	83,461
Grants and contributions	307,340	315,931	570,112	564,032
Government's contribution to the				
Unemployment Insurance Account .....	...	645,576	...	1,465,165
Government's contribution in respect				
of Fishermen's Benefits .....	...	9,341	...	85,492
Immigration -				
Operating expenditures	49,204	51,830	90,537	95,992
Capital expenditures	2,791	...	2,832	...
Contributions	73,989	20,251	84,103	40,308
Write-off from the accounts of				
Canada of certain debts .....	...	...	...	1,213
	482,531	1,133,801	780,070	2,335,313
Advisory Council on the Status				
of Women	961	835	1,577	1,534
Immigration and Refugee				
Board of Canada	19,014	15,063	33,887	27,079
Status of Women - Office of				
the Co-ordinator	1,107	975	1,894	1,744
	503,613	1,150,674	817,428	2,365,670
Energy, Mines and Resources -				
Department -				
Operating expenditures	96,530	103,742	169,095	182,992
Capital expenditures	4,319	5,019	6,395	6,812
Grants and contributions	91,427	33,469	189,914	38,947
Payments to Interprovincial				
Pipe Line Company .....	...	...	...	...
Canada/Nova Scotia Development				
Fund .....	...	...	...	...
Canada/Newfoundland Development				
Fund	10,174	...	10,174	...
Canada/Newfoundland Offshore				
Petroleum Board	1,036	...	1,036	...
Canada/Nova Scotia Drilling				
Fund .....	...	...	...	...
Canada/Nova Scotia Offshore				
Petroleum Board	429	...	429	...
Petroleum Compensation .....	...	...	...	...
Offshore Oil and Gas Resource				
Revenue Fund .....	...	...	...	...
(Nova Scotia) .....	...	...	...	...
	203,915	142,230	377,043	228,751
Atomic Energy Control				
Board	8,144	7,638	14,896	13,519
Atomic Energy of Canada Limited	47,950	43,808	99,802	92,733
National Energy Board	13,648	6,181	19,885	11,689
Petro-Canada International Assistance				
Corporation	5,200	9,300	10,200	11,800
	278,857	209,157	521,826	358,492

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
PAR MINISTÈRE - Suite

		(in thousands of dollars - en milliers de dollars)			
		QUARTER ENDING SEPT. TRIMESTRE SE TERMINANT EN SEPT.		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1991	1990	1991-92	1990-91
Environment -	Environnement -				
Administration	Administration	20,211	20,060	37,823	35,9
Environmental Services -	Services de l'environnement -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	110,478	126,065	204,123	218,5
Capital expenditures	Dépenses en capital	8,712	6,164	10,843	9,6
Grants and contributions	Subventions et contributions	7,088	11,182	12,454	16,7
Parks -	Parcs -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	78,880	87,936	136,970	143,9
Capital expenditures	Dépenses en capital	24,541	24,453	32,466	32,1
National Battlefields	Commission des champs de bataille				
Commission	nationaux	755	710	1,210	1,1
		250,665	276,570	435,889	458,1
External Affairs -	Affaires extérieures -				
Department -	Ministère -				
Canadian Interests Abroad -	Intérêts du Canada à l'étranger -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	187,501	210,587	320,537	341,3
Capital expenditures	Dépenses en capital	12,168	21,033	16,021	26,6
Grants and contributions	Subventions et contributions	34,412	33,871	54,842	56,2
Passport Revolving Fund	Fonds renouvelable des passeports	1,714	889	892	5
World Exhibitions -	Expositions internationales -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	632	980	754	1,0
Capital expenditures	Dépenses en capital	2,281	...	2,281	...
		238,708	267,360	395,327	425,8
Canadian Commercial Corporation	Corporation commerciale canadienne	4,483	4,104	6,546	6,2
Canadian Institute for International	Institut canadien pour la paix et la				
Peace and Security	sécurité internationales	2,000	1,000	3,000	2,0
Canadian International Development	Agence canadienne de développement				
Agency -	international -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	25,051	26,029	49,387	48,2
Grants and contributions	Subventions et contributions	361,233	402,522	689,007	609,6
Payments to International Financial	Paiements aux fonds d'institutions				
Institution Fund Accounts	financières internationales	68,156	57,651	83,357	74,3
Payments under the International	Paiements en vertu de la Loi				
Centre for Human Rights	du Centre international des droits				
and Democratic Development	de la personne et du développement				
Act	démocratique .....	...	...	4,000	3,0
		454,440	486,202	825,751	735,1
Canadian Secretariat	Secrétariat canadien	227	239	393	4
Export Development Corporation	Société pour l'expansion des exportations	43,303	26,882	77,680	87,3
International Centre for Ocean	Centre international d'exploitation des				
Development	océans	1,550	1,600	3,400	3,4
International Development Research	Centre de recherches pour le				
Centre	développement international	26,750	28,575	57,500	57,1
International Joint Commission	Commission mixte internationale	2,009	1,067	3,274	2,0
		773,470	817,029	1,372,871	1,319,5
Finance -	Finances -				
Department -	Ministère -				
Financial and Economic Policies -	Politiques financières et économiques -				
Program expenditures	Dépenses du Programme	17,428	22,736	33,257	40,5
Payments to International	Paiements à l'Association				
Development Association	internationale de développement .....	...	...	63,780	20,7
Payments to the International	Paiements au Fonds monétaire				
Monetary Fund	international	5,063	...	5,063	4,6
Purchase of Domestic Coinage	Achat de la monnaie canadienne	8,205	8,691	15,715	15,2
Public Debt	Service de la dette publique	10,399,430	10,931,809	20,776,917	21,546,7
Fiscal Transfer Payments	Paiements de transfert fiscal	2,274,458	2,022,149	4,202,305	3,877,1
Special Program -	Programme spécial -				
Foreign Claims Fund	La Caisse des réclamations étrangères .....	...	...	...	...
		12,704,584	12,985,385	25,097,037	25,505,0
Auditor General	Vérificateur général	14,056	14,409	25,488	25,8
Canadian International Trade	Tribunal canadien du commerce				
Tribunal	extérieur	1,964	2,609	3,652	4,3
Office of the Superintendent of	Bureau du surintendant des				
Financial Institutions	institutions financières	11,597	4,644	10,824	9,6
Privatization and	Privatisation et affaires				
Regulatory Affairs	réglementaires	937	1,689	1,871	3,0
		12,709,944	13,008,736	25,117,224	25,528,5

GOVERNMENT OF CANADA
 QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
 TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
 BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
 ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
 TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
 PAR MINISTÈRE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		QUARTER ENDING SEPT. TRIMESTRE SE TERMINANT EN SEPT.		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1991	1990	1991-92	1990-91
Fisheries and Oceans -	Pêches et Océans -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	156,466	176,694	263,575	287,137
Capital expenditures	Dépenses en capital	16,276	27,486	19,974	30,637
Grants and contributions	Subventions et contributions	18,855	3,633	27,651	5,026
Liabilities under the	Obligations contractées en vertu de				
Fisheries Improvement	la Loi sur les prêts aux				
Loans Act	entreprises de pêche .....	...	1	3	17
		191,597	207,814	311,203	322,837
Forestry -	Forêts -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	29,874	30,646	52,293	53,290
Capital expenditures	Dépenses en capital	2,115	1,830	3,392	2,935
Grants and contributions	Subventions et contributions	9,702	9,858	14,891	17,285
		41,691	42,334	70,576	73,510
Governor General	Gouverneur général	2,755	2,962	5,047	5,146
Indian Affairs and Northern	Affaires indiennes et Nord				
Development -	canadien -				
Administration	Administration	11,952	12,456	20,887	21,425
Indian and Inuit Affairs -	Affaires indiennes et inuit -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	56,909	63,279	99,905	109,712
Capital expenditures	Dépenses en capital	1,075	722	1,405	1,399
Grants and contributions	Subventions et contributions	641,832	576,314	1,443,733	1,248,649
Liabilities in respect of loan	Obligations relatives aux garanties de				
guarantees made to Indians for	prêts accordés aux Indiens pour le				
Housing and Economic	logement et le développement				
Development	économique	217	233	260	268
Grant under the Western	Subvention en vertu de la Loi sur le				
Arctic (Inuvialuit)	règlement des revendications des				
Claims Settlement	Inuvialuit de la région ouest				
Act	de l'Arctique .....	...	...	...	...
Northern Affairs -	Affaires du Nord -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	21,606	25,534	31,516	35,561
Grants and contributions	Subventions et contributions	666	6,773	2,014	8,590
Capital expenditures	Dépenses en capital .....	...	1,304	...	1,354
Transfer Payments to the Territorial	Paiements de transfert aux gouvernements				
Governments -	territoriaux -				
Payments to Yukon Territory	Paiements au Yukon	55,000	50,000	155,062	133,000
Payments to Northwest Territories	Paiements aux Territoires du Nord-Ouest ...	248,000	225,000	532,046	482,000
		1,037,257	961,615	2,286,828	2,041,958

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
PAR MINISTÈRE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

QUARTER ENDING SEPT.
TRIMESTRE SE TERMINANT EN SEPT.

YEAR TO DATE
À CE JOUR

1991 1990 1991-92 1990-91

Industry, Science and Technology - Department -	Industrie, Sciences et Technologie - Ministère -				
Industry, Science and Technology -	Développement de l'industrie des sciences et de la technologie -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	46,287	62,014	81,954	102,5
Grants and contributions	Subventions et contributions	51,050	70,046	65,084	97,9
Liabilities under the Small Businesses Loans Act	Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises	6,271	4,219	17,608	8,1
Insurance payments under the Enterprise Development Program and guarantees under the Industrial and Regional Development Program	Paiements d'assurance en vertu du Programme d'expansion des entreprises et garanties en vertu du Programme de développement industriel et régional	22,270 125,878	80 136,359	39,155 203,801	208,7
Regional Development and Aboriginal Economic -	Développement régional et développement économique des autochtones -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	8,224	7,468	14,290	13,3
Grants and contributions	Subventions et contributions	20,822 29,046	35,359 42,827	26,036 40,326	49,8 63,1
Canadian Patents and Development Limited	Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée	599	...	799	7
Canadian Space Agency -	Agence spatiale canadienne -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	10,495	25,364	12,806	35,5
Capital expenditures	Dépenses en capital	66,936	...	89,889	...
Grants and contributions	Subventions et contributions	41 77,472	1,128 26,492	4,290 106,985	4,3 39,8
Cape Breton Development Corporation	Société de développement du Cap-Breton	5,000	5,000	5,000	11,0
Federal Business Development Bank	Banque fédérale de développement	13,400	3,900	17,200	7,6
Investment Canada	Investissement Canada	2,495 20,895	2,011 10,911	4,454 26,654	4,0 22,6
National Research Council of Canada -	Conseil national de recherches du Canada -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	67,315	76,912	119,270	137,7
Capital expenditures	Dépenses en capital	3,950	28,009	5,008	34,1
Grants and contributions	Subventions et contributions	25,042 96,307	30,657 135,578	38,979 163,257	42,8 214,1
Natural Sciences and Engineering Research Council -	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	3,780	3,706	6,494	6,2
Grants	Subventions	74,661 78,441	82,635 86,341	185,948 192,442	179,0 185,2
Science Council of Canada	Conseil des sciences du Canada	793	691	1,445	1,4
Statistics Canada -	Statistique Canada -				
Program expenditures	Dépenses du Programme	135,677	71,844	230,309	137,7
Capital expenditures	Dépenses en capital .....	...	2,118	...	3,3
Canada Post Corporation	Société canadienne des postes	135,677 28,824	73,962 37,125	230,309 57,652	141,0 74,2
		593,932	550,286	1,023,670	951,31

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
PAR MINISTÈRE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		QUARTER ENDING SEPT. TRIMESTRE SE TERMINANT EN SEPT.		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1991	1990	1991-92	1990-91
Justice -	Justice -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	43,008	40,836	76,966	72,200
Grants and contributions	Subventions et contributions	47,717	47,805	81,644	86,771
		90,725	88,641	158,610	158,971
Canadian Human Rights	Commission canadienne des droits de la				
Commission	personne	4,486	4,431	7,859	7,294
Commissioner for Federal Judicial	Commissaire à la magistrature				
Affairs -	fédérale -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	1,159	1,516	2,246	2,634
Judges' salaries, allowances and	Traitements, indemnités et pensions				
annuities	des juges	41,081	37,870	82,968	75,988
		42,240	39,386	85,214	78,622
Federal Court of Canada	Cour fédérale du Canada	4,647	4,681	7,888	8,556
Law Reform Commission of Canada	Commission de réforme du droit du Canada	995	1,196	1,952	2,268
Offices of the Information and	Commissariats à l'information				
Privacy Commissioners of	et à la protection de la vie				
Canada	privée du Canada	1,532	1,508	2,716	2,757
Supreme Court of Canada	Cour suprême du Canada	3,606	3,221	5,817	5,704
Tax Court of Canada	Cour canadienne de l'impôt	2,125	1,744	3,792	3,238
		150,356	144,808	273,848	267,410
Labour -	Travail -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	15,960	16,782	29,589	31,186
Grants and contributions	Subventions et contributions	9,188	8,861	13,805	10,774
Payments of compensation respecting	Paiements d'indemnités à des agents				
government employees and merchant	de l'État et à des marins				
seamen	marchands	13,229	6,194	19,290	13,719
Labour Adjustment Benefits	Prestations d'adaptation pour les				
payments	travailleurs	18,939	23,118	39,571	44,788
		57,316	54,955	102,255	100,467
Canada Labour Relations Board	Conseil canadien des relations du travail	2,190	2,137	4,044	4,034
Canadian Centre for Occupational	Centre canadien d'hygiène et de				
Health and Safety	sécurité au travail	2,118	2,489	3,616	4,237
		61,624	59,581	109,915	108,738
National Defence -	Défense nationale -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	2,018,418	2,138,667	3,560,943	3,706,546
Capital expenditures	Dépenses en capital	477,990	657,581	1,131,746	1,015,586
Grants and contributions	Subventions et contributions	38,881	53,453	41,631	60,869
Military pensions	Pensions militaires	146,929	227,990	355,751	385,429
		2,682,218	3,077,691	5,090,071	5,168,430
Emergency Preparedness Canada -	Protection civile Canada -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	3,139	204	5,193	408
Grants and contributions	Subventions et contributions	2,471	...	8,335	...
		5,610	204	13,528	408
		2,687,828	3,077,895	5,103,599	5,168,838

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
PAR MINISTÈRE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		QUARTER ENDING SEPT. TRIMESTRE SE TERMINANT EN SEPT.		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1991	1990	1991-92	1990-91
National Health and Welfare -	Santé nationale et Bien-être social -				
Department -	Ministère -				
Departmental Administration	Administration centrale	22,430	21,209	38,525	40,2
Health -	Santé -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	182,098	185,627	339,868	330,2
Capital expenditures	Dépenses en capital	6,838	5,467	7,611	8,2
Grants and contributions	Subventions et contributions	70,036	70,225	140,040	137,2
Payments for insured health services and extended health care services	Versements à l'égard des services de santé assurés et des services complémentaires de santé	1,453,472	1,512,089	2,906,887	3,034,3
Social -	Social -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	26,484	26,339	44,344	50,0
Grants and contributions	Subventions et contributions	47,691	31,706	86,887	45,3
Canada Assistance Plan Payments	Versements en vertu du Régime d'assistance publique du Canada	1,724,542	1,396,334	3,542,385	2,895,0
Family Allowance payments	Versements d'allocations familiales	727,027	679,190	1,424,928	1,354,6
Old Age Security, Guaranteed Income Supplement and Spouse's Allowance payments	Versements de sécurité de la vieillesse, du supplément de revenu garanti et d'allocations au conjoint	4,603,466 8,864,084	4,262,230 8,190,416	9,045,844 17,577,319	8,408,6 16,304,0
Medical Research Council -	Conseil de recherches médicales -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	1,428	1,498	2,680	2,4
Grants	Subventions	65,279 66,707	59,547 61,045	119,664 122,344	108,8 111,2
Federal Office of Regional Development (Quebec) -	Bureau fédéral de développement régional (Québec) -				
Program expenditures	Dépenses du Programme .....	...	...	...	...
Grants and Contributions	Subventions et contributions .....	...	...	...	...
		8,930,791	8,251,461	17,699,663	16,415,3
National Revenue -	Revenu national -				
Customs and Excise -	Douanes et Accise -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	215,836	192,218	384,346	332,5
Capital expenditures	Dépenses en capital	3,714 219,550	18,858 211,076	6,648 390,994	25,0 357,6
Taxation -	Impôt -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	293,285	277,770	553,206	533,8
Capital expenditures	Dépenses en capital	3,086 296,371	5,080 282,850	7,288 560,494	6,1 540,0
		515,921	493,926	951,488	897,6
Parliament -	Parlement -				
The Senate	Sénat	10,780	8,379	19,882	16,1
House of Commons	Chambre des communes	56,668	51,887	103,182	94,1
Library of Parliament	Bibliothèque du Parlement	4,039	3,787	7,368	6,9
		71,487	64,053	130,432	117,1

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
PAR MINISTÈRE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		QUARTER ENDING SEPT. TRIMESTRE SE TERMINANT EN SEPT.		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1991	1990	1991-92	1990-91
Privy Council -	Conseil privé -				
Department	Ministère	28,874	20,976	47,072	35,063
Canadian Intergovernmental Conference	Secrétariat des Conférences				
Secretariat	intergouvernementales canadiennes	657	1,063	1,025	1,487
Canadian Transportation Accident	Bureau canadien d'enquête sur les				
Investigation and	accidents de transports et de la				
Safety Board	sécurité des transports	7,254	6,164	12,199	10,253
Chief Electoral Officer	Directeur général des élections	2,230	2,475	4,121	4,386
Commissioner of Official Languages	Commissaire aux langues officielles	3,279	3,484	6,151	6,269
Economic Council of Canada	Conseil économique du Canada	2,466	2,725	4,603	4,681
Northern Pipeline Agency	Administration du pipe-line du Nord	21	45	41	111
Public Service Staff Relations	Commission des relations de travail dans				
Board	la fonction publique	2,818	2,624	4,941	4,632
Security Intelligence Review	Comité de surveillance des activités de				
Committee	renseignement de sécurité	300	354	626	600
		47,899	39,910	80,779	67,482
Public Works -	Travaux publics -				
Department -	Ministère -				
Services -	Services -				
Public Works Revolving	Fonds renouvelable des Travaux				
Fund - Operating loss	publics - Déficit de fonctionnement	- 2,476	8,155	6,536	8,232
Public Works Revolving Fund	Fonds renouvelable des Travaux publics	56,195	52,100	167,817	203,701
Real Property -	Biens immobiliers -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	245,793	224,265	392,779	325,256
Capital expenditures	Dépenses en capital	37,516	35,988	45,709	44,840
Grants to municipalities and other	Subventions aux municipalités et				
taxing authorities	autres autorités taxatrices	66,072	69,379	215,291	176,365
Crown corporations -	Sociétés d'État -				
Payments to Old Port of Montreal	Paielements à la Société du Vieux-Port				
Corporation Inc.	de Montréal Inc.	9,000	4,400	15,500	4,400
Payments to Canada Museums	Paielements à la Société de construction				
Construction Corporation Inc.	des musées du Canada, Inc. ....	...	1,500	...	3,000
Payment to Harbourfront Corporation	Paielement à la Harbourfront Corporation	- 2,200	...	...	...
		409,900	395,787	843,632	765,794
Canada Mortgage and Housing	Société canadienne d'hypothèques et de				
Corporation	logement	484,300	423,873	890,200	755,702
National Capital Commission -	Commission de la Capitale nationale -				
Payment for operating	Paielement pour les dépenses				
expenditures	de fonctionnement	18,100	21,550	39,220	31,950
Payment for capital expenditures	Paielement pour les dépenses en capital	3,800	4,150	10,970	7,350
Payment for grants and	Paielement pour les subventions				
contributions	et contributions	3,600	2,650	8,610	8,050
		25,500	28,350	58,800	47,350
		919,700	848,010	1,792,632	1,568,846

GOVERNMENT OF CANADA
 QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
 TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
 BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
 ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
 TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
 PAR MINISTÈRE - Suite

		(in thousands of dollars - en milliers de dollars)			
		QUARTER ENDING SEPT. TRIMESTRE SE TERMINANT EN SEPT.		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1991	1990	1991-92	1990-91
Secretary of State -	Secrétariat d'État -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	54,489	53,363	101,095	93,99
Grants and contributions	Subventions et contributions	107,690	55,400	139,716	94,29
Post-Secondary Education payments to provinces	Paiements pour l'enseignement postsecondaire faits aux provinces	401,055	467,804	869,345	941,03
Payments under the Canada Student Loans Act	Paiements en vertu de la Loi canadienne sur les prêts aux étudiants	92,788 656,022	87,066 663,633	170,521 1,280,677	171,36 1,300,69
Canadian Centre for Management Development	Centre canadien de gestion	2,708	2,352	4,433	3,80
Ministry of State (Multiculturalism and Citizenship) -	Ministère d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté) -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	6,703	8,490	11,552	33,41
Grants and contributions	Subventions et contributions	13,033	9,391	20,213	16,47
Public Service Commission -	Commission de la fonction publique -				
Program expenditures	Dépenses du Programme	33,795	37,347	61,209	68,36
Staff Development and Training Revolving Fund	Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel	534 56,773	3,012 54,568	2,213 99,620	3,15 118,90
Social Sciences and Humanities Research Council -	Conseil de recherches en sciences humaines -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	2,000	2,040	3,702	3,50
Grants	Subventions	14,571 16,571	18,588 20,628	40,171 43,873	53,59 57,10
		729,366	738,829	1,424,170	1,476,70
Solicitor General -	Solliciteur général -				
Department	Ministère	7,972	7,946	12,856	13,33
Canadian Security Intelligence Service	Service canadien du renseignement de sécurité	49,133	41,685	87,149	76,87
Correctional Service -	Service correctionnel -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	201,185	187,088	363,726	372,25
Capital expenditures	Dépenses en capital	7,887 209,072	15,176 202,264	8,901 372,627	16,124 388,376
National Parole Board	Commission nationale des libérations conditionnelles	9,699	6,082	10,616	11,787
Royal Canadian Mounted Police -	Gendarmerie royale du Canada -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	285,380	341,837	462,357	494,326
Capital expenditures	Dépenses en capital	21,592	16,771	30,558	29,252
Pensions and other employee benefits - Members of the Force	Pensions et autres prestations des employés - Membres de la GRC	39,588 346,560	65,168 423,776	104,020 596,935	100,697 624,275
Royal Canadian Mounted Police External Review Committee	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	363	296	592	531
Royal Canadian Mounted Police Public Complaints Commission	Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	1,088	798	1,704	1,268
		623,887	682,847	1,082,479	1,116,449
Supply and Services -	Approvisionnement et Services -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	79,291	93,165	170,091	173,898
Capital expenditures	Dépenses en capital	24	194	...	382
Supply Revolving Fund	Fonds renouvelable des approvisionnements	13,642	12,641	65,518	29,643
Defence Production Revolving Fund	Fonds renouvelable de la production de défense .....	...	...	...	...
Reciprocal Taxation	Réciprocité fiscale	16,589	77,901	20,838	155,799
		109,546	158,619	256,447	359,722

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
PAR MINISTÈRE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		QUARTER ENDING SEPT. TRIMESTRE SE TERMINANT EN SEPT.		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1991	1990	1991-92	1990-91
Transport -	Transports -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	223,892	219,105	323,562	387,699
Capital expenditures	Dépenses en capital	96,504	78,271	143,122	127,644
Grants and contributions	Subventions et contributions	20,728	31,220	33,892	38,753
Payment to the Canarcotic Shipping Company Limited	Paiement à la Compagnie de navigation Canarcotic Limitée	560	...	6,676	5,004
Payment to the Jacques Cartier and Champlain Bridges Inc.	Paiement à la Société Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée	6,832	11,624	8,565	11,624
Payment to the Canada Ports Corporation	Paiement à la Société canadienne des des ports	80,633	3,730	81,455	3,813
Payments to Marine Atlantic Inc.	Paiements à Marine Atlantique S.C.C.	28,306	19,424	64,011	59,807
Payments to VIA Rail Canada Inc.	Paiements à VIA Rail Canada Inc.	72,480	74,249	84,480	106,749
Payment to the St. Lawrence Seaway Authority	Paiement à l'administration de la voie maritime du Saint-Laurent	802	892	3,226	4,236
Payment to CN Railway for benefits provided to employees	Paiement à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada pour les avantages accordés à ses employés	2	6	3	6
Termination of tolls - Victoria Bridge	Abolition des péages sur le pont Victoria	193	445	193	451
Payment to the Atlantic Pilotage Authority	Paiement à l'Administration de pilottage de l'Atlantique .....	...	...	...	...
Payment to the Laurentian Pilotage Authority	Paiement à l'Administration de pilottage des Laurentides .....	...	...	...	...
Self-Supporting Airports and Associated Ground Services Revolving Fund	Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes .....	...	47,339	...	126,897
		530,932	391,627	749,185	618,889
Civil Aviation Tribunal	Tribunal de l'aviation civile	244	222	356	341
Grain Transportation Agency Administrator	Administrateur de l'Office du transport du grain	1,213	950	1,913	1,573
National Transportation Agency -	Office national des transports -				
Program expenditures	Dépenses du Programme	8,641	8,929	15,597	16,953
Payments under the Western Grain Transportation Act	Paiements en vertu de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest	240,239	117,805	537,880	453,660
Payments under the Railway Act	Paiements en vertu de la Loi sur les chemins de fer	1,028	2,722	2,056	7,213
Payments under the National Transportation Act, 1987	Paiements en vertu de la Loi nationale de 1987 sur les transports	1,469	22,173	3,009	26,128
Payments under the Atlantic Region Freight Assistance Act	Paiements en vertu de la Loi sur les subventions au transport des marchan- dises dans la région Atlantique	21,588	19,924	49,063	40,114
Payments under the Maritimes Freight Rates Act	Paiements en vertu de la Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes	3,078	...	3,462	...
Contributions	Contributions .....	...	3,990	...	3,990
		276,043	175,543	611,067	548,058
		808,432	568,342	1,362,521	1,168,861
Treasury Board -	Conseil du Trésor -				
Secretariat -	Secrétariat -				
Central Administration of the Public Service	Administration centrale de la fonction publique	16,233	15,627	30,198	30,067
Government Contingencies and Centrally Financed Programs	Éventualités du gouvernement et programmes financés par l'administration centrale .....	...	...	...	...
Employer Contributions to Insurance Plans	Contributions de l'employeur aux régimes d'assurance	119,120	97,851	222,733	181,265
Temporary Assignment	Affectation temporaire	130	711	...	1,305
		135,483	114,189	252,931	212,637
Comptroller General	Contrôleur général	3,715	3,538	6,872	6,631
		139,198	117,727	259,803	219,268

GOVERNMENT OF CANADA
 QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
 TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
 BY DEPARTMENT - Concluded

GOUVERNEMENT DU CANADA
 ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
 TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
 PAR MINISTÈRE - Fin

		(in thousands of dollars - en milliers de dollars)			
		QUARTER ENDING SEPT. TRIMESTRE SE TERMINANT EN SEPT.		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1991	1990	1991-92	1990-91
Veterans Affairs -	Anciens combattants -				
Veterans Affairs -	Anciens combattants -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	122,148	123,058	223,687	216,3
Grants and contributions	Subventions et contributions	337,330	327,588	665,592	655,5
Canadian Pension Commission	Commission canadienne des pensions	1,342	1,125	2,414	2,2
Bureau of Pensions	Bureau de services juridiques				
Advocates	des pensions	2,207	2,071	4,004	4,1
Veterans Appeal Board	Tribunal d'appel des anciens combattants	746	646	1,427	1,3
		463,773	454,488	897,124	879,5
Western Economic	Diversification de l'économie de l'Ouest				
Diversification -	canadien -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	7,573	7,784	12,956	13,6
Grants and contributions	Subventions et contributions	18,433	18,799	23,962	25,0
Liabilities under the Small	Obligations contractées en vertu de la				
Businesses Loans	Loi sur les prêts aux petites				
Act	entreprises	1,573	2,580	3,276	4,6
		27,579	29,163	40,194	43,3
Expenditure by department on behalf of	Dépenses des ministères pour le compte				
other departments	d'autres ministères	13,721	5,551	7,432	8,8
Provision for valuation	Provision pour évaluation .....	...	...	...	...
Consolidation of specified purpose	Consolidation de comptes à fins				
accounts (net of internal	déterminées (déduction faite des				
transactions) -	opérations internes) -				
Unemployment Insurance Account	Compte d'assurance-chômage	4,024,252	2,201,497	9,039,147	5,019,94
Western Grain Stabilization	Compte de stabilisation concernant				
Account	le grain de l'Ouest	- 50,741	- 31,627	- 50,225	- 31,63
Agricultural Commodities	Comptes de stabilisation des				
Stabilization Accounts	produits agricoles	- 24,350	- 14,290	- 38,823	- 19,05
Crop Reinsurance Fund	Caisse de réassurance-récolte	- 33,690	25,505	17,956	25,50
Other	Autres	- 2,847	1,255	- 4,976	- 17
		3,912,624	2,182,340	8,963,079	5,032,68
Other internal transactions	Autres opérations internes	- 6,175	- 22,368	- 12,942	- 38,80
TOTAL EXPENDITURE	TOTAL DES DÉPENSES	37,614,608	36,471,458	74,321,549	70,601,892

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA

Significant Accounting Policies

I. Government of Canada reporting entity

For purposes of maintaining the accounts of Canada and preparing the Quarterly Statements of Financial Operations, the Government of Canada is defined as all the departments named in Schedule I of the Financial Administration Act; any division or branch of the Public Service, including a commission appointed under the Inquiries Act, designated by the Governor in Council as a department for purposes of the Financial Administration Act; the staffs of the Senate, the House of Commons, and the Library of Parliament; and, any corporation named in Schedule II of the Financial Administration Act.

In accordance with the above definition, corporations listed in Parts I and II of Schedule III of the Financial Administration Act, and those Crown corporations that are not subject to Divisions I to IV of Part X of the Financial Administration Act, are excluded in these quarterly statements from the Government of Canada as a reporting entity; therefore, their financial statements are not consolidated with those of the Government. However, at year-end, all Government organizations are accounted in the financial statements by consolidation except for Government enterprises which are accounted for on a cost basis. The borrowings of those corporations which are agents of the Crown are recorded as a liability of the Government net of borrowings expected to be repaid directly by these corporations.

In addition, certain accounts and funds have financial statements which are not consolidated with those of the Government. These accounts and funds include the Canada Pension Plan Account, superannuation accounts and other specified purpose accounts.

II. Classification of financial transactions

The financial transactions of the Government, as recorded in the accounts of Canada and reported in the quarterly Statements of Financial Operations, are classified into budgetary, non-budgetary, foreign exchange and unmatured debt transactions.

In general terms, budgetary transactions enter into the calculation of the monthly and annual deficit or surplus and are reported, after elimination of transactions internal to the Government, on the Summary and Detailed Statements of Transactions. All other transactions lead to the acquisition or disposal of financial claims (assets) or to the creation or discharge of financial obligations (liabilities).

For purposes of reporting, the classification in force at the end of the quarter is used and amounts for the previous year are reclassified to conform to the current year's accounting policies and presentation.

III. Budgetary transactions

REVENUE

Revenue consists of all tax and non-tax amounts which affect the monthly and annual deficit or surplus of the Government.

Revenue is reported after deducting refunds paid and excludes amounts receivable, taxes collected on behalf of provinces and territories, and amounts credited to the Canada Pension Plan Account, superannuation accounts, other specified purpose accounts, and other liability accounts. However, amounts receivable for non-tax revenue are fully recorded at year-end.

The Government generally reports tax revenue in the period in which it is received. Refunds of tax revenue are allocated to the year in which the processing cycle for the assessment of the related tax return has been started.

On the Summary and Detailed Statements of Transactions the revenue reported excludes revenue from outside parties credited to appropriations.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DU GOUVERNEMENT DU CANADA

1. Conventions comptables importantes

I. Entité comptable du gouvernement du Canada

Afin de tenir les comptes du Canada et de préparer les états trimestriels des opérations financières, le gouvernement du Canada se définit comme l'ensemble des ministères mentionnés à l'annexe I de la Loi sur la gestion des finances publiques; toute division ou direction de la Fonction publique, y compris toute commission nommée conformément à la Loi sur les enquêtes et désignée par le gouverneur en conseil comme ministère aux fins de la Loi sur la gestion des finances publiques; les employés du Sénat, de la Chambre des communes et de la Bibliothèque du Parlement; ainsi que toute société mentionnée à l'annexe II de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Conformément à la définition susmentionnée, les sociétés énumérées aux parties I et II de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques, et les sociétés d'État qui ne sont pas sujettes aux sections I à IV de la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques, ne font pas partie de ces états trimestriels pour fins de l'entité comptable du gouvernement du Canada; ainsi, leurs états financiers ne sont pas consolidés avec ceux du gouvernement. Cependant, à la fin de l'exercice tous les organismes gouvernementaux sont comptabilisés aux états financiers par voie de consolidation sauf pour les entreprises du gouvernement qui sont comptabilisées sur une base de coût. Les emprunts des sociétés mandataires d'État sont inscrits comme élément de passif du gouvernement après avoir déduit les emprunts à être probablement remboursés directement par ces sociétés.

En outre, certains comptes et fonds possèdent leurs propres états financiers qui ne sont pas consolidés avec ceux du gouvernement. Ces comptes et fonds comprennent le Compte du régime de pensions du Canada, les comptes de pension de retraite et les autres comptes à fins déterminées.

II. Catégories d'opérations financières

Les opérations financières du gouvernement, enregistrées dans les comptes du Canada et présentées dans les états trimestriels des opérations financières, sont réparties en opérations budgétaires, non budgétaires, de change et de la dette non échue.

En somme, les opérations budgétaires entrent dans le calcul du déficit ou de l'excédent mensuel et annuel et sont inscrites aux états sommaire et détaillé des opérations après l'élimination des opérations internes du gouvernement. Toutes les autres opérations mènent soit à l'acquisition ou au règlement de créances (actif), soit à la création ou au règlement de dettes (passif).

Aux fins de compte rendu, la classification en vigueur à la fin du trimestre est utilisée. Les montants de l'exercice précédent sont reclassifiés pour être conformes aux conventions comptables et à la présentation de l'exercice en cours.

III. Opérations budgétaires

RECETTES

Les recettes comprennent toutes les recettes fiscales et non fiscales qui agissent sur le déficit ou l'excédent mensuel et annuel du gouvernement.

Les recettes sont comptabilisées après déduction des remboursements versés, et ne comprennent ni les sommes à recevoir, ni les impôts prélevés au nom des provinces et territoires, ni les montants crédités au Compte du régime de pensions du Canada, aux comptes de pension de retraite, aux autres comptes à fins déterminées, et aux autres comptes de passif. Cependant, les montants débiteurs pour les recettes non-fiscales sont enregistrés en entier à la fin de l'exercice.

Le gouvernement rapporte généralement les recettes fiscales au cours de la période dans laquelle elles sont reçues. Les remboursements de recettes fiscales sont imputés à l'exercice au cours duquel le cycle de traitement pour l'évaluation des remboursements a débuté.

Les recettes aux états sommaire et détaillé des opérations ne comprennent pas les recettes à valoir sur les crédits provenant de tiers.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA - Continued

EXPENDITURE

Expenditure consists of all charges to budgetary appropriations which affect the annual deficit or surplus of the Government. Such charges include those for work performed, goods received, services rendered, and transfer payments made, during the year, and include accounts payable at year end. Expenditure may also include charges related to the allowance for valuation of loans, investments, and advances, the allowances for general contingencies, the allowance for borrowings of agent enterprise Crown corporations, and other accounts payable and allowances.

On the Statement of Budgetary Expenditure by Department, departmental expenditures are reported net of revenue credited to appropriations but include expenditures internal to the Government.

iv. Assets

Assets are defined as the financial claims acquired by the Government on outside organizations and individuals as a result of events and transactions recorded as at the closing date.

As a result of the Government's accounting policies described above, certain financial claims are not reported on the Summary and Detailed Statements of Transactions. The most important of these are accounts receivable for tax and non-tax revenue. However, accounts receivable for non-tax revenue are recorded at year-end.

v. Liabilities

Liabilities are defined as the financial obligations of the Government to outside organizations and individuals as a result of events and transactions which took place prior to the closing date. Refunds payable and some other liabilities and allowances are partially recorded during the year with full recording taking place at year-end only.

vi. Fixed assets

The fixed assets of the Government, which include land, engineering structures and works (such as canals, harbours and roads), buildings, and machinery and equipment, are charged to budgetary expenditure at the time of acquisition or construction.

vii. Valuation of assets and liabilities

ASSETS

Assets are recorded at cost and are subject to annual valuation to reflect reductions from the recorded value to the estimated realizable value. In the case of loans to sovereign states, the Government views these loans as collectible unless formally repudiated by the debtor. The allowance for valuation includes reductions from the recorded value of loans (and subscriptions to international organizations that make similar loans) with significant concessionary terms.

The Government's gold reserves are included in the International reserves held in the Exchange Fund Account and are recorded and valued at 35 Special Drawing Rights per fine ounce. The Special Drawing Right is an international currency created by the International Monetary Fund, and allocated to countries participating in its Special Drawing Rights Department. It represents a unit of account defined in terms of a "basket" of five major currencies.

LIABILITIES

Liabilities are recorded at the amounts ultimately payable. Liabilities for termination benefits, the superannuation plans, and the Government Annuities Account are reported on an actuarial basis. For the basic superannuation accounts, actuarial deficiencies are amortized, surpluses are not.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

DÉPENSES

Les dépenses comprennent toutes les imputations aux crédits budgétaires qui influencent le déficit ou l'excédent annuel du gouvernement. Ces imputations comprennent les travaux accomplis, les biens reçus, les services exécutés et les paiements de transferts effectués au cours de l'exercice, y compris les crédits à la fin de l'exercice. Les dépenses peuvent également comprendre les imputations reliées à la provision pour évaluation de prêts, dotations en capital et avances, les provisions pour éventualités générales, la provision pour emprunts des sociétés "entreprises" mandataires de l'État, et les autres crédits reliés à des provisions.

Sur l'état des dépenses budgétaires par ministère, les dépenses ministérielles sont comptabilisées après déduction des recettes à verser sur les crédits mais comprennent les dépenses internes du gouvernement.

iv. Actif

L'actif se définit comme étant les créances du gouvernement acquies sur des tiers par suite de faits et d'opérations comptabilisés à la date de fermeture des comptes.

Suivant les conventions comptables du gouvernement mentionnées ci-dessus, certaines créances ne sont pas comprises aux états sommaires et détaillés des opérations. Les plus importantes sont les comptes débiteurs au titre des recettes fiscales et non fiscales. Cependant, les comptes débiteurs pour les recettes non fiscales sont enregistrés à la fin de l'exercice.

v. Passif

Le passif se définit comme étant les dettes du gouvernement envers des tiers suite à des faits et opérations comptabilisés avant la date de fermeture des comptes. Les remboursements à payer ainsi que d'autres crédits et provisions sont partiellement inscrits au cours de l'exercice, l'inscription complète étant faite à la fin de l'exercice seulement.

vi. Immobilisations

Les immobilisations du gouvernement qui comprennent les terrains, les ouvrages (tels que les canaux, les ports et les routes), bâtiments et matériel sont imputées aux dépenses budgétaires lors de leur acquisition ou construction.

vii. Évaluation de l'actif et du passif

ACTIF

L'actif est enregistré au coût et fait l'objet d'une évaluation annuelle afin de refléter les diminutions de la valeur enregistrée à la valeur estimative de réalisation. Dans le cas de prêts aux états souverains, la diminution de la valeur n'est enregistrée à moins qu'un état souverain refuse, de façon officielle, d'honorer ses dettes. De plus, la provision pour évaluation inclut les réductions de la valeur au livre des prêts et des souscriptions aux organismes internationaux qui effectuent des prêts (ou des souscriptions) ayant des clauses concessionnaires importantes.

Les réserves d'or du gouvernement sont comprises dans les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes et sont inscrites et évaluées à 35 Droits de tirage spéciaux pour chaque once d'or fin. Le Droit de tirage spécial est une unité monétaire internationale créée par le Fonds monétaire international, et attribuée aux pays participant au Département des Droits de tirage spéciaux. Il représente une unité de compte définie en fonction d'un ensemble de cinq grandes devises.

PASSIF

Le passif est inscrit au montant à payer en fin de compte. Les éléments de passif concernant les indemnités de cessation d'emploi, les régimes de pension de retraite ainsi que le Compte des rentes sur l'État, sont évalués sur une base actuarielle. Les insuffisances actuarielles pour les comptes de pension de retraite de base sont amorties, les surplus ne le sont pas.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

viii. Allowances for general contingencies

The Government establishes allowances in respect of potential debt or debt service relief measures for financially troubled countries under multilateral agreements.

ix. Translation of foreign currency transactions

Foreign currency transactions are translated and recorded in Canadian dollar equivalents at the exchange rates prevailing at the transaction dates.

On a monthly basis, only Receiver General current cash accounts are revalued at the month-end rate of exchange. All other assets and liabilities are revalued at year-end only. Net gains are credited to revenue while net losses are charged to expenditure.

Authorities for Transactions

Revenue can be raised and moneys can be borrowed only with the authority of Parliament. All receipts of money by departments and agencies must be deposited into the Consolidated Revenue Fund (CRF). All disbursements from the CRF for spending on operations, for loans, investments and advances, and for the redemption of matured debt must be authorized by Parliament.

i. Authority for raising revenues

The right of Canada to raise taxes and revenues is contained in the Constitution Acts, and is given specific form in various Acts passed by Parliament. The Financial Administration Act provides general statutory direction regarding the collection, handling and accounting for receipts and contains authority for charging for services or use of facilities. The right of the Government to raise income taxes, excise taxes and duties, tariffs, fines and other revenues and the methods to be used are granted by Parliament in specific legislation related to the type of levy or to ministerial duties and authorities. All bills for the raising of money must originate in the House of Commons and are submitted to the House by the Government. This is normally done through the Minister of Finance's Budget, in which proposed tax and tariff changes required to attain the forecast fiscal policy goals are presented.

ii. Authority for spending on operations

Parliament provides authority to make payments out of the Consolidated Revenue Fund in annual appropriation acts and other statutes (the latter referred to as statutory appropriations). Most Government spending is under statutory authorities, that is authorities which do not generally impose an annual limit on the amount that may be spent. Spending is authorized by reference to statutory formulae or criteria and the authorities usually continue from year to year until changed or rescinded by an act of Parliament. Spending authority provided by statutory appropriations is for specified purposes and for such amounts and such time as the acts prescribe. Spending authority provided by statutory appropriations generally does not lapse at the end of the year in which it was granted. Spending authority granted in appropriation acts is for stated purposes and maximum amounts. Unless provided for in vote wording, unused spending authority granted in appropriation acts lapses at the end of the year for which it was granted. Some authorities continue from year to year and some authorize the spending, within a program, of defined categories of revenue generated by the program.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

viii. Provisions pour éventualités générales

Le gouvernement établit des provisions en regard à la dette possible ou aux mesures de secours concernant le service de la dette des pays en difficulté financière en vertu d'ententes multilatérales.

ix. Conversion des opérations de change

Les opérations de change sont converties et comptabilisées en dollars canadiens correspondant aux taux de change en vigueur aux dates des opérations.

Sur une base mensuelle, seuls les comptes de caisse courants du Receveur général sont réévalués à la fin du mois aux taux de change en vigueur à cette date. Les autres éléments d'actif et de passif sont réévalués à la fin de l'exercice seulement. Les gains nets sont crédités aux recettes tandis que les pertes nettes sont imputées aux dépenses.

2. Autorisations pour les opérations

Les recettes peuvent être prélevées et les deniers peuvent être empruntés seulement avec l'autorisation du Parlement. Tous les deniers perçus par les ministères et organismes doivent être déposés au Trésor. Tous les déboursés au Trésor pour des dépenses concernant les opérations, pour des prêts, dotations en capital et avances, et pour le rachat de la dette échue doivent être autorisés par le Parlement.

i. Autorisations pour prélever les recettes

Le droit du Canada de prélever les taxes et les impôts est contenu dans les Lois constitutionnelles, et prend une forme distincte dans les différentes lois adoptées par le Parlement. La Loi sur la gestion des finances publiques fournit une ligne de conduite réglementaire concernant la perception, la manutention et la comptabilisation des recettes. Elle contient l'autorisation de fixer les prix pour les services offerts ou pour l'utilisation des installations et équipements. Le droit du gouvernement de prélever les impôts, les taxes et droits d'accise, les tarifs, les amendes et les autres recettes ainsi que les méthodes à être utilisées, est accordé par le Parlement à travers des textes législatifs précis reliés à la catégorie de prélèvement ou aux obligations et autorisations ministérielles. Tous les projets de loi visant au prélèvement de fonds doivent provenir de la Chambre des communes et être présentés en Chambre par le gouvernement. Ceci fait normalement partie du Budget du Ministre des Finances, dans lequel sont présentées les modifications de taxes et tarifs proposées pour atteindre les objectifs selon les prévisions de la politique fiscale.

ii. Autorisations pour les dépenses concernant les opérations

Le Parlement accorde l'autorisation d'effectuer des paiements à même le Trésor dans les lois de crédits annuelles et dans d'autres textes de lois (ces derniers intitulés crédits statutaires). La plupart des dépenses gouvernementales sont effectuées en vertu d'autorisations statutaires, c'est-à-dire des autorisations qui généralement n'imposent pas de limite annuelle sur les montants qui peuvent être dépensés. Les dépenses sont effectuées en vertu de critères ou formules statutaires et les autorisations continuent en général d'un exercice à l'autre jusqu'à ce qu'une loi du Parlement les modifie ou les révoque. L'autorisation de dépenser comprise dans les crédits statutaires est consentie à des fins déterminées ainsi que pour des montants et des délais indiqués dans les lois. En général, l'autorisation de dépenser prévue dans les crédits statutaires ne s'annule pas à la fin de l'exercice pour lequel elle a été accordée. L'autorisation de dépenser est accordée, dans les lois de crédits, à des fins déterminées et pour des montants maximaux. À moins que le libellé des crédits ne l'indique autrement, le solde inutilisé de l'autorisation de dépenser accordée dans des lois de crédits s'annule à la fin de l'exercice pour lequel elle a été accordée. Certaines autorisations continuent d'un exercice à l'autre et certaines permettent de dépenser, à l'intérieur d'un programme, des catégories de recettes spécifiques lesquelles sont générées par ledit programme.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA - Continued

iii. Authority for loans, investments and advances

These authorities limit the amount of loans, investments or advances that may be made. Unused authority may lapse at the end of a year or may continue from year to year. Non-lapsing authorities often limit only the total of loans that may be outstanding at any one time; thus, principal repaid may be reloaned.

iv. Borrowing authority

The Government can borrow only as authorized by acts of Parliament. Borrowing authority acts provide authority for the net amount of new security issues less redemptions during a fiscal year. The authorities lapse at the end of the year except for amounts specifically carried forward to the next fiscal year. Parliament has also provided a continuing authority to the Government under Section 47 of the Financial Administration Act to borrow, for periods not exceeding six months, such amounts as are deemed necessary to meet lawfully authorized disbursements.

3. Crown corporations

In accordance with the accounting policies of the Government, the assets, liabilities, revenues and expenses reported in the separate financial statements of Crown corporations are not included in the Government's quarterly Statement of Financial Operations. Only the financial transactions between the Government and Crown corporations are included. At year-end, transactions of appropriation dependent Crown Corporations are consolidated with the transactions of the Government while Government enterprises are accounted for by the cost method.

The following table presents the major balance sheet and income statement items for Crown corporations named in Section 85 and/or Schedule III of the Financial Administration Act (FAA).

This summary of financial transactions and results of operations of Crown corporations is based on their accounting policies. Most Crown corporations follow the generally accepted accounting principles used by private sector companies, as outlined in the Handbook of the Canadian Institute of Chartered Accountants.

Financial assets include cash, receivables and loans and investments. Physical assets and deferred charges represent the unexpensed portion of non-financial assets such as buildings, machinery and equipment in use or under construction, inventories and other items of expenditure which will be expensed as these assets are used. Financial assets and liabilities in respect of the Government represent the unpaid balances arising from financing transactions and normal operating activities. Borrowings from outside parties represent amounts repayable to institutional and other investors. Other liabilities are amounts due in respect of purchases, employee termination and pension benefits, accrued interest on borrowings, long-term capital leases and sundry accounts payable. Equity of Canada represents the Government's equity in each Crown corporation as reported by the corporations.

Crown corporations are categorized as being either agents or non-agents of the Crown. Agency status is normally expressly stated in the incorporating legislation or conferred under the provisions of the Government Companies Operation Act. In accordance with Section 54 of the FAA, the payment of all money borrowed by agent Crown corporations and interest thereon, is a charge on and payable out of the Consolidated Revenue Fund. Such borrowings therefore constitute obligations of the Government and are recorded as such in the summary financial statements of Canada net of borrowings expected to be repaid directly by these corporations.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

iii. Autorisations pour les prêts, dotations en capital et avances

Ces autorisations limitent les montants des prêts, dotations en capital ou avances qui peuvent être effectués. Les autorisations non employées peuvent s'annuler à la fin de l'exercice ou peuvent continuer d'un exercice à l'autre. Les autorisations qui ne s'annulent pas, souvent limitent seulement le total des prêts qui peuvent être en circulation en tout temps; donc, les montants remboursés peuvent être prêtés de nouveau.

iv. Pouvoirs d'emprunts

Le gouvernement peut emprunter seulement lorsque des lois du Parlement l'autorisent. Les lois sur les pouvoirs d'emprunt fournissent l'autorisation pour le montant net de nouvelles émissions de titres moins les rachats au cours de l'exercice. Les autorisations s'annulent à la fin de l'exercice, sauf pour les montants spécifiquement reportés à l'exercice suivant. En vertu de l'article 47 de la Loi sur la gestion des finances publiques, le Parlement a également fourni au gouvernement l'autorisation continue d'emprunter, pour des périodes n'excédant pas six mois, des montants qui sont jugés nécessaires pour rencontrer les déboursés autorisés par les lois.

3. Sociétés d'État

Conformément aux conventions comptables du gouvernement, l'actif passif, les revenus et les dépenses inscrits dans les états financiers distincts des sociétés d'État ne sont pas compris dans les états trimestriels des opérations financières du gouvernement. Seules les opérations financières entre le gouvernement et les sociétés d'État y sont comprises. À la fin de l'exercice, les opérations des sociétés d'État qui sont dépendantes de crédit sont consolidées aux opérations du gouvernement tandis que les entreprises du gouvernement sont comptabilisées au coût.

Le tableau suivant résume les principaux éléments des bilans et états d'exploitation des sociétés énumérées à l'article 85 et/ou à l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques (LGFP).

Ce résumé des opérations financières et des résultats d'opérations des sociétés d'État est fondé sur les conventions comptables de celles-ci. La majorité des sociétés d'État suivent les principes comptables généralement reconnus utilisés par les entreprises du secteur privé et publiés dans le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés.

L'actif financier comprend la caisse et les sommes à recevoir, les prêts et les dotations en capital. L'actif immobilisé et les frais reportés représentent la fraction non dépensée des éléments d'actif non financiers tels qu'immeubles, machinerie et équipement en usage ou en construction, inventaire et autres éléments qui seront portés à la dépense lorsqu'ils seront consommés. L'actif financier et le passif auprès du gouvernement représentent les montants impayés provenant d'opérations de financement et d'opérations normales. Les emprunts auprès de tiers représentent les montants à rembourser à des institutions et autres investisseurs. Les autres passifs représentent des créances relativement aux achats, aux indemnités de cessation d'emploi et aux prestations de pensions, aux intérêts courus sur emprunts, contrats de location-acquisition à long terme et autres créanciers. L'avoir du Canada représente l'avoir du gouvernement dans chaque société d'État tel que rapporté par les sociétés.

Les sociétés d'État sont classées soit mandataires ou non mandataires d'État. Le statut de mandataire d'État peut être explicitement énoncé dans les lois constitutionnelles ou conféré selon les dispositions de la Loi sur le fonctionnement des compagnies d'État. Conformément à l'article 54 de la LGFP, le paiement de toute somme d'argent empruntée par les sociétés mandataires d'État, de même que de l'intérêt y afférent, doivent être imputés sur le Trésor et versés à même le Trésor. Par conséquent, les emprunts représentent des dettes du gouvernement et sont inscrits comme tels dans les états financiers sommaires du Canada après avoir déduit les emprunts à être probablement remboursés directement par ces sociétés.

GOVERNMENT OF CANADA

STATEMENTS TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA - Continued

Revenues include financial assistance received or receivable from the government in respect of current period of operation.

Equity adjustments include amounts for retroactive changes in the application of accounting principles as well as direct changes or credits to and from equity accounts. Equity transactions with the Government include dividends declared, transfers of profits to the Government and non-current financial assistance provided by the Government.

SUMMARY COMBINED STATEMENTS OF CROWN CORPORATIONS

ASSETS, LIABILITIES AND EQUITY
At June 30, 1991

ASSETS
Financial:
Outside parties
Government and other Crown corporations

Total financial assets
Physical assets and deferred charges

TOTAL ASSETS

LIABILITIES

Outside parties -
Borrowings - agent
- non-agent
Bank of Canada notes in circulation and amounts
owing to depositors
Other liabilities
Government and other Crown corporations

TOTAL LIABILITIES

EQUITY OF CANADA

TOTAL LIABILITIES AND EQUITY

Contingent liabilities

REVENUES, EXPENSES AND CHANGES IN THE EQUITY
For The Period Ending September 30, 1991

REVENUES -
Outside parties
Government and other Crown corporations -
Financial assistance
Other

TOTAL REVENUES

EXPENSES -

Outside parties
Government and other Crown corporations

TOTAL EXPENSES

Net income for the period

Equity adjustments

Government's share of income

Equity transactions with the Government

Equity of Canada, April 1st, 1991

Equity of Canada at September 30, 1991

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

Les revenus comprennent l'aide financière reçue ou à recevoir du gouvernement relativement aux opérations de la période en cours.

Les ajustements dans l'avoir comprennent les montants rétroactifs des changements apportés dans l'application des principes comptables ainsi que les imputations directes ou les crédits dans l'avoir. Les transactions dans l'avoir avec le gouvernement comprennent les dividendes déclarés, les virements de bénéfices au gouvernement et l'aide financière non courante accordée par le

RÉSUMÉ DES ÉTATS COMBINÉS DES SOCIÉTÉ D'ÉTAT

ACTIF, PASSIF ET AVOIR
au 30 juin 1991

ACTIF

Financier:
Tiers 36,330
Gouvernement et autres sociétés d'État 27,329

Total de l'actif financier 63,659
Actif immobilisé et frais reportés 20,167

TOTAL DE L'ACTIF 83,826

PASSIF

Tiers -
Emprunts - mandataire 18,711
- non mandataire 1,772
Effets en circulation de la Banque du Canada et
montants dus aux déposants 22,135
Autres passifs 10,943
Gouvernement et autres sociétés d'État 17,925

TOTAL DU PASSIF 71,486

AVOIR DU CANADA 12,340

TOTAL DU PASSIF ET DE L'AVOIR 83,826

Passif éventuel 608

REVENUS, DÉPENSES ET CHANGEMENTS DANS L'AVOIR
pour le trimestre se terminant le 30 septembre 1991

REVENUS -
Tiers 4,502
Gouvernement et autres sociétés d'État -
Aide financière 1,010
Autres 811

TOTAL DES REVENUS 6,323

DÉPENSES -

Tiers 5,186
Gouvernement et autres sociétés d'État 540

TOTAL DES DÉPENSES 5,726

Bénéfice net pour la période 597

Ajustements dans l'avoir 1

Quote-part du gouvernement dans le bénéfice 598

Transactions dans l'avoir avec le gouvernement -344

Avoir du Canada au 1er avril 1991 12,086

Avoir du Canada au 30 septembre 1991 12,340

(in millions of dollars)
(en millions de dollars)

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

4. Insurance Programs of Agent Crown corporations

At present, three Crown corporations operate insurance programs as agents of Her Majesty. An insurance program is a program where the insured, an outside party, pays an insurance fee which is credited to an insurance fund or provision operated by the corporation. The amount of the fee is based on the estimated amount of insurance fund or provision needed to meet future claims. Insurance programs operated by private corporations such as employee group insurance, dental plans, etc., are not included in this definition.

The insurance programs are intended to operate on a self-sustaining basis but in recent years, two of the Crown corporations have required loans or other funding from the Government to meet obligations.

Information presented below has not been audited since the information presented therein is derived from interim financial statements. The most recent annual financial statements of these corporations may be found in Volume III of the Public Accounts.

In the Summary below, a minus "-" sign preceding the amount reported indicates a fund deficit, an expense recovery or adjustment, or a decrease or loss during the year.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

4. Programmes d'assurance des sociétés mandataires d'État

Présentement, trois sociétés d'État administrent des programmes d'assurance en tant que mandataires de Sa Majesté. Un programme d'assurance est un programme par lequel un assuré (un tiers) verse des primes d'assurance qui sont alors créditées à un fonds d'assurance ou une provision administrée par la société. Le montant à verser comme primes est basé sur le montant prévu nécessaire pour satisfaire à toutes les demandes futures d'indemnisation au titre du fonds d'assurance ou de la provision. Les programmes d'assurance administrés par les corporations privées tels que l'assurance collective des employés, les régimes dentaires, etc., sont exclus de cette définition.

Les programmes d'assurance sont conçus de façon à opérer sur une base autosuffisante, mais depuis quelques années, le gouvernement a fourni des primes ou d'autres financements à deux sociétés pour satisfaire à leurs demandes d'indemnisation.

Les renseignements qui apparaissent ci-dessous ne sont pas vérifiés puisque l'information est produite à partir d'états financiers intermédiaires. On peut retrouver les états financiers annuels, les plus récents, de ces sociétés dans le volume III des Comptes publics.

Un signe moins "-" dans le sommaire ci-dessous indique un déficit dans le fonds, un recouvrement ou un redressement des dépenses, ou une diminution ou perte au cours de l'exercice.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
DU GOUVERNEMENT DU CANADA - SuiteSUMMARY OF INSURANCE PROGRAMS OF
CROWN CORPORATIONS
The Period Ending June 30, 1991SOMMAIRE DES PROGRAMMES D'ASSURANCE DES
SOCIÉTÉS MANDATAIRES D'ÉTAT
pour la période se terminant le 30 juin 1991

		(in millions of dollars - en millions de dollars)					
		Canada Deposit Insurance Corporation ⁽¹⁾	Canada Mortgage and Housing Corporation ⁽²⁾				Export Development Corporation ⁽³⁾
			Mortgage Insurance Fund	Mortgage-Backed Securities Guarantee Fund	Home Improvement Loan Fund	Rental Guarantee Fund	
		Société d'assurance-dépôts du Canada ⁽¹⁾	Société canadienne d'hypothèques et de logement ⁽²⁾				Société pour l'expansion des exportations ⁽³⁾
			Fonds d'assurance hypothécaire	Fonds de titres hypothécaires garantis	Fonds de prêts pour l'amélioration des maisons	Fonds de garantie de loyer	
Insurance in force as at reporting date	Assurance en vigueur à la date de déclaration						
- current year	- exercice en cours	291,400	55,930	5,985	*	**	5,193
- previous year	- exercice précédent	233,022	50,421	1,139	*	**	4,471
Opening balance of Fund	Solde d'ouverture du Fonds						
- current year	- exercice en cours	-679	187	4	1	17	48
- previous year	- exercice précédent	-888	83	1	1	16	47
Revenue for the period: premiums and fees	Recettes pour la période : Primes et honoraires						
- current year	- exercice en cours	292	44	1			7
- previous year	- exercice précédent	233	41	1			6
Investment income	Revenu de placement						
- current year	- exercice en cours	2	26				
- previous year	- exercice précédent	1	23				
Other revenue	Autres recettes						
- current year	- exercice en cours		1				
- previous year	- exercice précédent	-1					
Total revenue	Recettes totales						
- current year	- exercice en cours	294	71	1	*	*	7
- previous year	- exercice précédent	233	64	1	*	*	6
Expense for the period: loss on claims	Dépenses pour la période: Pertes sur indemnités						
- current year	- exercice en cours		45				4
- previous year	- exercice précédent		23				5
Interest on loans	Intérêts sur prêts						
- current year	- exercice en cours	42					
- previous year	- exercice précédent	36					
Administrative	Administration						
- current year	- exercice en cours	8	21				
- previous year	- exercice précédent	2	16				
Funds returned to Government	Fonds retournés au gouvernement						
- current year	- exercice en cours						
- previous year	- exercice précédent						
Total expense	Dépenses totales						
- current year	- exercice en cours	50	66	*	*	*	4
- previous year	- exercice précédent	38	39	*	*	*	5
Net income/loss (-) for the year	Revenus nets/portes (-) nettes pour l'exercice						
- current year	- exercice en cours	244	5	1	*	*	3
- previous year	- exercice précédent	195	25	1	*	*	1
Closing balance of Fund	Solde de fermeture du Fonds						
- current year	- exercice en cours	-435	192	5	1	17	51
- previous year	- exercice précédent	-693	108	2	1	16	48
Net claims during the period ⁽⁴⁾	Montants nets des indemnités pour la période ⁽⁴⁾						
- current year	- exercice en cours	1,301	8	**	*	**	2
- previous year	- exercice précédent	-10	15	**	*	**	2
Year average of net claims paid	Moyenne des montants nets des indemnités payées pour les cinq derniers exercices						
- current year	- exercice en cours	377	-16	**	*	**	6
- previous year	- exercice précédent	245	-2	**	*	**	2

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA - Continued

[1] The Canada Deposit Insurance Corporation (CDIC) provides insurance on deposits placed with member banks and trust and loan companies for up to \$60,000 per depositor, per institution. In recent years, premiums paid by member institutions have not been sufficient to meet obligations incurred by CDIC under the insurance plan. This deficiency has been funded, in part, by loans from the Government of \$2,600 million at June 30, 1991 (\$1,375 million at June 30, 1990). The Government is continuing to explore alternatives to allow CDIC, over the long run, to eliminate its deficiency without budgetary support from the Government. Since there is no reason to believe that this will not be the case, no provision has been made in the accounts of Canada for the losses experienced by CDIC.

[2] Canada Mortgage and Housing Corporation (CMHC) administers four funds of which the Mortgage Insurance Fund (MIF) and the Mortgage-Backed Securities Guarantees Fund are active. The MIF provides insurance, for a fee, to private sector lending institutions to cover mortgage lending on Canadian housing. Besides establishing a framework of confidence for mortgage lending by private institutions, the Fund facilitates an adequate supply of mortgage funds by reducing the risk to lenders and by encouraging the secondary market trading of mortgages, to make housing more accessible for Canadians. An actuarial study of the MIF as of September 30, 1990 disclosed that the Fund is more than sufficient to pay all future claims with respect to business in force. The surplus as at September 30, 1990 was estimated to be \$143.5 million. The Mortgage-Backed Securities (MBS) Program was implemented in 1987. For a fee paid by approved financial institutions, CMHC and ultimately the Government, guarantee timely payment of principal and interest to MBS investors who participate in a pool of MIF insured first residential mortgages which have been repackaged by the financial institution into investments of \$5,000 denominations. Since 1984, the Corporation has also operated the Mortgage Rate Protection Program (MRPP). As premiums collected by CMHC for the Program are remitted directly to the Consolidated Revenue Fund (CRF) and obligations of the MRPP are ultimately payable from the CRF, the Mortgage Rate Protection Program does not meet the definition of a Crown corporation insurance plan as defined above. Therefore, operating particulars of this Program are not included in this summary but some information will be found in the notes to the Government of Canada Statement of Contingent Liabilities.

[3] The Export Development Corporation (EDC) provides export and foreign investment insurance to Canadian business to facilitate and develop export trade. The insurance fund has been adequate to provide for the full cost of claims experienced to date and to establish an allowance for future claims based on previous claims experience.

[4] Refers to the difference between claims and amounts received from sales of related assets and other recoveries.

* Less than \$500,000.

** Not applicable.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

[1] La Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC) fournit une assurance, jusqu'à concurrence de \$60,000 par déposant et par institution, sur les dépôts faits auprès des banques et compagnies de prêts et de fiducies par ses membres. Depuis quelques années, les primes versées par les institutions membres n'étaient pas suffisantes pour satisfaire à toutes les demandes d'indemnisation faites auprès de la SADC aux termes du régime d'assurance. Ce déficit a été comblé en partie par des prêts du gouvernement de \$2,600 millions au 30 juin 1991 (\$1,375 millions au 30 juin 1990). Le gouvernement continue d'examiner des alternatives afin de permettre à la SADC d'éliminer, avec le temps, son déficit sans aide budgétaire du gouvernement. Puisqu'il n'y a pas lieu d'en croire autrement, aucune provision n'a été établie dans les comptes du Canada pour les pertes subies par la SADC.

[2] La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) administre quatre fonds dont le Fonds d'assurance hypothécaire (FAH) et le Fonds des titres hypothécaires garantis sont actifs. Le FAH fournit de l'assurance aux institutions de crédit du secteur privé, moyennant des primes, afin de couvrir les prêts hypothécaires concernant le logement canadien. Tout en mettant en place un système par lequel les institutions privées peuvent accorder des prêts hypothécaires en toute confiance, le Fonds permet également qu'un provisionnement continu de fonds hypothécaires soit disponible à moindre risque aux prêteurs et que le marché secondaire d'hypothèques soit favorisé pour rendre le logement plus accessible aux Canadiens. Une étude actuarielle du FAH en date du 30 septembre 1990 démontre que le Fonds est plus que suffisant pour rencontrer les demandes d'indemnisation futures concernant les activités en vigueur. Au 30 septembre 1990, un surplus a été évalué à \$143.5 millions. Le Programme des titres hypothécaires garantis fut introduit en 1987. Sur versements d'une prime, la SCHL, et finalement le gouvernement, garantissent le paiement ponctuel du principal et des intérêts aux investisseurs dans des titres hypothécaires réunis par une institution financière en un bloc de créances hypothécaires résidentielles dont l'institution prépare et livre les certificats en multiples de \$5,000. Depuis 1984, la Société opère le Programme de protection des taux hypothécaires. Étant donné que les primes encaissées pour ce Programme par la SCHL sont déposées dans le Trésor et que les créances du Programme sont finalement payées à même le Trésor, le Programme de protection des taux hypothécaires ne rencontre pas la définition d'un plan d'assurance administré par une société d'État tel que défini ci-haut. Par conséquent, les résultats d'opérations du Programme ne sont pas inclus dans le sommaire mais l'information supplémentaire apparaît dans les notes afférentes à l'état passif éventuel du gouvernement du Canada.

[3] La Société pour l'expansion des exportations (SEE) fournit de l'assurance aux entreprises canadiennes sur les investissements étrangers et sur les exportations afin de faciliter et de développer le commerce de l'exportation. Le fonds d'assurance a été suffisant afin de pourvoir au coût global des réclamations à ce jour et pour établir une provision pour des réclamations futures basées sur l'expérience passée.

[4] Se rapporte à l'écart entre les réclamations et les montants recouverts des ventes de biens connexes et d'autres recouvrements.

* Moins de \$500,000.

** Sans objet.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA - Continued

Contingent Liabilities

A contingent liability is a potential liability which may become an actual liability when one or more future events occur or fail to occur. The details of the contingent liabilities of the Government are provided in the following statement and consist of explicit guarantees by the Government and potential losses arising from pending and threatened litigation relating to claims and assessments in respect of breach of contract, damages to persons and property and like items.

The authorized limit represents the aggregate total of various types of authorities of Government bodies as stipulated in legislation, legal agreements and other documents that may be in force at any one time.

STATEMENT OF CONTINGENT LIABILITIES
At June 30, 1991ÉTAT DU PASSIF ÉVENTUEL
au 30 juin 1991

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

5. Passif éventuel

Un élément de passif éventuel signifie un élément de passif possible qui peut se transformer en un élément de passif réel advenant un ou plusieurs événements futurs. Le détail du passif éventuel du gouvernement est fourni dans l'état suivant et comprend les garanties formelles par le gouvernement et les pertes possibles résultant de causes en instance ou imminentes relatives à des demandes d'indemnité et d'évaluation à l'égard de l'inexécution de contrats, de dommages causés à des personnes et à un bien et d'éléments connexes.

Les limites autorisées indiquées dans le tableau ci-dessous désignent le montant total des divers genres d'autorisations utilisées par des organismes gouvernementaux telles que stipulées dans la législation, des ententes légales ou d'autres documents qui peuvent être en vigueur à un moment donné.

		(in millions of dollars - en millions de dollars)		
		Authorized limit (where applicable) ⁽¹⁾	Contingent liability ⁽²⁾	Percentage of net claims to outstanding guarantees (where applicable) ⁽³⁾
		Limite autorisée (s'il y a lieu) ⁽¹⁾	Passif éventuel ⁽²⁾	Rapport entre les indemnités nettes et les garanties en vigueur (s'il y a lieu) ⁽³⁾
EXPLICIT GUARANTEES BY THE GOVERNMENT OF -		GARANTIES FORMELLES PAR LE GOUVERNEMENT POUR -		
Borrowings by Crown corporations which are not agents of Her Majesty -	Emprunts par des sociétés d'État qui ne sont pas mandataires de Sa Majesté -			
Canadian National Railway Company - Bonds and notes	Chemins de fer nationaux du Canada - Obligations et effets	*	*	
Borrowings by other than Crown corporations -	Emprunts effectués par des entités autres que des sociétés d'État -			
From agents -	De sociétés mandataires -			
Loans to Indians by the Canada Mortgage and Housing Corporation and the Farm Credit Corporation, for on-reserve housing	Prêts consentis aux Indiens par la Société canadienne d'hypothèques et de logement et la Société du crédit agricole, pour habitations sur les réserves	750	69 [4]	0.1
From other than agents -	De sociétés non mandataires -			
Guarantee programs of the Government -	Programmes de garantie du gouvernement -			
Canada Student Loans Act	Loi fédérale sur les prêts aux étudiants	6,904	2,981	2.7
Small Businesses Loans Act	Loi sur les prêts aux petites entreprises	1,012 [5]	490	4.9
Atlantic Enterprise Program	Programme Entreprise Atlantique	205	205 [6]	2.3
Farm Improvement Loans Act and Farm Improvement and Marketing Cooperatives	Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative	364 [5]	131	1.0
Advance Payments for Crops Act	Loi sur le paiement anticipé des récoltes	400	100	0.2
Enterprise development program and Canadian Industrial Renewal Board	Programme d'expansion des entreprises et Office canadien pour un renouveau industriel	909	10 [7]	9.5
Fisheries Improvement Loans Act	Loi sur les prêts aux entreprises de pêche	10 [5]	6	5.4
Regional Development Incentives Act	Loi sur les subventions au développement régional	21	3	60.3
Loans to Indians by approved lenders for on-reserve housing	Prêts consentis aux Indiens par des prêteurs agréés pour habitations sur les réserves	[8]	549 [4]	0.1
Financial obligations incurred by air carriers regarding purchase of The de Havilland Aircraft of Canada, Limited DHC-7 and DHC-8 aircraft	Dettes encourues par des transporteurs aériens concernant l'achat des aéronefs DHC-7 et DHC-8 de The de Havilland Aircraft of Canada, Limited	910 [9]	578 [9]	1.0
Indian economic development	Développement économique des Indiens	34 [10]	4 [4]	6.5
		10,769	5,057	

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
DU GOUVERNEMENT DU CANADA - SuiteSTATEMENT OF CONTINGENT LIABILITIES
As At June 30, 1991ÉTAT DU PASSIF ÉVENTUEL
au 30 juin 1991

		(in millions of dollars - en millions de dollars)		
		Authorized limit (where applicable) ^[1]	Contingent liability ^[2]	Percentage of net claims to outstanding guarantees (where applicable) ^[3]
		Limite autorisée (s'il y a lieu) ^[1]	Passif éventuel ^[2]	Rapport entre les indemnités nettes et les garanties en vigueur (s'il y a lieu) ^[3]
Other explicit loan guarantees -	Autres garanties formelles de prêts -			
Loans to NewGrade Energy Inc to finance construction of a heavy oil upgrader	Prêts à la société NewGrade Energy Inc pour financer la construction d'une usine de valorisation du pétrole lourd	275	266	
Loans to construct coal handling and terminal facilities by Ridley Terminals Inc	Prêts pour la construction d'installations de manutention du charbon et de terminus par Ridley Terminals Inc	230	200	
Loans to Marine Industries Limited for acquisition of assets	Prêts à Marine Industries Limited pour l'acquisition de biens	55	40	
Loan to St. Mary's Paper Inc to modernize and expand a paper making facility at Sault Ste Marie, Ontario	Prêt à St. Mary's Paper Inc pour moderniser et agrandir une papeterie à Sault Ste Marie, Ontario	15	15	
Loans for the restructuring of Maislin Industries Ltd	Prêts pour la réorganisation de Maislin Industries Ltd	8 ^[9]	8 ^[9,11]	
Loan to Seafreez Food Limited for acquisition of assets	Prêt à Seafreez Food Limitée pour l'acquisition de biens	15	5	
Loan to Nardex Canada Ltée for the manufacture of radio-protection and radio-telecommunication systems	Prêt à Nardex Canada Ltée pour la fabrication des systèmes de protection et de télécommunication radiophonique	*	*	
Loans for the financing of Cheticamp Fishermen's Co-operative Society Ltd	Prêts pour le financement de Cheticamp Fishermen's Co-operative Society Ltd	*	*	
		598	534	
Insurance programs of the Government ^[12] -	Programmes d'assurance du gouvernement ^[12] -			
Insurance against accidents at nuclear installations under the Nuclear Liability Act ^[13]	Assurance en prévision des accidents aux installations nucléaires en vertu de la Loi sur la responsabilité nucléaire ^[13]	675	664	
Insurance under the Fishing Vessel Insurance Plan ^[14]	Assurance aux termes du régime d'assurance des bateaux de pêche ^[14]	26	281	
Accounts administered for the Government by the Export Development Corporation - Insurance and related guarantees	Comptes administrés par la Société pour l'expansion des exportations au nom du gouvernement - Assurance et garanties connexes	7,000 ^[15] 7,701	138 1,083	
Other explicit guarantees ^[16] -	Autres garanties formelles ^[16] -			
Guarantees under the Prairie Grain Advance Payments Act	Garanties en vertu de la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies		877	^[17]
Guarantees under the Agricultural Products Cooperative Marketing Act	Garanties en vertu de la Loi sur la vente coopérative des produits agricoles		35	2.3
Guarantee of electricity sales by Yukon Energy Corporation to Curragh Resources Inc	Garantie de vente d'électricité par la société Yukon Energy Corporation à Curragh Resources Inc ...	2	2 ^[18]	
Guarantee to the City of Toronto of payment by H&D International Group of 25% of the estimated cost of a proposed pedestrian bridge connecting Skydome Stadium to Harbourfront Corporation property	Garantie à la ville de Toronto, de H&D International, concernant le paiement de 25% du coût estimé d'un pont pédestre reliant le Stade Skydome à la propriété de la société Harbourfront Corporation	*	1	
		2	915	
Total explicit guarantees	Total des garanties formelles	19,820	7,658	
CLAIMS AND PENDING AND THREATENED LITIGATION	REVENDICATIONS ET CAUSES EN INSTANCE ET IMMINENTES		15,879 ^[9,19,20]	
COMPREHENSIVE NATIVE LAND CLAIMS	REVENDICATIONS GLOBALES DE TERRAINS		1,248 ^[21]	
Total	Total		24,785	

VERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
VERNMENT OF CANADA - Continued

- [1] The authorized limits indicated in the preceding statement, represent the aggregate total of various types of authorities of Government bodies as stipulated in legislation, legal agreements or other documents that may be in force at any one time.
- [2] A contingent liability is a potential liability which may become an actual liability when one or more future events occur or fail to occur.
- [3] Represents the average percentage over the most recent 5 years of net claims to the average amount of outstanding guarantees for the same period computed as at June 30, 1991. In some situations where historical data is not readily available, departmental estimates have been used.
- [4] Includes committed guarantees for the following loans to be made: to Indians for on-reserve housing \$74,889,953 and for Indian economic development \$776,473. As at June 30, 1991, no loans had been issued for these amounts.
- [5] The Act places limits on the maximum amount of guarantee for loans made by eligible lenders over different loan periods. The maximum amount of guarantee by lender is expressed in legislation as a percentage of aggregate loans made to qualified borrowers and varies according to the dollar value range of aggregate loans made by the lender. The authorized limits for given loan periods are included in the figure reported until all qualified loans made by all eligible lenders, in the given periods, are no longer outstanding and are not adjusted for loan repayments nor payments made by the Government for guaranteed amounts in which default has occurred.
- [6] The Atlantic Enterprise Program offers loan insurance on new term loans for the establishment, expansion or modernization of commercial operations in eligible sectors in the Atlantic provinces where the Program is administered by the Atlantic Canada Opportunities Agency (\$137,581,940 as at June 30, 1991) and in the Gaspé Peninsula and Magdalen Islands of Québec where administration of the Program is the responsibility of the Department of Industry, Science and Technology (\$66,963,421 as at June 30, 1991). Industry, Science and Technology also has responsibility for all capital projects in excess of \$20 million.
- [7] Includes \$62,034 attributable to the Canadian Industrial Renewal Board.
- [8] The authorized limit for loan guarantees for on-reserve housing totals \$750,000,000 (as shown above) for loans made by the Canada Mortgage and Housing Corporation, the Farm Credit Corporation and other approved lenders.
- [9] Amount denominated wholly or partially in a foreign currency and translated at the closing rate of exchange as at date of statement.
- [10] The maximum aggregate amount that may be paid or that may have been paid from the Consolidated Revenue Fund (CRF) relative to Indian Economic Development in previous, current or subsequent years, with respect to all guarantees authorized and granted, is set at \$60 million. As at June 30, 1991, \$26,090,439 has been expended from the CRF leaving a balance of \$33,909,561 available for disbursement.
- [11] Maislin Industries Ltd was placed in receivership on July 11, 1983 and was declared bankrupt on October 19, 1983. To date, the Government has made interim payments totalling \$20,361,132 US to creditors under a guarantee in the amount of \$27,000,000 US. It is anticipated that the Government will be called upon to make a final payment of possibly \$8,500,000 US to settle remaining obligations to creditors when certain issues are settled in US Federal Court, however the amount cannot be determined at present with any certainty.
- [12] Since 1984, the Canada Mortgage and Housing Corporation (CMHC) has operated the Mortgage Rate Protection Program on behalf of the Government. In return for payment of a premium, CMHC will reimburse homeowners 75% of any increase in monthly mortgage payments, above a deductible, due to higher interest rates at the time of mortgage renewal. As recent mortgage interest rates have been relatively stable, the Program is not widely utilized and loans covered by the Program at June 30, 1991 amounted to only \$911,000 (\$911,000 at June 30, 1990). Premiums collected by CMHC are remitted directly to the Consolidated Revenue Fund (CRF) and obligations are ultimately payable from the CRF. Because of the nature of the Program, it is not possible to estimate the amounts, if any, that might be payable at some future date.
- [13] There have been no claims under the nuclear liability act since its inception in 1970. The act covers 9 nuclear installations as at June 30, 1991.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

- [1] Les limites autorisées indiquées dans l'état ci-dessus désignent le montant total des divers genres d'autorisations utilisés par des organismes gouvernementaux, tels que stipulés dans la législation, des ententes légales ou d'autres documents, qui peuvent être en vigueur à un moment donné.
- [2] Un élément de passif éventuel signifie un élément de passif possible qui peut se transformer en élément de passif réel advenant un ou plusieurs événements futurs.
- [3] Représente le rapport au cours des cinq derniers exercices entre la moyenne des indemnités nettes et la moyenne des garanties en cours pour la même période calculé au 30 juin 1991. Dans les cas où les données d'origine ne sont pas facilement disponibles, les prévisions ministérielles ont été utilisées.
- [4] Comprend les engagements de garanties concernant les prêts suivants : aux Indiens pour habitations sur les réserves \$74,889,953 et pour le développement économique des Indiens \$776,473. Aucun prêt n'avait été consenti en raison de ces montants au 30 juin 1991.
- [5] La Loi limite la somme maximum de la garantie pour prêts effectués par des prêteurs admissibles sur différentes périodes de prêts. La somme maximum de la garantie accordée à chaque prêteur est énoncée, d'après la Loi, comme étant un pourcentage du total des prêts consentis aux emprunteurs autorisés, et varie selon la valeur totale des prêts effectués par le prêteur. Les limites autorisées pour des périodes de prêts données sont comprises dans le chiffre divulgué jusqu'à ce que tous les prêts approuvés et consentis par les prêteurs admissibles dans la période donnée, soient réglés. Ces limites ne sont pas redressées par les remboursements de prêts ni par les paiements effectués par le gouvernement pour les montants garantis en souffrance.
- [6] Le Programme Entreprise Atlantique offre des assurances de prêts sur de nouveaux prêts à terme pour établir, moderniser ou agrandir des opérations commerciales dans les secteurs éligibles des provinces de l'Atlantique où le Programme est administré par l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (\$137,581,940 au 30 juin 1991) et pour la péninsule de Gaspé et les Îles-de-la-Madeleine du Québec où le ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie a la responsabilité de l'administration du Programme (\$66,963,421 au 30 juin 1991). Ce ministère a aussi la responsabilité de tous les projets d'immobilisation dépassant \$20 millions.
- [7] Comprend un montant de \$62,034 imputable à l'Office canadien pour un renouveau industriel.
- [8] La limite autorisée sur les prêts garantis pour habitations sur les réserves s'élève à \$750,000,000 (voir ci-haut) pour les prêts effectués par la Société canadienne d'hypothèques et de logement, la Société du crédit agricole et par d'autres prêteurs agréés.
- [9] Montant libellé entièrement ou partiellement en une devise étrangère et converti au cours du change en vigueur à la date de comptabilisation.
- [10] Le montant maximum total déboursé ou pouvant être déboursé à même le Trésor pour l'exercice en cours et les exercices précédents ou subséquents relativement aux garanties autorisées et accordées pour le développement économique des Indiens est fixé à \$60 millions. Au 30 juin 1991, un montant total de \$26,090,439 a été déboursé à même le Trésor laissant un solde disponible de \$33,909,561.
- [11] Maislin Industries Ltd a été placée sous séquestre le 11 juillet 1983 et a déclaré faillite le 19 octobre 1983. À la date de comptabilisation, le gouvernement a effectué des versements provisoires totalisant \$20,361,132 \$-U aux créanciers en vertu d'une garantie au montant de \$27,000,000 \$-U. On anticipe que le gouvernement devra effectuer des paiements additionnels pour régler les obligations restantes aux créanciers lors du règlement de certaines émissions au tribunal fédéral des États-Unis, mais le montant ne peut pas être déterminé, en ce moment, avec certitude.
- [12] Depuis 1984, la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) opère, pour le compte du gouvernement, le Programme de protection des taux hypothécaires. Sur paiement de primes, la SCHL rembourse les propriétaires 75% des augmentations causées par les hausses marquées de taux d'intérêt, lors du renouvellement, au-delà d'un montant déductible. Les taux hypothécaires étant relativement stables, le Programme n'est pas tellement utilisé et les prêts couverts par le Programme au 30 juin 1991 ne s'élevaient qu'à \$911,000 (\$911,000 au 30 juin 1990). Les primes encaissées par la SCHL sont remises au Trésor et les créances du Programme sont payables à même le Trésor. La nature même du Programme ne permet aucune estimation des créances futures.
- [13] Il n'y a eu aucune réclamation en vertu de la Loi sur la responsabilité nucléaire depuis sa mise en vigueur en 1970. La Loi couvre 9 installations nucléaires canadiennes au 30 juin 1991.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA - Concluded

[14] The Fishing Vessel Insurance Plan is administered by the Government to assist fishermen in meeting abnormal capital losses. A consolidated specified purpose account is credited with all amounts received by way of premiums, recoveries and with advances in accordance with regulations by the Government, such advances not to exceed \$150,000 at any time. The account is debited with refunds of premiums and payments in settlement of third party vessel collision damage claims against fishermen, where the collision involves a vessel insured under the Plan. As at June 30, 1991, the insured value of vessels under the Plan amounted to \$281,388,000; the balance of the account was \$25,321,342 and outstanding claims against the Plan amounted to \$1,250,000.

[15] The Export Development Act specifies that the Export Development Corporation may enter into contracts of insurance, re-insurance, related guarantees and other agreements up to a maximum of \$7 billion, the authorized limit.

[16] A letter of comfort has been issued with respect to credit grain sales by the Canadian Wheat Board. The letter states that the Government will assume responsibility for the liabilities arising from defaults in payment by countries purchasing Canadian grain on credit. Receivables under this guarantee amounted to approximately \$5.2 billion at June 30, 1991.

[17] Less than 0.1%.

[18] The Government has agreed to pay Yukon Energy Corporation up to \$300,000 per year up to March 31, 1997 should electricity sales to Curragh Resources Inc. fall below specified limits.

[19] Classified as follows:	(in millions of dollars)
a. alleged breach of written, verbal, statutory contracts including construction disputes	1,050
b. damage to property including loss of income	2,731
c. physical and mental injury including accidents, false imprisonment	195
d. expropriation and land claims	10,728
e. government employee disputes	36
f. other	1,164
	<u>15,904</u>
Less duplicated claims	25
Total	<u>15,879</u>

Included in (d.) above is \$9.3 billion related to native statutory and treaty obligations representing plaintiffs' claims in 88 litigation cases. There are another 135 similar cases for which amounts are not stated in the claims, and for which it is not possible to determine the amounts that may be ultimately payable. The Government also has 292 specific native claims of which \$272 million is included in (d.) and represents plaintiffs' claims in 56 cases. The amount involved for the remaining 236 claims cannot be determined at this time and no amount for such claims is shown.

[20] Contingent gains. A contingent gain is a potential gain or possible recovery that may become an actuality when one or more future events occur or fail to occur. Two departments reported contingent gains as at June 30, 1991 totalling approximately \$9.1 million.

[21] The Government has several comprehensive native claims under negotiation of which 2 are in the final stages of negotiation. should the 2 claims be ratified, the Government would be able to pay financial compensation over a number of years as follows:

	(in millions of dollars)
Council for Yukon Indians	284
Tungavik Federation of Nunavut	612
	<u>860</u>
Implementation costs over the next ten years	388
Total	<u>1,248</u>

Although the Dene Nation and Métis Association failed to ratify their claim in total in July 1990, it will form the basis for final negotiation by regions. This claim amounting to \$504 million plus associated costs of \$212 million, is now included in Claims and Pending and Threatened Litigation under expropriation and land claims.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Fin

[14] Le Régime d'assurance des bateaux de pêche est administré par le gouvernement afin d'assurer les pêcheurs contre des pertes en capital anormales. Un compte à fins déterminées consolidé est crédité de toutes les sommes encaissées à titre de primes et de recouvrements, ainsi que des avances consenties par le gouvernement conformément à ces règlements, de telle avance ne devant pas dépasser en tout temps \$150,000. Le compte est débité des remboursements de primes et du règlement des réclamations de dommages-intérêts envers des tiers pour collision lorsque la collision met en cause un bateau assuré aux termes du Régime. Au 30 juin 1991, la valeur assurée des bateaux aux termes du Régime se chiffrait à \$281,388,000; le solde du compte était de \$25,321,342 et les réclamations réglées au titre du Régime se sont élevées à \$1,250,000.

[15] La Loi sur l'expansion des exportations précise que la Société pour l'expansion des exportations peut conclure des contrats d'assurance, de réassurance, de garanties connexes et d'autres accords jusqu'à un maximum de \$7 milliards, ce qui représente la limite autorisée.

[16] Une lettre d'accord présumé a été émise concernant les ventes de céréales à crédit par la Commission canadienne du blé. La lettre spécifie que le gouvernement assumera la responsabilité de la dette advenant le défaut de paiement par un acheteur à crédit les céréales canadiennes. Le montant débiteur au 30 juin 1991, en vertu de cette garantie, s'élève à \$5.2 milliards.

[17] Moins de 0.1%.

[18] Selon une entente entre le gouvernement et la Société Yukon Energy Corporation se terminant le 31 mars 1997, un montant de \$300,000 sera versé annuellement advenant que les ventes d'électricité à Curragh Resources Inc. soient en dessous du seuil prédéterminé.

[19] Classées de la façon suivante :	(en millions de dollars)
a. inexécution de contrats écrits, verbaux, statutaires incluant les disputes de construction	1,050
b. dommages causés aux propriétés n'appartenant pas au gouvernement incluant la perte de revenu ..	2,731
c. dommages corporels ou mentaux y compris les accidents et les faux emprisonnements	195
d. revendications de terrains et expropriations	10,728
e. revendications relatives aux employés du gouvernement	36
f. autres	1,164
	<u>15,904</u>
Moins les revendications en double	25
Total	<u>15,879</u>

Inclus dans (d.) ci-haut est \$9.3 milliards relié aux engagements envers les autochtones par suite de statuts et traités. Ce montant représente les revendications de plaignants dans 88 causes en litige. Il y a 135 causes semblables auxquelles des montants ne sont pas énoncés dans les revendications et auxquelles il est impossible de déterminer les montants qui peuvent finalement être payés. Le gouvernement doit aussi faire face à 292 revendications spécifiques pour \$272 millions qui sont incluses dans (d.) et qui représentent des revendications de plaignants dans 56 causes en litige. Le montant des 236 revendications restantes ne peut être déterminé pour le moment et par le fait même aucun montant n'est indiqué pour celles-ci.

[20] Gains éventuels. Un gain éventuel est un gain potentiel ou un recouvrement possible pouvant se matérialiser advenant un ou plusieurs événements futurs. Deux ministères ont déclaré des gains éventuels au 30 juin 1991 totalisant \$9.1 millions.

[21] Le gouvernement négocie présentement plusieurs revendications globales de terrains concernant les autochtones parmi lesquelles 2 sont à l'étape finale des négociations. Si ces 2 revendications sont entérinées, le gouvernement aura à payer une indemnité financière sur plusieurs années comme suit :

	(en millions de dollars)
Le conseil des Indiens du Yukon	284
La Fédération Tungavik de Nunavut	612
	<u>860</u>
Coûts d'exécution engendrés sur les dix prochaines années	388
Total	<u>1,248</u>

Bien que la Nation Dene et l'association des Métis n'ont pas totalement ratifié leur revendication en juillet 1990, elle devra servir de base pour les négociations finales avec chacune des régions. Ces réclamations se chiffrent à \$212 millions et sont maintenant incluses dans les revendications et les causes en instance imminentes sous les revendications de terrains et les expropriations.

2460
- 578



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

**Quarterly
Statements
of Financial
Operations**

**États
trimestriels
des opérations
financières**

Ending

se terminant

December 31, 1991

le 31 décembre 1991

Fiscal Year
1991-92

Exercice
1991-92



The Honourable Paul Dick
Receiver General for Canada

L'honorable Paul Dick
Receveur général du Canada

Any inquiries should be directed to the:

A/Supervisor
Financial Operations Analysis Unit
Central and Public Accounts Branch
Government Operational Service
Supply and Services Canada
Ottawa, Canada
K1A 0S5

Telephone: (819) 956-1879

Toute demande de renseignements devrait être
faite à la personne suivante :

A/Superviseur
Unité de l'analyse des opérations financières
Direction des Comptes publics et centraux
Service opérationnel au gouvernement
Approvisionnement et Services Canada
Ottawa, Canada
K1A 0S5

Téléphone: (819) 956-1879

TABLE OF CONTENTS

	<u>PAGE</u>
Preface	1
Quarterly Statements of Financial Operations -	
Table I - Summary Statement of Transactions	3
Table II - Detailed Statement of Transactions	4
Table III - Statement of Budgetary Expenditure by Department	7
Notes to the Quarterly Statements of Financial Operations	19

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Préface	1
États trimestriels des opérations financières -	
Tableau I - État sommaire des opérations	3
Tableau II - État détaillé des opérations	4
Tableau III - État des dépenses budgétaires par ministère	7
Notes se rapportant aux états trimestriels des opérations financières	19

PREFACE TO THE
QUARTERLY STATEMENTS OF
FINANCIAL OPERATIONS
OF THE GOVERNMENT OF CANADA

The fundamental purpose of the Quarterly Statements of Financial Operations is to provide information to interested users of data on the Government's financial operations, and to facilitate an understanding and evaluation of the full nature and extent of the financial affairs and resources of which the Government is responsible.

The two basic concepts underlying the Government's accounting system are found in the Constitution Acts: first, the concept of the Consolidated Revenue Fund, which states that all duties and revenues received, other than those reserved to the provinces, "shall form One Consolidated Revenue Fund"; second, the concept that the balance of the Fund, after certain prior charges, shall be appropriated by the Parliament of Canada.

The Quarterly Statements of Financial Operations consist of Summary and Detailed Statements of Transactions, a Statement of Budgetary Expenditure by Department and accompanying notes. The statements of transactions show how the financial requirements were met and the effect of the transactions on the Consolidated Revenue Fund. In the Summary and Detailed Statements of Transactions, the financial transactions are classified into the following categories:

- The first category, budgetary, consists of all the transactions with outside parties which enter into the calculation of the annual deficit or surplus of the Government, that is, the receipts from tax revenue and non-tax revenue, together with expenditures authorized by Parliament.
- The second category, non-budgetary, consists of transactions in loans, investments and advances, in liabilities for the administration of certain public money received or collected for special purposes, and in other liabilities other than those related to foreign exchange and unmatured debt.
- The third category, foreign exchange, reflects transactions in international reserves held in the Exchange Fund Account (the principal objective of which is to aid in the control and protection of the external value of the Canadian dollar) together with an accounting of the net position of the Government with respect to the International Monetary Fund. Foreign exchange transactions include unmatured debt payable in foreign currencies.
- The fourth category, unmatured debt, represents the extent to which financial requirements have been met through the increase in unmatured debt, that is, the net change in amounts owing for marketable bonds, Canada savings bonds, special non-marketable bonds issued to the Canada Pension Plan Investment Fund and Treasury bills. Unmatured debt transactions exclude unmatured debt payable in foreign currencies.
- The final section of the statement shows the cash balances and the balances of unmatured debt at the end of the period. Additional disclosure of the unmatured debt balance by type of instrument is also provided.

The third statement gives a more detailed accounting of budgetary expenditure transactions by department. Total net expenditure reported on the Detailed Statement of Transactions differs from the total expenditure by department. The difference represents transactions of certain specified purpose accounts, the provision for valuation which is not applied to each appropriation and budgetary transactions internal to the Government.

PRÉFACE AUX
ÉTATS TRIMESTRIELS DES
OPÉRATIONS FINANCIÈRES
DU GOUVERNEMENT DU CANADA

Le but fondamental des états trimestriels des opérations financières est de fournir des renseignements aux utilisateurs intéressés aux opérations financières du gouvernement, et de faciliter une compréhension et une évaluation de la nature et de toute l'étendue des affaires financières et des ressources pour lesquelles le gouvernement est responsable.

Les deux notions de base sur lesquelles est fondé le système comptable du gouvernement se trouvent dans les Lois constitutionnelles. Premièrement, la notion du Trésor qui découle de l'exigence que tous les droits et recettes, autres que ceux qui sont réservés aux provinces, "formeront un fonds du revenu consolidé"; deuxièmement, la notion suivant laquelle le solde du Fonds, après certaines imputations préalables, "sera approprié par le Parlement du Canada".

Les états trimestriels des opérations financières consistent en des états sommaire et détaillé des opérations, d'un état des dépenses budgétaires par ministère et des notes afférentes. Les états des opérations financières indiquent la façon dont les besoins financiers ont été rencontrés et l'effet des opérations sur le Fonds du revenu consolidé. Dans les états, sommaire et détaillé des opérations, les opérations financières sont classées sous les catégories suivantes:

- La première catégorie, les opérations budgétaires, englobe toutes les opérations avec les tiers qui entrent dans le calcul du déficit ou de l'excédent annuel du gouvernement, et comprend les rentrées provenant des recettes fiscales et des recettes non fiscales, de même que les dépenses autorisées par le Parlement.
- La deuxième catégorie, les opérations non budgétaires, comprend les opérations touchant les prêts, dotations en capital et avances, celles des éléments de passif reliés à l'administration de certains deniers publics encaissés ou perçus pour des fins déterminées, et celles d'autres éléments de passif, autres que ceux reliés aux opérations de change et à la dette non échue.
- La troisième catégorie, les opérations de change, reflète les opérations dans les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes (le but principal est d'aider à contrôler et à protéger la valeur extérieure de l'unité monétaire canadienne) de même qu'une comptabilité de la situation nette du gouvernement en ce qui concerne le Fonds monétaire international. Les opérations de change comprennent la dette non échue à payer en devises étrangères.
- La quatrième catégorie, les opérations de la dette non échue, représente dans quelle mesure les besoins financiers ont été satisfaits au moyen d'une augmentation de la dette non échue qui indique le changement net dans les montants dus relatifs aux obligations négociables, aux obligations d'épargne du Canada, aux obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada et aux bons du Trésor. Les opérations de la dette non échue ne comprennent pas la dette non échue à payer en devises étrangères.
- La dernière section de l'état montre le solde de caisse et le solde de la dette non échue à la fin de la période. Les effets à payer relatifs au solde de la dette non échue sont également divulgués par catégorie.

Le troisième état fournit une comptabilité plus détaillée des opérations des dépenses budgétaires par ministère. Le total des dépenses nettes présenté à l'état détaillé des opérations est différent du total des dépenses par ministère. La différence représente les opérations de certains comptes à fins déterminées, la provision pour évaluation qui n'est pas appliquée à chaque crédit et les opérations budgétaires internes du gouvernement.

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE I - SUMMARY STATEMENT OF TRANSACTIONS

GOUVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU I - ÉTAT SOMMAIRE DES OPÉRATIONS

		(in millions of dollars - en millions de dollars)			
		MONTH OF DECEMBER MOIS DE DÉCEMBRE		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1991	1990	1991-92	1990-91
BUDGETARY TRANSACTIONS	I. OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES				
Revenue	Recettes	+ 11,980	+ 10,413	+ 86,010	+ 88,831
Program spending	Dépenses de programmes	- 10,335	- 9,128	- 81,573	- 75,638
Operating balance	Solde de fonctionnement	+ 1,645	+ 1,285	+ 4,437	+ 13,193
Public debt charges	Frais de la dette publique	- 3,625	- 3,620	- 31,265	- 32,070
Deficit	Déficit	- 1,980	- 2,335	- 26,828	- 18,877
II. NON-BUDGETARY TRANSACTIONS	II. OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES				
(source + requirement -)	(provenance + besoin -)				
Loans, investments and advances	Prêts, dotations en capital et avances	- 116	+ 124	- 1,032	- 12
Specified purpose accounts	Comptes à fins déterminées	+ 2,364	+ 827	+ 5,495	+ 5,253
Other transactions	Autres opérations	- 2,706	- 1,489	- 6,314	- 5,957
Net source (+) or requirement (-)	Provenance nette (+) ou besoin net (-)	- 458	- 538	- 1,851	- 716
Financial requirements (excluding foreign exchange transactions)	Besoins financiers (opérations de change non comprises)	- 2,438	- 2,873	- 28,679	- 19,593
III. FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS	III. OPÉRATIONS DE CHANGE				
(source + requirement -)	(provenance + besoin -)	+ 3,908	+ 2,007	+ 4,651	+ 439
Total financial requirements	Total des besoins financiers	+ 1,470	- 866	- 24,028	- 19,154
IV. UNMATURED DEBT TRANSACTIONS	IV. OPÉRATIONS DE LA DETTE NON ÉCHUE				
(source + requirement -)	(provenance + besoin -)	+ 953	+ 3,137	+ 24,718	+ 21,973
Change in cash (increase + decrease -)	Variation de la caisse (augmentation + diminution -)	+ 2,423	+ 2,271	+ 690	+ 2,819
V. CASH BALANCE AT END OF PERIOD	V. CAISSE EN FIN DE PÉRIODE			3,260	4,329

The accompanying tables and notes are
an integral part of this statement.

Les tableaux et les notes complémentaires
font partie intégrante de cet état.

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE II - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS

GOUVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU II - ÉTAT DÉTAILLÉ DES OPÉRATIONS

		(in millions of dollars - en millions de dollars)			
		MONTH OF DECEMBER MOIS DE DÉCEMBRE		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1991	1990	1991-92	1990-91
I. BUDGETARY TRANSACTIONS					
I. OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES					
Revenue	Recettes				
Tax revenue -	Recettes fiscales -				
Income tax -	Impôt sur le revenu -				
Personal	Particuliers	6,136	5,993	45,980	45,311
Corporation	Sociétés	1,012	733	5,705	7,211
Unemployment Insurance contributions	Cotisations d'assurance-chômage	1,408	1,058	11,525	9,451
Non-resident	Non résidents	93	105	599	1,031
		8,649	7,889	63,809	63,011
Excise taxes and duties -	Taxes et droits d'accise -				
Goods and Services tax	Taxe sur les produits et services	1,587	580	11,190	581
Sales and Excise taxes	Taxes de vente et d'accise	554	1,923	4,078	17,951
Customs import duties	Droits de douane à l'importation	344	251	2,820	3,081
		2,485	1,594	18,088	20,451
Other tax revenue	Autres recettes fiscales	17	18	163	211
Total tax revenue	Total des recettes fiscales	11,151	9,501	82,060	83,761
Non-tax revenue -	Recettes non fiscales -				
Return on investments	Produits de placements	679	788	2,828	3,811
Other non-tax revenue	Autres recettes non fiscales	150	124	1,122	1,251
Total non-tax revenue	Total des recettes non fiscales	829	912	3,950	5,061
TOTAL NET REVENUE	TOTAL DES RECETTES NETTES	11,980	10,413	86,010	88,831
Expenditure	Dépenses				
Program spending -	Dépenses de programme -				
Transfer payments -	Paiements de transfert -				
To other levels of government -	À d'autres paliers de gouvernement -				
Fiscal arrangements	Arrangements fiscaux	625	866	6,308	6,421
Insurance and medical care services	Assurance et services de soins médicaux	620	499	4,455	4,591
Canada Assistance Plan	Régime d'assistance publique du Canada	676	366	5,033	4,241
Education support	Aide à l'éducation	207	152	1,347	1,431
Other	Autres	358	391	2,661	2,461
		2,486	2,274	19,804	19,151
To persons -	Aux particuliers -				
Old age security benefits, guaranteed income supplements and spouses' allowances	Prestations de sécurité de la vieillesse, suppléments de revenu garanti et allocations au conjoint	1,555	1,443	13,700	12,701
Unemployment insurance benefits	Prestations d'assurance-chômage	1,484	1,238	12,666	9,551
Family allowance	Allocations familiales	234	228	2,097	2,061
Other	Autres	402	254	2,274	2,001
		3,675	3,163	30,737	26,331
Other transfer payments	Autres paiements de transfert	888	790	6,523	5,861
		7,049	6,227	57,064	51,351
Payments to Crown corporations	Paiements aux sociétés d'État	577	426	3,541	3,401
Operating and capital expenditures -	Dépenses de fonctionnement et en capital -				
National Defence	Défense nationale	876	1,223	7,835	8,441
All other departments and agencies	Tous les autres ministères et organismes	1,833	1,252	13,133	12,431
		2,709	2,475	20,968	20,871
Total program spending	Total des dépenses de programmes	10,335	9,128	81,573	75,638
Public debt	Dette publique	3,625	3,620	31,265	32,070
TOTAL NET EXPENDITURE	TOTAL DES DÉPENSES NETTES	13,960	12,748	112,838	107,708
DEFICIT	DÉFICIT	1,980	2,335	26,828	18,877

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE II - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU II - ÉTAT DÉTAILLÉ DES OPÉRATIONS - Suite

		(in millions of dollars - en millions de dollars)			
		MONTH OF DECEMBER MOIS DE DÉCEMBRE		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1991	1990	1991-92	1990-91
II. NON-BUDGETARY TRANSACTIONS (source + requirement -)	II. OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES (provenance + besoin -)				
<u>Loans, investments and advances</u>	<u>Prêts, dotations en capital et avances</u>				
Crown corporations	Sociétés d'État	- 78	+ 166	- 666	+ 127
Other loans, investments and advances	Autres prêts, dotations en capital et avances	- 38	- 42	- 366	- 139
Total loans, investments and advances	Total des prêts, dotations en capital et avances	- 116	+ 124	- 1,032	- 12
<u>Specified purpose accounts</u>	<u>Comptes à fins déterminées</u>				
Canada Pension Plan Account	Compte du régime de pensions du Canada ...	- 267	- 153	- 525	- 192
Superannuation accounts	Comptes de pension de retraite	+ 1,821	+ 1,837	+ 5,625	+ 5,545
Other	Autres	+ 810	- 857	+ 395	- 100
Total specified purpose accounts	Total des comptes à fins déterminées	+ 2,364	+ 827	+ 5,495	+ 5,253
Other transactions	Autres opérations	- 2,706	- 1,489	- 6,314	- 5,957
TOTAL NON-BUDGETARY TRANSACTIONS ...	TOTAL DES OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES .	- 458	- 538	- 1,851	- 716
III. FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS (source + requirement -)	III. OPÉRATIONS DE CHANGE (provenance + besoin -)				
Net International reserves	Réserves internationales nettes	+ 3,980	+ 1,965	+ 5,806	+ 1,018
Unmatured debt transactions payable in foreign currencies	Opérations de la dette non échue à payer en devises étrangères	- 72	+ 42	- 1,155	- 579
TOTAL FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS	TOTAL DES OPÉRATIONS DE CHANGE	+ 3,908	+ 2,007	+ 4,651	+ 439
IV. UNMATURED DEBT TRANSACTIONS (source + requirement -)	IV. OPÉRATIONS DE LA DETTE NON ÉCHUE (provenance + besoin -)				
Marketable bonds	Obligations négociables	+ 925	+ 1,675	+ 13,469	+ 10,442
Canada savings bonds	Obligations d'épargne du Canada	+ 95	- 264	+ 2,863	- 5,486
Special non-marketable bonds issued to the Canada Pension Plan Investment Fund	Obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada .....	...	+ 12	+ 10	+ 421
Treasury bills	Bons du Trésor	- 300	+ 1,600	+ 8,450	+ 16,850
Notes and loans	Effets et prêts .....	...	...	- 7	- 163
Canada bills	Bons du Canada	- 71	+ 42	- 963	- 322
		+ 649	+ 3,065	+ 23,822	+ 21,742
Less:	Moins:				
Government's holdings of unmatured debt	Dette non échue détenue par le gouvernement	+ 232	+ 114	- 259	- 348
Unmatured debt transactions payable in foreign currencies	Opérations de la dette non échue à payer en devises étrangères	+ 72	- 42	+ 1,155	+ 579
		+ 304	+ 72	+ 896	+ 231
TOTAL UNMATURED DEBT TRANSACTIONS PAYABLE IN CANADIAN DOLLARS	TOTAL DES OPÉRATIONS DE LA DETTE NON ÉCHUE À PAYER EN DOLLARS CANADIENS .	+ 553	+ 3,137	+ 24,718	+ 21,973

GOVERNMENT OF CANADA
 QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
 TABLE II - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS - Concluded

GOUVERNEMENT DU CANADA
 ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
 TABLEAU II - ÉTAT DÉTAILLÉ DES OPÉRATIONS - Fin

		(in millions of dollars - en millions de dollars)	
		1991 AT DECEMBER 31 AU 31 DÉCEMBRE	1990 AT DECEMBER 31 AU 31 DÉCEMBRE
<u>V. CASH BALANCE AT END OF PERIOD</u>	<u>V. CAISSE EN FIN DE PERIODE</u>		
In Canadian dollars	En dollars canadiens	2,912	3,957
In foreign currencies	En devises étrangères	348	372
TOTAL CASH BALANCE	TOTAL DE LA CAISSE	3,260	4,329
<u>VI. UNMATURED DEBT BALANCE</u>	<u>VI. SOLDE DE LA DETTE NON ECHUE</u>		
Payable in Canadian dollars -	A payer en dollars canadiens -		
Marketable bonds	Obligations négociables	157,253	138,294
Canada savings bonds	Obligations d'épargne du Canada	37,307	35,443
Special non-marketable bonds	Obligations spéciales non négociables		
issued to the Canada Pension	détenues par le Fonds de placement		
Plan Investment Fund	du régime de pensions du Canada	3,503	3,494
Treasury bills	Bons du Trésor	147,600	135,400
		345,663	312,631
Less:	Moins:		
Government's holdings of unmatured	Dette non échue détenue par le		
debt	gouvernement	1,515	1,771
		344,148	310,860
Payable in foreign currencies -	A payer en devises étrangères -		
Marketable bonds	Obligations négociables	3,320	3,959
Notes and loans	Effets et prêts	7	14
Canada bills	Bons du Canada	45	1,125
		3,372	5,098
Less:	Moins:		
Government's holdings of unmatured	Dette non échue détenue par le		
debt	gouvernement .....	...	...
		3,372	5,098
TOTAL UNMATURED DEBT	TOTAL DE LA DETTE NON ECHUE	347,520	315,958

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT

GOVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
PAR MINISTÈRE

		(in thousands of dollars - en milliers de dollars)			
		QUARTER ENDING DEC. TRIMESTRE SE TERMINANT EN DÉC.		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1991	1990	1991-92	1990-91
Agriculture -	Agriculture -				
Department -	Ministère -				
Management and Administration	Gestion et administration	15,700	16,114	46,996	47,874
Agri-Food -	Agro-alimentaire -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	167,602	143,960	455,128	454,393
Capital expenditures	Dépenses en capital	17,087	14,858	33,055	31,221
Grants and contributions	Subventions et contributions	600,550	137,006	738,322	654,934
Payments to producers under the Agricultural Stabilization Act	Paiements aux producteurs en vertu de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles	21,656	16,742	72,673	52,123
Contributions to the provinces under the Crop Insurance Act	Contributions aux provinces en vertu de la Loi sur l'assurance-récolte	42,040	128,717	154,976	219,823
Loan guarantees under the Farm Improvement and Marketing Cooperatives Loans Act	Prêts garantis en vertu de la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative	764	1,297	3,137	4,483
Loan guarantees made under the Advance Payments for Crops Act	Prêts garantis en vertu de la Loi sur le paiement anticipé des récoltes	87	20	168	562
Grants to agencies established under the Farm Products Marketing Agencies Act	Subventions aux offices établis conformément à la Loi sur les offices de commercialisation des produits de ferme .....	...	...	...	...
Racetrack Supervision Revolving Fund	Fonds renouvelable de la surveillance des hippodromes	417	616	- 668	- 1,033
Grains and Oilseeds -	Céréales et oléagineux -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	6,452	3,266	14,799	9,885
Canadian Grain Commission - Operating expenditures	Commission canadienne des grains - Dépenses de fonctionnement	12,606	11,425	37,287	35,875
Grants and contributions	Subventions et contributions	147,582	10,634	173,022	50,602
Payments in connection with the Prairie Grain Advance Payments Act	Paiements relatifs à la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies .....	...	...	8,671	...
Payments in connection with the Western Grain Stabilization Act	Paiements relatifs à la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest	45,690	37,230	96,067	68,372
Contribution to the Net Income Stabilization Program	Contribution au programme de stabilisation du revenu net	6,245	...	6,245	...
Premiums to the Provincial Revenue Insurance Funds	Primes aux caisses d'assurance - revenu des provinces .....	...	...	...	...
		1,084,478	521,885	1,839,878	1,629,114
Canadian Dairy Commission	Commission canadienne du lait	1,714	923	3,495	2,874
Canadian Livestock Feed Board - Operating expenditures	Office canadien des provendes - Dépenses de fonctionnement	410	369	1,305	1,356
Contributions	Contributions	4,876	4,482	11,338	11,249
		5,286	4,851	12,643	12,605
		1,091,478	527,659	1,856,016	1,644,593
Atlantic Canada Opportunities	Agence de promotion économique du				
Agency -	Canada atlantique -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	10,819	9,546	27,147	25,226
Grants and contributions	Subventions et contributions	46,979	54,095	78,009	87,232
Liabilities in Atlantic Canada under the Small Businesses Loans Act	Obligations contractées dans la région de l'Atlantique en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises	603	509	1,316	1,566
Liabilities for loan or credit insurance pursuant to the Government Organization Act, Atlantic Canada, 1987	Obligations contractées pour assurances-prêts ou crédit, conformément à la Loi organique de 1987 sur le Canada atlantique	1,403	1,061	14,005	2,875
		59,804	65,211	120,477	116,899
Enterprise Cape Breton Corporation	Société d'expansion du Cap-Breton	2,500	3,000	6,000	7,000
		62,304	68,211	126,477	123,899

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
PAR MINISTÈRE - Suite

		(in thousands of dollars - en milliers de dollars)			
		QUARTER ENDING DEC. TRIMESTRE SE TERMINANT EN DÉC.		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1991	1990	1991-92	1990-91
Communications -	Communications -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	39,380	39,451	118,292	114,508
Capital expenditures	Dépenses en capital	3,343	4,769	8,951	9,195
Grants and contributions	Subventions et contributions	29,579	27,129	65,742	58,802
Payments to the Canada Post Corporation	Versements à la Société canadienne des postes	17,549	13,774	45,051	41,320
Government Telecommunications Agency Revolving Fund	Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales	8,361	12,918	13,245	17,178
		98,212	98,041	251,281	241,003
Canada Council	Conseil des Arts du Canada	18,665	23,550	106,343	103,507
Canadian Broadcasting Corporation -	Société Radio-Canada -				
Payments for operating expenditures	Paielements pour les dépenses de fonctionnement	215,000	255,334	735,000	815,380
Payments for working capital	Paielements pour le fonds de roulement	1,000	1,000	3,334	3,334
Payments for capital expenditures	Paielements pour les dépenses en capital	30,000	14,666	75,666	73,286
		246,000	271,000	814,000	892,000
Canadian Film Development Corporation	Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	42,137	50,387	113,994	111,255
Canadian Museum of Civilization	Musée canadien des civilisations	9,224	7,323	23,201	14,896
Canadian Museum of Nature	Musée canadien de la nature	5,481	3,420	13,995	7,735
Canadian Radio-television and Telecommunications Commission	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	7,447	8,206	22,414	23,992
National Archives of Canada	Archives nationales du Canada	13,069	14,714	39,446	42,109
National Arts Centre Corporation	Société du Centre national des Arts	6,300	7,500	21,200	17,845
National Film Board -	Office national du film -				
Fund - Operating loss	Fonds renouvelable de l'Office national du film - Déficit de fonctionnement	21,150	19,589	52,384	47,759
National Film Board Revolving Fund	Fonds renouvelable de l'Office national du film	- 1,105	- 1,401	- 154	- 1,533
		20,045	18,188	52,230	49,292
National Gallery of Canada -	Musée des beaux-arts du Canada -				
Payments for operating and capital expenditures	Paielements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement en capital	4,972	361	15,923	472
Payment for purchase of objects for the collection	Paielement au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection	666	...	4,926	...
		5,638	361	20,849	472
National Library	Bibliothèque nationale	10,080	11,036	24,842	27,212
National Museum of Science and Technology	Musée national des sciences et de la technologie	4,077	- 22	11,462	- 23
National Museums of Canada -	Musées nationaux du Canada -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement .....	...	11,613	...	38,345
Capital expenditures	Dépenses en capital .....	...	486	...	1,221
		...	12,099	...	39,566
		486,375	525,803	1,515,257	1,570,861
Consumer and Corporate Affairs -	Consommateurs et Sociétés -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	32,699	33,862	101,598	107,144
Capital expenditures	Dépenses en capital	2,030	1,045	4,061	3,033
Payments to the provinces for the purpose of research and development relating to medicine	Paielements aux provinces pour la recherche sur les médicaments et leur développement .....	...	...	...	...
		34,729	34,907	105,659	110,177
Competition Tribunal	Tribunal de la concurrence	427	272	1,007	752
Copyright Board	Commission du droit d'auteur	275	228	652	624
Goods and Services Tax	Bureau d'information des consommateurs sur la taxe sur les produits et services	990	3,815	3,751	3,815
Hazardous Materials Information Review Commission	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	222	242	673	703
Patented Medicine Prices Review Board	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	797	661	2,048	1,809
Procurement Review Board	Commission de révision des marchés publics	169	372	526	721
Standards Council of Canada	Conseil canadien des normes	1,085	1,209	3,109	3,764
		38,694	41,706	117,425	122,365

GOVERNMENT OF CANADA
 QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
 TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
 BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
 ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
 TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
 PAR MINISTÈRE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		QUARTER ENDING DEC. TRIMESTRE SE TERMINANT EN DÉC.		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1991	1990	1991-92	1990-91
Employment and Immigration -	Emploi et Immigration -				
Department/Commission -	Ministère/Commission -				
Corporate Management and Services	Gestion générale et services	55,063	5,632	24,272	5,282
Employment and Insurance -	Emploi et assurance -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	- 8,284	22,813	54,993	106,274
Grants and contributions	Subventions et contributions	427,150	396,235	997,262	960,267
Government's contribution to the	Contribution de l'État au compte				
Unemployment Insurance Account	d'assurance-chômage .....	...	161,630	...	1,626,795
Government's contribution in respect	Contribution de l'État au titre des				
of Fishermen's Benefits	prestations versées aux pêcheurs .....	...	2,899	...	88,391
Immigration -	Immigration -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	46,401	46,832	136,938	142,824
Capital expenditures	Dépenses en capital	2,089	...	4,921	...
Contributions	Contributions	41,962	26,156	126,065	66,464
Write-off from the accounts of	Radiation des comptes du Canada				
Canada of certain debts	de certaines dettes	564,381	75	1,344,451	1,138
			662,122		2,997,435
Advisory Council on the Status	Conseil consultatif sur la situation de				
of Women	la femme	554	727	2,131	2,261
Immigration and Refugee	Commission de l'immigration et du				
Board of Canada	statut de réfugié du Canada	16,359	16,606	50,246	43,685
Status of Women - Office of	Condition féminine - Bureau de				
the Co-ordinator	la coordonnatrice	1,578	1,123	3,472	2,867
		582,872	680,578	1,400,300	3,046,248
Energy, Mines and Resources -	Énergie, Mines et Ressources -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	96,095	92,381	265,190	275,373
Capital expenditures	Dépenses en capital	7,005	8,730	13,400	15,542
Grants and contributions	Subventions et contributions	- 79,620	132,814	110,294	171,761
Payments to Interprovincial	Paiements à la Compagnie Pipeline				
Pipe Line Company	Interprovincial	10,800	...	10,800	...
Canada/Nova Scotia Development	Fonds de développement Canada/Nouvelle-				
Fund	Écosse .....	...	...	...	...
Canada/Newfoundland Development	Fonds de développement				
Fund	Canada/Terre-Neuve .....	...	...	10,174	...
Canada/Newfoundland Offshore	Office Canada/Terre-Neuve des				
Petroleum Board	hydrocarbures extra-côtières	754	...	1,790	...
Canada/Nova Scotia Drilling	Fonds de forage Canada/Nouvelle-				
Fund	Écosse .....	...	...	...	...
Canada/Nova Scotia Offshore	Office Canada/ Nouvelle-Écosse				
Petroleum Board	des hydrocarbures extra-côtières	153	...	582	...
Petroleum Compensation	Indemnisation pétrolière	- 868	...	868	...
Offshore Oil and Gas Resource	Fonds des recettes provenant des				
Revenue Fund	ressources pétrolières et gazières	...	...	...	...
(Nova Scotia)	(Nouvelle-Écosse)	34,319	233,925	411,362	462,676
Atomic Energy Control	Commission de contrôle de l'énergie				
Board	atomique	8,288	7,357	23,184	20,876
Atomic Energy of Canada Limited	Énergie atomique du Canada, Limitée				
National Energy Board	Office national de l'énergie	40,171	40,223	139,973	132,956
Petro-Canada International Assistance	La Corporation Petro-Canada pour				
Corporation	l'assistance internationale	5,627	5,157	25,512	16,846
		3,500	6,500	13,700	18,300
		91,905	293,162	613,731	651,654

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
PAR MINISTÈRE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		QUARTER ENDING DEC. TRIMESTRE SE TERMINANT EN DÉC.		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1991	1990	1991-92	1990-91
Environment -	Environnement -				
Administration	Administration	15,302	18,981	53,125	54,911
Environmental Services -	Services de l'environnement -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	115,892	100,385	320,015	318,92
Capital expenditures	Dépenses en capital	10,199	12,686	21,042	22,35
Grants and contributions	Subventions et contributions	9,776	9,633	22,230	26,37
Parks -	Parcs -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	62,947	62,214	199,917	206,18
Capital expenditures	Dépenses en capital	29,997	30,236	62,463	62,39
National Battlefields	Commission des champs de bataille				
Commission	nationaux	659	572	1,869	1,70
		244,772	234,707	680,661	692,861
External Affairs -	Affaires extérieures -				
Department -	Ministère -				
Canadian Interests Abroad -	Intérêts du Canada à l'étranger -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	202,085	190,812	522,622	532,21
Capital expenditures	Dépenses en capital	24,292	22,006	40,313	48,63
Grants and contributions	Subventions et contributions	113,661	35,558	168,503	91,76
Passport Revolving Fund	Fonds renouvelable des passeports	1,551	747	659	24
World Exhibitions -	Expositions internationales -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	399	584	1,153	1,65
Capital expenditures	Dépenses en capital	121	72	2,402	7
		339,007	248,285	734,334	674,09
Canadian Commercial Corporation	Corporation commerciale canadienne	6,707	2,760	13,253	9,03
Canadian Institute for International	Institut canadien pour la paix et la				
Peace and Security	sécurité internationales	1,000	2,000	4,000	4,00
Canadian International Development	Agence canadienne de développement				
Agency -	international -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	24,413	24,923	73,800	73,13
Grants and contributions	Subventions et contributions	467,477	461,374	1,156,484	1,071,00
Payments to International Financial	Paiements aux fonds d'institutions				
Institution Fund Accounts	financières internationales	15,201	22,118	98,558	96,46
Payments under the International	Paiements en vertu de la Loi				
Centre for Human Rights	du Centre international des droits				
and Democratic Development	de la personne et du développement				
Act	démocratique .....	...	...	4,000	3,00
		507,091	508,415	1,332,842	1,243,60
Canadian Secretariat	Secrétariat canadien	265	217	658	62
Export Development Corporation	Société pour l'expansion des exportations	39,482	40,575	117,162	127,87
International Centre for Ocean	Centre international d'exploitation des				
Development	océans	3,250	2,230	6,650	5,63
International Development Research	Centre de recherches pour le				
Centre	développement international	38,333	28,575	95,833	85,72
International Joint Commission	Commission mixte internationale	920	1,070	4,194	3,08
		936,055	834,127	2,308,926	2,153,67
Finance -	Finances -				
Department -	Ministère -				
Financial and Economic Policies -	Politiques financières et économiques -				
Program expenditures	Dépenses du Programme	18,313	17,950	51,570	58,46
Contributions	Contributions	127,113	...	127,113	...
Payments to International	Paiements à l'Association				
Development Association	internationale de développement	63,890	50,300	127,670	71,07
Payments to the International	Paiements au Fonds monétaire				
Monetary Fund	international .....	...	167	5,063	4,43
Purchase of Domestic Coinage	Achat de la monnaie canadienne	6,410	6,577	22,125	21,80
Public Debt	Service de la dette publique	10,520,495	10,677,142	31,297,412	32,223,92
Fiscal Transfer Payments	Paiements de transfert fiscal	2,080,322	2,298,891	6,282,627	6,176,07
Special Program -	Programme spécial -				
Foreign Claims Fund	La Caisse des réclamations étrangères .....	...	...	...	...
		12,816,543	13,050,693	37,913,580	38,555,77
Auditor General	Vérificateur général	12,451	11,660	37,939	37,47
Canadian International Trade	Tribunal canadien du commerce				
Tribunal	extérieur	2,411	2,038	6,063	6,36
Office of the Superintendent of	Bureau du surintendant des				
Financial Institutions	institutions financières	7,819	1,375	3,005	8,30
Privatization and	Privatisation et affaires				
Regulatory Affairs	réglementaires	1,147	1,667	724	4,72
		12,838,077	13,067,433	37,955,301	38,596,02

VERNMENT OF CANADA
 QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
 TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
 BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
 ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
 TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
 PAR MINISTÈRE - Suite

		(in thousands of dollars - en milliers de dollars)			
		QUARTER ENDING DEC. TRIMESTRE SE TERMINANT EN DÉC.		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1991	1990	1991-92	1990-91
Fisheries and Oceans -	Pêches et Océans -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	156,404	143,399	419,979	430,536
Capital expenditures	Dépenses en capital	16,006	28,966	35,980	59,623
Grants and contributions	Subventions et contributions	10,723	3,469	38,374	8,495
Liabilities under the	Obligations contractées en vertu de				
Fisheries Improvement	la Loi sur les prêts aux				
Loans Act	entreprises de pêche	1	144	4	161
		183,134	175,978	494,337	498,815
Forestry -	Forêts -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	27,085	23,689	79,378	76,979
Capital expenditures	Dépenses en capital	2,365	1,828	5,757	4,763
Grants and contributions	Subventions et contributions	16,336	17,444	31,227	34,729
		45,786	42,961	116,362	116,471
Governor General	Gouverneur général	2,748	2,730	7,795	7,876
Indian Affairs and Northern	Affaires indiennes et Nord				
Development -	canadien -				
Administration	Administration	13,739	12,939	34,626	34,364
Indian and Inuit Affairs -	Affaires indiennes et inuit -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	52,724	59,223	152,629	168,935
Capital expenditures	Dépenses en capital	1,190	4,718	2,595	6,117
Grants and contributions	Subventions et contributions	550,618	491,561	1,994,351	1,740,210
Liabilities in respect of loan	Obligations relatives aux garanties de				
guarantees made to Indians for	prêts accordés aux Indiens pour le				
Housing and Economic	logement et le développement				
Development	économique	55	83	315	351
Grant under the Western	Subvention en vertu de la Loi sur le				
Arctic (Inuvialuit)	règlement des revendications des				
Claims Settlement	Inuvialuit de la région ouest				
Act	de l'Arctique .....	...	5,000	...	5,000
Northern Affairs -	Affaires du Nord -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	14,147	12,128	45,663	47,689
Grants and contributions	Subventions et contributions	4,559	1,015	6,573	9,605
Capital expenditures	Dépenses en capital .....	...	442	...	1,796
Transfer Payments to the Territorial	Paielements de transfert aux gouvernements				
 Governments -	 territoriaux -				
Payments to Yukon Territory	Paielements au Yukon	44,469	35,699	199,531	168,699
Payments to Northwest Territories	Paielements aux Territoires du Nord-Ouest ...	225,664	161,444	757,710	643,444
Canadian Polar	Commission canadienne des				
Commission	 affaires polaires .....	...	...	...	...
		907,165	784,252	3,193,993	2,826,210

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
PAR MINISTÈRE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

QUARTER ENDING DEC.
TRIMESTRE SE TERMINANT EN DÉC.

YEAR TO DATE
À CE JOUR

1991 1990 1991-92 1990-91

Industry, Science and Technology - Department - Industry, Science and Technology - Operating expenditures Grants and contributions Liabilities under the Small Businesses Loans Act Insurance payments under the Enterprise Development Program and guarantees under the Industrial and Regional Development Program	Industrie, Sciences et Technologie - Ministère - Développement de l'industrie des sciences et de la technologie - Dépenses de fonctionnement Subventions et contributions Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises Paielements d'assurance en vertu du Programme d'expansion des entreprises et garanties en vertu du Programme de développement industriel et régional	68,206 79,963 7,761 41,913 197,843	52,486 76,863 7,506 250 137,105	150,160 145,047 25,369 81,068 401,644	155,000 174,800 15,600 33,300 345,800
Regional Development and Aboriginal Economic - Operating expenditures Grants and contributions	Développement régional et développement économique des autochtones - Dépenses de fonctionnement Subventions et contributions	8,782 41,497 50,279	7,174 30,800 37,974	23,072 67,533 90,605	20,500 80,600 101,100
Canadian Patents and Development Limited Canadian Space Agency - Operating expenditures Capital expenditures Grants and contributions	Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée Agence spatiale canadienne - Dépenses de fonctionnement Dépenses en capital Subventions et contributions .....	... 8,313 72,545 691 81,549	1,000 21,507 ... 1,786 23,293	799 21,119 162,434 4,981 188,534	1,790 57,040 ... 6,150 63,190
Cape Breton Development Corporation Federal Business Development Bank Investment Canada	Société de développement du Cap-Breton Banque fédérale de développement Investissement Canada	7,000 4,100 2,123 13,223	10,000 3,300 2,224 15,524	12,000 21,300 6,577 39,877	21,000 10,900 6,290 38,190
National Research Council of Canada - Operating expenditures Capital expenditures Grants and contributions	Conseil national de recherches du Canada - Dépenses de fonctionnement Dépenses en capital Subventions et contributions	61,430 8,061 29,164 98,655	62,900 33,448 23,268 119,616	180,700 13,069 68,143 261,912	200,020 67,600 66,100 333,730
Natural Sciences and Engineering Research Council - Operating expenditures Grants	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie - Dépenses de fonctionnement Subventions	4,215 141,156 145,371	4,644 145,543 150,187	10,709 327,104 337,813	10,910 324,570 335,480
Science Council of Canada Statistics Canada - Program expenditures Capital expenditures	Conseil des sciences du Canada Statistique Canada - Dépenses du Programme Dépenses en capital	727 82,329 ... 82,329 28,824	694 69,626 1,239 70,865 49,500	2,172 312,638 ... 312,638 86,476	2,090 207,340 4,580 211,920 123,750
Canada Post Corporation	Société canadienne des postes	698,800	605,758	1,722,470	1,557,140

GOVERNMENT OF CANADA
 QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
 TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
 BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
 ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
 TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
 PAR MINISTÈRE - Suite

		(in thousands of dollars - en milliers de dollars)			
		QUARTER ENDING DEC. TRIMESTRE SE TERMINANT EN DÉC.		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1991	1990	1991-92	1990-91
Justice -	Justice -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	38,010	33,476	114,976	105,676
Grants and contributions	Subventions et contributions	90,534	63,018	172,178	149,789
		128,544	96,494	287,154	255,465
Canadian Human Rights	Commission canadienne des droits de la				
Commission	personne	4,181	3,785	12,040	11,079
Commissioner for Federal Judicial	Commissaire à la magistrature				
Affairs -	fédérale -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	1,452	1,699	3,698	4,333
Judges' salaries, allowances and	Traitements, indemnités et pensions				
annuities	des juges	42,229	38,308	125,197	114,296
		43,681	40,007	128,895	118,629
Federal Court of Canada	Cour fédérale du Canada	3,912	4,189	11,800	12,745
Law Reform Commission of Canada	Commission de réforme du droit du Canada	937	1,121	2,889	3,389
Offices of the Information and	Commissariats à l'information				
Privacy Commissioners of	et à la protection de la vie				
Canada	privée du Canada	1,398	1,513	4,114	4,270
Supreme Court of Canada	Cour suprême du Canada	3,208	3,053	9,025	8,757
Tax Court of Canada	Cour canadienne de l'impôt	2,127	1,906	5,919	5,144
		187,988	152,068	461,836	419,478
Labour -	Travail -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	14,195	15,347	43,784	46,533
Grants and contributions	Subventions et contributions	9,681	11,835	23,486	22,609
Payments of compensation respecting	Paiements d'indemnités à des agents				
government employees and merchant	de l'État et à des marins				
seamen	marchands	17,678	6,525	36,968	20,244
Labour Adjustment Benefits	Prestations d'adaptation pour les				
payments	travailleurs	12,180	21,996	51,751	66,784
		53,734	55,703	155,989	156,170
Canada Labour Relations Board	Conseil canadien des relations du travail	1,961	1,969	6,005	6,003
Canadian Centre for Occupational	Centre canadien d'hygiène et de				
Health and Safety	sécurité au travail	1,819	2,016	5,435	6,253
		57,514	59,688	167,429	168,426
National Defence -	Défense nationale -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	2,006,926	2,168,691	5,567,869	5,875,237
Capital expenditures	Dépenses en capital	538,214	854,966	1,669,960	1,870,552
Grants and contributions	Subventions et contributions	35,366	56,690	76,997	117,559
Military pensions	Pensions militaires	255,529	237,258	611,280	622,687
		2,836,035	3,317,605	7,926,106	8,486,035
Emergency Preparedness Canada -	Protection civile Canada -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	2,739	242	7,932	650
Grants and contributions	Subventions et contributions	452	...	8,787	...
		3,191	242	16,719	650
		2,839,226	3,317,847	7,942,825	8,486,685

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
PAR MINISTÈRE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

QUARTER ENDING DEC. TRIMESTRE SE TERMINANT EN DÉC.		YEAR TO DATE À CE JOUR	
1991	1990	1991-92	1990-9

National Health and Welfare -	Santé nationale et Bien-être social -				
Department -	Ministère -				
Departmental Administration	Administration centrale	17,094	17,084	55,619	57,31
Health -	Santé -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	187,099	167,170	526,967	497,31
Capital expenditures	Dépenses en capital	15,612	9,063	23,223	17,21
Grants and contributions	Subventions et contributions	61,365	60,527	201,405	197,71
Payments for insured health services and extended health care services	Versements à l'égard des services de santé assurés et des services complémentaires de santé	1,547,908	1,556,793	4,454,795	4,591,11
Social -	Social -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	22,034	26,110	66,378	76,11
Grants and contributions	Subventions et contributions	57,474	26,692	144,361	72,01
Canada Assistance Plan	Versements en vertu du Régime				
Payments	d'assistance publique du Canada	1,490,159	1,353,898	5,032,544	4,248,91
Family Allowance payments	Versements d'allocations familiales	672,372	710,998	2,097,300	2,065,61
Old Age Security, Guaranteed	Versements de sécurité de la				
Income Supplement and Spouse's	vieillesse, du supplément de revenu				
Allowance payments	garanti et d'allocations au conjoint	4,654,322	4,298,890	13,700,166	12,707,51
		8,725,439	8,227,225	26,302,758	24,531,31
Medical Research Council -	Conseil de recherches médicales -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	1,290	1,592	3,970	4,01
Grants	Subventions	60,691	64,896	180,355	173,71
		61,981	66,488	184,325	177,71
Federal Office of Regional	Bureau fédéral de développement				
Development (Quebec) -	régional (Québec) -				
Program expenditures	Dépenses du Programme .....	...	...	...	...
Grants and Contributions	Subventions et contributions .....	...	...	...	...
	
		8,787,420	8,293,713	26,487,083	24,709,01
National Revenue -	Revenu national -				
Customs and Excise -	Douanes et Accise -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	200,671	188,738	585,017	521,31
Capital expenditures	Dépenses en capital	7,319	30,234	13,967	55,28
		207,990	218,972	598,984	576,60
Taxation -	Impôt -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	272,913	241,526	826,119	775,39
Capital expenditures	Dépenses en capital	5,591	10,922	12,879	17,08
		278,504	252,448	838,998	792,48
		486,494	471,420	1,437,982	1,369,08
Parliament -	Parlement -				
The Senate	Sénat	10,527	9,975	30,409	26,08
House of Commons	Chambre des communes	49,225	50,326	152,407	144,43
Library of Parliament	Bibliothèque du Parlement	3,855	3,761	11,223	10,73
		63,607	64,062	194,039	181,25

GOVERNMENT OF CANADA
 QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
 TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
 BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
 ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
 TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
 PAR MINISTÈRE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		QUARTER ENDING DEC. TRIMESTRE SE TERMINANT EN DÉC.		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1991	1990	1991-92	1990-91
Privy Council -	Conseil privé -				
Department	Ministère	22,120	21,124	69,192	56,187
Canadian Intergovernmental Conference	Secrétariat des Conférences				
Secretariat	intergouvernementales canadiennes	585	918	1,610	2,405
Canadian Transportation Accident	Bureau canadien d'enquête sur les				
Investigation and	accidents de transports et de la				
Safety Board	sécurité des transports	5,743	6,878	17,942	17,131
Chief Electoral Officer	Directeur général des élections	2,945	4,989	7,066	9,375
Commissioner of Official Languages	Commissaire aux langues officielles	2,777	3,437	8,928	9,706
Economic Council of Canada	Conseil économique du Canada	2,814	2,448	7,417	7,129
Northern Pipeline Agency	Administration du pipe-line du Nord	34	93	75	204
Public Service Staff Relations	Commission des relations de travail dans				
Board	la fonction publique	2,216	2,519	7,157	7,151
Security Intelligence Review	Comité de surveillance des activités de				
Committee	renseignement de sécurité	323	251	949	851
		39,557	42,657	120,336	110,139
Public Works -	Travaux publics -				
Department -	Ministère -				
Services -	Services -				
Public Works Revolving	Fonds renouvelable des Travaux				
Fund - Operating loss	publics - Déficit de fonctionnement	29,980	5,035	36,516	13,267
Public Works Revolving Fund	Fonds renouvelable des Travaux publics	63,484	2,777	104,333	206,478
Real Property -	Biens immobiliers -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	154,731	209,388	547,510	534,644
Capital expenditures	Dépenses en capital	37,476	40,682	83,185	85,522
Grants to municipalities and other	Subventions aux municipalités et				
taxing authorities	autres autorités taxatrices	41,760	38,529	257,051	214,894
Crown corporations -	Sociétés d'État -				
Payments to Old Port of Montreal	Paiements à la Société du Vieux-Port				
Corporation Inc.	de Montréal Inc.	5,300	6,200	20,800	10,600
Payments to Canada Museums	Paiements à la Société de construction				
Construction Corporation Inc.	des musées du Canada, Inc.	500	2,000	500	5,000
Payment to Harbourfront Corporation	Paiement à la Harbourfront Corporation ....	...	4,200	...	4,200
		206,263	308,811	1,049,895	1,074,605
Canada Mortgage and Housing	Société canadienne d'hypothèques et de				
Corporation	logement	432,175	445,855	1,322,375	1,201,557
National Capital Commission -	Commission de la Capitale nationale -				
Payment for operating	Paiement pour les dépenses				
expenditures	de fonctionnement	8,900	15,050	48,120	47,000
Payment for capital expenditures	Paiement pour les dépenses en capital	5,400	4,650	16,370	12,000
Payment for grants and	Paiement pour les subventions				
contributions	et contributions	2,700	1,150	11,310	9,200
		17,000	20,850	75,800	68,200
		655,438	775,516	2,448,070	2,344,362

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
PAR MINISTÈRE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		QUARTER ENDING DEC. TRIMESTRE SE TERMINANT EN DÉC.		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1991	1990	1991-92	1990-91
Secretary of State - Department -	Secrétariat d'État - Ministère -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	47,707	47,179	148,802	141,1
Grants and contributions	Subventions et contributions	121,418	142,901	261,134	237,1
Post-Secondary Education payments to provinces	Paiements pour l'enseignement postsecondaire faits aux provinces	477,414	492,909	1,346,759	1,433,9
Payments under the Canada Student Loans Act	Paiements en vertu de la Loi canadienne sur les prêts aux étudiants	89,956 736,495	85,661 768,650	260,477 2,017,172	257,0 2,069,3
Canadian Centre for Management Development	Centre canadien de gestion	2,812	2,381	7,245	6,1
Ministry of State (Multiculturalism and Citizenship) -	Ministère d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté) -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	5,974	14,884	17,526	48,3
Grants and contributions	Subventions et contributions	10,060	14,045	30,273	30,5
Public Service Commission -	Commission de la fonction publique -				
Program expenditures	Dépenses du Programme	31,747	32,375	92,956	100,7
Staff Development and Training Revolving Fund	Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel	- 881 49,712	1,945 65,630	1,332 149,332	- 1,2 184,5
Social Sciences and Humanities Research Council -	Conseil de recherches en sciences humaines -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	1,832	2,812	5,534	6,3
Grants	Subventions	26,303 28,135	12,511 15,323	66,474 72,008	66,1 72,4
		814,342	849,603	2,238,512	2,326,3
Solicitor General - Department	Solliciteur général - Ministère	6,305	6,256	19,161	19,5
Canadian Security Intelligence Service	Service canadien du renseignement de sécurité	44,690	42,055	131,839	118,9
Correctional Service -	Service correctionnel -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	199,083	192,942	562,809	565,1
Capital expenditures	Dépenses en capital	17,731 216,814	19,955 212,897	26,632 589,441	36,0 601,2
National Parole Board	Commission nationale des libérations conditionnelles	5,186	5,378	15,802	17,1
Royal Canadian Mounted Police -	Gendarmerie royale du Canada -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	269,342	250,111	731,699	744,4
Capital expenditures	Dépenses en capital	15,423	21,056	45,981	50,3
Pensions and other employee benefits - Members of the Force	Pensions et autres prestations des employés - Membres de la GRC	41,851 326,616	45,339 316,506	145,871 923,551	146,0 940,7
Royal Canadian Mounted Police External Review Committee	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	315	315	907	8
Royal Canadian Mounted Police Public Complaints Commission	Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	851	807	2,555	2,0
		600,777	584,214	1,683,256	1,700,6
Supply and Services -	Approvisionnement et Services -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	89,768	60,330	259,859	234,2
Capital expenditures	Dépenses en capital	2,710	4,054	2,710	4,4
Supply Revolving Fund	Fonds renouvelable des approvisionnements	- 14,456	32,810	51,062	62,4
Defence Production Revolving Fund	Fonds renouvelable de la production de défense .....	...	...	...	...
Reciprocal Taxation	Réciprocité fiscale	4,377	87,721	25,215	243,5
		82,399	184,915	338,846	544,6

GOVERNMENT OF CANADA
 QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
 TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
 BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
 ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
 TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
 PAR MINISTÈRE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		QUARTER ENDING DEC. TRIMESTRE SE TERMINANT EN DÉC.		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1991	1990	1991-92	1990-91
Transport -	Transports -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	103,491	180,693	427,053	568,392
Capital expenditures	Dépenses en capital	114,349	128,609	257,471	256,253
Grants and contributions	Subventions et contributions	80,199	82,254	114,091	121,007
Payment to the Canarctic Shipping Company Limited	Paiement à la Compagnie de navigation Canarctic Limitée	- 4	2,000	6,672	7,004
Payment to the Jacques Cartier and Champlain Bridges Inc.	Paiement à la Société Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée	9,723	6,827	18,288	18,451
Payment to the Canada Ports Corporation	Paiement à la Société canadienne des ports	980	6,514	82,435	10,327
Payments to Marine Atlantic Inc.	Paiements à Marine Atlantique S.C.C.	46,750	38,988	110,761	98,795
Payments to VIA Rail Canada Inc.	Paiements à VIA Rail Canada Inc.	112,200	81,794	196,680	188,543
Payment to the St. Lawrence Seaway Authority	Paiement à l'administration de la voie maritime du Saint-Laurent	508	1,210	3,734	5,446
Payment to CN Railway for benefits provided to employees	Paiement à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada pour les avantages accordés à ses employés	3	5	6	11
Termination of tolls - Victoria Bridge	Abolition des péages sur le pont Victoria	596	1,229	789	1,680
Payment to the Atlantic Pilotage Authority	Paiement à l'Administration de pilotage de l'Atlantique .....	...	...	...	...
Payment to the Laurentian Pilotage Authority	Paiement à l'Administration de pilotage des Laurentides	1,500	...	1,500	...
Self-Supporting Airports and Associated Ground Services Revolving Fund	Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes .....	...	4,327	...	- 122,570
		470,295	534,450	1,219,480	1,153,339
Civil Aviation Tribunal	Tribunal de l'aviation civile	202	132	558	473
Grain Transportation Agency Administrator	Administrateur de l'Office du transport du grain	1,627	1,383	3,540	2,956
National Transportation Agency -	Office national des transports -				
Program expenditures	Dépenses du Programme	7,972	7,815	23,569	24,768
Payments under the Western Grain Transportation Act	Paiements en vertu de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest	240,295	190,517	778,175	644,177
Payments under the Railway Act	Paiements en vertu de la Loi sur les chemins de fer	3,682	12,961	5,738	20,174
Payments under the National Transportation Act, 1987	Paiements en vertu de la Loi nationale de 1987 sur les transports	3,243	- 7,759	6,252	18,369
Payments under the Atlantic Region Freight Assistance Act	Paiements en vertu de la Loi sur les subventions au transport des marchan- dises dans la région Atlantique	24,745	25,621	73,808	65,735
Payments under the Maritimes Freight Rates Act	Paiements en vertu de la Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes	2,104	...	5,566	...
Contributions	Contributions .....	...	2,308	...	6,298
		282,041	231,463	893,108	779,521
		754,165	767,428	2,116,686	1,936,289
Treasury Board -	Conseil du Trésor -				
Secretariat -	Secrétariat -				
Central Administration of the Public Service	Administration centrale de la fonction publique	17,009	17,060	47,207	47,127
Government Contingencies and Centrally Financed Programs	Éventualités du gouvernement et programmes financés par l'administration centrale .....	...	...	...	...
Employer Contributions to Insurance Plans	Contributions de l'employeur aux régimes d'assurance	132,647	131,748	355,380	313,013
Temporary Assignment	Affectation temporaire .....	...	274	...	1,579
		149,656	149,082	402,587	361,719
Comptroller General	Contrôleur général	4,282	4,115	11,154	10,746
		153,938	153,197	413,741	372,465

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Concluded

GOVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
PAR MINISTÈRE - Fin

		(in thousands of dollars - en milliers de dollars)			
		QUARTER ENDING DEC. TRIMESTRE SE TERMINANT EN DÉC.		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1991	1990	1991-92	1990-
Veterans Affairs -	Anciens combattants -				
Veterans Affairs -	Anciens combattants -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	127,877	118,053	351,564	334,000
Grants and contributions	Subventions et contributions	345,921	334,373	1,011,513	989,000
Canadian Pension Commission	Commission canadienne des pensions	1,212	1,373	3,626	3,000
Bureau of Pensions	Bureau de services juridiques				
Advocates	des pensions	1,835	2,016	5,839	6,000
Veterans Appeal Board	Tribunal d'appel des anciens combattants	624	711	2,051	2,000
		477,469	456,526	1,374,593	1,336,000
Western Economic	Diversification de l'économie de l'Ouest				
Diversification -	canadien -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	8,135	8,202	21,091	21,000
Grants and contributions	Subventions et contributions	30,330	38,876	54,292	63,000
Liabilities under the Small	Obligations contractées en vertu de la				
Businesses Loans	Loi sur les prêts aux petites				
Act	entreprises	2,187	1,902	5,463	6,000
		40,652	48,980	80,846	92,000
Expenditure by department on behalf of	Dépenses des ministères pour le compte				
other departments	d'autres ministères	37,530	- 13,498	44,962	- 4,000
Provision for valuation	Provision pour évaluation .....	...	- 658,000	...	- 658,000
Consolidation of specified purpose	Consolidation de comptes à fins				
accounts (net of internal	déterminées (déduction faite des				
transactions) -	opérations internes) -				
Unemployment Insurance Account	Compte d'assurance-chômage	4,217,030	3,354,331	13,256,177	8,374,000
Western Grain Stabilization	Compte de stabilisation concernant				
Account	le grain de l'Ouest	- 46,136	- 37,713	- 96,361	- 69,000
Agricultural Commodities	Comptes de stabilisation des				
Stabilization Accounts	produits agricoles	79,382	- 13,310	40,559	5,000
Crop Reinsurance Fund	Caisse de réassurance-récolte	- 12,038	404,687	5,918	430,000
Other	Autres	- 2,177	- 6,154	- 7,153	- 6,000
		4,236,061	3,043,841	13,199,140	8,076,000
Other internal transactions	Autres opérations internes	- 8,114	- 31,420	- 21,056	- 70,000
TOTAL EXPENDITURE	TOTAL DES DÉPENSES	38,516,628	37,105,822	112,838,177	107,707,000

1. Significant Accounting Policies

i. Government of Canada reporting entity

For purposes of maintaining the accounts of Canada and preparing the Quarterly Statements of Financial Operations, the Government of Canada is defined as all the departments named in Schedule I of the Financial Administration Act; any division or branch of the Public Service, including a commission appointed under the Inquiries Act, designated by the Governor in Council as a department for purposes of the Financial Administration Act; the staffs of the Senate, the House of Commons, and the Library of Parliament; and, any corporation named in Schedule II of the Financial Administration Act.

In accordance with the above definition, corporations listed in Parts I and II of Schedule III of the Financial Administration Act, and those Crown corporations that are not subject to Divisions I to IV of Part X of the Financial Administration Act, are excluded in these quarterly statements from the Government of Canada as an reporting entity; therefore, their financial statements are not consolidated with those of the Government. However, at year-end, all Government organizations are accounted in the financial statements by consolidation except for Government enterprises which are accounted for on a cost basis. The borrowings of those corporations which are agents of the Crown are recorded as a liability of the Government net of borrowings expected to be repaid directly by these corporations.

In addition, certain accounts and funds have financial statements which are not consolidated with those of the Government. These accounts and funds include the Canada Pension Plan Account, superannuation accounts and other specified purpose accounts.

ii. Classification of financial transactions

The financial transactions of the Government, as recorded in the accounts of Canada and reported in the quarterly Statements of Financial Operations, are classified into budgetary, non-budgetary, foreign exchange and unmatured debt transactions.

In general terms, budgetary transactions enter into the calculation of the monthly and annual deficit or surplus and are reported, after elimination of transactions internal to the Government, on the Summary and Detailed Statements of Transactions. All other transactions lead to the acquisition or disposal of financial claims (assets) or to the creation or discharge of financial obligations (liabilities).

For purposes of reporting, the classification in force at the end of the quarter is used and amounts for the previous year are reclassified to conform to the current year's accounting policies and presentation.

iii. Budgetary transactions

REVENUE

Revenue consists of all tax and non-tax amounts which affect the monthly and annual deficit or surplus of the Government.

Revenue is reported after deducting refunds paid and excludes amounts receivable, taxes collected on behalf of provinces and territories, and amounts credited to the Canada Pension Plan Account, superannuation accounts, other specified purpose accounts, and other liability accounts. However, amounts receivable for non-tax revenue are fully recorded at year-end.

The Government generally reports tax revenue in the period in which it is received. Refunds of tax revenue are allocated to the year in which the processing cycle for the assessment of the related tax return has been started.

On the Summary and Detailed Statements of Transactions the revenue reported excludes revenue from outside parties credited to appropriations.

1. Conventions comptables importantes

i. Entité comptable du gouvernement du Canada

Afin de tenir les comptes du Canada et de préparer les états trimestriels des opérations financières, le gouvernement du Canada se définit comme l'ensemble des ministères mentionnés à l'annexe I de la Loi sur la gestion des finances publiques; toute division ou direction de la Fonction publique, y compris toute commission nommée conformément à la Loi sur les enquêtes et désignée par le gouverneur en conseil comme ministère aux fins de la Loi sur la gestion des finances publiques; les employés du Sénat, de la Chambre des communes et de la Bibliothèque du Parlement; ainsi que toute société mentionnée à l'annexe II de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Conformément à la définition susmentionnée, les sociétés énumérées aux parties I et II de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques, et les sociétés d'État qui ne sont pas sujettes aux sections I à IV de la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques, ne font pas partie de ces états trimestriels pour fins de l'entité comptable du gouvernement du Canada; ainsi, leurs états financiers ne sont pas consolidés avec ceux du gouvernement. Cependant, à la fin de l'exercice tous les organismes gouvernementaux sont comptabilisés aux états financiers par voie de consolidation sauf pour les entreprises du gouvernement qui sont comptabilisées sur une base de coût. Les emprunts des sociétés mandataires d'État sont inscrits comme élément de passif du gouvernement après avoir déduit les emprunts à être probablement remboursés directement par ces sociétés.

En outre, certains comptes et fonds possèdent leurs propres états financiers qui ne sont pas consolidés avec ceux du gouvernement. Ces comptes et fonds comprennent le Compte du régime de pensions du Canada, les comptes de pension de retraite et les autres comptes à fins déterminées.

ii. Catégories d'opérations financières

Les opérations financières du gouvernement, enregistrées dans les comptes du Canada et présentées dans les états trimestriels des opérations financières, sont réparties en opérations budgétaires, non budgétaires, de change et de la dette non échue.

En somme, les opérations budgétaires entrent dans le calcul du déficit ou de l'excédent mensuel et annuel et sont inscrites aux états sommaire et détaillé des opérations après l'élimination des opérations internes du gouvernement. Toutes les autres opérations mènent soit à l'acquisition ou au règlement de créances (actif), soit à la création ou au règlement de dettes (passif).

Aux fins de compte rendu, la classification en vigueur à la fin du trimestre est utilisée. Les montants de l'exercice précédent sont reclassifiés pour être conformes aux conventions comptables et à la présentation de l'exercice en cours.

iii. Opérations budgétaires

RECETTES

Les recettes comprennent toutes les recettes fiscales et non fiscales qui agissent sur le déficit ou l'excédent mensuel et annuel du gouvernement.

Les recettes sont comptabilisées après déduction des remboursements versés, et ne comprennent ni les sommes à recevoir, ni les impôts prélevés au nom des provinces et territoires, ni les montants crédités au Compte du régime de pensions du Canada, aux comptes de pension de retraite, aux autres comptes à fins déterminées, et aux autres comptes de passif. Cependant, les montants débiteurs pour les recettes non-fiscales sont enregistrés en entier à la fin de l'exercice.

Le gouvernement rapporte généralement les recettes fiscales au cours de la période dans laquelle elles sont reçues. Les remboursements de recettes fiscales sont imputés à l'exercice au cours duquel le cycle de traitement pour l'évaluation des remboursements a débuté.

Les recettes aux états sommaire et détaillé des opérations ne comprennent pas les recettes à valoir sur les crédits provenant de tiers.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

EXPENDITURE

Expenditure consists of all charges to budgetary appropriations which affect the annual deficit or surplus of the Government. Such charges include those for work performed, goods received, services rendered, and transfer payments made, during the year, and include accounts payable at year end. Expenditure may also include charges related to the allowance for valuation of loans, investments, and advances, the allowances for general contingencies, the allowance for borrowings of agent enterprise Crown corporations, and other accounts payable and allowances.

On the Statement of Budgetary Expenditure by Department, departmental expenditures are reported net of revenue credited to appropriations but include expenditures internal to the Government.

iv. Assets

Assets are defined as the financial claims acquired by the Government on outside organizations and individuals as a result of events and transactions recorded as at the closing date.

As a result of the Government's accounting policies described above, certain financial claims are not reported on the Summary and Detailed Statements of Transactions. The most important of these are accounts receivable for tax and non-tax revenue. However, accounts receivable for non-tax revenue are recorded at year-end.

v. Liabilities

Liabilities are defined as the financial obligations of the Government to outside organizations and individuals as a result of events and transactions which took place prior to the closing date. Refunds payable and some other liabilities and allowances are partially recorded during the year with full recording taking place at year-end only.

vi. Fixed assets

The fixed assets of the Government, which include land, engineering structures and works (such as canals, harbours and roads), buildings, and machinery and equipment, are charged to budgetary expenditure at the time of acquisition or construction.

vii. Valuation of assets and liabilities

ASSETS

Assets are recorded at cost and are subject to annual valuation to reflect reductions from the recorded value to the estimated realizable value. In the case of loans to sovereign states, the Government views these loans as collectible unless formally repudiated by the debtor. The allowance for valuation includes reductions from the recorded value of loans (and subscriptions to international organizations that make similar loans) with significant concessionary terms.

The Government's gold reserves are included in the International reserves held in the Exchange Fund Account and are recorded and valued at 35 Special Drawing Rights per fine ounce. The Special Drawing Right is an international currency created by the International Monetary Fund, and allocated to countries participating in its Special Drawing Rights Department. It represents a unit of account defined in terms of a "basket" of five major currencies.

LIABILITIES

Liabilities are recorded at the amounts ultimately payable. Liabilities for termination benefits, the superannuation plans, and the Government Annuities Account are reported on an actuarial basis. For the basic superannuation accounts, actuarial deficiencies are amortized, surpluses are not.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

DÉPENSES

Les dépenses comprennent toutes les imputations aux crédits budgétaires qui influencent le déficit ou l'excédent annuel du gouvernement. Ces imputations comprennent les travaux accomplis, biens reçus, les services exécutés et les paiements de transferts effectués au cours de l'exercice, y compris les crédits à la fin de l'exercice. Les dépenses peuvent également comprendre les imputations reliées à la provision pour évaluation de prêts, dotations en capital et avances, provisions pour éventualités générales, la provision pour emprunts de sociétés "entreprises" mandataires de l'État, et les autres crédits et provisions.

Sur l'état des dépenses budgétaires par ministère, les dépenses ministérielles sont comptabilisées après déduction des recettes à valoir sur les crédits mais comprennent les dépenses internes du gouvernement.

iv. Actif

L'actif se définit comme étant les créances du gouvernement acquies sur des tiers par suite de faits et d'opérations comptabilisés à la date de fermeture des comptes.

Suivant les conventions comptables du gouvernement mentionnées plus haut, certaines créances ne sont pas comprises aux états sommaires détaillés des opérations. Les plus importantes sont les comptes débiteurs au titre des recettes fiscales et non fiscales. Cependant, les comptes débiteurs pour les recettes non fiscales sont enregistrés à la fin de l'exercice.

v. Passif

Le passif se définit comme étant les dettes du gouvernement envers des tiers suite à des faits et opérations comptabilisés avant la date de fermeture des comptes. Les remboursements à payer ainsi que d'autres crédits et provisions sont partiellement inscrits au cours de l'exercice, l'inscription complète étant faite à la fin de l'exercice seulement.

vi. Immobilisations

Les immobilisations du gouvernement qui comprennent les terrains, les ouvrages (tels que les canaux, les ports et les routes), bâtiments et matériel sont imputées aux dépenses budgétaires lors de leur acquisition ou construction.

vii. Évaluation de l'actif et du passif

ACTIF

L'actif est enregistré au coût et fait l'objet d'une évaluation annuelle afin de refléter les diminutions de la valeur enregistrée à la fin de l'exercice. Dans le cas de prêts aux états souverains, aucune diminution de la valeur n'est enregistrée à moins qu'un état souverain refuse, de façon officielle, d'honorer ses dettes. De plus, la provision pour évaluation inclut les réductions de la valeur au livre des prêts (ou des souscriptions aux organismes internationaux qui effectuent des prêts similaires) ayant des clauses concessionnaires importantes.

Les réserves d'or du gouvernement sont comprises dans les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes et sont inscrites et évaluées à 35 Droits de tirage spéciaux pour chaque once d'or fin. Le Droit de tirage spécial est une unité monétaire internationale créée par le Fonds monétaire international, et attribuée aux pays participant à son Département des Droits de tirage spéciaux. Il représente une unité de compte définie en fonction d'un ensemble de cinq grandes devises.

PASSIF

Le passif est inscrit au montant à payer en fin de compte. Les éléments de passif concernant les indemnités de cessation d'emploi, les régimes de pension de retraite ainsi que le Compte des rentes sur l'État, sont évalués sur une base actuarielle. Les insuffisances actuarielles pour les comptes de pension de retraite de base sont amorties, les surplus ne le sont pas.

iii. Allowances for general contingencies

The Government establishes allowances in respect of potential debt or debt service relief measures for financially troubled countries under multilateral agreements.

ix. Translation of foreign currency transactions

Foreign currency transactions are translated and recorded in Canadian dollar equivalents at the exchange rates prevailing at the transaction dates.

On a monthly basis, only Receiver General current cash accounts are revalued at the month-end rate of exchange. All other assets and liabilities are revalued at year-end only. Net gains are credited to revenue while net losses are charged to expenditure.

2. Authorities for Transactions

Revenue can be raised and moneys can be borrowed only with the authority of Parliament. All receipts of money by departments and agencies must be deposited into the Consolidated Revenue Fund (CRF). All disbursements from the CRF for spending on operations, for loans, investments and advances, and for the redemption of matured debt must be authorized by Parliament.

i. Authority for raising revenues

The right of Canada to raise taxes and revenues is contained in the Constitution Acts, and is given specific form in various Acts passed by Parliament. The Financial Administration Act provides general statutory direction regarding the collection, handling and accounting for receipts and contains authority for charging for services or use of facilities. The right of the Government to raise income taxes, excise taxes and duties, tariffs, fines and other revenues and the methods to be used are granted by Parliament in specific legislation related to the type of levy or to ministerial duties and authorities. All bills for the raising of money must originate in the House of Commons and are submitted to the House by the Government. This is normally done through the Minister of Finance's Budget, in which proposed tax and tariff changes required to attain the forecast fiscal policy goals are presented.

ii. Authority for spending on operations

Parliament provides authority to make payments out of the Consolidated Revenue Fund in annual appropriation acts and other statutes (the latter referred to as statutory appropriations). Most Government spending is under statutory authorities, that is authorities which do not generally impose an annual limit on the amount that may be spent. Spending is authorized by reference to statutory formulae or criteria and the authorities usually continue from year to year until changed or rescinded by an act of Parliament. Spending authority provided by statutory appropriations is for specified purposes and for such amounts and such time as the acts prescribe. Spending authority provided by statutory appropriations generally does not lapse at the end of the year in which it was granted. Spending authority granted in appropriation acts is for stated purposes and maximum amounts. Unless provided for in vote wording, unused spending authority granted in appropriation acts lapses at the end of the year for which it was granted. Some authorities continue from year to year and some authorize the spending, within a program, of defined categories of revenue generated by the program.

viii. Provisions pour éventualités générales

Le gouvernement établit des provisions en regard à la dette possible ou aux mesures de secours concernant le service de la dette des pays en difficulté financière en vertu d'ententes multilatérales.

ix. Conversion des opérations de change

Les opérations de change sont converties et comptabilisées en dollars canadiens correspondant aux taux de change en vigueur aux dates des opérations.

Sur une base mensuelle, seuls les comptes de caisse courants du Receveur général sont réévalués à la fin du mois aux taux de change en vigueur à cette date. Les autres éléments d'actif et de passif sont réévalués à la fin de l'exercice seulement. Les gains nets sont crédités aux recettes tandis que les pertes nettes sont imputées aux dépenses.

2. Autorisations pour les opérations

Les recettes peuvent être prélevées et les deniers peuvent être empruntés seulement avec l'autorisation du Parlement. Tous les deniers perçus par les ministères et organismes doivent être déposés au Trésor. Tous les déboursés au Trésor pour des dépenses concernant les opérations, pour des prêts, dotations en capital et avances, et pour le rachat de la dette échue doivent être autorisés par le Parlement.

i. Autorisations pour prélever les recettes

Le droit du Canada de prélever les taxes et les impôts est contenu dans les Lois constitutionnelles, et prend une forme distincte dans les différentes lois adoptées par le Parlement. La Loi sur la gestion des finances publiques fournit une ligne de conduite réglementaire concernant la perception, la manutention et la comptabilisation des recettes. Elle contient l'autorisation de fixer les prix pour les services offerts ou pour l'utilisation des installations et équipements. Le droit du gouvernement de prélever les impôts, les taxes et droits d'accise, les tarifs, les amendes et les autres recettes ainsi que les méthodes à être utilisées, est accordé par le Parlement à travers des textes législatifs précis reliés à la catégorie de prélèvement ou aux obligations et autorisations ministérielles. Tous les projets de loi visant au prélèvement de fonds doivent provenir de la Chambre des communes et être présentés en Chambre par le gouvernement. Ceci fait normalement partie du Budget du Ministre des Finances, dans lequel sont présentées les modifications de taxes et tarifs proposées pour atteindre les objectifs selon les prévisions de la politique fiscale.

ii. Autorisations pour les dépenses concernant les opérations

Le Parlement accorde l'autorisation d'effectuer des paiements à même le Trésor dans les lois de crédits annuelles et dans d'autres textes de lois (ces derniers intitulés crédits statutaires). La plupart des dépenses gouvernementales sont effectuées en vertu d'autorisations statutaires, c'est-à-dire des autorisations qui généralement n'imposent pas de limite annuelle sur les montants qui peuvent être dépensés. Les dépenses sont effectuées en vertu de critères ou formules statutaires et les autorisations continuent en général d'un exercice à l'autre jusqu'à ce qu'une loi du Parlement les modifient ou les révoquent. L'autorisation de dépenser comprise dans les crédits statutaires est consentie à des fins déterminées ainsi que pour des montants et des délais indiqués dans les lois. En général, l'autorisation de dépenser prévue dans les crédits statutaires ne s'annule pas à la fin de l'exercice pour lequel elle a été accordée. L'autorisation de dépenser est accordée, dans les lois de crédits, à des fins déterminées et pour des montants maximaux. À moins que le libellé des crédits ne l'indique autrement, le solde inutilisé de l'autorisation de dépenser accordée dans des lois de crédits s'annule à la fin de l'exercice pour lequel elle a été accordée. Certaines autorisations continuent d'un exercice à l'autre et certaines permettent de dépenser, à l'intérieur d'un programme, des catégories de recettes spécifiques lesquelles sont générées par ledit programme.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA - Continued

iii. Authority for loans, investments and advances

These authorities limit the amount of loans, investments or advances that may be made. Unused authority may lapse at the end of a year or may continue from year to year. Non-lapsing authorities often limit only the total of loans that may be outstanding at any one time; thus, principal repaid may be reloaned.

iv. Borrowing authority

The Government can borrow only as authorized by acts of Parliament. Borrowing authority acts provide authority for the net amount of new security issues less redemptions during a fiscal year. The authorities lapse at the end of the year except for amounts specifically carried forward to the next fiscal year. Parliament has also provided a continuing authority to the Government under Section 47 of the Financial Administration Act to borrow, for periods not exceeding six months, such amounts as are deemed necessary to meet lawfully authorized disbursements.

3. Crown corporations

In accordance with the accounting policies of the Government, the assets, liabilities, revenues and expenses reported in the separate financial statements of Crown corporations are not included in the Government's quarterly Statement of Financial Operations. Only the financial transactions between the Government and Crown corporations are included. At year-end, transactions of appropriation dependent Crown Corporations are consolidated with the transactions of the Government while Government enterprises are accounted for by the cost method.

The following table presents the major balance sheet and income statement items for Crown corporations named in Section 85 and/or Schedule III of the Financial Administration Act (FAA).

This summary of financial transactions and results of operations of Crown corporations is based on their accounting policies. Most Crown corporations follow the generally accepted accounting principles used by private sector companies, as outlined in the Handbook of the Canadian Institute of Chartered Accountants.

Financial assets include cash, receivables and loans and investments. Physical assets and deferred charges represent the unexpensed portion of non-financial assets such as buildings, machinery and equipment in use or under construction, inventories and other items of expenditure which will be expensed as these assets are used. Financial assets and liabilities in respect of the Government represent the unpaid balances arising from financing transactions and normal operating activities. Borrowings from outside parties represent amounts repayable to institutional and other investors. Other liabilities are amounts due in respect of purchases, employee termination and pension benefits, accrued interest on borrowings, long-term capital leases and sundry accounts payable. Equity of Canada represents the Government's equity in each Crown corporation as reported by the corporations.

Crown corporations are categorized as being either agents or non-agents of the Crown. Agency status is normally expressly stated in the incorporating legislation or conferred under the provisions of the Government Companies Operation Act. In accordance with Section 54 of the FAA, the payment of all money borrowed by agent Crown corporations and interest thereon, is a charge on and payable out of the Consolidated Revenue Fund. Such borrowings therefore constitute obligations of the Government and are recorded as such in the summary financial statements of Canada net of borrowings expected to be repaid directly by these corporations.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

iii. Autorisations pour les prêts, dotations en capital et avances

Ces autorisations limitent les montants des prêts, dotations en capital ou avances qui peuvent être effectués. Les autorisations non employées peuvent s'annuler à la fin de l'exercice ou peuvent continuer d'un exercice à l'autre. Les autorisations qui ne s'annulent pas, souvent limitent seulement le total des prêts qui peuvent être en circulation en tout temps; donc, les montants remboursés peuvent être prêtés de nouveau.

iv. Pouvoirs d'emprunts

Le gouvernement peut emprunter seulement lorsque des lois du Parlement l'autorisent. Les lois sur les pouvoirs d'emprunt fournissent l'autorisation pour le montant net de nouvelles émissions de titres moins les rachats au cours de l'exercice. Les autorisations s'annulent à la fin de l'exercice, sauf pour les montants spécifiquement reportés à l'exercice suivant. En vertu de l'article 47 de la Loi sur la gestion des finances publiques, le Parlement a également fourni au gouvernement une autorisation continue d'emprunter, pour des périodes n'excédant pas six mois, des montants qui sont jugés nécessaires pour rencontrer des déboursés autorisés par les lois.

3. Sociétés d'État

Conformément aux conventions comptables du gouvernement, l'actif passif, les revenus et les dépenses inscrits dans les états financiers distincts des sociétés d'État ne sont pas compris dans les états financiers des opérations financières du gouvernement. Seules les opérations financières entre le gouvernement et les sociétés d'État y sont comprises. À la fin de l'exercice, les opérations des sociétés d'État qui sont dépendantes de crédit sont consolidées aux opérations du gouvernement tandis que les entreprises du gouvernement sont comptabilisées au coût.

Le tableau suivant résume les principaux éléments des bilans et états d'exploitation des sociétés énumérées à l'article 85 et/ou à l'annexe II de la Loi sur la gestion des finances publiques (LGFP).

Ce résumé des opérations financières et des résultats d'opérations des sociétés d'État est fondé sur les conventions comptables de celles-ci. La majorité des sociétés d'État suivent les principes comptables généralement reconnus utilisés par les entreprises du secteur privé et publiés dans le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés.

L'actif financier comprend la caisse et les sommes à recevoir, les prêts et les dotations en capital. L'actif immobilisé et les frais reportés représentent la fraction non dépensée des éléments d'actif non financiers qu'immeubles, machinerie et équipement en usage ou en construction, inventaire et autres éléments qui seront portés à la dépense lorsqu'ils seront consommés. L'actif financier et le passif auprès du gouvernement représentent les montants impayés provenant d'opérations de financement et d'opérations normales. Les emprunts auprès de tiers représentent des montants à rembourser à des institutions et autres investisseurs. Les autres passifs représentent des créances relativement aux achats, aux indemnités de cessation d'emploi et aux prestations de pensions, aux intérêts courus sur emprunts, contrats de location-acquisition à long terme et autres créanciers. L'avoir du Canada représente l'avoir du gouvernement dans chaque société d'État tel que rapporté par les sociétés.

Les sociétés d'État sont classées soit mandataires ou non mandataires d'État. Le statut de mandataire d'État peut être explicitement énoncé dans les lois constitutionnelles ou conféré selon les dispositions de la Loi sur le fonctionnement des compagnies d'État. Conformément à l'article 54 de la LGFP, le paiement de toute somme d'argent empruntée par les sociétés mandataires d'État, de même que de l'intérêt y afférent, doit être imputé sur le Trésor et versé à même le Trésor. Par conséquent, les emprunts représentent des dettes du gouvernement et sont inscrits comme tels dans les états financiers sommaires du Canada après avoir déduit les emprunts à être probablement remboursés directement par ces sociétés.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA - Continued

Revenues include financial assistance received or receivable from the Government in respect of current period of operation.

Equity adjustments include amounts for retroactive changes in the application of accounting principles as well as direct changes or credits to and from equity accounts. Equity transactions with the Government include dividends declared, transfers of profits to the Government and non-current financial assistance provided by the Government.

SUMMARY COMBINED STATEMENTS OF CROWN CORPORATIONS

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

Les revenus comprennent l'aide financière reçue ou à recevoir du gouvernement relativement aux opérations de la période en cours.

Les ajustements dans l'avoir comprennent les montants rétroactifs des changements apportés dans l'application des principes comptables ainsi que les imputations directes ou les crédits dans l'avoir. Les transactions dans l'avoir avec le gouvernement comprennent les dividendes déclarés, les virements de bénéfices au gouvernement et l'aide financière non courante accordée par le gouvernement.

SUMMARY COMBINED STATEMENTS OF CROWN CORPORATIONS

RÉSUMÉ DES ÉTATS COMBINÉS DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT

		(In millions of dollars) (en millions de dollars)
ASSETS, LIABILITIES AND EQUITY As at September 30, 1991	ACTIF, PASSIF ET AVOIR au 30 septembre 1991	
ASSETS	ACTIF	
Financial:	Financier :	
Outside parties	Tiers	36,829
Government and other Crown corporations	Gouvernement et autres sociétés d'État	25,320
Total financial assets	Total de l'actif financier	62,149
Physical assets and deferred charges	Actif immobilisé et frais reportés	14,517
TOTAL ASSETS	TOTAL DE L'ACTIF	<u>76,666</u>
LIABILITIES	PASSIF	
Outside parties -	Tiers -	
Borrowings - agent	Emprunts - mandataire	17,859
- non-agent	- non mandataire	1,714
Bank of Canada notes in circulation and amounts owing to depositors	Effets en circulation de la Banque du Canada et montants dus aux déposants	22,031
Other liabilities	Autres passifs	10,558
Government and other Crown corporations	Gouvernement et autres sociétés d'État	14,535
TOTAL LIABILITIES	TOTAL DU PASSIF	<u>66,697</u>
EQUITY OF CANADA	AVOIR DU CANADA	<u>9,969</u>
TOTAL LIABILITIES AND EQUITY	TOTAL DU PASSIF ET DE L'AVOIR	<u>76,666</u>
Contingent liabilities	Passif éventuel	<u>313</u>
REVENUES, EXPENSES AND CHANGES IN THE EQUITY For the Period Ended September 30, 1991	REVENUS, DÉPENSES ET CHANGEMENTS DANS L'AVOIR pour le trimestre se terminant le 30 septembre 1991	
REVENUES -	REVENUS -	
Outside parties	Tiers	6,770
Government and other Crown corporations -	Gouvernement et autres sociétés d'État -	
Financial assistance	Aide financière	2,068
Other	Autres	1,593
TOTAL REVENUES	TOTAL DES REVENUS	<u>10,431</u>
EXPENSES -	DÉPENSES -	
Outside parties	Tiers	8,241
Government and other Crown corporations	Gouvernement et autres sociétés d'État	1,059
TOTAL EXPENSES	TOTAL DES DÉPENSES	<u>9,300</u>
Net income for the period	Bénéfice net pour la période	1,131
Equity adjustments	Ajustements dans l'avoir	1
Government's share of income	Quote-part du gouvernement dans le bénéfice	1,132
Equity transactions with the Government	Transactions dans l'avoir avec le gouvernement	-3,249
Equity of Canada, April 1st, 1991	Avoir du Canada au 1er avril 1991	12,086
Equity of Canada at September 30, 1991	Avoir du Canada au 30 septembre 1991	<u>9,969</u>

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

4. Insurance Programs of Agent Crown corporations

At present, three Crown corporations operate insurance programs as agents of Her Majesty. An insurance program is a program where the insured, an outside party, pays an insurance fee which is credited to an insurance fund or provision operated by the corporation. The amount of the fee is based on the estimated amount of insurance fund or provision needed to meet future claims. Insurance programs operated by private corporations such as employee group insurance, dental plans, etc., are not included in this definition.

The insurance programs are intended to operate on a self-sustaining basis but in recent years, two of the Crown corporations have required loans or other funding from the Government to meet their obligations.

Information presented below has not been audited since the information presented therein is derived from interim financial statements. The most recent annual financial statements of these corporations may be found in Volume III of the Public Accounts.

In the Summary below, a minus "-" sign preceding the amount reported indicates a fund deficit, an expense recovery or adjustment, or a decrease or loss during the year.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

4. Programmes d'assurance des sociétés mandataires d'État

Présentement, trois sociétés d'État administrent des programmes d'assurance en tant que mandataires de Sa Majesté. Un programme d'assurance est un programme par lequel un assuré (un tiers) verse des primes d'assurance qui sont alors créditées à un fonds d'assurance ou une provision administrée par la société. Le montant à verser comme primes est basé sur le montant prévu nécessaire pour satisfaire à toutes les demandes futures d'indemnisation au titre du fonds d'assurance ou de la provision. Les programmes d'assurance administrés par les corporations privées tels que l'assurance collective des employés, les régimes dentaires, etc., sont exclus de cette définition.

Les programmes d'assurance sont conçus de façon à opérer sur une base autosuffisante, mais depuis quelques années, le gouvernement a fourni des prêts ou d'autres financements à deux sociétés pour satisfaire à leurs demandes d'indemnisation.

Les renseignements qui apparaissent ci-dessous ne sont pas vérifiés puisque l'information est produite à partir d'états financiers intermédiaires. On peut retrouver les états financiers annuels, les plus récents, de ces sociétés dans le volume III des Comptes publics.

Un signe moins "-" dans le sommaire ci-dessous indique un déficit dans le fonds, un recouvrement ou un redressement des dépenses, ou une diminution ou perte au cours de l'exercice.

GOVERNMENT OF CANADA

STATEMENTS TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

SUMMARY OF INSURANCE PROGRAMS OF GOVERNMENT CROWN CORPORATIONS
For The Period Ended September 30, 1991SOMMAIRE DES PROGRAMMES D'ASSURANCE DES SOCIÉTÉS MANDATAIRES D'ÉTAT
pour la période se terminant le 30 septembre 1991

		(in millions of dollars - en millions de dollars)					
		Canada Deposit Insurance Corporation ⁽¹⁾	Canada Mortgage and Housing Corporation ⁽²⁾				Export Development Corporation ⁽³⁾
		Société d'assurance-dépôts du Canada ⁽¹⁾	Mortgage Insurance Fund	Mortgage-Backed Securities Guarantee Fund	Home Improvement Loan Fund	Rental Guarantee Fund	Société pour l'expansion des exportations ⁽³⁾
			Fonds d'assurance hypothécaire	Fonds de titres hypothécaires garantis	Fonds de prêts pour l'amélioration des maisons	Fonds de garantie de loyer	
Insurance in force as at reporting date	Assurance en vigueur à la date de déclaration						
- current year	- exercice en cours	290,243	5,750	6,781	*	**	5,288
- previous year	- exercice précédent	270,458	50,550	4,683	*	**	4,496
Opening balance of Fund	Solde d'ouverture du Fonds						
- current year	- exercice en cours	-679	187	4	1	17	-48
- previous year	- exercice précédent	-888	83	1	1	16	-47
Revenue for the period:	Recettes pour la période :						
Premiums and fees	Primes et honoraires						
- current year	- exercice en cours	290	76	1			
- previous year	- exercice précédent	270	73	2			8
Investment income	Revenu de placement						
- current year	- exercice en cours	4	53	1			
- previous year	- exercice précédent	2	45				
Other revenue	Autres recettes						
- current year	- exercice en cours	5	16			1	1
- previous year	- exercice précédent	1	11			1	
Total revenue	Recettes totales						
- current year	- exercice en cours	299	145	2	*	1	1
- previous year	- exercice précédent	273	129	2	*	1	8
Expense for the period:	Dépenses pour la période :						
Loss on claims	Pertes sur indemnités						
- current year	- exercice en cours		99				6
- previous year	- exercice précédent		130				6
Interest on loans	Intérêts sur prêts						
- current year	- exercice en cours	89					
- previous year	- exercice précédent	73					
Administrative	Administration						
- current year	- exercice en cours	18	38				
- previous year	- exercice précédent	4	29				
Funds returned to Government	Fonds retournés au gouvernement						
- current year	- exercice en cours						
- previous year	- exercice précédent						
Total expense	Dépenses totales						
- current year	- exercice en cours	107	137	*	*	*	6
- previous year	- exercice précédent	77	159	*	*	*	6
Net income/loss (-) for the period	Revenus nets/pertes (-) nettes pour la période						
- current year	- exercice en cours	192	8	2	*	1	-5
- previous year	- exercice précédent	196	-30	2	*	1	2
Closing balance of Fund	Solde de fermeture du Fonds						
- current year	- exercice en cours	-487	195	6	1	18	-53
- previous year	- exercice précédent	-692	53	3	1	17	-45
Net claims during the period ⁽⁴⁾	Montants nets des indemnités pour la période ⁽⁴⁾						
- current year	- exercice en cours	643	18	**	*	**	-1
- previous year	- exercice précédent	-16	19	**	*	**	7
Five year average of net claims paid	Moyenne des montants nets des indemnités payées pour les cinq derniers exercices						
- current year	- exercice en cours	249	-15	**	*	**	6
- previous year	- exercice précédent	125	-7	**	*	**	16

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA - Continued

[1] The Canada Deposit Insurance Corporation (CDIC) provides insurance on deposits placed with member banks and trust and loan companies for up to \$60,000 per depositor, per institution. In recent years, premiums paid by member institutions have not been sufficient to meet obligations incurred by CDIC under the insurance plan. This deficiency has been funded, in part, by loans from the Government of \$1,815 million at September 30, 1991 (\$1,290 million at September 30, 1990). The Government is continuing to explore alternatives to allow CDIC, over the long run, to eliminate its deficiency without budgetary support from the Government. Since there is no reason to believe that this will not be the case, no provision has been made in the accounts of Canada for the losses experienced by CDIC.

[2] Canada Mortgage and Housing Corporation (CMHC) administers four funds of which the Mortgage Insurance Fund (MIF) and the Mortgage-Backed Securities Guarantees Fund are active. The MIF provides insurance, for a fee, to private sector lending institutions to cover mortgage lending on Canadian housing. Besides establishing a framework of confidence for mortgage lending by private institutions, the Fund facilitates an adequate supply of mortgage funds by reducing the risk to lenders and by encouraging the secondary market trading of mortgages, to make housing more accessible for Canadians. An actuarial study of the MIF as of September 30, 1990 disclosed that the Fund is more than sufficient to pay all future claims with respect to business in force. The surplus as at September 30, 1990 was estimated to be \$143.5 million. The Mortgage-Backed Securities (MBS) Program was implemented in 1987. For a fee paid by approved financial institutions, CMHC and ultimately the Government, guarantee timely payment of principal and interest to MBS investors who participate in a pool of MIF insured first residential mortgages which have been repackaged by the financial institution into investments of \$5,000 denominations. Since 1984, the Corporation has also operated the Mortgage Rate Protection Program (MRPP). As premiums collected by CMHC for the Program are remitted directly to the Consolidated Revenue Fund (CRF) and obligations of the MRPP are ultimately payable from the CRF, the Mortgage Rate Protection Program does not meet the definition of a Crown corporation insurance plan as defined above. Therefore, operating particulars of this Program are not included in this summary but some information will be found in the notes to the Government of Canada Statement of Contingent Liabilities.

[3] The Export Development Corporation (EDC) provides export and foreign investment insurance to Canadian business to facilitate and develop export trade. The insurance fund has been adequate to provide for the full cost of claims experienced to date and to establish an allowance for future claims based on previous claims experience.

[4] Refers to the difference between claims and amounts received from sales of related assets and other recoveries.

* Less than \$500,000.

** Not applicable.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

[1] La Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC) fournit une assurance jusqu'à concurrence de \$60,000 par déposant et par institution, sur les dépôts faits auprès des banques et compagnies de prêts et de fiducies dont les membres. Depuis quelques années, les primes versées par les institutions membres n'étaient pas suffisantes pour satisfaire à toutes les demandes d'indemnisation faites auprès de la SADC aux termes du régime d'assurance. Ce déficit a été comblé en partie par des prêts du gouvernement de \$1,815 millions au 30 septembre 1991 (\$1,290 millions au 30 septembre 1990). Le gouvernement continue d'examiner des alternatives afin de permettre à la SADC d'éliminer, avec le temps, son déficit sans aide budgétaire du gouvernement. Puisqu'il n'y a pas lieu d'en croire autrement, aucune provision n'a été établie dans les comptes du Canada pour les pertes subies par la SADC.

[2] La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) administre quatre fonds dont le Fonds d'assurance hypothécaire (FAH) et le Fonds des titres hypothécaires garantis sont actifs. Le FAH fournit de l'assurance aux institutions de crédit du secteur privé, moyennant des primes, afin de couvrir les prêts hypothécaires concernant le logement canadien. Tout en mettant en place un système par lequel les institutions privées peuvent accorder des prêts hypothécaires en toute confiance, le Fonds permet également qu'un approvisionnement continu de fonds hypothécaires soit disponible à moindre risque aux prêteurs et que le marché secondaire d'hypothèques soit favorisé pour rendre le logement plus accessible aux Canadiens. Une étude actuarielle du FAH en date du 30 septembre 1990 démontre que le Fonds est plus que suffisant pour rencontrer les demandes d'indemnisation futures concernant les activités en vigueur. Au 30 septembre 1990, un surplus s'élevait à \$143,5 millions. Le Programme des titres hypothécaires garantis fut introduit en 1987. Sur versements d'une prime, la SCHL, et finalement le gouvernement, garantissent le paiement ponctuel du principal et des intérêts aux investisseurs dans des titres hypothécaires réunis par une institution financière en un bloc de créances hypothécaires résidentielles dont l'institution prépare et livre les certificats en multiples de \$5,000. Depuis 1984, la Société opère le Programme de protection des taux hypothécaires. Étant donné que les primes encaissées pour ce Programme par la SCHL sont déposées dans le Trésor et que les créances du Programme sont finalement payées à même le Trésor, le Programme de protection des taux hypothécaires ne rencontre pas la définition d'un plan d'assurance administré par une société d'État tel que défini ci-haut. Par conséquent, les résultats d'opérations du Programme ne sont pas inclus dans le sommaire mais l'information supplémentaire apparaît dans les notes afférentes à l'état passif éventuel du gouvernement du Canada.

[3] La Société pour l'expansion des exportations (SEE) fournit de l'assurance aux entreprises canadiennes sur les investissements étrangers et sur les exportations afin de faciliter et de développer le commerce de l'exportation. Le fonds d'assurance a été suffisant afin de pourvoir au coût global des réclamations à ce jour et pour établir une provision pour des réclamations futures basées sur l'expérience passée.

[4] Se rapporte à l'écart entre les réclamations et les montants recouvrés des ventes de biens connexes et d'autres recouvrements.

* Moins de \$500,000.

** Sans objet.

GOVERNMENT OF CANADA

STATEMENTS TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA - Continued

Contingent Liabilities

A contingent liability is a potential liability which may become an actual liability when one or more future events occur or fail to occur. The details of contingent liabilities of the Government are provided in the following statement and consist of explicit guarantees by the Government and potential losses arising from pending and threatened litigation relating to claims and assessments in respect of breach of contract, damages to persons and property and like items.

The authorized limit represents the aggregate total of various types of authorities of Government bodies as stipulated in legislation, legal agreements and other documents that may be in force at any one time.

STATEMENT OF CONTINGENT LIABILITIES
As at September 30, 1991ÉTAT DU PASSIF ÉVENTUEL
au 30 septembre 1991

		(in millions of dollars - en millions de dollars)		
	Authorized limit (where applicable) ⁽¹⁾	Contingent liability ⁽²⁾	Percentage of net claims to outstanding guarantees (where applicable) ⁽³⁾	
	Limite autorisée (s'il y a lieu) ⁽¹⁾	Passif éventuel ⁽²⁾	Rapport entre les indemnités nettes et les garanties en vigueur (s'il y a lieu) ⁽³⁾	
EXPLICIT GUARANTEES BY THE GOVERNMENT OF -				
Borrowings by Crown corporations which are not agents of Her Majesty -				
Canadian National Railway Company - Bonds and notes				
Borrowings by other than Crown corporations -				
from agents -				
Loans to Indians by the Canada Mortgage and Housing Corporation and the Farm Credit Corporation, for on-reserve housing				
from other than agents -				
Guarantee programs of the Government -				
Canada Student Loans Act				
Small Businesses Loans Act				
Atlantic Enterprise Program				
Farm Improvement Loans Act				
and Farm Improvement				
and Marketing				
Cooperatives				
Loans Act				
Advance Payments for Crops Act				
Enterprise development program and				
Canadian Industrial Renewal				
Board				
Fisheries Improvement Loans Act				
Regional Development Incentives Act				
Loans to Indians by approved lenders				
for on-reserve housing				
Financial obligations incurred by air				
carriers regarding purchase of The de				
Havilland Aircraft of Canada, Limited				
DHC-7 and DHC-8 aircraft				
Indian economic development				
GARANTIES FORMELLES PAR LE GOUVERNEMENT POUR -				
Emprunts par des sociétés d'État qui ne sont pas mandataires de Sa Majesté -				
Chemins de fer nationaux du Canada - Obligations et effets	*	*		
Emprunts effectués par des entités autres que des sociétés d'État -				
De sociétés mandataires -				
Prêts consentis aux Indiens par la Société canadienne d'hypothèques et de logement et la Société du crédit agricole, pour habitations sur les réserves	1,000	69 [4]	0.1	
De sociétés non mandataires -				
Programmes de garantie du gouvernement -				
Loi fédérale sur les prêts aux étudiants	7,369	3,272	2.7	
Loi sur les prêts aux petites entreprises	1,026 [5]	495	4.9	
Programme Entreprise Atlantique	231	231 [6]	2.3	
Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative	364 [5]	133	1.0	
Loi sur le paiement anticipé des récoltes	400	29	0.2	
Programme d'expansion des entreprises et Office canadien pour un renouveau industriel	882	10 [7]	9.5	
Loi sur les prêts aux entreprises de pêche	10 [5]	6	5.4	
Loi sur les subventions au développement régional	20	2	60.3	
Prêts consentis aux Indiens par des prêteurs agréés pour habitations sur les réserves	[8]	584 [4]	0.1	
Dettes encourues par des transporteurs aériens concernant l'achat des avions DHC-7 et DHC-8 de The de Havilland Aircraft of Canada, Limited	908 [9]	547 [9]	1.0	
Développement économique des Indiens	34 [10]	3 [4]	6.5	
	11,244	5,312		

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

5. Passif éventuel

Un élément de passif éventuel signifie un élément de passif possible qui peut se transformer en un élément de passif réel advenant un ou plusieurs événements futurs. Le détail du passif éventuel du gouvernement est fourni dans l'état suivant et comprend les garanties formelles par le gouvernement et les pertes possibles résultant de causes en instance ou imminentes relatives à des demandes d'indemnité et d'évaluation à l'égard de l'inexécution de contrats, de dommages causés à des personnes et à un bien et d'éléments connexes.

Les limites autorisées indiquées dans le tableau ci-dessous désignent le montant total des divers genres d'autorisations utilisées par des organismes gouvernementaux telles que stipulées dans la législation, des ententes légales ou d'autres documents qui peuvent être en vigueur à un moment donné.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
DU GOUVERNEMENT DU CANADA - SuiteSTATEMENT OF CONTINGENT LIABILITIES
As At September 30, 1991ÉTAT DU PASSIF ÉVENTUEL
au 30 septembre 1991

		(in millions of dollars - en millions de dollars)		Percentage of net claims to outstanding guarantees (where applicable) ⁽³⁾
		Authorized limit (where applicable) ⁽¹⁾	Contingent liability ⁽²⁾	
		Limite autorisée (s'il y a lieu) ⁽¹⁾	Passif éventuel ⁽²⁾	Rapport entre les indemnités nettes et les garanties en vigueur (s'il y a lieu) ⁽³⁾
Other explicit loan guarantees -	Autres garanties formelles de prêts -			
Loans to NewGrade Energy Inc to finance construction of a heavy oil upgrader	Prêts à la société NewGrade Energy Inc pour financer la construction d'une usine de valorisation du pétrole lourd	275	274	
Loans to construct coal handling and terminal facilities by Ridley Terminals Inc	Prêts pour la construction d'installations de manutention du charbon et de terminus par Ridley Terminals Inc	230	200	
Loans to Marine Industries Limited for acquisition of assets	Prêts à Marine Industries Limited pour l'acquisition de biens	55	40	
Loan to St. Mary's Paper Inc to modernize and expand a paper making facility at Sault Ste Marie, Ontario	Prêt à St. Mary's Paper Inc pour moderniser et agrandir une papeterie à Sault Ste Marie, Ontario	15	15	
Loans for the restructuring of Maislin Industries Ltd	Prêts pour la réorganisation de Maislin Industries Ltd	8 ^[9]	8 ^[9,11]	
Loan to Seafreez Food Limited for acquisition of assets	Prêt à Seafreez Food Limitée pour l'acquisition de biens	15	5	
Loan to Nardex Canada Ltée for the manufacture of radio-protection and radio-telecommunication systems	Prêt à Nardex Canada Ltée pour la fabrication des systèmes de protection et de télécommunication radiophonique	*	*	
Loans for the financing of Cheticamp Fishermen's Co-operative Society Ltd	Prêts pour le financement de Cheticamp Fishermen's Co-operative Society Ltd	*	*	
		598	542	
Insurance programs of the Government ^[12] -	Programmes d'assurance du gouvernement ^[12] -			
Insurance against accidents at nuclear installations under the Nuclear Liability Act ^[13]	Assurance en prévision des accidents aux installations nucléaires en vertu de la Loi sur la responsabilité nucléaire ^[13]	675	664	
Insurance under the Aboriginal Economic Program	Assurance aux termes du programme de développement économique des autochtones	4	3	
Insurance under the Fishing Vessel Insurance Plan ^[14]	Assurance aux termes du régime d'assurance des bateaux de pêche ^[14]	27	281	
Accounts administered for the Government by the Export Development Corporation - Insurance and related guarantees	Comptes administrés par la Société pour l'expansion des exportations au nom du gouvernement - Assurance et garanties connexes	7,000 ^[15]	182	
		7,706	1,130	
Other explicit guarantees ^[16] -	Autres garanties formelles ^[16] -			
Guarantees under the Prairie Grain Advance Payments Act	Garanties en vertu de la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies		523	^[17]
Guarantees under the Agricultural Products Cooperative Marketing Act	Garanties en vertu de la Loi sur la vente coopérative des produits agricoles		108	2.3
Guarantee of electricity sales by Yukon Energy Corporation to Curragh Resources Inc	Garantie de vente d'électricité par la société Yukon Energy Corporation à Curragh Resources Inc ...	2	2 ^[18]	
Guarantee to the City of Toronto of payment by H&D International Group of 25% of the estimated cost of a pedestrian bridge connecting Skydome Stadium to Harbourfront Corporation property	Garantie à la ville de Toronto, de H&D International, concernant le paiement de 25% du coût estimé d'un pont pédestre reliant le Stade Skydome à la propriété de la société Harbourfront Corporation	*	*	
		2	633	
Total explicit guarantees	Total des garanties formelles	20,550	7,686	
CLAIMS AND PENDING AND THREATENED LITIGATION	REVENDEICATIONS ET CAUSES EN INSTANCE ET IMMINENTES		17,494 ^[9,19,20]	
COMPREHENSIVE NATIVE LAND CLAIMS	REVENDEICATIONS GLOBALES DE TERRAINS		1,248 ^[21]	
Total	Total		26,428	

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA - Continued

- [1] The authorized limits indicated in the preceding statement, represent the aggregate total of various types of authorities of Government bodies as stipulated in legislation, legal agreements or other documents that may be in force at any one time.
- [2] A contingent liability is a potential liability which may become an actual liability when one or more future events occur or fail to occur.
- [3] Represents the average percentage over the most recent 5 years of net claims to the average amount of outstanding guarantees for the same period computed as at September 30, 1991. In some situations where historical data is not readily available, departmental estimates have been used.
- [4] Includes committed guarantees for the following loans to be made: to Indians for on-reserve housing \$101,720,239 and for Indian economic development \$636,017. As at September 30, 1991, no loan had been issued for these amounts.
- [5] The Act places limits on the maximum amount of guarantee for loans made by eligible lenders over different loan periods. The maximum amount of guarantee by lender is expressed in legislation as a percentage of aggregate loans made to qualified borrowers and varies according to the dollar value range of aggregate loans made by the lender. The authorized limits for given loan periods are included in the figure reported until all qualified loans made by all eligible lenders, in the given periods, are no longer outstanding, and are not adjusted for loan repayments nor payments made by the Government for guaranteed amounts in which default has occurred.
- [6] The Atlantic Enterprise Program offers loan insurance on new term loans for the establishment, expansion or modernization of commercial operations in eligible sectors in the Atlantic provinces where the Program is administered by the Atlantic Canada Opportunities Agency (\$136,496,364 as at September 30, 1991) and in the Gaspé Peninsula and Magdalen Islands of Québec where administration of the Program is the responsibility of the Department of Industry, Science and Technology (\$94,258,069 as at September 30, 1991). Industry, Science and Technology also has responsibility for all capital projects in excess of \$20 million.
- [7] Includes \$62,034 attributable to the Canadian Industrial Renewal Board.
- [8] The authorized limit for loan guarantees for on-reserve housing totals \$1,000,000,000 (as shown above) for loans made by the Canada Mortgage and Housing Corporation, the Farm Credit Corporation and other approved lenders.
- [9] Amount denominated wholly or partially in a foreign currency and translated at the closing rate of exchange as at date of statement.
- [10] The maximum aggregate amount that may be paid or that may have been paid from the Consolidated Revenue Fund (CRF) relative to Indian Economic Development in previous, current or subsequent years, with respect to all guarantees authorized and granted, is set at \$60 million. As at September 30, 1991, \$26,183,939 has been expended from the CRF leaving a balance of \$33,816,061 available for disbursement.
- [11] Maislin Industries Ltd was placed in receivership on July 11, 1983 and was declared bankrupt on October 19, 1983. To date, the Government has made interim payments totalling \$20,361,132 US to creditors under a guarantee in the amount of \$27,000,000 US. It is anticipated that the Government will be called upon to make further payments to settle remaining obligations to creditors when certain issues are settled in US Federal Court, however the amount cannot be determined at present with any certainty.
- [12] Since 1984, the Canada Mortgage and Housing Corporation (CMHC) has operated the Mortgage Rate Protection Program on behalf of the Government. In return for payment of a premium, CMHC will reimburse homeowners 75% of any increase in monthly mortgage payments, above a deductible, due to higher interest rates at the time of mortgage renewal. As recent mortgage interest rates have been relatively stable, the Program is not widely utilized and loans covered by the Program at September 30, 1991 amounted to only \$911,000 (\$911,000 at September 30, 1990). Premiums collected by CMHC are remitted directly to the Consolidated Revenue Fund (CRF) and obligations are ultimately payable from the CRF. Because of the nature of the Program, it is not possible to estimate the amounts, if any, that might be payable at some future date.
- [13] There have been no claims under the Nuclear Liability Act since its inception in 1970. The Act covers 9 nuclear installations as at September 30, 1991.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

- [1] Les limites autorisées indiquées dans l'état ci-dessus désignent le montant total des divers genres d'autorisations utilisés par des organismes gouvernementaux, tels que stipulés dans la législation, des ententes légales ou d'autres documents, qui peuvent être en vigueur à un moment donné.
- [2] Un élément de passif éventuel signifie un élément de passif possible qui peut se transformer en élément de passif réel advenant un ou plusieurs événements futurs.
- [3] Représente le rapport au cours des cinq derniers exercices entre la moyenne des indemnités nettes et la moyenne des garanties en cours pour la même période calculé au 30 septembre 1991. Dans les cas où les données d'origine ne sont pas facilement disponibles, les prévisions ministérielles ont été utilisées.
- [4] Comprend les engagements de garantie concernant les prêts suivants : aux Indiens pour habitations sur les réserves \$101,720,239 et pour le développement économique des Indiens \$636,017. Aucun prêt n'avait été consenti en raison de ces montants au 30 septembre 1991.
- [5] La Loi limite la somme maximum de la garantie pour prêts effectués par des prêteurs admissibles sur différentes périodes de prêts. La somme maximum de la garantie accordée à chaque prêteur est énoncée, d'après la Loi, comme étant un pourcentage du total des prêts consentis aux emprunteurs autorisés, et varie selon la valeur totale des prêts effectués par le prêteur. Les limites autorisées pour des périodes de prêts données sont comprises dans le chiffre divulgué jusqu'à ce que tous les prêts approuvés et consentis par les prêteurs admissibles dans la période donnée, soient réglés. Ces limites ne sont pas redressées par les remboursements de prêts ni par les paiements effectués par le gouvernement pour les montants garantis en souffrance.
- [6] Le Programme Entreprise Atlantique offre des assurances de prêts sur de nouveaux prêts à terme pour établir, moderniser ou agrandir des opérations commerciales dans les secteurs éligibles des provinces de l'Atlantique où le Programme est administré par l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (\$136,496,364 au 30 septembre 1991) et pour la péninsule de Gaspé et les Îles-de-la-Madeleine du Québec où le ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie a la responsabilité de l'administration du Programme (\$94,258,069 au 30 septembre 1991). Ce ministère a aussi la responsabilité de tous les projets d'immobilisation dépassant \$20 millions.
- [7] Comprend un montant de \$62,034 imputable à l'Office canadien pour un renouvellement industriel.
- [8] La limite autorisée sur les prêts garantis pour habitations sur les réserves s'élève à \$1,000,000,000 (voir ci-haut) pour les prêts effectués par la Société canadienne d'hypothèques et de logement, la Société du crédit agricole et par d'autres prêteurs agréés.
- [9] Montant libellé entièrement ou partiellement en une devise étrangère et converti au cours du change en vigueur à la date de comptabilisation.
- [10] Le montant maximum total déboursé ou pouvant être déboursé à même le Trésor pour l'exercice en cours et les exercices précédents ou subséquents relativement aux garanties autorisées et accordées pour le développement économique des Indiens est fixé à \$60 millions. Au 30 septembre 1991, un montant total de \$26,183,939 a été déboursé à même le Trésor laissant un solde disponible de \$33,816,061.
- [11] Maislin Industries Ltd a été placée sous séquestre le 11 juillet 1983 et a déclaré faillite le 19 octobre 1983. À la date de comptabilisation, le gouvernement a effectué des versements provisoires totalisant \$20,361,132 \$-U aux créanciers en vertu d'une garantie au montant de \$27,000,000 \$-U. On anticipe que le gouvernement devra effectuer des paiements additionnels pour régler les obligations restantes aux créanciers lors du règlement de certaines émissions au tribunal fédéral des États-Unis, mais le montant ne peut pas être déterminé, en ce moment, avec certitude.
- [12] Depuis 1984, la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) opère, pour le compte du gouvernement, le Programme de protection des taux hypothécaires. Sur paiement de primes, la SCHL rembourse les propriétaires 75% des augmentations causées par les hausses marquées de taux d'intérêt, lors du renouvellement, au-delà d'un montant déductible. Les taux hypothécaires étant relativement stables, le Programme n'est pas tellement utilisé et les prêts couverts par le Programme au 30 septembre 1991 ne s'élevaient qu'à \$911,000 (\$911,000 au 30 septembre 1990). Les primes encaissées par la SCHL sont remises au Trésor et les créances du Programme sont payables à même le Trésor. La nature même du Programme ne permet aucune estimation des créances futures.
- [13] Il n'y a eu aucune réclamation en vertu de la Loi sur la responsabilité nucléaire depuis sa mise en vigueur en 1970. La Loi couvre 9 installations nucléaires canadiennes au 30 septembre 1991.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA - Concluded

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Fin

[14] The Fishing Vessel Insurance Plan is administered by the Government to assist fishermen in meeting abnormal capital losses. A consolidated specified purpose account is credited with all amounts received by way of premiums, recoveries and with advances in accordance with regulations by the Government, such advances not to exceed \$150,000 at any time. The account is debited with refunds of premiums and payments in settlement of third party vessel collision damage claims against fishermen, where the collision involves a vessel insured under the Plan. As at September 30, 1991, the insured value of vessels under the Plan amounted to \$281,388,000; the balance of the account was \$26,500,000 and outstanding claims against the Plan amounted to \$1,250,000.

[15] The Export Development Act specifies that the Export Development Corporation may enter into contracts of insurance, re-insurance, related guarantees and other agreements up to a maximum of \$7 billion, the authorized limit.

[16] A letter of comfort has been issued with respect to credit grain sales by the Canadian Wheat Board. The letter states that the Government will assume responsibility for the liabilities arising from defaults in payment by countries purchasing Canadian grain on credit. Receivables under this guarantee amounted to approximately \$5.4 billion at September 30, 1991.

[17] Less than 0.1%.

[18] The Government has agreed to pay Yukon Energy Corporation up to \$300,000 per year up to March 31, 1997 should electricity sales to Curragh Resources Inc. fall below specified limits.

[19] Classified as follows: (in millions of dollars)

a. alleged breach of written, verbal, statutory contracts including construction disputes	1,050
b. damage to property including loss of income	2,792
c. physical and mental injury including accidents, and false imprisonment	155
d. expropriation and land claims	12,394
e. government employee disputes	35
f. other	1,164
	<u>17,520</u>
Less duplicated claims	25
Total	<u>17,495</u>

Included in (d.) above is \$9.3 billion related to native statutory and treaty obligations representing plaintiffs' claims in 88 litigation cases. There are another 135 similar cases for which amounts are not stated in the claims, and for which it is not possible to determine the amounts that may be ultimately payable. The Government also has 292 specific native claims of which \$272 million is included in (d.) and represents plaintiffs' claims in 56 cases. The amount involved for the remaining 236 claims cannot be determined at this time and no amount for such claims is shown.

[20] Contingent gains. A contingent gain is a potential gain or possible recovery that may become an actuality when one or more future events occur or fail to occur. Three departments reported contingent gains as at September 30, 1991 totalling \$9.1 million.

[21] The Government has several comprehensive native land claims under negotiation of which 2 are in the final stages of negotiation. Should the 2 claims be ratified, the Government would be liable to pay financial compensation over a number of years as follows:

	(in millions of dollars)
Council for Yukon Indians	248
Tungavik Federation of Nunavut	612
	<u>860</u>
Implementation costs over the next ten years	388
Total	<u>1,248</u>

[14] Le Régime d'assurance des bateaux de pêche est administré par le gouvernement afin d'assurer les pêcheurs contre des pertes en capital anormales. Un compte fins déterminées consolidé est crédité de toutes les sommes encaissées à titre primes et de recouvrements, ainsi que des avances consenties par le gouvernement conformément à ces règlements, de telles avances ne devant pas dépasser en temps \$150,000. Le compte est débité des remboursements de primes et règlement des réclamations de dommages-intérêts envers des tiers pour collision lorsque la collision met en cause un bateau assuré aux termes du Régime. Au septembre 1991, la valeur assurée des bateaux aux termes du Régime se chiff à \$281,388,000; le solde du compte était de \$26,500,000 et les réclamations réglées au titre du Régime se sont élevées à \$1,250,000.

[15] La Loi sur l'expansion des exportations précise que la Société pour l'expans des exportations peut conclure des contrats d'assurance, de réassurance, de renties connexes et d'autres accords jusqu'à un maximum de \$7 milliards, ce représente la limite autorisée.

[16] Une lettre d'accord présumé a été émise concernant les ventes de céréales à cr par la Commission canadienne du blé. La lettre spécifie que le gouvernement assumera la responsabilité de la dette advenant le défaut de paiement par un p achetant à crédit les céréales canadiennes. Le montant débiteur au 30 septem 1991, en vertu de cette garantie, s'élève à \$5.4 milliards.

[17] Moins de 0.1%.

[18] Selon une entente entre le gouvernement et la Société Yukon Energy Corporat se terminant le 31 mars 1997, un montant de \$300,000 sera versé annuellement advenant que les ventes d'électricité à Curragh Resources Inc. soient en dess du seuil prédéterminé.

[19] Classées de la façon suivante : (en millions de dolla

a. inexécution de contrats écrits, verbaux, statutaires incluant les disputes de construction	1,050
b. dommages causés aux propriétés incluant la perte de revenu	2,792
c. dommages corporels ou mentaux y compris les accidents et les faux emprisonnements	155
d. revendications de terrains et expropriations	12,394
e. revendications relatives aux employés du gouvernement	35
f. autres	1,164
	<u>17,520</u>
Moins les revendications en double	25
Total	<u>17,495</u>

Inclus dans (d.) ci-haut \$9.3 milliards reliés aux engagements envers les tochtones par suite de statuts et traités. Ce montant représente les revendicati de plaignants dans 88 causes en litige. Il y a 135 causes semblables pour lesq les des montants ne sont pas énoncés dans les revendications et pour lesquelle est impossible de déterminer les montant qui peuvent finalement être à payer gouvernement doit aussi faire face à 292 revendications spécifiques pour \$2 millions qui sont inclus dans (d.) et qui représentent des revendications plaignants dans 56 causes en litige. Le montant des 236 revendications restan ne peut être déterminé pour le moment et par le fait même aucun montant n' indiqué pour celles-ci.

[20] Gains éventuels. Un gain éventuel est un gain potentiel ou un recouvrem possible pouvant se matérialiser advenant un ou plusieurs événements futu Trois ministères ont déclaré des gains éventuels au 30 septembre 1991 totalis \$9.1 millions.

[21] Le gouvernement négocie présentement plusieurs revendications globales terrains concernant les autochtones parmi lesquelles 2 sont à l'étape finale négociations. Si ces 2 revendications sont enterinées, le gouvernement aur payer une indemnité financière sur plusieurs années comme suit :

	(en millions de dollan
Le conseil des Indiens du Yukon	248
La Fédération Tungavik de Nunavut	612
	<u>860</u>
Coûts d'exécution engendrés sur les dix prochaines années	388
Total	<u>1,248</u>

CA1

FN

-077



Government of
Canada

Gouvernement
du Canada

Quarterly
Statements
of Financial
Operations

États
trimestriels
des opérations
financières

Ending
March 31, 1992

se terminant
le 31 mars 1992

Fiscal Year
1991-92

Exercice
1991-92



The Honourable Paul Dick
Receiver General for Canada

L'honorable Paul Dick
Receveur général du Canada

Any inquiries should be directed to the:

A/Supervisor
Financial Operations Analysis Unit
Central and Public Accounts Branch
Government Operational Service
Supply and Services Canada
Ottawa, Canada
K1A 0S5

Telephone: (819) 956-1879

Toute demande de renseignements devrait être
faite à la personne suivante :

A/Superviseur
Unité de l'analyse des opérations financières
Direction des Comptes publics et centraux
Service opérationnel au gouvernement
Approvisionnement et Services Canada
Ottawa, Canada
K1A 0S5

Téléphone: (819) 956-1879

TABLE OF CONTENTS

	<u>PAGE</u>
Preface	1
Quarterly Statements of Financial Operations -	
Table I - Summary Statement of Transactions	3
Table II - Detailed Statement of Transactions	4
Table III - Statement of Budgetary Expenditure by Department	7
Notes to the Quarterly Statements of Financial Operations	19

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Préface	1
États trimestriels des opérations financières -	
Tableau I - État sommaire des opérations	3
Tableau II - État détaillé des opérations	4
Tableau III - État des dépenses budgétaires par ministère	7
Notes se rapportant aux états trimestriels des opérations financières	19

PREFACE TO THE
QUARTERLY STATEMENTS OF
FINANCIAL OPERATIONS
OF THE GOVERNMENT OF CANADA

The fundamental purpose of the Quarterly Statements of Financial Operations is to provide information to interested users of data on the Government's financial operations, and to facilitate an understanding and evaluation of the full nature and extent of the financial affairs and resources for which the Government is responsible.

The two basic concepts underlying the Government's accounting system are found in the Constitution Acts: first, the concept of the Consolidated Revenue Fund, which states that all duties and revenues received, other than those reserved to the provinces, "shall form One Consolidated Revenue Fund"; second, the concept that the balance of the Fund, after certain prior charges, "shall be appropriated by the Parliament of Canada".

The Quarterly Statements of Financial Operations consist of Summary and Detailed Statements of Transactions, a Statement of Budgetary Expenditure by Department and accompanying notes. The statements of transactions show how the financial requirements were met and the effect of the transactions on the Consolidated Revenue Fund. In the Summary and Detailed Statements of Transactions, the financial transactions are classified into the following categories:

- The first category, budgetary, consists of all the transactions with outside parties which enter into the calculation of the annual deficit or surplus of the Government, that is, the receipts from tax revenue and non-tax revenue, together with expenditures authorized by Parliament.
- The second category, non-budgetary, consists of transactions in loans, investments and advances, in liabilities for the administration of certain public money received or collected for special purposes, and in other liabilities other than those related to foreign exchange and unmatured debt.
- The third category, foreign exchange, reflects transactions in international reserves held in the Exchange Fund Account (the principal objective of which is to aid in the control and protection of the external value of the Canadian dollar) together with an accounting of the net position of the Government with respect to the International Monetary Fund. Foreign exchange transactions include unmatured debt payable in foreign currencies.
- The fourth category, unmatured debt, represents the extent to which financial requirements have been met through the increase in unmatured debt, that is, the net change in amounts owing for marketable bonds, Canada savings bonds, special non-marketable bonds issued to the Canada Pension Plan Investment Fund and Treasury bills. Unmatured debt transactions exclude unmatured debt payable in foreign currencies.
- The final section of the statement shows the cash balances and the balances of unmatured debt at the end of the period. Additional disclosure of the unmatured debt balance by type of instrument is also provided.

The third statement gives a more detailed accounting of budgetary expenditure transactions by department. Total net expenditure reported on the Detailed Statement of Transactions differs from the total expenditure by department. The difference represents transactions of certain specified purpose accounts, the provision for valuation which is not applied to each appropriation and budgetary transactions internal to the Government.

PRÉFACE AUX
ÉTATS TRIMESTRIELS DES
OPÉRATIONS FINANCIÈRES
DU GOUVERNEMENT DU CANADA

Le but fondamental des états trimestriels des opérations financières est de fournir des renseignements aux utilisateurs intéressés aux opérations financières du gouvernement, et de faciliter une compréhension et une évaluation de la nature et de toute l'étendue des affaires financières et des ressources pour lesquelles le gouvernement est responsable.

Les deux notions de base sur lesquelles est fondé le système comptable du gouvernement se trouvent dans les Lois constitutionnelles. Premièrement, la notion du Trésor qui découle de l'exigence que tous les droits et recettes, autres que ceux qui sont réservés aux provinces, "formeront le Trésor"; deuxièmement, la notion suivant laquelle le solde du Trésor, après certaines imputations préalables, "sera approprié par le Parlement du Canada".

Les états trimestriels des opérations financières consistent en des états sommaire et détaillé des opérations, d'un état des dépenses budgétaires par ministère et des notes afférentes. Les états des opérations financières indiquent la façon dont les besoins financiers ont été rencontrés et l'effet des opérations sur le Trésor. Dans les états, sommaire et détaillé des opérations, les opérations financières sont classées sous les catégories suivantes :

- La première catégorie, les opérations budgétaires, englobe toutes les opérations avec les tiers qui entrent dans le calcul du déficit ou de l'excédent annuel du gouvernement, et comprend les rentrées provenant des recettes fiscales et des recettes non fiscales, de même que les dépenses autorisées par le Parlement.
- La deuxième catégorie, les opérations non budgétaires, comprend les opérations touchant les prêts, dotations en capital et avances celles des éléments de passif reliés à l'administration de certains deniers publics encaissés ou perçus pour des fins déterminées, et celles d'autres éléments de passif, autres que ceux reliés aux opérations de change et à la dette non échue.
- La troisième catégorie, les opérations de change, reflète les opérations dans les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes (le but principal est d'aider à contrôler et à protéger la valeur extérieure de l'unité monétaire canadienne) de même qu'une comptabilité de la situation nette du gouvernement en ce qui concerne le Fonds monétaire international. Les opérations de change comprennent la dette non échue à payer en devises étrangères.
- La quatrième catégorie, les opérations de la dette non échue, représente dans quelle mesure les besoins financiers ont été satisfaits au moyen d'une augmentation de la dette non échue qui indique le changement net dans les montants dus relatifs aux obligations négociables, aux obligations d'épargne du Canada, aux obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada et aux bons du Trésor. Les opérations de la dette non échue ne comprennent pas la dette non échue à payer en devises étrangères.
- La dernière section de l'état montre le solde de caisse et le solde de la dette non échue à la fin de la période. Les effets à payer relatifs au solde de la dette non échue sont également divulgués par catégorie.

Le troisième état fournit une comptabilité plus détaillée des opérations des dépenses budgétaires par ministère. Le total des dépenses nettes présenté à l'état détaillé des opérations est différent du total des dépenses par ministère. La différence représente les opérations de certains comptes à fins déterminées, la provision pour évaluation qui n'est pas appliquée à chaque crédit et les opérations budgétaires internes du gouvernement.

GOVERNMENT OF CANADA
 QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
 TABLE I - SUMMARY STATEMENT OF TRANSACTIONS

GOUVERNEMENT DU CANADA
 ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
 TABLEAU I - ÉTAT SOMMAIRE DES OPÉRATIONS

(in millions of dollars - en millions de dollars)

MONTH OF MARCH
 MOIS DE MARS

YEAR TO DATE
 À CE JOUR

1992

1991

1991-92

1990-91

BUDGETARY TRANSACTIONS

I. OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES

Revenue	Recettes	+	15,622	+	12,711	+	120,991	+	119,329
Program spending	Dépenses de programmes	-	11,570	-	10,332	-	112,315	-	104,218
Operating balance	Solde de fonctionnement	+	4,052	+	2,379	+	8,676	+	15,111
Public debt charges	Frais de la dette publique	-	3,279	-	3,520	-	41,275	-	42,675
Surplus/Deficit(-)	Excédent/Déficit(-)	+	773	-	1,141	-	32,599	-	27,564

NON-BUDGETARY TRANSACTIONS

II. OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES

(source + requirement -)	(provenance + besoin -)								
Loans, investments and advances	Prêts, dotations en capital et avances	-	330	-	45	-	1,263	+	65
Specified purpose accounts	Comptes à fins déterminées	+	829	+	2,041	+	5,511	+	6,407
Other transactions	Autres opérations	-	1,033	-	318	-	3,294	-	3,374
Net source (+) or requirement (-)	Provenance nette (+) ou besoin net (-)	-	534	+	1,678	+	954	+	3,098
Financial requirements (excluding foreign exchange transactions)	Besoins financiers (opérations de change non comprises)	+	239	+	537	-	31,645	-	24,466

FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS

III. OPÉRATIONS DE CHANGE

(source + requirement -)	(provenance + besoin -)	-	1,433	-	2,627	+	942	-	4,900
Total financial requirements	Total des besoins financiers	-	1,194	-	2,090	-	30,703	-	29,366

UNMATURED DEBT TRANSACTIONS

IV. OPÉRATIONS DE LA DETTE NON ÉCHUE

(source + requirement -)	(provenance + besoin -)	+	1,911	+	2,632	+	29,017	+	30,523
Change in cash (increase + decrease -)	Variation de la caisse (augmentation + diminution -)	+	717	+	542	-	1,686	+	1,157

CASH BALANCE AT END OF PERIOD

V. CAISSE EN FIN DE PÉRIODE

880

2,666

The accompanying tables and notes are an integral part of this statement.

Les tableaux et les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE II - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS

GOUVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU II - ÉTAT DÉTAILLÉ DES OPÉRATIONS

		(in millions of dollars - en millions de dollars)			
		MONTH OF MARCH MOIS DE MARS		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1992	1991	1991-92	1990-
I. BUDGETARY TRANSACTIONS					
Revenue					
Tax revenue -					
Income tax -					
Personal	Particuliers	5,712	4,948	62,702	59,5
Corporation	Sociétés	1,785	2,113	9,069	11,0
Unemployment Insurance contributions	Cotisations d'assurance-chômage	1,461	1,053	15,462	12,7
Non-resident	Non résidents	94	54	909	1,3
		9,052	8,168	88,142	84,6
Excise taxes and duties -					
Goods and Services tax	Taxe sur les produits et services	1,462	1,485	14,365	2,1
Sales and Excise taxes	Taxes de vente et d'accise	753	376	5,845	19,4
Customs import duties	Droits de douane à l'importation	589	355	4,032	3,9
		2,804	1,464	24,242	25,6
Other tax revenue	Autres recettes fiscales	48	12	252	2
Total tax revenue	Total des recettes fiscales	11,904	9,644	112,636	110,5
Non-tax revenue -					
Return on investments	Produits de placements	3,365	2,810	6,591	7,0
Other non-tax revenue	Autres recettes non fiscales	353	257	1,764	1,7
Total non-tax revenue	Total des recettes non fiscales	3,718	3,067	8,355	8,8
TOTAL NET REVENUE	TOTAL DES RECETTES NETTES	15,622	12,711	120,991	119,3
Expenditure					
Program spending -					
Transfer payments -					
To other levels of government -					
Fiscal arrangements	Arrangements fiscaux	825	1,052	8,345	8,7
Insurance and medical care services	Assurance et services de soins médicaux	994	444	6,688	6,0
Canada Assistance Plan	Régime d'assistance publique du Canada	429	791	6,130	5,9
Education support	Aide à l'éducation	381	123	2,142	1,8
Other	Autres	272	26	2,982	3,1
		2,901	2,436	26,287	25,8
To persons -					
Old age security benefits, guaranteed income supplements and spouses' allowances	Prestations de sécurité de la vieillesse, suppléments de revenu garanti et allocations au conjoint	1,570	1,463	18,388	17,1
Unemployment insurance benefits	Prestations d'assurance-chômage	1,960	1,651	18,360	14,3
Family allowance	Allocations familiales	230	232	2,808	2,7
Other	Autres	425	322	3,437	2,8
		4,185	3,668	42,993	37,0
Other transfer payments	Autres paiements de transfert	826	932	9,269	8,1
		7,912	7,036	78,549	71,0
Payments to Crown corporations	Paiements aux sociétés d'État	309	456	4,618	4,7
Operating and capital expenditures -					
National Defence					
All other departments and agencies					
	Défense nationale	1,213	933	10,963	11,1
	Tous les autres ministères et organismes	2,136	1,907	18,185	17,1
		3,349	2,840	29,148	28,3
Total program spending	Total des dépenses de programmes	11,570	10,332	112,315	104,2
Public debt	Dette publique	3,279	3,520	41,275	42,6
TOTAL NET EXPENDITURE	TOTAL DES DÉPENSES NETTES	14,849	13,852	153,590	146,8
SURPLUS/DEFICIT(-)	EXCÉDENT/DÉFICIT(-)	773	1,141	32,599	27,5

GOVERNMENT OF CANADA
 QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
 TABLE II - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
 ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
 TABLEAU II - ÉTAT DÉTAILLÉ DES OPÉRATIONS - Suite

		(in millions of dollars - en millions de dollars)			
		MONTH OF MARCH MOIS DE MARS		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1992	1991	1991-92	1990-91
NON-BUDGETARY TRANSACTIONS (source + requirement -)	II. OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES (provenance + besoin -)				
<u>Loans, investments and advances</u>	<u>Prêts, dotations en capital et avances</u>				
Crown corporations	Sociétés d'État	- 79	+ 36	- 671	+ 257
Other loans, investments and advances	Autres prêts, dotations en capital et avances	- 251	- 81	- 592	- 192
Total loans, investments and advances	Total des prêts, dotations en capital et avances	- 330	- 45	- 1,263	+ 65
 <u>Specified purpose accounts</u>	 <u>Comptes à fins déterminées</u>				
Canada Pension Plan Account	Compte du régime de pensions du Canada ...	+ 371	+ 519	- 294	+ 530
Superannuation accounts	Comptes de pension de retraite	+ 322	+ 1,854	+ 5,823	+ 7,235
Other	Autres	+ 136	- 332	- 18	- 1,358
Total specified purpose accounts	Total des comptes à fins déterminées	+ 829	+ 2,041	+ 5,511	+ 6,407
 Other transactions	 Autres opérations	- 1,033	- 318	- 3,294	- 3,374
TOTAL NON-BUDGETARY TRANSACTIONS ...	TOTAL DES OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES .	- 534	+ 1,678	+ 954	+ 3,098
 FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS (source + requirement -)	 III. OPÉRATIONS DE CHANGE (provenance + besoin -)				
Net International reserves	Réserves internationales nettes	- 1,403	- 2,640	+ 2,141	- 3,796
Unmatured debt transactions payable in foreign currencies	Opérations de la dette non échue à payer en devises étrangères	- 30	+ 13	- 1,199	- 1,104
TOTAL FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS	TOTAL DES OPÉRATIONS DE CHANGE	- 1,433	- 2,627	+ 942	- 4,900
 UNMATURED DEBT TRANSACTIONS (source + requirement -)	 IV. OPÉRATIONS DE LA DETTE NON ÉCHUE (provenance + besoin -)				
Marketable bonds	Obligations négociables .....	...	+ 1,575	+ 14,273	+ 15,339
Canada savings bonds	Obligations d'épargne du Canada	- 344	- 261	+ 1,147	- 6,500
Special non-marketable bonds issued to the Canada Pension Plan Investment Fund	Obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada	- 1	- 1	+ 9	+ 420
Treasury bills	Bons du Trésor	+ 2,050	+ 1,150	+ 13,150	+ 20,600
Notes and loans	Effets et prêts .....	...	...	- 7	- 163
Canada bills	Bons du Canada	- 30	+ 14	- 1,008	- 438
		+ 1,675	+ 2,477	+ 27,564	+ 29,258
 Less: Government's holdings of unmatu- red debt	 Moins: Dette non échue détenue par le gouvernement	+ 206	+ 168	+ 254	+ 161
Unmatured debt transactions payable in foreign currencies	Opérations de la dette non échue à payer en devises étrangères	+ 30	- 13	+ 1,199	+ 1,104
		+ 236	+ 155	+ 1,453	+ 1,265
TOTAL UNMATURED DEBT TRANSACTIONS PAYABLE IN CANADIAN DOLLARS	TOTAL DES OPÉRATIONS DE LA DETTE NON ÉCHUE À PAYER EN DOLLARS CANADIENS .	+ 1,911	+ 2,632	+ 29,017	+ 30,523

GOVERNMENT OF CANADA
 QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
 TABLE II - DETAILED STATEMENT OF TRANSACTIONS - Concluded

GOUVERNEMENT DU CANADA
 ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
 TABLEAU II - ÉTAT DÉTAILLÉ DES OPÉRATIONS - Fin

		(in millions of dollars - en millions de dollars)	
		1992 AT MARCH 31 AU 31 MARS	1991 AT MARCH 31 AU 31 MARS
V. CASH BALANCE AT END OF PERIOD	V. CAISSE EN FIN DE PÉRIODE		
In Canadian dollars	En dollars canadiens	677	2,460
In foreign currencies	En devises étrangères	203	206
TOTAL CASH BALANCE	TOTAL DE LA CAISSE	880	2,666
VI. UNMATURED DEBT BALANCE	VI. SOLDE DE LA DETTE NON ÉCHUE		
Payable in Canadian dollars -	À payer en dollars canadiens -		
Marketable bonds	Obligations négociables	158,057	143,600
Canada savings bonds	Obligations d'épargne du Canada	35,591	34,428
Special non-marketable bonds	Obligations spéciales non négociables		
issued to the Canada Pension	détenues par le Fonds de placement		
Plan Investment Fund	du régime de pensions du Canada	3,501	3,493
Treasury bills	Bons du Trésor	152,300	139,150
		349,449	320,671
Less:	Moins:		
Government's holdings of unmatured	Dette non échue détenue par le		
debt	gouvernement	1,003	1,262
		348,446	319,409
Payable in foreign currencies -	À payer en devises étrangères -		
Marketable bonds	Obligations négociables	3,320	3,550
Notes and loans	Effets et prêts	7	14
Canada bills	Bons du Canada	1	1,009
		3,328	4,573
Less:	Moins:		
Government's holdings of unmatured	Dette non échue détenue par le		
debt	gouvernement .....	...	...
		3,328	4,573
TOTAL UNMATURED DEBT	TOTAL DE LA DETTE NON ÉCHUE	351,774	323,982

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT

GOVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
PAR MINISTÈRE

		(in thousands of dollars - en milliers de dollars)			
		QUARTER ENDING MARCH TRIMESTRE SE TERMINANT EN MARS		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1992	1991	1991-92	1990-91
Agriculture -	Agriculture -				
Department -	Ministère -				
Management and Administration	Gestion et administration	17,359	17,123	64,355	64,997
Agri-Food -	Agro-alimentaire -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	175,008	166,984	630,136	621,377
Capital expenditures	Dépenses en capital	18,566	18,916	51,621	50,137
Grants and contributions	Subventions et contributions	199,631	163,605	538,691	818,539
Payments to producers	Paiements aux producteurs en vertu de				
under the Agricultural	la Loi sur la stabilisation des prix				
Stabilization Act	agricoles	31,853	24,437	104,526	76,560
Contributions to the provinces	Contributions aux provinces en vertu				
under the Crop Insurance Act	de la Loi sur l'assurance-récolte	92,236	...	247,212	219,823
Loan guarantees under the	Prêts garantis en vertu de la Loi sur				
Farm Improvement and	les prêts destinés aux améliorations				
Marketing Cooperatives	agricoles et à la commercialisation				
Loans Act	selon la formule coopérative	1,349	1,368	4,486	5,851
Loan guarantees made under the	Prêts garantis en vertu de la Loi sur				
Advance Payments for	le paiement anticipé des				
Crops Act	récoltes	694	27	862	589
Grants to agencies established	Subventions aux offices établis				
under the Farm Products	conformément à la Loi sur les				
Marketing Agencies	offices de commercialisation				
Act	des produits de ferme .....	...	...	...	...
Payments in connection with the	Paiements relatifs à la Loi sur la				
Farm Income Protection Act -	protection du revenu agricole -				
Gross Revenue Insurance Program	Régime d'assurance-revenu brut	530,929	...	530,929	...
Racetrack Supervision	Fonds renouvelable de la surveillance				
Revolving Fund	des hippodromes	189	699	479	334
Grains and Oilseeds -	Céréales et oléagineux -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	8,168	4,102	22,967	13,987
Canadian Grain Commission -	Commission canadienne des grains -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	16,322	13,632	53,609	49,507
Grants and contributions	Subventions et contributions	332,990	48,238	506,012	98,840
Payments in connection with the	Paiements relatifs à la Loi sur les				
Prairie Grain Advance Payments	paiements anticipés pour le grain				
Act	des Prairies	27,302	...	35,973	...
Payments in connection with the	Paiements relatifs à la Loi de				
Western Grain Stabilization	stabilisation concernant				
Act	le grain de l'Ouest	1,642	58,071	97,709	126,443
Contribution to the Net Income	Contribution au programme de				
Stabilization Program	stabilisation du revenu net	37,206	...	43,451	...
Premiums to the Provincial Revenue	Primes aux caisses d'assurance -				
Insurance Funds	revenu des provinces .....	...	...	...	...
		1,092,182	517,202	2,932,060	2,146,316
Canadian Dairy Commission	Commission canadienne du lait	1,318	755	4,813	3,629
Canadian Livestock Feed Board -	Office canadien des provendes -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	428	505	1,733	1,861
Contributions	Contributions	4,468	3,871	15,806	15,120
		4,896	4,376	17,539	16,981
		1,098,396	522,333	2,954,412	2,166,926
Atlantic Canada Opportunities	Agence de promotion économique du				
Agency -	Canada atlantique -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	12,334	9,682	39,481	34,908
Grants and contributions	Subventions et contributions	72,898	66,307	150,907	153,539
Liabilities in Atlantic	Obligations contractées dans la				
Canada under the Small	région de l'Atlantique en vertu				
Businesses Loans	de la Loi sur les prêts aux petites				
Act	entreprises	277	783	1,593	2,349
Liabilities for loan or credit	Obligations contractées pour				
insurance pursuant to	assurances-prêts ou crédit,				
the Government Organization	conformément à la Loi organique de				
Act, Atlantic Canada, 1987	1987 sur le Canada atlantique	2,644	3,000	16,649	5,875
		88,153	79,772	208,630	196,671
Enterprise Cape Breton Corporation	Société d'expansion du Cap-Breton	3,200	2,400	9,200	9,400
		91,353	82,172	217,830	206,071

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
PAR MINISTÈRE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		QUARTER ENDING MARCH TRIMESTRE SE TERMINANT EN MARS		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1992	1991	1991-92	1990-91
Communications -	Communications -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	49,232	41,094	167,524	155,601
Capital expenditures	Dépenses en capital	5,841	4,526	14,792	13,721
Grants and contributions	Subventions et contributions	22,756	23,697	88,498	82,491
Payments to the Canada Post Corporation	Versements à la Société canadienne des postes	15,449	13,773	60,500	55,091
Government Telecommunications Agency Revolving Fund	Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales	16,076	2,366	2,831	19,541
		77,202	85,456	328,483	326,431
Canada Council	Conseil des Arts du Canada .....	...	697	106,343	104,201
Canadian Broadcasting Corporation -	Société Radio-Canada -				
Payments for operating expenditures	Paiements pour les dépenses de fonctionnement	165,562	141,808	900,562	957,181
Payments for working capital	Paiements pour le fonds de roulement	666	666	4,000	4,000
Payments for capital expenditures	Paiements pour les dépenses en capital	50,809	43,956	126,475	117,241
		217,037	186,430	1,031,037	1,078,431
Canadian Film Development Corporation	Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	37,186	43,635	151,180	154,891
Canadian Museum of Civilization	Musée canadien des civilisations	11,209	11,591	34,410	26,487
Canadian Museum of Nature	Musée canadien de la nature	3,467	3,100	17,462	10,831
Canadian Radio-television and Telecommunications Commission	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	10,478	8,893	32,892	32,881
National Archives of Canada	Archives nationales du Canada	17,341	15,340	56,787	57,445
National Arts Centre Corporation	Société du Centre national des Arts	112	2,179	21,312	20,021
National Film Board -	Office national du film -				
National Film Board Revolving Fund - Operating loss	Fonds renouvelable de l'Office national du film - Déficit de fonctionnement	26,374	26,440	78,758	74,191
National Film Board Revolving Fund	Fonds renouvelable de l'Office national du film	6,279	5,741	6,433	4,201
		20,095	20,699	72,325	69,991
National Gallery of Canada -	Musée des beaux-arts du Canada -				
Payments for operating and capital expenditures	Paiements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et en capital	7,045	323	22,968	795
Payment for the purchase of objects for the collection	Paiement au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection	2,078	...	2,848	...
		4,967	323	25,816	795
National Library	Bibliothèque nationale	11,766	10,448	36,608	37,660
National Museum of Science and Technology	Musée national des sciences et de la technologie	3,868	10,950	15,330	10,927
National Museums of Canada -	Musées nationaux du Canada -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement .....	...	4,991	...	43,336
Capital expenditures	Dépenses en capital .....	...	259	...	1,480
		...	5,250	...	44,816
		414,728	404,991	1,929,985	1,975,852
Consumer and Corporate Affairs -	Consommateurs et Sociétés -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	40,542	36,448	142,140	143,592
Capital expenditures	Dépenses en capital	5,444	2,244	9,505	5,277
Payments to the provinces for the purpose of research and development relating to medicine	Paiements aux provinces pour la recherche sur les médicaments et leur développement .....	...	25,000	...	25,000
		45,986	63,692	151,645	173,869
Competition Tribunal	Tribunal de la concurrence	398	332	1,405	1,084
Copyright Board	Commission du droit d'auteur	250	191	902	815
Goods and Services Tax Consumer Information Office	Bureau d'information des consommateurs sur la taxe sur les produits et services	247	9,431	3,998	13,246
Hazardous Materials Information Review Commission	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	276	346	949	1,049
Patented Medicine Prices Review Board	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	1,065	852	3,113	2,661
Procurement Review Board	Commission de révision des marchés publics	273	344	799	1,065
Standards Council of Canada	Conseil canadien des normes	2,095	1,771	5,204	5,535
		50,590	76,959	168,015	199,324

GOVERNMENT OF CANADA
 QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
 TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
 BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
 ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
 TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
 PAR MINISTÈRE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		QUARTER ENDING MARCH TRIMESTRE SE TERMINANT EN MARS		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1992	1991	1991-92	1990-91
Employment and Immigration -	Emploi et Immigration -				
Department/Commission -	Ministère/Commission -				
Corporate Management and Services	Gestion générale et services	28,211	1,160	52,483	6,442
Employment and Insurance -	Emploi et assurance -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	79,374	88,945	134,367	195,219
Grants and contributions	Subventions et contributions	279,390	474,939	1,276,652	1,435,206
Government's contribution to the	Contribution de l'État au compte				
Unemployment Insurance Account	d'assurance-chômage .....	...	146	...	1,626,941
Government's contribution in respect	Contribution de l'État au titre des				
of Fishermen's Benefits	prestations versées aux pêcheurs .....	...	2	...	88,393
Immigration -	Immigration -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	59,235	52,533	196,173	195,357
Capital expenditures	Dépenses en capital	2,327	...	7,248	...
Contributions	Contributions	14,631	25,949	140,696	92,413
Write-off from the accounts of	Radiation des comptes du Canada				
Canada of certain debts	de certaines dettes .....	...	...	...	1,138
		463,168	643,674	1,807,619	3,641,109
Advisory Council on the Status	Conseil consultatif sur la situation de				
of Women	la femme	1,136	793	3,267	3,054
Immigration and Refugee	Commission de l'immigration et du				
Board of Canada	statut de réfugié du Canada	20,066	19,631	70,312	63,316
Status of Women - Office of	Condition féminine - Bureau de				
the Co-ordinator	la coordonnatrice	2,391	1,236	5,863	4,103
		486,761	665,334	1,887,061	3,711,582
Energy, Mines and Resources -	Énergie, Mines et Ressources -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	106,033	108,052	371,223	383,425
Capital expenditures	Dépenses en capital	12,738	11,318	26,138	26,860
Grants and contributions	Subventions et contributions	46,497	68,452	156,791	240,213
Payments to Interprovincial	Paiements à la Compagnie Pipeline				
Pipe Line Company	Interprovincial .....	...	...	10,800	...
Canada/Nova Scotia Development	Fonds de développement Canada/Nouvelle-				
Fund	Écosse .....	...	...	...	...
Canada/Newfoundland Development	Fonds de développement				
Fund	Canada/Terre-Neuve	26,633	...	36,807	...
Canada/Newfoundland Offshore	Office Canada/Terre-Neuve des				
Petroleum Board	hydrocarbures extra-côtières	614	...	2,404	...
Canada/Nova Scotia Drilling	Fonds de forage Canada/Nouvelle-				
Fund	Écosse .....	...	14	...	14
Canada/Nova Scotia Offshore	Office Canada/ Nouvelle-Écosse				
Petroleum Board	des hydrocarbures extra-côtières	264	...	846	...
Petroleum Compensation	Indemnisation pétrolière .....	...	...	868	...
Offshore Oil and Gas Resource	Fonds des recettes provenant des				
Revenue Fund	ressources pétrolières et gazières				
(Nova Scotia)	(Nouvelle-Écosse) .....	...	...	...	...
		192,779	187,836	604,141	650,512
Atomic Energy Control	Commission de contrôle de l'énergie				
Board	atomique	10,173	8,801	33,357	29,677
Atomic Energy of Canada Limited	Énergie atomique du Canada, Limitée	36,000	34,500	175,973	167,456
National Energy Board	Office national de l'énergie	10,904	5,834	36,416	22,680
Petro-Canada International Assistance	La Corporation Petro-Canada pour				
Corporation	l'assistance internationale .....	...	24,700	13,700	43,000
		249,856	261,671	863,587	913,325

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
PAR MINISTÈRE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		QUARTER ENDING MARCH TRIMESTRE SE TERMINANT EN MARS		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1992	1991	1991-92	1990-91
Environment -	Environnement -				
Administration	Administration	22,549	19,734	75,674	74,641
Environmental Services -	Services de l'environnement -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	119,771	110,418	439,786	429,341
Capital expenditures	Dépenses en capital	16,543	16,213	37,585	38,561
Grants and contributions	Subventions et contributions	11,770	8,797	34,000	35,171
Parks -	Parcs -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	68,248	62,574	268,165	268,761
Capital expenditures	Dépenses en capital	22,835	29,564	85,298	91,961
National Battlefields	Commission des champs de bataille				
Commission	nationaux	1,482	724	3,351	2,431
		263,198	248,024	943,859	940,881
External Affairs -	Affaires extérieures -				
Department -	Ministère -				
Canadian Interests Abroad -	Intérêts du Canada à l'étranger -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	209,133	206,634	731,755	738,844
Capital expenditures	Dépenses en capital	44,445	29,052	84,758	77,681
Grants and contributions	Subventions et contributions	97,745	110,058	266,248	201,821
Passport Revolving Fund	Fonds renouvelable des passeports	1,068	1,203	1,727	961
World Exhibitions -	Expositions internationales -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	2,137	236	3,290	1,421
Capital expenditures	Dépenses en capital	4,459	1,569	6,861	1,641
		356,851	348,280	1,091,185	1,022,371
Canadian Commercial Corporation	Corporation commerciale canadienne	739	6,151	13,992	15,183
Canadian Institute for International	Institut canadien pour la paix et la				
Peace and Security	sécurité internationales	1,000	1,000	5,000	5,000
Canadian International Development	Agence canadienne de développement				
Agency -	international -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	28,673	24,269	102,473	97,407
Grants and contributions	Subventions et contributions	619,603	562,080	1,776,087	1,633,083
Payments to International Financial	Paievements aux fonds d'institutions				
Institution Fund Accounts	financières internationales	29,517	47,482	128,075	143,944
Payments under the International	Paievements en vertu de la Loi				
Centre for Human Rights	du Centre international des droits				
and Democratic Development	de la personne et du développement				
Act	démocratique .....	...	...	4,000	3,000
		677,793	633,831	2,010,635	1,877,434
Canadian Secretariat	Secrétariat canadien	400	437	1,058	1,064
Export Development Corporation	Société pour l'expansion des exportations	29,213	51,764	146,375	179,643
Write-off from the accounts of	Radiation des comptes du Canada				
Canada of certain debts	de certaines dettes .....	...	...	...	...
International Centre for Ocean	Centre international d'exploitation des				
Development	océans	5,380	6,570	12,030	12,200
International Development Research	Centre de recherches pour le				
Centre	développement international	19,967	28,405	115,800	114,130
International Joint Commission	Commission mixte internationale	1,163	1,597	5,357	4,680
		1,092,506	1,078,035	3,401,432	3,231,706
Finance -	Finances -				
Department -	Ministère -				
Financial and Economic Policies -	Politiques financières et économiques -				
Program expenditures	Dépenses du Programme	14,617	22,032	66,187	80,492
Contributions	Contributions	114,657	...	241,770	...
Payments to International	Paievements à l'Association				
Development Association	internationale de développement	69,440	80,940	197,110	152,010
Payments to the International	Paievements au Fonds monétaire				
Monetary Fund	international	7,537	...	12,600	4,439
Payments to the Global Environment	Paievements à la Facilité globale pour				
Facility of the International Bank	l'environnement de la Banque				
for Reconstruction	internationale pour la reconstruction				
and Development	et le développement	1,000	...	1,000	...
Purchase of Domestic Coinage	Achat de la monnaie canadienne	7,616	4,933	29,741	26,739
Public Debt	Service de la dette publique	10,013,274	10,681,760	41,310,686	42,905,686
Fiscal Transfer Payments	Paievements de transfert fiscal	2,022,984	2,345,132	8,305,611	8,521,202
Special Program -	Programme spécial -				
Foreign Claims Fund	La Caisse des réclamations étrangères .....	...	...	...	...
		12,251,125	13,134,797	50,164,705	51,690,568
Auditor General	Vérificateur général	16,038	14,583	53,977	52,059
Canadian International Trade	Tribunal canadien du commerce				
Tribunal	extérieur	2,725	2,142	8,788	8,506
Office of the Superintendent of	Bureau du surintendant des				
Financial Institutions	institutions financières	8,713	9,398	11,718	1,090
Privatization and	Privatisation et affaires				
Regulatory Affairs	réglementaires	724	2,335	...	7,058
		12,260,451	13,163,255	50,215,752	51,759,281

GOVERNMENT OF CANADA
 QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
 TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
 BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
 ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
 TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
 PAR MINISTÈRE - Suite

		(in thousands of dollars - en milliers de dollars)			
		QUARTER ENDING MARCH TRIMESTRE SE TERMINANT EN MARS		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1992	1991	1991-92	1990-91
Fisheries and Oceans -	Pêches et Océans -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	161,196	143,353	581,175	573,889
Capital expenditures	Dépenses en capital	22,050	36,736	58,030	96,359
Grants and contributions	Subventions et contributions	9,584	3,990	47,958	12,485
Liabilities under the Fisheries Improvement Loans Act	Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux entreprises de pêche .....	...	3	4	164
		192,830	184,082	687,167	682,897
Forestry -	Forêts -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	31,423	26,642	110,801	103,621
Capital expenditures	Dépenses en capital	2,100	1,208	7,857	5,971
Grants and contributions	Subventions et contributions	18,073	10,306	49,300	45,035
		51,596	38,156	167,958	154,627
Governor General	Gouverneur général	2,463	2,720	10,258	10,596
Indian Affairs and Northern Development -	Affaires indiennes et Nord canadien -				
Administration	Administration	14,105	12,718	48,731	47,082
Indian and Inuit Affairs -	Affaires indiennes et inuit -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	68,969	67,199	221,598	236,134
Capital expenditures	Dépenses en capital	2,052	2,243	4,647	8,360
Grants and contributions	Subventions et contributions	380,588	369,522	2,374,939	2,109,732
Liabilities in respect of loan guarantees made to Indians for Housing and Economic Development	Obligations relatives aux garanties de prêts accordés aux Indiens pour le logement et le développement économique	10	608	325	959
Grant under the Western Arctic (Inuvialuit) Claims Settlement Act	Subvention en vertu de la Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région ouest de l'Arctique	5,000	...	5,000	5,000
Northern Affairs -	Affaires du Nord -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	15,836	13,572	61,499	61,261
Grants and contributions	Subventions et contributions	7,336	20,228	13,909	29,833
Payments to Canada Post Corporation	Paielements à la Société canadienne des postes .....	...	...	...	...
Capital expenditures	Dépenses en capital .....	...	503	...	2,299
Transfer Payments to the Territorial Governments -	Paielements de transfert aux gouvernements territoriaux -				
Payments to Yukon Territory	Paielements au Yukon	28,227	39,053	227,758	207,752
Payments to Northwest Territories	Paielements aux Territoires du Nord-Ouest ...	52,869	91,181	810,579	734,625
Canadian Polar Commission	Commission canadienne des affaires polaires	523	...	523	...
		575,515	616,827	3,769,508	3,443,037

GOVERNMENT OF CANADA
 QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
 TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
 BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
 ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
 TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
 PAR MINISTÈRE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		QUARTER ENDING MARCH TRIMESTRE SE TERMINANT EN MARS		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1992	1991	1991-92	1990-91
Industry, Science and Technology - Department -	Industrie, Sciences et Technologie - Ministère -				
Industry, Science and Technology -	Développement de l'industrie des sciences et de la technologie -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	66,752	56,024	216,912	211,026
Grants and contributions	Subventions et contributions	170,602	93,277	315,649	268,116
Liabilities under the Small Businesses Loans Act	Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises	- 3,233	6,607	22,136	22,287
Insurance payments under the Enterprise Development Program and guarantees under the Industrial and Regional Development Program	Paiements d'assurance en vertu du Programme d'expansion des entreprises et garanties en vertu du Programme de développement industriel et régional	- 12,086	41,239	68,982	41,569
Write-off from the accounts of Canada of certain debts	Radiation des comptes du Canada de certaines dettes	2,180	...	2,180	...
		224,215	197,147	625,859	542,998
Regional Development and Aboriginal Economic -	Développement régional et développement économique des autochtones -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	- 3,073	9,144	19,999	29,648
Grants and contributions	Subventions et contributions	- 8,789	61,763	58,744	142,370
		- 11,862	70,907	78,743	172,018
Canadian Patents and Development Limited	Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée .....	...	...	799	1,799
Canadian Space Agency -	Agence spatiale canadienne -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	9,572	27,684	30,691	84,724
Capital expenditures	Dépenses en capital	56,068	...	218,502	...
Grants and contributions	Subventions et contributions	11,469	7,781	16,450	13,932
		77,109	35,465	265,643	98,656
Cape Breton Development Corporation	Société de développement du Cap-Breton	5,000	...	17,000	21,000
Federal Business Development Bank	Banque fédérale de développement	- 6,200	4,249	15,100	15,149
Investment Canada	Investissement Canada	2,586	3,266	9,163	9,561
		1,386	7,515	41,263	45,710
National Research Council of Canada -	Conseil national de recherches du Canada -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	76,037	77,717	256,737	277,743
Capital expenditures	Dépenses en capital	11,880	37,199	24,949	104,804
Grants and contributions	Subventions et contributions	31,653	28,481	99,796	94,589
		119,570	143,397	381,482	477,136
Natural Sciences and Engineering Research Council -	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	4,521	4,390	15,230	15,301
Grants	Subventions	138,721	122,842	465,825	447,415
		143,242	127,232	481,055	462,716
Science Council of Canada	Conseil des sciences du Canada	849	773	3,021	2,867
Statistics Canada -	Statistique Canada -				
Program expenditures	Dépenses du Programme	106,161	74,653	418,799	281,994
Capital expenditures	Dépenses en capital .....	...	1,236	...	5,823
		106,161	75,889	418,799	287,817
Canada Post Corporation	Société canadienne des postes	28,824	24,750	115,300	148,500
		689,494	683,075	2,411,964	2,240,217

GOVERNMENT OF CANADA
 QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
 TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
 BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
 ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
 TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
 PAR MINISTÈRE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		QUARTER ENDING MARCH TRIMESTRE SE TERMINANT EN MARS		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1992	1991	1991-92	1990-91
Justice -	Justice -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	42,738	40,839	157,714	146,515
Grants and contributions	Subventions et contributions	50,832	90,845	223,010	240,634
		93,570	131,684	380,724	387,149
Canadian Human Rights	Commission canadienne des droits de la				
Commission	personne	5,118	4,564	17,158	15,643
Commissioner for Federal Judicial	Commissaire à la magistrature				
Affairs -	fédérale -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	1,254	1,136	4,952	5,469
Judges' salaries, allowances and annuities	Traitements, indemnités et pensions des juges	43,027	38,394	168,224	152,690
		44,281	39,530	173,176	158,159
Federal Court of Canada	Cour fédérale du Canada	5,488	4,666	17,288	17,411
Law Reform Commission of Canada	Commission de réforme du droit du Canada	1,174	1,088	4,063	4,477
Offices of the Information and Privacy Commissioners of Canada	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	1,689	1,613	5,803	5,883
Supreme Court of Canada	Cour suprême du Canada	3,843	3,964	12,868	12,721
Tax Court of Canada	Cour canadienne de l'impôt	2,651	2,586	8,570	7,730
		157,814	189,695	619,650	609,173
Labour -	Travail -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	19,238	17,452	63,022	63,985
Grants and contributions	Subventions et contributions	32,599	34,731	56,085	57,340
Payments of compensation respecting government employees and merchant seamen	Paiements d'indemnités à des agents de l'État et à des marins marchands	19,670	11,719	56,638	31,963
Labour Adjustment Benefits payments	Prestations d'adaptation pour les travailleurs	19,766	21,937	71,517	88,721
		91,273	85,839	247,262	242,009
Canada Labour Relations Board	Conseil canadien des relations du travail	2,466	2,212	8,471	8,215
Canadian Centre for Occupational Health and Safety	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	1,760	2,215	7,195	8,468
		95,499	90,266	262,928	258,692
National Defence -	Défense nationale -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	2,034,446	1,969,271	7,602,315	7,844,508
Capital expenditures	Dépenses en capital	687,963	500,226	2,357,923	2,370,778
Grants and contributions	Subventions et contributions	130,734	37,876	207,731	155,435
Military pensions	Pensions militaires	316,089	248,788	927,369	871,475
		3,169,232	2,756,161	11,095,338	11,242,196
Emergency Preparedness Canada -	Protection civile Canada -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	3,712	3,263	11,644	3,913
Grants and contributions	Subventions et contributions	811	1,285	9,598	1,285
		4,523	4,548	21,242	5,198
		3,173,755	2,760,709	11,116,580	11,247,394

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
PAR MINISTÈRE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		QUARTER ENDING MARCH TRIMESTRE SE TERMINANT EN MARS		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1992	1991	1991-92	1990-91
National Health and Welfare -	Santé nationale et Bien-être social -				
Department -	Ministère -				
Departmental Administration	Administration centrale	22,018	21,009	77,637	78,375
Health -	Santé -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	194,550	202,349	721,517	699,730
Capital expenditures	Dépenses en capital	11,125	13,186	34,348	30,454
Grants and contributions	Subventions et contributions	55,164	57,204	256,569	254,994
Payments for insured health services and extended health care services	Versements à l'égard des services de santé assurés et des services complémentaires de santé	2,233,638	1,441,881	6,688,433	6,033,032
Social -	Social -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	37,655	31,333	104,033	107,490
Grants and contributions	Subventions et contributions	66,180	83,756	210,541	155,828
Canada Assistance Plan	Versements en vertu du Régime				
Payments	d'assistance publique du Canada	1,097,788	1,741,596	6,130,332	5,990,499
Family Allowance payments	Versements d'allocations familiales	710,235	670,375	2,807,535	2,736,023
Old Age Security, Guaranteed	Versements de sécurité de la				
Income Supplement and Spouse's	vieillesse, du supplément de revenu				
Allowance payments	garanti et d'allocations au conjoint	4,687,595	4,419,261	18,387,761	17,126,835
		9,115,948	8,681,950	35,418,706	33,213,260
Medical Research Council -	Conseil de recherches médicales -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	2,144	1,963	6,114	6,016
Grants	Subventions	60,659	61,763	241,014	235,467
		62,803	63,726	247,128	241,483
Federal Office of Regional Development (Quebec) -	Bureau fédéral de développement régional (Québec) -				
Program expenditures	Dépenses du Programme	12,010	...	12,010	...
Grants and contributions	Subventions et contributions	85,508	...	85,508	...
Liabilities under the	Obligations contractées en vertu de la				
Small Businesses	Loi sur les prêts aux petites				
Loans Act	entreprises	15,169	...	15,169	...
Insurance payments under the	Paiements d'assurance en vertu du				
Enterprise Development Program	Programme d'expansion des entreprises				
and guarantees under the	et garanties en vertu du Programme de				
Industrial and Regional	développement industriel et				
Development Program	régional .....	...	...	...	...
		112,687	...	112,687	...
		9,291,438	8,745,676	35,778,521	33,454,743
National Revenue -	Revenu national -				
Customs and Excise -	Douanes et Accise -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	237,649	235,840	822,666	757,154
Capital expenditures	Dépenses en capital	11,145	19,768	25,112	75,057
		248,794	255,608	847,778	832,211
Taxation -	Impôt -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	325,932	296,954	1,152,051	1,072,352
Capital expenditures	Dépenses en capital	10,856	17,653	23,735	34,737
		336,788	314,607	1,175,786	1,107,089
		585,582	570,215	2,023,564	1,939,300
Parliament -	Parlement -				
The Senate	Sénat	10,753	12,854	41,162	38,935
House of Commons	Chambre des communes	62,108	57,336	214,515	201,774
Library of Parliament	Bibliothèque du Parlement	4,278	4,108	15,501	14,843
		77,139	74,298	271,178	255,552

GOVERNMENT OF CANADA
 QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
 TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
 BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
 ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
 TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
 PAR MINISTÈRE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		QUARTER ENDING MARCH TRIMESTRE SE TERMINANT EN MARS		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1992	1991	1991-92	1990-91
Privy Council -	Conseil privé -				
Department	Ministère	28,535	29,296	97,727	85,483
Canadian Intergovernmental Conference	Secrétariat des Conférences				
Secretariat	intergouvernementales canadiennes	772	725	2,382	3,130
Canadian Transportation Accident	Bureau canadien d'enquête sur les				
Investigation and	accidents de transports et de la				
Safety Board	sécurité des transports	6,794	7,589	24,736	24,720
Chief Electoral Officer	Directeur général des élections	3,600	2,350	10,666	11,725
Commissioner of Official Languages	Commissaire aux langues officielles	3,235	2,977	12,163	12,683
Economic Council of Canada	Conseil économique du Canada	2,920	2,489	10,337	9,618
Northern Pipeline Agency	Administration du pipe-line du Nord	50	54	125	258
Public Service Staff Relations	Commission des relations de travail dans				
Board	la fonction publique	3,075	2,681	10,232	9,832
Security Intelligence Review	Comité de surveillance des activités de				
Committee	renseignement de sécurité	381	374	1,330	1,225
		49,362	48,535	169,698	158,674
Public Works -	Travaux publics -				
Department -	Ministère -				
Services -	Services -				
Public Works Revolving	Fonds renouvelable des Travaux				
Fund - Operating loss	publics - Déficit de fonctionnement	1,481	14,555	37,997	27,822
Public Works Revolving Fund	Fonds renouvelable des Travaux publics	15,387	18,953	119,720	225,431
Real Property -	Biens immobiliers -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	185,106	166,988	732,616	701,632
Capital expenditures	Dépenses en capital	39,113	35,159	122,298	120,681
Grants to municipalities and other	Subventions aux municipalités et				
taxing authorities	autres autorités taxatrices	93,795	88,740	350,846	303,634
Crown corporations -	Sociétés d'État -				
Payments to Old Port of Montreal	Paielements à la Société du Vieux-Port				
Corporation Inc.	de Montréal Inc.	18,941	3,000	39,741	13,600
Payments to Canada Museums	Paielements à la Société de construction				
Construction Corporation Inc.	des musées du Canada, Inc.	1,000	2,886	1,500	7,886
Payment to Harbourofront Corporation	Paielement à la Harbourofront Corporation .....	...	2,532	...	6,732
		354,823	332,813	1,404,718	1,407,418
Canada Mortgage and Housing	Société canadienne d'hypothèques et de				
Corporation	logement	436,308	638,600	1,758,683	1,840,157
National Capital Commission -	Commission de la Capitale nationale -				
Payment for operating	Paielement pour les dépenses				
expenditures	de fonctionnement	6,728	11,268	54,848	58,268
Payment for capital expenditures	Paielement pour les dépenses en capital	1,100	5,696	17,470	17,696
Payment for grants and	Paielement pour les subventions				
contributions	et contributions	1,400	4,200	12,710	13,400
		9,228	21,164	85,028	89,364
		800,359	992,577	3,248,429	3,336,939

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
PAR MINISTÈRE - Suite

		(in thousands of dollars - en milliers de dollars)			
		QUARTER ENDING MARCH TRIMESTRE SE TERMINANT EN MARS		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1992	1991	1991-92	1990-91
Secretary of State - Department -	Secrétariat d'État - Ministère -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	49,556	59,702	198,358	200,871
Grants and contributions	Subventions et contributions	69,822	35,583	330,956	272,776
Post-Secondary Education payments to provinces	Paiements pour l'enseignement postsecondaire faits aux provinces	795,303	427,583	2,142,062	1,861,531
Payments under the Canada Student Loans Act	Paiements en vertu de la Loi canadienne sur les prêts aux étudiants	179,890	165,031	440,367	422,061
		1,094,571	687,899	3,111,743	2,757,242
Canadian Centre for Management Development	Centre canadien de gestion	3,036	2,705	10,281	8,893
Ministry of State (Multiculturalism and Citizenship) -	Ministère d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté) -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	8,330	10,209	25,856	58,510
Grants and contributions	Subventions et contributions	14,505	17,522	44,778	48,037
Public Service Commission -	Commission de la fonction publique -				
Program expenditures	Dépenses du Programme	36,139	35,847	129,095	136,591
Staff Development and Training Revolving Fund	Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel	707	2,906	2,039	1,697
		62,717	69,189	212,049	253,728
Social Sciences and Humanities Research Council -	Conseil de recherches en sciences humaines -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	2,358	1,917	7,892	8,238
Grants	Subventions	22,451	14,932	88,925	81,034
		24,809	16,849	96,817	89,272
		1,182,097	773,937	3,420,609	3,100,242
Solicitor General - Department	Solliciteur général - Ministère	7,399	7,730	26,560	27,323
Canadian Security Intelligence Service	Service canadien du renseignement de sécurité	58,673	59,303	190,512	178,230
Correctional Service -	Service correctionnel -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	229,009	213,428	791,818	778,623
Capital expenditures	Dépenses en capital	26,234	21,291	52,866	57,372
		255,243	234,719	844,684	835,995
National Parole Board	Commission nationale des libérations conditionnelles	6,633	5,898	22,435	23,063
Royal Canadian Mounted Police -	Gendarmerie royale du Canada -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	146,995	77,597	878,694	822,034
Capital expenditures	Dépenses en capital	29,255	28,241	75,236	78,549
Pensions and other employee benefits - Members of the Force	Pensions et autres prestations des employés - Membres de la GRC	67,366	50,995	213,237	197,031
		243,616	156,833	1,167,167	1,097,614
Royal Canadian Mounted Police External Review Committee	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	333	396	1,240	1,242
Royal Canadian Mounted Police Public Complaints Commission	Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	991	1,245	3,546	3,320
		572,888	466,124	2,256,144	2,166,787
Supply and Services -	Approvisionnement et Services -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	76,781	75,301	336,640	309,529
Capital expenditures	Dépenses en capital	3,793	7,657	6,503	12,093
Supply Revolving Fund	Fonds renouvelable des approvisionnements	6,920	11,989	44,142	50,464
Defence Production Revolving Fund	Fonds renouvelable de la production de défense	13,953	2,999	39,168	246,519
Reciprocal Taxation	Réciprocité fiscale	87,607	73,968	426,453	618,605

GOVERNMENT OF CANADA
 QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
 TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
 BY DEPARTMENT - Continued

GOVERNEMENT DU CANADA
 ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
 TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
 PAR MINISTÈRE - Suite

(in thousands of dollars - en milliers de dollars)

		QUARTER ENDING MARCH TRIMESTRE SE TERMINANT EN MARS		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1992	1991	1991-92	1990-91
Transport -	Transports -				
Department -	Ministère -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	233,745	226,070	660,798	794,462
Capital expenditures	Dépenses en capital	155,632	124,767	413,103	381,020
Grants and contributions	Subventions et contributions	47,687	60,748	161,778	181,755
Payment to the Canarctic Shipping Company Limited	Paie ment à la Compagnie de navigation Canarctic Limitée	2,000	...	8,672	7,004
Payment to the Jacques Cartier and Champlain Bridges Inc.	Paie ment à la Société Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée	4,170	4,163	22,458	22,614
Payment to the Canada Ports Corporation	Paie ment à la Société canadienne des des ports	1,139	9,681	83,574	20,008
Payments to Marine Atlantic Inc.	Paie ments à Marine Atlantique S.C.C.	16,472	35,966	127,233	134,761
Payments to VIA Rail Canada Inc.	Paie ments à VIA Rail Canada Inc.	141,973	143,043	338,653	331,586
Payment to the St. Lawrence Seaway Authority	Paie ment à l'administration de la voie maritime du Saint-Laurent	20,579	20,096	24,313	25,542
Payment to CN Railway for benefits provided to employees	Paie ment à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada pour les avantages accordés à ses employés .....	...	3	6	14
Termination of tolls - Victoria Bridge	Abolition des péages sur le pont Victoria	752	82	1,541	1,762
Payment to the Atlantic Pilotage Authority	Paie ment à l'Administration de pilotage de l'Atlantique .....	...	200	...	200
Payment to the Laurentian Pilotage Authority	Paie ment à l'Administration de pilotage des Laurentides	1,500	375	3,000	375
Self-Supporting Airports and Associated Ground Services Revolving Fund	Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes .....	...	20,222	...	- 102,348
Write-off from the accounts of Canada of certain debts	Radiation des comptes du Canada de certaines dettes	4,000	...	4,000	...
		629,649	645,416	1,849,129	1,798,755
Civil Aviation Tribunal	Tribunal de l'aviation civile	265	249	823	722
Grain Transportation Agency Administrator	Administrateur de l'Office du transport du grain	1,478	1,150	5,018	4,106
National Transportation Agency -	Office national des transports -				
Program expenditures	Dépenses du Programme	10,021	9,406	33,590	34,174
Payments under the Western Grain Transportation Act	Paie ments en vertu de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest	1,516	760	779,691	644,937
Payments under the Railway Act	Paie ments en vertu de la Loi sur les chemins de fer	1,207	117	6,945	20,291
Payments under the National Transportation Act, 1987	Paie ments en vertu de la Loi nationale de 1987 sur les transports	1,734	2,579	7,986	20,948
Payments under the Atlantic Region Freight Assistance Act	Paie ments en vertu de la Loi sur les subventions au transport des marchan- dises dans la région Atlantique	25,326	21,337	99,134	87,072
Payments under the Maritimes Freight Rates Act	Paie ments en vertu de la Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes	2,190	...	7,756	...
Contributions	Contributions .....	...	2,736	...	9,034
		41,994	36,935	935,102	816,456
		673,386	683,750	2,790,072	2,620,039
Treasury Board -	Conseil du Trésor -				
Secretariat -	Secrétariat -				
Central Administration of the Public Service	Administration centrale de la fonction publique	23,726	17,588	70,933	64,715
Government Contingencies and Centrally Financed Programs	Éventualités du gouvernement et programmes financés par l'administration centrale .....	...	...	...	...
Employer Contributions to Insurance Plans	Contributions de l'employeur aux régimes d'assurance	157,492	121,432	512,872	434,445
Temporary Assignment	Affectation temporaire .....	...	555	...	2,134
		181,218	139,575	583,805	501,294
Comptroller General	Contrôleur général	5,611	3,711	16,765	14,457
		186,829	143,286	600,570	515,751

GOVERNMENT OF CANADA
QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS
TABLE III - STATEMENT OF BUDGETARY EXPENDITURE
BY DEPARTMENT - Concluded

GOUVERNEMENT DU CANADA
ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
TABLEAU III - ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
PAR MINISTÈRE - Fin

		(in thousands of dollars - en milliers de dollars)			
		QUARTER ENDING MARCH TRIMESTRE SE TERMINANT EN MARS		YEAR TO DATE À CE JOUR	
		1992	1991	1991-92	1990-91
Veterans Affairs -	Anciens combattants -				
Veterans Affairs -	Anciens combattants -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	128,706	118,425	480,270	452,869
Grants and contributions	Subventions et contributions	361,076	336,533	1,372,589	1,326,449
Canadian Pension Commission	Commission canadienne des pensions	1,546	1,285	5,172	4,895
Bureau of Pensions	Bureau de services juridiques				
Advocates	des pensions	1,952	1,839	7,791	7,963
Veterans Appeal Board	Tribunal d'appel des anciens combattants	857	792	2,908	2,818
		494,137	458,874	1,868,730	1,794,994
Western Economic	Diversification de l'économie de l'Ouest				
Diversification -	canadien -				
Operating expenditures	Dépenses de fonctionnement	9,077	7,232	30,168	29,112
Grants and contributions	Subventions et contributions	34,154	31,800	88,446	95,709
Liabilities under the Small	Obligations contractées en vertu de la				
Businesses Loans	Loi sur les prêts aux petites				
Act	entreprises	1,960	1,973	7,423	8,556
		45,191	41,005	126,037	133,377
Expenditure by department on behalf of	Dépenses des ministères pour le compte				
other departments	d'autres ministères	- 2,760	34,357	42,202	29,730
Provision for valuation	Provision pour évaluation	- 250,000	...	- 250,000	- 658,000
Consolidation of specified purpose	Consolidation de comptes à fins				
accounts (net of internal	déterminées (déduction faite des				
transactions) -	opérations internes) -				
Unemployment Insurance Account	Compte d'assurance-chômage	5,896,937	4,962,742	19,153,114	13,337,018
Western Grain Stabilization	Compte de stabilisation concernant				
Account	le grain de l'Ouest	- 1,286	96,654	- 97,647	27,302
Agricultural Commodities	Comptes de stabilisation des				
Stabilization Accounts	produits agricoles	86,622	- 11,137	127,181	- 5,396
Crop Reinsurance Fund	Caisse de réassurance-récolte	57,285	15	63,203	430,207
Other	Autres	1,793	506	- 5,360	- 5,823
		5,791,351	5,048,780	18,990,491	13,125,308
Other internal transactions	Autres opérations internes	- 29,964	- 38,584	- 51,020	- 108,809
TOTAL EXPENDITURE	TOTAL DES DÉPENSES	40,751,447	39,185,102	153,589,624	146,892,816

I. Significant Accounting Policies

I. Government of Canada reporting entity

For purposes of maintaining the accounts of Canada and preparing the Quarterly Statements of Financial Operations, the Government of Canada is defined as all the departments named in Schedule I of the Financial Administration Act; any division or branch of the Public Service, including a commission appointed under the Inquiries Act, designated by the Governor in Council as a department for purposes of the Financial Administration Act; the staffs of the Senate, the House of Commons, and the Library of Parliament; and, any corporation named in Schedule II of the Financial Administration Act.

In accordance with the above definition, corporations listed in Parts I and II of Schedule III of the Financial Administration Act, and those Crown corporations that are not subject to Divisions I to IV of Part X of the Financial Administration Act, are excluded in these quarterly statements from the Government of Canada as an reporting entity; therefore, their financial statements are not consolidated with those of the Government. However, at year-end, all Government organizations are accounted in the financial statements by consolidation except for Government enterprises which are accounted for on a cost basis. The borrowings of those corporations which are agents of the Crown are recorded as a liability of the Government net of borrowings expected to be repaid directly by these corporations.

In addition, certain accounts and funds have financial statements which are not consolidated with those of the Government. These accounts and funds include the Canada Pension Plan Account, superannuation accounts and other specified purpose accounts.

II. Classification of financial transactions

The financial transactions of the Government, as recorded in the accounts of Canada and reported in the quarterly Statements of Financial Operations, are classified into budgetary, non-budgetary, foreign exchange and unmatured debt transactions.

In general terms, budgetary transactions enter into the calculation of the monthly and annual deficit or surplus and are reported, after elimination of transactions internal to the Government, on the Summary and Detailed Statements of Transactions. All other transactions lead to the acquisition or disposal of financial claims (assets) or to the creation or discharge of financial obligations (liabilities).

For purposes of reporting, the classification in force at the end of the quarter is used and amounts for the previous year are reclassified to conform to the current year's accounting policies and presentation.

III. Budgetary transactions

REVENUE

Revenue consists of all tax and non-tax amounts which affect the monthly and annual deficit or surplus of the Government.

Revenue is reported after deducting refunds paid and excludes amounts receivable, taxes collected on behalf of provinces and territories, and amounts credited to the Canada Pension Plan Account, superannuation accounts, other specified purpose accounts, and other liability accounts. However, amounts receivable for non-tax revenue are fully recorded at year-end.

The Government generally reports tax revenue in the period in which it is received. Refunds of tax revenue are allocated to the year in which the processing cycle for the assessment of the related tax return has been started.

On the Summary and Detailed Statements of Transactions the revenue reported excludes revenue from outside parties credited to appropriations.

1. Conventions comptables importantes

I. Entité comptable du gouvernement du Canada

Afin de tenir les comptes du Canada et de préparer les états trimestriels des opérations financières, le gouvernement du Canada se définit comme l'ensemble des ministères mentionnés à l'annexe I de la Loi sur la gestion des finances publiques; toute division ou direction de la Fonction publique, y compris toute commission nommée conformément à la Loi sur les enquêtes et désignée par le gouverneur en conseil comme ministère aux fins de la Loi sur la gestion des finances publiques; les employés du Sénat, de la Chambre des communes et de la Bibliothèque du Parlement; ainsi que toute société mentionnée à l'annexe II de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Conformément à la définition susmentionnée, les sociétés énumérées aux parties I et II de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques, et les sociétés d'État qui ne sont pas sujettes aux sections I à IV de la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques, ne font pas partie de ces états trimestriels pour fins de l'entité comptable du gouvernement du Canada; ainsi, leurs états financiers ne sont pas consolidés avec ceux du gouvernement. Cependant, à la fin de l'exercice tous les organismes gouvernementaux sont comptabilisés aux états financiers par voie de consolidation sauf pour les entreprises du gouvernement qui sont comptabilisées sur une base de coût. Les emprunts des sociétés mandataires d'État sont inscrits comme élément de passif du gouvernement après avoir déduit les emprunts à être probablement remboursés directement par ces sociétés.

En outre, certains comptes et fonds possèdent leurs propres états financiers qui ne sont pas consolidés avec ceux du gouvernement. Ces comptes et fonds comprennent le Compte du régime de pensions du Canada, les comptes de pension de retraite et les autres comptes à fins déterminées.

II. Catégories d'opérations financières

Les opérations financières du gouvernement, enregistrées dans les comptes du Canada et présentées dans les états trimestriels des opérations financières, sont réparties en opérations budgétaires, non budgétaires, de change et de la dette non échu.

En somme, les opérations budgétaires entrent dans le calcul du déficit ou de l'excédent mensuel et annuel et sont inscrites aux états sommaire et détaillé des opérations après l'élimination des opérations internes du gouvernement. Toutes les autres opérations mènent soit à l'acquisition ou au règlement de créances (actif), soit à la création ou au règlement de dettes (passif).

Aux fins de compte rendu, la classification en vigueur à la fin du trimestre est utilisée. Les montants de l'exercice précédent sont reclassifiés pour être conformes aux conventions comptables et à la présentation de l'exercice en cours.

III. Opérations budgétaires

RECETTES

Les recettes comprennent toutes les recettes fiscales et non fiscales qui agissent sur le déficit ou l'excédent mensuel et annuel du gouvernement.

Les recettes sont comptabilisées après déduction des remboursements versés, et ne comprennent ni les sommes à recevoir, ni les impôts prélevés au nom des provinces et territoires, ni les montants crédités au Compte du régime de pensions du Canada, aux comptes de pension de retraite, aux autres comptes à fins déterminées, et aux autres comptes de passif. Cependant, les montants débiteurs pour les recettes non fiscales sont enregistrés en entier à la fin de l'exercice.

Le gouvernement rapporte généralement les recettes fiscales au cours de la période dans laquelle elles sont reçues. Les remboursements de recettes fiscales sont imputés à l'exercice au cours duquel le cycle de traitement pour l'évaluation des remboursements a débuté.

Les recettes aux états sommaire et détaillé des opérations ne comprennent pas les recettes à valoir sur les crédits provenant de tiers.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

EXPENDITURE

Expenditure consists of all charges to budgetary appropriations which affect the annual deficit or surplus of the Government. Such charges include those for work performed, goods received, services rendered, and transfer payments made, during the year, and include accounts payable at year end. Expenditure may also include charges related to the allowance for valuation of loans, investments, and advances, the allowances for general contingencies, the allowance for borrowings of agent enterprise Crown corporations, and other accounts payable and allowances.

On the Statement of Budgetary Expenditure by Department, departmental expenditures are reported net of revenue credited to appropriations but include expenditures internal to the Government.

iv. *Assets*

Assets are defined as the financial claims acquired by the Government on outside organizations and individuals as a result of events and transactions recorded as at the closing date.

As a result of the Government's accounting policies described above, certain financial claims are not reported on the Summary and Detailed Statements of Transactions. The most important of these are accounts receivable for tax and non-tax revenue. However, accounts receivable for non-tax revenue are recorded at year-end.

v. *Liabilities*

Liabilities are defined as the financial obligations of the Government to outside organizations and individuals as a result of events and transactions which took place prior to the closing date. Refunds payable and some other liabilities and allowances are partially recorded during the year with full recording taking place at year-end only.

vi. *Fixed assets*

The fixed assets of the Government, which include land, engineering structures and works (such as canals, harbours and roads), buildings, and machinery and equipment, are charged to budgetary expenditure at the time of acquisition or construction.

vii. *Valuation of assets and liabilities*

ASSETS

Assets are recorded at cost and are subject to annual valuation to reflect reductions from the recorded value to the estimated realizable value. In the case of loans to sovereign states, the Government views these loans as collectible unless formally repudiated by the debtor. The allowance for valuation includes reductions from the recorded value of loans (and subscriptions to international organizations that make similar loans) with significant concessionary terms.

The Government's gold reserves are included in the International reserves held in the Exchange Fund Account and are recorded and valued at 35 Special Drawing Rights per fine ounce. The Special Drawing Right is an international currency created by the International Monetary Fund, and allocated to countries participating in its Special Drawing Rights Department. It represents a unit of account defined in terms of a "basket" of five major currencies.

LIABILITIES

Liabilities are recorded at the amounts ultimately payable. Liabilities for termination benefits, the superannuation plans, and the Government Annuities Account are reported on an actuarial basis. For the basic superannuation accounts, actuarial deficiencies are amortized, surpluses are not.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

DÉPENSES

Les dépenses comprennent toutes les imputations aux crédits budgétaires qui influencent le déficit ou l'excédent annuel du gouvernement. Ces imputations comprennent les travaux accomplis, les biens reçus, les services exécutés et les paiements de transferts effectués au cours de l'exercice, y compris les créditeurs à la fin de l'exercice. Les dépenses peuvent également comprendre les imputations reliées à la provision pour évaluation de prêts, dotations en capital et avances, les provisions pour éventualités générales, la provision pour emprunts des sociétés "entreprises" mandataires de l'État, et les autres créditeurs et provisions.

Sur l'état des dépenses budgétaires par ministère, les dépenses ministérielles sont comptabilisées après déduction des recettes à valoir sur les crédits mais comprennent les dépenses internes du gouvernement.

iv. *Actif*

L'actif se définit comme étant les créances du gouvernement acquises sur des tiers par suite de faits et d'opérations comptabilisés à la date de fermeture des comptes.

Suivant les conventions comptables du gouvernement mentionnées plus haut, certaines créances ne sont pas comprises aux états sommaire et détaillé des opérations. Les plus importantes sont les comptes débiteurs au titre des recettes fiscales et non fiscales. Cependant, les comptes débiteurs pour les recettes non fiscales sont enregistrés à la fin de l'exercice.

v. *Passif*

Le passif se définit comme étant les dettes du gouvernement envers des tiers suite à des faits et opérations comptabilisés avant la date de fermeture des comptes. Les remboursements à payer ainsi que d'autres créditeurs et provisions sont partiellement inscrits au cours de l'exercice, l'inscription complète étant faite à la fin de l'exercice seulement.

vi. *Immobilisations*

Les immobilisations du gouvernement qui comprennent les terrains, ouvrages (tels que les canaux, les ports et les routes), bâtiments et matériel, sont imputées aux dépenses budgétaires lors de leur acquisition ou construction.

vii. *Évaluation de l'actif et du passif*

ACTIF

L'actif est enregistré au coût et fait l'objet d'une évaluation annuelle afin de refléter les diminutions de la valeur enregistrée à la valeur estimative de réalisation. Dans le cas de prêts aux états souverains, aucune diminution de la valeur n'est enregistrée à moins qu'un état souverain refuse, de façon officielle, d'honorer ses dettes. De plus, la provision pour évaluation inclue les réductions de la valeur au livre des prêts (et souscriptions aux organismes internationaux qui effectuent des prêts similaires) ayant des clauses concessionnaires importantes.

Les réserves d'or du gouvernement sont comprises dans les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes et sont inscrites et évaluées à 35 Droits de tirage spéciaux pour chaque once d'or fin. Le Droit de tirage spécial est une unité monétaire internationale créée par le Fonds monétaire international, et attribuée aux pays participant à son Département des Droits de tirage spéciaux. Il représente une unité de compte définie en fonction d'un ensemble de cinq grandes devises.

PASSIF

Le passif est inscrit au montant à payer en fin de compte. Les éléments de passif concernant les indemnités de cessation d'emploi, les régimes de pension de retraite ainsi que le Compte des rentes sur l'État, sont évalués sur une base actuarielle. Les insuffisances actuarielles pour les comptes de pension de retraite de base sont amorties, les surplus ne le sont pas.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA - Continued

iii. Allowances for general contingencies

The Government establishes allowances in respect of potential debt or debt service relief measures for financially troubled countries under multilateral agreements.

ix. Translation of foreign currency transactions

Foreign currency transactions are translated and recorded in Canadian dollar equivalents at the exchange rates prevailing at the transaction dates.

On a monthly basis, only Receiver General current cash accounts are revalued at the month-end rate of exchange. All other assets and liabilities are revalued at year-end only. Net gains are credited to revenue while net losses are charged to expenditure.

2. Authorities for Transactions

Revenue can be raised and moneys can be borrowed only with the authority of Parliament. All receipts of money by departments and agencies must be deposited into the Consolidated Revenue Fund (CRF). All disbursements from the CRF for spending on operations, for loans, investments and advances, and for the redemption of matured debt must be authorized by Parliament.

i. Authority for raising revenues

The right of Canada to raise taxes and revenues is contained in the Constitution Acts, and is given specific form in various Acts passed by Parliament. The Financial Administration Act provides general statutory direction regarding the collection, handling and accounting for receipts and contains authority for charging for services or use of facilities. The right of the Government to raise income taxes, excise taxes and duties, tariffs, fines and other revenues and the methods to be used are granted by Parliament in specific legislation related to the type of levy or to ministerial duties and authorities. All bills for the raising of money must originate in the House of Commons and are submitted to the House by the Government. This is normally done through the Minister of Finance's Budget, in which proposed tax and tariff changes required to attain the forecast fiscal policy goals are presented.

ii. Authority for spending on operations

Parliament provides authority to make payments out of the Consolidated Revenue Fund in annual appropriation acts and other statutes (the latter referred to as statutory appropriations). Most Government spending is under statutory authorities, that is authorities which do not generally impose an annual limit on the amount that may be spent. Spending is authorized by reference to statutory formulae or criteria and the authorities usually continue from year to year until changed or rescinded by an act of Parliament. Spending authority provided by statutory appropriations is for specified purposes and for such amounts and such time as the acts prescribe. Spending authority provided by statutory appropriations generally does not lapse at the end of the year in which it was granted. Spending authority granted in appropriation acts is for stated purposes and maximum amounts. Unless provided for in vote wording, unused spending authority granted in appropriation acts lapses at the end of the year for which it was granted. Some authorities continue from year to year and some authorize the spending, within a program, of defined categories of revenue generated by the program.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

viii. Provisions pour éventualités générales

Le gouvernement établit des provisions en regard à la dette possible ou aux mesures de secours concernant le service de la dette des pays en difficulté financière en vertu d'ententes multilatérales.

ix. Conversion des opérations de change

Les opérations de change sont converties et comptabilisées en dollars canadiens correspondant aux taux de change en vigueur aux dates des opérations.

Sur une base mensuelle, seuls les comptes de caisse courants du Receveur général sont réévalués à la fin du mois aux taux de change en vigueur à cette date. Les autres éléments d'actif et de passif sont réévalués à la fin de l'exercice seulement. Les gains nets sont crédités aux recettes tandis que les pertes nettes sont imputées aux dépenses.

2. Autorisations pour les opérations

Les recettes peuvent être prélevées et les deniers peuvent être empruntés seulement avec l'autorisation du Parlement. Tous les deniers perçus par les ministères et organismes doivent être déposés au Trésor. Tous les déboursés au Trésor pour des dépenses concernant les opérations, pour des prêts, dotations en capital et avances, et pour le rachat de la dette échue doivent être autorisés par le Parlement.

i. Autorisations pour prélever les recettes

Le droit du Canada de prélever les taxes et les impôts est contenu dans les Lois constitutionnelles, et prend une forme distincte dans les différentes lois adoptées par le Parlement. La Loi sur la gestion des finances publiques fournit une ligne de conduite réglementaire concernant la perception, la manutention et la comptabilisation des recettes. Elle contient l'autorisation de fixer les prix pour les services offerts ou pour l'utilisation des installations et équipements. Le droit du gouvernement de prélever les impôts, les taxes et droits d'accise, les tarifs, les amendes et les autres recettes ainsi que les méthodes à être utilisées, est accordé par le Parlement à travers des textes législatifs précis reliés à la catégorie de prélèvement ou aux obligations et autorisations ministérielles. Tous les projets de loi visant au prélèvement de fonds doivent provenir de la Chambre des communes et être présentés en Chambre par le gouvernement. Ceci fait normalement partie du Budget du Ministre des Finances, dans lequel sont présentées les modifications de taxes et tarifs proposées pour atteindre les objectifs selon les prévisions de la politique fiscale.

ii. Autorisations pour les dépenses concernant les opérations

Le Parlement accorde l'autorisation d'effectuer des paiements à même le Trésor dans les lois de crédits annuelles et dans d'autres textes de lois (ces derniers intitulés crédits statutaires). La plupart des dépenses gouvernementales sont effectuées en vertu d'autorisations statutaires, c'est-à-dire des autorisations qui généralement n'imposent pas de limite annuelle sur les montants qui peuvent être dépensés. Les dépenses sont effectuées en vertu de critères ou formules statutaires et les autorisations continuent en général d'un exercice à l'autre jusqu'à ce qu'une loi du Parlement les modifie ou les révoque. L'autorisation de dépenser comprise dans les crédits statutaires est consentie à des fins déterminées ainsi que pour des montants et des délais indiqués dans les lois. En général, l'autorisation de dépenser prévue dans les crédits statutaires ne s'annule pas à la fin de l'exercice pour lequel elle a été accordée. L'autorisation de dépenser est accordée, dans les lois de crédits, à des fins déterminées et pour des montants maximaux. À moins que le libellé des crédits ne l'indique autrement, le solde inutilisé de l'autorisation de dépenser accordée dans des lois de crédits s'annule à la fin de l'exercice pour lequel elle a été accordée. Certaines autorisations continuent d'un exercice à l'autre et certaines permettent de dépenser, à l'intérieur d'un programme, des catégories de recettes spécifiques lesquelles sont générées par ledit programme.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

iii. Authority for loans, investments and advances

These authorities limit the amount of loans, investments or advances that may be made. Unused authority may lapse at the end of a year or may continue from year to year. Non-lapsing authorities often limit only the total of loans that may be outstanding at any one time; thus, principal repaid may be reloaned.

iv. Borrowing authority

The Government can borrow only as authorized by acts of Parliament. Borrowing authority acts provide authority for the net amount of new security issues less redemptions during a fiscal year. The authorities lapse at the end of the year except for amounts specifically carried forward to the next fiscal year. Parliament has also provided a continuing authority to the Government under Section 47 of the Financial Administration Act to borrow, for periods not exceeding six months, such amounts as are deemed necessary to meet lawfully authorized disbursements.

3. Crown corporations

In accordance with the accounting policies of the Government, the assets, liabilities, revenues and expenses reported in the separate financial statements of Crown corporations are not included in the Government's quarterly Statement of Financial Operations. Only the financial transactions between the Government and Crown corporations are included. At year-end, transactions of appropriation dependent Crown Corporations are consolidated with the transactions of the Government while Government enterprises are accounted for by the cost method.

The following table presents the major balance sheet and income statement items for Crown corporations named in Section 85 and/or Schedule III of the Financial Administration Act (FAA).

This summary of financial transactions and results of operations of Crown corporations is based on their accounting policies. Most Crown corporations follow the generally accepted accounting principles used by private sector companies, as outlined in the Handbook of the Canadian Institute of Chartered Accountants.

Financial assets include cash, receivables and loans and investments. Physical assets and deferred charges represent the unexpensed portion of non-financial assets such as buildings, machinery and equipment in use or under construction, inventories and other items of expenditure which will be expensed as these assets are used. Financial assets and liabilities in respect of the Government represent the unpaid balances arising from financing transactions and normal operating activities. Borrowings from outside parties represent amounts repayable to institutional and other investors. Other liabilities are amounts due in respect of purchases, employee termination and pension benefits, accrued interest on borrowings, long-term capital leases and sundry accounts payable. Equity of Canada represents the Government's equity in each Crown corporation as reported by the corporations.

Crown corporations are categorized as being either agents or non-agents of the Crown. Agency status is normally expressly stated in the incorporating legislation or conferred under the provisions of the Government Companies Operation Act. In accordance with Section 54 of the FAA, the payment of all money borrowed by agent Crown corporations and interest thereon, is a charge on and payable out of the Consolidated Revenue Fund. Such borrowings therefore constitute obligations of the Government and are recorded as such in the summary financial statements of Canada net of borrowings expected to be repaid directly by these corporations.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

iii. Autorisations pour les prêts, dotations en capital et avances

Ces autorisations limitent les montants des prêts, dotations en capital ou avances qui peuvent être effectués. Les autorisations non employées peuvent s'annuler à la fin de l'exercice ou peuvent continuer d'un exercice à l'autre. Les autorisations qui ne s'annulent pas, souvent limitent, seulement le total des prêts qui peuvent être en circulation en tout temps; donc, les montants remboursés peuvent être prêtés de nouveau.

iv. Pouvoirs d'emprunts

Le gouvernement peut emprunter seulement lorsque des lois du Parlement l'autorisent. Les lois sur les pouvoirs d'emprunt fournissent l'autorisation pour le montant net de nouvelles émissions de titres moins les rachats au cours de l'exercice. Les autorisations s'annulent à la fin de l'exercice, sauf pour les montants spécifiquement reportés à l'exercice suivant. En vertu de l'article 47 de la Loi sur la gestion des finances publiques, le Parlement a également fourni au gouvernement une autorisation continue d'emprunter, pour des périodes n'excédant pas six mois, des montants qui sont jugés nécessaires pour rencontrer les déboursés autorisés par les lois.

3. Sociétés d'État

Conformément aux conventions comptables du gouvernement, l'actif le passif, les revenus et les dépenses inscrits dans les états financiers distincts des sociétés d'État ne sont pas compris dans les états trimestriels des opérations financières du gouvernement. Seules les opérations financières entre le gouvernement et les sociétés d'État y sont comprises. À la fin de l'exercice, les opérations des sociétés d'État qui sont dépendantes de crédit sont consolidées aux opérations du gouvernement tandis que les entreprises du gouvernement sont comptabilisées au coût.

Le tableau suivant résume les principaux éléments des bilans et états d'exploitation des sociétés énumérées à l'article 85 et/ou à l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques (LGFP).

Ce résumé des opérations financières et des résultats d'opérations des sociétés d'État est fondé sur les conventions comptables de celles-ci. La majorité des sociétés d'État suivent les principes comptables généralement reconnus utilisés par les entreprises du secteur privé et publiés dans le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés.

L'actif financier comprend la caisse et les sommes à recevoir, les prêts et les dotations en capital. L'actif immobilisé et les frais reportés représentent la fraction non dépensée des éléments d'actif non financiers, tels qu'immeubles, machinerie et équipement en usage ou en construction, inventaire et autres éléments qui seront portés à la dépense lorsque consommés. L'actif financier et le passif auprès du gouvernement représentent les montants impayés provenant d'opérations de financement et d'opérations normales. Les emprunts auprès de tiers représentent les montants à rembourser à des institutions et autres investisseurs. Les autres passifs représentent des créances relativement aux achats, aux indemnités de cessation d'emploi et aux prestations de pensions, aux intérêts courus sur emprunts, contrats de location-acquisition à long terme, et autres créanciers. L'avoir du Canada représente l'avoir du gouvernement dans chaque société d'État tel que rapporté par les sociétés.

Les sociétés d'État sont classées soit mandataires ou non mandataires d'État. Le statut de mandataire d'État peut être explicitement énoncé dans les lois constitutionnelles ou conféré selon les dispositions de la Loi sur le fonctionnement des compagnies d'État. Conformément à l'article 54 de la LGFP, le paiement de toute somme d'argent empruntée par les sociétés mandataires d'État, de même que de l'intérêt y afférent, doivent être imputés sur le Trésor et versés à même le Trésor. Par conséquent, de tels emprunts représentent des dettes du gouvernement et sont inscrits comme tels dans les états financiers sommaires du Canada après avoir déduit les emprunts à être probablement remboursés directement par ces sociétés.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA - Continued

Revenues include financial assistance received or receivable from the government in respect of current period of operation.

Equity adjustments include amounts for retroactive changes in the application of accounting principles as well as direct changes or credits to and from equity accounts. Equity transactions with the Government include dividends declared, transfers of profits to the Government and non-current financial assistance provided by the Government.

SUMMARY COMBINED STATEMENTS OF CROWN CORPORATIONS

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

Les revenus comprennent l'aide financière reçue ou à recevoir du gouvernement relativement aux opérations de la période en cours.

Les ajustements dans l'avoir comprennent les montants rétroactifs des changements apportés dans l'application des principes comptables ainsi que les imputations directes ou les crédits dans l'avoir. Les transactions dans l'avoir avec le gouvernement comprennent les dividendes déclarés, les virements de bénéfices au gouvernement et l'aide financière non courante accordée par le gouvernement.

RÉSUMÉ DES ÉTATS COMBINÉS DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT

(in millions of dollars)
(en millions de dollars)

ASSETS, LIABILITIES AND EQUITY

As At December 31, 1991

ACTIF, PASSIF ET AVOIR

au 31 décembre 1991

ASSETS

Financial:

Outside parties
Government and other Crown corporations

Total financial assets

Physical assets and deferred charges

TOTAL ASSETS

ACTIF

Financier :

Tiers
Gouvernement et autres sociétés d'État

Total de l'actif financier

Actif immobilisé et frais reportés

TOTAL DE L'ACTIF

LIABILITIES

Outside parties -

Borrowings - agent
- non-agent

Bank of Canada notes in circulation and amounts
owing to depositors

Other liabilities

Government and other Crown corporations

TOTAL LIABILITIES

PASSIF

Tiers -

Emprunts - mandataire
- non mandataire

Effets en circulation de la Banque du Canada et
montants dus aux déposants

Autres passifs

Gouvernement et autres sociétés d'État

TOTAL DU PASSIF

EQUITY OF CANADA

AVOIR DU CANADA

TOTAL LIABILITIES AND EQUITY

TOTAL DU PASSIF ET DE L'AVOIR

Contingent liabilities

Passif éventuel

REVENUES, EXPENSES AND CHANGES IN THE EQUITY

For The Period Ended December 31, 1991

REVENUS, DÉPENSES ET CHANGEMENTS DANS L'AVOIR

pour le trimestre se terminant le 31 décembre 1991

REVENUES -

Outside parties

Government and other Crown corporations -

Financial assistance

Other

TOTAL REVENUES

REVENUS -

Tiers

Gouvernement et autres sociétés d'État -

Aide financière

Autres

TOTAL DES REVENUS

EXPENSES -

Outside parties

Government and other Crown corporations

TOTAL EXPENSES

DÉPENSES -

Tiers

Gouvernement et autres sociétés d'État

TOTAL DES DÉPENSES

Net income for the period

Bénéfice net pour la période

Equity adjustments

Ajustements dans l'avoir

Government's share of income

Quote-part du gouvernement dans le bénéfice

Equity transactions with the Government

Transactions dans l'avoir avec le gouvernement

Equity of Canada, April 1st, 1991

Avoir du Canada au 1er avril 1991

Equity of Canada at December 31, 1991

Avoir du Canada au 31 décembre 1991

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

4. Insurance Programs of Agent Crown corporations

At present, three Crown corporations operate insurance programs as agents of Her Majesty. An insurance program is a program where the insured, an outside party, pays an insurance fee which is credited to an insurance fund or provision operated by the corporation. The amount of the fee is based on the estimated amount of insurance fund or provision needed to meet future claims. Insurance programs operated by private corporations such as employee group insurance, dental plans, etc., are not included in this definition.

The insurance programs are intended to operate on a self-sustaining basis but in recent years, two of the Crown corporations have required loans or other funding from the Government to meet their obligations.

Information presented below has not been audited since the information presented therein is derived from interim financial statements. The most recent annual financial statements of these corporations may be found in Volume III of the Public Accounts.

In the Summary below, a minus "-" sign preceding the amount reported indicates a fund deficit, an expense recovery or adjustment, or a decrease or loss during the year.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

4. Programmes d'assurance des sociétés mandataires d'État

Présentement, trois sociétés d'État administrent des programmes d'assurance en tant que mandataires de Sa Majesté. Un programme d'assurance est un programme par lequel un assuré (un tiers) verse des primes d'assurance qui sont alors créditées à un fonds d'assurance ou une provision administrée par la société. Le montant à verser comme primes est basé sur le montant prévu nécessaire pour satisfaire à toutes les demandes futures d'indemnisation au titre du fonds d'assurance ou de la provision. Les programmes d'assurance administrés par les corporations privées tels que l'assurance collective des employés, les régimes dentaires, etc., sont exclus de cette définition.

Les programmes d'assurance sont conçus de façon à opérer sur une base autosuffisante, mais depuis quelques années, le gouvernement a fourni des prêts ou d'autres financements à deux sociétés pour satisfaire à leurs demandes d'indemnisation.

Les renseignements qui apparaissent ci-dessous ne sont pas vérifiés puisque l'information est produite à partir d'états financiers intérimaires. On peut retrouver les états financiers annuels, les plus récents, de ces sociétés dans le volume III des Comptes publics.

Un signe moins "-" dans le sommaire ci-dessous indique un déficit dans le fonds, un recouvrement ou un redressement des dépenses, ou une diminution ou perte au cours de l'exercice.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
DU GOUVERNEMENT DU CANADA - SuiteSUMMARY OF INSURANCE PROGRAMS OF
GOVERNMENT CROWN CORPORATIONS
For The Period Ended December 31, 1991SOMMAIRE DES PROGRAMMES D'ASSURANCE DES
SOCIÉTÉS MANDATAIRES D'ÉTAT
pour la période se terminant le 31 décembre 1991

		(in millions of dollars - en millions de dollars)					
		Canada Deposit Insurance Corporation ⁽¹⁾	Canada Mortgage and Housing Corporation ⁽²⁾				Export Development Corporation ⁽³⁾
			Mortgage Insurance Fund	Mortgage-Backed Securities Guarantee Fund	Home Improvement Loan Fund	Rental Guarantee Fund	
		Société d'assurance-dépôts du Canada ⁽¹⁾	Société canadienne d'hypothèques et de logement ⁽²⁾				Société pour l'expansion des exportations ⁽³⁾
			Fonds d'assurance hypothécaire	Fonds de titres hypothécaires garantis	Fonds de prêts pour l'amélioration des maisons	Fonds de garantie de loyer	
Insurance in force as at reporting date	Assurance en vigueur à la date de déclaration						
- current year	- exercice en cours	290,474	58,273	7,676	*	**	5,364
- previous year	- exercice précédent	270,461	52,815	5,272	*	**	4,496
Opening balance of Fund	Solde d'ouverture du Fonds						
- current year	- exercice en cours	-679	187	4	1	17	-48
- previous year	- exercice précédent	-888	83	1	1	16	-47
Revenue for the period:	Recettes pour la période :						
Premiums and fees	Primes et honoraires						
- current year	- exercice en cours	290	125	2			23
- previous year	- exercice précédent	271	138	1			13
Investment income	Revenu de placement						
- current year	- exercice en cours	7	83	1			
- previous year	- exercice précédent	2	68	1			
Other revenue	Autres recettes						
- current year	- exercice en cours	9	21	1		1	1
- previous year	- exercice précédent	10	16			1	
Total revenue	Recettes totales						
- current year	- exercice en cours	306	229	4	*	1	24
- previous year	- exercice précédent	283	222	2	*	1	13
Expense for the period:	Dépenses pour la période :						
Loss on claims	Pertes sur indemnités						
- current year	- exercice en cours	61	220				40
- previous year	- exercice précédent	-79	91				14
Interest on loans	Intérêts sur prêts						
- current year	- exercice en cours	133					
- previous year	- exercice précédent	109					
Administrative	Administration						
- current year	- exercice en cours	23	46	3			
- previous year	- exercice précédent	8	50				
Funds returned to Government	Fonds retournés au gouvernement						
- current year	- exercice en cours						
- previous year	- exercice précédent						
Total expense	Dépenses totales						
- current year	- exercice en cours	217	266	3	*	*	40
- previous year	- exercice précédent	38	141	*	*	*	14
Net income/loss (-) for the period	Revenus nets/pertes (-) nettes pour la période						
- current year	- exercice en cours	89	-37	1	*	1	-16
- previous year	- exercice précédent	245	81	2	*	1	-1
Closing balance of Fund	Solde de fermeture du Fonds						
- current year	- exercice en cours	-590	150	5	1	18	-64
- previous year	- exercice précédent	-643	164	3	1	17	-48
Net claims during the period ⁽⁴⁾	Montants nets des indemnités pour la période ⁽⁴⁾						
- current year	- exercice en cours	690	50	**	*	**	-1
- previous year	- exercice précédent	-42	21	**	*	**	7
Five year average of net claims paid	Moyenne des montants nets des indemnités payées pour les cinq derniers exercices						
- current year	- exercice en cours	254	4	**	*	**	6
- previous year	- exercice précédent	120	-14	**	*	**	16

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA - Continued

[1] The Canada Deposit Insurance Corporation (CDIC) provides insurance on deposits placed with member banks and trust and loan companies for up to \$60,000 per depositor, per institution. In recent years, premiums paid by member institutions have not been sufficient to meet obligations incurred by CDIC under the insurance plan. This deficiency has been funded, in part, by loans from the Government of \$1,815 million at December 31, 1991 (\$1,290 million at December 31, 1990). The Government is continuing to explore alternatives to allow CDIC, over the long run, to eliminate its deficiency without budgetary support from the Government. Since there is no reason to believe that this will not be the case, no provision has been made in the accounts of Canada for the losses experienced by CDIC.

[2] Canada Mortgage and Housing Corporation (CMHC) administers four funds of which the Mortgage Insurance Fund (MIF) and the Mortgage-Backed Securities Guarantees Fund are active. The MIF provides insurance, for a fee, to private sector lending institutions to cover mortgage lending on Canadian housing. Besides establishing a framework of confidence for mortgage lending by private institutions, the Fund facilitates an adequate supply of mortgage funds by reducing the risk to lenders and by encouraging the secondary market trading of mortgages, to make housing more accessible for Canadians. An actuarial study of the MIF as of September 30, 1990 disclosed that the Fund is more than sufficient to pay all future claims with respect to business in force. The surplus as at September 30, 1990 was estimated to be \$143.5 million. The Mortgage-Backed Securities (MBS) Program was implemented in 1987. For a fee paid by approved financial institutions, CMHC and ultimately the Government, guarantee timely payment of principal and interest to MBS investors who participate in a pool of MIF insured first residential mortgages which have been repackaged by the financial institution into investments of \$5,000 denominations. Since 1984, the Corporation has also operated the Mortgage Rate Protection Program (MRPP). As premiums collected by CMHC for the Program are remitted directly to the Consolidated Revenue Fund (CRF) and obligations of the MRPP are ultimately payable from the CRF, the Mortgage Rate Protection Program does not meet the definition of a Crown corporation insurance plan as defined above. Therefore, operating particulars of this Program are not included in this summary but some information will be found in the notes to the Government of Canada Statement of Contingent Liabilities.

[3] The Export Development Corporation (EDC) provides export and foreign investment insurance to Canadian business to facilitate and develop export trade. The insurance fund has been adequate to provide for the full cost of claims experienced to date and to establish an allowance for future claims based on previous claims experience.

[4] Refers to the difference between claims and amounts received from sales of related assets and other recoveries.

* Less than \$500,000.

** Not applicable.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

[1] La Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC) fournit une assurance jusqu'à concurrence de \$60,000 par déposant et par institution, sur les dépôts faits auprès des banques et compagnies de prêts et de fiducies qui sont membres. Depuis quelques années, les primes versées par les institutions membres n'étaient pas suffisantes pour satisfaire à toutes les demandes d'indemnisation faites auprès de la SADC aux termes du régime d'assurance. Ce déficit a été comblé en partie par des prêts du gouvernement de \$1,815 millions au 31 décembre 1991 (\$1,290 millions au 31 décembre 1990). Le gouvernement continue d'examiner des alternatives afin de permettre à la SADC d'éliminer, avec le temps, son déficit sans aide budgétaire du gouvernement. Puisqu'il n'y a pas lieu d'en croire autrement, aucune provision n'a été établie dans les comptes du Canada pour les pertes subies par la SADC.

[2] La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) administre quatre fonds dont le Fonds d'assurance hypothécaire (FAH) et le Fonds de titres hypothécaires garantis sont actifs. Le FAH fournit de l'assurance aux institutions de crédit du secteur privé, moyennant des primes, afin de couvrir les prêts hypothécaires concernant le logement canadien. Tout en permettant en place un système par lequel les institutions privées peuvent accorder des prêts hypothécaires en toute confiance, le Fonds permet également qu'un approvisionnement continu de fonds hypothécaires soit disponible à moindre risque aux prêteurs et que le marché secondaire d'hypothèques soit favorisé, pour rendre le logement plus accessible aux Canadiens. Une étude actuarielle du FAH en date du 30 septembre 1990 démontre que le Fonds est plus que suffisant pour rencontrer les demandes d'indemnisation futures concernant les activités en vigueur. Au 30 septembre 1990, un surplus a été évalué à \$143.5 millions. Le Programme des titres hypothécaires garantis fut introduit en 1987. Sur versements d'une prime, la SCHL, et finalement le gouvernement, garantissent le paiement ponctuel du principal et des intérêts aux investisseurs dans des titres hypothécaires réunis par une institution financière en un bloc de créances hypothécaires résidentielles dont l'institution prépare et livre les certificats en multiples de \$5,000. Depuis 1984, la Société opère le Programme de protection des taux hypothécaires. Étant donné que les primes encaissées pour ce Programme par la SCHL sont déposées dans le Trésor et que les créances du Programme sont finalement payées à même le Trésor, le Programme de protection des taux hypothécaires ne rencontre pas la définition d'un plan d'assurance administré par une société d'État tel que défini ci-haut. Par conséquent, les résultats d'opérations du Programme ne sont pas inclus dans le sommaire mais de l'information supplémentaire apparaît dans les notes afférentes à l'état du passif éventuel du gouvernement du Canada.

[3] La Société pour l'expansion des exportations (SEE) fournit de l'assurance aux entreprises canadiennes sur les investissements étrangers et sur les exportations afin de faciliter et de développer le commerce de l'exportation. Le fonds d'assurance a été suffisant afin de pourvoir au coût global des réclamations à ce jour et pour établir une provision pour des réclamations futures basées sur l'expérience passée.

[4] Se rapporte à l'écart entre les réclamations et les montants recouvrés sur les ventes de biens connexes et d'autres recouvrements.

* Moins de \$500,000.

** Sans objet.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA - Continued

Contingent Liabilities

A contingent liability is a potential liability which may become an actual liability when one or more future events occur or fail to occur. The details of the contingent liabilities of the Government are provided in the following statement and consist of explicit guarantees by the Government and potential losses arising from pending and threatened litigation relating to claims and assessments in respect of breach of contract, damages to persons and property and like items.

The authorized limit represents the aggregate total of various types of authorities of Government bodies as stipulated in legislation, legal agreements and other documents that may be in force at any one time.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

5. Passif éventuel

Un élément de passif éventuel signifie un élément de passif possible qui peut se transformer en un élément de passif réel advenant un ou plusieurs événements futurs. Le détail du passif éventuel du gouvernement est fourni dans l'état suivant et comprend les garanties formelles par le gouvernement et les pertes possibles résultant de causes en instance ou imminentes relatives à des demandes d'indemnité et d'évaluation à l'égard de l'inexécution de contrats, de dommages causés à des personnes et à un bien et d'éléments connexes.

Les limites autorisées indiquées dans le tableau ci-dessous désignent le montant total des divers genres d'autorisations utilisées par des organismes gouvernementaux telles que stipulées dans la législation, des ententes légales ou d'autres documents qui peuvent être en vigueur à un moment donné.

STATEMENT OF CONTINGENT LIABILITIES
As At December 31, 1991ÉTAT DU PASSIF ÉVENTUEL
au 31 décembre 1991

		(in millions of dollars - en millions de dollars)	
	Authorized limit (where applicable) ⁽¹⁾	Contingent liability ⁽²⁾	Percentage of net claims to outstanding guarantees (where applicable) ⁽³⁾
	Limite autorisée (s'il y a lieu) ⁽¹⁾	Passif éventuel ⁽²⁾	Rapport entre les indemnités nettes et les garanties en vigueur (s'il y a lieu) ⁽³⁾
EXPLICIT GUARANTEES BY THE GOVERNMENT OF -			
Borrowings by Crown corporations which are not agents of Her Majesty -			
Canadian National Railway Company - Bonds and notes			
Borrowings by other than Crown corporations -			
From agents -			
Loans to Indians by the Canada Mortgage and Housing Corporation and the Farm Credit Corporation, for on-reserve housing			
From other than agents -			
Guarantee programs of the Government -			
Canada Student Loans Act			
Small Businesses Loans Act			
Atlantic Enterprise Program			
Farm Improvement Loans Act and Farm Improvement and Marketing Cooperatives			
Loans Act			
Advance Payments for Crops Act			
Enterprise development program and Canadian Industrial Renewal Board			
Fisheries Improvement Loans Act			
Regional Development Incentives Act			
Loans to Indians by approved lenders for on-reserve housing			
Financial obligations incurred by air carriers regarding purchase of The de Havilland Aircraft of Canada, Limited DHC-7 and DHC-8 aircraft			
Indian economic development			
GARANTIES FORMELLES PAR LE GOUVERNEMENT POUR -			
Emprunts par des sociétés d'État qui ne sont pas mandataires de Sa Majesté -			
Chemins de fer nationaux du Canada - Obligations et effets			
Emprunts effectués par des entités autres que des sociétés d'État -			
De sociétés mandataires -			
Prêts consentis aux Indiens par la Société canadienne d'hypothèques et de logement et la Société du crédit agricole, pour habitations sur les réserves	1,000	70 ^[4]	0.1
De sociétés non mandataires -			
Programmes de garantie du gouvernement -			
Loi fédérale sur les prêts aux étudiants	7,520	3,394	2.7
Loi sur les prêts aux petites entreprises	1,042 ^[5]	500	4.9
Programme Entreprise Atlantique	228	228 ^[6]	2.3
Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative	367 ^[5]	135	1.0
Loi sur le paiement anticipé des récoltes	400	170	0.2
Programme d'expansion des entreprises et Office canadien pour un renouveau industriel	872	10 ^[7]	9.5
Loi sur les prêts aux entreprises de pêche	10 ^[5]	6	5.4
Loi sur les subventions au développement régional	21	3	60.3
Prêts consentis aux Indiens par des prêteurs agréés pour habitations sur les réserves	^[8]	609 ^[4]	0.1
Dettes encourues par des transporteurs aériens concernant l'achat des aéronefs DHC-7 et DHC-8 de The de Havilland Aircraft of Canada, Limited	914 ^[9]	506 ^[9]	1.0
Développement économique des Indiens	34 ^[10]	4 ^[4]	6.5
	11,408	5,565	

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE
GOVERNMENT OF CANADA - Continued

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
DU GOUVERNEMENT DU CANADA - SuiteSTATEMENT OF CONTINGENT LIABILITIES
As At December 31, 1991ÉTAT DU PASSIF ÉVENTUEL
au 31 décembre 1991

		(in millions of dollars - en millions de dollars)		
		Authorized limit (where applicable) ⁽¹⁾	Contingent liability ⁽²⁾	Percentage of net claims to outstanding guarantees (where applicable) ⁽³⁾
		Limite autorisée (s'il y a lieu) ⁽¹⁾	Passif éventuel ⁽²⁾	Rapport entre les indemnités nettes et les garanties en vigueur (s'il y a lieu) ⁽³⁾
Other explicit loan guarantees -	Autres garanties formelles de prêts -			
Loans to NewGrade Energy Inc to finance construction of a heavy oil upgrader	Prêts à la société NewGrade Energy Inc pour financer la construction d'une usine de valorisation du pétrole lourd	275	274	
Loans to construct coal handling and terminal facilities by Ridley Terminals Inc	Prêts pour la construction d'installations de manutention du charbon et de terminus par Ridley Terminals Inc	230	200	
Loans to Marine Industries Limited for acquisition of assets	Prêts à Marine Industries Limited pour l'acquisition de biens	55	40	
Loan to St. Mary's Paper Inc to modernize and expand a paper making facility at Sault Ste Marie, Ontario	Prêt à St. Mary's Paper Inc pour moderniser et agrandir une papeterie à Sault Ste Marie, Ontario	15	15	
Loans for the restructuring of Maislin Industries Ltd	Prêts pour la réorganisation de Maislin Industries Ltd	8 [9]	8 [9,11]	
Loan to Seafreez Food Limited for acquisition of assets	Prêt à Seafreez Food Limitée pour l'acquisition de biens	15	5	
Loan to Nardex Canada Ltée for the manufacture of radio-protection and radio-telecommunication systems	Prêt à Nardex Canada Ltée pour la fabrication des systèmes de protection et de télécommunication radiophonique	1	*	
Loans for the financing of Cheticamp Fishermen's Co-operative Society Ltd	Prêts pour le financement de Cheticamp Fishermen's Co-operative Society Ltd	*	*	
		599	542	
Insurance programs of the Government ^[12] -	Programmes d'assurance du gouvernement ^[12] -			
Insurance against accidents at nuclear installations under the Nuclear Liability Act ^[13]	Assurance en prévision des accidents aux installations nucléaires en vertu de la Loi sur la responsabilité nucléaire ^[13]	675	664	
Insurance under the Aboriginal Economic Program	Assurance aux termes du programme de développement économique des autochtones	4	3	
Insurance under the Fishing Vessel Insurance Plan ^[14]	Assurance aux termes du régime d'assurance des bateaux de pêche ^[14]	24	261	
Accounts administered for the Government by the Export Development Corporation - Insurance and related guarantees	Comptes administrés par la Société pour l'expansion des exportations au nom du gouvernement - Assurance et garanties connexes	7,000 ^[15] 7,703	152 1,080	
Other explicit guarantees ^[16] -	Autres garanties formelles ^[16] -			
Guarantees under the Prairie Grain Advance Payments Act	Garanties en vertu de la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies		916	[17]
Guarantees under the Agricultural Products Cooperative Marketing Act	Garanties en vertu de la Loi sur la vente coopérative des produits agricoles		121	2.3
Guarantee of electricity sales by Yukon Energy Corporation to Curragh Resources Inc	Garantie de vente d'électricité par la société Yukon Energy Corporation à Curragh Resources Inc ...	2	2 ^[18]	
Guarantee to the City of Toronto of payment by H&D International Group of 25% of the estimated cost of a pedestrian bridge connecting Skydome Stadium to Harbourfront Corporation property	Garantie à la ville de Toronto, de H&D International, concernant le paiement de 25% du coût estimé d'un pont pédestre reliant le Stade Skydome à la propriété de la société Harbourfront Corporation	*	*	
		2	1,039	
Total explicit guarantees	Total des garanties formelles	20,712	8,296	
CLAIMS AND PENDING AND THREATENED LITIGATION	REVENDICATIONS ET CAUSES EN INSTANCE ET IMMINENTES		17,229	[9,19,20]
COMPREHENSIVE NATIVE LAND CLAIMS	REVENDICATIONS GLOBALES DE TERRAINS		896	[21]
Total	Total		26,421	

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA - Continued

The authorized limits indicated in the preceding statement, represent the aggregate total of various types of authorities of Government bodies as stipulated in legislation, legal agreements or other documents that may be in force at any one time.

A contingent liability is a potential liability which may become an actual liability when one or more future events occur or fail to occur.

Represents the average percentage over the most recent 5 years of net claims to the average amount of outstanding guarantees for the same period computed as at December 31, 1991. In some situations where historical data is not readily available, departmental estimates have been used.

Includes committed guarantees for the following loans to be made: to Indians for on-reserve housing \$107,658,661 and for Indian economic development \$676,017. As at December 31, 1991, no loan had been issued for these amounts.

The Act places limits on the maximum amount of guarantee for loans made by eligible lenders over different loan periods. The maximum amount of guarantee by lender is expressed in legislation as a percentage of aggregate loans made to qualified borrowers and varies according to the dollar value range of aggregate loans made by the lender. The authorized limits for given loan periods are included in the figure reported until all qualified loans made by all eligible lenders, in the given periods, are no longer outstanding, and are not adjusted for loan repayments nor payments made by the Government for guaranteed amounts in which default has occurred.

The Atlantic Enterprise Program offers loan insurance on new term loans for the establishment, expansion or modernization of commercial operations in eligible sectors in the Atlantic provinces where the Program is administered by the Atlantic Canada Opportunities Agency (\$122,887,328 as at December 31, 1991) and in the Gaspé Peninsula and Magdalen Islands of Québec where administration of the Program is the responsibility of the Department of Industry, Science and Technology (\$105,105,043 as at December 31, 1991). Industry, Science and Technology also has responsibility for all capital projects in excess of \$20 million.

Includes \$62,034 attributable to the Canadian Industrial Renewal Board.

The authorized limit for loan guarantees for on-reserve housing totals \$1,000,000,000 (as shown above) for loans made by the Canada Mortgage and Housing Corporation, the Farm Credit Corporation and other approved lenders.

Amount denominated wholly or partially in a foreign currency and translated at the closing rate of exchange as at date of statement.

The maximum aggregate amount that may be paid or that may have been paid from the Consolidated Revenue Fund (CRF) relative to Indian Economic Development in previous, current or subsequent years, with respect to all guarantees authorized and granted, is set at \$60 million. As at December 31, 1991, \$26,181,216 has been expended from the CRF leaving a balance of \$33,818,784 available for disbursement.

Maislin Industries Ltd was placed in receivership on July 11, 1983 and was declared bankrupt on October 19, 1983. To date, the Government has made interim payments totalling \$20,361,132 US to creditors under a guarantee in the amount of \$27,000,000 US. It is anticipated that the Government will be called upon to make further payments to settle remaining obligations to creditors when certain issues are settled in US Federal Court, however the amount cannot be determined at present with any certainty.

Since 1984, the Canada Mortgage and Housing Corporation (CMHC) has operated the Mortgage Rate Protection Program on behalf of the Government. In return for payment of a premium, CMHC will reimburse homeowners 75% of any increase in monthly mortgage payments, above a deductible, due to higher interest rates at the time of mortgage renewal. As recent mortgage interest rates have been relatively stable, the Program is not widely utilized and loans covered by the Program at December 31, 1991 amounted to only \$911,000 (\$911,000 at December 31, 1990). Premiums collected by CMHC are remitted directly to the Consolidated Revenue Fund (CRF) and obligations are ultimately payable from the CRF. Because of the nature of the Program, it is not possible to estimate the amounts, if any, that might be payable at some future date.

There have been no claims under the Nuclear Liability Act since its inception in 1970. The Act covers 9 nuclear installations as at December 31, 1991.

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Suite

(1) Les limites autorisées indiquées dans l'état ci-dessus désignent le montant total des divers genres d'autorisations utilisés par des organismes gouvernementaux, tels que stipulés dans la législation, des ententes légales ou d'autres documents, qui peuvent être en vigueur à un moment donné.

(2) Un élément de passif éventuel signifie un élément de passif possible qui peut se transformer en élément de passif réel advenant un ou plusieurs événements futurs.

(3) Représente le rapport au cours des cinq derniers exercices entre la moyenne des indemnités nettes et la moyenne des garanties en cours pour la même période calculé au 31 décembre 1991. Dans les cas où les données d'origine ne sont pas facilement disponibles, les prévisions ministérielles ont été utilisées.

(4) Comprend les engagements de garantie concernant les prêts suivants : aux Indiens pour habitations sur les réserves \$107,658,661 et pour le développement économique des Indiens \$676,017. Aucun prêt n'avait été consenti en raison de ces montants au 31 décembre 1991.

(5) La Loi limite la somme maximum de la garantie pour prêts effectués par des prêteurs admissibles sur différentes périodes de prêts. La somme maximum de la garantie accordée à chaque prêteur est énoncée, d'après la Loi, comme étant un pourcentage du total des prêts consentis aux emprunteurs autorisés, et varie selon la valeur totale des prêts effectués par le prêteur. Les limites autorisées pour des périodes de prêts données sont comprises dans le chiffre divulgué jusqu'à ce que tous les prêts approuvés et consentis par les prêteurs admissibles dans la période donnée, soient réglés. Ces limites ne sont pas redressées par les remboursements de prêts ni par les paiements effectués par le gouvernement pour les montants garantis en souffrance.

(6) Le Programme Entreprise Atlantique offre des assurances de prêts sur de nouveaux prêts à terme pour établir, moderniser ou agrandir des opérations commerciales dans les secteurs éligibles des provinces de l'Atlantique où le Programme est administré par l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (\$122,887,328 au 31 décembre 1991) et pour la péninsule de Gaspé et les Îles-de-la-Madeleine du Québec où le ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie a la responsabilité de l'administration du Programme (\$105,105,043 au 31 décembre 1991). Ce ministère a aussi la responsabilité de tous les projets d'immobilisation dépassant \$20 millions.

(7) Comprend un montant de \$62,034 imputable à l'Office canadien pour un renouveau industriel.

(8) La limite autorisée sur les prêts garantis pour habitations sur les réserves s'élève à \$1,000,000,000 (voir ci-haut) pour les prêts effectués par la Société canadienne d'hypothèques et de logement, la Société du crédit agricole et par d'autres prêteurs agréés.

(9) Montant libellé entièrement ou partiellement en une devise étrangère et converti au cours du change en vigueur à la date de comptabilisation.

(10) Le montant maximum total déboursé ou pouvant être déboursé à même le Trésor pour l'exercice en cours et les exercices précédents ou subséquents relativement aux garanties autorisées et accordées pour le développement économique des Indiens est fixé à \$60 millions. Au 31 décembre 1991, un montant total de \$26,181,216 a été déboursé à même le Trésor laissant un solde disponible de \$33,818,784.

(11) Maislin Industries Ltd a été placée sous séquestre le 11 juillet 1983 et a déclaré faillite le 19 octobre 1983. À la date de comptabilisation, le gouvernement a effectué des versements provisoires totalisant \$20,361,132 É-U aux créanciers en vertu d'une garantie au montant de \$27,000,000 É-U. On anticipe que le gouvernement devra effectuer des paiements additionnels pour régler les obligations restantes aux créanciers lors du règlement de certaines émissions au tribunal fédéral des États-Unis, mais le montant ne peut pas être déterminé, en ce moment, avec certitude.

(12) Depuis 1984, la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) opère, pour le compte du gouvernement, le Programme de protection des taux hypothécaires. Sur paiement de primes, la SCHL rembourse les propriétaires 75% des augmentations causées par les hausses marquées de taux d'intérêt, lors du renouvellement, au-delà d'un montant déductible. Les taux hypothécaires étant relativement stables, le Programme n'est pas tellement utilisé et les prêts couverts par le Programme au 31 décembre 1991 ne s'élèvent qu'à \$911,000 (\$911,000 au 31 décembre 1990). Les primes encaissées par la SCHL sont remises au Trésor et les créances du Programme sont payables à même le Trésor. La nature même du Programme ne permet aucune estimation des créances futures.

(13) Il n'y a eu aucune réclamation en vertu de la Loi sur la responsabilité nucléaire depuis sa mise en vigueur en 1970. La Loi couvre 9 installations nucléaires canadiennes au 31 décembre 1991.

GOVERNMENT OF CANADA

NOTES TO THE QUARTERLY STATEMENTS OF FINANCIAL OPERATIONS OF THE GOVERNMENT OF CANADA - Concluded

[14] The Fishing Vessel Insurance Plan is administered by the Government to assist fishermen in meeting abnormal capital losses. A consolidated specified purpose account is credited with all amounts received by way of premiums, recoveries and with advances in accordance with regulations by the Government, such advances not to exceed \$150,000 at any time. The account is debited with refunds of premiums and payments in settlement of third party vessel collision damage claims against fishermen, where the collision involves a vessel insured under the Plan. As at December 31, 1991, the insured value of vessels under the Plan amounted to \$260,794,937; the balance of the account was \$24,391,000 and outstanding claims against the Plan amounted to \$1,500,000.

[15] The Export Development Act specifies that the Export Development Corporation may enter into contracts of insurance, re-insurance, related guarantees and other agreements up to a maximum of \$7 billion, the authorized limit.

[16] A letter of comfort has been issued with respect to credit grain sales by the Canadian Wheat Board. The letter states that the Government will assume responsibility for the liabilities arising from defaults in payment by countries purchasing Canadian grain on credit. Receivables under this guarantee amounted to approximately \$5.5 billion at December 31, 1991.

[17] Less than 0.1%.

[18] The Government has agreed to pay Yukon Energy Corporation up to \$300,000 per year up to March 31, 1997 should electricity sales to Curragh Resources Inc. fall below specified limits.

[19] Classified as follows:	(in millions of dollars)
a. alleged breach of written, verbal, statutory contracts including construction disputes	1,053
b. damage to property including loss of income	2,786
c. physical and mental injury including accidents, and false imprisonment	178
d. expropriation and land claims	12,030
e. government employee disputes	33
f. other	1,174
	<u>17,254</u>
Less duplicated claims	25
Total	<u>17,229</u>

Included in (d.) above is \$9.4 billion related to native statutory and treaty obligations representing plaintiffs' claims in 92 litigation cases. There are another 140 similar cases for which amounts are not stated in the claims, and for which it is not possible to determine the amounts that may be ultimately payable.

[20] Contingent gains. A contingent gain is a potential gain or possible recovery that may become an actuality when one or more future events occur or fail to occur. Three departments reported contingent gains as at December 31, 1991 totalling \$9.1 million.

[21] The Government has several comprehensive native land claims under negotiation of which 3 are in the final stages of negotiation. Should the 3 claims be ratified, the Government would be liable to pay financial compensation over a number of years as follows:

	(in millions of dollars)
Council for Yukon Indians	242
Tungavik Federation of Nunavut	575
Gwich'in	860
Total	<u>897</u>

GOUVERNEMENT DU CANADA

NOTES SE RAPPORTANT AUX ÉTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DU GOUVERNEMENT DU CANADA - Fin

[14] Le Régime d'assurance des bateaux de pêche est administré par le gouvernement afin d'assurer les pêcheurs contre des pertes en capital anormales. Un compte fins déterminées consolidé est crédité de toutes les sommes encaissées à titre primes et de recouvrements, ainsi que des avances consenties par le gouvernement conformément à ces règlements, de telles avances ne devant pas dépasser en tout temps \$150,000. Le compte est débité des remboursements de primes et règlement des réclamations de dommages-intérêts envers des tiers pour collision lorsque la collision met en cause un bateau assuré aux termes du Régime. Au décembre 1991, la valeur assurée des bateaux aux termes du Régime se chiffrait à \$260,794,937; le solde du compte était de \$24,391,000 et les réclamations non réglées au titre du Régime se sont élevées à \$1,500,000.

[15] La Loi sur l'expansion des exportations précise que la Société pour l'expansion des exportations peut conclure des contrats d'assurance, de réassurance, garanties connexes et d'autres accords jusqu'à un maximum de \$7 milliards, qui représente la limite autorisée.

[16] Une lettre d'accord présumé a été émise concernant les ventes de céréales à crédit par la Commission canadienne du blé. La lettre spécifie que le gouvernement assumera la responsabilité de la dette advenant le défaut de paiement par un pays achetant à crédit les céréales canadiennes. Le montant débiteur au 31 décembre 1991, en vertu de cette garantie, s'élève à \$5.5 milliards.

[17] Moins de 0.1%.

[18] Selon une entente entre le gouvernement et la Société Yukon Energy Corporation se terminant le 31 mars 1997, un montant de \$300,000 sera versé annuellement advenant que les ventes d'électricité à Curragh Resources Inc. soient en dessous du seuil prédéterminé.

[19] Classées de la façon suivante :	(en millions de dollars)
a. inexécution de contrats écrits, verbaux, statutaires incluant les disputes de construction	1,053
b. dommages causés aux propriétés incluant la perte de revenu	2,786
c. dommages corporels ou mentaux y compris les accidents et les faux emprisonnements	178
d. revendications de terrains et expropriations	12,030
e. revendications relatives aux employés du gouvernement	33
f. autres	1,174
	<u>17,254</u>
Moins les revendications en double	25
Total	<u>17,229</u>

Inclus dans (d.) ci-haut \$9.4 milliards reliés aux engagements envers autochtones par suite de statuts et traités. Ce montant représente les revendications de plaignants dans 92 causes en litige. Il y a 140 causes semblables pour lesquelles des montants ne sont pas énoncés dans les revendications et pour lesquelles il est impossible de déterminer le montant peuvent finalement être à payer.

[20] Gains éventuels. Un gain éventuel est un gain potentiel ou un recouvrement possible pouvant se matérialiser advenant un ou plusieurs événements futurs. Trois ministères ont déclaré des gains éventuels au 31 décembre 1991 totaux \$9.1 millions.

[21] Le gouvernement négocie présentement plusieurs revendications globales terrains concernant les autochtones parmi lesquelles 3 sont à l'étape finale négociations. Si ces 3 revendications sont entérinées, le gouvernement aura à payer une indemnité financière sur plusieurs années comme suit :

	(en millions de dollars)
Le conseil des Indiens du Yukon	242
La Fédération Tungavik de Nunavut	575
Gwich'in	860
Total	<u>897</u>

926200059

NOV 15 1993

